



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

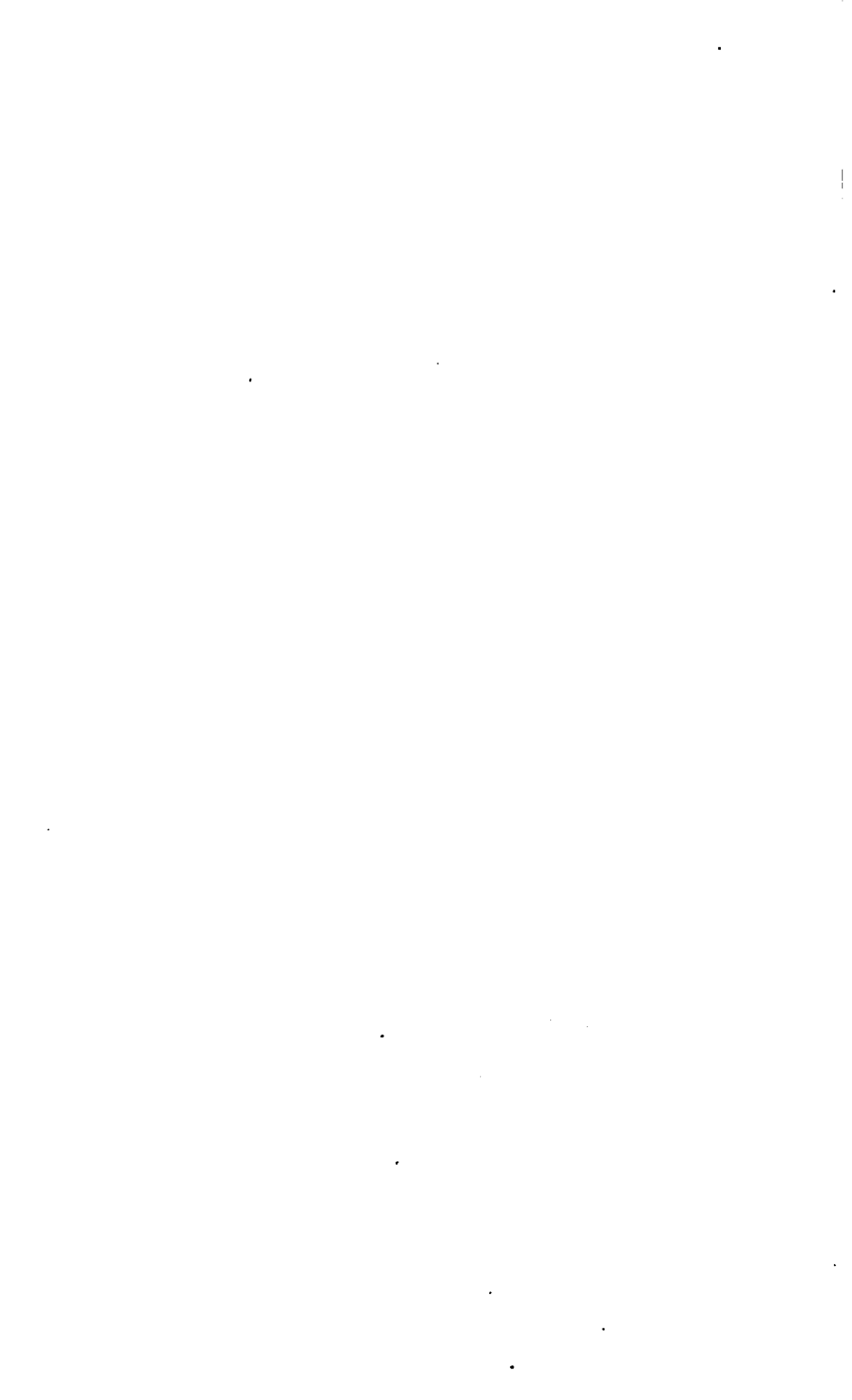
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

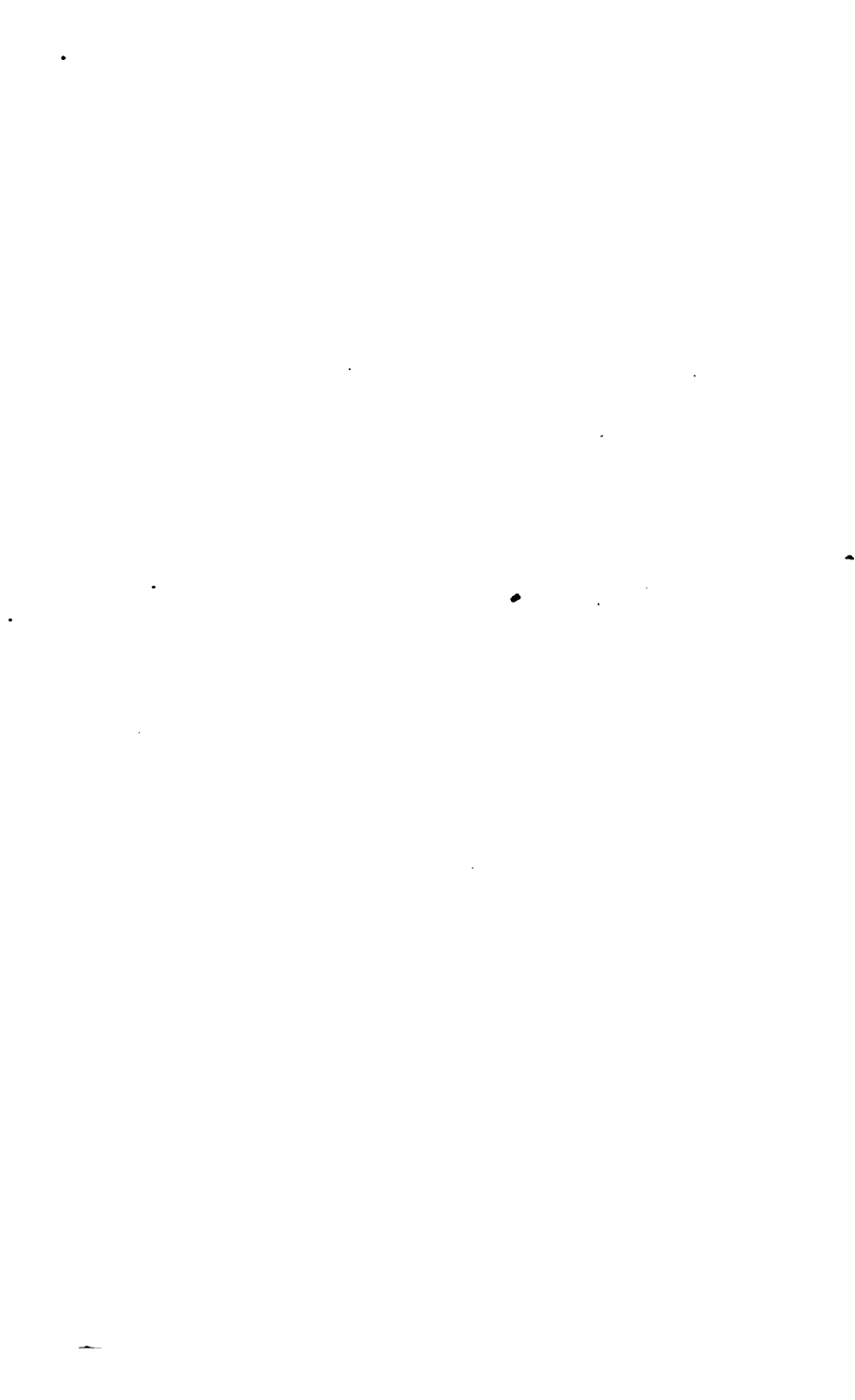


STANFORD UNIVERSITY LIBRARY









BULLETIN DES LOIS

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

XII^e SÉRIE.

PREMIER SEMESTRE DE 1894,

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JANVIER JUSQU'AU 30 JUIN 1894.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME QUARANTE-HUITIÈME.

N^{os} 1607 à 1638.



AMERICAN LIBRARY

PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC XCIV.

349.44
F81
12th ser.
v. 48

594820

Y9A28L: 0807N473

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME XLVIII DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
ACTES ANTÉRIEURS			
AU 1 ^{er} SEMESTRE 1894.			
9 Oct. 1886.	DÉCRET sur la discipline des titulaires de la médaille commémorative de l'expédition de Madagascar.....	1626	609
14 Janv. 1893.	DÉCRET sur la discipline des titulaires de la médaille commémorative de l'expédition du Dahomey.....	<i>Ibid.</i>	610
12 Mai.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition.....	1632	801
30 Juin.	DÉCRET qui proclame quarante-huit cessations de brevets d'invention.....	<i>Ibid.</i>	910
31 Juillet.	DÉCRET qui approuve le compte d'emploi des fonds de police secrète affectés au service de la transportation et de la rélegation à la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 1892.....	1609	66
26 Août.	DÉCRET fixant les limites de la mer sur la partie du littoral comprise entre la pointe de Sidi-Ferruch et la pointe de Pescade (quartier maritime d'Alger)....	1608	63
31.	DÉCRET qui approuve le tarif pour la perception des droits de péage au bac de Maisons-Laffitte, sur la rivière de Seine, commune de Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise).....	1607	28
3 Septembre.	DÉCRET modifiant le décret du 31 mai 1892 concernant la répression par voie disciplinaire des infractions spéciales aux indigènes de la Cochinchine.....	1609	66
7.	DÉCRET qui ouvre au budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (3 ^e section : Colonies), pour l'exercice 1892, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	<i>Ibid.</i>	67
9.	DÉCRET portant organisation des services de l'Exposition universelle de 1900.....	<i>Ibid.</i>	69
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Alfred Picard commissaire général de l'Exposition universelle de 1900.....	<i>Ibid.</i>	73
22.	DÉCRET qui organise, dans la colonie pénitentiaire de la Guyane, une surveillance spéciale à la sortie des navires, en vue d'empêcher les évasions des transportés, des relégués et des reclusonnaires coloniaux.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
2 Octob. re.	DÉCRET modifiant la composition du conseil privé de la Cochinchine.....	<i>Ibid.</i>	75
7 Novembre.	DÉCRET qui approuve l'échange entre l'Etat et M ^{me} Raoux (Marguerite-Marie-Célestine) de terrains boisés en Algérie.....	1632	916
8.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes de la Guadeloupe, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1609	75
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes de la Réunion, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	<i>Ibid.</i>	76

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
8 Nov. 1893.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour remonte des haras et encouragements à l'industrie chevaline.....	1612	170
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour travaux à exécuter dans la forêt domaniale des Beni-Ghobri.....	<i>Ibid.</i>	171
9.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques.....	1609	77
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie le décret du 25 septembre 1876, relatif à l'établissement d'un dépôt de dynamite au plateau d'Ablon (Calvados).....	<i>Ibid.</i>	78
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Uxeau (Saône-et-Loire).....	<i>Ibid.</i>	82
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Carvin (Pas-de-Calais).....	1610	97
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre à accepter au nom de l'État le don de deux cents francs de rente trois pour cent fait au 16 ^e bataillon de chasseurs à pied et au 111 ^e d'infanterie par le lieutenant-colonel <i>Normand</i>	1618	382
14	DÉCRET qui supprime le dépôt de dynamite établi sur le territoire de la commune d'Essonnes (Pas-de-Calais).....	1610	101
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime le dépôt de dynamite établi sur le territoire de la commune de Saint-Chéron (Seine-et-Oise).....	<i>Ibid.</i>	102
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime le dépôt de dynamite établi sur le territoire de la commune de Soisy-sous-Etiolles (Seine-et-Oise).....	<i>Ibid.</i>	103
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la société anonyme Lorraine industrielle à compléter les installations établies sur le côté droit de la station d'Hussigny (ligne de Longwy à Villersrupt) se trouvant à moins de deux mètres du chemin de fer.....	1611	159
15.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.....	1609	85
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modifications à l'organisation du service judiciaire en Nouvelle-Calédonie.....	1610	104
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant le traitement et la parité d'office des magistrats de la cour d'appel et du tribunal de première instance de Nouméa (Nouvelle-Calédonie).....	<i>Ibid.</i>	107
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement de trois dépôts de dynamite, dont un sur le territoire de la commune de Sauvignies et deux sur celui de la commune de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire).....	<i>Ibid.</i>	108
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de la marine à accepter au nom de la caisse des invalides de la marine le legs <i>Nabire (Jean-Etienne)</i>	1611	159
16.	DÉCRET déclarant d'utilité publique la construction de quais maritimes à l'extrémité ouest du canal de Tan-carville au port du Havre (Seine-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
17.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes téléphoniques.....	1610	111
18.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce du Havre à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	112

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
18 Nov. 1893.	DÉCRET qui porte de cent à cent vingt-trois le nombre des membres de la commission supérieure de l'exposition universelle de 1900.....	1610	114
19.	DÉCRET qui nomme les membres de la commission supérieure de l'Exposition de 1900.....	<i>Ibid.</i>	115
20.	DÉCRET relatif à la déclaration des accidents survenus dans les établissements industriels.....	<i>Ibid.</i>	117
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition internationale et coloniale de Lyon.....	<i>Ibid.</i>	120
22.	DÉCRET qui crée un conseil de prud'hommes à Blois (Loir-et-Cher).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la restauration du pont suspendu de Saint-Vallier, sur le Rhône (route nationale n° 7, annexe n° 1), dans le département de la Drôme.....	1613	222
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit : est autorisée l'exécution des travaux complémentaires de dérochement dans la grande darse de Philippeville (Algérie).....	1614	255
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 57, entre Baudoucourt et Colombier, dans les Côtes des Vignes, de Chaudron, de Pont-Joly, de Saulx et de Colombier (Haute-Saône).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
23.	DÉCRET portant que la commune de Vulaines, canton et arrondissement de Provins (Seine-et-Marne), portera à l'avenir le nom de <i>Vulaines-en-Brie</i>	1609	96
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune du Chambon, canton de Tence, arrondissement d'Yssingeaux (Haute-Loire), portera à l'avenir le nom de <i>Le Chambon-de-Tence</i>	1610	128
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet une délibération en date du 15 novembre 1893 du conseil général de la Seine.....	1611	159
27.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les dépenses de la chambre de commerce du Havre (Seine-Inférieure).....	1610	122
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1894, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	<i>Ibid.</i>	123
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les dépenses de la chambre de commerce du Mans (Sarthe).....	<i>Ibid.</i>	125
28.	DÉCRET approuvant la concession à MM. Desmarais frères d'une parcelle de terrain retranché de l'Adour au lieu dit <i>Petit-Lannes</i> ou <i>les Bazés</i> , commune de Boucau (Basses-Pyrénées).....	1611	160
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant la concession à M. Paul Fourtanier de deux parcelles d'alluvion sur la rive droite de la Garonne, dans la commune de Mas-Grenier.....	1616	319
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant la concession à la ville de Saint-Servan d'une parcelle de terrain domanial sur la grève des Bas-Sablons, commune de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant la concession à MM. Léglise et compagnie d'une parcelle de terrain retranchée du lit de l'Adour au lieu dit <i>Camp-de-l'Aygue</i> , commune de Boucau (Basses-Pyrénées).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
29.	DÉCRET qui accorde à la ville de Boulogne-sur-Mer un entrepôt réel pour les sucres indigènes.....	1611	130
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit : restent affectés à l'administration des forêts les bâtiments et terrain affectés à la sécherie dite de <i>Nodane</i>	1618	383
30.	DÉCRET qui affecte au service des ponts et chaussées une parcelle dépendant de la forêt domaniale des Beni-Kani (département d'Alger).....	616	3 9

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Déc. 1893.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les dépenses de la chambre de commerce de Nantes (Loire-Inférieure).....	1611	130
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la réglementation de l'arrimage des marchandises à bord des navires de commerce.....	<i>Ibid.</i>	132
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'établissement de lignes télégraphiques.....	<i>Ibid.</i>	137
2.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (4 ^e section : Colonies), sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'exposition de Chicago.....	<i>Ibid.</i>	138
6.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889....	1621	453
7.	DÉCRET qui autorise le ministre de la marine à accepter au nom de l'établissement des invalides de la marine le legs <i>Serain</i> (<i>Victor-Yves</i>).....	1618	383
13.	DÉCRET qui distrairait du régime forestier pour être soumis au service de la colonisation divers terrains dans la forêt d'Ouled-Mimoun, commune d'Aïn-Fexza, arrondissement de Tlemcen (Oran).....	1625	607
18.	DÉCRET qui modifie l'article 2 du décret du 13 décembre 1892 portant organisation du service de l'inspection du travail dans l'industrie.....	1611	139
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Narbonne (Aude) et l'amélioration des communications aux abords de cette gare.....	1617	351
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1890....	1621	454
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891....	<i>Ibid.</i>	455
19.	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire destiné au service des commissaires de police.....	1608	33
20.	Loi qui autorise le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	34
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aveyron à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	35
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Cantal à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	36
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Charente à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	37
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Corse à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	38
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	39
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	40
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Doubs à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	41
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Gard à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	42
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	43

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
20 Déc. 1893.	Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un emprunt.....	1608	43
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Hérault à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	44
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	45
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	46
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Jura à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Loire à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	47
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	48
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Loiret à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	49
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Lot à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Manche à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	50
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Mayenne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	51
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	52
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Morbihan à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Nièvre à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	53
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	54
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	55
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Sarthe à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Savoie à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	56
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	57
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	58
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Tarn à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	59
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Tarn-et-Garonne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Var à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	60
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	61
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département des travaux publics la partie des dunes de la Tamarissière-d'Agde (Hérault), d'une contenance de treize hectares environ.....	1612	192
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1616	289
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aube à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	290
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aude à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	291
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Drôme à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	292

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
20 Déc. 1893.	Loi qui autorise le département du Finistère à contracter un emprunt.....	1616	293
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Lozère à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	294
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Nord à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	295
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Orne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	296
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Saône à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	297
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	298
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	299
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Vaucluse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	300
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Vienne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	301
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Yonne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	302
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt.....	1617	321
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ariège à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	322
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	323
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Côte-d'Or à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à contracter deux emprunts.....	<i>Ibid.</i>	324
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Indre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	325
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Landes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	326
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	327
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Marne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	328
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	329
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
21.	Loi qui autorise le département du Nord à s'imposer extraordinairement.....	1608	62
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement.....	1616	302
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Finistère à contracter deux emprunts.....	<i>Ibid.</i>	303
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un engagement du département de la Nièvre pour concourir aux dépenses de l'école pratique d'agriculture de Corbigny.....	<i>Ibid.</i>	304
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Vienne à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	305

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
21. Déc. 1893.	Loi qui autorise le département des Vosges à s'imposer extraordinairement.....	1616	306
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un emprunt.....	1617	330
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Loiret à s'imposer extraordinairement en 1894.....	<i>Ibid.</i>	331
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement en 1894.....	<i>Ibid.</i>	332
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération du 23 août 1893 du conseil général de la Haute-Saône.....	<i>Ibid.</i>	351
<i>Idem.</i>	Décret qui crée à Greil (Oise) un commissariat de police.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891.....	1621	457
22.	Décret qui nomme deux membres de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.....	1611	140
<i>Idem.</i>	Décret portant ce qui suit : la ville de Reims (Marne) est substituée aux droits que l'Etat tient de l'ordonnance royale du 19 juin 1845 réglant les alignements de la route nationale n° 44, de Châlons à Cambrai, dans la traverse de ladite ville.....	1614	255
23.	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1893, un crédit extraordinaire destiné à indemniser la société anonyme de publications périodiques de la suppression du Bulletin des communes.....	1609	65
<i>Idem.</i>	Décret relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les dépenses de la chambre de commerce d'Alger.....	1611	141
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre le bureau de douane de Serzin (Haute-Savoie) à l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs les cent kilogrammes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
25.	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes téléphoniques.....	<i>Ibid.</i>	142
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à des travaux projetés sur les routes nationales.....	1613	194
26.	Décret fixant le costume des membres de la cour d'appel de Nouméa (Nouvelle-Calédonie) et du procureur de la République près le tribunal de première instance de la même ville.....	1611	143
<i>Idem.</i>	Décret qui abroge les dispositions transitoires édictées par l'article 13 du décret du 25 juin 1887 et par le décret du 3 août suivant sur le recrutement du personnel des comptables des matières aux colonies.....	<i>Ibid.</i>	145
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien (ligne d'Alger à Oran).....	1619	415
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée d'augmenter l'outillage des ateliers d'Alger (ligne d'Alger à Oran).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
28.	Décret qui fixe l'intérêt composé du capital dont il est tenu compte dans les tarifs d'après lesquels est calculé le montant des primes à payer pour les assurances en cas de décès, souscrites à partir du 1 ^{er} janvier 1894..	1611	146

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
28 Déc. 1893.	DÉCRET portant ce qui suit : est reporté au 1 ^{er} décembre 1894 le délai fixé par l'article 3 du décret du 26 mars 1888 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux de rectification de la route départementale n° 25 de Saint-Vit à Ougney, entre Saint-Vit et Berthelange, sur le territoire d'Antorpe (Jura).....	1617	351
29.	Loi qui autorise la ville de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1616	306
Idem.	Loi qui autorise la ville de Chaumont (Haute-Marne) à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	Ibid.	307
Idem.	Loi qui autorise la ville de Grenoble (Isère) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement...	Ibid.	308
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Hyères (Var) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	309
Idem.	Loi qui autorise la ville de Laval (Mayenne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement...	Ibid.	310
Idem.	Loi qui autorise la ville de Lisieux (Calvados) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	311
Idem.	Loi qui autorise la ville de Lyon (Rhône) à contracter un emprunt.....	Ibid.	312
Idem.	Loi qui approuve un engagement de la ville de Saint-Étienne (Loire), pour remboursement d'emprunt....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Ecully (Rhône).....	1621	458
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux dans la forêt domaniale de Chabert-et-Quart.....	Ibid.	459
30.	DÉCRET fixant les limites de la mer sur la partie de littoral comprise entre l'Oued-Auseron et l'Oued-Bachem (quartier maritime d'Alger).....	1608	63
Idem.	DÉCRET fixant les limites de la mer sur la partie du littoral comprise entre Tipaza et la pointe dite du Nador (quartier maritime d'Alger).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1894, pour les dépenses de diverses chambres de commerce.....	1611	147
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition additionnelle à percevoir, en 1894, pour les dépenses de la chambre de commerce de Reims (Marne).....	Ibid.	148
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les dépenses de la chambre de commerce de Rouen (Seine-Inférieure).....	Ibid.	149
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition additionnelle à percevoir, en 1894, pour les dépenses de la chambre de commerce de Marseille (Bouches-du-Rhône).....	Ibid.	151
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les dépenses de la chambre de commerce de Lille (Nord).....	Ibid.	152
Idem.	DÉCRET relatif aux droits de courtage maritime à percevoir à Port-de-la-Nouvelle (Aude).....	Ibid.	153
Idem.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1894, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	Ibid.	156
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Annonay (Ardèche) à contracter un emprunt.....	1617	332
Idem.	Loi qui autorise la ville de Blois (Loir-et-Cher) à contracter un emprunt.....	Ibid.	333
Idem.	Loi qui autorise la ville Brive (Corrèze) à contracter un emprunt.....	Ibid.	334

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
30 Déc. 1893.	Loi qui autorise la ville de Cahors (Lot) à contracter un emprunt.....	1617	335
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Compiègne (Oise) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Meaux (Seine-et-Marne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	336
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	337
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Reims (Marne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	338
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à contracter un emprunt et à percevoir une surtaxe d'octroi.....	<i>Ibid.</i>	339
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Tulle (Corrèze) à contracter un emprunt et à percevoir une surtaxe d'octroi.....	<i>Ibid.</i>	340
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant les limites de la mer sur la partie du littoral du département d'Alger comprise entre la pointe Pescade et la ville d'Alger.....	1618	383
31.	DÉCRET qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1894, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers.....	1611	157
1 ^{er} SEMESTRE DE 1894.			
3 janv. 1894.	Loi relative à un échange, entre l'État et M. Brude, de terrains forestiers situés dans le département de la Drôme.....	1607	1
<i>Idem.</i>	Loi relative à un échange, entre l'État et M. Jatteau, de terrains situés dans le département du Loiret.....	<i>Ibid.</i>	2
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Vosges à l'effet d'élire leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	<i>Ibid.</i>	5
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réorganisation du personnel des commis des ponts et chaussées et des mines.....	1613	198
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les traitements des conducteurs des ponts et chaussées.....	<i>Ibid.</i>	202
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les traitements des contrôleurs des mines.....	<i>Ibid.</i>	203
4.	DÉCRET modifiant l'article 1 ^{er} du décret du 25 novembre 1893 relatif à la franchise accordée à la correspondance de service de certains fonctionnaires.....	1607	6
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant transformation de l'école coloniale d'enseignement primaire complet de Cayenne en collège d'enseignement secondaire moderne, et organisation de cet établissement.....	1626	611
6.	DÉCRET qui forme une section temporaire du contentieux au Conseil d'État.....	1607	6
8.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Riverenert, lieu dit <i>Las Cabesses</i> (Ariège).....	1621	460
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime le dépôt de dynamite établi sur le territoire de la commune de Chennevières-sur-Marne (Seine-et-Oise).....	<i>Ibid.</i>	463
9.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de 1892.....	1607	7
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département d'Indre-et-Loire, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	<i>Ibid.</i>	8

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
9 Janv. 1894.	DÉCRET qui fixe le cadre du personnel chargé de la police de la ville de Dijon (Côte-d'Or).....	1607	9
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui étend la juridiction du commissaire de police de Sens (Yonne) à la commune de Parose et celle du commissaire de police de Frontignas (Hérault) à la commune de Balaruc-les-Bains.....	1619	416
10.	DÉCRET qui complète l'article 22 du décret du 27 juin 1887 sur la perception de l'octroi de mer en Algérie...	1607	10
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans quatre communes du département du Gard.....	<i>Ibid.</i>	11
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'établissement des chemins de fer de Nérac à Mont-de-Marsan et de Voujaucourt à Saint-Eppolyte.....	1613	206
12.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1891 et 1892....	1607	12
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant création de pensions de réforme au profit des artistes de l'Opéra.....	<i>Ibid.</i>	14
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la correspondance télégraphique privée dans le régime intérieur.....	1612	172
13.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques.....	1607	15
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant création d'une Cour d'appel au Tonkin.....	1626	617
<i>Idem.</i>	DÉCRET fixant la compétence des tribunaux du Tonkin.	<i>Ibid.</i>	620
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant application au Sénégal des lois relatives aux contraventions en matière postale.....	<i>Ibid.</i>	621
15.	Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1893, un crédit extraordinaire pour les dépenses de la commission arbitrale des pêcheries de Behring.....	1611	129
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la réorganisation du conseil supérieur de l'assistance publique.....	1613	205
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Lisieux (Calvados) est étendue aux communes de Glos, Ouilley-le-Comte, Beauvillers et Saint-Jacques-de-Lisieux.....	1618	384
16.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.....	1607	16
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le bâtonnier de l'ordre des avocats près le tribunal civil de Tours (Indre-et-Loire) à accepter le legs <i>Louis Robin</i>	1608	64
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1613	207
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la substitution, à M. Bernard, de la société anonyme du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, par Saint-Laurent-du-Pont, comme concessionnaire, dans le département de la Savoie, de la ligne de tramway de Voiron à Saint-Béron, avec embranchement de Saint-Laurent-du-Pont à Fourvoirie.....	<i>Ibid.</i>	208
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la compagnie havraise-péninsulaire à établir et à exploiter une grue fixe sur le quai d'Anvers, au port du Havre (Seine-Inférieure).....	1619	407

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
27 Janv. 1894.	Loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en rentes trois et demi pour cent les rentes quatre et demi pour cent inscrites au grand-livre de la Dette publique.....	1607	2
<i>Idem.</i>	Décret relatif au remboursement ou à la conversion en rentes trois et demi pour cent des rentes quatre et demi pour cent inscrites au grand-livre de la Dette publique.....	<i>Ibid.</i>	17
<i>Idem.</i>	Décret portant inscription au chapitre LVI bis, du budget du ministère des finances, d'un crédit ouvert sur l'exercice 1894 pour couvrir les frais de la conversion des rentes quatre et demi pour cent autres que ceux de trésorerie.....	<i>Ibid.</i>	19
<i>Idem.</i>	Décret qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Montblainville (Meuse)...	<i>Ibid.</i>	20
<i>Idem.</i>	Décret qui fixe le traitement des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.....	1615	258
19.	Décret qui constitue en entrepôt réel des douanes la salle Wagram affectée à l'exposition internationale de vélocipédie.....	1621	464
20.	Décret relatif à l'émission du nouveau fonds trois et demi pour cent.....	1612	186
21.	NOTE relative à l'exécution de l'article 6 de la convention conclue entre la France et la Belgique, le 22 juin 1882, concernant l'entretien des cours d'eau mitoyens entre les deux pays.....	<i>Ibid.</i>	188
22.	Décret qui autorise M. Morand (Jean-Louis-Émile) à ajouter à son nom patronymique celui de Monteil....	1607	30
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise M. Moullin de la Blanchère à substituer à son nom patronymique celui de Ducaudray La Blanchère.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux des ports de Dieppe et de Bordeaux.....	1614	226
<i>Idem.</i>	Décret portant ce qui suit : La juridiction du commissaire central de police de Saint-Quentin (Aisne) est étendue à toutes les communes du canton. La juridiction du commissaire spécial de police de la Palisse (Allier) est étendue à toutes les communes du canton. La juridiction du commissaire de police de Mehun (Cher) est étendue à toutes les communes du canton. La juridiction du commissaire de police de Vierzon (Cher) est étendue à toutes les communes du canton. La juridiction du commissaire de police de Castres (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton. La juridiction du commissaire de police de Mazamet (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton. La juridiction du commissaire de police de Lavaur (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton. La juridiction du commissaire de police de Graulhet (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton. La juridiction du commissaire de police de Gaillac (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton. Lot qui autorise la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement..... Lot qui autorise la ville de Perpignan (Pyrénées-Orientales) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement..... Décret qui convoque le collège électoral de la première circonscription d'Alais (Gard), à l'effet d'élire un député...		
<i>Idem.</i>		1621	479
<i>Idem.</i>		1636	1013
23.		<i>Ibid.</i>	1014
		1607	21

N ^{OS} des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	ANNÉE du Bulletin.	Page.
23 Janv. 1890.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture le crédit supplémentaire de 100,000 francs, à l'effet d'effectuer les dépenses...	1607	22
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture le crédit supplémentaire de 100,000 francs, à l'effet d'effectuer les dépenses...	Ibid.	23
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture le crédit supplémentaire de 100,000 francs, à l'effet d'effectuer les dépenses...	Ibid.	24
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture le crédit supplémentaire de 100,000 francs, à l'effet d'effectuer les dépenses...	Ibid.	25
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture le crédit supplémentaire de 100,000 francs, à l'effet d'effectuer les dépenses...	Ibid.	26
Idem.	Décret portant que le Budget des dépenses de l'agriculture...	Ibid.	27
Idem.	Décret portant que le Budget des dépenses de l'agriculture...	1612	188
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture le crédit supplémentaire de 100,000 francs, à l'effet d'effectuer les dépenses...	1613	209
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture le crédit supplémentaire de 100,000 francs, à l'effet d'effectuer les dépenses...	1613	673
24.	Décret qui fixe la taxe municipale à payer, le sur les chiens, dans deux communes du département de l'Ain...	1617	29
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892...	1609	196
Idem.	Décret portant homologation du bornage de la zone des servitudes des ouvrages de la Repentance, aux îles d'Hyères...	1613	210
Idem.	Décret qui ouvre le bureau des douanes d'Armentières Nord à l'importation et au transit de la librairie...	1621	265
25.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le traitement de l'écluseur chargé de la manœuvre des portes d'arcès du canal de Bourdigou...	1615	227
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français...	Ibid.	228
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses d'exécution du nivellement général du territoire de la commune d'Harnes (Pas-de-Calais)...	Ibid.	229
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat...	1615	258
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat...	Ibid.	260
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'entretien de divers ports maritimes...	Ibid.	261
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés pour le compte définitif de l'exercice 1890...	1628	674

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
25 JANV. 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891...	1628	676
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892...	<i>Ibid.</i>	677
26.	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone unique des servitudes de la place de Colmars.....	1613	211
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	<i>Ibid.</i>	212
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir en 1894, attribuée à la ville et à la chambre de commerce de Paris.....	1621	466
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce du Havre à contracter un emprunt destiné à l'établissement d'une école supérieure de commerce.....	<i>Ibid.</i>	467
27.	DÉCRET qui accorde la franchise à la correspondance de certains fonctionnaires.....	1613	213
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour prix de location d'un immeuble à Gabès.....	<i>Ibid.</i>	214
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Saint-Léger, canton des Trois-Moutiers, arrondissement de Loudun (Vienne), portera à l'avenir le nom de Saint-Léger-de-Montbrillais.....	1626	638
29.	DÉCRET qui autorise M. Blumenfeld (Henri) à ajouter à son nom patronymique celui de Sciana.....	1607	30
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rejette le recours pour abus formé par le sieur Chassaing et la dame Menu contre l'abbé Béronie.....	1613	215
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.....	1621	468
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Saint-Hilaire, canton de Carnières, arrondissement de Cambrai (Nord), portera à l'avenir le nom de Saint-Hilaire-lez-Cambrai.....	1626	638
30.	DÉCRET qui approuve la modification, en ce qui concerne la ligne de tramway de Saint-Eugène à Rovigo, de divers articles du cahier des charges annexé au décret du 16 janvier 1892, relatif à l'établissement d'un réseau de tramways dans le département d'Alger.....	1618	354
<i>Idem.</i>	LOI qui crée une surtaxe à l'octroi de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure).....	1619	385
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la partie de la rivière d'Orne comprise entre le pont de Vaucelles et la tête aval du pont du chemin de fer à Caen (Calvados) cessera d'être classée parmi les rivières navigables.....	1626	638
31.	DÉCRET qui promulgue la convention conclue, le 9 août 1893, entre la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, relativement au transport de certaines marchandises.....	1612	161
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification au décret du 30 octobre 1891, qui affecte au département de la guerre certains terrains dépendant de la forêt domaniale de Fontainebleau.....	1613	216
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département de la guerre trois parcelles de terrain dépendant de la forêt domaniale de Haye.....	<i>Ibid.</i>	217

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
31 Janv. 1894.	DÉCRET qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou écluses de bois de charpente, sciage et charrognage flottés pendant l'exercice 1894 (approvisionnement de Paris).....	1615	262
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le Gouvernement de la République à consentir une nouvelle prorogation de la réforme judiciaire en Egypte.....	1618	353
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre le bureau de douanes de Mortagne (Nord) au transit des marchandises non prohibées...	1621	470
1 ^{er} Fév.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	1613	218
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	<i>Ibid.</i>	219
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	<i>Ibid.</i>	220
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie les conditions dans lesquelles les ingénieurs, sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les ingénieurs et contrôleurs des mines peuvent être mis en service détaché.....	1615	264
2.	DÉCRET qui convoque le collège électoral du département de l'Aube à l'effet d'élire un sénateur.....	1608	62
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la déclaration signée à la Haye, le 17 janvier 1894, entre la France et les Pays-Bas....	1613	193
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le traité passé entre la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans et la société des tramways de Loir-et-Cher, pour la construction et l'exploitation de la ligne à voie étroite de Saint-Aignan-Noyers à Blois.....	1618	358
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve le traité conclu, le 3 octobre 1893, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le roi de Siam.....	1622	449
3.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1615	265
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme membres de la commission de classement des récidivistes MM. Reibaud et Puybaraud....	1625	607
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Cher à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement (chemin de fer de Bourges à Dun-sur-Auron et à Laugère)....	1636	1015
5.	DÉCRET qui autorise M. Fourvel (Marie-Joseph-Victor-Gaston) à ajouter à son nom patronymique celui de Rigolleau.....	1607	31
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Stalla (Jean-Antoine-Balthazar) à ajouter à son nom patronymique celui de Bourdillon.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui détermine les conditions dans lesquelles s'effectuera le remboursement du capital des rentes quatre-et demi pour cent non converties.....	1614	230
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme un membre du conseil supérieur de la caisse des offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer.....	<i>Ibid.</i>	231
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de la modification apportée à la limite intérieure de la zone des fortifications de la place de la Rochelle, dans la partie voisine du pavillon I.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de deux polygones exceptionnels créés dans la zone des servitudes de la place d'Entrevaux.....	<i>Ibid.</i>	232

NOMS des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
5 Fév. 1891.	DÉCRET qui promulgue le traité conclu à Bangkok, le 3 octobre 1893, entre la France et le Siam.....	1621	450
Idem.	DÉCRET portant que sur l'émolument du legs <i>Henry Giffard</i> il est attribué à la société l'Alliance française une somme de cent mille francs.....	1626	639
Idem.	DÉCRET portant que sur l'émolument du legs <i>Henry Giffard</i> il est attribué à la Société internationale des Electriciens une somme de cent mille francs.....	Ibid.	Ibid.
7.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Meuse à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1610	126
Idem.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Vaucluse, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	Ibid.	127
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques.....	1613	222
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un crédit non employé en 1893, destiné à la décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements.....	1614	233
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques.....	Ibid.	235
Idem.	DÉCRET qui rend exécutoire en Algérie la loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national.....	Ibid.	236
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter par la compagnie du Nord, pour le prolongement, jusqu'au pont de Saint-Ouen, du chemin de fer des docks Saint-Ouen à la Plaine-Saint-Denis (Seine).....	1616	313
Idem.	DÉCRET qui crée un conseil de prud'hommes à la Rochelle (Charente-inférieure).....	1621	470
Idem.	DÉCRET qui prescrit la mise en adjudication de la concession de l'exploitation de la forme de radeau du bassin à flot de Bordeaux (Gironde).....	1622	488
8.	DÉCRET qui modifie celui du 29 novembre 1893, relatif à la circulation en franchise, par la poste, des avis de constatation de maladies épidémiques.....	1614	236
Idem.	DÉCRET qui institue une prud'homie au Lavandou (Var).....	1615	266
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit supplémentaire en augmentation des rentes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	Ibid.	267
Idem.	DÉCRET qui approuve la convention annexée au traité du 8 août 1891, relatif à l'établissement, dans le département du Loiret, d'une ligne de tramways de Pithiviers à Toury.....	1626	622
Idem.	DÉCRET qui crée à Sainte-Savine (Aube) un commissariat de police. La juridiction du commissariat de police de Dieppe (Seine-Inférieure) est étendue à la commune de Saint-Martin-Eglise.....	1627	671
9.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un crédit non employé en 1893, applicable à l'exécution de travaux à l'établissement des pupilles de la marine, à Brest..	1615	272
Idem.	DÉCRET qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'ouest algérien, sur la ligne de Blidah à Berrouaghia.....	1627	671
10.	DÉCRET portant homologation de la limite intérieure de la zone des fortifications modifiée aux abords de la batterie du nouveau pont du Drac, à Grenoble.....	1615	273

DATES des lois et décrets	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES
10 Fév. 1894.	DÉCRET portant nomination de membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1890 et l'année 1891.	1615	274
12.	DÉCRET portant homologation du bornage de la limite extérieure de la zone des fortifications du poste d'El-Oued.	<i>Ibid.</i>	275
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui classe la commune d'Ambarès-et-la-Grave (Gironde) dans la première série du tableau annexé au décret du 31 décembre 1891, pour la fixation des indemnités de résidence aux instituteurs.	<i>Ibid.</i>	276
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui porte de neuf à douze le nombre des membres de la chambre de commerce de Lorient (Morbihan).	1621	472
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Auxelles-Bas (territoire de Belfort).	<i>Ibid.</i>	473
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Aubercicourt (Nord).	1622	498
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Roost-Warendin (Nord).	<i>Ibid.</i>	500
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par la loi sera nommé dans la section de Launer-Ster, commune de Caudan, canton de Pont-Scorff, arrondissement de Lorient (Morbihan).	1624	574
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulles et de nul effet les délibérations du 16 septembre 1893 du conseil général des Bouches-du-Rhône.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par l'article 75 de la loi du 5 avril 1884 sera nommé dans la section de Juch, commune de Ploaré, canton de Douarnenez, arrondissement de Quimper (Finistère).	1628	701
13.	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des fortifications du fort du Bourdieu, des ouvrages de Bocq et de Ferrières-la-Petite, à Maubenge.	1616	277
14.	DÉCRET portant fixation et répartition du crédit d'inscription des pensions civiles pour l'année 1894.	1614	23
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des établissements thermaux affermés.	1615	278
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de construction du pavillon national à l'exposition de Chicago.	1622	501
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques.	<i>Ibid.</i>	502
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).	<i>Ibid.</i>	503
15.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés sur le compte définitif de l'exercice 1892.	1614	233
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la taxe des correspondances à destination des Pays-Bas, dont la remise devra être faite par exprès.	1615	278

DATES des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
15 Fév. 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses d'entretien des monuments de Villersexel (Haute-Saône) et de Baule (Loiret).....	1615	279
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques.....	1622	508
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département des travaux publics les terrains dépendant de la batterie déclassée de l'île-aux-Moines (Côtes-du-Nord).....	1627	672
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune d'Issy-les-Moulineaux (Seine) est substituée aux droits que l'Etat tient du décret du 14 février 1894 revisant les alignements de la partie de la route nationale n° 189 comprise entre la rue Vantéard et la rue des Prés, dans la traverse de ladite commune.....	1628	703
16.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la construction d'un quartier de cavalerie à Eprenay.....	1618	365
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à divers travaux à Cortes et à Besançon.....	<i>Ibid.</i>	366
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'extension du périmètre de l'octroi de la ville d'Épinal.....	<i>Ibid.</i>	367
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à des travaux à l'hospice civil d'Argentan.....	<i>Ibid.</i>	368
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction de trottoirs et de caniveaux sur la route nationale n° 1, dans la traverse de Birmandreïs (département d'Alger).....	1620	428
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration du port de Marseille (instruments de radoub).....	<i>Ibid.</i>	429
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'établissement de diverses lignes de chemin de fer.....	<i>Ibid.</i>	430
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à des travaux projetés dans les ports de Cherbourg et du Havre.....	<i>Ibid.</i>	431
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve les dépenses faites par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien, pour l'augmentation du matériel roulant.....	1628	703
17.	DÉCRET concernant le tirage au sort des places et la police de la pêche à Terre-Neuve.....	1614	240
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	1615	280
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	<i>Ibid.</i>	281

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
19 Fév. 1894.	DÉCRET qui autorise M. Pelletier (Marie-Auguste-Charles-Hipolyte) et M. Pelletier (Paul-Victor-Hipolyte) à ajouter à son nom patronymique celui de Doisy.....	1627	51
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Gabriel (Louis-Auguste-Marie-Joseph) à substituer à son nom patronymique celui de Sibille.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant extension de la juridiction des commissaires de police de Saint-Amant (Cher) et de Saint-Elo (Meurthe).....	1625	287
Idem.	DÉCRET qui rend applicable aux colonies la loi du 18 avril 1886 sur l'espionnage.....	1630	747
20.	DÉCRET qui détermine le rang des sous-préfectures de l'Algérie dans le classement général des sous-préfectures de la métropole.....	1615	283
Idem.	DÉCRET qui déclare nulles et de nul effet les délibérations du conseil général de la Seine en date des 9 et 16 juin, 15 et 22 novembre et 13 décembre 1893.....	1624	575
Idem.	LOI qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement.....	1636	1018
Idem.	LOI qui autorise le département de la Vendée à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1019
21.	DÉCRET portant homologation du bornage du polygone exceptionnel créé dans la première zone des servitudes de la place de Bayonne.....	1615	284
22.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Castres (Tarn) à l'effet d'élire un député.....	1612	590
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Doullens (Somme) à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	191
Idem.	DÉCRET qui transporte du budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, pour l'exercice 1894, au budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, pour le même exercice, un crédit affecté à l'école d'apprentissage et à l'école primaire supérieure et professionnelle de garçons de Rouen.....	1622	509
Idem.	DÉCRET qui approuve la concession aux sieurs Larroque frères d'une parcelle de terrain provenant de la grève du bassin d'Arcachon au port du canal de Mestras....	1630	767
23.	DÉCRET qui fixe le cadre du personnel affecté au service de la police de Rouen.....	1615	284
Idem.	DÉCRET qui ouvre le bureau des douanes de Blanc-Mesnil (Nord) à l'importation et au transit de la librairie.....	1622	510
24.	DÉCRET portant règlement d'administration publique sur la taxe militaire.....	1618	369
Idem.	LOI qui proroge des surtaxes à l'octroi de Digne (Basses-Alpes).....	1619	386
Idem.	LOI qui proroge une surtaxe à l'octroi d'Evian-les-Bains (Haute-Savoie).....	Ibid.	387
Idem.	LOI qui proroge une surtaxe à l'octroi de Plougastel-Daoulas (Finistère).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	LOI qui proroge une surtaxe à l'octroi de Ploumoguier (Finistère).....	Ibid.	388
Idem.	LOI qui proroge des surtaxes à l'octroi de Rouen (Seine-Inférieure).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	LOI qui proroge des surtaxes à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure).....	Ibid.	389
Idem.	LOI relative à un échange, entre l'Etat et M ^{me} veuve Prévost, de terrains forestiers situés dans le département des Deux-Sèvres.....	Ibid.	590
Idem.	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police d'Albertville (Savoie) est étendue aux communes de Pallud, Saint-Sigismond, Venthon et Césarches....	1624	576

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	NOS.
21 Fév. 1894.	DéCRET qui distrait une partie du territoire de la commune de Saint-Peyre, canton et arrondissement de Guéret (Creuse), et la rattache à la commune de Saint-Laurent (même canton).....	1628	703
Idem.	DéCRET portant que la commune de Bulre-sous-Corbis, canton d'Albert, arrondissement de Péronne (Somme), portera, à l'avenir, le nom de Bulre-sur-l'Ancre.....	1630	767
26.	DéCRET qui autorise M. Pordress (Jules-Remuald) à substituer à son nom patronymique celui de Rischmann.....	1607	32
Idem.	DéCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses d'installation du Centre de Frensdah.....	1615	285
Idem.	DéCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Saint-Sulpice-et-Cameyrac (Gironde).....	Ibid.	286
27.	Loi qui élève le droit de douane du blé et de ses dérivés à l'importation.....	1614	225
Idem.	DéCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.....	1616	314
Idem.	DéCRET qui annule une somme restée sans emploi sur le crédit ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies par le décret du 11 juillet 1893, pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses.....	1622	511
28.	DéCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du cadastre.....	1616	316
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Arzonhon (Gironde) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1636	1020
2 Mars.	Loi qui modifie les limites d'âge d'admission des candidats à l'école polytechnique.....	1615	257
3.	DéCRET qui déclare qu'il y a abus dans la disposition de l'arrêté du maire de Saint-Denis (Seine) interdisant, sur la voie publique, l'exhibition d'emblèmes servant aux différents cultes.....	1616	317
Idem.	DéCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 79, dans le sommet de la montée des Vignes (Ain).....	1631	798
5.	DéCRET séparant les eaux exploitées en commun par les prud'hommes du Brusq et de Sanary.....	1626	624
Idem.	DéCRET qui autorise l'établissement d'un droit de tonnage dans le port de Marseille.....	Ibid.	625
Idem.	DéCRET portant approbation du compte d'emploi des fonds de police secrète affectés au service de la transportation et de la rélegation à la Guyane française pour l'exercice 1893.....	1630	748
6.	Loi qui crée une surtaxe à l'octroi d'Abbeville (Somme).....	1619	391
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Clivray (Vienne).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure).....	Ibid.	392
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Gouesnon (Finistère).....	Ibid.	393
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de la Mure (Isère).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes).....	Ibid.	394
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Virville (Isère).....	Ibid.	395
Idem.	DéCRET qui porte de neuf à douze le nombre des membres de la chambre de commerce de Dieppe (Seine-Inférieure).....	1625	578

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	SÉRIES des Bulletin.	PAGES.
6 Mars 1894.	DÉCRET portant que la commune de Revest-en-Faugat, canton de Saint-Etienne, arrondissement de Forcalquier (Basses-Alpes), portera, à l'avenir, le nom de <i>Revest-Saint-Martin</i> , et que le chef-lieu communal sera transféré au hameau de Saint-Martin.....	1630	767
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Wattignies, canton de Maubeuge, arrondissement d'Avannes Nord, portera, à l'avenir, le nom de <i>Wattignies-la-Victoire</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 80, dans la traversée de Chissey-en-Morvan (Saône-et-Loire).....	1631	799
7.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1894, un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation.....	1618	377
8.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	1616	318
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1617	341
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement d'une dérivation de la Seine, entre Bray et la Tombe (Seine-et-Marne).....	1631	199
9.	DÉCRET qui nomme les membres de la commission de vérification des frais de service et de négociation du Trésor public pour l'année 1893.....	1617	343
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département de la guerre une parcelle de terrain dépendant de la forêt domaniale de Saint-Antoine.....	<i>Ibid.</i>	344
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement d'administration publique sur les associations syndicales.....	1620	432
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes téléphoniques.....	1625	578
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie l'organisation de l'administration centrale du ministère du commerce et de l'industrie.....	1627	641
10.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement d'une manufacture d'allumettes à Aix.....	1617	345
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'acquisition d'un groupe en bronze, les <i>Lutteurs</i> de Charpentier.....	1625	579
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 12 juin 1893, en ce qui concerne les mesures d'hygiène, de salubrité et de protection à prendre dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers de tous genres.....	1627	643
11.	DÉCRET qui rend applicable à l'Algérie le décret du 23 décembre 1893, relatif à l'extension de la juridiction des commissaires spéciaux.....	1618	378
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit versé au Trésor à titre d'avances, applicable aux travaux d'amélioration du port de Dunkerque.....	1625	580

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
12 Mars 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la reconstruction de la jetée et du port de Dunkerque.....	1625	581
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Mouthiers, canton de Blanzac, arrondissement d'Angoulême (Charente), portera, à l'avenir, le nom de Mouthiers-sur-Boëme..	1637	1079
13.	DÉCRET qui institue une commission chargée de statuer sur les demandes d'admission à soumissionner pour l'adjudication du service maritime postal français entre la France et l'Angleterre.....	1618	379
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement sur l'organisation de l'école polytechnique.....	1623	514
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie les subdivisions de la dix-septième région.....	<i>Ibid.</i>	535
14.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892...	1621	476
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.....	1626	627
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la concession au sieur Bilard (Louis) d'une parcelle de terrain à conquérir sur le lit de la rivière de Vilaine, à Rennes.....	1631	799
15.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1624	555
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.....	<i>Ibid.</i>	557
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Laurs (Deux-Sèvres).....	1625	582
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'achèvement du port de Bordeaux.....	<i>Ibid.</i>	586
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement du chemin de fer de Nérac à Mont-de-Marsan.....	<i>Ibid.</i>	587
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	<i>Ibid.</i>	588
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au paiement de l'indemnité allouée aux gardiens du feu de marée, pour la manœuvre d'une sirène à main installée sur la jetée du port de Calais.....	<i>Ibid.</i>	589
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville (Algérie).....	<i>Ibid.</i>	590
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux prévus pour l'amélioration du port de Calvi (Corse).....	1627	648
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien (fourniture de matériel et d'outillage).....	1637	1079

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
16 Mars 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du service chronométrique de l'observatoire de Besançon.....	1617	346
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse.....	<i>Ibid.</i>	347
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1618	380
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du service de l'instruction publique.....	1625	591
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée un conseil de prud'hommes à Châteauneuf (Indre).....	<i>Ibid.</i>	592
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proroge pour une année les dispositions du décret du 9 avril 1888 relatif à la coupe des herbes marines (quartiers de Roseoff et du Conquet).....	<i>Ibid.</i>	593
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux dépenses de l'orphelinat Hériot.....	1627	640
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'exécution de la carte régulière de la Régence de Tunis.....	<i>Ibid.</i>	650
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour construction d'une grille de clôture à la caserne Charbonnier, à Givet.....	<i>Ibid.</i>	651
17.	DÉCRET portant homologation du bannage des zones de servitudes des ouvrages de Hocq et du fort du Bourdian, à Maubeuge.....	1618	381
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Drôme à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1636	1021
19.	Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire au chapitre XVII : <i>Depenses secrètes</i>	1619	396
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre des crédits extraordinaires sur l'exercice 1894 (Ministère de la guerre et ministère du commerce, de l'industrie et des colonies).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1894, des crédits destinés à faciliter la participation française à l'exposition internationale d'Anvers.....	<i>Ibid.</i>	399
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Aubagne (Bouches-du-Rhône).....	1620	417
<i>Idem.</i>	Loi qui crée une surtaxe à l'octroi de Carantec (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	418
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de la Ferté-Macé (Orne).....	<i>Ibid.</i>	419
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Hirson (Aisne).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Laon (Aisne).....	<i>Ibid.</i>	420
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Marseille (Bouches-du-Rhône).....	<i>Ibid.</i>	421
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Montmorillon (Vienne).....	<i>Ibid.</i>	422
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Péronne (Somme).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
29 Mars 1894.	Loi qui crée et proroge des surtaxes à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise).....	1620	423
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Rumengol (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	424
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Segré (Maine-et-Loire).....	<i>Ibid.</i>	425
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Stenwoorde (Nord).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Tarascon (Bouches-du-Rhône).....	<i>Ibid.</i>	426
<i>Idem.</i>	Loi relative à un échange, entre l'Etat et la ville de Grenoble (Isère), de terrains situés à Grenoble.....	<i>Ibid.</i>	427
<i>Idem.</i>	Loi relative à la cession amiable, à l'hospice et à la commune de Granville (Manche) ainsi qu'à divers particuliers, de terrains militaires déclassés situés à Granville.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion de l'exposition universelle de Chicago, en 1893.....	1624	545
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire pour l'exposition internationale de Lyon.....	<i>Ibid.</i>	546
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un crédit supplémentaire sur l'exercice 1894.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un droit de tonnage dans le port de Duchair (Seine-Inférieure).....	1627	652
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la commune de Saint-Raphael (Var) à contracter un emprunt et à établir un droit de tonnage dans le port de cette ville.....	<i>Ibid.</i>	654
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Riom (Puy-de-Dôme) à contracter un emprunt.....	1636	1022
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise l'emploi d'une somme sur l'emprunt à contracter par la ville de Paris.....	<i>Ibid.</i>	1023
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Vendée à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement...	<i>Ibid.</i>	1024
30.	Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, des crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853)...	1619	400
<i>Idem.</i>	Loi qui crée un ministère des colonies.....	1623	513
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit pour l'administration centrale (personnel et matériel) du ministère des colonies.....	<i>Ibid.</i>	514
<i>Idem.</i>	DÉCRET rapportant les décrets des 14, 19 et 23 mars 1889 relatifs au rattachement des services coloniaux au ministère du commerce et de l'industrie.....	<i>Ibid.</i>	536
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Boulanger, ministre des colonies.	<i>Ibid.</i>	537
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie l'article 26 du décret du 18 juillet 1890 relatif à l'organisation de l'école nationale supérieure des mines.....	1624	562
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui transporte au ministère des colonies les crédits ouverts sur le budget général des exercices 1893 et 1894 au ministère du commerce pour le service des colonies.....	1627	656
21.	Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1893; 2° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes.....	1624	547
22.	Loi qui approuve l'arrangement monétaire conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse.....	1619	401

DATES des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
22 Mars 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892...	1621	478
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	1624	566
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	<i>Ibid.</i>	568
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	<i>Ibid.</i>	569
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui porte de douze à quinze le nombre des membres de la chambre de commerce de Roubaix (Nord).....	1625	594
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement.....	1636	1025
23.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Crozon (Finistère).....	1622	481
<i>Idem.</i>	Loi qui rétablit une surtaxe à l'octroi de Dirinon (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	482
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Grandcamp (Calvados).....	<i>Ibid.</i>	483
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Guipavas (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi d'Irvillac (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	484
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées).....	<i>Ibid.</i>	485
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi des Salins (Jura).....	<i>Ibid.</i>	486
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui crée des surtaxes à l'octroi de Vitré (Ille-et-Vilaine).....	<i>Ibid.</i>	487
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la concession à la ville de Honfleur (Calvados) d'un emplacement à conquérir sur le domaine public maritime, entre le phare de l'hôpital et la jetée de l'ouest à Honfleur.....	1636	1045
24.	NOTIFICATION au gouvernement de la République française de l'accession de la colonie anglaise de l'Australie occidentale à la Convention télégraphique de Saint-Petersbourg du 10/22 juillet 1875.....	1617	348
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui promulgue l'arrangement monétaire conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse.....	1619	401
27.	Loi qui abroge la loi du 17 juillet 1879 en ce qui concerne la ligne d'intérêt général de Challans à Fromentine.....	1625	577
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée une chambre de commerce à Charleville (Ardennes).....	<i>Ibid.</i>	595
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à divers travaux militaires ..	1627	657
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'ouverture d'abattoirs publics.....	<i>Ibid.</i>	659
28.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	1617	348
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le traitement des secrétaires des commissariats de police des communes du département de la Seine.....	1625	596

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
28 Mars 1894.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer raccordant les deux gares de la rive gauche de la Seine à Rouen (Seine-inférieure).....	1625	597
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893, destinée à l'établissement des lignes et de bureaux télégraphiques en Algérie.....	1627	660
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Vendée, d'une ligne de tramway entre Challans et Fromentine.....	1629	706
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant l'organisation judiciaire et l'administration de la justice à Diégo-Suarez et à Nossi-Bé.....	1630	748
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant organisation de la justice indigène à Diégo-Suarez.....	<i>Ibid.</i>	753
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte au 27 février 1895 le délai fixé par l'article 2 du décret du 27 février 1892 pour les expropriations nécessaires à l'établissement de la ligne du tramway du marché des Capucines à la Blancarde et au cimetière Saint-Pierre, territoire de Marseille..	1636	1046
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Lezignan (Aude) est étendue à la commune de Roubia.....	1638	1099
29.	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par la loi sera nommé dans la section de la Borde, commune d'Auxerre, canton et arrondissement d'Auxerre (Yonne).....	1630	767
30.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un crédit non employé en 1893 pour la reconstruction de l'hôpital français à Constantinople.....	1617	350
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1627	662
31.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894 un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger.....	1618	381
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant le décret du 26 avril 1856 sur les sociétés de secours mutuels.....	1627	663
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux exécutés à divers édifices diocésains....	<i>Ibid.</i>	664
3 Avril 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1624	570
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à des modifications apportées à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la guerre.....	1625	598
3.	DÉCRET qui autorise M. Cocu (Albert-Clovis) et M. Cocu (Marcel-Louis-Victor) à substituer à leur nom patronymique celui de Clovis.....	1613	223
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Poisvert dit Verpois (Albert) à substituer à son nom patronymique celui de Bellanger.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M ^{lle} Yver (Marie-Clémentine) à substituer à son nom patronymique celui de Dulocle.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Ginouillac (Jean-Justin) à substituer à son nom patronymique celui de Genouillac...	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Montbéliard (Doubs) à l'effet d'élire un député.....	<i>Ibid.</i>	537

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
3 Avril 1894.	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire pour indemnités et secours aux victimes des explosions des 12 et 20 février 1894.	1636	1025
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit destiné à des travaux d'amélioration à l'établissement thermal d'Aix-les-Bains.	<i>Ibid.</i>	1026
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la partie de la rivière d'Agout comprise entre la pointe nord de Saint-Martin et un point à cinquante mètres en aval de l'embouchure du ruisseau de Gouty-Escut, commune de Roquecourbe (Tarn), sera réservée pour la production du poisson.	<i>Ibid.</i>	1046
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la fermeture des brèches de la digue de Lauzon, communes de Lamotte et de Mondragon (Vaucluse).	1638	1099
4.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Corse, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	1623	538
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Indre, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	<i>Ibid.</i>	539
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant affectation à la marine de l'ancien ouvrage militaire déclassé dit Fort-Cézon (Finistère).	1628	679
7.	DÉCRET qui autorise la commune de Thermes, canton d'Aignan, arrondissement de Mirande (Gers), à porter à l'avenir le nom de Thermes-d'Armagnac.	1636	1046
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la commune de Montferrand, canton de Beaumont, arrondissement de Bergerac (Dordogne), à porter à l'avenir le nom de Montferrand-du-Périgord.	1638	1100
9.	DÉCRET qui autorise M ^{lle} Rose-Elvina (Suzanne) et ses deux fils M. Rose-Elvina (Marius-Louis-Félix) et M. Rose-Elvina (Jean-Alexandre-Théodore) à substituer à leur nom celui de Phelix.	1615	287
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Doyen (Paul-Gustave-André) à ajouter à son nom patronymique celui de Parigot.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
10.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés pour les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.	1625	600
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893, affectée à la construction d'une manufacture d'allumettes à Aix.	1628	679
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'une fabrique de dynamite sur le territoire de la commune d'Arles (Bouches-du-Rhône).	1633	918
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de l'État, le legs fait à la marine par le sieur Hardy (François-Edouard).	1636	1047
12.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Loches (Indre-et-Loire), à l'effet d'élire un député.	1623	540
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie l'article 31 du cahier des charges annexé au décret du 27 février 1892, portant concession à la chambre de commerce de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) d'un service d'outillage public sur les quais du port de cette ville.	1628	681
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un échange entre l'État et M. Chauvel de terrains forestiers dans le département de Seine-Inférieure.	1636	1047

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
13 Avril 1894.	DÉCRET qui rejette le recours formé par le conseil de fabrique de Saint-André-sous-Boège pour annulation d'un arrêté du conseil de préfecture de la Haute-Savoie.....	1627	666
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui complète la nomenclature des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	1633	926
14.	DÉCRET relatif au recrutement des percepteurs surnuméraires et au classement des perceptions.....	1628	682
16.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Thaon (Vosges).....	1626	628
17.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux de canalisation en Algérie.....	1625	604
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893 pour travaux à l'établissement thermal de Vichy.....	1627	667
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'admission à circuler en franchise de la correspondance de service que les directeurs des dépôts d'étalons ont à échanger avec les palefreniers, chefs de station de monte.....	1628	685
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes télégraphiques.....	1633	928
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui transfère du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes les écoles primaires supérieures et professionnelles de Saint-Chamond, du Mans et de Limoges.....	<i>Ibid.</i>	929
18.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour location du magasin d'habillement de Montpellier.....	1628	685
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le service de la perception des recettes des grues du port d'Alger en 1893.....	<i>Ibid.</i>	686
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de la route thermale n° 1 pendant l'année 1893.....	<i>Ibid.</i>	687
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux de rescindement d'une maison située en saillie sur les alignements de la route nationale n° 100, dans la traverse d'Apt.....	<i>Ibid.</i>	688
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien des routes nationales dans le département de la Seine.....	<i>Ibid.</i>	689
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers travaux de navigation intérieure.....	<i>Ibid.</i>	690
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers travaux de navigation intérieure.....	<i>Ibid.</i>	691
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'amélioration du port de Mostaganem.....	1629	723

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
18 Avril 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la construction de divers chemins de fer.....	1629	724
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution du nivellement général du département du Pas-de-Calais.....	<i>Ibid.</i>	725
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la construction d'un aqueduc sous la route nationale n° 115, dans la traversée de Prayssac.....	<i>Ibid.</i>	726
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers travaux maritimes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français....	<i>Ibid.</i>	728
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes à accepter la donation faite à l'école nationale des beaux-arts par la dame <i>Sophie-Anais Periac</i> , veuve <i>Saint-Agnan Boucher</i>	1631	800
19.	DÉCRET qui fixe les taxes à percevoir sur les pièces d'état civil délivrées par le ministère des affaires étrangères, en exécution de la loi du 8 juin 1893.....	1625	605
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des facultés.....	1627	668
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le treizième supplément au long cours et le premier supplément au cabotage au tableau général des distances de port à port.....	1629	720
20.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.....	1626	629
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Nice.....	1627	669
21.	DÉCRET qui modifie le paragraphe 2 de l'article 1 ^{er} du décret du 5 février 1887, portant organisation du cercle national des armées de terre et de mer.....	1629	730
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.....	1633	931
23.	DÉCRET qui autorise <i>M. Caboche (Lucien-Juvénal-Auguste)</i> à substituer à son nom patronymique celui de <i>Emmery</i>	1617	351
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Honfleur à mettre à la disposition de l'État une somme pour l'exécution de travaux de dragage au port de Trouville-Deauville.....	1633	932
24.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) à l'effet d'élire un député.....	1623	541

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
24 Avril 1894.	Décret qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Castelnaudary (Aude), à l'effet d'élire un député.....	1623	542
<i>Idem.</i>	Décret qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Neuchâteau (Vosges), à l'effet d'élire un député.....	<i>Ibid.</i>	543
<i>Idem.</i>	Décret qui régit l'exploitation, par la chambre de commerce de Bordeaux, du service d'outillage public installé ou à installer sur les quais et dépendances du port de Bordeaux.....	1633	933
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway entre la porte d'Allemagne, à Paris, et la mairie du Pré-Saint-Gervais (Seine)....	1635	982
<i>Idem.</i>	Décret portant ce qui suit : la commune de Bazouges, canton et arrondissement de la Flèche (Sarthe), portera, à l'avenir, le nom de <i>Bazouges-sur-le-Loir</i> ; la commune de le Breil, canton de Montfort-le-Rotrou, arrondissement du Mans (Sarthe), portera, à l'avenir, le nom de <i>le Breil-sur-Mérize</i> ; la commune de la Fresnay, canton de la Fresnay, arrondissement de Mamers (Sarthe), portera, à l'avenir, le nom de <i>la Fresnay-sur-Théroul</i> ; la commune de Marolles, canton et arrondissement de Saint-Calais (Sarthe), portera, à l'avenir, le nom de <i>Marolles-lès-Saint-Calais</i> ; la commune de Neuchâtel, canton de la Fresnay, arrondissement de Saint-Mamers (Sarthe), portera, à l'avenir, le nom de <i>Neuchâtel-en-Saosnois</i> ; la commune de Sablé, canton de Sablé, arrondissement de la Flèche (Sarthe), portera, à l'avenir, le nom de <i>Sablé-sur-Sarthe</i> ; la commune de Sceaux, canton de Tuffé, arrondissement de Mamers (Sarthe), portera, à l'avenir, le nom de <i>Sceaux-sur-Huisne</i> ; la commune de la Suze, canton de la Suze, arrondissement du Mans (Sarthe), portera, à l'avenir, le nom de <i>la Suze-sur-Sarthe</i> ; la commune de Vallon, canton de Lane, arrondissement du Mans (Sarthe), portera, à l'avenir, le nom de <i>Vallon-sur-Gée</i>	1636	1047
25.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques.....	1628	694
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers travaux de chemins de fer.....	<i>Ibid.</i>	698
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'exécution de divers travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly.....	<i>Ibid.</i>	699
<i>Idem.</i>	Décret portant homologation du bornage des zones de servitudes des batteries de Sathonay et de Scernaz du fort de Vancia et des ouvrages de Neyrou, à Lyon.....	1629	730
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Paris, du réseau des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.....	<i>Ibid.</i>	731
26.	Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du cadastre.....	1630	756
<i>Idem.</i>	Décret qui transfère le chef-lieu de la commune de Miramas, canton de Salon, arrondissement d'Aix (Bouches-du-Rhône), dans la section de Constantine.....	1633	948
27.	Décret portant homologation du plan de délimitation de la zone myriamétrique de la place de Bayonne...	1625	606

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
27 Avril 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.	1627	670
Idem.	DÉCRET portant homologation du plan de la zone métrique de la place de Saint-Jean-Pied-de-Port.	1629	732
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.	Ibid.	733
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.	Ibid.	734
Idem.	DÉCRET relatif : 1° à la suppression de certaines franchises ; 2° à l'admission en franchise de la correspondance officielle que les chefs d'état-major des arrondissements maritimes ont à échanger avec les commandants des bureaux de recrutement et de mobilisation, avec les commissaires aux approvisionnements et avec les directeurs des établissements hors des ports.	1631	769
Idem.	DÉCRET qui modifie l'article 25 du cahier des charges annexé au décret du 5 février 1890, relatif au service de remorquage au port de Dieppe.	Ibid.	770
1 ^{er} Mai.	DÉCRET qui autorise M. Esclapart (<i>Idem-François</i>) à ajouter à son nom celui de <i>Mangin</i> .	1621	479
Idem.	DÉCRET modifiant l'article 2 du décret du 13 avril 1885 qui a institué un conseil de pond'hommies à Osm.	1634	954
5.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de tranchées ouvertes sur les chaussées des routes nationales du département de la Seine.	1631	772
Idem.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans deux communes du département de la Gironde.	Ibid.	773
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de la route nationale n° 10, entre Seure et Versailles.	Ibid.	774
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien des tranchées ouvertes sur les routes nationales n° 1, 13, 34, 190 et 192, dans le département de la Seine.	Ibid.	775
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'entretien des rues de France et de Masséna (route nationale n° 7), à Nice.	Ibid.	776
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'exécution du nivellement général du territoire de la commune de Lema (Pas-de-Calais).	Ibid.	777
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Ibid.	778
7.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor affecté à l'entretien de boursiers au Prytanée militaire.	Ibid.	779
Nem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours ver-		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
7 Mai 1894.	sés au Trésor pour frais de location du magasin d'habillement de Nantes.....	1631	780
	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à diverses dépenses.....	Ibid.	781
9.	DÉCRET qui fixe la nomenclature et le prix de vente à l'intérieur des tabacs fabriqués.....	1630	757
10.	DÉCRET concernant la vente des allumettes aux divers services administratifs de l'Etat.....	Ibid.	763
12.	DÉCRET sur la discipline des titulaires de la médaille coloniale.....	1626	631
Idem.	DÉCRET portant modification des tarifs de pilotage d'Oran.....	1630	761
Idem.	Loi ayant pour objet : 1° l'ouverture, sur l'exercice 1894, d'un crédit extraordinaire pour le paiement des rentes trois et demi pour cent; 2° l'annulation d'une partie des crédits ouverts, sur l'exercice 1894, par le paiement des rentes quatre et demi pour cent.....	1633	917
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.....	1634	956
Idem.	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt.....	1636	1027
Idem.	Loi qui autorise la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1028
Idem.	Loi qui établit d'office sur la commune de Castelmasy (Aveyron) une imposition extraordinaire.....	Ibid.	Ibid.
15.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 6 avril 1894, du conseil général d'Oran.....	1626	639
16.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	1630	765
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1894, un crédit, destiné au paiement de dépenses provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation.....	1631	781
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893 pour l'exécution de divers travaux maritimes.....	Ibid.	783
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	Ibid.	787
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893, applicable à des travaux de navigation intérieure.....	Ibid.	789
17.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 20 avril 1894, du conseil général de la Seine.....	1626	639
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'instruction publique.....	1631	790
18.	DÉCRET modifiant celui du 9 juin 1882, qui a autorisé l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Romaneche-Thorins (Saône-et-Loire).....	1626	993
Idem.	Loi qui autorise la ville de Castres (Tarn) à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	1636	1029

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
19 Mai 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'établissement du chemin de fer de Saint-Laurent à Morez.....	1631	791
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Bordeaux à contracter un emprunt.....	1634	957
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'ouverture et l'exploitation dans les locaux de l'hôtel des chambres syndicales, situés rue de Lancry, n° 10, à Paris, d'une salle de ventes publiques de marchandises neuves, aux enchères et en gros.....	<i>Ibid.</i>	958
21.	DÉCRET qui autorise les mineurs ci-après nommés sous la tutelle de leur mère, M ^{me} Lallemand (Marie-Amélie-Eugénie), épouse divorcée de M. Sanly (Etienne-Auguste), savoir : Sanly (Camille-Joseph) ; Sanly (René-Gaston), Sanly (Lucien-Joseph), Sanly (Georges-Etienne), Sanly (Marie-Suzanne) et Sanly (Léon), à substituer à leur nom patronymique celui de Henry.....	1623	543
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulles et de nul effet la délibération, en date de 1893, du conseil d'arrondissement de Saint-Denis.....	1626	639
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département du Nord, le tableau de population n° 4, déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891.....	1630	766
22.	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue à Dresde, le 15 avril 1893, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Russie et la Suisse et du protocole d'adhésion de la Grande-Bretagne.....	<i>Ibid.</i>	737
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre le bureau des douanes de Lyon aux opérations de réintégration en entrepôt ou de réexportation des essences fabriquées avec des clous ou griffes de girofle importés sous le régime de l'admission temporaire.....	1634	959
25.	DÉCRET qui reconnaît la maison d'arrêt et de correction de Béthune (Pas-de-Calais) comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.....	1631	792
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement d'administration publique sur les suppléants auxiliaires chargés de remplacer les instituteurs en cas de maladie.....	1634	960
26.	DÉCRET qui approuve la substitution de la compagnie générale des omnibus à la compagnie générale parisienne de tramways, comme rétrocessionnaire de la partie extra-muros du tramway de Montreuil à la place de la Nation.....	1631	793
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'établissement de lignes téléphoniques.....	1634	962
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Renac (Basses-Alpes).....	<i>Ibid.</i>	963
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Bourges (Cher) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1636	1029
28.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Verdun (Meuse), à l'effet d'élire un député.	1682	701
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant augmentation du nombre des juges titulaires et des juges suppléants du tribunal de commerce de Fiers (Orne).....	1631	794
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation de la zone des fortifications du blockhaus du chabor à Khenchela.....	1633	946
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du bornage de la partie de la zone intérieure des fortifications modifié en arrière du front 12-13, rue Duguesclin, à Brest.....	<i>Ibid.</i>	947

DATES des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
29 Mai 1894.	Décret qui rejette le recours pour abus formé par le desservant de la succursale de Saint-Thomas-de-Conac (Charente-Inférieure).....	1635	995
30.	Décret qui rattache l'administration des cultes au ministère de l'intérieur.....	1626	632
Idem.	Décret qui nomme M. Charles Dupuy, député, ministre de l'intérieur et des cultes.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui nomme M. Charles Dupuy, ministre de l'intérieur et des cultes, président du Conseil des ministres.....	Ibid.	633
Idem.	Décret qui nomme M. Guérin (Eugène) sénateur, garde des sceaux, ministre de la justice.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui nomme M. Hanotaux (Gabriel), ministre des affaires étrangères.....	Ibid.	634
Idem.	Décret qui nomme M. Poincaré (Raymond), député, ministre des finances.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui nomme M. Leygues (Georges), député, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.....	Ibid.	635
Idem.	Décret qui nomme M. le général Mercier ministre de la guerre.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui nomme M. Félix Faure, député, ministre de la marine.....	Ibid.	636
Idem.	Décret qui nomme M. Barthou (Louis), député, ministre des travaux publics.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui nomme M. Lourties, sénateur, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	Ibid.	637
Idem.	Décret qui nomme M. Viger, député, ministre de l'agriculture.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui nomme M. Delcassé, député, ministre des colonies.....	Ibid.	638
31.	Décret qui approuve le compte des fonds secrets au ministère des affaires étrangères, du 1 ^{er} janvier au 30 mai 1894.....	1634	966
4 Juin 1894.	Décret portant que M. Marigot-Molly (Saturain) et M. Marigot-Molly (Paul-Émile) sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de Carly.....	1624	575
5.	Décret qui supprime le commissariat de police existant à Charbonnières (Rhône).....	1628	703
7.	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 4 avril 1894, du conseil général de la Drôme.....	1626	640
Idem.	Loi qui modifie les articles 110, 112 et 632 du code de commerce sur la lettre de change.....	1629	705
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, sur le chemin de fer d'intérêt local de Montereau à Château-Landon, d'un embranchement partant de la gare de Montereau pour aboutir à une gare à créer sur la rive gauche de la Seine.....	1634	949
8.	Décret qui modifie les articles 1, 3, 5 et 6 du décret du 30 décembre 1894, portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'administration centrale du ministère de la justice.....	1631	795
9.	Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux dépenses de renouvellement du cadastre.....	1634	967
11.	Décret qui autorise M. Said (François) à substituer à son nom patronymique celui de Lheureux.....	1625	607
Idem.	Décret qui autorise M. de Savignac (Louis-Georges-Médard-Autenil) à ajouter à son nom patronymique celui de Larombière.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui nomme un membre de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1890 et l'année 1891.....	1634	968

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	NOS.
12 Juin 1894.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Belvè (Corrèze), à l'effet d'élire un député.	164a	797
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à des travaux topographiques en Tunisie.	1635	996
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à divers travaux.	Ibid.	997
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à divers travaux.	Ibid.	998
13.	LOI qui rétablit une surtaxe à l'octroi de Hanvec (Finistère).	1634	953
Idem.	LOI relative à un échange, entre l'État et les comarcs Guillaumin, Henry et Duret, de terrains forestiers situés dans le département de l'Allier.	Ibid.	954
Idem.	DÉCRET qui crée, dans la ville de Paris, trois nouveaux emplois de commissaire de police.	Ibid.	998
Idem.	DÉCRET qui modifie les articles 31 et 34 du cahier des charges annexé au décret du 25 décembre 1886, portant concession à la chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer d'un outillage public à établir dans le port de cette ville.	Ibid.	969
14.	DÉCRET portant création d'une médaille d'honneur pour les agents inférieurs des douanes.	1635	1000
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitude des batterie et vigie de Barra-Port, de Nogent.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique et concède à la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans les nouvelles voies ferrées à établir sur les quais d'Aiguillon et de Saint-Louis, au port de Nantes.	Ibid.	1001
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Savoie, d'une ligne de tramway entre Moutier et Brides-les-Bains.	1637	1061
15.	LOI qui ouvre au ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire pour la protection des intérêts français en Afrique.	1635	981
Idem.	LOI qui autorise la ville de Sedan (Ardennes) à contracter un emprunt.	1635	1031
Idem.	LOI qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Dolac (Dordogne).	Ibid.	Ibid.
16.	DÉCRET instituant une commission chargée de la réforme de l'assiette des impôts.	1635	1009
17.	LOI qui autorise la ville de Fiers (Orne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	1635	1032
Idem.	LOI qui autorise la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1033
Idem.	LOI qui autorise la ville de Vannes (Morbihan) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1034
Idem.	LOI qui distraie la section de Prades de la commune de Lagarde, canton est de Toulon, arrondissement de Toulon (Var), et l'érige en commune distincte.	Ibid.	1035
Idem.	LOI qui impose d'office plusieurs communes de la Haute-Vienne.	Ibid.	1037
19.	DÉCRET qui autorise M. Meunier (Maurice-Léon-Colin) à ajouter à son nom patronymique celui de Colin.	1628	703
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Jobard (Félix-Jules) à substituer à son nom patronymique celui de Dumesnil.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 5 avril 1894, du conseil général des Pyrénées-Orientales.	1684	979

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
19 Juin 1894.	Décret qui prolonge la durée de la concession de la compagnie du tonnage de la Basse-Seine et de l'Éclair et modifie le tarif des droits à percevoir par ladite compagnie.	1636	1041
21.	Décret qui approuve la concession à M. Merini d'une parcelle de terrain sur la plage d'Arcachon.	1634	980
22.	Décret qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.	1636	1043
Idem.	Décret portant répartition entre les diverses ministères d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles.	1637	1073
23.	Décret qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893 pour l'exécution de travaux projetés sur diverses routes nationales.	1634	971
Idem.	Loi qui autorise le département d'Oran à contracter un emprunt.	1636	1037
Idem.	Loi qui autorise la ville de Bône (Algérie) à contracter trois emprunts et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1038
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Oran (Algérie) à contracter un emprunt.	Ibid.	1040
Idem.	Décret qui modifie celui du 1 ^{er} août 1894 relatif au transport, par chemin de fer, des marchandises de transit.	Ibid.	1044
Idem.	Décret qui modifie celui du 8 février 1894 relatif à la réception en franchise, par les préfets, sous-préfets et maires, des avis de maladies épidémiques.	1637	1075
Idem.	Décret qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893, applicable à l'exécution des travaux dans le port de Boulogne.	Ibid.	1076
Idem.	Décret portant réception de la bulle d'installation canonique de M. Petit pour l'archevêché de Bourges.	1638	1081
Idem.	Décret portant réception de la bulle d'installation canonique de M. Julien-Lagarrière pour l'évêché de Constantine.	Ibid.	1082
Idem.	Décret portant réception de la bulle d'installation canonique de M. Touchet pour l'évêché d'Orléans.	Ibid.	1083
Idem.	Décret portant réception de la bulle d'installation canonique de M. Palge pour l'évêché de Poitiers.	Ibid.	1084
28.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	1634	976
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	~~1636~~	~~1084~~
Idem.	Décret qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893, applicable à l'entretien des rues de France et Masséna, à Nice (route nationale n° 7).	Ibid.	1086
Idem.	Décret qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893 pour travaux relatifs à la navigation intérieure.	Ibid.	1087
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration des ports de Cette et de Rouen.	Ibid.	1088
29.	Décret qui autorise M. Anastay (Emile) à substituer à son nom patronymique celui d'Aster.	1629	736
Idem.	Loi sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.	1637	1049
Idem.	Loi portant modifications à l'organisation de l'artillerie et du génie.	Ibid.	1057

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
29 Juin 1894.	DÉCRET concernant le mode d'oblitération des timbres mobiles pour les trésoriers de fabriques et consistoires.....	1638	1090
30.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un crédit non employé en 1893 pour participation de l'Algérie à l'exposition internationale de Chicago.....	1634	978
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un crédit non employé en 1893 pour dépenses de colonisation.....	1635	1011
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du service chronométrique de l'observatoire de Besançon.....	1637	1077
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	Ibid.	1078
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'entretien du barrage de Lescure, sur le Tarn.....	1638	1090
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893, applicable à divers travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly.....	Ibid.	1091
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....	Ibid.	1093
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement des chemins de fer de Mirecourt à Chalindrey et de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....	Ibid.	1094
Idem.	DÉCRET qui fixe les quantités de produits d'origine et de provenance tunisiennes qui pourront être admises en franchise ou soumises à des traitements de faveur, à leur entrée en France, du 1 ^{er} juillet 1894 au 30 juin 1895, dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890.	Ibid.	1095
Idem.	DÉCRET relatif à un échange entre l'État et la ville de Besançon.....	Ibid.	1096
Idem.	DÉCRET qui modifie l'article 2 du cahier des charges annexé au décret du 17 août 1891, en ce qui concerne le tracé, dans la traversée de Valence, du tramway de Chabeuil à Valence.....	Ibid.	1098

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS ET DÉCRETS DU TOME XLVIII.

(XII^e série.)

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1607.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27490. — *Loi relative à un Échange, entre l'État et M. Brude, de Terrains forestiers situés dans le département de la Drôme.*

Du 3 Janvier 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 4 Janvier 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé, le 26 août 1892, entre M. le préfet de la Drôme, agissant au nom de l'État, et M. *Brude (Pierre-Joseph)*, demeurant à Bouvante, l'échange sans soulte d'une parcelle de deux hectares soixante-huit ares dix-neuf centiares (2^h 68^a 19^c), à détacher de la forêt domaniale de Lente, n° 286, 289 et 290, section C, du plan cadastral de la commune de Bouvante, contre un terrain d'une contenance de quatre hectares quarante-six ares quatre-vingt-deux centiares (4^h 46^a 82^c) appartenant à M. *Brude*, à prendre dans les parcelles n° 92, 93 et 94, section C, du plan cadastral de la commune de Bouvante et touchant au terrain domanial par son extrémité ouest.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

XII^e Série.

— 2 —

N° 27491. — *Loi relative à un Echange, entre l'Etat et M. Jatteau, de terrains situés dans le département du Loiret.*

Du 3 Janvier 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 4 janvier 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé, le 4 juin 1892, entre M. le préfet du Loiret, agissant au nom de l'Etat, et M. *Jatteau*, l'échange sans soulte d'une parcelle dite *les Prés de Dampierre*, d'une contenance de deux hectares vingt-quatre ares (2^h 24'), située commune des Bordes et enclavée dans la forêt domaniale d'Orléans, contre les parcelles suivantes, situées sur le territoire de la même commune, au lieu dit *le Hallier*, le long du chemin de fer d'Orléans à Gien, à détacher de la forêt domaniale : 1° l'une touchant à la route de la Croix-Saint-Marc, d'une contenance de quatre-vingt-quinze ares quatre-vingt-dix centiares (95^h 90^c) ; 2° l'autre située à quelques mètres au nord-ouest de la première, d'une contenance d'un hectare trente et un ares soixante-cinq centiares (1^h 31^c 65^c).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

—————

N° 27492. — *Loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en Rentes 3 1/2 p. 0/0 les Rentes 4 1/2 p. 0/0 inscrites au grand-livre de la Dette publique.*

Du 17 Janvier 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 janvier 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à rembourser les rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0) inscrites au grand-livre de la dette publique à raison de cent francs (100^f) par quatre francs et demi (4 1/2) de rente, ou à les convertir en nouvelles rentes trois et

demi pour cent (3 1/2 p. o/o) portant jouissance du 16 février 1894, à raison de trois francs et demi (3^f 1/2) de rente pour quatre francs et demi (4^f 1/2) de rente.

2. L'exercice du droit de remboursement de l'État est suspendu pour les nouvelles rentes trois et demi pour cent (3 1/2 p. o/o) pendant un délai de huit années à courir du 16 février 1894.

3. Le nouveau fonds trois et demi pour cent (3 1/2 p. o/o) pourra être divisé en séries. Les arrérages en sont payables par trimestre, et le minimum de rente inscriptible est fixé pour ledit fonds à deux francs (2^f).

Tous les privilèges et immunités attachés aux rentes sur l'État sont assurés aux rentes du nouveau fonds trois et demi pour cent (3 1/2 p. o/o).

Ces rentes sont insaisissables, conformément aux dispositions des lois des 8 nivôse an vi et 22 floréal an vii, et peuvent être affectées aux emplois et placements spécifiés par l'article 29 de la loi du 16 septembre 1871.

4. Tout propriétaire de rente quatre et demi pour cent (4 1/2 p. o/o) qui, dans un délai de huit jours à courir de l'époque qui sera fixée par décret du Président de la République, n'aura pas demandé le remboursement sera considéré comme ayant accepté la conversion.

5. Les remboursements demandés pourront être opérés par séries, et les rentes non converties continueront à porter intérêt à quatre et demi pour cent (4 1/2 p. o/o) jusqu'à la date fixée pour le remboursement.

6. Les rentes converties jouiront des intérêts à quatre et demi pour cent (4 1/2 p. o/o) jusqu'au 16 février 1894.

7. En ce qui concerne les propriétaires de rentes qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, l'acceptation de la conversion sera assimilée à un acte de simple administration et sera dispensée d'autorisation spéciale ainsi que de toute autre formalité judiciaire.

Les tuteurs, curateurs et administrateurs pourront, nonobstant toute disposition contraire, et notamment par dérogation à l'article 5 de la loi du 27 février 1880, recevoir et aliéner ultérieurement, sans autorisation, les promesses de rentes au porteur représentatives des fractions de franc non inscriptibles résultant de la conversion des rentes appartenant aux incapables qu'ils représentent.

8. Pour les rentes grevées d'usufruit, la demande de remboursement devra être faite par le nu-propriétaire et l'usufruitier conjointement. Si elle est faite par l'un d'eux seulement, le Trésor sera valablement libéré en déposant à la Caisse des dépôts et consignations le capital de la rente.

Si ce dépôt résulte du fait de l'usufruitier, celui-ci n'aura droit, jusqu'à l'emploi, qu'aux intérêts que la Caisse est dans l'usage de

servir. S'il résulte du fait du nu-propriétaire, ce dernier sera tenu de bonifier à l'usufruitier la différence entre le taux des intérêts payés et celui de trois et demi pour cent (3 1/2 p. o/o). Toutefois il n'est porté aucune atteinte aux stipulations particulières qui règlent les droits du nu-propriétaire et de l'usufruitier.

9. Le ministre des finances est autorisé à pourvoir aux demandes de remboursement qui seront faites au moyen de l'émission, au mieux des intérêts du Trésor, de rentes trois et demi pour cent (3 1/2 p. o/o) nouvelles jusqu'à concurrence de la somme de rente nécessaire pour produire le capital correspondant auxdites demandes.

10. Il pourra être provisoirement pourvu aux remboursements demandés, au moyen de l'émission d'obligations du Trésor à court terme ou d'une avance de la Banque de France.

11. Les conditions dans lesquelles s'effectueront le remboursement et la conversion des rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. o/o), l'émission des rentes trois et demi pour cent (3 1/2 p. o/o) nouvelles, leur division en séries, la délivrance aux ayants droit de promesses de rentes au porteur pour les fractions de rentes non inscriptibles et, s'il y a lieu, le remboursement de ces promesses, seront déterminées par décrets du Président de la République.

12. Tous titres ou expéditions à produire pour le remboursement ou la conversion des rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. o/o), pourvu que cette destination y soit exprimée, et en tant qu'ils serviront uniquement aux opérations nécessitées par la présente loi, seront visés pour timbre et enregistrés gratis.

13. Il est ouvert au ministre des finances, sur les ressources générales du budget de 1894, un crédit de trois millions huit cent cinquante mille francs (3,850,000) destiné à couvrir les frais, autres que ceux de trésorerie, nécessités par le remboursement ou la conversion des rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. o/o).

Dans le cas où il serait procédé à une émission de rentes trois et demi pour cent (3 1/2 p. o/o), conformément aux termes de l'article 9 de la présente loi, les dépenses matérielles et les frais de toute nature seraient prélevés sur le produit de l'opération.

14. Le ministre des finances rendra compte des opérations autorisées par la présente loi au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27493. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département des Vosges à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 3 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 5 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. Albert Ferry, sénateur du département des Vosges.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Vosges sont convoqués pour le dimanche 21 janvier 1894, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département des Vosges, se réunira au chef-lieu le dimanche 25 février 1894, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

¹ XII^e série, Bull. 190, n° 4942.

N° 27494. — **DÉCRET** modifiant l'article 1^{er} du décret du 25 novembre 1893 relatif à la Franchise accordée à la correspondance de service de certains fonctionnaires.

Du 4 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Vu le décret du 25 novembre 1893 ⁽²⁾, concédant la franchise postale à la correspondance officielle que l'ingénieur en chef du service de la marine à Montpellier et l'ingénieur ordinaire du même service à Cette ont à échanger avec l'ingénieur de la marine, chef du bassin du Rhône à Lyon;

Vu la lettre du ministre des travaux publics, en date du 12 décembre 1893, concernant des modifications à apporter dans la dénomination de certains fonctionnaires désignés dans le décret du 25 novembre 1893;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 25 novembre 1893 ci-dessus visé est modifié ainsi qu'il suit :

« Est admise à circuler en franchise, sous bandes, la correspondance officielle que l'ingénieur en chef des ponts et chaussées chargé du service des ports maritimes du département de l'Hérault à Montpellier et l'ingénieur ordinaire des ponts et chaussées chargé du premier arrondissement du même service à Cette ont à échanger avec l'ingénieur de la marine, chef du bassin du Rhône à Lyon. »

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27495. — **DÉCRET** qui forme une section temporaire du Contentieux au Conseil d'État.

Du 6 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 8 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1596, n° 27315.

Vu la loi du 26 octobre 1888, relative à la création d'une section temporaire du contentieux au Conseil d'État, et notamment l'article 1^{er} de ladite loi, ainsi conçu :

« Lorsque les besoins du service l'exigeront, il sera formé, par décret en conseil d'État, une section temporaire qui concourra au jugement des affaires d'élections et de contributions directes ou taxes assimilées »;

Vu l'état des affaires pendantes devant le Conseil d'État statuant au contentieux;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est formé au Conseil d'État, pour l'expédition des affaires d'élections, de contributions directes ou taxes assimilées, une section temporaire du contentieux dont la durée est fixée à une année à compter de son installation, s'il n'en est autrement ordonné par un décret postérieur.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : ANTONIN DUBOST.

N° 27496. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de 1892.

Du 9 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1893 présente au chapitre XLVIII, sur lequel les sommes demandées doivent être prélevées, un reste disponible suffisant pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 3 janvier 1894.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de dix-huit mille cent quatre-vingt-trois francs soixante-quinze centimes (18,183^f 75), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892, chapitre XLVIII.	18,183 ^f 75 ^c
--------------------------------------	-------------------------------------

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXIV spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

N° 27497. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département d'Indre-et-Loire à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 9 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 11 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. Guinot, sénateur du département d'Indre-et-Loire,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département d'Indre-et-Loire sont convoqués pour le dimanche 18 janvier 1894, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département d'Indre-et-Loire, se réunira au chef-lieu le dimanche 4 mars 1894, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27498. — DÉCRET qui fixe le Cadre du personnel chargé de la Police de la ville de Dijon (Côte-d'Or).

Du 9 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les arrêtés des consuls en date des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la délibération du conseil municipal de Dijon, en date du 1^{er} décembre 1893,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel chargé des services de la police de

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

la ville de Dijon (Côte-d'Or) est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Tableau portant réglementation du cadre du personnel chargé du service de la police de la ville de Dijon.

1 inspecteur.....	1,800'
1 brigadier de sûreté.....	1,700
1 secrétaire du commissaire central.....	1,600
5 brigadiers à 1,400 francs.....	7,000
3 sous-brigadiers à 1,300 francs.....	3,900
16 agents de 1 ^{re} classe à 1,200 francs.....	19,200
26 agents de 2 ^e classe à 1,150 francs.....	29,900
1 agent surveillant des promenades.....	1,050
2 agents chargés spécialement de la voirie, à 1,150 francs.....	2,300
	68,450

N° 27499. — *DÉCRET qui complète l'article 22 du Décret du 27 juin 1887 sur la perception de l'Octroi de mer en Algérie.*

Du 10 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 16 Janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les rapports des ministres des finances et de l'intérieur,

Vu l'article 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834 ⁽¹⁾, l'article 5 de la loi du 4 août 1844, les articles 41 et 42 de l'ordonnance du 28 septembre 1847 ⁽²⁾ et l'article 166 de la loi du 5 avril 1884;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1844 ⁽³⁾, instituant en Algérie un octroi municipal de mer;

Vu les décrets des 26 décembre 1884 ⁽⁴⁾, 30 décembre 1886 ⁽⁵⁾, 27 juin ⁽⁶⁾ et 22 décembre 1887 ⁽⁷⁾, 29 décembre 1888 ⁽⁸⁾, 28 décembre 1889 ⁽⁹⁾, 23 décembre 1890 ⁽¹⁰⁾ et 19 septembre 1892 ⁽¹¹⁾, relatifs audit octroi;

Vu l'article 32 de la loi de finances du 26 janvier 1892, établissant, au profit du Trésor public, un droit de consommation additionnel au droit sur l'alcool perçu à l'octroi de mer en Algérie;

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 5450.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 1422, n° 13878.

⁽³⁾ IX^e série, Bull. 1167, n° 11730.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 891, n° 14967.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1058, n° 17404.

⁽⁶⁾ VII^e série, Bull. 1100, n° 18110.

⁽⁷⁾ VII^e série, Bull. 1138, n° 18726.

⁽⁸⁾ XI^e série, Bull. 1206, n° 20017.

⁽⁹⁾ XII^e série, Bull. 1291, n° 21476.

⁽¹⁰⁾ XI^e série, Bull. 1380, n° 23122.

⁽¹¹⁾ VII^e série, Bull. 1505, n° 25372.

Vu les lois et règlements sur les octrois de la métropole ;

Vu le décret du 26 août 1881⁽¹⁾ sur l'organisation administrative de l'Algérie ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 22 du décret du 27 juin 1887, sur la perception de l'octroi de mer en Algérie, est complété par les deux paragraphes suivants :

« Les producteurs d'alcool de l'intérieur qui ne sont pas bouilleurs de cru ne sont admis à la faculté d'entrepôt que si leur première prise en charge n'est pas inférieure à 5 hectolitres d'alcool pur. Ils doivent présenter une caution solvable s'engageant solidairement avec eux au paiement des droits d'octroi de mer et de consommation afférents aux quantités d'alcool entreposées ; à défaut de caution reconnue solvable, ils sont tenus de verser, à titre de consignation, le montant de ces droits à la caisse du receveur des contributions diverses de la localité.

« Les bouilleurs de cru peuvent obtenir la faculté d'entrepôt pour les alcools provenant de leur récolte, quelle qu'en soit la quantité, et sans être assujettis à fournir caution ou à consigner. En cas de fraude constatée, le bénéfice de la présente disposition peut leur être retiré par l'administration, et ils sont alors assimilés aux autres producteurs d'alcool. »

2. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

3. Les ministres des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 10 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27500. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans quatre communes du département du Gard.

Du 10 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 654, n° 11036.

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ suivant ;
 Les délibérations prises par les conseils municipaux des quatre communes désignées dans le tableau ci-dessous ;
 Les avis émis par le conseil général du Gard, à la date des 4 et 6 septembre 1893 ;
 L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire ;
 La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans les quatre communes du département du Gard comprises dans le tableau ci-après, est fixée ainsi qu'il suit :

A quatre francs (4^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse ;

A un franc cinquante centimes (1^f 50) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMMUNES.	NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMMUNES.
1	Aiguèze.	3	Belvezet.
2	Aspères.	4	Bordezac.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27501. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.

Du 12 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes ;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1893 ;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1891 et 1892 ;

(1) XI^e série, Bull. 320, n° 2955.

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892 présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 29 décembre 1893,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de treize mille neuf cent trente et un francs soixante-dix-neuf centimes (13,931⁷⁹), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891	{ chapitre XLVI.	22 ⁴ 40 ⁸ }	60 ⁴ 63 ⁸
	{ chapitre L.	38 23 }	
Exercice 1892	{ chapitre IV.	16 66 }	13,871 16
	{ chapitre XLVIII.	13,250 00 }	
	{ chapitre LI.	60 ⁴ 50 }	
ENSEMBLE.			13,931 79

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXIV spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27502. — *DÉCRET portant création de Pensions de réforme au profit des Artistes de l'Opéra.*

Du 12 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu le décret du 26 mars 1887 ¹, relatif à la liquidation de la caisse des retraites instituée au profit des artistes et employés de l'Opéra;

Vu l'avis de la commission de liquidation de ladite caisse,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il pourra être accordé des pensions de réforme aux artistes faisant partie du personnel du chant, des chœurs, de la danse, du ballet et de l'orchestre qui, par suite de l'affaiblissement des facultés artistiques, ne seront plus en mesure de remplir convenablement leur emploi, et qui justifieront des trois quarts du temps exigé pour l'établissement du droit à une pension de retraite.

2. Ces pensions de réforme seront liquidées proportionnellement au temps pendant lequel la retenue aura été exercée, et calculées sur le traitement moyen des six dernières années, à raison d'un soixantième pour chaque année de service.

Il ne sera pas tenu compte, pour le calcul de ces pensions, des services dans les armées de terre et de mer.

Ces pensions seront réversibles sur les veuves et les orphelins, dans les conditions prévues par les articles 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 du décret du 14 mai 1856.

3. La commission de liquidation déterminera annuellement, d'après les ressources de la caisse, le chiffre que l'ensemble des pensions de réforme accordées en vertu du présent décret ne pourra pas dépasser pendant l'année.

4. Les règles en vigueur, en ce qui concerne la liquidation et la jouissance des pensions de retraite, seront applicables aux pensions de réforme.

Les propositions du directeur de l'Opéra devront être accompagnées d'un rapport spécial du chef du service sous les ordres duquel l'artiste est employé.

5. Les artistes qui se trouveront dans les conditions leur permettant d'obtenir une pension de réforme pourront opter entre cette pension et le remboursement des retenues établi par l'article 4 du décret du 26 mars 1887 et l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1887.

¹ 1^{re} série, Bull. 1073, n° 17702.

6. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : E. SPULLER.

N° 27503. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Dépenses publiques.*

Du 13 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement, par une commune de Meurthe-et-Moselle, d'une somme de mille six cent vingt-sept francs soixante-deux centimes, affectée aux dépenses du renouvellement de son cadastre;

Vu le récépissé constatant le versement, par le trésorier-payeur général du département de la Charente-Inférieure, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cent-cinquante-cinq francs soixante-douze centimes, formant le reliquat des sommes comprises au budget sur ressources spéciales et non employées à la clôture de l'exercice 1892 pour le renouvellement du cadastre;

Vu le récépissé constatant le versement, par le trésorier-payeur général de la Savoie, d'une somme totale de quatre-vingt-quatorze mille sept cent un francs soixante-dix-huit centimes, affectée aux dépenses du cadastre et provenant, pour quarante-neuf mille cent deux francs cinquante-trois centimes, des subventions de l'État (art. 1^{er} du chapitre iv du budget sur ressources spéciales) et pour quarante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf francs vingt-cinq centimes de l'excédent du produit des centimes départementaux (article 2 du même chapitre), lesdites sommes non employées à la clôture de l'exercice 1892;

Vu les déclarations de versement tenant lieu de récépissés et constatant le versement par le trésorier-payeur général de la Haute-Savoie d'une somme de quatre cent vingt-neuf mille quatre-vingt-trois francs trente-sept centimes, affectée aux dépenses du cadastre et provenant : 1° pour trois cent quatre-vingt-dix mille six francs quarante centimes, des subventions de l'État (art. 1^{er} du chapitre iv du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1892); 2° pour trente-huit mille trois cents francs vingt-huit centimes, de l'excédent du produit des centimes départementaux de 1892 et des années antérieures sur les dépenses annuelles (art. 2 du même chapitre), lesdites sommes non employées à la clôture de l'exercice 1892; 3° pour sept cent soixante-seize francs soixante-neuf centimes, du produit des centimes départementaux imposés en 1893;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé et constatant le versement, par le trésorier-payeur général du département de Meurthe-et-Moselle, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trois mille deux cent quatre-vingt-dix-huit francs cinquante-sept centimes, formant le reliquat des sommes comprises au budget sur ressources spéciales et non employées à la clôture de l'exercice 1892 pour le renouvellement du cadastre;

Les cinq versements susmentionnés, savoir :

Meurthe-et-Moselle.....	1,627' 62 ^c
Charente-Inférieure.....	155 72
Savoie.....	94,701 78
Haute Savoie.....	429,083 37
Meurthe-et-Moselle.....	3,298 57
s'élevant ensemble à.....	<u>528,867 06</u>

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit de cinq cent vingt-huit mille huit cent soixante-sept francs six centimes (528,867' 06), au chapitre LXX du budget dudit exercice : *Frais d'arpentage et d'expertise. — Cadastre primitif.*

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27504. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement supérieur en Algérie.

Du 16 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 8 de la loi du 20 décembre 1879, relative à la création des écoles d'enseignement supérieur en Algérie;

Vu la déclaration délivrée par le trésorier-payeur d'Alger, le 7 de ce mois, constatant que, ce même jour, il a été versé dans sa caisse par M. Cesia, receveur municipal de la ville d'Alger, une somme de trente mille francs, représentant la subvention de la commune aux écoles supérieures en 1893;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 janvier 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de trente mille francs (30,000^f) applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.

Cette somme sera rattachée au chapitre IV du budget des dépenses de l'exercice 1893 (Algérie).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

N° 27505. — DÉCRET relatif au remboursement ou à la Conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0 des rentes 4 1/2 p. 0/0 inscrites au grand-livre de la Dette publique.

Du 17 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 18 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 17 janvier 1894, portant autorisation de rembourser ou de convertir en rentes trois et demi pour cent (3 1/2 p. 0/0) les rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0) inscrites au grand-livre de la dette publique;

Sur le rapport du ministre des finances.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les propriétaires de rentes quatre et demi pour cent ($4\frac{1}{2}$ p. o/o) qui voudront être remboursés devront en faire la demande et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres dans les délais ci-après fixés :

1^{er} En France (la Corse exceptée), du dimanche 21 au matin jusqu'au dimanche 28 janvier inclusivement;

2^o En Corse, du mardi 23 janvier au matin jusqu'au mardi 30 inclusivement;

3^e En Algérie, du mercredi 24 janvier au matin jusqu'au mercredi 31 inclusivement;

4^e Dans les Colonies, pendant huit jours consécutifs à courir du lendemain de la promulgation du présent décret.

2. Les demandes seront reçues, savoir :

1^{er} A Paris. — A la caisse centrale du Trésor, rue de Rivoli ;

2^o Dans les départements, y compris la Corse. — A la caisse des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers des finances et des percepteurs de chef-lieu d'arrondissement dont la recette des finances a été supprimée;

3^e En Algérie. — A la caisse des trésoriers-payeurs et des payeurs particuliers;

4^e Dans les colonies. — A la caisse des trésoriers-payeurs.

Les caisses ci-dessus désignées seront ouvertes de 9 heures du matin à 5 heures du soir, y compris les dimanches, et le dernier jour jusqu'à 8 heures du soir.

3. Il sera délivré aux déposants un récépissé des titres déposés.

Ce récépissé sera visé au contrôle, conformément à l'article 2 de la loi du 24 avril 1833.

4. Les arrérages à échoir le 16 février 1894 sur les rentes dont le remboursement sera demandé seront payés à leur échéance, savoir :

Pour les titres nominatifs. — Sur quittance spéciale remise aux déposants au moment de la demande de remboursement des rentes inscrites à leur nom. Pour le payement des arrérages au 16 février 1894 cette quittance tiendra lieu du titre.

Pour les titres mixtes et au porteur. — Sur la présentation du coupon au 16 février préalablement détaché des titres avant leur dépôt.

Le montant de tous autres coupons au porteur à échoir qui ne pourraient être représentés sera déduit du capital à rembourser.

5. Les demandes devront être établies en double expédition sur des bordereaux spéciaux mis à la disposition des propriétaires de rentes aux caisses des comptables autorisés à recevoir des dépôts.

Ces bordereaux seront revêtus de la signature du déposant ou des ayants droit, qui devront, s'il s'agit de titres nominatifs ou de titres

faire certifier leur signature, sur l'une des deux expéditions, par un notaire ou un agent de change, dont la signature, dans les départements autres que celui de la Seine, devra être légalisée.

Les demandes de remboursement seront centralisées dans les bureaux de la direction de la dette inscrite, à Paris, où elles seront inscrites et réparties, s'il y a lieu, par séries.

Un décret publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* fera connaître le mode et la date des remboursements.

Les titres dont le remboursement n'aura pas été demandé dans les délais fixés par l'article 1^{er} cesseront de porter intérêt à quatre et demi pour cent ($4\frac{1}{2}$ p. 0/0) à partir du 16 février 1894 et seront, à compter de cette date et à raison de trois francs cinquante centimes (3^{fr} 50) de rente par quatre francs cinquante centimes ($4\frac{1}{2}$ fr 50) de principal, convertis en titres du fonds trois et demi pour cent ($3\frac{1}{2}$ p. 0/0) par l'article 1^{er} de la loi du 17 janvier 1894.

Les fractions de rente non inscriptibles du fonds nouveau donneront lieu à la délivrance de promesses de rente au porteur qui seront exigibles, après réunion du minimum inscriptible de deux francs (2 fr) de rente, contre des rentes trois et demi pour cent ($3\frac{1}{2}$ p. 0/0). Les promesses de rentes seront établies par millimes.

Un arrêté du ministre des finances déterminera l'époque et les conditions matérielles de l'échange des titres convertis.

8. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

17506. — DÉCRET portant inscription au chapitre LVI bis du Budget du Ministère des finances d'un Crédit ouvert sur l'exercice 1894, pour couvrir les frais de la Conversion des rentes $4\frac{1}{2}$ p. 0/0 autres que ceux de trésorerie.

Du 17 Janvier 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu la loi du 17 janvier 1894, portant autorisation de rembourser ou de convertir en rentes trois et demi pour cent les rentes quatre et demi pour cent.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit de trois millions huit cent cinquante mille francs

(3,850,000^f) ouvert, sur l'exercice 1894, par l'article 13 de la loi 17 janvier 1894 pour couvrir les frais, autres que ceux de trésorerie nécessités par le remboursement ou la conversion des rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0), sera inscrit à un chapitre nouveau du budget du ministère des finances de l'exercice 1894 portant numéro LVI bis et libellé : *Frais, autres que ceux de trésorerie, nécessités par le remboursement ou la conversion des rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0).*

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27507. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Montblainville (Meuse),*

Du 17 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ suivant;

La délibération prise, à la date du 4 juin 1893, par le conseil municipal de Montblainville;

L'avis émis par le conseil général de la Meuse dans sa séance du 24 août 1893;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Montblainville (Meuse) est fixée ainsi qu'il suit :

A six francs (6^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A un franc cinquante centimes (1^f 50) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 320, n° 2955.

108. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la première circonscription d'Alais (Gard) à l'effet d'élire un Député.

Du 23 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 janvier 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;
 Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;
 Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;
 Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;
 Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;
 Vu la démission de M. Desmons, député du département du Gard pour la première circonscription d'Alais,

DÉCRÈTE .

Art. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription d'Alais (Gard) est convoqué pour le dimanche 18 février 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n^o 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n^o 26771.

N° 27509. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Coutances (Manche) à l'effet d'élire un Député.

Du 23 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal dans les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Briens, député du département de la Manche, la première circonscription de Coutances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de Coutances (Manche) est convoqué pour le dimanche 18 février 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ 1^{re} série. Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série. Bull. 1566, n° 26771.

27510. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Marseille (Bouches-du-Rhône) à l'effet d'élire un Député.

Du 23 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

- Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;
- Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;
- Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;
- Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;
- Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;
- Vu la démission de M. Peytral, député du département des Bouches-du-Rhône pour la première circonscription de Marseille.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de Marseille (Bouches-du-Rhône) est convoqué pour le dimanche 18 février 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 27511. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Nice (Alpes-Maritimes) à l'effet d'élire un Député.

Du 23 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. *Borriglione*, député du département des Alpes-Maritimes pour la deuxième circonscription de Nice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Nice (Alpes-Maritimes) est convoqué pour le dimanche 18 février 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 27512. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Sisteron (Basses-Alpes) à l'effet d'élire un Député.

Du 13 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu l'extrait des procès-verbaux des délibérations de la Chambre des députés duquel il résulte que, dans la séance du 19 décembre 1893, la Chambre a invalidé les pouvoirs de M. le vicomte d'Hugues, élu député du département des Basses-Alpes pour l'arrondissement de Sisteron.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Sisteron (Basses-Alpes) est convoqué pour le dimanche 18 février 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau indiquant les dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 27513. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Thonon (Haute-Savoie) à l'effet d'élire un Député.

Du 23 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Folliet, député du département de la Haute-Savoie pour l'arrondissement de Thonon,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Thonon (Haute-Savoie) est convoqué pour le dimanche 18 février 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1566, n° 26771.

27514. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement d'Ussel (Corrèze) à l'effet d'élire un Député.*

Du 23 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 26 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Sur la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Sur la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Sur les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Sur la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Sur le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Sur la démission de M. Dellestable, député du département de la Corrèze par l'arrondissement d'Ussel,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement d'Ussel (Corrèze) est convoqué pour le dimanche 18 février 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 27515. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les chiens dans deux communes du département de l'Ain.

Du 24 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août 1854;

Les délibérations prises, à la date des 16 avril et 22 mai 1892, par les conseils municipaux des communes de Jujurieux et Confrançon;

L'avis émis, à la date du 23 août 1893, par le conseil général de l'Ain, celui du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans les deux communes du département de l'Ain comprises dans le tableau ci-dessous, est fixée ainsi qu'il suit :

NUMÉROS d'ordre.	DESIGNATION DES COMMUNES.	TARIF.	
		Chiens de la première catégorie.	Chiens de la deuxième catégorie.
1	Confrançon	6 ^f	3 ^f
2	Jujurieux	10	5

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27516. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé, pour la perception des droits de péage au bac de Maisons-Laffitte, sur la rivière de Seine, au territoire de la commune de Maisons-Laffitte, département de Seine-et-Oise.

2. Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers

(1) XI^e série, Bull. 320, n° 2955.

les, tels qu'ils sont désignés audit tarif et qui, aux termes du cahier des charges, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Fontainebleau, août 1893.*)

des droits à percevoir au passage d'eau de Maisons-Laffitte, sur la rivière de Seine, dans la commune de Maisons-Laffitte, département de Seine-et-Oise.

Art. 1^{er}. Les prix pour le passage (aller et retour compris) par tête de bétail et par cheval sont fixés ainsi qu'il suit :

Pour un cheval hongre ou une jument, une vache laitière ou une génisse.....	4 00 ^c
Pour un âne ou une ânesse, une mule ou un mulot.....	2 00
Pour une chèvre.....	1 25

Le passage n'est obligatoire que pour les bestiaux des habitants de la commune de Maisons-Laffitte et ceux qui les gardent, mais toute personne qui se présentera au moment du départ, à l'aller ou au retour, pourra être admise dans le bac gratuitement, à la condition de ne pas causer de gêne pour le service des bestiaux. Le fermier devra supporter gratuitement le transport par le bac des récoltes des propriétés situées sur l'île, mais seulement à l'aide de brouettes et à la condition qu'il n'en réponde pas de gêne pour le service des bestiaux ;

Le service du passage d'eau sera fait depuis le lever jusqu'au coucher du soleil (les exceptions stipulées ci-après), pendant les périodes comprises entre le premier dimanche du mois de mai de chaque année et le 15 novembre ; il pourra être suspendu le reste du temps ;

Le passage sera interdit quand les eaux atteindront l'altitude de deux mètres au-dessus de deux centimètres à l'échelle du pont de Maisons, quand la rivière charriera des glaçons et dans les temps de débâcle ;

Le bac ne pourra jamais être chargé au delà du poids qui le ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur ses flancs ;

Tout conducteur de bestiaux demeurera responsable des dommages qu'il aura causés au bac.

Sont exempts des droits de péage :

1^o Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, les percepteurs directs (les percepteurs compris), des contributions indirectes et tabaciques ; les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus de marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions émises par le directeur du service intéressé ;

2^o Les ministres des différents cultes reconnus par l'État ainsi que leurs assistants.

3^o Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe ont le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs ;

4^o Les malles-poste, les courriers et les estafettes du Gouvernement ;

5^o Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent ; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades, les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs ;

6^o Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que

N° 27515. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir dans deux communes du département de l'Ain.

Du 24 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire
vant;

Les délibérations prises, à la date des 16 avril et 22
conseils municipaux des communes de Jujurieux et Conf

L'avis émis, à la date du 23 août 1893, par le conseil
celui du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur le
deux communes du département de l'Ain compris
ci-dessous, est fixée ainsi qu'il suit :

NUMÉROS d'ordre.	DESIGNATION DES COMMUNES.
1	Confrançon.....
2	Jujurieux.....

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de
décret.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1894.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27516. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUB
signé par le ministre des finances) portant ce

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-
des droits de péage au bac de Maisons-Laffitte,
territoire de la commune de Maisons-Laffitte, de

2. Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionn

(1) XI^e série, Bull. 320, n° 2955.

au
int
rmi
e Co

FRANCA
portant c
ntenant d
vaisseau,
que celui d
devant les tri
changement
é par la loi du
té formée dev

RÉPUBLIQUE FRA
la justice) portan
) , employé à la
Paris, y demeur
de Sibille, et à
; voir devant les tri
le changement ré

décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (Paris, 19 Février 1894.)

N° 27524. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Perdreau* (*Jules-Romuald*), architecte, né le 26 février 1844, à Paris, demeurant à Bois-Colombes (Seine), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Rischmann*, et à s'appeler légalement, à l'avenir *Rischmann* au lieu de *Perdreau*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (Paris, 26 Février 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 31 Mars 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

ANTONIN DUBOST.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1608.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

525. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire destiné au service des Commissaires de police.*

Du 19 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 20 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, en augmentation du crédit accordé par la loi de finances du 25 juillet 1893, au chapitre LIV : *Traitement des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres*, un crédit supplémentaire de huit cent vingt mille francs (820,000').

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27526. — *Loi qui autorise le département des Hautes-Alpes à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Hautes-Alpes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de soixante mille sept cents francs (60,700^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante mille sept cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : GARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27527. — *Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ardèche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la

des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de deux cent soixante-six mille francs (266,000'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent soixante-six mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27528. — *Loi qui autorise le département de l'Aveyron à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aveyron est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à l'effet des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent cinquante-quatre mille francs (154,000'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880. La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent cinquante-quatre mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes

extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27529. — *Loi qui autorise le département du Cantal à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Cantal est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent soixante-quatre mille cinq cents francs (164,500 francs) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mai 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent soixante-quatre mille cinq cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27530. — *Loi qui autorise le département de la Charente à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de soixante-dix mille francs (70,000^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880. La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-dix mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27531. — *Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément

à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent six mille six cents francs (106,600'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent six mille six cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27532. — *Loi qui autorise le département de la Corse à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Corse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement une somme de quarante-sept mille francs (47,000'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante-sept mille francs autorisé par l'ar-

Article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27533. — *Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Côtes-du-Nord est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de soixante-dix-sept mille six cents francs (77,600'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-dix-sept mille six cents francs autorisés par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27534. — *Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Creuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement une somme de quatre-vingt-dix-huit mille francs (98,000^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-dix-huit mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27535. — *Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Dordogne est autorisé, confor-

ment à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent cinquante-sept mille francs (157,000^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent cinquante-sept mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27536. — *Loi qui autorise le département du Doubs à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le département du Doubs est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent trente mille francs (130,000^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au rembourse-

ment de l'emprunt de cent trente mille francs autorisé par l'article ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27537. — *Loi qui autorise le département du Gard à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Gard est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de deux cent mille francs (200,000^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales subventionnées en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27538. — Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à contracter un Emprunt.

Du 20 Décembre 1893.

Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-dix mille huit cents francs (90,800^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-dix mille huit cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27539. — Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un Emprunt.

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Le département de la Gironde est autorisé, conformément

à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cinquante-six mille francs (56,000'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante-six mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27540. — *Loi qui autorise le département de l'Hérault à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Hérault est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de trois cent quinze mille trois cents francs (315,300'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trois cent quinze mille trois cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des cen-

times extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27541. — *Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Isère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de deux cent soixante-dix-huit mille six cents francs (278,600^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent soixante-dix-huit mille six cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27550. — *Loi qui autorise le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Meurthe-et-Moselle est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-deux mille six cents francs (82,600^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-deux mille six cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27551. — *Loi qui autorise le département du Morbihan à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Morbihan est autorisé, conformément

à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-quatre mille francs (84,000'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-quatre mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27552. — *Lor qui autorise le département de la Nièvre à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Nièvre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-seize mille neuf cents francs (96,900'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-seize mille neuf cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des

centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27553. — *Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de trois cent treize mille huit cents francs (313,800^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trois cent treize mille huit cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27554. — Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à contracter un Emprunt.

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 21 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Saône-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent onze mille francs (111,000'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent onze mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RATNAL.

N° 27555. — Loi qui autorise le département de la Sarthe à contracter un Emprunt.

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Sarthe est autorisé, conformément

à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quarante et un mille trois cents francs (41,300^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante et un mille trois cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27556. — *LOI qui autorise le département de la Savoie à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent cinq mille huit cents francs (105,800^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Savoie est également autorisé, conformé-

ment à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant vingt-six ans à partir du 1^{er} janvier 1898, trente-six centièmes de centimes (0^e 36) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit, pendant cette période, au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent cinq mille huit cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

3. Pendant les années 1894 à 1897 inclusivement, le service dudit emprunt sera assuré au moyen d'un prélèvement sur le produit de l'imposition extraordinaire de quatre centimes autorisée par la loi du 4 décembre 1891 pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27557. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent trente-trois mille neuf cents francs (133,900^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1890.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au rembourse-

ment de l'emprunt de cent trente-trois mille neuf cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27558. — *LOI qui autorise le département de Seine-et-Marne à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Seine-et-Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement une somme de quarante et un mille deux cents francs (41,200^f) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mai 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante et un mille deux cents francs autorisés par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

**N° 27559. — Loi qui autorise le département du Tarn
à contracter un Emprunt.**

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :**

ART. 1^{er}. Le département du Tarn est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent vingt-neuf mille francs (129,000^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent vingt-neuf mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

**N° 27560. — Loi qui autorise le département de Tarn-et-Garonne
à contracter un Emprunt.**

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
est :**

ART. 1^{er}. Le département de Tarn-et-Garonne est autorisé, confor-

mément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-un mille quatre cents francs (81,400'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-un mille quatre cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27561. — *LOI qui autorise le département du Var à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Var est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent cinq mille trois cents francs (105,300'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au rembourse-

1871.

ment de l'emprunt de cent cinq mille trois cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27562. — *Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Vosges est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de soixante-trois mille francs (63,000^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-trois mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27563. — *Loi qui autorise le département du Nord à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Nord est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1894, deux centimes (0^e 02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27564. — *Décret qui convoque le Collège électoral du département de l'Aude à l'effet d'élire un Sénateur.*

Du 2 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 3 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi du 2 août 1875, et spécialement l'article 22 de cette loi;

Vu la loi du 9 décembre 1884;

Vu l'extrait des procès-verbaux des délibérations du Sénat duquel il résulte que, dans la séance du 26 janvier 1894, cette assemblée a invalidé les pouvoirs de M. Rivals, élu sénateur du département de l'Aude,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral du département de l'Aude, formé des

~~Paris~~, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux élus le 3 décembre 1893, est convoqué pour le dimanche 25 février 1894, à l'effet d'élire un sénateur.

2. Les opérations électorales auront lieu suivant les formes déterminées par les lois ci-dessus visées.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27565. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 23 avril 1892, la mer avait pour limite, sur la partie du littoral du département d'Alger comprise entre la pointe de Sidi-Ferruch et la pointe Pescade (quartier maritime d'Alger), la ligne tracée en rouge sur le plan en dix-sept feuilles annexé au présent décret, portant l'indication : *Limite du rivage de la mer*, et numérotée de 1 à 968, de 968 à 971 (partie rectifiée), de 971 à 980, de 980 à 985 (partie rectifiée), de 985 à 1054 et de 0 à 5 partie modifiée).

Les droits des tiers sont réservés. (*Fontainebleau, 26 Août 1893.*)

N° 27566. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 23 mai 1891, la mer avait pour limite, sur la partie du littoral du département d'Alger comprise entre l'Oued-Auseron et l'Oued-Hachem (quartier maritime d'Alger), la ligne tracée en rouge sur le plan en neuf feuilles annexé au présent décret, portant l'indication : *Limite du rivage de la mer*, et numérotée de 1 à 354 et de 355 à 615.

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 30 Décembre 1893.*)

N° 27567. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 27 mai 1892, la mer avait pour limite, sur la partie du littoral du département d'Alger, comprise en Tipaza et la pointe dite du *Nador* (quartier maritime d'Alger), la ligne tracée en rouge sur le plan en deux feuilles annexé au présent décret, portant l'indication : *Limite du rivage de la mer*, et numérotée de 1 à 136 et de 137 à 160.

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 30 Décembre 1893.*)

N° 2,568. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes) qui autorise le bâtonnier de l'ordre des avocats près le tribunal civil de Tours (Indre-et-Loire) à accepter le legs d'ouvrages de droit et d'un portrait fait à cet ordre par le sieur *Louis Robin*, suivant son testament olographe du 1^{er} juillet 1890. (*Paris, 16 Janvier 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Avril 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

ANTONIN DUBOST.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1609.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

27569. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1893, un Crédit extraordinaire destiné à indemniser la Société anonyme de publications périodiques de la suppression du Bulletin des communes.*

Du 23 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 24 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Un crédit extraordinaire de trois cent quinze mille francs (315,000^f) est ouvert au ministre de l'intérieur pour indemniser la « Société anonyme des publications périodiques » de la suppression du *Bulletin des communes*.

Ce crédit sera rattaché au budget du ministère de l'intérieur, 1^{re} section, pour l'exercice de 1893, où il formera le chapitre LXXX, sous le titre de : *Indemnité à la Société anonyme des publications périodiques pour la suppression du Bulletin des communes*.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1893.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27570. — DÉCRET qui approuve le Compte d'emploi des fonds de secrète affectés aux services de la Transportation et de la Relégation Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 1892.

Du 31 Juillet 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent décret, le compte d'emploi de la somme de six mille francs (6,000^f) affectée pour l'exercice 1892, aux besoins de la police secrète sur les établissements pénitentiaires de la transportation et de la relégation Nouvelle-Calédonie.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'administration des colonies*.

Fait à Marly-le-Roi, le 31 Juillet 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : TERRIER.

N° 27571. — DÉCRET modifiant le décret du 31 mai 1892 concernant la Répression par voie disciplinaire des infractions spéciales aux Indigènes de la Cochinchine.

Du 3 Septembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 septembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 31 mai 1892⁽¹⁾, concernant la répression par voie disciplinaire des infractions spéciales aux indigènes de la Cochinchine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} du décret susvisé, du 31 mai 1892, est modifié ainsi qu'il suit :

« Pendant dix ans à partir de la promulgation du présent décret,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1485, n° 25183.

administrateurs des affaires indigènes, en dehors de la circonscription territoriale de la ville de Saïgon, continueront de statuer sur la voie disciplinaire sur les infractions énumérées au tableau annexé au présent décret et commises par les Annamites non citoyens français et ceux qui leur sont assimilés.

Ils continueront à appliquer la peine d'un à huit jours d'emprisonnement et celle de une à dix piastres d'amende ou l'une de ces peines seulement.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des sceaux, ministre de la justice, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'Administration des colonies.

Fait à Fontainebleau, le 3 Septembre 1893.

Signé: CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice,

Signé: E. GUÉRIN.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé: THIRIAUX.

2772. — DÉCRET qui ouvre au budget du Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (3^e section : Colonies), pour l'exercice 1892, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de Solde antérieures à cet exercice.

Du 7 Septembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages et accessoires de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et qu'en fin d'exercice, le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 129 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département du commerce, de l'industrie et des colonies (3^e section : Colonies), pour l'exercice 1892, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice. Ce chapitre, qui portera le n° XXXII,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1892.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent sera, par virement de comptes, de la somme de cent mille six cent soixante-treize francs trente-quatre centimes (100,673^f 34), montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées, provisoirement acquittées sur les fonds du budget de 1892 (*Service colonial*) désignés dans le tableau ci-annexé au présent décret, et dont les résultats répartissent comme il suit :

Exercice 1888.....	4,018 ^f 50
Exercice 1889.....	2,908 ^f 83
Exercice 1890.....	20,912 ^f 79
Exercice 1891.....	72,833 ^f 29
TOTAL ÉGAL.....	100,673^f 34

3. Les crédits ouverts par la loi du 26 janvier 1892, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants, sont atténués dans les proportions ci-après :

CHAP. III.....	250 ^f 00
— V.....	500 01
— VI.....	32,193 ^f 79
— VII.....	446 ^f 47
— IX.....	175 ^f 45
— XI.....	422 ^f 55
— XVI.....	460 ^f 05
— XX.....	65,337 ^f 82
— XXIII.....	887 ^f 20
SOMME ÉGALE.....	100,673^f 34

4. Le ministre, du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif des dépenses de l'exercice 1892.

Fait à Fontainebleau, le 7 Septembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : P. PEYTRAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : TERRIER.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1892 qui ont été acquittées sur les chapitres de l'exercice 1892 désignés ci-après, et dont le transport au chapitre XXXII doit être opéré dans le compte définitif des dépenses de l'exercice précité, conformément aux dispositions des articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 128 du décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

DÉSIGNATION PRIMITIVE des crédits et des paiements.	DÉTAIL, PAR EXERCICE, des paiements effectués en 1892.				TOTAL.
	1888.	1889.	1890.	1891.	
CHAP. III. Personnel des services civils.	"	"	"	250 ^f 00 ^c	250 ^f 00 ^c
— V. Personnel des cultes.	"	"	"	500 01	500 01
— VI. Personnel des services militaires.	"	150 ^f 00 ^c	9,360 ^f 27 ^c	22,683 52	32,193 79
— VII. Agents des vivres et du matériel.	"	75 00	"	371 47	446 47
— II. Missions et états coloniales.	"	"	"	175 45	175 45
— XI. Hôpitaux. — Personnel.	"	"	96 98	325 57	422 55
— XVI. Dépenses diverses et d'intérêt général.	"	"	"	460 05	460 05
— XX. Soudan français.	4,018 ^f 50 ^c	2,563 83	11,455 47	47,300 02	65,337 82
— XXII. Administration pénitentiaire. — Personnel.	"	120 00	"	767 20	887 20
TOTAUX.	4,018 50	2,908 83	20,912 72	72,853 29	100,675 34

Arrêté le présent tableau à la somme de cent mille six cent soixante-treize francs quatre-vingt-quatre centimes.

Paris, le 24 août 1893.

Le Sous-Secrétaire d'État des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

N° 27573. — DÉCRET portant organisation des Services de l'Exposition universelle de 1900.

Du 9 Septembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 10 septembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;
Vu le décret du 13 juillet 1892 ⁽¹⁾ instituant à Paris, en 1900, une Exposition universelle des œuvres d'art et des produits industriels ou agricoles ;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les services de l'Exposition universelle de 1900 sont placés

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1510, n° 25649.

sous l'autorité du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et dirigés par un commissaire général.

Les attributions réservées au ministre comprennent les rapports avec les Chambres, l'approbation des projets d'ensemble, les mesures d'ordre général, la délégation des crédits au commissaire général, l'approbation des comptes, la nomination des directeurs et chefs de service.

Le commissaire général est nommé par décret. Il a la haute direction de tous les services et nomme les agents autres que les directeurs et chefs de service.

2. Il est institué, au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, une commission consultative, dite *commission supérieure de l'Exposition*.

Cette commission, présidée par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, a pour vice-présidents, le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, le ministre de l'agriculture et le commissaire général.

Elle se compose de cent membres non compris le bureau, savoir :

Le sous-secrétaire d'Etat des colonies;

Huit sénateurs;

Douze députés;

Le vice-président du Conseil d'Etat et deux conseillers d'Etat appartenant à la section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes;

Le préfet de la Seine;

Le préfet de police;

Le président du conseil général de la Seine;

Le président du conseil municipal et huit membres de ce conseil;

Le directeur général de l'exploitation de l'Exposition universelle de 1889;

Le directeur général des finances de l'Exposition universelle de 1889;

Deux membres de l'Académie des sciences;

Deux membres de l'Académie des sciences morales et politiques;

Trois membres de l'Académie des beaux-arts;

Le président de la chambre de commerce de Paris;

Les présidents des chambres de commerce de Bordeaux, le Havre, Lille, Lyon, Marseille et Nancy;

Le président du tribunal de commerce de la Seine;

Le gouverneur de la Banque de France;

Le gouverneur du Crédit foncier;

Le directeur du Crédit lyonnais;

Le directeur général des postes et télégraphes;

Le directeur du commerce intérieur;

Le directeur du commerce extérieur;

Le directeur de l'enseignement industriel et commercial;

Le chef du cabinet du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Le vice-recteur de l'Académie de Paris;

Le directeur des beaux-arts;

Le directeur de l'agriculture;

Le directeur des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères;

Le directeur des chemins de fer au ministère des travaux publics;

Le directeur des routes, de la navigation et des mines au ministère des travaux publics;

Le directeur général de la comptabilité publique;

Le directeur général des douanes;

Le directeur général des contributions indirectes;

Le chef d'état-major général du ministre de la guerre;

Le chef d'état-major général du ministre de la marine;

Un directeur désigné par le ministre de l'intérieur;

Un directeur désigné par le ministre de la justice;

Le vice-président du conseil général des ponts et chaussées;

Le directeur de l'école nationale des ponts et chaussées;

Le vice-président du conseil général des mines;

Le directeur de l'école nationale supérieure des mines;

Le directeur des travaux de Paris;

Le directeur de l'école centrale des arts et manufactures;

Le président de la société des ingénieurs civils;

Le directeur de l'école nationale des beaux-arts;

Le directeur du conservatoire national des arts et métiers;

Les directeurs des compagnies des chemins de fer de l'Est, de l'Ouest, d'Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi; le directeur de l'administration des chemins de fer de l'Etat; l'ingénieur en chef de l'exploitation de la compagnie des chemins de fer du Nord;

Le président de la compagnie générale des omnibus de Paris;

Le président directeur de la compagnie générale des voitures à Paris;

Le président de la compagnie générale transatlantique;

Le président de la compagnie des messageries maritimes;

Le président de la compagnie des bateaux parisiens;

Un représentant de la presse parisienne;

Un représentant de la presse départementale;

Trois représentants de l'industrie des constructions métalliques.

Les membres non désignés par leurs fonctions sont nommés par décret.

La commission supérieure est appelée à émettre son avis sur les questions qui lui sont soumises par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Elle peut se subdiviser en comités, qui élisent leur bureau.

sous l'autorité du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et dirigés par un commissaire général.

Les attributions réservées au ministre comprennent les rapports avec les Chambres, l'approbation des projets d'ensemble, les mesures d'ordre général, la délégation des crédits au commissaire général, l'approbation des comptes, la nomination des directeurs et chefs de service.

Le commissaire général est nommé par décret. Il a la haute direction de tous les services et nomme les agents autres que les directeurs et chefs de service.

2. Il est institué, au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, une commission consultative, dite *commission supérieure de l'Exposition*.

Cette commission, présidée par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, a pour vice-présidents, le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, le ministre de l'agriculture et le commissaire général.

Elle se compose de cent membres non compris le bureau, savoir :

Le sous-secrétaire d'État des colonies;

Huit sénateurs;

Deux députés;

Le vice-président du Conseil d'État et deux conseillers d'État appartenant à la section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes;

Le préfet de la Seine;

Le préfet de police;

Le président du conseil général de la Seine;

Le président du conseil municipal et huit membres de ce conseil;

Le directeur général de l'exploitation de l'Exposition universelle de 1889;

Le directeur général des finances de l'Exposition universelle de 1889;

Deux membres de l'Académie des sciences;

Deux membres de l'Académie des sciences morales et politiques;

Trois membres de l'Académie des beaux-arts;

Le président de la chambre de commerce de Paris;

Les présidents des chambres de commerce de Bordeaux, de Nantes, de Lille, Lyon, Marseille et Nancy;

Le président du tribunal de commerce de la Seine;

Le gouverneur de la Banque de France;

Le gouverneur du Crédit foncier;

Le directeur du Crédit lyonnais;

Le directeur général des postes et télégraphes;

Le directeur du commerce intérieur;

Le directeur du commerce extérieur;

Le directeur de l'enseignement industriel et commercial;

Le chef du cabinet du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Le vice-recteur de l'Académie de Paris;
Le directeur des beaux-arts;
Le directeur de l'agriculture;
Le directeur des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères;
Le directeur des chemins de fer au ministère des travaux publics;
Le directeur des routes, de la navigation et des mines au ministère des travaux publics;
Le directeur général de la comptabilité publique;
Le directeur général des douanes;
Le directeur général des contributions indirectes;
Le chef d'état-major général du ministre de la guerre;
Le chef d'état-major général du ministre de la marine;
Le directeur désigné par le ministre de l'intérieur;
Le directeur désigné par le ministre de la justice;
Le vice-président du conseil général des ponts et chaussées;
Le directeur de l'école nationale des ponts et chaussées;
Le vice-président du conseil général des mines;
Le directeur de l'école nationale supérieure des mines;
Le directeur des travaux de Paris;
Le directeur de l'école centrale des arts et manufactures;
Le président de la société des ingénieurs civils;
Le directeur de l'école nationale des beaux-arts;
Le directeur du conservatoire national des arts et métiers;
Les directeurs des compagnies des chemins de fer de l'Est, de l'Ouest, d'Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi;
Le directeur de l'administration des chemins de fer de l'État; l'ingénieur en chef de l'exploitation de la compagnie des chemins de fer du Nord;
Le président de la compagnie générale des omnibus de Paris;
Le président directeur de la compagnie générale des voitures à Paris;
Le président de la compagnie générale transatlantique;
Le président de la compagnie des messageries maritimes;
Le président de la compagnie des bateaux parisiens;
Un représentant de la presse parisienne;
Un représentant de la presse départementale;
Trois représentants de l'industrie des constructions métalliques.

Les membres non désignés par leurs fonctions sont nommés par décret.

La commission supérieure est appelée à émettre son avis sur les questions qui lui sont soumises par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Elle peut se subdiviser en comités, qui élisent leur bureau.

Vu les décrets du 20 août 1853 et du 10 mars 1855, sur l'exécution en Guyane de la peine des travaux forcés;

Vu la loi du 8 janvier 1877 et les décrets du 6 mars 1877⁽¹⁾, rendus applicables aux colonies le Code pénal métropolitain;

Vu le décret du 30 juin 1892⁽²⁾, fixant les éléments constitutifs de l'évasion commise par les reclus coloniaux;

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Un surveillant militaire, accompagné d'un autre agent de la force publique régulièrement assermenté, pourra se rendre de tout bâtiment autre que les navires de guerre, avant sa sortie d'un port ou rade de la Guyane française.

Il est enjoint à tout capitaine, maître ou patron, de leur cas de besoin, les chambres, armoires ou cales du bâtiment qu'ils puissent assurer qu'il ne s'y trouve ni transporté ni caché.

2. En ce qui concerne les caboteurs français naviguant en Guyane française et Mapa ou les points intermédiaires du territoire contesté entre la France et le Brésil, un des agents préposés à la surveillance pourra y rester embarqué jusqu'à l'arrivée du bâtiment à l'ancre du Mahury.

3. Le commissaire de l'inscription maritime ou son représentant en ce qui concerne les navires français, le capitaine de port ou le délégué, pour les navires étrangers, devront transmettre au chef de la police, aussitôt leur réception, tous les renseignements qui leur seront fournis relativement à la date du départ du bâtiment, le nombre d'hommes d'équipage, de passagers.

4. Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent décret, soit en s'opposant à la visite, soit par de fausses déclarations, sera puni d'une amende de cent francs (100^f) à cinq cents francs (500^f) sans préjudice, s'il y a lieu, des peines prévues à l'article 4 du décret du 19 mars 1852 sur le rôle d'équipage et de celles édictées pour complicité d'évasion.

En cas de récidive, le maximum de cette amende sera appliqué et pourra même être porté au double; une peine d'emprisonnement de six jours à un mois pourra en outre être prononcée.

L'article 460 du Code pénal sera applicable.

5. Des arrêtés ou règlements locaux détermineront les conditions d'application du présent décret.

6. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 336, n° 5879.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1828, n° 24123.

Journal officiel de la République française, au *Bulletin officiel du sous-secrétariat d'Etat des colonies* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 22 Septembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice,

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : B. GOUZIN.

Signé : TERRIER.

N° 27576. — DÉCRET modifiant la Composition du Conseil privé de la Cochinchine.

Du 24 Octobre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 17 décembre 1893.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

le décret du 16 juillet 1888⁽¹⁾, organisant le conseil privé de la Cochinchine;

le décret du 26 août 1889, modifiant la composition du conseil supérieur de l'Indo-Chine et du conseil privé de la Cochinchine,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le paragraphe 5 de l'article 2 du décret du 26 août 1889 modifié ainsi qu'il suit : « Trois suppléants, nommés par décret, remplacent au besoin les conseillers titulaires. »

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'administration des colonies*.

Fait à Paris, le 24 Octobre 1893.

Signé : CARNOT

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

N° 27577. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes de la Gaudeloupe, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 8 Novembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 10 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1192, n° 19731.

Vu la loi du 2 août 1875;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du même mois;

Vu la loi du 9 décembre 1884;

Vu le procès-verbal de la séance en date du 29 mars 1876, fixant la partition, en trois séries, des départements de France et d'Algérie, colonies françaises, ainsi que l'ordre de renouvellement desdites séries;

Attendu que la série A, désignée par le sort comme devant être renouvelée la troisième en 1885, doit être de nouveau renouvelée en 1894;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes de la Guadeloupe seront convoqués le dimanche 31 décembre, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection du sénateur de la colonie.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers municipaux et des délégués municipaux, se réunira au chef-lieu de la colonie le dimanche 4 février 1894, pour procéder à l'élection du sénateur de la Guadeloupe.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets susvisés.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies et aux *Journaux officiels* de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 8 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : TERRIER.

N° 27578. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes de la Réunion, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un sénateur.*

Du 8 Novembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 10 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies:

¹⁾ XI^e série, Bull. 290, n° 4942.

Vu la loi du 2 août 1875;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Vu la loi du 9 décembre 1884;

Vu le procès-verbal de la séance en date du 29 mars 1876, fixant la répartition, en trois séries, des départements de France et d'Algérie et des colonies françaises, ainsi que l'ordre de renouvellement desdites séries;

Attendu que la série A, désignée par le sort comme devant être renouvelée la troisième en 1885, doit être de nouveau renouvelée en 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes de la Réunion seront convoqués le dimanche 3 décembre, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection du sénateur de la colonie.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux et des délégués municipaux, se réunira au chef-lieu de la colonie le dimanche 7 janvier 1894, pour procéder à l'élection du sénateur de la Réunion.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu selon les formes déterminées par les lois et décrets susvisés.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies et aux *Journaux officiels* de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 8 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : TERRIER.

N° 27579. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'établissement de Lignes et de Réseaux téléphoniques.

Du 9 Novembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1893;

⁽¹⁾ XII^e série, BuH. 290, n° 4942.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de com-

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées à titre d'avances des caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers pour l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques, lequel est la somme de cent cinquante-six mille quatre cent quatre-vingt-trois francs quatre-vingt-huit centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes. — Téléphones*), sur l'exercice 1893, un crédit de cent cinquante-six mille quatre cent quatre-vingt-trois francs quatre-vingt-huit centimes (156,483⁸⁸), savoir :

CHAP. XXXI. Matériel. Dépenses de premier établissement..... 156,483⁸⁸

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à savoir : de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PEYTRAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

N° 27580. — DÉCRET qui modifie le Décret du 25 septembre 1876, relatif à l'établissement d'un dépôt de Dynamite au plateau d'Ablon (Calvados).

Du 9 Novembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ;

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre ;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽²⁾ et 28 octobre 1882 ⁽³⁾ sur la poudre dynamite ;

Vu les décrets du 25 septembre 1876 ⁽⁴⁾, autorisant l'établissement d'une

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

⁽²⁾ XII^e série Bull. 169, n° 4517.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 522, n° 3570.

Fabrique de dynamite au plateau d'Ablon (Calvados), et du 21 mars 1891⁽¹⁾, modificatif du précédent;

Vu la demande adressée au préfet du Calvados, le 22 avril 1890, par la société générale pour la fabrication de la dynamite;

Vu les pièces de l'instruction ouverte à la suite des arrêtés du préfet du Calvados, en date des 18 juin, 31 juillet et 31 décembre 1890;

Vu la dépêche adressée par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le 11 février 1893, à la société générale pour la fabrication de la dynamite;

Vu ensemble la réponse de cette société, en date du 31 mars 1893, ainsi que les observations et les plans présentés à l'appui, les nouvelles observations et le nouveau plan modifié présenté à la date du 31 juillet 1893, plan qui restera annexé au présent décret;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le décret ci-dessus visé du 25 septembre 1876 est modifié ou complété par les dispositions suivantes.

2. La fabrique de dynamite proprement dite sera entourée d'une clôture de deux mètres cinquante centimètres (2^m 50) de hauteur, formant une enceinte continue suivant le tracé en traits rouges du plan n° 2; cette clôture sera établie conformément aux indications du plan de détail n° 3.

Deux portes seront ménagées dans l'enceinte, l'une au point A pour l'entrée des ouvriers et des matières premières, l'autre au point C pour la sortie des produits manufacturés; cette porte demeurera constamment fermée à clef, sauf pendant les transports de dynamite aux nouveaux magasins; la porte A sera également fermée à clef en dehors des heures de travail; elle sera en outre placée constamment sous la surveillance d'un gardien.

Les terrains compris dans l'enceinte continue, ainsi que les parties externes et supérieures des levées, seront plantés d'arbres à feuillage touffu et à croissance rapide.

3. Aucun champ d'expérience pour l'étude des explosifs ne pourra être installé dans l'enceinte définie ci-dessus. Les essais de dynamite au mortier nécessaires, pour le contrôle constant de la fabrication, auront lieu dans une autre partie de l'usine, aussi éloignée que possible de la fabrique proprement dite.

4. Le service de la fabrique et des nouveaux magasins sera assuré par les deux coupures D et E du plan n° 2. La coupure figurée en GG' sur le plan n° 1 sera supprimée et la continuité des levées sera rétablie en ce point, conformément aux indications du plan n° 2.

5. L'écoulement des eaux pluviales devra être complètement assuré autour des ateliers. Il sera pourvu à une ventilation convenable des

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1404, n° 23686.

ateliers au moyen d'évents qui seront protégés par la saillie de la toiture contre les rayons directs du soleil.

Des dispositions seront prises pour faciliter la sortie des ateliers en cas d'accidents; les portes des ateliers devront, à cet effet, s'ouvrir de dedans en dehors et être munies d'une fermeture pouvant s'ouvrir facilement par une simple poussée intérieure, les serrures qui existent actuellement pourront être conservées, mais sous la condition d'être rendues mobiles de façon à permettre à tout moment leur ouverture automatique de dedans en dehors.

6. La cheminée actuelle des chaudières des générateurs sera supprimée; les gaz seront envoyés dans la cheminée 48 dont la hauteur est supérieure à celle des ateliers de fabrication, de concentration ou de concentration des acides.

Toutes les cheminées seront munies de paratonnerres dans les conditions admises comme présentant une sécurité suffisante.

7. Le dépôt de coton-collodion sera divisé en compartiments entourés chacun de cavaliers en terre et ne contenant pas plus de 200^k de coton l'un.

8. Les toitures de toutes les constructions destinées à recevoir des matières explosibles, à un état quelconque, seront en matériaux légers, non métalliques et incombustibles; elles seront peintes en blanc.

9. Les bâtiments actuellement affectés, dans l'intérieur de la fabrique, au dépôt de la dynamite confectionnée et encaissée, seront supprimés comme dépôt. Ils seront remplacés par de nouveaux magasins à construire aux points marqués 69 S. T. U. V. X. sur le plan n° 2.

Ces magasins seront établis conformément au plan n° 5, dans les mêmes conditions générales que les ateliers de fabrication; ils seront sur un faux grenier avec plafond enduit du plâtre; des événements métalliques seront ménagés tant dans le faux grenier que dans les magasins pour déterminer une large ventilation.

Le sol sera dallé et cimenté avec soin et les murs seront recouverts d'un enduit de ciment fait de manière à préserver la dynamite de l'humidité.

Les magasins seront fermés par une porte double en menuiserie pleine.

La hauteur des levées en terre, leur épaisseur à leur sommets seront conformes aux indications du plan n° 5; les parties externes et intérieures seront plantées d'arbres; chaque magasin devra, en outre, être entouré d'un mur solide de trois mètres de hauteur, placé à un mètre du pied du talus extérieur des levées en terre.

Il sera établi, à une distance d'environ deux mètres du bâtiment, un paratonnerre sur mât, dans les conditions admises comme présentant une sécurité suffisante. Les parties métalliques du bâtiment seront mises, au moyen de tiges métalliques, en communication avec le conducteur du paratonnerre.

Les matières inflammables autres que les explosifs à base de nitro-cérine et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pièces siliceuses apparentes, les outils en fer, seront formellement exclus des magasins et de leurs abords.

L'ouverture ou la fermeture des caisses renfermant la dynamite, ainsi que les manipulations de cet explosif, ne devront jamais être faites dans les magasins, mais en dehors de leurs murs d'enceinte.

Les magasins seront placés sous la surveillance d'un gardien spécial, qui devra être muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Le logement de ce gardien, placé au point indiqué V sur le plan n° 2, sera relié électriquement, d'une part, à la ville de Honfleur et, d'autre part, avec le personnel de l'usine, afin d'assurer, le cas échéant, la prompte arrivée de la gendarmerie.

Cette communication devra fonctionner automatiquement en cas de rupture des fils.

La quantité maximum de dynamite que chaque magasin pourra contenir est fixée à quarante mille kilogrammes (40,000^k).

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité des magasins, des approvisionnements d'eau et de sable, ainsi que les moyens de combattre un commencement d'incendie.

Le service des magasins ne devra jamais être fait que de jour.

10. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans la fabrique, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité. Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la société aucun droit à indemnité.

11. La société générale se conformera, sous peine de déchéance, aux prescriptions ci-dessus dans le délai de six mois pour celles énumérées dans les articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8, et dans un délai d'un an pour celles qui font l'objet de l'article 9.

Ces délais courront à partir de la notification du présent décret à la société.

12. Les changements d'affectation de plusieurs locaux et les améliorations que la société générale va se trouver amenée à opérer progressivement, comme conséquence des prescriptions ci-dessus, et qui devront être effectués conformément aux indications des plans annexes, sont dès à présent autorisés.

13. Indépendamment des vérifications que l'administration supérieure peut ordonner en tout temps, il sera, par un ingénieur de l'Etat désigné à cet effet, procédé, à l'expiration des délais ci-dessus impartis, à la reconnaissance et à la vérification de tous les travaux prescrits et autorisés, dans le but de s'assurer de leur entière conformité aux conditions qui précèdent.

14. Le décret du 25 septembre 1876 est rapporté dans tout ce qui a de contraire aux dispositions du présent décret.

15. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, ministre de l'intérieur,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : TERRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} LOMILLON.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PÉRIER.

N° 27581. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune d'Uxeau (Saône-et-Loire).

Du 9 Novembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *Campionnet*, maître de forges à Guengon (Saône-et-Loire), à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune d'Uxeau (Saône-et-Loire);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet du département de Saône-et-Loire;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Campionnet*, maître de forges, concessionnaire de mines à Guengon (Saône-et-Loire), est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune d'Uxeau, lieu dit « Beauvoir » (Saône-et-Loire), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 17551.

Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan simple produit par le demandeur, lequel plan restera annexé au décret.

Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère et comportera un plafond et un faux grenier.

Les ouvertures, fermées par une toile métallique, seront ménagées tant au faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus extérieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura une largeur d'un mètre de distance du soubassement du bâtiment et s'élèvera au sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite de la toiture. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une épaisseur minimum d'un mètre. Elle sera traversée pour l'accès du dépôt par un passage voûté.

La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre de distance du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès qui y sera ménagée avec une hauteur minimum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide munie d'une bonne serrure.

Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

1. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

8. La maintenance du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde.

Ce gardien sera installé en permanence à proximité du dépôt dans l'un des bâtiments de service du puits de mine en cours d'exploitation, et sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Un chien de garde sera nuit et jour en service dans l'enceinte du dépôt.

Il sera installé dans le local assigné au gardien une sonnerie électrique reliée à la porte intérieure du dépôt, dont le timbre sera en marche à la plus petite ouverture de la porte et dans le cas d'une section du fil de communication.

Une consigne, affichée dans le même local, fixera au gardien les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable ou tout autre moyen propre à être employé au commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. À cet effet elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat ;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées ;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, soigneusement vérifié.

9. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

10. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications ; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera désigné la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la délivrance de l'autorisation.

L'autorisation accordée cessera de plein droit en même temps que les travaux de fonçage du puits de mine.

A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire d'autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sûreté publique ou de la défense nationale.

Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur,*

Signé : CH. DUPUY.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : TERRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} LOIZILLON.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PUYRAUT.

17582. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de Lignes et de Bureaux télégraphiques.

Du 15 Novembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de cette

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses de l'Etat public par des communes, des sociétés et des particuliers, pour contribuer avec les fonds de l'Etat, aux frais d'établissement de lignes et de dépenses télégraphiques, lequel s'élève à la somme de deux cent soixante mille sept cent soixante-treize francs soixante-cinq centimes ;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1893, un crédit de deux cent soixante et onze mille sept cent soixante-treize francs soixante-cinq centimes (271,773^f 65), réparti comme suit :

CHAP. VII. Indemnités diverses et secours.....	3,000
IX. Matériel des bureaux.....	5,356
XII. Appareils et matériel technique d'exploitation.....	21,344
XIII. Construction et entretien des lignes télégraphiques.....	252,116
I. Personnel de l'Algérie.....	248
II. Matériel de l'Algérie.....	4,724
TOTAL EGAL.....	271,773^f 65

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à la charge de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : P. PÉYRAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : TERRIER.

N° 27583. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 24 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, *

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

à l'état ci-annexé, montant à cent vingt-trois mille sept cent seize cent cinquante-trois centimes et comprenant soixante-cinq créances affectées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, et annuellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1890, 1891 et 1892;

En l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

En la lettre du ministre des finances, en date du 22 janvier 1894;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, et qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1891 et 1892, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annexion a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices;

Arrête :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de cent vingt-trois mille sept cent seize cent cinquante-trois centimes (123,716⁵³), destiné à payer soixante-cinq nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1880	3,885 ⁶⁵
Exercice 1891	39,563 59
Exercice 1892	80,267 29
TOTAL ÉGAL.....	123,716 53

2. L'ordonnement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1889, 1890

N ^{os} des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnancement ou du mandatement.	NOMS ET des crédités
24	Navigation intérieure. Canaux. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).	Marne.....	Le trésorier- général du des
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Lot-et-Garonne....	La compagnie des chemins de fer
15	Frais généraux du service du contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés.	Nord.....	M. Grégoire, com- missaire de surveillan- ce administrative.
23	Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).....	Seine.....	Imprimerie Cham- pagnon et librairie centrale des chemins de fer.
38	Service des eaux de Versailles et de Marly.	Idem.....	M. Porée, avocat.
		Seine-et-Oise.....	Les consorts Ben-
63	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Lot-et-Garonne....	La compagnie des chemins de fer du Midi
71	Dépôt d'étalons de Saint-Lô.....	Manche.....	M. Léon Patry..... M. Gain, architecte.

Mont d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

CONT DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		per nature.	per chapitre.	per exercice.
des frais d'adjudication, en 1890, des francs-bords du canal de la Haute-	1	12 ^f 35 ^c	12 ^f 35 ^c	3,885 ^f 65 ^c
de dépenses faites, en 1890, au Etat, pour l'agrandissement de la gare de (ligne de Bordeaux à Cette), en vue dans cette gare des lignes de Marmande et de Marmande à Angoulême.....	2	3,873 30	3,873 30	
restataires de déplacements occasionnés du commissariat de Somain.....	3	57 50	57 50	39,563 ^f 59 ^c
affiches relatives à l'adjudication d'un projeté sur la Marne, entre Bonneuil leur.....	4	31 10	431 10	
Instance Cornier contre l'État).....	5	400 00		
durant l'année 1891, d'une somme de 66 cent. qui leur a été allouée par juge- tribunal civil de Versailles en date du 1890, etc. (Réparation de l'endiguement de la Ronce.).....	6	213 72	213 72	
ement de dépenses faites, en 1891, au de l'Etat, pour l'agrandissement de la gare mande (ligne de Bordeaux à Cette), en vue dans cette gare des lignes de Marmande Bordeaux et de Marmande à Angoulême,....	7	32,346 05	32,346 05	554 63
de serronnerie et de serrurerie.....	8	528 22	554 63	
sur travaux ci-dessus, montant à 528 ^f 22.	9	26 41		

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET FONCTIONS
72 bis	Travaux divers dans les bâtiments civils et palais nationaux.....	Paris (direct).....	<i>Ed. Schier</i>
		Idem.....	MM. <i>Hamel</i> <i>likowski</i>
		Idem.....	M. <i>P. Blon</i>
		Idem.....	M. <i>J. Delisle</i>
		Idem.....	MM. <i>R. Ma</i> <i>Lemoine</i>
		Idem.....	Veuve <i>Lea</i> <i>rust</i>
		Idem.....	M. <i>A. Borge</i>
		Idem.....	M. <i>Louis B</i> <i>tecte</i>
		Idem.....	M. <i>J. Delisle</i>
11	Personnel des agents préposés à la sur- veillance de la pêche fluviale.....	Allier.....	M. <i>Mathieu</i> , l'enregistra- Gannat.
		Gard.....	M. <i>Fourrier</i> , l'enregistra- Vallerange.
		Jura.....	M. <i>Vicent</i> , Voiteur.
		Pyrénées - Orien- tales.	M. <i>Colonet</i> , Montlouis.
14	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer concedés.....	Meuse.....	M. <i>Divin</i> , de surveillance nistrative.
		Nord.....	M. <i>Grégoire</i> , de surveillance trative.
18	Personnel des palais nationaux.....	Paris (direct).....	MM. <i>Em. Lév</i> <i>gais</i> , <i>Adrien</i>

QUANT DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
de menuiserie exécutés à la cour de cas- sation.....	10	2,655 ^f 67 ^c		
de sculpture sur marbre et sur bois exécutés à la cour de cassation.....	11	1,123 40		
des travaux ci-dessus, montant à 3,779 ^f 07 (cassation).....	12	113 37		
.....	13	37 79		
de menuiserie exécutés à l'école nationale des beaux-arts.....	14	519 10	5,960 ^f 59 ^c	
de sculpture exécutés à l'école nationale des beaux-arts.....	15	739 65		
de menuiserie exécutés à l'école nationale des beaux-arts.....	16	693 52		
des travaux ci-dessus, montant à 1,950 ^f 27 (école nationale des beaux-arts).....	17	58 57		
.....	18	19 52		
.....				
.....				
.....				
.....				
.....	19	3 ^f 00 ^c	56 ^f 90 ^c	
.....	20	5 25		
.....	21	16 50		
.....	22	32 15		
.....	23	170 00	330 00	
.....	24	160 00		
.....	25	30 00		

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS des architectes.
32	Grosses réparations des bâtiments civils.	Paris (direct).....	M. Henry.
		Idem.....	M. Moser.
		Idem.....	M. Louis tecte.
		Idem.....	M. J. Dele.
		Idem.....	M. E. Du.
		Idem.....	M ^{me} Taill.
		Idem.....	M. Ch. G. tecte.
		Idem.....	M. P. Gar teur.
		Idem.....	M. L. d'Am.
		Idem.....	M. Émile G. tecte.
		Idem.....	M. L. de Bon ficateur.
		Idem.....	M. J. Toine.
		Idem.....	M. Ed. Sola.
		Idem.....	M. T. Sibot.
		Idem.....	M. Dulert, m.
		Idem.....	M. Didelot, v.
		Idem.....	M. Chapelle.
35	Service des eaux de Versailles et de Marly.	Idem.....	M. F. Teste.
		Idem.....	M. J. Joannis.
		Idem.....	M. E. Dales teur.
		Idem.....	M. P. Giran.
52	Études et travaux de chemins de fer exé- cutés par l'État.	Idem.....	M. Bourdai.
		Idem.....	M. A.-G. Bro cateur.
		Seine-et-Oise.....	Les consorts B.
2 ^e SECTION.			
		Aveyron.....	M. Légal, enbr

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES.		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
Travaux de nettoyage et de restauration exécutés à l'école nationale des beaux-arts.....	26	108 ^f 15 ^a		
Fourniture d'arbres (école nationale des beaux-arts).	27	135 00		
Honoraires sur travaux et fournitures ci-dessus, montant ensemble à 243 ^f 15 (école nationale des beaux-arts).....	28	7 29		
Idem.....	29	2 43		
Travaux de plomberie exécutés au théâtre national de l'Opéra (2,948 ^f 20 + 577 ^f 65).....	30	3,525 85		
Travaux de serrurerie.....	31	809 96		
Honoraires sur travaux ci-dessus, montant ensemble à 4,335 ^f 81 (théâtre national de l'Opéra).....	32	130 07		
Idem.....	33	43 36		
Travaux de fumisterie exécutés au ministère de l'instruction publique.....	34	1,417 68		
Honoraires sur travaux ci-dessus, montant à 1,417 ^f 68 (ministère de l'instruction publique).....	35	42 53		
Idem.....	36	14 18		
Travaux de maçonnerie exécutés au Muséum d'histoire naturelle.....	37	16,611 78	34,413 ^f 10 ^a	
Travaux de menuiserie exécutés au Muséum d'histoire naturelle.....	38	3,776 97		
Travaux de peinture et de vitrerie exécutés au Muséum d'histoire naturelle.....	39	1,548 75		80,267 ^f 29 ^a
Honoraires sur travaux ci-dessus, montant ensemble à 21,937 ^f 50 (Muséum d'histoire naturelle).....	40	658 12		
Idem.....	41	219 37		
Travaux de maçonnerie exécutés à l'observatoire de Paris.....	42	2,301 55		
Travaux de dallage et d'asphalte exécutés à l'observatoire de Paris.....	43	800 88		
Honoraires sur les travaux ci-dessus, montant à 3,102 ^f 43. (Observatoire de Paris.).....	44	93 07		
Idem.....	45	31 02		
Travaux de couverture exécutés au palais du Trocadéro.....	46	1,032 97		
Honoraires sur les travaux ci-dessus, montant à 2,052 ^f 97. (Trocadéro.).....	47	61 59		
Idem.....	48	20 53		
Intérêts, pendant l'année 1892, d'une somme de 4,274 ^f 45 qui leur a été allouée par jugement du tribunal civil de Versailles, en date du 26 juin 1889, etc. (Réparation de l'endiguement de l'étang de la Ronce.).....	49	213 72	213 10	
ORDRES EXTRAORDINAIRES.				
Indemnité allouée à raison des sujétions qui lui ont été imposées dans l'exécution des terrassements de la station de l'Hospitalet. (Ligne de Tournemire au Vigan, 3 ^e lot.).....	50	2,340 ^f 00 ^a		

NUMÉROS des chapitres.	INDICATIONS DES CHAPITRES. et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS des commissaires.
52 (suite.)	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Aveyron.....	M. Légal.
		Pyrénées (Basses).....	La compagnie minière de
		Pyrénées - Orien- tales.....	Le percement national sur l'axe
		Paris (direct).....	M. Dumont Conseiller
60 bis.	Travaux divers dans les bâtiments civils et palais nationaux.....	Seine-et-Oise.....	M. J.-P. B.
		Paris (direct).....	M. A. Leclerc
		Idem.....	M. Dubouché
		Paris (direct).....	M. J. B.
		Idem.....	M. Redon
60 quater.	Travaux au palais du Louvre.....	Idem.....	M. Ch. Millier
		Idem.....	pagnie. M. Guillemin
		Idem.....	M. L. Vissier
6	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer rachetés par l'État depuis la loi du 18 mai 1878, des chemins de fer concédés placés sous le sequestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives.....	Seine.....	La compagnie minière de fer
2	Entretien des routes en Algérie.....	Alger.....	M. Masson comptable des postes à Alger.

	NOMINÉES d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitrs.	par exercice.
Pour débits d'emprunt. (Ligne de Tour- na Vign., 3° lot.).....	51	3,217'68°		
procièvement exécutés en 1892, au châssat, sur la section du chemin de fer de Saint-Jean-Pied-de-Port comprise entre Ossiès.....	52	8,160 79	13,870'76°	
Commune extraordinaire s'appliquant occupés par le chemin de fer d'Eline à sch, dans la commune de Palalda.....	53	7 34		
Mis mis à la charge de l'Administration. Grand, adjudicataire des travaux du ligne de Limoges au Dorat.).....	54	144 95		
Travaux exécutés au domaine de Saint-Chaud.).....	55	16,711 42		
Travaux ci-dessus, montant à : 6,711'41. de Saint-Chaud.).....	56	501 34	27,372 88	
.....	57	167 11		
Menuiserie exécutés au palais du Louvre. Menuiserie exécutés au palais du Louvre. et frottage de parquets au palais du	58	24 94		
.....	59	510 68		
.....	60	247 09	11,923 76	
forge, maçonnerie et installation de au palais du Louvre.....	61	10,682 45		
pour travaux ci-dessus, montant ensemble n° 6. (Palais du Louvre.).....	62	343 95		
.....	63	114 65		
.....				
dépenses sur les recettes pour l'année exploitation de la ligne de Vassy à Doule-	64	2,039 19	2,039 19	
.....				
NOMINAIRES.				
mise au préjudice de cet agent dans l'état d'un bordereau justificatif d'avance de	66	10 00	10 00	
TOTAL.....				123,716 53

Le présent état à la somme de cent vingt-trois mille sept cent seize francs
quatre-vingt-trois centimes.

Paris, le 15 janvier 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27584. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) pour la commune de Vulaines (canton et arrondissement de Provins; tement de Seine-et-Marne) portera, à l'avenir, le nom de *Vulaines*. (Paris, 23 Novembre 1893.)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Avril 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Jus

ANTONIN DUBOST.

* Cette date est celle de la réception du A
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imp
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1610.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27585. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Carvin (Pas-de-Calais).*

Du 9 Novembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 14 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1875 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par la société anonyme des mines de Carvin à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Carvin;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet du Pas-de-Calais;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme des mines de Carvin est autorisée à

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 269, n° 4527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Carvin (Pas-de-Calais), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par la société pétitionnaire, lequel plan est annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une bonne ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie placée à l'extérieur.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus extérieur sera établi sur une épaisseur de cinquante centimètres, sur les terres débarrassées de pierres, et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, sera sur son pied à un mètre de distance du soubassement du bâtiment et son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite du bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera, à toute époque, une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès au dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre du pied du talus extérieur; la partie supérieure de ce mur ne sera pas interrompue par la baie d'accès, qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres en dehors de la vue de l'entrée du dépôt et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Un logement de gardien sera construit à proximité du dépôt dans une excavation creusée dans le talus du Mont-de-Terre, où ce logement sera défilé contre les projections directes d'une explosion.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux décrits ci-dessus auront été vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à deux cents kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

Un gardien spécial sera installé en permanence dans le logement affecté à cet usage. Ce gardien sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque et secondé dans sa surveillance par un fort chien de garde, nuit et jour enfermé dans l'enceinte.

Le gardien du dépôt et le chef du service des mines seront mis en communication électrique entre eux et avec la brigade de gendarmerie de la circonscription par des fils dont la rupture déterminerait le fonctionnement d'avertisseurs à chacune de leurs extrémités.

Une consigne, affichée dans le logement du gardien, fixera à ce dernier les mesures qu'il aurait à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date et la quotité des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeure de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

10. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

11. La société permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes les vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la société permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Le délai accordé à la société permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. La société permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux et les matières explosibles.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : CH. DUPUY.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : TERRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^l LOIZILLOV.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PETRAL.

27586. — *DÉCRET qui supprime le Dépôt de dynamite établi sur le territoire de la commune d'Essonnes (Seine-et-Oise).*

Du 14 Novembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 19 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu le décret du 24 août 1875⁽¹⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 18 octobre 1887⁽²⁾, autorisant M. Radot à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune d'Essonnes (Seine-et-Oise);

Vu les décrets des 15 octobre 1810⁽³⁾ et 3 mai 1866⁽⁴⁾ sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu l'avis du préfet de Seine-et-Oise;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Considérant que, le dépôt de dynamite d'Essonnes ayant cessé de fonctionner, il y a lieu d'en régulariser la suppression,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret susvisé du 18 octobre 1887 est et demeure rapporté.

2. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : TERRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} LONJUMEAU.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PETIT.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1126, n° 18346.

⁽³⁾ I^{re} série, Bull. 323, n° 6059.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1021, n° 16809.

N° 27587. — *Décret qui supprime le Dépôt de dynamite établi sur le territoire de la commune de Saint-Chéron (Seine-et-Oise).*

Du 14 Novembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 19 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu le décret du 24 août 1875⁽¹⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 10 mars 1883⁽²⁾, autorisant M. Géo Vien à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Chéron (Seine-et-Oise);

Vu les décrets des 15 octobre 1810⁽³⁾ et 3 mai 1886⁽⁴⁾ sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu l'avis du préfet de Seine-et-Oise;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Considérant que, le dépôt de dynamite de Saint-Chéron n'étant pas utilisé, il y a lieu d'en régulariser la suppression,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret susvisé du 10 mars 1883 est et demeure rapporté.

2. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : TERRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^l LOISELON.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PÉTRÉAL.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 169, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 768, n° 13173.

⁽³⁾ IV^e série, Bull. 323, n° 6059.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1021, n° 16609.

17588. — *DÉCRET qui supprime le Dépôt de dynamite établi sur le territoire de la commune de Soisy-sous-Étiolles (Seine-et-Oise).*

Du 14 Novembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu le décret du 24 août 1875⁽¹⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 10 juillet 1885⁽²⁾, autorisant M. Dauphin à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Soisy-sous-Étiolles (Seine-et-Oise);

Vu les décrets des 15 octobre 1810⁽³⁾ et 3 mai 1886⁽⁴⁾ sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu l'avis du préfet de Seine-et-Oise;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Considérant que, le dépôt de dynamite de Soisy-sous-Étiolles n'étant pas classé, il y a lieu d'en régulariser la suppression,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Le décret susvisé du 10 juillet 1885 est et demeure rapporté.

2. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^d LOZILLON.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PETTILLON.

4.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 169, n° 1517.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 985, n° 15973.

⁽³⁾ IV^e série, Bull. 323, n° 6059.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1021, n° 16809.

N° 27589. — *DÉCRET portant modifications à l'organisation du service judiciaire en Nouvelle-Calédonie.*

Du 15 Novembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 16 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les rapports des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets du 28 novembre 1866⁽¹⁾, portant organisation de la justice en Nouvelle-Calédonie;

Vu le décret du 3 août 1878⁽²⁾, portant ouverture en Nouvelle-Calédonie du recours en cassation en matière civile;

Vu le décret du 27 mars 1879⁽³⁾, portant ouverture en Nouvelle-Calédonie du recours en annulation et du recours en cassation en matière criminelle;

Vu les décrets des 27 mars 1879⁽⁴⁾ et 28 février 1882⁽⁵⁾, portant réorganisation de la justice en Nouvelle-Calédonie;

Vu le décret du 10 février 1883⁽⁶⁾, portant transfèrement à Canala du siège de la justice de paix de Bourail;

Vu les décrets des 22 août 1887⁽⁷⁾ et 28 juin 1889⁽⁸⁾, portant création d'emplois aux tribunaux de la Nouvelle-Calédonie et des justices de paix à compétence étendue à l'île des Pins et à Bourail,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La justice de paix à compétence étendue instituée à Ouégoa, par le décret du 28 février 1882, est supprimée.

Des arrêtés du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, rendus en conseil privé et soumis à l'approbation du ministre chargé des colonies, délimiteront les territoires dépendant de la circonscription d'Ouégoa, qui seront soumis à la juridiction respective des justices de paix de Canala et de Bourail.

Il sera procédé également, par voie d'arrêté du gouverneur en conseil, à l'installation des audiences foraines reconnues nécessaires.

2. Le tribunal supérieur de Nouméa est supprimé; il est remplacé par une Cour composée de :

Un président;

Deux conseillers;

Un conseiller auditeur.

Il est institué près ladite Cour d'appel un procureur général, qui remplit les fonctions de chef du service judiciaire, un substitut du procureur général, un greffier et des commis greffiers assermentés.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1454, n° 14819.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 410, n° 7337.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 442, n° 7934.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 442, n° 7991.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 702, n° 11956.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 758, n° 12968.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1124, n° 18471.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 1268, n° 21076.

3. Le tribunal de première instance de Nouméa est composé de :

Un juge-président;
Deux lieutenants de juge.

Sont maintenus près ce tribunal :

Un procureur de la République;
Un substitut.

Les fonctions de greffier du tribunal de première instance sont remplies par le greffier de la Cour d'appel assisté de deux commis greffiers.

4. Les attributions précédemment conférées au tribunal supérieur de Nouméa et à ses membres par les lois et règlements antérieurs au présent décret sont dévolues à la Cour d'appel et à ses membres.

5. La Cour d'appel, constituée en Cour criminelle, dans les conditions prévues aux décrets susvisés des 27 mars 1879 et 28 février 1882, tiendra quatre sessions par an pour le jugement des affaires qui lui seront renvoyées par ordonnance du procureur général, chef du service judiciaire.

La date d'ouverture de chaque session sera fixée par le gouverneur, sur la proposition du chef du service judiciaire.

Les assesseurs seront désignés pour toute la durée de la session et après le tirage au sort qui sera opéré huit jours au moins avant l'ouverture de la session.

6. Le président de la Cour criminelle est chargé : 1° d'entendre l'accusé après la signification de l'acte d'accusation et la notification de la liste des assesseurs; 2° de convoquer ces derniers et de les tirer au sort.

Il est investi d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il pourra prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité, et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation.

Il pourra dans le cours des débats appeler, même par mandat d'amener, et entendre toute personne ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté.

Les témoins ainsi appelés ne prêteront point serment et leurs déclarations ne seront considérées que comme renseignements.

Le président devra rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats.

7. La Cour criminelle statuera sur les questions résultant de l'acte d'accusation ou pouvant résulter des débats ainsi que sur les circonstances atténuantes, quand le fait, tel qu'il est reconnu constant, est qualifié crime par la loi.

8. Lorsque la Cour de cassation annulera un arrêt rendu par la

Cour d'appel ou par la Cour d'assises, elle pourra renvoyer l'affaire devant la même cour. A défaut d'un nombre suffisant de magistrats n'ayant pas connu de l'affaire, le président y pourvoira en appelant des magistrats honoraires ayant droit de siéger, des membres du tribunal de première instance et, à leur défaut, des avocats défenseurs par ordre d'inscription au tableau.

9. Les fonctions du ministère public sont spécialement et personnellement confiées au procureur général. Il porte la parole aux audiences quand il le juge convenable.

10. Le procureur général exerce les fonctions et les attributions prévues à l'article 92 du décret du 28 novembre 1866 susvisé, pour l'organisation de la justice en Nouvelle-Calédonie.

11. Le substitut du procureur général ne participera à l'exercice des fonctions de procureur général que sous sa direction.

Toutes les fois qu'il en sera requis par le procureur général, celui-ci sera tenu de lui communiquer les conclusions qu'il se propose de donner.

En cas de dissentiment, le procureur général conclura d'après son opinion personnelle.

12. En toute matière et en tout état de cause, le droit d'accorder la liberté provisoire avec ou sans caution appartient au procureur général.

13. Le procureur de la République a les attributions qui lui sont conférées par les articles 22 et suivants du Code d'instruction criminelle, sauf les dérogations apportées par la législation locale; il remplit les fonctions du ministère public près le tribunal de première instance et participe, sous la direction du procureur général, à l'exercice des autres fonctions énoncées au présent décret.

Il est placé sous les ordres du procureur général.

14. Sont maintenues toutes les dispositions non contraires au présent décret.

15. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel de la République française, au Bulletin des lois et au Bulletin officiel du sous-secrétariat d'Etat des colonies.

Fait à Paris, le 15 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : TERRIEN.

1890. — **DÉCRET fixant le Traitement et la Parité d'office des Magistrats de la Cour d'appel et du Tribunal de première instance de Nouméa (Nouvelle-Calédonie).**

Du 15 Novembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 16 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies
du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 15 novembre 1893, portant modification à l'organisation
judiciaire de la Nouvelle-Calédonie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le traitement et la parité d'office des magistrats de la
Cour d'appel et du tribunal de première instance de Nouméa sont
fixés comme suit :

DÉSIGNATION des magistrats coloniaux.	TRAITEMENT colonial.	DÉSIGNATION DES OFFICES de la magistrature métropolitaine auxquels sont assimilés les emplois de la magistrature coloniale.		
		Offices.	Quantité du traitement.	Classes.
Procureur général, chef du service judiciaire.....	16,000 ^f	Avocat général à Paris....	13,200 ^f	•
Substitut du procureur gé- néral.....	8,000	Procureur de la République.	5,000	3 ^e
Président de la Cour d'appel.	12,000	Conseiller de cour d'appel..	7,000	•
Conseiller.	8,000	Président de tribunal.....	5,000	3 ^e
Conseiller auditeur.....	6,000	Juge.....	3,000	3 ^e
Conseiller.	4,000	Greffier.....	2,400	1 ^{re}
Procureur de la République.	8,000	Procureur et président de tribunal.....	5,000	3 ^e
Juge-président du tribunal de Nouméa.....	8,000		5,000	3 ^e
Lieutenant de juge.....	6,000	Juge d'instruction.....	3,500	3 ^e
Substitut du procureur de la République.....	6,000	Substitut.....	2,800	3 ^e

2. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le
garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce
qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au

4...

Journal officiel de la République française, au Bulletin des
Bulletin officiel du sous-secrétariat d'État des colonies.

Fait à Paris, le 15 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : E. GUÉRIN.

Signé : TERRIER.

N° 27591. -- DÉCRET qui autorise l'établissement de trois dépôts de Dynamite dont un sur le territoire de la commune de Sauvignes et deux sur celui de la commune de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire).

Du 15 Novembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 19 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des mines, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par MM. Jules Chagot et compagnie, concessionnaires des mines de Blanzv, à l'effet d'être autorisés à établir trois dépôts de dynamite, de deuxième catégorie, dont un sur le territoire de la commune de Sauvignes et deux sur le territoire de la commune de Montceau-les-Mines;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de Saône-et-Loire;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. MM. Chagot et compagnie, concessionnaires des mines de Blanzv (Saône-et-Loire) sont autorisés à établir trois dépôts de dynamite de deuxième catégorie, dont un sur le territoire de la commune de Sauvignes (Saône-et-Loire) et deux sur celui de la commune de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Les dépôts seront établis dans les emplacements marqués sur les plans d'ensemble produits par les demandeurs, lesquels plans resteront annexés au présent décret.

3. Chaque bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés, tant dans le faux grenier que dans le magasin, pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront couvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Chaque dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus extérieur sera établi sur une épaisseur de cinquante centimètres (0^m 50) avec des terres débarrassées de pierres et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du sol, aura son pied à un mètre (1^m) de distance du soubassement du bâtiment et son sommet à un mètre (1^m) au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera toute époque une largeur minimum d'un mètre (1^m). Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres (3^m) de hauteur au moins, placé à un mètre (1^m) du pied du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès, qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres (2^m) et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Avant que chaque dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

7. La quantité maximum de dynamite que chaque dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

8. La manutention des dépôts sera confiée à des hommes de choix. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus de chaque dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Les dépôts seront placés sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde.

Ce gardien sera installé en permanence à proximité du dépôt, dans un logement affecté à son usage, soit dans l'un des bâtiments de service du puits voisin de mine et sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque.

Il sera installé, dans le local assigné au gardien, une sonnerie électrique reliée à la porte intérieure du dépôt placée sous la surveillance de ce gardien, dont le timbre sera mis en marche à la petite ouverture de la porte, et aussi dans le cas d'une section de communication.

Une consigne affichée dans le même local fixera au gardien les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité de chaque dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat ;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées ;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, rigoureusement vérifié.

9. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation ; la suppression des dépôts pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

10. Les permissionnaires seront tenus d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications ; ils devront fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, les permissionnaires devront évacuer sur le point qui leur sera indiqué la dynamite renfermée dans chaque dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour les permissionnaires aucun droit à indemnité.

12. Le délai accordé aux permissionnaires, sous peine de dé-

finance, pour l'installation des dépôts, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

13. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire les autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

14. Les permissionnaires devront d'ailleurs se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

15. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur,*

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} LORILLON.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : TERRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PEYTRAL.

27592. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de Lignes téléphoniques.

Du 17 Novembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général de l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des villes et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes téléphoniques, lequel s'élève à la somme de deux cent quarante mille huit cent quatre-vingt-huit francs trente-deux centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1015, n° 10617.

des colonies, troisième section (*Téléphones*), sur l'exercice 1893, crédit de deux cent quarante mille huit cent quatre-vingt-huit francs trente-deux centimes (240,888'32), applicable au chapitre *Matériel*. — *Dépenses de premier établissement*.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des*

Fait à Paris, le 17 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : P. PEYTRAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : TERRIER.

N° 27593. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce du Havre à contracter un Emprunt.*

Du 18 Novembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique, sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu le décret du 2 août 1880⁽²⁾, la loi du 22 mai 1886 et les décrets du 31 juillet 1888⁽³⁾ et 17 juin 1891⁽⁴⁾, relatifs à l'établissement d'un droit de tonnage au port du Havre;

Vu l'arrêté ministériel du 30 août 1893, homologuant les nouveaux tarifs à percevoir dans le port du Havre;

Vu le décret du 16 novembre 1893, qui a déclaré d'utilité publique la construction de quais maritimes à l'extrémité ouest du canal de Tancarville et qui a pris acte de l'offre de concours faite par la chambre de commerce du Havre;

Vu les délibérations de la chambre de commerce du Havre, des 4 août 17 octobre et 26 septembre 1893;

Vu les promesses de vente passées, les 29 et 31 juillet 1893, entre : d'une part, les représentants de la chambre de commerce du Havre, agissant pour le compte de l'État; d'autre part, M. Mignon, liquidateur de la société anonyme des constructions navales du Havre et MM. Herz, Pupin, Arthur et Brunet, en vue de l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution du projet;

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 442, n° 3239.

⁽²⁾ xii^e série, Bull. 564, n° 9877.

⁽³⁾ xii^e série, Bull. 1188, n° 19651.

⁽⁴⁾ xii^e série, Bull. 1418, n° 23668.

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 19 août, 22 et 30 octobre 1893;

Vu l'avis du ministre des finances;

Vu l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis le projet et notamment le rapport de la commission d'enquête, en date du 25 septembre 1893;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce du Havre est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs vingt centimes pour cent (4.20 p. o/o) une somme de sept cent soixante-cinq mille francs (765.000^f), en vue de subvenir aux frais d'acquisition des terrains qu'elle s'est engagée à livrer à l'État pour l'établissement de quais maritimes à l'extrémité ouest du canal de Tancarville et qui font l'objet des promesses de vente ci-dessus visées.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fraction, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de trente années.

2. Le droit de tonnage, établi dans le port du Havre par le décret du 2 août 1880, la loi du 22 mai 1886 et les décrets des 31 juillet 1888 et 17 juin 1891, continuera d'être perçu au profit de la chambre de commerce du Havre, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 30 août 1893 et pendant tout le temps nécessaire pour lui permettre de se couvrir des obligations qu'elle contracte en vertu du présent décret.

Le perception de ce droit cessera aussitôt après l'entier accomplissement desdites obligations.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

N° 27594. -- DÉCRET qui porte de 100 à 123 le nombre des Membres de la Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.

Du 18 Novembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 20 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu le décret du 9 septembre 1893⁽¹⁾, instituant au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies une commission consultative dite Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900, primitivement fixé à cent (100) non compris le bureau, est porté à cent vingt-trois (123) par les adjonctions suivantes :

- Quatre députés (seize au lieu de douze) ;
- Un membre de l'académie des beaux-arts (quatre au lieu de trois) ;
- Le président de la chambre de commerce d'Amiens ;
- Le président de la chambre de commerce de Nantes ;
- Le président de la chambre de commerce de Reims ;
- Le président de la chambre de commerce de Rouen ;
- Le président de la chambre de commerce de Saint-Étienne ;
- Le président de la chambre de commerce de Saint-Quentin ;
- Le président de la chambre de commerce de Toulouse ;
- Le directeur de l'Office du travail ;
- Le directeur du secrétariat et de la comptabilité au ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes ;
- Le directeur des forêts au ministère de l'agriculture ;
- Le directeur des bâtiments civils et des palais nationaux au ministère des travaux publics ;
- Le directeur général des contributions directes ;
- Le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'intérieur ;
- Le directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de l'intérieur ;
- Un architecte inspecteur général des monuments historiques ;
- Le président du syndicat du chemin de fer de Ceinture de Paris ;
- Deux représentants de la presse (quatre au lieu de deux).

Le sous-secrétaire d'État des colonies est remplacé par un fonctionnaire qu'il désigne.

⁽¹⁾ XII^e série, B ill. 1609, n° 27573.

Le directeur du Crédit lyonnais est remplacé par le président du conseil d'administration de la même société.

Les directeurs généraux, les directeurs, le secrétaire général auront entrée dans la commission avec voix consultative, en ce qui concerne les affaires de leur service, s'ils n'en font partie à un autre titre.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

N° 27595. — DÉCRET qui nomme les Membres de la Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.

Du 19 Novembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu les décrets, en date des 9 septembre⁽¹⁾ et 18 novembre 1893⁽²⁾, relatifs à l'institution d'une commission consultative, dite *Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900*,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900 :

MM. Dietz-Monna, sénateur;
De Freycinet, sénateur;
Griffe, sénateur;
Poirrier, sénateur;
Jules Simon, sénateur;
Spaller, sénateur;
Tolain, sénateur;
Waddington (Richard), sénateur;
Alphonse Humbert, député;
Chautemps, député;
Denys Cochin, député;
Lockroy, député;

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 1890, n° 17573.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, n° 27594.

- MM. Mesureur**, député ;
Trélat, député ;
Burdeau, député ;
Charles Roux, député ;
Étienne, député ;
Camille Krantz, député ;
Isambert, député ;
Méline, député ;
Pierre Legrand, député ;
Raynal, député ;
Sibille, député ;
Siegfried, député ;
Chauchat, conseiller d'État ;
Rousseau, conseiller d'État ;
Caron, conseiller municipal ;
Ferdinand Duval, conseiller municipal ;
Levraud, conseiller municipal ;
Lopin, conseiller municipal ;
Maurv, conseiller municipal ;
Muzet, conseiller municipal ;
Sauton, conseiller municipal ;
Strauss, conseiller municipal ;
Berthelot, membre de l'académie des sciences ;
Mascart, membre de l'académie des sciences ;
Léon Say, membre de l'académie des sciences morales et politiques ;
De Franqueville, membre de l'académie des sciences morales et politiques ;
Gaillaume, sculpteur, membre de l'académie des beaux-arts ;
Daumet, architecte, membre de l'académie des beaux-arts ;
Charles Garnier, architecte, membre de l'académie des beaux-arts ;
Vaudremer, architecte, membre de l'académie des beaux-arts ;
Bœwiltwald, architecte, inspecteur général des monuments historiques ;
A. Ranc, président de l'association syndicale professionnelle des journalistes républicains français ;
Mézières, président de l'association des journalistes parisiens ;
Édouard Hervé, vice-président du comité de l'association syndicale de la presse parisienne ;
Léon Brière, président de l'association syndicale de la presse républicaine départementale ;
Bourdet, administrateur de la société anonyme des anciens établissements Cail ;
Duval, directeur de la compagnie de Fives-Lille ;
Schneider, directeur de la société des houillères, forges, aciéries et ateliers de construction du Creusot.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : TERRIER.

N° 27596. — *DÉCRET relatif à la Déclaration des Accidents survenus dans les Établissements industriels.*

Du 20 Novembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;

Vu l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 ainsi conçu :

« Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2 sera l'objet d'une déclaration par le chef d'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par le préposé.

« Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident ; elle sera faite, dans les quarante-huit heures, au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant.

« Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental » ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le procès-verbal de la déclaration d'un accident à dresser, en vertu de l'article 11 de la loi du 12 janvier 1893, par le maire de la commune où cet accident s'est produit, sera rédigé conformément au modèle annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies.*

Signé : TERRIER.

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

d

ARRONDISSEMENT

MAIRIE D

d

CANTON

d

COMMUNE

d

PROCÈS-VERBAL.

DE DÉCLARATION D'ACCIDENT ⁽¹⁾.

(Art. 11 de la loi du 12 juin 1893.)

(1) Nom et prénoms.

(2) Indiquer la date et l'heure.

(3) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse; mentionner, en cas d'absence ou à défaut du chef de l'entreprise, que la déclaration a bien été faite par son préposé.

(4) Effacer isolé ou multiple, suivant les cas.

(5) Indiquer la nature de l'établissement et le lieu où il est situé, ainsi que l'atelier où a eu lieu l'accident.

(6) Indiquer les noms, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime ou des victimes.

(7) Indiquer les noms, professions et adresses.

Par-devant nous ⁽¹⁾,
maire de la commune de _____, département de _____,
soussigné,
a comparu le ⁽²⁾

M. ⁽³⁾
qui nous a remis, en vertu de l'article 11 de la loi du 12 juin 1893,
une déclaration relative à un accident isolé ou multiple ⁽⁴⁾ sur
le ⁽⁵⁾
dans ⁽⁶⁾
à ⁽⁷⁾.

Cette déclaration constate que : 1° L'accident résulte de la circonstance suivante :

2° Que les témoins de l'accident sont ⁽⁷⁾

A cette déclaration était joint un certificat de M. ⁽¹⁾

(A) Sont seuls considérés comme accidents ceux qui paraissent devoir entraîner une incapacité de travail de trois jours au moins.

, donnant par victime les renseigne-

[illegible]

La déclaration et le certificat médical ont été annexés au présent procès-verbal pour être transmis à M. l'inspecteur départemental du travail en résidence à

Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus, lequel a été signé avec nous par le déclarant, après lecture faite.

(Signatures.)

Vu pour être annexé au décret du 20 novembre 1893.

**Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies.**

Signé : TENNIEK.

N° 27597. — *DÉCRET qui constitue en Entrepôt réel des Douanes les Locaux affectés à l'Exposition internationale et coloniale de Lyon.*

Du 20 Novembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies
et d'après l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les locaux affectés à l'Exposition internationale et coloniale qui se tiendra à Lyon en 1894 sont constitués en entrepôt réel des douanes.

2. Les objets destinés à cette exposition seront expédiés directement sur les locaux affectés à l'exposition, sous le régime du transit international ou du transit ordinaire, par tous les bureaux ouverts à ces transits.

Les expéditions auront lieu sans visite à la frontière.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : TERRIER.

N° 27598. — *DÉCRET qui crée un Conseil de Prud'hommes à Blois (Loir-et-Cher).*

Du 22 Novembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 26 novembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu la délibération du conseil municipal de Blois, en date du 12 novembre 1892;

Vu les lettres du préfet de Loir-et-Cher, en date des 18 mars et 21 juin 1893;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 19 août 1893;

Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé à Blois (Loir-et-Cher) un conseil de prud'hommes qui sera composé de la manière suivante :

INDUSTRIELS OU PROFESSIONS.	NOMBRE de prud'hommes.	
	Patrons.	Ouvriers.
Bourrelliers, cordonniers, corroyeurs, tailleurs d'habits, tapissiers, teneurs.....	2	2
Chaudronniers, ferblantiers, fondeurs, forgerons, imprimeurs, maréchaux ferrants, mécaniciens, horlogers.....	1	1
Brasseurs, chocolatiers, distillateurs, huiliers, pâtisseries, boulangers.....	1	1
Briquettiers, tuiliers, charpentiers, couvreurs, maçons et tailleurs de pierre, menuisiers, peintres, plâtriers, serruriers, charrons, carrossiers, sabotiers, scieries mécaniques.....	2	2
	6	6
TOTAL.....	12	

La juridiction du conseil de prud'hommes de Blois s'étendra à les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège est situé sur le territoire de la commune de Blois.

Seront justiciables dudit conseil les fabricants et entrepreneurs qui ont à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'atelier, contremaîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

Aussitôt après son installation, le conseil de prud'hommes de Blois préparera et soumettra à l'approbation du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un projet de règlement pour le régime intérieur.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : FRAUEN.

N° 27599. — *DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir en 1894, pour les Dépenses de la Chambre de commerce du Havre (Seine-Inférieure).*

Du 27 Novembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu le décret du 3 mars 1877⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique la construction de la bourse du Havre et autorisé les voies et moyens d'exécution;

Vu la loi du 16 mai 1878, qui a autorisé une imposition extraordinaire de dix centimes par franc, au maximum, sur les patentés de la ville du Havre désignés dans l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentés, pour concourir au remboursement de l'emprunt d'un million huit cent quarante-six mille deux cents francs, contracté par la chambre de commerce du Havre, en vue de la construction de la Bourse, avec toutes autres ressources qui doivent être appliquées à cette destination;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre de centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu le décret du 15 mai 1882⁽²⁾, qui a autorisé la chambre de commerce du Havre à contracter un nouvel emprunt de quatre cent trente-huit millions de francs, en vue de solder les frais de construction du palais de la bourse de cette ville;

Vu la loi du 15 mai 1882, étendant au service du nouvel emprunt l'application de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi précitée du 16 mai 1878 sur les patentés de la ville du Havre;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentés;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1894, sur les patentés de la ville du Havre compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentés, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle de sept centimes vingt mille huit cent quarante-cinq dix millièmes (0^e 0720845) par franc, au principal de la contribution des patentés.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au service des deux emprunts contractés par la chambre de commerce du Havre pour la construction de la bourse, sera mis, sur les mandats du préfet de la Seine-Inférieure, à la disposition de cette chambre, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 339, n° 5943.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 730, n° 12380.

ministres des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PÉTRAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

N° 27600. — *DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir en 1894 pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 27 Novembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894,

DÉCRÈTS :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de deux cent cinquante mille cinq cent quatre-vingt-six francs (205,586^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, plus cinq centimes (0^f 05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f 03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1894, conformément audit tableau, sur les patentés désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PÉTRAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTES IMPOSABLES.
Angoulême.....	Charente.....	Chambre...	2,400 ^f	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Besançon.....	Doubs.....	Idem.....	5,744	Patentes de tout le départe- ment.
Béthune.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	1,368	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Bolbec.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	3,000	Idem.
Calais.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	4,000	Idem.
Cambrail.....	Nord.....	Idem.....	2,700	Idem.
Carcassonne....	Aude.....	Idem.....	3,440	Idem.
Clermont- Ferrand.	Puy-de-Dôme....	Idem.....	2,500	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse....	400	Patentes de la ville seu- lement.
Cognac.....	Charente.....	Chambre...	2,000	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Flers.....	Orne.....	Idem.....	1,480	Idem.
Lyon.....	Rhône.....	Idem.....	46,970	Idem.
Idem.....	Idem.....	Bourse....	8,098	Patentes de la ville seu- lement.
Marseille.....	Bouches- du-Rhône.	Chambre...	101,500	Patentes de tout le départe- ment.
Mazamet.....	Tarn.....	Idem.....	500	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Montauban....	Tarn-et-Garonne..	Idem.....	3,000	Patentes de tout le départe- ment.
Narbonne.....	Aude.....	Idem.....	3,120	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Nîmes.....	Gard.....	Idem.....	3,450	Patentes de tout le départe- ment.
Idem.....	Idem.....	Bourse....	800	Patentes de la ville seu- lement.
Roanne.....	Loire.....	Chambre...	2,400	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Saint-Dizier....	Haute-Marne....	Idem.....	2,400	Patentes de tout le départe- ment.
Saint-Omer....	Pas-de-Calais....	Idem.....	2,316	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Le Tréport.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	2,000	Idem.
		TOTAL...	206,586	

N° 27601. — *DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les Dépenses de la Chambre de commerce du Mans (Sarthe).*

Du 27 Novembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 11 mars 1887, qui a autorisé la chambre de commerce du Mans à contracter un emprunt de quatre cent mille francs pour subvenir aux frais d'établissement de la bourse de commerce de cette ville et décidé que cet emprunt serait remboursé, capital et intérêts, au moyen d'une imposition extraordinaire de dix centimes cinq dixièmes par franc, au maximum, additionnelle à la contribution des patentes du département de la Sarthe, compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu notamment l'article 4 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes additionnels à percevoir au profit de la chambre de commerce sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1894, sur les patentes du département de la Sarthe, désignés dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire de huit centimes sept mille sept cent cinquante-trois dix millièmes (0^o 087753) par franc, additionnelle au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné au service d'amortissement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce du Mans, en vue de l'établissement de la bourse de commerce de cette ville, sera mis, sur les mandats du préfet de la Sarthe, à la disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PEYTRAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

N° 27602. — *Décret qui convoque les Conseils municipaux des communes prises dans le département de la Meuse à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 7 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 9 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du même mois;

Vu l'extrait des procès-verbaux des délibérations du Sénat, d'où il résulte que, dans la séance du 16 janvier 1894, il a été procédé, conformément à l'article 3 de la loi du 9 décembre 1884, à un tirage au sort désignant le département de la Meuse comme devant être appelé à élire un sénateur en remplacement de M. Schœlcher, sénateur inamovible, dé-

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Meuse sont convoqués pour le dimanche 12 février 1894, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Meuse, se réunira au chef-lieu le dimanche 1^{er} avril 1894, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

N° 27603. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de Vaucluse à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 7 Février 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. Gent, sénateur du département de Vaucluse,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Vaucluse sont convoqués pour le dimanche 25 février 1894, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de Vaucluse, se réunira au chef-lieu, le dimanche 1^{er} avril 1894, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

(1) XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

N° 27604. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) portant que la commune du Chambon (canton de Tence, arrondissement d'Yssengeaux, département de la Haute-Loire) portera, à l'avenir, le nom de *Chambon-de-Tence*. (Paris, 23 Novembre 1893.)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Avril 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

ANTONIN DUBOST:

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1611.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

605. — *Loi qui ouvre au Ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1893, un Crédit extraordinaire pour les dépenses de la Commission arbitrale des Pêcheries de Behring.*

Du 15 Janvier 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 16 janvier 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1893, en addition aux crédits ouverts par la loi du 28 avril 1893, un crédit extraordinaire de quarante-cinq mille sept cent quatre-vingt-quatorze francs (45,774¹) qui formera le chapitre xxiii du budget des affaires étrangères, sous la rubrique : *Dépenses de la Commission arbitrale des pêcheries de Behring.*

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1893.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

N° 27606. — *DÉCRET qui accorde à la ville de Boulogne-sur-Mer un Entrepôt réel pour les Sucres indigènes.*

Du 29 Novembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 décembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 10 de la loi du 27 février 1832;

Vu l'article 21 de la loi du 31 mai 1846;

Vu la délibération du conseil municipal de Boulogne-sur-Mer, en date du 2 juin 1893;

Vu la lettre de la chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer, en date du 17 juin 1893;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 24 octobre 1893;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un entrepôt réel pour les sucres indigènes est accordé à la ville de Boulogne-sur-Mer.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PETTRAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TANNIER.

N° 27607. — *DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir en 1894, pour les Dépenses de la Chambre de commerce de Nantes (Loire-Inférieure).*

Du 1^{er} Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu l'arrêté consulaire du 6 messidor an IX⁽¹⁾, qui a institué une boue de commerce à Nantes (Loire-Inférieure);

Vu le décret en date du 11 août 1808;

Vu la loi du 31 juillet 1889, qui a autorisé une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes de trois cent quatre-vingt-quatre dix-millièmes par franc, au maximum, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Nantes désignés dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir, à partir du 1^{er} janvier 1890, avec les autres ressources qui doivent être affectées à cette destination, au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt de quatre cent mille francs que ladite chambre a été autorisée à contracter pour subvenir aux travaux de restauration et d'agrandissement de la bourse de Nantes;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi ainsi conçu :

« Le nombre des centimes ou fractions de centime à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies »;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1894, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Nantes désignés dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle de trois cent quatre-vingt-quatre dix-millièmes (0^e 0384) par franc au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Nantes, en vue des travaux de restauration et d'agrandissement de la bourse de cette ville, sera mis, sur les mandats du préfet de la Loire-Inférieure, à la disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : P. PÉYTRAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : TERRIER.

N° 27608. — *DÉCRET relatif à la Réglementation de l'arrimage des Marchandises à bord des Navires de commerce.*

Du 1^{er} Décembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 6 décembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu la loi du 20 décembre 1892, ainsi conçue :

« Article unique. — Des décrets détermineront les règles d'après lesquelles devra être effectué l'arrimage des marchandises à bord des navires de commerce; »

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les règles suivantes seront applicables à l'arrimage des marchandises à bord des navires de commerce, à moins de conventions contraires.

TITRE 1^{er}.

MARCHANDISES DE TOUTE NATURE, À L'EXCEPTION DES GRAINS EN VRAC ET DES LIQUIDES.

2. Toutes les marchandises craignant l'humidité devront être protégées par des greniers et garnitures ayant au moins les dimensions suivantes :

1° Pour les marchandises en fûts, futailles, boucauts ou caisses, sauf pour les savons, le grenier devra avoir dix-sept centimètres partir du vaigrage dans les fonds du navire, dix-sept centimètres à la couche ou ventrière, et une garniture de trois centimètres en abord;

2° Pour les marchandises en sacs, balles ou ballots, le grenier devra avoir au moins vingt-cinq centimètres dans les fonds et la couche, et la garniture cinq centimètres en abord;

3° Pour les savons, il suffira d'un grenier de quatre centimètres dans les fonds et aux ventrières et d'une garniture de trois centimètres en abord.

Exception est faite pour les navires à double fond ou à water-ballast, pour lesquels il ne sera exigé dans les fonds qu'un grenier de bois de dix centimètres.

Le faux tillac non calfaté est réputé grenier, pourvu qu'il ait la hauteur de seize centimètres dans les fonds.

Dans les navires en bois, la garniture en abord est comptée à partir du vaigrage; dans les navires en fer, elle est comptée à partir de l'arête intérieure de la membrure.

3. Dans les entreponts calfatés et sur les planchers des faux-ponts également calfatés, la circulation de l'eau devra être assurée partout par un grenier de trois centimètres mis en travers ou en long, mais avec des coupures en travers, avec des orgues tribord et bâbord pour l'écoulement des eaux.

4. Tout logement d'équipage, cambuse ou emménagement intérieur, devra être bien calfaté et avoir des orgues tribord et bâbord pour l'écoulement de l'eau et, à la cloison, une tringle de huit centimètres de hauteur calfatée, pour empêcher l'eau de se rendre dans l'entrepont ou dans la cale.

5. Les bois servant au fardage ou grenier devront être secs; ceux de ces bois qui seront disposés en abord devront être fixés contre le vaigrage, de façon à ne pas glisser dans les mouvements du navire.

Tout corps spongieux ou lest susceptible d'avarier les marchandises n'est pas réputé grenier. Tel est le cas, notamment, des sables, terres, charbons, argiles, chaux, sels, phosphates et autres. Une séparation en bois de sept centimètres est alors obligatoire. Dans le cas où le lest sera formé de sable ou de terre, le vaigrage devra être calfaté ou les joints garnis de lattes ou lambourdes jusqu'à une hauteur suffisante pour empêcher le sable ou la terre de tomber dans les mailles.

Les bois de campêche ou autres analogues, dents d'éléphant, fibres de coco, etc., ne pourront pas avoir de fardage ou de garniture; ils devront être préservés comme il est d'usage de le faire pour les marchandises sèches.

6. Les cloisons d'emménagement et les épontilles métalliques devront être revêtues de nattes, toiles ou autres garnitures; les mâts, bittes, archipompes et puits aux chaînes devront être recouverts avec du bois de trois centimètres d'épaisseur.

7. Les marchandises qui peuvent se détériorer par contact direct ou indirect ne pourront être arrimées l'une au-dessus de l'autre ou l'une à côté de l'autre.

Toute marchandise sèche arrimée sur des barriques, barils ou fûts contenant du liquide devra en être séparée par un fardage en bois de trois centimètres d'épaisseur.

Toutes les marchandises dégageant des émanations susceptibles d'avarier les marchandises voisines, telles que certaines essences végétales et minérales, les bois créosotés, etc., ne pourront être chargées que dans un emplacement séparé.

8. Les cuirs salés devront être arrimés par couches horizontales, tête, ventre et queue en abord avec un grenier de vingt-cinq centimètres. Ils devront être saturés de saumure. Il est fait exception pour les cuirs reçus en paquets, qui seront rendus tels qu'ils auront été reçus.

Les cuirs secs devront être arrimés, tête, ventre et queue en abord

sur un grenier de vingt-cinq centimètres sur le fond et à la couche aucun cuir du chargement ne pourra servir comme garniture.

Les cuirs secs ou toute marchandise craignant l'humidité, chargés au-dessus des cuirs salés, devront en être séparés par un fardage en bois de quinze centimètres.

Les os employés comme fardage devront être recouverts de planches de trois centimètres au moins d'épaisseur.

9. Les compartiments dits *cales à eau* ne devront recevoir de marchandises que s'ils sont garnis intérieurement d'un fardage de trois centimètres d'épaisseur et après avoir été convenablement nettoyés et asséchés.

10. Dans les navires à vapeur, les cloisons séparant les chambres des machines et chaudières des cales à marchandises ou des soutes utilisées comme cales devront être éloignées des marchandises au moyen de cloisons pleines en bois régnant sur toute la hauteur et séparées de la tôle par un espace vide, de manière que la marchandise soit distante de la tôle de vingt centimètres pour les chaudières et de dix centimètres pour les machines. L'évacuation de l'air chaud de l'espace vide devra être assurée par l'installation de cheminées d'appel convenablement disposées de chaque bord.

Les mêmes dispositions devront être adoptées pour les entreponts au passage des cheminées, sous la réserve que l'espace vide prévu sera réduit à dix centimètres.

11. Les marchandises susceptibles d'être endommagées par les poussières ne devront pas être chargées dans les soutes à charbon.

12. Les rails et fers en barres, plats ou profilés, devront être armés en grillage, et la muraille du navire devra être partagée par une forte garniture, soit en fer, soit en bois, si les quantités embarquées comportent ces précautions.

Le ripage devra être prévenu en empêchant le glissement des fers sur fer par l'interposition d'un certain nombre de lattes en bois réparties sur la hauteur du chargement.

Tous les espaces vides en abord devront être remplis par du bois convenablement serré, et l'ensemble du chargement devra être coincé sous les barrots par des épontilles volantes placées de distance en distance sur des madriers en travers.

Dans le cas où des rails ou fers en barres, plats ou profilés, seraient chargés sur barrots en fer, lesdits barrots devront être isolés par du bois, de façon à ne pas supporter directement les fers armés au-dessus.

TITRE II.

GRAINS ET GRAINES DE TOUTE NATURE EN VRAC.

13. Tout navire d'au moins quatre cents tonneaux de jauge, char-

geant des grains ou graines en vrac, devra avoir une archipompe de dimensions suffisantes pour donner accès à un homme et lui permettre d'y travailler. On devra pouvoir y pénétrer soit par un trou d'homme dans le pont supérieur, soit par un couloir libre dans l'entrepont, à partir de l'écontille de l'arrière, mais dans aucun cas par le grand panneau.

14. Le grenier devra avoir une hauteur de vingt-sept centimètres au-dessus du vaigrage dans les fonds, vingt-sept centimètres aux ventrières avec garniture de trois centimètres en abord.

15. Les greniers et garnitures devront être entièrement recouverts de toiles ou de nattes, de manière à empêcher que le grain ne passe au travers.

16. Dans les navires ayant un vaigrage à claire-voie, les intervalles de ce vaigrage devront être exactement remplis et recouverts d'une natte, toile ou autre garniture, pour empêcher le passage du grain et assurer la circulation de l'eau aux pompes.

Dans les navires à vaigrage plein, il sera exigé en abord, contre la garniture, une natte ou toile jusqu'au pont supérieur.

17. Les chambres des machines et chaudières des navires à vapeur chargés de grains ou graines devront être isolées du chargement, conformément à l'article 10.

18. L'aération des cales renfermant des grains ou graines devra être assurée par des manches à vent ou des ventilateurs fixes ou mobiles dans tout navire de quatre cents tonneaux de jauge et au-dessus.

TITRE III.

VINS, ALCOOLS, HUILES, ET GÉNÉRALEMENT TOUTES LES MATIÈRES LIQUIDES.

19. Les fûts contenant des liquides, s'ils sont d'égale dimension, devront être arrimés par plans horizontaux, la bonde en dessus, de manière que les douves des fonds se trouvent dans une position verticale.

Les fûts devront avoir le bouge libre, tant sur le fond que dans les abords, et être saisis par quatre bons coins au collet, tous les vides en abord étant remplis. Il est interdit d'arrimer bouge sur bouge. Chaque fût du premier plan dans la cale ou dans les entreponts reposera sur deux cadastres ou deux traverses munies de coins, afin que le bouge ne supporte pas le poids de la cargaison superposée.

Lorsque les fûts seront de dimensions inégales, ou lorsque la finesse des formes du navire s'y opposera d'une manière absolue, l'arrimage horizontal ne sera pas exigé, mais les autres règles ci-dessus détaillées devront être observées.....

20. Sous le pont, les fûts ne devront pas être arrimés sous plan de :

6 plans pour une contenance s'élevant jusqu'à 249 litres ;	
5 plans _____ de 250 à 399 litres ;	
4 plans _____ de 400 à 699 litres ;	
3 plans _____ à 700 litres et au-dessus.	

Après trois, quatre, cinq et six plans, suivant la distinction ci-dessus, l'établissement d'entreponts fixes ou mobiles sera obligatoire dans toute la longueur des cales, même sous les panneaux.

21. Les chambres des machines et des chaudières des navires à vapeur chargés de liquides devront être séparées du chargement, suivant les prescriptions de l'article 10.

22. Dans les cas où des fûts seraient placés sur le pont, soit debout, soit couchés, en vertu du consentement écrit du chargeur prévu par l'article 229 du Code de commerce, ils devront être arrimés sur un plan unique et solidement saisis entre eux sans que rien soit chargé par-dessus. Les fûts couchés seront élevés sur des cales permettant l'écoulement facile des eaux en dessous.

Dans les spardecks ou faux-ponts, les fûts pourront être arrimés debout, à la condition qu'ils ne forment qu'un plan unique et que rien ne soit chargé par dessus.

Aucun chargement de liquides en fûts ne sera autorisé sur le pont du spardeck.

23. Dans les cales, tout fût debout ou en travers sera considéré comme mal arrimé.

TITRE IV.

MESURES GÉNÉRALES.

24. Les marchandises pour lesquelles le présent règlement ne contient pas de prescriptions spéciales seront arrimées avec tous les soins et précautions nécessités par leur nature.

25. Le capitaine est obligé, suivant les circonstances, de tenir ses panneaux solidement fermés, recouverts de deux prélaris fixés d'une façon rigide contre les hiloires, soit en les clouant, soit en les maintenant par des tringles.

26. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

N° 27609. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de Lignes télégraphiques.

Du 1^{er} Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des compagnies de chemins de fer pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes télégraphiques, lequel s'élève à la somme de quatre-vingt-douze mille six cent quatre-vingt-seize francs quatre-vingt-dix-neuf centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1893, un crédit de quatre-vingt-douze mille six cent quatre-vingt-seize francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (92,696¹/₉₉), savoir :

CHAP. VII.	Indemnités diverses et secours.....	2,754 ¹ / ₄₉
— IX.	Matériel des bureaux.....	1,836 33
— XII.	Appareils et matériel technique d'exploitation.....	7,345 32
— XIII.	Construction et entretien de lignes télégraphiques..	79,880 30
— I.	Personnel de l'Algérie.....	44 03
— II.	Matériel de l'Algérie.....	836 52
TOTAL ÉGAL.....		92,696 99

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PÉYTRAIL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1035, n° 10527.

N° 27610. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies* (4^e section : Colonies), sur l'exercice 1893, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'Exposition de Chicago*.

Du 2 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu les récépissés constatant les versements effectués au Trésor à titre de fonds de concours :

1° Dans la caisse du receveur central de la Seine par le protectorat de la Tunisie, d'une part.....	4,000'
D'autre part.....	800'
2° Dans la caisse du trésorier-payeur de la Martinique, en vertu d'une délibération du conseil général du 27 janvier 1892.....	2,000
Formant un total de.....	<u>6,800</u>

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} décembre 1893,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, quatrième section (*Colonies*), exercice 1893, au titre du chapitre *XXIX bis : Exposition de Chicago*, un crédit de six mille huit cent francs (6,800'), applicable aux dépenses afférentes à cette exposition.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, conformément à l'énumération qui précède.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : P. PÉTRY.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*
Signé : TERRIEN.

N° 27611. — DÉCRET qui modifie l'article 2 du Décret du 13 décembre 1892, portant Organisation du Service de l'Inspection du travail dans l'industrie.

Du 18 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 2 novembre 1892;

Vu le décret du 13 décembre 1892 ⁽¹⁾, organisant le service de l'inspection du travail;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 2 du décret du 13 décembre 1892 est modifié ainsi qu'il suit :

Dans les deuxième et quatrième circonscriptions, les résidences des inspecteurs divisionnaires sont fixées : pour la deuxième, à Tours, et pour la quatrième, à Nancy.

Dans la quatrième circonscription, les résidences des trois inspecteurs départementaux attribuées aux départements de la Marne et de la Meuse sont fixées à Reims, Bar-le-Duc et Châlons-sur-Marne.

Dans la dixième circonscription, la résidence de l'inspecteur départemental des départements des Alpes-Maritimes et du Var est fixée à Nice.

Dans les troisième et sixième circonscriptions, les inspections départementales sont délimitées conformément au tableau suivant :

CIRCOS- SCRIPTIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
3 ^e	Aube, Yonne	1 inspecteur.
	Haute-Marne, Côte-d'Or.....	Idem.
	Nièvre, Saône-et-Loire	Idem.
	Jura, Doubs (moins l'arrondissement de Montbéliard)...	Idem.
	Belfort, Haute-Saône (plus l'arrondissement de Montbéliard).....	Idem.
	Oise	Idem.
6 ^e	Seine-Inférieure	2 inspecteurs.
	Eure et l'arrondissement de Dreux.....	1 inspectrice.
	Eure-et-Loir (moins l'arrondissement de Dreux), Orne... Calvados, Manche.....	1 inspecteur. Idem.

2. Dans les départements où les conditions de service l'exigeront,

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1522, n° 25897

les frais de tournées alloués sur états aux inspecteurs et inspectrices pourront être remplacés par des indemnités dont la forme et le montant seront réglés par arrêté ministériel.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

N° 27612. — *DÉCRET qui nomme deux Membres de la Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.*

Du 22 Décembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 21 décembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies :

Vu les décrets en date des 9 septembre⁽¹⁾, 18⁽²⁾ et 19 novembre 1893⁽³⁾, relatifs à l'institution d'une commission consultative dite *Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900*,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. MM. Jules Roche et Terrier, députés, sont nommés membres de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900, en remplacement de MM. Raynal, qui a été nommé ministre de l'intérieur, et Burdeau, qui a été nommé ministre des finances.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1609, n° 27573.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1610, n° 27594.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1610, n° 27595.

N° 27613. — DÉCRET qui ouvre le Bureau de Douane de Serzin (Haute-Savoie) à l'Importation des Marchandises taxées à plus de vingt francs les 100 kilogrammes.

Du 23 Décembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 27 décembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, qui confère au gouvernement le droit de déterminer les bureaux de douane par lesquels auront lieu l'importation, l'exportation et le transit de certaines marchandises,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau de douane de Serzin (Haute-Savoie) est ouvert à l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs les cent kilogrammes (100^k) ou nommément désignées par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27614. — DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les Dépenses de la Chambre de commerce d'Alger.

Du 23 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu le décret du 16 avril 1852, qui a institué une bourse de commerce à Alger (département d'Alger);

Vu le décret du 2 mars 1885, portant concession à la chambre de commerce d'Alger de terrains destinés à la construction du palais de la bourse;

Vu la loi du 7 février 1889, qui a autorisé une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes de quatorze centimes quarante-six centièmes par franc, au maximum, sur les patentes de la ville

d'Alger compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir à partir du 1^{er} janvier 1890, avec les autres ressources qui pourront être appliquées à cette destination, au service de l'emprunt d'un million de francs que ladite chambre de commerce a été autorisée à contracter pour la construction d'un palais consulaire à Alger;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1894, sur les patentés de la ville d'Alger compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle de sept centimes cent vingt-sept millièmes (0^{fr} 07127) par franc, au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce d'Alger, en vue de la construction du palais consulaire de cette ville, sera mis, sur les mandats du préfet d'Alger, à la disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

N° 27615. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de Lignes téléphoniques.

Du 25 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes téléphoniques, lequel s'élève à la somme de cent quarante-six mille six cent soixante-dix-neuf francs vingt-sept centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes — Téléphones*), sur l'exercice 1893, un crédit de cent quarante-six mille six cent soixante-dix-neuf francs vingt-sept centimes (146,679^f 27), savoir :

CHAP. XXXI. Matériel. Dépenses de premier établissement.....	143,697 ^f 71 ^c
— II. Matériel de l'Algérie (Téléphones).....	2,981 56
TOTAL ÉGAL.....	146,679 27

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27616. — DÉCRET fixant le Costume des membres de la Cour d'appel de Nouméa (Nouvelle-Calédonie) et du Procureur de la République près le Tribunal de première instance de la même ville.

Du 26 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets du 15 novembre 1893 ⁽²⁾, concernant l'organisation judi-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1610, n° 27589.

ciaire de la Nouvelle-Calédonie et portant création d'une cour d'appel à Nouméa,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le costume d'audience des magistrats de la cour d'appel de Nouméa et du procureur de la République près le tribunal de première instance de la même ville est réglé ainsi qu'il suit :

1^o Aux audiences ordinaires, les membres de la cour d'appel porteront la toge et la simarre en étoffe de soie noire, la chausse de licencié sur l'épaule gauche, la ceinture moirée en soie noire avec franges et rosette sur le côté gauche, la cravate en batiste tombante et plissée, la toque en velours noir.

Le président et le procureur général auront autour de leur toque deux galons d'or en haut et deux galons d'or en bas. Les conseillers en auront deux en bas. Le conseiller auditeur n'en aura qu'un en bas.

2^o Aux audiences solennelles, aux audiences de la cour criminelle et aux cérémonies publiques, les membres de la cour d'appel porteront la toge et la chausse en étoffe de laine rouge.

La toge du président et celle du procureur général seront bordées, sur le devant, d'une fourrure d'hermine de dix centimètres (0^m 10) de large;

3^o Le substitut du procureur général portera le même costume que les conseillers;

4^o Le greffier de la cour portera, soit aux audiences ordinaires, soit aux audiences solennelles ou criminelles, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que celui des conseillers, à l'exception des galons d'or à la toque, qui seront remplacés par des galons de soie noire.

2. Le procureur de la république près le tribunal de première instance de Nouméa, soit aux audiences ordinaires, soit aux audiences solennelles et aux cérémonies publiques, portera le même costume que celui du juge-président dudit tribunal, tel qu'il a été fixé par les décrets des 28 novembre 1866 et 27 mars 1879.

3. Sont maintenues toutes dispositions non contraires au présent décret.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du sous-secrétariat d'État des colonies.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : ANTONIN DUBOST.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

N° 27617. — *DÉCRET qui abroge les Dispositions transitoires édictées par l'article 13 du décret du 25 juin 1887 et par le décret du 3 août suivant sur le Recrutement du personnel des Comptables des matières aux Colonies.*

Du 26 Décembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel des 26-27 décembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Vu le décret du 25 juin 1887 ⁽¹⁾, portant réorganisation du personnel des comptables aux colonies;

Vu le décret du 3 août 1887, complétant l'article 13 du décret du 25 juin 1887,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La période de première formation du corps des comptables aux colonies est déclarée close.

2. Sont, par suite, abrogées les dispositions transitoires prévues par l'article 13 du décret du 25 juin 1887 et le décret du 3 août de la même année.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies.

Signé : J. MARTY.

N° 27618. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un Crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'établissement de Lignes et de Réseaux téléphoniques.*

Du 26 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées à titre d'avances dans les caisses

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1101, n° 18120.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers, pour l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques, lequel s'élève à la somme de cent quatre-vingt mille quatre cent trente-huit francs quatre-vingts centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes — Téléphones*), sur l'exercice 1893, un crédit de cent quatre-vingt mille quatre cent trente-huit francs quatre-vingts centimes (180,438^{fr} 80) savoir :

CHAP. XXXI. Matériel. Dépenses de premier établissement.	152,438 ^{fr} 80
— II. Matériel de l'Algérie (Téléphones).....	28,000 00
TOTAL.....	180,438 80

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1893.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé: J. MARTY.

N° 27619. — *DÉCRET qui fixe l'Intérêt composé du capital dont il est tenu compte dans les Tarifs d'après lesquels est calculé le montant des primes à payer pour les Assurances en cas de décès, souscrites à partir du 1^{er} janvier 1894.*

Du 28 Décembre 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 29 décembre 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du ministre des finances,

Vu les articles 1, 2, 3, 7, 16, 17 et 18 de la loi du 11 juillet 1868, portant création de deux caisses d'assurances, l'une en cas de décès et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels;

Vu l'article 11 du décret du 10 août 1868 ⁽¹⁾ rendu en exécution de cette loi;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1637, n° 16389.

Vu l'article 22 du décret du 13 août 1877⁽¹⁾;

Vu l'article 59 de la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu l'avis exprimé, dans sa séance du 15 décembre 1893, par la commission supérieure formée en exécution de l'article 17 de la loi précitée du 11 juillet 1868,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le taux de l'intérêt composé du capital dont il est tenu compte dans les tarifs d'après lesquels est calculé le montant des primes à payer pour les assurances en cas de décès, souscrites à partir du 1^{er} janvier 1894, est fixé à trois francs pour cent (3^e p. o/o).

2. Les tarifs sont établis à l'aide de la table de mortalité dite de « Deparcieux ».

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27620. — *Décret relatif à une Contribution spéciale à percevoir en 1894 pour les Dépenses de diverses Chambres de commerce.*

Du 30 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent cinq mille sept cent cinquante - huit francs (105,758^e), nécessaire au paiement des dépenses des chambres de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, plus cinq centimes (0^e 05)

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 351, n° 6282.

par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^o03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1894, conformément audit tableau, sur les patentés désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Paris.	Seine.	Chambre...	97,260 ^f	Patentés de tout le département.
Tarare.	Rhône.	Idem.	8,498	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		TOTAL...	105,758	

N° 27621. — *DÉCRET relatif à une Imposition additionnelle à percevoir, en 1894, pour les Dépenses de la Chambre de commerce de Reims (Marne).*

Du 30 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu le décret du 15 mai 1880⁽¹⁾, qui a ratifié l'acquisition, faite par la chambre de commerce de Reims, d'un immeuble sis en cette ville, en vue de l'installation des services de la chambre et de la bourse de commerce, et autorisé ladite chambre à emprunter une somme de cinq cent mille francs pour subvenir aux frais d'acquisition dudit immeuble et aux dépenses de construction et d'appropriation;

Vu la loi du 5 août 1880, qui a autorisé une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentés de deux centimes par franc, au maximum, sur les patentés du département de la Marne désignés dans l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et mo-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 540, n° 9511.

difications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir, à partir du 1^{er} janvier 1881, avec les autres ressources qui doivent être appliquées, à cette destination, au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt précité;

Vu, notamment, l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1894, sur les patentes du département de la Marne désignés dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition additionnelle d'un centime quatre-vingt-dix-huit mille dix-huit dix-millièmes (0^e 0198018) par franc, au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Reims, en vue de l'acquisition de l'immeuble affecté au service de la chambre et de la bourse de commerce de cette ville, sera mis, sur les mandats du préfet de la Marne, à la disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé: J. MARTY

N° 27622. — DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les Dépenses de la Chambre de commerce de Rouen (Seine-Inférieure).

Du 30 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 22 juillet 1892, qui a autorisé une imposition extraordinaire, additionnelle à la contribution des patentes, de cinq centimes et cent quarante-quatre millièmes par franc, au maximum, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Rouen compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir à partir du 1^{er} avril 1892, avec les autres ressources qui pourront être appliquées à cette destination, au service de l'emprunt de sept cent quarante-six mille francs que ladite chambre de commerce a été autorisée à contracter en vue de l'agrandissement du palais consulaire de Rouen;

Vu notamment l'article 5 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu l'article 38 de ladite loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il sera perçu, en 1894, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Rouen compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle de cinq centimes cinq cent quarante-quatre millièmes (0^o05544) par franc, au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Rouen, en vue de l'agrandissement du palais consulaire de cette ville, sera mis, sur les mandats du préfet de la Seine-Inférieure, à la disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : J. MARTY.

N° 27623. — *DÉCRET relatif à une Imposition additionnelle à percevoir, en 1894, pour les Dépenses de la Chambre de commerce de Marseille (Bouches-du-Rhône).*

Du 30 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu le décret du 15 décembre 1851 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique la construction de la bourse de Marseille et autorisé les voies et moyens d'exécution;

Vu la loi du 10 juin 1854, qui a autorisé une imposition extraordinaire de vingt-cinq centimes par franc, au maximum, sur certains patentés de la ville de Marseille;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu la loi du 23 juillet 1820 et la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1894, sur les patentés de la ville de Marseille compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition additionnelle de trois centimes (0^{co}3) par franc au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au service des emprunts contractés, pour la construction de la bourse, par la chambre de commerce de Marseille, sera mis, sur les mandats du préfet des Bouches-du-Rhône, à la disposition de cette chambre, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 469, n° 3417.

N° 27624. — *DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir en*
pour les Dépenses de la Chambre de commerce de Lille (Nord).

Du 30 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu la loi du 4 juillet 1892, qui a autorisé une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes d'un centime quarante mille huit cent dix-sept dix millièmes par franc, au maximum, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Lille, conformément à l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, pour concourir, à partir du 1^{er} janvier 1893, avec les autres ressources qui pourront être appliquées à cette destination, au service de l'emprunt de cent mille francs que la chambre de commerce a été autorisée à contracter pour la création d'une école supérieure de commerce à Lille;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu en 1894, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Lille, compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle d'un centime trois mille deux cent dix-neuf dix millièmes (0^e 0103219) par franc, au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Lille, en vue de la création, dans cette ville, d'une école supérieure de commerce, sera mis, sur les mandats du préfet du Nord, à la disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le

ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27625. — *DÉCRET relatif aux Droits de courtage maritime à percevoir à Port-de-la-Nouvelle (Aude).*

Du 30 Décembre 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu les articles 74 à 90 du Code de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835⁽²⁾;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851⁽³⁾;

Vu le décret du 31 décembre 1852⁽⁴⁾, relatif à l'organisation du courtage maritime à Port-de-la-Nouvelle (Aude);

Vu les avis du tribunal de commerce, de la chambre de commerce de Narbonne et du préfet de l'Aude;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers d'assurances, interprètes et conducteurs de navires à Port-de-la-Nouvelle (Aude) seront désormais réglés conformément aux tarifs A et B annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 393, n° 6056.

⁽³⁾ I^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 10, n° 75.

A. — Tarif des droits de courtage.

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.	NAVIRES.
Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes-parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, enfin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 80.)	BÂTIMENTS À VOILES. Entrant sur lest Sortant sur lest..... Entrant chargés en totalité ou en partie... Sortant chargés en totalité ou en partie... BÂTIMENTS À VAPEUR. Entrant sur lest avec passagers..... Entrant sur lest sans passagers..... Sortant sur lest sans passagers..... Sortant sur lest avec passagers..... Entrant chargés en totalité ou en partie... Sortant chargés en totalité ou en partie.....
TRADUCTION DE PIÈCES dans le cas de contestation prévu par l'article 80 du Code de commerce.	
Pour un connaissement ordinaire..... Pour un connaissement extraordinaire..... Pour le protêt d'une lettre de change..... Pour les actes judiciaires (la première page)..... Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).....	
La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif annexé au décret du 25 août 1861. Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage. Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de tout courtage.	

de Nouvelle (Aude).

NAVIRES		EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE	
à la cabotage ports français Méditerranée, compris de la Corse l'Algérie.		Faisant la navigation avec l'étranger, les colonies françaises et les ports français de l'Océan.	
PAR TONNEAU DE JAUGE.		La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 2.)	
05°	0° 10°	Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)	
PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.		Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.)	
10°	0° 20°	Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritimes. (Art. 7.)	
10	0 20	Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exécution des traités. (Art. 8.)	
PAR TONNEAU DE JAUGE.			
1/2	0° 10°		
05°	0° 07° 1/2		
1/2	0° 10°		
PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.			
10°	0° 20°		
10	0 20		
AFFRÈTEMENTS		VENTE DES NAVIRES.	
à la partie et tous pays.	à la cuillerette.		
SUR LA VALEUR DU FRET.		SUR LE PRIX DE VENTE.	
p. o/o	2 p. o/o	1 p. o/o	
moitié par le fretteur et moitié par l'affrètement, à moins de conventions contraires.		payable moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, à moins de conventions con- traires.	
Le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite à la sera pas due et se confondra avec le courtage d'affrètement. Le courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrat à chacune des parties. Les droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.			

B. — *Tarif des droits de courtage d'assurances maritimes à Port-de-la-Nouvelle (Aude).*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RÉTRIBUTION.
Rédaction des contrats ou polices d'assurances.	Sur le montant de la prime de la somme assurée : 7 1/2 p. o/o payables par l'assureur.

N° 27626. — *DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir en Algérie pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 30 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu le décret du 20 janvier 1851 ⁽¹⁾, déterminant le mode de règlement des recettes et des dépenses des chambres de commerce de l'Algérie;

Vu le décret du 26 décembre 1881 ⁽²⁾, qui a déclaré applicable en Algérie, sous certaines modifications, la loi du 15 juillet 1880 sur la contribution des patentes;

Vu le décret du 2 décembre 1885 ⁽³⁾, portant promulgation en Algérie l'article 2 de la loi du 30 juillet 1885 sur la contribution des patentes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de soixante-deux mille neuf cent quatre-vingts francs (62,980^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et de la bourse de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, plus cinq centimes (0^f05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1894, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 349, n° 2719.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 682, n° 11533.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 979, n° 16114.

compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé: J. MARTY.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourse.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Alger.....	Alger.....	Chambre...	25,429 ^f	Patentés de tout le département.
		Bourse....	6,431	Patentés de la ville seulement.
Bône.....	Constantine.....	Chambre...	6,400	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Bougie.....	Idem.....	idem.....	2,230	Idem.
Constantine.....	Idem.....	idem.....	5,700	Idem.
Oran.....	Oran.....	Idem.....	13,840	Patentés de tout le département.
Philippeville....	Constantine.....	Idem.....	2,950	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
		TOTAL...	62,980	

27627. — *DÉCRET qui fixe la valeur des Monnaies étrangères en Monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1894, du droit de Timbre établi sur les titres de Rentes, Emprunts et autres Effets publics des Gouvernements étrangers.*

Du 31 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 6 de la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1864, lequel est ainsi conçu :

« A dater du 1^{er} juillet 1863, sont soumis à un droit de timbre de cinquante centimes par cent francs ou fraction de cent francs du montant de leur valeur nominale, les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des Gouvernements étrangers, quelle qu'ait été l'époque de leur création.

« La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises sera fixée annuellement par un décret »;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1872, qui abaisse le droit établi par l'article précité,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La valeur des monnaies étrangères en monnaies fran-

caises pour la perception, pendant l'année 1894, du droit de timbre établi par l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1872, est fixée comme il suit :

Allemagne.....	Mark.....	1 ^r 22 ^s 3 ^d
Angleterre.....	Chèque. Livre sterling.....	25 24
	Emprunts. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Autriche-Hongrie..	Florin.....	4 00 3/4
	Emprunts. Florin. Change fixe.....	2 50
Brazil, Canada, Cap.....	Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Buenos-Ayres.....	Obligations hypothécaires, série E. Piastre forte. Change fixe.....	5 10
Danemark.....	3 1/2 p. o/o. Couronne. Change fixe.....	1 40
Égypte.....	Obligations domaniales 1878. Livre sterling. Change fixe.....	25 25
	Emprunt 3 p. o/o 1885. Livre sterling. Change fixe.....	25 00
Espagne.....	Piastre.....	4 16
	Emprunts. Peseta. Change fixe.....	1 00
États-Unis.....	Dollar.....	5 16 3/4
	Consolidés 4 p. o/o. Dollar. Change fixe.....	5 00
Finlande.....	Mark. Change fixe.....	1 00
Hollande.....	Florin.....	2 06 1/2
	Emprunts. Florin. Change fixe.....	2 10
Inde.....	4 1/2 p. o/o 1880. Roupie. Change fixe.....	2 50
Norvège.....	1886 et 1888. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Portugal.....	Rente 3 p. o/o. Livre sterling. Change fixe.....	25 25
Russie.....	Rouble.....	2 55 1/2
	Emprunt 5 p. o/o 1822. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
	Emprunts d'Orient. Rouble. Change fixe.....	4 00
	Emprunt intérieur 4 1/2 p. o/o 1890. Rouble. Change fixe.....	4 00
Suède.....	4 p. o/o 1878. Livre sterling. Change fixe.....	25 10
	4 p. o/o 1880. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Turquie.....	Emprunts 4 1/4 p. o/o 1871 et 4 p. o/o 1891. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Uruguay.....	Emprunt 3 1/2 p. o/o 1891. Livre sterling. Change fixe.....	25 25

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27628. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui autorise la société anonyme Lorraine industrielle à compléter les installations établies sur le côté droit de la station d'Hussigny (ligne de Longwy à Villerupt), conformément aux décrets des 15 décembre 1883 et 22 décembre 1888, par un appareil à air chaud et par un carneau se trouvant à moins de deux mètres du chemin de fer, mais sans compléter sur la limite du domaine public. (Paris, 14 Novembre 1893.)

N° 27629. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de la caisse des Invalides de la marine, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à ladite caisse par le sieur Mabire (Jean-Étienne), suivant son testament olographe du 1^{er} juillet 1889. Le titre de rente formant le montant dudit legs sera immatriculé au nom de l'établissement institué, avec mention, sur l'inscription, de la destination des arrérages. (Paris, 15 Novembre 1893.)

N° 27630. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique la construction de quais maritimes à l'extrémité ouest du canal de Tancarville, au port du Havre (Seine-Inférieure), conformément aux dispositions de l'avant-projet dressé par les ingénieurs, le 7 août 1893, et aux avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 23 août et 19 octobre 1893;

2° Il est pris acte de l'engagement souscrit par la chambre de commerce du Havre, de contribuer à la dépense jusqu'à concurrence du montant des frais d'acquisition des terrains nécessaires à la construction des nouveaux quais projetés;

3° Le surplus de la dépense correspondant à l'exécution des travaux proprement dits, soit huit cent mille francs, sera imputée sur les ressources inscrites annuellement à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics pour l'amélioration des ports maritimes. (Paris, 16 Novembre 1893.)

N° 27631. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 15 novembre 1893, par laquelle le conseil général de la Seine a renouvelé le vœu « qu'une amnistie pleine et entière pour faits de grèves, délits et crimes politiques, de presse et faits connexes, soit votée par le Parlement. » (Paris, 23 Novembre 1893.)

N° 27632. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 4 juillet 1893, devant le sous-préfet de Bayonne, délégué à cet

effet par le préfet des Basses-Pyrénées, portant concession à MM. Desrais frères, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement de la somme de sept cent soixante-dix-neuf francs, d'une parcelle de terrain de sept mille sept cent quatre-vingt-neuf mètres carrés soixante-centièmes, retranché de l'Adour au lieu dit *Petit-Lunnes* ou les *Bas* sur le territoire de la commune du Boucau (Basses-Pyrénées), désigné par une tinte rose et définie par les lettres E, F, G, C, D, E, sur le plan annexé audit acte. (*Paris, 28 Novembre 1893.*)



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Avril 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

ANTONIN DUBOST.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1612.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 17633. — *DÉCRET qui promulgue la Convention conclue, le 9 Août 1893, entre la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, relativement au transport de certaines Marchandises.*

Du 31 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Une convention spéciale relative au [transport de certaines marchandises ayant été conclue à Paris, le 9 août 1893, entre la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris le 31 janvier 1894, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION.

Les gouvernements de la République française, de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas, usant de la faculté qui leur est accordée par le dernier alinéa du paragraphe I des *Dispositions réglementaires* pour l'exécution de la Convention internationale de Berne du 14 octobre 1890, ont résolu de conclure une Convention spéciale relativement au transport de certaines marchandises et sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont admis au transport international les objets désignés ci-après, en provenance du territoire de l'un des États contractants et à destination du territoire

d'un autre État contractant, par les lignes de chemins de fer soumises à l'application de la Convention de Berne, et aux conditions générales de cette Convention, p tout ce qui n'est pas réglé par les conditions suivantes :

I.

TRANSPORTS FUNÈBRES.

Le transport est effectué en grande vitesse.

Les frais de transport doivent obligatoirement être payés au départ.

Le transport ne peut s'effectuer que sous la garde d'une personne chargée de le accompagner.

Le corps doit être placé dans un cercueil en métal, d'une épaisseur suffisante laissant échapper ni liquide ni gaz. Ce cercueil doit être renfermé lui-même dans un coffre de bois d'une solidité convenable.

Sur le parcours de chaque État, les transports funèbres sont, du reste, soumis aux lois et règlements de police spéciaux existants ou à intervenir.

II.

OR ET ARGENT EN LINGOTS, PLATINE, VALEUR MONNAYÉE OU EN PAPIER, PLATIN D'OR OU D'ARGENT, MERCURE, PAPIERS IMPORTANTS, PIERRES PRÉCIEUSES, PERLES FINES, BIJOUX ET AUTRES OBJETS PRÉCIEUX, BRODERIES ET DENTELLES.

Ces transports sont régis par les dispositions spéciales suivantes :

Pour être admis au transport, les finances et articles déclarés à la valeur, tels que plaqué d'or ou d'argent, le mercure, les perles fines, les dentelles et broderies, doivent être renfermés dans des sacs, sacoches, groups, caisses, boîtes ou barils. Le transport à découvert est interdit d'une manière absolue.

Envois en sacs, sacoches ou groups.

Les sacs, sacoches ou groups seront entièrement cousus en dedans et parfaitement conditionnés, c'est-à-dire ni déchirés ni raccommodés.

L'issue de ces sacs, sacoches ou groups sera fermée au moyen d'une corde ou ficelle intacte (par conséquent sans épissure ni allonge), dont le nœud sera recouvert d'un cachet à la cire et dont les bouts seront maintenus sur une fiche flottante ou un cachet semblable. A défaut de cachet, les bouts de la corde ou ficelle pourront être, près du nœud, introduits dans un plomb.

Envois en boîtes, caisses ou barils.

Les boîtes, caisses ou barils seront cloués ou cerclés avec solidité et ne doivent présenter aucune trace d'issue refermée, ni de fracture.

Les boîtes et caisses seront fortement liées au moyen d'une corde d'un seul nœud, placée en croix avec cachets à la cire ou plombs en nombre nécessaire pour assurer l'inviolabilité des colis. Une ficelle appliquée en croix aux deux extrémités de chaque baril y sera maintenue au moyen de cachets à la cire ou de plombs.

Les envois de dentelles et broderies qui n'auront pas lieu dans des sacoches ou dans des caisses ne seront reçus que si elles sont renfermées dans une enveloppe en toile cirée.

Billets de banque, titres de rentes, actions, obligations, coupons d'intérêt ou de dividendes.

Les envois de l'espèce devront être présentés au transport dans des sacs, boîtes ou caisses, ou former des paquets revêtus d'enveloppes intactes en papier ciré ou en toile cirée.

Toutefois, les valeurs présentées sous enveloppe en tout autre papier pourront être acceptées si, sous le rapport de la solidité et du conditionnement, ces enveloppes ne laissent rien à désirer.

Tout paquet devra être clos au moyen de cachets à la cire en nombre suffisant pour en assurer l'inviolabilité (trois au moins).

Déclaration.

La lettre de voiture devra mentionner la valeur de l'article et porter un cachet à la cire ou un plomb conforme à celui apposé sur l'article.

Les adresses devront être très lisiblement écrites; elles ne pourront être ni cousues, ni collées, ni clouées, afin qu'elles ne puissent dissimuler aucune trace d'issue re-fermée ou de fracture. Elles pourront être, soit inscrites sur les colis, soit attachées à ces colis au moyen d'une ficelle.

La déclaration de la valeur de l'article sera mentionnée, d'une manière très lisible, sur l'adresse.

Les initiales, légendes, armoiries, raisons sociales ou noms d'établissements empreints sur les cachets à la cire ou sur les plombs apposés sur les sacs, sacoches, boîtes, groups, caisses, barils, paquets, devront être parfaitement lisibles et distincts.

Les empreintes à grilles et celles faites avec des pièces de monnaies sont formellement exclues.

Responsabilité.

En cas de perte totale du colis, l'indemnité due par le chemin de fer sera égale au montant de la valeur déclarée, augmentée des frais de transport et des frais de douane acquittés postérieurement à l'envoi.

En cas de manquant ou d'avarie, le chemin de fer payera le montant de la dépréciation calculée sur la même base.

La déclaration d'intérêt à la livraison n'est pas admise.

III.

OBJETS D'ART, TELS QUE TABLEAUX, STATUES, BRONZES D'ART, ANTIQUITÉS.

Il n'est admis ni déclaration de valeur, ni déclaration d'intérêt à la livraison.

En cas de perte ou d'avarie, l'indemnité due par le chemin de fer ne dépassera pas un franc cinquante centimes (1^f50) par kilogramme de poids brut; sauf le cas où, par des tarifs communs régulièrement approuvés par les autorités compétentes de chaque État, deux ou plusieurs administrations de chemins de fer accepteraient une responsabilité plus étendue.

IV.

MATIÈRES DANGEREUSES OU AUTRES EXCLUES DU TRANSPORT INTERNATIONAL PAR LE 4^e DU PARAGRAPHE 1^{er} DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES DE LA CONVENTION DE BERNE OU ADMISES CONDITIONNELLEMENT AU TRANSPORT PAR L'ANNEXE 1 DESDITES DISPOSITIONS.

1^o Pétrole à l'état brut et rectifié (§ XX de l'annexe 1) ⁽¹⁾.

Le pétrole à l'état brut et rectifié, s'il a un poids spécifique d'au moins 780 millimètres à une température de 17° 5 du thermomètre centigrade (Celsius) ou s'il n'émet pas de vapeurs inflammables à une température de moins de 21° du thermomètre centigrade (Celsius) et à une hauteur de baromètre de 760 millimètres rapportée au niveau de la mer;

Les huiles préparées avec le goudron de lignite, si elles ont au moins le poids spécifique ci-dessus indiqué (solarcel, photogène, etc.);

Les huiles préparées avec les goudrons de houille (benzole, toluole, xylol, cu-

⁽¹⁾ Le texte ici reproduit est le texte même de l'annexe 1 des Dispositions réglementaires de la Convention de Berne, sauf les additions ou modifications qui y ont été apportées et qui sont imprimées en italiques.

mole, etc.), ainsi que l'essence de mirbane (nitro-benzine), sont soumis aux dispositions suivantes :

1° Ces objets, à moins que des voitures spécialement construites à cet effet (wagons-citernes) ne soient employées, ne peuvent être transportés que :

- a) Dans des tonneaux particulièrement bons et solides;
- b) Ou dans des vases en métal étanches et capables de résister;
- c) Ou dans des vases en verre ou en grès; en ce cas, toutefois, en observant les prescriptions ci-dessous indiquées :

aa) Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre fossile ou autres substances meubles;

bb) Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des parois, cuveaux solides munis de couvercles bien assujettis et d'anses, et garnis d'une quantité suffisante de matière d'emballage; le couvercle, consistant en paille, joncs, roseaux ou matières analogues, doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une substance équivalente, mélangé avec du verre soluble.

Le poids brut du colis isolé ne doit pas dépasser soixante kilogrammes (60^k) pour les vases en verre et soixante-quinze kilogrammes (75^k) pour les vases en grès;

2° Les vases qui se détérioreront pendant le transport seront immédiatement déchargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté, au mieux des intérêts du propriétaire;

3° Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigeaient des wagons munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accepté;

4° Les dispositions du n° 3 qui précèdent sont aussi applicables aux tonneaux et autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels;

5° Quand ces produits sont livrés au transport en quantités ne dépassant pas dix kilogrammes (10^k) par espèce, il est permis de les réunir en un colis, tant entre eux qu'avec d'autres objets admis au transport sans conditions.

Ces corps, renfermés dans des flacons de verre ou de fer-blanc, doivent être emballés solidement par couches au moyen de paille, foin, son, sciure de bois, terre fossile ou autres substances meubles, et être désignés nominativement dans la lettre de voiture;

6° Il doit être indiqué sur la lettre de voiture que les objets désignés aux alinéas 1 et 2 du présent numéro ont un poids spécifique d'au moins 780 millièmes ou qu'ils contiennent du pétrole à la qualité indiquée dans le premier alinéa du présent numéro à l'égal point d'inflammation.

Quand cette indication ne se trouve pas dans la lettre de voiture, on applique les conditions de transport concernant l'essence de pétrole.

1° Pétrole à l'état brut et rectifié (§ XXI de l'annexe 1)⁽¹⁾.

Le pétrole à l'état brut et rectifié, le pétrole-naphte et les produits de la distillation du pétrole et du pétrole-naphte, lorsque ces matières ont un poids spécifique de moins de 780 millièmes et de plus de 680 millièmes à une température de 17° 5 du thermomètre centigrade (benzine, ligroïne et putröl).

Les articles précités sont soumis aux dispositions suivantes :

1° Ces objets, à moins que des voitures spécialement construites à cet effet (wagons-citernes) ne soient employées, ne peuvent être transportées que :

- a) Dans des tonneaux particulièrement bons et solides;
- b) Ou dans des vases en métal étanches et capables de résister;
- c) Ou dans des vases en verre ou en grès; en ce cas, toutefois, en observant les prescriptions ci-dessous indiquées :

aa) Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement

(1) Le texte ici reproduit est le texte même de l'annexe 1 des Dispositions réglementaires de la Convention de Berne, sauf les additions ou modifications qui y ont été apportées et qui sont imprimées en italiques.

ment dans de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre fossile ou autres substances meubles;

bb) Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides munis de couvercles bien assujettis et d'anses, et garnis d'une quantité suffisante de matières d'emballage; le couvercle, consistant en paille, joncs, roseaux ou autres matières analogues, doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis ne doit pas dépasser quarante kilogrammes (40^{kg});

2° Les vases qui se détérioreront pendant le transport seront immédiatement déchargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté, au mieux des intérêts de l'expéditeur;

3° Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigeaient des wagons munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accepté;

4° Les dispositions du chiffre 3 qui précèdent sont aussi applicables aux tonneaux et autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels;

5° Quand ces produits sont livrés au transport en quantités ne dépassant pas dix kilogrammes (10^{kg}) par espèce, il est permis de les réunir en un colis, tant entre eux qu'avec d'autres objets admis au transport sans conditions.

Ces corps, renfermés dans des flacons de verre ou de fer-blanc, doivent être emballés solidement par couches, au moyen de paille, foin, son, sciure de bois, terre fossile ou autres substances meubles, et être désignés nominativement dans la lettre de voiture;

6° Au chargement et au déchargement, les paniers ou cuveaux contenant des balcons en verre ne doivent pas être transportés sur des camions, ni portés sur les épaules ou le dos, mais seulement par les anses;

7° Dans les wagons, les paniers ou cuveaux doivent être solidement assujettis et attachés aux parois du wagon. Les colis ne doivent pas être chargés l'un sur l'autre, mais l'un à côté de l'autre, et sans superposition;

8° Chaque colis isolé, ainsi que les cuveaux ou paniers arrimés doivent porter sur une étiquette apparente, avec le mot « inflammable » imprimé sur fond rouge, les mots « à porter à la main ». Les wagons devront être munis d'une étiquette rouge portant l'inscription « A manœuvrer avec précaution »;

9° Il doit être indiqué sur la lettre de voiture que les objets désignés dans le premier alinéa du présent numéro ont un poids spécifique de moins de 780 millièmes et de plus de 680 millièmes à une température de 17° 5 Celsius. Quand cette indication ne se trouve pas dans la lettre de voiture, l'on appliquera les conditions de transport concernant l'essence de pétrole, etc.

3° *Essence de pétrole [§ XXII de l'annexe 1] ⁽¹⁾ (gazoline, néoline, etc.) et autres produits similaires facilement inflammables, extraits de naphte, de pétrole ou de goudron de lignite, et dont le poids spécifique n'est pas supérieur à 680 millièmes à la température de 17° 5 (centigrades).*

L'essence de pétrole (gazoline, néoline, etc.) et les autres produits facilement inflammables préparés avec du pétrole-naphte ou du goudron de lignite, lorsque ces matières ont un poids spécifique de 680 millièmes au moins à une température de 17° 5 Celsius.

Les produits précités sont soumis aux conditions suivantes :

1° Ces objets ne peuvent être transportés que :

- a) Dans des vases en métal étanches et capables de résister,
- b) Ou dans des vases en verre ou en grès; en ce cas, toutefois, en observant les prescriptions ci-dessous indiquées :
- aa) Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés soli-

⁽¹⁾ Le texte ici reproduit est le texte même de l'annexe 1 des Dispositions réglementaires de la Convention de Berne, sauf les additions ou modifications qui y ont été apportées et qui sont imprimées en italique.

dement dans de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de son, de vime-
bois, de terre fossile ou autres substances meubles;

b) Quand les vases sont emballés isolément, l'caveil est admis dans des paniers ou cuveaux solides munis de couvercles bien assujettis et d'anses, et garnis d'une quantité suffisante de matières d'emballage; le couvercle, consistant en paille, jonc, roseaux ou matières analogues, doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis isolé ne doit pas dépasser quarante kilogrammes (40^k);

c) Ou dans des wagons-citernes parfaitement étanches;

2° Les vases qui se détériorent pendant le transport seront immédiatement chargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté, au mieux des intérêts de l'expéditeur;

3° Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigeaient des wagons munis de bâches plombées, le transport ne peut pas être accepté;

4° Les dispositions du n° 3 qui précèdent sont aussi applicables aux tonneaux et autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels;

5° Quand ces produits sont livrés au transport en quantités ne dépassant pas dix kilogrammes (10^k) par espèce, il est permis de les réunir en un colis, tant entiers qu'avec d'autres objets admis au transport sans conditions. Ces corps, renfermés dans des flacons de verre ou de fer-blanc, doivent être emballés solidement en couches au moyen de paille, foin, son, sciure de bois, terre fossile ou autres substances meubles, et être désignés nominativement dans la lettre de voiture;

6° Au chargement et au déchargement, les paniers ou cuveaux contenant des boules en verre ne doivent pas être transportés sur des camions, ni portés sur les épaules ou le dos, mais seulement par les anses;

7° Dans les wagons, les paniers et cuveaux doivent être solidement assujettis et attachés aux parois du wagon. Les colis ne doivent pas être chargés les uns sur les autres, mais l'un à côté de l'autre et sans superposition;

8° Chaque colis isolé, ainsi que les paniers ou cuveaux arrimés, doivent porter une étiquette apparente, avec le mot «Inflammable» imprimé sur fond rouge, les mots «A porter à la main». Les wagons devront être munis d'une étiquette portant l'inscription «A ranger avec précaution».

4° *Levure liquide ou solide (S XXVH de l'annexe 1)*¹⁴.

En règle générale, la levure, liquide ou solide, ne sera reçue que dans des vases qui ne sont pas fermés hermétiquement.

Si néanmoins le chemin de fer consent à accepter la levure dans des récipients entièrement clos, il a le droit d'exiger de l'expéditeur l'engagement:

1° De ne soulever aucune réclamation dans les cas où les avaries de l'espèce ne seraient pas acceptées sur les lignes des chemins de fer correspondants;

2° D'assumer la responsabilité pour tous dommages qui pourraient survenir à d'autres marchandises ou au matériel de transport, par suite du mode d'emballage; le cas échéant, le montant de ces dommages, tel qu'il aura été fixé par le chemin de fer, devra être reconnu par l'expéditeur sans contestation;

3° De ne réclamer aucune indemnité du chef des avaries causées aux récipients et à l'écoulement de leur contenu.

5° *Noir de fumée et suie (Voir S XXVIII de l'annexe 1)*.

Le noir de fumée et les autres espèces de suie en poudre doivent être renfermés dans des emballages offrant toute garantie contre le tamisage (sacs, tonneaux, caisses, etc.).

Si la suie est fraîchement calcinée, elle doit être renfermée dans des tonneaux et

¹⁴ Le texte ici reproduit est le texte même de l'annexe 1 des Dispositions réglementaires de la Convention de Berne, sauf les additions ou modifications qui y ont été apportées et qui sont imprimées en italiques.

autres récipients placés dans de solides paniers et tapisés intérieurement de papier, de toile ou d'une autre matière analogue.

La lettre de voiture doit mentionner si la suite est fraîchement calcinée ou non. A défaut de cette indication, la suite est traitée comme si elle était fraîchement calcinée.

6° Cartouches métalliques et cartouches en carton garnies intérieurement d'un revêtement métallique jusqu'à hauteur de la charge de poudre.

Les cartouches métalliques et cartouches en carton garnies intérieurement d'un revêtement métallique jusqu'à hauteur de la charge de poudre sont admises au transport aux conditions suivantes :

a) Pour les cartouches métalliques, les projectiles doivent être adaptés à la douille métallique de façon qu'ils ne puissent ni s'en détacher, ni permettre le tamisage de la poudre.

Pour les cartouches en carton, la charge entière de poudre contenue dans le revêtement métallique doit être fermée hermétiquement par une ou plusieurs bourses serrantes, de façon que la poudre ne puisse tamiser, même dans le cas où la cartouche serait brisée au-dessus du revêtement métallique;

b) Les cartouches devront être parfaitement assujetties dans des récipients en fer-blanc ou en carton solide. Ces récipients seront placés dans de très fortes caisses en bois dont les parois auront au moins dix-huit millimètres (0" 08) d'épaisseur; les espaces vides devront, le cas échéant, être remplis de carton, de déchets de papier ou d'étoupes, de manière à éviter un déplacement ou un mouvement des récipients durant le transport;

c) Le poids maximum brut d'une caisse ne pourra dépasser cent kilogrammes (100^k).

Les caisses pesant brut plus de dix kilogrammes (10^k) seront munies de poignées ou de liteaux pour en faciliter la manutention;

d) Les caisses ne pourront pas être fermées au moyen de clous en fer; elles devront porter une inscription indiquant d'une manière apparente la nature du contenu et être munies de plombes;

e) Les lettres de voiture devront être accompagnées d'une attestation signée par l'expéditeur et reproduisant la marque des plombes apposés sur les caisses.

Cette attestation devra être conçue comme suit :

« Le soussigné certifie que les conditions réglementaires prévues au n° 6 de la Convention spéciale passée le..... 1893, entre la Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas, pour le transport des marchandises par chemin de fer, ont été observées en tous points pour l'envoi indiqué à la lettre de voiture ci-jointe et portant la marque, ... sur le plomb. »

7° Pièces d'artifice.

Les pièces d'artifice sont admises au transport sur le territoire de chaque État où leur transport est autorisé, à charge de se conformer aux règlements intérieurs de chaque État, existants ou à intervenir.

8° Gaz liquéfiés (acide carbonique, protoxyde d'azote, ammoniac et chlorure).

1° Ces produits ne sont admis au transport que renfermés dans des récipients en fer ou en acier qui doivent :

a) Avoir supporté à l'épreuve officielle (épreuve à renouveler au moins tous les trois ans pour l'acide carbonique, le protoxyde d'azote et l'ammoniac, et au moins tous les ans pour le chlorure) une pression intérieure telle qu'elle est déterminée au paragraphe 2 ci-après sans avoir subi une déformation persistante ou des fissures;

b) Porter une marque officielle, placée à un endroit bien apparent, qui indique le poids du récipient vide (y compris la soupape avec la chape ou le bouchon), la charge en kilogrammes qu'il peut recevoir en conformité des dispositions du paragraphe 2, ainsi que la date de la dernière épreuve;

c) Être munis de chapes vissées aux récipients et destinées à protéger les soupapes; ces chapes doivent être du même métal que les récipients.

Les récipients doivent être pourvus d'une garniture extérieure qui les empêche de rouler :

2° La pression intérieure à faire supporter par les récipients à chaque épreuve et le maximum de charge admissible sont fixés comme suit :

a° Pour l'acide carbonique et le protoxyde d'azote à 250 atmosphères et un kilogramme de liquide par un litre trente-quatre centilitres de capacité du récipient. Par exemple, un récipient de la capacité de treize litres quarante centilitres d'eau ne peut contenir plus de dix kilogrammes d'acide carbonique ou de protoxyde d'azote liquides ;

b° Pour l'ammoniacque, à 100 atmosphères et un kilogramme de liquide par un litre quatre-vingt-six centilitres de capacité du récipient ;

c° Pour le chlore, à 50 atmosphères et un kilogramme de liquide par neuf décilitres de capacité ;

3° Les récipients contenant des gaz liquéfiés ne peuvent être jetés, ni être exposés aux rayons du soleil ou à la chaleur du feu ;

4° Le transport de ces articles ne peut avoir lieu que dans des wagons fermés ou bien dans des wagons-réservoirs spécialement aménagés à cet effet et dont le récipient doit être revêtu, le cas échéant, d'une caisse en bois.

9° *Chlorure de méthyle.*

Cet article ne peut être transporté que dans des récipients en tôle de fer ou d'acier parfaitement étanches et hermétiquement fermés, timbrés par l'autorité compétente, 12 atmosphères et chargés sur wagons découverts.

Pendant les mois d'avril à octobre inclus, les envois doivent être recouverts de bâches fournies par l'expéditeur.

10° *Préparations formées d'un mélange d'huile de térébenthine ou d'alcool avec de la résine, telles que les vernis à l'alcool et les siccatifs.*

1° Lorsque ces préparations sont expédiées en tourées, bouteilles ou cruchons, les récipients doivent être fermés hermétiquement et être bien emballés dans des caisses ou des paniers munis de solides poignées.

Si les récipients sont en métal, en bois ou en caoutchouc, ils doivent être parfaitement étanches et bien fermés ;

2° Les préparations composées d'huiles de térébenthine et de résine qui répandent une mauvaise odeur ne peuvent être transportées que sur des wagons découverts ;

3° Quand ces préparations sont livrées au transport en quantité ne dépassant pas dix kilogrammes (10^k) par espèce, il est permis de les réunir en un colis, tant entre elles qu'avec d'autres objets admis au transport sans condition. Ces substances, re-fermées dans des flacons de verre ou de fer-blanc, doivent être emballées solidement par couches au moyen de paille, foin, son, sciure de bois, terre fossile ou autres substances meubles, et être désignées nominativement dans la lettre de voiture.

11° *Papier graissé ou huilé et fuseaux faits de ce papier.*

Ces articles ne peuvent être expédiés qu'en wagons fermés ou en wagons découverts et bâchés.

12° *Fumiers et matières fécales.*

Sont admis au transport par wagons complets et aux conditions suivantes :

1° Le fumier sec est expédié en vrac, dans des wagons découverts, bâchés au moyen d'agès à fournir par l'expéditeur ;

2° Les matières fécales, y compris celles provenant de fosses d'aisances, ne peuvent être expédiées que dans des wagons-citernes parfaitement étanches ou dans des récipients très solides, hermétiquement fermés, bien étanches et chargés sur des wagons découverts.

Dans tous les cas, les mesures nécessaires doivent être prises pour éviter, en cours de transport et lors du chargement et du déchargement, l'échappement des matières et des liquides, ainsi que le dégagement d'odeurs méphitiques ;

3° Le chemin de fer est en droit d'exiger le paiement du prix de transport au moment de la remise à l'expédition;

4° Les frais de désinfection sont à la charge de l'expéditeur ou du destinataire.

Ces transports restent d'ailleurs soumis aux règlements en vigueur sur le territoire de chacun des États contractants.

Le guano et les engrais artificiels sont admis au transport sans aucune condition spéciale.

13° Caillettes de veau fraîches.

Sont admises au transport dans des récipients étanches et aux conditions ci-après :

1° Les caillettes doivent être débarrassées de tout restant d'aliment et être salées, de telle sorte qu'il soit employé quinze à vingt grammes de sel de cuisine par caillette;

2° Une couche de sel d'environ un centimètre (0" 01) d'épaisseur doit être répandue, en outre, au fond des récipients servant d'emballage ainsi que sur la couche supérieure des caillettes;

3° La lettre de voiture doit contenir une déclaration de l'expéditeur spécifiant que les paragraphes 1 et 2 ont été observés;

4° Le chemin de fer peut exiger que le prix de transport soit payé au départ;

5° Les frais de désinfection éventuelle du wagon tombent à la charge de l'expéditeur ou du destinataire.

2. L'admission au transport, sous certaines conditions, de marchandises exclues par le 4° du paragraphe 1^{er} des *Dispositions réglementaires* de la Convention de Berne, — ou la concession de conditions moins rigoureuses que celles stipulées pour les marchandises admises conditionnellement par l'annexe 1 desdites *Dispositions réglementaires* ou par la présente Convention, — pourront faire l'objet de tarifs communs entre deux ou plusieurs compagnies ou administrations de chemins de fer.

Ces tarifs communs seront élaborés par voie d'entente directe entre les compagnies ou administrations à ce dûment autorisées.

Lesdits tarifs seront soumis à l'approbation des autorités auxquelles sont confiées, dans chaque État, l'homologation ou la fixation des tarifs et la surveillance des chemins de fer. Ils ne pourront être rendus exécutoires que lorsque l'approbation de tous les États sur le territoire desquels lesdits tarifs devront être appliqués aura été notifiée aux compagnies ou administrations intéressées.

3. Les gouvernements signataires de la Convention internationale de Berne du 14 octobre 1890 et qui n'ont pas pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion, qui emportera de plein droit l'acceptation de toutes les clauses, sera notifiée par la voie diplomatique au gouvernement de la République française, et par ce gouvernement aux autres États signataires.

4. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange desdites ratifications et aura la même durée que la Convention internationale signée à Berne, le 14 octobre 1890, sur le transport des marchandises par chemin de fer.

En foi de quoi, les soussignés, savoir : le ministre des affaires étrangères de la République française, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges près le gouvernement de la République française, le chargé d'affaires du Luxembourg à Paris et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. la reine des Pays-Bas près le gouvernement de la République française, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en quatre exemplaires, le 9 Août 1893.

(L. S.) Signé : JULES DEVELLE.

(L. S.) Signé : BEYENS.

(L. S.) Signé : VANNERUS.

(L. S.) Signé : A. DE STUERS.

ART. 2.

Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PERIER.

N° 27634. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Remonte des Haras et Encouragements à l'industrie chevaline.*

Du 8 Novembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1893 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cent soixante-dix-neuf mille deux cent soixante et un francs cinquante-huit centimes, produit du prélèvement opéré sur le pari mutuel en faveur de l'élevage;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 5 novembre 1893,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de cent soixante-dix-neuf mille deux cent soixante et un francs cinquante-huit centimes (179,261¹/₅₈) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie, chapitre xxx : Remonte des haras.

Ce crédit sera affecté aux dépenses résultant de la loi du 2 juin et du décret du 7 juillet 1891.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

les sociétés de courses autorisées conformément à la loi du 2 juin 1891.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PÉTRAL.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGAR.

27635. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux à exécuter dans la forêt domaniale des Beni-Ghobri.

Du 8 Novembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration du trésorier-payeur, du 8 juillet 1893, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille cinq cents francs prélevée sur celle de trois mille francs consignée le 13 novembre 1891 pour garantie de travaux dans une partie de la forêt domaniale des Beni-Ghobri, suivant décisions du ministre de l'agriculture, des 23 janvier et 25 mars 1893;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 5 novembre 1893,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de mille cinq cents francs (1,500^f), applicable comme suit :

Budget ordinaire, 4^e partie, chapitre XIV, service de l'Algérie. (Travaux en Algérie.)

Ce crédit sera affecté à des travaux de protection et de pénétration dans la forêt domaniale des Beni-Ghobri.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen du versement effectué à titre de fonds de concours, par le

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

concessionnaire, de la récolte du liège dans la forêt domaniale de Beni-Ghobri.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Novembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : PEYTRAL.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 27636. — DÉCRET relatif à la Correspondance télégraphique privée dans le Régime intérieur.

Du 12 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 11 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 29 novembre 1850, 28 mai 1853, 9 décembre 1875, 21 mars 1878 et notamment l'article 2 de la loi du 21 mars 1878, ainsi conçu :

« Les taxes sous-marines, sémaphoriques et urbaines, et généralement toutes les taxes accessoires ainsi que les mesures propres à mettre les règles du service télégraphique intérieur en harmonie avec celles du service international, pourront être fixées par décrets; néanmoins, celles de ces dispositions qui pourront affecter les recettes de l'État devront être soumises à l'approbation des Chambres dans la prochaine loi de finances »;

Vu la loi du 19 juin 1891;

Vu les décrets des 8 mai 1867⁽¹⁾ et 16 avril 1881⁽²⁾;

Vu le décret du 22 juin 1891⁽³⁾, portant exécution du règlement de service international arrêté à Paris le 21 juin 1890;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE I^{er}.

OUVERTURE DES BUREAUX TÉLÉGRAPHIQUES.

ART. I^{er}. Les bureaux télégraphiques gérés par l'administration des postes et des télégraphes sont ouverts au public comme il suit :

1° Les bureaux dits *permanents*, à toute heure de jour et de nuit;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1494, n° 15143.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 620, n° 10626.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1409, n° 13803.

2° Les bureaux dits de *demi-nuit*, de sept heures du matin en été et huit heures en hiver à onze heures du soir ou minuit;

3° Les bureaux dits *complets*, de sept heures du matin en été et huit heures en hiver à neuf heures du soir;

4° Les bureaux dits *limités*, à des heures déterminées, entre sept heures du matin en été, huit heures en hiver, et neuf heures du soir, sous la condition que les vacations n'ont pas une durée moindre de neuf heures les jours ouvrables et de quatre heures les dimanches et jours fériés légaux.

2. La période d'été commence le 1^{er} mars et finit le 31 octobre; la période d'hiver commence le 1^{er} novembre et finit le dernier jour de février.

3. Des arrêtés ministériels opèrent le classement des bureaux entre les diverses catégories décrites à l'article 1^{er}. Les heures d'ouverture et de clôture sont affichées à la porte de chaque bureau.

4. Les télégraphes établis dans les maisons éclésiastiques des voies navigables ou dans les sémaphores, ainsi que ceux établis dans les gares de chemin de fer ou dans les locaux appartenant à des compagnies ou sociétés ou à des particuliers, sont soumis, en ce qui concerne les heures d'ouverture, lorsqu'ils sont ouverts au public, à des règles spéciales concertées par l'administration des postes et des télégraphes avec l'administration dont relève leur gérant.

CHAPITRE II.

DÉPÔT DES TÉLÉGRAMMES.

5. Les télégrammes privés à transmettre sont remis au bureau télégraphique.

6. Toutefois l'expéditeur peut être admis à les transmettre par télégraphe ou par téléphone au bureau de départ. Dans ce cas, il verse aux mains du receveur de ce bureau une provision préalable pour garantie de la taxe à percevoir.

CHAPITRE III.

RÉDACTION DES TÉLÉGRAMMES.

7. Les diverses parties dont se compose un télégramme sont libellées dans l'ordre suivant :

1° Indications éventuelles;

2° Adresse;

3° Texte;

4° Signature.

8. Un télégramme n'est accepté que s'il est écrit lisiblement en caractères qui aient leur équivalent dans le tableau des signaux télé-

graphiques usités en France (tableau n° 1), si tout interligne, renvoi, rature ou surcharge est approuvé par l'expéditeur du télégramme ou par son représentant et s'il est rédigé suivant les règles établies par le présent décret.

CHAPITRE IV.

INDICATIONS ÉVENTUELLES.

9. Les indications éventuelles caractérisent les télégrammes spéciaux; elles sont relatives au mode de remise, à la réponse payée, à l'accusé de réception, au collationnement, aux télégrammes à faire suivre.

10. Ces indications peuvent être écrites sous la forme abrégée admise pour les indications de service (tableau n° 2). Lorsqu'elles sont exprimées en langage ordinaire, elles sont écrites en français.

CHAPITRE V.

ADRESSE.

11. Toute adresse comprend au moins deux mots: le premier désigne le destinataire et le second le bureau télégraphique de destination. Le nom de ce bureau est écrit tel qu'il figure dans la nomenclature des bureaux télégraphiques.

12. L'adresse comprend toutes les indications nécessaires pour que la remise au destinataire ait lieu sans recherches ni demandes de renseignements. Ces indications sont écrites en français.

13. L'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance ou de l'incorrection de l'adresse.

14. Toute personne peut demander l'enregistrement à un bureau d'une ou de plusieurs adresses convenues ou abrégées.

Cet enregistrement est subordonné à l'acceptation par le receveur de l'adresse proposée et au versement d'une taxe d'abonnement qui est fixée à quarante francs (40^f) par an, courant du 1^{er} janvier, ou à vingt francs (20^f) par semestre indivisible, courant du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet, ou à cinq francs (5^f) pour un mois.

L'abonnement est dû pour chaque adresse convenue ou abrégée déclarée par la même personne.

15. Un destinataire peut demander que ses télégrammes lui soient portés à un domicile autre que celui indiqué par l'expéditeur ou remis à des domiciles différents selon le jour ou l'heure de la journée.

Il est perçu pour chaque déclaration de ce genre: 1^o la même taxe que pour l'enregistrement d'une adresse convenue ou abrégée, et 2^o, en outre, autant de demi-taxes que le déclarant indique de domiciles moins un.

CHAPITRE VI.

SECTE.

16. Le texte des télégrammes peut être rédigé en langage clair ou en langage secret ou partie en langage clair et partie en langage secret. Les télégrammes sans texte sont admis.

17. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans l'une quelconque des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale (tableau n° 3), ou dans l'un des idiomes basque, breton, gascon ou provençal.

18. Le langage secret comprend le langage convenu et le langage chiffré, à l'exclusion du langage en lettres ayant une signification secrète.

19. Le langage convenu se compose de mots qui, tout en présentant chacun un sens intrinsèque, ne forment pas de phrases ayant un sens apparent intelligible.

20. Les mots du langage convenu ne peuvent contenir, au maximum, que dix caractères et sont empruntés à une ou plusieurs langues allemande, anglaise, espagnole, française, hollandaise, italienne, portugaise et latine.

21. Les noms propres ne sont admis dans les télégrammes en langage convenu qu'avec leur signification en langage clair.

22. A l'expiration du délai d'un an qui suivra la publication du vocabulaire officiel dressé par le bureau international des administrations télégraphiques, l'emploi de ce vocabulaire deviendra obligatoire pour la rédaction de tout télégramme en langage convenu.

23. Le bureau d'origine peut exiger la traduction en langage clair des mots écrits en langage secret et la production du vocabulaire qui a servi à libeller le télégramme.

24. Le langage chiffré se compose de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète.

CHAPITRE VII.

SIGNATURE.

25. La signature peut être convenue, ou abrégée, ou même être omise.

26. L'expéditeur est tenu d'établir son identité lorsqu'il en est requis par le proposé du télégraphe.

27. L'identité d'un expéditeur qui n'est pas connu du receveur d'un bureau est établie par l'attestation de deux témoins connus, ou par

dix centimes (0'10) par télégramme ou par série de télégrammes déposés simultanément sous bordereau par lui. Dans ce dernier cas, il n'est délivré qu'un seul récépissé.

48. Lorsqu'il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre paiement de la taxe due.

49. Si le destinataire refuse de payer la taxe due, cette taxe est couvrée sur l'expéditeur.

CHAPITRE XI.

RÉPONSES PAYÉES ET BONS DE RÉPONSE.

50. Tout expéditeur peut affranchir la réponse qu'il demande son correspondant; dans ce cas, il inscrit l'indication éventuelle « Réponse payée » ou « R P. » ou « Réponse payée x. . . . mots » ou « R P x. . . . mots ». Cette indication est taxée.

51. Si l'expéditeur inscrit sur la minute l'indication éventuelle « Réponse payée » ou « R P. », le préposé perçoit pour la réponse la taxe d'un télégramme ordinaire de dix mots.

52. Si l'expéditeur complète l'indication éventuelle par la mention du nombre de mots payés pour la réponse, il acquitte la taxe correspondante, qui ne peut être inférieure à celle d'un télégramme ordinaire de dix mots.

53. Le bertain d'arrivée remet au destinataire un bon de réponse valable pendant six semaines à dater du jour où il a été établi, et qui sert à expédier gratuitement et dans les limites de la taxe payée d'un télégramme à une destination quelconque.

54. Si la valeur du bon est inférieure à la taxe du télégramme qui sert à affranchir, le détenteur du bon verse le complément. Cependant, lorsque la réponse est adressée à l'expéditeur du premier télégramme, le complément peut être perçu sur cet expéditeur; dans ce cas, les indications utiles pour la perception à l'arrivée sont inscrites avant l'adresse et taxées.

55. Si la valeur du bon excède la taxe du télégramme qu'il sert à affranchir, il n'est fait aucun remboursement, sauf s'il s'agit d'un bon de réponse provenant d'un télégramme extraeuropéen.

CHAPITRE XII.

TÉLÉGRAMMES COLLATIONNÉS.

56. L'expéditeur d'un télégramme a la faculté d'en demander le collationnement. Dans ce cas, il inscrit l'indication éventuelle « Collationnement » ou « T C. » qui est taxée.

57. Le collationnement consiste dans la répétition intégrale du télégramme de bureau à bureau.

58. La taxe du collationnement est égale au quart de la taxe d'un télégramme ordinaire d'un même nombre de mots.

CHAPITRE XIII.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION.

59. L'expéditeur de tout télégramme peut demander que l'indication de la date et de l'heure auxquelles son télégramme sera remis à son correspondant lui soit notifiée par télégraphe ou par poste aussitôt après la remise. Il inscrit alors l'indication éventuelle « Accusé de réception » ou « C R » ou « Accusé de réception postal » ou « C R postal » qui est taxée.

60. La taxe de l'accusé de réception télégraphique est égale à celle d'un télégramme ordinaire de dix mots.

61. La taxe de l'accusé de réception postal est fixée à dix centimes (0^f. 10).

62. L'accusé de réception est transmis par le bureau d'arrivée au bureau d'origine, qui le fait parvenir à l'expéditeur.

CHAPITRE XIV.

TELEGRAMMES A FAIRE SUIVRE.

63. Un télégramme est réexpédié à des adresses ou à des destinations successives lorsque l'expéditeur a inscrit l'indication éventuelle « Faire suivre » ou « F S », qui est taxée.

64. L'expéditeur, en inscrivant cette indication, s'engage à payer les taxes de réexpédition qui resteraient dues par suite de cette opération. Un versement d'arrhes peut être exigé.

65. Ces taxes sont calculées d'après le nombre de mots transmis; chaque réexpédition à une nouvelle adresse est considérée comme un nouveau télégramme. Chaque nouvelle adresse est inscrite sur le télégramme à la suite de la précédente.

66. Un télégramme est réexpédié à des adresses ou à des destinations successives lorsque le destinataire ou son représentant l'a demandé par écrit.

67. Par cette demande le destinataire s'engage à payer les taxes afférentes aux réexpéditions successives. Un versement d'arrhes peut être exigé.

68. Les réexpéditions ne sont faites que dans les limites du régime européen.

69. Les frais de réexpédition peuvent être perçus sur l'expéditeur lorsque le télégramme ne sort pas du territoire français. Si l'expéditeur veut user de cette faculté, il inscrit l'indication éventuelle

« F S arrhes », qui est taxée, et dépose la somme qui lui est réclamée par le préposé.

70. L'expéditeur d'un télégramme à faire suivre ne peut affranchir d'avance une réponse à ce télégramme.

71. Si, sur la demande du destinataire ou de son représentant, un bureau fait suivre un télégramme avec réponse payée, ce bureau utilise le bon de réponse qui a été établi pour faire connaître au bureau expéditeur que le télégramme a été réexpédié. Avis de cette réexpédition est donné par ce dernier bureau à l'expéditeur.

CHAPITRE XV.

TÉLÉGRAMMES MULTIPLES.

72. Un télégramme dit télégramme multiple peut être adressé à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, ou à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité avec ou sans réexpédition par poste ou par exprès.

73. Les indications éventuelles que peut comporter un télégramme multiple sont placées devant chacune des adresses qu'elles concernent. Si l'indication éventuelle s'applique nécessairement à l'ensemble du télégramme, elle n'est inscrite qu'une fois et avant la première adresse.

74. Les télégrammes multiples sont passibles, indépendamment des taxes accessoires éventuelles :

1° D'une taxe calculée sur le nombre total des mots à transmettre comme s'il s'agissait d'un télégramme unique;

2° D'un droit de copie de cinquante centimes (0^e 50) par chaque série de cent mots; ce droit est répété autant de fois qu'il y a d'adresses, moins une.

75. Chaque copie du télégramme établie par le bureau d'arrivée ne porte que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire en inscrivant sur son télégramme, avant l'adresse, la mention : « Communiquer toutes adresses », qui est taxée.

CHAPITRE XVI.

ORDRE DE TRANSMISSION.

76. La transmission des télégrammes a lieu dans l'ordre suivant :

1° Télégrammes intéressant la sécurité ou l'ordre public; télégrammes relatifs au service des chemins de fer et intéressant la sécurité des voyageurs ou relatifs à des demandes de secours pour sinistres (incendies, inondations, etc.);

2° Télégrammes d'État et télégrammes officiels;

- 3° Télégrammes et avis de service,
- 4° Télégrammes internationaux privés urgents;
- 5° Télégrammes privés.

77. Les télégrammes de même ordre sont transmis par les bureaux de départ dans l'ordre de leur dépôt, et par les bureaux de transit dans l'ordre de leur réception.

CHAPITRE XVII.

REMISE DES TÉLÉGRAMMES.

78. Les télégrammes qui jouissent de la priorité de transmission (art. 76) jouissent dans le même ordre de la priorité dans la distribution.

79. Tout télégramme adressé à domicile ou « poste restante » ou « télégraphe restant » dans le lieu d'arrivée est distribué gratuitement.

80. Un télégramme est valablement remis lorsqu'il est délivré au domicile indiqué sur l'adresse à une personne qui déclare être le destinataire ou chargée par le destinataire de recevoir ses télégrammes.

81. Tout expéditeur peut obtenir, en inscrivant sur son télégramme les indications éventuelles correspondantes, qui sont taxées, que son télégramme soit remis « ouvert » ou « en mains propres ».

82. Lorsque le télégramme porte l'indication « Mains propres » ou « M P », la remise est valablement faite lorsque le télégramme est délivré au domicile indiqué sur l'adresse à une personne qui déclare être le destinataire et signe le reçu du nom porté sur l'adresse du télégramme.

83. Lorsqu'un télégramme n'a pu être remis à domicile et est délivré au guichet d'un bureau, ou est adressé « télégraphe restant » ou « poste restante », il n'est remis au destinataire qu'après constatation de son identité. Cette constatation est faite dans les conditions indiquées à l'article 27 du présent règlement. Toutefois, si le télégramme est adressé « télégraphe restant » ou « poste restante » sous un chiffre, des initiales, etc., il est remis à toute personne qui réclame un télégramme adressé sous ce chiffre, ces initiales, etc.

84. Le lieu d'arrivée s'entend :

De l'agglomération où est situé le bureau télégraphique dans les localités n'ayant pas d'octroi;

Du territoire compris dans les limites de l'octroi, dans les localités ayant un octroi;

De l'enceinte de la gare ou du sémaphore, si le bureau télégraphique est une gare ou un sémaphore;

Du bâtiment où est placé l'appareil, s'il s'agit d'un bureau du service de la navigation (écluse, barrage, etc.)

85. Lorsque le destinataire en fait la demande au receveur du bureau d'arrivée ou lorsque l'expéditeur a porté sur son télégramme l'indication éventuelle taxée « Téléphone », le télégramme est transmis par téléphone dans les conditions fixées pour le service téléphonique.

86. Lorsque le domicile indiqué par le télégramme n'est pas compris dans les limites de distribution gratuite du bureau d'arrivée, la remise a lieu par poste ou par exprès. A cet effet, l'expéditeur porte sur son télégramme l'une des indications éventuelles taxées : « exprès payé », « poste », « poste recommandée » ou « P R ».

87. L'exprès s'entend de tout mode de remise plus rapide que le poste.

88. La taxe de l'exprès est de cinquante centimes (0^f 50) par kilomètre indivisible. Elle est calculée sur la distance réelle. Cette distance se compte, pour les habitations agglomérées, du bureau d'arrivée au centre de l'agglomération et, pour les habitations isolées, du bureau d'arrivée au lieu même de distribution.

89. Toute personne peut obtenir, en en faisant la demande écrite, que les télégrammes qui parviendront à son adresse lui soient portés par exprès, en s'engageant à acquitter les frais de port.

90. Les télégrammes pour l'intérieur à expédier par la poste comme lettres ordinaires ne sont soumis à aucune surtaxe.

91. Les télégrammes pour l'intérieur qui doivent être mis à la poste comme lettre recommandée sont soumis à la taxe postale de recommandation.

92. Les télégrammes transmis à un bureau télégraphique près d'une frontière pour être expédiés par poste sur le territoire voisin sont déposés à la boîte comme lettre non affranchie et le port est à la charge du destinataire.

93. Les télégrammes destinés à des pays d'outre-mer qui sont mis à la poste en France sont obligatoirement soumis à la recommandation postale et acquittent le prix du port d'une lettre recommandée pour ces pays.

94. Les taxes d'exprès ou de recommandation postale sont perçues au départ sur l'expéditeur. Toutefois la taxe est perçue sur le destinataire lorsque l'envoi par exprès a été demandé par lui en vue de télégrammes attendus.

95. Le bureau d'arrivée emploie la poste :

1° Lorsque ce mode d'envoi a été demandé par l'expéditeur ou par le destinataire

2° Lorsque l'envoi par exprès, bien que demandé, n'est pas possible;

3° A défaut d'indication d'autre moyen de remise.

96. Les télégrammes avec réponse payée, avec accusé de réception.

à remettre en mains propres, par exprès ou par poste recommandée, ne sont délivrés que contre reçu.

97. Lorsqu'un télégramme n'a pu être remis, l'expéditeur en est avisé par les soins du bureau d'origine, si l'expéditeur lui a fait connaître son adresse.

98. Tout télégramme qui n'a pu être remis ou qui n'a pas été réclamé dans le délai de six semaines est anéanti.

CHAPITRE XVIII.

REMBOURSEMENTS.

99. Toute réclamation en remboursement de taxe est formée, sous peine de déchéance, dans un délai de deux mois à partir du jour de la perception et est accompagnée des pièces probantes.

100. Est remboursé d'office par le bureau qui a perçu :

1° Toute taxe perçue en trop par erreur;

2° Tout excédent d'arrhes;

3° La taxe de tout télégramme annulé ou arrêté avant transmission, sous déduction d'un droit de cinquante centimes (0' 50) (art. 29).

101. Est remboursée à l'expéditeur sur sa demande :

1° La taxe intégrale de tout télégramme qui n'est pas parvenu à destination par le fait du service télégraphique;

2° La taxe des avis de service rectificatifs d'erreurs imputables au télégraphe;

3° La taxe de tout télégramme collationné qui, par suite d'erreur de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet;

4° La somme versée pour une réponse payée d'avance, si le destinataire n'a pas fait usage du bon de réponse et si ce bon a été déposé dans un bureau, dans le délai de six semaines qui suit la date de délivrance du bon, avec une demande de remboursement à effectuer au profit de l'expéditeur.

102. Dans les cas prévus par l'article précédent, le remboursement s'applique exclusivement aux télégrammes non parvenus, aux avis de service rectificatifs, aux télégrammes collationnés qui ont été dénaturés, y compris les taxes accessoires.

CHAPITRE XIX.

COPIES ET COMMUNICATION D'ORIGINAUX DE TÉLÉGRAMMES.

103. L'expéditeur et le destinataire d'un télégramme ou leurs ayants droit ont, après constatation de leur identité, le droit de se faire délivrer des copies certifiées conformes de la minute de ce télégramme. La délivrance des copies est subordonnée au paiement d'une taxe de cinquante centimes (0' 50) par télégramme ne dépassant pas

cent mots; ce droit est augmenté de cinquante centimes (o' 50) par série de cent mots indivisible. Les demandes de copies doivent être faites dans le délai de six mois fixé pour la conservation des archives.

104. L'expéditeur peut, dans le même délai et en justifiant de la qualité, obtenir sans frais communication des originaux au bureau de dépôt.

105. Les bureaux télégraphiques ne sont tenus de délivrer des copies, de communiquer des originaux, de donner suite aux réclamations qu'autant que les intéressés fournissent les indications suffisantes pour trouver les télégrammes auxquels se rapporte la demande.

CHAPITRE XX.

PRESCRIPTIONS DIVERSES.

106. Les dispositions édictées par le présent décret seront appliquées à partir du 1^{er} juillet 1894.

107. Sont abrogés le décret du 16 avril 1881 et toutes les dispositions contraires au présent décret.

108. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 12 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

TABEAU N° 1.

CARACTÈRES ADMIS POUR LA RÉDACTION DES TÉLÉGRAMMES.

Lettres.

Avec tous les appareils { a, b, c, d, e, é, f, g, h, i, j, k, l, m, n, o, p,
r, s, t, u, v, w, x, y, z, ch.

Avec l'appareil Morse seulement : a, â ou à, ñ, ô. ü.

Avec les appareils imprimant en caractères romains, les signes (+), double trait (=)

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation.

.....	.	Apostrophe.....	'
.....	,	Trait d'union.....	-
et virgule.....	;	Parenthèse.....	()
points.....	:	Guillemets.....	« »
d'interrogation.....	?	Barre de fraction.....	/
d'exclamation.....	!	Souligné.....	

TABLEAU N° 2.

INDICATIONS ÉVENTUELLES.

SIGNES
CONVENTIONNELS.

de « service taxé ».....	ST
gramme avec « réponse payée ».....	RP
gramme avec « collationnement ».....	TC
gramme avec « accusé de réception ».....	CR
gramme avec « accusé de réception postal ».....	CR postal
gramme à { « faire suivre ».....	FS
{ « faire suivre arrhes ».....	FS arrhes
gramme recommandée.....	PR
gramme payée.....	XP
gramme à « remettre ouvert ».....	RO
gramme à « remettre en mains propres ».....	MP
communiquer toutes adresses.....	

TABLEAU N° 3.

LANGUES DONT L'USAGE EST PERMIS DANS LA CORRESPONDANCE TÉLÉGRAPHIQUE
PRIVÉE INTERNATIONALE.

1. Le français,	13. Le grec,	25. Le polonais,
2. L'anglais,	14. L'hébreu,	26. Le portugais,
3. L'allemand,	15. Le hollandais,	27. Le roumain,
4. L'arabe,	16. Le hongrois,	28. Le ruthène,
5. L'arménien,	17. L'illyrique,	29. Le russe,
6. Le bohème,	18. L'italien,	30. Le serbe,
7. Le bulgare,	19. Le japonais,	31. Le siamois,
8. Le croate,	20. Le latin,	32. Le slovaque,
9. Le danois,	21. Le malais,	33. Le slovène,
10. L'esclavonien,	22. Le norvégien,	34. Le suédois,
11. L'espagnol,	23. Le persan,	35. Le turc.
12. Le flamand,	24. Le petit russe,	

N° 27637. — DÉCRET relatif à l'émission du nouveau Fonds 3 1/2 p. 0/0

Du 20 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 21 Janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 3 de la loi du 17 janvier 1894, partant notamment du nouveau fonds trois et demi pour cent (3 1/2 p. 0/0) pourra être divisé en séries et que le minimum de rente inscriptible est fixé pour ledit fonds en deux francs (2^f);

Vu l'article 11 de ladite loi, ainsi conçu :

« Les conditions dans lesquelles s'effectueront le remboursement et la conversion des rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0), l'émission des rentes trois et demi pour cent (3 1/2 p. 0/0) nouvelles, leur division en séries, la délivrance aux ayants droit de promesses de rentes au porteur pour les fractions de rentes non inscriptibles et, s'il y a lieu, le remboursement de ces promesses, seront déterminées par décrets du Président de la République »;

Vu les décrets des 16 décembre 1876 ⁽¹⁾ et 12 mars 1877 ⁽²⁾, et l'arrêté ministériel du même jour, déterminant les attributions de l'agent comptable des reconversions et renouvellements;

Vu le décret du 12 juillet 1883 ⁽³⁾ sur les transferts de rentes certifiés et les départements;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART 1^{er}. Le livre des rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0) sera fermé le 1^{er} février 1894.

Il sera procédé, à partir du 2 février, à l'ouverture d'un nouveau livre où les anciennes rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0) nominatives dont le remboursement n'aura pas été demandé seront transcrites d'office, à raison de trois francs cinquante centimes (3^f 50) par quatre francs cinquante centimes (4^f 50) de rente quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0) et avec jouissance du 16 février prochain.

Les rentes du fonds trois et demi pour cent (3 1/2 p. 0/0) résultant des mutations et des transferts journaliers seront également inscrites sur ce livre.

2. Les extraits d'inscriptions des nouvelles rentes trois et demi pour cent (3 1/2 p. 0/0) nominatives seront établis par l'agent comptable du grand-livre. Ils seront vérifiés par l'agent comptable des conversions et renouvellements et visés au contrôle.

3. Ces nouveaux titres nominatifs seront remis en échange des

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 335, n° 5841.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 335, n° 5854.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 783, n° 13408.

ciens, par les soins des comptables sur la caisse desquels les arrérages en sont ordonnancés.

Aucune justification ne sera exigée des intéressés pour cet échange, les mêmes que les inscriptions quatre et demi pour cent ($4\frac{1}{2}$ p. o/o) à échanger auraient plus de dix années de date.

Néanmoins, la nouvelle inscription du fonds trois et demi pour cent ($3\frac{1}{2}$ p. o/o) sera revêtue de la mention « à régulariser » lorsque, suite d'un décès ou d'un changement de qualité signalé au trésor, la rente sera devenue susceptible de mutation.

4. Les agents de change près les bourses départementales pourvus de mandats pourront certifier les transferts des inscriptions nominatives du fonds trois et demi pour cent ($3\frac{1}{2}$ p. o/o) assignées par la trésorerie générale du département où ils exercent, lorsque ces transferts auront pour objet la délivrance d'autres inscriptions nominatives.

Les opérations seront exécutées par les comptables et contrôlées par les préfets dans la forme et les conditions prescrites par le décret du 12 juillet 1883.

5. Les inscriptions mixtes et au porteur trois et demi pour cent ($3\frac{1}{2}$ p. o/o) seront expédiées, sur la demande des intéressés, après avoir été converties en titres quatre et demi pour cent ($4\frac{1}{2}$ p. o/o) à échanger. Les certificats de réexpédition de ces titres seront établis par le comptable des reconversions et renouvellements.

6. Le dépôt des inscriptions mixtes et au porteur donnera lieu à la délivrance de récépissés à talon visés au contrôle conformément aux dispositions de la loi du 24 avril 1833.

7. Les rentes mixtes et au porteur du fonds trois et demi pour cent ($3\frac{1}{2}$ p. o/o) seront émises dans les coupures ci-après :

2 fr.	7 fr.	30 fr.	500 fr.
3	8	50	1,000
4	9	100	1,500
5	10	200	3,000
6	20	300	

8. Les fractions non inscriptibles détachées des rentes converties seront représentées par des promesses au porteur délivrées avec la date du 16 février 1894.

Aucun paiement d'arrérages ne peut être fait sur les promesses d'inscription. Tout porteur de ces valeurs qui en produira pour une somme de deux francs (2') au moins obtiendra un titre définitif dans la forme nominative, mixte ou au porteur. Toutefois, une somme de un franc (1') en promesses d'inscription pourra être convertie en une inscription définitive si le porteur en demande la réunion à une inscription déjà existante du fonds trois et demi pour cent ($3\frac{1}{2}$ p. o/o).

9. Les inscriptions de rente nominatives, mixtes et au porteur du

fonds trois et demi pour cent (3 1/2 p. o/o) seront réparties en séries approximativement égales.

La division des titres en séries sera effectuée au moment de l'expédition, et chaque inscription de rente délivrée portera l'indication de la série à laquelle elle appartient.

10. Un arrêté ministériel fera connaître :

- 1° A quelle date aura lieu l'échange des titres nominatifs ;
- 2° A partir de quelle date et entre les mains de quels comptables s'effectueront les dépôts des titres mixtes et au porteur.

11. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A BURDEAU.

N° 27638. — *NOTE relative à l'exécution de l'article 6 de la Convention conclue entre la France et la Belgique, le 22 juin 1882, concernant l'entretien des Cours d'eau mitoyens entre les deux Pays.*

(Promulguée au *Journal officiel* du 21 janvier 1894.)

En exécution de l'article 6 de la Convention conclue entre la France et la Belgique, le 22 juin 1882⁽¹⁾, pour assurer le rétablissement dans leur état normal et l'entretien ultérieur des cours d'eau mitoyens, non navigables ni flottables, les Gouvernements français et belge sont convenus que ladite Convention sera mise en application à dater du 15 janvier 1894, en ce qui concerne les cours d'eau non navigables ni flottables qui sont mitoyens entre les départements de l'Aisne et des Ardennes, d'une part, et la province belge de Hainaut, d'autre part, et que ne visait pas l'entente précédemment constatée par la note insérée au *Journal officiel* du 7 juin 1891.

N° 27639. — *DÉCRET portant que la Réunion des officiers constituée à Commercourt prend le titre de Cercle militaire de Commercy.*

Du 23 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

III^e série, Bull. 729, n° 12336.

Vu le décret du 12 juillet 1886, portant organisation des cercles et des bibliothèques militaires;

Vu le décret du 5 février 1887 ⁽¹⁾, portant organisation du cercle national des armées de terre et de mer;

Les sections réunies des finances, de la guerre, de la marine et des colonies et de l'intérieur, des cultes; de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État, entendues;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La réunion des officiers de Commercy, constituée à Commercy, prend le titre de : *Cercle militaire de Commercy*; il relève du ministre de la guerre et est administré par un conseil d'administration de cinq membres, nommés par le ministre, sur la proposition du commandant d'armes de la place de Commercy et l'avis du général commandant le 6^e corps d'armée.

Il est soumis aux règles d'administration et de comptabilité adoptées pour les corps de troupe.

2. Le budget du cercle est arrêté par le conseil d'administration approuvé par le ministre de la guerre.

Les recettes se composent :

- 1^o Du revenu des dons et legs;
- 2^o Du produit des cotisations;
- 3^o Des bénéfices de l'exploitation du cercle.

3. Les dons et legs, dont le cercle militaire de Commercy peut être appelé à recueillir le bénéfice, sont acceptés par le ministre de la guerre, conformément aux lois et règlements sur la matière.

Les contrats sont passés par le conseil d'administration; lorsqu'ils s'appliquent à des engagements dépassant dix mille francs (10,000^f), ils sont approuvés par le ministre.

4. Les règlements du cercle sont arrêtés par le ministre de la guerre.

5. Dès que le conseil d'administration sera constitué, le comité de la réunion lui remettra un compte rendu de sa gestion financière.

Le procès-verbal de cette remise sera soumis à l'approbation du ministre de la guerre.

6. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère de la guerre.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1070, n° 17686.

N° 27640. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Castres (Tarn) à l'effet d'élire un Député.

Du 22 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Abrial, député de la première circonscription de Castres (Tarn),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de Castres (Tarn) est convoqué pour le dimanche 18 mars 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ xii^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 27641. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Doullens (Somme) à l'effet d'élire un Député.

Du 22 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 24 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organiques et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Dusevel, député du département de la Somme pour l'arrondissement de Doullens,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Doullens (Somme) est convoqué pour le dimanche 18 mars 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 27642. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contenu) signé par le ministre des travaux publics) qui affecte au département des travaux publics la partie des dunes de la Tamarissière-d'A (Hérault), d'une contenance de treize hectares environ, située au sud de la ligne A, B, C, D du plan dressé par les ingénieurs des travaux publics maritimes, lequel plan restera annexé au présent décret. (Paris, 29 novembre 1893.)



Certifié conforme :

Paris, le 13 Avril 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

ANTONIN DUBOST.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1613.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27643. — *DÉCRET qui approuve la Déclaration signée à la Haye, le 17 janvier 1894, entre la France et les Pays-Bas.*

Du 2 Février 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 3 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration ayant été signée à la Haye, le 17 janvier 1894, entre la France et les Pays-Bas, en vue de déterminer les conditions dans lesquelles s'effectuera le service de remise des correspondances par exprès entre les deux Pays, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au *Journal officiel*.

DÉCLARATION.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ayant jugé utile de modifier, dans leurs relations postales, la taxe spéciale fixée par le deuxième alinéa de l'article 13 de la Convention de l'Union postale universelle,

XIP Série.

signée à Vienne, le 4 juillet 1891, les soussignés dûment autorisés cet effet sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article de la Convention de l'Union postale universelle, en date du 4 juillet 1891, la taxe spéciale de remise à domicile des envois qualifiés express est fixée à cinquante centimes (50^c) pour les expéditions de France sur les Pays-Bas; cette taxe reste fixée à trente centimes (30^c) en ce qui concerne les envois effectués des Pays-Bas en France; elle demeurera, dans les deux cas, acquise à l'administration du pays d'origine.

Sont applicables aux envois dont il s'agit toutes les autres dispositions dudit article 13.

En foi de quoi, les soussignés, M. Louis Legrand, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à la Haye, et M. Van Tienhoven, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, ont dressé la présente Déclaration qui entrera en vigueur à la date dont conviendront les administrations postales des deux Pays, et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, en double exemplaire, le 17 Janvier 1894.

(L. S.) Signé : L. LEGRAND.

(L. S.) Signé : VAN TIENHOVEN

ART. 2.

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1894.

Signé : CARNOT.

*Le président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé : CASIMIR-PERIER.

N° 27644. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicables à des Travaux projetés sur les Routes nationales.

Du 28 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 (1) sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

(1) *Moniteur*, Bull. 1045, n° 10547.

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 décembre 1893,

Décret :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à vingt-huit mille neuf cent quatre-vingt-quatorze francs quarante-cinq centimes (28,994⁴⁵) et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. XLIII. Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien)...	1,061 ⁴⁵
— XLIV. Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations.....	21,855 00

II^e SECTION.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XLII. Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	1,078 00
— XLIV. Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	5,000 00
ENSEMBLE comme ci-dessus.....	28,994 45

Ladite somme de vingt-huit mille neuf cent quatre-vingt-quatorze francs quarante-cinq centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : C. JONNART.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1893.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Bouches-du-Rhône.	La commune d'Al-lanch.	Marseille.....	8403	4 sept. 1893.	100' 00
Corse.....	La ville de Sartène.	Sartène.....	931	28 juin 1893.	1,255 00
Eure.....	La ville de Pont-Audemer.	Pont-Audemer.	2013	17 juillet 1893.	500 00
Pyrénées (Basses-).	La ville de Biarritz.	Bayonne.....	2614	17 juin 1893.	600 00
	La ville de Bayonne.	Idem.....	4476	5 oct. 1893.	600 00
Rhône....	La commune de la Mulatière.	Lyon.....	16537	31 oct. 1893.	481 60
Saône (Haut-).	Le département....	Vesoul.....	740	24 août 1893.	5,000 00
	La commune de Maisons-Alfort.	Paris.....	23949	28 août 1893.	18,000 00
Seine.....	La compagnie parisienne du gaz.	Idem.....	24436	1 ^{er} sept. 1893.	570 10
Tarn.....	La ville de Carmaux.	Albi.....	3231	23 sept. 1893.	800 00
Var.....	La commune de Sainte-Maxime.	Draguignan...	3308	14 sept. 1893.	1,078 00
Vosges....	Divers intéressés...	Épinal.....	3850	16 sept. 1893.	9 75
				TOTAL.....	28,994 45

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 28,994 fr. ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
	BUDGET ORDINAIRE.	
	1^{re} SECTION. (DÉPENSES ORDINAIRES.)	
	CHAPITRE XXIII.	
	ROUTES ET PONTS. — TRAVAUX ORDINAIRES.	
	(Entretien.)	
Rhône.....	Réfection du pavage de la route nationale n° 86, dans la traverse de la Mulatière.....	481' 60
Seine.....	Entretien de tranchées ouvertes sur les routes nationales du département de la Seine.....	570 10
Vosges.....	Réparation des dégradations causées aux plantations de la route nationale n° 59 bis, sur le territoire de Chéniménil.	9 75
	TOTAL du Chapitre XXIII.....	1,061 45

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
CHAPITRE XXIV.		
ROUTES ET PORTS. (Grosses réparations et restaurations.)		
Bouches-du-Rhône.	Élargissement de la route nationale n° 8 bis, dans la traverse du plan de Caques.....	100 ^f
Sarthe.....	Amélioration de la route nationale n° 196, dans la traverse de Sartène.....	1,255
Saône.....	Amélioration des caniveaux le long de la route nationale n° 180, dans la traverse de Pont-Audemer.....	500
Pyrénées (Basses-).	Arrosage de la route nationale n° 10, entre Bayonne et Biarritz (600 ^f + 600 ^f).....	1,800
Seine.....	Construction d'un perré aux abords du pont de Charenton (route nationale n° 5).....	18,000
Savoie.....	Construction d'un aqueduc sous la route nationale n° 88, dans la traverse de Garreaux.....	800
TOTAL du Chapitre XXIV.....		21,855
II^e SECTION. (DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.)		
CHAPITRE XLII.		
LACUNES DES ROUTES NATIONALES, DES ROUTES DÉPARTEMENTALES DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS ET DES ROUTES THERMALES.		
.....	Achèvement de la route nationale n° 98 entre Gisclé et Fréjus.....	1,078 ^f
CHAPITRE XLIV.		
RECTIFICATION DES ROUTES NATIONALES ET DES ROUTES DÉPARTEMENTALES DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS.		
Saône (Haute-).	Rectification de la route nationale n° 57, entre la Providence et les Lavrottes.....	5,000

RÉCAPITULATION.**BUDGET ORDINAIRE.****1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.**

CHAP. XXIII.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien).....	1,062 ^f 45 ^c
— XXIV.	Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations	21,855 00

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

— XLII.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	1,078 00
CHAP. XLIV.	Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	5,000 00

TOTAL GÉNÉRAL.....	28,994 45
--------------------	-----------

N° 27645. — DÉCRET portant Réorganisation du personnel des Commis des ponts et chaussées et des mines.

Du 3 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 5 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 5 juillet 1850;

Vu le décret du 9 juin 1888⁽¹⁾;

Vu les lois du 28 mars et du 15 juillet 1889;

Vu le règlement d'administration publique du 26 janvier 1892⁽²⁾, rendu en exécution de la loi du 15 juillet 1889;

Vu la loi de finances portant fixation du budget de 1894;

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les commis des ponts et chaussées sont affectés au service des bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées ou adjoints aux conducteurs pour les études et la surveillance des travaux et pour la surveillance et la police du domaine public de la grande voirie.

Ils peuvent être temporairement affectés, par le ministre des travaux publics, aux bureaux des ingénieurs des mines; ils sont alors désignés sous le nom de *commis des mines* pendant toute la durée de cette affectation.

2. Les commis sont divisés en six classes dont le traitement annuel est fixé ainsi qu'il suit :

Principaux (1/20 au maximum de l'effectif total).....	2,400
1 ^{re} classe.....	2,000
2 ^e classe.....	1,700
3 ^e classe.....	1,400
4 ^e classe.....	1,200
Stagiaires.....	1,000

Les commis peuvent recevoir, s'il y a lieu, des indemnités de résidence et les autres allocations accessoires prévues par les règlements en vigueur.

3. Les commis des ponts et chaussées sont nommés et promus par le ministre des travaux publics, qui détermine l'effectif de chaque classe d'après les ressources budgétaires.

4. Tous les commis débutent par le grade de commis stagiaire, l'exception :

1^{re} Des agents inférieurs des ponts et chaussées comptant au moins

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1275, n° 10441.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1466, n° 4466.

an de services et ayant satisfait à l'examen prévu à l'article 6 ci-dessus, ou étant pourvus d'un certificat ou diplôme dispensant de l'examen; ces agents débutent par la quatrième classe;

2° Des candidats admissibles au grade de conducteur des ponts et chaussées ou de contrôleur des mines, qui débutent par la troisième classe.

5. Tous les emplois de commis stagiaires sont réservés aux anciens sous-officiers présentés en vertu de l'article 24 de la loi du 18 mars 1890, par la commission de classement siégeant au ministère de la guerre, ou aux anciens militaires gradés remplissant les conditions déterminées par le règlement d'administration publique du 28 janvier 1892, rendu en exécution de la loi du 15 juillet 1889.

À défaut de candidats de cette catégorie, le ministre des travaux publics peut nommer le nombre de commis stagiaires nécessaire aux besoins du service, en se conformant aux conditions déterminées par l'article 5 du règlement d'administration publique du 28 janvier 1892 et par l'article 6 du présent décret.

6. Nul ne peut être nommé commis stagiaire, par application du premier paragraphe de l'article précédent, s'il n'est Français, âgé de 18 ans au moins et de vingt-huit ans au plus et s'il n'a été déclaré admissible soit en raison des titres par lui produits conformément au paragraphe 2 du présent article, soit à la suite d'un examen portant sur les connaissances ci-après :

Écriture. — Principes de la langue française. — Arithmétique élémentaire. — Exposition du système métrique des poids et mesures. — Relations de géométrie relatives à la mesure des angles, des surfaces et des solides. — Éléments de dessin linéaire.

Sont dispensés de l'examen :

1° Les candidats déclarés admissibles aux épreuves du deuxième degré dans le concours pour le grade de conducteur des ponts et chaussées;

2° Les candidats pourvus du diplôme du baccalauréat ès sciences ou du diplôme du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique;

3° Les candidats pourvus du diplôme du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial ou moderne;

4° Les anciens élèves diplômés des écoles nationales d'arts et métiers;

5° Les anciens élèves diplômés des écoles des maîtres mineurs d'Alais et de Douai.

Tout candidat, qu'il soit ou non dispensé de l'examen, adressera, avant le 1^{er} janvier, sa demande au ministre des travaux publics en joignant :

1° Son acte de naissance et, s'il y a lieu, une pièce authentique attestant sa qualité de Français;

N° 27640. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Castres (Tarn) à l'effet d'élire un Député.*

Du 22 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 24 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Abrial, député de la première circonscription de Castres (Tarn),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de Castres (Tarn) est convoqué pour le dimanche 18 mars 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

(1) 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

(2) 121^{re} série, Bull. 1566, n° 16771.

27641. — Décret qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Doullens (Somme) à l'effet d'élire un Député.

Du 22 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 24 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

sur la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

sur la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

sur les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

sur la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

sur le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Dusevel, député du département de la Somme sur l'arrondissement de Doullens,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Doullens (Somme) est convoqué pour le dimanche 18 mars 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau indiquant ces modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 27642. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui affecte au département des travaux publics la partie des dunes de la Tamarissière-d'Al (Hérault), d'une contenance de treize hectares environ, située au sud de la ligne A, B, C, D du plan dressé par les ingénieurs des travaux publics maritimes, lequel plan restera annexé au présent décret. (Paris, 29 novembre 1893.)



Certifié conforme :

Paris, le 13 Avril 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

ANTONIN DUBOST.

Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1613.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27643. — *DÉCRET qui approuve la Déclaration signée à la Haye, le 17 janvier 1894, entre la France et les Pays-Bas.*

Du 2 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 3 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration ayant été signée à la Haye, le 17 janvier 1894, entre la France et les Pays-Bas, en vue de déterminer les conditions dans lesquelles s'effectuera le service de remise des correspondances par expres entre les deux Pays, ladite Déclaration, dont la teneur ci-dessous, est approuvée et sera insérée au *Journal officiel*.

DÉCLARATION.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ayant jugé utile de modifier, dans leurs relations postales, la taxe spéciale fixée par le deuxième alinéa de l'article 13 de la Convention de l'Union postale universelle,

signée à Vienne, le 4 juillet 1891, les soussignés dûment autorisés, cet effet sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article de la Convention de l'Union postale universelle, en date du 4 juillet 1891, la taxe spéciale de remise à domicile des envois qualifiés *express* est fixée à cinquante centimes (50^c) pour les expéditions de France sur les Pays-Bas; cette taxe reste fixée à trente centimes (30^c) en ce qui concerne les envois effectués des Pays-Bas en France; elle demeurera, dans les deux cas, acquise à l'administration du pays d'origine. Sont applicables aux envois dont il s'agit toutes les autres dispositions dudit article 13.

En foi de quoi, les soussignés, M. Louis Legrand, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à la Haye, et M. Van Tienhoven, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, ont dressé la présente Déclaration qui entrera en vigueur à la date dont conviendront les administrations postales des deux Pays, et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, en double exemplaire, le 17 Janvier 1894.

(L. S.) Signé : L. LEGRAND.

(L. S.) Signé : VAN TIEN HOVE

ART. 2.

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1894.

Signé : CARNOT.

*Le président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé : CASIMIR-PERIER.

N° 27644. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à des Travaux projetés sur les Routes nationales.

Du 28 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

(1) *no 2610*, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 décembre 1893,

Décrets :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à vingt-huit mille neuf cent quatre-vingt-quatorze francs quarante-cinq centimes (28,994⁴⁵) et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. XXIII. Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien) ..	1,061 ⁴⁵
— XXIV. Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations	21,855 00

II^e SECTION.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XXV. Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales	1,078 00
— XLIV. Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	5,000 00
ENSEMBLE comme ci-dessus	<u>28,994 45</u>

Ladite somme de vingt-huit mille neuf cent quatre-vingt-quatorze francs quarante-cinq centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : C. JONNART.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1893.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Bouches-du-Rhône.	La commune d'Al-lanch.	Marseille.....	8403	4 sept. 1893.	100' 00
Corse.....	La ville de Sartène.	Sartène.....	931	28 juin 1893.	1,255 00
Eure.....	La ville de Pont-Audemer.	Pont-Audemer.	2013	17 juillet 1893.	500 00
Pyrénées (Haut-).)	La ville de Biarritz.	Bayonne.....	2614	17 juin 1893.	600 00
	La ville de Bayonne.	Idem.....	4476	5 oct. 1893.	600 00
Rhône....	La commune de la Mulatière.	Lyon.....	16537	31 oct. 1893.	481 60
Saône (Haut-).)	Le département....	Vesoul.....	740	24 août 1893.	5,000 00
	La commune de Maisons-Alfort.	Paris.....	23949	28 août 1893.	18,000 00
Seine.....	La compagnie parisienne du gaz.	Idem.....	24436	1 ^{er} sept. 1893.	570 10
Tarn.....	La ville de Carmaux.	Albi.....	3231	23 sept. 1893.	800 00
Var.....	La commune de Sainte-Maxime.	Draguignan...	3308	14 sept. 1893.	1,076 00
Vosges....	Divers intéressés...	Épinal.....	3859	16 sept. 1893.	9 75
TOTAL.....					28,994 45

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 28,994 fr. 45 ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (DÉPENSES ORDINAIRES.)		
CHAPITRE XXIII.		
ROUTES ET PONTS. — TRAVAUX ORDINAIRES.		
(Entretien.)		
Rhône.....	Réfection du pavage de la route nationale n° 86, dans la traverse de la Mulatière.....	481' 60"
Seine.....	Entretien de tranchées ouvertes sur les routes nationales du département de la Seine.....	570 10
Vosges.....	Réparation des dégradations causées aux plantations de la route nationale n° 59 bis, sur le territoire de Chéniménil.	9 75
TOTAL du Chapitre XXIII.....		1,061 45

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
CHAPITRE XXIV.		
ROUTES ET PONTS. (Grosses réparations et restaurations.)		
Bouches- du-Rhône.	Élargissement de la route nationale n° 8 bis, dans la tra- verse du plan de Caques.....	100 ^f
Corse.....	Amélioration de la route nationale n° 196, dans la traverse de Sartène.....	1,255
Corse.....	Amélioration des caniveaux le long de la route nationale n° 180, dans la traverse de Pont-Audemer.....	500
Pyrénées (Basses-).	Arrosage de la route nationale n° 10, entre Bayonne et Biarritz (600 ^f + 600 ^f).....	1,200
Seine.....	Construction d'un perré aux abords du pont de Charenton (route nationale n° 5).....	18,000
Tarn.....	Construction d'un aqueduc sous la route nationale n° 88, dans la traverse de Garmaux.....	800
TOTAL du Chapitre XXIV.....		21,855
II^e SECTION. (DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.)		
CHAPITRE XLII.		
LACUNES DES ROUTES NATIONALES, DES ROUTES DÉPARTEMENTALES DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS ET DES ROUTES THERMALES.		
.....	Achèvement de la route nationale n° 98 entre Glisac et Fréjus.....	1,078 ^f
CHAPITRE XLIV.		
RECTIFICATION DES ROUTES NATIONALES ET DES ROUTES DÉPARTEMENTALES DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS.		
Saône (Haute-).	Rectification de la route nationale n° 57, entre la Provi- dence et les Lavrottes.....	5,000

RÉCAPITULATION.**BUDGET ORDINAIRE.****1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.**

CHAP. XLIII.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien).....	1,061 ^f 45 ^c
— XLIV.	Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations	21,855 00

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

— XLII.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	1,078 00
CHAP. XLIV.	Rectifications des routes nationales et des routes départe- mentales des départements annexés.....	5,000 00

TOTAL GÉNÉRAL..... 28,994 45

Vu le récépissé (n° 36324) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 30 décembre 1893, par la compagnie des chemins de fer du Midi, une somme de six millions cinq cent mille francs, pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883.

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 janvier 1894.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre 1^{er}, *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer du Midi, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de six millions cinq cent mille francs (6,500,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution de conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JONART.

N° 27651. — *Décret qui approuve la Substitution, à M. Bernard, de la Société anonyme du Chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, par Saint-Laurent-du-Pont, comme concessionnaire, dans le département de l'Isère, et rétrocessionnaire, dans le département de la Savoie, de la ligne de Tramway de Voiron à Saint-Béron, avec embranchement de Saint-Laurent-du-Pont à Fourvoirie.*

Du 16 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 17 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret, en date du 28 janvier 1893⁽¹⁾, qui a :

1° Déclaré d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway entre Voiron (Isère) et Saint-Béron (Savoie), avec embranchement de Saint-Laurent-du-Pont à Fourvoirie;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1545, n° 26340.

2° Approuvé les conventions passées entre les départements intéressés et M. Bernard, pour la concession à celui-ci de la section dudit tramway comprise dans le département de l'Isère et la rétrocession de la partie de la même ligne située dans le département de la Savoie; ensemble ces conventions et les cahiers des charges y annexés;

Vu notamment les articles 11 et 5 desdites conventions, aux termes desquels M. Bernard s'est engagé à constituer, dans le délai de six mois, une société anonyme dont la substitution au concessionnaire devrait être approuvée par décret délibéré en conseil d'État;

Vu la lettre, en date du 12 mai 1893, par laquelle M. Bernard demande à se substituer la société anonyme du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, par Saint-Laurent-du-Pont;

Vu les délibérations de la commission départementale de l'Isère et du conseil général de la Savoie, en date des 26 juin et 23 août 1893;

Vu les lettres des préfets de la Savoie et de l'Isère, en date des 4 et 18 septembre, 4 et 11 novembre 1893;

Vu la loi du 11 juin 1880 et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution, à M. Bernard, de la société anonyme du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, par Saint-Laurent-du-Pont, comme concessionnaire, dans le département de l'Isère, et rétrocessionnaire, dans le département de la Savoie, de la ligne de tramway de Voiron à Saint-Béron, avec embranchement de Saint-Laurent-du-Pont à Fourvoirie, dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par le décret du 28 janvier 1895.

2. Il est interdit à la société anonyme du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation du tramway ci-dessus, sans y être préalablement autorisée par décret rendu en conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27652. — *Décret qui fixe le Cadre du personnel affecté au service de la Police de la ville de Montpellier.*

Du 23 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les arrêtés des consuls en date des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX;

Vu la loi du 5 avril 1884, article 103;
Vu la délibération du conseil municipal de Montpellier, en date du 27 décembre 1893,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel chargé du service de police de la ville de Montpellier est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Tableau portant réglementation du cadre du personnel chargé des services de police de la ville de Montpellier.

1 inspecteur de police	2,300 ^f
1 secrétaire chef	2,000
1 sous-inspecteur des mœurs	1,700
2 secrétaires adjoints à 1,600 ^f	3,200
4 secrétaires à 1,500 ^f	6,000
4 agents de la sûreté à 1,500 ^f	6,000
2 agents de la sûreté à 1,400 ^f	2,800
1 brigadier de police	2,250
6 sous-brigadiers à 1,300 ^f	7,800
11 gardiens de la paix de 1 ^{re} classe à 1,350 ^f	13,750
10 gardiens de la paix de 2 ^e classe à 1,200 ^f	12,000
16 gardiens de la paix de 3 ^e classe à 1,150 ^f	18,400

N° 27653. — DÉCRET portant homologation du Bornage de la zone des servitudes des ouvrages de la Repentance, aux îles d'Hyères.

Du 24 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués pour les ou-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

vages ci-après désignés, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage de la zone unique des servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre :

Batteries sud et nord de la Repentance :

Classées dans la première série des ouvrages de défense par la loi du 29 décembre 1881.

Procès-verbal de bornage du 11 avril 1893.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1894.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Signé : CARNOT.

N° 27654. — DÉCRET portant homologation de Bornage de la zone unique des servitudes de la Place de Colmars.

Du 26 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État ;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Décrète :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour la place ci-après, les plan de délimitation et le procès-verbal de bornage de la zone unique des servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre.

Place de Colmars :

Zone unique des servitudes.

Procès-verbal de bornage du 11 septembre 1893.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1894.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Signé : CARNOT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 720, et Bull. 105, n° 882.

N° 27655. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.*

Du 26 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente aux chapitres portant les numéros 44 et 48, sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 22 janvier 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de huit mille cent quarante-trois francs quatre-vingt-six centimes (8,143'86), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892.	Chapitre XLIV.....	361' 11"
	Chapitre XLVIII.....	7.782 75
ENSEMBLE.....		<u>8,143 86</u>

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LIX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première

(1) XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

(2) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

N° 27656. — *DÉCRET qui accorde la Franchise à la Correspondance de service de certains Fonctionnaires.*

Du 27 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise :

1° La correspondance de service adressée sous plis fermés, dans toute la République, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, aux directeurs des écoles pratiques de commerce et d'industrie et aux inspecteurs départementaux de l'enseignement technique;

2° La correspondance officielle échangée sous bandes, dans l'étendue du département, entre les directeurs des écoles pratiques de commerce et d'industrie et les inspecteurs départementaux de l'enseignement technique.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MANTY.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1154, n° 11656.

N° 27657. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Prix de location d'un Immeuble à Gabès.

Du 27 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1893;

Vu la correspondance échangée, d'une part, entre le résident général de France à Tunis et le ministre des affaires étrangères, et, d'autre part, entre le ministre des affaires étrangères et le ministre de la guerre, et de laquelle il résulte que le gouvernement tunisien s'engage à prendre à sa charge, jusqu'au moment de la reprise de possession, par l'administration militaire, du bordj Kachela, à Gabès, le payement du loyer de l'immeuble occupé dans cette place, par le logement et les bureaux du commandant militaire;

Vu les déclarations constatant qu'une somme totale de deux mille trois cents francs a été versée à la caisse du payeur principal de la brigade d'occupation de Tunisie, le 24 octobre 1893, par ledit gouvernement, conformément à l'engagement ci-dessus relaté;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 23 janvier 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XLII: *Établissements du génie — Matériel*, de la première section du budget de l'exercice 1893, un crédit de deux mille trois cents francs (2,300'), qui sera affecté au payement de la location de l'immeuble occupé, à Gabès, par le commandant militaire de la place (logement et bureaux).

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par le gouvernement tunisien.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERICIER.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27658. — *Décret qui rejette le recours pour abus formé par le sieur Chassaing et la dame veuve Menu contre l'abbé Béronie.*

Du 29 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours formé par le sieur *Chassaing* et la dame veuve *Menu*, enregistré au secrétariat général du Conseil d'Etat le 17 novembre 1893 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil déclarer qu'il y a eu abus de la part de l'abbé *Béronie*, curé de Saint-Angel (Corrèze), dans le fait d'avoir refusé d'admettre la dame *Menu*, qui se présentait comme marraine, avec le sieur *Chassaing* comme parrain, pour le baptême de l'enfant des sieur et dame *Menu*;

Vu le jugement du juge de paix d'Ussef, en date du 18 juin 1892;

Vu la lettre de l'abbé *Béronie*, du 20 décembre 1893, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi;

Vu la dépêche du ministre de l'instruction publique et des cultes, en date du 16 novembre 1893;

Vu les avis de l'évêque de Tulle et du préfet de la Corrèze, ensemble les autres pièces du dossier;

Vu la loi du 18 germinal an x;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que l'abbé *Béronie* n'a refusé ni d'administrer le sacrement de baptême à l'enfant du sieur *Bigot*, ni d'accepter comme parrain le sieur *Chassaing*, et que si le desservant a cru devoir subordonner l'acceptation de la dame *Menu*, comme marraine, à la justification de sa qualité de catholique, ce fait ne présente pas, dans les circonstances de l'affaire, le caractère d'un des cas d'abus prévus par l'article 6 de la loi susvisée;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. Le recours formé par le sieur *Chassaing* et la dame *Menu* est rejeté.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, président du Conseil d'Etat, et le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Président du Conseil d'Etat,

Signé : ANTONIN DUBOST.

N° 27659. — **DÉCRET** portant Rectification au décret du 30 octobre 1891, affecté au Département de la guerre certains Terrains dépendant de la forêt domaniale de Fontainebleau.

Du 31 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu le procès-verbal de la conférence tenue, le 29 mai 1893, entre les représentants locaux des services intéressés, à l'effet de régulariser une erreur constatée dans la teneur du décret du 30 octobre 1891 (1), qui affecte au département de la guerre, pour l'organisation du camp de Bas-Bréau, ainsi que d'un dépôt de fumiers y attenant, une superficie de treize hectares huit ares quatre-vingts centiares, dépendant de la forêt domaniale de Fontainebleau;

Vu l'assentiment donné, le 28 août 1893, aux conclusions de ce procès-verbal, par le ministre de l'agriculture;

Vu la lettre du 11 octobre 1893, par laquelle le ministre des finances a déclaré également adopter les conclusions dudit procès-verbal;

Considérant qu'il a été reconnu que les terrains affectés au département de la guerre par le décret susvisé du 30 octobre 1891 ont été indiqués avec erreur audit décret comme ayant une superficie de treize hectares huit ares quatre-vingts centiares, alors qu'ils présentent exactement une contenance de quatorze hectares douze ares dix-huit centiares, et qu'ils sont tels, en surplus, qu'ils sont figurés par une teinte verte sur un plan parcellaire dressé, le 27 octobre 1893, par le chef du génie de Fontainebleau, et désignés dans un état parcellaire à l'appui,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 30 octobre 1891 est rectifié et complété en ce qui concerne l'énumération de la superficie des terrains qui sont portés comme étant affectés, ainsi qu'il est dit ci-dessus, au département de la guerre, la contenance de ces terrains étant spécifiée être de quatorze hectares douze ares dix-huit centiares.

2. Les ministres de la guerre, de l'agriculture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

(1) XII^e série, Bull. 1433, n° 24221.

N° 27660. — DÉCRET qui affecte au Département de la guerre trois Parcelles de terrain dépendant de la forêt domaniale de Haye.

Du 31 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾ sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;
Vu le procès-verbal de la conférence tenue à Nancy, les 3-19 mars 1892, entre les représentants locaux des services intéressés;

Vu l'assentiment donné, le 7 juillet 1892, aux conclusions de ce procès-verbal, par le ministre de l'agriculture; sous réserve; toutefois, des conditions ci-après, proposées par la susdite conférence par le conservateur des forêts de Nancy, et relatives au remboursement des dommages causés par les tirs et ainsi libellées :

« Chaque année, un officier désigné par M. le général commandant la 1^{re} division d'infanterie et un agent forestier désigné par M. le conservateur des forêts de Nancy, constateront et évalueront ensemble les dommages, pertes et dépréciations de toute nature causés à la forêt domaniale de Haye par suite des exercices à feu. Les résultats de leur reconnaissance seront consignés dans un rapport, qui sera dressé en double minute et qui fixera le montant de l'indemnité à verser par le département de la guerre au département de l'agriculture par voie de virement de compte ».

Vu la lettre du 27 novembre 1893, par laquelle le ministre des finances a donné également son assentiment au projet d'affectation dont il s'agit;

Considérant qu'en vue des travaux de protection à effectuer aux abords du champ de tir de Laxon, dans les dépendances de la place de Nancy, il y a lieu d'affecter au département de la guerre trois parcelles de terrain d'une contenance totale d'environ vingt-deux ares dix-sept centiares, dépendant de la forêt domaniale de Haye, et telles, au surplus, qu'elles sont figurées sur une teinte jaune sur un plan parcellaire dressé, le 26 décembre 1893, par le chef du génie de ladite place,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Les parcelles de terrain domanial susmentionnées sont affectées au département de la guerre sous les conditions et réserves spécifiées dans la lettre susvisée du ministre de l'agriculture, et ailleurs ci-dessus reproduites.

2. Les ministres de la guerre, de l'agriculture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4933.

N° 27661. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de 1892.*

Du 1^{er} Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu l'état ci-annexé de créance liquidées à la charge du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, deuxième section (*Beaux-Arts*), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité, la créance comprise sur l'état susvisé peut être acquittée, attendu qu'elle concerne des services prévus au budget de l'exercice clos ci-dessus désigné et que son montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en augmentation des restes à payer et des droits constatés, arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit supplémentaire de trois mille francs (3,000'), montant d'une créance désignée au tableau ci-annexé et qui a été liquidée à la charge de cet exercice, et pour laquelle un état nominatif sera adressé en double expédition au ministre des finances, conformément aux prescriptions du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette créance sur le chapitre spécialement ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, deuxième section (*Beaux-Arts*), en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10577.

Plan de nouvelle créance reconnue en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892 et qui est à ordonnancer sur le chapitre des exercices clos du budget de l'exercice courant dans les conditions prévues par l'article 125 du décret du 31 mai 1862.

CHAPITRE DES ANCIENS BUDGETS.		TITULAIRES et motifs des créances.	TOTAL	
Résumé.	Désignation.		par chapitre.	par exercice.
20 bis.	Exposition internationale de Chicago.	M. Hary. Travaux de menuiserie et fourniture de vitrerie exécutés en 1892 pour l'exposition de Chicago (1,500' + 1,500').	3,000'	3,000'

17662. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.*

En 1^{re} Séance 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892,

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 3^r décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente, aux chapitres XLVIII et LI, sur lesquels les sommes demandées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 26 janvier 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme

de cinq mille trois cent soixante-treize francs quinze centimes (5,373¹⁵), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892	chapitre XLVIII.....	5,254 ¹⁷
	chapitre LI.....	118 ⁹⁸
ENSEMBLE.....		5,373 ¹⁵

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 4 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPOILLER.

N° 27663. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 1^{er} Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente, aux chapitres portant les numéros IV, XLVIII et LI, sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 26 janvier 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de cinq mille sept cent soixante-six francs soixante-six centimes (5,766⁶⁶), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892	{ chapitre IV.....	16 ⁶⁶
	{ chapitre XLVIII.....	5,725 00
	{ chapitre LI.....	25 00
ENSEMBLE.....		5,766 66

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27664. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Bénéfices publics.

Du 7 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893;

Vu les déclarations de versement tenant lieu de récépissés et constatant le versement par les trésoriers-payeurs généraux des départements de Savoie et de la Haute-Savoie, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de soixante-cinq mille francs, représentant le montant des subventions allouées à ces départements, pour l'exercice 1893, les travaux du cadastre;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit de soixante-cinq mille francs (65,000^f), au chapitre 1^{er} du budget dudit exercice : *Frais d'arpentage et d'expertise. — Cadastre primitif.*

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27665. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est autorisée la restauration du pont suspendu de Saint-Vallier, sur le Rhône (route nationale n° 7, annexe n° 1), dans le département de la Drôme, conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

12-24 mai 1893, et avec les modifications y apportées par le conseil général des ponts et chaussées;

2° La dépense, évaluée à cent soixante-huit mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts dépendant des routes nationales. (Paris, 22 Novembre 1893.)

N° 27666. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Cocu (*Albert-Clovis*), horloger, né le 29 mai 1858, à Lassay (Mayenne), Et M. Cocu (*Marcel-Louis-Victor*), gérant d'un bureau de tabac, né le 26 avril 1866, au même lieu, demeurant tous deux à Laval (Mayenne),

Sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de *Clovis*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Clovis* au lieu de *Cocu*;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 3 Avril 1894.)

N° 27667. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Poisvert dit Verpois (*Albert*), employé de commerce, né le 7 décembre 1855, à Paris, y demeurant, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Bellenger*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Bellenger* au lieu de *Poisvert* dit *Verpois*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 3 Avril 1894.)

N° 27668. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M^{lle} Yver (*Marie-Clémentine*), née le 1^{er} juillet 1847, à Paris, y demeurant, est autorisée à substituer à son nom patronymique celui de *Dulocle*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Dulocle* au lieu de *Yver*;

2° Ladite impétrante ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 3 Avril 1894.)

N° 27669. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Ginouillac (*Jean-Justin*), négociant, né le 19 février 1840, à Sainte-

Livrade (Lot-et-Garonne), demeurant à Rives (même département), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Genouillac*, et à signer légalement, à l'avenir, *Genouillac* au lieu de *Ginouillac*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 3 Avril 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Avril 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

ANTONIN DUBOST.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 5 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1614.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27670. — *Loi qui élève le Droit de douane du Blé et de ses dérivés à l'importation.*

Du 27 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 Février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le tableau A du tarif général des douanes est modifié de la façon suivante :

		TARIF général.	TARIF minimum.
		les 100 kilogr.	les 100 kilogr.
FARINEUX ALIMENTAIRES.			
63. — Froment, épaveur, mélail.	Grains.....	7 ¹ 00 ⁰	"
	Grains concassés et boulange contenant plus de 10 p. 100 de farine.....	11 00	"
	Farines au taux d'extraction de 70 p. 100 et au-dessus.....	11 00	"
	Farines au taux d'extraction compris entre 70 et 60 p. 100.....	13 50	"
	Farines au taux d'extraction de 60 p. 100 et au-dessous.....	16 00	"
75. — Biscuits de mer et pain.....		7 00	"
76. — Gruaux, semoule en gruaux (grosse farine), grains perlés ou mondés.....		16 00	"
76 bis. — Millet décortiqué et mondé.....		6 00	"
77. — Semoules en pâtes et pâtes d'Italie.....		19 00	16 ¹ 00 ⁰

2. Les grains étrangers dont les importateurs auront justifié en due forme, dans les quinze jours qui suivront la promulgation de la présente loi, qu'ils ont été embarqués antérieurement au 21 novembre 1893 directement pour un port français, seront admis aux conditions de la législation en vigueur au jour de leur embarquement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : MARTY.

N° 27671. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux des Ports de Dieppe et de Bordeaux.

Du 22 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu les déclarations (n° 5884) du receveur des finances de l'arrondissement de Dieppe (Seine-Inférieure) et (n° 14263) du trésorier général du département de la Gironde, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 2 et 6 novembre 1893, par les chambres de commerce de Dieppe et de Bordeaux, une somme totale de six cent quatre-vingt mille francs (80,000^f + 600,000^f), applicable aux travaux d'amélioration des ports desdites villes ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 19 janvier 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre 1^{er} : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de six cent quatre-vingt mille francs (680,000^f), applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Amélioration du port de Dieppe.....	80,000 ^f 00 ^c
Achèvement du port de Bordeaux.....	600,000 00

ENSEMBLE comme ci-dessus.....	<u>680,000 00</u>
-------------------------------	-------------------

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

1894. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le Traitement de l'Éclusier chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou.*

Du 25 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 5407) du trésorier général du département du Gard, constatant qu'il a été versé au trésor public, le 28 octobre 1893, par la compagnie du canal de Beaucaire, une somme de deux cent quarante francs trente-trois centimes, à titre de fonds de concours, pour le paiement du tiers du traitement de l'éclusier chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 23 janvier 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre ix : *Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent quarante-trois francs trente-trois centimes (243^{fr} 33), applicable au paiement du tiers du traitement de l'éclusier chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au

⁽¹⁾ n° série, Bull. 1045, n° 10527.

moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour la dépense mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27673. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre Français.

Du 25 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 31232) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 20 novembre 1893, par la ville de Paris, une somme de deux mille cent trente francs soixante-dix-neuf centimes, à titre de fonds de concours, pour les frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français pendant le troisième trimestre de 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 22 janvier 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre xxxviii : *Matériel des régies des palais nationaux*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux mille cent trente francs soixante-dix-neuf centimes (2,130^f 79) applicable aux frais d'éclairage électrique, pendant le troisième trimestre de 1893, du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27674. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses d'exécution du Nivellement général du territoire de la commune d'Harnes (Pas-de-Calais).

Du 25 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 5255) du receveur des finances de l'arrondissement de Béthune (Pas-de-Calais), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 14 octobre 1893, par la commune d'Harnes (Pas-de-Calais), une somme de neuf cent dix-neuf francs, à titre de fonds de concours, pour les dépenses d'exécution du nivellement général du territoire de ladite commune;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 23 janvier 1894.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre LII : *Nivellement général de la France — Opérations et représentation graphique*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de neuf cent dix-neuf francs (919⁴) applicable aux dépenses d'exécution du nivellement général du territoire de la commune d'Harnes (Pas-de-Calais).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JONNART.

N° 27675. — DÉCRET qui détermine les conditions dans lesquelles s'effectuera le Remboursement du capital des Rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties.

Du 5 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 6 Février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 11 de la loi du 17 janvier 1894, aux termes duquel un décret du Président de la République déterminera les conditions dans lesquelles s'effectuera le remboursement des rentes quatre et demi pour cent non converties ;

Vu le décret du même jour ⁽¹⁾ ;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le remboursement du capital des rentes quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0) non converties aura lieu, à partir du vendredi 16 février 1894, en France (y compris la Corse) et en Algérie, à la caisse des comptables du Trésor qui ont reçu les dépôts de titres.

Ce remboursement sera justifié, pour les rentes au porteur, par la production du récépissé de dépôt dûment quittancé ; pour les rentes nominatives, le récépissé de dépôt dûment quittancé par les ayants droit devra être appuyé des pièces de règle.

2. Dans chaque colonie, l'époque du remboursement sera fixée par un arrêté du gouverneur. Les ayants droit recevront, en même temps que le capital, l'intérêt à quatre et demi pour cent (4 1/2 p. 0/0) dudit capital calculé pour le nombre de jours courus depuis le 16 février 1894 jusqu'à la date fixée par l'arrêté du gouverneur.

3. Les remboursements seront centralisés pour ordre dans les écritures du caissier-payeur central du Trésor public.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

(1) XII^e série, Bull. 1607, n° 27505.

N° 27676. — **DÉCRET** qui nomme un Membre du Comité supérieur de la Caisse des offrandes nationales en faveur des Armées de terre et de mer.

Du 5 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 juin 1860 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 27 novembre 1872;

Vu les décrets des 9 janvier 1873 ⁽²⁾;

Sur le rapport des ministres de la guerre, de la marine et des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est nommé membre du comité supérieur de la caisse des offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer M. de Liron d'Airolles, directeur général de la comptabilité publique au ministère des finances, en remplacement de M. Lanjalley, qui remplissait cette dernière fonction au même ministère et qui est nommé conseiller-maire à la Cour des comptes.

2. Les ministres de la guerre, de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la marine,

Signé : A. LEFÈVRE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 27677. — **DÉCRET** portant homologation du Bornage de la modification apportée à la limite intérieure de la Zone des fortifications de la place de la Rochelle, dans la partie voisine du pavillon I.

Du 5 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽³⁾ pour l'application des lois précitées;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 814, n° 7797.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 118, n° 1724.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 884.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage en date du 25 septembre 1893, visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant la modification apportée, par décret en date du 13 août 1893, à la limite intérieure de la zone des fortifications de la place de la Rochelle, dans la partie voisine du pavillon I.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 27678. — DÉCRET portant homologation du Bornage de deux polygones exceptionnels créés dans la Zone des servitudes de la place d'Entrevaux.

Du 5 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage en date du 8 septembre 1893, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant la délimitation des deux polygones exceptionnels créés, par décision ministérielle du 4 avril 1870 et décret du 15 août 1892, dans la zone unique des servitudes de la place d'Entrevaux.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 27679. — **DÉCRET** qui reporte à l'exercice 1894 un Crédit non employé en 1893, destiné à la Décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements.

Du 7 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'état ci-annexé indiquant, avec leur date, les numéros et le montant des récépissés, ainsi que les dates des décrets qui ont ouvert au budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, deuxième section (*Beaux-Arts*), exercice 1893, des crédits s'élevant ensemble à la somme de soixante-sept mille cinq cent quarante francs, à titre de fonds de concours, pour les dépenses indiquées audit état;

Considérant qu'une seule dépense de cinq cents francs a été faite sur l'ensemble de ces crédits et qu'il y a lieu, en conséquence, d'en reporter le surplus, soit la somme de soixante-sept mille quarante francs au budget de l'exercice 1894;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les crédits s'élevant ensemble à la somme de soixante-sept mille quarante francs (67,040'), ouverts à titre de fonds de concours au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, deuxième section (*Beaux-Arts*) du budget de l'exercice 1893, chapitre XXII, et non employés, sont et demeurent annulés.

2. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur les fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XXII : *Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de soixante-sept mille quarante francs (67,040'), applicable aux dépenses désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*
Signé : E. SPULLER.

ÉTAT des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES versantes.	CHAPITRE ET MOTIFS des versements.	SUMES des récapitulés	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Haute-Garonne.	La ville de Toulouse.	CHAPITRE XXII. TRAVAUX D'ART, DÉCORATION D'ÉDIFICES PUBLICS À PARIS ET DANS LES DÉPARTEMENTS.			
		Premier acompte sur la somme de 72,000 fr. représentant la part contributive de la ville de Toulouse dans les travaux de restauration de la salle des Illustres de son hôtel de ville.....	2954 2955	9 avril 1893. <i>Idem</i>	9,200 ⁽¹⁾ 26,000
		Somme dépensée en 1893.....			35,200
		RESTE à reporter à l'exercice 1894.....			500
Pay-de-Dôme.	La société du musée de Riom.	Première annuité de la part contributive, fixée à 2,000 fr., de cette société dans les frais d'exécution en marbre du groupe intitulé : <i>Baiser filial</i> , commandé à M. Momieur.....	851	1 ^{er} avril 1893.	1,000 ⁽²⁾
		Attribution à l'administration des beaux-arts, sur le legs Giffard, d'une somme destinée à l'exécution d'une statue à M. Giffard. (Décret du 14 septembre 1892.).....	12167	25 avril 1893.	30,000 ⁽²⁾
Seine.....	Le receveur du 2 ^e bureau des domaines.	Part contributive de la ville de Toulouse dans les frais d'exécution d'un buste en marbre de Pierre Puget.....	1806	<i>Idem</i>	1,340 ⁽²⁾
Var.....	La ville de Toulon.				
TOTAL.....					67,040

(1) Décret du 25 juillet 1893, reporté à l'exercice 1893 par décret du 2 juin 1893. — (2) Décret du 24 juin 1893. — (3) Décret du 21 août 1893.

N° 27680. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Dépenses publiques.*

Du 7 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu la convention passée le 31 décembre 1886, entre le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et MM. *Hachette* et compagnie, libraires-éditeurs, demeurant à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 79, suivant acte sous signatures privées dont un double porte la mention suivante : « Enregistré à Paris, pour duplicata, bureau des actes administratifs, le 14 janvier 1889, folio 75, case 6. Reçu vingt-cinq francs, décimes compris. Signé illisiblement », aux termes de laquelle MM. *Hachette* et compagnie, pour aider à la publication du *Journal des savants*, subventionné par le ministère de l'instruction publique, et sous les conditions énoncées audit acte, se sont engagés à verser annuellement au Trésor public une somme de six mille francs à titre de fonds de concours;

Vu la déclaration délivrée, le 20 de ce mois, par le receveur central des finances du département de la Seine, constatant que, le même jour, il a été versé à sa caisse par MM. *Hachette* et compagnie la somme de six mille francs;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatifs à la recette et à l'emploi des fonds de concours pour dépenses publiques;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 31 janvier 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de la somme de six mille francs (6,000^f).

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre xxxiv : *Journal des savants*, du budget des dépenses de l'exercice 1893.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27681. — *DÉCRET qui rend exécutoire en Algérie la loi du 8 août 1893, relative au Séjour des Étrangers en France et à la Protection du Travail national.*

Du 7 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 11 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 21 juin 1890, concernant le séjour des étrangers en Algérie;

Vu la loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie, le Conseil de gouvernement entendu;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, est rendue exécutoire en Algérie.

Sont néanmoins maintenues toutes celles des dispositions du décret du 21 juin 1890 qui ne sont pas contraires à ladite loi.

2. Le ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : ANTONIN DUBOST.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27682. — *DÉCRET qui modifie celui du 29 novembre 1893, relatif à la Circulation en franchise, par la poste, des Avis de constatation de Maladies épidémiques.*

Du 8 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Vu le décret du 29 novembre 1893 ⁽²⁾, autorisant la circulation en franchise des avis contresignés que les médecins, les officiers de santé et les sages-femmes sont tenus, en cas de constatation de maladies épidémiques,

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11653.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1596, n° 27319.

d'adresser au maire de la commune habitée par le malade et au préfet ou au sous-préfet de l'arrondissement;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 16 décembre 1893, tendant à obtenir une modification du décret du 29 novembre précité, en ce qui concerne l'obligation, pour les expéditeurs, de contresigner les avis dont il s'agit;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le décret du 29 novembre 1893 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les préfets, les sous-préfets et les maires sont autorisés à recevoir en franchise, sans condition de contreseing, les avis qui leur seront adressés, en cas de constatation de maladies épidémiques, de localités situées dans le département du lieu de destination ou dans les départements limitrophes.

« Ces avis seront établis sur feuilles en partie imprimées affectant la forme de cartes-lettres et porteront imprimées, d'une manière très apparente sur leur suscription, les mentions : « Service des maladies épidémiques. — Loi du 30 novembre 1892. »

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Février 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

N° 27683. — *DÉCRET portant fixation et répartition du Crédit d'inscription des Pensions civiles pour l'année 1894.*

Du 14 Février 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 16 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles ;

Vu l'article 51 de la loi du 26 janvier 1892, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892 ;

Vu le règlement d'administration publique du 8 août 1892 ⁽¹⁾ ;

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 1498, n° 25406.

Vu l'état des extinctions réalisées en 1893 sur les pensions inscrites, arrêté par le ministre des finances à la somme de quatre millions trois cent cinquante mille francs;

La section des finances du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853 est fixé, pour l'année 1894, à la somme de quatre millions trois cent cinquante mille francs (4,350,000^f).

2. Ce crédit est réparti ainsi qu'il suit :

Fonds commun pour les veuves et les orphelins.....	900,000 ^f
Ministère de la justice.....	190,000
Ministère des affaires étrangères.....	50,000
Ministère de l'intérieur :	
Ministère.....	68,000
Algérie.....	15,000
Ministère des finances.....	1,291,000
Ministère de la guerre.....	40,000
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes.....	970,000
Ministère de l'agriculture :	
Ministère.....	20,000
Forêts.....	105,000
Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies :	
Ministère.....	16,000
Colonies.....	32,000
Postes et télégraphes.....	450,000
Ministère des travaux publics.....	190,000
Ministère de la marine.....	13,000
TOTAL.....	4,350,000

3. Ne seront imputées sur ce crédit que les pensions résultant de décès survenus ou d'admissions à la retraite prononcées du 1^{er} janvier au 31 décembre 1894.

4. Les ministres aux départements ci-dessus sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27684. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 15 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894 ;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾ ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint ;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente au chapitre portant le numéro 48, sur lequel les sommes réclamées doivent être prélevées, un reste disponible suffisant pour les acquitter ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 9 février 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de huit mille cinq cent cinquante et un francs vingt-cinq centimes (8,551^f 25), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892, chapitre XLVIII. 8,551^f 25^c

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 20527.

N° 27635. — *DÉCRET concernant le Tirage au sort des Places et la Police de la Pêche à Terre-Neuve.*

Du 17 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les décrets des 2 mars 1852⁽¹⁾ et 22 mars 1862⁽²⁾ sur la police de la pêche à l'île de Terre-Neuve;

Vu le décret disciplinaire et pénal du 24 mars 1852⁽³⁾ sur la marine marchande;

Vu le décret du 12 janvier 1891, relatif à la date de départ des navires et la dépêche interprétative du 7 mars 1891;

Vu le décret du 12 février 1892⁽⁴⁾, modifiant le minimum d'équipage des navires armés pour Terre-Neuve avec sécherie;

Vu l'arrêté ministériel du 24 mai 1862 sur l'organisation du service de santé à Terre-Neuve;

Vu les dépêches ministérielles des 26 février 1872 et 12 février 1877, concernant l'occupation du havre de l'île Rouge;

Vu l'arrêté ministériel du 2 janvier 1889 sur la pêche de la boëtte par les banquiers dans les baies de Terre-Neuve;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale des armateurs pour la pêche de la morue à Terre-Neuve, réunis à Saint-Servan le 7 janvier 1894;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

Tirage et concession des places. — Conditions de jouissance des places.

ART. 1^{er}. Les havres et places avec les graves qui en dépendent, aux côtes de l'île de Terre-Neuve, continueront de n'être pas au choix du premier arrivé ni du premier occupant.

La répartition en sera faite entre les armateurs, tous les cinq ans, par voie d'un tirage au sort et au moyen d'un état indicatif des havres situés sur la partie des côtes de ladite île où, d'après les traités, les capitaines français peuvent s'établir pour la pêche.

Cet état fera connaître, suivant le plan topographique des côtes et en commençant par le premier havre de la côte de l'ouest :

Les noms des havres ;

Les numéros et les noms des places comprises dans chaque havre ;

Le nombre des bateaux que chacune peut contenir ;

La situation de la grave correspondant à chaque place.

La nomenclature des places sera divisée, sur ledit état, en trois séries établies de la manière suivante, d'après le nombre de bateaux auquel chaque place peut suffire, savoir :

Première série (place pouvant contenir 15 bateaux et au-dessus) ;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 503, n° 3305.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1013, n° 10071.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 524, n° 4006.

⁽⁴⁾ 11^{re} série, Bull. 1468, n° 24867.

Deuxième série (place pouvant contenir de 10 à 15 bateaux exclusivement);

Troisième série (place pouvant contenir 9 bateaux et au-dessous).

2. Tous les cinq ans, les armateurs des différents ports de France qui se proposent d'envoyer des navires à la pêche sur les côtes de Terre-Neuve feront au chef du service de la marine, à Saint-Servan, la déclaration du nombre de navires qu'ils doivent armer pour la pêche, avec l'indication du tonnage de ces navires.

3. Ces armateurs ou leurs correspondants autorisés se réuniront à Saint-Servan le 5 décembre, sous la présidence du chef du service de la marine, afin qu'il soit procédé, ainsi qu'il suit, à la répartition des places que leurs navires devront occuper.

Les déclarations faites conformément à l'article 2 seront comprises dans un relevé général présentant, eu égard au tonnage des navires et à la force de l'équipage, le classement des navires en trois séries, savoir :

Première série. — 142 tonneaux et au-dessus, 25 hommes d'équipage au moins.

Deuxième série. — 90 à 142 tonneaux exclusivement, 20 hommes d'équipage au moins.

Troisième série. — Au-dessous de 90 tonneaux, 15 hommes d'équipage au moins.

Il sera donné lecture de ce relevé à l'assemblée; après quoi le tirage au sort aura lieu par série, en commençant par la première et en descendant de celle-ci à la deuxième, puis à la troisième, jusqu'à épuisement.

A cet effet, il sera disposé autant de bulletins qu'il y aura de navires dans une même série, et chacun des bulletins portera le nom de chacun des navires.

Ces bulletins seront ensuite mis dans une urne, d'où ils seront successivement tirés en présence de tous les armateurs réunis.

Au fur et à mesure qu'un bulletin sortira, l'armateur du navire désigné sur le bulletin choisira une place dans la série à laquelle ce bâtiment appartient.

Si la série des places se trouve épuisée avant la série correspondante des navires, les bâtiments excédants seront réunis à ceux de la série inférieure.

Dans le cas contraire, après le choix fait par les armateurs des navires compris dans la première série, les places qui s'y trouveront encore disponibles pourront être choisies par les armateurs de la deuxième série concurremment avec les places appartenant à cette série. Les armateurs de la troisième série auront également la faculté de faire choix des places vacantes dans les deux séries supérieures.

4. Il pourra, après ce premier tirage général, être procédé à un tirage supplémentaire pour la concession de places sur la côte de l'île de Terre-Neuve aux armateurs qui expédieront leurs navires à la

pêche sur le grand banc ou sur les banquereaux, avec l'intention faire sécher à la côte de l'île la morue prise par ces bâtiments.

Pourront prendre également part à ce tirage supplémentaire armateurs qui, ayant déjà obtenu une première place pour un navire, demanderaient une deuxième place dans un havre non occupé et concédé de la côte Est ou de la côte Ouest, à laquelle aucun bâtiment ne serait affecté.

Mais ces armateurs, pour être admis au tirage des places entrées, seront tenus, comme les autres armateurs, à une déclaration préalable, à défaut de laquelle leurs navires ne pourront s'établir qu'aux points de la côte qui ne seront point occupés.

5. Par exception aux dispositions qui précèdent, le havre de Rouge situé à la côte Ouest de Terre-Neuve fera l'objet d'un tirage partiel, auquel seront admis tous les armateurs, sans distinction de domicile, mais seulement à titre individuel.

La durée de la concession de l'île Rouge sera de cinq ans, comme pour les autres places, et, pendant cette période, l'occupation en sera obligatoire pour le concessionnaire, qui ne pourra, dans aucun cas, faire occuper ce havre par un autre armateur.

Un personnel de 90 hommes au moins sera affecté à l'exploitation dudit havre.

Quatre places de bateau y seront réservées, ainsi que dans le havre de Cod-Roy, situé à la même côte, aux pêcheurs de Saint-Pierre et Miquelon qui voudront exercer leur industrie sur ces deux points.

6. La répartition des saumoneries continuera d'avoir lieu par le tirage au sort entre les armateurs concessionnaires des havres auxquels, d'après leur position, ces saumoneries correspondent.

L'opération du tirage sera constatée par un procès-verbal.

7. Les résultats du tirage effectué conformément aux articles précédents seront énoncés dans un tableau de répartition dressé par les soins du chef de service de la marine.

Ce tableau devra présenter :

Les noms des havres;

Les numéros et les noms des places comprises dans chaque havre;

Le nombre de bateaux que chaque place peut contenir;

Les noms des armateurs concessionnaires;

Les villes où ces armateurs sont domiciliés;

Les noms des navires;

Le port en tonneaux de ces navires;

Le nom et l'âge des capitaines;

La force des équipages;

Le port d'où chacun de ces bâtiments doit être expédié.

Dans les quatre années qui suivront celle du tirage général, il sera fait, chaque année, le 5 décembre, un tirage partiel des places vacantes, de la manière prescrite pour le tirage général.

8. A la suite du tirage général, y compris le tirage complémentaire prévu à l'article 4, comme de chacun des tirages annuels, les places demeurées disponibles seront concédées par le Ministre aux armateurs qui en auront fait la demande depuis l'époque du tirage jusqu'au 30 juin.

Les armateurs qui, postérieurement au tirage général, obtiendront des places, n'en jouiront que pendant le temps restant à s'écouler jusqu'au terme marqué pour le renouvellement quinquennal.

Ces concessions particulières seront inscrites sur le tableau de répartition.

Il ne pourra, dans l'intervalle d'un tirage à l'autre, être créé de nouvelles places, à moins que toutes celles soumises au tirage n'aient été concédées.

9. Le tableau de répartition, établi à la suite du procès-verbal du tirage des places et arrêté par le chef du service de la marine à Saint-Servan, sera adressé au Ministre de la marine; il sera imprimé et rendu public.

10. Chaque armateur conservera pendant cinq ans la jouissance du havre et de la place qui lui auront été assignés, tant qu'il continuera d'expédier le même nombre de navires de même série pour la pêche de la morue à la côte et d'y faire occuper effectivement les places dont il sera concessionnaire.

Il conservera, pendant le même temps, la jouissance des chaufauds, dépendances et graves qu'il aura fait réparer.

A la fin de la cinquième année de la jouissance, chaque capitaine constatera, par un procès-verbal signé de deux capitaines voisins, l'état de l'établissement qu'il aura formé et occupé, lequel consistera dans le chaufaud, ses orgages et ses tenailles, les cabanes et leurs portes, les étaux, layoirs et garde-poissons, rances à bascules et cajots; il laissera ledit établissement dans la situation où il se trouvera.

Quant aux autres objets, tels que traîneaux, bateaux, avirons et autres ustensiles, le capitaine pourra les enlever, afin que l'armateur propriétaire en dispose à son gré.

11. Les cinq années expirées, il sera procédé, par la voie du sort, conformément aux dispositions de l'article 3, au renouvellement général du partage des places entre les armateurs déjà concessionnaires, concurremment avec ceux qui se présenteront pour la première fois, mais après que les uns et les autres auront fait les déclarations prescrites par l'article 2.

12. Le chef du service de la marine à Saint-Servan adressera, chaque année, aux administrateurs des ports d'où les navires devront être expédiés un état de répartition des places de la côte Est et de la côte Ouest.

Départs des navires. — Papiers dont ils doivent être munis.

13. Les navires pêcheurs destinés à la côte Est ou à la côte Ouest

de Terre-Neuve ne pourront obtenir la remise de leurs papiers bord avant le 1^{er} mars. Toutefois ceux destinés à la côte Est ne devront tenter d'aborder sur la côte de l'île avant le 10 mai.

Tout capitaine de navire qui appareillera et fera route avant le 1^{er} mars sera passible d'une amende de 1,000 francs, dont l'armement sera solidairement responsable.

La même peine sera prononcée contre tout capitaine qui expédie des bateaux sur la côte, si le navire en est éloigné de plus d'un mille, et même d'une moindre distance, s'il y a banquise formée, ce qui sera constaté par les journaux des capitaines et des officiers.

14. Tout navire titulaire d'une place devra être muni d'un *bulletin de mise en possession* conforme au modèle annexé au présent décret. Ce bulletin, qui sera délivré au capitaine par le commissaire de l'inscription maritime du port d'armement, devra être exhibé à la réquisition des capitaines prud'hommes, dont il est parlé aux articles 15 et suivants.

Chaque navire expédié pour les côtes de l'île et concessionnaire d'une place devra avoir, indépendamment de son bulletin de mise en possession, un exemplaire du présent décret et du tableau de répartition visé par l'article 7.

Capitaines prud'hommes.

15. Un capitaine, dit *capitaine prud'homme*, est spécialement chargé de maintenir la discipline, la police et le bon ordre dans les havres et baies communes; il assure à chaque capitaine la jouissance du havre, de la grave et du mouillage qui lui sont assignés; il inspecte les filets, veille à la sûreté des mouillages et rades; il reçoit les plaintes des capitaines pêcheurs et y fait droit, lorsqu'il est content pour les juger, après avoir toutefois vérifié les faits et acquis les preuves autant qu'il est possible.

Le capitaine prud'homme préside toutes les réunions qui peuvent avoir lieu dans les havres et baies; il termine comme *prud'homme arbitre*, et sans frais, les contestations qui peuvent s'élever entre capitaines; il ne peut exiger aucune rétribution ni émoluments des capitaines pêcheurs; il garde minute des décisions qu'il prend; il constate par des procès-verbaux toutes les contraventions au présent décret, commises pendant la durée de la pêche; il signe ces procès-verbaux, les fait signer par les officiers et le maître d'équipage; à son retour, il remet lesdits procès-verbaux et décisions au commissaire de l'inscription maritime du port d'où il est parti.

Il remet, en outre, audit commissaire un rapport détaillé sur la navigation et sur tout ce qui peut intéresser l'amélioration de la pêche.

Les fonctions de prud'homme sont dévolues au plus âgé des capitaines des bâtiments mouillés dans les havres et les baies communes; mais les capitaines au long cours auront toujours la priorité sur les maîtres au cabotage.

16. Toute demande en indemnité pouvant résulter de l'application du présent décret sera jugée sommairement et sans appel par les capitaines du havre non intéressés aux bâtiments en contestation. Ces capitaines sont présidés par le prud'homme et, si celui-ci est intéressé ou absent, par le capitaine le plus âgé après le prud'homme.

Toutes contraventions, soit de la part des armateurs, soit de la part des capitaines de navires, seront punies conformément au présent décret.

Les procès-verbaux constatant lesdites contraventions seront remis, comme il est dit à l'article 15, au commissaire de l'inscription maritime, pour que, à la diligence de cet administrateur, les poursuites de droit soient exercées devant les tribunaux ordinaires.

17. Le capitaine prud'homme est tenu de remettre aux commandants des bâtiments de la station, lorsqu'ils font l'inspection des havres, un état spécifiant, pour chaque place en particulier, si elle est ou non occupée comme le règlement le prescrit et si la légalité en toute chose y est observée.

Tout délit contre la discipline, toute contravention aux règles établies en ce qui concerne le régime de la pêche et le mode d'occupation des places seront par lui dénoncés aux commandants desdits bâtiments, qui ont mission de les réprimer et de maintenir partout le bon ordre et l'observation du présent décret.

18. S'il est commis des délits qui, en France, sont du ressort des tribunaux, le capitaine prud'homme remplit les fonctions de juge de paix : il forme la première instruction ; il veille à ce que le prévenu ne puisse s'évader et soit remis au commandant de la station avec les pièces constatant le délit.

●

Occupation des places. — Droits des navires non pourvus de concessions. —
Obligations imposées aux concessionnaires.

19. Tout navire français armé pour la pêche de la morue pourra pêcher dans les baies communes ou dans les havres inoccupés. Il pourra même pêcher dans le périmètre des places occupées après avoir obtenu l'autorisation du capitaine concessionnaire ou, s'ils sont plusieurs concessionnaires, de tous les capitaines établis dans ce havre.

Sauf dans les cas d'adhésion des concessionnaires intéressés, les navires non titulaires d'une place n'auront pas droit au rivage intérieur des havres occupés ; toutefois ils pourront déborder leurs filets sur la portion de côte qui relie deux havres.

Les capitaines titulaires d'une place peuvent seuls empêcher un navire de pêcher dans leurs eaux ; les capitaines non pourvus d'un titre de concession ne seront pas en droit de s'opposer à la pêche concurrente d'un navire qu'ils auraient précédé ou suivi dans l'exploitation d'un havre.

Le droit de mouillage dans tous les havres sans exception est ac-

quis aux bâtiments qui s'y présentent, à la condition que leur présence ne serve pas de prétexte à des pratiques de pêche illicite.

Tous les navires qui séjournent dans un havre, qu'ils soient ou non titulaires d'une place, devront obéissance au capitaine de l'homme.

Aucun sujet anglais ne devra pêcher sur les points où les Français pratiquent cette industrie, et les capitaines des bâtiments titulaires de place ont, au même titre que ceux pourvus d'une concession, le droit de s'opposer à la concurrence illicite des indigènes des goélettes nomades. Les capitaines auront le devoir de signaler les délinquants aux croiseurs de la station.

20. Tout armateur qui, dans l'année qui suivra le tirage général des places, et à moins qu'il n'y soit contraint par force majeure, n'expédiera pas le navire dont l'armement annoncé par lui aura été terminé à son égard une concession de place par la voie du sort, perdra ses droits à la jouissance de cette place et sera en outre condamné à l'une des amendes suivantes, savoir :

- 4,000 francs pour les navires de 1^{re} série ;
- 3,000 francs pour les navires de 2^e série ;
- 2,000 francs pour les navires de 3^e série.

Il sera prononcé une amende de quatre mille francs (4,000^f) pour la non-occupation dans l'année qui suivra le tirage de la concession spéciale du cap Rouge.

L'amende sera de mille francs (1,000^f) pour les armateurs des navires admis au tirage spécial prévu par les paragraphes 1 et 2 de l'article 4, qui, dans l'année qui suivra ce tirage, n'expédieront pas les navires pour lesquels ils auront obtenu la concession d'une place à la côte de Terre-Neuve, ou qui, ayant expédié leurs navires sur le banc ou sur les banquereaux, se seront abstenus de faire occuper la côte la place de sécherie dont ils auront été déclarés concessionnaires.

Il ne sera pas prononcé d'amende lorsque la non-occupation d'une place aura lieu dans une des quatre années qui suivront celle immédiatement postérieure au tirage. Dans ce cas, la non-occupation sera considérée comme un abandon.

Les places portées pour mémoire au tableau indicatif tenu en dehors du tirage, le choix qui en sera fait par les armateurs pendant l'opération du tirage, n'exemptera pas ceux-ci du paiement de l'amende, si toutes les places habitables portées au tableau ne sont pas épuisées avant ce choix.

Ces amendes seront prononcées par le chef du service de la marine à Saint-Servan. Lorsque les parties croiront devoir appeler de cette décision, l'affaire sera soumise à l'examen de trois arbitres désignés par les armateurs réunis en assemblée générale ; si leur décision n'est pas conforme à celle du chef de service, le Ministre de la marine statuera définitivement, après avoir pris communication des rapports du chef du service et des arbitres.

Tout armateur auquel il aura été concédé une place sera tenu de la faire occuper, la première année suivant le tirage, par le navire concessionnaire ou un autre de même série au moins, dans le cas où ce navire aurait été condamné sans avaries de mer depuis le tirage. S'il est vendu, l'acquéreur sera tenu aux mêmes obligations, sous la responsabilité du vendeur.

Les chauffauds, leurs dépendances et graves, tels qu'ils se trouveront à l'arrivée des navires sur la côte, appartiendront au navire auquel la place aura été assignée d'après la répartition réglée par les articles 2, 3 et 7 du présent décret, ou à un autre navire armé en remplacement par le même armateur, pourvu qu'il appartienne à la même série.

Si, dans les années qui suivront celle où le partage général des places aura été effectué, ledit armateur expédie un navire de moindre série, il y aura lieu au partage de la grave, seulement en raison de la différence de la série.

Toute place qui, pendant une saison de pêche, et sauf le cas de force majeure dûment constaté, n'aura pas été occupée par le navire concessionnaire, sera réputée vacante; elle pourra être mise à la disposition de tout autre armateur, suivant les formes prescrites, sans que le premier concessionnaire qui l'aura abandonnée puisse y conserver aucun droit ni prétendre à aucune indemnité.

Aucun armateur ne pourra revendiquer la jouissance d'un terrain non occupé, mais qu'un autre armateur concessionnaire aura défriché à neuf et disposé pour faciliter et étendre l'exploitation de sa pêche, à moins que ce terrain ne reste inoccupé pendant deux saisons.

21. Les conditions d'occupation d'une place sont les suivantes :

A la côte Est : On entend par occuper une place, y déposer le nombre d'hommes d'équipage voulu eu égard à la série à laquelle le navire appartient, faire pêche effective dans le havre, trancher et saler à la place des produits de la pêche, y former et entretenir l'établissement complet de pêche.

Le navire occupant peut toutefois se déplacer pendant la campagne, mais son équipage de pêche doit passer trente jours au moins dans la place dont il est concessionnaire. Il ne pourra quitter son poste dans aucun autre but que celui de la pêche, et toute contravention à cette disposition entraînerait le retrait de la concession accordée, indépendamment de la privation du droit à la prime d'armement pour insuffisance de séjour sur les lieux de pêche.

A la côte Ouest : L'occupation s'effectue dans les mêmes conditions qu'à la côte Est, dans les havres du nouveau Port-au-Choix, dans l'anse de Barbacé, à l'île aux Sauvages et aux îles Saint-Jean; dans les autres baies de la côte Ouest, on entend par occuper une place, mouiller au moins une fois pendant la campagne dans le havre où l'on est concessionnaire d'une place.

Exercice de la pêche.

22. Aucun capitaine ne pourra, sauf les exceptions ci-après, établir son navire pour faire la pêche ou sécherie dans un havre autre que celui qui lui aura été assigné par le bulletin de mise en position, sous peine de 500 francs d'amende, indépendamment d'une interdiction de commandement.

Les bateaux à la ligne de main, expédiés en dégrat, seront autorisés à pêcher, trancher et saler dans tous les havres, et même à sécher sur les terrains vacants desdits havres.

Le dégrat des bateaux pêchant aux harouelles est autorisé à la côte Ouest, mais seulement dans les baies communes et dans les havres inoccupés.

La défense portée par le premier paragraphe du présent article n'empêche sans préjudice des arrangements qui pourront être faits à l'amiable entre les armateurs ou capitaines, pour l'occupation réciproque de leurs navires des havres et des places qui leur auront été respectivement affectés sur l'une et l'autre côte, et elle ne s'étend pas sur les havres absolument inoccupés, où les bâtiments pourront se placer et auront la faculté de conserver la place en faisant, au retour de leur voyage, l'abandon de celle déjà concédée.

Toutefois aucun échange de places entre deux armateurs ou capitaines ne sera valable que s'il y a expédition des deux parts.

En cas de non-expédition de l'un des deux navires, la place qui appartenait avant l'échange tombera dans le domaine public.

Les navires pêcheurs de la côte Ouest sont autorisés à s'établir pour sécher leurs produits de pêche, soit dans les havres absolument inoccupés de la côte Est, soit une place inoccupée de la même côte, soit aussi par adjonction mutuellement consentie avec un des navires concessionnaires.

Les navires concessionnaires de places à la côte Est pourront aller avec leurs seines ou envoyer leurs bateaux de seine dans tous les havres inoccupés de ladite côte.

Les dégrats de navires et de seines dans les havres occupés de la côte Est sont interdits d'une manière absolue.

Les équipages des navires naufragés sont autorisés à s'établir pour faire pêche et sécherie sur toute place inoccupée, et même à se joindre à tout navire concessionnaire, si celui-ci n'y met aucun obstacle.

Ces équipages conserveront le droit de faire usage de leurs seines. Nonobstant la perte de leurs bâtiments, ils seront tenus de remplir tous les engagements par eux contractés en vue de la campagne, à charge par l'armateur, représenté, en son absence, par le capitaine de pourvoir, à ses frais, à leur rapatriement, ainsi qu'à leur entretien et à leur subsistance, et d'exécuter intégralement, de son côté, les stipulations du contrat.

23. Le mode de pêcher dit en *défilant le golfe* est autorisé à la côte

est de Terre-Neuve, et la pêche pourra être tout à la fois nomade sédentaire sur cette partie du littoral, depuis la baie de Port-a-Inclusivement jusqu'au cap Normand.

La pêche est réservée et demeure, comme à la côte Est, le privilège exclusif des navires occupant, dans tous les havres portés sur le plan de répartition où il est créé, des places qui sont concédées par le plan du tirage.

La pêche est libre, au contraire, pour tous les navires pêcheurs, à l'exception, expédiés à la côte Ouest, dans toutes les baies où il n'a pas été créé de places particulières, et qui sont désignées sur le plan de répartition des places comme affectées à l'exploitation commune de la pêche. Ces baies sont celles de Port-à-Port avec ses dimouillages, des îles avec toutes les rades qui en dépendent, de la Baie, de Tête-de-Vache, celle de Sainte-Marguerite avec celle du Nouveau-Férolle et de l'Anse-aux-Fleurs.

Le capitaine pourvu d'un bulletin de mise en possession pour la côte Ouest a le droit de s'établir et de faire pêche non seulement dans un port particulier où une place lui a été attribuée, mais encore dans toutes les baies où il n'existe pas de concession particulière et assimilées à des ports neutres, demeurent ouvertes à l'exploitation commune.

Les goélettes des îles Saint-Pierre et Miquelon jouissent également de cette dernière faculté.

Les bateaux appartenant à des navires qui ne sont pas concessionnaires de places dans le Petit-Port seront admis à pêcher sur tous les fonds extérieurs qui en dépendent, mais les produits de leur pêche ne pourront être tranchés ni salés dans l'intérieur de ce port.

Les agrégations y sont absolument interdites. Aucun navire autre que les concessionnaires ne pourra y mouiller.

5. L'usage des filets appelés *trappes* est prohibé dans toute l'étendue des pêcheries françaises de la côte de Terre-Neuve.

6. L'usage des lignes de fond ou harouelles est autorisé tant à la côte Ouest qu'à la côte Est de Terre-Neuve, mais seulement à partir du 1^{er} août pour cette dernière côte.

Les chaloupes pêchant avec des harouelles sont affectées aux places et leur nombre dépend de la série des navires occupants.

Les places de la 1^{re} série pourront en armer trois; celles de 2^e série deux, pourvu que les unes et les autres soient occupées par les navires d'une série au moins égale. Si les bâtiments sont d'une série inférieure, le nombre des chaloupes sera déterminé par la série de places correspondante à celle de ces bâtiments. Dans aucun cas, il ne pourra être armé plus d'une dans les places de 3^e série.

Les chaloupes n'auront pas le droit de faire lever les bateaux occupant la ligne de main.

7. L'usage des seines à morues est maintenu.

Leur étendue sera à la volonté de l'armateur, tant en hauteur

qu'en longueur, mais la maille n'aura pas moins de 48 millimètres entre nœuds au carré.

Les seines à morue dont la maille sera plus petite que 48 millimètres entre nœuds au carré seront, sur l'ordre du capitaine port ou sur celui d'un des officiers de la station en service, démontées et séquestrées pendant la saison de pêche.

La vérification de seines sera faite en mesurant 20 mailles allongées qui devront porter 1 m. 920.

27. Les bateaux de seine ont le droit de choisir les places qui leur plaîent de déborder.

Si un ou plusieurs bateaux pêchant à la ligne se trouvent mouillés dans le circuit d'un bateau de seine, ils seront tenus de déranger et de lui céder la place, après que le bateau de seine aura prévenu qu'il va déborder et qu'effectivement il aura commencé à jeter son filet à la mer.

Dans le cas où l'un des bateaux à la ligne refuserait de se déloger après en avoir été sommé par le bateau de seine, il sera tenu de payer à celui-ci une amende de 1,000 morues.

28. Sous peine de donner également 1,000 morues au bateau de seine chant à la seine, le bateau pêchant à la ligne ou tout autre bateau de seine devra s'abstenir de mouiller dans le circuit de la seine et gêner les mouvements, une fois que le bateau de seine aura prévenu qu'il va déborder et qu'il aura effectivement commencé à jeter son filet à la mer.

Si les maîtres de seine se rendent à l'avance sur certains points pour y attendre le poisson, ils ne pourront y mouiller qu'avec des grappins, et, dans ce cas, ils seront tenus de quitter la place dès que le maître de seine commence à déborder avant eux.

Le fait de stationner sur son grappin ne constituera à un bateau de seine aucun droit de propriété, lorsqu'il s'agira de déborder.

29. La pêche du saumon, au moyen de barrages ou de filets, pourra se faire dans les ruisseaux ainsi que dans les rivières, mais jamais le long des côtes.

Dispositions et recommandations diverses.

30. Il est interdit à tous les pêcheurs français établis sur la côte de Terre-Neuve d'avoir des établissements couverts en plan ou de boisage de cette écorce pour quoi que ce soit.

31. Il est défendu à tout capitaine, sous peine de 500 francs d'amende, de jeter du lest dans les havres; de s'emparer des débris des huiles et des autres objets qui auraient pu être laissés à la place précédente; de rompre, transporter, dégrader ou laisser tomber en ruine les chauffauds, cabanes et dépendances de la place dont il est le concessionnaire. Il est, en outre, expressément recommandé à tout capitaine d'améliorer la place qu'il occupe.

Les amers servant à indiquer l'entrée des havres sont entretenus par les capitaines les plus voisins desdits havres.

En cas de difficulté, le prud'homme pêcheur compétent statuera.

32. Il est interdit à tout capitaine de s'emparer des chaloupes et des bateaux échoués sur la côte, sans un pouvoir spécial des propriétaires de ces embarcations, à peine d'en payer le prix, ainsi que des francs d'amende.

Mais si les propriétaires des chaloupes et des bateaux ne s'en servent pas ou n'en ont pas disposé, ceux qui en auront besoin pour la pêche, avec la permission du capitaine prud'homme, en faire usage pour leur pêche, à condition qu'à leur retour ils en payeront le loyer aux propriétaires.

Les capitaines qui voudront employer ces chaloupes et ces bateaux sont tenus de remettre au prud'homme du havre et, en son absence, à un capitaine voisin, un état indiquant le nombre des chaloupes et des bateaux qu'ils comptent prendre pour leur service, et la soumission d'en payer le loyer et les remettre au propriétaire, s'ils arrivent à la côte, ou à tout autre ayant pouvoir du propriétaire.

Si les chaloupes et les bateaux ne sont pas remis au propriétaire pendant la durée de la pêche, les capitaines qui les auront employés sont tenus de les faire échouer en lieu de sûreté; cette circonstance sera constatée par un certificat que le capitaine prud'homme, en son absence, un autre capitaine délivrera.

Les bateaux, les sels et les autres objets laissés à la côte et qui n'ont pas été enlevés par le propriétaire du 1^{er} au 10 septembre de la seconde année à partir de l'époque de l'occupation, seront vendus à l'encan à la diligence du prud'homme, au profit du propriétaire, à la charge par l'acquéreur de les enlever dans la quinzaine suivant la vente.

33. Les capitaines seront tenus de procurer aux commandants des navires employés en station sur les côtes de l'île de Terre-Neuve les renseignements et détails que ces officiers leur demanderont sur l'exploitation de la pêche, sur la police observée par les pêcheurs, le nombre et l'état de leurs navires, de leurs bateaux et de leurs équipages.

34. L'embarquement des provisions particulières de boissons spiritueuses à bord des bâtiments faisant la pêche de la morue est formellement interdit.

L'Administration de la marine concertera avec celle des douanes les mesures à prendre pour empêcher l'embarquement des spiritueux même celui des fûts vides propres à en contenir.

Le Ministre de la marine retirera la lettre de commandement, à un temps dont sa décision fixera la durée, à tout capitaine qui a laissé vendre à son bord des boissons spiritueuses.

Une amende de 500 francs sera encourue par tout armateur qui a fait vendre de ces boissons, pour son compte, aux équipages de ses navires.

Coffres à médicaments et service sanitaire.

35. Les navires expédiés à la côte de Terre-Neuve devront être munis d'un coffre à médicaments du type réglementaire et corres-

pondant à la série à laquelle appartient le bâtiment en raison de l'effectif de son équipage.

Les navires qui ne séjourneront pas dans la place à eux concédée pendant la campagne seront tenus d'avoir un second coffre qui devront laisser à la disposition des marins qu'ils débarqueront sur côte pour faire la pêche sédentaire.

La série de ce second coffre sera déterminée par le nombre d'hommes qui devra être laissé à terre, c'est-à-dire qu'un coffre 1^{re} série sera nécessaire pour 25 hommes et plus débarqués, un coffre 2^e série pour 20 à 24 hommes débarqués, et un coffre 3^e série pour 15 à 19 hommes débarqués et pour tout groupe d'effectif inférieur à 15 hommes.

Le concessionnaire de l'île Rouge devra y déposer un coffre 1^{re} série.

Les coffres laissés à terre dans les places de pêche devront contenir outre les médicaments réglementaires, l'instruction également réglementaire publiée par le Département de la marine, en vue des soins à donner aux hommes en l'absence du médecin.

Les capitaines qui contreviendraient aux dispositions du présent article encourraient une suspension temporaire ou définitive de leur commandement.

36. Il ne sera plus obligatoirement embarqué de chirurgiens sur aucun des bâtiments destinés à la pêche sur la côte de Terre-Neuve. En aucun cas, les armateurs ne seront tenus d'en installer dans les havres.

Toutefois les armateurs concessionnaires de places devront entretenir à frais communs deux médecins, dont l'un stationnera à la côte Est et l'autre à la côte Ouest.

Dans le cas où les armateurs intéressés ne se conformeraient pas à cette dernière obligation, ils feraient encourir à leurs capitaines une suspension temporaire ou définitive de leur commandement.

37. Le produit de toutes les amendes infligées en exécution des prescriptions du présent décret sera attribué à la Caisse des invalides.

38. Sont abrogées les dispositions d'ordre réglementaire du décret du 2 mars 1852 et du décret du 22 mars 1862. Sont également abrogés l'arrêté ministériel du 2 janvier 1889 sur la pêche de la morue par les banquiers dans les baies de Terre-Neuve, et l'arrêté du 4 juillet 1862 sur l'organisation du service médical à Terre-Neuve.

Sont maintenues et reproduites par le présent décret les dispositions d'ordre législatif, notamment les sanctions pénales édictées par le décret du 2 mars 1852 sur la police de la pêche à Terre-Neuve.

39. Le Ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la Marine*.

Fait à Paris, le 17 Février 1894.

Le Ministre de la marine,

Signé : A. LEFÈVRE.

Signé : CARNOT.

ANNEXES.

MODÈLE N° 1.

PÊCHE DE LA MORUE.

CÔTE DE L'ÎLE DE TERRE-NEUVE.

(Partie ⁽¹⁾).

BULLETIN DE MISE EN POSSESSION.

Le navire l , armé au port d , appartenant
 , domicilié à , commandé par le
 , jaugeant tonneaux, ayant hommes
 équipage.

Le présent bulletin a été délivré par le commissaire de l'inscription maritime
 , au sieur , capitaine du navire l confor-
 mément au décret du 17 février 1894, pour constater que ledit capitaine a le droit
 d'occuper dans le havre d , situé sur la côte de l'île, la place
 n° , dite ⁽²⁾ , qui a été assignée audit navire,
 avec faculté de jouir de ladite place, sans trouble ni empêchement ⁽³⁾.

Ceux qui troubleront le capitaine du navire l dans la possession de la
 place de ladite place seront passibles d'une amende de 500 francs et de tous
 dommages-intérêts qui pourraient être ultérieurement réclamés auprès des tribunaux.

⁽¹⁾ Exprimer si c'est la partie orientale ou la partie occidentale.

⁽²⁾ Transcrire ici la désignation nominative, ou, à défaut, l'indication topographique
 présentée par le tableau général des havres, de manière à prévenir toute contestation.

⁽³⁾ Mettre : pendant cinq ans (si la concession a été faite lors du tirage général) ou
 jusqu'à l'année 18 exclusivement, époque à laquelle le partage des places doit être
 renouvelé intégralement (si la possession est postérieure à l'année où le tirage général
 aura été effectué).

PÊCHE DE LA MORUE.

CÔTE DE L'ÎLE DE TERRE-NEUVE.

(Partie^(*) .)

BULLETIN D'AGRÉGATION.

Le navire l , armé au port d , apparten
à M , domicilié à , commandé par
sieur , jaugeant tonneaux, ayant hom
d'équipage.

Le présent bulletin a été délivré par le commissaire de l'inscription mariti
à au sieur , capitaine du navire l
conformément au décret du 17 février 1894, pour constater que ledit capitaine a
droit de s'adjoindre par agrégation au navire l , concessionn
dans le havre d , situé sur la côte de l'île de la place n°
dite

Ceux qui troubleront le capitaine du navire l dans la jouissance
droit que lui confère le présent bulletin, seront passibles de tous dommages inté
qui pourraient être ultérieurement réclamés auprès des tribunaux.

A , le 189 .

(*) Orientale ou occidentale.

N° 27686. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est autorisée l'exécution des travaux complémentaires de dérochement dans la grande darse de Philippeville (Algérie), conformément aux propositions des ingénieurs et aux indications du plan en date du 10 mai 1893 ;

2° La dépense, évaluée à cent quarante-six mille sept cents francs, sera prélevée sur les ressources annuellement inscrites à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics pour l'amélioration des ports maritimes. (*Paris, 22 Novembre 1893.*)

N° 27687. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 57, entre Baudoncourt et Colombier, dans les côtes des Vignes, de Chaudron, de Pont-Joly, de Saulx et de Colombier (Haute-Saône), suivant la direction générale indiquée par une teinte rose sur le plan général dressé et présenté par l'ingénieur en chef, le 8 septembre 1892, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne route sera déclassée du jour où la nouvelle aura été livrée à la circulation sur tout son parcours, et sera remise aux communes de Servigny, de Colombier et de Saulx, pour recevoir l'affectation énoncée dans les délibérations des conseils municipaux desdites communes, en date des 26 mai, 15 août 1892 et 10 juin 1893 ;

2° La dépense à la charge de l'État, évaluée à soixante-seize mille huit cent trente francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales ;

3° Il est pris acte de l'engagement souscrit par le conseil municipal de Saulx dans sa délibération du 27 janvier 1892 ;

4° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

5° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Paris, 22 Novembre 1893.*)

N° 27688. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La ville de Reims (Marne) est substituée aux droits que l'État tient de l'ordonnance royale du 19 juin 1845, réglant les alignements de la route nationale n° 44, de Châlons à Cambrai, dans la traverse de ladite ville.

En conséquence, elle est autorisée à faire, au lieu et place de l'État, l'acquisition de la partie de l'immeuble *Albert Simon*, portant le n° 45 de la rue de l'Université (ancienne rue Saint-Étienne), qui forme saillie sur les alignements de cette route, en se conformant aux dispositions des titres III

et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

2° Il est pris acte des engagements souscrits par le conseil municipal de Reims, dans ses délibérations des 10 avril et 7 octobre 1893. (*Paris, 22 novembre 1893.*)



Certifié conforme :

Paris, le 20^e Avril 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

ANTONIN DUBOST.

* Cette date est celle de la réception du document au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1615.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27689. — *Loi qui modifie les Limites d'âge d'admission des Candidats à l'École polytechnique.*

Du 2 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 4 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

Art. 1^{er}. Ne pourront se présenter à l'examen d'admission à l'école polytechnique que des Français âgés de dix-sept ans au moins de vingt et un ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours.

2. Sont abrogés : l'article 4 de la loi du 14 avril 1832 ; les articles 7 et 8 de la loi du 5 juin 1850 ; la loi du 10 janvier 1890.

3. Les dispositions de la loi du 10 janvier 1890 continueront à être appliquées, par mesure transitoire, aux militaires présents sous les drapeaux qui, avant le 1^{er} janvier de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, auront atteint ou dépassé l'âge de vingt ans.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 27690. — *DÉCRET qui fixe le Traitement des Sous-Ingénieurs des Ponts et Chaussées.*

Du 17 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 18 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les décrets du 21 décembre 1867 ⁽¹⁾ et du 11 janvier 1884 ⁽²⁾;

Vu la loi de finances portant fixation du budget de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le traitement des sous-ingénieurs des ponts et chaussées est fixé à la somme de quatre mille francs (4,000^f).

2. Cette disposition aura son effet à dater du 1^{er} janvier 1894.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27691. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 15 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1561, n° 15714.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 826, n° 14069.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Trésor public, par divers intéressés, pour concourir avec les fonds de l'État à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1893 et relatifs à l'établissement de diverses lignes de chemins de fer, une somme totale de 30,208 fr. 08, savoir :

DÉPARTEMENTS.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
Doubs.....	5834	15 nov. 1893.	Besançon.	La commune de Gennevilliers..	200 ^f 00 ^c
	2627	15 nov. 1893.	Pontarlier.	La commune de Montbenoit.....	100 00
	9252	13 nov. 1893.	Nantes.	La commune de Saint-Mars-de-Contais.....	740 00
Loire-Inférieure.	9334	15 nov. 1893.	Nantes.	La commune de Chéméré.	900 00
	9335	15 nov. 1893.	Nantes.	La commune de Saint-Hilaire-de-Chaléons....	1,140 00
	9596	24 nov. 1893.	Nantes.	La commune de Pornic..	982 00
Pyrénées-Orientales.	4705	31 oct. 1893.	Perpignan.	Le département.....	25,146 08
Lozère.....	690	25 fév. 1893.	Auxerre.	La commune d'Andryes..	1,000 00
ENSEMBLE comme ci-dessus.					30,208 08

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 22 janvier 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre LIV, *Travaux et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi des fonds de concours, un crédit additionnel de trente mille deux cent huit francs huit centimes (30,208^f 08), réparti de la manière suivante entre les entreprises ci-après désignées, savoir :

Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse.....	200 ^f 00 ^c
Établissement du chemin de fer de Gilley à Pontarlier.....	100 00
Construction des chemins de fer Nantais rachetés par l'État (740 + 900 + 1140 + 982).....	3,762 00
Établissement du chemin de fer de Quilès à Rivesaltes.....	25,146 08
Établissement d'une halte à Andryes (ligne de Triguères à Clamecy).....	1,000 00
TOTAL comme ci-dessus.....	30,208 08

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : BURDEAU.

Signé : JONNART.

N° 27692. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 15 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu les déclarations (n° 3111) du receveur des finances de Remiremont (Vosges) et (n° 3630) du receveur des finances de Châtellerault (Vienne) constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 25 et 26 octobre 1893, par les communes du Val-d'Ajol et de la Roche-Posay, une somme totale de quinze mille francs (10,000' + 5,000'), applicable à l'établissement des chemins de fer d'Aillevillers au Val-d'Ajol et de Châtellerault à Tournon-Saint-Martin ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 22 janvier 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quinze mille francs (15,000') applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Établissement du chemin de fer d'Aillevillers au Val-d'Ajol.....	10,000'
Établissement du chemin de fer de Châtellerault à Tournon-Saint-Martin.....	5,000
ENSEMBLE comme ci-dessus.....	15,000

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JONNART.

N° 27693. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'entretien de divers Ports maritimes.*

Du 25 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au trésor public, par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1893 et relatifs à l'entretien des ports maritimes, une somme totale de dix-neuf mille six cent quatre-vingt-neuf francs soixante centimes, savoir :

DÉPARTEMENTS.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
Calvados...	5131	30 oct. 1893.	Caen.	Le département.....	10,000 ^f 00
Charente-Inférieure.	5133	30 oct. 1893.	Caen.	Le département.....	1,000 00
	2134	15 sept. 1893.	Marennes.	La commune de la Tremblade.....	800 00
Côtes-du-Nord.	3185	9 nov. 1893.	Saint-Brieuc.	La commune de Saint-Brieuc.....	175 00
Finistère...	910	28 sept. 1893.	Dinan.	La commune de Dinan..	300 00
	932	6 nov. 1893.	Châteaulin.	La commune de Lauvère.	1,700 00
Manche...	1966	21 oct. 1893.	Cherbourg.	La régie de la forme de radoub de Cherbourg..	214 60
Seine-Inférieure.	5670	24 oct. 1893.	Dieppe.	Ville de Dieppe.....	5,500 00
TOTAL comme ci-dessus.					19,689 60

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 23 janvier 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre xxxi : *Ports maritimes — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de dix-neuf mille six cent quatre-vingt-neuf francs soixante centimes (19,689⁶⁰), applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Travaux de dragage au port du Havre.....	10,000 ⁰⁰
Entretien des cales de Grandcamp.....	1,000 ⁰⁰
Établissement d'une cale au port de la Tremblade.....	800 ⁰⁰
Entretien du chemin de halage du Légué à la pointe de l'Aigle.	175 ⁰⁰
Entretien de la voie longeant le quai de rive gauche du port de Dinan.....	300 ⁰⁰
Construction d'une cale à Lauvère.....	1,700 ⁰⁰
Entretien de la cale de radoub de Cherbourg.....	214 ⁶⁰
Entretien des chaussées longeant les quais du port de Dieppe..	5,500 ⁰⁰

ENSEMBLE comme ci-dessus..... 19,689⁶⁰

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNANT.

N^o 27694. — DÉCRET qui fixe la Colisation à percevoir sur les Coupons, Part ou Ecluses de bois de charpente, sciage et charonnage flottés, pendant l'exercice 1894 (Approvisionnement de Paris).

Du 31 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le procès-verbal de la délibération en date du 19 novembre 1893, prise par la communauté des marchands de bois à ouvrir pour l'approvisionnement de Paris, ladite délibération ayant pour objet de pourvoir dans un intérêt commun, aux dépenses que nécessiteront, pendant le cours de l'exercice 1894, le transport et la conservation de ces bois;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, à titre de cotisation, pour les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage ou charonnage flottés, pendant l'exercice 1894, savoir :

1° Pour chaque coupon de charpente flotté sur les rivières d'Aube, d'Yonne, du Morin, ainsi que sur les canaux de la Haute-Seine, de Bourgogne et du Loing et sur les rivières de Cure et d'Armançon, quatorze francs (14'), dont sept francs (7') à l'entrée et sept francs (7') à la sortie, ci..... 14' 00"

2° Pour chaque part de sciage flottée sur lesdits canaux et rivières, trente francs (30'), dont quinze francs (15') à l'entrée et quinze francs (15') à la sortie, ci..... 30 00

3° Pour chaque coupon de charonnage flotté sur lesdits canaux et rivières, quatorze francs (14'), dont sept francs (7') à l'entrée et sept francs (7') à la sortie, ci..... 14 00

4° Pour chaque éclusée de sapin provenant desdits canaux et rivières, soixante francs (60'), dont trente-trois francs (33') à l'entrée et vingt-sept francs (27') à la sortie, ci..... 60 00

Sans préjudice du paiement de la cotisation spécialement affectée au service des flots et éclusées indispensables sur l'Aube et sur l'Yonne;

5° Pour chaque coupon de charpente flotté sur le canal de la Marne au Rhin et sur les canaux de la Haute-Marne, seize francs (16'), dont huit francs (8') à l'entrée et huit francs (8') à la sortie, ci..... 16 00

6° Pour chaque part de sciage flottée sur lesdits canaux, trente francs (30'), dont quinze francs (15') à l'entrée et quinze francs (15') à la sortie, ci..... 30 00

7° Pour chaque coupon de charonnage flotté sur lesdits canaux, seize francs (16'), dont huit francs (8') à l'entrée et huit francs (8') à la sortie, ci..... 16 00

8° Pour chaque éclusée de sapin provenant desdits canaux, soixante francs (60'), dont trente-trois francs (33') à l'entrée et vingt-sept francs (27') à la sortie, ci..... 60 00

9° Pour chaque coupon de charpente flotté sur les rivières de Marne, depuis Épernay, et de Seine, depuis le confluent de l'Aube, dix-huit francs cinquante centimes (18' 50), dont neuf francs vingt-cinq centimes (9' 25) à l'entrée et neuf francs vingt-cinq centimes (9' 25) à la sortie, ci..... 18 50

10° Pour chaque part de sciage flottée sur lesdites rivières, trente-cinq francs cinquante centimes (35' 50), dont dix-sept francs soixante-quinze centimes (17' 75) à l'entrée et dix-sept francs soixante-quinze centimes (17' 75) à la sortie, ci..... 35 50

11° Pour chaque coupon de charonnage flotté sur lesdites rivières, dix-huit francs cinquante centimes (18' 50), dont neuf francs vingt-cinq centimes (9' 25) à l'entrée et neuf francs vingt-cinq centimes (9' 25) à la sortie, ci..... 18 50

12° Pour chaque éclusée de sapin provenant desdites rivières, soixante francs (60'), dont trente-trois francs (33') à l'entrée et vingt-sept francs (27') à la sortie, ci..... 60 00

Indépendamment des cotisations ci-dessus applicables aux coupons et parts de la rivière d'Aube, il sera payé lors du départ des ports de cette rivière, pour chaque coupon ou part, trois francs cinquante centimes (3' 50) pour le service des flots, ci..... 3 50

2. Le paiement sera fait à Paris, entre les mains de l'agent général de la communauté.

3. L'agent général est autorisé à faire toutes poursuites et diligences

pour assurer le recouvrement des cotisations en employant toutes les voies de droit, et, au besoin, la perception s'effectuera comme en matière de contribution publique.

4. Le présent décret, reproduit en caractères lisibles et apparents, sera affiché, pendant toute la durée de l'exercice 1894, dans le bureau de l'agent préposé à la perception des cotisations.

5. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27695. — DÉCRET qui modifie les conditions dans lesquelles les Ingénieurs, Sous-Ingénieurs et Conducteurs des ponts et chaussées, les Ingénieurs et Contrôleurs des mines peuvent être mis en service détaché.

Du 1^{er} Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 13 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les décrets des 13 octobre ⁽¹⁾ et 24 décembre 1851 ⁽²⁾, portant organisation des corps des ponts et chaussées et des mines;

Vu le décret du 28 octobre 1868 ⁽³⁾;

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont considérés comme étant en service détaché les ingénieurs, sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, ingénieurs et contrôleurs des mines qui seront attachés, à titre individuel et personnel et sur la désignation du ministre des travaux publics, au service des autres départements ministériels, des gouvernements étrangers, des départements, des communes, des chambres de commerce, des syndicats institués par application de la loi du 16 septembre 1807 ou des associations syndicales autorisées en vertu de la loi du 11 juin 1865.

2. Le décret du 28 octobre 1868 est et demeure abrogé.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 456, n° 3339.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 476, n° 3489.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1655, p. 16432.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27696. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 3 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 74 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1893, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de cent trente millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de cent millions de francs;

Vu les décrets n° 99, 192, 245, 265, 303, 372, 385, 403, 431, 480 et 7 des 25 mars ⁽¹⁾, 12 mai ⁽²⁾, 14 ⁽³⁾ et 26 juin ⁽⁴⁾, 15 juillet ⁽⁵⁾, 5 ⁽⁶⁾ et 9 octobre ⁽⁷⁾, 9 ⁽⁸⁾ et 30 novembre ⁽⁹⁾ et 28 décembre 1893 ⁽¹⁰⁾ et 16 janvier 1894 ⁽¹¹⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à vingt millions sept cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 747) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 janvier 1894, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme de trois cent mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1555, n° 26553.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1559, n° 26645.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1564, n° 26730.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1571, n° 26835.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1572, n° 26858.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1585, n° 27097.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1594, n° 27277.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 1595, n° 27299.

⁽⁹⁾ XII^e série, Bull. 1598, n° 27342.

⁽¹⁰⁾ XII^e série, Bull. 1606, n° 27477.

⁽¹¹⁾ XII^e série, Bull. 1613, n° 27650.

⁽¹²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 31 janvier 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre LV : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de trois cent mille francs (300,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27697. — DÉCRET qui institue une Prud'homie au Lavandou (Var).

Du 8 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'article 9 du décret-loi pris par l'assemblée nationale, les 8-12 décembre 1790, relatif aux marins pêcheurs;

Vu la loi du 9 janvier 1852 sur la pêche côtière;

Vu le décret du 19 novembre 1859 sur la pêche côtière dans le cinquième arrondissement maritime, notamment les articles 4, 51 et 197.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créée au Lavandou une prud'homie indépendante de celle de Toulon. La juridiction de cette prud'homie sera ainsi limitée : à l'ouest, par une ligne idéale partant de la Pointe-Blanche et aboutissant à l'est de la pointe de Port-Man (île de Port-Cros) et, à l'est, par la limite du quartier de Saint-Tropez.

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent

décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de la marine.

Fait à Paris, le 8 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la marine,

Signé : A. LEPÈVRE.

17698. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'intérieur un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 8 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Vu l'état ci-annexé de créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé concernent les services prévus aux budgets des exercices 1890, 1891 et 1892, et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit total de quatre-vingt-deux mille deux cent soixante-treize francs cinquante-huit centimes (82,273'58) représentant le montant de nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices, suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de ces créances pourra, en conséquence, être ordonné par imputation sur l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaires du budget.

4. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

EXERCICES CLOS.

ÉTAT des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1890.		1^{re} SECTION. SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	CHAPITRE XIV. Subvention pour l'achèvement des chemins vi- cinaux.	Subvention en 1890 pour la reconstruction du pont de Révigny (Meuse).....	7,240 ⁰⁰		
		Subvention pour la construc- tion du pont de Charbon- nier sur l'Allagnon (Puy- de-Dôme).....	5,990 00	17,497 ⁰⁰	
		Subvention du pont des Sin- gles sur la Dordogne (Puy- de-Dôme).....	4,167 00		
	CHAPITRE XLVII. Matériel et dé- penses diverses du service sani- taire.	Frais occasionnés par l'instal- lation d'un lazaret dans un immeuble appartenant à M. Per, lors de l'épidémie cholérique de 1890.....	200 00	200 00	17,697 ⁰⁰
1891.		1^{re} SECTION. SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	CHAPITRE XV. Frais des élections sénatoriales.	Frais de déplacement dus à un délégué de la commune de Beaufort en 1891	15 00	15 00	
	CHAPITRE XLVIII. Subvention pour l'achèvement des chemins vi- cinaux.	Subvention en 1891 pour la construction du pont de Jozé sur l'Allier (Puy-de- Dôme).....	21,520 00	21,520 00	
	CHAPITRE LXV. Remboursements divers pour frais de séjours de dé- tenus hors des établissements pénitentiaires.	Frais d'entretien à l'Hôtel- Dieu d'Amiens de deux dé- tenus aliénés en 1891.....	80 30	80 30	
	CHAPITRE LXVI. Transport des dé- tenus et des li- bérés.	Frais de transport d'un con- damné en 1891.....	8 00		
		Idem.....	20 00	97 40	
	CHAPITRE LXIX. Travaux ordinai- res aux bâti- ments péniten- tiaires et mobi- lier (services en règle).	Frais de jeunes détenus en 1891.....	69 40		
		Établissement d'une prise d'eau en 1891 à la maison centrale de Montpellier....	65 00	65 00	
					21,777 ⁷⁰

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
		1^{re} SECTION. SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Section A).			
	CHAPITRE V. Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs.	Remboursement d'une avance faite en 1892 par le caissier de la préfecture de police pour traitements de fonctionnaires administratifs... Indemnités à des députés sénatoriaux en 1891 : Ardenues..... Idem..... Idem..... Calvados..... Idem..... Nord..... Orne..... Pas-de-Calais..... Idem..... Idem..... Rhône..... Seine-et-Oise..... Idem..... Idem..... Idem.....	0 ^f 10 ^s 28 75 91 25 87 50 43 75 8 75 18 75 12 50 3 75 10 00 12 50 6 25 130 00 78 75 18 75 73 75	0 ^f 10 ^s	
	CHAPITRE VI. Frais des élections sénatoriales.	Nord..... Orne..... Pas-de-Calais..... Idem..... Idem..... Rhône..... Seine-et-Oise..... Idem..... Idem..... Idem.....	18 75 12 50 3 75 10 00 12 50 6 25 130 00 78 75 18 75 73 75	625 00	
1892.	CHAPITRE XIV. Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux.	Subvention en 1892 à la commune de Palteau pour l'achèvement des chemins vicinaux (Saône-et-Loire)..... Participation de l'État dans les dépenses du service de protection des enfants du premier âge en 1892 : Rhône..... Haute-Savoie..... Vosges.....	746 00 5 92 201 25 49 72	746 00	
	CHAPITRE XL. Frais de protection des enfants du premier âge.	Rhône..... Haute-Savoie..... Vosges.....	5 92 201 25 49 72	256 89	
	CHAPITRE XL. Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches.	Subvention en 1892 à la société de charité maternelle de Sedan (Ardenues)..... Avances faites en 1892 par le conseil à Gibraltar, pour le service sanitaire..... Prix décernés à cinq médecins pour avoir contribué à la prorogation de la vaccine en 1892..... Fournitures en 1892 pour le service sanitaire (Corse)...	300 00 28 11 1,500 00 15 60	300 00	
	CHAPITRE L. Matériel et dépenses diverses du service sanitaire.	Idem..... Visites médicales en 1892.... Idem..... Indemnité pour frais de déplacement en 1892 lors de l'épidémie cholérique (Manche).....	4 80 20 00 140 00 500 00	2,208 51	

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1892. (Suite).	CHAPITRE LVII. Frais de rapatriement.	Frais de passage en 1892 de Français indigents rapatriés par la compagnie transatlantique.....	31 09		
		Frais de passage en 1892 de Français indigents rapatriés par la compagnie Fraissinet (Bouches-du-Rhône).....	100 00	131 09	
	CHAPITRE LX. Personnel du service pénitentiaire (département de la Seine excepté).	Indemnité en 1892 à l'aumônier de la maison centrale de Clairvaux (Aube).....	37 50		
		Visites médicales à des détenus en 1892 : Eure.....	3 00	55 50	
		Marne.....	15 00		37,156 19
	CHAPITRE LXI. Personnel des maisons d'arrêt, de justice et de correction de la Seine.	Visites médicales à des détenus de la prison de Mazas en 1892.....	65 00	65 00	
		Remboursement d'avances faites en 1892 pour l'entretien des détenus (Maine-et-Loire).....	1,015 42		
		Fournitures diverses faites en 1892 pour l'entretien des détenus (Morbihan).....	101 70		
	CHAPITRE LXII. Entretien des détenus.	Frais de nourriture de détenus dans les postes de police en 1892.....	8 40		
		Visites médicales au dépôt en 1892.....	6 00	2,156 40	
		Visites médicales à Mazas en 1892.....	65 00		
		Idem.....	35 00		
		Fournitures diverses en 1892 pour les prisons de la Seine.....	879 68		
		Fournitures diverses en 1892 au dépôt en 1892.....	45 20		
	CHAPITRE LXIII. Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires.	Frais de traitement d'un jeune détenu en 1892 (Dordogne). Frais de traitement d'un détenu en 1892 (Pas-de-Calais). Frais de traitement d'un détenu aliéné en 1893 (Rhône).	60 00 73 20 73 60	206 80	
		Transport d'une condamnée en 1892 par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.....	9 95		
	CHAPITRE LXIV. Transport des détenus et des libérés.	Transport de condamnés en 1892 : Eure.....	53 16		
		Eure-et-Loir.....	2 00		
		Hérault.....	22 00		
		Isère.....	14 25		
		Landes.....	16 50	191 22	
		Haute-Loire.....	20 00		
		Lozère.....	8 00		

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
		Maine-et-Loire	10 ⁰⁰		
		Marne	10 00		
	CHAPITRE LXIV. (Suite.)	Marne (Haute).....	22 50		
		Saône (Haute).....	0 06		
		Savoie (Haute).....	2 50		
	CHAPITRE LXV. Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (entre-prise).	Honoraires d'un architecte pour travaux en 1892 (Oise).	400 00	400 ⁰⁰	
	CHAPITRE LXIX. Dépenses accessoires du service pénitentiaire.	Fournitures de livres en 1892 pour les prisons	210 00		
		<i>Idem</i>	30 00	291 30	
		Réparations à une machine à vapeur en 1892.....	51 30		
	CHAPITRE LXXII. Subventions aux départements pour la transformation des prisons.	Subvention en 1892 pour la construction de la prison de Béthune	871 06	871 06	
	CHAPITRE UNIQUE. Remboursement sur le produit du travail des détenus.	Remboursement au greffier comptable de la maison centrale de Nîmes de la main-d'œuvre des détenus en 1892.....	28,641 22	28,641 22	
1892 (suite)					
		I ^{re} SECTION.			
		SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
		Section B.			
	CHAPITRE III. Entretien des détenus en Algérie.	Fournitures de vivres à des détenus en 1892.....	35 37		
		Fourniture de pain à des détenus en 1892.....	16 50	72 87	
		<i>Idem</i>	21 00		
	CHAPITRE IV. Remboursement divers pour frais de séjour des détenus civils hors des établissements pénitentiaires.	Frais de traitement de jeunes détenus en 1892.....	266 40	266 40	348 ²¹
	CHAPITRE V. Transport des détenus et des libérés.	Transport des condamnés en 1892.....	8 94	8 94	

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
		II^e SECTION.			
		SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.			
	CHAPITRE III.	Fournitures d'imprimés en 1892.....	3,845 ⁰⁰		
	Publications et impressions diverses.	Fournitures pour la presse autographique en 1892....	246 80	4,219 ⁸⁰	
	CHAPITRE IV.	Fournitures d'ouvrages administratifs en 1892.....	128 00		
	Subsides, secours et récompenses.	Fourniture d'objets d'art offerts en prix en 1892....	564 00	564 00	
1892. (Suiv.)	CHAPITRE VII.				5,304 ⁶⁸
	Service de sûreté générale et de force publique en Algérie.	Remboursement de frais d'entretien d'indigènes détenus en 1891.....	402 68	402 68	
	CHAPITRE VIII.				
	Dépenses matérielles du service de la sûreté en Algérie.	Réparation du mobilier de la sûreté en 1891.....	118 00	118 00	
RÉCAPITULATION.					
	Exercice 1890.....			17,697 ⁰⁰	
	Exercice 1891.....			21,777 70	
	Exercice 1892.....			42,798 88	
	TOTAL.....			82,273 58	

N° 27699. — *Décerner qui reporte à l'exercice 1894 un Crédit non employé en 1893, applicable à l'exécution de travaux à l'Établissement des Pupilles de la marine, à Brest.*

Du 9 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894; —

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 31 août 1885, qui a autorisé le ministre des finances à accepter le legs universel fait à l'État par M. *Henri Giffard*;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu le décret du 14 septembre 1893 ⁽¹⁾, qui a attribué au département de la marine une somme de cent cinquante mille francs, prélevée sur les fonds dudit legs, pour être affectée à de nouvelles constructions à entreprendre à l'établissement des pupilles de la marine à Brest, sous la condition que le pavillon principal portera le nom de pavillon *Giffard*;

Vu le décret du 1^{er} juin 1893 ⁽²⁾, qui a ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1893, un crédit de cent cinquante mille francs, représentant le montant de pareille somme versée au Trésor par l'administration des domaines, à titre de fonds de concours, pour les travaux indiqués ci-dessus;

Considérant qu'aucune dépense n'a été imputée en 1893 sur le crédit ouvert par le décret précité du 1^{er} juin;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 février 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est reporté au budget ordinaire du ministère de la marine, exercice 1894, chapitre xxxiii : *Travaux hydrauliques et bâtiments civils — Travaux neufs et grandes améliorations*, le crédit de cent cinquante mille francs (150,000^f), ouvert au chapitre correspondant du budget de l'exercice 1893, à titre de fonds de concours, pour les travaux de construction à entreprendre à l'établissement des pupilles de la marine, à Brest, crédit resté sans emploi en 1893;

2. Pareille somme de cent cinquante mille francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère de la marine, exercice 1893, chapitre xxxii : *Travaux hydrauliques et bâtiments civils — Travaux neufs et grandes améliorations*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours pour l'administration des domaines.

4. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la marine,

Signé : A. LEFÈVRE.

N° 27700. — DÉCRET portant homologation de la Limite intérieure de la Zone des fortifications modifiée aux abords de la Batterie du nouveau pont du Drac, à Grenoble.

Du 10 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes mili-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1509, n° 25637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1563, n° 26711.

taires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de conscription et le procès-verbal de bornage, en date du 28 septembre 1893, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant la partie de la limite intérieure de la zone des fortifications de la place de Grenoble, située aux abords de la batterie du nouveau pont Drac et modifiée par décret du 17 octobre 1892.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 27701. — *DÉCRET portant nomination de Membres de la Commission chargée de l'examen des Comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1893 l'année 1891.*

Du 10 Février 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 21 décembre 1891 ⁽²⁾;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1893 et l'année 1891 :

MM. *Félix Faure*, député, en remplacement de M. *Jonnart*;

Silvestre de Sacy, conseiller maître à la Cour des comptes, en remplacement de M. *George*;

Camille Lyon, maître des requêtes au Conseil d'État, en remplacement de M. *Vergé*;

Arnaud, chef de bureau à la Direction générale de la comptabilité publique, est nommé secrétaire, en remplacement de M. *de Saint-Aubin*.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 760, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1442, n° 21352.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

27702. — DÉCRET portant homologation du Bornage de la limite extérieure de la Zone des fortifications du poste d'El-Oued.

Du 12 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour le poste ci-après, le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, dressés et approuvés par le ministre de la guerre :

El-Oued (classé dans la deuxième série des postes par la loi du 7 mai 1889) :

Limite extérieure de la zone des fortifications;

Procès-verbal de bornage, en date du 1^{er} septembre 1893.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 832.

N° 27703. — *DÉCRET qui classe la commune d'Ambarès-et-la-Grave (Gironde) dans la première série du Tableau annexé au décret du 31 décembre 1892 pour la fixation des Indemnités de résidence aux Instituteurs.*

Du 12 Février 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

Vu les articles 4 et 12 de la loi du 19 juillet 1889;

Vu le règlement d'administration publique du 31 janvier 1890⁽¹⁾;

Vu le décret du 31 décembre 1892⁽²⁾;

Vu le décret du 30 novembre 1893⁽³⁾, rectifiant les chiffres portés dans les tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1891;

Vu l'avis du Conseil d'État, en date du 8 mai 1890;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune d'Ambarès-et-la-Grave (Gironde), dont la population agglomérée, fixée à sept cent dix (710) habitants par le recensement de 1891, a été arrêtée définitivement à mille et vingt-deux (1,122) habitants par décret rectificatif du 30 novembre 1893, est rangée dans la première série du tableau annexé au décret du 31 décembre 1892, portant fixation des indemnités de résidence aux instituteurs.

2. Les ministres de l'intérieur, des finances et de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 12 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre
de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27704. — *DÉCRET portant homologation du Bornage de la zone des Fortifications du fort du Bourdieu, des ouvrages de Bocq et de Ferrières-la-Petite à Maubeuge.*

Du 13 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, con-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1310, n° 21874.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1533, n° 26172.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1595, n° 27301.

nant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après, les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, visés et approuvés par le ministre de la guerre :

Fort du Bourdieu, ouvrages de Ferrières-la-Petite et de Bocq :

Limite extérieure de la zone des fortifications ;

Procès-verbaux de bornage du 16 mai 1893.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 27705. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des Établissements thermaux affermés.

Du 14 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893 ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique ;

Vu le certificat délivré par l'agent comptable des virements de comptes, le 9 janvier 1894, et constatant que la somme de soixante-douze mille neuf cent soixante et un francs treize centimes a été portée en dépense au budget général de l'exercice 1893 (*France. — Ministère des finances*), chapitre CVI : *Remboursements sur produits indirects et divers en France*, et en recette au compte spécial : *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public* ;

Attendu que cette somme représente des versements effectués par la com-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

pagnie des eaux de Vichy, à titre de fonds de concours, et qu'elle doit être rattachée au crédit du budget du ministère de l'intérieur;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget général de l'exercice 1893, première section, chapitre XLIX : *Matières des établissements thermaux affermés*, un crédit supplémentaire soixante-douze mille neuf cent soixante et un francs treize centimes (72,961'13).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret, par le moyen des ressources résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27706. — DÉCRET relatif à la Taxe des Correspondances à destination des Pays-Bas, dont la remise devra être faite par exprès.

Du 15 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 17 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 13 de la convention de l'Union postale, conclue à Vienne le 4 juillet 1891 et de la déclaration franco-néerlandaise, signée à La Haye le 17 janvier 1894;

Vu l'article 30 de la loi du 26 janvier 1892 et l'article 2 de la loi du 13 avril 1892;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les expéditeurs de correspondances à destination des Pays-Bas pourront en demander la remise par exprès; ils auront, dans ce cas, à acquitter, en sus de la taxe d'affranchissement fixée par les tarifs en vigueur, le droit spécial de remise par exprès applicable en France quand l'objet est distribuable sur le territoire d'une commune, siège d'un établissement de poste.

2. Lorsque les correspondances originaires des Pays-Bas devront

distribuées par expès, sur la demande des expéditeurs, dans la localité située en dehors de la commune, siège du bureau de la poste, les destinataires devront acquitter le droit spécial en vigueur au service intérieur français, déduction faite du droit fixe d'expès qui aura été payé dans les Pays-Bas.

Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} mars 1894.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

7707. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses d'entretien des Monuments de Villersexel (Haute-Saône) et de Baule (Loiret).

Du 15 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général de l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu le récépissé (n° 5273) délivré, le 6 décembre 1893, par le trésorier général des Pyrénées-Orientales et constatant le versement effectué, par le sieur Devaux, au Trésor, à titre de fonds de concours, d'une somme de six cents francs, pour concourir à l'érection d'un monument à Villersexel (Haute-Saône);

Vu le récépissé (34419) délivré, le 12 décembre 1893, par le receveur général de la Seine et constatant le versement effectué par le trésorier de la Société nationale le *Souvenir français*, à titre de fonds de concours, d'une somme de cinq cents francs, pour participer à l'érection du même monument;

Vu la déclaration de versement (n° 35387) délivrée, le 22 décembre 1893, par le receveur central de la Seine et constatant le versement effectué à cette date par le trésorier de la société nationale le *Souvenir français*, à titre de fonds de concours, d'une somme de deux cent cinquante francs pour participer à l'érection d'un monument à Baule (Loiret);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

général de l'exercice 1893, première section, chapitre x : *Entretien des tombes militaires*, un crédit supplémentaire de mille cinq cents francs (1,050^f) applicable aux dépenses d'érection des monuments de Villersexel et de Baule.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : RAYNAL.

N° 27708. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le compte définitif de 1892.

Du 17 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente aux chapitres portant les numéros 48 et 51, sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Définitif des dépenses, un crédit supplémentaires de la somme de huit mille cinq cent cinquante-quatre francs trente et un centimes (8,554³¹), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892	{ chapitre XLVIII.....	8,361 ²⁵
	{ chapitre LI.....	193 ⁰⁶
ENSEMBLE.....		<u>8,554³¹</u>

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 2 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXIV spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

27703. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 17 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*) pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;
 Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;
 Vu le sénatus consulte du 31 décembre 1861;
 Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;
 Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;
 Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente aux chapitres portant les numéros 42, 48 et 51, sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;
 Vu l'avis du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de dix mille cent quarante-quatre francs deux centimes (10,144⁰²), répartie ainsi qu'il suit :

Exercice 1892	{ chapitre XL.....	15 ⁰³
	{ chapitre XLVIII.....	10,091 25
	{ chapitre LI.....	34 72
TOTAL.....		<u>10,144 02</u>

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'Instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : R. SPULLER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

7710. — *DÉCRET qui détermine le rang des Sous-Préfectures de l'Algérie dans le classement général des Sous-Préfectures de la Métropole.*

Du 20 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 21 février 1894.)

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur la proposition du ministre de l'intérieur,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Les sous-préfectures de l'Algérie prennent rang comme dans le classement général des sous-préfectures de la métropole :

1^{re} CLASSE.

Si-Ouzon (département d'Alger).

Mostaganem (département d'Oran).

Bône (département de Constantine).

2^e CLASSE.

Blida (département d'Alger).

Blanc (département d'Oran).

Bougie, Philippeville et Sétif (département de Constantine).

3^e CLASSE.

Blida et Orléansville (département d'Alger).

Blanc et Sidi-bel-Abbès (département d'Oran).

Batna et Guelma (département de Constantine).

2. Les traitements et allocations des sous-préfets de l'Algérie sont maintenus, comme taux et comme imputation, dans leur état actuel.

Les titulaires en fonctions à ce jour conserveront les traitements et avantages dont ils jouissent présentement.

3. Le ministre de l'intérieur et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27711. — *DÉCRET portant homologation du bornage du Polygone exceptionnel créé dans la 1^{re} zone des servitudes de la place de Bayonne.*

Du 21 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de limitation et le procès-verbal de bornage, en date du 20 octobre 1893, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant la délimitation du nouveau polygone exceptionnel créé par décret du 13 août 1893, en avant du front de Mousserolles, dans la première zone des servitudes de la place de Bayonne.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Février 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 27712. — *DÉCRET qui fixe le Cadre du Personnel affecté au service de la Police de Rouen.*

Du 23 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les arrêtés des consuls, en date des 12 messidor an VIII ⁽²⁾ et 3 brumaire an IX ⁽³⁾;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la délibération du conseil municipal de Rouen, en date du 26 janvier 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel chargé du service de la police de

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 33, n° 214.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 49, n° 363.

ville de Rouen est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAVNAL.

Mun portant réglementation du cadre du personnel affecté aux services de la police de la ville de Rouen.

- 1 secrétaire principal du commissariat central.
- 1 secrétaire du commissariat central.
- 7 secrétaires de commissariats d'arrondissements.
- 1 agent spécialement chargé de l'inspection des voitures de place.

BRIGADE DE SÛRETÉ.

- 1 chef.
- 1 sous-chef.
- 1 brigadier.
- 1 sous-brigadier.
- 3 sous-inspecteurs.
- 12 agents de 1^{re} classe.
- 4 agents de 2^e classe.

CORPS DES SERGENTS DE VILLE.

- 1 chef.
- 1 1^{er} sous-chef.
- 1 2^e sous-chef.
- 7 brigadiers.
- 9 sous-brigadiers.
- 64 sergents de ville de 1^{re} classe.
- 50 sergents de ville de 2^e classe.

GARDES CHAMPÊTRES.

- 3 gardes champêtres.

27713. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Dépenses d'installation du centre de Frendah.

Du 26 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 3) du payeur de Tiaret (département d'Oran), constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 28 septembre 1893, par le conseil municipal de la commune mixte de Frendah, une somme de sept mille soixante-six francs soixante centimes, représentant la troisième annuité du contingent de ladite commune dans les dépenses d'installation du centre de Frendah;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur le budget général de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre XII, article *Dépenses de colonisation proprement dites*, un crédit supplémentaire de sept mille cent soixante-six francs soixante centimes (7,166^{fr} 60) applicable aux dépenses d'installation du centre de Frendah.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des ressources résultant des versements effectués au Trésor sur le titre de fonds de concours.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAIVIAL.

N° 27714. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Saint-Sulpice-et-Cameyrac (Gironde).

Du 26 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽²⁾ de la même année;

La délibération du conseil municipal de Saint-Sulpice-et-Cameyrac, du 10 août 1893;

L'avis émis, à la date du 23 novembre 1893, par la commission départementale de la Gironde, statuant en vertu d'une délégation du conseil général du 10 septembre 1887;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 320, p. 2955.

commune de Saint-Sulpice-et-Cameyrac (Gironde) est fixée ainsi qu'il suit :

A quatre francs (4^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A deux francs (2^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27715. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La juridiction du commissaire de police de Saint-Amant (Cher) est étendue aux communes de Vallenay et d'Uzay-le-Venon.

La juridiction du commissaire de police de Saint-Lô (Manche) est étendue aux communes d'Agneaux, Baudre, Saint-Georges-de-Montcocq, Sainte-Croix-de-Saint-Lô et Saint-Thomas-de-Saint-Lô. (Paris, 19 Février 1894.)

N° 27716. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M^{lle} *Rose-Elvina* (*Suzanne*), née le 3 décembre 1838, à Saint-Pierre (Martinique),

Et ses deux fils : M. *Rose-Elvina* (*Marius-Louis-Félix*), né au même lieu, le 25 septembre 1864,

Et M. *Rose-Elvina* (*Jean-Alexandre-Théodore*), né aussi au même lieu, le 24 novembre 1865, y demeurant tous trois,

Sont autorisés à substituer à leur nom celui de *Phélix*, et à s'appeler également, à l'avenir, *Phélix* au lieu de *Rose-Elvina*;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat. (Paris, 9 Avril 1894.)

N° 27717. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Doyen* (*Paul-Gustave-André*), lieutenant au 26^e régiment de dragons, né le 27 février 1864, à Saint-Lambert (Ardennes), demeurant à Dijon (Côte-d'Or), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Parigot*, et à s'appeler également, à l'avenir, *Doyen-Parigot*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (Paris, 9 Avril 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 27 * Avril 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

ANTONIN DUBOST.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1616.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27718. — *Loi qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — Art. 1^{er}. Le département des Basses-Alpes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cinquante et un mille neuf cents francs (51 900^{fr}) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 2 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau service des avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1893, ne pourra être effectué qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

Le département des Basses-Alpes est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, vingt-deux centimes de centime (0^{fr} 22) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante et un mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par les finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : GARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27719. — *Loi qui autorise le département de l'Aube à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à l'effet de construire des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de trente-quatre mille quatre cents francs (34,400 fr.) remboursable en quinze ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du Ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-quatre mille quatre cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit de l'imposition extraordinaire d'un centime autorisée par la loi du 14 août 1879.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : GARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27720. — *Loi qui autorise le département de l'Aude à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aude est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de deux cent soixante-quinze mille francs (275,000) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1886. La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Aude est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, six dixièmes de centime (0^e 6) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit tant au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent soixante-quinze mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus qu'à l'entretien des lignes vicinales nouvellement construites.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Signé : CARNOT.

N° 27721. — *Loi qui autorise le département de la Charente-inférieure à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de trente-deux mille francs (32,000 francs) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mai 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-deux mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés : 1^{er} de 1895 à 1909 inclusivement sur le produit de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 9 août 1879; 2^o de 1910 à 1924 inclusivement, sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N^o 27722. — *Loi qui autorise le département de la Drôme à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Le département de la Drôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents francs (197,500 francs) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mai 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre

1880, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Drôme est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, trente-quatre centièmes de centime (0^e 34) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27723. — *Loi qui autorise le département du Finistère à contracter un Emprunt.*

Du 10 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Finistère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-cinq mille quatre cents francs (85,400^e), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-cinq mille quatre cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des impositions extraordinaires d'un centime cinquante et de cinquante centièmes de centime autorisées par la loi du 14 mars 1883.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27724. — Loi qui autorise le département de la Lozère à contracter un Emprunt et à l'imposer extraordinairement.

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Lozère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-treize mille six cents francs (93,600 francs) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 11 juillet 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le non fonds d'avances reconstituée par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Lozère est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, quatre cent cinquantièmes de centimes (0^e 45) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-treize mille six cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27725: — Loi qui autorise le département du Nord à contracter un Emprunt.

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Nord est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de trente-cinq mille deux cents francs (35,200'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-cinq mille deux cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé: CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé: RAYNAL.

N° 27726. — Loi qui autorise le département de l'Orne à contracter un Emprunt.

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Orne est autorisé, conformément à

la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent quatre-vingt-quatre mille deux cents francs (184,200^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent quatre-vingt-quatre mille deux cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 2 décembre 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27727. — Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un Emprunt.

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Hautes-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de vingt-quatre mille six cents francs (24,600^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au rembourse-

ent de l'emprunt de vingt-quatre mille six cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27728. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Saône à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 3 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Saône est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de trente-cinq mille francs (35,000^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-cinq mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27729. — *Loi qui autorise le département de Seine-Inférieure à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Seine-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement une somme de deux cent dix-huit mille sept cents francs (218,700) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mai 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent dix-huit mille sept cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27730. — *Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Seine-et-Oise est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à

caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, la somme de cinquante-deux mille deux cents francs (52,200'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante-deux mille deux cents francs autorisés par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

27731. — *Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est :

Art. 1^{er}. Le département des Deux-Sèvres est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter la somme de cinquante mille francs (50,000') remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Deux-Sèvres est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, quatre

vingt-deux millièmes de centime (0^o 082) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N^o 27732. — *Loi qui autorise le département de Vaucluse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Vaucluse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quarante-six mille francs (46,000^f), remboursable pendant trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département de Vaucluse est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, quatre vingt-douze millièmes de centime (0^o 092) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante-six mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27733. — Loi qui autorise le département de la Vienne à contracter un Emprunt.

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le département de la Vienne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de trente-neuf mille deux cents francs (39,200^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1890.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-neuf mille deux cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés : 1° de 1895 à 1911, inclusivement sur le produit de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 5 juillet 1881 (art. 2) et, en cas d'insuffisance, sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871 ; 2° de 1912 à 1924, inclusivement sur le produit des centimes extraordinaires mis chaque année par la loi de finances à la disposition des conseils généraux, en exécution de ladite loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27734. — *Loi qui autorise le département de l'Yonne à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Yonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent quatre-vingt-douze mille sept cents francs (192,700 francs) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mai 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Yonne est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, vingt quatre centièmes de centime (0^e 24) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent quatre-vingt-douze mille sept cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27735. — *Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aude est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1894, six centimes (0'06) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux dépenses d'entretien des chemins vicinaux.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27736. — *Loi qui autorise le département du Finistère à contracter deux Emprunts.*

Du 21 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le département du Finistère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-dix centimes pour cent (3'90 p. 0/0), une somme de un million cent dix-huit mille cinq cents francs (1,117,500') amortissable en vingt-cinq ans et applicable au remboursement par anticipation des emprunts existants de trois millions de francs et de deux cent cinq mille francs autorisés par les lois des 29 juin 1882 et 31 décembre 1885.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au rembourse-

ment de l'emprunt d'un million cent dix-sept mille cinq cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit de l'imposition extraordinaire de cinq centimes autorisée par la loi du 29 juin 1882 (art. 2).

3. L'imposition extraordinaire de cinq centimes additionnels principal des quatre contributions directes autorisée par l'article de la loi du 29 juin 1882 cessera d'être mise en recouvrement partir du 1^{er} janvier 1919.

4. Le département du Finistère est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-dix centimes pour cent (3^{fr} 90 p. o/o), une somme de quatre-vingt mille francs (80,000^{fr}) remboursable en vingt-cinq ans et applicable à l'agrandissement de l'asile d'aliénés de Saint-Athanas à Quimper.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endorsement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la société du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

5. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt mille francs autorisé par l'article 4 ci-dessus seront prélevés sur les bonis de l'asile et, au besoin sur les ressources normales du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N^o 27737. — Loi qui approuve un engagement du département de la Nièvre pour concourir aux dépenses de l'Ecole pratique d'Agriculture de Cosbigny.

Du 21 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé l'engagement pris par le conseil général du

département de la Nièvre, suivant les termes et conditions énoncés dans ses délibérations en date des 26 août 1892, 11 et 12 avril 1893, à payer, pendant trente ans à partir de 1894, à la commune de Corbigny une subvention annuelle de trois mille francs (3,000'), en vue de concourir aux dépenses d'installation et d'appropriation de l'école pratique d'agriculture de Corbigny.

2. Les fonds nécessaires au service des annuités prévues par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les ressources normales du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27738. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Vienne à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Vienne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1894, cinq centimes dix centièmes (5^e 10) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à diverses dépenses d'utilité départementale.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27739. — Loi qui autorise le département des Vosges à s'imposer extraordinairement.

Du 21 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Vosges est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1894, six centimes (0^o06) additionnels principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27740. — Loi qui autorise la ville de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 29 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent (4 p. 0/0), une somme de cinq cent mille francs (500,000^f), remboursable en vingt-cinq ans et destinée à pourvoir à diverses dépenses communales énumérées dans une délibération municipale du 28 août 1893, et ayant pour objet notamment l'élargissement et le prolongement de voies publiques, la construction d'un égout et le paiement de la première annuité de la somme due à l'État pour la cession des terrains de la gare de Chalon-ville.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence,

soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant vingt-cinq ans à partir de 1894, onze centimes (0^e 11) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de huit cent trente-deux mille quatre cent cinquante francs environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27741. — *Loi qui autorise la ville de Chaumont (Haute-Marne) à changer l'affectation de Fonds d'emprunt.*

Du 29 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Chaumont (Haute-Marne) est autorisée à changer l'affectation d'une somme de dix mille francs (10,000^e) sur l'emprunt de deux cent quarante-cinq mille francs approuvé par la loi du 25 juillet 1889.

Cette somme servira à diverses dépenses énumérées dans une délibération municipale du 11 mars 1893 et ayant pour objet, notamment, la réfection du pavage, la reconstruction des murs du cimetière et l'installation d'un pont à bascule.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27742. — *Loi qui autorise la ville de Grenoble (Isère) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Grenoble (Isère) est autorisée à emprunter à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent (4 p. 0/0), une somme de cinq millions trois cent quarante mille francs (5,340,000) remboursable en quarante-cinq ans et destinée tant à convertir des emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 10 juillet 1889 et 25 janvier 1890, qu'à pourvoir à diverses dettes et dépenses ayant pour objet des acquisitions d'immeubles cédés à la voie publique, des subventions à l'hospice pour la construction d'un asile pour vieillards, et à l'État pour la rectification de la route nationale n° 9, l'achèvement de l'école de médecine et de pharmacie, la construction d'une digue de protection des sources de Rochefort, l'extension des canalisations d'eau, la construction d'établissements scolaires, l'ouverture de la voie centrale, l'élargissement de la rue Saint-Louis et divers autres projets énumérés dans une délibération municipale du 9 mai dernier, à l'exception du déplacement de l'église Saint-Louis et de l'élargissement de la rue Chenoise.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant quarante-cinq ans à partir de 1894, dix centimes (0.10) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de trois millions trois cent soixante-quinze mille francs environ, pour rembourser l'emprunt, concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27743. — *Loi qui autorise la ville d'Hyères (Var) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. La ville d'Hyères (Var) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de deux millions cent mille francs (2,100,000), remboursable en cinquante ans et destinée tant à acquitter diverses dettes communales et à convertir deux emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 7 août 1880 et 7 février 1888 qu'à pourvoir à la construction d'un nouvel abattoir public et aux frais d'amélioration des égouts.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La portion de l'emprunt applicable à la construction de l'abattoir et à l'amélioration des égouts ne sera réalisée et les travaux au payement desquels elle doit servir ne pourront être entrepris qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante-neuf ans à partir de 1894, cinquante-trois centimes dix centièmes (53¹⁰) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué à quatre millions sept cent soixante-quinze mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec le produit des impositions inscrites au budget de l'exercice courant.

Les impositions extraordinaires de treize centimes deux centièmes et de quarante-cinq centimes soixante-treize centièmes additionnels, établies par la loi du 7 février 1888, cesseront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27744. — *Loi qui autorise la ville de Laval (Mayenne) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Laval (Mayenne) est autorisée à emprunter à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o) une somme de cent soixante mille francs (160,000^f), remboursable en deux ans à partir de 1902 et destinée à pourvoir aux frais d'amélioration du service des eaux.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

L'emprunt ne pourra être réalisé et les travaux auxquels il doit pourvoir ne seront entrepris qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant deux ans à partir de 1902, vingt centimes (0^f 20) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de cent cinquante-deux mille francs environ, pour rembourser l'emprunt concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27745. — *Loi qui autorise la ville de Lisieux (Calvados) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Lisieux (Calvados) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4^e p. o/o), une somme de cent vingt-six mille sept cent vingt-trois francs (126,723^f), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir à diverses dettes et dépenses indiquées dans une délibération municipale du 13 septembre 1893 et ayant pour objet, notamment, l'installation d'un fourneau économique, l'appropriation du groupe scolaire du boulevard Sainte-Anne, des opérations de voirie et les acquisitions réalisées en vue de l'élargissement de voies publiques.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Pendant vingt-cinq ans à partir de 1894, dix-neuf centimes vingt centièmes (19^e 20);

Pendant trois ans à partir de 1919, treize centimes quarante centièmes (13^e 40);

Pendant deux ans à partir de 1922, trois centimes vingt centièmes (3^e 20).

Le produit de ces impositions, évalué en totalité à un million deux cent vingt-deux mille francs environ, servira tant à rembourser l'emprunt ci-dessus qu'à compléter les voies et moyens de remboursement de deux emprunts antérieurement contractés en vertu des arrêtés et loi des 24 janvier 1879 et 1^{er} août 1883.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27746. — *Loi qui autorise la ville de Lyon (Rhône)
à contracter un Emprunt.*

Du 29 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Lyon (Rhône) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de vingt-huit millions deux cent soixante-et-mille sept cent six francs vingt centimes (28,265,706²⁰), destinée tant au remboursement par anticipation de l'emprunt de vingt millions huit cent trente-neuf mille quatre cent cinquante francs antérieurement contracté en vertu de la loi du 2 juillet 1889 qu'au paiement des intérêts arriérés montant à un million quatre cent vingt-six mille deux cent cinquante-six francs vingt centimes.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, ou directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Ledit emprunt sera remboursé en soixante ans à compter du 31 janvier 1893, au moyen des ressources prévues par la loi du 2 juillet 1889.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : GARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27747. — *Loi qui approuve un Engagement de la ville de Saint-Etienne
(Loire) pour Remboursement d'un Emprunt.*

Du 29 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 30 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'engagement pris par la ville de Saint-Etienne (Loire), aux termes d'une délibération municipale du 13 octobre 1892, de contribuer, au moyen de trente annuités de deux mille cent quatre-vingt-deux francs (2,182^f) chacune, au remboursement d'un emprunt à contracter par le département pour solder les frais de rectification du chemin de grande communication n° 12, aux abords de la gare du Clapier.

Il sera pourvu au paiement des annuités ci-dessus à l'aide d'un prélèvement annuel sur les ressources ordinaires des budgets.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

27748. — *Décerner qui déclare d'utilité publique les Travaux à exécuter par la Compagnie du Nord, pour le prolongement, jusqu'au pont de Saint-Ouen, du Chemin de fer des Docks Saint-Ouen à la Plaine-Saint-Denis(Seine).*

Du 7 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu les lois et décrets des 15 juillet 1845, 19 février 1852, 13 août 1853, 7 octobre 1854, 26 juin 1857, 11 juin et 29 septembre 1859, 5 et 14 juin 22 septembre 1861, 6 juillet 1862, 22 mai 1869, 15 juin 1872, 30 décembre 1875, 20 novembre 1883 et 11 novembre 1888, déclarant d'utilité publique les diverses lignes qui constituent le réseau du Nord et approuvant les conventions passées entre l'État et la compagnie du chemin de fer du Nord, pour la construction et l'exploitation dudit réseau ;

Vu le décret du 6 juin 1874⁽¹⁾, relatif à l'établissement de la ligne des Docks-Saint-Ouen à la Plaine-Saint-Denis ;

Vu l'avant-projet présenté par la compagnie du chemin de fer du Nord pour le prolongement, jusqu'au pont de Saint-Ouen, de la ligne des Docks-Saint-Ouen à la Plaine-Saint-Denis et notamment le plan général, avec feuille de retombe, produit par la compagnie, à la date du 28 juillet 1891 ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur ledit projet, et notamment le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, en date du 16 mars 1893 ;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 24 novembre 1891, 21 mai 1892 et 24-26 juillet 1892 ;

Vu l'adhésion directe donnée par le directeur du génie, à Paris, le 12 novembre 1891 ;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 232, n° 3549.

Vu la lettre du préfet de la Seine, en date du 8 août 1893;

Vu les rapports de l'inspecteur général, directeur du contrôle, en date des 23 juin 1892 et 6 novembre 1893;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 15 juillet 1892 et 23 novembre 1893;

Vu la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'ordonnance royale du 18 février 1834⁽¹⁾;

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour le prolongement, jusqu'au pont de Saint-Ouen, du chemin de fer des Docks-Saint-Ouen à la Plaine-Saint-Denis, conformément aux dispositions des feuilles de retombe du plan général ci-dessus visé, lequel restera annexé au présent décret; et sous la réserve qu'il pourra être établi de service de marchandises, sur ce prolongement, qu'en vertu d'une décision de l'administration supérieure.

2. Pour l'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux, la compagnie du Nord est substituée aux droits communs aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

3. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit ne sont pas accomplies dans un délai de deux ans, à dater de la promulgation du présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Février 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: JOUHAUD.

N° 27749. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.

Du 27 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'in-

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 286, n° 5214.

struction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1891 et 1892 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾ ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint ;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892 présentent aux chapitres portant les numéros 50 et 48, sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 11 février 1894 ;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de neuf mille deux cent quatre-vingt-quatorze francs quarante-sept centimes (9,294⁴⁷), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891, chapitre L.....	12 ²²
Exercice 1892, chapitre XLVIII.....	9,282 ²⁵
ENSEMBLE.....	<u>9,294⁴⁷</u>

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPÜLLMANN.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1845, n° 10517.

Préfet de la Seine, en date du 5 août 1894,
de l'inspecteur général, directeur
et 6 novembre 1893;
Conseil général des ponts et chaussées
bre 1893;
mai 1841 sur l'expropriation
royale du 18 février 1864 (1)
1 juillet 1870;
lat entendu,

l'exercice 1894
ur les Dépenses

du budget des recettes et
contributions directes et
fixation du budget gé
1893, portant fixation de récépiss
l'exercice 1894;
de versement tenant lieu de récépiss
les trésoriers-payeurs généraux des départemen
Nord, à titre de fonds de concours pour dépen
de soixante et un mille cent vingt-cinq fran
formant le reliquat des sommes comprises
spéciales et non employées à la clôture de l'exercice
règlement du cadastre.
décret du 31 mai 1862 (1), portant règlement général
publique;
le ministre des finances,

vert au ministre des finances, sur l'exercice 1894
nte et un mille cinq cent vingt-cinq francs 92
,525⁴⁵) au chapitre xxx du budget dudit exer
lage et d'expertise — Cadastre primitif.
à la dépense autorisée par l'article précédent
ces spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre
rs.
des finances est chargé de l'exécution du présent
nséré au Bulletin des lois.
28 Février 1894.

Signé: CARNOT.

is finances
BURDEAU.

tr qui déclare qu'il y a Abus dans la disposition de l'arrêté de
ents (Seine) interdisant, sur la voie publique, l'Exhibition
nt aux différents cultes.

Du 3 Mars 1894.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
le la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction
ix-arts :

formé par l'abbé Iteney, curé de Saint-Denis (Seine), et les membres du conseil de fabrique, ledit recours enregistré au secrétariat général du Conseil d'État, et tendant à l'abus dans l'arrêté, en date du 5 septembre 1892, par lequel le Conseil d'État a interdit sur la voie publique :

à quelque culte qu'elles appartiennent ;
tant aux différents cultes ;

l'Instruction publique, des beaux-arts et des sciences, les pièces du dossier ;

le 10 messidor an ix, les articles 7, 8 et

le paragraphe 1^{er} de l'arrêté portant interdiction sur la voie publique des cultes religieux, à quelque culte qu'elles appartiennent :

Le maire de Saint-Denis, en prononçant cette interdiction, a appliqué les dispositions de l'article 45 de la loi du 18 germinal an ix, lequel interdit les cérémonies religieuses hors des édifices consacrés au culte catholique dans les villes où il y a des temples destinés à ces cultes ;

Considérant que dans la lettre comme dans l'esprit de la loi le mot *temple* désigne l'édifice ouvert publiquement au culte et non d'une église ou d'une congrégation de fidèles ;

Considérant qu'il existe à Saint-Denis des lieux de culte non catholiques qui constituent des temples dans le sens de l'article 45 de la loi du 18 germinal an ix ;

Que, par suite, la disposition ci-dessus visée n'a pas porté atteinte à l'exercice public du culte catholique, tel qu'il a été autorisé en France ;

Sur ce qui concerne le paragraphe 2 de l'arrêté prohibant l'exhibition sur la voie publique d'emblèmes servant aux différents cultes :

Considérant que cette disposition est de nature, par la généralité de ses termes, à porter atteinte à la liberté de conscience et à dégénérer en oppression ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il y a abus dans la disposition de l'arrêté du maire de Saint-Denis, susvisé, par laquelle est interdite, sur la voie publique, l'exhibition d'emblèmes servant aux différents cultes. Cette disposition est annulée.

2. Le surplus des conclusions du recours de l'abbé Iteney et conclusions est rejeté.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des sciences est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 3 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des sciences,

Signé : E. SPULLER.

N° 27752. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 8 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente au chapitre XLVIII, sur lequel les sommes réclamées doivent être prélevées, un reste disponible suffisant pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 5 mars 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de six mille cent quatre-vingt-treize francs quarante centimes (6,193⁴⁰) réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892, chapitre XLVIII.....	6,193 ⁴⁰
-------------------------------------	---------------------

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LIX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110. — — — — — ⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 1057.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

N° 27753. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 28 juin 1893, devant le maire de Mas-Grenier, régulièrement délégué, portant concession à M. Paul Fourtanier, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de deux cent soixante-six francs quarante centimes, de deux parcelles d'alluvion, en voie de formation, au droit de sa propriété, sur la rive droite de la Garonne, dans la commune de Mas-Grenier; lesdites parcelles d'une contenance totale de quinze ares neuf centiares six décimètres carrés et teintées en rose sur le plan annexé audit acte. (*Paris, 28 Novembre 1893.*)

N° 27754. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 15 mai 1893, devant le préfet d'Ille-et-Vilaine, portant concession à la ville de Saint-Servan, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le prix de sept cent quarante-huit francs quarante-cinq centimes, d'une parcelle de terrain domanial, d'une contenance de cent quarante-neuf mètres carrés soixante-neuf décimètres carrés, sur la grève des Bas-Sablons, commune de Saint-Servan, et désignée par une teinte rose sur le plan annexé audit contrat. (*Paris, 28 Novembre 1893.*)

N° 27755. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 7 juillet 1893, devant le sous-préfet de Bayonne, délégué à cet effet, portant concession à MM. Léglise et compagnie, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement de la somme de mille deux cent soixante-quinze francs trente centimes, d'une parcelle de terrain de douze mille sept cent cinquante-trois mètres carrés, retranchée du lit de l'Adour, au lieu dit *Camp-de-l'Aygue*, sur le territoire de la commune du Boucau (Basses-Pyrénées), désignée par une teinte rose et définie par les lettres A, B, C, D, E, F, G, sur le plan annexé audit acte. (*Paris, 28 Novembre 1893.*)

N° 27756. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui affecte au service des ponts et chaussées, pour la construction d'une maison cantonnière et ses dépendances, une parcelle dépendant de la forêt domaniale des Beni-Kani

(département d'Alger) et limitée par les lisérés roses A, B, C, D, E, F, G, H, A, sur le croquis annexé au procès-verbal de la conférence tenue le 23 juillet 1891, et dont la copie, certifiée conforme par l'ingénieur en chef, le 9 novembre 1893, restera annexée au présent décret; ladite parcelle ayant une contenance de quarante-six ares, déduction faite de la superficie du chemin de Fort-National à Béni-Mansour et de ses talus (Paris, 30 Novembre 1893.)



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Mai 1894.

La Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

ANTONIN DUBOST.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1617.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 17757. — *Loi qui autorise le département des Alpes-Maritimes à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

Art. 1^{er}. Le département des Alpes-Maritimes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de deux cent quatre-vingt-huit mille quatre cents francs (28,400^f), remboursable en vingt-six ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 2 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent quatre-vingt-huit mille quatre cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit de l'imposition extraordinaire de cinq centimes cinquante centièmes autorisée par la loi du 25 novembre 1890.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Signé : CARNOT.

N° 27758. — Loi qui autorise le département de l'Ariège à contracter un Emprunt.

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ariège est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de soixante et un mille cent francs (61,100^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du Ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante et un mille cent francs autorisés par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés :

1° De 1895 à 1914 inclusivement, sur le produit de l'imposition extraordinaire de quatre-vingts centièmes de centime (0^o80) autorisée par la loi du 13 août 1884;

2° De 1915 à 1924 inclusivement, sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Signé : CARNOT.

N° 27759. — *Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Calvados est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de deux cent cinquante-trois mille sept cents francs (253,700^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Calvados est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, dix-sept centièmes de centime (0^e 17) additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent cinquante-trois mille sept cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27760. — *Loi qui autorise le département de la Côte-d'Or à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

Vu la lettre du préfet de la Seine, en date du 5 août 1893;

Vu les rapports de l'inspecteur général, directeur du contrôle, en date des 23 juin 1892 et 6 novembre 1893;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 18 juillet 1892 et 23 novembre 1893;

Vu la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'ordonnance royale du 18 février 1834 (1);

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour le prolongement, jusqu'au pont de Saint-Ouen, du chemin de fer des Docks-Saint-Ouen à la Plaine-Saint-Denis, conformément aux dispositions des feuilles de retombe du plan général ci-dessus visé, lequel restera annexé au présent décret; et sous la réserve qu'il pourra être établi de service de marchandises, sur ce prolongement, qu'en vertu d'une décision de l'administration supérieure.

2. Pour l'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution de dits travaux, la compagnie du Nord est substituée aux droits communs aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

3. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution de travaux dont il s'agit ne sont pas accomplies dans un délai de deux ans, à dater de la promulgation du présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Février 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: JOUHAUD.

N° 27749. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire en augmentation des fonds à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.

Du 27 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'in-

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 286, n° 5214.

des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département d'Ille-et-Vilaine est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs dix centimes pour cent (4 10 p. 0/0), une somme de soixante-douze mille cent francs (72,100^f), remboursable en trente ans et applicable aux travaux des chemins vicinaux non subventionnés.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la société du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré devront être soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

3. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement des emprunts de cent vingt-sept mille neuf cents francs et de soixante-douze mille cent francs autorisé par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé: CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé: RAYNAL.

N° 27762. — *Loi qui autorise le département de l'Indre à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Indre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse

des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de soixante-dix-neuf mille deux cents francs (79,200^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1886.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Indre est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir du 1^{er} janvier 1895, dix-centièmes de centime (0^e 17) additionnels au principal des contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-dix-neuf mille deux cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N^o 27763. — *Loi qui autorise le département des Landes à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Landes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement une somme de vingt-quatre mille huit cents francs (24,800^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1886.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Landes est également autorisé, conformément

et à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer ordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, sept centimes de centime (0^e 07) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts du remboursement de l'emprunt de vingt quatre mille huit cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

27764. — *Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

(Du 20 Décembre 1893.)

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
 Art. 1^{er}. Le département de Loir-et-Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à l'effet de créer des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de vingt-neuf mille francs (29,000^e), remboursable en dix ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales conventionnelles en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau service des avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1892, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de vingt-neuf mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés, pour l'année 1895, sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

Le département de Loir-et-Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant dix-neuf ans à partir de 1896, soixante-huit millièmes de centime (0^e 068) additionnels au principal des quatre

contributions directes, pour en affecter le produit, pendant la période, au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de vingt-neuf mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27765. — *Loi qui autorise le département de la Marne à contracter un Emprunt.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de cent cinquante-quatre mille francs (154,000^f), remboursable en dix-neuf ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1883.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du Ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent cinquante-quatre mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit de l'imposition extraordinaire dont la perception est autorisée par la loi du 15 février 1883.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27766. — *Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet établissement, une somme de quatre-vingt-sept mille six cents francs (87,600^f), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Basses-Pyrénées est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, quinze centièmes de centime (0^e 15) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-sept mille six cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27767. — *Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

XII^e Série.

11..

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Pyrénées-Orientales est autorisé conformément à la demande que le conseil général en a faite, d'emprunter à la caisse des chemins vicinaux, aux conditions de cet emprunt, une somme de cent quarante-cinq mille francs (145,000 francs) remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mai 1886.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur le nouveau fonds d'avances reconstitué par application de la loi du 30 décembre 1890, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Pyrénées-Orientales est également autorisé conformément à la demande que le conseil général en a faite, d'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1891, quatre centièmes de centime (0^e 40) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent quarante-cinq mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27768. — Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un Emprunt.

Du 21 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs dix centimes

unes pour cent (4^e 10 p. 0/0) une somme de trente-quatre mille quatre cents francs (34,400^e) remboursable en trente ans et applicable aux dépenses de l'acquisition de la caserne de gendarmerie de Marche.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traites à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-quatre mille quatre cents francs autorisés par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les ressources ordinaires du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : BAUDET.

N° 27769. — *Loi qui autorise le département du Loiret à s'imposer extraordinairement en 1894.*

Du 31 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Loiret est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1894, un centime (0^e 01) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement de secours à allouer aux agriculteurs éprouvés par la sécheresse.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 30 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27770. — *Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement en 1894.*

Du 21 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Deux-Sèvres est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1894, un centime soixante-six centièmes (1^r 66) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27771. — *Loi qui autorise la ville d'Annonay (Ardèche) à contracter un Emprunt.*

Du 30 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Annonay (Ardèche) est autorisée à em-

prunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4' 10 p. 0/0), une somme de deux cent quarante mille francs (240,000'), destinée à pourvoir aux frais de construction d'une maison d'école de filles avec école primaire supérieure et école maternelle, ladite somme remboursable en trente ans, tant à l'aide d'une subvention de l'État qu'au moyen d'un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27772. — *Loi qui autorise la ville de Blois (Loir-et-Cher) à contracter un Emprunt.*

Du 30 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Blois (Loir-et-Cher) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4' 10 p. 0/0), une somme de cinquante-trois mille francs (53,000'), remboursable en trente ans à l'aide d'une subvention de l'État et destinée à pourvoir aux frais de réparation du collège.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

seront préalablement, soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27773. — Loi qui autorise la ville de Brive (Corrèze) à contracter un Emprunt.

Du 30 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Brive (Corrèze) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4^f 10 p. o/o), une somme de cinq cent cinquante mille francs (550,000^f) remboursable en cinquante ans et destinée à pourvoir à diverses dettes et dépenses communales énumérées dans une délibération municipale du 28 avril 1893 et ayant pour objet notamment le solde de la construction du collège, le prix d'acquisitions réalisées pour l'ouverture et l'élargissement des voies publiques, la construction de chemins vicinaux.

L'emprunt pourra être contracté soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions et des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

**N° 27774. — Loi qui autorise la ville de Cahors (Lot)
à contracter un Emprunt.**

Du 30 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ARTICLE UNIQUE. La ville de Cahors (Lot) est autorisée à emprunter, aux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de sept cent cinquante mille francs (750,000) remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires et destinée à convertir l'emprunt antérieurement contracté en vertu d'une loi du 7 juin

l'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27775. — Loi qui autorise la ville de Compiègne (Oise) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 30 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ART. 1^{er}. La ville de Compiègne (Oise) est autorisée à emprunter, à

un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. 0/0), somme de neuf cent vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-dix francs (923,390^f) remboursable en vingt-cinq ans et destinée à la conversion d'un emprunt antérieurement contracté, en vertu de la loi du 15 avril 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endorsement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant vingt-cinq ans à partir de 1894, trente-deux centimes et vingt-quatre centièmes (0^e 3284) additionnels au principal de quatre contributions directes, dont le principal, évalué en 1880 à un million quatre cent soixante-quinze mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

Les impositions extraordinaires de vingt centimes et de deux centimes quatre-vingt-quatre centièmes additionnels établies par la loi des 15 avril 1880 et 23 décembre 1890 cesseront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé: CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé: RAYNAL.

N° 27776. — *Loi qui autorise la ville de Meaux (Seine-et-Marne) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. La ville de Meaux (Seine-et-Marne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. 0/0), une somme d'un million neuf cent soixante-deux mille deux cent

quatre-vingt-dix-huit francs (1,972,298') remboursable savoir : deux cent quatre-vingt-douze mille cent quarante-deux francs en vingt-quatre ans; cinquante-sept mille huit cent vingt-neuf francs en vingt-neuf ans; un million six cent vingt-deux mille trois cent vingt-sept francs en quarante ans, ladite somme destinée tant à convertir cinq emprunts antérieurement contractés en vertu d'une délibération municipale du 6 octobre 1887 et des arrêtés et lois des 10 juillet 1882, 28 juin 1883, 26 avril 1889 et 25 juin 1892, qu'à pourvoir aux frais d'installation d'un casernement de cavalerie.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante ans à partir de 1894, vingt centimes (0^e 20) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à un million quatre cent cinq mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec des subventions de l'État, avec le produit des taxes d'abatage et des prélèvements annuels sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

27777. — *Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nantes (Loire-Inférieure) est autorisée à em-

prunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent (4 p. o/o), une somme de trois cent dix mille francs (310,000'), remboursable en dix ans et destinée à couvrir le déficit du budget supplémentaire de 1893.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant dix ans à partir de 1894, deux centimes un dixième (2^e 1/10) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de trois cent quatre-vingt mille francs environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27778. — *Loi qui autorise la ville de Reims (Marne) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Reims (Marne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs soixante centimes pour cent (3^e 60 p. o/o), une somme de deux cent trente mille francs (230,000') remboursable en huit ans à partir de 1900 et destinée au paiement d'une subvention promise au département, en vue de l'établissement d'un tramway de Cormicy à Verzy, passant sur son territoire.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit

ciement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer sont préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant huit ans à partir de 1900, deux centimes (0/02) additionnels principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de deux cent cinquante-deux mille francs environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27779. — *Loi qui autorise la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à contracter un Emprunt et à percevoir une Surtaxe d'octroi.*

Du 30 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. La ville de Rennes est autorisée à emprunter, à un taux n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. 0/0), une somme d'un million huit cent mille francs (1,800,000) remboursable en cinquante ans, tant au moyen d'un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires qu'à l'aide du produit d'une taxe additionnelle et d'une surtaxe d'octroi sur l'alcool, ladite somme destinée à pourvoir à diverses dettes et dépenses énumérées dans une délibération municipale du 23 décembre 1892, et ayant pour objet notamment l'agrandissement du palais du commerce et de l'abattoir, la construction et l'agrandissement d'écoles, des travaux de défense contre les inondations et le solde des grands travaux précédemment entrepris.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté

d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passeront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La portion de l'emprunt applicable à l'agrandissement de l'abbaye et du palais du commerce ne sera réalisé et les travaux ne seront entrepris qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur.

2. Est autorisée, à dater de la promulgation de la présente loi jusqu'au 31 décembre inclusivement, la perception, à l'octroi de Rennes (Ille-et-Vilaine), d'une surtaxe de dix francs (10^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de vingt-quatre francs perçu à titre de taxe principale sur la même boisson.

3. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement de l'emprunt d'un million huit cent mille francs à contracter en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai de l'expiration de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27780. — *Loi qui autorise la ville de Tulle (Corrèze) à contracter un Emprunt et à percevoir une Surtaxe d'octroi.*

Du 30 Décembre 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Tulle (Corrèze) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4^f. 10 p. 0/0), une somme de deux cent vingt et un mille francs

(221,000'), destinée à pourvoir aux frais de captage de sources, d'adduction d'eau et de construction d'un réservoir, ladite somme remboursable en trente ans, tant au moyen du produit d'une surtaxe d'octroi sur l'alcool qu'à l'aide d'un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Est autorisée la perception à l'octroi du Tulle (Corrèze), à dater de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1895 inclusivement, d'une surtaxe de six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, en cercles et en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit de douze francs par hectolitre d'alcool qui peut être perçu à titre de taxe principale.

3. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article qui précède est spécialement affecté à l'amortissement de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

L'autorité locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de cette surtaxe dont le produit devra faire l'objet d'un compte général, tant en recette qu'en dépense, qui sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : RAYNAL.

N° 27781. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 8 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos 1890, 1891 et 1892 du budget des cultes;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;
Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que ces créances concernent des services prévus aux budgets desdits exercices et n'excèdent pas le chiffre des crédits qui leur étaient applicables,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, beaux-arts et des cultes (*Service des cultes*), en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices clos 1890, 1891 et 1892, un crédit de cinq mille six cent soixante-dix francs cinquante-sept centimes (5,670⁵⁷), égal au montant des nouvelles créances liquidées en charge desdits exercices.

2. L'ordonnement de ces créances sera effectué sur le chapitre du budget des cultes affecté aux dépenses des exercices clos.

3. Les ministres de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*
Signé : E. SPULLER.

État des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT		
			par créance.	par chapitre.	par exercice.
1890.	9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage	10 ¹ 84 ^c	10 ¹ 84 ^c	10 ¹ 84 ^c
1891.	9	Idem	50 00	50 00	50 00
	6	Traitements des curés	9 99	9 99	
			3,000 00		
			150 00		
	14	Graves réparations des édifices diocésains	2,089 67		
1892.			104 48		
			52 24		
			15 55		
	État B. 14	Matériel du culte musulman	712 80	112 80	
TOTAL					5,670 57

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27782. — DÉCRET qui nomme les Membres de la Commission de vérification des frais de service et de négociation du Trésor public pour l'exercice 1893.

Du 9 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 11 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des finances;

Vu le décret du 31 décembre 1881 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur la vérification des frais de service et de négociation du Trésor public;

Vu la lettre, en date du 8 février 1894, par laquelle le vice-président du Conseil d'État a notifié au ministre des finances les élections faites par le Conseil, en exécution de l'article 2 dudit décret;

Vu la lettre, en date du 28 février 1894, par laquelle le premier président de la cour des comptes a notifié au ministre des finances les élections faites par la cour conformément au même article,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commission de vérification des frais de service et de négociation du Trésor public pour l'exercice 1893 est composée de :

MM. *Blondeau*, président de la section des finances au Conseil d'État, président ;

le général Mojon, conseiller d'État ;

Marquès di Braga, conseiller d'État ;

Picher de Grandchamp, conseiller-maître à la cour des comptes ;

Chevalier, conseiller-maître à la cour des comptes ;

Biollay, conseiller-maître à la cour des comptes ;

Chevrier, inspecteur général des finances.

Auxquels sont adjoints avec voix consultative :

MM. *Camille Lyon*, maître des requêtes au Conseil d'État ;

Michel Tardit, maître des requêtes au Conseil d'État ;

Dafty-Dicudé, conseiller référendaire de première classe à la cour des comptes ;

Gautier de Charnabé, conseiller référendaire de deuxième classe à la cour des comptes.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 9 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 682, n° 11544.

N° 27783. — *DÉCRET qui affecte au Département de la guerre une Parcelle de terrain dépendant de la forêt domaniale de Saint-Antoine.*

Du 9 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾, sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal de la conférence mixte tenue à Belfort, le 5 décembre 1892, entre les représentants locaux des services intéressés;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics du 17 avril 1893, concluant à l'adoption des propositions formulées audit procès-verbal;

Vu la lettre du 21 janvier 1893, par laquelle le ministre de l'agriculture a déclaré se rallier, sous les réserves d'usage, aux propositions émises dans la même conférence du 5 décembre 1892;

Vu la lettre du 27 septembre 1893 du ministre de l'agriculture, portant confirmation de la précédente et adoption des conclusions de la délibération de la commission mixte des travaux publics du 17 avril 1893;

Vu la lettre du 23 mai 1893, par laquelle le ministre des travaux publics donne son assentiment aux conclusions de la même délibération;

Vu la lettre du 16 août 1893, par laquelle le ministre de l'intérieur donne également son adhésion aux conclusions de la même délibération;

Vu la lettre du 8 février 1894, par laquelle le ministre des finances donne, au point de vue domanial, son assentiment au projet d'affectation dont il s'agit, sous les réserves et stipulations de détail spécifiées par le département de l'agriculture;

Considérant qu'en vue de l'établissement d'un champ de tir au Rosaly, commune de Plancher-les-Mines (Haute-Saône), pour les exercices et l'instruction de la garnison du fort de Servance, dans les dépendances de la place de Belfort, il y a lieu d'affecter au département de la guerre une parcelle de terrain, d'une contenance d'environ un hectare soixante-douze ares, dépendant de la forêt domaniale de Saint-Antoine, et telle, au surplus, qu'elle est figurée par un liseré vert sur un plan parcellaire dressé, le 18 septembre 1893, par le chef du génie de Belfort,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La parcelle de terrain domanial susmentionnée est affectée au département de la guerre, sous les conditions et réserves de détail spécifiées dans les lettres susvisées du ministre de l'agriculture.

2. Les ministres de la guerre, de l'agriculture, des travaux publics, de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4855.

cerné, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

1894. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Établissement d'une Manufacture d'allumettes à Aix.

Du 10 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la convention conclue, le 7 octobre 1891, avec le maire de la ville d'Aix, et approuvée par l'article 58 de la loi de finances du 26 janvier 1892;

Vu la loi du 21 juillet 1892, autorisant la ville d'Aix à contracter au Crédit foncier de France un emprunt de six cent vingt mille francs, lequel emprunt a été approuvé par décisions des ministres de l'intérieur et des finances, en date des 9 et 10 septembre 1892;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé et constatant le versement, à titre de fonds de concours, à la date du 15 janvier 1894, d'une somme de cent mille francs par le Crédit foncier de France, à la caisse du receveur central de la Seine;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit de cent mille francs (100,000^f) imputable au chapitre XVIII : *Constructions nouvelles*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27785. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du Service chronométrique de l'Observatoire de Besançon.*

Du 16 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la délibération, en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser chaque année, dans la caisse de l'État, une somme quatre mille francs destinée à assurer le service chronométrique de l'observatoire;

Vu le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;

Vu la déclaration délivrée, le 12 janvier 1894, par le trésorier-payeur général du Doubs, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 9 de ce mois, par M. Naudet, receveur municipal de Besançon, une somme quatre mille francs destinée à assurer, pendant le premier trimestre 1894, le service chronométrique de l'observatoire de cette ville;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1813 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de mille francs (1,000^f) destiné à assurer, pendant le premier trimestre de l'année courante, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre XXII : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1894.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1893. — Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Dépenses de l'Observatoire de Toulouse.

Du 16 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Sur la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Sur la délibération du conseil municipal de Toulouse, en date du 30 décembre 1871, par laquelle cette ville s'est engagée à verser annuellement une somme de dix mille francs pour acquitter les dépenses de son observatoire;

Sur la déclaration délivrée, le 5 janvier 1894, par le trésorier-payeur général du département de la Haute-Garonne, constatant qu'il a été versé à ce même jour, par le receveur municipal de Toulouse, la somme de cinq mille francs à titre de solde de la subvention de la ville destinée à contribuer aux dépenses de son observatoire;

Sur l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 2 mai 1862 (1);

Sur l'avis du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRETE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), à titre de fonds de concours, un crédit de la somme de cinq mille francs (5,000^f), représentant le solde de la subvention applicable aux dépenses de l'observatoire de Toulouse pendant l'année 1893.

Cette somme sera rattachée au chapitre xxii : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1893.

Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPILLER.

N° 27787. — *NOTIFICATION au Gouvernement de la République française de l'accession de la Colonie anglaise de l'Australie occidentale à la Convention télégraphique de Saint-Petersbourg, du 10/22 juillet 1875.*

Du 24 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 26 mars 1894.)

En exécution de l'article 18 de la Convention télégraphique de Saint-Petersbourg, du 10/22 juillet 1875⁽¹⁾, l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris a notifié au gouvernement de la République française l'accession, à dater du 1^{er} janvier 1894, de la colonie anglaise de l'Australie occidentale à ladite Convention internationale.

N° 27788. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire en augmentation des dépenses à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.*

Du 28 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu l'état ci-annexé de créances liquidées à la charge du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, deuxième section (Beaux-Arts), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité les créances comprises sur l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget de l'exercice clos ci-dessus désigné et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit supplémentaire de deux mille deux cent quatre-vingt-neuf francs quatorze centimes (2,289^f 14), montant des créances inscrites au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles un état nominatif sera adressé, en double expédition, au ministère des finances, conformément aux prescriptions du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des

⁽¹⁾ 11^{re} série, Bull. 307, n° 5280.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, deuxième section (*Beaux-Arts*), en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des sciences et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

des nouvelles créances reconnues en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892 et qui sont à ordonnancer sur le chapitre des exercices clos du budget de l'exercice courant dans les conditions prévues par l'article 125 du décret du 31 mai 1862.

CHAPITRES DES ANCIENS BUDGETS.		TITULAIRE et motif des créances.	TOTAL	
Numéros.	Désignation.		par chapitre.	par exercice.
28	Manufacture nationale des Gobelins (matériel).	M. Raphaël Collin, artiste peintre, l'acompte sur le prix d'un modèle de tapisserie qui lui a été commandé par arrêté du 31 avril 1891 (travail exécuté en 1891).....	571 ⁰⁰	
		Travaux exécutés en 1892 pour la restauration de l'Arc de Sizun (Finistère) : M. Lemoine, entrepreneur, travaux de maçonnerie.....		2,289 ¹⁴
		Gout, architecte, honoraires.....		
		1,480 ³⁶		
		74, 02		
		1,554 38		
37	Monuments historiques et mégalithiques.....	Travaux exécutés en 1892 pour la restauration de l'église Saint-Savin (Vienne) : M. Montant, entrepreneur, échafaudage.....	1,018 14	
		M. Formigé, architecte, honoraires.....		
		M. Boudouin, inspecteur, honoraires.....		
		538 ³⁸		
		16 92		
		8 46		
		363 76		

Sa
je
fra
glai

N^o 27
bec
à l

LE
Sur
des cur
Vu l
structio
Arts),
par le c
Vu l'a
Vu l'a
Consid
comprise
cernent
et que le
d'exercice

DÉCRET

ART. 1.
beaux-arts
droits con
crédit sul
neuf franc
signées au
cet exerci
double ex
criptions du

2. Le mi

10
de qu
du mi
pour le
porters
1. Les
playes de
filaires et
la prendre
Constantino
3. Il sera
du Trésor pu
4. Le mi
sont chargés
d'exer

1888

BULLETIN DES LOIS

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1618.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

*autorise le Gouvernement de la République à consentir
prorogation de la Réforme judiciaire en Égypte.*

Du 31 Janvier 1894.

insérée au Journal officiel du 2 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, VU LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL, LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

Le Gouvernement est autorisé à conclure, pour
une prorogation du régime institué en
1875, relative à l'administration de

adoptée par le Sénat et par la Chambre
comme loi de l'État.

1894.

Signé : CARNOT.

N° 27789. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un Crédit non employé en 1893 pour la Reconstruction de l'Hôpital français, à Constantinople.*

Du 30 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des affaires étrangères;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu le décret du 13 juin 1893, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit de fonds de concours de quatre cent mille francs pour les frais de reconstruction de l'hôpital français à Constantinople formant le chapitre xxiii du budget des affaires étrangères pour l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des crédits de fonds de concours;

Vu la loi du 15 janvier 1894, attribuant le n° 23 au chapitre formé par le budget des affaires étrangères, pour l'exercice 1893, par le crédit affecté aux dépenses de la commission arbitrale des pêcheries de Behring;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 27 mars 1894.

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Le chapitre formé par le crédit de fonds de concours de quatre cent mille francs (400,000^f) ouvert, sur l'exercice 1893, au ministre des affaires étrangères, par le décret du 13 juin 1893 pour les frais de reconstruction de l'hôpital français à Constantinople portera le n° 24 au lieu du n° 23 indiqué audit décret.

2. Ladite somme de quatre cent mille francs (400,000^f) non employée au titre de l'exercice 1893 est reportée au même budget des affaires étrangères de l'exercice 1894 et formera le chapitre xiii de la première section: *Frais de reconstruction de l'hôpital français à Constantinople.*

3. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public à titre de fonds de concours.

4. Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PERIER.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

27790. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Narbonne (Aude) et l'amélioration des communications aux abords de cette gare, conformément au plan, en date du 24 août 1891, présenté par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° La déclaration d'utilité publique prononcée par l'article qui précède sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans un délai de six ans. (*Paris, 18 Décembre 1893.*)

27791. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération du 23 août 1893, par laquelle le conseil général de la Haute-Saône a décidé que les communes du département qui s'imposent deux et trois journées de prestation seraient dégreévées respectivement, en 1894, jusqu'à concurrence d'une ou de deux journées, sur la demande des conseils municipaux qui pourraient consacrer le montant de ces dégrevements aux chemins ruraux reconnus et classés. (*Paris, 21 Décembre 1893.*)

27792. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui crée à Creil (Oise) un commissariat de police. (*Paris, 21 Décembre 1893.*)

27793. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Est reporté au 1^{er} décembre 1894 le délai fixé par l'article 3 du décret du 5 mars 1888, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux de rectification de la route départementale n° 25, de Saint-Vit à Ougney, entre Saint-Vit et Berthelange, sur le territoire d'Antorpe (Jura).

La déclaration d'utilité publique résultant dudit décret du 26 mars 1888 sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations ne sont accomplies dans le délai fixé par le paragraphe précédent. (*Paris, 26 Décembre 1893.*)

27794. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Caboche (*Lucien-Juvénal-Auguste*), ancien notaire, né le 31 janvier 1845, à Dunkerque (Nord), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Emmery*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Emmery* au lieu de *Caboche*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 23 Avril 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 7^{er} Mai 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

ANTONIN DUBOST.

.. Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1618.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27795. — *Loi qui autorise le Gouvernement de la République à consentir une nouvelle prorogation de la Réforme judiciaire en Égypte.*

Du 31 Janvier 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le Gouvernement est autorisé à conclure, pour une période de cinq années, une prorogation du régime institué en vertu de la loi du 17 décembre 1875, relative à l'administration de la justice en Égypte.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé : CASIMIR-PRÉRIER.

N° 27796.— *DÉCRET qui approuve la modification, en ce qui concerne la ligne de Tramway de Saint-Eugène à Rovigo, de divers articles du Cahier des charges annexé au Décret du 16 janvier 1892, relatif à l'établissement d'un réseau de Tramways dans le département d'Alger.*

Du 30 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 3 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et la proposition du gouverneur général de l'Algérie,

Vu le décret, du 16 janvier 1892 ⁽¹⁾, qui a :

1° Déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Alger, des lignes de tramways de Saint-Eugène à Ravigo, d'El-Affroun à Marengo, de Dellys à Boghin et d'Alger à Coléa;

2° Autorisé le département à pourvoir à la construction et à l'exploitation desdites lignes;

3° Approuvé la rétrocession des deux premières de ces lignes et la concession des deux autres au profit de M. Caze, dans les conditions des conventions et des cahiers de charges y annexés;

Vu, en ce qui concerne la ligne de Saint-Eugène à Rovigo, le traité de rétrocession, en date du 1^{er} mai 1891, et le cahier des charges y annexé, notamment en ses articles 2, 8, 10 et 11.

Vu les avant-projets présentés par le rétrocessionnaire : 1° à la date des 20-25 avril 1892 et 27 avril 1893, d'une variante au tracé primitif, entre l'Oued-M'Kacel et le lycée d'Alger, et, notamment, le plan d'ensemble de cette variante; 2° à la date du 16 décembre 1892, d'une autre variante entre la rue Littré, à Alger, et le carrefour de l'Agha, et notamment le plan d'ensemble de cette variante;

Vu les dossiers des enquêtes d'utilité publique auxquelles ces avant-projets ont été soumis, en exécution de l'article 29 de la loi de juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique, du 18 mai 1881 ⁽²⁾;

Vu les délibérations de la chambre de commerce d'Alger, en date des 1^{er} août 1893, pour la première variante, et 15 mars 1893, pour la seconde;

Vu les procès-verbaux des commissions d'enquête, en date des 18 août 1893, pour la première variante et 7-10 avril 1893, pour la seconde;

Vu, en ce qui concerne la première variante, la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 31 juillet 1893, ainsi que les adhésions données aux conclusions de cette délibération par le ministre de la guerre, le 5 août 1893, et par le ministre de l'intérieur, le 31 août 1893;

Vu, en ce qui concerne la seconde variante, la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 31 juillet 1893, ainsi que

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1473, n° 24976.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

les adhésions données aux conclusions de cette délibération par le ministre de la guerre, le 5 août 1893, et par le ministre de l'intérieur, le 31 août 1893;

Vu les délibérations du conseil général d'Alger, en date des 13 mai 1892 et 30 octobre 1893, pour la première variante, et en date des 21 octobre 1892 et 15 avril 1893, pour la seconde variante;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 30 novembre 1893, pour la première variante, et 10 juillet 1893, pour la seconde;

Vu les propositions présentées, le 22 avril 1893, par le rétrocessionnaire, en vue de la substitution du rail Broca au rail Vignole, dans les traverses des villes et villages;

Vu l'avis de la commission départementale d'Alger, en date du 2 juin 1893;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 13 juillet 1893;

Vu l'avenant, en date du 31 octobre 1893, au traité de rétrocession du 1^{er} mai 1891, avenant passé entre le préfet d'Alger, agissant au nom du département, d'une part, et M. Caze, d'autre part, pour arrêter les modifications aux articles 2, 8, 10 et 11 du cahier des charges, annexé audit traité, qui sont la conséquence de l'adoption des variantes susvisées ou de la substitution du rail Broca au rail Vignole, dans les traverses des villes et villages;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvé, en ce qui concerne la ligne de tramway de Saint-Eugène à Rovigo, l'avenant au traité de rétrocession, du 1^{er} mai 1891, passé, le 31 octobre 1893, entre le préfet d'Alger, agissant au nom du département, d'une part, et M. Caze, d'autre part.

L'avenant et les plans d'ensemble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONHART.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

N° 27785. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du Service chronométrique de l'Observatoire de Besançon.

Du 16 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la délibération, en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser chaque année, dans la caisse de l'État, une somme de quatre mille francs destinée à assurer le service chronométrique de l'observatoire;

Vu le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;

Vu la déclaration délivrée, le 12 janvier 1894, par le trésorier-payeur général du Doubs, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 9 de ce même mois, par M. Naudet, receveur municipal de Besançon, une somme de mille francs destinée à assurer, pendant le premier trimestre 1894, le service chronométrique de l'observatoire de cette ville;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 62 du décret du 31 mai 1862;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de mille francs (1,000^f) destiné à assurer, pendant le premier trimestre de l'année courante, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre xxii : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1894.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

6) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m60).

2° Quand on supprime le stationnement, trente centimètres (0^m30).

L'article 10 du cahier des charges est modifié et remplacé par la rédaction ci-dessous.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur des traverses en chêne ayant au moins un mètre cinquante (1^m50) de longueur, dix-huit centimètres (0^m18) de largeur et douze centimètres (0^m12) d'épaisseur, espacées entre elles de quatre-vingts à quatre-vingt-dix centimètres (0^m80 à 0^m90); ils seront fixés sur ces traverses par des tire-fonds et reliés entre eux par des éclisses en acier.

Sur les parties à rails noyées dans la chaussée, les rails reposeront sur des longrines en chêne, sauf l'exception prévue par l'article 8 pour les traverses des villes et villages. Les dispositions et les dimensions de ces longrines et le mode de contrevenement à leur appliquer pour donner à la voie la plus grande stabilité seront arrêtés par le ministre des travaux publics, sur la proposition du concessionnaire.

Les rails seront fixés sur ces longrines par les soins et aux frais et risques du concessionnaire et sans augmentation sur les prix fixés pour les fournitures et l'emploi des traverses.

Des longrines ou des traverses en acier seront substituées, après usure, aux longrines et aux traverses en bois de chêne, suivant qu'il aura été fait emploi des unes ou des autres, aux frais du concessionnaire, et sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité ni remboursement. Les dispositions et les dimensions de longrines en acier et le mode de contrevenement à leur appliquer seront arrêtés, comme pour celles en bois de chêne, par le ministre des travaux publics, sur la proposition du concessionnaire.

Les traverses en acier seront du meilleur modèle reconnu. Les dispositions et les dimensions de ces traverses seront arrêtées par le ministre des travaux publics sur la proposition du concessionnaire.

Les rails seront du profil Vignole, sauf dans le cas prévu à l'article 8.

L'article 11 du cahier des charges est modifié et remplacé par la rédaction suivante

Gares et stations.

11. Les trains devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs ou des colis de messageries sur tous les points du parcours, sauf sur les sections qui seront ultérieurement indiquées par arrêté du préfet, sur l'avis du service du contrôle et le concessionnaire entendu.

Pour les marchandises, les trains s'arrêteront aux arrêts et aux croisements, sauf dans la traversée de la ville d'Alger, où les colis seront seuls admis à circuler.

Le nombre et l'emplacement des arrêts et des croisements seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu dès à présent qu'il sera établi des arrêts pour le service des voyageurs et pour la réception et la livraison des marchandises aux points ci-après :

1° Sur la ligne principale :

Arrêts : A l'origine de la ligne, sortie Nord de Saint-Eugène; à l'Oued M'Kacel; à Bab-el-Oued; place du Gouvernement; porte de Constantine, au champ de manœuvres à Mustapha; à l'Abattoir, au jardin d'Essai; vers l'usine Merazzi; sur la place du village d'Hussein-Dey; au Caroubier, à proximité de la distillerie de Maison-Carrée; aux usines Altairac; à la maison cantonnière des Eucalyptus; à Ben-Hassen (bifurcation du chemin de Rivet), à la sortie du village de l'Arba; à la traverse du chemin de Romili; au terminus de la ligne à Rovigo.

2° Sur l'embranchement du Port :

A l'origine de l'embranchement, au Champ de manœuvres, à l'extrémité de la rue Molière, à Mustapha, à l'entrée du Port près du fort Rab-Azoun.

N° 27787. — *NOTIFICATION au Gouvernement de la République française de l'accession de la Colonie anglaise de l'Australie occidentale à la Convention télégraphique de Saint-Petersbourg, du 10/22 juillet 1875.*

Du 24 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 25 mars 1894.)

En exécution de l'article 18 de la Convention télégraphique de Saint-Petersbourg, du 10/22 juillet 1875⁽¹⁾, l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris a notifié au gouvernement de la République française l'accession, à dater du 1^{er} janvier 1894, de la colonie anglaise de l'Australie occidentale à ladite Convention internationale.

N° 27788. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire en augmentation des dépenses à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.*

Du 28 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu l'état ci-annexé de créances liquidées à la charge du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, deuxième section (*Beaux-Arts*), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité les créances comprises sur l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget de l'exercice clos ci-dessus désigné et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit supplémentaire de deux mille deux cent quatre-vingt-neuf francs quatorze centimes (2,289^f 14), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles un état nominatif sera adressé, en double expédition, au ministère des finances, conformément aux prescriptions du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 307, n° 5280.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, deuxième section (*Beaux-Arts*), en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des lettres et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des lettres,

Signé : E. SPULLER.

Don de nouvelles créances reconnues en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892 et qui sont à ordonnancer sur le chapitre des exercices clos du budget de l'exercice courant dans les conditions prévues par l'article 125 du décret du 31 mai 1862.

CHAPITRES DES ANCIENS BUDGETS.		TITULAIRE et motif des créances.	TOTAL	
Numéros.	Désignation.		par chapitre.	par exercice.
28	Manufacture nationale des Gobelins (matériel).	M. Raphaël Collin, artiste peintre, l'acompte sur le prix d'un modèle de tapisserie qui lui a été commandé par arrêté du 31 avril 1891 (travail exécuté en 1892).....	371 ⁰⁰	
		Travaux exécutés en 1892 pour la restauration de l'Arc de Sizaun (Finistère) : M. Lemoine, entrepreneur, travaux de maçonnerie..... 1,480 ³⁶ Gout, architecte, honoraires..... 74 ⁰² 1,554 ³⁸		2,289 ¹⁴
37	Monuments historiques et mégalithiques.....	Travaux exécutés en 1892 pour la restauration de l'église Saint-Savin (Vienne) : M. Montant, entrepreneur, échafaudage..... 338 ³⁸ M. Formigé, architecte, honoraires..... 16 ⁹² M. Boudouin, inspecteur, honoraires..... 8 ⁴⁶ 363 ⁷⁶	1,018 ¹⁴	

N° 27789. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un Crédit non employé en 1893 pour la Reconstruction de l'Hôpital français, à Constantinople.*

Du 30 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des affaires étrangères;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu le décret du 13 juin 1893, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit de fonds de concours de quatre cent mille francs pour les frais de reconstruction de l'hôpital français à Constantinople, formant le chapitre XXIII du budget des affaires étrangères pour l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des crédits de fonds de concours;

Vu la loi du 15 janvier 1894, attribuant le n° 23 au chapitre formant le budget des affaires étrangères, pour l'exercice 1893, par le crédit affecté aux dépenses de la commission arbitrale des pêcheries de Behring;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 22 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le chapitre formé par le crédit de fonds de concours de quatre cent mille francs (400,000^f) ouvert, sur l'exercice 1893, au ministre des affaires étrangères, par le décret du 13 juin 1893 pour les frais de reconstruction de l'hôpital français à Constantinople, portera le n° 24 au lieu du n° 23 indiqué audit décret.

2. Ladite somme de quatre cent mille francs (400,000^f) non employée au titre de l'exercice 1893 est reportée au même budget des affaires étrangères de l'exercice 1894 et formera le chapitre XXIII de la première section: *Frais de reconstruction de l'hôpital français à Constantinople.*

3. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public à titre de fonds de concours.

4. Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PIERRE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

27790. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Narbonne (Aude) et l'amélioration des communications aux abords de cette gare, conformément au plan, en date du 18 août 1891, présenté par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° La déclaration d'utilité publique prononcée par l'article qui précède est considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans un délai de six ans. (*Paris, 18 Décembre 1893.*)

27791. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération du 23 août 1893, par laquelle le conseil général de la Haute-Saône a décidé que les communes du département qui s'imposent deux ou trois journées de prestation seraient dégreuvées respectivement, en 1894, jusqu'à concurrence d'une ou de deux journées, sur la demande des conseils municipaux qui pourraient consacrer le montant de ces dégrevements aux chemins ruraux reconnus et classés. (*Paris, 21 Décembre 1893.*)

27792. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui crée à Creil (Oise) un commissariat de police. (*Paris, 21 Décembre 1893.*)

27793. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Est reporté au 1^{er} décembre 1894 le délai fixé par l'article 3 du décret du 2 mars 1888, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux de rectification de la route départementale n° 25, de Saint-Vit à Ougney, entre Saint-Vit et Berthelange, sur le territoire de Montorpe (Jura).

La déclaration d'utilité publique résultant dudit décret du 26 mars 1888 est considérée comme nulle et non avenue si les expropriations ne sont accomplies dans le délai fixé par le paragraphe précédent. (*Paris, 21 Décembre 1893.*)

27794. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Caboché (*Lucien-Juvénal-Auguste*), ancien notaire, né le 31 janvier 1845, à Dunkerque (Nord), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Emmery*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Emmery* au lieu de *Caboché*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 23 Avril 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Mai 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

ANTONIN DUBOST.

* * Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1618.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

27795. — *Loi qui autorise le Gouvernement de la République à consentir une nouvelle prorogation de la Réforme judiciaire en Égypte.*

Du 31 Janvier 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le Gouvernement est autorisé à conclure, pour une période de cinq années, une prorogation du régime institué en vertu de la loi du 17 décembre 1875, relative à l'administration de la justice en Égypte.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Les approvisionnements seront remboursés par la compagnie d'Orléans à la société des tramways de Loir-et-Cher après que la valeur aura été fixée d'un commun accord.

Six mois avant la cessation du traité, il sera fait un examen contradictoire de l'état des diverses parties précitées et, si l'une ou plusieurs d'entre elles sont reconnues ne pas être en état normal d'entretien, leur remise en état sera exécutée par la société des tramways de Loir-et-Cher par prélèvement sur le fonds de réserve prévu à l'article 11. Le reste de ce fonds sera ensuite partagé par moitié entre cette société et la compagnie. Dans le cas où le fonds de réserve ne serait pas suffisant pour la remise du chemin en état d'entretien, la société des tramways de Loir-et-Cher devrait compléter de ses deniers la somme suffisante, laquelle sera déterminée soit amialement, soit par arbitres.

16. La compagnie d'Orléans se réserve le droit de résilier le présent traité à toute époque, après l'expiration des quinze (15) premières années en prévenant la société des tramways de Loir-et-Cher un an à l'avance.

Il sera dans ce cas alloué à cette société une indemnité égale à cinq fois la part bénéficiaire annuel moyen réalisé par elle pendant les trois dernières années de son exploitation, telle qu'elle est établie au dernier alinéa de l'article 11 ci-dessus.

Réciproquement, la société des tramways de Loir-et-Cher se réserve le droit de résilier le présent traité dans les mêmes conditions, sans indemnité, mais elle donnera à la compagnie la moitié du fonds de réserve qui lui est attribué par l'article 15.

Dans tous les cas de résiliation, la remise de la ligne de Saint-Aignan à Blois a lieu comme il est dit à l'article 15 et, jusqu'à la fin de la concession faite à la société des tramways de Loir-et-Cher des autres lignes aboutissant à la gare de Blois (Vierzon), cette gare continuera à être affectée au service commun sans loyer de part ni d'autre pour les installations existant au moment de la résiliation.

17. La société des tramways de Loir-et-Cher ne pourra rétrocéder le présent traité à des tiers qu'avec l'acquiescement de la compagnie. Elle ne pourra conclure, sans l'assentiment de la compagnie et l'approbation du ministre des travaux publics, aucun traité d'exploitation ou arrangement d'aucune sorte intéressant les relations de la ligne de Saint-Aignan à Blois avec d'autres lignes de chemin de fer, d'embranchement ou de prolongements.

18. Les frais de timbre et d'enregistrement des présentes conventions seront acquittés par la société des tramways de Loir-et-Cher, assimilés à des frais d'études et, à ce titre, ajoutés aux dépenses d'établissement prévues à l'article 5.

19. Le présent traité ne sera définitif qu'après approbation des présentes par décret délibéré en conseil d'État, conformément à l'article 4 de la loi du 20 mars 1893.

Fait double, à Paris, le 14 avril 1893.

*Le Directeur de la compagnie
du chemin de fer de Paris à Orléans,*

Signé : HEURTAU.

*L'Administrateur délégué de la
société des tramways de Loir-et-Cher,*

Signé : FALIES.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 2 février 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

Enregistré à Paris, 2^e bureau, le 17 février 1894, n° 1960. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : J. Popelin.

N° 27798. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la Construction d'un quartier de cavalerie à Épernay.*

Du 16 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1893;

Vu la convention passée, le 26 mars 1892, entre l'État et la ville d'Épernay, et stipulant, pour ladite ville, l'engagement de concourir, pour une somme de deux cent cinquante mille francs (et, s'il y a lieu, le reliquat provenant d'une autre somme de deux cent cinquante mille francs affectée à des travaux et acquisitions à solder directement par cette ville) à la construction d'un quartier pour un régiment de cavalerie;

Vu les récépissés constatant qu'une somme totale de deux cent cinquante mille francs a été versée au Trésor par ladite ville, les 29 juin et 20 octobre 1893; conformément à l'engagement ci-dessus relaté;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre xxxvii : *Casernement*, de la deuxième section du budget de l'exercice 1893, un crédit de deux cent cinquante mille francs (250,000'), qui sera affecté à la construction d'un quartier de cavalerie à Épernay.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville d'Épernay.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ xi^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27799. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à divers Travaux à Corte et à Besançon.*

DU 16 FÉVRIER 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1893;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 7 décembre 1891, aux termes de laquelle le département de la Corse est tenu de verser annuellement au Trésor une somme de vingt-cinq francs pour sa part contributive dans la dépense d'entretien de la conduite d'eau militaire de la place de Corte (alimentation en eau de la prison civile de cette localité);

Vu la convention passée, le 4 avril 1890, entre l'État et la ville de Besançon, et stipulant pour ladite ville l'engagement de contribuer, pour une somme de quinze mille huit cents francs, à la dépense de transformation des ponts du passage de la Pelotte (enceinte de la place);

Vu l'état des sommes versées au Trésor par le département et la ville précités, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu des actes ci-dessus relatés;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre III: *Établissements du génie. — Matériel*, de la première section du budget de 1893, un crédit de quinze mille huit cent vingt-cinq francs (15,825^f), qui sera réparti ainsi qu'il suit :

Corte. — Entretien de la conduite d'eau militaire de la place.....	25 ^f
Besançon. — Transformation des ponts du passage de la Pelotte...	15,800
TOTAL ÉGAL.....	15,825

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par le département de la Corse et par la ville de Besançon.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun

⁽¹⁾ 1^{re} série. Bull. 1045, n° 10527.

en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 27800. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'extension du Périmètre d'octroi de la ville d'Épinal.

Du 16 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1893;

Vu la convention passée entre l'État et la ville d'Épinal, le 1^{er} décembre 1889, en vue de l'extension du périmètre d'octroi de ladite ville;

Vu l'état constatant qu'une somme totale de dix mille francs a été versée au trésor par la ville dont il s'agit, pendant l'année 1893, en exécution de ladite convention;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XXVII : Fourrages, de la première section du budget de l'exercice 1893, un crédit de dix mille francs (10,000^f) représentant le montant de la redevance annuelle consentie, au profit de l'État, par la ville d'Épinal en vue de l'extension de son périmètre d'octroi.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville d'Épinal.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ II^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27801. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un Crédit, à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à des Travaux à l'hospice civil d'Argentan.*

Du 16 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1893;

Vu la délibération de la commission administrative de l'hospice civil d'Argentan (Orne), en date du 2 décembre 1892, aux termes de laquelle cette commission s'est engagée à contribuer, pour une somme de deux mille cinq cents francs, aux travaux d'amélioration du service hospitalier militaire à exécuter à l'hospice civil (cette délibération a été approuvée par le conseil municipal d'Argentan, dans sa séance du 21 février 1893, et par le ministre de l'intérieur, le 29 mars suivant);

Vu la déclaration constatant que ladite somme de deux mille cinq cents francs a été versée au Trésor, à cet effet, par le receveur de l'hospice d'Argentan, le 21 décembre 1893;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XIII : *Service de santé. — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1893, un crédit de deux mille cinq cents francs (2,500^f), qui sera affecté aux travaux d'amélioration des salles militaires à exécuter à l'hospice civil d'Argentan.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par le receveur de l'hospice d'Argentan.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BUNDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27802. — *DÉCRET portant Règlement d'administration publique
sur la Taxe militaire.*

Du 24 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 6 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'avis des ministres de la guerre et de la marine et du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, notamment l'article 35, ainsi conçu :

« § 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, seront assujettis au paiement d'une taxe militaire annuelle ceux qui, par suite d'exemption, d'ajournement, de classement dans les services auxiliaires ou dans la seconde partie du contingent, de dispense, ou pour tout autre motif, bénéficieront de l'exonération du service dans l'armée active.

« § 2. Sont seuls dispensés de cette taxe :

« 1° Les hommes réformés ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer;

« 2° Les contribuables se trouvant dans un état d'indigence notoire.

« § 3. La taxe militaire se compose de : 1° une taxe fixe de six francs (6^f); 2° une taxe proportionnelle égale au montant en principal de la cote personnelle et mobilière de l'assujetti.

« Si cet assujetti a encore ses ascendants du premier degré ou l'un d'eux, la cote est augmentée du quotient obtenu en divisant la cote personnelle et mobilière de celui de ses ascendants qui est le plus imposé à cette contribution, en principal, par le nombre des enfants vivants et des enfants représentés dudit ascendant.

« Il n'est plus tenu compte de la cote des ascendants lorsque l'assujetti a atteint l'âge de trente ans révolus et qu'il a un domicile distinct de celui de ses ascendants.

« Les cotisations imposables sont celles qui sont portées aux rôles de la commune du domicile des contribuables. Elles sont déterminées sans égard aux prélèvements qui peuvent servir à les acquitter sur les produits de l'octroi.

« § 4. La taxe fixe et la taxe proportionnelle sont réduites à proportion du temps pendant lequel l'assujetti n'a pas bénéficié de l'exonération établie à son profit dans le service de l'armée active.

« La taxe fixe n'est pas due par les hommes exemptés pour des infirmités entraînant l'incapacité absolue du travail.

« § 5. La taxe est établie au 1^{er} janvier pour l'année entière.

« Elle cesse par trois ans de présence effective des assujettis sous les dra-

peaux ou par leur inscription sur les registres matricules de l'inscription maritime.

« Elle cesse également à partir du 1^{er} janvier qui suit le passage à la classe de l'assujetti dans la réserve de l'armée territoriale.

« Tout mois commencé est exigible en entier.

.....
« § 7. Il est ajouté au montant de la taxe :

« 1^o Cinq centimes par franc pour couvrir les décharges ou remises.

.....
« 2^o Trois centimes par franc pour frais de perception.

« § 8. Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires pour l'exécution du présent article, qui n'aura pas d'effet rétroactif ;

Vu l'article 16 de la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894, ledit article conçu :

« ART. 16. — L'article 35 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée est modifié comme ci-après :

« Est supprimé le troisième alinéa du paragraphe 3.

« Le paragraphe 6 est remplacé par le suivant :

« § 6. La taxe militaire est due par l'assujetti ; toutefois, elle est imputée au nom de celui de ses ascendants dont la cotisation a été prise pour le calcul de la taxe, conformément au paragraphe 3 du présent article. La taxe ainsi imposée au nom des ascendants est recouvrée au nom de l'assujetti, sauf leur recours contre l'assujetti.

« Lorsque l'assujetti n'a plus ses ascendants du premier degré, lorsqu'il est indigent ou sans domicile connu en France, ou lorsque l'assujetti a atteint l'âge de trente ans révolus et qu'il a un domicile distinct de celui de ses ascendants, il est personnellement imposable à la taxe militaire.

« La taxe est exigible dans la commune où le contribuable au nom duquel elle doit être inscrite, en vertu des dispositions du présent paragraphe, son domicile au 1^{er} janvier.

« Elle est recouvrée et les réclamations sont instruites et jugées comme en matière de contributions directes ; »

« Vu les articles 18 et 28 de la loi du 18 juillet 1892 relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893, lesdites lois portant suppression du budget des dépenses sur ressources spéciales à partir de l'exercice 1893 ;

Vu la loi du 26 juin 1890 autorisant le maintien provisoire sous les drapeaux des hommes convoqués pour accomplir une période d'exercices ;

Vu la loi du 6 novembre 1890 portant modification de l'article 31 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée ;

Vu la loi du 19 juillet 1892 modifiant les articles 37 et 64 de la loi sur le recrutement en ce qui concerne le passage dans la réserve de l'armée territoriale ;

Vu le décret du 30 décembre 1890⁽¹⁾ portant règlement d'administration publique sur la taxe militaire ;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1382, n° 23158.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE I^{er}.

DE L'ASSUJETTE DE LA TAXE.

ART. 1^{er}. La taxe militaire est due à partir du 1^{er} janvier qui suit l'appel à l'activité de la classe à laquelle appartient l'assujetti. Elle est établie à raison des faits existant au 1^{er} janvier.

2. L'homme présent sous les drapeaux au 1^{er} janvier, comme incorporé dans l'armée active, n'est pas imposable à la taxe militaire.

3. La taxe militaire annuelle, calculée conformément aux dispositions du troisième paragraphe de l'article 35 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, est réduite, par application des dispositions du quatrième paragraphe du même article, d'un trentesième pour chaque mois de service accompli par l'assujetti, lors même que la durée de son service ne constituerait pas une période ininterrompue. Il n'est pas tenu compte des fractions de mois.

4. Pour l'application des dispositions qui précèdent, il n'est pas fait état au profit de l'intéressé de tout service accompli à titre d'exercices ou manœuvres et de tout service accompli en temps de paix, au titre, soit de la réserve de l'armée active, soit de l'armée territoriale, sauf lorsque le Gouvernement a usé des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi du 26 juin 1890.

5. Ne sont pas imposables à la taxe militaire les hommes qui ont accompli dans l'armée active la durée de service fixée par les articles 37 et 40 de la loi sur le recrutement, alors même que, par application des dispositions de ce dernier article, ils auraient été incorporés postérieurement au 1^{er} novembre ou renvoyés dans leurs foyers antérieurement au 31 octobre.

6. Le montant de chaque cotisation est augmenté de cinq centimes (0^o05) par franc pour fonds de non-valeurs.

Il est, en outre, ajouté au total de la cotisation, y compris le montant des cinq centimes (0^o05) prévus au paragraphe précédent, trois centimes (0^o03) par franc pour frais de perception.

7. Lorsque les jeunes gens qui bénéficient de la dispense prévue à l'article 50 de la loi sur le recrutement sont personnellement imposables, en vertu de l'article 16 de la loi du 26 juillet 1893, ils sont imposés dans la commune où ils ont leur domicile au point de vue du service militaire, tel qu'il est défini à l'article 13 de la loi sur le recrutement de l'armée.

CHAPITRE II.

DE L'ÉTAT-MATRICE ET DES RÔLES.

8. La taxe militaire est assise, avec l'assistance des maires, par les agents de l'administration des contributions directes.

Dans le cas de dissentiment entre le maire et les agents de l'administration des contributions directes, le directeur soumet la décision au préfet avec son avis motivé. Si le préfet n'adopte pas les propositions du directeur, il en est référé au ministre des finances.

9. L'état-matrice et le rôle présentent, d'une part, les nom, noms, professions et résidence des personnes déclarées imposables, l'article 16 de la loi du 26 juillet 1893, et, d'autre part, le détail des bases d'imposition.

Ils indiquent, dans tous les cas, les nom, prénoms, profession et résidence de l'assujetti.

10. Ne sont pas compris à l'état-matrice et au rôle les imposables qui sont en état d'indigence notoire.

Pour l'application de la disposition qui précède, l'état d'indigence notoire résulte : 1° des décisions prises par les conseils municipaux pour l'assiette de la contribution personnelle-mobilière, en exécution de l'article 18 de la loi du 21 avril 1832; 2° des décisions spéciales que prennent ces conseils, lorsque l'intéressé ne figure pas au rôle de la contribution personnelle-mobilière, non pour cause d'indigence, mais comme ne jouissant pas de ses droits.

11. Les agents des contributions directes maintiennent à l'état-matrice et aux rôles des communes où ils étaient imposés au 1^{er} janvier précédent, et sur le pied de leur cotisation antérieure, les imposables qui, ayant quitté leur domicile antérieurement au 1^{er} janvier, n'ont pas fait à la mairie, avant le 15 février, une déclaration indiquant le lieu de leur nouvelle résidence.

L'obligation de la déclaration incombe à l'ascendant dans le cas où l'assujetti a raison duquel il est taxé change de domicile ou a transféré son domicile dans les six mois révolus.

12. Les rôles de la taxe militaire sont arrêtés et rendus exécutoires par le préfet.

13. Les cotisations omises aux rôles primitifs sont comprises dans les rôles complémentaires.

Ces rôles complémentaires présentent les nom, prénoms, professions et résidence des imposables et des assujettis, comme il est prescrit par l'article 9 ci-dessus.

CHAPITRE III.

DES RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR LES AUTORITÉS CIVILES, MILITAIRES ET MARITIMES.

14. Les conseils de revision spécifient, dans les décisions portant exemption, qu'ils prennent en exécution de l'article 20 de la loi sur le recrutement, si les infirmités comportant l'exemption entraînent ou non l'incapacité absolue de travail.

Mention est faite de cette décision sur les certificats prévus par l'article 20.

15. Les préfets communiquent sans déplacement au service des contributions directes les listes du recrutement cantonal et les procès-verbaux des séances du conseil de revision relatives aux opérations concernant les hommes de la classe appelée à l'activité, ainsi que les soutiens de famille et les ajournés.

16. Les préfets communiquent sans déplacement au service des contributions directes les déclarations prévues à l'article 30 de la loi sur le recrutement en ce qui concerne les renonciations à la qualité d'inscrit maritime.

17. Les préfets informent le service des contributions directes des engagements volontaires contractés conformément à l'article 62 de la loi sur le recrutement. A cet effet, les maires des chefs-lieux de canton portent à la connaissance des préfets les engagements contractés devant eux.

18. Les conseils d'administration des corps de troupes et des dépôts des équipages de la flotte communiquent au service des contributions directes tous les renseignements relatifs aux circonstances comportant une abréviation de la durée du service militaire, telle qu'elle résultait des décisions des conseils de revision ou des actes d'engagements volontaires. Ces communications ont lieu par l'intermédiaire du préfet du département où l'intéressé a satisfait à la loi du recrutement, et au moyen de bulletins individuels établis au moment même où se produisent les faits.

Elles comprennent notamment :

1° Les concessions de congés par les chefs de corps, à titre de soutiens indispensables de famille, dans les conditions prévues à l'article 22 de la loi sur le recrutement ;

2° Les dispenses accordées par l'autorité militaire ou maritime en vertu des articles 1^{er}, paragraphe 3, et 35 du règlement d'administration publique du 23 novembre 1889 ;

3° Les réformes par congés dits n° 2, lorsque les hommes réformés ont moins de trois ans de service ;

4° Les passages dans la disponibilité en vertu des articles 39 et 46 de la loi sur le recrutement ;

5° Les non-présences sous les drapeaux résultant soit de l'insoumission, soit de la désertion des hommes ayant moins de trois ans de service ;

6° Les décès, les réformes par congés dits n° 1, les retraites pour blessures ou infirmités, lorsqu'il s'agit d'hommes ayant moins de trois ans de service.

19. Les conseils d'administration des corps de troupes et des dépôts des équipages de la flotte informent l'administration des contributions directes, selon le mode prévu à l'article précédent, des circonstances comportant un accroissement de la durée du service militaire, telle qu'elle résultait des décisions des conseils de revision

ou des décisions de l'autorité militaire ou maritime dûment notifiées en vertu dudit article.

Ces communications comprennent notamment les maintiens et rappels sous les drapeaux prévus aux articles 24, 25, 47 et 81 (au dernier paragraphe) de la loi sur le recrutement et par la loi du 26 juin 1890.

20. Toute circonstance comportant une abréviation de la durée du service militaire, telle qu'elle résultait des faits notifiés en vertu de l'article qui précède, donne lieu à de nouvelles communications auxquelles s'effectuent suivant le mode déterminé à l'article 18 du présent décret.

21. Lorsqu'un homme ayant moins de trois ans de service militaire dans l'armée active vient à être inscrit sur les contrôles de l'inscription maritime, le commissaire de l'inscription maritime en donne avis au préfet du département où cet homme a son domicile. Cette notification a lieu dans les quinze jours de l'immatriculation.

22. La gendarmerie de chaque localité transmet immédiatement au préfet du département, au moyen de bulletins individuels, les renseignements qui lui sont fournis en vertu de l'article 55 de la loi sur le recrutement, relativement aux changements de domicile et de résidence des hommes ayant moins de trois ans de service dans l'armée active. Ces renseignements sont communiqués par le préfet au service des contributions directes.

23. Les commandants des bureaux de recrutement sont tenus de répondre, par des extraits individuels du registre matricule prévu à l'article 36 de la loi sur le recrutement, aux demandes de renseignements qui leur sont adressés par les préfets pour servir à l'assiette au recouvrement de la taxe militaire.

Ils communiquent, selon le mode prévu à l'article 18 du présent décret, les ajournements d'incorporation résultant des demandes de dispense seraient formées par les dispensés dans le cas prévu au dernier alinéa du paragraphe 5 de l'article 21 de la loi sur le recrutement, modifiée par la loi du 6 novembre 1890.

Les commissaires de l'inscription maritime sont soumis aux mêmes obligations.

24. Les modèles des imprimés destinés à l'établissement des bulletins de renseignements prévus au présent chapitre seront arrêtés de concert entre les ministres des finances, de la guerre et de la marine. Les formules imprimées sont fournies par le ministère des finances aux divers services militaires ou maritimes intéressés.

CHAPITRE IV.

DU RECOUVREMENT DE LA TAXE.

25. Sont applicables au recouvrement de la taxe militaire les

positions législatives relatives au recouvrement de la contribution personnelle-mobilière, y compris celles de la loi du 12 novembre 1808 concernant cette contribution et celles de la loi du 5 août 1791 relatives au paiement des sommes séquestrées ou déposées. Toutefois ne sont pas applicables à la taxe militaire les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 22 et celles de l'article 23 de la loi du 21 avril 1832.

26. La cessation du paiement de la taxe militaire par suite de l'accomplissement de trois années de service dans l'armée active ou l'immatriculation sur les registres de l'inscription maritime peut résulter d'une déclaration spéciale faite au percepteur du lieu où la taxe est imposée. Les douzièmes dont le percepteur n'a plus à faire le recouvrement sont passés en non-valeurs.

27. Le paiement de la taxe militaire est suspendu par le fait de l'engagement volontaire de l'assujetti.

Les percepteurs sont informés par les soins du préfet des engagements volontaires portés à sa connaissance, conformément aux dispositions de l'article 17 du présent décret.

28. Pour le recouvrement des sommes dues en vertu de rôles complémentaires émis dans les conditions prévues à l'article 13 du présent décret, les douzièmes échus ne sont pas immédiatement exigibles; le recouvrement en est fait par portions égales, en même temps que celui des douzièmes non échus.

29. En cas de mobilisation, la perception de la taxe militaire est suspendue, sauf pour les insoumis, les déserteurs et les exemptés.

Les douzièmes échus et non payés, ainsi que ceux à échoir pendant la durée de la mobilisation, sont passés d'office en non-valeurs.

CHAPITRE V.

DES RÉCLAMATIONS.

30. Les réclamations relatives à la taxe militaire sont formées, instruites et jugées comme en matière de contribution personnelle-mobilière. Toutefois le maire est appelé à donner son avis au lieu et place des répartiteurs.

31. L'ascendant imposé peut se pourvoir soit contre son inscription au rôle, soit contre les bases d'imposition de la taxe, y compris celles qui sont personnelles à l'assujetti. De même l'assujetti peut réclamer soit contre l'inscription de son ascendant au rôle, soit contre les éléments d'imposition de la taxe, y compris ceux qui sont personnels à son ascendant.

32. Lorsque la taxe est imposée au nom de l'un des ascendants de l'assujetti, le délai pour la réclamation de ce dernier ne court qu'à partir du jour où il a été mis en demeure de rembourser la taxe militaire.

33. Le délai pour réclamer ne court contre le contribuable imposable au moyen d'un rôle complémentaire dans les conditions prévues par l'article 13 du présent décret, qu'à partir de la connaissance que le contribuable a eue de son imposition par les poursuites dirigées contre lui par le percepteur.

34. Sont applicables à la taxe militaire les dispositions de l'article 13 de la loi du 29 décembre 1884 et celles des articles 2 et 3 de la loi du 21 juillet 1887.

Dans le cas où la cote est inscrite au nom de l'un des ascendants de l'assujetti, l'assujetti peut réclamer dans la forme autorisée par l'article 2 de la loi précitée du 21 juillet 1887. Les décisions seraient obtenues par l'assujetti ne font pas obstacle aux réclamations que l'ascendant imposé jugerait à propos de former par la voie contentieuse, ni réciproquement.

35. Dans le cas de réclamation formée isolément soit par l'ascendant imposé, soit par l'assujetti, le conseil de préfecture ordonne, s'il y a lieu, la mise en cause soit de l'ascendant imposé, soit de l'assujetti. La décision qui intervient est commune aux deux parties et s'applique au rôle de la taxe.

Il en est de même dans les cas de pourvoi devant le Conseil d'Etat.

CHAPITRE VI.

DU RÉGIME SPÉCIAL À L'ALGÉRIE.

36. Pour les assujettis domiciliés en Algérie, la taxe militaire comprend que la taxe fixe et la portion imposable de la cote de l'ascendant soumis à l'impôt, si cet ascendant est domicilié dans la métropole.

37. Pour les hommes ayant satisfait en Algérie à la loi du recrutement, la taxe n'est due que lorsqu'ils comptent moins d'une année de service. La taxe, calculée par application des dispositions du sixième paragraphe de l'article 35 de la loi sur le recrutement, est réduite d'un douzième pour chaque mois de service accompli par l'assujetti.

Les dispositions de l'article 3 du présent décret sont applicables à l'homme qui, ayant satisfait en Algérie à la loi sur le recrutement, transporterait son établissement dans la métropole avant l'âge de trente ans accomplis.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS DIVERSES.

38. Il sera statué ultérieurement, par un décret spécial, sur le régime applicable aux colonies.

39. Le décret du 30 décembre 1890 portant règlement d'administration publique sur la taxe militaire est et demeure abrogé.

40. Les ministres des finances, de la guerre et de la marine et le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 24 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{al} MERCIER.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la marine,
Signé : A. LEFÈVRE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : J. MARTY.

N° 27803. — **DÉCRET** qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1894, un Crédit destiné au paiement de Dépenses sur fonds provenant de retenues sur les Primes à la Construction et à la Navigation.

Du 7 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que « le produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893, sera inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, et que des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine »;

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893, et notamment l'article 44 relatif à la part proportionnelle du montant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande à affecter aux subventions aux hôtels de marins, etc.;

Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1894, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, un crédit de trente-six mille trois cent vingt et un francs soixante-deux centimes (36,321^f 62) destiné au paiement : 1° de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles; 2° de subventions aux hôtels de marins ou à toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1577, n° 26939.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite année 1894, au chapitre spécial ouvert à cet effet et intitulé : *Chapitre v : Secours aux marins naufragés ou à leurs familles, subventions aux hôtels de marins, etc.*

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues faites en 1894 sur les primes à la construction et à la navigation.

3. La part proportionnelle à affecter aux subventions aux marins, etc., pour l'année 1894, sur le montant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande, est au tiers de ces prélèvements.

4. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la marine,

Signé : LEPÈVRE.

N° 27804. — DÉCRET qui rend applicable à l'Algérie le décret du 23 décembre 1893, relatif à l'extension de la Juridiction des commissaires spéciaux.

Du 12 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 23 décembre 1893 ⁽¹⁾, relatif à l'extension de la juridiction des commissaires spéciaux;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 23 décembre 1893 susvisé est applicable en Algérie.

2. Le ministre de l'intérieur et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1593, n° 27264.

105. — *DÉCRET qui institue une Commission chargée de statuer sur les demandes d'admission à soumissionner pour l'adjudication du Service postale français entre la France et l'Angleterre.*

Du 13 Mars 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 mars 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Article 3 du règlement d'administration publique du 18 novembre 1889 sur les adjudications et marchés passés au nom de l'État;

Le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

ont :

1°. Il est institué une commission chargée de statuer sur les demandes des compagnies ou des personnes de nationalité française, pour l'admission à concourir pour l'adjudication du service postale français entre la France et l'Angleterre.

Cette commission est ainsi composée :

M. Magnin, vice-président du Sénat, ancien ministre des finances, gouverneur de la banque de France;

M. Picard (A.), président de section au Conseil d'État;

M. Comté, ancien président de la chambre de commerce de Paris;

M. Delannay-Belleville, président de la chambre de commerce de Paris;

M. Richemond, ancien président du tribunal de commerce de Paris;

M. Dervillé, président du tribunal de commerce de Paris;

M. Gervais, vice-amiral, chef d'état-major général de la marine;

M. Renaud, procureur général près la Cour des comptes;

M. Brédif, conseiller d'État, directeur du mouvement général des fonds, au ministère des finances;

M. Labeyrie, directeur général de la caisse d'amortissement et des dépôts et consignations.

M. Magnin remplira les fonctions de président de la commission.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27806. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 16 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre ;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Considérant que, aux termes de l'article 126 précité, les créances constatées dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget des exercices clos ci-dessus désignés et que le montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice ;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des droits constatés et des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de deux cent cinquante-deux mille cent vingt-neuf francs quatre-vingt-un centimes (252,129^f 81), montant des créances qui sont liquidées à la charge de ces exercices, savoir :

EXERCICES.	BUDGET ORDINAIRE.	1 ^{re} SECTION.	2 ^e SECTION.	TOTAL.
Exercice 1890.....	785 ^f 66 ^c	"	"	"
Exercice 1891.....	"	2,435 ^f 68 ^c	17,255 ^f 86 ^c	19,691 ^f
Exercice 1892.....	"	15,201 56	216,451 05	231,658
TOTAUX.....	785 66	17,637 24	233,706 91	252,129 ^f 81

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces crédits sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret,
sera inséré au *Bulletin des lois*.

à Paris, le 16 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : A. MERCIER.

7. — DÉCRET portant homologation du Bornage des zones de servitudes
des ouvrages de Rocq et du fort du Bourdieu, à Maubeuge.

Du 17 Mars 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

En vertu des lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concer-
nant le classement et la conservation des places de guerre et postes mili-
taires, et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications
en vue de la défense de l'état;

Sur le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois
citées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

ARRÊTE :

1°. Sont définitivement arrêtés et homologués les plans de
bornage et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes
du 16 mai 1893, visés et approuvés par le ministre de la
guerre, et concernant les ouvrages de Rocq et le fort du Bourdieu,
à Maubeuge.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent
arrêté, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

à Paris, le 17 mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

8. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des
beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de
roulement versés au Trésor pour les Dépenses de l'École nationale des beaux-
arts d'Alger.

Du 31 Mars 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et
des cultes;

1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture d'un décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui sont accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 24 janvier 1894, une somme de quatre mille quatre cent cinquante francs, montant du premier trimestre 1894 de la subvention allouée par la ville d'Alger à son école nationale des beaux-arts;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre 1 (Algérie) : *Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger*, un crédit de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450^f) applicable aux dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SELLIER.

N° 27809. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre de la guerre), qui autorise le ministre de la guerre à accepter, au nom de l'État, le don de deux cents francs de rente pour cent fait au 16^e bataillon de chasseurs à pied et au 111^e régiment d'infanterie par le lieutenant-colonel *Normand*, en souvenir de son fils, le sous-lieutenant *René Normand*, qui a servi dans ces deux corps de troupes et qui a été tué au Tonkin.

Les arrérages de ces rentes seront employés à la création d'une bourse annuelle qui sera décernée sous le nom de « Prix René Normand » le 24 mars de chaque année, jour anniversaire de la mort du sous-lieutenant

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

mand, au sous-officier, caporal ou soldat le plus méritant dans chacun des deux corps de troupe. (Paris, 9 Novembre 1893.)

N° 27810. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'agriculture) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Restent affectés à l'administration des forêts :

1° Le bâtiment désigné par les lettres A, B, C, D, sur le plan ci-annexé et affecté à la sécherie dite « de Modane » ;

2° La partie nord C, D, E, F, représentant la moitié du petit bâtiment dont le surplus sert de bûcher à la caserne des douaniers ;

3° Le terrain situé autour de la sécherie, le tout entouré d'un liseré jaune.

2. Le terrain, figuré au plan par les lettres E, M, G, L, qui est attenant au *Bûcher des Domaines* et qui avait été attribué précédemment au service des forêts, est affecté à l'administration des douanes, sous réserve qu'il n'y sera élevé aucune construction de nature à nuire à la sécherie.

3. L'administration des forêts maintiendra toujours libre, mais pour le service des agents et des préposés des douanes exclusivement, le passage de cinq mètres de largeur, indiqué sur le plan par les lettres I, K ; elle aura la faculté de clore ce passage par des portes fermant avec des serrures, dont le service local des douanes possédera des clefs.

4. Le décret du 30 novembre 1875 est rapporté dans toutes ses dispositions contraires à celles qui sont énumérées ci-dessus. (Paris, 29 Novembre 1893.)

N° 27811. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de l'établissement des invalides de la marine, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs de la nue propriété d'un titre de rente trois pour cent sur l'État, fait à cet établissement par le sieur *Serain* (*Victor-Yves*), suivant son testament olographe, en date du 1^{er} septembre 1890.

Le titre de rente sera immatriculé, pour l'usufruit, au nom de la légataire universelle et, pour la nue propriété, au nom de l'établissement des invalides de la marine.

Mention sera faite sur l'inscription de la destination des arrérages, à partir du jour de l'extinction de l'usufruit. (Paris, 7 Décembre 1893.)

N° 27812. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 23 avril 1892, la mer avait pour limite, sur la partie du littoral du département d'Alger comprise entre la pointe Pescade et la ville d'Alger (quartier maritime d'Alger), la ligne tracée en rouge sur le plan en sept feuilles annexé au présent décret, portant l'indication : *Limite du rivage de la mer*, et numérotée de 5 à 102, de 102 à 107 (partie modifiée),

de 107 à 110, de 110 à 129 (partie rectifiée), de 129 à 158, de 158 à 164 (partie modifiée), de 164 à 449.

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 30 Décembre 1893.*)

N° 27813. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police de Lisieux (Calvados) est étendue aux communes de Glos, Oully-le-Vicomte, Beauvillers et Saint-Jacques-de-Lisieux (*15 Janvier 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16 * Mai 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

ANTONIN DUBOST.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1619.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27814. — *Loi qui crée une Surtaxe à l'Octroi de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure).*

Du 30 Janvier 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 31 janvier 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la perception à l'octroi de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure), d'une surtaxe de cinq francs (5^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les esprits, eaux-de-vie, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans les délibérations municipales des 12 mars et 7 juin 1893.

L'administration communale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27815. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Digne (Basses-Alpes).*

Du 24 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 25 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1894 inclusivement, à l'octroi de Digne (Basses-Alpes) des surtaxes ci-après dont la perception a été approuvée jusqu'au 31 décembre 1895 par la loi du 22 décembre 1890, savoir :

- 1° Soixante-six centimes (0^f 66) par hectolitre de vin ;
- 2° Six francs (6^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre centimes et six francs par hectolitre perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article 1^{er} est spécialement affecté à l'exécution des travaux désignés dans les délibérations municipales des 23 février et 2 mars 1890.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27816. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie).*

Du 24 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 25 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation à l'octroi d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie) de la surtaxe locale de cinquante-six centimes (0^e 56) par hectolitre de vin. Cette surtaxe est indépendante du droit de soixante-quatre centimes qui peut être perçu, à titre de taxe principale, sur la même consommation.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article 1^{er} est spécialement affecté au service de la dette municipale. L'administration locale est tenue de justifier, chaque année, au Préfet, de l'emploi du produit de cette surtaxe dont un compte général tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27817. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Plougastel-Daoulas (Finistère).*

Du 24 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 25 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la prorogation à l'octroi de Plougastel-Daoulas (Finistère), de la surtaxe de douze francs (12^e), actuellement perçue par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27818. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Ploumoguier (Finistère).*

Du 24 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 25 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de neuf francs (9^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les esprits, eaux-de-vie, fruits, l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Ploumoguier (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, titre de taxe principale, sur la même boisson.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27819. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Rouen (Seine-Inférieure).*

Du 24 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 25 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement,

prorogation des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi de Rouen (Seine-Inférieure), savoir :

Quarante-huit centimes (0' 48) par hectolitre de vin ;
Vingt francs (20') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre francs quatre-vingts centimes par hectolitre de vin et de vingt-quatre francs par hectolitre d'alcool établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement des emprunts communaux. L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, le préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des Finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27820. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi du Tréport (Seine-Inférieure).*

Du 24 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 25 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation des surtaxes d'un franc quatre-vingts centimes (1' 80) par hectolitre de vin et de quatre francs (4') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les esprits, eaux-de-vie, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçues à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure).

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool pur établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est affecté au remboursement des emprunts municipaux.

L'administration communale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant de recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Février 1894.

Signé : CARNOT,

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27821. — *Loi relative à un échange, entre l'État et M^{me} veuve Prévost de terrains forestiers situés dans le département des Deux-Sèvres.*

Du 24 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 26 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées de l'acte passé, le 24 septembre 1892, entre le préfet des Deux-Sèvres agissant au nom de l'État, d'une part, et le mandataire de M^{me} Anne Laure Brelay, veuve Prévost, propriétaire à Niort, d'autre part, l'échange, moyennant une soulte de sept cent quinze francs quarante-cinq centimes (715^f 45^c), au profit de l'État, d'une parcelle boisée d'un hectare quatre-vingt-neuf ares soixante et onze centiares (1^a 89^a 71^c) dépendant de la forêt domaniale de Chizé, canton du Plan-de-Rimbault, commune de Marigny, séparée du massif principal par un voie de communication, contre deux parcelles également boisées, l'une, « de la Chagnasse à Gorioux », commune de Villiers-en-Bois, deux hectares cinquante-quatre ares quatre-vingt-quatorze centiares (2^a 54^a 94^c), et l'autre, « de la Cotelte du Champ-Grignon », commune de Marigny : quatre-vingt-quatorze ares treize centiares (94^a 13^c), contenant ensemble trois hectares quarante-neuf ares sept centiares (3^a 49^a 7^c), confinant à ladite forêt et appartenant à M^{me} veuve Prévost.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27822. — *Loi qui crée une Surtaxe à l'Octroi d'Abbeville*
(Somme).

Du 6 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, est autorisé l'établissement, à l'octroi d'Abbeville (Somme), d'une surtaxe de dix francs (10^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quinze francs (15^f) par hectolitre, perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-treize mille francs (93,000^f), que la ville se propose de contracter.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant la recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27823. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Cieray*
(Vienne).

Du 6 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement

la prorogation de la surtaxe de soixante-douze centimes (0' 72) par hectolitre sur le vin, perçue à l'octroi de Civray (Vienne).

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes, établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté à l'amortissement de la dette communale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, à la préfecture, de l'emploi du produit de la surtaxe, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er} de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Mars 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: A. BURDEAU.

N° 27824. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure).*

Du 6 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1894 inclusivement, la prorogation d'une surtaxe de sept francs (7') perçue à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent est affecté aux travaux visés dans la délibération du 3 février 1893.

L'administration municipale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de ce produit, dont le compte, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Mars 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: A. BURDEAU.

N° 27825. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Gouesnou*
(Finistère).

Du 6 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de sept francs (7^{fr}) par hectolitre d'alcool contenu dans les esprits, eaux-de-vie, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Gouesnou (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article 1^{er} est exclusivement affecté au paiement des dépenses qui doivent résulter de l'exécution des travaux énumérés dans la délibération municipale du 1^{er} octobre 1893.

L'administration communale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27826. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de la Mure*
(Isère).

Du 6 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement,

XII^e Série.

13..

la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Mure (Isère), savoir : un franc douze centimes (1' 12) par hectolitre sur les vins, neuf francs (9') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes sur les vins et de six francs sur les spiritueux, perçus à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article 1^{er} est spécialement affecté au service de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de ces surtaxes, dont un compte général tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27827. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes).*

Du 6 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation, à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes), de la surtaxe actuelle de six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre, perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté au service des emprunts désignés dans la délibération municipale du 4 décembre 1888.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi

de cette surtaxe, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27828. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Vizille*
(Isère).

Du 6 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation à l'octroi de Vizille (Isère) de la surtaxe de quatre-vingt-douze centimes (0^e 92) par hectolitre sur les vins en cercles et en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes, qui est perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article 1^{er} est spécialement affecté au service de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de cette surtaxe, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27829. — *Loi qui ouvre au Ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire au chapitre XVII : Dépenses secrètes.*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, l'exercice 1894, en addition aux crédits ouverts par la loi de finances du 26 juillet 1893, un crédit supplémentaire de quatre cent millions francs (400,000') au chapitre XVII : *Dépenses secrètes.*

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PRÉVÈRE.

N° 27830. — *Loi qui ouvre des Crédits extraordinaires sur l'exercice 1894 (Ministère de la guerre et Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies)*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, au titre de la 1^{re} section (*Service ordinaire*), un crédit extraordinaire de trois cent trente-huit mille trois cent quarante-sept francs quatre-vingt-sept centimes (338,347⁸⁷), qui sera inscrit à un chapitre nouveau portant le numéro LXIII et intitulé : *Reconstitution d'un bâtiment incendié à l'arsenal de Lille.*

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

2. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, en augmentation du crédit accordé par la loi de finances du 26 juillet 1893, au chapitre XXXVII : *Participation de la France à l'exposition universelle de Chicago*, un crédit supplémentaire de cinq cent soixante-six mille trois cent cinquante-six francs quatre-vingt-deux centimes (566,356' 82).

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

3. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, sur le chapitre LX : *Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles* (Loi du 2 janvier 1890) un crédit extraordinaire de cinq cent soixante-dix-huit mille cinq cent dix-huit francs (578,518').

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

A cet effet, les évaluations du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de cinq cent soixante-dix-huit mille cinq cent dix-huit francs (578,518') à prélever sur le produit de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du ministère de la guerre. Cette somme de cinq cent soixante-dix-huit mille cinq cent dix-huit francs sera portée en recette aux produits domaniaux, sous le titre de : *Produit de l'aliénation d'immeubles remis aux domaines par le département de la guerre*.

4. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, sur le chapitre LXIV : *Déclassement partiel des fortifications d'Alger*, un crédit extraordinaire d'un million sept cent vingt-sept mille trois cents francs (1,727,300').

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

A cet effet les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme d'un million sept cent vingt-sept mille trois cents francs, qui sera portée en recettes aux produits domaniaux sous le titre : *Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893*.

5. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, sur le chapitre LXV : *Réorganisation des établissements militaires en Algérie*, un crédit extraordinaire de quatre-vingt-quatre mille deux cent soixante-quatorze francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (84,274' 99).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

A cet effet, les évaluations des recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de quatre-vingt-quatre mille deux cent soixante-quatorze francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (84,274' 99) à prélever sur les ressources créées par la loi du 14 janvier 1890 et qui sera portée en recettes aux produits domaniaux

sous le titre : *Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie.*

6. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, sur le chapitre LXVI : *Démantèlement de la place de Valenciennes*, un crédit extraordinaire de quatre-vingt-deux mille francs (82,000^f).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de quatre-vingt-deux mille francs (82,000^f) à prélever sur les versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord. Cette somme de quatre-vingt-deux mille francs (82,000^f) sera portée en recettes aux produits domaniaux, sous le titre de : *Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place.*

7. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, un crédit extraordinaire de deux cent mille francs (200,000^f) à inscrire au chapitre LXVII : *Transformation de l'enceinte de Lille.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de deux cent mille francs (200,000^f) à prélever sur les versements effectués par la ville de Lille. Cette somme de deux cent mille francs (200,000^f) sera portée en recettes aux produits domaniaux, sous le titre de : *Versément effectué par la ville de Lille, en exécution de la convention du 30 novembre 1891, approuvée par la loi du 8 août 1893.*

8. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, un crédit extraordinaire de cent soixante-huit mille sept cents francs un centime (168,700^f 01) à inscrire au chapitre LXVIII : *Construction d'une caserne destinée à remplacer la caserne Nicolai et agrandissement du quartier de cavalerie de Grenelle.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de cent soixante-huit mille sept cents francs un centime (168,700^f 01) à prélever sur l'indemnité d'expropriation de deux millions cent vingt-cinq mille francs (2,125,000^f) versée par la ville de Paris. Cette somme de cent soixante-huit mille sept cents francs un centime (168,700^f 01) sera portée en recettes aux produits domaniaux, sous le titre de : *Indemnité versée par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolai.*

9. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, sur le chapitre LXIX : *Démantèlement de la place*

Aire-sur-la-Lys, un crédit extraordinaire de soixante-six mille cinq cents francs (66,500^f).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

A cet effet, les évaluations des recettes du budget de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de soixante-six mille cinq cents francs (66,500^f) à prélever sur les versements effectués par la ville de Valenciennes et sur le produit de la vente des immeubles militaires de cette place.

Cette somme de soixante-six mille cinq cents francs (66,500^f) sera affectée en recettes aux produits domaniaux, sous les titres ci-après :

1° *Produit de la vente des immeubles militaires dépendant de la place d'Aire-sur-la-Lys;*

2° *Reliquat disponible sur les versements effectués par la ville de Valenciennes et la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place de Valenciennes.*

10. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, sur le chapitre LXX : *Démantèlement de la place de Bouchain*, un crédit extraordinaire de quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingts francs (99,680^f).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingts francs (99,680^f) à prélever sur les versements effectués par la ville de Bouchain pour le démantèlement de cette place et qui sera portée en recettes aux produits domaniaux, sous le titre : *Versements effectués par la ville de Bouchain pour le démantèlement de la place.*

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27831. — *Loi qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1894, des Crédits destinés à faciliter la participation française à l'Exposition internationale d'Anvers.*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 23 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire de cent vingt mille francs (120,000'), qui sera inscrit à un chapitre spécial de la 1^{re} section (*Commerce et industrie*), portant le numéro XLII et libellé *Exposition coloniale d'Anvers*.

2. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire de dix millions de francs (10,000'), qui sera inscrit au chapitre 29 *ter* de la 3^e section *Colonies*.

3. Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,
Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce
de l'industrie et des colonies,
Signé : J. MARTY.

N° 27832. — *Loi qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, des crédits d'inscription et de paiement pour le service des Pensions civiles (Loi du 9 juin 1853).*

Du 20 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 21 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, pour l'inscription des pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853, un crédit supplémentaire de quatre millions de francs (4,000,000') en sus du produit des extinctions.

2. Il est ouvert au ministre des finances, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, un crédit supplémentaire de deux millions de francs (2,000,000'), au titre de la première partie (*Dette publique*), chapitre XXXII: *Pensions civiles* (Loi du 9 juin 1853).

Il sera pourvu au crédit supplémentaire de paiement au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

17833. — *Loi qui approuve l'Arrangement monétaire conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse.*

Du 22 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 23 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

Art. 1^{er}. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter l'arrangement monétaire conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse et dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi⁽¹⁾.

2. Le ministre des finances est autorisé à s'entendre avec la Banque de France au sujet des opérations que nécessitera l'exécution de l'arrangement du 15 novembre 1893.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,

Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

17834. — *DÉCRET qui promulgue l'Arrangement monétaire conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse.*

Du 24 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ Le texte de l'arrangement sera publié au Journal officiel avec le décret de promulgation.

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des affaires étrangères et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé l'arrangement signé à Paris, le 15 novembre 1893, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse, tendant à apporter quelques modifications à la convention du 6 novembre 1885, en ce qui concerne les monnaies divisionnaires, et les ratifications de cet acte ayant été déposées au ministère des affaires étrangères à Paris, le 24 mars 1894, ledit arrangement, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

ARRANGEMENT.

Le gouvernement italien, pour obvier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la révision partielle et temporaire de la convention du 6 novembre 1885, les gouvernements français, belge, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette révision,

Le Président de la République française, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral suisse ont résolu de conclure à cet effet un arrangement spécial et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

- M. Roy, président de chambre à la Cour des comptes;
- M. Léon Brédif, directeur du mouvement général des fonds au ministère des finances;
- M. Alfred de Foville, directeur de l'administration des monnaies et médailles;

S. M. le Roi des Belges :

- M. Montefiore Levi, sénateur;
- M. Alphonse Allard, directeur honoraire de la fabrication des monnaies;
- M. A. Sainctelette, commissaire des monnaies;
- M. le baron Eugène Beyens, conseiller de la légation de Belgique à Paris;

S. M. le Roi des Hellènes :

- M. Constantin A. Crispien, chargé d'affaires de Grèce à Paris;

S. M. le Roi d'Italie :

- M. le baron François de Renzis di Montanaro, envoyé extraordinaire

naire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie près S. M. le Roi des Belges;

Et M. le commandeur *Dominique Zeppa*, député au Parlement italien;

Et le Conseil fédéral suisse:

M. *Charles-Edouard Lardy*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près le gouvernement de la République française;

Et M. *Conrad Cramer Frey*, membre du conseil national suisse;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les gouvernements français, belge, grec et suisse s'engagent à retirer de la circulation les pièces d'argent italiennes de deux francs, un franc, cinquante centimes et vingt centimes et à les remettre au gouvernement italien, qui, de son côté, s'engage à les reprendre et à en rembourser la valeur dans les conditions fixées par les articles suivants.

2. Quatre mois après l'échange des ratifications du présent arrangement, les caisses publiques de la France, de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, par dérogation à l'article 6 de la Convention du 6 novembre 1885, cesseront de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent italiennes.

3. Le délai fixé par l'article précédent sera augmenté d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant de l'Algérie et des colonies françaises.

4. Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises à la disposition du gouvernement italien par sommes d'au moins cinq cent mille francs (500,000^f) et portées par chacun des autres États à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de deux et demi pour cent (2 1/2 p. 0/0) à partir du jour où l'avis aura été adressé au gouvernement italien que les pièces sont immobilisées à son profit. Il sera porté à trois et demi pour cent (3 1/2 p. 0/0) à partir du dixième jour qui suivra l'envoi des espèces jusqu'à la date du paiement effectif ou de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie.

Le paiement, dans tous les cas, ne pourra être retardé au delà de trois mois à dater de l'expédition.

Chaque remboursement comprendra moitié au moins de monnaies d'or de dix francs et au-dessus frappées dans les conditions de la convention du 6 novembre 1885. Le surplus sera payé en traites sur les pays créditeurs; l'échéance de ces traites n'excédera pas le délai fixé par le paragraphe précédent.

5. La transmission des monnaies divisionnaires et celle des cou-

vertures s'opérera directement entre chacun des gouvernements de l'Union et le gouvernement italien. Chacun des envois demandés par le gouvernement italien pourra atteindre le chiffre de dix millions de francs (10,000,000^f). Le gouvernement français recevra seul les demandes d'envois faites par le gouvernement italien, et il sera, outre, de même que le gouvernement italien, informé par les autres gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'un d'en répartir le montant entre les autres États au prorata des imputations accusées par chacun d'eux.

Trois mois après l'expiration des délais prévus aux articles 2 et 3, le gouvernement français fera connaître au gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des États de l'Union et dans les colonies françaises.

6. Le gouvernement italien s'engage à prendre livraison et à verser le remboursement d'un minimum de quarante-cinq millions de francs (45,000,000^f) de ses monnaies divisionnaires pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications et d'un minimum de trente-cinq millions de francs (35,000,000^f) pendant chacune des périodes trimestrielles qui suivront, et ce, jusqu'à l'épuisement des quantités dont le montant aura été notifié en vertu des termes de l'article précédent.

Aussitôt après le remboursement d'un envoi fait en conformité de la demande du gouvernement italien, ce gouvernement pourra demander une nouvelle livraison.

7. Lorsque le gouvernement italien aura repris et remboursé aux autres États la totalité des monnaies divisionnaires dont le montant lui aura été notifié, il cessera, par dérogation à l'article 7 de la Convention du 6 novembre 1885, d'être tenu de reprendre des caisses publiques des autres États les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

8. Eu égard aux exigences spéciales de la circulation monétaire de la Suisse, le gouvernement fédéral pourra, dans les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications du présent arrangement, remettre au gouvernement italien, dans les conditions fixées par l'article 4, une somme de quinze millions de francs (15,000,000^f) de monnaies divisionnaires imputable sur le minimum de quarante-cinq millions de francs (45,000,000^f) prévu à l'article 6.

Néanmoins le gouvernement fédéral suisse participera aux répartitions effectuées en exécution de l'article 5, dans la proportion des retraits qu'il aurait opérés en sus des sommes remises en vertu du paragraphe précédent.

9. Le gouvernement italien désignera celles de ses trésoreries auxquelles les expéditions de monnaies divisionnaires seront faites. Tous les frais de transport et autres résultant du présent arrangement

ment seront à sa charge et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres États. Le règlement de ce compte aura lieu le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier.

10. Par application des articles 4 et 7 de la convention du 6 novembre 1885, le gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai.

11. Les contingents auxquels les conventions antérieures ont limité pour les cinq États la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

12. Le gouvernement italien, pour obvier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de bons de caisse d'une valeur inférieure à cinq francs, il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contre-partie et pour gage l'immobilisation, dans les caisses du trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires italiennes d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des bons de caisse en cours.

13. Les prescriptions de l'article 11 de la convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de bons de caisse et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

14. Lorsque les caisses publiques de la France, de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, chacun de ces quatre États aura la faculté d'en prohiber l'importation.

15. A partir de la promulgation du présent arrangement, le gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires.

16. Les articles 6 et 7 de la convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la France, la Belgique, la Grèce et la Suisse.

Chacun de ces quatre États aura toutefois le droit d'obtenir, dans les conditions du présent arrangement, le retrait et la remise de celles de ses monnaies divisionnaires d'argent qui se trouveraient en Italie.

17. Le gouvernement italien se réserve de demander ultérieurement que les dispositions des articles 6 et 7 de la convention du 6 novembre 1885 redeviennent applicables aux monnaies divisionnaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi que du consentement unanime des quatre autres États.

18. Au cas où, la convention du 6 novembre 1885 ayant été noncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'article 15 du présent arrangement resterait seul applicable et l'obligation imposée à chaque Etat par l'article 7 de la convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionnaires d'argent, serait restée en vigueur.

19. Le présent arrangement sera ratifié; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris en cinq exemplaires, le 15 novembre 1893.

Pour la France :

(L. S.) Signé : ROY.

(L. S.) Signé : LÉON BRÉDIF.

(L. S.) Signé : A. DE FOVRIER.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : MONTEFIORE.

(L. S.) Signé : A. ALLARD.

(L. S.) Signé : A. SAINT-ELIE.

(L. S.) Signé : B^{re} EUG. BÉTH.

Pour la Grèce :

(L. S.) Signé : C. A. CRIÉSIS.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : F. DE RENZI.

(L. S.) Signé : DOMINICO ZAPPALÀ.

Pour la Suisse :

(L. S.) Signé : LARDY.

(L. S.) Signé : C. CRAMER FAHY.

ART. 2.

Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, etc.

ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Président du Conseil,

Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

N° 27835. — *DÉCRET qui autorise la Compagnie havraise-péninsulaire à établir et à exploiter une Grue fixe sur le quai d'Anvers, au Port du Havre (Seine-Inférieure).*

Du 16 Janvier, 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 6 Février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la demande de la compagnie havraise-péninsulaire, en date du 15 février 1893, tendant à être autorisée à exploiter une grue fixe de douze mille kilogrammes sur le quai d'Anvers, au port du Havre;

Vu les rapports des ingénieurs des 2-11 mars et 24-27 juin 1893;

Vu le dossier de l'enquête de commodo et incommodo, notamment le rapport du commissaire enquêteur du 30 mai 1893;

Vu la lettre du président de la chambre de commerce du Havre, du 10 juin 1893;

Vu la lettre du directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, en date du 11 juillet 1893;

Vu la lettre du préfet du département de la Seine-Inférieure, du 18 juillet 1893;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 25 juillet 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, du 30 septembre 1893;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La compagnie havraise-péninsulaire est autorisée à établir et à exploiter une grue fixe de douze mille kilogrammes (12,000^k) sur le quai d'Anvers, au port du Havre (Seine-Inférieure), aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE L'AUTORISATION.

Objet de l'autorisation.

ART. 1^{er}. L'outillage que la compagnie havraise-péninsulaire est autorisée à établir et à exploiter dans le port du Havre, aux conditions déterminées par le présent cahier des charges, comprend une grue fixe pour le chargement ou le déchargement des navires et pour la manutention des marchandises sur les quais.

Nature de l'autorisation.

2. L'autorisation ne constitue aucun privilège en faveur du permissionnaire. L'usage de l'appareil est toujours facultatif pour le public, et il est subordonné aux nécessités du service général du port, dont l'administration est seule juge.

Le quai sur lequel il est installé reste affecté à l'usage libre du public, sous réserve exclusive de la police du port.

L'administration se réserve le droit d'établir et d'autoriser toute autre personne à employer ou à mettre à la disposition du public tels appareils, engins ou abris qu'elle jugera convenable, sans que le permissionnaire puisse élever aucune réclamation.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET RETRAIEN.

Nombre et nature des appareils autorisés.

3. Les engins et abris que le permissionnaire est autorisé à établir sont les suivants :
Une grue fixe de la force de douze mille kilogrammes.

Emplacement.

4. L'emplacement définitif de l'appareil fixe est déterminé par le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, lors de la présentation des plans d'exécution prescrits par l'article 5 ci-après.

Projets d'exécution.

5. Le permissionnaire est tenu de soumettre au ministre des travaux publics les projets d'exécution ou de modification de tous les ouvrages ou engins à installer.

Ces projets doivent comprendre tous les plans et dessins et les mémoires explicatifs nécessaires pour bien spécifier les constructions à faire.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications qu'il juge nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité des quais ainsi que la conservation des ouvrages du port.

Exécution des travaux.

6. Le permissionnaire doit exécuter les travaux conformément aux projets qu'il a présentés, et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics.

Tous les ouvrages doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Entretien des ouvrages.

7. Les ouvrages établis par le permissionnaire doivent être constamment entretenus en bon état par ses soins, de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Le permissionnaire doit tenir constamment propres les abords de la grue fixe.

Si l'entretien est négligé sur quelques points par le permissionnaire, il y sera pourvu d'office à la diligence des ingénieurs du port, à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet. Le montant des avances faites par le service du port sera remboursé par le permissionnaire au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

Responsabilité vis-à-vis des tiers.

8. Le permissionnaire est responsable, vis-à-vis des tiers, de la réparation des dommages provenant du défaut de solidité ou d'entretien de l'engin.

Frais de construction et d'entretien.

9. Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien sont à la charge du permissionnaire.

Sont également à sa charge les frais des changements qu'il peut être autorisé par le ministre des travaux publics à apporter aux ouvrages du port, aux becs de gaz, canons d'amarrage, etc.

Pavages.

10. Le permissionnaire a à sa charge la construction et l'entretien des pavages et empièremments sur la surface recouverte par la flèche de la grue dans une rotation complète et sur deux mètres en plus au pourtour.

Avant la mise en service de la grue, il sera dressé un procès-verbal contradictoire de reconnaissance des pavages et empièremments exécutés et à entretenir par le permissionnaire.

Indemnités aux tiers.

11. Le permissionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages autorisés.

Règlements de voirie.

12. Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique en vue de l'établissement ou de l'entretien des voies ferrées, des tuyaux d'eau et de gaz et tous autres appareils.

Ces travaux doivent être effectués avec la plus grande activité et avec toutes les précautions qui seront prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie en bon état par les soins du permissionnaire et à ses frais.

Effets du libre usage de la voie publique.

13. Le permissionnaire n'est admis à réclamer aucune indemnité à raison des dommages que le roulage ordinaire causerait aux voies ferrées et aux autres ouvrages fixes, qui ne doivent former aucun obstacle à la circulation publique.

Il ne peut non plus élever contre l'administration aucune réclamation en raison de l'état des chaussées et terre-pleins des quais ou de l'influence que cet état exercerait sur l'entretien et le fonctionnement de ses ouvrages, ni en raison du trouble ou des

interruptions de service qui résulteraient pour ses divers engins, soit de manœuvres temporaires d'ordre et de police prises par le service du port, soit de travaux exécutés sur le domaine public tant par l'administration que par des particuliers régulièrement autorisés, ni en raison d'une cause quelconque résultant du libre usage de la voie publique.

14. (Pour mémoire.)

15. (Pour mémoire.)

16. (Pour mémoire.)

TITRE III.

EXPLOITATION.

Police des quais et du port.

17. L'autorisation ne confère au permissionnaire aucun droit d'intervention sur le déplacement des navires aux quais outillés par lui, dans le déplacement de ces navires dans la police de la grande voirie, dans celle de la circulation ou de l'usage des quais.

Ordre d'admission à l'usage des engins de manutention.

18. Les engins de chargement et de déchargement sont mis à la disposition des navires suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur présentation sur des registres à souche tenus par les soins du permissionnaire.

Ces registres sont communiqués sans déplacement à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un navire inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour est en mesure de profiter.

Les bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État ont la priorité sur tous les autres pour l'usage des engins. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus. En cas d'urgence et sur la réquisition du capitaine de port, les engins employés par d'autres navires peuvent être enlevés à ces navires pour être employés immédiatement aux opérations des bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État.

Obligations du permissionnaire en ce qui concerne les engins.

19. Le permissionnaire est tenu de mettre son appareil à la disposition des navires non seulement pendant les jours et heures réglementaires du travail de la douane, mais encore en dehors de ces périodes, de jour et de nuit, quand ce travail est autorisé par la douane, sur la demande de la personne qui devra faire usage de l'appareil.

Obligations des usagers.

20. Ceux qui font usage de l'engin du permissionnaire doivent employer l'engin pour le chargement et le déchargement et l'embarquement des marchandises, ainsi que pour leur arrivée au fond de cale ou sur les wagons et en général pour la manutention des marchandises. Un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser chômer l'engin, faute de quoi il peut être immédiatement mis à la disposition du premier navire inscrit suivants qui est en situation de l'utiliser.

La grue ne peut être employée à soulever un poids supérieur à sa force. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui ont fait usage de la grue.

Ceux qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires de la douane doivent en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire, en produisant, s'il y a lieu, l'autorisation de la douane.

Surveillance des appareils.

L'engin ne peut travailler que sous la surveillance d'un agent du permissionnaire.

Suspension des opérations.

Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen de l'engin du permissionnaire, les opérations seront suspendues jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, et ce, sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée au permissionnaire.

(Pour mémoire.)

(Pour mémoire.)

Règlements du port et mesures de police.

Le permissionnaire est soumis aux règlements du port. Il se conforme aux arrêtés que prend le préfet, le permissionnaire entendu, réglementer, dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages de l'Etat, le stationnement, les mouvements et le fonctionnement des engins établis sur le domaine public.

Mesures de détail.

Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, qui concerne notamment les obligations respectives du permissionnaire et des agents qui font usage de son appareil, ainsi que les mesures de détail relatives à l'établissement des tarifs, sont arrêtées par le préfet, le permissionnaire entendu.

Agents du permissionnaire.

Les agents et gardiens que le permissionnaire emploie pour la surveillance et l'entretien des ouvrages autorisés peuvent être commissionnés par le préfet et assermentés devant le tribunal de première instance. Ils sont, dans ce cas, assimilés aux gardes des particuliers. Ils portent des signes distinctifs de leurs fonctions.

Sous-traités.

Le permissionnaire peut, avec le consentement du ministre des travaux publics, confier à des entrepreneurs agréés par lui l'exploitation de son appareil et la perception des taxes fixées par le tarif; mais, dans ce cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Contrôle de l'exploitation.

L'exploitation de l'engin autorisé est faite sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

TITRE IV.

TARIFS.

Durée.

Pour indemniser le permissionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire en vertu du présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira les obligations, le Gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant la durée de l'autorisation, pour l'usage de son engin, des taxes dont le montant est déterminé par des tarifs établis conformément aux dispositions ci-après.

Taxes maxima.

31. Les taxes maxima qui peuvent être perçues à partir de la mise en service de l'appareil sont les suivantes :

NUMÉROS d'ordre.	INDICATION DES TRAVAUX OU OPÉRATIONS.	PRIX PAR 1,000 KILOGRAMMES		
		Jusqu'à 5,000 kilos.	De 5,000 à 8,000 kilog.	De 10,000
1	Chargement en navire ou déchargement de blocs de marbre, granit et autres pierres de construction.....	1 ^{fr} 50 ^c	2 ^{fr} 00 ^c	3 ^{fr} 00 ^c
2	Chargement en wagon ou en voiture ou déchargement des mêmes matériaux.....	1 00	1 50	2 00
3	Chargement en navire ou déchargement de machines et fardeaux métalliques.....	2 50	3 00	3 50
4	Chargement en wagon ou en voiture ou déchargement des mêmes objets et fardeaux..	1 50	2 00	2 50
5	Chargement en navire ou déchargement de voitures ou wagons.....	3 00	1 50	6 00
6	Chargement en wagon ou en voiture ou déchargement des mêmes objets.....	2 00	3 00	4 00

Pour toutes les opérations non prévues au tarif ci-dessus, le permissionnaire traitera de gré à gré avec les capitaines, armateurs ou consignataires.

Chaque colis ou objet à embarquer devra être apporté sur le quai vingt heures au plus tôt avant son embarquement, ou enlevé dans la même durée de temps après son débarquement.

Application du tarif des engins.

32. Les taxes pour l'usage de l'engin sont dues par celui qui a fait la demande en vertu de l'article 18 ci-dessus.

Frais compris dans les taxes en cas de location à l'heure ou à la journée.

33. Le permissionnaire a à sa charge la fourniture de l'engin et de ses accessoires, le graissage et les frais accessoires relatifs à son fonctionnement.

Tous les autres frais de manœuvre, l'accrochage, le décrochage, l'approche, la manutention des colis, ainsi que la fourniture des chaînes et cordages pour les colis, sont à la charge du locataire.

Frais compris dans les taxes en cas d'emploi direct des appareils par le permissionnaire.

34. Le permissionnaire a à faire avec son appareil l'opération consistant à charger les colis et à les déposer, mais cette opération seulement.

Toutes les autres mains-d'œuvre et fournitures seront à la charge des personnes qui font usage de l'appareil.

35. (Pour mémoire.)

36. (Pour mémoire.)

37. (Pour mémoire.)

Perception des taxes.

38. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le permissionnaire et l'État, dans l'intérêt des services publics de l'État.

Abonnements. — Abaissements de taxes.

Le permissionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

La modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches apposées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

Contrôle des perceptions.

Les tarifs en vigueur à toute époque sont portés à la connaissance du public par des affiches apposées d'une manière très apparente le plus près possible de l'ouvrage et aux endroits qui sont indiqués par le capitaine de port.

Le permissionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace aux frais qu'il y a lieu.

Le contrôle des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication de la perception sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions opérées. Le registre doit être représenté, à toute réquisition, aux ingénieurs du port, qui en ont la tenue.

TITRE V.

REVISION DES TARIFS ET AFFECTATION DES RECETTES.

Pour mémoire.)

Pour mémoire.)

Pour mémoire.)

Pour mémoire.)

Pour mémoire.)

Pour mémoire.)

TITRE VI.

DURÉE ET RETRAIT DE L'AUTORISATION. — SUPPRESSION TOTALE OU PARTIELLE DES INSTALLATIONS.

Durée de l'autorisation.

La durée de l'autorisation est fixée à vingt ans, à partir du 8 juin 1893.

Retrait de l'autorisation.

Le retrait par le permissionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de l'autorisation.

Le retrait sera prononcé, s'il y a lieu, après mise en demeure par décret rendu en conseil d'État sur le rapport du ministre des travaux publics, le permissionnaire

Retour à l'État lors du retrait ou à l'expiration de l'autorisation.

Par le seul fait de la notification du décret prononçant le retrait de l'autorisation ou à l'expiration de la vingtième année et par le seul fait de cette expiration, l'État reprendra subrogé à tous les droits du permissionnaire. Il entrera immédiatement en possession de tous les appareils et de leurs accessoires, ainsi que de tous les ouvrages

mobiliers ou immobiliers établis sur le domaine public ou sur le domaine de l'Etat et de toutes les dépendances immobilières. Le permissionnaire sera tenu de lui mettre ces ouvrages en bon état d'entretien.

En ce qui concerne les ustensiles et objets mobiliers qui servent nécessairement au fonctionnement des appareils, l'Etat sera tenu, si le permissionnaire le requiert, de prendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si l'Etat le requiert, le permissionnaire sera tenu de les céder de la même manière.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les engins et abris doivent être maintenus en totalité ou en partie.

Dans le cas, au contraire, où le Gouvernement déciderait que les engins et abris doivent être supprimés en tout ou en partie, ces engins et abris seront enlevés et les lieux seront remis dans l'état primitif aux frais du permissionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Interruption de service.

50. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au permissionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais et dépens du permissionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le retrait de l'autorisation ou jusqu'à ce que le permissionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Suppression partielle ou totale d'installations.

51. Dans le cas où, à une époque quelconque, il serait reconnu nécessaire, l'intérêt public, de supprimer, soit momentanément, soit définitivement, une partie ou la totalité de ses installations, le permissionnaire devra, à la première réquisition de l'administration supérieure, évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par lui de se conformer à cette obligation dans un délai de deux mois à compter de la réquisition, il sera procédé d'office et à ses frais à l'exécution des travaux nécessaires.

Cette suppression ne donnera lieu à aucune indemnité. Elle ne pourra être prononcée que dans les formes suivies pour la présente autorisation, à moins qu'elle résulte d'un projet d'amélioration du port, déclaré d'utilité publique par un décret ou par une loi.

52. (Pour mémoire.)

TITRE VII.

CLAUSES DIVERSES.

Election de domicile.

53. Le permissionnaire est tenu de faire election de domicile au Havre.

Il doit avoir un bureau situé à proximité des quais et faire choix, s'il en est requis, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau.

Cet agent a qualité pour recevoir, au nom du permissionnaire, toutes les notifications administratives.

54. (Pour mémoire.)

55. (Pour mémoire.)

Redevance.

56. Le permissionnaire payera à l'Etat, pour l'occupation des terrains du domaine public sur lequel est établi son engin, une redevance annuelle de deux cent soixante-cinq francs (265^f) qui sera versée par semestre et d'avance, les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année, entre les mains du receveur des domaines, au Havre.

Cette redevance sera exigible à partir du 8 juin 1893.

Elle pourra être révisée tous les cinq ans.

Frais d'impression et d'enregistrement.

57. Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes les pièces relatives à la présente autorisation restant à la charge du permissionnaire.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 16 janvier 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

Enregistré au Havre, le 1^{er} mars 1894, folio 38-4. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Chalanson.

N° 27836. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien, conformément au projet ci-après :

Ligne d'Alger à Oran.

Projet d'établissement d'un pont à bascule à la gare de Duperré, présenté, le 22 février 1893, avec un détail estimatif montant à trois mille six cent soixante-quinze francs vingt-huit centimes, y compris douze pour cent pour frais généraux, intérêts et amortissement.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après vérification par la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices et jusqu'à concurrence d'une somme de trois mille six cent soixante-quinze francs vingt-huit centimes, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les loi et décret du 11 juin suivant, et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1863. (*Paris, 26 Décembre 1893.*)

N° 27837. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est autorisée à augmenter l'outillage des ateliers d'Alger (ligne d'Alger à Oran), conformément au projet présenté, les 23 juin et 30 septembre 1893, et dont le détail estimatif s'élève à cinq mille francs, y compris trois cent cinq francs seize centimes pour frais généraux, intérêts et amortissement.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après vérification par la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices et jusqu'à concurrence d'une somme de cinq mille francs, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les loi et décret du 11 juin suivant, et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1863. (*Paris, 26 Décembre 1893.*)

N° 27838. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La juridiction du commissaire de police de Sens (Yonne) est étendue à la commune de Parou.

La juridiction du commissaire de police de Frontignan (Hérault) est étendue à la commune de Balaruc-les-Bains. (*Paris, 9 Janvier 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 24 ^r Mai 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

ANTONIN DUBOST.

Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1620.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27839. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Aubagne (Bouches-du-Rhône).*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir du 1^{er} avril 1894 jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), savoir :

- 1^o Trente-six centimes (0^e 36) par hectolitre de vin ;
- 2^o Six francs (6^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre centimes et de six francs par hectolitre, perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté au paiement, par voie d'annuités, des terrains destinés pour la construction du canal, jusqu'à complet remboursement par délibération du conseil municipal, en date du 29 décembre 1889).

La municipalité est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette

qu'en dépense, sera fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27840. — *Loi qui crée une Surtaxe à l'Octroi de Carantec (Finistère)*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la perception, à l'octroi de Carantec (Finistère), d'une surtaxe de huit francs (8^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits, l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à l'octroi, de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au paiement de l'annuité nécessaire pour le remboursement d'un emprunt à contracter en vue de l'installation d'un nouveau cimetière.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

27841. — Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de la Ferté-Macé (Orne).

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, prorogation à l'octroi de la Ferté-Macé (Orne), des surtaxes ci-

dessous :
deux francs trente centimes (2^f 30) par hectolitre de vin;
deux francs (9^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Les surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool, mis à titre de taxes principales.

Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est spécialement affecté au remboursement de la dette communale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, le préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recettes qu'en dépenses, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

27842. — Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Hirson (Aisne).

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, prorogation des surtaxes de deux francs douze centimes (2^f 12)

par hectolitre de vin et de quatre-vingt-quatorze centimes (0' 94) par hectolitre de cidre, actuellement perçues à l'octroi d'Hirson (Aisne).

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes et de cinquante-six centimes, perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article qui précède spécialement affecté à compléter le remboursement de l'emprunt de douze mille neuf cent trente-cinq francs (12,935') contracté en 1883 par la commune, et à acquitter le prix d'un immeuble destiné à la construction d'un groupe scolaire.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27843. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Laon (Aisne)*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1894 inclusivement, des surtaxes suivantes, actuellement perçues à l'octroi de Laon (Aisne), savoir :

- 1° Un franc (1') par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles ;
- 2° Quarante centimes (0' 40) par hectolitre de cidre ;
- 3° Six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc trente centimes, de quatre-vingts centimes et de neuf francs, perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article qui précède est spécialement affecté au service de la dette municipale et au paiement des dépenses énumérées dans la délibération du conseil municipal, en date du 13 février 1893.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27844. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Marseille (Bouches-du-Rhône).*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône), savoir :

1^{re} Deux francs soixante centimes (2^f 60) par hectolitre de vin;

2^e Trente francs (30^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de deux francs quarante centimes et de vingt-quatre francs, établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article 1^{er} est affecté à l'amortissement de l'emprunt de quatre-vingt-neuf millions contracté pour l'unification de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, dans les comptes administratifs et dans les comptes de gestion, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai assigné pour la perception.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27845. — Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Montmorillon (Vienne)

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement la prorogation des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi de Montmorillon (Vienne), savoir :

1° Un franc douze centimes (1^f 12) par hectolitre de vin;

2° Quatre francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-cinq centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool pur, perçus à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement des emprunts communaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, le préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27846. — Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Péronne (Somme).

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir du 1^{er} avril 1894 jusqu'au 31 dé-

du 1^{er} janvier 1896 inclusivement, la prorogation des surtaxes ci-après, spécialement perçues à l'octroi de Péronne (Somme), savoir :

Deux francs quatre-vingts centimes (2^f 80) par hectolitre de vin ;
Quarante-quatre centimes (0^f 44) par hectolitre de cidre, poirés hydromels ;

Deux francs (2^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes, de cinquante-six centimes et de six francs, perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article qui précède est spécialement affecté au remboursement de l'emprunt de deux cent mille francs, autorisé par le décret du 19 décembre 1891.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27847. — LOI qui crée et proroge des Surtaxes à l'Octroi de Pontoise (Seine-et-Oise).

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est autorisée la perception, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, des surtaxes ci-après à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise) :

Un franc quarante-deux centimes (1^f 42) par hectolitre de vin ;

Six francs (6^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc trente-six centimes et de neuf francs, perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est

exclusivement affecté au remboursement des emprunts contractés par la ville.

L'administration communale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27848. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Rumengol (Finistère).*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de douze francs (12^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Rumengol (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement d'un emprunt de trois millions de francs contracté pour la construction d'une école.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27849. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Segré (Maine-et-Loire).*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi de Segré (Maine-et-Loire), savoir :

Trente-deux centimes (0^e 32) par hectolitre de vin;

Dix francs (10^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool pur, perçus à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement des emprunts communaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27850. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Stenvoorde (Nord).*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1896

XII^e Série.

inclusivement, des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi de Steenvoorde (Nord), savoir :

Huit francs quatre-vingts centimes (8^f 80) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles;

Seize francs (16^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes et de six francs, établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article qui précède est spécialement affecté au paiement des travaux énoncés dans la délibération municipale du 15 septembre 1893.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, le préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27851. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Tarascon (Bouches-du-Rhône).*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, à partir du 1^{er} avril 1894 jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Tarascon (Bouches-du-Rhône), savoir :

1° Vingt-six centimes (0^f 26) par hectolitre de vin;

2° Trois francs (3^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre centimes et de six francs par hectolitre, établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article qui précède est spécialement affecté au paiement de la subvention allouée aux hospices.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année,

Le préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

27852. — *LOI relative à un échange, entre l'État et la ville de Grenoble (Isère), de terrains situés à Grenoble.*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte administratif passé, le 28 août 1893, entre l'État et la ville de Grenoble, l'échange de cinq parcelles de terrain dépendant du domaine militaire contre deux parcelles de terrain municipal, le tout situé à Grenoble.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

27853. — *LOI relative à la cession amiable à l'hospice et à la commune de Granville (Manche), ainsi qu'à divers particuliers, de terrains militaires déclassés situés à Granville.*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée, sous les conditions stipulées dans

un acte passé le 18 février 1893, devant le délégué du préfet de la Manche, la cession par l'État, savoir :

1° A la commission administrative de l'hospice de Granville, d'un terrain situé place des Échoppes, provenant des fortifications de Granville et portant les n° 1, 3, 5, 7, 9, 11, 13 et 15 de la rue des Juifs, moyennant le prix de dix mille francs (10,000^f);

2° A la ville de Granville, d'une parcelle de même origine, d'une contenance de cent cinquante-sept mètres carrés quarante-quatre décimètres carrés (157^m 44), portant le n° 17 de la rue des Juifs, moyennant le prix de sept cents francs (700^f);

3° A divers particuliers, de cinquante-quatre lots de terrains de même origine en bordure sur la rue des Juifs ou au bas de ladite rue, d'une contenance totale de deux mille huit cents mètres carrés trente-sept décimètres carrés (2,800^m 37), moyennant ensemble le prix de seize mille deux cent vingt-huit francs quatre-vingt-trois centimes (16,228^f 93).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27854. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction de Trottoirs et de Caniveaux sur la route nationale n° 1, dans la traverse de Birmandreïs (département d'Alger).*

Du 16 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 54) du trésorier-payeur du département d'Alger, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 28 novembre 1893, par la commune et divers habitants de Birmandreïs, une somme de neuf cent cinquante-neuf francs soixante-dix-huit centimes, à titre de fonds de concours,

⁽¹⁾ XI^e série. Bull. 1045, n° 10527.

pour la construction de trottoirs et de caniveaux pavés sur le côté droit de la route nationale n° 1, dans la traverse de ladite commune;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1894, première section, chapitre II : *Entretien des routes en Algérie*, article 2 : *Grande voirie, aqueducs et fontaines*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de neuf cent cinquante-neuf francs soixante-dix-huit centimes (959^f 78), applicable à la construction de trottoirs et de caniveaux pavés sur le côté droit de la route nationale n° 1, dans la traverse de la commune de Birmandreïs (département d'Alger).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 16 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : JONNART.

N° 27855. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration du Port de Marseille (Instruments de radoub).

Du 16 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 34942) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 18 décembre 1893, par la compagnie des docks et entrepôts de Marseille, une somme de deux cent dix-sept mille sept cent quarante-sept francs quarante-six centimes, à

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

titre de fonds de concours, pour l'amélioration du port de ladite ville (instruments de radoub);

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent dix-sept mille cent quarante-sept francs quarante-six centimes (217,747^f 46), applicable aux travaux d'amélioration du port de Marseille (instruments de radoub).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : JONNART.

N° 27856. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'Etablissement de diverses Lignes de chemins de fer.

Du 16 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 2574) du receveur des finances de l'arrondissement de Beaume (Doubs), (n° 4127) du receveur des finances de Châtelerault (Vienne) et (n° 5677) du trésorier général du département de la Meuse, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 25 novembre, 1^{er} et 6 décembre 1893, par la commune d'Etalans (Doubs), la ville de Châtelerault (Vienne) et le département de la Meuse, une somme totale de soixante-seize mille francs (1,000^f + 25,000^f + 50,000^f), à titre de fonds de concours.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

l'établissement des chemins de fer de Besançon à la frontière suisse, Loudun à Châtellerault, de Châtellerault à Tournon-Saint-Martin et de Lérrouville à Sedan;

En la lettre du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

ARRÊTÉS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre LIV : *des et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi des fonds de concours, un crédit additionnel de soixante-seize mille francs (76,000^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse..	1,000 ^f
Établissement des chemins de fer de Loudun à Châtellerault et de Châtellerault à Tournon-Saint-Martin.	25,000
Établissement du chemin de fer de Lérrouville à Sedan.....	50,000
TOTAL ÉGAL.....	76,000

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : JONNART.

N° 27857. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à des Travaux projetés dans les Ports de Cherbourg et du Havre.

Du 16 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 53 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ N° série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu les déclarations (n° 1629) du trésorier général du département de la Manche et (n° 10129) du receveur des finances de l'arrondissement du Havre (Seine-Inférieure), constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 30 octobre et 21 novembre 1893, par le département de la Manche et la chambre de commerce du Havre, une somme totale de cent sept mille francs (7,000^f + 100,000^f), à titre de fonds de concours, pour l'établissement d'un port-abri destiné aux bateaux de pêche à Cherbourg et pour la construction d'un bassin à pétrole dans le port du Havre;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent sept mille francs (107,000^f) applicable dans la proportion suivante aux entreprises ci-après énumérées, savoir :

Établissement d'un port-abri pour les bateaux de pêche à Cherbourg.....	7,000 ^f
Construction d'un bassin à pétrole au port du Havre.....	100,000
TOTAL ÉGAL.....	107,000

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27858. — DÉCRET portant Règlement d'administration publique sur les Associations syndicales.

Du 9 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 10 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les rapports des ministres de l'intérieur, des travaux publics, de l'agriculture et des finances;

Vu la loi du 21 juin 1865, modifiée par celle du 22 décembre 1888, sur les associations syndicales, et notamment l'article 27 ainsi conçu : « Un ré-

glement d'administration publique déterminera les dispositions nécessaires pour l'exécution de la loi ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. L'association syndicale prévue par les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 est la collectivité des propriétaires réunis dans les conditions déterminées par cette loi pour exécuter et entretenir, à frais communs, les travaux qu'elle énumère.

Le syndicat est la réunion des personnes désignées pour administrer l'association.

2. Les obligations qui dérivent de la constitution de l'association syndicale sont attachées aux immeubles compris dans le périmètre et les suivent, en quelques mains qu'ils passent, jusqu'à la dissolution de l'association.

TITRE II.

ASSOCIATIONS LIBRES.

3. Si le consentement de chaque intéressé n'a pas été donné dans l'acte d'association, il peut résulter d'un acte spécial, authentique ou sous seing privé et qui reste annexé à l'acte d'association.

Ce dernier est accompagné d'un plan périmétral des immeubles syndiqués et d'une déclaration de chaque adhérent spécifiant les désignations cadastrales ainsi que la contenance des immeubles pour lesquels il s'engage.

Une copie de toutes ces pièces, certifiée conforme par le maire, est transmise au préfet dans le délai d'un mois à partir de la constitution de l'association.

4. L'extrait de l'acte d'association, publié dans un journal, conformément à l'article de la loi, indique le but de l'entreprise, le mode d'administration de la société, l'étendue des pouvoirs confiés au syndicat et les clauses essentielles de l'acte.

Il est justifié de la publication au moyen de deux exemplaires du journal certifiés par l'imprimeur, dont la signature est légalisée par le maire.

L'un de ces exemplaires est adressé au préfet, qui en donne récépissé.

TITRE III.

ASSOCIATIONS AUTORISÉES.

CHAPITRE I^{er}.

DE LA CONSTITUTION DE L'ASSOCIATION.

5. Lorsque le préfet estime qu'un projet d'association est suscep-

table de faire l'objet d'une instruction, il prend un arrêté pour faire procéder à l'enquête prescrite par l'article 10 de la loi.

6. Le projet d'acte d'association soumis à l'enquête détermine :

Le siège de l'association ;

Le but de l'entreprise et les voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense ;

Le minimum d'étendue de terrain ou d'intérêt qui donne à chaque propriétaire le droit de faire partie de l'assemblée générale des intéressés ;

Le maximum de voix à attribuer à un même propriétaire ou à chaque usinier, et le maximum de voix attribué aux usiniers réunis ;

Le nombre de mandats dont un même fondé de pouvoirs peut être porteur aux assemblées générales ;

Le nombre des syndics à nommer, leur répartition, s'il y a lieu entre les diverses catégories d'intéressés, et la durée de leurs fonctions ;

Les conditions de l'éligibilité des syndics et les règles relatives au renouvellement du syndicat ;

Le chiffre maximum des emprunts qui peuvent être votés par le syndicat ;

L'époque de la réunion annuelle de l'assemblée générale des associés.

7. Le dossier d'enquête est déposé à la mairie de la commune ou du territoire de laquelle se trouvent les propriétés intéressées aux travaux. Si les propriétés s'étendent sur plusieurs communes, le préfet désigne celle des mairies où le dossier doit être déposé.

Aussitôt après la réception de l'arrêté préfectoral qui ordonne l'ouverture de l'enquête, avis du dépôt des pièces est donné à son directeur ou de caisse. En outre, une affiche contenant l'arrêté du préfet est apposée à la porte de la mairie et dans un lieu apparent près ou sur les portes de l'église.

Il est procédé de même à l'affichage dans toutes les communes du territoire desquelles s'étend l'association.

Indépendamment de ces publications, notification du dépôt des pièces est faite par voie administrative à chacun des propriétaires dont les terrains sont compris dans le périmètre intéressé aux travaux ; il est gardé original de cette notification ; en cas d'absence, la notification prescrite est faite aux représentants des propriétaires ou à leurs fermiers et métayers ; l'acte de notification, à défaut de représentants ou fermiers, est laissé à la mairie.

L'acte de notification invite les propriétaires à déclarer, dans les délais et dans les formes ci-après déterminés, s'ils consentent à concourir à l'entreprise.

Aux notifications sont jointes les formules d'adhésion à l'association.

Ces notifications doivent être faites, au plus tard, dans les cinq jours qui suivent l'ouverture de l'enquête.

Pendant vingt jours à partir de l'ouverture de l'enquête, il est déposé, dans chacune des mairies intéressées, un registre destiné à recevoir les observations soit des propriétaires compris dans le périmètre, soit de tous autres intéressés.

Le préfet désigne, dans l'arrêté qui ordonne l'enquête, un commissaire qui ne doit avoir aucun intérêt personnel à l'opération projetée.

A l'expiration de l'enquête, dont les formalités sont certifiées par le maire de chaque commune, le commissaire reçoit pendant trois jours consécutifs, à la mairie de la commune désignée par le préfet et aux heures indiquées par lui, les déclarations des intéressés sur l'utilité des travaux.

Après avoir clos et signé le registre de ces déclarations, le commissaire le transmet immédiatement au préfet, avec son avis motivé et avec les autres pièces qui ont servi de base à l'enquête.

Si le périmètre de l'association doit s'étendre sur plusieurs départements, le préfet compétent pour diriger l'instruction est celui du département où a été provisoirement fixé le siège de l'association. L'autorisation est délivrée par celui du département où doit se trouver le siège définitif. Les préfets des autres départements intéressés sont appelés à faire savoir s'ils donnent leur assentiment à la constitution de l'association.

8. Après l'enquête, les propriétaires qui sont présumés devoir profiter des travaux sont, conformément à l'article 11 de la loi, convoqués en assemblée générale par le préfet, qui en nomme le président, sans être tenu de le choisir parmi les membres de l'assemblée.

Dans son arrêté de convocation, le préfet désigne les lieu, jour et heure de la réunion.

Ampliation de cet arrêté est adressée au maire de chacune des communes intéressées pour être, huit jours au moins avant la date de la réunion, publiée à son de trompe ou de caisse et affichée tant à la porte de la mairie que dans un lieu apparent, près ou sur les portes de l'église.

Indépendamment de cette publication, l'arrêté est notifié individuellement comme il est dit au paragraphe 4 de l'article 7.

9. Le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être, conformément à l'article 11 de la loi, transmis au préfet avec toutes les pièces annexées, constate le nombre des intéressés et celui des présents. Il indique, en outre, avec le résultat de la délibération :

Le vote nominal de chaque intéressé;

L'acquiescement donné en conformité de l'article 4 de la loi par les tuteurs, par les envoyés en possession et par tout représentant légal pour les biens des mineurs, des interdits, des absents et autres incapables;

La date des jugements qui ont autorisé cet acquiescement et celle

des décisions ou délibérations qui contiennent l'adhésion de l'État, du département, des communes et des établissements publics.

Le procès-verbal est signé par les membres présents et mentionne l'adhésion de ceux qui ne savent pas signer.

Les adhésions données par écrit avant la clôture de l'assemblée générale y sont également constatées et y restent annexées.

10. S'il s'agit des travaux spécifiés aux paragraphes 6 et 7 de l'article 1^{er} de la loi, le dossier est transmis, suivant le cas, au conseil municipal, au conseil général ou à ces deux assemblées, pour l'accomplissement des formalités prévues par l'article 12, paragraphe 1^{er} de la loi.

11. Immédiatement après l'accomplissement de toutes ces formalités et si les conditions de majorité requises sont remplies, le préfet statue, sauf lorsqu'il s'agit des travaux prévus aux n^{os} 7, 8, 9 et 10 de l'article 1^{er} de la loi.

Dans ce dernier cas, l'arrêté préfectoral doit être précédé du décret qui prononce, conformément à la loi, la reconnaissance d'utilité publique des travaux.

Ce décret intervient sans qu'il soit procédé à une nouvelle enquête.

12. L'affichage de l'extrait de l'acte d'association et de l'arrêté du préfet, prescrit par le troisième paragraphe de l'article 12 de la loi, doit être effectué dans un délai de quinze jours à partir de la date de l'arrêté.

L'accomplissement de cette formalité est certifié par le maire de chaque commune.

13. La déclaration de délaissement prévue par l'article 14 de la loi est faite sur timbre, en forme d'acte sous seing privé. Elle est déposée à la préfecture, où il en est donné récépissé.

La signature du déclarant est légalisée par le maire ou le commissaire de police.

14. L'acte de délaissement est, par les soins du préfet, publié et affiché, par extrait, dans la commune de la situation des biens. Cet extrait est, en outre, inséré dans un journal de l'arrondissement ou, s'il n'en existe aucun, dans un des journaux du département.

15. Immédiatement après l'accomplissement de ces formalités, l'acte de délaissement est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de l'arrondissement, conformément à l'article 2181 du Code civil.

16. Il est procédé à la purge des privilèges et des hypothèques dans les formes déterminées par l'article 17 de la loi du 3 mai 1841.

17. A défaut d'entente amiable entre le syndicat et le délaissant, le montant de l'indemnité est fixé par le jury, suivant les conditions déterminées par l'article 14 de la loi du 21 juin 1865, modifiée par celle du 22 décembre 1888.

L'intervention du jury peut toujours être requise par les créanciers privilégiés ou hypothécaires inscrits.

18. Dans le cas où, à la suite du recours prévu par l'article 13 de la loi, l'annulation de l'arrêté préfectoral qui a autorisé l'association rend impossible la constitution de cette association, les actes de délaissement et ceux qui en sont la conséquence sont considérés comme nuls et non avenue.

19. Les formalités de timbre, d'enregistrement et de transcription auxquelles donne lieu l'acte de délaissement sont accomplies sans frais.

20. Le préfet nomme, parmi les membres de l'association, un administrateur provisoire chargé de convoquer la première assemblée générale dans les conditions réglées au chapitre suivant et de présider cette assemblée.

CHAPITRE II.

FONCTIONNEMENT ET ADMINISTRATION.

21. L'association syndicale a pour organes administratifs l'assemblée générale, le syndicat et le directeur.

SECTION I. — *Assemblées générales.*

22. L'assemblée générale se compose des propriétaires remplissant les conditions auxquelles l'article 20 de la loi et l'acte d'association subordonnent l'admission des associés à cette assemblée.

23. Avant le 31 janvier de chaque année, le directeur fait constater les mutations de propriété survenues pendant l'année précédente et modifier en conséquence le plan parcellaire et l'état nominatif des propriétaires de l'association.

La liste des membres appelés à prendre part à l'assemblée générale est ensuite dressée par ses soins et d'après les règles fixées dans les statuts.

Elle est déposée pendant quinze jours à la mairie de la commune du siège social. Ce dépôt est annoncé, dans chacune des communes sur le territoire desquelles s'étend l'association, par des publications faites à son de trompe ou de caisse et au moyen d'affiches.

Un registre est ouvert pour recevoir les observations des intéressés.

En dehors du travail annuel de revision de la liste des membres composant l'assemblée générale, le directeur doit faire porter sur cette liste le nom des nouveaux propriétaires qui justifieraient de leur droit d'inscription.

La liste ainsi préparée est rectifiée, s'il y a lieu, par le directeur, sur l'avis du syndicat; elle sert de base aux réunions des assemblées et reste déposée sur le bureau pendant la durée des séances.

L'assemblée générale, au début de chacune de ses séances, vérifie la régularité des mandats donnés par les associés.

24. Chaque propriétaire de terrains ou de bâtiments a droit à un tant de voix qu'il possède de fois le minimum de superficie ou qu'il paye de fois le minimum de contributions auxquels l'acte d'association attache le droit de prendre part aux assemblées.

Toutefois un même propriétaire ne peut disposer d'un nombre de voix supérieur au maximum déterminé par l'acte d'association.

25. Les propriétaires appelés à participer aux assemblées peuvent s'y faire représenter par des fondés de pouvoir, sans que le même fondé de pouvoir puisse disposer d'un nombre de voix supérieur au maximum admis pour un seul propriétaire.

Les fondés de pouvoir doivent être eux mêmes membres de l'association. Toutefois les fermiers ou locataires, métayers ou régisseurs que les propriétaires auraient délégués, ne sont pas soumis à cette condition.

La signature des mandats doit être légalisée par le maire ou par le commissaire de police.

26. Les convocations sont adressées par le directeur du syndicat quinze jours au moins avant la réunion et contiennent indication du jour, de l'heure, du lieu et de l'objet de la séance.

Elles sont faites : 1° collectivement dans chacune des communes intéressées, au moyen de publications et d'affiches apposées à la porte de la mairie et dans un lieu apparent près ou sur les portes de l'église ; 2° individuellement, au moyen de lettres d'avis envoyées par le directeur à chaque membre faisant partie de l'association.

Avis de la convocation doit être immédiatement donné au président.

27. L'assemblée générale se réunit annuellement en assemblée ordinaire à l'époque fixée par l'acte d'association et, à défaut, dans la première quinzaine d'avril. Elle peut être convoquée extraordinairement lorsque le syndicat le juge nécessaire. Le directeur est tenu de la convoquer lorsqu'il y est invité par le préfet ou sur la demande de la moitié au moins des membres de l'association.

A défaut, par le directeur, d'avoir procédé aux convocations, le préfet y pourvoit d'office en son lieu et place.

28. L'assemblée est présidée par le directeur du syndicat ou, en son défaut, par le directeur adjoint. Elle nomme un ou plusieurs secrétaires.

29. L'assemblée générale est valablement constituée quand le nombre des voix représentées est au moins égal à la moitié plus une des voix de l'association.

Lorsque cette condition n'est pas remplie, une seconde convocation est faite à quinze jours d'intervalle au moins. L'assemblée délibère alors valablement, quel que soit le nombre des voix représentées.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages. Toutefois, lorsqu'il s'agit de procéder à une élection, la majorité relative est suffisante au deuxième tour de scrutin.

En cas de partage, sauf si le scrutin est secret, la voix du président est prépondérante.

Le vote a lieu au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame.

30. L'assemblée générale nomme, conformément aux statuts, les syndics titulaires et suppléants de l'association.

Elle a le droit de les remplacer avant l'expiration de leur mandat.

Lorsque, dans le cas prévu par le troisième paragraphe de l'article 22 de la loi, l'assemblée générale n'a pas procédé à l'élection des syndics, ceux-ci sont nommés par le préfet.

Les réclamations contre l'élection des syndics sont jugées par le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'État.

31. L'assemblée générale délibère :

1° Sur les emprunts qui, soit par eux-mêmes, soit réunis aux emprunts non encore remboursés, dépassent le maximum de ceux qui peuvent être votés par le syndicat;

2° Sur les propositions de dissolution ou de modifications de l'acte d'association prévues au chapitre 3 du présent titre;

3° Sur toutes les questions dont la solution peut lui être réservée par les statuts.

Elle se prononce sur la gestion du syndicat, qui doit, à la réunion annuelle, lui rendre compte des opérations accomplies pendant l'année ainsi que de la situation financière.

Dans les réunions extraordinaires, l'assemblée générale ne peut délibérer que sur les questions qui lui sont soumises par le syndicat ou le préfet et sont expressément mentionnées dans les convocations.

Copie des délibérations de l'assemblée est transmise dans le délai de huit jours au préfet.

SECTION II. — Syndicat.

32. Le syndicat se compose :

1° Des membres élus par l'assemblée générale, conformément à l'acte d'association, ou désignés par le préfet, dans le cas exceptionnel prévu par l'article 22 de la loi;

2° Des membres dont la nomination appartient soit au préfet, soit à la Commission départementale, soit au conseil municipal, soit à la chambre de commerce, dans les cas prévus par l'article 23 de la loi.

33. Les syndics titulaires et suppléants élus conformément à l'article 22 de la loi sont rééligibles; ils continuent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

34. Lorsqu'il s'agit de procéder pour la première fois à la nomination du directeur et du directeur adjoint, conformément à l'article 24 de la loi, le syndicat est convoqué par le préfet, qui désigne le président de la séance.

Les autres réunions ont lieu suivant les besoins du service, sur la

convocation du directeur. Elles sont présidées par lui ou, en son absence, par le directeur adjoint.

Le directeur est tenu de convoquer les syndics, soit sur la demande du tiers au moins d'entre eux, soit sur l'invitation du préfet.

A défaut par le directeur de réunir le syndicat quand il est tenu de le faire, la convocation peut être faite d'office par le préfet.

Le syndicat fixe le lieu de ses réunions.

35. Tout syndic nommé comme il est dit au premier paragraphe de l'article 32 ci-dessus qui, sans motif reconnu légitime, a manqué à trois réunions consécutives, peut être déclaré démissionnaire.

Les syndics démissionnaires, décédés ou ayant cessé de satisfaire aux conditions d'éligibilité, qu'ils remplissaient lors de leur nomination, sont provisoirement remplacés par des syndics suppléants dans l'ordre du tableau. Ils sont définitivement remplacés à la prochaine assemblée générale. Les fonctions du syndic ainsi élu ne durent que le temps pendant lequel le membre remplacé serait lui-même resté en fonctions.

36. Le syndicat règle, par ses délibérations, les affaires de l'association.

Il est chargé notamment de :

Nommer les agents de l'association et fixer leur traitement, à l'exception du receveur, dont la nomination est faite conformément à l'article 59 ci-après ;

Faire rédiger les projets, les discuter et statuer sur le mode à suivre pour leur exécution ;

Approuver les marchés et adjudications et veiller à ce que toutes les conditions en soient accomplies ;

Voter le budget annuel ;

Dresser le rôle des taxes à imposer aux membres de l'association ;

Délibérer sur les emprunts qui peuvent être nécessaires à l'association ;

Contrôler et vérifier les comptes présentés annuellement par le directeur et par le receveur de l'association ;

Autoriser toutes actions devant les tribunaux judiciaires et administratifs.

Les délibérations du syndicat sont définitives et exécutoires par elles-mêmes, sauf celles portant sur des objets pour lesquels l'approbation de l'assemblée générale ou de l'administration sont exigées par le présent règlement.

37. Les délibérations du syndicat relatives à des emprunts excédant le maximum prévu par les statuts ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par l'assemblée générale, conformément aux prescriptions de l'article 31, paragraphe 1^{er}.

Les emprunts doivent, dans tous les cas, être autorisés par le

ministre compétent ou par le préfet, suivant que ces emprunts portent, ou non, à plus de cinquante mille francs la totalité des emprunts de l'association.

38. Les délibérations du syndicat sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Elles sont valables lorsque, tous les membres ayant été convoqués par lettres à domicile, plus de la moitié y ont pris part. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Néanmoins, lorsqu'après deux convocations faites à cinq jours d'intervalle et dûment constatées sur le registre des délibérations, les syndics ne se sont pas réunis en nombre suffisant, la délibération prise après la seconde convocation est valable, quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et parafé par le président.

Elles sont signées par tous les membres présents à la séance.

Copie des délibérations est adressée au préfet dans la huitaine.

Tous les membres de l'association ont droit de prendre communication, sans déplacement, du registre des délibérations.

39. Dans sa première réunion et dans celle qui suit immédiatement chacun de ses renouvellements partiels, le syndicat nomme, conformément à l'article 24 de la loi, un directeur et, s'il y a lieu, un directeur adjoint.

Il nomme également parmi ses membres un secrétaire des séances.

SECTION III. — *Directeur.*

40. Le directeur préside les réunions de l'assemblée générale et du syndicat.

Il représente l'association en justice et vis-à-vis des tiers dans tous les actes intéressant la personnalité civile de l'association.

Il fait exécuter les décisions du syndicat et exerce une surveillance générale sur les intérêts de l'association et sur les travaux.

Il veille à la conservation des plans, registres et autres papiers relatifs à l'administration de l'association et qui sont déposés au siège social.

Il prépare le budget, présente au syndicat le compte administratif des opérations de l'association et assure le payement des dépenses.

Il passe les marchés et procède aux adjudications au nom de l'association.

Et, d'une manière générale, il est chargé de toutes les autres attributions qui lui sont confiées par le présent règlement.

Le directeur et le directeur adjoint conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

SECTION IV. — *Fixation des bases de répartition des dépenses. — Apports.*

41. Aussitôt après son entrée en fonctions, le syndicat fait pro-

céder aux opérations nécessaires pour déterminer les bases d'après lesquelles les dépenses de l'association seront réparties entre les intéressés.

Ces bases doivent être établies de telle sorte que chaque propriété soit imposée en raison de l'intérêt qu'elle a à l'exécution des travaux.

Les éléments de calcul qui ont servi à l'assiette des taxes sont indiqués dans un mémoire explicatif, accompagné, s'il y a lieu, d'un plan du classement des terrains et d'un tableau faisant connaître la valeur attribuée à chaque classe.

Le dossier est complété par l'état général des associés, portant le regard du nom de chacun d'eux la proportion suivant laquelle il doit être imposé.

42. Un exemplaire du dossier et un registre destiné à recevoir les observations des intéressés sont déposés pendant quinze jours à la mairie de chacune des communes sur le territoire desquelles sont situées les propriétés syndiquées.

A l'expiration de ce délai, le syndicat se réunit pour entendre les réclamants et apprécier leurs observations. Il arrête ensuite dans un état spécial soumis à l'approbation du préfet les bases de répartition des dépenses.

Cet état ne peut être modifié qu'après l'accomplissement des formalités d'instruction et d'approbation précédemment indiquées.

43. Le recours au conseil de préfecture contre les opérations qui ont fixé les bases de répartition des dépenses cesse d'être recevable trois mois après la publication du premier rôle ayant fait application de ces bases.

44. Le syndicat vérifie et évalue, sauf recours au conseil de préfecture, les apports qui peuvent être faits à l'association par un ou plusieurs de ses membres et qui paraîtraient susceptibles d'être utilisés par elle.

Il est tenu compte de ces apports par une indemnité une fois payée, à moins qu'un accord ne soit intervenu entre les parties pour fixer un autre mode de paiement.

SECTION V. — Travaux.

45. Le syndicat désigne les hommes de l'art chargés de la préparation des projets et de la direction des travaux.

46. Les projets concernant les travaux neufs et les travaux de grosses réparations sont soumis à l'approbation du préfet.

Les travaux de simple entretien peuvent être exécutés sans approbation préfectorale.

47. Le préfet peut suspendre en cours d'exécution les travaux dont les plans et devis n'ont pas été soumis à son approbation.

Pour les travaux énumérés sous les n^{os} 6, 7, 8, 9 et 10 de l'article 1^{er} de la loi, l'exécution ne peut commencer avant qu'il ait donné l'auto-

risation spéciale prévue par l'article 9 de la loi. Il peut prononcer la suspension des travaux entrepris avant son autorisation.

48. Par dérogation à l'article 46 du présent règlement, l'exécution immédiate des travaux urgents peut être ordonnée par le directeur, à charge par ce dernier d'en informer aussitôt le préfet et de convoquer le syndicat dans le plus bref délai.

Le préfet peut suspendre l'exécution des travaux ainsi ordonnés par le directeur.

Le droit de prescrire d'office l'exécution des mêmes travaux et d'y faire procéder aux frais de l'association, dans les conditions fixées à l'article 56, appartient au préfet, quand il n'y est pas pourvu par le directeur et qu'un retard peut avoir des conséquences nuisibles à l'intérêt public.

49. Si l'exécution des travaux exige des expropriations, la déclaration d'utilité publique est prononcée conformément à l'article 18 de la loi.

L'enquête qui doit précéder la déclaration d'utilité publique a lieu dans les formes de l'ordonnance du 18 février 1834. Toutefois, les chambres de commerce et les chambres consultatives des arts et manufactures ne sont pas consultées.

Lorsque les travaux ne s'étendent que sur le territoire d'une seule commune, le dossier de l'enquête est déposé à la mairie de cette commune pendant un délai de quinze jours qui court à dater de l'avertissement donné par voie de publication et d'affiches. A l'expiration de ce délai, un commissaire enquêteur désigné par le préfet reçoit pendant trois jours les déclarations des habitants et transmet le dossier au préfet, avec son avis.

Il est justifié par le directeur de l'accomplissement de ces formalités de publication et d'affiches.

50. Lorsque le directeur procède aux adjudications, il est assisté de deux syndics délégués à cet effet par le syndicat.

51. Le préfet peut mettre en demeure le syndicat de faire recommencer les ouvrages qui n'auraient pas été exécutés conformément aux plans approuvés, si cette réfection est commandée par un intérêt public.

52. Après achèvement des travaux, il est procédé à la réception par le directeur de l'association assisté des syndics délégués par le syndicat, en présence du directeur des travaux.

Le préfet est informé du jour où il sera procédé à la réception et peut s'y faire représenter.

Le même avis est adressé au maire, dans le cas où les ouvrages sont exécutés sur le domaine public municipal.

53. Les ouvrages qui, aux termes de l'arrêté d'autorisation ou des conventions, devront appartenir au domaine public de la commune, du département ou de l'Etat, y sont incorporés immédiatement après leur achèvement et après remise constatée par un procès-verbal.

54. Le préfet peut toujours faire procéder, quand il le juge opportun, à la visite des travaux, et faire vérifier l'état d'entretien des ouvrages.

Les frais de ces visites et vérifications sont à la charge des associations. Ils sont réglés par le préfet et recouvrés comme en matière de contributions directes.

55. Dans le cas où une association interrompt ou laisse sans entretien les travaux entrepris par elle, le préfet fait procéder par le service compétent à une vérification de l'état des lieux.

S'il ressort de cette vérification que l'interruption ou le défaut d'entretien peut avoir des conséquences nuisibles à l'intérêt public, le préfet indique au syndicat les travaux jugés nécessaires pour obvier à ces conséquences et le met en demeure de les exécuter.

56. Le préfet assigne au syndicat dans cette mise en demeure un délai qu'il juge suffisant pour procéder à l'exécution des travaux. Faute par le syndicat de se conformer à cette injonction, le préfet ordonne l'exécution d'office aux frais de l'association et désigne, pour la diriger et la surveiller, un agent chargé de suppléer le directeur du syndicat.

En cas d'urgence, l'exécution d'office peut être prescrite immédiatement après la mise en demeure et sans aucun délai.

SECTION VI. — *Budget.*

57. Aussitôt après la constitution de l'association et ensuite avant le 1^{er} janvier de chaque année, le directeur rédige un projet de budget qui est déposé pendant quinze jours à la mairie de chacune des communes intéressées.

Ce dépôt est annoncé par affiches et publications ou à son de trompe ou de caisse, et chaque intéressé est admis à présenter ses observations.

Le projet de budget, accompagné d'un rapport explicatif du directeur et des observations du préfet, est ensuite voté par le syndicat et transmis à la préfecture.

58. Si le préfet constate qu'on a omis d'inscrire au budget un crédit à l'effet de pourvoir à l'acquittement des dettes exigibles, ainsi qu'aux dépenses nécessaires pour empêcher la destruction des ouvrages et pour prévenir les conséquences nuisibles à l'intérêt public que pourrait avoir l'interruption ou le défaut d'entretien des travaux, il peut, après mise en demeure, inscrire d'office au budget le crédit nécessaire pour faire face à ces dépenses.

Il a le même droit s'il estime que les crédits inscrits pour les dépenses ci-dessus spécifiées sont insuffisants.

SECTION VII. — *Recouvrement des taxes. — Comptabilité.*

59. Les fonctions de receveur de l'association sont confiées soit à

Le receveur spécial désigné par le syndicat et agréé par le préfet, à un percepteur des contributions directes de l'une des communes de la situation des lieux, nommé par le préfet, sur la proposition du syndicat, le trésorier-payeur général entendu.

S'il y a un receveur spécial, le montant de son cautionnement et la quotité de ses émoluments sont déterminés par le préfet, sur la proposition du syndicat.

Si le receveur est percepteur des contributions directes, son cautionnement et ses émoluments ne peuvent être fixés qu'avec l'assentiment du trésorier-payeur général et, en cas de désaccord, par le ministre des finances.

60. Le receveur est chargé seul et sous sa responsabilité de pourvoir à la rentrée des revenus et des taxes de l'association ainsi que toutes les sommes qui lui seraient dues.

61. Les rôles sont préparés par le receveur, d'après les états de répartition établis conformément aux dispositions des articles 41 et 42 ci-dessus.

Ils sont arrêtés par le syndicat, rendus exécutoires par le préfet et publiés dans les formes prescrites pour les contributions directes.

Si le syndicat refuse de faire procéder à la confection des rôles, il est pourvu par un agent spécial désigné par le préfet.

Le préfet peut, dans le cas où il a pris un arrêté d'inscription d'office et si le syndicat ne tient pas compte de cette décision dans les rôles dressés par lui, modifier le montant des taxes de façon à assurer, en tenant compte des états de répartition précités, le paiement total de toutes les dépenses inscrites au budget.

62. Les taxes portées aux rôles sont payables en une seule fois, sauf décision contraire du préfet.

Cette décision est publiée en même temps que les rôles et fixe les époques auxquelles les paiements doivent avoir lieu.

63. Les règles établies pour les maires et les receveurs des communes, en ce qui concerne l'ordonnancement et l'acquittement des dépenses ainsi que la gestion, la présentation et l'examen des comptes, sont applicables aux directeurs et aux agents comptables des associations syndicales.

Toutefois ces règles pourront être simplifiées par des instructions ministérielles concertées entre le ministre compétent et le ministre des finances.

Les agents comptables sont, pour l'exercice des attributions définies au paragraphe 1^{er} du présent article, soumis aux conditions de surveillance et de responsabilité imposées aux comptables communaux.

64. Chaque année, avant le vote du budget, le directeur soumet à l'approbation du syndicat le compte de l'exercice clos.

Une copie du compte ainsi approuvé est transmise au préfet.

65. Le directeur ou l'agent prévu à l'article 56 peuvent seuls délivrer des mandats. En cas de refus d'ordonnancer une dépense régulièrement inscrite et liquide, il est statué par le préfet, en conseil de préfecture.

Dans ce cas, l'arrêté du préfet tient lieu de mandat.

66. Les comptes annuels du receveur sont, après vérification par le receveur des finances, soumis au syndicat qui les arrête, sauf règlement définitif par le conseil de préfecture ou la Cour des comptes.

Une copie conforme du compte d'administration du directeur, prouvée par le syndicat, est transmise par le comptable à la juridiction compétente, comme élément de contrôle de sa gestion.

CHAPITRE III.

RETRAIT D'AUTORISATION. — MODIFICATION DES STATUTS. — DISSOLUTION.

67. Le retrait d'autorisation prévu par l'article 25 de la loi pourra être prononcé qu'un mois après la mise en demeure faite au préfet à l'association d'avoir à entreprendre les travaux en vue desquels elle a été autorisée.

68. Les propositions portant modification de l'acte social et du périmètre de l'association peuvent être faites par le préfet, par le syndicat ou par le quart au moins des associés.

Elles sont soumises à l'assemblée générale.

Dans le cas où la majorité des membres composant cette assemblée décide qu'il y a lieu d'y donner suite, le préfet accomplit les formalités d'enquête exigées lors de la constitution de l'association. Il convoque ensuite en assemblée générale, dans les conditions des articles 8 et 9 du présent règlement, tous les associés et, en cas d'extension du périmètre, les personnes dont les propriétés doivent être comprises dans le nouveau périmètre.

Il est dressé de cette réunion, dans les formes prescrites par le paragraphe 3 de l'article 11 de la loi, un procès-verbal qui est transmis au préfet.

Lorsqu'il s'agit d'une extension de périmètre, il n'est procédé aux formalités énumérées aux deux paragraphes précédents que si la majorité des propriétaires à agréger s'est prononcée après réunion de l'assemblée générale, sur convocation individuelle, en faveur de l'extension projetée. Cette assemblée est présidée par une personne désignée par le préfet, sans être tenu de la choisir parmi ses membres.

69. Lorsque la proposition de modification obtient, suivant les cas, une des majorités prescrites par l'article 12 de la loi, elle est, s'il y a lieu, autorisée par arrêté préfectoral pris et publié conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article précité.

Toute modification comportant extension du périmètre ne peut, dans les cas prévus aux numéros 7, 8, 9 et 10 de l'article 1^{er} de la loi, être autorisée qu'autant qu'un nouveau décret en Conseil d'Etat aura reconnu les travaux d'utilité publique.

70. Il n'est pas procédé aux formalités qui précèdent lorsqu'il s'agit d'agrégation volontaire et, conformément aux prévisions des statuts, de nouveaux adhérents à une association déjà existante.

71. La dissolution d'une association syndicale, après avoir été votée par l'assemblée générale ordinaire, ne peut être prononcée que par une délibération de l'assemblée générale de tous les associés, prise conformément aux dispositions des articles 11 et 12 de la loi.

La dissolution ne produit ses effets qu'après l'accomplissement par l'association des conditions imposées, s'il y a lieu, par le préfet, en vue de l'acquittement des dettes ou dans l'intérêt de la sécurité publique.

72. L'exécution de ces conditions est assurée par le syndicat ou, s'il n'y a pas de syndicat, par un agent spécial désigné à cet effet par le préfet.

Les rôles destinés à assurer le recouvrement des taxes mises à la charge des associés après liquidation pour désintéresser tous les anciens ou payer les travaux exécutés en vertu des dispositions précitées sont dressés et rendus exécutoires ainsi qu'il est dit à l'article 61 du présent règlement.

Après, postérieurement à la décision de l'administration, l'existence des créanciers omis lors de la dissolution vient à être établie, il sera procédé à leur égard comme il est spécifié plus haut par un agent chargé de poursuivre sur les anciens associés le recouvrement des sommes reconnues nécessaires.

La répartition de l'actif qui pourrait être constaté après la liquidation définitive ne peut être faite qu'avec l'approbation du préfet.

TITRE IV.

APPLICATION DES LOIS DES 16 SEPTEMBRE 1807 ET 14 FLORÉAL AN XI.

73. Le défaut de formation d'association syndicale autorisée, prévu à l'article 26 de la loi, résulte de l'impossibilité de réunir à l'assemblée générale, tenue en conformité des dispositions de l'article 12 de la loi, les conditions de majorité exigées par cet article.

TITRE V.

DISPOSITIONS DIVERSES.

74. Les associations déjà créées en vertu de la loi du 21 juin 1865 et celle du 22 décembre 1888 seront soumises au présent règlement, tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions de leurs actes constitutifs.

75. Le décret du 17 novembre 1865, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 21 juin 1865, est demeuré abrogé.

76. Les ministres de l'intérieur, des travaux publics, de l'agricul-

ture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 9 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.



Certifié conforme :

Paris, le 5 Juin 1894.

Le Garde des Sceaux ; Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1621.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27859. — *Loi qui approuve le Traité conclu, le 3 octobre 1893, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi de Siam.*

Du 2 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter le traité conclu, le 3 octobre 1893, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi de Siam.

Une copie authentique de cet acte sera annexée à la présente loi ⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Février 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

⁽¹⁾ Le texte du traité sera publié après l'échange des ratifications.

N° 27860. — *DÉCRET qui promulgue le Traité conclu à Bangkok, le 3 octobre 1893, entre la France et le Siam.*

Du 5 février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 11 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant adopté le traité conclu à Bangkok, le 3 octobre 1893, entre la France et le Siam, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 3 février 1894, ledit traité dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

M. le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Siam, voulant mettre un terme aux contestations survenues, de ces derniers temps, entre les deux États et consolider les relations d'amitié qui existent depuis des siècles entre la France et le Siam, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

M. le Président de la République française, *M. Charles-Marie Le Gall de Vilers*, grand officier de la Légion d'honneur et de l'Éléphant blanc, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, député,

Et Sa Majesté le Roi de Siam, Son Altesse Royale le prince *D. Wang Voraprakar*, chevalier de l'ordre de Maha Chakratri, grand officier de la Légion d'honneur, etc., ministre des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et avoir reconnu en due et bonne forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Le Gouvernement siamois renonce à toute prétention sur l'ensemble des territoires de la rive gauche du Mékong et sur les bords du fleuve.

2. Le Gouvernement siamois s'interdit d'entretenir ou de faire circuler des embarcations ou des bâtiments armés sur les eaux du Grand-Lac, du Mékong et de leurs affluents situés dans les limites visées à l'article suivant.

3. Le Gouvernement siamois ne construira aucun poste fortifié ou établissement militaire dans les provinces de Battambang et de

Siam-Reap et dans un rayon de 25 kilomètres sur la rive droite de Mékong.

4. Dans les zones visées par l'article 3, la police sera exercée, selon l'usage, par les autorités locales avec les contingents strictement nécessaires. Il n'y sera entretenu aucune force armée régulière ou irrégulière.

5. Le Gouvernement siamois s'engage à ouvrir dans un délai de six mois des négociations avec le Gouvernement français, en vue du règlement du régime douanier et commercial des territoires visés à l'article 3, et de la révision du traité de 1856. Jusqu'à la conclusion de cet accord, il ne sera pas établi de droits de douane dans la zone visée à l'article 3. La réciprocité continuera à être accordée par le Gouvernement français aux produits de ladite zone.

6. Le développement de la navigation du Mékong pouvant rendre nécessaires sur la rive droite certains travaux ou l'établissement de relais de battellerie et de dépôts de bois et de charbon, le Gouvernement siamois s'engage à donner, sur la demande du Gouvernement français, toutes les facilités nécessaires à cet effet.

7. Les citoyens, sujets ou ressortissants français pourront librement circuler et commercer dans les territoires visés à l'article 3, munis d'une passe délivrée par les autorités françaises. La réciprocité sera accordée aux habitants desdites zones.

8. Le Gouvernement français se réserve d'établir des consuls où il le jugera convenable dans l'intérêt de ses ressortissants, et notamment à Korat et à Muang Van.

9. En cas de difficultés d'interprétation, le texte français fera seule foi.

10. Le présent traité devra être ratifié dans un délai de quatre mois à partir du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs susnommés ont signé le présent traité en duplicata et y ont apposé leurs cachets.

Fait au palais de Vallabha, à Bangkok, le 3 octobre 1893.

Signé : LE MYRE DE VILERS.

Signé : DEYAWONGSE VAROPRAKAR.

ANNEXE.

Les Plénipotentiaires ont arrêté dans la présente Convention les différentes mesures et les dispositions qu'entraîne l'exécution du traité de paix signé en ce jour et de l'ultimatum accepté le 5 août dernier.

ART. 1^{er}. Les derniers postes militaires siamois de la rive gauche

du Mékong devront être évacués dans le délai maximum d'un mois à partir du 5 septembre.

2. Toutes les fortifications de la zone visée à l'article 3 du traité en date de ce jour devront être rasées.

3. Les auteurs des attentats de Tong-Xieng-Kham et de Kamme seront jugés par les autorités siamoises ; un représentant de la France assistera au jugement et veillera à l'exécution des peines prononcées. Le Gouvernement français se réserve le droit d'apprécier si les condamnations sont suffisantes, et, le cas échéant, de réclamer un nouveau jugement devant un tribunal mixte dont il fixera la composition.

4. Le Gouvernement siamois devra remettre à la disposition du ministre de France à Bangkok ou aux autorités françaises de la frontière tous les sujets français, annamites, laotiens de la rive gauche et les Cambodgiens détenus à un titre quelconque. Il ne mettra aucun obstacle au retour sur la rive gauche des anciens habitants de cette région.

5. Le Bam Bien de Tong-Xieng-Kham et sa suite seront amenés par un délégué du ministre des affaires étrangères à la légation de France, ainsi que les armes et le pavillon français saisis par les autorités siamoises.

6. Le Gouvernement français continuera à occuper Chantaburi jusqu'à l'exécution des stipulations de la présente Convention, notamment jusqu'à complète évacuation et pacification tant de la rive gauche que des zones visées à l'article 3 du traité en date de ce jour.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait double au palais de Vallabha, à Bangkok, le 3 octobre 1894.

Signé : LE MYRE DE VILERS.

Signé : DEVAWONGSE VAROPRAKAR.

ART. 2.

Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Février 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé : CASIMIR-PERIER.

27861. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1889.

Du 6 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de la comptabilité publique ;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être payées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1889 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1889, un crédit supplémentaire de deux francs (2'), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PETRAL.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGEN.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1889, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

numéro du chapitre.	SERVICE.	MONTANT de la créance.
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	2 ^f

ARRÊTÉ le présent état à la somme de deux francs.

Paris, le 28 novembre 1893.

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : VIGER.

N° 27862. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1890.

Du 18 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1890;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1890 et que leur montant n'exède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1890, un crédit supplémentaire de six cent neuf francs (609^f), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture.

Signé : A. BERNARD.

Signé : VIDER.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1890, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres,	SERVICES.	MONTANT des restes.
2 46	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale. Amélioration des forêts domaniales	9 ⁴ 607
	TOTAL.....	609

ARRÊTÉ le présent état à la somme de six cent neuf francs.

Paris, le 29 novembre 1893.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIDER.

N° 27863. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 18 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le bud-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

get de l'exercice 1892 et que leur montant n'excède pas les restants de ce dit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit supplémentaire de cinq mille quatre cent soixante sept francs trente-neuf centimes (5,467^f 39), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 139 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : VIGER.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des créances.
3	Matériel et dépenses diverses, etc.	3 ^f 00 ^c
11	Primes à la culture du lin et du chanvre.	5,35 ^f 15 ^c
26	Frais de conduite, frais de monte.	4 ^f 05 ^c
44	Indemnités et secours au personnel des forêts.	30 ^f 12 ^c
48	Restauration et conservation des terrains en montagne.	11 ^f 00 ^c
50	Aménagements et exploitations.	1 ^f 90 ^c
53	Droits d'usage, matériel, etc.	5 ^f 77 ^c
TOTAL.....		30 ^f 99 ^c

ARRÊTÉ le présent état à la somme de cinq mille quatre cent trente-neuf centimes.

Paris, le 29 novembre 1893.

Le Ministre de l'agri.

Signé : VIGER.

N° 27864. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1891.

Du 21 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1891 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891 ; un crédit supplémentaire de six cent quatre francs huit centimes (604^{fr} 08), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Le 21 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGEN.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1894, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des créances.
2	Matériel et dépenses diverses, etc..	2 ⁰⁰
47	Restauration et conservation des terrains en montagne.. . . .	280 88
49	Aménagements et exploitations.. . . .	291 00
52	Droits d'usage, matériel, etc..	30 20
	TOTAL.. . . .	604 08

ARRÊTÉ le présent état à la somme de six cent quatre francs huit centimes.
Paris, le 29 novembre 1893.

Le Ministre de l'Agriculture,
Signé : VIGER.

N° 27865. — *DÉCRET qui octroie au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de l'École pratique d'agriculture d'Écully (Rhône).*

Du 29 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1863 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de vingt mille francs pour entretien de l'école d'agriculture d'Écully (Rhône);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1893, un crédit de vingt mille francs (20,000') applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie, chapitre VIII : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

Ce crédit sera affecté à l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Écully.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Rhône.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGIER.

N° 27866. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux dans la forêt domaniale de Chabet-el-Ouart.

Du 29 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1893 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1892⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trois mille cent trente-neuf francs trente-deux centimes pour travaux dans la forêt domaniale de Chabet-el-Ouart;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de trois mille cent trente-neuf francs trente-deux centimes (3,139^f 32), applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie. (*Service de l'Algérie*), chapitre XIV : *Travaux en Algérie*.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 2045, n° 10527.

Ce crédit sera affecté aux travaux imposés dans la forêt de Chabel-el-Ouart.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la banque de l'Algérie.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 27867. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Riverenert, lieu dit « Las Cabesses » (Ariège).

Du 8 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 11 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. Gætz, directeur des mines de manganèse de Las Cabesses, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Riverenert (Ariège);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de l'Ariège;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Gætz, directeur des mines de manganèse de Las Cabesses, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Riverenert, lieu dit « Las Cabesses » (Ariège), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le demandeur, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre de distance du soubassement du bâtiment et son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre du pied du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Les orifices et accès des puits de mine n° 1 et 3 seront fermés.

7. Un logement de gardien protégé contre une explosion par une levée en terre, à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

L'origine de la descenderie n° 3 devra être protégée dans les mêmes conditions.

8. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

9. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à trois cents kilogrammes.

10. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de la distribution de la dynamite,

Ce gardien sera installé en permanence dans le logement affecté à cet usage. Il sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Un chien de garde sera, nuit et jour, enfermé dans l'enceinte.

Une communication électrique sera établie entre la porte intérieure du dépôt et le local où le gardien devra se tenir en permanence, dans des conditions telles que la moindre ouverture de la porte ou même la simple rupture des fils fera fonctionner un avertisseur placé dans le local.

Une consigne, affichée dans ce même local, fixera au gardien les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité de chaque dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat ;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées ;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, rigoureusement vérifié.

11. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

12. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

13. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

14. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

15. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

16. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres et incommodes.

17. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^l MERCIER.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27868. — DÉCRET qui supprime le Dépôt de dynamite établi sur le territoire de la commune de Chennevières-sur-Marne (Seine-et-Oise).

De 8 janvier 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies
de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu le décret du 24 août 1875⁽¹⁾ sur la poudre dynamite;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1889, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉRO du chapitre.	SERVICE.	MONTANT de la créance.
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	2 ¹

ARRÊTÉ le présent état à la somme de deux francs.

Paris, le 28 novembre 1893.

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : VIGER.

N° 27862. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1890.

Du 18 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1890;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1890 et que leur montant n'exède pas des restes à crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1890, un crédit supplémentaire de six cent neuf francs (609^f), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27864. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1891.*

Du 21 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

~~Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1891 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,~~

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de six cent quatre francs huit centimes (604^{fr} 08), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGEN.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

get de l'exercice 1892 et que leur montant n'excède pas les restants de ce dit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÊTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit supplémentaire de cinq mille quatre cent soixante-sept francs trente-neuf centimes (5,467³⁹), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 1^{er} du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le paiement des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGAR.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés au compte définitif de l'exercice 1892, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des créances.
2	Matériel et dépenses diverses, etc.	1 ⁵⁰
11	Primes à la culture du lin et du chanvre.	5,359
26	Frais de conduite, frais de monte.	4
44	Indemnités et secours au personnel des forêts.	20
48	Restauration et conservation des terrains en montagne.	20
50	Aménagements et exploitations.	1
53	Droits d'usage, matériel, etc.	59
	TOTAL	5,467³⁹

ARRÊTE le présent état à la somme de cinq mille quatre cent soixante-sept francs trente-neuf centimes.

Paris, le 29 novembre 1893.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGAR.

1893, un crédit de vingt mille francs (20,000^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie, chapitre VIII : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

Ce crédit sera affecté à l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Écully.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Rhône.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 27866. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux dans la forêt domaniale de Chabot-el-Ouart.

DU 29 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du Budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trois mille cent trente-neuf francs trente-deux centimes pour travaux dans la forêt domaniale de Chabot-el-Ouart;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de trois mille cent trente-neuf francs trente-deux centimes (3,139^f 32), applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie (*Service de l'Algérie*), chapitre XIV : *Travaux en Algérie.*

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 2045, n° 10527.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés au compte définitif de l'exercice 1894, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des créances.
2	Matériel et dépenses diverses, etc..	210
47	Restauration et conservation des terrains en montagne.	250
49	Aménagements et exploitations.	291
52	Droits d'usage, matériel, etc.	30
	TOTAL.....	681

ARRÊTÉ le présent état à la somme de six cent quatre francs huit centimes.
Paris, le 29 novembre 1893.

Le Ministre de l'agriculture,
Signé : VIGEA.

N° 27865. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de l'École pratique d'agriculture d'Écully (Rhône).

Du 29 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1863 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de vingt francs pour entretien de l'école d'agriculture d'Écully (Rhône);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1893, un crédit de vingt mille francs (20,000^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie, chapitre VIII : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

Ce crédit sera affecté à l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Alger.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Rhône.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

27866. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux dans la forêt domaniale de Chabet-el-Ouart.

DU 29 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trois mille cent trente-neuf francs trente-deux centimes pour travaux dans la forêt domaniale de Chabet-el-Ouart;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de trois mille cent trente-neuf francs trente-deux centimes (3,139^f 32), applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie (Service de l'Algérie), chapitre XIV : *Travaux en Algérie.*

Ce crédit sera affecté aux travaux imposés dans la forêt de Châtel-Ouart.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret, moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, la banque de l'Algérie.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,
Signé : VIGER.

N° 27867. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Riverenert, lieu dit « Las Cabesses » (Ariège)*

Du 8 Janvier 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 11 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. Gatz, directeur des mines de manganèse de Las Cabesses, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite première catégorie sur le territoire de la commune de Riverenert (Ariège);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de l'Ariège;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. M. Gatz, directeur des mines de manganèse de Las Cabesses, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Riverenert, lieu dit « Las Cabesses » (Ariège), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le demandeur, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant sur le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront couvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura à pied à un mètre de distance du soubassement du bâtiment et au sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faîte de l'édifice. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre à pied du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès qui y sera ménagée avec une hauteur minimum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide munie d'une bonne serrure.

6. Les orifices et accès des puits de mine n° 1 et 3 seront fermés.

7. Un logement de gardien protégé contre une explosion par une levée en terre, à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

L'origine de la descenderie n° 3 devra être protégée dans les mêmes conditions.

8. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

9. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à trois cents kilogrammes.

10. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de char-
Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être
ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement
les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les
pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du
dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du
pôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécial
chargé de la garde et de la distribution de la dynamite.

Ce gardien sera installé en permanence dans le logement affecté
cet usage. Il sera muni des armes et munitions nécessaires pour
pousser une attaque. Un chien de garde sera, nuit et jour, enfermé
dans l'enceinte.

Une communication électrique sera établie entre la porte in-
térieure du dépôt et le local où le gardien devra se tenir en per-
manence, dans des conditions telles que la moindre ouverture de
porte ou même la simple rupture des fils fera fonctionner un a-
vertisseur placé dans le local.

Une consigne, affichée dans ce même local, fixera au gardien
mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent
présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité de chaque dépôt, des
approvisionnements d'eau et de sable ou tout autre moyen propre
à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute ré-
quisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration
des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet,
elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel
elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immé-
diat ;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées ;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, ri-
goureusement vérifié.

11. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'ex-
ploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les
conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la
poudre dynamite.

12. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de
cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à
faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifica-
tions; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les
balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.
13. L'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.
14. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la publication de l'autorisation.
15. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire les autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.
16. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres et incommodes.
17. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} MERCIER.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

17868. — DÉCRET qui supprime le Dépôt de dynamite établi sur le territoire de la commune de Chennevières-sur-Marne (Seine-et-Oise).

De 8 janvier 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies
de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu le décret du 24 août 1875⁽¹⁾ sur la poudre dynamite;

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 269, n° 4517.

Vu le décret en date du 3 mai 1888 ⁽¹⁾, autorisant M. Quéhan, entrepreneur de travaux publics à Saint-Mandé, à établir un dépôt de dynamite deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Chennevières-sur-Marne (Seine-et-Oise);

Vu les décrets des 15 octobre 1810 ⁽²⁾ et 3 mai 1886 ⁽³⁾ sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu l'avis du préfet de Seine-et-Oise;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Considérant que, le dépôt de dynamite de Chennevières-sur-Marne ayant cessé de fonctionner, il y a lieu d'en régulariser la suppression,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret susvisé du 3 mai 1888 est et demeure rapporté.

2. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} MERCIER.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27869. — DÉCRET qui constitue en Entrepôt réel des douanes la salle Wagram affectée à l'Exposition internationale de Vélocipédie.

Du 19 Janvier 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 23 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu les articles 4 et 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La salle Wagram, avenue de Wagram, à Paris, affectée

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1172, n° 19384.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1021, n° 16809.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 323, n° 6059.

Exposition internationale de vélocipédie, est constituée en entrepôt des douanes.

Les objets envoyés de l'étranger à cette Exposition seront expédiés directement sur les locaux de l'Exposition, sous le régime du transit international ou du transit ordinaire par tous les bureaux ouverts à ces transits.

Les expéditions auront lieu sans visite à la frontière.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

1890. — DÉCRET qui ouvre le Bureau des Douanes d'Armentières (Nord) à l'Importation et au Transit de la Librairie.

Du 24 Janvier 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 26 janvier 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et après l'avis conforme des ministres des finances et de l'intérieur;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Vu l'article 8 de la loi du 6 mai 1841;

Vu l'ordonnance du 13 décembre 1842 ⁽¹⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes d'Armentières (Nord) est ouvert à l'importation et au transit de la librairie.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie et des colonies,

Signé : J. MARTY.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 966, n° 10419.

N° 27871. — DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir en 1894, attribuée à la Ville et à la Chambre de commerce de Paris.

Du 26 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu la loi du 27 janvier 1886, qui a autorisé, à partir du 1^{er} janvier 1886, sur certaines classes de patentes de la ville de Paris, une imposition extraordinaire de deux centimes et demi par franc, au maximum, additionnelle à la contribution des patentes, en vue, tant de la création d'une bourse de commerce que du développement de l'enseignement professionnel des écoles commerciales de la chambre de commerce;

Vu notamment l'article 2, paragraphe 3, de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes ou fractions de centime à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce »;

Vu la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, modifiée par les lois ultérieures;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu à Paris, en 1894, sur les patentables des premières classes du tableau A et sur ceux qui sont désignés, dans les tableaux B et C, comme passibles d'un droit fixe égal ou supérieur à celui des dites classes, une imposition extraordinaire de deux centimes et demi (0⁰025) par franc, additionnelle au principal de la contribution des patentes, dont le produit sera attribué à la ville de Paris et à la chambre de commerce de Paris, dans les conditions déterminées par le paragraphe 4 de l'article 2 de la loi du 27 janvier 1886.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

1893. — **DÉCRET** qui autorise la Chambre de commerce du Havre à contracter un Emprunt destiné à l'établissement d'une Ecole supérieure de commerce.

Du 16 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 30 janvier 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
la délibération de la chambre de commerce du Havre en date du 22 novembre 1893, relative au projet d'acquisition d'un terrain et à la construction d'un immeuble destiné à l'installation de l'école supérieure de commerce de cette ville;

la promesse de vente consentie, le 1^{er} décembre 1893, au nom de Marie-Pauline-Eugénie de Martin du Tyrac de Marcellus;

l'avis du ministre des travaux publics, en date du 6 janvier 1894;

l'avis du ministre des finances, en date du 15 janvier 1894;

les plans et devis;

l'avis du préfet de la Seine-Inférieure en date du 11 janvier 1894, ensemble les autres pièces de l'instruction;

le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

la section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes du Conseil d'État entendue,

DÉCRETE :

Art. 1^{er}. Est ratifiée l'acquisition, faite par la chambre de commerce du Havre, d'un immeuble appartenant à M^{me} de Martin du Tyrac de Marcellus et situé au Havre, place des Écoles, n° 5, tel qu'il est désigné au plan ci-joint; ladite acquisition faite au prix de cent-dix-huit mille cinq cents francs (18,500^f), aux clauses et conditions contenues dans la promesse de vente ci-dessus visée du 1^{er} décembre 1893.

La chambre de commerce du Havre est autorisée à emprunter, au taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs pour cent (4 p. 0/0) une somme de cent quatre-vingt-huit mille quatre cent cinquante francs (188,450^f), pour subvenir aux frais d'acquisition de l'immeuble et aux travaux d'appropriation nécessaires pour l'installation de l'école supérieure de commerce.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, soit faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de trente années.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27873. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.*

Du 29 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département commerce, de l'industrie et des colonies, première section (*Commerce et industrie*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 28 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de cet article, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que le montant n'exécède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de l'exercice;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, première section (*Commerce et industrie*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892, un crédit de trente-deux mille quatre cent trente-trois francs quarante-quatre centimes (32,433⁴⁴).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus visées sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, sur le budget ordinaire.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 2 mai 1834.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : J. MARTY.

des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892, qui doivent faire l'objet d'un crédit additionnel.

N°	NOMINÉ des chapitres.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉDITS		
				par article.	par chapitre.	par exercice.
20		Commerce extérieur, expertises, valeurs de douanes.	Remboursement de frais d'achat d'échantillons.....	70'85°	70'85°	
23		Subvention à la marine marchande...	Primes de construction.....	3,131 64	3,378 21	3,449'06°
			Primes de navigation.....	246 57		
3		Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	Fourniture de bureau.....	33 50	33 50	
25		Encouragements aux pêches maritimes.	Primes d'expédition de rogues.....	89 20	139 20	28,984 38
			Primes d'armement.....	50 00		
26		Subvention à la marine marchande...	Primes de construction.....	24,727 46	28,811 68	
			Primes de navigation.....	4,084 22		
TOTAL.....						32,433 44

ARRÊTÉ le présent état à la somme de trente-deux mille quatre cent trente-trois quarante-quatre centimes.

Paris, le 29 janvier 1894.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27874. — **DÉCRET qui ouvre le Bureau de Douanes de Mortagne (Nord) au Transit des Marchandises non prohibées.**

Du 31 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 1 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu la loi du 9 février 1832;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, qui confère au gouverneur le droit de déterminer les bureaux de douane qui seront ouverts au transit de certaines marchandises,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le bureau de douane de Mortagne (Nord) est ouvert au transit des marchandises non prohibées.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27875. — **DÉCRET qui crée un Conseil de Prud'hommes à la Rochelle (Charente-Inférieure).**

Du 7 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 10 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu la délibération de la chambre de commerce de la Rochelle, en date du 20 février 1893;

Vu la délibération du conseil municipal de la Rochelle, en date du 28 juillet 1893;

Vu la lettre du préfet de la Charente-Inférieure, en date 1^{er} août 1893;

N° 27877. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune d'Auxelles-Bas (Territoire de Belfort).*

Du 12 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 15 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée, par l'ingénieur-directeur de la société anonyme des mines de Giromagny, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Auxelles-Bas;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis de l'administrateur du Territoire de Belfort;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme des mines de Giromagny est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Auxelles-Bas (Territoire de Belfort), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par l'ingénieur-directeur de la société, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible, et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 739, n° 12552.

au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : ANTONIN DUBOST.

Signé : J. MARTY.

N° 27876. — *DÉCRET qui porte de neuf à douze le nombre des Membres
de la Chambre de commerce de Lorient (Morbihan).*

Du 12 Février 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu le décret du 30 septembre 1807, qui a établi une chambre de commerce à Lorient (Morbihan);

Vu la demande par laquelle la chambre de commerce de Lorient sollicite l'augmentation du nombre de ses membres;

Vu l'avis du préfet du Morbihan, en date du 13 décembre 1893, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu l'article 6 du décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de la chambre de commerce de Lorient (Morbihan) est porté de neuf à douze.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 Février 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies.*

Signé : J. MARTY.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 442, n° 3239.

N° 27877. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune d'Auxelles-Bas (Territoire de Belfort).

Du 12 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 15 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par l'ingénieur-directeur de la société anonyme des mines de Giromagny, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Auxelles-

Bas;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle a été procédé;

Vu l'avis de l'administrateur du Territoire de Belfort;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme des mines de Giromagny est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Auxelles-Bas (Territoire de Belfort), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par l'ingénieur-directeur de la société, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible, et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 739, n° 12552.

les terres débarrassées de pierres, et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, sera son pied à un mètre de distance du soubassement du bâtiment, son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite du bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera, à toute époque, une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès au dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur de maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre du pied du talus extérieur; la partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès, qui y sera ménagée avec une largeur maximum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure. Ce mur sera établi dans des conditions telles qu'il soit protégé par la levée en terre contre les projections directes du dépôt.

6. A moins que la surveillance exercée par le personnel en service sur le carreau de la mine ne soit reconnu absolument efficace, un logement de gardien protégé contre une explosion par une levée en terre, à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux auront été vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avant cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à mille kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choie. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

En cas d'insuffisance de la surveillance exercée par le personnel

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 présentent, aux chapitres divers sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de sept mille quatre-vingt-sept francs quatre-vingt-dix-huit centimes (7,087⁹⁸), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890	chapitre IV.....	20 ⁸³
	chapitre LIII.....	121 00
Exercice 1891, chapitre I.....		121 00
Exercice 1892	chapitre IV.....	150 00
	chapitre XLVIII.....	6,529 40
	chapitre LI.....	145 75
ENSEMBLE.....		<u>7,087 98</u>

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. La société permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la poudre dynamique ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} MERCIER.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27878. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des crédits à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 14 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Série de l'instruction publique*), pour les exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10537.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé : E. SPULLER.

N° 27880. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La juridiction du commissaire central de police de Saint-Quentin (Aisne) est étendue à toutes les communes du canton.

La juridiction du commissaire spécial de police de la Palisse (Allier) est étendue à toutes les communes du canton.

La juridiction du commissaire de police de Mehun (Cher) est étendue à toutes les communes du canton.

La juridiction du commissaire de police de Vierzon (Cher) est étendue à toutes les communes du canton.

La juridiction du commissaire de police de Castres (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton.

La juridiction du commissaire de police de Mazamet (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton.

La juridiction du commissaire de police de Lavaur (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton.

La juridiction du commissaire de police de Graulhet (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton.

La juridiction du commissaire de police de Gaillac (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton. (*Paris, 22 Janvier 1894.*)

N° 27881. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Esclobas (Léon-François)*, né le 10 mars 1875, à Paris, y demeurant, mineur sous la tutelle de sa mère, M^{me} *Esclobas (Fanny-Félicité)*, demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom celui de *Maugé*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Esclobas-Maugé*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 1^{re} Mai 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Juin 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1622*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27882. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Crozon (Finistère).*

Du 23 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à dater du 1^{er} avril 1894 jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la perception, à l'octroi de Crozon (Finistère), d'une surtaxe de douze francs (12^f) par hectolitre d'alcool contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement d'un emprunt de quarante mille francs à contracter pour l'exécution de divers travaux communaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, le préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en

* Voyez un Erratum à la fin de ce numéro.

recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27883. — *Loi qui rétablit une Surtaxe à l'Octroi de Dirinon (Finistère).*

Du 23 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la perception à l'octroi de Dirinon (Finistère), d'une surtaxe de dix francs (10^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits, l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi au titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent est exclusivement affecté au paiement des dépenses extraordinaires autorisées par le conseil municipal dans ses séances des 5 février et 23 mars 1893.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27884. — Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Grandcamp (Calvados).

Du 23 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

Art. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, prorogation de la surtaxe de quatorze francs (14^{fr}) par hectolitre alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Grandcamp (Calvados).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent est exclusivement destiné au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 18 décembre 1892.

L'administration communale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27885. — Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Guipavas (Finistère).

Du 23 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

Art. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, prorogation de la surtaxe de treize francs (13^{fr}) par hectolitre d'al-

cool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Guipavas (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi en titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement d'un emprunt contracté par la caisse des écoles en 1882, ainsi qu'au paiement de dépenses devant résulter de l'exécution de divers travaux communaux, conformément aux délibérations des 13 juin et 21 septembre 1893.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27886. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi d'Irvillac (Finistère).*

Du 23 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à dater du 1^{er} avril 1894 jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la perception, à l'octroi d'Irvillac (Finistère), d'une surtaxe de dix francs (10^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs perçu en titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement des emprunts contractés par la commune ainsi qu'au paiement des dépenses devant résulter de l'exécution de divers travaux communaux, conformément à la délibération du conseil municipal en date du 20 février 1893.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année

Le préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

17887. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées).*

Du 23 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

Art. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation, à l'octroi de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), des taxes ci-après :

1^{re} Deux francs trente-six centimes (2^{fr} 36) par hectolitre de vin ;
2^e Six francs (6^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre centimes et six francs perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est spécialement affecté à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de ces surtaxes dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27888. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Salins (Jura).*

Du 23 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement la prorogation, à l'octroi de Salins (Jura), de la surtaxe actuelle quatre francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article 1^{er} est spécialement affecté au service de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, préfet, de l'emploi du produit de cette surtaxe dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27889. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes).*

Du 23 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, du 1^{er} avril 1894 jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la perception, à l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes), de la surtaxe ci-après :

Cinquante-six centimes (0^f 56) par hectolitre de vin.

Cette surtaxe est indépendante du droit de soixante-quatre centimes

par hectolitre établi, à titre de taxe principale, sur la même
raison.

La surtaxe autorisée par l'article 1^{er} est spécialement affectée à
l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au
préfet, de l'emploi du produit de cette surtaxe dont un compte géné-
ral, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration
du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27890. — *Loi qui crée des Surtaxes à l'Octroi de Vitré*
(Ille-et-Vilaine).

Du 23 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente
loi jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la perception, à l'oc-
troi de Vitré (Ille-et-Vilaine), des surtaxes ci-après :

Deux francs (2^f) par hectolitre de vin ;

Vingt-cinq centimes (0^f 25) par hectolitre de cidre, poiré et hydro-
mél ;

Neuf francs (9^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-
de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc soixante-
sept centimes par hectolitre de vin, de quatre-vingts centimes par
hectolitre de cidre et de neuf francs par hectolitre d'alcool pur, perçus
à titre de taxes principales.

Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est
spécialement affecté au remboursement d'un emprunt à contracter
pour l'installation d'une distribution d'eau.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année,
au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en
recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la
présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27891. — *DÉCRET qui prescrit la mise en adjudication de la Concession de l'exploitation de la Forme de radoub du Bassin à flot de Bordeaux (ronde).*

Du 7 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu, avec les rapports à l'appui, le projet de cahier des charges et dressé par les ingénieurs du service maritime du département de la Gironde, pour l'exploitation de la forme de radoub du bassin à flot du port de Bordeaux ;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur ce projet et notamment l'avis du 23 août 1893, du commissaire enquêteur ;

Vu la lettre du préfet de la Gironde, du 11 octobre 1893 ;

Vu la lettre du ministre des finances, du 24 octobre 1893 ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 4 décembre 1893 ;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera procédé à l'adjudication de la concession de l'exploitation de la forme de radoub du bassin à flot du port de Bordeaux (Gironde), aux conditions du cahier des charges ci-annexé.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART. •

CAHIER DES CHARGES.

CHAPITRE I^{er}.

OBJET ET CONDITIONS DE LA CONCESSION.

Objet de la concession

ART. 1^{er}. Le présent cahier des charges s'applique à la concession de la forme de radoub du bassin à flot de Bordeaux.

Cette concession comprend l'exploitation de la forme et des ouvrages qui se rattachent à la forme, tels que attinage, bateaux-portes et leurs agrès, cabestans, appareils d'épuisement, vannes, puisards, bâtiments des machines et cabinets d'aisances, chantier attenant à la forme, magasin en bois, éclairage électrique de la forme.

Durée de la concession.

2. La durée de la concession est fixée à cinq années consécutives, qui commenceront à courir du jour de la notification de l'approbation de l'adjudication. Toutefois cette durée pourra être successivement prolongée, par période de six mois dont le total n'excédera pas quatre, pourvu que l'administration prévienne le concessionnaire trois mois avant l'expiration, ou bien, du délai de cinq ans, prévu ci-dessus, ou bien de chacune des prorogations exigées, par application du présent article. Quelle que soit, d'ailleurs, la durée de l'autorisation, l'exploitation sera toujours faite aux conditions souscrites par le concessionnaire au moment de l'adjudication.

Prix de la concession.

3. Le concessionnaire aura à payer à l'État une redevance annuelle de quinze mille francs (15,000').

Cette redevance sera versée en espèces, par trimestre et d'avance, à la caisse du receveur des domaines à Bordeaux.

L'adjudicataire sera, en outre, tenu de payer, en sus de cette redevance, la contribution foncière et autres charges publiques auxquelles la forme et ses dépendances sont ou pourront être imposées.

Réclamations interdites au concessionnaire.

4. Le concessionnaire ne pourra demander ni résiliation du contrat, ni réduction de prix, ni indemnité d'aucune sorte sous prétexte de chômage de la navigation, de réparation aux appareils d'épuisement, aux bateaux-portes, aux vannes, en un mot aux ouvrages mentionnés à l'article 8 ci-après, ou de tout autre cas de force majeure survenu pendant la durée de la concession, quels que soient les motifs et l'importance de travaux à exécuter.

En particulier, il ne pourra réclamer contre la gêne que lui causerait la présence du chantier de construction de la nouvelle forme sèche projetée, dont la barrière sera d'ailleurs placée à sept mètres (7") au moins du bajoyer ouest de la forme actuelle.

Il ne pourra élever contre l'administration aucune réclamation en raison du trouble ou des interruptions du service qui résulteraient pour les divers engins des mesures d'ordre et de police prises par le service du port.

L'État se réserve le droit d'autoriser la construction et l'exploitation de docks flottants, grils de carénage et autres engins quelconques de réparations de navires de mer ou bateaux fluviaux, sans que le concessionnaire puisse s'y opposer ou prétendre à aucune indemnité de ce chef.

Construction d'un second bateau-porte pour la forme.

5. La prise en charge et l'entretien par l'adjudicataire du second bateau-porte que l'État fait construire pour le service de la forme sont prévus par le présent cahier des charges.

Ce bateau-porte étant à voie charretière, l'entrepreneur devra l'employer exclusivement pour la fermeture de la forme, à moins d'impossibilité qu'il devra faire constater par l'ingénieur. Il devra l'échouer même dans le cas où la forme ne sera pas utilisée.

Lors des essais qui en seront faits au moment de la réception, le concessionnaire devra, s'il en est requis, vider la forme une ou plusieurs fois suivant les indications des ingénieurs. Il lui sera alloué, dans ce cas, une indemnité égale à celle que prévoit l'article 29 ci-après, le temps total du pompage effectif étant calculé en défalquant les arrêts que les ingénieurs croiraient devoir prescrire dans la marche de la vidange.

Visite et réparation des écluses d'entrée du bassin à flot.

6. L'administration se réserve le droit d'utiliser pour la visite des écluses les bateaux-portes de la forme de radoub, toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire, mais en prévenant le concessionnaire, par écrit, au moins quinze jours à l'avance.

Cependant, dans le cas de force majeure, l'ingénieur pourra utiliser sans délai le personnel du concessionnaire et les bateaux-portes qui seront immédiatement à sa disposition quel que soit l'état de la forme. L'ingénieur fera prendre toutes les mesures que les circonstances commanderont et le concessionnaire sera déchargé de toute responsabilité qui serait la conséquence de cette réquisition.

Toutes les manœuvres des bateaux-portes, pour leur mise en place à l'une ou l'autre tête des écluses, seront à la charge du concessionnaire et se feront sous l'entière responsabilité. Dans le cas où il n'exécuterait pas ces manœuvres à l'échéance fixée, il y serait pourvu d'office par l'administration aux frais, risques et pertes du concessionnaire.

Si cette affectation du ou des bateaux-portes entraînait le chômage de la forme, le concessionnaire aurait droit, par jour, sur sa demande, à une indemnité égale aux trois quarts du droit de séjour dans la forme d'un navire du plus faible tonnage. Le nombre de jours étant défini comme à l'article 15 et étant compté entre le moment où les bateaux-portes seront en place et le moment où le concessionnaire devra l'ordre de les enlever.

Mais il ne sera rien dû au concessionnaire si, quand les deux bateaux-portes ont été livrés, l'administration n'en occupe qu'un.

Entretien des ouvrages à la charge de l'État.

7. L'État pourvoira aux frais d'entretien des ouvrages en maçonnerie de toute nature dépendant de la concession, à l'exception des bâtiments ou partie de bâtiments servant à l'exploitation des formes, du pavillon des lieux d'aisances, du mur de clôture de la rue de Gironde et des chaussées et terre-pleins désignés dans le plan ci-joint.

Il pourvoira également à l'entretien de la voie charretière du nouveau bassin à flot.

Toutefois le concessionnaire sera responsable vis-à-vis de l'administration des recours près de qui il appartiendra, de la réparation des dommages causés à ses ouvrages, par le fait des navires, des ouvriers dudit concessionnaire ou de ceux qui auront été employés au radoub des navires et même des équipages des navires admis dans la forme.

L'État assurera d'une manière générale l'entretien des profondeurs de la forme au dessous de la côte du radier de l'entrée de la forme.

Il est d'ailleurs stipulé que le concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, quels que soient les retards ou l'insuffisance dans les travaux d'entretien de sa charge de l'État, notamment si, faute de dragages dans l'avant-port, les écluses ne peuvent fonctionner, le fonctionnement de la forme de radoub est suspendue pendant au moins de quinze jours consécutifs.

Cependant, si la suspension de fonctionnement est de plus de quinze jours consécutifs, le concessionnaire aura droit, pour chaque jour d'interruption au delà du délai, à une indemnité calculée comme il est dit à l'article 9 ci-après. Dans ce cas, les stipulations de ce dernier article concernant la résiliation du marché seront également applicables.

Entretien à la charge du concessionnaire.

8. Le concessionnaire entretiendra constamment en bon état, à ses frais, tous les ouvrages dépendant de la forme et de ses accessoires autres que ceux indiqués dans le plan ci-joint, et notamment l'attinage, les appareils d'éclairage, les bateaux-portes, les vannes et clapets des différents conduits de la forme, les cabestans et leurs fondations, le bâtiment des machines, le magasin pour le matériel, le pavillon des lieux d'aisances et le mur de clôture de la rue de Gironde, les trottoirs, toitures, gouttières et tuyaux de descente du bâtiment et du pavillon attenant, les pavages et terre-pleins qui seront indiqués sur le plan ci-joint.

présent cahier des charges. Les lieux d'aisances devront être accessibles au personnel du navire en forme à toute heure du jour et de la nuit sans restriction; le concessionnaire veillera particulièrement à ce qu'ils ne laissent rien à désirer sous le rapport de la tenue et de la propreté; il supportera les frais de vidange sans pouvoir prétendre à aucune indemnité du fait de leur affectation à tout le personnel du navire. Toutefois le capitaine du navire en forme sera tenu, avant sa sortie, d'en assurer, à ses frais, le nettoyage complet; ils auront dû d'ailleurs lui être remis également propres.

Il devra, aussi fréquemment que ce sera nécessaire, au nettoyage de l'entrée du bâtiment, des enclaves, des buses et des fouillures pour les bateaux-portes et de la mâture et du gouvernail.

Il devra, tous les deux mois au moins, par des jaugeages, que les conduits par lesquels s'écoulent les eaux de filtration du radier ne s'obstruent pas et que le débit des filtrations se maintient entre cinquante et cent litres (50 et 100) par minute. Le résultat de ces jaugeages sera adressé sans délai à l'ingénieur.

Le concessionnaire comprendra les réparations de toute nature et, au besoin, les améliorations que le concessionnaire jugera utile d'apporter aux ouvrages existants.

Il devra peindre une fois l'an au moins, les appareils d'épuisement, les vannes, les portes sur toutes les faces, à l'intérieur et à l'extérieur, les plaques de recouvrement des divers orifices, les garde-corps, les bornes d'amarrage, les cabestans et tous les ouvrages métalliques, tous les deux ans au moins, les combles, les portes et fenêtres et généralement tous les ouvrages en charpente, à l'exception de la concession.

Il devra exécuter le rejointement des façades extérieures du bâtiment des machines, du mur de clôture de la rue de Gironde pendant la quatrième et la dernière année du bail.

Le concessionnaire sera tenu, en outre, de faire procéder la troisième année de bail à une visite générale des bateaux-portes, afin de gratter, de réparer au besoin, de peindre la quille, les étambots et les fourrures, remplacer les paillets, s'il y a lieu, tout à ses frais.

Qu'il y aura deux bateaux-portes en service, les réparations susdites s'effectueront par le passage alternatif dans la forme de chacun des deux bateaux.

Le concessionnaire devra être donné à l'ingénieur de l'exécution de ces différents travaux qu'il puisse faire contrôler que les obligations prescrites de ce chef par le présent cahier des charges sont régulièrement observées; ce contrôle ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur.

Si les divers ouvrages n'étaient pas constamment entretenus en bon état, il y aurait lieu d'office à la diligence de l'administration, à la suite d'une mise en demeure faite par le préfet et restée sans effet.

Le montant des avances faites par le service du port serait remboursé par le concessionnaire au moyen de rôles rendus exécutoires par le Préfet.

Modification éventuelle de la forme.

L'État se réserve la faculté de modifier la forme et les ouvrages accessoires de la forme ainsi qu'il lui paraîtra nécessaire pour une meilleure utilisation; il pourra même allonger la forme.

Un chômage qui pourrait résulter de pareils travaux entraînerait l'allocation pour le jour d'interruption de service d'une indemnité égale aux trois quarts du droit de port dans la forme d'un navire du plus faible tonnage.

Telle que soit la durée de suspension de fonctionnement, le concessionnaire ne pourra obtenir la résiliation de son traité, pourvu qu'il soit prévenu un mois à l'avance de l'interruption de service pouvant être causée par les travaux.

Modification ou augmentation du matériel.

Tout projet de modification ou d'addition aux constructions et au matériel de la forme en concessionnaire devra être soumis à l'approbation préalable du Ministre.

La demande d'autorisation sera appuyée de dessins, d'un devis descriptif et estimatif et de tous les renseignements nécessaires à la parfaite appréciation du travail demandé.

Mise en jouissance.

11. L'adjudicataire ne pourra être mis en possession de la forme et de ses dépendances qu'après avoir justifiée de l'accomplissement des obligations qui lui sont imposées par les articles 3 et 33 du présent cahier des charges.

La mise en jouissance sera constatée par un procès-verbal spécial auquel sera joint un inventaire complet, descriptif et estimatif du bateau-porte, des appareils de levage et d'éclairage, et généralement de tout le matériel remis au concessionnaire. Le bateau-porte qui sera mis ultérieurement à sa disposition sera livré après l'accomplissement des mêmes formalités.

Le procès-verbal sera dressé par l'ingénieur ordinaire des ponts et chaussées du service du port, en présence d'un représentant de l'administration des ponts et de l'ancien ou du nouveau concessionnaire ou eux dûment appelés.

L'inventaire descriptif et estimatif du matériel sera dressé par trois experts désignés par M. le préfet de la Gironde sur la présentation de l'administration, de l'ancien et du nouvel adjudicataire. Pour établir la valeur actuelle du matériel existant au moment de la mise en jouissance du précédent concessionnaire, on appliquera simplement à chaque objet un coefficient d'usure exprimé à tant pour cent de la valeur d'achat ou d'appréciation des experts qui figure (colonne 3) sur le détail estimatif du présent cahier des charges.

Si le montant de l'estimation de tout le matériel remis au nouveau concessionnaire dépasse celui (colonne 6) du détail estimatif dont il vient d'être question, la différence de ces totaux sera immédiatement remboursée à l'ancien adjudicataire par le nouveau.

Reprise du matériel.

12. A l'expiration du bail, on procédera de nouveau et dans les mêmes formes aux opérations qui viennent d'être décrites; la valeur du matériel pris en charge par le nouvel adjudicataire, lors de son entrée en jouissance, sera déterminée en appliquant le coefficient d'usure aux prix portés sur le détail estimatif (colonne 3), visé à l'article ci-dessus, auquel on ajoutera l'estimation des objets fournis par le précédent adjudicataire pendant la durée de son exploitation.

Le concessionnaire sera tenu de payer à l'État la moins-value qui viendra à être constatée, qu'elle qu'en soit la cause, lors même qu'elle proviendrait uniquement de l'usage; réciproquement, il lui sera tenu compte, par le concessionnaire en cas de plus-value, à défaut, par l'État, de la plus-value du matériel s'il y a lieu.

CHAPITRE II.

TARIF ET MODE D'EXPLOITATION.

Tarif servant de base à l'adjudication.

13. Le bail qui fait l'objet du présent cahier des charges sera consenti par adjudication publique, au rabais, sur les taxes ci-après indiquées :

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES TAXES.
A. — TRAVAIL DE JOUR.	
ASSÈCHEMENT DE LA FORME.	
1	Au-dessous et jusqu'à 1,000 tonneaux.
2	Pour chaque tonneau en sus de 1,000 et jusqu'à 3,000 tonneaux.
3	Pour chaque tonneau en sus de 3,000.

DÉSIGNATION DES TAXES.	PRIX.
OCCUPATION DE LA FORME, PAR JOUR, APRÈS L'ASSÈCHEMENT.	
Au-dessous et jusqu'à 1,000 tonnes.....	100 ^f 00 ^c
Pour chaque tonneau en sus de 1,000 et jusqu'à 3,000 tonnes.....	0 05
Par tonneau en sus de 3,000.....	0 03
PRÉPARATION D'UN BIER OU DE TINS SPÉCIAUX.	
Assèchement de la forme, quel que soit le tonnage du navire.....	300 00
Pour chaque jour d'occupation après l'assèchement, quel que soit le tonnage du navire.....	80 00
B. — ÉCLAIRAGE DE LA FORME POUR TRAVAUX DE NUIT.	
L'éclairage de la forme, fait sur la demande des intéressés, donnera lieu à une majoration de taxe de 40 p. o/o pour chacune des périodes de six heures comptées comme il est dit à l'article 15 ci-après. Chaque période commencée sera comptée comme si elle était entière.	
C. — LOCATION ET OPÉRATIONS DIVERSES.	
Déplacement, sur la demande du capitaine, d'épouilles, espars ou étais, afin de faciliter les opérations du navire : pour chaque pièce déplacée et remise en place, quelles que soient les dimensions de la pièce.....	0 75
Location de chemins d'accès aux navires, par chemin et par jour....	4 00
Location de chevalets pour échafaudages, au-dessous et jusqu'à trois mètres de hauteur, par chevalet et par jour.....	0 50
Au-dessus de trois mètres et jusqu'à cinq mètres de hauteur, par chevalet et par jour.....	1 00
Au-dessus de cinq mètres de hauteur, par chevalet et par jour.....	2 50
Location de planches pour échafaudages au-dessous et jusqu'à cinq mètres de longueur, par planche et par jour.....	0 06
Au-dessus de cinq mètres de longueur, par planche et par jour.....	0 10
Location de glissières pour la descente des matériaux dans la forme, par glissière et par jour.....	20 00

Rabais d'adjudication et taxes à percevoir.

Le rabais offert par chaque concurrent à l'adjudication sera d'un nombre de centimes par franc. Au cas où il aurait été fait un rabais avec des fractions de centimes, ce rabais serait tenu pour être du nombre entier de centimes immédiatement supérieur.

Le concurrent en faveur duquel l'adjudication aura été approuvée, autrement dit le concessionnaire sera par ce seul fait autorisé à percevoir sur tous les navires à voiles qui feront usage du bassin de radoub, sans distinction de pavillon, des taxes calculées comme il suit d'après celles indiquées à l'article 13 ci-dessus, et d'après son consentement.

Le rabais d'adjudication, s'il en a été fait un, sera déduit de chacune des taxes indiquées à l'article 13 et la différence représentera la taxe élémentaire à percevoir. Les minima indiquées à cet article 13 sont, comme toutes les autres, passibles du droit. Toutefois, pour simplifier l'application du tarif, il est entendu que les taxes élémentaires à percevoir ne seront pas calculées avec plus de trois chiffres décimaux, savoir des trois chiffres devant être majoré d'une unité quand le quatrième est supérieur à cinq, et n'être pas majoré quand le quatrième est inférieur ou égal à cinq.

Il sera question dans les rapports du concessionnaire avec le public que des taxes élémentaires à percevoir calculées comme il vient d'être dit.

En cas où le concessionnaire jugerait convenable de réduire les prix du tarif

défini ci-dessus, les taxes ainsi abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois.

Les réductions ainsi opérées seront applicables à tous les propriétaires de navires. Tous changements apportés aux tarifs seront annoncés par des affiches et être homologués par décision de l'administration.

Le concessionnaire fera imprimer en forme d'affiche un tableau indiquant ces diverses taxes et en apposera des exemplaires d'une manière très apparente le plus possible des appareils et à tous les endroits qui seront indiqués par le capitaine de port; le concessionnaire sera responsable de la conservation de ces affiches et les placera toutes les fois qu'il y aura lieu. En outre, il remettra aux ingénieurs des exemplaires de l'affiche dont il s'agit.

Les taxes seront dues par celui qui a fait la demande prévue à l'article 15 ci-dessus.

Mode d'évaluation de la durée d'occupation de la forme.

15. La durée de l'occupation de la forme sera évaluée par journées et quantités de journées, chaque période d'un quart de journée devant commencer à minuit, heures du matin, midi ou six heures du soir.

Le premier quart de journée à porter en compte sera celui qui suivra le quai pendant lequel l'assèchement aura été terminé.

Le dernier quart de journée à porter en compte sera celui pendant lequel le navire aura terminé ses opérations et aura fait parvenir au bureau de la forme de marine une note écrite portant déclaration de cet achèvement.

Aussitôt après que cette note sera parvenue au bureau, l'eau sera introduite dans la forme et le navire fera toute diligence pour sortir en se conformant aux prescriptions des officiers et maîtres de port; faute de quoi il pourrait être procédé d'office, à l'ordre des ingénieurs, au halage de ce navire dans le bassin à flot, aux frais, risques et périls des armateurs, des concessionnaires ou du capitaine, sans répétition de ces frais dans aucun cas envers le concessionnaire ou l'État.

Le minimum de durée à porter en compte sera d'une journée.

Les armateurs pourront exiger que l'assèchement de la forme soit interrompu une ou deux reprises au plus, pendant des temps qu'ils fixeront dans une lettre adressée par eux au bureau de l'exploitation, au moment où le navire entrera dans la forme.

On déduira la somme de ces temps de la durée totale de l'assèchement pour l'application du deuxième paragraphe du présent article.

Les dimanches et les jours fériés n'entreront dans le calcul de la durée de séjour des navires dans la forme que s'ils sont utilisés pour les travaux de visite ou de réparation des carènes.

Mode d'évaluation du tonnage des navires.

16. Les taxes seront payées d'après le tonnage légal du navire inscrit sur son acte de nationalité, sans déduction, pour les steamers, des espaces occupés par les machines, chaudières et soutes à charbon.

Dans le cas où le navire n'aurait pas d'acte de nationalité, le tonnage sera évalué d'après les règles en usage en France, les frais de jaugeage étant d'ailleurs à la charge des armateurs, consignataires ou capitaines.

Bers ou tins spéciaux.

17. La préparation de bers ou tins spéciaux sera au compte de l'armement.

Halages.

18. Les halages des navires, à l'entrée et à la sortie de la forme, seront au compte de l'armement.

Admission de plusieurs navires dans la forme.

19. Le concessionnaire ne pourra échouer à la fois dans la forme deux ou plusieurs navires sans l'assentiment écrit des capitaines ou armateurs. Dans ce cas, les taxes

à payer s'établissent sur la somme des tonnages, comme s'il s'agissait d'un seul navire, tout navire d'un tonnage inférieur à mille tonneaux étant d'ailleurs compté comme s'il avait réellement cette jauge.

Le partage de la taxe totale ainsi établie se fera alors au prorata du tonnage réel de chaque navire.

Qualités et instructions des objets loués par le concessionnaire.

20. Tous les objets donnés en location seront solidement établis et constamment entretenus en bon état. Le concessionnaire sera responsable de la réparation des accidents que l'exécution de cette prescription pourrait occasionner.

Les transports, descente, montage et installation des chemins, chevâlets et planches, seront au compte de l'armement qui sera, de plus, responsable, vis-à-vis du concessionnaire, des détériorations causées à ce matériel.

Nettoyage de la forme.

21. Lorsque les réparations des navires seront terminées et avant d'introduire l'eau dans la forme, il sera minutieusement procédé, par l'armement et à ses frais, à l'enlèvement des débris et des déchets de toute nature provenant des réparations faites par lui et répandus sur les radiers et les banquettes de la forme.

Durée de l'occupation de la forme.

22. Tout navire, avant d'entrer dans la forme de radoub, adressera à l'administration la déclaration du temps qu'il présupposera nécessaire pour effectuer les réparations. Faute d'avoir fait cette déclaration, il ne lui sera concédé qu'un délai maximum de huit jours.

Si le navire demande plus de huit jours, l'administration statuera sur son admission dans la forme.

Si dans le cours des réparations un délai supplémentaire paraît nécessaire, le navire doit, avant d'entreprendre les nouveaux travaux imprévus, le faire savoir à l'administration qui prendra telle détermination qu'elle jugera convenable.

Si le navire dépassait les délais qui lui seraient ainsi accordés, il aurait à acquitter une double taxe, pour tous les droits fixés par le tarif, laquelle pourrait être appliquée pendant les huit premiers jours après l'expiration du délai concédé.

Le navire pourrait encore prolonger son séjour dans la forme pendant une nouvelle période de huit jours en acquittant une quadruple taxe; mais s'il avait à dépasser de seize jours le terme assigné par l'administration à sa présence dans la forme, il pourrait être procédé d'office à sa sortie aux frais, risques et périls des armateurs, consignataire ou capitaines, sans répétition envers le concessionnaire ou l'État.

Obligations du concessionnaire.

23. Moyennant les taxes calculées comme il a été dit à l'article 14 et sans pouvoir réclamer aucune plus-value du chef de quelque circonstance que ce soit, le concessionnaire sera tenu de manœuvrer les bateaux-portes, d'accorer et de désaccorer les navires, de mettre et d'entretenir constamment la forme à sec, de balayer chaque jour et de tenir en parfait état de propreté les tins, rigoles, radiers, puisards, fosses à gouvernail, banquettes, escaliers et glissières, ainsi que les terre-pleins pavés et non pavés qui l'entourent.

Le recépage des épontilles ou des étais et le remplacement des faux tins ne donneront lieu à aucune allocation spéciale.

Il sera tenu, en outre, de remettre en place et de couler à ses frais les bateaux-portes et de rétablir la circulation aussitôt après l'entrée des navires ou leur sortie dans le cas d'inoccupation de la forme.

Il sera responsable vis-à-vis des armateurs ou capitaines, le cas de force majeure étant toutefois réservé, mais sans recours envers l'État, des pertes et avaries occasionnées à l'armement par retards d'épuisement, insuffisance de moyens ou défaut d'établissement, rentrée d'eau dans la forme et, d'une manière générale, par le fait d'une infraction quelconque aux clauses du présent cahier des charges que le concession-

naire ou ses agents auraient commise, comme aussi du dommage provenant du défaut d'entretien du matériel.

Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans la forme, sans redevance autre que pour droits d'entrée ou de stationnement, le matériel flottant de dragage ou appartenant à l'État et exploité pour les besoins du service maritime du département de la Gironde.

La main-d'œuvre et les matériaux d'accoragage seront fournis par le concessionnaire à la main-d'œuvre seule, dont il sera pris attachement contradictoire, sera payée au concessionnaire.

L'administration se réserve le droit de procéder elle-même à l'accoragage en fournissant la main-d'œuvre et les accores nécessaires à cette opération.

Les attinages spéciaux nécessaires seront préparés aux mêmes conditions.

Toutefois, l'entrée d'une partie quelconque du matériel ne pourra avoir lieu que si tant qu'un navire y effectuera également son entrée.

La présence du matériel de l'administration dans la forme n'empêchera pas le navire entré qui aura terminé ses réparations ne puisse sortir immédiatement. L'administration prendra ses dispositions pour éviter des avaries à son matériel pendant les opérations de vidange ou de remplissage de la forme.

Si les différents engins du matériel devaient occuper plus de quarante mètres (45^m) de la longueur utile de la forme, l'ensemble du matériel à consacrer serait soumis à toutes les clauses du présent cahier des charges applicables aux navires de mille tonneaux et au-dessous.

Les eaux d'épuisement seront entièrement rejetées dans le bassin et le concessionnaire ne pourra les écouler dans la Garonne, par des aqueducs, qu'avec l'autorisation écrite de l'ingénieur.

La manœuvre des différentes vannes commandant la communication du port avec la Garonne, le bassin de la forme elle-même sera réglementé par des ordres de service de l'ingénieur, qui pourra, en particulier, ordonner de laisser entrer l'eau de la Garonne dans la forme vide sans que les stipulations de l'article 8 ci-dessus cessent d'être applicables au concessionnaire.

Réparation des navires.

24. Les armateurs ou capitaines pourront faire exécuter les réparations de leurs navires par qui bon leur semblera, mais ils devront exclusivement se servir des charpentiers, chevalets, planches d'échafaudages et glissières appartenant au concessionnaire et explicitement dénommés à l'article 13 ci-dessus.

Ordre d'admission dans la forme.

25. Les navires à voiles ou à vapeur seront admis dans la forme suivant l'ordre des demandes, sauf les exceptions stipulées au paragraphe 6 du présent article.

Pour assurer l'exécution de cette clause, il sera ouvert, au bureau du concessionnaire, un registre à souches sur lequel les navires seront inscrits dans l'ordre et la date des demandes.

Toute demande d'admission sera accompagnée du versement entre les mains du concessionnaire, à titre d'arrhes, d'une somme égale à la moitié de la somme qui serait due pour l'assèchement de la forme. En échange de ce versement, il sera livré un reçu extrait du registre à souches portant indication de la date et du numéro d'ordre de l'inscription.

Si un navire inscrit ne se présente pas à son rang, il perd ce rang, mais prend le premier tour dont il est en mesure de profiter. Toutefois, la sortie du port du navire inscrit fera perdre définitivement le rang d'inscription et les arrhes demeureront acquises au concessionnaire.

Le registre d'inscription des demandes sera communiqué, sans déplacement, toute personne intéressée à le consulter.

Par dérogation à ces dispositions, il sera accordé un tour de faveur aux bâtiments appartenant à l'État ou employés pour le service de l'État, aux navires coulant bas d'eau, et aux steamers affectés au service d'une ligne postale française, subventionnée comme telle, partant à jour fixe, et sous cette condition expresse que l'admission

steamers ne puisse être reculée sans les exposer à manquer la date réglementaire de départ.

Sont réservés, toutefois, les cas d'urgence, dont l'appréciation appartiendra au capitaine de port, puis, en dernier ressort, au directeur des mouvements de port, à Bordeaux, lorsqu'il s'agira de bâtiments de guerre, et aux ingénieurs des ponts et chaussées pour les autres cas.

Seront d'ailleurs admis à s'inscrire que les navires entrés au port ou tout au moins arrivés en rade de Pauillac.

Perception et contrôle des perceptions des taxes.

La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune exception. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le concessionnaire et l'État dans l'intérêt des services publics de l'État.

Le montant des perceptions est constaté par un registre à souche avec indication détaillée, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions opérées.

Le registre doit être représenté, à toute réquisition, aux ingénieurs, qui en contrôlent la tenue.

CHAPITRE III.

CLAUSES DIVERSES.

Règlement de police du port.

Le concessionnaire sera soumis aux règlements de police du port et à l'autorité des officiers et maîtres de port, notamment en ce qui concerne les mouvements des navires à l'entrée et à la sortie de la forme, les chauffages et fumigations des navires, le balayage des terre-pleins attenants à la forme.

Contrôle de l'exploitation.

L'exploitation de la forme de radoub est faite sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs.

Le concessionnaire sera tenu d'adresser, tous les trois mois, à l'ingénieur du service, un relevé de ses opérations pendant le trimestre écoulé. Ce relevé comprendra le nom, l'espèce, la nationalité et le tonnage des navires, le nombre de jours d'occupation et les sommes perçues par le concessionnaire :

- Pour l'assèchement ;
- Pour l'occupation ;
- Pour les locations diverses.

Alimentation éventuelle du bassin à flot.

Sur la réquisition de l'ingénieur en chef du service maritime, la machinerie de la forme pourra être utilisée pour l'alimentation du bassin à flot moyennant l'allocation d'une somme de vingt-cinq francs (25') par heure de pompage effectif de jour ou de nuit, la machine fonctionnant avec une vitesse moyenne de trente-deux tours par minute. Ce prix comprend l'usure du matériel et tous faux frais et main-d'œuvre.

Assurance contre l'incendie.

Le concessionnaire sera tenu d'assurer contre l'incendie tous les bâtiments et tout le matériel d'exploitation appartenant à l'État.

L'estimation des bâtiments sera faite par les experts dont il est question à l'article 11 ci-dessus.

La valeur du matériel d'exploitation sera celle qui résultera de l'exécution du même article.

Retrait de l'autorisation.

31. Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de la concession avec perte de son cautionnement.

Dans tous les cas, il sera statué, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Interruption de service.

32. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au concessionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais, risques et périls du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il soit statué sur le retrait de la concession ou jusqu'à ce que le concessionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Cautionnement.

33. Pour garantir l'exécution des clauses du présent cahier des charges, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations, dans un délai de vingt-quatre heures à partir de la notification de l'approbation du procès-verbal d'adjudication, un cautionnement définitif de dix mille francs (10,000').

Frais de l'adjudication.

34. Le concessionnaire payera comptant, sur un état dressé par le préfet de la Gironde, les frais de timbre, d'expédition du cahier des charges et du procès-verbal d'adjudication, ainsi que les droits d'enregistrement auxquels donnera lieu la concession conformément aux règlements en vigueur.

Il fera, en outre, imprimer dans le format qui sera indiqué le présent cahier des charges à ses frais et au nombre de cent exemplaires qu'il remettra aux ingénieurs.

Décès du concessionnaire.

35. En cas de décès du concessionnaire le contrat sera résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y avait lieu, les offres pouvant être faites par les héritiers pour la continuation de l'exploitation.

Liquidation judiciaire ou faillite du concessionnaire.

36. En cas de liquidation judiciaire ou de faillite du concessionnaire, le contrat serait résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y avait lieu, les offres qui pourraient être faites, pour la continuation de l'exploitation, par le concessionnaire dans le premier cas et par ses créanciers dans le second.

Élection de domicile.

37. Le concessionnaire est tenu de faire élection de domicile à Bordeaux.

Il doit avoir un bureau situé au bassin à flot et faire choix, s'il en est requis, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau.

Cet agent a qualité pour recevoir, au nom du concessionnaire, toutes les notifications administratives.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 7 février 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27892. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune d'Auberschicourt (Nord).

Du 12 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 17 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par la compagnie des mines d'Aniche, à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Auberschicourt (Nord);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à la quelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet du Nord;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La compagnie des mines d'Aniche est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Auberschicourt (Nord), sous les conditions énoncées aux articles suivants :

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par la compagnie permissionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés, tant dans le faux grenier que dans le magasin, pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouverts d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres, et sera gazonné; ce talus, dont la

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 739, n° 12552.

Retrait de l'autorisation.

31. Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de la concession avec perte de son cautionnement.

Dans tous les cas, il sera statué, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Interruption de services.

32. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au concessionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais, risques et périls du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il soit statué sur le retrait de la concession ou jusqu'à ce que le concessionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Cautionnement.

33. Pour garantir l'exécution des clauses du présent cahier des charges, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations, dans un délai de quatre heures à partir de la notification de l'approbation du procès-verbal d'adjudication, un cautionnement définitif de dix mille francs (10,000^f).

Frais de l'adjudication.

34. Le concessionnaire payera comptant, sur un état dressé par le préfet de la Gironde, les frais de timbre, d'expédition du cahier des charges et du procès-verbal d'adjudication, ainsi que les droits d'enregistrement auxquels donnera lieu la concession conformément aux règlements en vigueur.

Il fera, en outre, imprimer dans le format qui sera indiqué le présent cahier des charges à ses frais et au nombre de cent exemplaires qu'il remettra aux ingénieurs.

Décès du concessionnaire.

35. En cas de décès du concessionnaire le contrat sera résilié de plein droit, et à l'administration à accepter, s'il y avait lieu, les offres pouvant être faites par les héritiers pour la continuation de l'exploitation.

Liquidation judiciaire ou faillite du concessionnaire.

36. En cas de liquidation judiciaire ou de faillite du concessionnaire, le contrat serait résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y avait lieu, les offres qui pourraient être faites, pour la continuation de l'exploitation, par le concessionnaire dans le premier cas et par ses créanciers dans le second.

Élection de domicile.

37. Le concessionnaire est tenu de faire élection de domicile à Bordeaux.

Il doit avoir un bureau situé au bassin à flot et faire choix, s'il en est requis, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau.

Cet agent a qualité pour recevoir, au nom du concessionnaire, toutes les notifications administratives.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 7 février 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

27892. — **DÉCRET** qui autorise l'établissement d'un *Dépôt de Dynamite* sur le territoire de la commune d'Auberchicourt (Nord).

Du 12 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 17 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

sur la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1875 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

sur la demande formée par la compagnie des mines d'Aniche, à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Auberchicourt (Nord);

sur les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

sur l'avis du préfet du Nord;

sur l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. La compagnie des mines d'Aniche est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Auberchicourt (Nord), sous les conditions énoncées dans les articles suivants :

1. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan ci-joint produit par la compagnie permissionnaire, lequel plan sera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés, tant dans le faux grenier que dans le magasin, pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres, et sera gazonné; ce talus, dont la

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 739, n° 12552.

pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, avec son pied à un mètre de distance du soubassement du bâtiment et son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur de maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre du pied du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès, qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solidement pourvue d'une bonne serrure.

6. Un logement de gardien protégé contre une explosion par la levée en terre, à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux auront été vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avant cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à mille kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

Un gardien spécial sera installé en permanence dans le logement affecté à cet usage. Ce gardien sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Un chien de garde de forte taille sera nuit et jour enfermé dans l'enceinte.

Le gardien du dépôt et le chef de service des mines seront mis en communication électrique entre eux et avec la brigade de gendarmerie.

de la circonscription par des fils dont la rupture déterminerait le fonctionnement d'avertisseurs à chacune de leurs extrémités.

Une consigne, affichée dans le logement du gardien, fixera à ce dernier les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à empêcher un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- Les quantités introduites et la date de leur réception;
- La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat.

- Les quantités qui leur ont été livrées;

- Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

10. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

11. La compagnie permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ses employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la compagnie permissionnaire devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la compagnie permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Le délai accordé à la compagnie permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt est fixé à six mois, à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. La compagnie permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi

qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^l MERCIER.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27893. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Roost-Warendin (Nord).

Du 12 Février 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 16 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par la compagnie des mines de l'Escarpelle, l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Roost-Warendin (Nord);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet du Nord;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La compagnie des mines de l'Escarpelle est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Roost-Warendin (Nord), sous les conditions énoncées aux articles suivants,

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par la compagnie permissionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12553.

taire, la compagnie permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour la compagnie permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Le délai accordé à la compagnie permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. À toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. La compagnie permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{al} MERCIER.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27894. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de construction du Pavillon national à l'Exposition de Chicago.

Du 14 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu le récépissé n° 34940, délivré le 23 décembre 1892 par le receveur central de la Seine et constatant le versement effectué à la caisse, par le receveur municipal de la ville de Paris, d'une somme de cinquante mille francs

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

Un gardien spécial sera installé en permanence dans le logement affecté à cet usage. Ce gardien sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Un chien de garde de grande taille sera, nuit et jour, enfermé dans l'enceinte.

Le gardien du dépôt et le chef du service des mines seront mis en communication électrique entre eux et avec la brigade de gendarmerie de la circonscription par des fils dont la rupture déterminerait le fonctionnement d'avertisseurs à chacune de leurs extrémités.

Une consigne affichée dans le même local fixera au gardien les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des provisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, rigoureusement vérifié.

10. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

11. La compagnie permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité mili-

la compagnie permissionnaire devra évacuer sur le point qui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que la dynamite ne soit requise par ladite autorité.

L'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour la compagnie permissionnaire aucun droit à indemnité.

Le délai accordé à la compagnie permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir de la notification de l'autorisation.

A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire d'autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sûreté publique ou de la défense nationale.

La compagnie permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 15 mars 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux règlements existants ou à intervenir régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} MERCIER.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

1894. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de construction du Pavillon national à l'Exposition de Chicago.

Du 14 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu le récépissé n° 34940, délivré le 23 décembre 1892 par le receveur central de la Seine et constatant le versement effectué à la caisse, par le receveur municipal de la ville de Paris, d'une somme de cinquante mille francs

représentant la part contributive de la ville de Paris dans les dépenses de construction du Pavillon national à l'Exposition de Chicago;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1894, 1^{re} section, chapitre xxxvii : *Participation de la France à l'Exposition universelle de Chicago*, un crédit de cinquante mille francs (50,000^f).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen de versements effectués au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27895. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour l'établissement de Lignes et de Réseaux téléphoniques.

Du 14 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées à titre d'avances dans les caisses du Trésor public par des villes, des établissements publics et des syndicats, pour l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques, lequel s'élève à la somme de cinquante-cinq mille neuf cents francs;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes*). — T

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 106597.

), sur l'exercice 1893, un crédit de cinquante-cinq mille neuf francs (55,900^f), savoir :

CHAP. XXXI. Matériel. Dépenses de premier établissement..... 55,900^f

Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.
Fait à Paris, le 14 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

1896. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'élèves à l'École nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).

Du 14 Février 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Sur la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Sur l'article 13 de la loi du 6 juin 1893, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Sur le décret du 11 juillet 1893⁽¹⁾, ouvrant un crédit de neuf mille huit cent quatre-vingt-sept francs cinquante centimes à titre de fonds de concours;

Sur l'état ci-annexé des sommes versées par des départements pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie) pendant l'année 1893;

Sur l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, chapitre IX : *École nationale d'horlogerie de Cluses*, un crédit de mille quatre cent cinquante francs (1,450^f), à titre de fonds de concours, pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses pendant l'année 1893.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1586, n° 27108.

cultes, le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie et des colonies,
Signé : J. MARTY.

Le Ministre
de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé : E. SPULLER.

ÉTAT des crédits affectés aux dépenses de l'école d'apprentissage et de l'école supérieure et professionnelle de garçons, transférées du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies.

DÉSIGNATION DES ÉCOLES.	CRÉDITS AFFECTÉS		TOTAL
	au traitement du personnel.	à l'entretien des bourses.	
École d'apprentissage.....	7,550 ^f	—	7,550
École primaire supérieure et professionnelle..	16,805	5,000	21,805
TOTAUX.....	24,355	5,000	29,355

N° 27899. — DÉCRET qui ouvre le bureau des Douanes de Blanc-Misseron à l'importation et au Transit de la Librairie.

Du 23 Février 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 25 Février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et d'après l'avis conforme des ministres de l'intérieur et des finances:

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Vu l'article 8 de la loi du 6 mai 1841;

Vu l'ordonnance du 13 décembre 1843,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Blanc-Misseron (Nord) ouvert à l'importation et au transit de la librairie.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

cun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Février 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

N° 27900. — *DÉCRET qui annule une Somme restée sans emploi sur le crédit ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, par le décret du 11 juillet 1893 pour l'entretien d'Élèves à l'École nationale d'horlogerie de Cluses.*

Du 27 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893 ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu le décret du 11 juillet 1893⁽¹⁾, ouvrant au chapitre ix, à titre de fonds de concours, un crédit de neuf mille huit cent quatre-vingt-sept francs cinquante centimes ;

Attendu que sur la somme de sept cent cinquante francs payée à titre de fonds de concours par le département du Lot une somme de sept cent cinq francs a été reversée par suite de l'absence des boursiers de l'école ;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur le montant des crédits de fonds de concours ouverts au chapitre ix : *École nationale d'horlogerie de Cluses*, sur l'exercice 1893 par le décret du 11 juillet 1893, est annulée la somme de sept cent cinq francs (705^f) représentant une partie des sept cent cinquante francs (750^f) payés par le département du Lot et remboursés ultérieurement à ce département.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1586, n° 27108.

ERRATUM.

XII^e série, partie principale, *Bulletin des lois* n° 1539. — Page 561, décret n° 2 qui a autorisé M. Père et Mère (Nicolas) à s'appeler légalement *Peretmère*,

Au lieu de :

(Paris, 12 Novembre 1893),

Lire :

(Paris, 12 Novembre 1883).



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Juin 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception de la loi au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1623.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27901. — *Loi qui crée un Ministère des Colonies.*

Du 20 Mars 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 21 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

EST LA SUIVANTE. L'administration des colonies est érigée en mi-

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Mars 1894.

Signé: CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé: CASIMIR-PÉRIER.

N° 27902. — *Loi qui ouvre au Ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit pour l'Administration centrale (personnel et matériel), du Ministère Colonies.*

Du 20 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 21 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire de cent cinquante mille francs (150,000^f) sera réparti comme suit :

CHAP. I. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	100,000 ^f
CHAP. II. Matériel de l'administration centrale.	50,000 ^f
TOTAL.	150,000^f

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,
Signé : CASIMIR-PERIER.

N° 27903. — *DÉCRET portant règlement sur l'Organisation de l'École Polytechnique.*

Du 13 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 19 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Vu la loi du 25 frimaire an VIII (16 décembre 1799), portant organisation de l'école polytechnique;

Les décrets des 27 messidor an XII et 22 fructidor an XIII (16 juillet 1804 et 9 septembre 1805);

La loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée;

La loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850;

Le décret du 15 avril 1873 ⁽¹⁾;

La loi du 15 juillet 1889;

Le décret du 28 septembre 1889 ⁽²⁾;

La loi du 10 janvier 1890;

Le décret du 1^{er} mars 1890 ⁽³⁾;

Le décret du 26 juillet 1893;

La loi du 2 mars 1894.

DÉCRETS :

TITRE I^{er}.

INSTITUTION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

ART. 1^{er}. L'école polytechnique est spécialement destinée à former des élèves pour les services ci-après, savoir :

L'artillerie de terre, l'artillerie de mer ;

Le génie militaire, le génie maritime ;

La marine nationale, le corps des ingénieurs hydrographes, le commissariat de la marine ;

Le commissariat des colonies ;

Les ponts et chaussées et les mines ;

Les poudres et salpêtres ;

Les postes et télégraphes ;

Les manufactures de l'État ;

Enfin, pour les autres services publics qui exigent des connaissances étendues dans les sciences mathématiques, physiques et chimiques.

2. Nul n'est admis à l'école polytechnique que par voie de concours.

Aucun élève de cette école ne peut être admis dans un des services publics énumérés en l'article précédent qu'après avoir satisfait aux examens de sortie et avoir été jugé admissible dans ce service par le jury institué à l'article 58 ci-après.

L'accomplissement de ces conditions ne suffit pas pour constituer un droit à l'admission dans un service ; cette admission est toujours subordonnée au nombre de places disponibles au moment de la sortie de l'école, à l'aptitude physique de l'élève et au rang occupé par lui sur la liste par ordre de mérite du classement de sortie, ainsi qu'il est spécifié par l'article 66 du présent décret.

3. L'école polytechnique est soumise au régime militaire et placée dans les attributions du ministre de la guerre, avec lequel le commandant de l'école correspond directement.

4. Chaque année, le ministre de la guerre détermine le nombre

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 132, n° 2016.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1275, n° 21223.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1316, n° 21957.

d'élèves à admettre à l'école; ce nombre ne peut dépasser dixième le chiffre présumé des emplois dans les services publics qu'il sera possible de donner à ces élèves lors de leur sortie de l'école.

5. L'enseignement donné aux élèves comprend les cours indiqués à l'article 22 ci-après.

L'instruction militaire comporte, outre les manœuvres et exercices pratiques, une partie théorique traitée dans des conférences faites par les officiers du cadre, suivant un programme arrêté par le ministre, sur la proposition du commandant de l'école.

6. Le prix de la pension est de mille francs (1,000^f) par an; ce du trousseau est fixé, chaque année, par le ministre de la guerre. Chaque élève doit, en outre, en entrant, verser dans la caisse du conseil d'administration une somme de cent francs (100^f) pour constituer sa masse individuelle.

7. Des bourses ou demi-bourses sont accordées aux élèves qui préalablement fait constater l'insuffisance des ressources de la famille dans les formes édictées par la loi.

Les bourses et demi-bourses sont accordées par le ministre de la guerre, sur la proposition des conseils d'instruction et d'administration de l'école réunis pour en délibérer en commun, sous la présidence du commandant de l'école.

Il peut être alloué, sur la proposition des conseils précités, chaque boursier ou demi-boursier un trousseau ou demi-trousseau à son entrée à l'école.

Les noms des bénéficiaires sont insérés chaque année au *Journal officiel* et dans l'un des journaux du département où l'élève boursier et ses parents ont leur domicile.

Les élèves qui obtiennent une bourse ou demi-bourse avec ou sans trousseau sont tenus, sous peine de remboursement au Trésor du montant de ces frais de pension et de trousseau, de servir au moins pendant dix ans dans celui des services publics civils ou militaires auxquels ils ont droit d'après leur numéro de classement sur la liste de sortie.

TITRE II.

MODE ET CONDITION D'ADMISSION DES ÉLÈVES.

8. Le concours d'admission à l'école polytechnique est public.

Il a lieu tous les ans, à Paris et dans certaines villes désignées par le ministre de la guerre.

Le ministre de la guerre en détermine les règles, après avoir pris l'avis du conseil de perfectionnement institué par l'article 37 ci-après.

9. Les examinateurs d'admission sont nommés par le ministre de la guerre, pour une période de trois années, après lesquelles ils peuvent être nommés de nouveau.

Chaque fois qu'il y a lieu de nommer à l'un de ces emplois, le conseil de perfectionnement doit présenter deux candidats, après avoir consulté le conseil d'instruction, conformément à ce qui est réglé au troisième paragraphe de l'article 35 ci-après.

Les examinateurs d'admission ne doivent participer à aucun des exercices qui ont pour but de préparer des jeunes gens au concours d'admission, ni publier aucun ouvrage sur les matières de l'examen. Le général commandant l'école provoque le remplacement de tout examinateur qui s'écarterait de cette prescription.

Chaque année, le ministre désigne un officier de l'état-major de l'école pour examiner l'aptitude des candidats à l'équitation, à l'escrime et à la gymnastique.

10. Nul ne peut concourir pour l'admission à l'école polytechnique s'il n'a préalablement justifié :

- 1° Qu'il est Français ou naturalisé Français ;
- 2° Qu'il a été vacciné avec succès ou qu'il a eu la petite vérole ;
- 3° Qu'il a eu plus de dix-sept ans et moins de vingt et un ans au 1^{er} janvier de l'année du concours.

Par mesure transitoire, les militaires présents sous les drapeaux le 1^{er} janvier 1895 qui, avant cette date, auront atteint ou dépassé l'âge de vingt et un ans et auront accompli au 1^{er} juillet de l'année du concours six mois de service effectif et réel, seront admis à concourir, pourvu qu'ils n'aient pas dépassé l'âge de vingt-cinq ans à cette même date.

Pour obtenir l'autorisation de concourir, ces militaires doivent produire un certificat du conseil d'administration de leur corps constatant la durée de leurs services, ainsi qu'un certificat de bonne conduite.

Aucune dispense d'âge ou de temps de service ne peut être accordée.

Les militaires admis transitoirement à concourir après l'âge de vingt et un ans ne peuvent, à leur sortie de l'école, être placés que dans les services militaires.

11. Chaque année, le ministre de la guerre arrête, après avoir consulté le conseil de perfectionnement, le programme des matières sur lesquelles doivent porter les examens, ainsi que l'époque de l'ouverture de ces examens.

L'arrêté du ministre de la guerre est rendu public avant le 1^{er} avril.

12. Après la clôture des examens, un jury composé comme il suit :

Le commandant de l'école, président ;

Le commandant en second ;

Le directeur des études ;

Les examinateurs d'admission, y compris l'examineur d'aptitude aux exercices physiques ;

Trois membres du conseil de perfectionnement désignés à cet effet par ce conseil,

Dresse la liste par ordre de mérite des candidats ayant subi toutes les épreuves du concours. Ce jury procède dans les formes prescrites par le ministre de la guerre, sur l'avis du conseil de perfectionnement.

Il ne peut délibérer qu'autant que les deux tiers de ses membres sont présents.

13. Le ministre de la guerre nomme élèves, dans la limite fixée par l'article 4 précédent, et en suivant l'ordre de la liste dressée par le jury, les candidats qui remplissent les conditions déterminées par l'article 10.

14. Les élèves, à leur arrivée à l'école, sont soumis à un examen médical.

Ceux qui sont reconnus aptes au service militaire contractent un engagement spécial de trois ans, qui court du 1^{er} octobre de l'année de l'entrée à l'école. Ces engagements sont contractés, au moment de l'admission, devant le maire de l'un des arrondissements de Paris.

Le contractant n'est assujéti à aucune condition d'âge autre que celles qui sont exigées pour l'entrée à l'école. Il en justifie par la production du certificat d'admission (modèle A ci-annexé). Il produit, outre, l'extrait de son casier judiciaire et un certificat d'aptitude délivré par le général commandant l'école (modèle B ci-annexé).

Les engagements sont souscrits pour une des armes de l'artillerie ou du génie.

Si, pendant la durée des études, un élève est admis à redoubter une année à l'école, cette année ne compte pas dans la durée de l'engagement.

Les élèves qui n'auraient pas été reconnus aptes au service militaire pour l'un des motifs ci-après :

1^o Défaut de taille ;

2^o Faiblesse de constitution, lorsque celle-ci paraît susceptible de s'améliorer avec le temps ;

3^o Vices de conformation et infirmités compatibles avec le service auxiliaire,

Ne sont admis à l'école qu'après une visite passée devant une commission composée : 1^o du général commandant l'école ; 2^o d'un membre du conseil de perfectionnement représentant un des services de l'armée ; 3^o d'un médecin militaire désigné annuellement par le ministre de la guerre ; 4^o du médecin-chef de l'école.

Cette commission doit s'assurer que les vices de conformation et les infirmités dont les jeunes gens sont atteints ne font pas obstacle au port de l'uniforme et qu'ils ne sont pas de nature à les empêcher d'être en état de suivre les cours et exercices militaires de l'école, non plus qu'à les rendre impropres à un service public.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix et sont sans appel.

Tout élève non engagé qui est devenu apte au service militaire peut souscrire, pendant son séjour à l'école, un engagement de trois ans remontant au 1^{er} octobre de l'année de son entrée à l'école. Cette aptitude est constatée par le général commandant l'école et le médecin-chef.

15. Un certain nombre d'étrangers peuvent être autorisés par le ministre de la guerre à suivre les cours de l'école comme auditeurs externes, après constatation de leur aptitude par un examen spécial.

Les conditions de cet examen et le mode de participation de ces jeunes gens à l'enseignement de l'école sont déterminées par le ministre de la guerre.

Aucun étranger ne peut être admis comme élève interne.

TITRE III.

PERSONNEL DE L'ÉCOLE.

SECTION I.

PERSONNEL DU COMMANDEMENT.

16. L'état-major de l'école se compose de :

- Un officier général, commandant ;
- Un colonel ou lieutenant-colonel, commandant en second ;
- Un chef d'escadron d'artillerie, directeur de l'instruction militaire ;
- Six capitaines, inspecteurs des études ;
- Un médecin principal de 2^e classe,
- Un médecin-major de 2^e classe.

Le petit état-major comprend :

- Huit adjudants de compagnie ;
- Un adjudant 1^{er} maître d'escrime ;
- Cinq sergents-majors, garde-consigne ;
- Un sergent maître d'escrime ;
- Neuf caporaux moniteurs d'escrime ;
- Un sergent ou caporal clairon ;
- Huit clairons ;

Quatre hommes de troupe, dont un secrétaire du général commandant l'école.

Tout le personnel militaire est logé à l'école.

17. Le commandant de l'école est nommé par le président de la République, sur la proposition du ministre de la guerre.

Le commandant en second est nommé par le ministre ; il est choisi parmi les anciens élèves dans une arme différente de celle à laquelle a appartenu le commandant de l'école.

Le chef d'escadron d'artillerie, les capitaines et les adjudants sont

nommés par le ministre de la guerre; le chef d'escadron et les capitaines sont choisis parmi les anciens élèves de l'école en activité de service.

18. L'autorité du commandant de l'école s'étend sur toutes parties du service et sur tout le personnel militaire enseignant et administratif. Il est spécialement chargé d'assurer l'exécution des ordres, ainsi que le maintien de l'ordre et de la discipline. Il préside les conseils d'instruction et d'administration.

Il correspond directement avec le ministre de la guerre. Il n'est pas officier d'ordonnance; un des capitaines employés à l'école exerce les fonctions dans les circonstances exceptionnelles.

19. Le commandant en second a autorité sur le personnel militaire et le personnel administratif. Il est responsable, vis-à-vis du commandant en chef, de l'instruction militaire, de la police et de la discipline.

Il tient les feuillets du personnel des officiers de l'état-major et le journal de mobilisation de l'école.

A l'égard du personnel militaire et des élèves, il possède les attributions d'un chef de corps.

Il est membre des conseils d'instruction, de perfectionnement et de discipline.

Dans toutes les parties du service, il est l'intermédiaire habituel entre le commandant en chef et le personnel. Il remplace dans toutes ses fonctions en cas d'absence ou d'empêchement.

20. L'officier supérieur, directeur de l'instruction militaire, chargé, sous l'autorité du commandant en second, de la direction de tous les exercices et conférences militaires.

Il est chargé des examens de sortie des élèves, en ce qui concerne l'instruction militaire.

Il est membre des conseils d'instruction et de discipline.

Il possède, à l'égard des compagnies entre lesquelles sont réparties les élèves, les attributions d'un chef de bataillon, et il en prend le commandement lorsqu'elles sont réunies.

En cas d'absence ou de maladie du commandant en second, il remplace dans ses fonctions.

21. Les attributions des capitaines et des adjudants sont déterminées par le règlement intérieur de l'école arrêté par le ministre de la guerre.

SECTION II.

PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT.

22. Le personnel de l'enseignement comprend :

§ 1^{er}. Un directeur des études;

Deux professeurs d'analyse;

Deux professeurs de mécanique et de machines;

Un professeur de géométrie descriptive et de stéréotomie;

Deux professeurs de physique ;
Deux professeurs de chimie ;
Un professeur d'astronomie ;
Un professeur d'architecture ;
Un professeur d'histoire et de littérature ;
Un chef des travaux graphiques ;
Deux répétiteurs et deux répétiteurs adjoints d'analyse ;
Deux répétiteurs et deux répétiteurs adjoints de mécanique et de machines ;

Un répétiteur et un répétiteur adjoint de géométrie descriptive et de stéréotomie ;

Deux répétiteurs et deux répétiteurs adjoints de physique ;

Deux répétiteurs et deux répétiteurs adjoints de chimie ;

Un répétiteur et un répétiteur adjoint d'astronomie ;

Un répétiteur d'architecture ;

Un répétiteur d'histoire et de littérature ;

Un professeur et quatre maîtres de dessin d'imitation ;

Un maître de dessin de machines ;

Quatre maîtres de conférences d'allemand ;

§ 2. Cinq examinateurs des élèves, savoir :

Un pour l'analyse ;

Un pour la mécanique et les machines ;

Un pour la géométrie descriptive, la stéréotomie, l'astronomie ;

Un pour la physique ;

Un pour la chimie.

§ 3. Il peut être, en outre, attaché un répétiteur auxiliaire à ceux des cours pour lesquels cette mesure serait reconnue nécessaire par une délibération spéciale du conseil de perfectionnement.

Aucun fonctionnaire de l'enseignement ne peut être maintenu dans son emploi passé l'âge de soixante-dix ans.

23. Le directeur des études est nommé par le président de la République, sur la proposition du ministre de la guerre, et choisi sur une liste de deux candidats présentés à cet effet par le conseil de perfectionnement.

24. Les examinateurs des élèves et les professeurs sont nommés par le président de la République, sur la proposition du ministre de la guerre.

Le chef des travaux graphiques est nommé par le ministre de la guerre.

Chaque année, le ministre nomme les répétiteurs, les répétiteurs adjoints et auxiliaires, les maîtres pour la durée de l'année scolaire suivante, après laquelle ils peuvent être nommés à nouveau, sur la proposition des conseils de l'école.

Chaque fois qu'il y a lieu de remplir une vacance dans l'un des emplois indiqués aux trois paragraphes ci-dessus, le conseil de perfectionnement doit, sur la demande du ministre, présenter deux

candidats après avoir consulté le conseil d'instruction, conformément à ce qui est réglé au troisième paragraphe de l'article 30 après.

Le ministre de la guerre détermine les conditions auxquelles doivent satisfaire les candidats.

25. Le directeur des études a sous sa surveillance spéciale les détails de l'instruction. Il est chargé, sous l'autorité du commandant de l'école, d'assurer l'exécution des programmes d'enseignement et de tous les règlements relatifs aux études.

Les membres du corps enseignant, les examinateurs des élèves et les examinateurs d'admission sont placés sous sa direction.

Il est membre de tous les conseils de l'école, sauf du conseil de discipline, et remplit dans le conseil de perfectionnement les fonctions de secrétaire.

26. Les examinateurs des élèves sont chargés des examens, suite desquels s'établissent, à la fin de chaque année scolaire, les listes de classement pour le passage de la deuxième à la première division et pour l'admission dans les services publics.

Ils se tiennent au courant, durant l'année, de l'état de l'enseignement de l'école en ce qui se rapporte aux matières des examens ; ils sont chargés, et ils consignent les observations et propositions qu'ils croient devoir faire pour l'amélioration de cette partie de l'instruction dans les rapports qu'ils remettent au directeur des études et qui sont ultérieurement soumis au conseil de perfectionnement.

SECTION III.

PERSONNEL ADMINISTRATIF.

27. Sont attachés à l'école :

Un administrateur civil ou un major ;

Un bibliothécaire ;

Un trésorier, garde des archives ;

Un comptable du matériel ;

Trois conservateurs des collections scientifiques ;

Un adjoint au trésorier ;

Un adjoint au comptable du matériel ;

Un sous-chef de bureau à la direction des études ;

Un préposé aux vivres.

Le ministre de la guerre nomme à tous ces emplois, sur la proposition du général commandant l'école, qui lui transmet les demandes, titres et états de services de tous les candidats.

Lorsqu'il s'agit de la nomination des conservateurs des collections scientifiques, l'avis du conseil d'instruction est joint aux propositions faites au ministre.

Les fonctionnaires du personnel administratif ci-dessus désignés ne peuvent être maintenus dans leur emploi au delà de soixante-cinq

ans, à l'exception de ceux se trouvant dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.

28. Le ministre de la guerre détermine, sur la proposition du conseil d'administration, le nombre des commis d'administration, employés et agents secondaires à attacher à l'école.

Les nominations aux emplois de commis et agents secondaires sont faites par le ministre dans les conditions déterminées par l'article 24 de la loi du 18 mars 1889, relative au rengagement des sous-officiers, et de l'article 84 de la loi du 15 juillet de la même année sur le recrutement de l'armée. A défaut de candidats réunissant les conditions légales, ces nominations sont faites sur la présentation de M. le général commandant l'école.

Ces commis et agents sont répartis par les soins du conseil d'administration entre les divers services suivant leurs besoins respectifs.

Les commis ne peuvent être maintenus au delà de l'âge de soixante-cinq ans et les agents au delà de soixante ans.

SECTION IV.

SERVICE DES BÂTIMENTS.

29. Un adjoint du génie attaché à la chefferie du génie de Paris (rive gauche) est chargé de la surveillance et de l'exécution des travaux de bâtiments qui sont soldés sur les fonds du budget de l'école, dans les conditions prévues au règlement du 26 juillet 1893 (art. 166).

Il est logé à l'école.

SECTION V.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DIVERS PERSONNELS DE L'ÉCOLE.

30. Les officiers et sous-officiers en activité de service employés à l'école reçoivent, sur le budget du département de la guerre, la solde afférente à leur grade, conformément aux tarifs et règlements en vigueur.

Les fonctionnaires non militaires et les employés d'administration sont rétribués sur les fonds du budget de l'école, conformément au tarif de solde en vigueur pour le personnel civil des écoles militaires.

31. Les traitements de tous les professeurs, répétiteurs, fonctionnaires et employés non militaires, ainsi que ceux des agents de l'école, sont passibles des retenues prescrites par la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.

Les fonctionnaires, employés ou agents civils logés à l'école sont :

- 1° Le directeur des études ;
- L'administrateur civil ou major ;
- Le bibliothécaire ;
- Le trésorier ;
- Le comptable du matériel ;

L'adjoint au trésorier ;
L'adjoint au comptable.

2° Le sous-chef de bureau de la direction des études ;
Le préposé aux vivres ;
Le commis d'administration chargé du casernement.

3° Seize agents, savoir :
Deux ouvriers d'art (menuisier et serrurier) ;
Le chef gazier ;
Deux chefs de cuisine ;
L'agent chargé du service des eaux ;
Trois concierges ;
Le casernier auxiliaire ;
Quatre garçons de bureau ;
Le gardien de la bibliothèque ;
L'agent chargé du service des bains.

4° Les sœurs et les infirmiers.

32. Les membres du personnel de l'enseignement, les fonctionnaires, commis, employés et agents visés aux articles 22, 27 ci-dessus, ne peuvent être révoqués que par l'autorité qui les a nommés.

TITRE IV.

ENSEIGNEMENT.

33. La durée des cours à l'école polytechnique est de deux ans.
Un élève ne peut être autorisé à passer plus de deux ans à l'école que par une décision du ministre de la guerre prise dans deux circonstances suivantes :

1° S'il a été l'objet d'une mesure d'exclusion temporaire dans des conditions déterminées aux articles 49 et 50 ci-après ;

2° S'il a été proposé pour une troisième année d'étude par le directeur, conformément à l'article 58 ci-après, du classement dans une division dont cet élève fait partie et dans le cas seulement où, suite d'une maladie qui aurait occasionné une suspension de travail, il n'aurait pas été en mesure de satisfaire aux examens de première ou de deuxième année.

Cette autorisation ne peut être accordée qu'une seule fois.

Sauf le cas d'exclusion définitive, tout élève qui a quitté l'école peut y être réadmis par voie de concours, s'il remplit encore les conditions d'admission.

34. Les élèves sont répartis en deux divisions.

La première division comprend les élèves qui ont terminé leur première année d'études, la seconde ceux nouvellement admis.

35. Un conseil d'instruction donne son avis sur toutes les questions qui sont déférées à son examen touchant l'enseignement de l'école et les études des élèves.

Au moins une fois par année, à l'époque où il est convoqué à cet effet, il soumet au conseil de perfectionnement ses vues sur les améliorations qu'il peut y avoir lieu de réaliser dans le système des études, dans les programmes d'admission et dans ceux de l'enseignement intérieur et, en général, sur tout ce qui peut influer sur les progrès de l'instruction des élèves.

Il est consulté chaque fois que le conseil de perfectionnement est chargé de présenter des candidats pour la nomination aux emplois d'examineur des élèves, d'examineur d'admission, de professeur, de répétiteur et de maître. A cet effet, le général commandant l'école lui soumet la liste des candidats.

Le conseil désigne, sur cette liste, les deux candidats qui lui paraissent mériter la préférence.

Après cette opération, la même liste est soumise par le général aux délibérations du conseil de perfectionnement, qui désigne les deux candidats définitifs à présenter au ministre, sans être lié par les choix du conseil d'instruction.

Ce dernier est également consulté sur les titres des candidats, toutes les fois que le ministre doit nommer les conservateurs des collections scientifiques, ainsi qu'il est spécifié à l'article 27.

Le conseil d'instruction se réunit sur la convocation du général commandant l'école.

36. Le conseil d'instruction est composé ainsi qu'il suit :

Le commandant de l'école, président;

Le commandant en second;

Le directeur des études;

Les examinateurs des élèves;

Les professeurs;

Le chef des travaux graphiques;

L'officier supérieur directeur de l'instruction militaire.

Deux des capitaines inspecteurs des études, désignés annuellement par le commandant de l'école, remplissent les fonctions de secrétaire et de secrétaire adjoint du conseil, avec voix délibérative.

Dans les délibérations où il s'agit de questions se rapportant aux conditions d'admission à l'école, cinq des examinateurs d'admission désignés par le général commandant l'école siègent au conseil avec voix délibérative.

37. Un conseil de perfectionnement est chargé de la haute direction de l'enseignement de l'école et de son amélioration dans l'intérêt des services publics. Il coordonne cet enseignement avec celui des écoles d'application; il arrête les programmes des examens et ceux de l'enseignement et fixe les règles générales de l'emploi du temps des élèves.

Ses propositions sont soumises au ministre de la guerre.

Chaque année, il se réunit après les examens; il s'assemble, en outre, toutes les fois que le ministre de la guerre le juge nécessaire.

38. Le conseil de perfectionnement est composé ainsi qu'il suit :
- Le commandant de l'école, rapporteur ;
 - Le commandant en second ;
 - Le directeur des études ;
 - Les généraux présidents des comités de l'artillerie et du génie ;
 - Le général commandant l'école d'application de l'artillerie et du génie ;
 - Deux délégués du département des travaux publics ;
 - Trois délégués du département de la marine ;
 - Un délégué du département du commerce et de l'industrie ou du département des finances, alternativement ;
 - Trois délégués du département de la guerre ;
 - Deux membres de l'académie des sciences ;
 - Deux examinateurs des élèves ;
 - Trois professeurs de l'école.

Les délégués des départements ministériels sont respectivement désignés par les ministres de ces départements.

Les deux membres de l'académie des sciences sont élus par les deux examinateurs des élèves et les trois professeurs sont choisis par le ministre de la guerre.

Les membres amovibles du conseil de perfectionnement ne sont nommés que pour un an ; ils peuvent être nommés à nouveau.

Le conseil est constitué tous les ans à la reprise des études.

Il est présidé par le plus ancien des généraux présidents des comités de l'artillerie et du génie.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par le directeur des études.

39. Le conseil d'instruction et le conseil de perfectionnement peuvent délibérer qu'autant que la moitié plus un des membres sont présents.

Dans l'un et l'autre conseil, en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

40. Lorsque, conformément aux dispositions des articles 9, 23 et 24 ci-dessus, le conseil de perfectionnement a des candidats à présenter, il procède au scrutin secret.

Il n'y a présentation qu'autant que les candidats réunissent la moitié plus un des suffrages exprimés. Les bulletins blancs ne comptent pas comme suffrages exprimés à partir du deuxième tour de scrutin.

41. Le conseil d'instruction procède de la manière indiquée à l'article précédent, toutes les fois qu'il a des désignations à faire en conformité des articles 9, 24 et 27 du présent décret.

TITRE V.

RÉGIME, POLICE, DISCIPLINE.

42. Les élèves sont casernés et forment quatre compagnies; leur uniforme est réglé par décision ministérielle.

Les élèves sont considérés comme présents sous les drapeaux dans l'armée active, en qualité d'engagés volontaires. Ils reçoivent l'instruction militaire complète et sont assujettis aux obligations et prescriptions édictées par les règlements généraux de l'armée, ainsi qu'il est indiqué aux règlements ministériels rendus en exécution du présent décret.

Ils sont à la disposition du ministre de la guerre.

43. Dans chaque salle d'études, un élève désigné au commencement de l'année scolaire par le commandant de l'école, d'après son rang d'admission ou de classement, est nommé chef de salle. Il transmet aux élèves de sa salle les ordres et les communications de l'autorité supérieure.

Sous les armes, les chefs de salle remplissent les fonctions dévolues aux sous-officiers et caporaux d'une compagnie d'infanterie.

44. Deux fois par an, le commandant de l'école établit pour chaque élève un bulletin résumant les notes relatives au travail et aux progrès de l'élève, à sa conduite et à sa tenue; un relevé de ces notes est adressé au ministre et aux parents des élèves.

45. Un conseil de discipline est spécialement institué pour prononcer sur le compte des élèves qui ont commis des fautes graves, ou dont l'inconduite est habituelle ou qui se sont remarquer par une insuffisance systématique de travail.

Le conseil de discipline est composé de cinq membres, savoir :

Le commandant en second, président;

L'officier supérieur directeur de l'instruction militaire;

Un chef de bataillon ou chef d'escadron de l'armée, ancien élève de l'école;

Deux capitaines de l'école pris hors de la compagnie dont l'élève fait partie.

Les fonctions de rapporteur du conseil sont remplies par un des capitaines de l'école, choisi parmi ceux qui ne sont pas membres du conseil. Cet officier n'a pas voix délibérative.

Le chef de bataillon ou d'escadron de l'armée est nommé par le général de division gouverneur militaire de Paris, sur la demande du général commandant l'école.

Les capitaines sont nommés par le général commandant l'école.

Les membres amovibles sont nommés tous les ans, à la reprise des études.

46. Le conseil s'assemble sur la convocation directe du commandant de l'école.

Il ne peut délibérer que lorsque tous ses membres sont présents. Nul membre ne peut se dispenser d'assister au conseil sans un empêchement légitime, dont il doit donner avis dans le plus bref délai au commandant de l'école.

Les membres absents sont remplacés par des officiers du même grade désignés d'avance en qualité de suppléants.

Les membres du conseil siègent en tenue de service.

47. Lorsqu'un élève est traduit devant le conseil de discipline, le conseil, après s'être réuni et constitué, entend la lecture du rapport établi sur la conduite habituelle de l'élève et sur les faits qui motivent sa comparution devant le conseil; il prend connaissance de la feuille de punitions ainsi que de ses notes depuis son entrée à l'école.

Le conseil peut, d'ailleurs, réclamer tous les renseignements écrits ou verbaux qu'il jugerait utiles dans l'intérêt de la discipline de l'élève inculpé.

L'élève est admis à présenter sa justification.

48. Lorsque le conseil juge qu'il est suffisamment éclairé, le capitaine rapporteur, les divers témoins et l'élève inculpé se retirent. Le conseil délibère et procède ensuite au vote par le mode du secret.

49. L'exclusion de l'élève ne peut être proposée par le conseil qu'à la majorité des deux tiers des voix. Le ministre de la guerre statue et ne peut modifier l'avis du conseil qu'en faveur de l'élève.

L'exclusion peut être définitive ou temporaire.

L'élève exclu d'une façon définitive est envoyé dans un régiment comme soldat de deuxième classe, pour y terminer le temps de service qui lui reste à faire. Il ne peut être admis de nouveau à l'école.

L'élève exclu d'une façon temporaire est envoyé dans un régiment comme soldat de deuxième classe, jusqu'à la fin de l'année scolaire; il rentre à l'école l'année suivante, dans la division qui porte le même numéro que celle dont il faisait partie, à condition qu'il se soit bien conduit au régiment.

Lorsque la décision du conseil est favorable à l'élève, le président se borne à transmettre le résultat du vote au général commandant l'école, qui inflige, s'il y a lieu, une punition disciplinaire et compte au ministre.

50. En cas de troubles, de refus d'obéissance collectif ou de tout autre acte compromettant l'ordre de l'école et présentant un caractère d'insubordination générale, le ministre de la guerre, sur le rapport du commandant de l'école, arrête les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre et la tranquillité et peut prononcer l'exclusion des élèves qui lui sont particulièrement signalés.

TITRE VI.

PASSAGE D'UNE DIVISION À L'AUTRE ET SORTIE DE L'ÉCOLE.

51. A la fin du premier semestre de l'année scolaire, les élèves de chaque division sont soumis à des interrogations générales, à la suite desquelles ils sont l'objet d'un classement provisoire dans lequel interviennent les notes obtenues par chaque élève depuis le commencement de l'année.

Ces interrogations générales sont faites par les professeurs et répétiteurs.

52. A la fin de chaque année scolaire, après la clôture des cours, les élèves de chaque division subissent les examens à la suite desquels ils sont classés par ordre de mérite, d'après l'ensemble des notes qui leur ont été données depuis leur entrée à l'école.

Les examens de la seconde année et les notes obtenues dans le courant de leurs deux années d'études servent à établir la liste par ordre de mérite des élèves admissibles dans les services publics.

53. Les élèves de seconde année déclarent, avant la fin des examens de sortie, à quel service public ils donnent la préférence, et subsidiairement dans quel ordre leur choix se porterait sur d'autres services. S'ils ne désirent prendre aucun service, ils le déclarent également.

54. Chacun des cinq examinateurs des élèves fait un examen de première division et un examen de deuxième division sur les matières spécifiées au deuxième paragraphe de l'article 22.

Lorsque le nombre des élèves l'exige, des examinateurs suppléants sont chargés des examens de passage de deuxième et première division. Ces examinateurs suppléants sont nommés chaque année par le ministre, pour la durée de l'année scolaire suivante.

Les élèves de chaque division sont, en outre, examinés sur les matières enseignées dans les conférences militaires, ceux de la première division par l'officier supérieur directeur de l'instruction militaire, et ceux de la deuxième division par un capitaine désigné par le commandant en second.

55. Par exception, il peut être décidé par arrêté ministériel, sur la proposition du conseil de perfectionnement, que les examens sur quelques cours spéciaux d'application ou sur des matières autres que celles réparties par l'article 22 entre les cinq examinateurs des élèves seront faits par des délégués des services publics ou par des examinateurs spéciaux choisis à cet effet.

56. Les membres des comités ou des conseils supérieurs des corps qui se recrutent à l'école polytechnique, les officiers, les professeurs et les membres du conseil de perfectionnement de l'école polytechnique et des écoles d'application ont le droit d'assister aux examens subis par les élèves des deux divisions.

57. Le ministre de la guerre détermine, sur la proposition du conseil de perfectionnement, la proportion suivant laquelle les mérites de mérite obtenus par les élèves depuis leur entrée à l'école dans chaque spécialité de l'instruction, pour chaque nature de travail et chaque genre d'épreuves, doivent entrer dans les éléments de la classement pour le passage d'une division dans l'autre ou pour l'admission dans les services publics.

58. Un jury est chargé d'établir la liste de passage de la deuxième à la première division; le même jury dresse la liste de classement dans les services publics.

Ce jury est composé comme il suit :

Le général commandant l'école, président;

Le commandant en second;

Le directeur des études;

Les cinq examinateurs des élèves;

L'examineur de sortie pour l'instruction militaire;

Quatre membres du conseil de perfectionnement désignés par le conseil et choisis, deux parmi les membres militaires et deux parmi les membres non militaires.

Lorsque des examinateurs suppléants ont été nommés, conformément aux dispositions contenues dans l'article 54, ces examinateurs se joignent, pour le classement des élèves de première année, au jury déterminé ci-dessus.

59. Le jury exclut de la liste de sortie les élèves qui n'auraient pas satisfait à toutes les conditions exigées par les règlements. Il fait connaître au ministre les noms des élèves de chacune des deux divisions qui, par suite de leur état de santé, n'ont pas pu suivre le cours d'une manière suffisante et peuvent être autorisés à redoubler leur année d'études, ainsi qu'il a été exposé à l'article 33 ci-dessus.

60. Les élèves de première année qui n'auraient pu, pour cause de santé, subir tous les examens généraux, pourront être admis en première division si les notes qu'ils ont obtenues dans le courant de l'année constatent leur aptitude à suivre les cours de cette division.

61. Nul élève ne pourra être déclaré admissible dans les services publics s'il n'a subi tous les examens de sortie, comme il est dit à l'article 2.

62. Lorsque le rang de sortie d'un élève qui n'a pas été reconnu apte au service militaire lui permet de choisir l'un des services civils se recrutant à l'école, son admissibilité ou son inadmissibilité dans ce service au point de vue de l'aptitude physique est prononcée par le jury de classement, auquel le médecin-chef de l'école est adjoint avec voix consultative.

63. Les élèves de la première division déclarés par le jury inadmissibles dans les services publics pour défaut d'instruction ne sont point portés sur les listes de sortie déterminant le classement dans les divers services.

Ils sont traités conformément aux dispositions de l'article 70 ci-après.

Ils peuvent être réadmis à l'école, mais seulement par voie de concours et s'ils remplissent encore les conditions voulues pour l'admission.

Tous les élèves qui satisfont aux conditions des examens et qui n'entrent pas dans les services publics, soit parce qu'ils n'ont pu obtenir le service qu'ils désiraient, soit parce qu'ils n'ont demandé aucun service, sont portés à leur rang sur la liste de classement.

64. Il est délivré à ces derniers élèves, sur leur demande, un certificat de capacité constatant qu'ils ont satisfait aux examens de sortie.

65. Les jugements rendus par le jury et portant exclusion de la liste de sortie sont définitifs et ne peuvent être modifiés.

66. Les listes de classement par ordre de mérite étant établies, les élèves portés sur la liste de sortie sont répartis dans les divers services jusqu'à concurrence des places disponibles; ils sont désignés, suivant leur rang, pour le service qu'ils ont demandé en première ligne ou, à défaut de place dans ce service, pour celui qu'à titre subsidiaire ils ont indiqué immédiatement à la suite dans la déclaration spécifiée à l'article 53.

67. Avant la clôture des opérations du jury, chacun des examinateurs peut présenter au jury, s'il le juge nécessaire, un rapport détaillé sur l'ensemble des examens subis devant lui.

Les rapports des examinateurs, ainsi que les observations que ces rapports ont pu suggérer aux autres membres du jury, sont transmis au conseil de perfectionnement et au ministre de la guerre.

68. Les élèves admissibles dans les services publics qui, faute de place n'ont pu être désignés pour l'un des services énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, sont susceptibles, conformément aux articles 3 et 25 de la loi du 14 avril 1832, d'être nommés sous-lieutenants dans les corps de l'armée de terre ou de mer autres que ceux indiqués audit article 1^{er}.

Ils peuvent être reçus à l'école forestière ou être admis à suivre les cours des écoles civiles d'application.

69. Il peut être alloué, sur la proposition des conseils d'instruction et d'administration, à chaque boursier ou demi-boursier nommé officier après avoir satisfait aux examens de sortie, la première mise d'équipement militaire attribuée, dans l'arme où il doit entrer, aux sous-officiers promus officiers.

70. Les élèves reconnus aptes au service militaire qui ne peuvent satisfaire aux examens de sortie sont dirigés sur un corps de troupe pour y terminer le temps de service qui leur reste à faire.

Ceux qui sont admis dans un des services civils se recrutant à l'école et ceux qui quittent l'école après avoir satisfait aux examens de sortie, sans entrer dans aucun service, sont nommés sous-lieute-

nants de réserve et accomplissent en cette qualité, dans un corps de troupe, leur troisième année de service.

Ceux qui viendraient à quitter le service civil dans lequel ils sont admis n'en sont pas moins soumis à cette obligation. Ceux qui demanderaient leur démission de sous-lieutenants de réserve avant l'accomplissement de leur troisième année de service n'en resteraient pas moins soumis à toutes les conséquences de l'engagement de trois ans contracté par eux.

Tout élève non engagé appelé, après sa sortie de l'école, devant conseil de revision et reconnu apte au service militaire, ne sera tenu d'accomplir qu'une année de service effectif dans les conditions auxquelles il aurait été soumis s'il s'était engagé au moment de son admission à l'école, pourvu toutefois qu'il ait satisfait aux examens de sortie.

TITRE VII.

ADMINISTRATION ET COMPTABILITÉ.

71. L'administration et la comptabilité sont régies conformément aux dispositions du décret du 26 juillet 1893 et du règlement matériel de même date.

Conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement précité, le conseil d'administration est composé comme il suit :

- Le commandant de l'école, président ;
- Le directeur des études ;
- L'administrateur civil ou major, rapporteur ;
- Le trésorier, secrétaire ;
- Le comptable du matériel.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

72. Le ministre de la guerre détermine, par des règlements particuliers ayant pour base les dispositions du présent décret, tout ce qui est relatif au service intérieur et à la discipline.

73. Chaque année, un général de division est chargé de l'inspection générale de l'école en ce qui se rapporte à l'instruction militaire au service, à la discipline, à l'administration et à la comptabilité.

74. Toutes les dispositions contraires au présent décret sont demeurent abrogées.

75. Les ministres de la guerre, de la marine, du commerce, de l'industrie et des colonies, des finances et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

MODÈLE A.

MODÈLE n° 9.

Article 20 du décret
du
28 septembre 1889.

CERTIFICAT D'ADMISSION
À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

Je soussigné,

général commandant

polytechnique, certifie que le sieur

, à

, canton

, département d

et d

liés à

, canton d

tement d

admis sous le numéro

à l'école polytechnique,

189 .

et à Paris, le

189 .

MODÈLE B.

MODÈLE N° 7.

Article 5 du décret
du
28 septembre 1889

CERTIFICAT D'APTITUDE DÉLIVRÉ PAR L'AUTORITÉ MILITAIRE.

Au sieur , qui a déclaré
servir comme engagé volontaire.

Nous soussigné, général commandant
l'école polytechnique, certifions que nous avons fait visiter en notre présence
M. , médecin principal de 2^e classe, médecin
à l'école polytechnique.

Le sieur , né le
à , canton d
département d , et résidant à
canton d , département d
fils d et d dont
à , canton d , de
ment d , taille d'un mètre
mètres, cheveux , sourcils , front
yeux , nez , bouche , menton
visage , marques particulières
et qu'il résulte de cette visite que le sieur
n'est atteint d'aucune infirmité, qu'il est sain, robuste et bien constitué.

En conséquence, et après avoir reconnu par nous-même qu'il réunit la taille et les autres qualités requises pour le service militaire,

Nous déclarons que l'acte d'engagement qu'il demande à contracter pour le service militaire peut être reçu.

En foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat, signé de nous
M. , médecin principal de 2^e classe.

Fait à Paris, le 189 .

(1)

(2)

(3)

(1) Signature de l'engagé.
(2) Signature du docteur.

(3) Signature de l'officier qui a
le certificat.

N° 27904. — *DÉCRET qui modifie les Subdivisions de la dix-septième Région.*

Du 13 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 24 juillet 1873, relative à l'organisation générale de l'armée;

Vu le décret du 6 août 1874 ⁽¹⁾, qui détermine les régions territoriales et les subdivisions de région, le conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les délimitations des première, deuxième, troisième et quatrième subdivisions de la dix-septième région sont modifiées conformément aux indications du tableau ci-annexé.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*,

Fait à Paris, le 13 Mars 1894.

Signé : GARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

XVII^e RÉGION, chef-lieu TOULOUSE,

comprend les départements de l'ARIÈGE, de la HAUTE-GARONNE, du GERS,
du LOT, de LOT-ET-GARONNE et de TARN-ET-GARONNE.

NUMÉROS des subdivisions de la région.	DÉPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	CANTONS
	qui concourent à la formation des subdivisions de la région.		
1 ^{re} .	Tarn-et-Garonne...	Castelsarrasin	Lavit.
		Moissac	Moins Moissac et Lauzerte.
		Agen. "	
	Lot-et-Garonne.....	Nérac	Nême et Francescas.
		Villeneuve	Fumel et Tournon.
	Gers	Condom	Condom et Montréal.
		Lectoure	Lectoure et Miradoux.
	Lot	Cahors	Puy-l'Évêque et Luxech.
2 ^e .		Marmande.	
	Lot-et-Garonne.....	Villeneuve	Moins Fumel et Tournon.
		Nérac	Moins Nérac et Francescas.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 229, n° 3491.

NUMÉROS des subdivisions de la région.	DÉPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	CANTONS
	qui concourent à la formation des subdivisions de la région.		
3°.	Lot.....	Figeac. Gourdon. Cahors.....	Moins Pay-Févère, Lamoignon, Montcuq, Castelnau, Figeac, Benque, Limogne.
4°.	Lot.....	Cahors.....	Montcuq, Castelnau, Figeac, Benque et Limogne.
	Tarn-et-Garonne...	Montauban. Castelsarrasin..... Moissac.....	Moins Lavit. Moissac et Lauzerte.
5°.	Sans modifications au décret du 6 août 1874.		
6°.			
7°.			
8°.			

N° 27905. — DÉCRET rapportant les Décrets des 14, 19 et 23 mars 1889, relatifs au rattachement des Services coloniaux au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Du 20 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 21 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères et du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,
Vu la loi du 20 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les décrets des 14, 19 et 23 mars 1889, relatifs au rattachement des services coloniaux au ministère du commerce et de l'industrie, sont rapportés.

2. Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

N° 27906. — *DÉCRET qui nomme M. Boulanger Ministre des Colonies.*

Du 20 Mars 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 21 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Boulanger*, sénateur, est nommé ministre des colonies.

2. Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

N° 27907. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Montbéliard (Doubs) à l'effet d'élire un Député.*

Du 3 Avril 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 5 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de *M. Vielle*, député du département du Doubs pour l'arrondissement de Montbéliard,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Montbéliard

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1566, n° 3677.

(Doubs) est convoqué pour le dimanche 29 avril 1894, à l'effet d'être un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27908. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Corse à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 4 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 6 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 3^e même mois;

Attendu le décès de M. Pitti-Ferrandi, sénateur du département de la Corse;

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Corse sont convoqués pour le dimanche 29 avril 1894, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux,

(1) AN¹ série, Bull. 290, n° 4941.

du département de la Corse, se réunira au chef-lieu, le dimanche 3 juin 1894, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27909. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Indre à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 4 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 6 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1896⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. Clément, sénateur du département de l'Indre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Indre sont convoqués pour le dimanche 29 avril 1894, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de l'Indre, se réunira au chef-lieu le dimanche 3 juin 1894, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électo-

(1) Séance, Bull. 291, n° 4947.

rales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27910. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Loches (Indre-et-Loire) à l'effet d'élire un Député.

Du 12 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 14 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés ;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal dans les circonscriptions électorales ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾ ;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples ;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux ;

Vu l'extrait des procès-verbaux des délibérations de la Chambre des députés, duquel il résulte que, dans la séance du 26 février 1894, la Chambre a invalidé les pouvoirs de M. Wilson, élu député de l'arrondissement de Loches (Indre-et-Loire),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Loches (Indre-et-Loire) est convoqué pour le dimanche 6 mai 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 1^{er} du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars 1894, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 3677.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27911. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) à l'effet d'élire un Député.*

Du 24 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 26 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organiques et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu l'extrait des procès-verbaux des délibérations de la Chambre des députés, duquel il résulte que, dans la séance du 17 mars 1894, la Chambre a invalidé les pouvoirs de M. Edmond Blanc, élu député de l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) est convoqué pour le dimanche 20 mai 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ xiv^e série, Bull. 1566, n° 26771.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27912. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Castelnaudary (Aude) à l'effet d'élire un Député.

Du 24 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 26 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal dans les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Mir, député de l'arrondissement de Castelnaudary (Aude),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Castelnaudary (Aude) est convoqué pour le dimanche 20 mai 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 1^{er} du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 1577.

N° 27913. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Neufchâteau (Vosges) à l'effet d'élire un Député.

Du 24 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 26 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés ;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾ ;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples ;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux ;

Vu la démission de M. Frogier de Ponlevoy, député de l'arrondissement de Neufchâteau (Vosges),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Neufchâteau (Vosges) est convoqué pour le dimanche 20 mai 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27914. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° Les mineurs ci-après nommés, sous la tutelle de leur mère, M^{me} Lallement (Marie-Émilie-Eugénie), née le 20 septembre 1855, à Saint-Remy-en-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3656 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1566, n° 26771.

Bouzemont (Marne), demeurant à Vitry-le-François (Marne), épouse divorcée de M. Sanly (Etienne-Auguste), savoir :

Sanly (Camille-Joseph), né le 3 février 1874, à Vitry-le-François;
Sanly (René-Gaston), né le 19 décembre 1878, à Vitry-le-François;
Sanly (Lucien-Joseph), né le 17 juin 1886, à Vitry-le-François;
Sanly (Georges-Etienne), né le 3 novembre 1887, à Vitry-le-François;
Sanly (Marie-Suzanne), née le 30 novembre 1888, à Vitry-le-François;
Et Sanly (Léon), né le 22 novembre 1892, à Vitry-le-François,

Sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de Henry à s'appeler légalement, à l'avenir, Henry au lieu de Sanly;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat. (Paris, 21 Mai 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Juin 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

colonies, au titre de l'exercice 1894, un crédit supplémentaire d'un million quatorze mille cinq cents francs (1,014,500) se répartissant comme suit entre les divers chapitres du budget colonial :

CHAP. VIII. Troupes coloniales.....	243,000 ^f
— XIV. Frais de voyage.....	194,000
— XVI. Vivres.....	220,000
— XVIII. Hôpitaux.....	157,500
— XX. Bâtiments militaires.....	200,000
TOTAL.....	1,014,500

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

1894. — LOI concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1893; 2° l'ouverture de Crédits au titre des Budgets annexes.

Du 21 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 22 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est :

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1893.

Art 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 28 avril 1893 pour les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1893 (Algérie non comprise), des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de sept millions sept cent cinquante mille cent quatre-vingt-cinq francs quatre-vingts centimes (7,752,185^f80). Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1893.

N° 27916. — *Loi qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire pour l'Exposition internationale de Lyon.*

(Promulguée au Journal officiel du 22 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, en addition aux crédits ouverts pour l'exercice par la loi de finances du 26 juillet 1893, des crédits s'élevant à une somme de trois cent quatre-vingt mille francs (380,000^f), ainsi répartis :

SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

CHAP. XXVIII bis. Subvention à l'exposition internationale de Lyon.. 360,000^f

SERVICE COLONIAL.

CHAP. XXIX bis. Participation à l'exposition internationale de Lyon.. 20,000^f

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*
Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie et des colonies,*
Signé : MARTEL.

N° 27917. — *Loi qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1894.*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

des colonies, au titre de l'exercice 1894, un crédit supplémentaire d'un million quatre cent mille cinq cents francs (1,014,500) se répartissant comme suit entre les divers chapitres du budget colonial :

CHAP. VIII. Troupes coloniales.....	243,000'
— XIV. Frais de voyage.....	194,000
— XVI. Vivres.....	220,000
— XVIII. Hôpitaux.....	157,500
— XX. Bâtiments militaires.....	200,000
TOTAL.....	1,014,500

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27918. — *LOI concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1893; 2° l'ouverture de Crédits au titre des Budgets annexes.*

Du 21 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 22 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1893.

ART 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 28 avril 1893 pour les dépenses du budget général de l'exercice 1893 (Algérie non comprise), des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de sept millions sept cent cinquante-deux mille cent quatre-vingt-cinq francs quatre-vingts centimes (7,752,185'80). Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1893.

2. Il est ouvert aux ministres, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1893 en Algérie, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de deux cent trente-six mille trois cent vingt trois francs (236,323'), savoir :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAP. III.	Entretien des détenus en Algérie.....	176,508'
— V.	Transport des détenus et des libérés en Algérie.	52,000

5^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.

Chapitre unique.	Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie.....	25,000
------------------	--	--------

**MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.**

1^{re} section. — Service de l'instruction publique.

CHAP. V.	Écoles d'enseignement supérieur à Alger (Matériel.).....	2,823
TOTAL ÉGAL.....		236,325

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1893.

3. Sur les crédits ouverts aux ministres par la loi de finances 28 avril 1893 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général de l'exercice 1893 (Algérie non comprise), une somme de six millions quatre cent cinquante-neuf mille huit cent soixante-douze francs quatre-vingt-sept centimes (6,459,872' 87) est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

4. Sur les crédits extraordinaires ouverts au ministre de la guerre au titre du chapitre XLVII du budget de l'exercice 1893, pour le démantèlement de la place de Valenciennes, une somme de quatre-vingt-quinze mille neuf cent quatre-vingt-quinze francs (95,995) est annulée, sauf report à l'exercice 1894, jusqu'à concurrence de quatre-vingt-deux mille francs (82,000').

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux du budget général de l'exercice 1893 (Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place) (loi du 26 août 1890) sont

réduites d'une somme égale de quatre-vingt-quinze mille neuf cent quatre-vingt-quinze francs (95,995').

5. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre LXXI du budget de l'exercice 1893 : *Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles* (loi du 2 janvier 1890), une somme de dix mille quatre cent vingt et un francs onze centimes (10,421' 11) est annulée, sauf report à l'exercice 1894.

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux du budget général de l'exercice 1893 (Produits de l'aliénation d'immeubles remis au domaines par le département de la guerre) sont réduites d'une somme égale de dix mille quatre cent vingt et un francs onze centimes (10,421' 11).

6. Sur le crédit extraordinaire ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre LXXIV du budget de l'exercice 1893 : *Transformation de l'enceinte de Lille*, une somme de quatre cent vingt-huit mille francs (428,000') est annulée, sauf report à l'exercice 1894.

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux du budget général de l'exercice 1893 (Versements effectués par la ville de Lille, en exécution de la convention du 30 novembre 1891, approuvée par la loi du 8 août 1893) sont réduites d'une somme égale de quatre cent vingt-huit mille francs (428,000').

7. Sur les crédits extraordinaires ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre LXXV du budget de l'exercice 1893 : *Déclassement partiel des fortifications d'Alger*, une somme de sept cent vingt-sept mille trois cents francs (727,300') est annulée, sauf report à l'exercice 1894.

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux du budget général de l'exercice 1893 (Versements effectués par la ville d'Alger, en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893) sont réduites d'une somme égale de sept cent vingt-sept mille trois cents francs (727,300').

8. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre LXXVI du budget de l'exercice 1893 : *Construction d'une caserne destinée à remplacer la caserne Nicolai et agrandissement du quartier de cavalerie de Grenelle*, une somme de cent soixante-huit mille sept cents francs un centime (168,700' 01) est annulée, sauf report à l'exercice 1894.

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux du budget général de l'exercice 1893 (Indemnité versée par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolai) sont réduites d'une somme égale de cent soixante-huit mille sept cents francs un centime (168,700' 01).

9. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre LXX du budget de l'exercice 1893 : *Démantèlement de la place*

d'Aire-sur-la-Lys, une somme de cinquante-cinq mille trente francs (55,030^f) est annulée, sauf report à l'exercice 1894.

Par suite, sont réduites d'une somme égale de cinquante-cinq mille trente francs (55,030^f) les évaluations de recettes des produits domaniaux du budget général de l'exercice 1893 et inscrites aux comptes ci-après :

1° Produit de la vente des immeubles militaires dépendant de la place d'Aire-sur-la-Lys;

2° Reliquat disponible sur les versements effectués par la ville Valenciennes et la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place de Valenciennes.

10. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre chapitre LXXI du budget de l'exercice 1893 : *Démantèlement de la place de Bouchain (Nord)*, une somme de quarante-neuf mille six cent quatre-vingts francs (49,680^f) est annulée, sauf report à l'exercice 1894.

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux budget général de l'exercice 1893 (Versements effectués par la ville de Bouchain (Nord) pour le démantèlement de la place) sont réduites d'une somme égale de quarante-neuf mille six cent quatre-vingts francs (49,680^f).

11. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre chapitre LXXIII du budget de l'exercice 1893 : *Réorganisation des établissements militaires en Algérie*, une somme de douze mille francs (12,000^f) est annulée, sauf report à l'exercice 1894.

Par suite, les évaluations de recettes des produits domaniaux l'exercice 1893 (Produits de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie) sont réduites d'une somme égale de douze mille francs (12,000^f).

12. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, titre du budget général de l'exercice 1893 (Algérie non comprise) imputables sur les fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés pour travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, une somme de soixante-un mille trente francs cinquante centimes (61,030^f 50) est annulée au chapitre 1 de la 1^{re} section : *Amélioration et extension des ports maritimes*.

13. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1893 en Algérie et imputables sur les fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés pour travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, une somme de cent quatre-vingt-sept mille cinq cents francs (187,500^f) est annulée au chapitre 11 de la 2^e section : *Amélioration des ports en Algérie*.

TITRE II.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

MONNAIES ET MÉDAILLES.

14. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1893, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, un crédit supplémentaire de dix mille cent francs (10,100^f) applicable au chapitre VII (*Matériel*).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe.

A cet effet, les prévisions de recettes de l'exercice 1893 à provenir de la vente des médailles sont augmentées d'une somme de dix mille cent francs (10,100^f).

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

15. Il est ouvert au ministre de la marine, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine pour l'exercice 1893, un crédit supplémentaire de cent cinquante-huit mille cinq cent cinquante-quatre francs (158,554^f) applicable au chapitre III : *Demi-soldes et pensions qui en dérivent*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1893.

A cet effet, les prévisions de recettes inscrites au chapitre XI : *Subvention du département de la marine*, sont augmentées d'une somme égale de cent cinquante-huit mille cinq cent cinquante-quatre francs (158,554^f).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. BURDEAU.

ÉTATS ANNEXÉS.

EXERCICE 1893.

ÉTAT A.

Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits supplémentaires accordés sur le budget de l'exercice 1893. (France.)

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
LXIX.	Dépenses diverses de l'administration des contribu- tions directes.....	178,950 ⁰⁰	178,950 ⁰⁰
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	23,267 ⁷⁴	
LI.	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire..	15,954 ⁰⁰	43,221 ⁰⁰
LXIII.	Entretien des détenus.....	393,500 ⁰⁰	
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
IV.	Officiers de marine et équipages.....	1,400,000 ⁰⁰	
XII.	Constructions navales. — Salaires pour les construc- tions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	161,000 ⁰⁰	
XIII.	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte.....	224,000 ⁰⁰	
XXIII.	Constructions navales. — Approvisionnements de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service cou- rant.....	800,000 ⁰⁰	
XXIX.	Artillerie. — Poudres et munitions.....	850,000 ⁰⁰	
XXXII.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Tra- vaux neufs et grandes améliorations.....	40,176 ⁰⁰	
XXXVIII.	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion	58,000 ⁰⁰	4,320 ⁰⁰
XLII.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Travaux hydrauliques.	3,250 ⁰⁰	
XLIV.	Chauffage et éclairage (achats directs et indemnités représentatives).....	67,717 ⁰⁰	
XLV.	Fournitures et mobilier d'administration (achats directs et indemnités représentatives). — Impres- sions, livres et reliures.....	10,000 ⁰⁰	
XLVI.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrète- ments et frais accessoires.....	228,000 ⁰⁰	
XLVII.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transports par terre et frais accessoires.....	240,000 ⁰⁰	
XLIX.	Subvention à la caisse des invalides de la marine..	158,554 ⁰⁰	
LI.	Dépenses diverses.....	80,000 ⁰⁰	

MINISTÈRES ET SERVICES.	des crédits accordés	
	par chapitre.	par ministère.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.		
<i>1^{re} section. — Service de l'instruction publique.</i>		
Matériel de l'administration centrale.....	21,046 ¹ 50 ⁺	159,048 ¹ 73 ⁺
Facultés. — Matériel.....	47,717 00	
Part contributive de l'Etat dans les dépenses de l'en- seignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 100,000 âmes.....	40,285 23	
Enseignement primaire. — Cours d'adultes. — Ma- tériel. — Encouragements. — Bibliothèques sco- laires.....	50,000 00	
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.		
<i>1^{re} section. — Commerce et industrie.</i>		
Encouragements aux pêches maritimes.....	200,000 00	1,840,833 33
Primes à la filature de la soie.....	1,590,000 00	
Subvention à l'industrie des huiles de schiste (Loi du 30 décembre 1893).....	140,833 33	
<i>2^e section. — Postes et télégraphes.</i>		
4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EX- PLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Indemnités diverses et secours.....	846,740 00	799,935 00
Dépenses diverses.....	61,195 00	
Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse.....	192,000 00	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
Impressions, souscriptions aux publications, abon- nements, autographes, entretien de machines, etc.	20,000 00	20,000 00
TOTAUX de l'Etat A.....	7,752,185 80	7,752,185 80

ÉTAT B.

Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits annulés
sur le budget de l'exercice 1893. (France.)

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	<i>1^{re} section. — Service ordinaire.</i>		
LXXII.	Reconstruction d'un bâtiment incendié à l'arsenal de Lille.....	338,347 ⁸⁷	338,347 ⁸⁷
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
XVIII.	Service général des ports, ateliers, chantiers et ma- gasins. — Salaires. — Constructions navales....	204,700 00	5,710 ⁰⁰
XXV.	Achats extraordinaires de bâtiments à l'industrie...	883,630 00	
XXVI.	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	3,622,000 00	
XXX.	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant.	850,000 00	
XXXVII.	Casernement.....	150,000 00	
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.		
	<i>1^{re} section. — Commerce et industrie.</i>		
LXVI.	Participation de la France à l'exposition internatio- nale de Chicago.....	350,000 00	350,000 00
	<i>2^e section. — Postes et télégraphes.</i>		
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EX- PLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
VI.	Traitement du personnel et indemnités à titre de traitements (sous-agents).....	61,195 00	61,195 00
	TOTAUX de l'état B.....	6,459,872 87	6,459,872 87

N° 27919. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1893, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État*.

Du 15 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1893 ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

Décret :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre LIV : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à soixante-deux mille deux cent soixante-quinze francs soixante-douze centimes (62,275'72) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 62,275 fr. 72 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre LIV : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Aisne.....	Occupation temporaire d'un terrain (ligne de Busigny à Hirson).....	1,180 ^f 00 ^e
Ardennes....	Établissement du chemin de fer d'Hirson à Amagne (1,500 ^f + 173 ^f 62 + 257 ^f 11).....	1,930 73
Doubs.....	Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse.....	2,000 00
Morbihan....	Établissement du chemin de fer de Châteaubriant à Ploër- mel.....	42,160 00
Oise.....	Établissement du chemin de fer d'Ormo y à Mareuil-sur- Ourcq et construction d'une gare à Antilly. 566 ^f 66 ^e)	8,366 66
	Établissement du chemin de fer d'Ormo y à Mareuil-sur-Ourcq et construction d'une gare à Antilly (5,000 ^f + 2,400 ^f + 1,000 ^f)..... 8,400 00	
Vienne.....	Établissement du chemin de fer de Loudun à Châtellerault (2,000 ^f + 805 ^f 33 + 250 ^f + 580 ^f)..... 3,638 ^f 33 ^e)	4,038 33
	Établissement du chemin de fer de Poitiers au Blanc..... 400 00	
Yonne.....	Établissement du chemin de fer d'Auxerre à Gien (1,000 ^f + 1,000 ^f).....	2,000 00
	TOTAL.....	62,275 72

N° 27920. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux publics.

Du 15 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, des communes et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours, crédits additionnels montant ensemble à douze mille six cent neuf francs deux centimes (12,609⁰²) et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. XXVIII. Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	11,540 ⁷²
---	----------------------

II^e SECTION.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XLVII. Amélioration des rivières	1,068 ²⁸
--	---------------------

ENSEMBLE comme ci-dessus.....	12,609⁰²
--------------------------------------	----------------------------

Ladite somme de douze mille six cent neuf francs deux centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics

Signé : LEBLANC.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1893.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1892.					
Vendée....	Le syndicat des marais maraîchers.	Fontenay - le - Comte.	5754	27 déc. 1892.	166 ^f 66 ^c
ANNÉE 1893.					
Calvados...	Le département....	Cien.....	5132	30 oct. 1893.	800 00
Charente-Inférieure.	Le syndicat des marais maraîchers.	La Rochelle...	4418	27 nov. 1893.	532 00
Dordogne...	M. Gombocot.....	Ribérac.....	2512	27 oct. 1893.	100 00
Eure.....	La compagnie d'Orléans à Châlons (Faillite de).	Évreux.....	4469	15 sept. 1893.	471 45
	Idem.....	Idem.....	5579	14 nov. 1893.	231 80
Hérault...	Les propriétaires du canal de Lunel.	Montpellier...	6775	30 oct. 1893.	200 00
Lot-et-Garonne.	M ^{me} Gauthier.....	Libourne.....	3063	25 août 1893.	8 73
	M ^{me} Gauthier de Saint-raul.	Saint-raul.....	304	27 sept. 1893.	500 00
Loire-Inférieure.	M. Allaire (Clande).	Nantes.....	6737	21 août 1893.	100 00
	M. Galibert.....	Idem.....	6738	Idem.	40 00
	MM. Barons et fils.	Idem.....	6755	Idem.	125 00
	MM. Charbonneau frères et Bardin.	Agen.....	2559	25 sept. 1893.	200 00
	La société métallurgique du Périgord.	Vienneuve-sous-Lest.	990	14 août 1893.	60 00
	M. Biers.....	Idem.....	1001	16 août 1893.	150 00
	MM. Brunel et Ducos.	Idem.....	1016	17 août 1893.	150 00
	M. Delsol.....	Idem.....	1123	26 août 1893.	200 00
	MM. Constant et Arades.	Idem.....	1242	5 sept. 1893.	350 00
	M. Carles.....	Idem.....	1562	2 oct. 1893.	150 00
	M. Massias et veuve Vigneau.	Marmande...	2499	25 juill. 1893.	400 00
	M. Cazenobes.....	Idem.....	2708	16 août 1893.	200 00
	Divers.....	Idem.....	3924	11 nov. 1893.	300 00
Meurthe-et-Moselle.	M. Cottinnes-Rehm.	Nancy.....	6470	28 sept. 1893.	170 00
	MM. Adt frères.....	Idem.....	6626	4 oct. 1893.	2,000 00
	M. Sordet.....	Idem.....	6622	5 oct. 1893.	250 00

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Nord.....	La ville de Gravelines.	Dunkerque ...	6814	13 déc. 1893.	31 60
Pas-de-Calais.	M. Schotsmans	Arras.	2589	11 nov. 1893.	230 00
	Le département.	Idem.....	3308	14 déc. 1893.	227 00
	Idem.....	Idem.....	3399	Idem.	38 00
	Idem.....	Idem.....	3310	Idem.	31 00
	Idem.....	Idem.....	3311	Idem.	178 00
Seine-Inférieure.	Le département....	Rouen.....	10004	6 oct. 1893.	100 00
	Idem.....	Idem.....	12231	30 nov. 1893.	100 00
Deux-Sèvres.	Le syndicat des marais mouillés.	Niort.....	630	17 fév. 1893.	266 00
	Idem.....	Idem.....	4675	28 oct. 1893.	266 00
Tarn.....	M ^{me} Sans.....	Albi.....	3017	4 sept. 1893.	60 00
Tarn-et-Garonne.	M. de France.....	Montauban ...	4164	18 sept. 1893.	475 00
	M. Lavau.....	Idem.....	4191	20 sept. 1893.	475 00
	M. de France.....	Idem.....	4713	23 oct. 1893.	775 00
	M. Lavau.....	Idem.....	4810	28 oct. 1893.	775 00
	M. de France.....	Idem.....	5187	27 nov. 1893.	125 00
	M. Lavau.....	Idem.....	5190	28 nov. 1893.	115 00
Vendée.....	Le syndicat des marais mouillés.	Fontenay - le-Comte.	4492	28 oct. 1893.	266 00
TOTAL.....					12,609 00

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 12,609 fr. ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (DÉPENSES ORDINAIRES.)		
CHAPITRE XXVII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. — RIVIÈRES.		
TRAVAUX ORDINAIRES.		
Calvados.....	Entretien du chemin de halage de la rivière d'Orne.....	800 00
Charente-Inférieure.	Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans.....	531 00
Dordogne....	Entretien du barrage de Coly, sur l'Isle.....	100 00
Néaull.....	Entretien du bac du Pavillon.....	200 00

CREDITES.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Fonds.....	Réparation du barrage de Seurin, sur l'Isle... 8 ^f 73 ^c Réparation du vannage de décharge du moulin de Castaing, sur le Ciron..... 500 00	508 ^f 73 ^c
Lot- Garonne.	Entretien de divers barrages sur le Lot (60 ^f + 350 ^f + 200 ^f + 150 ^f + 150 ^f + 150 ^f + 200 ^f + 400 ^f + 300 ^f + 200 ^f).....	2,160 00
Mairie- Moselle.	Entretien de la Moselle canalisée (176 ^f + 250 ^f + 2,000 ^f).....	2,426 00
Mairie- Calais.	Entretien de divers ponts sur l'Aa (178 ^f 31 + 38 ^f 89 + 31 ^f 10 + 227 ^f 98 + 31 ^f 10)..... 507 ^f 38 ^c Entretien et curage de la Scarpe..... 230 00	737 38
Mairie- Nantes.	Entretien de la digue de Flac (100 ^f + 100 ^f).....	200 00
Mairie- Nantes.	Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans (266 ^f + 266 ^f).....	532 00
Mairie- Nantes.	Entretien du barrage de Darestat (commune de Labastide- de-Lévis).....	60 00
Mairie- Nantes.	Réparations au bejoier, rive droite, de l'ancienne écluse d'Albarèdes, sur le Tarn (475 ^f + 475 ^f + 775 ^f + 775 ^f + 125 ^f 67 + 125 ^f 67).....	2,751 34
Mairie- Nantes.	Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans (266 ^f 66 + 266 ^f 66).....	533 32
	TOTAL du chapitre XLVII.....	11,540 77
	II ^e SECTION. (DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.)	
	CHAPITRE XLVII. AMÉLIORATION DES RIVIÈRES.	
	Amélioration de la Rille maritime (471 ^f 45 + 231 ^f 80)...	703 25
	Renseignement du bateau <i>Lesbos</i> 200 ^f Renseignement du bateau <i>Duchasse-Anne</i> 125 ^f Réparation des avaries causées à l'écluse des Champs- Neufs par le vapeur <i>Gaulois</i> 40	365 00
	TOTAL du chapitre XLVII.....	1,068 25

RÉCAPITULATION.

BUDGET ORDINAIRE.

1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

CH. XLVII. Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires... 11,540^f 77^c

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CH. XLVII. Amélioration des rivières..... 1,068 25

TOTAL GÉNÉRAL..... 12,609 02

N° 27921. — *DÉCRET qui modifie l'article 26 du décret du 18 juillet 1890 relatif à l'organisation de l'École nationale supérieure des Mines.*

Du 20 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 juillet 1890 ⁽¹⁾, relatif à l'organisation de l'École nationale supérieure des mines, dont l'article 26 est ainsi conçu :

« Tout candidat à titre d'élève externe aux cours préparatoires ou de enseignement spécial doit être Français ou naturalisé Français; il doit être au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle il se présente, de 17 ans au moins et de 20 ans au plus pour les cours préparatoires; de 18 ans au moins et de 22 ans au plus pour les cours spéciaux; la limite d'âge est reculée de 25 ans pour les cours préparatoires et à 26 ans pour les cours spéciaux, ce qui concerne les candidats ayant accompli leur service dans l'armée active ».

Vu les propositions présentées par le conseil de l'école supérieure des mines, dans sa séance du 25 novembre 1893;

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. L'article 26 du décret du 18 juillet 1890, relatif à l'organisation de l'École nationale supérieure des mines, est modifié comme il suit :

« Tout candidat à titre d'élève externe aux cours préparatoires ou aux cours spéciaux doit être Français ou naturalisé Français; il doit avoir, au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle il se présente aux cours, 17 ans révolus et moins de 21 ans pour les cours préparatoires; 18 ans révolus et moins de 23 ans pour les cours spéciaux. La limite d'âge est reculée d'une, de deux ou de trois années, si le candidat a fait une, deux ou trois années de service militaire. »

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27922. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.*

Du 20 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

(1) *Ann. Min. Tr. Pub.* 1346, N° 2255.

Vu l'état ci-annexé, montant à deux mille quatre-vingt-seize francs soixante centimes et comprenant treize créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 17 mars 1894;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1891 et 1892, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de deux mille quatre-vingt-seize francs soixante centimes (2,096^f 60), destiné à payer treize nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891.....	765 ^f 46 ^c
Exercice 1892.....	1,331 14
TOTAL ÉGAL.....	2,096 ^f 60

2. L'ordonnement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Mars 1894.

Signé : GARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics

Signé : JONNART.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS
63	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	L'administration des chemins de fer de l'État.....	La comp. de fr. légal. Idem.
11	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.	Côte-d'Or.....	M. Louis G. à Beaune.
14	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés.	Aisne.....	M. Émile, surveill. trative.
16	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.	Hérault.....	M. ALIX.
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Haute-Vienne.....	M. Berland propriétaire M. Soulier propriétaire M. Ripault propriétaire M. Devaux propriétaire M. Bournaud propriétaire cherie. M. Tesier propriétaire mune de main-d'œuvre

ont fait l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
CHAPITRE I.				
CRÉANCES EXTRAORDINAIRES.				
Accordement, à Château-du-Loir, des voies de la gare avec celles du dépôt «État».....	1	546 ^f 97 ^c	765 ^f 46 ^c	765 ^f 46 ^c
Modification de la transmission des fils du mât avancé «État» couvrant la gare de Château-du-Loir.	2	218 49		
CHAPITRE II.				
CRÉANCES ORDINAIRES.				
Indemnité de justice en matière de pêche fluviale.....	3	9 50	9 50	
Indemnités supplémentaires de déplacements occasionnés par l'intérim du commissariat de Laon.....	4	27 50	27 50	
Indemnités effectuées pendant le mois de décembre 1892.	5	20 00	20 00	
CRÉANCES EXTRAORDINAIRES.				
Indemnité pour occupation temporaire de terrain. (Ligne de Limoges à Brive par Uzerche).....	6	114 91	309 24	1,331 14
.....	7	66 53		
.....	8	30 80		
.....	9	14 23		
.....	10	49 23		
.....	11	33 54		

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOM ET fonction
5	Travaux ordinaires en Algérie. (Mines et forages. Matériel et travaux.)	Alger.....	M. Gaudet, lithographe.
6	Travaux ordinaires en Algérie. (Bâtiments civils et palais nationaux.)	Alger.....	M. Boyer, Alger.

Arrêté le présent état à la somme de deux mille quatre-vingt-seize francs centimes.

N° 27923. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation de à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 22 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (de l'instruction publique), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente aux chapitres XLVIII et L; sur lesquels les sommes demandées doivent être payées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1405, n° 1007.

OBJET DES CRÉANCES.	numéro d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES.		
		par règlement.	par chapitre.	par comptes.
GÉNÉRIE.				
FINAIRE.				
CRÉANCES ORDINAIRES.				
Matériel et travaux pour le service de la carte géologique	12	456 ^f 40 ^c	456 ^f 40 ^c	
Travaux de menuiserie exécutés dans les locaux affectés à la bibliothèque du gouvernement général	13	508 50	508 50	
TOTAL				2,406 ^f 60 ^c

Paris, le 5 mars 1894.

Le Ministre des finances publiques,

Signé : JONNART.

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 17 mars 1894.

Décrets :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de deux mille sept cent vingt et un francs (2,721^f), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892	chapitre XLVIII	2,667 ^f
	chapitre L	54
ENSEMBLE		2,721

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LIX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *letin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

*Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : E. SPULLER.

N° 27924. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des dépenses à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 22 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente au chapitre portant le numéro 48, sur lequel les sommes réclamées doivent être prélevées, un reste disponible suffisant pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 17 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de quatre mille sept cent trente francs (4,730⁰⁰), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892, chapitre XI, 48, 4,730⁰⁰

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 1055.

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé : E. SULLEN.

N° 27925. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.*

Du 22 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du préfet de la Meuse, en date du 13 février 1894, par laquelle il fait connaître que M. Blanchard, directeur du cours complémentaire de Clermont, réclame la somme de quatre-vingt-treize francs soixante-quinze centimes pour acquitter les frais de pension du jeune Joly, titulaire

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

de trois; quarts de bourse d'intérêt en cours complémentaires pendant le quatrième trimestre 1892;

Considérant que le compte définitif des dépenses de l'exercice 1892, se trouve au chapitre XLIX : *Enseignement primaire*, sur lequel la somme mandée doit être prélevée, un reste disponible suffisant pour l'acquittement;

Qu'il a été l'avis du ministre des finances, en date du 17 mars 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de quatre-vingt-treize francs soixante-quinze centimes (93^{fr} 75) à imputer sur l'exercice 1892, chapitre XLIX, ainsi conçu : *Écoles nationales, écoles communales d'enseignement primaire supérieur et professionnel; Personnel; — Ecoles primaires élémentaires; Traitements; Personnel; — Caisses des écoles; — Loyers d'écoles; — Subventions aux écoles maternelles et aux classes enfantines; notamment pour n'importe quelle charge nouvelle aux communes dans lesquelles ces écoles ont été régulièrement créées avant la promulgation de la loi du 30 octobre 1886.*

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonner cette somme sur le chapitre spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article de la loi du 23 mai 1894 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 22 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'instruction publique,

Signé : A. BURDEAU.

des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

N° 27926. — *Décret qui porte de Ministère des travaux publics la somme supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Paris, le 22 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à cent huit mille six cent soixante-six francs cinquante-six centimes et comprenant neuf créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, imputables lement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 30 mars 1894;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1890, 1891 et 1892, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de cent huit mille six cent soixante-six francs cinquante-six centimes (108,666^{fr} 56), destiné à payer neuf nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890	6,123 ^{fr} 41 ^c
Exercice 1891	46,868 31
Exercice 1892	55,674 84

TOTAL ÉGAL..... 108,666 56

2. L'ordonnement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Avril 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: JONNART.

État nominatif de ordances constatées après la clôture des exercices 1898.

NOMINOS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou de mandatement.	NOM et cité
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Chemins de fer de l'État.	L'admini- stration
63	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Cantal..... Drôme.....	La com- MM. M. conseil de la Assem-
11	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.	Corse.....	Le rece- viseur
27	Navigation intérieure. Canaux. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).	Yonne.....	M. B. minist-

Objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

CONT DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercices.
par l'administration des chemins à la compagnie du chemin de fer somme de 6,123 fr. 41 cent., repré- sentative due par le réseau de voies d'établissement effectuées en la compagnie, dans diverses gares deux réseaux.....	1	6,123 ^f 35 ^c	6,123 ^f 41 ^c	6,123 ^f 41 ^c
tant le prix d'une fourniture non six mètres cubes de pierres cassées en état de deux chemins vicinaux la construction du chemin de fer de ligne d'Aurillac, à Saint-Denis-lès-	2	50 00	46,868 31	46,868 31
tionnelle de 46,235 fr. 61 cent. cision du 27 décembre 1893 et de ladite indemnité, du 10 juillet 1891, soit 582 fr. 70 cent., ensemble 82 ^f 70.....	3	46,818 31		
de frais de poursuites en matière civile.....	4	27 25	27 25	
par décision préfectorale du 19 fé- v. dommages causés à son usine, en prises d'eau de Rougemont et d'Ariot région).....	5	174 23	174 23	

chapitres	services	de l'ordonnement ou du mandatement.	
2 ^e SECTION			
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Gers.....	M. Gilbert Condé
55	École des arts et métiers de Lille. Continuation des travaux de construction.	Nord.....	M. Em. B. M. J. B. M. G.

Arrêté le présent état à la somme de cent huit mille six cent soixante-cinq centimes.

N° 27927. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre de l'intérieur) portant qu'un adjoint en nombre déterminé par l'article 75 de la loi du 5 avril 1884 sera dans la section de Laun-er-Ster (commune de Caudan, canton de Scorff, arrondissement de Lorient, département du Morbihan). Il plira, dans cette section, les fonctions d'officier de l'état civil, en formant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 floréal (8 mai 1802) et pourra y être chargé de l'exécution des lois et règlements de police. (Paris, 12 Février 1894.)

N° 27928. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nulles délibérations du 16 septembre 1893, par lesquelles le conseil général des Bouches-du-Rhône a émis des vœux tendant :

- 1° A la séparation des églises et de l'État, par la dénonciation du concordat qui doit provoquer la suppression du budget des cultes;
- 2° A l'application des décrets aux congrégations non autorisées;
- 3° A une amnistie pleine et entière pour les faits politiques ou de grève, de presse, de parole, de réunion ou d'association. (Paris, 12 Février 1894.)

OBJET DES TRAVAUX.		MONTANT DES CRÉANCES.			
		des créances.	des chapitres.	des exercices.	
ORDINAIRES.					
moraires dus à cet avocat, qui a défendu les intérêts de l'État dans l'instance introduite devant le tribunal civil de Condom par <i>M. Billières de Nogaro</i>, pour le règlement d'une indemnité alternative accordée par le jury d'expropriation (ligne de Condom à Riscle). Travaux de maçonnerie exécutés à l'école nationale des arts et métiers de Lille. moraires à 3 p. 100 sur les travaux ci-dessus, montant à 53,262 fr. 84 cent. moraires à 1 p. 100 sur les travaux ci-dessus, montant à 53,262 fr. 84 cent.		6	80° 00'	80° 00'	53,262 84
		7			
		8	1,597 89	55,393 38	
		9	532 63		
		TOTAL.....			108,666 56

Paris, le 20 Mars 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27930. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations prises par le conseil général de la Seine, dans ses séances des 9 et 16 juin, 15 et 22 novembre et 13 décembre 1893, relatives à l'allocation de traitements, indemnités ou remboursement d'avance aux membres du conseil général de la Seine. (Paris, 20 Février 1894.)

N° 27929. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police d'Albertville (Savoie) est étendue aux communes de Pallud, Saint-Sigismond, Venthon et Césarches. (Paris, 24 Février 1894.)

N° 27931. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Marigot-Molly (Saturnin), né le 20 décembre 1855, à Gourbeyre (Guadeloupe),

Et M. Marigot-Molly (Paul-Émile), né le 5 décembre 1867, à la Basse-Terre (Guadeloupe), y demeurant tous deux,

Sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de Carty, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Carty au lieu de Marigot-Molly;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 4 Juin 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Juin 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1625.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

32. — *Loi qui abroge la loi du 17 juillet 1879 en ce qui concerne la Ligne d'intérêt général de Challans à Fromentine.*

Du 27 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mars 1894.)

SENAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Sont abrogées, en ce qui concerne la ligne n° 78, comprise entre Machecoul et la Roche-sur-Yon (à ou près Challans) et la Ligne de Fromentine (Vendée), les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1879, qui a classé 181 lignes de chemins de fer dans le réseau des chemins de fer d'intérêt général.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27933. — DÉCRET qui porte de neuf à douze le nombre des Membres de la Chambre de commerce de Dieppe (Seine-Inférieure).

Du 6 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 10 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu le décret du 7 février 1893⁽¹⁾, qui a établi une chambre de commerce à Dieppe;

Vu la demande par laquelle la chambre de commerce de Dieppe a demandé l'augmentation du nombre de ses membres;

Vu l'avis du préfet de la Seine-Inférieure, en date du 10 janvier 1894, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu l'article 6 du décret du 3 septembre 1851⁽²⁾, portant règlement sur la répartition publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de la chambre de commerce de Dieppe est porté de neuf à douze.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 6 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27934. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour l'établissement de Lignes téléphoniques.

Du 9 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽³⁾, relatif aux fonds de concours;

(1) 1^{re} série, Bull. 226, n° 4130.

(2) 11^e série, Bull. 1045, n° 1050.

(3) 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes téléphoniques, lequel s'élève à la somme de cent trente et un mille deux cent trente francs cinq centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (*Direction générale des postes et des télégraphes — Téléphones*), sur l'exercice 1893, un crédit de cent trente et un mille deux cent trente francs cinq centimes (131,230^f 05); savoir :

CHAP. XXXI. Matériel. Dépenses de premier établissement.....	128,106 ^f 24 ^c
— II. Matériel de l'Algérie (Téléphones).....	3,123 81
TOTAL GÉRAL.....	131,230 05

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,
Signé : J. MARTY.

N° 27935. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Acquisition d'un Groupe en bronze, les Lutteurs de Charpentier.

Du 10 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1862 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur général de Vaucluse, constatant, a été versé au Trésor, le 18 décembre 1893, une somme de deux quatre cents francs représentant la part contributive de la ville d'Avignon dans les frais d'acquisition d'un groupe en bronze, *les Lutteurs de Charpentier*;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XXII : *Travaux d'art, décoration, fices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de deux quatre cents francs (2,400^f) applicable aux frais d'acquisition d'un groupe en bronze, *les Lutteurs de Charpentier*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 10 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPOULEA.

N° 27936. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit versé au Trésor à titre d'avances, applicable aux Travaux d'amélioration du Port de Dunkerque.*

Du 12 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 68 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1894, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres personnes intéressées, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, jusqu'à, au maximum, à la somme de huit millions de francs;

Vu la déclaration (n° 2467) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 25 janvier 1894, par la ville de Dunkerque, une somme de trois cent mille francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux d'amélioration et d'extension du port de ladite ville autorisés par la loi du 1^{er} septembre 1884;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 9 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1894, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la ville de Dunkerque, un crédit additionnel de trois cent mille francs (300,000^f), applicable aux travaux d'amélioration du port de ladite ville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27937. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Reconstruction de la Jetée est du Port de Dunkerque.*

Du 12 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 2468) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 25 janvier 1894, par

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

la chambre de commerce de Dunkerque, une somme de trois cent mille francs, à titre de fonds de concours, pour les travaux de reconstruction de la jetée est du port de ladite ville, autorisés par le décret du 26 août 1890;
Vu la lettre du ministre des finances, en date du 9 mars 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de trois cent mille francs (300,000^f) applicable aux travaux de reconstruction de la jetée est du port de Dunkerque.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27938. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Laurs (Deux-Sèvres).

Du 15 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. Fougols à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Laurs;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet des Deux-Sèvres;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. M. Fougols, directeur des mines de Saint-Laurs, est auto-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

risé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Laurs (Deux-Sèvres), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres, et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre de distance du soubassement du bâtiment et son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre du pied du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès, qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Le logement du gardien, installé dans les bâtiments du hameau de Saint-Laurent, sera mis en communication électrique avec les portes du dépôt et de son ancrage dans des conditions telles que l'ouverture de ces portes ou la rupture du fil électrique déterminerait dans ce logement le fonctionnement d'avertisseurs.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de

cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra voir est fixée à cinquante kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes des Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécial chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite et constitué d'un gardien.

Ce gardien, logé dans un des bâtiments du puits Saint-Louis, sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser toute attaque et fera des rondes fréquentes à des intervalles irréguliers. Un chien de garde de forte taille sera, nuit et jour, enfermé dans l'enceinte.

Le gardien du dépôt et le chef du service des mines seront en communication électrique entre eux et avec la brigade de gendarmerie de la circonscription par des fils dont la rupture déterminerait le fonctionnement d'avertisseurs à chacune de leurs extrémités.

Une consigne, affichée dans le même local, fixera au gardien les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée auxdits ouvriers sera, en outre, rigoureusement vérifié.

10. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

11. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie et des colonies, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{ral} MERCIER.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 27939. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'achèvement du Port de Bordeaux.*

Du 15 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 220) du trésorier général du département de la Gironde, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 8 janvier 1894, à la chambre de commerce de Bordeaux, une somme de cent soixante mille francs, à titre de fonds de concours, pour les travaux d'achèvement du port de ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 mars 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre 1^{er}, *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent soixante-quinze mille francs (175,000^f) applicable aux travaux d'achèvement du port de Bordeaux.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : JONNART.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27960. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Établissement du Chemin de fer de Nérac à Mont-de-Marsan.*

Du 15 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1861 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 3886) du trésorier général du département du Gers, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 30 décembre 1893, par le département, une somme de cent quarante-huit mille francs, à titre de fonds de concours, pour l'établissement du chemin de fer de Nérac à Mont-de-Marsan;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre LIV : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent quarante-huit mille francs (148,000^f) applicable à l'établissement du chemin de fer de Nérac à Mont-de-Marsan.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : JONNART.

N° 27941. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 15 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 69 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1894, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de cent vingt millions de francs, sur lesquels la somme à com-
sous forme d'avances remboursables en annuités, ne pourra excéder le même le maximum de cent millions de francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 4220) du receveur central du département de la Seine constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 février 1894, par la compagnie du chemin de fer d'Orléans, une somme d'un million de francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par cette compagnie sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre 1^{er}, *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel d'un million de francs (1,000,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.*

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONVART.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27942. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au paiement de l'indemnité allouée aux Gardiens du feu de marée, pour la manœuvre d'une sirène à main installée sur la jetée est du Port de Calais.*

Du 15 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 280) du receveur des finances de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 16 janvier 1894, par la chambre de commerce de Calais, une somme de soixante-six francs soixante-sept centimes, à titre de fonds de concours, pour le paiement de l'indemnité allouée, en 1893, aux gardiens du feu de marée, à Calais, à raison de la manœuvre d'une sirène à main installée sur le musoir de la jetée est du port de ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre x : *Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de soixante-six francs soixante-sept centimes (66^{fr} 67) applicable au paiement de l'indemnité allouée aux gardiens du feu de marée, pour la manœuvre d'une sirène à main installée sur le musoir de la jetée est du port de Calais.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics

Signé : JONNART.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27943. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicables aux Travaux d'amélioration du Port de Philippeville (Algérie).*

Des 15 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 28) du receveur des finances de l'arrondissement de Philippeville (département de Constantine), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 16 novembre 1893, par la chambre de commerce de Philippeville, une somme de cinquante mille francs, à titre de fonds de concours, pour les travaux d'amélioration du port de ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre IX : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cinquante mille francs (50,000 fr.) applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du Gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 15 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27944. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du service de l'Instruction publique.*

Du 16 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la convention passée le 31 décembre 1886, entre le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et MM. Hachette et compagnie, libraires éditeurs, demeurant à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 79, suivant acte sous signatures privées dont un double porte la mention suivante : « Enregistré à Paris, pour duplicata, bureau des actes administratifs, le 14 janvier 1889, folio 75, case 6. Reçu vingt-cinq francs, décimes compris. Signé illisiblement », aux termes de laquelle MM. Hachette et compagnie, pour aider à la publication du *Journal des savants*, subventionné par le ministre de l'instruction publique, et sous les conditions énoncées audit acte, se sont engagés à verser annuellement au Trésor public une somme de six mille francs à titre de fonds de concours;

Vu la déclaration délivrée, le 8 janvier 1894, par le receveur central des finances du département de la Seine, constatant que, le même jour, il a été versé à sa caisse par MM. Hachette et compagnie la somme de six mille francs;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatifs à la recette et à l'emploi des fonds de concours pour dépenses publiques;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de la somme de six mille francs (6,000').

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre xxxiv : *Journal des savants*, du budget des dépenses de l'exercice 1894.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

Du 16 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu la délibération de la chambre consultative des arts et manufactures de Châteauroux, en date du 13 août 1893;

Vu la lettre du préfet de l'Indre, du 19 juin 1893;

Vu les lettres du garde des sceaux, ministre de la justice, des 27 septembre et 23 décembre 1893;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé à Châteauroux (Indre) un conseil de prud'hommes qui sera composé de la manière suivante :

CATÉ- GORIES.	INDUSTRIES OU PROFESSIONS.	NOMBRE de prud'hommes	
		Patrons.	Ouvriers.
1 ^{re} .	Ameublement et tapissiers, bijoutiers, orfèvres et horlogers, blanchisseurs, chapeliers, confectionneurs, modes, tailleurs d'habits, manufactures de draps, teinturiers et tisserands, fabricants de biscuits, bourelliers, boulangers et pâtisseries, brasseurs, cordonniers, confiseurs, cordiers, liquoristes-distillateurs, fabricants d'eaux gazeuses, menuisiers, minotiers, tanneurs et corroyeurs, galochiers.....	3	
2 ^e .	Armuriers, charrons, forgerons, carrossiers, constructeurs, charpentiers, couvreurs, couteliers, doreurs, entrepreneurs, électriciens, fondeurs, ferblantiers et chaudronniers, fours à chaux, mécaniciens, maçons, maréchaux ferrants, peintres, serruriers, sculpteurs, tailleurs de pierres, tailleurs, plâtriers, ciriers, ébénistes, fabricants d'engrais, imprimeurs lithographes et typographes, rocheteurs, menuisiers, tonneliers, vanniers.....	3	
		6	
	TOTAL		12

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Châteauroux s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus, dont le siège sera situé sur le territoire de la commune de Châteauroux.

Seront justiciables dudit conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'atelier, contremaîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux.

quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

3. Aussitôt après son installation, le conseil de prud'hommes de Châteauroux préparera et soumettra à l'approbation du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un projet de règlement pour son régime intérieur.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : ANTONIN DUBOST.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

N° 27946. — *DÉCRET qui proroge pour une année les dispositions du Décret du 9 avril 1888, relatif à la Coupe des Herbes marines (quartiers de Roscoff et du Conquet).*

Du 16 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 9 janvier 1852 sur la pêche maritime côtière;

Vu le décret du 4 juillet 1853⁽¹⁾, portant règlement sur la police de la pêche côtière dans le deuxième arrondissement maritime;

Vu le décret du mai 1862⁽²⁾, modifiant le régime de la pêche maritime côtière dans les cinq arrondissements maritimes, et notamment l'article 7 de ce décret;

Vu le décret du 8 février 1868⁽³⁾, réglementant la coupe des herbes marines dans la Manche et dans l'Océan;

Vu le décret du 9 avril 1888⁽⁴⁾, interdisant, durant une période de trois années, en vue de la conservation du frai et de la reproduction des espèces, tout procédé de pêche dans les eaux de l'ancien quartier de l'Aberwrach;

Vu le décret du 29 décembre 1890, qui a prorogé pour une nouvelle période de trois années les dispositions du décret précité du 9 avril 1888.

Considérant que les résultats obtenus, au point de vue du rendement de la pêche, établissent l'heureuse influence du cantonnement sur cette industrie et qu'il y a lieu, par suite, de maintenir, durant quelque temps encore, l'application dudit cantonnement.

Considérant, d'autre part, que le repeuplement des fonds est suffisamment assuré par l'interdiction faite aux riverains de couper la pailleule et qu'il y

⁽¹⁾ XI^e série, partie supplémentaire, Bull. 35, n° 623.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1032, n° 10311.

⁽³⁾ XI^e série, partie supplémentaire, Bull. 1395, n° 23119.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1166, n° 19279.

a lieu d'autoriser les marins à y pratiquer du pêche, sous la réserve de la conclusion de l'emploi des engins trainants ou assimilés aux engins nants.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont prorogées, pour une période d'une année, les dispositions des décrets des 9 avril 1888 et 29 décembre 1890, aux termes desquelles la coupe des herbes marines de rive sont interdites dans les zones maritimes des quartiers de Roscoff et du Conquet, désignées ci-après :

1° Dans l'anse de Brœnnou : depuis la ligne qui joint la pointe de Beg-Andouzec à la roche Kervillon Louet, jusqu'à la ligne passant par le corps de garde de Beg-ar-Ville et la tourelle du Chien;

2° En rivière de L'Abervrac'h : 1° de la pointe Camlet jusqu'à la ligne qui joint la chapelle Sainte-Marguerite, au côté du fort de la Chapelle; 2° depuis la cale de Lesmel, à la pointe de Bourac'h, jusqu'à la ligne qui joint le feu de l'île Wrac'h, à la pointe nord de Ar-Fichou;

3° De l'île Stagadou à l'île Valau entre la ligne qui joint Cornouillet du bras de Stagadou au feu de l'île Wrac'h, et la ligne joignant l'île de Lauvaou au côté est de Enès-ar-Vir (entrée de Portz-Malo);

4° Dans l'anse de Corréjou : entre une ligne qui passe par la chapelle Saint-Michel, Noblet et les Roches Andolven, et une ligne passant par la chapelle Saint-Evenec et Ar-Coulm.

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la marine,

Signé : A. LEFÈVRE.

N° 27947. — DÉCRET qui porte de douze à quinze le nombre des Membres de la Chambre de commerce de Roubaix (Nord).

Du 22 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 29 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie;

Vu le décret, en date du 13 mars 1872 ⁽¹⁾, qui a établi une chambre de commerce à Roubaix (Nord);

Vu la demande par laquelle la chambre de commerce de Roubaix sollicite l'augmentation du nombre de ses membres;

⁽¹⁾ sur série, Bull. 88, n° 1058.

Vu l'avis du préfet du Nord, en date du 15 février 1894, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu l'article 6 du décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de la chambre de commerce de Roubaix (Nord) est porté de douze à quinze.

2. Le ministre du commerce et de l'industrie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce et de l'industrie,

Signé : J. MARTY.

N° 27948. — *Décret qui crée une Chambre de commerce à Charleville (Ardennes).*

Du 27 Mars 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 28 ventôse an IX, le décret du 23 septembre 1806⁽²⁾, la loi du 23 juillet 1820, le décret du 3 septembre 1851⁽³⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce et le décret du 22 janvier 1872⁽⁴⁾;

Vu l'arrêté du gouvernement de la République du 12 germinal an XII⁽⁵⁾, qui a institué une chambre consultative des arts et manufactures à Charleville (Ardennes);

Vu la demande tendant à obtenir la transformation de la chambre consultative des arts et manufactures de Charleville en chambre de commerce;

Vu l'avis de la chambre consultative des arts et manufactures de Charleville;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des chefs-lieux de cantons des arrondissements de Mézières et de Rocroi;

Vu les avis émis par les conseils d'arrondissements de Mézières et de Rocroi;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 297, n° 5850.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 82, n° 907.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 359, n° 3755.

Vu les avis émis par le tribunal de commerce de Charleville et la chambre de commerce de Sedan;

Vu l'avis du conseil général du département des Ardennes;

Vu l'avis du préfet des Ardennes, en date du 30 novembre 1893, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé une chambre de commerce à Charleville (Ardennes).

Cette chambre aura pour circonscription les arrondissements Mézières et de Rocroi qui sont distraits de la circonscription de la chambre de commerce de Sedan.

2. La chambre de commerce de Charleville sera composée de douze membres.

3. La chambre consultative des arts et manufactures de Charleville est supprimée.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : J. MARTY.

N° 27949. — *DÉCRET qui fixe le traitement des Secrétaires des Commissariats de police des communes du département de la Seine.*

Du 28 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu les décrets des 17 novembre 1880 ⁽¹⁾, 15 mai 1882 ⁽²⁾, 9 mars 1883 ⁽³⁾, 6 août 1885 ⁽⁴⁾ et 16 février 1892 ⁽⁵⁾, relatifs à l'organisation des commissariats de police des communes du département de la Seine;

Vu l'article 2, § 2, de la loi du 30 décembre 1873,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le traitement des secrétaires des commissariats de police

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 573, n° 9975.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 703, n° 11977.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 760, n° 13035.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 943, n° 1576.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1456, n° 2464.

des communes du département de la Seine est fixé à deux mille cent francs (2,100^f).

En conséquence, la dépense prévue pour cet objet est portée de quarante et un mille quatre cents francs (41,400^f) à quarante-huit mille trois cents francs (48,300^f).

2. Le tableau annexé au décret du 16 février 1892 est modifié en ce qu'il a de contraire à cette décision.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27950. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'Établissement du Chemin de fer raccordant les deux Gares de la rive gauche de la Seine, à Rouen (Seine-Inférieure).*

Du 28 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 20 novembre 1883, qui concède, à titre éventuel et sous réserve de la déclaration d'utilité publique à intervenir, à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, aux clauses et conditions de la convention annexée à cette loi, un certain nombre de chemins de fer, notamment les raccordements de Rouen;

Vu les divers avant-projets dressés par les ingénieurs de l'État, pour l'établissement de ces raccordements, notamment l'avant-projet dressé suivant le tracé dit « en viaduc »;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte, dans le département de la Seine-Inférieure, et, notamment les délibérations de la chambre de commerce de Rouen, des 26 juin et 16 juillet 1890, et le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, du 5 juillet 1890;

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 14 juin 1890;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 10 octobre, 6 et 26 novembre 1890, 29 janvier, 3 février 1892, 8 et 20 juin 1892;

Vu les avis du préfet de la Seine-Inférieure, en date des 12 novembre, 3 décembre 1890 et 6 février 1894;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 6 mai 1886, 2 juin 1887, 28 avril et 29 décembre 1890 et 11 janvier 1894;

Vu les lettres de la chambre de commerce de Rouen, des 6 janvier 1892, 21 janvier et 27 octobre 1893;

Vu la loi du 27 juillet 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer raccordant les deux gares, à rive gauche de la Seine, à Rouen, suivant le tracé dit « en viaduc ».

En conséquence, la concession des raccordements de Rouen, à titre éventuel, à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, par la convention du 17 juillet 1883, approuvée par la loi du 20 novembre 1883, est déclarée définitive, dans les conditions prévues par cette convention.

2. La déclaration d'utilité publique sera considérée comme acceptée et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans le délai de trois ans, à dater du présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27951. — DÉCRET relatif à des Modifications apportées à l'organisation de l'Administration centrale du Ministère de la Guerre.

Du 2 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 21 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'article 16 de la loi de finances du 29 décembre 1882, ainsi conçu :

« Avant le 1^{er} janvier 1884, l'organisation centrale de chaque ministère sera réglée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Journal officiel*;

« Aucune modification ne pourra être apportée que dans la même forme et avec la même publicité »;

Vu le décret du 18 février 1888 ⁽¹⁾;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1153, n° 19039.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 1^{er} du décret du 18 février 1888 :

Dans le tableau portant fixation du nombre des bureaux et des emplois supérieurs que comprend l'administration centrale du ministère de la guerre, l'un des deux emplois de sous-chef de bureau prévus au deuxième bureau de l'état-major de l'armée est supprimé, et un troisième emploi de sous-chef de bureau est créé au deuxième bureau (subsistances militaires) de la direction des services administratifs.

L'effectif des commis principaux et commis rédacteurs est fixé à 262
au maximum, y compris les stagiaires.

L'effectif des commis principaux et commis expéditionnaires est fixé à 131
au maximum, y compris les stagiaires.

TOTAL..... 393

2. Les effectifs seront ramenés aux chiffres fixés par le présent décret en ce qui concerne la division entre les rédacteurs et les expéditionnaires, par voie d'extinction et de réduction dans le nombre des admissions.

Toutefois les vacances, autres que celles qui se produiraient dans l'effectif actuel des expéditionnaires par suite de leur nomination à un emploi de rédacteur, donneront lieu à l'admission d'un expéditionnaire, dans les conditions prévues à l'article 12 du décret du 18 février 1888.

3. Sont et demeurent abrogées les dispositions du décret du 18 février 1888 contraires à celles du présent décret.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Avril 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé: A. MERCIER.

N° 27952. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 10 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les états des créances liquidées à la charge du département des finances additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces articles, les créances comprises dans les états ci-dessus visés peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de mille neuf cent vingt-cinq francs onze centimes (1,925¹¹).

2. Un état nominatif des créances comprises dans le tableau annexé sera adressé, en double expédition, à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 119 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre des finances est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos du budget de l'exercice 1894, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

*État des crédits supplémentaires ouverts en augmentation des restes à payer
portés dans les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
		par article.	par chapitre.	par exercices.
CHAPITRE XC. Matériel des contributions indirectes.	Receveur principal de Mont-de-Marsan (Landes), achat d'instruments ⁽¹⁾	7 ⁵⁰	7 ⁵⁰	
	Receveur principal à Bourg (Ain), frais de loyer pour 1890 du bureau de la distillerie de Luthesieu (Ain) ⁽²⁾	108 00		
	M. Désardurah, distillateur à Saint-Agne (Haute-Garonne), frais de loyer pour 1890 des bureaux de la distillerie de Saint-Agne ⁽³⁾ ...	312 50		
CHAPITRE XCI. Frais de loyer et indemnités.....	M. Jeannelle, administrateur délégué de la société sucrière de Pithiviers-le-Vieil (Loiret), frais de loyer pour 1890 de bureaux installés dans la fabrique de Pithiviers ⁽⁴⁾	150 00	641 00	678 ⁵⁰
	M. Leduc, gérant du débit de tabac au Chesnay (Seine-et-Oise), frais de loyer, de chauffage et d'éclairage d'un bureau mis à la disposition des intérimaires de l'emploi de receveur bureau au Chesnay (du 10 septembre au 31 décembre 1890) ⁽⁵⁾	70 50		
CHAPITRE XCIII. Achats de tabacs, primes et transports.	Receveur principal à Reims (Marne), prime d'arrestation de colporteurs de tabacs ⁽⁶⁾	30 00	30 00	
CHAPITRE XC. Personnel des contributions indirectes.	M. Tharel, préposé auxiliaire actuellement à Paris, rue d'Aboukir, n° 126, frais de route à l'ayant droit détaché d'Orsay à Mantes pour concourir aux opérations de sucrage des vendanges (1891) ⁽⁷⁾	10 80	10 80	

⁽¹⁾ Régularisation d'une dépense effectuée en décembre 1890. — ⁽²⁾ Régularisation d'un paiement versé en 1890. — ⁽³⁾ Le chiffre de la redevance n'a été fixé qu'en 1893 par l'autorité préfectorale.

⁽⁴⁾ L'industriel n'a réclamé qu'en 1893 le montant de l'indemnité qui lui était due. — ⁽⁵⁾ La réclamation de l'ayant droit n'a été présentée qu'en 1893. — ⁽⁶⁾ Régularisation du paiement effectué par l'industriel qui n'a réclamé qu'en 1893. — ⁽⁷⁾ La réclamation de l'intéressé ayant été égarée, on ne peut donner suite en temps utile.

EXERCICES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1891. (suite.)		Receveur principal à Lyon (Rhône), frais d'achat d'échantillons de méthylène soumis à l'analyse ⁽¹⁾ ..	20 ^f 90 ^c		
		Receveur principal à Digne (Basses-Alpes), frais de transport d'un échantillon d'huile soumis à l'analyse ⁽¹⁾ ..	1 65		
	CHAPITRE XCI.	Receveur principal à Avesnes (Nord), frais de transport du matériel nécessaire au service des sucres ⁽²⁾	22 40		
	Matériel.....	Receveur principal à Lyon (Rhône), frais de transport d'échantillons de méthylène soumis à l'analyse ⁽³⁾ ..	34 55	91 ^f 85 ^c	
		Receveur principal à Versailles (Seine-et-Oise), frais de transport d'échantillons de produits médicamenteux et de poudre de guerre ⁽⁴⁾	2 00		
		Receveur principal à Auch (Gers), frais de transport de 2 kil. de poudre pyroxylée ⁽⁵⁾	10 35		
		Compagnie des chemins de fer de l'Est à Troyes, frais de chauffage du bureau d'ordres de la gare de Troyes ⁽⁶⁾	13 77		
		Receveur principal à Bernay (Eure), frais de loyer de la sous-direction de Bernay (du 1 ^{er} au 31 décembre 1891) à la charge du Trésor, par suite de vacances d'emploi ⁽⁷⁾	41 66		
	CHAPITRE XCII.	M. Desardurat, distillateur à Saint-Agne (Haute-Garonne); frais de loyer pour 1891 des bureaux de la distillerie de Saint-Agne et Madron ⁽⁸⁾	300 00	710 43	
	Frais de loyers et indemnités....	M. Jeannolle, administrateur de la société sucrière de Pithiviers, frais de loyer pour 1891 des bureaux des 3 râperies de Pithiviers ⁽⁹⁾ ..	150 00		
		Receveur principal à Orléans (Loiret), honoraires du médecin qui a visité un receveur sédentaire en instance de retraite ⁽¹⁰⁾	5 00		

⁽¹⁾ Régularisation d'une dépense faite en 1891. — ⁽²⁾ Régularisation retardée par suite de mission des receveurs. — ⁽³⁾ Régularisation d'un paiement effectué en 1891. — ⁽⁴⁾ Régularisation de la dépense effectuée en 1891. — ⁽⁵⁾ Dépense imputée à tort à l'exercice 1892. — ⁽⁶⁾ La réclamation n'a été présentée qu'en 1893. — ⁽⁷⁾ Régularisation effectuée en 1891. — ⁽⁸⁾ Le chiffre de la redressement n'a été fixé qu'en 1893 par l'autorité préfectorale. — ⁽⁹⁾ L'industriel n'a réclamé qu'en 1893 l'indemnité qui lui était due. — ⁽¹⁰⁾ L'intéressé n'a fourni sa note qu'après la clôture de l'exercice.

CHIFFRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
		par article.	par chapitre.	par exercice.
CHAPITRE XCIII. Dépenses diverses.	Le percepteur de Roussillon (Isère), contribution foncière assise sur les lots de francs-bords situés sur la commune de Sablons (Isère), année 1891 ⁽¹⁾	3 ⁸⁵		
	Le percepteur de Lunzech (Lot), contribution foncière du bac d'Albes ⁽²⁾	6 62	10 ⁴ 47 ⁰	
CHAPITRE XCIV. Achats de tabacs saisis, primes et transport. . .	Receveur principal à Digne (Basses-Alpes), emballage et transport d'échantillons de tabacs destinés à l'analyse ⁽³⁾	7 00	7 00	
CHAPITRE LVII. Impressions.	M. Payen, fourniture de chiffons pour le nettoyage des presses de l'imprimerie du grand-livre ⁽⁴⁾	100 00	100 00	
	Remises aux percepteurs désignés ci-après, sur amendes et condamnations pécuniaires ⁽⁵⁾ :			
	MM. Vuillermoz.....	20 70		
	~~Chabrol~~	22 00		
	Pinassaud.....	9 61		
	Silvestre.....	27 58		
	Dreux.....	35 42		
	Chabrol.....	11 58		
	Chaton.....	7 00		
	Sommermont.....	6 86		
	Bonvallet.....	7 30		
	Gamet.....	21 45		
	Roullenz.....	9 21		
	Degouy.....	6 48		
	Barre.....	12 12		
	Vaillède.....	48 25		
	Pinet.....	9 97		
	Péan.....	4 84		
	Escolle.....	31 09		
	Frais de distribution des avis de mise en liquidation dus aux percepteurs désignés ci-après ⁽⁵⁾ :		284 22	216 ⁴ 05 ⁰
	MM. Vuillermoz.....	0 24		
	~~Chabrol~~	0 54		
	Pinassaud.....	0 72		
	Silvestre.....	0 72		
	Dreux.....	1 20		
	Chabrol.....	0 54		

Les versements pour les années 1891, 1892 et 1893 n'ont été remis qu'en 1893. — ⁽²⁾ Avertissement remis seulement en 1893. — ⁽³⁾ Régularisation du paiement effectué en 1891. — ⁽⁴⁾ Notard mis dans la remise du mémoire par le sieur Payen, actuellement en liquidation judiciaire. — ⁽⁵⁾ Suite d'un oubli du receveur des finances de Vendôme, les mandats destinés à acquitter ces avances n'ont pu être passés en dépense avant la clôture de l'exercice.

CHAPITRE.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
		par article.	par chapitre.	en centimes.
CHAPITRE LXXV. Sous-secr.	MM. Châton.....	0 ^r 52 ^c		
	Sommermont.....	0 52		
	Boisvallet.....	0 38		
	Garnet.....	0 96		
	Roulienz.....	0 54		
	Degout.....	0 20		
	Barre.....	0 40		
	Villime.....	3 88		
	Finet.....	0 40		
	Petit.....	0 16		
	Escolle.....	0 86		
CHAPITRE C.				
1892. Manufactures de l'Etat, indemnités et secours voyageurs à des ouvriers et ouvrières en cas de maladie, blessures ou infirmités.	Héritiers Hamel, arrérages du secours viager dont était titulaire le sieur Hamel, décédé le 20 août 1892 ¹⁾	31 94	31 ^r 94 ^c	
	TOTAL.....	1,925 11	1,925 11	1892

¹⁾ Les pièces établissant les droits des héritiers ont été produites trop tardivement.

ARRÊTÉ le présent état à la somme de mille neuf cent vingt-cinq francs onze centimes.
Paris, le 10 avril 1894.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

N° 27953. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux de canalisation en Algérie.

Du 17 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894 ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu le récépissé (n° 7) du trésorier-payeur d'Orléansville, département d'Alger, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 20 décembre 1893, par le receveur municipal de la commune de Bou-Medfa, une somme de cinq

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

cents francs, représentant la part contributive de ladite commune dans les dépenses de réfection partielle de la conduite d'eau de cette localité;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur le budget général de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre XII, article 2 : *Travaux de colonisation*, un crédit supplémentaire de cinq cents francs (500^f) applicable aux dépenses de réfection de la conduite d'eau de Bou-Medfa.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par le précédent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 27954. — **DÉCRET** qui fixe les Taxes à percevoir sur les Pièces d'État civil délivrées par le Ministère des affaires étrangères, en exécution de la loi du 8 juin 1893.

Du 19 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 8 juin 1893;

Vu les décrets des 30 novembre 1875 et 18 décembre 1876;

Vu le décret du 20 décembre 1890⁽¹⁾;

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les pièces d'état civil délivrées par le ministère des affaires étrangères, en exécution de la loi du 8 juin 1893, sont soumises aux taxes prévues par les décrets des 30 novembre 1875 et 18 décembre 1876.

2. L'agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires est chargé d'en effectuer la perception.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1374, n° 23030.

3. Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge requérants.

4. Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PERIER.

N° 27955. — DÉCRET portant homologation du Plan de délimitation de la Zone myriamétrique de la Place de Bayonne.

Du 27 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 31 décembre 1776 concernant la zone des mixtes;

Vu la loi du 7 avril 1851 concernant l'organisation et les attributions de la commission mixte des travaux publics;

Vu les décrets réglementaires des 16 août 1853 ⁽¹⁾ et 8 septembre 1853 sur l'application des lois précitées;

Vu le décret du 3 mars 1874 ⁽²⁾, relatif à la délimitation de la zone mixte;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les limites de la zone myriamétrique de la Place de Bayonne sont fixées conformément au plan de délimitation annexé à l'état descriptif annexés au présent décret.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 414, n° 7414.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 190, n° 2866.

17956. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'agriculture) qui distrait du régime forestier, pour être soumis au service de la colonisation, les terrains dont la désignation suit, tels qu'ils ont été délimités au plan annexé au présent décret :

DÉPARTEMENT.	ARRONDISSEMENT.	COMMUNE.	FORÊT.	GROUPES.	CONTENANCE des parties distraites.
Alg.	Tlemcen.	Aïn-Fches.	Ouled-Mimoun.	N° 1..... N° 2.....	2,355 ^b 93 ^a 101 72

(Paris, 13 Décembre 1893.)

17957. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme membres de la commission de classement des récidivistes, instituée par le décret portant règlement d'administration publique, à la date du 26 novembre 1885, pour l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation : 1° M. Reibaud, chef du bureau des grâces au ministère de la justice, désigné comme un des représentants du département de la justice, en remplacement de M. Durand, dont la démission est acceptée; 2° M. Puybaraud, président du comité des inspecteurs généraux des services pénitentiaires, désigné comme l'un des représentants du ministère de l'intérieur, en remplacement de M. Boursaux, ancien inspecteur général, appelé à d'autres fonctions. (Paris, 3 Février 1894.)

17958. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Saïd (François), instituteur, né le 25 février 1857, à Bône (Constantin), demeurant à Lafayette, commune mixte de Guergour (même département), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de Lheureux, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Lheureux au lieu de Saïd;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire inscrire sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 11 Juin 1894.)

17959. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. de Savignon (Louis-Georges-Médard-Auteuil), avocat général près la cour d'appel de Douai, né le 4 mai 1847, à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de Larombière, et à s'appeler légalement, à l'avenir, de Savignon-Larombière;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 11 Juin 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Juin 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1626.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

— DÉCRET sur la Discipline des Titulaires de la Médaille commémorative de l'Expédition de Madagascar.

Du 9 Octobre 1886.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le titre VI du décret organique de la Légion d'honneur, en date du 1852 ⁽¹⁾;

Sur le décret disciplinaire du 24 novembre 1852 ⁽²⁾;

Sur les décrets des 26 février 1858 ⁽³⁾, 24 octobre 1859 ⁽⁴⁾, 25 mars 1864 ⁽⁵⁾, 3 mars 1868 ⁽⁷⁾ et 30 décembre 1885 ⁽⁸⁾, relatifs à la discipline des médaillés de Sainte-Hélène, de Crimée, de la Baltique, de Chine et du Mexique, des titulaires de la médaille pontificale et des médaillés du Tonkin;

Sur les décrets disciplinaires des 14 avril ⁽⁹⁾ et 9 mai 1874 ⁽¹⁰⁾;

Sur la décision, en date du 26 février 1858 ⁽¹¹⁾, qui autorise les ministres de la guerre et de la marine, et, par délégation, les commandants en chef des armées de terre et de mer, à prononcer, par mesure de discipline, tout militaire ou marin en activité de service, pendant un temps qui ne saurait excéder deux mois, la suspension du droit de porter les insignes militaires de Crimée et de la Baltique;

Sur la loi du 31 juillet dernier qui crée une médaille commémorative de l'Expédition de Madagascar;

(1) 11^e série, Bull. 503, n° 3797.

(2) 11^e série, Bull. 592, n° 4564.

(3) 11^e série, Bull. 587, n° 5352.

(4) 11^e série, Bull. 747, n° 7129.

(5) 11^e série, Bull. 920, n° 8912.

(7) 11^e série, Bull. 1193, n° 12193.

(7) 11^e série, Bull. 1580, n° 15878.

(8) 11^e série, Bull. 985, n° 16207.

(9) 11^e série, Bull. 194, n° 2923.

(10) 11^e série, Bull. 202, n° 3056.

(11) 11^e série, Bull. 587, n° 5352.

Sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur;
Le Conseil de l'Ordre entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions disciplinaires des décrets des 16 mars 1852, 24 novembre 1852, 14 avril et 9 mai 1874 sont applicables aux titulaires de la médaille commémorative de Madagascar.

2. Sont également applicables aux titulaires de ladite médaille les dispositions de la décision du 26 février 1858 susvisée.

3. Les ministres et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 9 Octobre 1886.

Signé : JULES GRÉVY.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : DEMÔLE.

N° 27961.—*DÉCRET sur la Discipline des Titulaires de la Médaille commémorative de l'Expédition du Dahomey.*

Du 14 Janvier 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 19 janvier 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre VI du décret organique de la Légion d'honneur, en date du 16 mars 1852 ⁽¹⁾;

Vu le décret disciplinaire du 24 novembre 1852 ⁽²⁾;

Ensemble les décrets des 26 février 1868 ⁽³⁾, 24 octobre 1859 ⁽⁴⁾, 24 octobre 1861 ⁽⁵⁾, 15 mars 1864 ⁽⁶⁾, 3 mars 1868 ⁽⁷⁾, 30 décembre 1885 ⁽⁸⁾, 24 octobre 1886 ⁽⁹⁾, relatifs à la discipline des médaillés de Sainte-Hélène, de Crimée, de la Baltique, d'Italie, de Chine et du Mexique, des titulaires de la médaille pontificale et des médaillés du Tonkin et de Madagascar;

Vu les décrets disciplinaires des 14 avril ⁽¹⁰⁾ et 9 mai 1874 ⁽¹¹⁾;

Vu la décision, en date du 26 février 1858 ⁽¹²⁾, qui autorise les ministres de la guerre et de la marine, et, par délégation, les commandants en chef des armées de terres et de mer, à prononcer, par mesure de discipline, contre tout militaire ou marin en activité de service, pendant un congé qui ne pourra excéder deux mois, la suspension du droit de porter les insignes des médailles de Crimée et de la Baltique;

(1) x^e série, Bull. 503, n° 3797.

(2) x^e série, Bull. 592, n° 4564.

(3) xi^e série, Bull. 587, n° 5352.

(4) xi^e série, Bull. 747, n° 7129.

(5) xi^e série, Bull. 920, n° 8912.

(6) xi^e série, Bull. 1193, n° 12193.

(7) xi^e série, Bull. 1580, n° 1504.

(8) xii^e série, Bull. 985, n° 1607.

(9) Voir ci-dessus, n° 27980.

(10) xii^e série, Bull. 194, n° 2921.

(11) xii^e série, Bull. 202, n° 3054.

(12) xi^e série, Bull. 587, n° 5352.

la loi du 24 novembre 1892, qui crée une médaille commémorative d'expédition du Dahomey;

et la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur;

le Conseil de l'Ordre entendu,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Les dispositions disciplinaires des décrets des 16 mars 1852, 24 novembre 1852, 14 avril et 9 mai 1874 sont applicables aux titulaires de la médaille commémorative du Dahomey.

Sont également applicables aux titulaires de ladite médaille les dispositions de la décision du 26 février 1858 susvisée.

Les ministres et le grand chancelier de la Légion d'honneur chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1893.

Signé : CARNOT.

Prés des sciences, Ministre de la justice,

Signé : LÉON BOURNOIS.

1894. — DÉCRET portant transformation de l'École coloniale d'enseignement primaire complet de Cayenne en Collège d'enseignement secondaire moderne, et organisation de cet établissement.

Du 4 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 9 janvier 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

sur l'article 13 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

ensemble les décrets des 30 octobre 1889, relatifs à l'organisation de l'enseignement primaire à la Guyane française, à la transformation du collège de Cayenne en école d'enseignement primaire complet et à la fixation du cadre du personnel de cette école,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1^{er}. L'école coloniale d'enseignement primaire complet de Cayenne est transformée en collège d'enseignement moderne.

Le enseignement primaire est donné aux enfants de 6 à 12 ans, par les instituteurs et institutrices, dans les écoles primaires. Les enfants sont admis gratuitement, mais les parents doivent verser une somme de 10 francs par an, pour l'entretien de leur enfant au personnel enseignant.

Le enseignement au collège

Le enseignement secondaire classique, ou enseignement classique, est donné aux élèves de 12 à 18 ans, dans les collèges.

Le enseignement technique est donné aux élèves de 12 à 18 ans, dans les écoles techniques.

Le enseignement professionnel

Le enseignement professionnel comprend en outre des classes élémentaires.

Le enseignement religieux est donné aux élèves dont les parents en font la demande, au collège, par les ministres des cultes, qui reçoivent une indemnité fixée par le gouvernement.

CHAPITRE III.

DU PERSONNEL.

Le cadre du personnel administratif et enseignant, institué par décision du sous-secrétaire d'Etat des colonies, le cadre du service, comprend actuellement :

- 1 principal,
- 1 professeur de lettres,
- 1 professeur de sciences,
- 1 professeur de langues vivantes,
- 1 professeur élémentaire,
- 1 professeur de dessin professionnel,
- 1 professeur de musique.

Le principal doit présenter les garanties de titres, de capacités et d'offices exigées des principaux de la métropole. Au point de vue de l'avancement et du traitement d'Europe, le principal appartient à l'une des trois classes ci-après :

1 ^{re} classe.....	5,000 ^f
2 ^e classe.....	4,500
3 ^e classe.....	4,000

Les professeurs sont divisés en trois ordres.

On peut être nommé professeur de premier ordre s'il n'est d'une agrégation de l'enseignement secondaire ou d'une licence en lettres ou en sciences, ou d'un certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire.

On peut être nommé professeur de deuxième ordre s'il n'est d'un baccalauréat ou d'un brevet de capacité de l'enseignement secondaire, obtenu antérieurement au 1^{er} janvier 1887.

On peut être nommé professeur de troisième ordre s'il n'est d'un brevet supérieur et du certificat d'aptitude pédagogique.

Chaque ordre comprend quatre classes. Les traitements de France et les traitements d'Europe sont fixés ainsi qu'il suit :

1^{er} ORDRE.

1 ^{re} classe.....	Traitement de parité d'office.....	3,400 ^f
	Traitement d'Europe.....	4,100
2 ^e classe.....	Traitement de parité d'office.....	3,100
	Traitement d'Europe.....	3,800
3 ^e classe.....	Traitement de parité d'office.....	2,800
	Traitement d'Europe.....	3,500
4 ^e classe.....	Traitement de parité d'office.....	2,500
	Traitement d'Europe.....	3,200

2^e ORDRE.

1 ^{re} classe.....	Traitement de parité d'office.....	2,700 ^f
	Traitement d'Europe.....	3,400
2 ^e classe.....	Traitement de parité d'office.....	2,400
	Traitement d'Europe.....	3,100
3 ^e classe.....	Traitement de parité d'office.....	2,100
	Traitement d'Europe.....	2,800
4 ^e classe.....	Traitement de parité d'office.....	1,900
	Traitement d'Europe.....	2,600

3^e ORDRE.

1 ^{re} classe.....	Traitement de parité d'office.....	2,400 ^f
	Traitement d'Europe.....	3,100
2 ^e classe.....	Traitement de parité d'office.....	2,100
	Traitement d'Europe.....	2,800
3 ^e classe.....	Traitement de parité d'office.....	1,900
	Traitement d'Europe.....	2,600
4 ^e classe.....	Traitement de parité d'office.....	1,600
	Traitement d'Europe.....	2,300

11. Les traitements d'Europe ci-dessus fixés seront élevés de deux cents francs pour les principaux et les professeurs pourvus d'agrégations.

12. Nul ne peut être nommé répétiteur s'il n'est pourvu du diplôme de bachelier.

13. Les répétiteurs sont logés et non nourris. Ils sont divisés en deux classes auxquelles correspondent les traitements de d'office et les traitements d'Europe suivants :

Titulaires hors classe. — Traitement de parité d'office : mille deux cents francs; traitement d'Europe : deux mille cent francs;

Titulaires. — Traitement de parité d'office : mille deux cents francs; traitement d'Europe : mille huit cents francs;

Stagiaires. — Traitement de parité d'office : mille cent francs; traitement d'Europe : mille sept cents francs.

14. Le traitement colonial du personnel administratif et enseignant comprend :

1° Un traitement d'Europe tel qu'il est établi ci-dessus;

2° Un supplément colonial égal au traitement d'Europe.

Le traitement de parité d'office est seul passible des retenues établies par la loi du 9 juin 1853 et par l'article 22 du règlement de la comptabilité publique du 9 novembre suivant.

Des indemnités sont allouées aux professeurs et aux répétiteurs qui sont chargés de cours ou de travaux spéciaux, en fonction du maximum d'heures de service exigible.

Ces indemnités sont fixées par le gouverneur en conseil d'administration.

Une indemnité de neuf cents francs est allouée à celui des professeurs qui est chargé par le sous-secrétaire d'Etat des colonies de remplir les fonctions de sous-principal.

15. Le maximum d'heures de service exigible du personnel enseignant est déterminé dans la forme indiquée à l'avant-dernier paragraphe de l'article précédent.

En dehors de leur spécialité et dans la limite de leur maximum, les professeurs peuvent être chargés de cours ou de travaux auxquels les désigneraient leurs aptitudes ou leurs titres.

16. Le personnel administratif et enseignant est nommé par le sous-secrétaire d'Etat des colonies.

17. Les promotions d'une classe à une autre, pour le personnel des professeurs, ne sont accordées qu'après quatre ans de service passés dans la classe inférieure.

18. Les répétiteurs stagiaires ne sont que délégués. Ils ne peuvent être nommés titulaires après une année de stage. Leur traitement leur est retirée si au bout de deux ans leur manière de servir ne permet pas de les titulariser. Ils sont alors simplement rétribués sans avoir droit à aucune indemnité.

Pour être promus hors classe, les répétiteurs doivent réunir un minimum de cinq ans d'exercice comme titulaires.

19. Toutefois le personnel emprunté au cadre métropolitain ou admis à en faire partie, ne cessant pas d'appartenir à ce cadre, est avancé par arrêté du ministre de l'instruction publique et du sous-secrétaire d'État aux colonies. Il est mis à la disposition de l'administration des colonies par arrêté du ministre de l'instruction publique et obtient, à sa rentrée en France, des postes dans les collèges communaux, où il conserve le classement et le traitement de parité d'office qu'il avait dans la colonie.

20. Le sous-secrétaire d'État des colonies pourra accorder au principal et aux professeurs qui auront atteint la 1^{re} classe et qui réuniront les conditions ordinaires exigées pour l'avancement, des compléments de traitements successifs de six cents francs, dans la limite maximum de mille huit cents francs. Les compléments s'ajouteront, moitié au traitement d'Europe, moitié au supplément colonial; mais les fonctionnaires ne pourront s'en prévaloir pour leur remplacement dans la métropole.

Cette disposition est applicable aux répétiteurs titulaires hors classe.

21. En cas d'empêchement de l'un des membres du personnel administratif et enseignant, il sera pourvu provisoirement à son remplacement par le gouverneur, sur la proposition du directeur de l'intérieur.

Les intérimaires peuvent être dispensés des conditions d'âge et de capacité exigées des titulaires.

22. Les peines disciplinaires applicables aux membres du personnel enseignant sont :

- 1° L'avertissement;
- 2° La réprimande;
- 3° La suspension de traitement;
- 4° La rétrogradation de classe;
- 5° La révocation.

23. L'avertissement est donné par le directeur de l'intérieur.

La réprimande est infligée par le gouverneur, sur la proposition du directeur de l'intérieur.

La suspension de traitement dans la limite de trois mois est prononcée par le gouverneur, après avis du comité local de l'instruction publique.

La rétrogradation de classe et la révocation sont prononcées par le sous-secrétaire d'État des colonies, sur la proposition du gouverneur, après avis du comité local de l'instruction publique.

Toutefois les membres du personnel appartenant au cadre métropolitain ne sont rétrogradés et révoqués que par arrêté du ministre de l'instruction publique et du sous-secrétaire d'État des colonies.

24. Le sous-secrétaire d'État des colonies est toujours libre de remettre par mesure disciplinaire, simplement ou accessoirement, à la disposition du département de l'instruction publique les fonctionnaires appartenant au cadre métropolitain.

25. Les fonctionnaires seront toujours entendus et leurs fonctions écrites transmises à l'autorité compétente, avant qu'une mesure disciplinaire soit prononcée contre eux.

26. En cas de faute grave pendant un congé en France, le sous-secrétaire d'État des colonies aura le droit de prononcer les peines ci-dessus énumérées, après avoir pris connaissance des explications du fonctionnaire inculpé.

27. Le gouverneur conserve le pouvoir, qu'il tient de l'article de l'ordonnance organique du 27 août 1828, de suspendre provisoirement de leurs fonctions, dans des circonstances exceptionnelles, les membres du personnel par mesure de discipline et en attendant la décision supérieure.

Cette suspension de fonctions peut entraîner celle du traitement sous réserve de l'observation de la formalité imposée par le sixième paragraphe de l'article 23.

CHAPITRE IV.

DES ÉLÈVES.

28. Un arrêté du gouverneur, pris en conseil privé, statue :

- 1° Sur les conditions générales pour être admis au collège;
- 2° Sur tout ce qui est relatif aux livres classiques et aux lectures scolaires;
- 3° Sur la discipline intérieure de l'établissement;
- 4° Sur le montant des frais d'études, après avis du conseil général.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

29. Les membres du personnel administratif et enseignant de l'école coloniale qui sont maintenus au collège conservent le traitement dont ils jouissent.

Ils seront rattachés dans chaque ordre à la classe dont le traitement correspond à celui qui leur est actuellement alloué; à la classe dont le traitement est immédiatement inférieur, s'il n'y a pas correspondance.

30. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

31. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de l'Administration des colonies et aux *Journal et Bulletin officiels* de la Guyane française.

Paris, le 4 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : E. SPULLER.

Signé : J. MARTY.

27963. — DÉCRET portant Création d'une Cour d'appel au Tonkin.

Du 13 Janvier 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 janvier 1894.)

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,
garde des sceaux, ministre de la justice;

l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

le décret du 17 août 1881⁽¹⁾, portant organisation de la juridiction
en Annam;

le décret du 8 février 1886⁽²⁾, relatif aux attributions consulaires, et
du 10 février 1886, relatif aux attributions judiciaires des résidents et

des chefs de poste en Annam et au Tonkin;

le décret du 8 septembre 1888⁽³⁾, relatif à l'organisation de la justice
au Tonkin;

les décrets du 8 septembre 1888⁽⁴⁾ et du 12 novembre 1889⁽⁵⁾, relatifs
à la parité d'office et au costume des magistrats au Tonkin;

le décret du 17 juin 1889⁽⁶⁾, portant organisation de la justice en
Chine;

le décret du 28 février 1890⁽⁷⁾, portant organisation de la justice au
Tonkin;

le décret du 21 avril 1891.

Arrête :

1°. Il est institué à Hanoï une cour d'appel, dont la juridiction
s'étend sur les pays de protectorat de l'Annam et du Tonkin.

La cour d'appel d'Hanoï est composée d'un président, de deux
juges, d'un conseiller auditeur et d'un greffier assisté d'un
sous-greffier.

Le procureur général des fonctions du ministère public près la cour d'appel d'Hanoï

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 657, n° 11091.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 993, n° 18350.

⁽³⁾ I^{re} série, Bull. 1215, n° 20170.

⁽⁴⁾ I^{re} série, Bull. 1215, n° 20171.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1293, n° 21510.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1266, n° 21033.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1385, n° 23251.

sont remplies par un procureur général, assisté d'un substitut d'un attaché de parquet.

3. En toutes matières, les arrêts de la cour d'appel d'Hanoi rendus par trois juges.

4. Le procureur général près la cour d'appel d'Hanoi remplit fonctions de chef du service judiciaire en Annam et au Tonkin.

Il est investi des mêmes attributions et prérogatives que celles ont été dévolues par le décret du 17 juin 1889 au procureur général près la cour d'appel de Saigon, en ce qui concerne la Cochinchine.

5. Les attributions précédemment conférées, en ce qui concerne l'Annam et le Tonkin, à la cour d'appel de Saigon et à ses membres par les lois et règlements antérieurs au présent décret, sont dévolues à la cour d'appel d'Hanoi et à ses membres.

6. Les magistrats de la cour d'appel du Tonkin sont nommés par décret du Président de la République, rendu sur la proposition du ministre chargé des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice.

Ils portent, aux audiences et dans les cérémonies publiques, le même costume que les magistrats de la cour d'appel de Saigon.

L'attaché au parquet du procureur général près la cour d'appel d'Hanoi est nommé par arrêté du sous-secrétaire d'Etat des colonies.

7. Le traitement colonial et la parité d'office des magistrats de la cour d'appel du Tonkin sont fixés conformément au tableau suivant :

DÉSIGNATION DES OFFICES.	TRAITEMENT colonial.	DÉSIGNATION DES OFFICES de la magistrature métropolitaine comparés aux emplois de la magistrature du Tonkin pour servir de base à la liquidation de la pension de retraite.	
		Offices.	Qualité du traitement.
Procureur général, chef du service judiciaire.....	20,000'	Procureur général.....	18,000'
Président de la cour d'appel.....	18,000	Président de chambre à Paris.....	13,750
Conseiller à la cour d'appel.....	13,000	Conseiller.....	7,000
Substitut du procureur général.....	12,000	Conseiller.....	7,000
Conseiller auditeur.....	8,000	Juge.....	4,000
Greffier.....	9,000'	Greffier de cour d'appel.....	4,200
Commis-greffier.....	3,000 à 5,000	Commis-greffier de tribunal.....	2,000

Le traitement colonial de l'attaché au parquet du procureur général près la cour d'appel du Tonkin est fixé à cinq mille francs (5,000').

8. Le costume d'audience des magistrats et greffiers de la cour d'appel du Tonkin est réglé ainsi qu'il suit :

1° Aux audiences ordinaires, les membres de la cour d'appel

la toge et la simarre en étoffe de soie noire, la chausse de soie sur l'épaule gauche, la ceinture moirée en soie noire avec une rosette sur le côté gauche, la cravate en batiste tombante plissée, la toque en velours noir.

Le président et le procureur général auront autour de leur toque deux galons d'or en haut et deux galons d'or en bas. Les conseillers auront deux en bas. Le conseiller auditeur n'en aura qu'un en bas.

Aux audiences solennelles, aux audiences de la cour criminelle et aux cérémonies publiques, les membres de la cour d'appel porteront la toge et la chausse en étoffe de laine rouge.

Celle du président et celle du procureur général seront bordées, devant, d'une fourrure d'hermine de dix centimètres (0^m 10).

Le substitut du procureur général portera le même costume que les conseillers.

Le greffier de la cour portera, soit aux audiences ordinaires, soit aux audiences solennelles ou criminelles, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que celui des conseillers, à l'exception des galons d'or à la toque, qui seront remplacés par deux galons de soie noire.

Le sous-greffier portera la robe fermée à grandes manches, en soie noire, et la toque en étoffe de laine, avec un galon de laine de même couleur.

Les défenseurs installés près les tribunaux du Tonkin pourront continuer à porter et plaider devant la cour d'appel. Les dispositions qui régissent actuellement l'exercice de leurs fonctions sont maintenues.

Ils porteront aux audiences de la cour d'appel et des tribunaux du Tonkin la robe d'étamine noire fermée, à manches larges, la toque bordée d'un ruban de velours et la cravate pareille à celle des conseillers. Lorsqu'ils seront licenciés, ils auront le droit de porter la robe d'étamine.

Sont maintenues toutes dispositions non contraires au présent décret.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des affaires étrangères, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel* du sous-secrétariat d'Etat des colonies.

Paris, le 13 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice,

Signé : ANTOINE DUBOIS.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an IV en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (Paris, 11 Juin 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Juin 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1626.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRET sur la Discipline des Titulaires de la Médaille commémorative de l'Expédition de Madagascar.

Du 9 Octobre 1886.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le titre VI du décret organique de la Légion d'honneur, en date du 25 mars 1852 ⁽¹⁾;

le décret disciplinaire du 24 novembre 1852 ⁽²⁾;

semble les décrets des 26 février 1858 ⁽³⁾, 24 octobre 1859 ⁽⁴⁾, 25 mars 1861, 15 mars 1864 ⁽⁵⁾, 3 mars 1868 ⁽⁷⁾ et 30 décembre 1885 ⁽⁶⁾, relatifs à la discipline des médaillés de Sainte-Hélène, de Crimée, de la Baltique, de Chine et du Mexique, des titulaires de la médaille pontificale et des médaillés du Tonkin;

les décrets disciplinaires des 14 avril ⁽⁹⁾ et 9 mai 1874 ⁽¹⁰⁾;

la décision, en date du 26 février 1858 ⁽¹¹⁾, qui autorise les ministres de la guerre et de la marine, et, par délégation, les commandants en chef des armées de terre et de mer, à prononcer, par mesure de discipline, sur tout militaire ou marin en activité de service, pendant un temps qui n'excède pas deux mois, la suspension du droit de porter les insignes des médaillés de Crimée et de la Baltique;

la loi du 31 juillet dernier qui crée une médaille commémorative de l'expédition de Madagascar;

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 503, n° 3797.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 592, n° 4564.

⁽³⁾ I^{re} série, Bull. 587, n° 5352.

⁽⁴⁾ I^{re} série, Bull. 747, n° 7129.

⁽⁵⁾ I^{re} série, Bull. 920, n° 8912.

⁽⁶⁾ I^{re} série, Bull. 1193, n° 12193.

⁽⁷⁾ XI^e série, Bull. 1580, n° 15878.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 985, n° 16207.

⁽⁹⁾ XII^e série, Bull. 194, n° 2923.

⁽¹⁰⁾ XII^e série, Bull. 202, n° 3056.

⁽¹¹⁾ XI^e série, Bull. 587, n° 5352.

Sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur;
Le Conseil de l'Ordre entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions disciplinaires des décrets des 16 mars 1852, 24 novembre 1852, 14 avril et 9 mai 1874 sont applicables aux titulaires de la médaille commémorative de Madagascar.

2. Sont également applicables aux titulaires de ladite médaille les dispositions de la décision du 26 février 1858 susvisée.

3. Les ministres et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 9 Octobre 1886.

Signé : JULES GRÉVY.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : DEMÔLE.

N° 27961. — DÉCRET sur la Discipline des Titulaires de la Médaille commémorative de l'Expédition du Dahomey.

Du 14 Janvier 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 19 janvier 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre VI du décret organique de la Légion d'honneur, en date du 16 mars 1852 ⁽¹⁾;

Vu le décret disciplinaire du 24 novembre 1852 ⁽²⁾;

Ensemble les décrets des 26 février 1858 ⁽³⁾, 24 octobre 1859 ⁽⁴⁾, 25 octobre 1861 ⁽⁵⁾, 15 mars 1864 ⁽⁶⁾, 3 mars 1868 ⁽⁷⁾, 30 décembre 1885 ⁽⁸⁾ et 24 octobre 1886 ⁽⁹⁾, relatifs à la discipline des médailles de Sainte-Hélène, de Crimée, de la Baltique, d'Italie, de Chine et du Mexique, des titulaires de la médaille pontificale et des médailles du Tonkin et de Madagascar;

Vu les décrets disciplinaires des 14 avril ⁽¹⁰⁾ et 9 mai 1874 ⁽¹¹⁾;

Vu la décision, en date du 26 février 1858 ⁽¹²⁾, qui autorise les commandants des armées de terres et de mer, et, par délégation, les commandants des armées de terres et de mer, à prononcer, par mesure de discipline, contre tout militaire ou marin en activité de service, pendant un délai qui ne pourra excéder deux mois, la suspension du droit de porter les insignes des médailles de Crimée et de la Baltique;

(1) X^e série, Bull. 503, n° 3797.

(2) X^e série, Bull. 592, n° 4564.

(3) XI^e série, Bull. 587, n° 5352.

(4) XI^e série, Bull. 747, n° 7129.

(5) XI^e série, Bull. 970, n° 8912.

(6) XI^e série, Bull. 1193, n° 12193.

(7) XI^e série, Bull. 1580, n° 1587.

(8) XII^e série, Bull. 985, n° 1620.

(9) Voir ci-dessus, n° 27960.

(10) XII^e série, Bull. 194, n° 2922.

(11) XII^e série, Bull. 202, n° 3066.

(12) XI^e série, Bull. 587, n° 5351.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

CONVENTION.

Entre le département du Loiret, représenté par M. *Bagnot*, officier de la Légion d'honneur, préfet dudit département, et la société anonyme des établissements *Décauville* aîné, représentée par le président de son conseil d'administration, M. *Paul Decauville*, et par son administrateur délégué, M. *Louis-Waldemar Ravenez*, dûment autorisés à cet effet par délibération du conseil d'administration en date du 27 mars 1893,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département du Loiret autorise la société formière de l'exploitation de la ligne de Pithiviers à Toury à retirer de la caisse des dépôts et consignations une partie du cautionnement qu'elle a versé en exécution de l'article 38 du cahier des charges, à la condition que la société mette préalablement en circulation sur la ligne précitée un matériel roulant supplémentaire dont la valeur soit au moins équivalente à la somme à retirer, qui, dans tous les cas, ne pourra dépasser cent mille francs (100,000^f). La quantité de véhicules nécessaires et leur valeur seront fixées comme il est dit au paragraphe 2 de l'article 3 du traité du 8 août 1891.

Les retraits partiels du cautionnement seront autorisés successivement au fur et à mesure de la mise en circulation et de la réception des véhicules supplémentaires et un mois après leur présentation en gare de Pithiviers (tramway), à la condition que chaque réception puisse s'appliquer à un nombre de véhicules au moins égal à huit.

2. Ce matériel supplémentaire fourni aux frais de la société exploitante servira de garantie au département, en place des cent mille francs (100,000^f) retirés de la caisse des dépôts et consignations, et pourra être saisi par lui dans tous les cas où le cautionnement primitif aurait pu l'être.

A la fin du bail, il sera repris par le département à dire d'experts.

3. Le département payera à la société les intérêts de la valeur de ce matériel supplémentaire à raison de 5 p. o/o l'an, à partir du jour où chacun des véhicules supplémentaires dûment reconnu nécessaire aura été émis en circulation sur la ligne.

4. Les travaux complémentaires résultant de l'augmentation ci-dessus indiquée du matériel roulant seront, jusqu'à concurrence d'un maximum de cent mille francs (100,000^f), compris dans le maximum du capital de premier établissement indiqué à l'article 3 du décret du 20 août 1891.

5. La société s'engage à acquitter les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition, ainsi que tous les autres frais accessoires auxquels pourrait donner lieu la présente convention.

Vu et approuvé :

Paris, 29 novembre 1893.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : PAUL DECAUVILLE.

L'Administrateur délégué,

Signé : RAVENEZ.

Vu et approuvé conformément à la délibération du conseil général du 25 août 1893.

Orléans, le 28 novembre 1893.

Le Préfet du Loiret,

Signé : P. BONGHRA.

Enregistré à Joinville, le 16 avril 1894, vol. 7 bis, folio 44, case 4. Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : HUART.

N° 27966. — *Décret qui approuve la Convention annexée au Traité du 8 août 1891 relatif à l'établissement dans le département du Loiret d'une ligne de Tramway de Pithiviers à Toury.*

Du 8 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 15 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 20 août 1881 ⁽¹⁾, déclarant d'utilité publique l'établissement, dans les départements du Loiret et d'Eure-et-Loir, d'une ligne de tramway de Pithiviers à Toury; ensemble, d'une part, le traité du 8 août 1891, entre le préfet du Loiret, au nom du département, et la société des établissements Decauville aîné, pour l'exploitation de la ligne; d'autre part, le cahier des charges, — annexés audit décret;

Vu les délibérations du conseil général du département du Loiret, en date des 11 avril, 17 juin et 25 août 1893;

Vu les rapports de l'ingénieur en chef du contrôle, en date des 21 août 1893;

Vu les lettres du préfet du Loiret, en date des 26 juin et 8 septembre 1893;

Vu l'avis de l'inspecteur général des ponts et chaussées de la division, en date du 5 août 1893, et l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 4 décembre 1893;

Vu la convention annexée au traité précité du 8 août 1891, passée le 29 novembre 1893, entre le préfet du Loiret, agissant au nom du département, et la société des établissements Decauville aîné;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique en date des 16 mai et 6 août 1881 ⁽²⁾ et 20 mars 1892 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention annexée au traité du 8 août 1891, passée, les 28-29 novembre 1893, entre le préfet du Loiret, au nom de ce département, d'une part, et la société des établissements Decauville aîné, d'autre part.

2. Les travaux complémentaires résultant de l'augmentation du matériel roulant et faisant l'objet de la convention annexée précitée, jusqu'à concurrence d'un maximum de cent mille francs (100,000^f), compris dans le maximum du capital de premier établissement indiqué à l'article 3 du décret du 20 août 1891.

Le maximum de la charge annuelle pouvant résulter pour le département des dispositions qui précèdent reste fixé à la somme de dix-sept cent neuf cent vingt francs (17,920^f).

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1440, n° 24300.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, p. 1122.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

1868. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'un droit de Tonnage dans le port de Marseille.*

Du 5 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 7 mars 1894).

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

article 2 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, relatif à l'organisation des chambres de commerce;

décrets des 7 juillet 1881 ⁽²⁾, 1^{er} ⁽³⁾ et 20 juin 1882 ⁽⁴⁾, qui autorisent la chambre de commerce de Marseille à établir et à exploiter des hangars sur les quais du port de Marseille et à contracter, à cet effet, un emprunt de deux millions sept cent mille francs;

décrets des 6 ⁽⁵⁾ et 27 juillet 1883 ⁽⁶⁾, qui autorisent cette chambre à établir et à exploiter un outillage hydraulique sur les mêmes quais et à contracter, à cet effet, un emprunt de deux millions trois cent mille francs;

décret du 22 août 1885 ⁽⁷⁾, qui autorise ladite chambre à contracter un emprunt de deux millions sept cent cinquante mille francs destinés à être versés à l'État et appliqués à l'établissement de voies ferrées sur les quais du port de Marseille;

décret du 19 août 1891 ⁽⁸⁾, qui autorise la prorogation jusqu'au 31 décembre 1903 des concessions ainsi accordées et des délais fixés pour le remboursement des divers emprunts par les décrets susvisés;

les lettres de la chambre de commerce de Marseille en date des 25 mars 1890, 29 juillet 1891, 25 mars, 28 juin et 15 novembre 1893,

et à obtenir l'établissement à son profit, dans le port de Marseille, d'un droit de tonnage de six centimes, dont le produit serait affecté au payement des annuités d'amortissement des emprunts précités, concurremment avec les ressources provenant de l'exploitation de l'outillage, des hangars et des voies ferrées, jusqu'au moment où ces ressources seront suffisantes pour faire face au payement desdites annuités;

la lettre en date du 7 décembre 1893, par laquelle la chambre de commerce s'engage à maintenir sans réduction les tarifs approuvés par les ministérielles en vigueur pour l'usage de l'outillage, des hangars et des voies ferrées, tant que ce droit de tonnage ne sera pas supprimé;

l'enquête ouverte à Marseille le 2 février 1891, dans les formes déterminées par l'ordonnance du 18 février 1834 ⁽⁹⁾, et notamment le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, en date des 25 et 27 février et 9 mars 1891;

la délibération du conseil municipal de Marseille, en date du 24 février 1891;

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 636, n° 10848.

⁽³⁾ I^{re} série, Bull. 706, n° 12020.

⁽⁴⁾ I^{re} série, Bull. 731, n° 12417.

⁽⁵⁾ I^{re} série, Bull. 784, n° 13442.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 784, n° 13444.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 967, n° 16003.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 1441, n° 24315.

⁽⁹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 386, p. 5212.

N° 27967. — *DÉCRET séparant les Eaux exploitées en commun par les Prud'homies du Brusq et de Sanary.*

Du 5 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret-loi du 9 janvier 1852 ⁽¹⁾ sur la pêche maritime côtière;

Vu le décret du 19 novembre 1859 sur la pêche maritime côtière et le cinquième arrondissement maritime;

Vu le décret du 10 décembre 1871 divisant la prud'homie de Saint-Nazaire (ou Sanary) en deux prud'homies distinctes, celles de Saint-Nazaire (ou Sanary) et du Brusq;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 10 décembre 1871 est modifié comme suit :

Les prud'homies de Saint-Nazaire (ou Sanary) et du Brusq sont maintenues.

La juridiction de la prud'homie de Saint-Nazaire (ou Sanary) s'étend sur les eaux situées entre la ligne servant de limite entre les eaux de la prud'homie de Bandol, d'une part, et, d'autre part, la ligne brisée partant de l'embouchure de la Reppe pour toucher l'extrémité de la pointe nord de l'îlot du Grand-Rouveau, se dirigeant ensuite, vers le sud, jusqu'au feu du Grand-Rouveau et enfin, vers le sud-ouest, dans une direction parallèle au prolongement idéal de la section de la susdite ligne brisée allant de la Reppe à la pointe nord du Grand-Rouveau.

La juridiction de la prud'homie du Brusq s'étend sur les eaux situées entre la ligne brisée ci-dessus décrite et la ligne partant du cap Sicié qui sert de limite aux eaux de la prud'homie de la Seyne.

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de la marine.

Fait à Paris, le 5 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la marine,

Signé : LEFÈVRE.

N° 27989. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.

Du 14 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie et des colonies, deuxième section (*Postes et télégraphes*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 28 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de cet article, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que le montant n'exécède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, deuxième section (*Postes et télégraphes*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892, un crédit de vingt-trois mille sept cent soixante quinze francs vingt-quatre centimes (23,775²⁴).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus visées sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, sur le budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des Finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : J. MARTY.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 27967. — DÉCRET séparant les Eaux exploitées
les Prud'homies du Brusq et de la

Du 5 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Vu le décret-loi du 9 janvier 1853

Vu le décret du 19 novembre 1857
le cinquième arrondissement mari

Vu le décret du 10 décembre
Nazaire (ou Sanary) en deux pr
(ou Sanary) et du Brusq;

Sur le rapport du ministre

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article
comme suit :

Les prud'homies
maintenues.

La juridiction
s'étend sur l

eaux de la
ligne bris

l'extrém

ensuite
le sur

la se
du

s

même année, au
age.
bit de tonnage susmentionnée est
commerce de Marseille, pour le produ
secté, concurremment avec les ressources
des hangars, de l'outillage hydraulique et
au port, au paiement des annuités des emprunts
chambre de commerce en vue de l'établissement de
un compte détaillé des recettes et des dep
au service dont il s'agit sera adressé par la cha
commerce de Marseille au ministre du commerce, de l'ind
des colonies et au ministre des travaux publics, qui fixe
commun accord, le montant des sommes pouvant être imp
le produit du droit de tonnage.
La perception du droit de tonnage autorisé par le présent d
sera dès que les ressources provenant de l'exploitation des hang
outillage et des voies ferrées seront suffisantes pour faire
paiement des annuités afférentes au service des emprun
cités.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies
ministre des travaux publics et le ministre des finances sont
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret
sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 5 Mars 1894.

Signé : CARNOT

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARY.

qui ouvre au Ministère du commerce, de l'industrie et
supplémentaire en augmentation des Restes à payer
définitifs des exercices 1891 et 1892.

du 14 Mars 1894.

FRANÇAISE,

commerce, de l'industrie et des colonies

la charge du département de
deuxième section (Postes et télégraphes), en augmentation
constatés par les comptes

les créances comprises dans
attendant qu'elles se rapportent à des
des exercices précités et que le montant n'ex
disponible des crédits qui ont été annulés et
es;
du ministre des finances.

Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et
des colonies, deuxième section (Postes et télégraphes), en augmen
des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exer
1891 et 1892, un crédit de vingt-trois mille sept cent soixante
de francs vingt-quatre centimes (23,775²⁴).

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est
chargé de faire ordonnancer les créances ci-dessus visées sur le chapitre
ouvert pour les dépenses des exercices clos, sur le budget
ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi
du 3 mai 1834.

Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des res
sources générales du budget de l'exercice courant.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le
ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 14 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892, qui doivent faire l'objet d'un vote additionnel.

EXERCICES.	NOMBRES des chapitres.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉDITS		
				per article.	per chapitre.	par exercice.
1891.	6	Traitement du personnel, etc. (sous-agents).....	Avance à un intérimaire.....	62'50'	62'50'	
	7	Indemnités diverses et secours.....	Frais de tournées...	150 00	150 00	
	9	Matériel des bureaux.....	Travaux divers..... Fournitures.....	1,107 67 21 75	4,129 43	1,077
	11	Transport des dépêches postales...	Transport de colis postaux.....	200 25	200 25	
	13	Construction et entretien des lignes télégraphiques..	Transport de matériel.....	135 38	135 38	
1892.	7	Indemnités diverses et secours.....	Travaux de tri..... Frais d'intérim.....	54 00 388 67	343 67	
	9	Matériel des bureaux.....	Travaux et fournitures diverses....	10,595 64	10,595 64	10,000
	12	Appareils et matériel technique d'exploitation.....	Transport de matériel.....	39 45	39 45	
	13	Construction et entretien des lignes télégraphiques...	Travaux et remboursements.....	8,119 93	8,119 93	
TOTAL.....						13,775 11

ARRÊTÉ à la somme de vingt-trois mille sept cent soixante-quinze francs vingt-cinq centimes.

Paris, le 14 mars 1894.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

N° 27970. — **DÉCRET** qui fixe la *Taxe municipale à percevoir sur les Chasseurs dans la commune de Thaon (Vosges).*

Du 16 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août (1) sus-

(1) 11^e série, Bull. 310, n° 2055.

N° 27972. — *Décret sur la Discipline des Titulaires de la Médaille coloniale.*

Du 12 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre VI du décret organique de la Légion d'honneur, en date du 16 mars 1852 ⁽¹⁾;

Vu le décret disciplinaire du 24 novembre 1852 ⁽²⁾;

Ensemble les décrets des 26 février 1858 ⁽³⁾, 24 octobre 1859 ⁽⁴⁾, 25 mars 1861 ⁽⁵⁾, 15 mars 1864 ⁽⁶⁾, 3 mars 1868 ⁽⁷⁾, 30 décembre 1885 ⁽⁸⁾, 9 octobre 1886 ⁽⁹⁾ et 14 janvier 1893 ⁽¹⁰⁾, relatifs à la discipline des médaillés de Sainte-Hélène, de Crimée, de la Baltique, d'Italie, de Chine et du Mexique, des titulaires de la médaille pontificale, et des médaillés du Tonkin, de Madagascar et de Bahamaï;

Vu les décrets disciplinaires des 14 avril ⁽¹¹⁾ et 9 mai 1874 ⁽¹²⁾;

Vu la décision, en date du 26 février 1858 ⁽¹³⁾, qui autorise les ministres de la guerre et de la marine, et, par délégation, les commandants en chef des armées de terre et de mer, à prononcer, par mesure de discipline, contre tout militaire ou marin en activité de service, pendant un temps qui ne pourra excéder deux mois, la suspension du droit de porter les insignes des médailles de Crimée et de la Baltique;

Vu l'article 75 de loi de finances du 26 juillet 1893, qui crée une médaille coloniale;

Sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur;

Le Conseil de l'Ordre entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions disciplinaires des décrets des 16 mars 1852, 24 novembre 1852, 14 avril et 9 mai 1874 sont applicables aux titulaires de la médaille coloniale.

2. Sont également applicables aux titulaires de ladite médaille les dispositions de la décision du 26 février 1858, ci-dessus visée.

3. Les ministres et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : ANTONIN DUBOST.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 503, n° 3797.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 592, n° 4564.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 587, n° 5352.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 747, n° 7129.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 920, n° 8912.

⁽⁶⁾ 1^{re} série, Bull. 1193, n° 12193.

⁽⁷⁾ 1^{re} série, Bull. 1580, n° 15878.

⁽⁸⁾ 1^{re} série, Bull. 985, n° 16007.

⁽⁹⁾ Voir ci-dessus, n° 27960.

⁽¹⁰⁾ Voir ci-dessus, n° 27961.

⁽¹¹⁾ 1^{re} série, Bull. 194, n° 2928.

⁽¹²⁾ 1^{re} série, Bull. 202, n° 3056.

⁽¹³⁾ 1^{re} série, Bull. 587, n° 5352.

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Ecoles nationales beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de vingt deux mille deux cents francs (22,200^f), applicable aux dépenses établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, moyen des ressources spéciales résultant des versements faits Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal des lois*.

Fait à Paris, le 20 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	Montants des versements.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, DES ARTS DÉCORATIFS ET D'ART INDUSTRIEL.			
		<i>Subventions allouées aux</i> <i>établissements ci-des-</i> <i>sous désignés :</i>			
	Villes de :	1 ^{er} TRIMESTRE 1894.			
Alpes-Maritimes..	Nice.....	École nationale d'art décoratif.	230	13 janvier 1894..	3,850
Creuse.....	Ambusson..	École nationale d'art décoratif.	267	25 janvier 1894..	86
Nord.....	Roubaix..	École nationale des arts industriels.	281	19 janvier 1894..	10,000
Haute-Vienne....	Limoges..	École nationale d'art décoratif.	403	6 janvier 1894..	6,250
		Musée national Adrien Dubouché.	102	Idem.....	1,250
				TOTAL.....	22,200

27975. — *DÉCRET qui nomme M. Ch. Dupuy, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, Président du Conseil des Ministres.*

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTE :

N° 1^{er}. *M. Ch. Dupuy, ministre de l'intérieur et des cultes, est nommé président du Conseil des ministres, en remplacement de M. Casimir-Perier, dont la démission est acceptée.*

Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

N° 27976. — *DÉCRET qui nomme M. Guérin (Eugène), Sénateur, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTE :

N° 1^{er}. *M. Guérin (Eugène), sénateur, est nommé garde des sceaux, ministre de la justice, en remplacement de M. Antonin Dubost, dont la démission est acceptée.*

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

**N° 27973. — DÉCRET qui rattache l'Administration des Cultes
au Ministère de l'Intérieur.**

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des affaires
gères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'administration des cultes est détachée du minist
l'instruction publique et des beaux-arts et rattachée au minist
l'intérieur.

2. Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères
chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères.*

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

**N° 27974. — DÉCRET qui nomme M. Ch. Dupuy, Député,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes.**

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des affaires é
gères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Ch. Dupuy, député, est nommé ministre de l'intéri
et des cultes, en remplacement de M. Raynal, dont la démission
acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères,
chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

N° 27975. — *DÉCRET qui nomme M. Ch. Dupuy, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, Président du Conseil des Ministres.*

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTE :

N° 1^{er}. *M. Ch. Dupuy, ministre de l'intérieur et des cultes, est nommé président du Conseil des ministres, en remplacement de Casimir-Perier, dont la démission est acceptée.*

Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

N° 27976. — *DÉCRET qui nomme M. Guérin (Eugène), Sénateur, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTE :

N° 1^{er}. *M. Guérin (Eugène), sénateur, est nommé garde des sceaux, ministre de la justice, en remplacement de M. Antonin Dubost, dont la démission est acceptée.*

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 27981. — *DÉCRET qui nomme M. Félix Faure, Député, Ministre de la Marine.*

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Félix Faure, député, est nommé ministre de la Marine, en remplacement de M. le vice-amiral Lafèvre, dont la mission est acceptée.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 27982. — *DÉCRET qui nomme M. Barthou (Louis), Député, Ministre des Travaux publics.*

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Barthou (Louis), député, est nommé ministre des Travaux publics, en remplacement de M. Jonhart, dont la démission est acceptée.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

17983. — **DÉCRET** qui nomme *M. Lourties, Sénateur, Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.*

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Lourties, sénateur, est nommé ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en remplacement de M. Lourties, dont la démission est acceptée.*

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

17984. — **DÉCRET** qui nomme *M. Viger, Député, Ministre de l'Agriculture.*

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Viger, député, est nommé ministre de l'agriculture.*

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 27985. — DÉCRET qui nomme M. Delcassé, Député,
Ministre des Colonies.

Du 30 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Delcassé, député, est nommé ministre des colonies en remplacement de M. Boulanger, dont la démission est acceptée.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 27986. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Saint-Léger (canton des Trois-Moutiers, arrondissement de Loudun, département de la Vienne) portera, à l'avenir, le nom de *Saint-Léger-de-Montbrun*. (Paris, 27 Janvier 1894.)

N° 27987. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Saint-Hilaire (canton de Carnières, arrondissement de Cambrai, département du Nord) portera, à l'avenir, le nom de *Saint-Hilaire-lez-Cambrai*. (Paris, 29 Janvier 1894.)

N° 27988. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

La partie de la rivière d'Orne comprise entre le pont de Vaucelles et la tête aval du pont du chemin de fer, à Caen (Calvados), cessera d'être classée parmi les rivières navigables.

L'ordonnance du 10 juillet 1835, portant classement de ladite rivière comme navigable depuis le pont de Vaucelles, à Caen, jusqu'à son embouchure dans la Manche, est abrogée en ce qu'elle a de contraire à la disposition qui précède. (Paris, 30 Janvier 1894.)

N° 27989. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant que sur l'émolument du legs universel qui a été fait à l'État par le sieur *Henry Giffard*, en vertu du testament du 11 décembre 1873 et dont l'acceptation a été autorisée par décret en date du 31 août 1885, il est attribué à la Société l'*Alliance française*, pour la propagation de la langue française, dont le siège est à Paris, 45, rue de Grenelle, une somme de cent mille francs qui sera employée à fonder et à subventionner des écoles françaises dans les pays du Levant.

Ces fondations et subventions porteront le nom d'*Henry Giffard*. (Paris, 5 Février 1894.)

N° 27990. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant que sur l'émolument du legs universel qui a été fait à l'État par le sieur *Henry Giffard*, en vertu du testament du 11 décembre 1873 et dont l'acceptation a été autorisée par décret en date du 31 août 1885, il est attribué à la Société internationale des Électriciens, dont le siège est à Paris, rue Saint-Charles, n° 54, une somme de cent mille francs, pour être employée à la construction et à l'aménagement d'un pavillon spécial à son laboratoire central, et sous la condition que ce pavillon portera à son frontispice le nom *H. Giffard*. (Paris, 5 Février 1894.)

N° 27991. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 6 avril 1894, par laquelle le conseil général d'Oran, « estimant que l'esprit de tolérance envers les cultes reconnus par l'État ne doit pas exclure la défense inflexible de toutes les libertés conquises sur le cléricanisme par la République, émet le vœu que le gouvernement prenne une attitude plus ferme, qui dissipe l'équivoque existant depuis les dernières déclarations ministérielles et rassure le pays ». (Paris, 15 Mai 1894.)

N° 27992. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 20 avril 1894, par laquelle le conseil général de la Seine a renouvelé le vœu « qu'une amnistie pleine et entière pour délits politiques, délits de presse, faits de grève et faits connexes soit votée le plus promptement possible par le Parlement ». (Paris, 17 Mai 1894.)

N° 27993. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération prise par le conseil d'arrondissement de Saint-Denis, dans sa session de 1893, et par laquelle cette assemblée a émis un vœu demandant la création d'un impôt proportionnel et progressif sur les revenus et bénéfices superflus, afin de doter une caisse de retraites en faveur des ouvriers. (Paris, 21 Mai 1894.)

N° 27994. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 4 avril 1894, par laquelle le conseil général du département de la Drôme a déclaré « répudier résolument toute politique qui ne s'inspirerait pas de l'esprit républicain et anti-clérical ». (Paris, 7 Juin 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Juillet 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

Cette date est celle de la réception du décret
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1627.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

1995. — *DÉCRET qui modifie l'Organisation de l'Administration centrale du Ministère du commerce et de l'industrie.*

Du 9 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 10 mars 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
l'article 16 de la loi de finances du 30 décembre 1882;
le décret du 2 février 1892, réglant l'organisation de l'administration
du ministère du commerce et de l'industrie;
le Conseil d'État entendu,

DÉCRETE :

1°. L'article 1°, paragraphes 1 et 2, l'article 2, l'article 4 et le 7 du décret du 2 février 1892 sont modifiés ainsi qu'il suit :

1°. — Paragraphes 1 et 2 ainsi modifiés :

L'administration centrale du commerce et de l'industrie, non
seulement les services qui, ressortissant à ce ministère, font l'objet
d'une organisation spéciale, se compose de trois directions, indépen-
dantes du cabinet du ministre, auquel est rattachée la division
secrétariat, du personnel et du contrôle.

Le nombre, les attributions et la composition des bureaux sont
fixés conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES SERVICES.	DIREC- TEURS.	CHEF de division.	CHEF de bureau.	SOU- CHEF de bureau.
1^{re} CABINET DU MINISTRE.				
Division du secrétariat, du personnel et du contrôle.	1	1	1	1
1 ^{er} bureau ⁽¹⁾ . — Secrétariat. Personnel de l'adminis- tration centrale. Contrôle du personnel extérieur.	1	1	1	1
2 ^e bureau. — Comptabilité centrale. Contrôle de la comptabilité générale. Contrôle des dépenses en- gagées.	1	1	1	1
Service intérieur, matériel et caisse.	1	1	1	1
2^e DIRECTION DU COMMERCE INTÉRIEUR.	1	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Commerce intérieur, caisses d'épargne et sociétés d'assurances sur la vie.	1	1	1	1
2 ^e bureau. — Industrie. Travail dans les manufactures et caisses nationales d'assurances.	1	1	1	1
3 ^e bureau. — Propriété industrielle.	1	1	1	1
3^e DIRECTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR.	1	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Législation et tarifs de douane en France.	1	1	1	1
2 ^e bureau. — Législation et tarifs de douane à l'étran- ger.	1	1	1	1
3 ^e bureau. — Mouvement général du commerce, ren- seignements commerciaux.	1	1	1	1
4^e DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET COM- MERCIAL.	1	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Enseignement industriel.	1	1	1	1
2 ^e bureau. — Enseignement commercial, expositions.	1	1	1	1
3 ^e bureau. — Syndicats professionnels.	1	1	1	1
TOTAUX.	3	1	11	12

⁽¹⁾ Le bureau du secrétariat est dirigé par le chef de division.

*** Art. 2. — Ainsi modifié :**

« Dans chacune des trois directions, un chef de bureau peut, par décision spéciale du ministre, être chargé des fonctions de son directeur. »

*** Art. 4. — Ainsi modifié :**

« Les traitements et les classes du personnel de l'administration centrale sont fixés comme il suit :

Directeurs	12,000 ^f à 18,000
Chef de division	9,000 à 10,000
Chefs de bureau	de 1^{re} classe (4 au maximum) de 2^e classe de 3^e classe (3 au minimum) 9,000 8,000 7,000
Sous-chefs de bureau	de 1^{re} classe (3 au maximum) de 2^e classe de 3^e classe de 4^e classe (3 au minimum) 6,000 5,500 5,000 4,500

Rédacteurs	de 1 ^{re} classe (4 au maximum).....	4,000'
	de 2 ^e classe.....	3,700
	de 3 ^e classe.....	3,400
	de 4 ^e classe.....	3,100
	de 5 ^e classe.....	2,800
	de 6 ^e classe.....	2,500
Expéditionnaires	stagiaires.....	2,000
	de 1 ^{re} classe (4 au maximum).....	4,000
	de 2 ^e classe.....	3,700
	de 3 ^e classe.....	3,400
	de 4 ^e classe.....	3,100
	de 5 ^e classe.....	2,800
	de 6 ^e classe.....	2,500
	de 7 ^e classe.....	2,100
	stagiaires.....	1,800

Huissiers, concierges, gardiens de bureau, gens de service..... 1,200 à 2,200

« Les chefs de bureau chargés des fonctions de sous-directeur peuvent recevoir des indemnités supplémentaires qui n'excéderont pas mille francs (1,000') par an.

« Les rédacteurs et expéditionnaires de 1^{re} classe ayant vingt ans de services peuvent, par exception, recevoir une augmentation supplémentaire qui peut s'élever jusqu'à cinq cents francs (500').

« La répartition et les avancements en classe ne peuvent avoir lieu que dans les limites du crédit porté au chapitre du personnel de l'administration centrale et après avis du conseil des directeurs. »

« Art. 7. — Ainsi modifié :

« Les directeurs et le chef de division sont nommés par décret du Président de la République. Le ministre pourvoit directement à tous les autres emplois dans les conditions prévues au titre II du présent décret. »

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARRY.

N° 27996. — Décret portant Règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 12 juin 1893, en ce qui concerne les mesures d'Hygiène, de Salubrité et de Protection à prendre dans les Manufactures, Fabriques, Usines, Chantiers et Ateliers de tous genres.

Du 10 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 11 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'article 3 de la loi du 12 juin 1893, ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique, rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures détermineront :

« 1° Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre l'incendie, etc. ;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail.

« Le comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à émettre son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article » ;

Vu l'avis du comité consultatif d'hygiène publique de France ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Le Conseil d'État entendu.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les emplacements affectés au travail dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tous genres et leurs dépendances seront tenus en état constant de propreté. Le sol sera nettoyé à fond au moins une fois par jour avant l'ouverture ou après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail. Ce nettoyage sera fait soit par lavage, soit à l'aide de brosses ou de linges humides, si les conditions de l'industrie ou la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage. Les murs et les plafonds seront l'objet de fréquents nettoyages ; les enduits seront refaits toutes les fois que cela sera nécessaire.

2. Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques décomposables, le sol sera rendu imperméable et toujours bien nivelé ; les murs seront recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace.

En outre, le sol et les murs seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante. Un lessivage à fond avec la même solution sera fait au moins une fois par an.

Les résidus putrescibles ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et seront enlevés au fur et à mesure.

3. L'atmosphère des ateliers et de tous les autres locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fossés, puisards, fosses d'aisances ou de toute autre source d'infection.

Dans les établissements qui déverseront les eaux résiduaires ou les lavages dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement sera munie d'un intercepteur hydraulique fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumées, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir

des gaz délétères ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace. Les ouvriers appelés à travailler dans ces conditions seront attachés par une ceinture de sûreté.

4. Les cabinets d'aisances ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où seront employés des ouvriers. Ils seront éclairés, abondamment pourvus d'eau, munis de cuvettes avec inflexion syphoïde du tuyau de chute. Le sol, les parois seront en matériaux imperméables, les peintures seront d'un ton clair.

Il y aura au moins un cabinet pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

Aucun puits absorbant, aucune disposition analogue ne pourra être établie qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites.

5. Les locaux fermés affectés au travail ne seront jamais encombrés; le cube d'air par ouvrier ne pourra être inférieur à six mètres cubes.

Ils seront largement aérés. Ces locaux, leurs dépendances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés.

6. Les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques seront évacués directement au dehors de l'atelier au fur et à mesure de leur production.

Pour les buées, vapeurs, gaz, poussières légères, il sera installé des hottes avec cheminées d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace.

Pour les poussières déterminées par les meules, les batteurs, les broyeurs et tous autres appareils mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique.

Pour les gaz lourds, tels que vapeurs de mercure, de sulfure de carbone, la ventilation aura lieu *per descensum*; les tables ou appareils de travail seront mis en communication directe avec le ventilateur.

La pulvérisation des matières irritantes ou toxiques, ou autres opérations, telles que le tamisage et l'embarillage de ces matières, se feront mécaniquement en appareils clos.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

7. Pour les industries désignées par arrêté ministériel, après avis du comité consultatif des arts et manufactures, les gaz incommodes et insalubres et les poussières seront condensés ou détruits.

8. Les ouvriers ne devront point prendre leurs repas dans les ateliers ni dans aucun local affecté au travail.

Les patrons mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaires avec lavabos, ainsi que l'eau de bonne qualité pour la boisson.

9. Pendant les interruptions de travail pour les repas, les ateliers seront évacués et l'air en sera entièrement renouvelé. -

10. Les moteurs à vapeur, à gaz, les moteurs électriques, roues hydrauliques, les turbines ne seront accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance. Ils seront isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les passages entre les machines, mécanismes, outils mus par les moteurs auront une largeur d'au moins quatre-vingts centimètres (0^m 80); le sol des intervalles sera nivelé.

Les escaliers seront solides et munis de fortes rampes.

Les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides chauds ou froids seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les échafaudages seront munis sur toutes leurs faces de garde-corps de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) de haut.

11. Les monte-charges, ascenseurs, élévateurs seront guidés et disposés de manière que la voie de la cage de monte-charge et le contre-poids soit fermée; que la fermeture du puits à l'entrée de divers étages ou galeries s'effectue automatiquement; que rien ne puisse tomber du monte-charge dans le puits.

Pour les monte-charges destinés à transporter le personnel, la charge devra être calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises, et les monte-charges seront pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs.

12. Toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines et notamment les bielles, roues, volants, courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de friction ou tous autres organes de transmission qui seraient reconnus dangereux seront munis de dispositifs protecteurs, tels que gaines et carreaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenage, garde-mains, grillages.

Les machines-outils à instruments tranchants tournant à grande vitesse, telles que machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables seront disposés de telle sorte que les ouvriers ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

Sauf en cas d'arrêt du moteur, le maniement des courroies et la conduite des poulies sera fait par le moyen de systèmes tels que monte-courroies, porte-courroie évitant l'emploi direct de la main.

On devra prendre autant que possible des dispositions telles que aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation ou aux abords immédiats d'un volant, d'une meule ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

13. La mise en train et l'arrêt des machines devront être toujours précédés d'un signal convenu.

14. L'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines.

Les contremaîtres ou chefs d'atelier, les conducteurs de machines-outils, métiers, etc., auront à leur portée le moyen de demander l'arrêt des moteurs.

15. Des dispositifs de sûreté devront être installés dans la mesure du possible pour le nettoyage et le graissage des transmissions en mécanismes en marche.

En cas de réparation d'un organe mécanique quelconque, son arrêt devra être assuré par un calage convenable de l'embrayage ou du volant ; il en sera de même pour les opérations de nettoyage qui exigent l'arrêt des organes mécaniques.

16. Les sorties des ateliers sur les cours, vestibules, escaliers et autres dépendances intérieures de l'usine doivent être munies de portes s'ouvrant du dedans en dehors. Ces sorties seront assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide de l'atelier ; elles seront toujours libres et ne devront jamais être encombrées de marchandises, de matières en dépôt ni d'objets quelconques.

Le nombre des escaliers sera calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement.

Dans les ateliers occupant plusieurs étages, la construction d'un escalier extérieur incombustible pourra, si la sécurité l'exige, être prescrite par une décision du ministre du commerce, après avis du comité des arts et manufactures.

Les récipients pour l'huile ou le pétrole servant à l'éclairage seront placés dans des locaux séparés et jamais au voisinage des escaliers.

17. Les machines-dynamos devront être isolées électriquement.

Elles ne seront jamais placées dans un atelier où des corps explosifs, des gaz détonants ou des poussières inflammables se maintiennent ou se produisent.

Les conducteurs placés en plein air pourront rester nus ; dans ce cas, ils devront être portés par des isolateurs de porcelaine ou de verre ; ils seront écartés des masses métalliques, telles que gouttières, tuyaux de descente, etc.

A l'intérieur des ateliers, les conducteurs nus destinés à des prises de courant sur leur parcours seront écartés des murs hors de la portée de la main et convenablement isolés.

Les autres conducteurs seront protégés par des enveloppes isolantes.

Toutes précautions seront prises pour éviter l'échauffement des conducteurs à l'aide de coupe-circuits et autres dispositifs analogues.

18. Les ouvriers et ouvrières qui ont à se tenir près des machines devront porter des vêtements ajustés et non flottants.

19. Les délais d'exécution des travaux de transformation qu'implique le présent règlement sont fixés : à trois mois, à compter de sa

promulgation pour les articles 2, paragraphe 1; 3, paragraphe 4, paragraphes 1 et 2; 6, paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5; 8, paragraphe 2; 11; 12, paragraphes 1, 2 et 3; 14, paragraphe 2; 15, paragraphe 1; 16, paragraphes 1 et 2; 17; et à un an pour les articles 5, paragraphe 1, et 10, paragraphe 2.

20. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 27997. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique les Travaux prévus pour l'Amélioration du Port de Calvi (Corse).*

Du 15 Mars 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les pièces de l'avant-projet dressé par les ingénieurs, pour l'amélioration du port de Calvi, notamment le plan général, en date du 24 mai 1893;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 10-15 juin 1891, 31 août 1892, 3 septembre 1892, 23-25 juin 1893;

Vu le dossier des conférences mixtes, en date du 14 mai 1892;

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics, en date du 26 décembre 1892;

Vu les adhésions respectivement données par les ministres de la guerre et de la marine, sous les dates des 30 janvier et 3 février 1893;

Vu les délibérations, en date des 30 juin 1890 et 1^{er} novembre 1893, lesquelles le conseil municipal de Calvi a pris l'engagement de contribuer à la dépense pour une somme de trente mille francs et a demandé l'autorisation de contracter, à cet effet, un emprunt de trente mille francs;

Vu le dossier d'enquête d'utilité publique ouverte sur l'avant-projet, notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 25 mai 1893;

Vu l'avis du préfet de la Corse, en date du 28 juin 1893;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 24 décembre 1891, 3 novembre 1892 et 24 juillet 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 9 août 1893;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 1^{er} décembre 1893;

Vu les lois des 3 mai 1841 et 27 juillet 1870;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux prévus pour

l'amélioration du port de Calvi, conformément aux dispositions générales du projet ci-dessus visé, du 24 février 1893.

2. Il est pris acte de l'engagement souscrit par la ville de Calvi, suivant les délibérations susvisées du conseil municipal, de contribuer aux dépenses jusqu'à concurrence d'une somme de trente mille francs (30,000').

3. La ville de Calvi est autorisée :

1° A emprunter, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4' 10 p. o/o), soit directement de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale de retraite pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements, une somme de trente mille francs (30,000'), remboursable en quarante ans et destinée au payement de sa part contributive dans l'entreprise projetée;

2° A s'imposer extraordinairement, pendant quarante ans à partir de 1894, vingt-huit centimes (0' 28) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de soixante-quatre mille francs (64,000') environ pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

4. Le surplus de la dépense, soit cent vingt mille francs (120,000'), sera imputé sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget du département des travaux publics pour l'amélioration des ports maritimes.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 27998. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux Dépenses de l'Orphelinat Hériot.

Du 16 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1893;

Vu le décret du 28 novembre 1884, qui a autorisé le ministre de la guerre à accepter la donation offerte à l'État par M. Hériot, ancien chef de batail-

tion, pour la création d'un orphelinat destiné à recevoir les enfants de la troupe de l'armée de terre âgés de cinq ans ou moins et de treize ans ou plus;

Vu l'article 2 de la loi du 12 février 1887, relative à la création de l'orphelinat;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de trente mille francs a été versée au Trésor, le 27 janvier 1894, par M^r Joussetin, notaire à Paris, au nom de M. Hériot, somme qui représente, pour 1893, le montant de la subvention annuelle consentie par l'acte de donation ci-dessus visé;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1863, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1860;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre *Écoles militaires — Personnel*, de la première section du budget de l'exercice 1893, un crédit de trente mille francs (30,000) qui est affecté aux dépenses de l'orphelinat Hériot.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par M^r Joussetin, notaire à Paris.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MÉRIGNY.

N^o 27999. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'exécution de la Carte régulière de la Régence de Tunis.

Du 16 Mars 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1893;

Vu le décret rendu par S. A. le bey de Tunis, le 27 décembre 1888, et portant engagement de fournir au gouvernement français une subvention annuelle de vingt mille francs pendant quinze ans, pour l'exécution d'une carte régulière de la régence;

⁽¹⁾ XI^e série, BuM. 1045, n^o 10577.

la lettre du résident général de France à Tunis au ministre des affaires étrangères, en date du 6 mars 1893, proposant de porter cette subvention de vingt mille francs à trente-quatre mille francs, afin d'activer la construction de la carte dont il s'agit;

la lettre du ministre de la guerre au ministre des affaires étrangères, en date du 13 avril 1893, pour laquelle cette proposition est acceptée;

la déclaration constatant qu'une somme de quatorze mille francs est due pour 1893 le complément de la nouvelle subvention consentie et versée à la caisse du payeur principal de la brigade d'occupation de Tunisie, par le gouvernement tunisien, le 4 décembre 1893;

l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

la lettre du ministre des finances, en date du 12 mars 1893,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre vi : *Géographique — Matériel*, de la première section du budget de l'exercice 1893, un crédit de quatorze mille francs (14,000^f), qui sera affecté à l'exécution de la carte régulière de la régence de Tunis.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par le gouvernement tunisien.

Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

1000. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction d'une grille de clôture d la caserne Charbonnier, à Givet.

Du 16 Mars 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur la proposition du ministre de la guerre;

la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

la délibération du conseil municipal de la ville de Givet, en date du 21 janvier 1893, par laquelle cette ville s'engage à verser au Trésor une

somme de mille deux cents francs pour sa part contributive dans la dépense de construction d'une grille de clôture à la caserne Charbonnier, en remplacement d'un mur primitivement prévu sur le même lieu;

Vu le récépissé constatant que le versement de la somme dont il s'agit a été effectué par ladite ville, le 9 janvier 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 mars 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre *Etablissements du génie — Matériel d'exploitation*, de la présente section du budget de l'exercice 1894, un crédit de mille deux cents francs (1,200'), qui sera affecté à la construction d'une grille de clôture à la caserne Charbonnier, à Givet.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Givet.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28001. — *DÉCRET qui autorise l'Établissement d'un droit de Tonnage dans le Port de Duclair (Seine-Inférieure).*

Du 19 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 30 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu l'article 11 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu le décret du 2 octobre 1883, qui a autorisé la commune de Duclair (Seine-Inférieure) à emprunter une somme de cinquante mille francs destinée aux travaux d'amélioration du port et à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans, treize centimes soixante-dix-sept additionnels;

Vu les délibérations du conseil municipal de Duclair, en date des 29 septembre 1892 et 29 mars 1893;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics en date des 30 novembre 1892 et 27 novembre 1893;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu les dépêches du ministre de l'intérieur, en date des 11 juillet et 16 décembre 1893;

Vu l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis le projet et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 19 octobre 1893;

Vu la dépêche du ministre des finances, en date du 22 janvier 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Pour faciliter à la ville de Duclair le paiement des annuités restant encore dues jusqu'au 31 juillet 1913 pour l'amortissement des cinquante mille francs (50,000^f) empruntés par elle, les 24-29 novembre 1883, et versés au Trésor à titre de subside lors de l'exécution des travaux de construction du quai neuf, il sera établi, au profit de cette ville, sur les navires entrant chargés dans son port, un droit de tonnage maximum de quarante centimes (0^f40) par tonneau de jauge.

Cette taxe maximum sera toutefois réduite, ainsi qu'il suit, en faveur de tout navire faisant escale au port de Duclair, après avoir laissé ou avant de porter dans un autre port français où est établi un droit local de tonnage partie de sa cargaison provenant d'un port étranger :

a. Au quart de la taxe, si le navire ne débarque qu'un nombre de tonneaux d'affrètement au plus égal au quart du nombre de tonneaux de jauge correspondant à sa jauge légale;

b. A la moitié de la taxe, si le navire ne débarque qu'un nombre de tonneaux d'affrètement au plus égal à la moitié du nombre de tonneaux de jauge correspondant à sa jauge légale;

c. Aux trois quarts de la taxe, si le navire ne débarque qu'un nombre de tonneaux d'affrètement au plus égal aux trois quarts du nombre de tonneaux correspondant à sa jauge légale;

La taxe entière sera perçue si le navire débarque un nombre de tonneaux d'affrètement dépassant les trois quarts du nombre de tonneaux de jauge correspondant à sa jauge légale.

2. Sont exemptés de tout droit :

1° Les navires faisant la petite pêche ou naviguant au bornage ou au cabotage entre ports français;

2° Les navires appartenant à l'État ou employés à son service;

3° Les navires affectés au remorquage ou au pilotage;

4° Les navires entrés sur lest.

3. Le produit du droit établi par l'article 1^{er} sera exclusivement affecté au paiement des annuités (intérêt et amortissement) de l'emprunt défini à l'article 1^{er}.

Il est spécialement stipulé que, dans le cas où le produit de la taxe donnerait, pendant une année, un revenu inférieur au montant de l'annuité correspondante, la ville de Duclair devrait parfaire la différence avec ses propres ressources, sans avoir par là droit à aucune reprise sur les revenus des années suivantes.

Dans le cas, au contraire, où le produit donnerait pendant une année un revenu supérieur au montant de l'annuité correspondante, la ville de Duclair devrait employer l'excédent au remboursement de la dette restant exigible sans pouvoir faire rentrer cet excédent dans la caisse communale.

4. La perception cessera immédiatement après que les remboursements successifs auront complètement amorti l'emprunt, l'amortissement ne devant, en aucun cas, être prorogé au delà du 31 janvier 1913.

5. L'imposition de treize centimes soixante-dix-sept (0^e 1377) blée par le décret du 2 octobre 1883, pour le remboursement de l'emprunt de cinquante mille francs (50,000^e) autorisé par le décret, ne sera mise en recouvrement qu'en cas d'insuffisance du produit de la taxe de tonnage à percevoir, en vertu du présent décret.

6. Dans les trois premiers mois de chaque année, la ville de Duclair adressera au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, ainsi qu'au ministre des finances, un compte rendu taillé : 1^o des recettes et des frais de perception pendant l'année précédente; 2^o de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

7. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre des travaux publics, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N^o 28002. — DÉCRET qui autorise la commune de Saint-Raphaël (Var) à contracter un Emprunt et à établir un Droit de Tonnage dans le Port de cette ville.

Du 19 Mars 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, du ministre de l'intérieur et du ministre des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;
 Vu le décret du 16 septembre 1881 ⁽¹⁾, approuvant un programme de travaux pour l'amélioration du port de Saint-Raphaël;
 Vu les délibérations du conseil municipal de Saint-Raphaël, des 11 octobre 1891, 13 décembre 1891, et 24 juin 1893;
 Vu les délibérations de la chambre de commerce de Toulon et du Var, des 12 novembre 1891, 13 février et 26 mai 1893;
 Vu les dépêches du ministre des travaux publics, des 26 décembre 1892, 4 mai 1893, 19 juin 1893 et 3 février 1894;
 Vu la dépêche du ministre de l'intérieur, du 29 juillet 1893;
 Vu la dépêche du ministre des finances, du 14 juin 1893;
 Vu le procès-verbal de l'enquête à laquelle a été soumis le projet, en date du 1 octobre 1891;
 Le Conseil d'État entendu,

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Saint-Raphaël (Var) est autorisée à mettre à la disposition de l'État, conformément à la délibération du conseil municipal de ladite ville, en date du 3 juillet 1893, une somme de huit mille francs (8,000'), en vue de contribuer à l'achèvement des travaux d'amélioration de son port approuvés par décret du 16 septembre 1881 et consistant dans le prolongement du quai du môle et le dragage du port, au droit du quai.

2. Ladite commune est autorisée à emprunter, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, à un taux qui n'excède pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, une somme de huit mille francs (8,000') remboursable en dix ans et destinée au paiement de sa part contributive dans les travaux d'amélioration du port de Saint-Raphaël.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

3. A partir de la promulgation du présent décret, il sera établi au port de Saint-Raphaël un droit de tonnage de dix centimes (0^e 10) par tonneau de jauge sur tout navire français ou étranger entrant chargé ou venant prendre charge dans le port.

Sont exemptés de ce droit :

- 1° Les navires appartenant à l'État ou employés à son service;
- 2° Les navires affectés au pilotage ou au remorquage;
- 3° Les navires se livrant à la pêche côtière;
- 4° Les navires en relâche, n'ayant fait dans le port aucune opération de commerce;
- 5° Les navires et bateaux naviguant au bornage ou au cabotage et jaugeant moins de cinquante tonneaux.

(1) XII^e série, Bull. 686, n° 11623.

4. La perception de ce droit est concédée à la commune de Raphaël pour le produit en être exclusivement affecté au remboursement de l'emprunt de huit mille francs (8,000^f) prévu par l'article du présent décret.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au complet remboursement de l'emprunt, et au plus tard, à l'expiration du délai de dix années fixé par l'article 2 du présent décret comme limite extrême à ce remboursement.

5. Dans les trois premiers mois de chaque année, la ville de Raphaël adressera au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, ainsi qu'au ministre des finances, un compte rendu taillé :

1° Des recettes et des frais de perception pendant l'année précédente;

2° De sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

6. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre de l'intérieur, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28003. — DÉCRET qui transporte au Ministère des colonies les Crédits ouverts sur le Budget général des exercices 1893 et 1894 au Ministère du commerce pour le service des Colonies.

Du 20 Mars 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu les lois de finances des 30 mars, 24, 27 et 28 juillet, 21 et 23 décembre 1893, portant ouverture ou annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur le même exercice;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les lois du 19 mars 1894, portant ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur le même exercice;

Vu les divers décrets portant ouverture ou annulation de crédits de fonds de concours;

Vu la loi du 20 mars 1894, érigeant l'administration des colonies en ministère;

Vu le décret du 20 mars 1894⁽¹⁾, rapportant les décrets des 14, 19⁽²⁾ et 23 mars 1889⁽³⁾, relatifs au rattachement des exercices coloniaux au ministère du commerce et de l'industrie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur le budget général des exercices 1893 et 1894, au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, au titre de la 4^e section (*Service des colonies*), tant par les lois de finances des exercices 1893 et 1894 que par les lois de crédits supplémentaires et extraordinaires et par les décrets portant ouverture, sur les mêmes exercices, de crédits de fonds de concours et de crédits d'exercices clos, sont transportés au ministère des colonies, où ils seront inscrits sous les mêmes numéros et les mêmes libellés de chapitres.

2. Les opérations afférentes aux exercices 1893 et 1894, effectuées depuis l'ouverture de ces exercices, tant par les ordonnateurs que par les comptables du Trésor, au titre du service des colonies, seront reprises par le ministre des colonies, qui aura à rendre le compte intégral de l'emploi des crédits qui lui sont transportés en vertu de l'article 1^{er} du présent décret.

3. Le ministre des colonies, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre du commerce
et de l'industrie,

Le Ministre des colonies,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : J. MARTY.

Signé : E. BOULANGER.

N° 28004. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à divers Travaux militaires.

Du 27 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1623, n° 27905.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1236, n° 20572.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1241, n° 20657.

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu les conventions passées entre l'État et :

1° La ville de Romans, le 16 septembre 1889, pour l'installation d'un régiment d'infanterie;

2° La ville de Blaye, le 14 décembre 1892, pour la construction d'un stand à la citadelle de cette localité;

3° La ville de Châteaudun, le 4 avril 1893, pour l'extension du champ de manœuvres de la garnison de cette place;

Vu l'état des sommes versées au Trésor, par lesdites villes, en exécution des conventions susvisées;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de la deuxième section du budget de l'exercice 1894, des crédits s'élevant à la somme de cent vingt-quatre mille francs (124,000^f), qui sont répartis ainsi qu'il suit :

CHAP. XXXVII. — CASERNEMENT.

Romans. — Installation de régiment d'infanterie.....	100,000 ^f
--	----------------------

**CHAP. XXXVIII. — CHAMPS DE MANŒUVRES,
DE TIR, STANDS ET MANÈGES.**

Blaye. — Construction d'un stand à la citadelle....	20,000 ^f	} 24,000 ^f
Châteaudun. — Acquisition des terrains nécessaires pour l'extension du champ de manœuvres de la garnison	4,000 ^f	

TOTAL ÉGAL.....	124,000^f
------------------------	----------------------------

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les villes de Romans, Blaye et Châteaudun.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,
Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28005. — DÉCRET relatif à l'ouverture d'Abattoirs publics.

Du 27 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 30 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 15 octobre 1810⁽¹⁾ et l'ordonnance du 14 janvier 1815⁽²⁾, portant règlement sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes;

Vu le décret du 25 mars 1852⁽³⁾ sur la décentralisation administrative;

Vu l'ordonnance du 15 avril 1838⁽⁴⁾;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures en date du 2 novembre 1892;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'arrêté préfectoral autorisant l'ouverture d'un abattoir public fixera le périmètre dans lequel les tueries particulières devront être supprimées en vertu de l'article 2 de l'ordonnance du 15 avril 1858.

2. Ce périmètre pourra comprendre soit tout le territoire de la commune dans laquelle l'abattoir sera établi, soit une partie de ce territoire seulement, soit plusieurs communes ou fractions de communes. Toutefois l'extension du périmètre au delà des limites d'une commune sera subordonnée à une entente entre les conseils municipaux intéressés, sur l'établissement ou l'usage commun de l'abattoir.

3. Si le périmètre doit s'étendre sur le territoire de départements différents, chaque préfet déterminera, après entente entre les conseils municipaux, la fraction du périmètre correspondant à son département.

4. Le périmètre primitivement fixé pourra être étendu ultérieurement. Il sera procédé, dans ce cas, comme en matière d'ouverture d'abattoirs.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera

(1) 1^{re} série, Bull. 323, n° 6059.

(2) 1^{re} série, Bull. 76, n° 668.

(3) 1^{re} série, Bull. 508, n° 3855.

(4) 1^{re} série, Bull. 570, n° 7382.

inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'Industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : J. MARTY.

N° 28006. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non encaissée en 1893, destinée à l'Établissement de Lignes et de Bureaux télégraphiques en Algérie.*

Du 28 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget de l'exercice 1893;

Vu les décrets en date des 30 juin ⁽¹⁾, 31 juillet ⁽²⁾, 9 août ⁽³⁾, 15 novembre ⁽⁴⁾ et 1^{er} décembre 1893 ⁽⁵⁾, ouvrant, pour le service des postes et des télégraphes, au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1893, chapitres I et II (Algérie), divers crédits provenant de fonds de concours s'élevant ensemble à cent soixante-dix-neuf mille neuf cent francs quatre-vingt-huit centimes, savoir :

Décret du 30 juin 1893.....	166,957
Décret du 31 juillet 1893.....	1,605
Décret du 9 août 1893.....	5,493
Décret du 15 novembre 1893.....	4,972
Décret du 1 ^{er} décembre 1893.....	880
TOTAL ÉGAL.....	179,908

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁶⁾, relatif aux fonds de concours aux termes duquel « la portion des fonds de concours qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être imputée avec la même affectation aux budgets des exercices subséquents, en vertu de décrets prononçant l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré »;

Considérant qu'aucune dépense n'ayant pu être effectuée en 1893 sur les crédits s'élevant ensemble à cent soixante-dix-neuf mille neuf cent francs quatre-vingt-huit centimes, ouverts aux chapitres I et II (Algérie) de l'exercice 1893 et provenant de fonds de concours, se répartissant par

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1564, n° 26743.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1589, n° 27175.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1593, n° 27243.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1609, n° 27581.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1611, n° 27609.

⁽⁶⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 1037.

pitre de la manière suivante, il convient de reporter à l'exercice 1894 un crédit d'égale somme :

CHAP. I ^{er} . Personnel de l'Algérie.....	6,962' 60"
— II. Matériel de l'Algérie.....	172,946 28
TOTAL ÉGAL.....	<u>179,908 88</u>

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et sur l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Une somme de cent soixante-dix-neuf mille neuf cent huit francs quatre-vingt-huit centimes (179,908' 88), provenant de fonds de concours rattachés par décrets en date des 30 juin, 31 juillet, 9 août, 15 novembre et 1^{er} décembre 1893, au budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, deuxième section (*Postes et télégraphes*), de l'exercice 1893, et se répartissant par chapitre de la manière suivante, est et demeure annulée au titre de cet exercice, savoir :

CHAP. I ^{er} . Personnel de l'Algérie.....	6,962' 60"
— II. Matériel de l'Algérie.....	172,946 28
TOTAL ÉGAL.....	<u>179,908 88</u>

2. Un crédit égal de cent soixante-dix-neuf mille neuf cent huit francs quatre-vingt-huit centimes (179,908' 88), applicable aux frais d'établissement de bureaux et de lignes télégraphiques en Algérie, est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Postes et télégraphes*), sur l'exercice 1894, et est réparti par chapitre de la manière indiquée ci-après :

CHAP. I ^{er} . Personnel de l'Algérie.....	6,962' 60"
— II. Matériel de l'Algérie.....	172,946 28
TOTAL ÉGAL.....	<u>179,908 88</u>

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours, lesquelles sont reportées de l'exercice 1893 à l'exercice 1894.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

1894

Fait à Paris, le 28 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

N° 28007. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Travaux de Chemins de fer exécutés par l'Etat.*

Du 30 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par ces crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice.

Vu l'article 69 de l'adite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1894, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition de l'Etat, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de cent vingt millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de cent millions de francs;

Vu le décret n° 94, en date du 15 mars 1894 ⁽¹⁾, qui a ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées aux dites lois du 20 novembre 1883, un crédit additionnel montant à un million de francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 7120) du receveur central du département de la Seine-et-Marne constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 mars 1894, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme de huit cent mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par cette compagnie sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 24 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre 1^{er}, *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de huit cent mille francs (800,000).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours*.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1625, n° 27941. — ⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 1037.

versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des lois de 1883.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

À Paris, le 30 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28008. — DÉCRET modifiant le Décret du 26 avril 1856 sur les Sociétés de secours mutuels.

Du 31 Mars 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 mai 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'intérieur,

du Décret du 26 avril 1856;

en disposition de la loi de finances du 26 juillet 1893, qui ouvre au ministre de l'intérieur (chapitre 11 bis) un crédit de quatre cent mille francs pour subvention aux sociétés pensionnées par les sociétés de secours mutuels au cours de l'exercice 1894;

sur les propositions de la commission instituée pour régler la répartition

ARTICLE :

1^{er}. L'article 8 du décret susvisé du 26 avril 1856 est modifié qu'il suit :

« Les pensions ne peuvent être inférieures à vingt-sept francs (27^f) par an, dans aucun cas, le décuple de la cotisation annuelle prévue par les statuts de la société à laquelle le titulaire appartient. »

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

À Paris, le 31 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28009. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de concours versés au Trésor pour Travaux exécutés à divers Edifices diocésains.

Du 31 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général de l'exercice 1893 et contenant répartition des crédits affectés au service des cultes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 relatif à l'emploi des fonds de concours pour travaux publics;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées au Trésor public pour concours avec les fonds de l'État, à des travaux exécutés en 1893 à divers diocésains;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, beaux-arts et des cultes, sur les fonds de l'exercice 1893, un crédit de cent soixante-seize mille deux cent quinze francs trente centimes (176,215¹/₃₄), formant le montant des versements à effectuer dans l'état susvisé et applicable au budget des cultes de l'exercice 1893, savoir :

CHAP. XIII. Entretien des édifices diocésains.....	74,000
— XIV. Grosses réparations des édifices diocésains.....	166,715 ¹ / ₃₄
— XV. Crédits spéciaux pour cathédrales.....	2,500
SOMME ÉGALE.....	176,215¹/₃₄

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources versées au Trésor à titre de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal Officiel* et dans les *Lois*.

Fait à Paris, le 31 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé : E. SPULLER.

Sommes versées au Trésor public pour concourir, avec les fonds de l'État,
à des travaux exécutés en 1893 à divers édifices diocésains.

OBJET DES TRAVAUX.	CHAPITRES auxquels sont applicables les sommes versées.		
	CHAP. 13. Entretien des édifices diocésains.	CHAP. 14. Grosses réparations des édifices diocésains.	CHAP. 15. Crédits spéciaux pour diverses cathédrales.
Restauration de la cathédrale de Sées.....	"	30,000 ^f 00 ^c	"
Travaux de restauration des 1 ^{er} et 3 ^e fenêtres du chœur de la cathédrale de Bayonne.....	"	6,001 59	"
Travaux de restauration de la 1 ^{re} fenêtre du chœur de la ca- thédrale de Bayonne.....	"	1,051 03	"
Travaux de restauration de l'es- calier monumental de la cathé- drale du Mans.....	"	2,300 00	"
Transformation des calorifères de la cathédrale du Puy.....	"	3,932 38	"
Réparation des vitraux de la ca- thédrale d'Evreux.....	"	"	2,000 ^f 00
Établissement d'un vitrail dans la cathédrale de Soissons.....	"	1,691 62	"
Restauration des vitraux de l'église Saint-Louis, à Versailles.....	3,000 ^f 00 ^c	"	"
Construction d'un nouveau calo- rifère dans la cathédrale de Soissons.....	"	14,628 06	"
Construction d'un calorifère dans la cathédrale de Chartres.....	"	16,000 00	"
Restauration du portail de la ca- thédrale de Besançon.....	"	2,000 00	"
Construction d'un calorifère dans la cathédrale de Châlons.....	"	10,000 00	"
Reconstruction de la flèche de la cathédrale de Dijon.....	"	43,968 09	"
Construction d'un calorifère dans la cathédrale de Sens.....	"	8,000 00	"
Construction d'un calorifère dans la cathédrale de Limoges.....	"	3,019 31	"
Installation de bibliothèque dans la cathédrale de Paris.....	2,800 00	"	"
Restauration du grand orgue de la cathédrale de Paris.....	"	15,000 00	"
Réfection de pavage dans la ca- thédrale de Saint-Dié.....	"	8,896 73	"
Appropriation du local des archives de l'évêché de Saint-Brieuc.....	1,626 53	"	"
Restauration de vitraux dans la cathédrale de Beauvais.....	"	300 00	"
TOTAUX par chapitres.....	7,426 53	166,788 81	2,000 00
TOTAL GÉNÉRAL.....	176,215 ^f 34 ^c		

N° 28010. — **DÉCRET** qui rejette le recours formé par le Conseil de fabrique de Saint-André-sous-Boège pour annulation d'un Arrêté du Conseil de la Haute-Savoie.

Du 13 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le recours formé par le conseil de fabrique de Saint-André-sous-Boège, ledit recours enregistré au secrétariat général du Conseil d'Etat le 16 février 1894 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté en date du 8 décembre 1893, par lequel le conseil de préfecture de la Haute-Savoie lui a refusé l'autorisation d'enterrer dans le cimetière de la paroisse, et, au besoin, contre la commune ayant eu lieu par les ordres de la municipalité;

Vu le mémoire présenté par ledit conseil de fabrique et enregistré au secrétariat général du Conseil d'Etat le 16 février 1894;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les délibérations du conseil de fabrique des 5 novembre et 17 janvier 1894;

Vu l'avis du préfet de la Haute-Savoie, en date du 1^{er} mars 1894;

Vu les observations présentées par le ministre de l'instruction publique, des cultes et par le ministre de l'intérieur, en réponse à la communication qui leur a été donnée du pourvoi, et enregistrées comme ci-dessus le 6 mars et 3 avril 1894;

Considérant que les droits de tutelle et de surveillance qui appartiennent au Gouvernement sur les actions judiciaires des établissements publics doivent s'exercer avec d'autant plus de vigilance que les deux parties en cause ont un caractère public;

Considérant que l'action que la fabrique de Saint-André-sous-Boège propose d'intenter est, en réalité, dirigée contre la commune;

Considérant que le procès qu'il s'agit d'engager présenterait raison des questions soulevées que du caractère des parties en cause, des inconvénients qui ne seraient pas compensés par les avantages de la solution à intervenir;

Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique, des beaux-arts, et de législation, de la justice et des affaires étrangères du Conseil d'Etat entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La requête de la fabrique de Saint-André-sous-Boège est rejetée.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts, des cultes et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal des lois*.

Fait à Paris, le 13 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SEULLES.

par Décret qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893 pour Travaux à l'Établissement thermal de Vichy.

Du 17 Avril 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Proposition du ministre de l'intérieur;

de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1893;

Décret du 11 octobre 1893 ⁽¹⁾, ouvrant au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1893, chapitre XLIX: *Matériel des établissements thermaux*, un crédit supplémentaire provenant de fonds de concours et à..... 11,000' 00'

Décrets des 30 juin ⁽²⁾ 1893 et 14 février 1894 ⁽³⁾, report à l'exercice 1893, même chapitre, d'une

somme de..... 92,285 03

sur les fonds de concours et disponible sur les budgets (même chapitre);

TOTAL..... 103,285 03

Montants administratifs desquels il résulte que les imputées sur ces fonds de concours, pour travaux à l'Établissement thermal de Vichy pendant l'année 1893, sont à..... 19,406 03

Il reste disponible un crédit de..... 83,879 00

Article 52 du décret du 30 juin 1892 ⁽⁴⁾, sur la comptabilité publique, pris du ministre des finances,

Arrête:

1°. Est reporté au budget de l'exercice 1894 du ministère de l'intérieur, première section, chapitre L: *Matériel des établissements thermaux*, une somme de quatre-vingt-trois mille huit cent dix-neuf francs (83,879').

La somme de quatre-vingt-trois mille huit cent soixante francs est annulée au chapitre XLIX de la première section du budget de l'exercice 1893 du ministère de l'intérieur.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1° au moyen des ressources versées au Trésor à titre de fonds de concours et de l'exercice 1893 à l'exercice 1894.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1575, n° 26914.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1573, n° 26880.

⁽³⁾ 11^e série, Bull. 1615, n° 27705.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1645, n° 28527.

4. Les ministres des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Le Ministre des finances,

Signé : RAYNAL.

Signé : A. BURDEAU.

N° 28012. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Facultés.*

Du 19 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la délibération, en date du 8 avril 1891, par laquelle le conseil général du département de la Haute-Garonne a décidé la création, à la faculté de médecine de Toulouse, d'un cours d'hydrologie à la charge du département, et a alloué un traitement annuel de trois mille francs au professeur chargé de cet enseignement;

Vu la déclaration délivrée par le trésorier-payeur général de ce département, le 28 février dernier, constatant qu'il a été versé dans sa caisse, conformément à ladite déclaration, une somme de trois mille francs, représentant pour l'année entière le traitement dont il s'agit;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 14 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'Instruction publique*), un crédit de trois mille francs (3,000^f).

Cette somme sera rattachée au budget de l'exercice 1894, chapitre ix : *Facultés dont les dépenses donnent lieu à comptes avec les villes*.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

N° 28013. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'École nationale d'art décoratif de Nice.*

Du 20 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur général des Alpes-Maritimes, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 28 février 1894, une somme de six mille francs, montant de la subvention allouée par le département des Alpes-Maritimes, pour l'année 1894, à l'école nationale d'art décoratif de Nice;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de six mille francs (6,000^f) applicable aux dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Nice.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le

⁽¹⁾ XI^e série, Bull, 1045, n° 10527.

4. Les ministres des finances et de l'intérieur sont chargés, l'un en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 28012. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Facultés.

Du 19 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la délibération, en date du 8 avril 1891, par laquelle le conseil général du département de la Haute-Garonne a décidé la création, à la Faculté de médecine de Toulouse, d'un cours d'hydrologie à la charge du département, et a alloué un traitement annuel de trois mille francs au professeur chargé de cet enseignement;

Vu la déclaration délivrée par le trésorier-payeur général de ce département, le 28 février dernier, constatant qu'il a été versé dans sa caisse, conformément à ladite déclaration, une somme de trois mille francs, restant pour l'année entière le traitement dont il s'agit;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 14 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de trois mille francs (3,000^f).

Cette somme sera rattachée au budget de l'exercice 1894, chapitre ix : *Facultés dont les dépenses donnent lieu à comptes aux villes*.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 20527.

et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Paris, le 19 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Ministre des finances,

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : E. SPULLER.

— DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des arts et des cultes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour les Dépenses de l'École nationale d'art décoratif de Nice.

Du 20 Avril 1894.

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes :

Décret du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894 ;

l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des particuliers, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux du Trésor, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par le Trésor, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été ouverts au ministre pour le même objet ;

Précipité du trésorier-payeur général des Alpes-Maritimes, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 28 février 1894, une somme de six mille francs, montant de la subvention allouée par le département des Alpes-Maritimes pour l'année 1894, à l'école nationale d'art décoratif de Nice ;

avis du ministre des finances,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des arts et des cultes, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, une section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Écoles nationales des arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de six mille francs (6,000^f) applicable aux dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Nice.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal des lois*.

Fait à Paris, le 20 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BENOIST.

*Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des cultes*

Signé : E. SPULLER.

N° 25014. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation de dépenses constatées par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.

Du 27 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des communes et des personnes dont l'état est joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892 présentent aux divers chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 23 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de deux mille cinq cent soixante-seize francs deux centimes (2,576^{fr} 02) réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891	chapitre I.	4 ^{fr} 75
	chapitre LIII.	1,684 50
Exercice 1892	chapitre LI.	182 89
	chapitre LII.	704 10
ENSEMBLE.		2,576 02

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1628.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28018. — *DÉCRET réglant la situation des Agents forestiers en disponibilité.*

Du 23 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 15 février 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée;

Vu le décret du 18 novembre 1890⁽¹⁾ réorganisant le corps des chasseurs forestiers;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les agents forestiers en disponibilité sont soumis aux mêmes obligations militaires que leurs collègues du service actif, conformément aux dispositions de l'article 13 du décret du 18 novembre 1890; ils reçoivent un titre de nomination leur donnant une affectation dans les cadres de l'armée comme officiers de réserve ou de l'armée territoriale et marchent avec les unités auxquelles ils sont rattachés.

2. Les agents forestiers en disponibilité seront tenus de se mettre en rapport avec le conservateur des forêts de l'arrondissement forestier où ils résident. Ils devront lui fournir, chaque année, et au plus tard le 1^{er} décembre, tous les éclaircissements qu'il jugera à

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1371, n° 22975.

N° 28017. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre des travaux publics) qui affecte au département des travaux publics les terrains dépendant de la batterie déclassée d'aux-Moines (Côtes-du-Nord), tels qu'ils figurent, teintés en rose, et annexé au présent décret. (*Paris, 15 Février 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Juillet 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1628.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

8. — *DÉCRET réglant la situation des Agents forestiers en disponibilité.*

Du 23 Janvier 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 15 février 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

En vertu du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée:

du décret du 18 novembre 1890⁽¹⁾ réorganisant le corps des chasseurs

et sur le rapport du ministre de l'agriculture,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Les agents forestiers en disponibilité sont soumis aux obligations militaires que leurs collègues du service actif, conformément aux dispositions de l'article 13 du décret du 18 novembre 1890; ils reçoivent un titre de nomination leur donnant une situation dans les cadres de l'armée comme officiers de réserve ou dans l'armée territoriale et marchent avec les unités auxquelles ils sont affectés.

Les agents forestiers en disponibilité seront tenus de se mettre en rapport avec le conservateur des forêts de l'arrondissement où ils résident. Ils devront lui fournir, chaque année, et au plus tard le 1^{er} décembre, tous les éclaircissements qu'il jugera à

propos de leur réclamer sur les motifs qui s'opposent à ce qu'ils trent dans les cadres.

Ceux de ces agents qui se sont fixés à l'étranger devront envoie le 1^{er} novembre et directement, ces renseignements au directeur des forêts.

3. Le 31 décembre, le conservateur des forêts adressera à l'administration sur chacun des agents en disponibilité, un rapport qui s'expliquera sur leur situation, sur les occupations auxquelles ils livrent, ainsi que sur les mesures à prendre à leur égard.

4. Le comité d'avancement des forêts sera appelé, dans sa séance de janvier, à émettre son avis sur la question de savoir s'il convient de maintenir ces agents en disponibilité, de les réintégrer en fonction ou bien de les rayer définitivement des cadres. Des mesures seront prises en conséquence par le ministre de l'agriculture.

5. Les agents en disponibilité qui resteront une année sans être réintégrés conformément aux prescriptions de l'article 2 ci-dessus seront rayés des cadres.

6. La durée de la disponibilité ne pourra jamais dépasser trois années.

7. Les lettres de service militaire délivrées aux agents rayés des cadres leur seront retirées par l'autorité militaire. Ils seront soumis aux mêmes obligations que les hommes de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge.

8. Le temps passé en disponibilité ne compte ni pour l'avancement ni pour la retraite.

9. Les ministres de l'agriculture et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 23 Janvier 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé: A. MERCIER.

Signé: VIGEA.

N° 28019. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte de l'exercice 1890.

Du 25 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte de l'exercice 1890;

N° 28020. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1891.

Du 25 Janvier 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé sont acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1891 et que leur montant n'excède pas les crédits à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de quatre-vingt-huit francs soixante-cinq centimes (88^{fr} 65), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le paiement des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

EXERCICE CLOS.

nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le définitif de l'exercice 1891, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice 1892.

SERVICES.	MONTANT des prévisions.
Service des épiphyties.....	78 75
Phylloxéra, doryphora, etc.....	9 90
TOTAL.....	88 65

présent état à la somme de quatre-vingt-huit francs soixante-cinq cen-

17 janvier 1894.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

— DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 25 Janvier 1894.

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Rapport du ministre de l'agriculture;

et des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892;

Article 9 de la loi du 23 mai 1864;

Article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

Attendu que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être autorisées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1892 et que leur montant n'excède pas les restants de crédits ouverts par la loi de règlement dudit exercice,

1°. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit supplémentaire de mille cinq cent quarante-trois

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget de l'année 1894;

Vu les décrets des 8 mars⁽¹⁾, 6 juin⁽²⁾, 12 août⁽³⁾ et 2 décembre⁽⁴⁾ par lesquels il a été ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1893, un crédit total de deux cent soixante-huit mille sept cent soixante francs quatre-vingt-six centimes affecté à la construction de la maison d'allumettes d'Aix et correspondant à des versements de même importance effectués, à titre de fonds de concours, par le Crédit foncier de France au compte de la ville d'Aix;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽⁵⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Une somme de quarante-huit mille six cent dix-huit francs trente-trois centimes (48,658¹/₃₃) est annulée sur les crédits ouverts au ministre des finances et imputable au chapitre ci : *Constructions nouvelles*, de l'exercice 1893.

2. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit de quarante-huit mille six cent cinquante-huit francs trente-trois centimes imputable au chapitre xcvm : *Constructions nouvelles*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à cet effet, par le fonds de concours.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Avril 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: A. BURDEAU.

N° 28024. — DÉCRET qui modifie l'article 31 du Cahier des charges annexé au décret du 27 février 1892, portant Concession, à la Chambre de Commerce de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), d'un Service d'outillage public sur les quais du port de cette ville.

Du 12 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

(1) XI^e série, Bull. 1532, n° 26169.

(2) XI^e série, Bull. 1560, n° 26664.

(3) XI^e série, Bull. 1574, n° 26903.

(4) XI^e série, Bull. 1595, n° 27391.

(5) XI^e série, Bull. 1045, n° 10077.

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le décret du 27 février 1892⁽¹⁾, portant concession à la chambre de commerce de Saint-Malo d'un service d'outillage public sur les quais du port de cette ville;

Vu la délibération, en date du 17 novembre 1893, par laquelle la chambre de commerce de Saint-Malo demande l'établissement d'une taxe minima pour l'usage des grils de carénage faisant partie de l'outillage à elle concédé par le décret précité du 27 février 1892;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique ouverte sur la demande de la chambre de commerce et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 18 décembre 1893;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 16-24 décembre 1892 et 29 décembre 1893-3 janvier 1894;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 17 janvier 1893;

Vu la lettre du préfet d'Ille-et-Vilaine, en date du 15 janvier 1894;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 3 février 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 31 du cahier des charges annexé au décret du 27 février 1892 est modifié comme suit :

Les taxes maxima qui peuvent être perçues, à partir de la mise en service des appareils, sont les suivantes :

Par tonneau de jauge, pour mâter ou démâter tout ou partie d'un navire.....	0 ^e 20 ^e
Grue de 20 tonnes :	
Pour colis de 1,000 à 5,000 kilogrammes (par 1,000 kilogrammes).....	1 25
De 5,000 à 10,000 kilogrammes (par 1,000 kilogrammes).....	2 50
De 10,000 à 15,000 kilogrammes (par 1,000 kilogrammes).....	7 50
De 15,000 à 20,000 kilogrammes (par 1,000 kilogrammes).....	12 50
Par heure de travail de la grue pour le gardiennage.....	0 50

Le poids des granits sera calculé à raison de 2,500 kilogrammes par mètre cube et celui des marbres à raison de 2,800 kilogrammes.

Grue de 4,000 kilogrammes :

Par jour.....	10 00
---------------	-------

Grue de 1,000 kilogrammes :

Par jour.....	8 00
---------------	------

Grils :

Par tonneau de jauge légale, pour la première journée.....	0 20
Pour chaque journée suivante.....	0 10

La taxe, pour les navires jaugeant moins de 40 tonneaux, faisant usage des grils, est de 8 francs pour la première journée et de 4 francs pour chaque journée suivante. La demi-journée se paye à raison de moitié du prix de la journée.

2. Le ministre des travaux publics et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en

⁽¹⁾ 2^e série, Bull. 1475, n° 24989.

ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 Avril 1894.

Signé : GARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28025. — *Décret relatif au Recrutement des Percepteurs surnuméraires et au Classement des Percepteurs.*

Du 14 Avril 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des finances;

Vu l'ordonnance royale du 31 octobre 1839⁽¹⁾;

Vu le décret du 19 novembre 1857⁽²⁾;

Vu l'instruction générale sur le service de la comptabilité, du 1859;

Vu le décret du 13 avril 1861⁽³⁾;

Vu les arrêtés du ministre des finances, en date des 26 juillet 1870 et 10 octobre 1873;

Vu le décret du 3 février 1876;

Vu le décret du 7 mai 1887⁽⁴⁾;

Vu les lois des 24 juillet 1873 et 18 mars 1889,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les percepteurs surnuméraires sont recrutés par un concours unique pour toute la France.

Le programme de ce concours sera fixé par un arrêté ministériel.

2. Les percepteurs surnuméraires seront répartis entre les départements, celui de la Seine excepté, suivant la proportion déterminée par le ministre des finances.

Leur nombre ne peut dépasser 150.

3. Tous les ans, et suivant les besoins du service, le ministre fixera la date du concours, le nombre des places disponibles et les centres d'examen dans lesquels les candidats pourront subir les épreuves.

4. Nul ne peut concourir pour l'emploi de percepteur surnuméraire s'il n'est Français.

¹ 1^{re} série, Bull. 692, n° 8330.

² 1^{re} série, Bull. 565, n° 5139.

³ 1^{re} série, Bull. 922, n° 8938.

⁴ 1^{re} série, Bull. 1068, n° 1798.

raire s'il a moins de vingt et un ans ou plus de vingt-sept ans au 1^{er} janvier qui précède l'ouverture du concours.

5. Les candidats admis au concours seront nommés surnuméraires, au fur et à mesure des vacances, d'après l'ordre de classement.

Ils resteront pendant six mois dans les bureaux de la trésorerie générale ou de l'une des recettes particulières du département auquel ils seront attachés et seront adjoints ensuite à un percepteur-receveur municipal, afin d'acquérir une connaissance pratique du service.

6. La durée du surnumérariat est fixée à deux ans au minimum.

7. Les percepteurs surnuméraires comptant dix-huit mois de stage au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet de chaque année seront astreints à subir un examen professionnel, dit de classement, dont un arrêté ministériel fixera le programme et les conditions.

8. Les résultats de l'examen professionnel détermineront l'ordre d'après lequel les percepteurs surnuméraires seront titularisés comme percepteurs de quatrième classe.

Les surnuméraires qui n'auront pas obtenu un minimum de points fixé à l'avance et ceux dont la conduite ou les notes auront laissé gravement à désirer pourront être ajournés à l'examen suivant.

Tout surnuméraire qui a été ajourné deux fois pour l'une des causes ci-dessus indiquées sera rayé des cadres.

9. La nomination des percepteurs surnuméraires à des postes de quatrième classe aura lieu dans toute l'étendue du territoire sans distinction de département.

10. Une liste générale de surnuméraires actuellement en fonctions sera établie en prenant pour base la date de nomination.

Ils seront appelés, d'après l'ordre de cette liste et selon le cours des vacances, à des postes de quatrième classe.

Ils ne seront pas astreints à subir l'examen professionnel institué à l'article 7.

11. Les candidats admis au surnumérariat par les comités départementaux, et non encore pourvus d'emplois de surnuméraires, seront immédiatement nommés en surnombre dans le département où ils ont contracté.

Ils devront, après dix-huit mois de stage, subir les épreuves de l'examen professionnel de classement dans les conditions énoncées à l'article 7.

12. Les perceptions dont le produit est supérieur à treize mille francs (13,000^f) seront considérées comme « perceptions hors classe ».

Les autres perceptions seront divisées, suivant l'importance de leurs remises, en quatre classes, qui comprendront :

La première, les emplois d'un produit de 8,001 à 13,000 francs ;

La deuxième, les emplois d'un produit de 5,001 à 8,000 francs

La troisième, les emplois d'un produit de 3,001 à 5,000 francs

La quatrième, les emplois d'un produit inférieur à 3,000 francs

13. Le stage minimum dans chaque classe, nécessaire pour pouvoir être promu à la classe supérieure, est fixé à :

Trois ans dans la quatrième classe;

Cinq ans dans la troisième classe;

Six ans dans la deuxième classe;

Six ans dans la première classe.

Pourront, à titre exceptionnel, être promus directement :

A la deuxième classe, les percepteurs comptant au moins deux ans de services dans la quatrième classe;

A la première classe, les percepteurs comptant au moins trois ans de services dans la troisième classe.

14. L'avancement sur place peut être accordé aux percepteurs qui justifient du minimum de grade établi à l'article précédent, à la condition, toutefois, que le produit de leur emploi ait dépassé pendant trois années consécutives, le maximum de la classe à laquelle ils appartiennent.

15. Dans les départements où les perceptions de quatrième classe ne forment pas le quart du nombre total des emplois, cette perception est complétée par les perceptions du produit le moins élevé dans la classe immédiatement supérieure. Mais ce déclassement pourra être utilisé que par les préfets pour exercer le droit de nomination qui leur a été conféré par le décret du 13 avril 1861.

Les préfets continueront à réserver le tiers des emplois dont ils disposent aux sous-officiers rengagés présentés en exécution de la loi du 18 mars 1889. Ils observeront pour ces nominations l'ordre de préférence établi par la commission supérieure de classement.

Quel que soit le produit de l'emploi ainsi attribué, le titulaire, nommé en qualité de percepteur de quatrième classe et sera soumis pour les promotions ultérieures, aux mêmes conditions d'avancement que les agents de ce grade.

16. Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

17. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 28026. — *DÉCRET relatif à l'admission à circuler en franchise de la Correspondance de service que les Directeurs des Dépôts d'étalons ont à échanger avec les palefreniers, chefs de stations de monte.*

Du 17 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous bande, la correspondance de service que les directeurs des dépôts d'étalons ont à échanger, dans l'étendue de leur circonscription, avec les palefreniers, chefs de stations de monte.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : J. MARTY.

N° 28027. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Location du Magasin d'habillement de Montpellier.*

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1893;

Vu la convention passée, le 30 août 1872, entre l'État et le département de l'Hérault, et stipulant, pour ce département, l'engagement de verser annuellement au Trésor une somme de mille francs en vue de concourir à la dépense de location des immeubles occupés, dans la place de Montpellier, par le magasin régional d'habillement et de campement;

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

Vu la déclaration constatant que le versement afférent à l'exercice 1893 a été effectué le 24 janvier 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre *Habillement et campement — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1893, un crédit de mille francs (1,000^f) qui sera affecté à la dépense de location du magasin d'habillement de Montpellier.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par le département de l'Hérault.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28028. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le service de la perception des recettes des Grues du Port d'Alger en 1893.*

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 1) du trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 janvier 1894, par la chambre de commerce d'Alger, une somme de mille huit cent soixante-treize francs quatre-vingt dix centimes, à titre de fonds de concours, pour le service de la perception des recettes des grues établies sur les quais du port d'Alger pendant l'année 1893;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 avril 1894,

DÉCRÈTS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1893, première section, chapitre 1 : *Personnel des travaux publics en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille huit cent soixante-treize francs quatre-vingt-dix centimes (1,873⁹⁰) applicable au service de la perception des recettes des grues du port d'Alger pendant l'année 1893.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JONNART.

N° 28029. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Entretien de la Route thermale n° 1 pendant l'année 1898.

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique; relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 3940) du trésorier général du département de la Haute-Garonne, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 28 juin 1893, par le département, une somme de trois mille francs à titre de fonds de concours pour l'entretien, pendant l'année 1893, de la route thermale n° 1;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 13 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

get ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de trois mille francs (3,000^f) applicable aux travaux d'entretien de la route thermale n° 1 p l'année 1893.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : JONNART.

N° 28030. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'emploi de fonds de concours, aux Travaux de rescindement d'une maison située en saillie sur les alignements de la Route nationale n° 100, dans la traverse d'Apt.

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 46) du receveur particulier des finances de la commune d'Apt, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 8 mai 1894, par la commune d'Apt (département de Vaucluse), une somme de quatre mille cinquante francs, représentant sa part contributive dans la dépense relative au rescindement de la maison Aude, située en saillie sur les alignements de la route nationale n° 100, dans la traverse de ladite commune;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 13 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, première section, chapitre Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre mille cinquante francs (4,050^f) applicable aux travaux de rescindement de la maison Aude.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045; n° 10527.

en saillie sur les alignements de la route nationale n° 100, la traverse de la ville d'Apt.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BERDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

La. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Entretien de Routes nationales dans le département de la Seine.

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics;

vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

sur les déclarations ci-après désignées du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public par divers intéressés, à titre de fonds de concours, pour l'entretien de tranchées ouvertes sur les chaussées des routes nationales n° 13, 34, 187, 189 et 190, dans le département de la Seine, une somme totale de trois cents francs quatre-vingt-seize centimes, savoir :

Montants des versements.	DATES des versements.	PARTIES VERSEMENTES.	MONTANT des versements.
2466	25 janv. 1894.	M. Masson.....	39 ^f 12 ^c
2883	29 janv. 1894.	La compagnie du gaz Hugon.....	53 60
3268	31 janv. 1894.	M. Janels.....	93 81
3696	3 février 1894.	La compagnie du gaz de Suresnes.....	5 52
3597	Idem.....	M ^{me} veuve Rose.....	36 28
4031	8 février 1894.	La compagnie « Union des Gax ».....	36 00
4426	9 février 1894.	M ^{lle} Richard.....	36 63
TOTAL.....			300 96

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 13 avril 1894.

DÉCRÊTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre *Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien*, pour l'emploi des fonds de concours, un crédit additionnel de trois cents francs plus vingt-seize centimes (300^{fr} 96) applicable à l'entretien de tranchées ouvertes sur les chaussées des routes nationales n^{os} 13, 34, 187, et 190, dans le département de la Seine.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N^o 28032. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers Travaux de navigation intérieure,

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n^o 3462) du receveur des finances de l'arrondissement de Gray (Haute-Saône), (n^o 3590) du receveur des finances de l'arrondissement de Tournon (Ardèche) et (n^o 332) du receveur des finances de l'arrondissement de Mirecourt (Vosges), constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 31 octobre, 6 novembre et 13 décembre 1893, par les villes de Gray et d'Annonay et par M. Nanville, usinier à Charmes (Vosges),

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n^o 10527.

Monte totale de six mille neuf cents francs (1,300^f + 5,400^f + 200^f), à
 fonds de concours, pour l'entretien des quais de la Saône, à Gray,
 barrages de Ternay, sur le Rhône, et de Fouys, sur la Moselle;
 Lettre du ministre des finances, en date du 14 avril 1894.

Il :

Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud-
 getaire de l'exercice 1893, première section, chapitre xxvii :
 Intérieure — Rivières — Travaux ordinaires, pour l'emploi
 de concours, un crédit additionnel de six mille neuf cents
 (6,900^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entre-
 prises désignées, savoir :

Entretien des quais de la Saône, à Gray.....	1,300 ^f
Entretien du barrage de Ternay, sur le Rhône.....	5,400
Entretien du barrage de Fouys, sur la Moselle.....	200

TOTAL ÉGAL..... 6,900

Sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent
 sur des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds
 de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont
 chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
 décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
 Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,
 Signé : JONNART.

— Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exer-
 cice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, appli-
 cable aux divers travaux de Navigation intérieure.

Du 18 Avril 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur rapport du ministre des travaux publics;

La loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dé-
 penses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des
 crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à cinquante-quatre mille six cent soixante-quatre francs soixante-dix-neuf centimes (54,664⁹⁹) répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. XXVIII. Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires. (Bâtiments et grosses réparations.)..... 4,300

II^e SECTION.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XLVIII. Établissement et amélioration de canaux de navigation. 50,360

ENSEMBLE comme ci-dessus..... 54,664⁹⁹

Ladite somme de cinquante-quatre mille six cent soixante-quatre francs soixante-dix-neuf centimes est répartie par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONHART.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n^o 10527.

ÉTAT A.

des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1893.

	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
	Le Grand - Central belge.	Mézières.....	3527	4 sept. 1893.	1,514' 60"
	M. Colette	Sedan.....	4206	16 oct. 1893.	25 00
	M. Feray.....	Vouziers.....	548	23 fév. 1893.	24 75
	L'administration de la guerre à Be- sançon.	Besançon.....	5941	22 nov. 1893.	300 00
	Le département....	Orléans.....	5447	29 sept. 1893.	236 00
	La commune d'Ou- zouer-sur-Trézée.	Gien.....	2833	27 déc. 1893.	118 00
	Le département....	Châlons.....	4732	24 août 1893.	7,500 00
	Idem.....	Idem.....	5580	5 oct. 1893.	5,000 00
	La commune d'Ay.	Reims.....	3511	27 mai 1893.	12,500 00
	La ville de Nancy..	Nancy.....	6825	13 oct. 1893.	1,796 44
	La commune de Sivry-sur-Meuse.	Montmédy...	3242	14 nov. 1893.	300 00
	La compagnie des tramways du dé- partement.	Lille.....	12253	15 nov. 1893.	350 00
	La ville de Valen- ciennes.	Valenciennes..	4216	29 sept. 1893.	12,500 00
	Idem.....	Idem.....	5397	23 nov. 1893.	12,500 00
				TOTAL...	54,664 79

ÉTAT B.

répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 54,664 fr. 79 ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours.

	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
	BUDGET ORDINAIRE.	
	1^{re} SECTION. (DÉPENSES ORDINAIRES.)	
	CHAPITRE XXVIII,	
	NAVIGATION INTÉRIEURE. — CANAUX. — TRAVAUX ORDINAIRES.	
	Entretien du canal de l'Est (branche nord)...	1,514' 60"
	Entretien du barrage de Roidon, sur le canal de l'Est.....	25 00
	Entretien du barrage de Rilly-aux-Ors, sur le canal des Ardennes.....	24 75
		1,564' 35"

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	Montants
Doubs.....	Entretien du barrage de Saint-Paul, à Besançon, sur le Doubs (canal du Rhône au Rhin).....	300
Indre.....	Resciement de la maison éclusière d'Ouzouer-sur-Trézée [canal de Briare] (236' + 118').....	200
Meurthe-et-Moselle.	Entretien de l'usine hydraulique de Messein, sur le canal de l'Est.....	1,700
Nord.....	Entretien du pont-levis de Croix et du pont tournant de Marcq, sur le canal de Roubaix.....	200
	TOTAL du chapitre XLVIII.....	2,400
II^e SECTION. (DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.)		
CHAPITRE XLVIII.		
ÉTABLISSEMENT ET AMÉLIORATION DE CANAUX DE NAVIGATION.		
Marne.....	Remplacement par un pont fixe à tablier métallique du pont suspendu de Villemoyet, sur le canal latéral à la Marne (12,500' + 7,500' + 5,000').....	200
Meuse.....	Établissement d'un port à Sivry-sur-Meuse (canal de l'Est).....	200
Nord.....	Ouverture d'un bras de décharge des eaux de l'Escaut, entre le barrage de Notre-Dame et la coupure aval de l'écluse de la Folie (12,500' + 12,500').....	25,000
	TOTAL du chapitre XLVIII.....	50,300
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
CHAP. XLVIII. Navigation intérieure. — Canaux, — Travaux ordinaires...		2,400
2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.		
CHAP. XLVIII. Établissement et amélioration de canaux de navigation....		50,300
TOTAL GÉNÉRAL.....		52,700

N° 28084: — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques.*

Du 25 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, et à l'emploi des fonds de concours;

L'État A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1893;

La lettre du ministre des finances, en date du 21 avril 1893,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à vingt mille neuf cent huit francs vingt-trois centimes (20,908^{fr} 23) et répartis ainsi qu'il suit :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

DÉPENSES ORDINAIRES.

Art. XLIII. Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien)...	2,444 ^{fr} 70 ^c
— XLIV. Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations.....	13,463 53

II^{re} SECTION.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Art. XLII. Lacunes des routes nationales, des routes départementales, des départements annexés et des routes thermiales.....	5,000 00
--	----------

ENSEMBLE comme ci-dessus.....	<u>20,908 23</u>
-------------------------------	------------------

La somme de vingt mille neuf cent huit francs vingt-trois centimes est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent par les ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Avril 1894. —

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNAÏT.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1893.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1893.					
Ardèche...	La ville d'Annonay.	Tournon	3364	18 oct. 1893.	8,000
	La commune de Meillerie.	Thonon	3266	4 nov. 1893.	80
Savoie (Haute-).	Le département...	Annecy.....	2521	9 oct. 1893.	5,000
	La compagnie des tramways d'Annemasse à Samoëns.	Saint-Julien...	3086	24 nov. 1893.	600
	M. Chevojon	Paris.....	32496	22 nov. 1893.	10
	La ville de Paris...	Idem.....	32524	23 nov. 1893.	1,500
	MM. Fresne et compagnie.	Idem.....	32618	24 nov. 1893.	80
	La ville de Saint-Denis.	Idem.....	32644	25 nov. 1893.	10
	M. Dubois.....	Idem.....	32748	Idem.	
	MM. Loubert et Montalant.	Idem.....	32848	27 nov. 1893.	
Seine	M. Cacheux.....	Idem.....	33076	29 nov. 1893.	60
	M. Fosse	Idem.....	33381	1 ^{er} déc. 1893.	50
	La compagnie Union des gaz.	Idem.....	33383	Idem.	70
	M ^{me} Juvault, pour Monjon.	Idem.....	33835	6 déc. 1893.	25
	La compagnie parisienne du gaz.	Idem.....	34523	13 déc. 1893.	823 00
	La compagnie des eaux de la banlieue.	Idem.....	36291	30 déc. 1893.	18 00
Seine-et-Oise.	La ville de Sèvres...	Versailles.....	12404	11 nov. 1893.	1,300 00
	La ville de Versailles.	Idem.....	12733	20 nov. 1894.	2,603 50
ANNÉE 1894.					
Seine	La compagnie générale des eaux.	Paris.....	617	8 janv. 1894.	663 00
				TOTAL.....	10,908 50

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 20,908 fr. ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinées.	MONTANT des crédits.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (DÉPENSES ORDINAIRES.)		
CHAPITRE XXIII.		
ROUTES ET PONTS. — TRAVAUX ORDINAIRES.		
(Entretien.)		
Savoie (Haute-).	Entretien des chaussées des routes nationales n ^{os} 202, 203 et 206	66,100

CHAPITRES.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
	Entretien de tranchées ouvertes sur les chaussées des routes nationales du département de la Seine (10 ^f 22 + 47 ^f + 15 ^f 12 + 22 ^f 68 + 14 ^f + 62 ^f 75 + 9 ^f 36 + 72 ^f + 25 ^f 69 + 823 ^f 02 + 18 ^f 40 + 663 ^f 46).....	1,783 ^f 70 ^c
	TOTAL du chapitre XXIII.....	2,444 ^f 70
	CHAPITRE XXIV.	
	ROUTES ET PONTS. (Grosses réparations et restaurations.)	
	Construction de trottoirs le long de la route nationale n° 82, dans la traversée d'Annonay.....	8,000 00
	Acquisition d'un terrain nécessaire à l'agrandissement du pont de la Corne, commune de Meillerie (route nationale n° 5).....	60 00
	Arrosage de la route nationale n° 33, dans la traversée du bois de Vincennes.....	1,500 00
	Arrosage de la route nationale n° 10, dans la traversée de Sèvres.....	1,300 00
	Arrosage des routes nationales n° 10 et 185, dans la traversée de Versailles.....	3,903 53
	TOTAL du Chapitre XXIV.....	13,463 53
	II ^e SECTION. (DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.)	
	CHAPITRE XLII.	
	LACUNES DES ROUTES NATIONALES, DES ROUTES DÉPARTEMENTALES, DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS ET DES ROUTES THERMALES.	
	Construction de la route nationale n° 302, entre Cluses et le pont de Bioge.....	5,000 00

RÉCAPITULATION.

BUDGET ORDINAIRE.

1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

XXIII.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien).....	2,444 ^f 70 ^c
XXIV.	Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations....	13,463 53

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

XLII.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales, des départements annexés et des routes thermales.....	5,000 00
-------	--	----------

TOTAL GÉNÉRAL..... 20,908 23

N° 28035. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers Travaux de chemins de fer.

Du 25 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 3259) du trésorier général du département des Côtes-du-Nord et (n° 2337) du receveur particulier des finances du département de Moutiers (Savoie), constatant qu'il a été versé au public, les 13 novembre et 14 décembre 1893, par le département du Nord et par la commune de Moutiers, une somme totale de deux mille huit cents francs (1,800^f + 1,000^f), à titre de fonds de concours, pour l'établissement de courbes de niveau sur des cartes destinées aux études des chemins de fer dans le département des Côtes-du-Nord et pour la construction du chemin de fer de Moutiers à Albertville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 avril 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux mille huit cents francs (2,800^f) applicable, dans la proportion suivante, aux dépenses ci-après désignées, savoir :

Établissement de courbes de niveau sur des cartes destinées à l'étude des chemins de fer dans le département des Côtes-du-Nord.....	1,800
Établissement du chemin de fer de Moutiers à Albertville.....	1,000

ENSEMBLE comme ci-dessus..... 2,800

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28036. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'exécution de divers Travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly.*

Du 25 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-joint des sommes versées dans les caisses du Trésor public par divers intéressés pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre xxxviii : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à soixante-seize mille neuf cent trente-deux francs (76,932¹), applicable à l'exécution de divers travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1893.

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récep- tissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNEE 1892.					
Seine-et- Oise.	Le conseil d'admini- stration de la fondation Galliera.	Versailles.....	7890	19 juillet 1892.	39.800
ANNEE 1893.					
Seine-et- Oise.	M. Martin.....	Versailles.....	642	18 janv. 1893.	750
	M ^{me} veuve Dubarle.	Idem.....	699	20 janv. 1893.	1.400
	D ^{me} Lesage.....	Idem.....	1324	7 février 1893.	1.000
	M. Moreau.....	Idem.....	1607	15 février 1893.	1.000
	M. Juillet (Jules) ..	Idem.....	1849	22 février 1893.	1.000
	M. Duparquet.....	Idem.....	2035	28 février 1893.	1.000
	M ^{me} veuve Lombard.	Idem.....	2431	10 mars 1893.	1.000
	M. Kirmisson.....	Idem.....	2522	13 mars 1893.	1.000
	M. Loran (Loais) ..	Idem.....	2544	Idem.	1.000
	M. Destrez (Léon) ..	Idem.....	2527	Idem.	1.000
	M. Vast (Adolphe) ..	Idem.....	3099	29 mars 1893.	1.000
	M. Waller.....	Idem.....	3516	10 avril 1893.	1.000
	M. Edmond Blanc..	Idem.....	3656	12 avril 1893.	1.100
	M. Muny.....	Idem.....	4269	26 avril 1893.	1.200
	M. Vimont.....	Idem.....	4293	27 avril 1893.	1.300
	M. Thuilleux.....	Idem.....	4618	3 mai 1893.	1.400
	M ^{me} Charpentier (Georges).	Idem.....	6036	16 mai 1893.	1.400
	M. Godot (Louis) ..	Idem.....	5933	9 juin 1893.	660
	M ^{me} veuve Darcy...	Idem.....	5934	Idem.	350
	M. Lefebvre (Henri).	Idem.....	6090	12 juin 1893.	260
	N. Thomas (Victor).	Idem.....	6134	13 juin 1893.	935
	M. Rendali (Edmond).	Idem.....	6405	20 juin 1893.	150
	M ^{me} veuve Laviatte.	Idem.....	6406	Idem.	150
	M. Debains (Ed- mond).	Idem.....	6414	Idem.	250
	M. Vorms.....	Idem.....	6523	21 juin 1893.	300
	M. Despert.....	Idem.....	6585	23 juin 1893.	300
	M. Bourges.....	Idem.....	6647	24 juin 1893.	100
	M. Sechaud.....	Idem.....	6708	27 juin 1893.	200
	M. Person (Émile).	Idem.....	6710	Idem.	1.250
	M. Gendron.....	Idem.....	6725	Idem.	200
	M. Durand.....	Idem.....	6785	29 juin 1893.	700
	M. Caron.....	Idem.....	7128	6 juillet 1893.	100
	M. Bretheau.....	Idem.....	7127	8 juillet 1893.	500
	M. Eberlé.....	Idem.....	7188	Idem.	100
	M. Habet.....	Idem.....	7191	Idem.	300
	M. Lambert.....	Idem.....	7819	21 juillet 1893.	100
	M. Hervé.....	Idem.....	8107	29 juillet 1893.	300
	M. Boudier.....	Idem.....	8108	Idem.	875
	M. Buffet.....	Idem.....	8109	Idem.	675
	M. Habert.....	Idem.....	8110	Idem.	675
	M. Gaumier.....	Idem.....	8119	31 juillet 1893.	500
	M. Despois (Amand).	Idem.....	8901	16 août 1893.	700
	La commune du Chesnay.	Idem.....	9325	28 août 1893.	370
	M ^{me} veuve Lepert et M. Bertrand.	Idem.....	9819	11 sept. 1893.	1.800
	M. Guenin (Henri).	Idem.....	9919	14 sept. 1893.	850
	M. Maggias.....	Idem.....	10089	18 sept 1893.	5.510

PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récep- tisés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1893. (Suite.)				
M. Lénay	Versailles	10310	26 sept. 1893.	450 00
M. Michelet (Henri)	Idem	10377	28 sept. 1893.	443 00
La ville de Ver- sailles.	Idem	10660	8 oct. 1893.	2,300 00
M. Didier	Idem	10782	7 oct. 1893.	700 00
M ^{me} veuve Pourche- lot.	Idem	10977	10 oct. 1893.	300 00
M. Sente (Michel)	Idem	11301	18 oct. 1893.	1,250 00
M. Dalsème	Idem	11741	28 oct. 1893.	700 00
M. Lazare (Jules)	Idem	12261	8 nov. 1893.	1,600 00
M. Chaintron	Idem	12461	14 nov. 1893.	600 00
M. Miraud	Idem	12963	27 nov. 1893.	2,400 00
M. Sellerin	Idem	13545	12 déc. 1893.	300 00
M ^{me} veuve Huard	Idem	13546	Idem.	300 00
M. Jassé	Idem	13569	13 déc. 1893.	300 00
M. Marchand	Idem	13734	18 déc. 1893.	300 00
M ^{me} Thibouast	Idem	13768	19 déc. 1893.	125 00
M. Sancier	Idem	13803	Idem.	200 00
M ^{me} de Genty	Idem	13810	Idem.	270 00
M. Poupinet	Idem	13906	21 déc. 1893.	270 00
M. Baillet	Idem	13956	23 déc. 1893.	250 00
M. Rivière	Idem	14245	30 déc. 1893.	425 00
TOTAL.....				76,932 00

1037. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Verdun (Meuse) à l'effet d'élire un Député.

Du 28 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 30 mai 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur proposition du ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur,

En vertu de la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

de la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

des décrets organique et réglementaire du 2 février 1892⁽¹⁾;

de la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

du décret du 23 juillet 1893⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges

En conséquence, de la démission de M. Bupignier, député de l'arrondissement de Verdun

1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Verdun (Meuse)

⁽¹⁾ série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ xii^e série, Bull. 1566, n° 26771.

est convoqué pour le dimanche 24 juin 1894, à l'effet d'être élu.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 1er du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars 1893, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28038. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre de l'intérieur) portant qu'un adjoint au maire, au nombre déterminé par l'article 75 de la loi du 5 avril 1884, sera nommé dans la section de Juch (commune de Ploaré, canton de Douarnenez, arrondissement de Quimper, département du Finistère). Il remplira cette section les fonctions d'officier de l'état civil, en se conformant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 floréal an X, et pourra y être chargé de l'exécution des lois et règlements de police. (Paris, 12 Février 1894.)

N° 28039. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La commune d'Issy-les-Moulineaux (Seine) est substituée aux communes que l'État tient du décret du 14 février 1894, revisant les alignements de la partie de la route nationale n° 189 comprise entre la rue Vautier et la rue des Prés, dans la traverse de ladite commune.

Elle est, en conséquence, autorisée à faire l'acquisition des terrains nécessaires à l'élargissement de la route nationale n° 189, entre les points susindiqués, en se conformant aux prescriptions des titres III et IV de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

2° Il est pris acte : 1° de l'engagement souscrit par le conseil municipal de la commune d'Issy-les-Moulineaux, dans ses délibérations des 27 juillet 1892 et 12 mars 1893; 2° de la délibération du conseil général du département de la Seine, en date du 24 décembre 1892;

3° La dépense à la charge de l'État, fixée au tiers de la dépense sans pouvoir dépasser deux cent trente-cinq mille cent soixante-six francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la rectification des routes nationales; ladite dépense sera payée par fractions, aux époques déterminées par le ministre des travaux publics, eu égard aux disponibilités budgétaires. (Paris, 15 Mars 1894.)

N° 28040. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvées les dépenses faites par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien, pour l'augmentation du matériel roulant, pendant l'année 1891.

Les dépenses dont il s'agit seront, après vérification par la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices, et jusqu'à concurrence d'une somme de trois cent dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-huit francs vingt-cinq centimes, y compris dix-neuf mille quatre cent trente-huit francs vingt-cinq centimes pour frais généraux, intérêts et amortissement, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par les loi et décret du 11 juin suivant, et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1863. (Paris, 16 Février 1894.)

N° 28041. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Le polygone délimité par les lettres A B C D au plan d'assemblage annexé au présent décret est distraït du territoire de la commune de Sainte-Feyre (canton et arrondissement de Guéret, département de la Creuse) et rattaché à la commune de Saint-Laurent (même canton).

Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution, sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourront être respectivement acquis. (Paris, 24 Février 1894.)

N° 28042. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui supprime le commissariat de police existant à Charbonnières (Rhône). (Paris, 5 Juin 1894.)

N° 28043. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Meunier (Maurice-Léon-Colin), voyageur de commerce, né le 1^{er} mai 1870, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de Colin, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Meunier-Colin.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 19 Juin 1894.)

N° 28044. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Jobard (Félix-Jules), coiffeur, né le 8 novembre 1866, à Paris, y demeurant, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de Dumesnil, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Dumesnil au lieu de Jobard;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an 10 en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil (Paris, 19 Juin 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Juillet 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

— Cette date est celle de la réception de
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1629.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

5. — *Loi qui modifie les articles 110, 112 et 632 du Code de commerce sur la Lettre de change.*

Du 7 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 8 Juin 1894.)

SENAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ARTICLE UNIQUE. Le paragraphe premier de l'article 110, l'article 112 et le dernier paragraphe de l'article 632 du Code de commerce sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 110, § 1^{er}. — La lettre de change est tirée soit d'un lieu sur lequel, soit d'un lieu sur le même lieu. »

Art. 112. — Sont réputées simples promesses toutes lettres de change contenant supposition, soit de nom, soit de qualité. »

Art. 632, dernier paragraphe. — Entre toutes personnes, les lettres de change. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIES.

N° 25046. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département de la Vendée, d'une ligne de Tramway entre Challans et Fromentine.

Du 28 Mars 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mars 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Vendée, entre Challans et Fromentine, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des marchandises;

Vu, notamment, le plan d'ensemble, en date du 6 août 1890;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle cet avant-projet a été soumis, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 sur les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 8 août 1893;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale de la Vendée, en date des 27 août 1890, 26 février, 7 avril et 2 mai 1891, 25 et 27 août 1892, 12 avril et 25 août 1893;

Vu l'adhésion directe donnée, le 14 janvier 1892, par le directeur de la Compagnie des chemins de fer de Nantes, à l'exécution des travaux de la ligne projetée;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 15 février et 28 novembre 1892;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, la convention passée, le 15 octobre 1893, entre le préfet de la Vendée agissant au nom du département et MM. Aubert et Bley, pour la concession de l'entreprise;

Vu la lettre du président du conseil, ministre de l'intérieur, en date du 4 mai 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 7 juillet 1893;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai 1880, 6 août 1881 ⁽²⁾ et 20 mars 1882 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Vendée, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction mécanique destinée au transport des voyageurs et des marchandises, entre Challans et Fromentine.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Vendée est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 6 août 1881.

3. Est approuvée la convention passée, le 9 octobre 1893, entre le préfet de la Vendée, agissant au nom du département, et MM. *Aubert* et *Bley* pour la concession du tramway de Chaffans à Fromentine, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Lesdits convention et cahier des charges, ainsi que le plan d'ensemble ci-dessus visé, resteront annexés au présent décret.

4. Pour l'application des articles 36 et 39 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement est fixé à trente-huit mille francs (38,000^f) par kilomètre, sans que la longueur à laquelle ce maximum s'applique puisse excéder vingt-quatre kilomètres sept cent vingt-sept mètres cinquante centimètres (24^k 727^m 50^c).

Le maximum de la charge annuelle pouvant résulter, pour le Trésor, des dispositions qui précèdent est fixé à sept cent soixante francs (760^f) par kilomètre, sans pouvoir dépasser dix-huit mille sept cent quatre-vingt-douze francs quatre-vingt-dix centimes (18,792^f 90) pour la ligne entière.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : J. JONNARD.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

M. *Louis Liégy*, préfet du département de la Vendée, agissant au nom dudit département, en vertu :

1° Des lois des 10 août 1871 et 11 juin 1880 et du règlement d'administration publique du 20 mars 1882;

2° Des délibérations du conseil général et de la commission départementale, en date des 27 août 1890, 26 février, 7 avril et 25 août 1891, 22, 25, 27 août 1892, 12 avril et 25 août 1893,

D'une part,

Et MM. *Aubert* (*Pierre-Félix*), entrepreneur de travaux publics, demeurant à Paris, *Bley* (*Raymond-Louis*), entrepreneur de travaux publics, demeurant à Luçon,

Lesquels font élection de domicile à la Roche-sur-Yon,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Vendée, au nom du département, concède à MM. *Aubert et Bley*, qui acceptent solidairement, la construction et l'exploitation d'un tramway à vapeur, à voie de un mètre (1^{re}), allant de Challans à Fromentine.

2. MM. *Aubert et Bley* s'engagent à fournir, de leurs propres deniers, le matériel roulant, dont l'effectif comprendra trois locomotives, sept voitures mixtes de 2^e classe, deux fourgons à bagages avec freins, dix wagons à marchandises verts avec freins et dix wagons à marchandises couverts avec freins. Le prix du matériel est fixé à la somme totale de deux cent trente-quatre mille neuf cents (234.900^f). Ledit matériel deviendrait la propriété du département sans le versement d'aucune indemnité, dans le cas où les concessionnaires tomberaient en déchéance.

Le département servira aux concessionnaires, à partir de l'ouverture à l'exploitation et pendant la durée de la concession, quatre pour cent (4 p. 0/0) par an, représentant l'intérêt de cette somme, sans amortissement.

A l'expiration de la concession, la valeur de ce matériel roulant, fixée à dix pour cent, sera remboursée aux concessionnaires par le département.

Si, au cours de la concession, le développement du trafic exige une augmentation du matériel roulant, les concessionnaires seront tenus de le fournir à leur frais. Dans ce cas, l'intérêt du prix de ce matériel supplémentaire, dont la composition serait déterminée par le conseil général, leur serait aussi servi par le département au taux de quatre pour cent (4 p. 100) jusqu'à l'expiration de la concession.

3. Toutes les dépenses d'établissement autres que celles du matériel roulant énumérées à l'article 2 précédent seront remboursées aux concessionnaires, par le département, au fur et à mesure de la construction de la ligne, sans, toutefois, pouvoir dépasser le maximum de sept cent quatre mille sept cent trente-quatre (704.734^f).

L'économie qui sera réalisée sur cette dépense maxima sera partagée par moitié entre le département et les concessionnaires.

La partie du sol des voies publiques qui sera occupée, pour l'établissement du tramway, sera livrée gratuitement aux concessionnaires.

4. Une amende de cinquante francs (50^f) par jour de retard sera due au département par les concessionnaires, si, dans le délai d'une année à partir de la date de la déclaration d'utilité publique, ils n'ont pas terminé les travaux et mis le tramway en état d'exploitation.

Cette pénalité ne sera applicable qu'au cas où il sera démontré que le retard vient du fait des concessionnaires.

5. Le remboursement des dépenses d'établissement prévues à l'article 3 sera effectué mensuellement. A cet effet les concessionnaires remettront, à la fin de chaque mois, au service du contrôle, avec les pièces justificatives, leurs comptes mensuels et prenant, savoir :

1^o Toutes les sommes que les concessionnaires auront dépensées, dans un but d'utilité, pour les études, la construction et la mise en état d'exploitation du tramway, et des dépendances ;

2^o Les trois cinquièmes de la dépense d'entretien de la voie et des terrassements depuis la mise en exploitation jusqu'au 31 décembre de l'année suivante ; les deux autres cinquièmes restent à la charge des concessionnaires ;

3^o Les sommes portées en compte pour frais généraux, frais d'administration, avances de capitaux ne pourront excéder quinze pour cent (15 p. 0/0) du montant des sommes portées en compte, en exécution des paragraphes précédents.

L'ensemble des dépenses remboursables ne pourra dépasser la somme maxima de sept cent quatre mille sept cent trente-quatre francs (704.734^f), conformément aux stipulations de l'article 3.

Le compte des dépenses de premier établissement sera clos le 31 décembre de l'année qui suivra l'ouverture de l'exploitation.

6. L'exploitation sera faite aux risques et périls des concessionnaires, quelles qu'aient été les recettes.

Les frais kilométriques d'exploitation portés en compte chaque année ne pourront excéder le chiffre maximum résultant de la formule :

$$F = 1200 + \frac{2R}{3}$$

dans laquelle R représente la recette brute, impôts déduits.

Quand les dépenses réellement faites et dûment justifiées, comprenant les frais généraux et les frais d'administration, n'atteindront pas le maximum donné par la formule, elles seront majorées, à titre de prime d'économie, de moitié de l'écart entre ce maximum et le montant des dépenses réelles.

Quand les recettes seront inférieures aux dépenses ainsi calculées, c'est-à-dire insuffisantes pour couvrir la somme réservée aux concessionnaires, conformément au paragraphe ci-dessus, y compris la prime d'économie, s'il y a lieu, les insuffisances par rapport à cette somme seront à la charge des concessionnaires jusqu'au moment où elles pourront leur être remboursées comme il est dit ci-après :

Quand les recettes seront supérieures aux dépenses calculées comme il vient d'être dit, y compris la prime, l'excédent sera d'abord appliqué à couvrir les insuffisances des exercices précédents, sans intérêts. Le surplus sera versé annuellement au département pour venir en déduction des charges du capital de premier établissement.

Toutefois, si ce surplus représentait plus de quatre pour cent (4 p. o/o) du montant des dépenses de premier établissement, l'excédent serait partagé par moitié entre le département et les concessionnaires.

7. Le compte d'établissement pourra être augmenté des dépenses qui seraient faites postérieurement à la réception de la ligne pour travaux complémentaires, sans que les sommes ainsi ajoutées puissent excéder cinq mille francs (5,000^f) par kilomètre.

Les capitaux nécessaires seront fournis par les concessionnaires, qui seront autorisés à prélever sur les recettes nettes, avant le versement au département des excédents dus conformément aux deux derniers paragraphes de l'article 6 ci-dessus, l'intérêt à quatre pour cent (4 p. o/o) des dépenses ainsi faites et l'amortissement dans le temps restant à courir sur la concession de celles de ces dépenses qui ne devraient pas donner lieu, en fin de concession, aux remboursements prévus par l'article 17 du cahier des charges.

8. Les concessionnaires seront autorisés à porter en compte dans les dépenses d'exploitation les sommes qu'ils jugeraient utiles de prélever sur les recettes pour constituer un fonds de réserve pour le renouvellement de la voie et du matériel fixe et roulant, sans que le prélèvement ainsi fait puisse excéder trois cents francs (300^f) par kilomètre et par an, ou porter le montant total du fonds de réserve à plus de trois mille francs (3,000^f) par kilomètre.

Le fonds ainsi constitué sera déposé dans une caisse agréée par le département; les revenus en seront touchés par les concessionnaires.

Ce fonds sera la propriété des concessionnaires et leur reviendra en fin de concession, sauf les prélèvements qui auraient pu y être faits en exécution du paragraphe 3 de l'article 17 du cahier des charges.

9. Le département touchera les subventions qui seront versées par l'État, en exécution de la loi du 11 juin 1880, et demeurera chargé envers l'État des obligations résultant des articles 15 et 39 de la même loi.

10. La présente concession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé, à l'exécution desquelles les concessionnaires déclarent s'engager. Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges-type, annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications introduites aux articles 7, 11, 12, 15, 17, 20, 23, 32 et 38.

11. Avant l'ouverture du tramway à l'exploitation, les concessionnaires devront constituer une société anonyme. La société qui sera ainsi formée se substituera aux concessionnaires et deviendra solidairement responsable avec eux, envers le département, de tous les engagements qu'ils auraient contractés avec ce dernier. Cette substitution devra être approuvée par décret en conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

12. Les concessionnaires s'engagent à n'employer que du personnel français matériel, quel qu'il soit, de provenance française.

13. La validité de la présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique et à l'obtention par le département des subventions de l'Etat, au maximum résultant de la loi du 11 juin 1880.

14. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité et du cahier des charges y annexé, calculés suivant les articles 24 et 39 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par les concessionnaires.

Fait double à la Roche-sur-Yon, le 9 octobre 1893.

Lu et approuvé sur avis conforme de la commission départementale le
date de ce jour :

Le Prefet,

Signé : Louis LÉCÉV.

Lu et approuvé :

Signé : BLEY.

Lu et approuvé :

Signé : AUBERT.

Enregistré à la Roche-sur-Yon, le 10 mai 1894, folio 71, case 8. — Reçu vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Martin.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur.

Tracé.

2. La ligne partira de la gare de Challans, sur la ligne servée de la Roche-sur-Yon à Nantes par Machecoul, et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Chemin de grande communication n° 5, de la Roche-sur-Yon à l'Herbaudière;

Chemin de grande communication n° 132, des Sables-d'Olonne à Nantes;

Chemin de grande communication n° 138, de Nantes à la Barre-de-Monts.

Elle aboutira à Fromentine, près de l'embarcadère du bateau faisant le service entre le continent et l'île d'Yeu.

Les voies publiques seront abandonnées pour contourner le bourg de Beaumont.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation dans le délai d'un an à partir de cette même date.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure ou au plus égale à deux mètres vingt centimètres (2^m 20); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres (3^m).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cinquante mètres (50^m).

Le maximum des déclivités est fixé à trente-cinq millimètres (0^m 045). Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou dans un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de sable de la localité de deux mètres vingt centimètres (2^m 20) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins cinq mètres (5^m) mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, sur la partie empruntée de la ligne n° 5, au moyen d'une bordure en pavés continus de vingt centimètres (0^m 20) de longueur sur vingt centimètres (0^m 20) de largeur et de vingt-cinq centimètres (0^m 25) de queue, placés de champ, avec joints en mortier de chaux hydraulique additionnée de ciment; sur la ligne n° 133, la bordure en pavé continus sera remplacée par une banquetta en terre pilonnée et gazonnée d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, munie d'un pavé placé de soixante centimètres (0^m 60) en soixante centimètres (0^m 60); dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure ou cette banquetta sera accompagnée et soutenue par un demi-raniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30)

au moins sera ~~entre~~ entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée : un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'acotement de la route.

Cependant le projet pourra autoriser la réduction de cet intervalle libre d'un dix centimètres (1^m 0) dans les parties du tracé ci-après désignées :

Du kilomètre 0	à 1000 au kilomètre	0.700;
_____	1.100	1.190;
_____	1.500	2.660;
_____	2.000	6.900;
_____	2.500	11.300;
_____	3.000	11.980;
_____	3.500	12.125;
_____	4.000	15.500;
_____	4.500	24.727.

Les rails qui l'extérieur seront au niveau de l'acotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

7 bis. Dans toutes les parties où la voie ferrée sera établie en dehors des chemins on observera les dispositions suivantes :

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté le bord extérieur des rails et l'arête supérieure du ballast, sera calculée de façon que cette arête se trouve sur la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant. L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire étendra le long de la voie ferrée les fossés ou rigoles qui sont nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, sur propositions du concessionnaire.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée partie la plus saillante) et le bord du trottoir :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites neuves, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier du système Vignoles et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses en chêne d'un mètre soixante centimètres (1^m 60) de longueur, de vingt centimètres (0^m 20) de largeur et de dix centimètres (0^m 10) d'épaisseur. Dans les traverses des villes, villages et passages à niveau, la voie sera pourvue d'un contre-rail.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sans bagages autres que ceux tenus à la main, sur tous les points du parcours.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs et des marchandises suivant les indications ci-après :

Challans, les Quatre-Moulins, Saint-Gervais, Beauvoir, le Grand-Pont, la Barre-de-Monts et Fromentine.

Le concessionnaire aura un agent spécial à Challans et un à Fromentine.

Dans chaque station intermédiaire, il sera établi un local clos et couvert pour emmagasiner les messageries et bagages. A chaque local sera attaché un agent du concessionnaire dûment commissionné.

Moyens de transbordement. (Clause spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1888.)

Les garages ouverts au service des marchandises seront munis des installations nécessaires telles que plaques tournantes, changements de voie, etc.

Il sera établi à chaque station intermédiaire de petits quais-trottoirs pour faciliter la manutention des bagages et des marchandises.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. La ligne et ses dépendances seront constamment entretenues en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre. Les frais d'entretien et ceux auxquels donnent lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année, à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, sur la ligne entière, est fixé à trois.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront d'un nombre de voitures tel que leur longueur ne dépassera pas soixante mètres (60").

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure et de six kilomètres (6^k) à l'heure dans les traverses des bourgs.

Le concessionnaire devra toujours avoir le matériel roulant nécessaire pour les soins de l'exploitation. Les locomotives devront être munies d'appareils empêchant les projections des flammèches, et les avertissements devront être donnés au moyen d'une cloche ou d'un timbre au lieu du sifflet.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent décret des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle finira cinquante ans après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de l'expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous les produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il aura de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les clôtures et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à réparer en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le mobilier des stations, le matériel des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. Quant au matériel roulant, le département devra le reprendre à dire d'experts. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre ou de fournir les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne, ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 30, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Le département aura aussi la propriété sans aucune indemnité de la ligne entière avec toutes ses dépendances, y compris le matériel fixe et le matériel roulant.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'est fait faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplisse exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés.

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

		PRIX	
		de péage.	de transport.
<i>Grande vitesse.</i>		fr. c.	fr. c.
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 050	0 025
Enfants	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.		
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.		
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.		
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 010	0 005
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30 ^e .)			
<i>Petite vitesse.</i>			
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....		0 07	0 03
Veaux et porcs.....		0 025	0 015
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....		0 01	0 01
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>			
Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toutes classes transportés à la vitesse des trains de voyageurs..		0 20	0 10
Huîtres et coquillages.		0 12	0 08
<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>			
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Caffe. — Drogués. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....		0 09	0 07
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivre. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....		0 08	0 06

- 3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulière. — Argiles. — Briques. — Ardoises.
- 4^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.

Tarif spécial par wagon complet.

Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes (600^k) sous le volume d'un mètre cube, 60 centimes par wagon et par kilomètre.

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

- Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....
- Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....
- Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....
- Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....
- Tender de sept à dix tonnes.....
- Tender de plus de dix tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

- Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....
- Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

- Voitures de démenagement à deux ou quatre roues, à vide.....
- Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

- Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
- Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....
- Et par les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 06	0 04	0 10
0 05	0 03	0 08
"	"	"
"	"	"
"	"	"
"	"	"
"	"	"
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^h), elle sera comptée pour six kilomètres (6^h).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, sur le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'un bout des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après ces bases seront soumis à l'homologation du préfet.

Dans aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes ($1,000^k$).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, à grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieure à quarante centimes ($0^f 40$).

Le concessionnaire aura la faculté de faire délivrer des billets par les conducteurs des trains.

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié place.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés au tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui statuera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont pas applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes ($3,000^k$).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes ($3,000$ à $5,000^k$), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^k$).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes ($5,000^k$), il devra, pendant les six mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par

une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire, l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas une lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui indiquera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés en gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées.

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de première classe et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de quatre heures après l'arrivée du même train ;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse, le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et dans les dépôts du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une large voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon d'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes, et à leurs frais, le factage et le camionnage de leurs marchandises.

Le concessionnaire opérera le chargement et le déchargement des colis expédiés en grande vitesse, messageries, bagages, etc., et, d'une manière générale, de tous les colis susceptibles d'être chargés ou déchargés par le personnel accompagnant les trains, colis dont le poids individuel est fixé à trois cents kilogrammes (300^k).

Il ne sera pas tenu d'effectuer le chargement et le déchargement de toutes les autres marchandises d'un poids supérieur.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêté.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^f 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^f 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^k).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} février, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} février qui suivra la déclaration d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général de la Vendée.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt-cinq mille francs (25,000) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 mai 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire après la réception définitive des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à la Roche-sur-Yon (Vendée).

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Vendée à la Roche-sur-Yon.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Vendée, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait double à la Roche-sur-Yon, le 9 octobre 1893.

Lu et approuvé sur avis conforme de la commission départementale
date de ce jour :

Le Préfet,

Signé : **LOUIS LUCIEN.**

Lu et approuvé :

Signé : **BLEY.**

Lu et approuvé :

Signé : **AUBERT.**

Enregistré à la Roche-sur-Yon, le 10 mai 1894, folio 28, case 8. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : *Martin.*

147. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'Amélioration du port de Mostaganem.

Du 18 Avril 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre des travaux publics;

la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget générales dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

l'article 68 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1894, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant au maximum, à la somme de huit millions de francs;

la déclaration (n° 7) du payeur particulier de Mostaganem (département d'Oran), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 7 novembre 1893, par la ville de Mostaganem, une somme de cent cinquante mille francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux relatifs à l'exercice 1894 et relatifs à l'amélioration du port de ladite ville;

considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministère des travaux publics sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds d'avances versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, en vue de l'exécution de travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de trois millions de francs, inférieure de sept millions sept cent mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 68 de la loi précitée du 26 juillet 1893;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

la lettre du ministre des finances, en date du 14 avril 1894,

SCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1894 (état B), deuxième section, chapitre XI : Amélioration des ports en Algérie, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la ville de Mostaganem, un crédit additionnel de la somme de cent cinquante mille francs (150,000^f), applicable aux travaux d'amélioration du port de ladite ville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JONNART.

N° 28048. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la Construction de divers Chemins de fer.

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 609) du trésorier-payeur général du département de l'Aude, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 20 février 1894, le département, une somme de trois cent mille francs, à titre de fonds de concours, pour l'établissement des chemins de fer de Pamiers à Limoux de Lavelanet à Bram et de Quillan à Rivesaltes;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 avril 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de trois cent mille francs (300,000^f) applicable à la construction des chemins de fer de Pamiers à Limoux, de Lavelanet à Bram et de Quillan à Rivesaltes.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JONNART.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

N° 28049. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1894, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution du Nivellement général du département du Pas-de-Calais*.

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 955) du trésorier-payeur général du département du Pas-de-Calais, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 14 février 1894, par le département, une somme de huit mille francs, montant de la quatrième annuité de la subvention de quarante-trois mille cinq cents francs qu'il doit fournir pour sa participation aux frais d'exécution du nivellement général du Pas-de-Calais;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXV : *Nivellement général de la France — Opérations et représentation graphique*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de la somme de huit mille francs (8,000^f) applicable au nivellement général du département du Pas-de-Calais.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28050. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la construction d'un Aqueduc sous la route nationale n° 111, dans la traverse de Prayssac.*

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget et des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 506) du trésorier-payeur général du département du Lot, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 6 mars 1893, par la commune de Prayssac, une somme de six cents francs montant de sa contribution dans la dépense des travaux de construction d'un aqueduc sous la route nationale n° 111, dans la traverse de cette localité;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 avril 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics sur le budget de l'exercice 1893, première section, chapitre XXIII: *Routes et Travaux ordinaires — Entretien*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de six cents francs (600^f) applicable aux travaux de construction d'un aqueduc sous la route nationale n° 111 dans la traverse de Prayssac.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28051. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers Travaux maritimes.*

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public, par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1893, une somme totale de onze mille sept cent sept francs quarante-huit centimes, savoir :

DÉPARTEMENTS.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
Calvados. . .	3257	24 nov. 1893.	Pont-l'Évêque.	La compagnie de la jetée-promenade de Trouville	715 ^f 40 ^c
Manche. . .	3215	28 déc. 1893.	Cherbourg. . .	La régie de la forme de radoub.	465 20
Seine-Inférieure.	112	5 janv. 1894.	Le Havre. . . .	La ville du Havre.	950 00
	449	16 janv. 1894.	Idem.	La chambre de commerce du Havre.	5,796 74
	658	7 fév. 1894.	Dieppe.	La compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	3,780 14
ENSEMBLE comme ci-dessus. . .					11,707 48

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, pour l'emploi de fonds de concours, les crédits additionnels ci-après :

CHAP. XXIX. PORTS MARITIMES. — TRAVAUX ORDINAIRES.

Entretien de la forme de radoub de Cherbourg.	465 ^f 20 ^c
Entretien de l'épi à pin, au port du Havre.	950 00
Frais de consommation d'eau sous pression servant à actionner les appareils hydrauliques, au port du Havre.	5,796 74
Réparation des avaries causées à la jetée du port de Dieppe. . . .	3,780 14

TOTAL du chapitre XXIX. 10,992 08

CHAP. XXX. PHARES, FANAUX ET BALISES.

Éclairage de la jetée-promenade de Trouville.	715 ^f 40 ^c
---	----------------------------------

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JONNART.

N° 28052. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les Frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.*

Du 18 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 4227) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 février 1894, par la ville de Paris, une somme de deux mille cent trente francs soixante-neuf centimes, à titre de fonds de concours, pour les frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français pendant le quatrième trimestre de 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre *xxx Matériel des régies des palais nationaux*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux mille cent trente francs soixante-dix-neuf centimes (2,130^f 79) applicable aux frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français pendant le quatrième trimestre de 1893.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

⁽¹⁾ xi^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28053. — DÉCRET qui approuve le treizième Supplément au long cours et le premier Supplément au cabotage, au Tableau général des distances de port à port.

Du 19 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu le décret du 25 juillet 1893 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi susvisée;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont approuvés le treizième supplément au tableau général des distances de port à port pour la navigation au long cours et le premier supplément au tableau général des distances de port à port pour la navigation au cabotage international annexés au présent décret.

2. Le ministre de la marine et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 19 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre de la marine,

Signé : A. LEFÈVRE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1577, n° 26939.

N° 28054. — *DÉCRET qui modifie le paragraphe 2 de l'article 1^{er} du décret du 5 février 1887, portant organisation du Cercle national des armées de terre et de mer.*

Du 21 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Vu le décret du 5 février 1887 ⁽¹⁾, portant organisation du cercle national des armées de terre et de mer;

Les sections réunies des finances, de la guerre, de la marine, des colonies, de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des arts du Conseil d'Etat entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} du décret susvisé du 5 février 1887 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les règles d'administration et de comptabilité du Cercle sont terminées par arrêté du ministre de la guerre. »

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère de la guerre*.

Fait à Paris, le 21 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28055. — *DÉCRET portant homologation du Bornage des Zones de servitudes des batteries de Sathonay et de Sermaize, du fort de Vancin et des fortifications de Neyron, à Lyon.*

Du 25 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, relatives au classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'Etat;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽²⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1070, n° 17636.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780.

taillés ci-après, de la place de Lyon, les plans de délimitation
procès-verbaux de bornage des zones de servitudes visés et
par le ministre de la guerre, savoir :

de Sathonay et fort de Vancia :

verbaux de bornage, en date du 14 décembre 1893.

de Sermenaz et ouvrages de Neyron :

verbaux de bornage, en date du 15 décembre 1893.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent
qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 25 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Ministre de la guerre,

Fait : A. MARCEN.

— *DÉCRET qui déclare d'utilité publique les Travaux à exécuter pour
l'agrandissement de la Gare de Paris, du réseau des Chemins de fer de Paris
et à la Méditerranée.*

Du 25 Avril 1894.

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Rapport du Ministre des travaux publics ;

Lois et décrets des 19 juin 1857 ⁽¹⁾, 11 juin 1859 ⁽²⁾ et 11 juin
la loi du 18 juillet 1868 et le décret du 28 avril 1869 ⁽³⁾, ainsi que
les 3 juillet 1875 et 20 novembre 1883, déclarant d'utilité publique
les lignes qui constituent le réseau de la compagnie des chemins
de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et approuvant les conventions
entre l'État et cette compagnie pour la construction et l'exploitation
du chemin de fer ;

avant-projet présenté, le 19 décembre 1891, par la compagnie des
chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour l'agrandissement
de la gare des voyageurs de Paris, et notamment le plan général dressé
le 15 décembre 1891 ;

plan général modificatif dressé par la même compagnie, le 30 no-
vembre 1892, et la feuille de retombe n° 2 y annexée le 1^{er} décembre 1893 ;
les pièces de l'enquête à laquelle a été soumis cet avant-projet, en
vertu de l'article 3 de la loi du 3 mai 1841 et dans la forme prescrite
par la loi du 18 février 1834 ⁽⁴⁾, et notamment les avis de la chambre
municipale de Paris, de la commission d'enquête et du conseil municipal
de Paris, en date des 20 octobre et 7 décembre 1892 et 31 mars 1893 ;
la lettre du préfet de la Seine, du 25 avril 1893 ;

⁽¹⁾ Série, Bull. 522, n° 4797.

⁽²⁾ Série, Bull. 709, n° 6704.

⁽³⁾ Série, Bull. 1141, n° 11555.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1699, n° 16808.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section
Bull. 286, n° 5212.

Vu les rapports collectifs des ingénieurs du contrôle, en date du 15 novembre 1893;

Vu le rapport de l'inspecteur général du contrôle et l'avis du général des ponts et chaussées, en date des 9 et 21 décembre 1893;

Vu le procès-verbal de la conférence, close le 12 février 1894, chef du génie militaire de Paris, l'ingénieur du service municipal d'ingénieur du contrôle, ainsi que la lettre du ministre de la guerre, du 1894;

Vu la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique du 27 juillet 1870 et l'ordonnance du 18 février 1834⁽¹⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Paris (ligne de Paris à Orléans) conformément aux dispositions du plan général présenté par la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, du 19 décembre 1891, modifiées suivant les indications du plan du 30 novembre 1892, amendées elles-mêmes d'après la loi du 1^{er} décembre 1893, lesquels plans resteront en vigueur au présent décret.

2. Pour l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit, ladite compagnie est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841.

3. La déclaration d'utilité publique sera considérée comme faite et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans à partir de la promulgation du présent décret.

4. Les terrains acquis seront incorporés à la concession des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28057. — DÉCRET portant homologation du Plan de la Zone myriamétrique de la Place de Saint-Jean-Pied-de-Port.

Du 27 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 31 décembre 1776, concernant la zone des travaux mixtes;

Vu la loi du 7 avril 1851, concernant l'organisation et les attributions de la commission mixte des travaux publics;

Vu les décrets réglementaires des 16 août 1853 ⁽¹⁾ et 8 septembre 1878 ⁽²⁾ sur l'application des lois précitées;

Vu le décret du 3 mars 1874 ⁽³⁾, relatif à la délimitation de la frontière;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les limites de la zone myriamétrique de la place de Saint-Jean-Pied-de-Port sont fixées conformément au plan de délimitation et à l'état descriptif annexés au présent décret.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28058. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 27 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽⁴⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁵⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente au chapitre XLVIII, sur lequel les sommes réclamées doivent être prélevées, un reste disponible suffisant pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 23 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 414, n° 7414.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 190, n° 2846.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de deux mille quarante-deux francs cinquante centimes (2,042 fr. 50 c.) parti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892, chapitre XLVIII..... 2,042 fr. 50 c.

Cette somme forme le montant des créances désignées au ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 126 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources du service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 27 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU,

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

N° 28059. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation du crédit affecté à la première section du budget de l'instruction publique, pour l'exercice 1892.

Du 27 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente aux chapitres XLVIII et L : *Enseignement primaire*, sur lesquels les sommes demandées doivent être prélevées, des restes suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 23 avril 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de cinq mille deux cent quatre-vingt-trois francs cinquante centimes (5,283¹ 50), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892	chapitre XLVIII.....	3,901 ¹ 00 ¹
	chapitre L.....	1,382 50
ENSEMBLE.....		<u>5,283 50</u>

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28060. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (ce décret est signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Anastay* (*Émile*), né le 8 novembre 1859, à Apt (Vaucluse), descendant à Marseille (Bouches-du-Rhône), est autorisé à substituer à son patronymique celui d'*Aster*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, au lieu d'*Anastay*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an X, en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (Paris, 29 Juin 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Juillet 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1630 *.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Du 27 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 27 mai 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

**Proposition du président du Conseil, ministre des affaires étrangères
ministre de l'intérieur,**

ARRÊTE :

ART. 1^{er}.

Convention, destinée à sauvegarder la santé publique en l'épidémie cholérique sans apporter d'entraves inutiles aux relations commerciales et au mouvement des voyageurs, ayant été conclue à Dresde, le 15 avril 1893, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Russie et la Suisse, la Grande-Bretagne ayant adhéré à la Convention par un Protocole dressé à Londres et à Berlin les 13 et 14 juillet 1893, et les ratifications de ces actes ayant été déposées au Ministère des affaires étrangères le 1^{er} février 1894, lesdits Convention et Protocole dont la ratification a été faite par le Président de la République, sont et seront recevoir leur pleine et entière exécution.

Il y a un Erratum à la fin de ce numéro.

XII^e Série.

CONVENTION.

Le Président de la République française ; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc. etc., et roi Apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et en son nom Sa Majesté la Reine régente du Royaume des Pays-Bas ; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ; le Conseil fédéral suisse,

Ayant décidé d'établir des mesures communes pour sauvegarder la santé publique en temps d'épidémie cholérique sans apporter d'obstacles inutiles aux transactions commerciales et au mouvement des voyageurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. *Camille Barrère*, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe d'affaires de France à Munich ;

M. le professeur *Brouardel*, doyen de la faculté de médecine à Paris, membre de l'Institut, président du comité consultatif d'hygiène publique ;

M. le professeur *Proust*, membre de l'Académie de médecine, directeur général des services sanitaires ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse,

M. le comte *Charles de Dönhoff*, son conseiller intime adjoint, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Dresde ;

M. *Hopf*, son conseiller intime, supérieur de régence adjoint au ministère de l'intérieur ;

M. le chevalier de *Landmann*, conseiller supérieur de justice au ministère royal de l'intérieur de Bavière ;

M. de *Criegern*, conseiller intime de régence au ministère de l'intérieur de Saxe ;

M. le docteur *Koch*, professeur à l'Université royale de Berlin, conseiller intime de médecine, membre extraordinaire de l'Académie impériale de médecine ;

M. le docteur *Lehmann*, son conseiller de légation au département des affaires étrangères ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, et roi Apostolique de Hongrie,

M. *Hengelmüller de Hengervár*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Rio-de-Janeiro ;

M. le chevalier de *Gsiller*, son consul général, délégué à la Commission européenne du Danube ;

M. le chevalier docteur *Kusý*, conseiller au ministère impérial de l'intérieur à Vienne ;

M. le docteur *Alexandre de Fuschó-Meys*, conseiller au ministère royal hongrois de l'intérieur à Budapest;

M. *de Ebner*, conseiller de section au ministère impérial royal du commerce à Vienne;

M. *Charles de Vajkay*, ingénieur supérieur des chemins de fer de l'Etat hongrois;

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. *E. Beco*, secrétaire général du ministère de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics;

Sa Majesté le Roi d'Italie,

M. le comte *Cartopassi*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bucarest;

Le commandeur *Pagliani*, docteur en médecine, professeur d'hygiène à la faculté de médecine, directeur de la santé publique au ministère de l'intérieur;

Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg,

M. le comte *H.-E.-V. de Villers*, son chargé d'affaires à Berlin;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et en son nom Sa Majesté la Reine régente du royaume,

M. *L.-H. Ruyssnaers*, son ministre résident;

M. le docteur *Ruysch*, conseiller au ministère de l'intérieur;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

M. *Yonine*, son conseiller privé et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,

Et le Conseil Fédéral suisse,

M. le colonel docteur *Roth*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près l'empire allemand;

M. le docteur *F. Schmid*, chef du bureau sanitaire fédéral.

Lesquels, ayant échangé leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. En ce qui concerne la prophylaxie internationale applicable aux voyageurs et aux marchandises :

Seront appliquées désormais les mesures indiquées et précisées dans l'annexe I de la présente Convention.

II. En ce qui touche le régime sanitaire de l'embouchure du Danube (bouche de Soulina) :

Sont adoptées les dispositions consignées dans l'annexe II.

III. Les pièces ci-annexées ont la même valeur que si elles étaient incorporées dans la présente Convention.

IV. La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de la ratification. Elle sera renouvelée de cinq en cinq par tacite reconduction, sauf dénonciation, dans une période de six mois avant l'expiration de ce terme, par l'une des Hautes Parties contractantes.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard du ou des Etats qui l'auront notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats. Les Hautes Parties contractantes se réservent également la faculté de provoquer, par la voie des négociations diplomatiques, des modifications qu'elles jugeraient nécessaire d'introduire dans la Convention et ses annexes.

La présente Convention sera ratifiée; les ratifications déposées à Berlin le plus tôt possible et au plus tard dans les six mois à dater du 15 avril 1893.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et apposé leurs cachets.

Fait en neuf exemplaires, à Dresde, le 15 avril 1893.

(L. S.) CAMILLE BARRÈRE.

(L. S.) P. BROUARDEL.

(L. S.) A. PROUST.

(L. S.) Comte CHARLES DE MOLTKE.

(L. S.) HOPF.

(L. S.) ROBERT VON LANDMANN.

(L. S.) FRIEDRICH VON CRIEGE.

(L. S.) R. KOCH.

(L. S.) LEHMANN.

(L. S.) HENGELMÜLLER.

(L. S.) GÖLLER.

(L. S.) Docteur M. KUSY.

(L. S.) FASCHÓ-MOYS.

(L. S.) EDNER.

(L. S.) VÁJRAY.

(L. S.) E. BECO.

(L. S.) Comte CURTOPASSI.

(L. S.) L. PAGLIANI.

(L. S.) H. DE VILLERS.

(L. S.) L.-H. RUYSSENAERS.

(L. S.) Docteur RUYSCH.

(L. S.) YONINE.

(L. S.) ROTH.

(L. S.) Docteur SCHMID.

ANNEXES À LA CONVENTION.

ANNEXE I.

TITRE I^{er}.

FINÈS À TENIR LES GOUVERNEMENTS SIGNATAIRES DE LA CONVENTION AU
L'ÉTAT D'UNE ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA, AINSI QUE DES MOYENS EMPLOYÉS
SA PROPAGATION ET SON IMPORTATION DANS LES ENDOITS INDEMNES.

Notification et communications ultérieures.

Le pays contaminé doit notifier aux divers gouvernements l'avis
de cholérique. Cette mesure est essentielle.

La valeur réelle que si celui-ci est prévenu lui-même des cas de choléra
survenus sur son territoire. On ne saurait donc trop recommander
gouvernements la déclaration obligatoire des cas de choléra par les mé-

notification sur l'existence d'un foyer cholérique, l'endroit où il s'est
du début de ce foyer, le nombre des cas constatés cliniquement et celui
cas restés isolés ne seront pas nécessairement l'objet d'une notifi-

Don sera faite aux agences diplomatiques ou consulaires dans la capitale
miné. Pour les pays qui n'y sont pas représentés, la notification sera
par télégraphe aux gouvernements étrangers.

La notification sera suivie de communications ultérieures données d'une
de manière à tenir les gouvernements au courant de la marche de l'é-
communications se feront au moins une fois par semaine.

gements sur le début et sur la marche de la maladie devront être aussi
possible. Ils indiqueront plus particulièrement les mesures prises en vue
extension de l'épidémie. Ils devront préciser les mesures prophylac-
relativement :

sanitaire ou à la visite médicale,

tion,

prescrites au point de vue du départ des navires et de l'exportation des
bles.

que les pays limitrophes se réservent de faire des arrangements spé-
organiser un service d'informations directes entre les chefs des admi-
frontières.

ement de chaque État sera tenu de publier immédiatement les mesures
voir prescrire au sujet des provenances d'un pays ou d'une circonscrip-
le contaminée.

quera aussitôt cette publication à l'agent diplomatique ou consulaire du
résidant dans sa capitale. A défaut d'agence diplomatique ou consu-
capitale, la communication se fera directement au gouvernement du

également de faire connaître par les mêmes voies le retrait de ces mo-
difications dont elles seraient l'objet.

ad par le mot « circonscription » une partie de territoire d'un pays placée
administrative bien déterminée, ainsi : une province, un gouver-
district, un département, un canton, une île, une commune, une ville,
port, un polder, etc., quelles que soient l'étendue et la population de
le territoire.

TITRE II.

CONDITIONS DANS LESQUELLES UNE CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE DOIT ÊTRE COMME CONTAMINÉE OU SAIN.

Est considérée comme contaminée toute circonscription où a été constaté l'existence d'un foyer de choléra.

N'est plus considérée comme contaminée toute circonscription dans laquelle un foyer a existé, mais où, après constatation officielle, il n'y a eu ni décès ni cas de choléra depuis cinq jours, à condition que les mesures de désinfection aient été exécutées.

Les mesures préventives seront appliquées au territoire contaminé à partir du moment où le début de l'épidémie aura été officiellement constaté.

Ces mesures cesseront d'être appliquées dès qu'il aura été officiellement constaté que la circonscription est redevenue saine.

Ne sera pas considérée comme donnant lieu à l'application de ces mesures quelques cas isolés, ne formant pas foyer, se sont manifestés dans une circonscription territoriale.

TITRE III.

NECESSITÉ DE LIMITER AUX CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES CONTAMINÉES DESTINÉES À EMPÊCHER LA PROPAGATION DE L'ÉPIDÉMIE.

Pour restreindre les mesures aux seules régions atteintes, les gouvernements doivent les appliquer qu'aux provenances des circonscriptions contaminées.

Mais cette restriction limitée à la circonscription contaminée ne doit être que la condition formelle que le gouvernement du pays contaminé applique les mesures nécessaires pour prévenir l'exportation des objets susceptibles de propager la circonscription contaminée.

Quand une circonscription est contaminée, aucune mesure restrictive n'est à prendre contre les provenances de cette circonscription, si ces provenances l'ont été quelques jours au moins avant le début de l'épidémie.

TITRE IV.

MARCHANDISES OU OBJETS SUSCEPTIBLES ENVISAGÉS AU POINT DE VUE DE D'IMPORTATION OU DE TRANSIT ET DE LA DÉSINFECTION.

I. — Importation et transit.

Les seuls objets ou marchandises susceptibles, qui peuvent être prohibés sont :

1° Les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage) ayant servi.

Lorsque ces objets sont transportés comme bagages ou à la suite d'un voyageur de domicile (effets d'installation), ils sont soumis à un régime spécial ;

2° Les chiffons et drilles.

Ne doivent pas être interdits : a) les chiffons comprimés par la force qui sont transportés comme marchandises en gros, par ballots ou par paquets, portant des marques et des numéros d'origine acceptés par l'autorité de destination ; b) les déchets neufs, provenant directement d'atelier de filature, de confection ou de blanchiment ; les laines artificielles (Kunstwolle, Seid) rognures de papier neuf.

Le transit des marchandises ou objets susceptibles, emballés de telle façon qu'ils ne puissent être manipulés en route, ne doit pas être interdit.

De même, lorsque les marchandises ou objets susceptibles sont transportés d'une façon qu'en cours de route ils n'aient pu être en contact avec des personnes, leur transit à travers une circonscription territoriale contaminée ne doit constituer un obstacle à leur entrée dans le pays de destination.

chandises et objets susceptibles ne tomberont pas sous l'application des prohibitions à l'entrée, s'il est démontré à l'autorité du pays de destination qu'ils ont été expédiés cinq jours au moins avant le début de l'épidémie. Il n'est admissible que les marchandises puissent être retenues en quarantaine sur des terres. La prohibition pure et simple ou la désinfection sont les seules qui puissent être prises.

II. — Désinfection.

La désinfection sera obligatoire pour le linge sale, les hardes, vêtements et partie de bagages ou de mobiliers (effets d'installation), provenant de la description territoriale déclarée contaminée et que l'autorité sanitaire locale juge comme contaminée.

La désinfection ne sera appliquée qu'aux marchandises et objets que l'autorité locale considérera comme contaminés, ou à ceux dont l'importation est défendue.

Il appartient à l'autorité du pays de destination de fixer le mode et l'endroit de la désinfection.

La désinfection devra être faite de manière à ne détériorer les objets que le moins possible.

Il appartient à chaque État de régler la question relative au paiement éventuel de dommages résultant d'une désinfection.

Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, etc. (y compris les colis postaux) ne seront soumis à aucune restriction ni désinfection.

TITRE V.

CHAPITRE I. — SERVICES DES CHEMINS DE FER. — VOYAGEURS.

Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages ne seront retenues aux frontières.

Qu'une de ces voitures soit souillée, elle sera détachée du train pour être soumise à la frontière, soit à la station d'arrêt la plus rapprochée, lorsque cela sera possible.

Il en sera de même pour les wagons à marchandises.

Il sera établi de quarantaines terrestres.

Les malades cholériques et les personnes atteintes d'accidents cholériques seront retenus.

Les voyageurs seront soumis, au point de vue de leur état de santé, à l'examen de la part du personnel des chemins de fer.

Le service médical se bornera à une visite des voyageurs et aux soins à donner.

En cas de maladie médicale, elle sera combinée, autant que possible, avec la visite de la façon que les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible.

Les voyageurs venant d'un endroit contaminé seront arrivés à destination, sans la plus haute utilité de les soumettre à une surveillance de cinq jours à compter de la date du départ.

Les mesures concernant le passage aux frontières du personnel des chemins de fer sont du ressort des administrations intéressées. Elles seront combinées de façon de ne pas entraver le service régulier.

Les administrations se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment envers :

1. Les ébriés et les vagabonds ;

2. Les migrants et les personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

TITRE VI.

CHAPITRE I. — RÉGIME SPÉCIAL DES ZONES-FRONTIÈRES.

Il appartient au Gouvernement de régler le trafic-frontière et des questions inhérentes à ce trafic ainsi que

l'adoption de mesures exceptionnelles de surveillance doivent être laissés à l'appréciation des arrangements spéciaux entre les États limitrophes.

TITRE VII.

VOIES FLUVIALES. — FLEUVES, CANAUX ET LACS.

On doit laisser aux gouvernements des États riverains le soin de régler les arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales.

On recommande les règlements allemands édictés en 1892 dont l'application a donné de bons résultats.

TITRE VIII.

PARTIE MARITIME. — MESURES À PRENDRE DANS LES PORTS.

Est considéré comme infecté le navire qui a du choléra à bord ou qui a eu des cas nouveaux de choléra depuis sept jours.

Est considéré comme suspect le navire à bord duquel il y a eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme indemne, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de choléra à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

Les navires infectés sont soumis au régime suivant :

- 1° Les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;
- 2° Les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à une observation, dont la durée variera selon l'état sanitaire du navire et la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours ;
- 3° Le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, seront considérés comme contaminés, désinfectés, ainsi que le navire ou seulement la partie du navire qui a été contaminée.

Les navires suspects sont soumis aux mesures ci-après :

- 1° Visite médicale ;
- 2° Désinfection : le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'autorité sanitaire locale, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés ;
- 3° Evacuation de l'eau de la cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

Il est recommandé de soumettre à une surveillance, au point de vue de la santé, l'équipage et les passagers pendant cinq jours à dater de l'arrivée du navire.

Il est également recommandé d'empêcher le débarquement de l'équipage, pour raisons de service.

Les navires indemnes seront admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée est celui des mesures applicables aux navires suspects (visite médicale, désinfection, évacuation de l'eau de cale et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord).

Il est recommandé de soumettre à une surveillance, au point de vue de la santé, les passagers et l'équipage pendant cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé également d'empêcher le débarquement de l'équipage, pour raisons de service.

Il est entendu que l'autorité compétente du port d'arrivée pourra toujours refuser l'entrée d'un navire sans un certificat attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire au moment du départ.

L'autorité compétente du port tiendra compte, pour l'application de ces mesures, de la présence d'un médecin et d'un appareil de désinfection (étuve) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notamment des navires d'émigrants ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

Les marchandises arrivant par mer ne peuvent être traitées autrement que les marchandises transportées par terre, au point de vue de la désinfection et des défenses d'importation, de transit et de quarantaine (voir titre IV).

Tout navire qui ne voudra pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port sera libre de reprendre la mer.

Il pourra être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir :

1° Isolement du navire, de l'équipage et des passagers;

2° Évacuation de l'eau de cale, après désinfection;

3° Substitution d'une bonne eau potable à celle qui était emmagasinée à bord.

Il pourra également être autorisé à débarquer les passagers qui en feraient la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

Chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune de ses mers d'une organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire, quel que soit son état sanitaire.

Les bateaux de cabotage seront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés.

ANNEXE II.

MESURES À PRENDRE À L'ÉGARD DES NAVIRES PROVENANT D'UN PORT CONTAMINÉ ET REMONTANT LE DANUBE.

En attendant que la ville de Soulina soit pourvue d'une bonne eau potable, les bateaux qui remontent le fleuve devront être soumis à une hygiène rigoureuse.

L'encombrement des passagers sera strictement interdit.

I. — Mesures à prendre à Soulina.

Les bateaux entrant en Roumanie par le Danube seront retenus jusqu'à la visite médicale et jusqu'à parachèvement des opérations de désinfection.

Les bateaux se présentant à Soulina devront subir, avant de pouvoir remonter le Danube, une ou plusieurs visites médicales sérieuses faites de jour. Chaque matin, à une heure indiquée, le médecin s'assurera de l'état de santé de tout le personnel du bateau et ne permettra l'entrée que s'il constate la santé parfaite de tout le personnel. Il délivrera au capitaine ou au batelier un passeport sanitaire ou patente, ou certificat dont la production sera exigée aux garages ultérieurs.

Il y aura une visite chaque jour. La durée de l'arrêt à Soulina des navires non infectés ne dépassera pas trois jours. La désinfection des linges contaminés sera effectuée dès l'arrivée.

On substituera une eau potable de bonne qualité à l'eau douteuse qui pourrait être à bord.

L'eau de la cale sera désinfectée.

Les mesures qui viennent d'être indiquées ne seront applicables qu'aux provenances de ports qui sont le siège d'un foyer cholérique.

Il est bien entendu qu'un navire provenant d'un port non contaminé — c'est-à-dire d'un port qui n'est pas le siège d'un foyer — pourra, s'il ne veut pas être soumis aux mesures restrictives précédemment indiquées, ne pas accepter les voyageurs d'un port contaminé.

Il y a lieu de perfectionner à Soulina l'établissement sanitaire, de le pourvoir de l'outillage moderne comme moyens de désinfection et de le compléter de façon qu'on puisse débarquer et isoler les malades provenant d'un navire infecté, ainsi que les autres passagers.

II. — Mesures à prendre sur les bords du fleuve.

Des postes sanitaires de moindre importance devront être installés sur les bords du

fleuve de façon à pouvoir débarquer des malades s'il s'en trouve à bord devront être pourvus de bonne eau potable et des moyens de désinfection. Une entente doit être établie à cet égard entre le gouvernement russe et le gouvernement roumain.

Un médecin sera attaché à chaque poste sanitaire ou à chaque point de port.

Dans chaque station, une chambre convenablement isolée devra être prévue.

Tous les bateaux subiront en passant devant ces postes la visite médicale. Des malades ou des suspects, ils seront débarqués et isolés.

Les autres personnes devront être également débarquées et isolées pendant quelques jours.

Les cabines, dortoirs et autres endroits contaminés, le linge, les habits souillés seront désinfectés; il en sera de même de la cale; une bonne eau sera substituée à l'eau douteuse du bord.

Pour les bateaux dans lesquels il n'y aura ni malade ni suspect, on désinfectera les cabines et la cale, et on substituera une bonne eau potable à celle qui est en usage, qui pourrait être mauvaise.

Après la visite médicale, on donnera au capitaine ou au chef de l'équipage un certificat indiquant les précautions qui ont été prises et les désinfections qui ont été faites; ce certificat précisera en outre le nombre des passagers et des membres d'équipage.

Ce certificat devra être présenté dans les différents postes.

Lorsque le bateau abordera une nouvelle circonscription, il subira une nouvelle visite médicale.

La cale sera de nouveau désinfectée, à moins que l'eau ne renferme en quantité non douteuse le mercure ou la chaux à l'état alcalin.

PROTOCOLE D'ADHÉSION.

La Conférence sanitaire internationale de Dresde, lors de la signature de la Convention dans la séance du 15 avril 1893, a décidé qu'un Protocole d'adhésion resterait ouvert pour les puissances dont les représentants n'ont pas été à même de signer cette Convention.

En conséquence :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant faire usage de cette faculté, a nommé plénipotentiaires :

M. Strachey, son ministre résident à Dresde;

M. le docteur Thorne Thorne, C. B., chef de la section médicale du Local Government Board, à Londres.

M. H. Farnall, C. M. G., secrétaire au Foreign Office, à Londres.

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont déclaré ce qui suit :

Le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande adhère à la Convention sanitaire internationale, conclue à Dresde, le 15 avril 1893, et à ses annexes, sous réserve toutefois que, dans le Royaume-Uni, les personnes bien portantes qui arrivent à bord d'un navire infecté ne soient pas soumises à une observation, mais seulement à une surveillance médicale dans leur domicile.

Le secrétaire d'Etat au département impérial allemand des affaires étrangères, M. le baron *Marshall de Bieberstein*, accepte, au nom des puissances signataires de la Convention, cette déclaration d'adhésion.

late en même temps que les gouvernements signataires ont
à la recherche faite ci-dessus.

de quoi le présent Protocole a été dressé à Londres et à
les 13 et 15 juillet 1893.

Signé : G. STRACHEY.

Signé : R. THORNE THORNE.

Signé : H. FARNALL.

Signé : Baron MARCHALL.

ART. 2.

Le Président du Conseil, ministre des affaires étrangères, et le mi-
nistre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
faire exécuter le présent décret.

Paris, le 22 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : RAYNAL,

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

62. — DÉCRET qui rend applicable aux Colonies la Loi du 18 avril 1886
sur l'Espionnage.

Du 19 Février 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 22 février 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

la loi du 4 juin 1858, Code de justice militaire pour l'armée de mer;
la loi du 8 janvier 1877 et les décrets du 6 mars 1877, qui ont appliqué
aux colonies le Code pénal métropolitain;

la loi du 18 avril 1886, tendant à établir des pénalités contre l'es-
pionnage;

le décret du 3 février 1890, relatif à la défense des colonies;

le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies
et du ministre de la justice,

DÉCRETE :

Art. 1^{er}. La loi du 18 avril 1886, établissant les pénalités contre
l'espionnage, est applicable dans les colonies françaises.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le
ministre de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la justice,

Signé : ANTONIN DUBOST.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies.

Signé : J. MARTY.

N° 28063. — *DÉCRET portant approbation du Compte d'emploi de la police secrète affectés aux services de la Transportation et de la Guyane française pour l'exercice 1893.*

Du 5 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent compte d'emploi de la somme de quatre mille neuf cent vingt-huit francs vingt centimes (4,988^{fr} 20^{cs}) affectée, pour 1893, aux services de la police secrète sur les établissements pénitentiaires de la transportation et de la relégation à la Guyane française.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel* de l'Administration des colonies.

Fait à Paris, le 5 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

N° 28064. — *DÉCRET concernant l'Organisation judiciaire et l'Administration de la justice à Diego-Suarez et à Nossi-Bé.*

Du 28 Mars 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux,

de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 30 septembre 1827⁽¹⁾, le décret du 16 août 1855, la loi du 15 avril 1890, concernant l'organisation judiciaire et l'administration de la justice à l'île de la Réunion;

Vu les lois, ordonnances et décrets qui ont successivement promulgués ou modifiés à l'île de la Réunion la législation civile, commerciale et pénale en vigueur dans la métropole;

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 212, n° 7908.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 215, n° 1940.

décret des 30 janvier 1852⁽¹⁾ et 5 novembre 1888⁽²⁾, concernant
 justice judiciaire à Mayotte et à Nossi-Bé;
 décret du 29 février 1860⁽³⁾, instituant un tribunal de première
 à Nossi-Bé;
 décret du 29 octobre 1887⁽⁴⁾, portant organisation de la justice à
 l'île de Madagascar;
 loi du 6 mars 1886, ratifiant le traité intervenu, le 17 décembre
 entre le gouvernement de la République française et Sa Majesté la
 à Madagascar;
 décrets du 22 août 1887 et du 31 janvier 1891⁽⁵⁾, concernant l'or-
 ganisation judiciaire de Diego-Suarez;
 décret du 4 mai 1888, rattachant à Diego-Suarez la colonie de
 l'île Sainte-Marie de Madagascar;
 décret du 24 août 1888⁽⁶⁾, rendant justiciables du conseil de guerre
 à Diego-Suarez les individus inculpés de crimes ou de délits militaires ou
 compromettre la sécurité de la colonie;
 décret du 4 février 1890⁽⁷⁾ sur le serment professionnel des magis-
 trats.

Le tribunal de première instance institué à Nossi-Bé par
 le décret du 29 février 1860 et la justice de paix à compétence
 instituée à Diego-Suarez par les décrets des 22 août 1887 et
 31 janvier 1891 sont supprimés.

Est institué à Diego-Suarez un tribunal de première instance

Un juge-président nommé par décret du Président de la Répu-
 blique sur la proposition du ministre des colonies et du garde
 des sceaux, ministre de la justice;

Un greffier nommé dans les mêmes conditions;

Un officier du ministère public, dont les fonctions sont rem-
 plies par un officier, fonctionnaire ou agent en service dans la colo-
 nie désigné par le gouverneur.

Est institué à Nossi-Bé un tribunal de paix à compétence
 limitée, composé :

Un juge de paix nommé par décret du Président de la Répu-
 blique sur la proposition du ministre des colonies;

Un greffier nommé par arrêté du ministre des colonies;

Un officier du ministère public dont les fonctions sont rem-
 plies par un officier, fonctionnaire ou agent en service dans la colo-
 nie désigné par l'administrateur, sauf ratification par le gouverneur
 dans un délai de trois mois.

Le juge-président du tribunal de première instance de Diego-

1^{re} série, Bull. 190, n° 3655.

2^e série, Bull. 1215, n° 20179.

3^e série, Bull. 777, n° 7407.

4^e série, Bull. 1143, n° 18816.

(1) XII^e série, Bull. 1391, n° 23350.

(2) XII^e série, Bull. 1199, n° 19885.

(3) XII^e série, Bull. 1319, n° 22018.

Suarez a les attributions de chef du service judiciaire de la justice de paix de Diego-Suarez et dépendances.

Les fonctions de notaire et de commissaire-priseur sont exercées par les greffiers; celles d'huissier sont dévolues, à Diego-Suarez par le gouverneur et à Nossi-Bé par l'administrateur, à des fonctionnaires ou agents en service dans la colonie; les greffiers peuvent être chargés.

5. Nul ne peut être nommé juge-président du tribunal de première instance de Diego-Suarez s'il n'est âgé de vingt-cinq ans au moins et pourvu du diplôme de licencié en droit.

Les mêmes conditions d'âge et de capacité sont exigées des juges de paix à compétence étendue de Nossi-Bé. Toutefois le juge de paix licencié en droit peut être remplacé par la justification de fonctions pendant cinq ans au moins de fonctions judiciaires ou de fonctions de greffier, de notaire, d'avoué ou d'huissier.

Les greffiers du tribunal de première instance de Diego-Suarez et de la justice de paix à compétence étendue de Nossi-Bé doivent être pourvus du diplôme de licencié en droit ou justifier de cinq ans de services dans l'administration, ou avoir déjà rempli les fonctions de greffier, d'avoué, de notaire, d'huissier ou celles de commissaire pendant cinq ans.

6. Les conditions d'âge et de capacité prévues par l'article précédent ne sont pas exigées des intérimaires désignés par le gouverneur en cas de décès, d'absence, de maladie ou d'empêchement des titulaires des emplois des tribunaux de Diego-Suarez et dépendances.

7. Le tribunal de première instance de Diego-Suarez et la justice de paix à compétence étendue de Nossi-Bé connaissent en matière civile et commerciale :

1° En premier et dernier ressort, de toutes actions personnelles mobilières jusqu'à la valeur de trois mille francs (3,000 francs) principal, et des actions immobilières jusqu'à cent cinquante francs de revenu, déterminé soit en rente, soit par prix de bail;

2° En premier ressort seulement et à charge d'appel devant le tribunal d'appel de la Réunion, de toutes les autres affaires.

8. Le tribunal de première instance de Diego-Suarez et la justice de paix à compétence étendue de Nossi-Bé connaissent en matière criminelle :

1° En premier et en dernier ressort, de toutes les contraventions déferées aux juges de simple police par la législation en vigueur à l'île de la Réunion et des délits lorsque la peine consistera seulement en une amende ou, s'il y a condamnation à l'emprisonnement, lorsque le temps pour lequel le tribunal aura prononcé cette peine n'excédera pas deux mois;

2° En premier ressort seulement et à charge d'appel devant le tribunal d'appel de la Réunion, des délits à l'occasion desquels aura été

peine supérieure à celle que prévoit le paragraphe précédent en dernier ressort rendus en toutes matières par le juge de paix à compétence étendue de Nossi-Bé et par le tribunal de première instance de Diego-Suarez pourront être attaqués par la voie de réclamation devant la cour d'appel de la Réunion, dans les conditions déterminées par la législation en vigueur dans cette colonie.

La cour annulera un jugement rendu par ces tribunaux, et ordonnera le renvoi de l'affaire devant le même tribunal, qui se prononcera sur sa décision sur le point de droit jugé par elle.

Le tribunal de première instance de Diego-Suarez et la justice de paix à compétence étendue de Nossi-Bé se conforment, en matière commerciale et correctionnelle, à la procédure suivie devant le juge de paix et les tribunaux de simple police de la Réunion. Le président de Diego-Suarez et le juge de paix de Nossi-Bé exercent les fonctions de juge d'instruction et celles d'officier de police judiciaire.

En matière de fonctions départies aux juges de paix par le Code de procédure civile et le Code de commerce, le juge de paix à compétence étendue de Nossi-Bé a les attributions des juges de paix de première instance; le juge-président du tribunal de Diego-Suarez a les attributions conciliatoires des juges de paix de première instance. Ils exercent spécialement l'administration des successions vacantes.

Le jugement des crimes commis à Diego-Suarez, à Nossi-Bé et dans l'intérieur de Madagascar est déféré à un tribunal criminel spécial siégeant au chef-lieu et composé d'un conseiller à la cour d'appel de la Réunion, désigné par le président de cette compagnie sur la proposition du gouverneur de Diego-Suarez, président; du juge-président du tribunal de Diego-Suarez ou du juge de paix à compétence étendue de Nossi-Bé et d'un fonctionnaire désigné par le gouverneur. Il leur est adjoints deux assesseurs, désignés par la voie du sort sur une liste de fonctionnaires ou notables de nationalité française, dressée annuellement, dans la seconde quinzaine de décembre, par le secrétaire général et approuvée par le gouverneur.

Les assesseurs ont voix délibérative sur la question de culpabilité.

La condamnation et les circonstances atténuantes sont prononcées à la majorité de trois voix contre deux.

Le pourvoi en cassation est formé par la voie de réclamation devant le tribunal criminel de Diego-Suarez et par la cour d'appel de la Réunion.

Les formes de la procédure, ainsi que celles de l'opposition

devant le tribunal criminel, sont, à moins d'impossibilité, celles qui sont suivies en matière correctionnelle à la Réunion.

Toutefois le président du tribunal criminel remplit les fonctions qui sont attribuées aux présidents des cours d'assises par les articles 268, 269 et 270 du Code d'instruction criminelle.

Les fonctions du ministère public et de greffier sont exercées par les titulaires de ces emplois, prévus à l'article 2 du présent décret.

Le tribunal criminel est saisi par le ministère public.

15. Il y a trois sessions par an, dans les mois de février, mai et octobre.

Dans le cas où la chambre des mises en accusation n'a renvoyé aucune affaire devant le tribunal criminel, ce fait est constaté par un procès-verbal de son président, qui est adressé au juge de Diego-Suarez.

Celui-ci ouvre la session du tribunal criminel, qui est présidée par un fonctionnaire désigné par le gouverneur. En séance publique, il fait donner lecture par le greffier dudit procès-verbal, et il procède immédiatement après la clôture de la session.

16. Les décisions du tribunal criminel ne sont pas susceptibles de recours en cassation.

17. En cas de cassation d'un arrêt du tribunal criminel, l'affaire peut être renvoyée devant la même juridiction composée de trois juges.

Les assesseurs qui ont pris part une première fois au jugement d'une affaire ne peuvent en connaître à nouveau après la clôture de la session. Leurs noms doivent être extraits de l'urne avant le tirage au sort.

18. Les crimes et délits ayant un caractère politique ou de nature à compromettre l'action de l'autorité administrative sont jugés par le tribunal criminel sans le concours des assesseurs.

Cette disposition est applicable à toute la colonie de Diego-Suarez et dépendances.

19. En toute matière, le chef du service judiciaire peut, avant la mise en liberté provisoire avec ou sans caution.

20. Les tribunaux de la colonie de Diego-Suarez et dépendances se conforment, pour le jugement de toutes les affaires, aux lois, ordonnances et décrets en vigueur à la Réunion, en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

21. Le serment des membres des tribunaux de Diego-Suarez, Nossi-Bé et de Sainte-Marie de Madagascar continue à être reçu et écrit par la cour d'appel de Saint-Denis.

Les greffiers prêtent serment devant le juge-président ou le juge de paix du tribunal près duquel ils exercent leurs fonctions.

Les fonctionnaires désignés par le gouverneur pour compléter le tribunal criminel prêtent serment devant cette juridiction.

ement et la parité d'office des magistrats des tribunaux
Suarez et dépendances sont fixés comme suit :

EMPLOIS.	Traite- ment colonial.	DÉNOMINATION DES EMPLOIS de la magistrature métropolitaine, auxquels sont assimilés les membres des tribunaux de Diego-Suarez, pour servir de base à la liquidation des pensions de retraite.		
		Emplois.	Traite- ment.	Classes.
Juge-président.....	8,000 ^f	Juge de France.....	4,000 ^f	2 ^e .
Juge.....	7,000	Juge d'instruction en France.....	3,500	3 ^e .
Diego-Suarez.....	2,500	Greffier de 1 ^{re} instance.....	2,400	1 ^{re} .
Nossi-Bé.....	2,000	Greffier de 1 ^{re} instance.....	2,400	1 ^{re} .

d'Europe est fixée à la moitié du traitement colonial,
selon les dispositions du décret du 17 janvier 1863.

Le fonctionnaire ou agent chargé des fonctions du ministère
de la justice a droit à une indemnité calculée sur le pied de six cents
francs par an.

Le juge-président de Diego-Suarez porte le costume prescrit par
le décret du 30 septembre 1827 pour les juges-présidents à la
Cour de cassation.

Le juge de paix à compétence étendue de Nossi-Bé porte le costume
prescrit par la même ordonnance pour le lieutenant de juge. Il ne
porte pas la hausse de licencié sur l'épaule gauche que s'il est pourvu
de cette fonction.

Sont maintenues toutes dispositions non contraires au présent
décret.

Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la
justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution
du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République
française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des
affaires étrangères.

Paris, le 28 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le garde des sceaux, Ministre de la justice,

Le Ministre des colonies,

Signé : ANTONIN DUBOST.

Signé : E. BOUTANGER.

28065. — DÉCRET portant Organisation de la Justice indigène
à Diego-Suarez.

Du 28 Mars 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 avril 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 6 mars 1886, ratifiant le traité intervenu, le 17 mai 1885, entre le gouvernement de la République française et Sa Majesté le Roi de Madagascar;

Vu le décret du 28 mars 1894⁽¹⁾, concernant l'organisation judiciaire de l'administration de la justice à Diego-Suarez et dépendances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est institué à Diego-Suarez un tribunal indigène, sous le nom de *kabar*, composé :

1^o Du juge-président du tribunal de première instance;

2^o De quatre assesseurs appelés à tour de rôle sur une liste dressée chaque année par le gouverneur et comprenant vingt-quatre indigènes des différentes nations, tribus ou castes de Madagascar et des Iles Comores, résidant à Diego-Suarez.

La liste des assesseurs est divisée en trois séries, suivant la coutume et les principales coutumes de ces indigènes;

3^o D'un greffier désigné par le gouverneur;

4^o D'un officier du ministère public dont les fonctions sont exercées par un agent des affaires indigènes, désigné par le gouverneur.

2. Les jugements du *kabar* sont rendus par le juge-président après avoir consulté les assesseurs en chambre du conseil. Le juge-président doit préalablement fait connaître les dispositions civiles et pénales de la loi française dont il pourrait être fait application dans les affaires et cherché avec eux dans quelles mesures elles pourraient se concilier avec la coutume locale. Le jugement est rendu en audience publique.

3. Lorsque les parties relèvent de la même coutume, les assesseurs doivent appartenir à cette coutume; lorsque les parties relèvent de coutumes différentes, les assesseurs doivent être choisis dans les séries du collège des assesseurs de façon à représenter les diverses coutumes, autant que possible par parties égales.

4. Le *kabar* connaît en premier ressort des affaires entre indigènes relatives aux questions qui intéressent l'état civil, la constitution de la famille indigène ou musulmane, les successions, partages, donations et testaments des indigènes de l'île de Madagascar et des Iles voisines, des résidents comoriens, anjouanais et indiens non français établis dans la colonie de Diego-Suarez, qui n'auront pas été réglés à l'amiable par l'agent des affaires indigènes du district.

Il connaît également des contraventions et délits spéciaux à l'agriculture, au pastoral des indigènes et, en général, de toutes les affaires de droit local, solution, d'après la loi française, violerait la constitution sociale des indigènes.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, n° 28064.

5. Les causes sont instruites et jugées d'après le droit et les coutumes et suivant les formes de procéder en usage chez les indigènes. Le tribunal connaît de l'exécution de ses jugements.

6. Toute affaire où l'une des parties est justiciable des lois françaises est renvoyée devant le tribunal français, qui statue selon les règles de compétence et les formes de la loi française.

Il en est de même lorsque les parties en cause sont d'accord pour soumettre leur différend au tribunal français. Le consentement des parties résulte de leur comparution volontaire devant ce tribunal.

7. En matière criminelle, sont réservés à la justice indigène :

1° Les crimes ou délits non prévus par le Code pénal et résultant soit de la constitution spéciale de la famille indigène, soit des règles spéciales qui président à l'acquisition, à l'usage, à la conservation et à la transmission de la propriété chez les indigènes ;

2° Les faits réputés crimes ou délits par le même Code, dont la répression dans les formes de la loi française constituerait une violation des règles spéciales constitutives de la famille et de la propriété indigène.

Une décision rendue par le gouverneur, sur la proposition du chef du service judiciaire, prononce le renvoi devant la justice indigène.

Les crimes et délits commis par des indigènes au préjudice d'Européens ou assimilés sont jugés par les tribunaux français selon la loi française.

8. Le tribunal indigène est saisi par le ministère public. Ses audiences sont publiques ; toutefois le juge peut, sur la réquisition du ministère public et suivant les circonstances, prononcer le huis clos.

9. L'instruction des affaires se fait oralement à l'audience ; les parties présentent elles-mêmes leurs observations ou peuvent se faire assister par une tierce personne, agréée par le kabar.

En matière criminelle, un défenseur doit toujours assister l'accusé ; s'il n'a pas été choisi par lui, le président en désigne un d'office.

10. Les jugements rendus par défaut par le kabar peuvent être frappés d'opposition devant le même tribunal.

11. Les jugements contradictoires ou par défaut rendus par le kabar qui, dans la huitaine de la date de leur signification, n'ont été l'objet ni d'opposition, ni d'appel au bureau du greffier dudit tribunal, seront définitifs et exécutoires.

12. Les appels des jugements rendus par le kabar sont soumis au gouverneur ou au secrétaire général spécialement délégué par lui, assisté de l'agent ou des agents des affaires indigènes du domicile des parties et du collège des notables.

L'officier du ministère public et le greffier du kabar remplissent les mêmes fonctions devant le tribunal supérieur indigène.

13. Les dispositions relatives à la procédure, à la détermination au prononcé des jugements devant le kabar sont applicables au tribunal supérieur.

14. Des arrêtés du gouverneur, rendus sur la proposition du service judiciaire et du secrétaire général déterminent les conditions d'application du présent décret, les formes des citations aux indigènes, les modes de transcription, de copie et d'exécution des jugements des tribunaux indigènes, les droits de greffe et d'enregistrement.

Ces arrêtés, provisoirement exécutoires, sont soumis à l'approbation du ministre des colonies.

15. Les indemnités et dépenses de la justice indigène de Suarez sont à la charge du service intérieur de cette colonie.

16. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement des colonies.

Fait à Paris, le 28 Mars 1894.

Signé : CARVOIS.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : ANTONIN DUBOST.

Le Ministre des colonies,

Signé : E. BOLLAND.

N° 28066. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du Cadastre.*

Du 26 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement par le trésorier-payeur général du département de la Seine, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cinquante francs soixante-trois centimes, affectée aux dépenses du cadastre provenant du produit des centimes départementaux imposés en 1893;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement par le caissier-payeur central du Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de dix mille francs par le département de la Seine aux dépenses du cadastre et provenant du produit des centimes départementaux imposés en 1893;

claration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le
 la commune de Neuilly-Plaisance (Seine-et-Oise), à titre de
 pour dépenses publiques, d'une somme de mille cinq
 affectée aux dépenses du renouvellement de son cadastre;
 plements susmentionnés, savoir :

.....	5 ^{fr} 63 ^c
.....	10,000 00
Plaisance (Seine-et-Oise).....	1,500 00

semble à onze mille cinq cent cinq francs soixante-trois cen-

752 du décret du 31 mai 1861 ⁽¹⁾, portant règlement général sur
 le publique;

port du ministre des finances,

est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894,
 onze mille cinq cent cinq francs soixante-trois centimes
 au chapitre LXX du budget dudit exercice : *Frais d'ar-*
expertise — Cadastre primitif.

la pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au
 ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre
 de concours.

ministre des finances est chargé de l'exécution du présent
 il sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 26 Avril 1894.

Signé: CARNOT.

ministre des finances,

né: A. BURDEAU.

DÉCRET qui fixe la Nomenclature et le Prix de vente à l'intérieur
 des Tabacs fabriqués.

Du 9 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Rapport du ministre des finances,

Paris, Bull. 1045, n° 10527.

Vu le titre V de la loi du 28 avril 1816 sur la fabrication et le commerce des tabacs ;

Vu l'article 2 de la loi du 4 septembre 1871 ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 29 février 1872 ;

Vu l'article 25 de la loi de finances du 26 décembre 1892, portant organisation du monopole des tabacs,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les tabacs fabriqués de toutes espèces mis à la disposition des consommateurs par la régie seront classés, dans la colonne 1^{re} en matières et en deniers, conformément à la nomenclature annexée dans le tableau annexé au présent décret et vendus, dans la colonne 2^e de la ligne des douanes, aux prix figurant en regard de la ligne d'ordre sur la même ligne dudit tableau. Lorsqu'un nouveau produit sera créé ultérieurement, il recevra le même numéro d'ordre que le produit vendu aux mêmes prix que le produit actuel de même nature et au même prix de revient. Si le nouveau produit ne peut, sans inconvénient, rapport, être assimilé à aucun des produits livrés antérieurement, il recevra un numéro spécial dans la série à laquelle il appartient et sera vendu aux conditions qui seront déterminées par le Président de la République.

2. Les tabacs fabriqués seront livrés aux consommateurs dans les entrepôts spéciaux, soit dans les entrepôts ordinaires, soit dans les débits autorisés.

3. Les entrepôts spéciaux livreront directement aux consommateurs, aux prix inscrits dans la colonne 4 du tableau annexé : 1^o les tabacs de luxe de toutes espèces en coffrets, boîtes ou paquets ; 2^o les tabacs de vente courante en coffrets, boîtes ou paquets ; 3^o les quantités d'au moins cent grammes (100^g) pour les cigarettes et cinq cents grammes (500^g) pour les autres espèces.

4. Dans les localités non pourvues d'un entrepôt spécial, les tabacs ordinaires livreront directement aux consommateurs qui en feront la demande, aux prix inscrits dans la colonne 4 du tableau annexé et dans les conditions qui seront fixées par arrêté du ministre des finances : 1^o les cigares de luxe de la Havane et de Manille (ces deux dernières dont la vente n'est pas autorisée dans les débits ordinaires, à l'exception, les tabacs de toutes espèces dont les débits de la localité seraient pas habituellement approvisionnés.

5. Les débits autorisés se procureront dans l'entrepôt ordinaire de leur circonscription, aux prix inscrits dans la colonne 3 du tableau précité, et livreront aux consommateurs, aux prix inscrits dans la colonne 4 du même tableau : 1^o les tabacs de luxe, en coffrets, boîtes ou paquets, dont les prix sont inscrits dans la colonne 4 du même tableau ; 2^o les tabacs de vente courante de toutes espèces ; 3^o dans les communes désignées par les décrets fixant la délimitation des zones

la limite du contingent attribué à chaque débit par l'administration des contributions indirectes, les tabacs de vente restreinte désignés ci-après, savoir : le scaferlati n° 31 dans les communes de la 3^e zone ; les scaferlatis n° 31 et 32 et les rôles n° 11 dans celles de la 2^e zone ; les scaferlatis n° 31, 32 et 33 et les rôles n° 11 et 12 dans celles de la 2^e subdivision de la 1^{re} zone, et enfin les scaferlatis n° 31, 32, 33 et 34 et les rôles n° 11 et 12 dans celles de la 1^{re} subdivision de la 1^{re} zone ; 4^e dans les conditions déterminées par l'administration des contributions indirectes, les tabacs d'hospices et de troupes (scaferlati n° 35 et 36, rôles n° 13 et poudre n° 14).

6. Les produits qui pourront être vendus en détail aux consommateurs seront déterminés par arrêté du ministre des finances.

7. Le mode de rémunération des entreposeurs spéciaux est déterminé par décret dans chaque cas particulier.

8. Les entreposeurs ordinaires, qu'ils soient ou non titulaires d'une recette principale ou particulière, recevront, sur le montant des ventes qu'ils auront effectuées directement aux consommateurs en vertu des dispositions de l'article 4, une remise calculée d'après le tarif ci-après : ventes inférieures à un million (1,000,000), à p. 0/0 ; au delà, 1/2 p. 0/0.

9. Les conditions auxquelles les tabacs de la régie pourront être vendus en dehors de la ligne des douanes et à l'étranger seront fixées par arrêté du ministre des finances.

10. Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1894. Toutefois la comptabilité des tabacs en matières et en deniers ne sera établie conformément à la nouvelle nomenclature qu'à compter du 1^{er} janvier 1895.

Jusqu'à la même date exclusivement, les suppléments de prix exigés à titre de frais de paquetage, savoir :

Un franc (1^{fr}) compris dans les prix des cigares n° 42 bis, 43 bis, 44 bis ;

Cinquante centimes (0^{fr}50) compris dans les prix des cigares n° 45 bis, 46 ter ;

Quinze centimes (0^{fr}15) compris dans les prix des cigares n° 46 bis ;

Dix centimes (0^{fr}10) compris dans les prix du scaferlati n° 24 bis, continueront à être comptés en dehors des prix de vente.

11. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Nomenclature et prix de vente à l'intérieur des tabacs fabriqués

PRODUITS.	NOMBRES d'ordre.	PRIX DE VENTE à l'intérieur, par kilogramme		OBSERVATIONS.
		AUX		
		débitants.	consom- mateurs.	
1	2	3	4	5
		fr. c.	fr. c.	
TABACS DE LUXE.				
I — CIGARES.				
Cigares fabriqués à l'étranger (Havane et Manille).	1	"	1,250 00	en coffrets d'origine ou en
	1 bis	1,250 00	1,300 00	en boîtes de 1 cigare.
	2	"	1,000 00	en coffrets d'origine ou en
	2 bis	1,000 00	1,050 00	en boîtes de 1 cigare.
	3	"	750 00	en coffrets d'origine ou en
	3 bis	750 00	787 50	en boîtes de 2 cigares.
	4	"	500 00	en coffrets d'origine ou en
	4 bis	500 00	525 00	en boîtes de 2 cigares.
	5	"	375 00	en coffrets d'origine ou en
	5 bis	375 00	393 75	en boîtes de 2 cigares.
	6	"	312 50	en coffrets d'origine ou en
	6 bis	312 50	331 25	en boîtes de 2 cigares.
	7	"	250 00	en coffrets d'origine ou en
	7 bis	250 00	262 50	en boîtes de 2 cigares.
	8	"	225 00	en coffrets d'origine ou en
	8 bis	225 00	237 50	en boîtes de 2 cigares.
	9	"	200 00	en coffrets d'origine ou en
	9 bis	200 00	212 50	en boîtes de 2 cigares.
	10	"	175 00	en coffrets d'origine ou en
	10 bis	175 00	187 50	en boîtes de 2 cigares.
	11	"	150 00	en coffrets d'origine ou en
	11 bis	150 00	162 50	en boîtes de 2 cigares.
	12	"	140 00	Impériales en coffrets d'origine ou en
	13	"	125 00	Modules en coffrets d'origine ou en
13 bis	125 00	135 00	divers en boîtes de 10 et en étuis de	
14	"	116 00	Cazadores en coffrets d'origine ou en	
15	"	112 50	en coffrets d'origine ou en	
15 bis	112 50	120 00	en boîtes de 10 et en étuis de	
16	"	100 00	Modules en coffrets d'origine ou en	
16 bis	100 00	107 50	divers en boîtes de 10 et en étuis de	
17	"	92 00	Conchas en paquets de 4 cigares.	
18	"	87 50	en coffrets d'origine ou en	
18 bis	87 50	95 00	en boîtes de 10 et en étuis de	
19	"	75 00	Modules en coffrets d'origine ou en	
19 bis	75 00	82 50	divers en boîtes de 10 et en étuis de	
20	"	62 50	en coffrets d'origine ou en	
20 bis	62 50	70 00	en boîtes de 10 et en étuis de	
21	"	44 00	Gheroots de Manille en coffrets divers.	
22	"	37 50		
23	"	25 00	Modules déclassés en coffrets.	
24	"	12 50		
Cigares de France.	31	"	125 00	en coffrets de 25 cigares.
	31 bis	125 00	135 00	en boîtes de 10 et en étuis de
	32	"	100 00	en coffrets de 25 cigares.
	32 bis	100 00	107 50	en boîtes de 10 et en étuis de
	33	"	87 50	en coffrets de 25 cigares.
	33 bis	87 50	95 00	en boîtes de 10 et en étuis de
	34	"	75 00	Modules en coffrets de 25 cigares.
	34 bis	75 00	82 50	divers en boîtes de 10 et en étuis de
	35	"	62 50	en coffrets de 25 cigares.
	35 bis	62 50	70 00	en boîtes de 10 et en étuis de
36	"	31 25	en coffrets de 100 et de 50 cigares.	
37	"	25 00	en coffrets de 100 et de 50 cigares.	

PRIX DE VENTE à l'intérieur, par kilogramme		OBSERVATIONS.	
L'ordre.	aux débitants.		aux consom- mateurs.
	3		4
	fr. e.		fr. c.
2			5

II. — CIGARETTES.

1	170 00	180 00	
2	162 00	170 00	
3	151 00	160 00	
4	142 00	150 00	
5	132 00	140 00	
6	123 00	130 00	
7	113 00	120 00	
8	94 00	100 00	
9	84 50	90 00	
10	75 00	80 00	
11	70 20	75 00	
12	65 50	70 00	Modules divers en boîtes ou en paquets.
13	60 70	65 00	
14	56 00	60 00	
15	51 00	55 00	
16	46 00	50 00	
17	41 50	45 00	
18	37 00	40 00	
19	32 50	35 00	
20	28 00	30 00	
21	23 25	25 00	
22	18 50	20 00	
23	13 90	15 00	
31	162 00	170 00	
32	142 00	150 00	
33	123 00	130 00	
34	113 00	120 00	
35	94 00	100 00	
36	84 50	90 00	
37	75 00	80 00	
38	70 20	75 00	
39	65 50	70 00	
40	60 70	65 00	Modules divers en boîtes de 100, 50 et 25 cigarettes.
41	56 00	60 00	
42	51 00	55 00	
43	46 00	50 00	
44	41 50	45 00	
45	37 00	40 00	
46	32 50	35 00	
47	28 00	30 00	
48	23 25	25 00	
49	18 50	20 00	
50	13 90	15 00	

III. — SCAFERLATIS.

1	94 00	100 00	
2	86 00	60 00	
3	30 00	32 00	Espèces diverses en boîtes ou en paquets.
4	26 25	28 00	
5	22 50	24 00	
11	41 50	45 00	
12	32 50	35 00	Espèces diverses en boîtes de 100 et de 50 grammes.
13	28 00	30 00	

NOS	PRIX DE VENTE à l'intérieur, par kilogramme		OBSERVATIONS
	AUX débitants.	AUX consom- mateurs.	
2	3	4	5
	fr. c.	fr. c.	
TABACS DE VENTE RESTREINTE.			
31	7 20	8 00	Scaferlati { de 3 ^e zone en paquets. de 2 ^e zone en paquets. de 1 ^{re} zone { 2 ^e subdivision } en paquets. 1 ^{re} subdivision }
32	4 40	5 00	
33	2 60	3 00	
34	1 30	1 50	Scaferlati d'hospices, en paquets de 100 grammes. Scaferlati de troupes, en paquets de 100 grammes.
35	4 40	5 00	
36	1 30	1 50	
11	7 20	8 00	Rôles..... { de 2 ^e zone de 1 kilogramme. de 1 ^{re} zone de 1 kilogramme. de troupes de 1 kilogramme.
12	5 30	6 00	
13	1 80	2 00	
11	4 40	5 00	Poudre d'hospice, en tonneaux.

N° 28068. — *DÉCRET concernant la Vente des Allumettes
aux divers Services administratifs de l'État.*

Du 10 Mai 1894.

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

loi du 2 août 1872, qui a attribué à l'État le monopole de la fabri-
de la vente des allumettes chimiques;

du 15 mars 1873;

décret du 30 décembre 1889 ⁽¹⁾;

rapport du ministre des finances,

arrête :

1^{re}. L'administration des manufactures de l'État est autorisée
directement aux divers services administratifs de l'État, des
littes, par caisses entières, sans conditions de poids minimum
des commandes.

La vente sera faite aux prix fixés par les lois et décrets pour les
en gros. Les tarifs accordés aux négociants pour les com-
les formant un poids total de cinq cents (500^k) à cinq mille
grammes (5,000^k) seront appliqués aux services administratifs
des livraisons inférieures à cinq cent kilogrammes (500^k) auto-
s par l'article précédent. Pour ces commandes réduites, les
chandises devront être prises dans les magasins des manufac-
s d'allumettes.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

N° 28069. — DÉCRET portant modification des Tarifs de pilotage

Du 12 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine,

Vu la loi du 15 août 1792, le décret du 12 décembre 1806 sur le pilotage et l'article 8 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu l'ordonnance du 10 août 1841⁽¹⁾ sur le pilotage des vapeurs;

Vu les articles 1 et 2 du décret du 26 août 1881⁽²⁾, relatifs aux attributions du ministre de la marine en matière de police de la navigation maritime en Algérie et à l'application, en Algérie, des dispositions qui régissent ce service en France;

Vu le décret du 23 mars 1886⁽³⁾,

Vu l'instruction réglementaire;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le paragraphe premier de l'article 38 du règlement général annexé au décret du 23 mars 1886 est modifié ainsi qu'il suit :

ART. 38. Les navires du commerce à voiles, français et étrangers, payent pour droit de pilotage, par tonneau de jauge :

A l'entrée	0 ^{fr} 60
A la sortie	0 ^{fr} 60
D'Oran à Mers et Kebir et vice versa.....	0 ^{fr} 60

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine* et au *Bulletin officiel de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 12 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la marine,

Signé : A. LEFÈVRE.

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 129, n° 2074.

⁽²⁾ IV^e série, Bull. 840, n° 9498.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 654, n° 1136.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1008, n° 1656.

N° 28070. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.*

Du 16 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*) pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la réclamation faite par M. J. Rothschild, éditeur, d'une somme de mille quatre cent quarante francs pour ouvrages fournis, en 1892, pour le service des écoles normales primaires;

Considérant que le compte définitif des dépenses de l'exercice 1892 présente au chapitre XLVIII, sur lequel la somme demandée doit être prélevée, un reste disponible pour l'acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de mille quatre cent quarante francs (1,440^f) à imputer sur la somme restée libre sur le crédit inscrit au chapitre XLVIII, ainsi conçu : *Écoles normales primaires, écoles normales supérieures d'enseignement primaire*, du budget de l'exercice 1892.

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos, ouvert à son budget, première section (Service de l'Instruction publique)*, conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

(1) XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

(2) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes

Signé : E. SELLIER.

N° 28071. — DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département du Nord, le Tableau de population n° 4 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891.

Du 21 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu le décret du 31 décembre 1891 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de la population de la France;

Vu les rectifications proposées par le préfet du Nord,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont déclarées, en ce qui concerne le département du Nord, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1891 :

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 4.

ARRONDISSEMENT.	CANTONS.	SECTION.	POPULATION Moyenne de la commune
Lille.....	Baisieux.....	Petit-Baisieux...	opère

2. Les ministres de l'intérieur et de l'instruction publique,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1474, n° 21981.

beaux-arts et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28072. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé devant l'adjoint au maire de Gujan-Matras, délégué spécialement à cet effet par le préfet du département de la Gironde, le 21 octobre 1893, portant concession aux sieurs *Lurroque frères*, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement de la somme de cent douze francs huit centimes, d'une parcelle de terrain provenant de la grève du bassin d'Arcachon, au droit de leur propriété, au port du canal de Mestras; ladite parcelle d'une contenance totale de quatre-vingt-treize mètres carrés quarante décimètres carrés et teintée en rose au plan annexé audit acte. (*Paris, 22 Février 1894.*)

N° 28073. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Buire-sous-Corbie (canton d'Albert, arrondissement de Péronne (département de la Somme), portera, à l'avenir, le nom de *Buire-sur-l'Ancre*. (*Paris, 24 Février 1894.*)

N° 28074. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La commune de Revest-en-Faugat, canton de Saint-Étienne, arrondissement de Forcalquier (département des Basses-Alpes), portera, à l'avenir, le nom de *Revest-Saint-Martin*.

Le chef-lieu communal sera transféré au hameau de Saint-Martin, dépendant de cette commune. (*Paris, 6 Mars 1894.*)

N° 28075. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Wattignies, canton de Maubeuge, arrondissement d'Avesnes (département du Nord) portera, à l'avenir, le nom de *Wattignies-la-Victoire*. (*Paris, 6 Mars 1894.*)

N° 28076. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Un adjoint en sus du nombre déterminé par l'article 75 de la loi du 5 avril 1884 sera nommé dans la section de La Borde, commune d'Auxerre, canton et arrondissement d'Auxerre, département de l'Yonne.

Il remplira, dans cette section, comprenant les bameaux de et de la Tour-Coulon, les fonctions d'officier de l'état civil, en manant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 février (8 mai 1802) et pourra y être chargé de l'exécution des lois et règlements de police. (*Paris, le 29 mars 1893.*)

ERRATUM.

XII^e série, partie principale, *Bulletin des lois* n° 1616. — Page 306, loi n° 21 du 21 décembre 1893.

Au lieu de :

Le département des Vosges est autorisé à s'imposer extraordinairement, à six centimes (0^e 06) additionnels au principal des quatre contributions directes

Lire :

Le département des Vosges est autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans à partir de 1894, six centimes (0^e 06) additionnels au principal des contributions directes, etc.



Certifié conforme :

Paris, le 24^e Juillet 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception de la loi au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Administration nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1631.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28077. — *DÉCRET relatif : 1° à la Suppression de certaines Franchises; 2° à l'admission en franchise de la Correspondance officielle que, les Chefs d'état-major des arrondissements maritimes ont à échanger avec les Commandants des bureaux de recrutement et de mobilisation, avec les Commissaires aux approvisionnement et avec les Directeurs des établissements hors des ports.*

Du 27 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er} Sont supprimées les franchises que les commissaires chargés des bureaux des réservistes de l'armée de mer possèdent avec :

Les chefs du service de la marine;

Les commandants des bureaux de recrutement et de mobilisation;

Les commandants des dépôts de recrutement;

Les commissaires aux approvisionnements;

Les commissaires aux armements;

Les commissaires chargés des bureaux de réservistes de l'armée de mer à Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort et Toulon;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1154, n° 11656.

Les commissaires de l'inscription maritime;
Les commissaires aux revues;
Les commissaires aux subsistances;
Les commissaires aux travaux;
Les commissaires généraux de la marine;
Les directeurs des établissements hors des ports;
Les intendants militaires;
Les maires;
Les présidents des conseils d'administration des bâtiments
Les présidents des conseils d'administration des corps militaires
Les présidents des conseils d'administration des divisions
équipages de la flotte;
Les sous-intendants militaires.

2. Est admise à circuler en franchise, sous bandes, dans la République, la correspondance officielle que les chefs d'état des arrondissements maritimes ont à échanger avec :

Les commandants des bureaux de recrutement et de mobilisation
Les commissaires aux approvisionnements;
Les commissaires aux subsistances;
Les commissaires aux travaux;
Les directeurs des établissements hors des ports.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

N° 28078. — DÉCRET qui modifie l'article 25 du Cahier des charges annexé au décret du 5 février 1890, relatif au Service de remorquage au port de Dieppe.

Du 27 Avril 1894,

(Promulgué au Journal officiel du 17 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le décret du 5 février 1890, qui a autorisé la chambre de commerce de Dieppe à établir et à exploiter un service de remorquage au port de cette ville;

Vu la délibération, en date du 3 octobre 1893, par laquelle la chambre de commerce de Dieppe demande l'élévation de la taxe applicable aux navires sortant chargés;

Vu le dossier d'enquête, notamment le rapport de la commission d'enquête, en date du 15 février 1894;

Vu la lettre du préfet de la Seine-Inférieure, du 5 mars 1894;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 16-19 octobre 1893 et des 19-23 février 1894;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, en date du 9 décembre 1893;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. L'article 25 du cahier des charges annexé au décret du 5 février 1890 est modifié comme suit :

Les taxes maxima qui peuvent être perçues pour l'usage des remorqueurs sont les suivantes :

Remorquage. — Droits d'usage perçus, tant à l'entrée qu'à la sortie.

A. — Droits d'usage à l'entrée :

1^{re} Première zone. — D'un point quelconque situé à moins de 3 milles du musoir de la jetée ouest jusqu'aux écluses d'entrée des bassins Duquesne ou de mi-marée :

Par tonneau de jauge légale..... 0'40'

2^{de} Deuxième zone. — D'un point quelconque situé à moins de 6 milles et à plus de 3 milles du musoir de la jetée ouest jusqu'aux écluses d'entrée des bassins Duquesne ou de mi-marée :

Par tonneau de jauge légale..... 0 30

3^e Les droits d'usage pour les navires entrant sur lest seront réduits de moitié, sans toutefois qu'il soit fait de dérogation aux taxes.

Le minimum de la perception des droits d'usage à l'entrée sera :

4^e Pour un seul navire..... 20 00

5^e Pour deux navires ensemble..... 30 00

6^e Pour trois ou plusieurs navires ensemble..... 40 00

B. — Droits d'usage à la sortie :

Pour conduire les navires à 2 milles au maximum.

7^e Pour les navires chargés :

Par tonneau de jauge légale..... 0 25

8^e Pour les navires sur lest :

Par tonneau de jauge légale..... 0 15

Le minimum de la perception des droits d'usage à la sortie sera :

9^e Pour un seul navire..... 15 00

10^e Pour deux navires ensemble..... 20 00

11^e Pour trois ou plusieurs navires ensemble..... 25 00

Clauses générales.

12^e Seront considérés comme navires chargés, soit à l'entrée, soit à la sortie, ceux pour lesquels le poids du chargement serait égal ou supérieur à la moitié de la jauge légale;

13^e Lorsque deux ou plusieurs navires seront remorqués ensemble, chacun d'eux participera au minimum à payer, proportionnellement à sa jauge;

14^e Les bâtiments de marine militaire payeront les droits d'usage comme les navires de commerce;

15^e Les droits d'usage pour les bateaux de pêche autres que ceux servant à la grande pêche seront réduits de moitié; toutefois les minima indiqués ci-dessus leur

seront appliquées sans réduction, sauf pour les bateaux de pêche jusqu'à quarante tonneaux, qui ne payeront pas plus de sept francs cinquante centimes soit à l'entrée, soit à la sortie;

16° Quand la remorque comprendra des bateaux affectés à la pêche, d'autres navires ne rentrant pas dans cette catégorie, la majoration de tout du jeu des minima portera exclusivement sur ces derniers;

17° Un capitaine de navire qui, s'étant fait inscrire pour prendre une remorque, renoncera, pour un motif quelconque, à en profiter, payera à la remorque, à titre d'indemnité, une somme égale au quart du droit d'usage d'après le tonnage de son bâtiment avec un maximum de quinze francs;

18° Le remorqueur ne fournira pas la remorque.

2. Les ministres des travaux publics et du commerce, de l'agriculture, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 Avril 1894.

Signé : CARROT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28079. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor public pour l'entretien de Tranchées ouvertes sur les chaussées des Routes nationales du département de la Seine.

Du 5 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public par divers particuliers, à titre de fonds de concours, pour l'entretien de tranchées ouvertes sur les chaussées des routes nationales du département de la Seine, une somme totale de deux mille cent quarante-quatre francs quatre-vingt-cinq centimes, savoir :

NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
4620	13 fév. 1894.	M. Redde.....	100
5029	17 fév. 1894.	La compagnie parisienne du gaz.....	1,000
6627	5 mars 1894.	M. Barthelemy.....	27
7123	9 mars 1894.	La compagnie générale des eaux.....	1,500
		TOTAL comme ci-dessus.....	2,127

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

tre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, première section, chapitre xxiii : ponts — Travaux ordinaires — Entretien, pour l'emploi de concours, un crédit additionnel de deux mille cent quatre-vingt-cinq centimes (2,144'85), appliqué à l'entretien de tranchées ouvertes sur les chaussées des routes du département de la Seine.

Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent aux ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 5 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JONNART.

2. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans deux communes du département de la Gironde.

Du 5 Mai 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'intérieur;

la loi du 2 mai 1885 et le décret réglementaire du 4 août (1) sus-

visées; les délibérations prises par les conseils municipaux des deux communes sus-

visées; émis, à la date du 25 janvier 1894, par la commission départementale de la Gironde, statuant en vertu d'une délégation du conseil général du 10 septembre 1887;

sur les conclusions du rapport du préfet et les autres pièces de l'affaire;

la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des arts du Conseil d'État entendue,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans les

deux communes du département de la Gironde comprises dans le tableau ci-dessous, est fixée ainsi qu'il suit :

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMMUNES.	VARIÉ.	
		classe de la première catégorie.	
1	Saint-Michel-de-Fronsac.....	1 ^{re}	
2	Loupiac-de-Blaignac.....	2 ^e	

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28081. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de concours versés au Trésor public pour l'entretien de la Route nationale n° 10, entre Sèvres et Versailles.

Du 5 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'entretien des routes nationales;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi de fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 2534) du trésorier général du département de Seine-et-Oise, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 6 mars 1894, par la compagnie générale des omnibus de Paris, une somme de treize mille cent quatre-vingt-huit francs, à titre de fonds de concours, pour l'entretien, en 1893, de la route nationale n° 10, entre Sèvres et Versailles;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre 1^{er}, Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien, pour l'emploi

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

fonds de concours, un crédit additionnel de treize mille trois cent quatre-vingt-huit francs (13,388^f) applicable à l'entretien, pendant l'année 1893, de la route nationale n° 10, entre Sèvres et Versailles.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BUREAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28082. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Entretien des chaussées ouvertes sur les Routes nationales n° 1, 13, 34, 190 et 192, dans le département de la Seine.

Du 5 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 4491, 7987 et 8695 bis) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 12 février, 17 et 24 mars 1894, par M. Vavasseur, par la compagnie des eaux de la banlieue et par la ville de Vincennes, une somme totale de cent cinquante-neuf francs trois centimes (13^f 65 + 112^f 70 + 32^f 68), à titre de fonds de concours, pour l'entretien de tranchées ouvertes sur les routes nationales n° 1, 13, 34, 190 et 192, dans le département de la Seine;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre xxiii : Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien, pour l'emploi de

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

fonds de concours, un crédit additionnel de cent cinquante francs trois centimes (159^f 03) applicable à l'entretien des routes ouvertes sur les routes nationales n^{os} 1, 13, 34, 190 et 192, dans le département de la Seine.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N^o 28083. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur le budget de 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'Entretien des Rues de France et Masséna (Route nationale n^o 7), dans le département de la Seine.

Du 5 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n^o 2571) du trésorier général du département des Alpes-Maritimes, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 27 mai 1893, par la compagnie des tramways de Nice, une somme de cinq cent soixante-six francs soixante-sept centimes, à titre de fonds de concours pour l'entretien, en 1893, des rues de France et Masséna, à Nice (Route nationale n^o 7);

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre 1^{er}, Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien, pour l'emploi des fonds de concours, un crédit additionnel de cinq cent soixante-six francs soixante-sept centimes (566^f 67) applicable à l'entretien, par

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n^o 10527.

dant l'année 1893, des rucs de France et Masséna (route nationale n° 7), à Nice.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28084. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Frais d'exécution du Nivellement général du territoire de la commune de Lens (Pas-de-Calais),

Du 5 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 1346) du receveur des finances de l'arrondissement de Béthune (Pas-de-Calais), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 10 mars 1894, par la commune de Lens, une somme de deux mille trois cent vingt-sept francs, à titre de fonds de concours, pour les frais d'exécution du nivellement général du territoire de ladite commune;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre au : *Nivellement général de la France — Opérations et représentation graphique*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux mille trois cent vingt-sept francs (2,327^f), applicable aux frais d'exécution du nivellement général du territoire de la commune de Lens (Pas-de-Calais).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1043, n° 10517.

moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*...

Fait à Paris, le 5 Mai 1894,

Signé: CARNOT

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : LONJAY.

N° 28085. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.

Du 5 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 69 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter, pendant l'année 1894, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de cent vingt millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de cent millions de francs;

Vu les décrets n° 91 et 113 des 15⁽¹⁾ et 30 mars 1894⁽²⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions ratifiées aux dites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels tant à un million huit cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1882⁽³⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé n° 10387 du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 avril 1894, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme de huit cent mille francs, pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'Etat sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1625, n° 2-611.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1627, n° 28007.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 1057.

Ministère de l'exercice 1894; deuxième section, chapitre XXV:
Fonds de chemins de fer exécutés par l'Etat, pour l'emploi
 de concours versés par la compagnie des chemins de fer
 en exécution de la convention de 1883, un crédit addi-
 de huit cent mille francs (800,000).

sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au
 des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de*
versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des
de 1883.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont
 chargés, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
 qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, 16th Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JORNART.

6. Décret qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1893,
 édit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'Entretien
 militaires au Prytanée militaire.

Paris, 16th Mai 1894.

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

la proposition du ministre de la guerre,

la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du
 de la guerre pour l'exercice 1893;

le décret du 14 septembre 1893, qui a attribué au département de la
 l'enchèvement du legs universel fait à l'Etat par le sieur Henry
 l, une rente annuelle et perpétuelle de huit mille cinq cents francs,
 intégralement affectés au service de dix bourses sans trousseau au
 militaire de la Flèche;

la déclaration constatant qu'une somme de deux mille cent vingt-cinq
 représentant la part de cette rente afférente au quatrième trimestre
 de l'exercice 1894, a été versée à la caisse centrale de la Seine, par le trésorier gé-
 de la Seine, le 2 mars 1894;

l'article 2 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du
 de l'exercice 1840;

l'article 52 du décret du 21 mai 1862, relatif aux fonds de con-

CRÈTE :

Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de la pre-

nière section du budget de l'exercice 1893, un crédit de deux cent vingt-cinq francs 2,25, qui sera affecté à l'entretien, pendant le quatrième trimestre de cet exercice, de dix boursiers sans traitement au Prytanée militaire de la Flèche. Ce crédit sera réparti en chapitres ainsi qu'il suit :

CHAP. VII. Ecoles militaires matériel	15
— VIII. Habillement et campement matériel d'exploitation	10
TOTAL égal	25

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la caisse des dépôts et consignations.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,
Signé : A. MERCIER.

N° 28087. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Frais de location du Magasin d'habillement de Nantes.*

Du 7 Mai 1894,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1893;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Nantes, le 3 février 1893, pour la location des immeubles occupés par le magasin central d'habillement et de campement de cette place;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de mille cinq cents francs a été versée au Trésor, par la ville dans il s'agit, le 19 mars 1894, pour la contribution dans la dépense de location du deuxième semestre 1893;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre III

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Habillement et campement — *Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1893, un crédit de mille cinq cents francs (1,500^f), qui sera affecté à la location du magasin d'habillement de Nantes.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Nantes.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28088. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à diverses Dépenses.*

Du 7 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu la convention passée entre l'État et M. *Binault-Dubois*, propriétaire à Lille, le 20 janvier 1894 et stipulant, pour ce dernier, l'engagement de concourir, pour une somme de deux cent quatre-vingt-un francs soixante centimes (moitié de la dépense) à la reconstruction d'un mur mitoyen à la caserne Vandamme;

Vu les conventions passées entre l'État et :

1° La ville d'Amiens, pour la location du champ de manœuvres et de tir de la garnison de cette place;

2° La ville de Dijon, pour la location d'un champ de manœuvres et de tir;

3° La ville de Saint-Nicolas-du-Port, pour la location d'un champ de manœuvres;

4° Le département de la Gironde, pour l'entretien du dépôt de remonte de Mérignac;

5° Le gouvernement tunisien, pour la construction, à la Golette, du casernement définitif des troupes françaises;

Vu l'état des sommes versées au Trésor par les parties ci-dessus désignées, en exécution desdites conventions;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 62 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

(1) 11^e série, Bull. 1043, n° 10327.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le **chapitre XLIX : Établissements du génie — Matériel d'exploitation**, de la première section du budget de l'exercice 1894, un crédit de dix mille six cent cinquante-cinq francs quatre-vingt-seize centimes (70,655^{fr} 96), qui sera affecté aux dépenses ci-après :

Lille. — Reconstruction d'un mur mitoyen à la caserne Vandamme.....	281 ^{fr} 00
Amiens. — Location d'un champ de manœuvres et de tir.....	4,000 ^{fr} 00
Dijon. — Location d'un champ de manœuvres et de tir.....	745 ^{fr} 00
Saint-Nicolas-du-Port. — Location d'un champ de manœuvres.....	651 ^{fr} 50
Mérignac. — Entretien du dépôt de remonte.....	3,000 ^{fr} 00
La Goulette. — Construction du casernement définitif des troupes françaises.....	60,000 ^{fr} 00
TOTAL ÉGAL.....	70,655^{fr} 96

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les particuliers, villes et communes, établissements publics, départements, provinces, colonies, territoires de l'étranger, et par les versements désignés d'autre part.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,
Signé : A. MERCIER.

N° 28089. — DÉCRET qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1894, un Crédit destiné au paiement de Dettes antérieures, provenant de retenues sur les Primes à la Construction et à la Navigation.

Du 16 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que les produits des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893, seront affectés, en partie, à la Caisse des Invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes des marins-marchands*, et que des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine;

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 11 mai 1894;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1894, au titre du budget annexé de la caisse des invalides de la marine, en somme égale aux recettes constatées au compte : Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande, un crédit de cent quatre-vingt-dix mille soixante et un francs six centimes (190,061⁰⁶) destiné au paiement : 1^o de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles; 2^o de subventions aux hôtels de marins ou à toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1894, au chapitre spécial ouvert à cet effet et intitulé : Secours aux marins naufragés ou à leurs familles et subventions aux hôtels de marins, etc.

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues faites en 1894 sur les primes à la construction et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé A. BURDEAU.

Le Ministre de la marine,

Signé : A. LEFÈVRE.

N° 28090. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893 pour l'exécution de divers Travaux maritimes.

Du 18 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1892, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

⁽¹⁾ *Série, Bull. 1577, n° 16959.*

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets, en date des 13 avril ⁽²⁾, 22 juin ⁽³⁾, 15 juillet ⁽⁴⁾, 9 octobre ⁽⁵⁾, 15 ⁽⁶⁾ et 30 novembre 1893 ⁽⁷⁾ et 25 janvier 1894 ⁽⁸⁾, qui ont autorisé le ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours, divers crédits additionnels comprenant notamment les sommes ci-après :

CHAPITRES.	ENTREPRISES auxquelles les crédits sont applicables.	CANAL de SUEZ
BUDGET ORDINAIRE. 2 ^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. CHAP. I. Amélioration et extension des ports mari- times.....	DÉCRET N° 135, DU 13 AVRIL 1893. Approfondissement du bassin Vauban, au port du Havre.....	50,000
	DÉCRET N° 156, DU 22 JUIN 1893. Établissement de roches ferrées sur les quais du port de Marseille.....	2,100
	Amélioration de la baie de Somme.....	11,700
	Amélioration du port de Ropes. (Loi du 8 août 1879.).....	21,200
	DÉCRET N° 302, DU 15 JUILLET 1893. Construction du phare d'Eckmühl, sur la pointe de Penmark (Finistère).....	300,000
	DÉCRET N° 381, DU 9 OCTOBRE 1893. Amélioration du chenal maritime et du bassin à flot du port de Marseilles.....	100,000
	Amélioration du port de Saint-Servan-Saint- Malo.....	26,500
	Amélioration du port de Saint-Nazaire.....	300,000
	Construction d'un abri pour les bateaux de pêche au port de Cherbourg.....	7,000
	Amélioration de l'entrée de l'Adour au port de Bayonne.....	190,000
1 ^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES. CHAP. XXIX. Ports mariti- mes. Travaux ordinaires.	DÉCRET N° 411, DU 15 NOVEMBRE 1893. Construction d'un mur de quai au port de Dahouet et curage dudit port.....	15,000
	Construction d'un abri pour les bateaux de pêche au port de Cherbourg.....	7,000
	DÉCRET N° 434, DU 30 NOVEMBRE 1893. Élargissement de la coupure des fortifications de la place de Rochefort.....	2,500
	Comblement de la cale et abaissement du grand quai au port de Tréguier.....	3,200
	Construction d'un môle avec terre-plein au port d'Orange (Saint-Pierre-de-Quiberon)....	15,000
	Prolongement de l'estacade du port de Gravelly.	1,500
	DÉCRET N° 19, DU 25 JANVIER 1894. Construction d'une cale au port de Lanveoc...	1,700

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1556, n° 20508.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1571, n° 20830.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1572, n° 20857.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1599, n° 21217.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1599, n° 21351.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1599, n° 21354.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 1615, n° 21494.

documents administratifs desquels il résulte que, sur les crédits
alloués, il reste actuellement sans emploi, savoir :

ARTICLES.	ENTREPRISES.	CRÉDITS couverts.	SOMMES NON EMPLOYÉES	
			par entreprise.	par chapitre.
ORDINAIRE.	Élargissement de la coupe des fortifications de la place de Rochefort.....	2,583 ^f 15 ^c	144 ^f 44 ^c	
	Comblement de la cale et abaissement du grand quai au port de Tréguier.....	3,200 00	1,801 70	
	Construction d'un môle avec terre-plein au port d'Orange (Saint-Pierre-de-Quiberon).....	15,000 00	5,000 00	10,130 ^f 81 ^c
	Prolongement de l'estacade du port du Crotoy.....	1,500 00	1,484 67	
	Construction d'une cale au port de Lanvéoc.....	1,700 00	1,700 00	
	Approfondissement du bassin Vauban au port du Havre.....	50,000 00	23,000 00	
	Établissement de voies ferrées sur les quais du port de Marseille.....	2,145 47	2,145 47	
	Amélioration de la baie de Somme.....	41,718 88	25,077 57	
	Amélioration du port de Rouen. (Loi du 8 août 1879.).....	41,033 99	122 07	
	Construction du phare d'Eckmühl, sur la pointe de Penmark.....	300,000 00	262,064 49	
TRAORDINAIRES.	Amélioration du chenal maritime et du bassin à flot du port de Marrennes.....	100,000 00	78,511 10	660,680 38
	Amélioration du port de Saint-Servan-Saint-Malo.	26,503 54	15,795 95	
	Amélioration du port de Saint-Nazaire.....	300,000 00	62,274 64	
	Construction d'unabri pour les bateaux de pêche au port de Cherbourg (7,000 ^f + 7,000 ^f).	14,000 00	11,646 57	
	Amélioration de l'entrée de l'Adour au port de Bayonne.....	190,000 00	155,114 52	
	Construction d'un mur de quai au port de Dahouet et curage dudit port...	25,000 00	24,928 00	
TOTAL des sommes non employées....			670,811 19	

Considérant que le reliquat de dépenses peut être reporté à l'exercice 1894, en vertu des dispositions de l'article 52 du décret du 31 mai 1862.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 11 mai 1894.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère des travaux publics, exercice 1894, une somme de six cent soixante-dix mille huit cent onze francs dix-neuf centimes (670,811^{fr} 19) provenant de concours et non employée sur les crédits ouverts, exercice 1893.

Ladite somme de six cent soixante-dix mille huit cent onze francs dix-neuf centimes, applicable aux entreprises ci-après désignées répartie ainsi qu'il suit, savoir :

CHAPITRES.	ENTREPRISES.	CHIFFRES OUVERTS	
		par entreprise.	P. d.
BUDGET ORDINAIRE.			
1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.			
CHAP. XXI. Ports maritimes. — Travaux ordinaires.....	Élargissement de la coupure des fortifications de la place de Rochefort.....	144 ^{fr} 44	
	Comblement de la cale et abaissement du grand quai au port de Tréguier.....	1,801 70	
	Construction d'un môle avec terre-plein au port d'Orange (Saint-Pierre-de-Quiberon).....	5,000 00	12,3
	Prolongement de l'estacade du port du Crotoy.....	1,484 67	
	Construction d'une cale au port de Lanvéoc.....	1,700 00	
	Approfondissement du bassin Vauhan, au port du Havre.....	3,000 00	
	Établissement de vides ferrés sur les quais du port de Marseille.....	2,145 47	
	Amélioration de la bote de Bonnes.....	5,077 57	
	Amélioration du port de Rouen. (Loi du 8 août 1879.).....	132 07	
	Construction du phare d'Heligoland sur la pointe de Penmark.....	262,064 49	
2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.			
CHAP. LXIII. Amélioration et extension des ports maritimes.....	Amélioration du chenal maritime et du bassin à flot du port de Marennes.....	78,511 10	86,60
	Amélioration du port de Saint-Servan-Saint-Malo.....	15,795 95	
	Amélioration du port de Saint-Nazaire.....	12,274 64	
	Construction d'un abri pour les bateaux de pêche au port de Cherbourg.....	11,646 57	
	Amélioration de l'entrée de l'Adour au port de Bayonne.....	155,114 52	
	Construction d'un mur de quai au port de Dahouët et curage dudit port.....	24,928 00	
	TOTAL EGAL.....		670,811

(1) xi^e série, Bull. 1045, n^o 10527.

reille somme de six cent soixante-dix mille huit cent onze
 lix-neuf centimes est et demeure annulée, dans la proportion
 des chapitres ci-après du budget du ministère des travaux
 publics, exercice 1893, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

P. XXIX. Ports maritimes. — Travaux ordinaires..... 10,130^{fr} 81^c

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Amélioration et extension des ports maritimes
 Lignes..... 660,689^{fr} 38^c

TOTAL..... 670,814^{fr} 19^c

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au
 des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de
 ars, pour les entreprises mentionnées audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont
 chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
 décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 16 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JONNART.

Le DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique, des
 beaux-arts et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes
 à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Don 16 Mai 1894.

P. PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et
 des cultes ;

La loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des
 dépenses de l'exercice 1894 ;

Les états de créances liquidées à la charge du département de l'in-
 struction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (Service
 d'instruction publique), pour l'exercice 1892 ;

L'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif de l'exercice 1892 présente un déficit portant les numéros 48 et 50, sur lesquels les sommes restant à payer doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de mille cinq cent vingt francs (1,520'), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892	{	chapitre XLVIII.....	1.520'
		chapitre L.....	

ENSEMBLE..... 1.520'

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 126 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : E. SPULLER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 440, n° 511C.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28092. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893, applicable à des Travaux de Navigation intérieure.*

Du 16 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets n° 260 et 395, en date des 22 juin⁽²⁾ et 9 novembre 1893⁽³⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre xxviii : *Navigation intérieure — Canaux — Travaux ordinaires*, divers crédits additionnels comprenant les sommes ci-après :

Décret n° 260, du 22 juin 1893 :

Reconstruction du pont tournant de Bénouville (canal de Caen à la mer)	1,449 41
Reconstruction du pont des Meuniers, sur le canal d'Harebrouck	7,000 00
Travaux de canalisation du Stewart ou Audruek	5,000 00

Décret n° 395, du 9 novembre 1893 :

Élargissement du pont de l'écluse de Troyes, sur le canal de la Haute-Seine	22,500 00
Réfection du tablier du pont de halage sur l'Ille, à Rennes (canal d'Ille-et-Rance)	4,000 00

TOTAL

40,949 41

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le montant des crédits susmentionnés, qui s'élèvent ensemble à quarante mille neuf cent quarante-neuf francs quarante et un centimes, il reste actuellement disponible une somme de seize mille huit cent soixante-deux francs quatre-vingts centimes, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1894, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 31 mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre xxx : *Navigation intérieure — Canaux — Travaux ordinaires*, une somme de seize mille huit cent soixante-deux francs quatre-vingts centimes (16,862⁸⁰) provenant de fonds de

⁽¹⁾ 41^e série, Bull. 1045, n° 10597.

⁽²⁾ 41^e série, Bull. 1599, n° 27350.

⁽³⁾ 41^e série, Bull. 1571, n° 26831.

concours et non employée sur les crédits ouverts au chapitre pendant de l'exercice 1893.

Ladite somme de seize mille huit cent soixante-deux francs vingt centimes est applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Reconstruction du pont tournant de Bénéville (canal de Caen à la mer).....	800
Reconstruction du pont des Meuniers, sur le canal de Hasebroeck.....	3,000
Travaux de canalisation du Stawart ou Andruick.....	1,000
Élargissement du pont de l'Écluse de Troyes (canal de la Haute-Seine).....	3,000
Réfection du tablier du pont de balage sur l'Ille, à Bonnières (canal d'Ille-et-Rance).....	1,000
TOTAL ÉGAL.....	16,802

2. Pareille somme de seize mille huit cent soixante-deux francs vingt centimes est et demeure annulée au budget du ministère des travaux publics, exercice 1893, première partie, chapitre xxviii : Navigation intérieure — Canaux — Travaux nautiques.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} aux ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JOURNAL.

N^o 28093. — *Décret qui ouvre, au Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'instruction publique.*

Du 17 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Sur l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes et par des particuliers, une somme de quinze mille deux cent vingt-neuf francs quarante-quatre centimes pour servir, pendant l'exercice 1893, au paiement des traitements des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques exerçant dans des emplois créés sous la réserve que les communes ou les particuliers se chargeront du paiement des traitements des instituteurs occupant lesdits emplois et verseront le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 11 mai 1894,

DÉCRET.

Art. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1893, chapitre LII : Enseignement primaire en France, moins les villes de plus de cent mille âmes, un crédit de la somme de quinze mille deux cent vingt-neuf francs quarante-quatre centimes (15,229⁴⁴).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Mai 1894.

Signé : GARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. STÜLLER.

N° 28094. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'Établissement du Chemin de fer de Saint-Laurent à Morez.*

Du 19 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10517.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 798) du trésorier général du département de la Haute-Saône constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 10 mars 1894, par le département, une somme de cent trente-six mille six cent quatre-vingt-neuf francs vingt-trois centimes, à titre de fonds de concours, pour l'établissement des chemins de fer de Saint-Laurent à Morez;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 17 mai 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour le fonds de concours, un crédit additionnel de cent trente-six mille six cent quatre-vingt-neuf francs vingt-trois centimes (136,689 fr. 23 c.), applicable à l'établissement du chemin de fer de Saint-Laurent à Morez.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : JONVART.

N° 28095. — DÉCRET qui reconnaît la Maison d'arrêt et de correction de Béthune (Pas-de-Calais) comme Établissement affecté à l'Emprisonnement individuel des Détenus des deux sexes.

Du 25 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales;

Vu le décret du 26 janvier 1882 ⁽²⁾;

Vu l'avis du conseil supérieur des prisons;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La maison d'arrêt et de correction de Béthune,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 689, n° 1166.

tement du Pas-de-Calais, est reconnue comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28096. — *DÉCRET qui approuve la substitution de la Compagnie générale des Omnibus à la Compagnie générale parisienne de Tramways, comme rétrocessionnaire de la partie extra-muros du Tramway de Montreuil à la place de la Nation.*

Du 26 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 30 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu le décret du 9 août 1873 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé au département de la Seine un réseau de voies ferrées, dans Paris et sa banlieue, comprenant, notamment, une ligne de Montreuil à la place de la Nation (anciennement place du Trône);

Vu les décrets des 18 octobre 1873 ⁽²⁾ et 5 juin 1875 ⁽³⁾, qui ont approuvé, notamment, les traités passés par le département de la Seine, d'une part, avec la compagnie générale des omnibus, pour la rétrocession de la partie *intra-muros* de ladite ligne; d'autre part, avec la compagnie des tramways extérieurs (réseau sud), pour la rétrocession de la partie *extra-muros*;

Vu le décret du 6 août 1890, qui a autorisé la substitution de la compagnie générale parisienne de tramways à la compagnie des tramways sud de Paris;

Vu le décret du 5 juin 1891 ⁽⁴⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé à la compagnie générale des omnibus l'établissement d'une ligne de tramway de la place de la Nation au Châtelet;

Vu, notamment, l'article 4 des conventions passées : 1° entre l'État et la compagnie générale des omnibus; 2° entre l'État et la compagnie générale parisienne de tramways, article en vertu duquel les deux compagnies ont pris l'engagement de s'entendre pour assurer le transport, sans transbordement, entre Montreuil et le Châtelet, soit au moyen d'un traité de traction, soit par tout autre arrangement équivalent;

Vu les lettres, en date du 8 juin 1892 et du 2 décembre 1893, par lesquelles la compagnie générale des omnibus demande à être substituée à la compagnie générale parisienne de tramways comme rétrocessionnaire de la partie *extra-muros* de la ligne de tramway de Montreuil à la place de la Nation;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 169, n° 2538.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 195, n° 2929.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 258, n° 4220.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1411, n° 23818.

Vu les lettres de la compagnie générale parisienne de tramway, en date des 21 juin 1892 et 27 décembre 1893, relatives au même objet;

Vu les délibérations du conseil général de la Seine, en date des 11 1892, 28 décembre 1893 et 23 avril 1894;

Vu le rapport des ingénieurs du contrôle, en date des 5-7 décembre 1893;

Vu les lettres du préfet de la Seine, en date des 13 janvier et 1894;

Vu la lettre de la compagnie générale des omnibus, en date du 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 et, notamment, l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution de la compagnie générale des omnibus à la compagnie générale parisienne de tramway comme rétrocessionnaire de la partie *extra-muros* du tramway de Montreuil à la place de la Nation.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

N° 28097. — DÉCRET portant augmentation du nombre des Juges titulaires et des Juges suppléants du Tribunal de commerce de Flers (Orne).

Du 28 Mai 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi du 30 janvier 1791, qui a créé le tribunal de commerce de Tinchebray;

Vu le décret du 26 novembre 1871 ⁽¹⁾, qui a transféré à Flers le dudit tribunal de commerce de Tinchebray;

Vu l'article 617 du Code de commerce;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes;

Le Conseil d'État entendu;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges du tribunal de commerce de Flers (Orne) est porté de trois à quatre.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 112, n° 1532.

Le nombre des juges suppléants est porté de deux à quatre.

En conséquence, ce tribunal sera composé, à l'avenir : d'un président, de quatre juges titulaires et quatre juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : ANTONIN DUBOST.

N° 28098. — *DÉCRET qui modifie les articles 1, 3, 5 et 6 du décret du 30 décembre 1884, portant Règlement d'administration publique pour l'Organisation de l'Administration centrale du Ministère de la justice.*

Du 8 Juin 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 16 de la loi du 29 décembre 1882, ainsi conçu :

~~« Avant le 1^{er} janvier 1884, l'organisation centrale de chaque ministère sera réglée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Journal officiel*. Aucune modification ne pourra être apportée que dans la même forme et avec la même publicité; »~~

Vu le décret du 30 décembre 1884⁽¹⁾, concernant l'organisation de l'administration centrale du ministère de la justice;

Vu les décrets des 29 décembre 1888⁽²⁾, 22 novembre 1890⁽³⁾, 13 février 1892⁽⁴⁾ et 24 décembre 1893⁽⁵⁾, portant modification du décret précédent;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 1, 3, 5 et 6 du décret du 30 décembre 1884 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 1^{er}. — L'administration centrale du ministère de la justice comprend, outre le cabinet du ministre, trois directions et une division.

« Le nombre et les attributions des bureaux dont se composent le

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 902, n° 15136.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1211, n° 20071.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1365, n° 22881.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1457, n° 24650.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1604, n° 27443.

cabinet, les directions et la division, ainsi que le nombre des chefs et sous-chefs de bureau, sont fixés conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES SERVICES.	DIREC- TEURS.	CHEF de division.	CHEF de bureau.
CABINET DU MINISTRE.			
Bureau du cabinet et de l'enregistrement.....	1	1	1
Services rattachés au cabinet (bibliothèque et archives).....	1	1	1
Direction des affaires criminelles et des grâces.....	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Affaires criminelles.....	1	1	1
2 ^e bureau. — Grâces.....	1	1	1
3 ^e bureau. — Statistique et casier central.....	1	1	1
4 ^e bureau. — Frais de justice.....	1	1	1
Direction des affaires civiles et du sccau.....	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Administration et législation.....	1	1	1
2 ^e bureau. — Officier ministériel.....	1	1	1
3 ^e bureau. — Sccau.....	1	1	1
Direction du personnel.....	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Cours, tribunaux et justices de paix de France.....	1	1	1
2 ^e bureau. — Services judiciaires de l'Algérie, de Tunisie et des colonies.....	1	1	1
Division de la comptabilité.....	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Comptabilité.....	1	1	1
2 ^e bureau. — Pensions.....	1	1	1
Service du matériel.....	1	1	1
TOTAUX.....	3	1	10

Le nombre total des rédacteurs ne peut dépasser trente, dont dix-huit, dont un commis teneur de livres, et celui des péditionnaires quinze. »

(Le reste comme à l'article 1^{er} ancien.)

« Art. 3. — Le traitement et les classes du personnel de l'administration centrale sont fixés ainsi qu'il suit :

7 directeurs (affaires criminelles et grâces; affaires civiles et sccau).....	15,000
1 directeur (personnel).....	12,000
1 chef de division.....	10,000
10 chefs de bureau :	
1 ^{re} classe (3 au maximum).....	9,000
2 ^e classe.....	7,500
3 ^e classe (3 au minimum).....	6,000
13 sous-chefs de bureau :	
1 ^{re} classe (2 au maximum).....	6,000
2 ^e classe.....	5,000
3 ^e classe (6 au minimum).....	4,000

48 rédacteurs, commis et stagiaires :

1 ^{re} classe.....	4,000 ^f
2 ^e classe.....	3,500
3 ^e classe.....	3,000
4 ^e classe.....	2,500
5 ^e classe.....	2,200
Stagiaires.....	1,500

(Le reste comme à l'article 3 ancien.)

« Art. 5. — Il est institué, sous la présidence du sous-secrétaire d'État ou, à son défaut, du plus ancien directeur, un conseil d'administration composé des directeurs, du chef de division et du chef du cabinet du ministre. »

(Le reste comme à l'article 5 ancien.)

« Art. 6. — Les directeurs et le chef de division sont nommés, sans condition d'origine, par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre. »

(Le reste comme à l'article 6 ancien.)

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

N° 28099. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Brive (Corrèze) à l'effet d'élire un Député.

Du 12 Juin 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes ;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés ;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾ ;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples ;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux ;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 26771.

Vu l'extrait des procès-verbaux des délibérations de la Chambre des députés, duquel il résulte que, dans la séance du 10 mai 1894, la Chambre a invalidé les pouvoirs de M. Mielvacque, élu député de la première circonscription de Brive (Corrèze),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Brive (Corrèze) est convoqué pour le dimanche 8 juillet 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 1^{er} du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, au tableau des dites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28100. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (composé et signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 79, dans le sommet de la montée des Vignes (Corrèze), suivant la direction générale indiquée par un trait rouge sur le plan ci-joint, lequel plan a été visé par l'ingénieur en chef, le 12 avril 1893, lequel plan est annexé au présent décret.

L'ancienne route sera déclassée du jour où la nouvelle aura été mise à la circulation sur tout son parcours;

2° La dépense, évaluée à trente mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales;

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme faite et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret (Paris, 3 Mars 1894.)

N° 28101. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 80, dans la traverse de Chissey-en-Morvan (Saône-et-Loire), suivant la direction générale indiquée par une teinte rose sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 30 janvier 1893, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne route sera déclassée du jour où la nouvelle aura été livrée à la circulation sur tout son parcours; elle sera remise à la commune de Chissey-en-Morvan pour recevoir l'affectation indiquée dans la délibération du conseil municipal de ladite commune, en date du 1^{er} octobre 1893.

2° La dépense, évaluée à vingt-quatre mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales;

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Paris, 6 Mars 1894.*)

N° 28102. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement d'une dérivation de la Seine, entre Bray et la Tombe (Seine-et-Marne), suivant les dispositions de l'avant-projet présenté, les 22-26 avril 1893, par les ingénieurs du service de la navigation de la Seine;

2° La dépense, évaluée à un million cinq cent mille francs, sera imputée sur les crédits inscrits annuellement à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics pour amélioration des rivières;

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Paris, 8 Mars 1894.*)

N° 28103. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 16 janvier 1894, devant le préfet d'Ille-et-Vilaine, portant concession au sieur Bilard (*Louis*), aux clauses et conditions stipulées et moyennant le prix de quarante-deux francs dix-huit centimes, d'une parcelle de terrain domanial, d'une contenance de six mètres carrés quatre-vingt-deux décimètres carrés, à conquérir sur le lit de la rivière de Vilaine, au droit de la propriété du concessionnaire, à Rennes, et désignée par une teinte rose sur le plan annexé audit contrat. (*Paris, 14 Mars 1894.*)

N° 28104. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts
(cultes) portant ce qui suit :

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes
au nom de l'État, est autorisé à accepter, aux clauses et conditions insérées
dans l'acte notarié du 3 juin 1893, la donation faite à l'école nationale
des beaux-arts par la dame *Sophie-Anais Périac*, veuve *Saint-Agnan*
d'un titre de rente trois pour cent de mille francs. (*Paris, 18 Avril 1894*)



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Juillet 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du décret
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Journal des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1632.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28105. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 12 Mai 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le premier trimestre de l'année 1893, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Mai 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : TERRIER.

BREVETS D'INVENTION.

225001. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Patin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Commutateur bi-polaire à haute tension pour un nombre de machines différant du nombre de circuits.

225002. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Christ, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Broyeur de cannes à sucre.

- 225003. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1892; Oswald, représenté par B. L. aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Presse perfectionnée à imprimer en leurs.
225004. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Hosmer, représenté par B. L. aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines de vapeur.
225005. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Jensen, représenté par B. L. aîné, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Instrument combiné formant canne, jauge et de cordonnier.
225006. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Bates, représenté par Brandon à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à roter.
225007. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Stewart, représenté par B. L. et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système d'appareil pour le tir au fusil et à la carabine.
225008. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Hilton et Wilson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de ou de râteau destiné à la pêche des huîtres, etc.
225009. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Coppée, représenté par la Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil mécanique destiné au gement du coke, appelé *Récepteur-chargeur de coke*.
225010. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Lamplugh, représenté par à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux sièges des bicycles, tricycles et autres vélocipèdes.
225011. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Szubaneck, représenté par G. vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Garnitures et bordures en remplaçant les articles en passementerie.
225012. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Lambinet et Cuvroy, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle pour presse-étoupes, composée de bronze anti-friction et tresse métallique.
225013. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Bellier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application des trembles production automatique de résistances vibratoires.
225014. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Bouquillon de Jarcy, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de ment des matières de vidange en vue de leur enrichissement et de leur cation.
225015. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Houseman, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements machines à tricoter circulaires.
225016. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Hüttmann et Spieckermann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de briquettes au moyen des menus de houille, de lignite et de charbon.
225017. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Scholz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour donner aux d'aluminium un revêtement de sels d'aluminium insolubles dans l'eau, les propres à recevoir une impression lithographique.
225018. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Carage, rue Jeanne-d'Arc, à Nancy. — Fabrication des cercueils en ciment et métal léger.
225019. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Delor, chemin de la Charnière, au Bouscat, près Bordeaux (Gironde). — Mécanisme d'engrenage intérieur pour vélocipèdes.
225020. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Lamy et les sieurs Tascher de la Croix-Blanche, n° 65, à Bordeaux. — Boucle amovible.
225021. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; de Susini, représenté par D. à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Moteur à vapeur d'éther chlorhydrique ou de liquides volatils à basse température d'ébullition, utilisant les calories actuelles non utilisables dans les moteurs de Susini.
225022. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Ragouey, représenté par D. à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Perfectionnements dans la construction des vélocipèdes.

225023. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; A. Piel et fils (société), à Paris, rue Meslay, n° 31. — Nouveau système de patin pour boutons de manchettes, cols et devants de chemises, dit *l'Éclair*.

225024. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892, Didier, représenté par Caignard, à Paris, rue Richer, n° 54. — Nouveau système de fixation des jantes en caoutchouc pour vélocipèdes.

225025. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Bourgain, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de compas dit *Compas scolaire*.

225026. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Linderoth, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 15. — Disposition pour échanger des sacs de poste avec un train de chemin de fer en marche.

225027. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Orr, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les purgeurs.

225028. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Foley, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

225029. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Bontemps, représenté par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Nouveau pneumatique de sûreté.

225030. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Knox, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux voies permanentes des chemins de fer.

225031. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Valli, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans la fabrication des fleurs artificielles et articles similaires et nouveaux produits ainsi obtenus.

225032. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Des Georges, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Application nouvelle du frein à coin, système *Des Georges*, aux appareils élévateurs en général, tels que ascenseurs, monte-charges, bennes de mines, grues, etc., et disposition réalisant ladite application.

225033. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Firminiac, à Paris, boulevard Haussmann, n° 19. — Séparation par le froid produit par des machines à glace, des substances en dissolution dans des liquides.

225034. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Gœrtinger, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Compas de proportion.

225035. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Strüwer et Wohlrahe, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Emballage pour bouteilles de verre et autres vases brisables.

225036. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Reddaway, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Blanchet perfectionné pour l'impression.

225037. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Burton fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de manchon d'embrayage à friction.

225038. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Raillard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ferrure applicable au cheval et autres animaux, dit *Heel Protector Raillard*.

225039. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Drouet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de poissonnière pouvant former réchaud et se transformer instantanément en grillade-rôtissoire à feu dessus.

225040. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1892; Hubner, représenté par les sieurs Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau système de rallumage des lampes de sûreté dans les mines.

225041. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1892; F. du Closel et Blanc (société), représentée par les sieurs Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Tisseu mélangé double glacé.

225042. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Pettersson, représenté par les sieurs Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Appareil pour mettre, sur des instruments à cordes, plusieurs cordes en outre des cordes usuelles.

225043. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Gaillardin, représenté par les

sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnement aux appareils à distiller les marcs.

225044. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1892; Leblond, rue de la Chine, à Darnetal (Seine-inférieure). — Obstacleur à gaz.

225045. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Fialin, à Bizanet (Aude). — Système de siphon diaphragme.

225046. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Barbandy, rue du Paradis, à Marseille. — Biscuit animalisé pour la nourriture de l'homme et des animaux. — Biscuit riche.

225047. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Auguste Godchaux, repris par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Mode de commande des imprimés et des presseurs dans les machines rotatives.

225048. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Correll, représenté par Gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Grille avec disposition de nettoyage.

225049. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Savatier et de Lagabbe, repris par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Commutateurs triques dits *Commutateurs rapides à relais ou à dé clic*.

225050. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Pierret et Gilbert, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau procédé de fabrication de gilettes de garde-crotte de vélocipèdes en général.

225051. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Bretnacher, représenté par Gaud aîné, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé de fabrication de briquettes comprimées de houille et de lait de chaux.

225052. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Christensen, représenté par Gaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au mécanisme pour commander les mouvements des gouvernails de navire.

225053. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Worthington, représenté par Gaud aîné, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les réchauffeurs d'eau d'alimentation.

225054. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Linzeler et Dubault, repris par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de spirale à spires jointives et ses diverses applications.

225055. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Drouet, représenté par Gaud aîné, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de foyer mixte permettant de brûler à volonté du bois ou du charbon dans un même fourneau et réglable à volonté.

225056. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Drouet, représenté par Gaud aîné, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'âtre-rôtissoire perfectionné.

225057. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Wirth, représenté par Gaud aîné, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé perfectionné pour la fabrication du bois.

225058. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Marot, représenté par Thibaut, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Pal injecteur à réservoir indépendant.

225059. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; société dite A. Kant et R. Kant, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Pneu cylindriques.

225060. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Philippot, représenté par Gaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de moteur à vapeur.

225061. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Radiguet, représenté par Gaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Train de roues dirigées et à calage facultatif automatique pour véhicules à traction mécanique.

225062. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Passot frères (société), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de pneumatique pour roues de vélocipèdes avec surface de roulement réglable intérieurement par un tube métallique flexible.

225063. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Hottelart (les sieurs), représenté par la société Druennes et Lamblin, contour Saint-Martin, n° 4, à Lille. — Perfectionnement au harnachement du cheval, dit *Parachute du cheval*.

225064. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Verges, Guyot (M^{me} veuve) et Nodon, à Paris, boulevard Voltaire, n° 174. — Chauffe-fer des charbons de ménage à eau et noir de fumée.

225065. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1892; Regnard, élisant domicile chez le sieur Guigon, à Privas. — Nouvelle pompe centrifuge à rendement théorique de 100 p. 100, dite *Pompe Regnard*.

225066. Brevet (brevet anglais devant expirer le 14 avril 1906), pris, le 13 août 1892, par Paterson et Furneaux, représentés par Dumas, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les commutateurs pour machines et moteurs dynamo-électriques.

225067. Brevet de dix ans, 27 août 1892; Fournier, à Bonningues-lès-Ardres (Pas-de-Calais). — Polytableau noir classique à six faces.

225068. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1892; Moffit, Marter, Nolan et Mac-Gill, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux dents artificielles.

225069. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1892; Deuey, quai des Chartrons, n° 25 bis, à Bordeaux. — Étiquette-réclame.

225070. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1892; Besson et G. B. Kent (société), et Sons, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue de Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils destinés à régler les touffes de soies dans la fabrication des broasses et des balais.

225071. Brevet de quinze ans, 24 septembre 1892; Charon et la société nouvelle des moteurs à gaz français, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux moteurs à gaz et à pétrole.

225072. Brevet de quinze ans, 29 septembre 1892; Eisenberg, représenté par Baron, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Fermeture pour souliers, bottines, guêtres, gants, corsets, etc.

225073. Brevet (brevet anglais devant expirer le 30 septembre 1906) pris, le 30 septembre 1892, par Hickman, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les appareils de télégraphie et de téléphonie servant à établir la communication entre les boîtes ou guérites à signaux et les trains qui se trouvent sur la voie.

225074. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1892; Guerrero, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les faucheuses.

225075. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1892; Grammary, à Paris, rue du Commerce, n° 45. — Appareil pouvant s'adapter à toute machine servant à rouler les pièces de tissus en laine, laine et soie ou laine et coton.

225076. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1892; Courouble et Carrette (société), représentée par les sieurs Druennes et Lamblin, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Tissu d'ameublement dit à double face d'aspect différent.

225077. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1892; Guy, au chemin de fer, à Pontarlier (Doubs). — Système d'isolateur pour la télégraphie.

225078. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1892; Lang et Pitoy, à Commercy (Meuse). — Hélio-sculpographie.

225079. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1892; Audoin, capitaine au 14^e régiment d'artillerie, à Tarbes. — Étrier à une branche.

225080. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Bente et Gauss (société), représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Robinet à perce avec boîte à perce et à bonde.

225081. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Bush et Bastin, représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Boîte formant chauffeur perfectionné pour fers à repasser et autres objets.

225082. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Poulhès, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 99. — Système de plaque-cadre en faïence et en porcelaine.

225083. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Berbrato (M^{lle}) et Marguet, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil raffineur pour pâte à papier.

225084. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Crutchlow, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de brosse à massage.

225085. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Strauss, représenté par Armen-

225085. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Société *Fabrikfabrik* des *Reyer and C*, représentée par Dablar, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 105. — Procédé pour la préparation de matières colorantes basiques solubles à l'eau.

225086. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Baugatz, représenté par W. à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Procédés et moyens employés à régler l'écoulement des vannes, trionts, etc.

225087. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Wordsworth, Hinkov et W. représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 32. — Perfectionnements aux extincteurs automatiques et signaux d'alarme combinés.

225088. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Taffanage, représenté par son don et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de machine propre à la direction du gaz d'éclairage.

225089. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Bassmus, représenté par C. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Chape protectrice pour les tuyaux de chauffage des appareils d'évaporation.

225090. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; société *H. Rippke and Co Nachfolger*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Crochet de traction avec dispositif de sûreté.

225091. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Speidel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux roulements à billes pour moyeux, pédales et aux roulements en général.

225092. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Simon, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Canne perfectionnée.

225093. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Turner, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pied ou perfectionné pour bicyclettes.

225094. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Maugin, à Paris, rue de la Harpe, n° 30. — Application des ressorts de suspension aux bicyclettes en supprimant les caoutchoucs dits *pneumatiques* (bicyclette système V. Maugin).

225095. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Doudart de la Grée, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Application de billes à des organes en mouvement des moteurs légers.

225096. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Birch, représenté par Menet à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Moyens et appareils perfectionnés pour séparer les substances solides ou mi-solides des boues ou autres matières fluides ou mi-fluides.

225097. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Besse et Aubé, représentés par Jossé, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Générateur à vapeur instantané à vapeur d'eau ou de pétrole avec appareils combinés pour le chauffage au pétrole.

225098. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Kunkelmann et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10. — Dispositif perfectionné pour le capsulage des bouteilles de vin de Champagne et autres.

225099. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; Vilon et Genin, Grande rue de Guillotière, n° 97, à Lyon. — Vieillessement des spiritueux par l'oxygène comprimé.

225100. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Rulow, représenté par les frères Freylier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 51, à Lyon. — Appareils pour toilette, douches et bains.

225101. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Gilliard, P. Monnet et Carrière (société), représentée par les sieurs Lepinette et Rabilland, avenue de Saxe, n° 10, à Lyon. — Recipient à fermeture métallique, destiné à la conservation et à l'emploi du chlorure d'éthyle et autres liquides volatils, principalement pour produire du froid.

225102. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Brulfer, à Bouffier (Calvados). — Application du colluloïd aux plaques de propriété.

225103. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Brulfer, à Bouffier (Calvados). — Application du colluloïd aux imperméables pour copies de lettres.

225104. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Pradhon, rue de Bussat, n° 10.

Marseille. — Production de la force motrice sur le carreau des mines de charbon et sa transmission à distance par les moyens connus.

225106. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Cadot, à Marennes (Charente-Inférieure). — Compteur de lumière électrique.

225107. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Villain, à Charleville (Ardennes); — Système de borne-fontaine.

225108. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Zimmermann, à Paris, rue Lafayette, n° 159. — Terrine hermétique en saïence jaune, blanche ou rouge, en deux pièces et de grandeurs variées.

225109. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Uhland, représenté par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Séchoir pour matières exigeant un séchage rapide et uniforme telles que l'amidon, les résidus, le sagou, le gluten et d'autres produits similaires.

225110. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Frémont, représenté par Mauvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de conformateur.

225111. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Gouneau, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Glacière de ménage portative.

225112. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Delaunay-Belleville, à Paris, rue de Douai, n° 40 ter. — Perfectionnements aux éléments générateurs de vapeur formant serpentins et notamment aux éléments du système Belleville.

225113. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Delaunay-Belleville, à Paris, rue de Douai, n° 40 ter. — Application de retours d'eau individuels aux éléments générateurs de vapeur ayant la forme générale des serpentins et notamment à ceux du système Belleville.

225114. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Arfvidson, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour la reconstitution du buste d'une personne à l'effet de faciliter la coupe et l'essayage des vêtements.

225115. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Schlesicky, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fixateur de cravates.

225116. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Schulze, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de cuisinière portative à circulation continue des gaz chauds.

225117. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Lejeune, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Roue à ressort pour véhicules de tous genres.

225118. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Lochmann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Publicité par allumettes et autres objets analogues.

225119. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Nobécourt, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tondeuse à double mouvement dite l'Eclair.

225120. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Atkinson, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les machines à combustion interne.

225121. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Fournier et Guitton, représentés par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Appareil de photographie instantanée dit le *photonox*.

225122. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Gozzard, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Innovations aux toupies.

225123. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Lewis, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux attelages de wagons.

225124. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Vincent et Douane, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau procédé de réfrigération par le chlorure de méthyle.

225125. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Craven, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux métiers à filer et à retordre.

225126. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Migault, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Montre-jouet à cadrans horaire et numérique, dite montre multiplex.

225127. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Vibert, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau séchoir capillaire à ventelle.

225128. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Hopwood, représenté par Bant et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les lettres, signes et autres articles semblables destinés à être fixés sur des surfaces en verre ou autres.

225129. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Dève, à Paris, rue Cornuella. — Bouchon hermétique destiné au bouchage des vins mousseux et de tous les vins gazeux.

225130. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 mars 1906) pris, le 21 octobre 1892, par Whitehead, représenté par la société internationale des inventions d'outils, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux machines à parallèles.

225131. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1892; société dite *The London Water and Ventilating Company limited*, représentée par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg Montmartre, n° 15. — Perfectionnements dans les poêles ou cheminées.

225132. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1892; Prokov, représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif à signaux, actionné par les wagons.

225133. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1892; société alsacienne de constructions mécaniques, à Belfort. — Poupée fixe à double harnais de roues à vis sans fin.

225134. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Félixet, représenté par Clément, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'aiguille à suture courant.

225135. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1892; Découdun, représenté par Clément, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cadre dit *universel*, mettant l'encadrement et le changement instantanés des sujets transparents ou opaques qu'il contient.

225136. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Paul jeune, rue des Cloches, n° 24, à Toulouse. — Application de n'importe quel système de pompe rotative au mouvement d'horlogerie.

225137. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Espierre, à Beaune (Côte-d'Or). Dés en portland artificiel et leur application pour le palissage de la vigne.

225138. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Bauer, représenté par Cassin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Nouveau système de fours à coke avec condensation facultative des gaz combustibles.

225139. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Eisenhardt, représenté par Eisenhardt, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Machine perfectionnée à imprimer sur toile cirée et autres tissus analogues.

225140. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Rhodes, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements aux appareils servant au dégraissage de la laine et à la récupération de la graisse.

225141. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Storsberg, représenté par Eisenhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil mélangeur pour mélanges solides.

225142. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Lind, représenté par Nankard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Mécanisme de commande pour vélocipèdes.

225143. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Arnoult, représenté par Barba, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 126. — Moule cylindrique permettant de faire des bougies de longueur variable.

225144. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Sulzer frères (société), représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à laver les laines.

225145. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Siemens et Halske (société), représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé permettant la reproduction électrolytique des métaux sulfurés.

225146. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Lardonnois (M^{re}), représenté par Surry-Moutaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Roue à rayons dentés et à jante sectionnée.

225147. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Lardonnois (M^{re}), représenté

par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Mécanisme d'entraînement à leviers pour vélocipèdes et autres véhicules.

225148. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; A. Decamps et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garniture-enveloppe pour bouteilles et flacons.

225149. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Delville, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de distribution de la vapeur dans les machines par levier à coulisse.

225150. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Eitel, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil combiné pour couper et pour allumer les cigares.

225151. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Frost, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système d'étui pour cahiers de papier à cigarettes.

225152. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Fischer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Améliorations dans les appareils pour porter et conduire les fils employés pour faire agir les signaux sur les chemins de fer et pour d'autres buts d'effet similaire, et pour tenir ces fils constamment tendus.

225153. Brevet de quinze ans; 24 octobre 1892; Herles, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau procédé pour le dosage et le choix rapide des plantes (betteraves) à graines, et appareils nécessaires à cet effet, lesquels peuvent également servir au dosage des betteraves en général, ainsi qu'à la détermination rapide de la valeur et du poids spécifique de liquides ou autres matières.

225154. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; société A. Hutchinson et compagnie, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé permettant de boucher instantanément les trous ou crevés des pneumatiques ou chambres à air appliqués en vélocipédie.

225155. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Champigny, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Tachéomètre.

225156. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Luhrig, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Voiture locomotive pour tramways.

225157. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Kircheis, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machine à faire des rainures longitudinales et à estamper les joints.

225158. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Arnold et Klumpp, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Machine à émoudre et à polir, etc., à meule sans trou et à montage parallèle.

225159. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Pomme de Mirimonde, représenté par Armeugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de literie mobile, permanente et hygiénique.

225160. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Frey, Paris, rue de l'Atlas, n° 23. — Nouveau système de machine à raboter transversalement, longitudinalement et verticalement, pouvant en plus se transformer immédiatement en machine à fraiser horizontale ou verticale ou même en mortaiseuse.

225161. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Bullock, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines à ébarber les caractères d'imprimerie.

225162. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Odhner, représenté par Levesque, à Paris, rue de Meite, n° 48. — Machine à calculer nommée *Arithmomètre perfectionné*.

225163. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Hooper, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les machines servant à faire les filets.

225164. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; société dite *The Earle Portable Steam Heater Company*, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils de chauffage mobiles.

225165. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Drouot, à Paris, rue de Maistre, n° 3. — Appareil pour l'élévation automatique des eaux, dit la *Batterie hydraulique*.

225166. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Himmler, représenté par Delage,

à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil à nettoyer les semelles des bottes.

225167. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Briat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Application de la cellulose à la fabrication de semelles fixes ou interchangeables pour bottines, souliers, etc.

225168. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Smith, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux pontons.

225169. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Banta, représenté par Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 38 bis. — Perfectionnements dans les conducteurs électriques.

225170. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Meyer et Faiss, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Couture pour danser réglable.

225171. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; société Albany Harp & pany, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux appareils pour forger les chocs pour la serrure des portes.

225172. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Curtis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Flonée artificielle.

225173. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Dawson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils pour l'utilisation de la vapeur d'échappement au chauffage de l'eau d'alimentation.

225174. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Gerpaux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Téléphonie économique.

225175. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Bernstein, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour empêcher la déformation du fil pendant le transport.

225176. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Fenchel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour éclairage de la salle et autres cavités analogues.

225177. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Stillman, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux évaporatoires.

225178. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; société dite The Electric Company, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux isolateurs électriques et autres.

225179. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Baldwin et Wheeler, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Méthode pour la décarbonisation du fer.

225180. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Delatour, représenté par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système de pneumatiques.

225181. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Elwood, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux brûleurs à huile hydrocarburés.

225182. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Demarillac, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Méthode pour la production de la vapeur à simple effet avec distributeur unique.

225183. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Giles, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux boutons.

225184. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Bliven, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de chauffage.

225185. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Blankovich, à Paris, rue de la Chapelle, n° 82. — Appareil diviseur pour le réglage instantané des divers points de la machine sur le tour.

225186. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Blackman, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la production du chlore, de la soude et d'autres produits analogues par l'électrolyse.

225187. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Smith, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil pour la fabrication des produits chimiques.

gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les lampes électriques incandescentes.

225188. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Stiégler jeune et Cargemal (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de corsets sans couture à fils de chaîne encolée.

225189. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Stiégler jeune et Cargemal (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de corsets sans couture à effet de trame par une lame en bas.

225190. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; Stiégler jeune et Cargemal (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Métier à tisser à mécanique Jacquard; avec lisses sans plomb de rappel.

225191. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Laforêt, à Paris, rue de la Glacière, n° 107. — Nouvel appareil appelé *Laveur automatique* pour épreuves photographiques (phototypes et photocopies) et pour précipités chimiques.

225192. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Weiss, représenté par Datzler, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux lampes à suspension.

225193. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Cornély et fils (société), représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 54. — Contre-plaque pour machine à broder et à coudre à entraînement universel.

225194. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Robitschek, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Moyen de destruction du phylloxera.

225195. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Melachrinio, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Perfectionnements aux vélocipèdes.

225196. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Clerissi et Margot, route de la Belle-Feuille, n° 10, à Boulogne-sur-Seine. — Boîte à billes, dite *Cuvette à recouvrement*, pour vélocipèdes et autres véhicules.

225197. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; D' Carthod, Matras et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de préparation de dérivés du pyrazolène.

225198. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Morel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine destinée à broyer les matières sèches ou humides telles que ciments, chaux, plâtre, albâtre, kaolin, quartz, phosphates, etc.

225199. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Barbry, représenté par Thérion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bandage à double pression.

225200. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; de Thupret, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de coussinets à billes, particulièrement applicable aux axes des manivelles et aux roues de vélocipèdes.

225201. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Wareing, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Mécanisme de commande et de transmission pour bicycles et tricycles à commande par l'avant.

225202. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Azzeroni, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les organes de commande des gouvernails à arrêt automatique.

225203. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Dawson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils permettant d'utiliser la chaleur des liquides employés dans les teintureries et autres manufactures.

225204. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Masson et Bassinier (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure ou de verrou de sûreté à pompe et à combinaison variable.

225205. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Strauss frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle disposition de perles en verre, jais, etc., facilitant leur fixation.

225206. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Hamelle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de graissage mécanique.

225207. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Rowe, représenté par Armengaud

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe à main perfectionnée genre dénommé *Lampe d'ingénieur*.

225208. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Jamet, rue Jacquart, n° 12. — Système intérieur pour navettes à ressort en spirale et n'ayant qu'un coup de

225209. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Pervillat, représenté par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Système de polissage du glaçant l'étoffe.

225210. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Menin, rue Paul-Bert, à Lyon. — Nouveau système de tourniquet employé dans les teintureries pour de toute nature.

225211. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Ferlat, représenté par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnement aux condenseurs dans les navettes de tissage.

225212. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Dax, représenté par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de collier

225213. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; F. Revel père et fils (société) représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnement coulants et ressorts des montures de parapluies, ombrelles, etc.

225214. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Commun, boulevard de Saxe, n° 27, à Reims. — Système de plate-forme mobile pour le chargement et déchargement des wagons.

225215. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Bergé, à Norbonne. — Système de parquets hygiéniques à incrustations, à queue d'aronde et à pose rapide, et à tous les parquets ainsi qu'aux pannaux de menuiserie et d'ameublement.

225216. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Ferré, à Sainte-Jamme. — Robinet dit *Robinet Ferré*, à haute pression, à l'usage des bouches d'eau, de vapeur, etc.

225217. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Blanc et Vodel, Gisors, n° 12, à Alais. — Application pour supprimer toutes les plaques tournantes, chariots dont se servent les compagnies de chemins de fer.

225218. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Licot, à Paris, rue Alais, n° 24. — Nouveau moteur hydraulique trouvant son application dans l'ascension et descente des fardeaux.

225219. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Dumas-Gardeux, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Système de monture pour brosses.

225220. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Gudendag frères (société) représentée par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Instrument à mouvement centrifuge, servant à diviser les liquides composés, appelé le *centrifuge de Gaertner*.

225221. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Vallet, à Paris, boulevard Lenoir, n° 78. — Appareil destiné à couper les œufs, dit le *Sekato ff coupe-œufs*.

225222. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Chateau père et fils (société) à Paris, rue Montmartre, n° 118. — Nouveau système de compteur numérateur pour plusieurs bases entières ou fractionnaires.

225223. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Deville et compagnie (société) représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnement d'outils à tailler les diamants imitation, pierres fausses, fines, cristaux, etc., autres objets sujets à être taillés.

225224. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Mégy, représenté par Chateau, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les appareils de levage.

225225. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Kohl, représenté par Sautant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Appareil à filtration continue.

225226. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Gessler, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de traitement des rubans sous forme de bobines croisées (coils croisés).

225227. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Fosselt et Berndt, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Contrôle de service.

225228. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1892; Rey aîné, rue de Tunis, à Narbonne. — Tuyau-cheminée fumivore en poterie favorisant le tirage des fumées et supprimant la fumée dans les appartements.

225229. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1892; Lee et Tyler, représentés par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Ascenseur électrique et moyens de le mettre en mouvement et de l'arrêter.

225230. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1892; Boeckock (M^{re}), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés ou relatifs aux corsets.

225231. Brevet de quinze ans, 13 octobre 1892; Durey, à Paris, rue de Rennes, n° 46. — Presse à copier portative.

225232. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Blanchard et Sause (société), boulevard National, n° 341, à Marseille. — Application de la vapeur surchauffée au chauffage des chaudrons à cuire le savon.

225233. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Corneille, à Sainte-Eulalie-en-Born (Landes). — Moyen nouveau pour l'obtention des essences de térébenthine, colophanes et brais, le tout émanant de l'épuration et distillation des résines brutes.

225234. Brevet de quinze ans, 18 octobre 1892; Donisthorpe et Burrows, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils servant à traiter le lin, le chanvre et autres matières filamenteuses pour le peignage et la filature.

225235. Brevet de dix ans, 24 octobre 1892; Larcher, à Dombasle-sur-Meurthe (Meurthe-et-Moselle). — Sommier élastique à lames d'acier pour l'armée.

225236. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Momnier, Benoit et Ast, à Paris, rue du Champ-de-l'Alouette, n° 4. — Nouveau système de machine à fondre ou mouler les objets métalliques, dite *machine à fondre rotative*.

225237. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; François, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Plaque tournante à commande hydraulique.

225238. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Arnold (les sieurs), représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de ponçage des pierres et des plaques de zinc employées en lithographie.

225239. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Higginbottom, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux appareils purificateurs de la poussière des recoupes, semoule et autres produits céréales analogues.

225240. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Coquerel, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de machines à gaz économiques.

225241. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Hamilton, représenté par Meunons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les soupapes pour moteurs à gaz et à pétrole et dans leur mécanisme de commande.

225242. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; de Lissa et Wallace, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode perfectionnée et appareil pour la fabrication et l'emmagasinage de gaz inflammable pour tous pays.

225243. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; de Lyrot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de nasse à gibier dite *Block-Terrier*.

225244. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Pollard (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de conducteur perfectionné pour l'éclairage électrique et autres applications.

225245. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; L. François, A. Grellou et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garnitures pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

225246. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Grandou, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de calotte pour globes et verres d'appareils d'éclairage.

225247. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; Guénet, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Compteur horo-kilométrique pour voitures.

225248. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; société dite *The Lamp Manufacturing Company limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de

Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les lampes à gaz régulant les plafonds de voitures, etc.

225249. Brevet de quinze ans, 27 octobre 1892; société anonyme compo-
sienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris,
de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de matières colorantes
violettes et bleues et leurs acides sulfoniques.

225250. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Tareau, rue Ragnen-
Tours. — Caoutchouc pneumatique indéchirable.

225251. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Sée, représenté par B.
rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Condenseur pour essences, éther, alcools
de pétrole et autres gaz et fluides divers.

225252. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Genze, à Trith-Sa-
(Nord). — Système de charbonnière à trémie applicable aux appareils de
feu continu.

225253. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Serve, représenté par B.
Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de grille à circulation d'eau pour
de chaudières à vapeur et autres.

225254. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Weiss, représenté par
ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Construction de ponts.

225255. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; société Brown, Brevet
pagnie, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2.
tonnerre système C. E. L. Brown.

225256. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Tevenin, à Paris, rue
n° 46. — Roue excentrique à ressorts et jante mobile.

225257. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Roy, à Paris, rue Lou-
n° 55. — Nouveau procédé de purification des extraits tanniques et tinctoriaux.

225258. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Robertson et Asadoorim-
sentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfe-
nements aux attelages de wagons.

225259. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Brier, représenté par la
Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de support pour récipient
forme cylindrique ou de forme analogue.

225260. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; société G. D. Peters et
gnie, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. —
de monture de stores.

225261. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Brochet, représenté par
gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de soudage
minium et de ses alliages.

225262. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Dupuis-Kétin, repré-
Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fer-
des guêtres, des molletières ou fausses bottes.

225263. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Fuller, représenté par Arm-
jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine perfectionnée pour
quer les clous.

225264. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Légris, représenté par Arm-
jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de convertisseur
drique mobile à tuyères latérales multiples.

225265. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Pollak, représenté par Arm-
jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif pour redresser les
rants alternatifs en vue d'actionner les machines dynamos à courants de mé-
et de produire des travaux électrolytiques.

225266. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Wernecke, représenté par
gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements
attaches pour courroies.

225267. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; société Picard, Minier et
représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système
corset hygiénique dit idéal corset.

225268. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Bengnot, représenté par B.
à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Application de coussinets ou
montés sur billes aux bâtis de machines à coudre, scies, etc.

225269. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1892; Robert, représenté par B.

à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle distribution pour machines à vapeur.

225270. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Lacoste, boulevard de Strasbourg, n° 15, à Toulouse. — Moteur compresseur d'air fonctionnant sous le poids et la pression de la colonne d'eau descendante, à l'usage des limonadiers et autres, pour l'élévation des liquides.

225271. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Pelous (les sieurs), avenue du Pont-des-Demoiselles, à Toulouse. — Perfectionnements apportés aux charnières à traction fixe, nouveau système de réglage des dites charnières et système de charrie à bascule et à contre-poids mobile, ne travaillant que d'un côté.

225272. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Sorfin, représenté par Dachâtelet, rue Jean-Bart, n° 16, à Lille. — Bobine à cillet pour ronces artificielles, fils et câbles en métal.

225273. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Matha, lieutenant au 24^e régiment d'artillerie, à Tarbes. — Système de clou pour ferrure à glace.

225274. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Bohlin, représenté par Casafong, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux garde-carnets, garde-porte-monnaie, etc.

225275. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; de Mare, à Paris, rue Lemercier, n° 24. — Procédé d'impressions photochromiques interférentielles.

225276. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Buhlmann, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés à l'emballage des boutons et autres articles analogues.

225277. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Jacquin, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de décoration des articles de fantaisie en chocolat moulé.

225278. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Eros, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillet, n° 11. — Procédé de fabrication de billets de banque et pièces authentiques imitables.

225279. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Branton, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mouvement de coulisse perfectionné pour locomotives.

225280. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Letagneaux, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tricycle à double action, à pédales et manivelles combinées.

225281. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Troubetzkoy, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de havresac-campement.

225282. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Alston (M^{re}) et Saliot (M^{re} veuve), à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 39. — Houppes à poudre de riz, la *Tzarina*.

225283. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Rosenkranz dit Hermann, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tour de jambe dit *l'alpiniste*, destiné à remplacer les guêtres, jambières, etc.

225284. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Lambrigot, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Instrument à vent imitant la voix humaine, dit le *Polyglotte*, et ses applications aux jouets.

225285. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Williams, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Réchauffeur d'eau d'alimentation destiné à être employé avec des vapeurs d'échappement.

225286. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Nolet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Nouveau vélocipède et pièces s'y rapportant.

225287. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; société Korting et Mathiesen, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux lampes à arc.

225288. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Monti, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Châssis pour positifs stéréoscopiques.

225289. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1892; Mercier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Application d'un dossier modèle mobile aux selles de vélocipèdes.

225290. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Guillaume, à Prenois (Côte-

d'Or). — Nouveau système d'engraissemment portative appelée *gavense*, due à l'inventrice *Guillaume*.

225291. — Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Claret et Willems, Clermont-Ferrand. — Traction électrique par distributeurs automatiques, Claret-Wuilleumier.

225292. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Béguc, boulevard de la République, n° 18, à Périgueux. — Nouveau genre de ferrures de sabots.

225293. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Dard, rue Sainte-Catherine, n° 222, à Bordeaux. — Patin pour boutons de chemise, à calasse avec verrou.

225294. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Pellenc, représenté par son avocat, à Paris, rue Rambuteau, n° 24. — Nouveau tablier de cheminée dit *tablier*.

225295. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Marguet, représenté par son avocat, internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 10. — Batte défilieuse pour bobines, calandres, enrouleuses, mouilleuses et machines analogues de papeterie.

225296. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Gousset, à Paris, rue de la Chapelle-Saint-Martin, n° 237. — Support de bicyclette destiné à faciliter l'équilibre du cycliste lorsque sa machine est arrêtée.

225297. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Martin et Wyles, représentés par leur avocat, Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Système de fer à cheval.

225298. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Pelhier, représenté par son avocat, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements apportés aux fours de pâtisseries et autres analogues.

225299. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; société Siemens et Halske, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de transformateur à courants alternatifs.

225300. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Bertell (M^{me} veuve), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Application aux chapeaux et coiffures en tous genres d'un sachet neutralisant l'odeur provenant de la transpiration.

225301. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Ellis, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux chaises pliantes et autres articles analogues.

225302. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; *Babcock and Wilcox Limited*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux boîtes recevant les tubes dans les chaudières multitubulaires.

225303. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; société dite *The Standard Heat, light and power Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareils pour le chauffage par l'électricité.

225304. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Palax et Duboux, représentés par leur avocat, Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau dispositif d'aimantation magnétique pour les chemins de fer à fortes rampes.

225305. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Bellingrath, représenté par son avocat, Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de roue à chaîne destiné au touage.

225306. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Malézieux, représenté par son avocat, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Transmission de mouvement par roues indépendantes, applicable aux tricycles, bicyclettes, etc.

225307. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Guérard, représenté par son avocat, gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des bobines en bois pour tissages et filatures.

225308. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Cathrein, représenté par son avocat, gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les serrures pour portes.

225309. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; société Brown, Boveri et Cie, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de protection et de contrôle pour transformateurs et les appareils électriques en général, système C. E. L. Brown.

225310. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Wesselmann, représenté

Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Foret à arêtes courbes, fait avec une tige d'acier laminée en creux, n'exigeant d'autres réparations que l'affûtage.

225311. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Triquet et Gruyer, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ombrelles et en-cas tournois.

225312. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Kùchler et Kind (les sieurs), représentés par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Courroie de transmission tissée partiellement en fils métalliques.

225313. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Beals, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans la composition des types et la production des matrices de ces types à l'usage de la stéréotypie.

225314. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Harrison, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements relatifs aux porte-allumettes et autres objets et pouvant servir aux annonces, photographie et autres.

225315. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Leroy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil automatique à double effet pour élever les liquides.

225316. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Bramsch, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé de traiter les mélasses et sirops ainsi que d'autres liqueurs sucrées semblables, de couleur foncée, en vue de les utiliser pour la fabrication de levure sèche.

225317. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Murgue et Kœnig, représentés par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux cafetières.

225318. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Tétaz père et Tétaz fils jeune, représentés par Laglace, rue Omer-Louis, n° 15, à Lyon. — Râteau-pioche de poche.

225319. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Chambot, représenté par les sieurs Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau bandage à ressort pour roues de vélocipèdes et autres véhicules légers.

225320. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Thomann, représenté par les sieurs Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Presses pour pierres artificielles avec convoyeur-distributeur automatique des couleurs et moulage automatique des dalles.

225321. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Klincke, représenté par les sieurs Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouvelle fermeture pour bouteilles.

225322. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Contamin et André (société), représentés par Réotor, place Raspail, n° 9, à Lyon. — Nouveau métier destiné à fabriquer la lézarde à anneau dit médaillon.

225323. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Cromarias, à Clermont-Ferrand. — Procédé de pasteurisation (chauffage) en vue de la conservation des liquides fermentescibles et plus spécialement de la bière.

225324. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Garin, représenté par Bouchery, rue Saint-André, n° 62, à Lille. — Perfectionnements aux écrémeuses centrifuges consistant dans l'emploi dans les bois ou turbines, d'éléments ou cloisons verticales ondulées et perforées, cylindriques ou prismatiques, permettant de doubler la production des appareils.

225325. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Edwards et Doughty, représentés par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les moteurs à vapeur.

225326. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Edgar et Thomas, représentés par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans la lubrification des caisses de wagons.

225327. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Pouplier et Rambour (société), à Paris, rue de Saintonge, n° 26. — Système de patin pour boutons de manchettes, chemises, etc., dit *Patin Louis XV*.

225328. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Dominioni, à Paris, rue d'Allemagne, n° 184. — Application aux machines à hacher la viande d'un système de poutres ou roues à friction destinées à supprimer les engrenages.

225329. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Charpentier, à Paris, quai Conti,

n° 11. — Nouvel appareil destiné à mesurer la pression de tous fluides, nommé *Protonètre sensible*.

225330. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Bendl (M^{re}), représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Protège-sein.

225331. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Marie, représenté par Farnatier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Lapidaire à double plateau.

225332. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Oustalet, à Paris, quai de Seine, n° 31. — Calorifère à caissons superposés, retour de flamme et cloisons d'air.

225333. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Allioli, à Paris, boulevard Magenta, n° 26. — Compteur kilométrique pour véhicules.

225334. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Savage, représenté par J. Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau carrousel.

225335. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Ancel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moteur à liquides volatils chauffés bain-marie.

225336. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Boulé et Nicoud jeune, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moteur à liquides pour la cuisson des émaux et autres usages industriels.

225337. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Bommer Brothers (société), représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les charnières à ressort.

225338. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Menager, représenté par Cellon, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Bluterie plane à mouvement latéral de vient.

225339. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Buchan, représenté par Omer, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif mesureur perfectionné pour bouteilles.

225340. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Pickel, représenté par Chasson, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux bandes pneumatiques pour vélocipèdes.

225341. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Badische Anilin und Soda Fabrik (société), représentée par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Productions de nouvelles matières colorantes de la classe des rhodamines.

225342. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Détraves, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux vélocipèdes; bicyclettes et tricycles; etc.

225343. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Zironi, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de conservation du bois moyennant l'injection de substances résineuses de matières similaires produits obtenus de la sorte.

225344. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Heinze, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Étoffe filaire entrelacée par des tuyaux ou des barbes de plume.

225345. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Bertoglio, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle perfectionnement apporté aux foyers de chaudières à vapeur.

225346. Brevet (brevet anglais devant expirer le 16 août 1906) pris, le 2 novembre 1892, par Allen, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux volants pour jeux de raquettes.

225347. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Koch, Bantelmann et Faut (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Compteur enregistreur à diaphragme pour mesurer les liquides et fluides, pouvant également servir comme pompe ou moteur.

225348. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Watermann et Daté, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les chaudières spécialement destinées à être employées dans les systèmes de chauffage à circulation de vapeur ou d'eau chaude.

225349. Brevet (brevet anglais devant expirer le 12 décembre 1905) pris, le 2 novembre 1892, par Bonwick, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les bouchons de bouteilles.

225350. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Milburn, représenté par Thénier,

à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à exposer les pellicules photographiques.

225351. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Mettetal, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Moteur rotatif pouvant être actionné par la vapeur, le gaz, l'air comprimé, le pétrole, etc.

225352. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; van Derveen, représenté par la société Motray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à bonbons.

225353. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Lambert, à Paris, boulevard Voltaire, n° 277. — Nouveau système d'attache de pneumatiques pour roues de vélocipèdes.

225354. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Durau, rue d'Avon, n° 39, à Fontainebleau. — Nouveau système de fermeture de porte, dit verrou Durand.

225355. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Gourdon, à Montaigu (Vendée). — Liqueur dite la *Clementine* seve vendéenne.

225356. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Smits, rue Solferino, n° 106, à Lille. — Etuve à désinfection.

225357. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; G. Cambray et compagnie (société), représentées par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements dans les appareils de diffusion dans les sucreries.

225358. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Chaigneau, édisant domicile chez le sieur de Lassuchette, à Paris, rue Las-Cases, n° 1. — Nouveau mode de propulsion et de direction des aérostats et moyen de transport aérien.

225359. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Demolder, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Fabrication des tapis du Brabant (imitation du tapis de Smyrne).

225360. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; société de construction des Bati-gnolles, à Paris, avenue de Clichy, n° 176. — Frein hydraulique pour machines ou appareils mécaniques en général et, en particulier, pour trains de chemins de fer circulant sur fortes rampes.

225361. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Nodari et Vergéz (M^{rs}), à Paris, boulevard Voltaire, n° 174. — Perfectionnement apporté à la fabrication des combustibles artificiels.

225362. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Gesserat père, à Paris, rue des Beaux-Arts, n° 15. — Appareil dit le *destructeur de fumée* des machines à vapeur fixes, applicable à toutes les usines.

225363. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Pôlgar, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé pour l'obtention d'un rendement plus élevé d'alcool et de produits accessoires de plus grande valeur dans le traitement des matières premières amylacées, en séparant les matières grasses y contenues.

225364. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Schloosing frères (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Traitement insecticide et antiercryptogamique des végétaux de toutes sortes.

225365. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; de Ricaris, à Paris, rue d'Assas, n° 17. — Appareils appelés génériquement *phonomètres*, destinés à : 1° mesurer la hauteur, l'intensité et les harmoniques constituant le timbre des sons; 2° à accorder mathématiquement et sans le secours d'une oreille musicienne tous les instruments de musique, etc.

225366. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; société dite *Harder Bergwerks and Hütten-Vertrieh*, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau procédé pour éliminer le manganèse de la fonte crue, du fer fondu ou de l'acier en y ajoutant de la pyrite de fer.

225367. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Julien, à Paris, rue Legendre, n° 191. — Appareil de traction basé sur la force centrifuge.

225368. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; de Génin, représenté par Annen-gand père, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de boutons à ailettes dé-veloppantes pour manchettes, cols et autres usages.

225369. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Grassmann, représenté par Djeuniss, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé d'affinage de fonte.

225370. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; von Brillé, représenté par Diamide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé pour pointer et tirer de positions

couvertes par placement pour parallèle de la ligne de mire des bouches à feu par rapport à une direction donnée, et pour mesurer la distance.

225371. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Lochmann, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements apportés au piano à musique.

225372. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Pellorce, représenté par son père, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de direction automatique pour voitures et machines routières.

225373. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Charles Lavy et compagnie (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux parapluies.

225374. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Mayer et Mitchell, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux accouplements pour wagons, voitures et trucks.

225375. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Haal, représenté par les frères Matray, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux lampes.

225376. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Luling et Maignen, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de traitement des mouts et des liquides en voie de fermentation dans le but d'améliorer la qualité des vins et autres produits en résultant.

225377. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; compagnie parisienne de teintures d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production d'une matière colorante rouge.

225378. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Max Greeven et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de soupape d'arrêt avec siège accessible à la partie postérieure de la boîte à vapeur.

225379. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Meyer, représenté par Camille Meyer, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication de plaques, de bois d'autres produits analogues au moyen des déchets de bois de liège.

225380. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Zahn et Schwarz (société), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Fabrication des machines lithographiques.

225381. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Laboulais frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés dans la disposition et la construction des machines à débiter les carrés d'allumettes.

225382. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Buchet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Lampe à arc voltaïque à intensité variable.

225383. Brevet (brevet anglais devant expirer le 12 décembre 1905) pris, le 3 novembre 1892, par Bonwick, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les appareils servant au moulage des bouches, bouteilles et autres articles semblables.

225384. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Maschinenfabrik für Metallform C. G. H. Kapler (société), représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Blutoir à tamis plans.

225385. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Chumia, rue de la République, n° 25, à Marseille. — Bec à gaz spécial dit bec-incandescentes.

225386. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Bourdon et Douris, quai de Marais, n° 5, à Mâcon. — Système de chambre à air increvable pour garniture pneumatique applicable aux vélocipèdes.

225387. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Varonne, représenté par son père, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil à rectifier les alcools ou à séparer par distillation, des liquides mélangés.

225388. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Watts, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines à produire de l'air froid.

225389. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Wormser, représenté par son père,

vault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système ralentisseur, arrêteur et, au besoin, avertisseur des trains; prévenant les accidents de chemins de fer.

225390. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Guillet-Fagot, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouvelle fabrication de paumelles roulées, fiches, etc.

225391. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1892; Contour, à Paris, rue de Cléry, n° 9. — Garnitures brodées.

225392. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 avril 1906), pris, le 5 octobre 1892, par Lundholm et Sayers, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication des explosifs.

225393. Brevet (brevet anglais devant expirer le 13 avril 1906), pris, le 12 octobre 1892, par Sampson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de pédale destinée à la commande des machines à coudre et autres.

225394. Brevet de dix ans, 6 octobre 1892; Weiss, à M'sila (Constantine). — Appareil permettant de réaliser le synchronisme des mouvements de deux aiguilles avec application particulière, comme télémetrographe, au tir des batteries basses des côtes.

225395. Brevet de quinze ans, 20 octobre 1892; Ferraz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système pour la vente automatique des journaux.

225396. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 mars 1906) pris, le 22 octobre 1892, par Atkinson, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils à élever et à refouler l'eau ou autres fluides.

225397. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; société dite *The Cleveland Tire Company*, représentée par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Bande pneumatique pour vélocipèdes.

225398. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1892; société dite *The Cleveland Tire Company*, représentée par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Renforcement pour bandes pneumatiques.

225399. Brevet de dix ans, 24 octobre 1892; Talbot, boulevard Jeanne-d'Arc, n° 49, à Rouen. — Patins de voiture à glissière, système Talbot.

225400. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Fortier, quai d'Orléans, n° 43, au Havre. — Système de démarreur pour véhicule quelconque.

225401. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1892; Manoha, rue Molière, n° 41, à Lyon. — Perfectionnements apportés dans la fixation des verres aux lanternes de voitures et autres par l'emploi de clavettes à coulisse et pression.

225402. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Voigt, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dévidoirs automatiques.

225403. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Boklen, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Liaison et chainage de carreaux de plâtre et de ciment, de dalles en pierre posées de champ, etc., dans la construction avec ces matériaux.

225404. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 novembre 1905) pris, le 4 novembre 1892, par Smith, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les vases destinés à contenir des liquides pour le service de table.

225405. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Mac Evoy, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Mécanisme électrique perfectionné indiquant à distance le passage de vaisseaux ou de troupes et applicable aussi en tout ou partie à d'autres usages.

225406. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; A. Boake, Roberts et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les récipients destinés à contenir l'acide sulfureux liquéfié.

225407. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Mercier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau bandage pneumatique destiné à s'appliquer aux jantes de roues disposées pour recevoir des caoutchoucs creux ou pleins.

225408. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Lucq dit Glucq, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispo-

est destiné à prévenir et à faire disparaître la buée qui se produit sur les vitres intérieures des machines, des Parachutes.

225404. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Harte, représenté par Chassagnon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les instruments photographiques.

225405. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Scherding, représenté par Lemaire, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre d'appareil régulateur-avertisseur de température.

225406. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Laurent et Scherding, représentés par Lemaire, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Appareil mobile rapide pour chaudières horizontales munies de faisceaux tubulaires.

225407. Brevet de cinq ans, 7 novembre 1892; Cantaloup, à Castelnau-D'Aud, Gers. — Boute explosive.

225408. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Faraut, rue du Peintre-Lafitte, n° 14, à Versailles. — Appareil dit *Balancier de capitaine Faraut*.

225409. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Béginneux et Genter, boulevard de Lancuz, n° 161, à Bordeaux. — Enveloppe-bouticille.

225410. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Alfred Motte et compagnie, à Roubaix. — Perfectionnement dans l'échardonnage mécanique des métaux.

225411. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Garnier fils, rue de la Chapelle, n° 5, à Denain (Nord). — Fabrication au laminoir de tubes sans soudure, en fer ou tout autre métal.

225412. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Léonard, à Paris, rue de Valenciennes, n° 15. — Promètre industriel pour générateurs de vapeur, cuves de liquides, chaudières et fours divers.

225413. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Humbert, à Paris, rue Saint-Martin, n° 24. — Système de dérideurs automatiques pour tuyaux d'arrosage et de conduites.

225414. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Henry Knight et compagnie, à Paris, rue de la Victoire, n° 28. — Retève-jupe pour dames, dénommée *Le Nini*.

225415. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Clifford, représenté par Balthazard, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les mors et brides.

225416. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; — Cailias, éisant domicile chez le sieur Gigau, à Paris, rue Lediguières, n° 7. — Papier photographique dit *Papier instantané Callias, aux sels cobalt-argentiques*.

225417. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Holt et Watchter, représentés par B. Etlicher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 151. — Perfectionnements aux appareils destinés à prendre mesure pour l'établissement de patrons de corsets, la confection de corsets orthopédiques.

225418. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Doller et Wolfenstein, représentés par Dieuxide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé et appareils pour rendre les tissus imperméables.

225419. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Sauer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 81. — Nouveau système de boutons en métal et procédé spécial de leur fabrication.

225420. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Maestlé, représenté par Mathis, à Paris, boulevard Voltaire, n° 72. — Nouveau genre de guirlandes décoratives.

225421. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Brown, Boveri et compagnie (société), représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Courant alternatif à plusieurs phases, du système C. E. E. Brown.

225422. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Bénon, représenté par Bény aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brouette à deux fins, à fourrages et terrassements.

225423. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Polsky, représenté par Bény aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de la bière sans obtention d'alcool.

225424. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Labouré, représenté par Bény aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampe pour l'éclairage et le chauffage par les huiles minérales.

225430. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; von Tottleben, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Coupe-feuilles pour couper les feuilles de betteraves.

225431. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Perrinon, rue de Plaisance, n° 17, à Asnières. — Appareil portatif de chauffage dit *Chaufferette chancelière russe*.

225432. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; société dite *Elmore's French patent Copper-Depositing Company Limited*, représentée par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnement apporté aux récipients ou caisses pour l'électrolyse et applications analogues.

225433. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Tordet, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Système de suspension élastique applicable aux vélocipèdes et aux véhicules de tous genres.

225434. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Blancan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de copie de lettres à coins hydrofuges.

225435. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Martin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil permettant de produire l'illusion de la mer.

225436. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Richir et Laffineur, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau moteur rotatif.

225437. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Riedel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de la paraphénolcarbamide.

225438. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Moreau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de barrette-poucette de sûreté s'appliquant aux encriers de poche et autres articles de voyages.

225439. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Griffiths et Woodgate, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les armes à feu à magasin.

225440. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; David, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Briquelette-chauffeuse à pieds, dite *Bric-chauffe-pieds*.

225441. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Proust, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les réchauds et calorifères à pétrole, à mèche plate.

225442. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Gutmann de Gelse, représenté par Armand Gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la conservation des bois.

225443. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Cari-Mantrand (les sieurs), Poulain et Garbet, cours Devilliers, n° 61, à Marseille. — Procédé chimique de conservation des graines oléagineuses décortiquées ou nues, principalement des arachides, à l'effet d'en obtenir de meilleurs produits.

225444. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Robert, rue de la Grande-Plaque, n° 31, à Troyes. — Procédé pour faire de longe revers sur les métiers rectilignes à tête anglaise marchant mécaniquement.

225445. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Vambelle, représenté par la société Drucches et Lamblin fils, contour Saint-Martin, à Roubaix. — Nouvelle table à rendre les tissus.

225446. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1892; Thévenin frères et compagnie (société), représentée par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux fusées de guerre.

225447. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Wendt, représenté par Freydlér-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés à des tonneaux refouleurs automatiques d'acides.

225448. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Wolf, représenté par Freydlér-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Procédé pour la confection de bandes ou marches inflammables, particulièrement pour briquets.

225449. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Allouard, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de biberon.

225450. Brevet de cinq ans, 9 novembre 1892; Couflet, ébéniste domicilié chez le

sieur Nublat, cours Lafayette, n° 13, à Lyon. — Frein en caoutchouc à roues pour vélocipèdes.

225451. Brevet de cinq ans, 9 novembre 1892; Crochet, place Valzann, à Lyon. Machine dite *disque armures*, appliquée aux trains des barres de la mécanique et autres.

225452. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Dumortier, représenté par Bretton, rue Cité-Delassalle, n° 12, à Villeurbanne (Rhône). — Outillage et procédés nouveaux pour la fabrication des bougies d'éclairage dites *passer-partout*.

225453. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Dufour, rue Laurencia, à Lyon. — Rouleaux ou étuis calculateurs.

225454. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Winterhalder, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de blocs à disques.

225455. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Marix, représenté par Bonnet, à Paris, rue Le Peletier, n° 49. — Nouveaux compteurs horaires pour voitures.

225456. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Dumont et fils (société), à Paris, rue de Jarente, n° 4. — Robinet à vis à clapet indépendant, à fermeture automatique.

225457. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Ragoucy, représenté par Bédier, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Nouveau procédé de fabrication des moyeux pour roues de vélocipèdes ou autres véhicules.

225458. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Abelspies, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de harpe-guitare.

225459. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Dalbouze et Claverie, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Perfectionnements dans la fabrication des matières résineuses.

225460. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Durand, représenté par André gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Sécateur avec lame à mouvement rectiligne.

225461. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; société dite *The Sheffield Steel and Ingot Iron Company limited*, représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans la fabrication de l'acier.

225462. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Kugel, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de fabrication des vis à bois à l'aide d'une fraise rotative.

225463. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Renninger, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîte à savon avec mécanisme à distribuer le savon en petites quantités.

225464. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Uhlich, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de réunion de fils métalliques par pincage.

225465. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Zeh, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à cambrer le cuir.

225466. Brevet (brevet anglais devant expirer le 2 août 1906) pris, le 7 novembre 1892, Gray, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue de la Harpe, n° 11. — Cintrage hydraulique ou pneumatique des planches électro ou stéréotypées.

225467. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 août 1906) pris, le 7 novembre 1892, par Gray, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue de la Harpe, n° 11. — Procédé de doublage des surfaces d'impression en galvanoplastie et dans les appareils employés à cet effet.

225468. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Johnson, représenté par Fagnon, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Disposition sanitaire perfectionnée pour désinfecter automatiquement les water-closets, lavabos, etc.

225469. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Holzer, représenté par André gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Garnissages pleins pour pontons ou comprenant des massifs en matière plastique et y restant assemblés.

225470. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Winkes, représenté par André gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils de signaux principalement destinés à servir dans les chambres de machines et pour des usages analogues.

225471. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Desmedt, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil de démarrage pour voitures de tramways et autres véhicules, intitulé *bélier Desmedt*.

225472. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Périer, dit Théophile, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouchon pneumatique de sûreté, dit *le Théophile-Périer*.

225473. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Farine, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Fer à repasser hygiénique.

225474. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Mathieu, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de flûte ou flageolet en métal fondu.

225475. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; de Belbeuf (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'attache et ses diverses applications.

225476. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Thayer Stevens, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les chaudières à vapeur.

225477. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; d'Espagnat, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de pince à cravates.

225478. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Mortier, rue du Treuil, n° 14, à Saint-Étienne. — Système de distribution électrique polyphasée Compound.

225479. Brevet de dix ans, 11 novembre 1892; Charbonnier-Lubin, rue du Pin, n° 33, à Agen. — Pied de fer Charbonnier-Lubin à tige mobile.

225480. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Sellier, rue du Gigant, n° 50, à Nantes. — Système de robinet en bois avec manchon en verre ou d'une autre matière.

225481. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Lockwood et Shrague (les sieurs), représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Cabines ou chambres à coucher pour wagons-lits, navires, bateaux et autres véhicules.

225482. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Cayeux, à Paris, rue du Château, n° 91. — Nouvel appareil électrique de voyage s'adaptant à toutes les serrures, pose et dépose instantées.

225483. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Baillet, rue de Lorraine, n° 21, à Courbevoie (Seine). — Pompe à marche constante.

225484. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Lefebvre, à Paris, rue Saint-Jacques, n° 277 bis. — Bouchon de sûreté pour le bouchage des bouteilles, flacons et autres récipients analogues.

225485. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Chase et Gont, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière n° 21. — Perfectionnements dans les procédés de moulage de plaques de blindage et autres objets, et dans les moules employés à cet effet.

225486. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Péret, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau procédé de fabrication des seaux ou objets analogues.

225487. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Ufer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à tailler les limes.

225488. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; société Romano y Reut, représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Produit industriel, liège aggloméré en planches, voûtes, blocs, tubes, dalles, carreaux, briques, etc.

225489. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Winter et Nello, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux poêles et fourneaux.

225490. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; société Boyriven frères, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de bouton.

225491. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Barrey, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Coupleur automatique.

225492. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Digesteur perfectionné pour fabrication de papiers.

225493. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; société Brown, Boveri et compagnie, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Transformateur pour courants alternatifs à plusieurs phases du système C. E. L. Brown.

225495. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Waynes, représenté par son frère, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à composer les caractères typographiques.

225496. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Shattuck, représenté par son frère, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 7. — Perfectionnements aux jouets.

225497. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Timby, représenté par son frère, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour vins, spiritueux et autres liqueurs et leur donner de la maturité.

225498. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; société J. Moche et ce, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Cadre articulé pour bourses, sacs, etc.

225499. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Gardier, représenté par son frère, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés pour l'élévation de l'eau employée comme force motrice.

225500. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Block, représenté par son frère, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau tissu imperméable *Similicair Block*, et son procédé de fabrication.

225501. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Blancan, représenté par son frère, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle composition métallique et ses diverses applications.

225502. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Martin et Mac Coy, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils ou timbres enregistreurs du temps.

225503. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Crook senior, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux moteurs pour véhicules à roues.

225504. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Müller, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Soupape d'essai avec débouché.

225505. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Corbiar, représenté par son frère, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouveau jeu d'adresse et de combinaison *Parisien*.

225506. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Legrand et Chagnin, représentés par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Moyens perfectionnés pour consumer la fumée dans les fourneaux, chaudières de brasseurs, grilles de foyers et autres foyers.

225507. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1892; Sérullas, au Fort-de-l'Est. — Nouveau procédé d'extraction et de purification de la gutta-percha des bourgeons, etc., de sapotées, sans nuire aux propriétés électriques de ces substances.

225508. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Bruller, représenté par son frère, place Saint-Sauveur, à Caen. — Application du cellulose à la construction de selles de vélocipède, selles de cheval, selles d'arçon, appareils orthopédiques généralement tous les objets qui se font en cuir moulé.

225509. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Chardon, rue Saint-Jacques, n° 58, à Angers. — Classeur de papiers d'affaires dit *le Classeur Chardon*.

225510. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; société Emigi, Société représentée par le sieur Magnan, à Paris, rue d'Hauteville, n° 82. — Machine à boucher et à déboucher les bouteilles.

225511. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Hackh, représenté par son frère, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Cartouche à lumière au magnésium pour la photographie et son procédé de fabrication.

225512. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Burnett, représenté par son frère, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux appareils pour l'eau et autres liquides.

225513. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Foucault, représenté par son frère, à Paris, rue de Lancry, n° 18. — Brételle de maintien à l'usage des femmes.

225514. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Damas, représenté par son frère, à Paris, rue de Lancry, n° 18. — Brételle de maintien à l'usage des hommes.

tier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Tuyaux avec ailettes mobiles pour chaudières à vapeur, réfrigérants, chlorifères et tous appareils tubulaires.

225515. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Klster, à Paris, rue Saint-Maur, n° 143. — Modification de la préservation des flammes de drapeau, signaux actuellement employés par plusieurs compagnies de chemins de fer pour les gardes et aiguillages.

225516. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Balatsch, Bayer et Mérold, représentés par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Procédé de nettoyage des laines souillées par le goudron ou des couleurs.

225517. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Klary, à Paris, rue de Beaugrenesse, n° 22. — Procédé chromatographique, ou nouvelle méthode pour colorier les photographies.

225518. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; von Haronne, Schwillden, Bungenberg et Bartholémy, représentés par Dieumide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements apportés aux boudineuses continues pour machines à filer.

225519. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Kletzker et Goessel, représentés par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Machines à fabriquer les matrices pour clichés d'imprimerie.

225520. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Bittel, représenté par Casatage, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication de filtres inattaquables par les acides et par les alcalis.

225521. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; société Wanner et compagnie, représentée par Camionga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil de graissage à graisse consistante, à fonctionnement automatique au moyen d'un ressort à spirale dont la tension est réglable par une vis centrale se trouvant dans la partie supérieure.

225522. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Brière, à Paris, boulevard Montparnasse, n° 146. — Système d'accomplissement pour conjuguer les essieux de la locomotive et, en général, du matériel roulant.

225523. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Nolze, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de toiture constituée par des plaques métalliques isolées, librement assemblées.

225524. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; société Fr. Ewers et compagnie, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif permettant le collage des fils de caoutchouc ou toute autre matière présentant un caractère adhésif sous l'action de la chaleur sur des faces métalliques dans le but d'en assurer l'étanchéité.

225525. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Chauvin père, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil servant à arrêter les chevaux emportés.

225526. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Gobron, à Paris, cité d'Hauteville, n° 6. — Nouvel indicateur rotatif fonctionnant en tournant, applicable à toutes les fermetures des portières de wagons, de tous véhicules et de toutes portes sans exception.

225527. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Stute, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements apportés aux livreuses mécaniques.

225528. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Lasse, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil de pliage pour la fermeture des boîtes en fer blindé à angles arrondis.

225529. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Dumosny, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Panier ferré de 9 à 30 places pour marchands de vins, brasseurs, etc.

225530. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Moussier, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur totalisateur en combinaison avec un ticket spécial et un arrêt électrique instantané.

225531. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Vlainix, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux garnis et aux coulants des parapluies.

225532. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Preisch, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Dôme-Nouvelle, n° 41. — Cheminée ménagère à ventilation dite la Populaire.

225533. Brevet (brevet anglais devant expirer le 7 mai 1906) pris, le 9 mai 1892, par Wood, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pied ou support perfectionné pour vélocipèdes.
225534. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Gardavaux, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bascule.
225535. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Braun, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Symples guettes en bois isolant les fils électriques dans les appartements, magasins.
225536. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Godfrey (M^{re}), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux boutons.
225537. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 mai 1906) pris, le 9 mai 1892, par Cox, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux gants et plus spécialement de cheval.
225538. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Langworthy (M^{re}), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux bouchons et autres modes de bouchage pour les bouteilles.
225539. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1892; Loisel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveaux chemin de fer, vélocipèdes ou autres véhicules sur voie circulaire.
225540. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Pitangué, à Morcemant, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Adaptation d'un condenseur réfrigérant au chapiteau des appareils de compression.
225541. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Chave, à Cavaillon (Vaucluse), représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Caisse se rabattant sur elle-même, dénommée *Caisse Chave*.
225542. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Pavrez, rue d'Isly, n° 2, à Lille. — Bonde et robinet pour gazéifier la bière directement dans les fermentations, à l'aide de l'acide carbonique.
225543. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Stoltz, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Torsiomètre micrométrique.
225544. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Beardshaw, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de fabrication de machines au moyen de barres d'acier profilées.
225545. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Lotz, fils de l'ainé, à Nantes. — Application du foyer amovible aux chaudières à vapeur verticales à foyer vertical dites *Chaudières à T tubulaires*.
225546. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Bouvier, à Montargis, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de filtration mécanique basé sur la séparation, par décantation progressive, des matières en suspension dans les liquides troubles sur des filtres superposés.
225547. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Dop, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Couverture protectrice perfectionnée pour les water-closets et autres appareils analogues.
225548. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 avril 1906), pris, le 9 mai 1892, par Silberg, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux bandages en caoutchouc sur des roues de véhicules.
225549. Brevet (brevet anglais devant expirer le 14 mai 1906), pris, le 9 mai 1892, par Astley et Willis, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements à la construction des planchers incombustibles.
225550. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Bonn, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Chevalet perfectionné pour instruments à cordes.
225551. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Froemert, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil à découper des matières diverses.
225552. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; d'Andria et Sciler, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux métiers à tisser et à leurs navettes.

225553. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Raab, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Compteur d'électricité à vapeur.

225554. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Chambers, représenté par Diegeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Bande pneumatique.

225555. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Laporte, à Vie-Bigorre (Hautes-Pyrénées). — Capote de voiture magique pouvant disparaître entièrement dans le dossier du siège.

225556. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1892; Nicolas, à Nomeny (Meurthe-et-Moselle). — Allume-feu.

225557. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Cros et Pagès, à Montpellier. — Nouveau procédé d'application du froid à la vinification, à l'amélioration, la clarification et la conservation des vins.

225558. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Taquet, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau procédé de fabrication industrielle de la baryte et de la strontiane au moyen de l'électricité.

225559. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Balcke, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Instrument pour mesurer la tension dans les éléments de pont sous charge.

225560. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Pickles, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés aux mordants destinés à la teinture et à l'impression des tissus et autres matières.

225561. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Grondhal et Landin, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés à la fabrication du nitrate d'ammoniaque.

225562. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; de Sparre, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de bicyclette dite *Sparre-Cycle*, munie de roues élastiques sans caoutchouc et d'un moyen pour changer à volonté la force motrice et la vitesse.

225563. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Greiner, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Moyen d'augmenter le rendement des appareils d'évaporation.

225564. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Aubertin, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Purgateur automatique d'eau de condensation sans perte de vapeur.

225565. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Dauviver, à Paris, rue Richomme, n° 12. — Appareil contre-basse-violoncelle à clavier.

225566. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Vernhet, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 188. — Nouvelle pile électrique à électrode de charbon négatif.

225567. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; de Chardonnet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Déshydratation des pyroxyles.

225568. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Horn et Belschner, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine avec piston rotatif.

225569. Brevet de quinze ans, 10 novembre 1892; Petersen, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif perfectionné pour couper les fils, ficelles et autres objets semblables dans les travaux de couture, de tissage, d'emballage, de voilerie, etc.

225570. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Maurel, rue Larrey, n° 23, à Marseille. — Pétrin mécanique à grille mobile, effectuant le frassage et le pétrissage avec un seul malaxeur, système Ambroise Maurel.

225571. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Poumareu et Hourqueig, à Lys (Basses-Pyrénées). — Machine à mouvement perpétuel dite *l'Ossalaise*.

225572. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Policard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 46. — Nouvel appareil dit *indicateur de niveau sur place ou à toute distance*.

225573. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Lotz et Huxelstein, à Paris, rue du Louvre, n° 44. — Compteur kilométrique pour vélocipèdes et voitures, dit *vélo-compteur universel*.

225574. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Schreiber, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Boîte à chapeaux pour dames.

225575. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Pommier, rue de l'Industrie, n° 17, à Asnières. — Système de planches automatiques et mobiles.

225576. — Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Danchet, à Paris, quai de la Seine, n° 22. — Nouveau produit pour teinter les bois d'industrie, en particulier spécialement les meubles et boiseries, dit *Teantra viraux chaux intachable*.

225577. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Reynolds, représenté par M. Mas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux appareils de séchage et le conditionnement des grains ou autres substances.

225578. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; compagnie de l'Industrie trique, représentée par la société Sentier et de Mestral, à Paris, rue de la Harpe, n° 10. — Machine dynamo-électrique à courant continu ou alternatif.

225579. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Henry de Yvernon, rue de l'Université, n° 173. — Tubes hydrauliques pour roues de véhicules autres véhicules.

225580. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Guizer, représenté par M. Grand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Lampe à souder portative.

225581. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Marin et compagnie (représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux pédales de vélocipèdes.

225582. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Schmaltz et Helbig, représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les dispositions de sermeture des châssis pour caractères d'imprimerie.

225583. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Kiedel, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les procédés de filtration des sirups concentrés de sucre.

225584. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Castellano, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 10. — Nouveau système de balai dit balai-pompe à usage domestique.

225585. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Delannay, représenté par M. Serret, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil élévateur pour le transport de grains, charbons, liquides, etc.

225586. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Pullman et Leno, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 3a. — Perfectionnements aux machines ou appareils de compression pour la condensation et liquéfaction des gaz.

225587. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1892; Vanden Brack, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 3a. — Jante pneumatique, dite instantanée, avec chambre à air annulée.

225588. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Poels, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 3a. — Perfectionnements aux machines.

225589. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Dupont et Lambert, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de numérotation des livres et papiers de valeurs.

225590. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Rheims, Auscher et compagnie (société), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de lampe à incandescence, propre à l'éclairage intérieur des voitures.

225591. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Leno, représenté par M. Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les régulateurs à gaz.

225592. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Wouters, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de propulsion à hélice pour navires à vapeur.

225593. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Blétry-Bourgeois, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouteille à usage de rapide mesurée et réglée pour chaque opération.

225594. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Guérbois, représenté par M. aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouteille à usage de rapide.

225595. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; société de construction de moteurs (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur à courants alternatifs.

225596. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1892; Harnett, représenté par M.

vault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de régulateur automatique d'alimentation.

225597. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Cornil, à Fresnes (Nord). — Application de foyers indépendants pour fusion rapide du verre dans les pots de fours à vitres ou à bouteilles.

225598. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; van Ghaem, élisant domicile chez le sieur Liévens, rue Neuve-des-Meuniers, n° 12, à Lille. — Robinet complètement étanche.

225599. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Clauss et Papegay, représentés par la société Dreyfus et Lambin, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Nouveau constateur, à baguier Clauss, dénommé l'*Eclair*.

225600. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Grupe, rue du Boccage, n° 11, à l'Île-Saint-Denis (Seine). — Perfectionnements apportés aux vélocipèdes.

225601. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Canino, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Wagon mécanique pour l'application industrielle de la force motrice excédente développée par la vitesse d'un train de chemin de fer en marche.

225602. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Straus, représenté par Parmenier, à Paris, rue de Laucry, n° 10. — Perfectionnement apporté aux agrafes à un ou plusieurs crochets.

225603. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Pottier, à Paris, rue Étienne-Marcel, n° 52. — Panier en fer dit *panier métallique*, destiné à l'emballage des liquides, huiles, essences, alcools, liqueurs, acides, produits chimiques et autres objets liquides ou solides.

225604. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Genevois, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Machine à hacher.

225605. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Kapfeler, rue de Longchamp, n° 49, à Neuilly (Seine). — Nouveau façon à volume variable conservant les liquides altérables à l'air.

225606. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Simron, représenté par Armand-gard aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Carabine à bascule avec un verrou chargeur ayant son extracteur.

225607. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Padé, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Amélioration des huiles de mauvais goût.

225608. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Kaiser, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tampon en bois permettant d'ajuster des robinets sur des tonneaux en métal.

225609. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Grave, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour stériliser l'eau.

225610. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Orr, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les anneaux de garniture pour pistons, tiges de pistons et de tiroirs, presse-étoupe, etc.

225611. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Gillette (les sieurs), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les mécanismes utilisant la force musculaire pour actionner les outils rotatifs ou autres.

225612. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Gosse, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réveil électrique.

225613. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; société pour la fabrication des munitions d'artillerie, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application de l'action directe des fluides compressibles dans le travail des métaux.

225614. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Kampff, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Canne avec nécessaire pour objets de toilette ou autres objets analogues.

225615. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Navarre et compagnie (société), représentée par Chenault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Nouvelle machine à découper.

225616. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Hartmann et Reimer (société), représentée par Armand-gard jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nou-

veau procédé pour préparer, au moyen des camphoroides, les acides annéliques composés suivant la formule $C_8H_{10}O_2$, les acides dicarboxyliques correspondant à la formule $C_8H_{10}O_4$ et les anhydrides de ces derniers dans la formule $C_8H_{10}O_3$.

225617. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Haarmann et Reimer, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé pour préparer la g-cymidine $C_8H_8(C^1H_3N^2H_2C^3H^4H^5)$ au maximum de camphoroides correspondant à la formule $C_{16}H_{18}O$ et étant des méthyliques.

225618. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Géry dit Louis, à Turenne, n° 3, à Limoges. — Nouveau système de supports pour le transport des bouquets.

225619. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Géry dit Louis, à Turenne, n° 3, à Limoges. — Nouveau système de supports pour le transport des bouquets.

225620. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Salles, rue de Rome, à Marseille. — Appareil dit distributeur-régulateur du gaz d'éclairage.

225621. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Guiboussendouche fils, à Paris, n° 28, à Marseille. — Machine à imprimer à bras.

225622. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Bedford, représenté par rue de Beausset, n° 16, à Marseille. — Perfectionnements dans les machines à tisser les tuyaux de conduite en ciment.

225623. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Grandsire, représenté par M. Royer, rue Damis, n° 26, à Amiens. — Nouveau procédé de bouche-entrées et à toutes les combinaisons et à toutes les serrures à combinaisons, appelées entrées, système Jules Grandsire.

225624. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Barlerin, rue de France, à Neufchâteau (Vosges). — Emploi de la chaux dans la fabrication des briques, des creusets et tous autres produits appelés à supporter une haute température.

225625. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Comman, boulevard Marceaux, n° 17, à Reims. — Couverture mobile pour wagons.

225626. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Champagnat, à Châlons-Marne, n° 23, à Châlons-sur-Marne. — Fabrication spéciale de la ponticrisme Champagnat, produit destiné à l'industrie pour le nettoyage des étoffes.

225627. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Carrière, représenté par M. Wick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Nouvel accumulateur électrique.

225628. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Mathieu, à Anzin, n° 80, à Anzin (Nord). — Fabrication d'un nouveau manche de hache à double portée, vissée ou rivée.

225629. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Dubois, route de Cambrai, à Anzin. — Nouveau genre de caisses d'emballage démontables.

225630. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Normanton (les sieurs), représentés par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Perfectionnements dans les moyens de protéger les pneumatiques et les autres jantes flexibles des roues, cycles, tricycles et voitures.

225631. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Farbenfabriken vorm. Bayer und Co (société), représentée par Casalis, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de nouvelles matières colorantes azoïques.

225632. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Sarfert, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Appareil continu à décatir les tissus.

225633. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Ulbricht, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1 bis. — Liseur et perceur mécanique pour cartons Jacquard.

225634. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Gracley, représenté par M. à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Machine à préparer les fibres.

225635. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Gosden (M^{re}), représentée par M. Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements aux billes.

225636. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Filler, représenté par M. à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements aux billes.

ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Élévateur à changement de hauteur d'élévation produit mécaniquement par l'arbre de commande.

225637. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Delaunay-Belleville, représenté par Hériot, à Paris, rue de Douai, n° 40 ter. — Perfectionnements aux pompes à grand débit et haute pression.

225638. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Delaunay-Belleville, représenté par Hériot, à Paris, rue de Douai, n° 40 ter. — Tube à nervure intérieure unique, appliqué aux chaudières à vapeur et plus particulièrement aux chaudières à tubes d'eau.

225639. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Mejer, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau genre de jardinière.

225640. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Quadflig, représenté par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Système de torréfaction du café, supprimant toute odeur et fumée.

225641. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; les fils de Peugeot frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les selles de vélocipèdes.

225642. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Iseli, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95 — Procédé de purification des flegmes résultant de la fabrication de l'alcool, des huiles et des graisses.

225643. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Faure, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour la vente des journaux ou autres imprimés.

225644. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Theryc et Oblasser, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, 95. — Accumulateur électrique.

225645. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Kocher et Doria, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 83 bis. — Additionneurs partiels et totalisateur général.

225646. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Campos, représenté par la société Aasi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Ticket-portefeuille-annonces.

225647. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Haarbleicher, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux ballons dirigeables.

225648. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Haarbleicher, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système de direction des aérostats.

225649. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Cruickshank, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système d'injecteur.

225650. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Dumont, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les pompes à force centrifuge.

225651. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Dupassieu, à Cran, commune de Gevrier (Haute-Savoie). — Système de locomotive et wagon à cornière de sûreté.

225652. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Brin, avenue du Clos-Jaunet, n° 10, à Nantes. — Machine à nettoyer les couteaux et instruments analogues.

225653. Brevet de quinze ans, 3 août 1892; Convert, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau procédé de fabrication des peignes.

225654. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1892; société Math. Salcher et Söhne, représentée par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Bouton démontable permettant de changer l'étoffe de recouvrement.

225655. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1892; Putsch, représenté par Lévesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Ressaut pour des porte-couteaux à cossettes.

225656. Brevet de quinze ans, 2 novembre 1892; Lorin et Giraud, élisant domicile à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 173-175. — Nouveau palan différentiel à vis, à bûteé et mouvement sur billes supprimant le graissage, dit *Palan Lorin*.

225657. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Mollé et Aupit, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Musette-mangeoire hygiénique.

225658. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Alexandre, à Givonne (Ardenne). — Outill dit *Marteau-Tricoise*.

225659. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Rivayran et Valette, à Castres (Tarn). — Système de filtre, le *Languedoc*.

225660. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Boiteux, à Balles (Indre-Loire). — Liquide servant à détruire le phylloxéra tout en donnant de l'espérance vigne.

225661. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Brun-Latrige, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Système de bloc à des percuteurs, fixé à la sous-garde ou à la queue de bascule dans les fûts sans apparents.

225662. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1892; Conso, représenté par Luc Buffaud et Tavian, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 27, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux commutateurs à mouvement brusque.

225663. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1892; Vuille, représenté par les Frédyer-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Appareil pasteuriser la bière en bouteilles.

225664. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Chauvet et Champin, représentés par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Machine à distributeur giratoire.

225665. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Gersbach, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareil pour de monnaies.

225666. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Piétrini, à Florence (Italie). — Ballon Piétrini.

225667. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Rigot, représenté par Buisson à Paris, avenue de Clichy, n° 40. — Application industrielle dite *peau-argente*.

225668. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Migeon, officier à l'hôpital militaire de Vincennes (Seine). — Lit garde-robe.

225669. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Lundell, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans le réglage des moteurs électriques.

225670. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Hoe, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les chaînes servant à mettre des journaux et des publications semblables sous bandes, être envoyés par la poste.

225671. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Prister, à Paris, rue de la Harpe, n° 15. — Poudre sans fumée dite *Diane*.

225672. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Nouvelle, représenté par G. Lelong, à Paris, rue des Halles, n° 25. — Bouteille irremplissable empêchant la fuite du liquide contenu.

225673. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Haddan, représenté par la société Assi et Gendès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils à balayer ou broser les tapis.

225674. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Evans, représenté par la société Assi et Gendès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux procédés destinés plus spécialement à l'extraction de l'huile de coton par le procédé au moyen de la vapeur.

225675. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Otton et Henneman, représentés par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Nouvelle machine à tarréfier les et autres matières végétales.

225676. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Berthelony, représenté par le try aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Abat-jour formant sac à main, corbeille à fleurs, etc.

225677. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Jenik, représenté par le try aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Déflagrateur.

225678. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Oetmann et Narracot, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des tapis pour planchers et autres surfaces et dans les appareils employés dans ce but.

225679. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; société Kern et compagnie, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de microphone, système *Glamond*.

225680. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Landin, représenté par le try aîné, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de suspension de valises.

225681. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Orvis (les sieurs), représenté

par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les loyers à tirage renversé.

225682. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Paperitz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de bandage cellulaire de sûreté pour vélocipèdes.

225683. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Gundlach et Goetz, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements à la construction des violons pour enfants.

225684. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Wolf, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Lampe de sûreté pour mineurs, avec enveloppe protectrice, et dispositif d'allumage s'actionnant de l'extérieur.

225685. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Oeden, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme perfectionné de commande pour robinets-vannes.

225686. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Brett, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux lustres.

225687. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Boucher, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

225688. Brevet de dix ans, 19 novembre 1892; Chaboud, à Aix-les-Bains (Savoie). — OENO-ébullioscope de précision.

225689. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Bédère, rue Nard, n° 16, à Bordeaux. — Nouveau système de raccord-joint universel.

225690. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Breil, boulevard de Talence, n° 315, à Bordeaux. — Tourne-broche, système Breil.

225691. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Ader, représenté par Delpey, rue de Beaussart, n° 16, à Marseille. — Nouveau système d'étui pour papier à cigarettes en ramie dit l'Annamite.

225692. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Lenoble (M^{re}), rue d'Angiviller, n° 53, à Versailles. — Tabouret-pédale.

225693. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Renard, rue Boschot, n° 28, à Fontenay-sous-Bois (Seine). — Matières mises en nappes plus ou moins épaisses qui sont encollées, séchées et découpées en lamères plus ou moins fines qui peuvent être tissées, tissus nouveaux obtenus avec lesdites lamères, et moyens et procédés permettant d'obtenir ce résultat.

225694. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Girard, à Paris, passage Notre-Dame-de-la-Croix, n° 13. — Rayons de roues de vélocipèdes détachables sans démonter la roue.

225695. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Giraud, à Paris, boulevard Voltaire, n° 149. — Application de la publicité sur les marqueurs de jeux.

225696. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Fouché, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau procédé de stéréoscopie.

225697. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; société Pagé frères, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de couteau fermant.

225698. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Farcot, à Saint-Ouen (Seine), avenue de la Gare, n° 17. — Perfectionnements aux organes de transmission de puissance, à leurs conditions de fonctionnement et à leur mode de construction.

225699. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Catrice, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Barrière automatique pour les accrochages intermédiaires et du fond dans les puits de mines.

225700. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Dowald, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Piste artificielle de patinage.

225701. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; van Mol, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système rationnel de sauvetage en cas d'incendie.

225702. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Lecollier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Système de serrure de sûreté à enclenchement automatique, principalement applicable aux portières des wagons.

225703. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Naudin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'alliage de minium dits *Alliages Naudin*.

225704. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1892; Herrero, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Générateur de vapeur.

225705. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Courtois, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les deuses pour chevaux et autres animaux.

225706. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Sevin, représenté par Thirion, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements apportés aux boutons de billement.

225707. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1892; Petitjean, représenté par Thirion, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements à la construction des voitures à deux roues.

225708. Brevet de dix ans, 19 novembre 1892; Bazé, place Saint-Didier, à Paris. — Pneumatique pour roues de vélocipèdes, dit *Pneumatique Bazé*.

225709. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Bailly, édisant domicile chez M. sieur Morel, place Jean Gigoux, n° 2, à Besançon (Doubs). — Appareil de ressort, destiné à annuler le choc que reçoivent dans le moignon les amples jambes par l'emploi, pour la marche, des pilons connus jusqu'à ce jour.

225710. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; société A. Lhéritier et Compagnie, représentée par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Nouveaux de brosses pour le pansage des chevaux, dites *Lasstrusses*.

225711. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Smallman, représenté par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Perfectionnements dans les pneumatiques pour vélocipèdes et autres véhicules.

225712. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Geynet, à Paris, rue Grande-Chaumière, n° 15. — Coupe-roquefort.

225713. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Weil, représenté par Baudouin, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Capsule hémisphérique en caoutchouc pour récepteurs téléphoniques.

225714. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Grossier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau genre de bijoux artificiels applicables à la bijouterie.

225715. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; société Gavioli et Compagnie, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Écrou amortir le son des trompettes, trombones et bombardes des orgues en général.

225716. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Maire, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans le montage des jumelles.

225717. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; société Ed. Schenck et Compagnie, à Paris, rue Réaumur, n° 41. — Décoration des cristaux et porcelaines.

225718. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; société Henry et Compagnie, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bouteilles, flacons, etc., à étiquette émaillée, vitrifiée, blanche ou colorée. (*Procédé Henry*).

225719. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; société E. Cornély et fils, représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements aux machines à festonner et à broder.

225720. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Leathers, représenté par Thirion, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouvel appareil perfectionné pour désinfecter l'air.

225721. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; société Brichet, Compagnie, représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Système perfectionné et simplifié de réservoir de chasse.

225722. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; société Hartsendorff et Compagnie, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Terme démontable.

225723. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Gursch, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau système de fabrication des bois de marge avec partie intérieure en tôle ondulée.

225724. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Deval-Féhat, représenté par

lage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Machine à restreindre les douilles de gargousses.

225725. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Fady, représenté par la société Metray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux machines à réduction pour sculpteurs.

225726. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Fierz jeune, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux métiers Jacquard.

225727. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Wesselmann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard Strasbourg, n° 2. — Porte-outil avec cylindre rotatif disposé excentriquement dans le manchon et destiné à recevoir des outils de calibres différents.

225728. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Girardet, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de lampe à récupération.

225729. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Middleton, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux attaches permettant de fixer et remplacer les bandes élastiques sans fin et autres servant à entourer les livres de poche et à d'autres usages analogues.

225730. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Nicolaidi, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Application d'un nouveau système de transmission de mouvement aux roues de vélocipèdes.

225731. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; société Fleischhacker et Möhrle, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé pour remplacer les filaments dans les lampes à incandescence usées ou dans celles où le filament est cassé.

225732. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Sauzet, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements apportés aux machines à forger à chaud le clou à cheval.

225733. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Dolis, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau mannequin ou buste servant à l'exposition ou au transport des modèles de robes.

225734. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; Hoyrmann et Stein, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Double attelage automatique pour voitures de chemins de fer.

225735. Brevet de quinze ans, 17 novembre 1892; société Justin Landry et G. Beyroux, à Paris, rue Albouy, n° 19. — Système de machine à coudre mobile à navette rotative spéciale permettant de piquer, soit à la main, soit automatiquement, les dessins tracés ou non sur un tissu quelconque.

225736. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Pelouard (les sieurs), à Sillé-le-Philippe (Sarthe). — Grilleur à café, système Pelouard.

225737. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Margotin, à Toulouse, rue Boulbonne, n° 28. — Martinet pour frapper les meubles, fabriqué en lanières de fourrures de peaux en poil de chat.

225738. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Sounat, élimant domicile chez le sieur Lafon, à Tulle. — Montre-jouet scientifique.

225739. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Tirard, à Caen, rue d'Auge, n° 48 bis. — Avertisseur en cas d'incendie.

225740. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Myon, à Paris, rue de Châteaudun, n° 42. — Casse-noix.

225741. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Thirion, à Paris, rue de Vaugirard, n° 60. — Mode de réglage de l'admission de la vapeur des moteurs de pompes foulantes.

225742. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Getten, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Mécanisme à répétition applicable aux armes à feu portatives de tous genres.

225743. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Craven, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements aux rondelles placées sous les écrous de serrage.

225744. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Gross, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné

d'appareil propre à empêcher le déplacement longitudinal des rails sur une voie ferrée.

225745. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Blackmore, représentant Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Procédé perfectionné d'incorporation du malt ou de son arôme avec le café, le thé, le cacao et substances analogues employées comme boissons ou aliments.

225746. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Schiaffino, représentant Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouvelle méthode de décoloration ou nettoyage mécanique des sucres bruts.

225747. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Delarue, représentant Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Presse hydraulique à action mécanique.

225748. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Offenbacher, représentant société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à mouler les facettes.

225749. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; société les fils de Peugeot, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des tondeuses.

225750. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Baux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pneumatique perfectionné formant fontaine d'appartement ou pulvérisateur.

225751. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Bachmann, représentant Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Appareil à sécher les métaux en fonderie.

225752. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Lemaire, représentant Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chapeau métallique pour le bouchage, avec musclet, des bouteilles de vin mousseux.

225753. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Gauthier et Brazeau (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Poêle à bois dit *le Parfait*.

225754. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; François, représenté par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Téléphone, appareil récréatif facilitant aux enfants l'étude de toutes les sciences naturelles.

225755. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1892; Charvet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de ceinture à boucle automatique.

225756. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Montel, boulevard Notre-Dame, n° 11, à Marseille. — Machine automatique à couper les savons.

225757. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Welther, à Saint-Henri, quartier de Marseille. — Machine à retailer les carreaux en céramique.

225758. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Masquelier, rue Guillemet-le-Conquérant, n° 2, à Caen. — Matelassure de selle pneumatique en caoutchouc.

225759. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Bouthors, représenté par Bouthors, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la construction des torréfacteurs à air chaud.

225760. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Lapointe, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 9. — Perfectionnements aux tours.

225761. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Hermann, représenté par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Système de machine à poser les parquets.

225762. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Roussy, représenté par Roussy, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système d'instrument opératoire spécialement destiné à maintenir la bouche ou la gueule du sujet, homme ou animal, dans la position la plus convenable à l'opération ou à l'expérience à effectuer.

225763. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Motin, représenté par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Moyen de produire des impressions en plusieurs couleurs sur des feuilles de gélatine transparente ou colorée, ou produits similaires.

225764. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Boyer (les sieurs), représenté

par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — *Toupe Beyer* séparant, chassant et épurant les divers éléments de toutes matières et des minerais en particulier.

225765. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Emery et Davy, représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements dans les attaches de tous genres.

225766. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; *The Lair and Sweetley Manufacturing Company* (société), représentés par Marillier et Rebolet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — *Marceau de forge* perfectionné.

225767. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Eiserte, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé pour fabriquer les lames de faux.

225768. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Thivet-Haectin, rue du Port, n° 18, à Saint-Denis (Seine). — Four mobile à creuset et à chauffage intensif pour la fusion des métaux en général.

225769. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Jost, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de plaques ou feuilles métalliques doublées (recouvertes) de papier, de tissus ou autres matières analogues, et produit nouveau en résultant dit *Double-métal*.

225770. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Müllenbach, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tuyère de feu de forge.

225771. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Muller, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Instrument à cordes joué avec un archet mû mécaniquement.

225772. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Masson, représenté par la société Louis Gudmann et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Machine à dégraisser et essuyer les fers-blancs.

225773. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Colas, représenté par Armen-gaud jenne, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fermeture perfectionnée des boîtes de conserves permettant une ouverture rapide.

225774. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Samuelson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moyens employés pour finir et orner les cloisons, murs et plafonds des bâtiments et autres constructions.

225775. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; *Jaroschauer Bierbrauerei von S. Braun's Söhnen* (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil destiné à séparer rapidement les liquides des matières solides qu'ils tiennent en suspension.

225776. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Sulzner, *Page junior and Sauton*, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Pince-papier.

225777. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Esplin, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements dans les charnières.

225778. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Gros, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Innovations aux souliers.

225779. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Köning, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Etui de poche avec appareil d'injection antiseptique.

225780. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Roger, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement dans le coupe du poil des tissus à poil par la trame.

225781. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Saltakorn et Nicolai, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Outil pour couper obliquement les bords du carton ou autres matières semblables.

225782. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Poizat, rue du Jardin-des-Plantes, n° 7, à Lyon. — Application du montage à double planche d'arcades supérieures mobiles pour le tissage du foulard façonné avec fond et bordure.

225783. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Sichelshmidt, représenté par les sieurs Freydier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Boîte d'essieu pour wagons de chemins de fer agricoles et miniers.

225784. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Gamet et Bjellin, représentés

- par les sieurs Freydiar-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Procédé de production du zinc au moyen du zinc sulfuré (blende) par l'électrolyse.
225785. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Gallet, rue Turpin, n° 25, à Lyon. — Ficelles émerisées.
225786. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Gollion, représenté par G. Card, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnements aux ballons.
225787. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Gouin, rue de Brotemé, n° 15, à Marseille. — Appareil caustificateur à circulation continue totale.
225788. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Ferrieux, rue Sainte, n° 15 (maison Daniel), à Marseille. — Crochets ajoute-échelles.
225789. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Morbu et Miliancourt, rue Tilleul, n° 46, à Tourcoing (Nord). — Montage d'une tôle à charnière, fonctionnant automatiquement à un moment déterminé pour empêcher l'amoncellement des dons à la sortie de l'échardonneur des cardes à laine.
225790. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; van Cauvelaert et Segnier, Presne-sur-l'Escaut (Nord). — Application du gazogène aux foyers de chaudières.
225791. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Gasne, à Paris, rue du Bourg-du-Temple, n° 83. — Nouveau système de moulage à cire perdue.
225792. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Wagner, représenté par M. Vault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés aux boutons moyens d'attache pour lacets, etc.
225793. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Hansen, représenté par L. Laque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Lampe à arc électrique.
225794. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Kocher et dame veuve Roussin, représentés par Wathier, à Paris, rue de Mazagan, 5. — Outils destinés à l'horlogerie.
225795. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Turner, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les rateurs de mouture et autres produits analogues.
225796. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; société par actions Grunow, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système hydrostatique destiné à l'élévation et à l'abaissement des bateaux.
225797. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Haufeurt, représenté par M. Monon, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements apportés aux pédales de vélocipèdes.
225798. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Hermet, représenté par M. Monon, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouveau frein pour vélocipèdes et autres véhicules.
225799. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Grand, représenté par G. Gaudin, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Robinet hygiénique.
225800. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Nichols, représenté par M. Gaudin aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux cordons de montage.
225801. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Stubb, représenté par la société Louis Gudmann et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Dispositif pour dessécher les lits des petits enfants et des malades.
225802. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Steflictschek, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Règle à dessin universelle.
225803. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Arthur et Arwin Ripp (société représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de brancard démontable pouvant se replier commodément.
225804. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Hill, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les boîtes d'allumage et autres.
225805. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Dulait, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif mécanique nouveau appliqué aux appareils dits *Régulateurs à arcs voltaïques*, réglant le rapprochement des charbons à lumière, soit par les volts, soit par les ampères, soit par les volts et les ampères simultanément, obtenant ainsi la faculté de différentiation.
225806. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Charles, représenté par Armand

gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Four et séchoir au feu et à air chaud.

225807. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication de matières colorantes bleues de l'amidonitro-anthraquinone.

225808. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour l'emploi dans l'impression des tissus de matières colorantes azoconjuguées insolubles dans l'eau, non sulfoconjuguées, comme couleurs courantes en remplacement de couleurs minérales.

225809. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de matières colorantes bleues de l'ortho-dinitro-anthraquinone.

225810. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Cottin aîné, à Paris, rue de Belleville, n° 192. — Nouveau porte-ressort applicable aux dentiers artificiels.

225811. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1892; Desnoyer, rue des Orties, n° 9, à Fontainebleau. — Appareil de suspension applicable aux bicyclettes et à leurs selles.

225812. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Tournecuillet, rue Saint-Merry, n° 12, à Fontainebleau. — Système de développement d'ouverture de porte, dit porte à échappement (système Tournecuillet).

225813. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Lory, à Molsy (Loir-et-Cher). — Locomoteur à vent.

225814. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Garin et Sootz, représentés par Bellenger, contour de la Mairie, n° 10, à Lille. — Appareil humecteur de fils de chaîne dans les métiers à tisser.

225815. Brevet de cinq ans, 24 novembre 1892; Péligré, à Saint-Grat, commune de Vailhourles (Aveyron). — Essuie-rasoir automatique.

225816. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Quinard-Defrance, rue de Vesale, n° 106, à Reims. — Dénoyautouse de fruits dite *la Rapide*.

225817. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; d'Hers, rue de Crosses, n° 67 bis, à Bourges. — Clou à ergot en acier trempé pour la ferrure à glace des chevaux.

225818. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Noyer et Gautier, à Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône). — Manchon métallique capillaire appliqué à l'extraction des huiles, etc.

225819. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Mayonobe, rue des Facultés, n° 23, à Bordeaux. — Forme universelle devant servir à la fabrication de tous les genres de chaussures pour hommes, dames et enfants.

225820. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Roedel, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Courroie motrice sans joint, cousu ni agrafes.

225821. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Troublé, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à extraire les fibres des plantes textiles.

225822. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Donkers, représenté par Chaupis, à Paris, rue de la Tour, n° 37. — Système de construction de puits au moyen du tube à outillage et filtre pour puiser de l'eau.

225823. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Mac Calmont Chir, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif perfectionné de porte-jupes pour dames.

225824. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Lundberg, représenté par Digeon, à Paris, rue de Laucry, n° 56. — Perfectionnements dans les appareils de pesage par le moyen desquels le poids et le prix d'un article peuvent être indiqués par une seule et unique opération.

225825. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Martens, représenté par Digeon, à Paris, rue de Laucry, n° 56. — Perfectionnements dans les appareils enregistreurs et indicateurs de caisses.

225826. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Soxhlet, représenté par la so-

ciété Louis Guchman et compagnie, à Paris boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans le raffinage du sucre.

225827. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Pansin-Charles, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de bal

225828. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Wilke, représenté par severt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'écluse longue pour rails Vignole.

225829. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Phelps, représenté par severt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines de pianos.

225830. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Gathmann, représenté par société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements les projectiles.

225831. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Macquat, représenté par société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouvelle sonnerie pour appartements.

225832. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Tomkinson, représenté par société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements la distribution de l'électricité.

225833. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Chevenier, représenté par société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Tendeur machines scies.

225834. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; d'Hondt, représenté par meugaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau système de fage par circulation d'eau, désigné sous le nom de *Thermosiphon belge*.

225835. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; de Luca, représenté par B à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés ou se rattachant et taines à réservoir pour l'encre ou autres liquides.

225836. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Gentile, représenté par B à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de bouchon élastique à guidage central.

225837. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Bourdon, représenté par Favollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements à la construction thermomètres métalliques ou autres appareils faisant usage de tubes manométriques.

225838. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Monnier, représenté par société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Montre à clef avec cle dans la boîte.

225839. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Pfäfer, représenté par société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pièces de fer intérieures pourvue de côtes, de dents ou cannelures pour la construction d'ouvrages ciment.

225840. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Steniforth, représenté par société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements chausures.

225841. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Telfener, représenté par société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Rail denté propre à monter de fortes pentes dans les chemins de fer de montagne.

225842. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Durst, représenté par B à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 43. — Perfectionnements aux armes pour cartouches sans rebords.

225843. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Jedeck, représenté par B à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Nouveau fermoir pour parapluies.

225844. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Abrahamson Rotendorf, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mécanisme pouvant également servir de pompe.

225845. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Phelps, représenté par meugaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements les serrures à mouvements d'horlogerie.

225846. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Trou, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fermeture bondon.

225847. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Zimmermann, représenté par B

société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements à la fabrication des boîtes à conserves.

225848. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Knöfler et Gebauer, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil d'électrolyse industrielle.

225849. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Grafton, représenté par Meunons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Procédé perfectionné pour la production et la fixation des couleurs conjointement avec le noir d'animal sur les tissus.

225850. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Ch. Fortin et compagnie (société), représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de reliure perfectionné.

225851. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Willey et Barrows, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de fabrication de formes pour la chaussure.

225852. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Porter et White, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'envidoir-dévidoir pour la suspension des lampes électriques et autres ainsi qu'à d'autres usages.

225853. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Siemens et Halske (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil de manœuvre électrique des aiguilles de chemins de fer.

225854. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; de Eicken, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de serrure pour fers à cheval.

225855. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Haag, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à filtrer la bière.

225856. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Śniechowski, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Obtention, sur la fibre, de colorants azoïques teignant en nuances foncées, brunes et noires.

225857. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Stenberg, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans l'extraction de sels d'ammoniaque et autres sels des lessives perdues obtenues dans la fabrication du sucre et de l'alcool des mélasses.

225858. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Hanson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Outil dit *tenaille universelle à amorces*, destiné à remplacer les amorces dans les cartouches vides.

225859. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Zbinden, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif de suspension des havresacs, sacs de touristes, hottes et autres objets se suspendant aux épaules.

225860. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Verdalle, place du Foirail, n° 35, à Tarbes. — Nouveau système de balai.

225861. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Mange, à Paris, rue Violet, n° 28. — Système de globe-phare universel.

225862. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Demoulin, à Paris, rue des Fossés-Saint-Bernard, n° 22. — Plume en métal quelconque à deux becs opposés.

225863. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Tarin, à Paris, rue Truffault, n° 80. — Procédé de fabrication économique et pratique de l'aluminium.

225864. Brevet (brevet anglais devant expirer le 1^{er} janvier 1906) pris, le 23 novembre 1892, par Harrington, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements à la construction et à la disposition d'appareils de ventilation pour égouts et autres lieux.

225865. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Batcheller, Schuyler et Cramp, représentés par Digeon, à Paris, rue de Lanery, n° 56. — Méthode et appareil pour le séchage des grains provenant du brassage de la bière.

225866. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Henri Brisson et compagnie (société), représentée par le sieur Champé, à Paris, rue du Caire, n° 24. — Bouteille dénommée *l'universelle*, ayant un appareil intérieur destiné à garantir l'authenticité de tous les produits liquides pouvant y être introduits.

225867. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Lenoir, représenté par Arsengeaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux freins pour voitures, tramways ou wagons de chemins de fer.

225868. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Mimard, représenté par Ar-

mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil à servir les touches de chasse.

225869. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Minard, représenté par grand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil à démanter cartouches.

225870. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Boisselier, représenté par mine, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication des artificiels à base de gypse additionnés de sulfate d'alumine ou de magnésie.

225871. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Siemens et Halske (société présentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Pompe piston piston perfectionné.

225872. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Kramlinsky, à Paris, Faubourg-Saint-Honore, n° 75. — Chambre à air pour vélocipèdes.

225873. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Marcuse et société G. Busbaum, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Stadia.

225874. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Nicholson, représenté par société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements vélocipèdes.

225875. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Bendix, représenté par la Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau procédé et pour rendre susceptibles de se conserver les liquides exposés à se gâter, tels que le bière, le vin, le lait, etc., ainsi que pour la fabrication de liquides gazeux.

225876. Brevet (brevet anglais devant expirer le 14 septembre 1906) pris, le 23 novembre 1892, par Pocock, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux porte-cigares, porte-cigares, porte-cigarettes et autres articles analogues.

225877. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; des Georges, représenté par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme pour freins.

225878. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Prat, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine automatique à séparer les grains de chapelets et autres articles analogues.

225879. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Ravat, représenté par Th. à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau lavoir à vitesse et à compression variables pour la séparation des minerais, l'épuration et le classement du gros des charbons.

225880. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Wæbs, représenté par G. vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Billard.

225881. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1892; Alix, représenté par G. vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de frein de sûreté à arrêter vélocipèdes.

225882. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Douzens, à Tournecoupe (France). — Soc dit soc composé, à pièces d'acier de rechange.

225883. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Sauvalle, rue Grande, n° 1 à Vernon (Eure). — Nouvelle muselière métallique articulée.

225884. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Bahlsen, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Boîte de transport avec vercle composé ou articulé et avec fermeture à coulisse.

225885. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Simonis, représenté par nault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Lit mécanique pour malades.

225886. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Hoerder Bergwerks et Eisen Verein (société), représentée par Beit, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Roues montées et maintenues sur leur essieu à l'aide de boules et à changement automatique d'écartement.

225887. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Grambow, représenté par Beit, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé de fabrication de tables, plates, barres, tiges, etc., en acier ou en fer avec un revêtement de cuivre ou autre métal doux semblable, appliqué sur un seul côté ou sur une partie de la pièce.

225888. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Lampugh, représenté par

- Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements apportés aux sièges des bicyclettes, tricycles et autres vélocipèdes.
1892. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Jouaunin et Morin, à Paris, Arago, n° 86. — Nouvelle disposition de bain électro-statique.
1892. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Brown, Boveri et compagnie représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Transformateur à une phase, système C. E. L. Brown.
1892. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Brown, Boveri et compagnie représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à courants alternatifs multiphasés, sans excitation séparée, du système Brown.
1892. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; société dite *The Guaranty Manufacturing company*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Système de tire-bouchon à levier.
1892. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Donisthorpe et Barows, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à broyer, décortiquer et teiller le lin, la ramie et autres matières filamenteuses.
1892. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Spriegel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de capsulage des bouteilles.
1892. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Payenneville, représenté par Mitrav frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau brancard d'enceinte.
1892. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Pagès et société Benoist et compagnie, à Paris, le premier, rue Saint-Martin, n° 116, et la seconde, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 146. — Garde-robe et appareil à fermeture hydraulique et actionnés avec leurs diviseurs instantanés.
1892. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Rosenthal et Doubleday, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements dans les accumulateurs électriques.
1892. Brevet de quinze ans, 24 novembre 1892; Myers et Ketley, représentés par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine à enfiler les perles et autres.
1892. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Ricard et Gardair, rue Saint-Martin, n° 51, à Marseille. — Appareil pour mélanger, dessécher, décomposer, torréfier, calciner, volatiliser ou faire réagir chimiquement toute espèce de matières simples ou composées.
1892. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Escaré, à Bizanet (Aude). — Machine agricole dite *jumelle labouruse Escaré*.
1892. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Darlet et Sutkiewicz, rue des Éclairs, n° 25, à Roanne (Loire). — Pile électrique.
1892. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Mortier, rue du Trouil, n° 14, à Étienne. — Système de distribution électrique par courants alternatifs polyphasés dissymétriques.
1892. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Kessler, boulevard de Gergonne, à Clermont-Ferrand. — Perfectionnements apportés à la fabrication et à l'emploi des aciers aluminés.
1892. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Brisson, à Angeac (Charente). — Système de fermeture de caisses.
1892. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Berland, rue Saint-Denis, n° 15, à Colombes (Seine). — Jeu appelé *jeu de billes automatique* (système J. B.).
1892. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Gauchet, représenté par Berland, à Paris, rue Lemer cier, n° 40. — Machine à mouler les tuyaux à ailettes.
1892. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Macaire, à Paris, rue de la Harpe, n° 3. — Bagues massives sans fond or et argent.
1892. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; société dite *Ateliers de construction*, représentée par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Chasse à sabre perfectionnée pour métiers mécaniques à tisser la soie.
1892. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Bénard, représenté par Armen-

gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de tirage automatique.

225910. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Marx, à Paris, rue de Bengel, n° 96. — Nouvelles plaques d'accumulateurs.

225911. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Hiby, représenté par son aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mode de fabrication de cafés moulinés à café.

225912. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Pfister et Meyer (société), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Toile de fond tournante pour photographes.

225913. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1892; Barbet-Gravier et Fournier, représentés par Lebaeq, rue des Bergers, n° 16, à Marseille. — Perfectionnement aux trombones à coulisses.

225914. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Gréper, représenté par son aîné, à Marseille, rue de Bausset, n° 16. — Perfectionnement aux microphones dans la téléphonie.

225915. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Bôhm, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Procédé pour raidir ou renforcer les objets flexibles ou fragiles, par leur réunion à des masses appropriées, afin de les rendre maniables.

225916. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Dion, représenté par son aîné, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de piles électriques et ses procédés de fabrication.

225917. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Bertrand, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 34. — Émaillage des fontes.

225918. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1892; Forster, représenté par son aîné, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements aux jeux de paillard.

225919. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; de Kunwald, à Paris, boulevard Moscou, n° 17. — Nouvelle combinaison relative à la publication d'un journal.

225920. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; société dite Eisenwerk, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Arrêt de sûreté pour armes à feu.

225921. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Klinger, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux indicateurs de niveau d'eau.

225922. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Donion, représenté par son aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de brancard particulièrement applicable au transport sur les terrains montagneux ou accidentés.

225923. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1892; Pointe et Dadon, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de chon verseur tout en verre à l'usage des limonadiers, cafetiers, etc.

225924. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Chevret, rue Saint-Camille, à Marseille. — Gilet et chaussette hygiéniques en papier parcheminé au sac de lyptus.

225925. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Verrier, rue Sainte-Philomène, n° 22, à Marseille. — Chemise de cylindre de machine à vapeur à nervures radiales.

225926. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Moynet, à Charleville (Ardennes). — Appareil hydrateur automatique à hélice.

225927. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; A. Savalle fils et compagnie (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillet-Latour, n° 10. — Régulateur de pression pour l'emploi simultané de la vapeur directe et de la vapeur d'échappement.

225928. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Mimard, représenté par son aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Transformation des fusils de chasse à deux canons en fusils à trois canons.

225929. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Réroille, à Paris, rue Valenciennes, n° 10. — Nouveau moyen d'utiliser en agriculture les eaux d'égoût.

225930. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Charpentier, représenté par son aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2.

Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Système perfectionné de cafetière à pression.

225931. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Fribourg, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 20. — Bidon dit *bidon avertisseur*.

225932. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Hochstein et Weinberg (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé pour empêcher le jaunissement des photographies collées sur carton et d'autres objets. *Invention du professeur Hermann W. Vogel, de Berlin.*

225933. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Bergmann (les sieurs), représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Innovations aux clous.

225934. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Chapuis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de pesage dit *Balance hydraulique*.

225935. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Brown, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur électrique.

225936. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Horadam, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des couleurs à l'eau.

225937. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Schicht, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication de savons durs à base de potasse et à base de potasse et de soude.

225938. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Baumann, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de serrure et de mécanisme d'alarme pour tiroirs de caisse, de bureau, etc.

225939. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Brown, Boveri et compagnie (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine dynamo-électrique à courant continu du système C. E. L. Brown.

225940. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Desrumaux, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Traitement des eaux pour les rendre potables et hygiéniques.

225941. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Galateri di Genola, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication du papier en général et spécialement du papier destiné à l'impression de billets de banque, bons, chèques, actions et valeurs commerciales, industrielles et publiques et à tous autres usages où est nécessaire ou utile la garantie de la qualité du papier.

225942. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Moreau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareils destinés à l'extraction des principes actifs contenus dans les matières tannantes.

225943. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Lavy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil distillatoire.

225944. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Arethens, représenté par Armea-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil générateur de gaz par la carburation de l'air atmosphérique, à soufflerie automatique et continue et à pression constante.

225945. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Renou, représenté par Armea-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à fabriquer les capuchons en fil métallique pour bouteilles.

225946. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Dreyfus, représenté par Maulvauf, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la construction des calendriers perpétuels.

225947. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Dromain, à Pierrepont (Aisne). — Ephéméride carte postale.

225948. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Maret, place Saint-Vincent, n° 17, à Mâcon. — Chambre à air, caoutchouc pneumatique plissé pour roues de voitures et vélocipèdes.

225949. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Duchesne et compagnie (société), rue de Labédoyère, au Havre, n° 12. — Nouvelle machine à système automatique d'avance et retour rapide du pousse-bûches pour couper les bois de campêche, quebracho, châtaignier, santal et autres bois utilisés pour le tannage et la teinture.

225950. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Lapène (Victor), représenté par Lapène (Fernand), élisant domicile rue d'Alsace-Lorraine, n° 75, à Toulouse. — *français à cible tournante oscillante ou à va-et-vient et de forme variable.*

225951. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Joseph Dalmas et compagnie (société), boulevard National, n° 199, à Marseille. — Réservoir de chasse à air comprimé.

225952. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; J. Dalmas et compagnie, boulevard National, n° 199, à Marseille. — Nouvelle distribution d'eau pour la toilette des water-closets au moyen de réservoirs de chasse sous pression.

225953. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Haasé, représenté par Haasé, à Paris, rue de La Tour, n° 37. — Nouveau système d'attaches de bécane.

225954. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Brigot, représenté par Brigot, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Carton à couvercle d'échantillon.

225955. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Beutier, à Paris, rue de la Harpe, n° 37. — Chauffe-eau instantané.

225956. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Farbenfabriken vorm. Fab. Bayer et compagnie (société), représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de matières colorantes sur la base.

225957. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Farbenfabriken vorm. Fab. Bayer et compagnie, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de nouvelles matières colorantes azoïques traitées mordants.

225958. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Duchemin, à Paris, rue de la Harpe, n° 137. — Machine à moudre, granuler ou broyer, dite *Molleteuse granuleuse*.

225959. Brevet (brevet anglais devant expirer le 1^{er} octobre 1906) pris, le 28 novembre 1892, par Léonard, représenté par la société internationale des machines modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Charnières perfectionnées pouvant s'appliquer à des boîtes repliables.

225960. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Brown, Boveri et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine dynamo-électrique multipolaire à courant continu, système C. E. L. B.

225961. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Gerrersdorfer et Bâle, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la liquer des masses inflammables et permettre l'introduction du chlorate de soude dans leur composition.

225962. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Schaffer, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux filtres.

225963. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Ancette, représenté par Ancette, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Paragrelle.

225964. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Guery, représenté par Guery, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux récipients de liquide inflammables.

225965. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Meister, représenté par Meister, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Pendule annuelle.

225966. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; von Gimborn, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux facteurs à café à contact des flammes avec les grains.

225967. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Scott, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les balais canal ou bateaux plats et les bateaux semblables, ainsi que dans les moyens employés pour la propulsion.

225968. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; manufacture Lyonnaise de matières colorantes azoïques basiques, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production d'un nouveau genre de matières colorantes azoïques basiques.

225969. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Schaffer, représenté par Schaffer, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux appareils de chauffage applicables aux plaques des cuisinières et aux poêles.

225970. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Baudit, représenté par Baudit,

vent; à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à dérompre et à polir les tissus, principalement les étoffes de soie.

225971. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1892; Bertier et Hengesch, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de fabrication des pinces en général et principalement des pinces à dégoudronner les bouteilles.

225972. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Flügel et Polter, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Fermeture en tiroir pour robinets en caoutchouc durci, en celluloid ou en métal, pour irrigateurs et autres appareils semblables.

225973. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Parisse, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Procédé de protection des conduites métalliques de fluides, tels que gaz, eau, etc., contre les actions électriques qui tendent à les détériorer.

225974. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Lüdke, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Procédé et machine pour la confection de tubes en placage enroulé et relié.

225975. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Worden, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux machines à aiguiser des rasoirs, des ciseaux, des instruments de chirurgie et autres instruments à arêtes vives.

225976. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Brandstaedter, représenté par la Société Internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour la lavage et l'épierrage automatiques des grains.

225977. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Esmonin, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Appareil pour éviter les accidents sur les lignes de chemins de fer.

225978. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Conley, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Système nouveau et utile d'attelage de wagons.

225979. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Lambscher frères et compagnie, (société), représentée par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Machine automatique perfectionnée pour la fabrication de vis, axes de balanciers, tiges et autres pièces analogues, avec appareil automatique à refendre.

225980. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Farbenfabriken, vorm. Fried. Bayer et compagnie (société), représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation des matières colorantes dérivées de la série du diphenylnaphtylméthane.

225981. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Carlinet, Wolstencroft, O'Neill et Soley, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 27. — Perfectionnements aux outils à percussion fonctionnant à l'air comprimé ou autres fluides.

225982. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Cummings, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux papiers de waters-closets et d'emballage.

225983. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Krouse, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bretelles sans couture en une seule bande continue.

225984. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Gebrüder Pohl et Riedel (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à fabriquer les capsules métalliques pour bouteilles.

225985. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Sanderson et Michel, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de lanterne pliante.

225986. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Dubroni et compagnie (société), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine photographique portative à combinaison automatique de châssis et mécanisme servant à les tenir fixés à la paroi inférieure dudit appareil.

225987. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Barclay, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux foyers de chaudières à vapeur.

225988. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Felten et Guilleaume (société),

représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — *Proédé de fabrication des armures (couvertures protectrices) pour câbles à enveloppe paraffinée.*

225989. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Haggensmiller, représentant Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Nouveau système de plaques surfaces d'impression destinées à remplacer des pierres lithographiques.*

225990. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Esser, Fischel et Huet, cédés, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Procédé de production d'effets lumineux sur les lanternes, la bijouterie et autres objets analogues.*

225991. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Feys et Lorwa, représentants Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Compteur électrique.*

225992. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Morel et compagnie, représentés par Biraud, à Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — *Garde-craie pour vélocipèdes et autres véhicules.*

225993. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Genslerins de Boine, cédés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — *Nouvel insecticide appelé santhémine.*

225994. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Neumann, représentant société Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — *Procédé pour fabriquer des glaces argentées et des réflecteurs de jour pouvant résister aux influences atmosphériques.*

225995. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Eastman, représentant dom et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Perfectionnements dans les méthodes destinées à l'emballage et au transport des liquides et autres objets.*

225996. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Neal et Eaton, représentants Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Système et appareil de transmission électrique de dépêches au moyen des machines à écrire.*

225997. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Bonham, représentant dom et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Perfectionnements dans les machines à vapeur à plusieurs cylindres.*

225998. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Taft, représentant dom et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — *Appareil perfectionné pour la fabrication des boutons et autres articles.*

225999. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; société dite The M. Olin Company, représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — *Perfectionnements aux classeurs ou serre-papiers.*

226000. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Petersen, représentant société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — *Navire aérien dirigé.*

226001. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Wilson et Schwab, représentants par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — *Perfectionnements aux signaux d'alarme électriques.*

226002. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Carillon, Rond-Point de la rue n° 7, à Boulogne-sur-Seine. — *Appareil sans piston pour injections hypodermiques.*

226003. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Benben, représentant gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — *Système de manutention des chemises et autres articles en tricot.*

226004. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Wickes, représentant gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — *Perfectionnements dans les appareils indiquant la portée des bouches à feu.*

226005. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Locaron et fils (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — *Appareil cosmétique avec fond mobile à ressorts et à crémaillères.*

226006. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Albert (M^{me}), représentant Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Numéroteur enregistreur.*

226007. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Johnson et Mitchell, représentants par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Perfectionnements dans les extracteurs à force centrifuge.*

226008. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Singer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — *Perfectionnements dans les procédés pour faire varier les résistances d'un circuit électrique, particulièrement applicables aux instruments de musique.*

226002. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Traux, représenté par Menouns, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les pompes chirurgicales.

226003. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Higginson, représenté par la société Anzi et Gendé, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements dans les moulins broyeur à meule.

226004. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; Joseph Jay et Julliffier (société), représentés par la société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 51, à Lyon. — Nouveau mandrin extensible en intérieur de moule pour fabrication de tuyaux en ciment.

226005. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1892; F. du Closel et Blanc (société), représentée par les sieurs Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 51, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux machines à imprimer sur tissus, dites machines à imprimer en rouleaux.

226006. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1892; Pignot et compagnie (société), représentée par Béguin, rue Constantine, n° 8, à Lyon. — Procédés et dispositions pour extraire les huiles contenues dans les vapeurs d'échappement et dans les eaux de purge.

226007. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Berger, rue Malherbes, n° 52, à Lyon. — Nouveau système de démoulage pour les produits en cire à l'usage des ciriers.

226008. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Haselton, représenté par les sieurs Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 51, à Lyon. — Perfectionnements dans l'accomplissement des wagons et autres véhicules.

226009. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Wasmer, représenté par Menouns, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

226010. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Maréchal, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Nouvelle brosse-raclette pour le nettoyage des tubes des chaudières à vapeur, dite l'Indétournable.

226011. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Belatunay-Belleville, à Paris, rue de Douai, n° 40-ter. — Nouvelle disposition des coudes de sortie des éléments dans les générateurs Belleville.

226012. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Lapointe, représenté par Lelage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Machine à fraiser universelle.

226013. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Haque, résidant domicile chez le sieur Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements au touage sur rivières et canaux et applications analogues sur les machines.

226014. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Dépensier frères (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Serrure façon gorge à une gorge et ressort spiral à double action.

226015. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Lewes, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil pour la production de certains gaz d'éclairage.

226016. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Schuster, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Parasol-canne.

226017. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Sternberg, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé perfectionné pour obtenir de l'ammoniaque et des sels ammoniacaux de matières organiques azotées.

226018. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Tozer et Stanton (les sieurs), représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements et moyens de fabrication des roues de voitures de chemin de fer et autres.

226019. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; société dite Ateliers de construction Ruti (successeur de Gaspard-Honegger), représentée par la société Malray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau mécanisme de chasse alternante pour navettes.

226020. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Strauss, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Pipe à réservoir.

226021. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Wanner et compagnie (société), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil de graissage consistant en un vase et compte-gouttes visible.

226022. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Vacherot, représenté par Chas-

soient, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de patin pour freins de tous genres.

226030. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Thomas, représenté par lui-même, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau procédé pour réparer instantanément les tubes creux ou pneumatiques des vélocipèdes ou autres véhicules.

226031. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Feist, représenté par lui-même, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux chaussures.

226032. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Leve et Frost, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système permettant l'application du brûleur récupérateur à flamme renversée à l'éclairage au gaz et au chauffage des wagons de chemins de fer, voitures de tramways et autres véhicules.

226033. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Gilliam, représenté par Tisserand, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Volet ou jalousie intérieur.

226034. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; de Albuquerque Marache, représenté par Thiriou, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Aérostat dirigé système Polignarania.

226035. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Sauvage, représenté par Thiriou, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Sommier en fer et acier, système Sauvage.

226036. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; Klein, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de fermoir intérieur de porte-monnaie.

226037. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1892; société dite *The Anglo-Thimble Company Limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les dés.

226038. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Declercq, rue des Dames-Saint-Étienne, n° 11, à Lille. — Appareil condenseur réchauffeur à récupération.

226039. Brevet de quinze ans, 3 novembre 1892; Guyot, à la Souterraine (Creuse). — Boucle de parroir.

226040. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Bourdichon, rue de Sahlgren, n° 56, à Neuilly (Seine). — Nouveau système de suspension vélocipédique sans oscillations ni frottements.

226041. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Tanghe, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Perfectionnements apportés aux bandages pour vélocipèdes ou autres véhicules.

226042. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Weeks, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Plaque de casse automatique.

226043. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Cailleaux, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Régulateur hydraulique destiné à maintenir constant le niveau des biels d'alimentation pour moteurs hydrauliques et autres destinations.

226044. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Saint-Pierre, à Paris, rue de Vandoni, n° 12. — Types de locomotives à grande vitesse, avec et sans tender, pour chemins de fer et chaudières à grande surface de chauffe et grands réservoirs pour s'y rattachant.

226045. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Gauthier, représenté par Gailonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Cartouche pour tir à blanc.

226046. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; de Luca, représenté par Marache aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Talons de chaussures en métal métallique.

226047. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Mark, représenté par Fillety, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux souliers.

226048. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Chevreux, à Paris, rue Valenciennes, n° 7. — Construction de bateaux à aileron.

226049. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Heyman et Saint-Martin, représentés par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Système de borne postale avec lampe terne ou tableau lumineux indicateur et de publicité diurne et nocturne.

226050. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Sutton et Buckley, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les foyers de générateurs de vapeur, etc.

226051. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Horsey, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements à la fabrication des balais et des brosses.

226052. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Borchardt, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Affût pour armes à feu à épauler.

226053. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Schneider, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil servant à indiquer, lorsqu'on joue aux cartes, par exemple au skat, la personne qui donne.

226054. Brevet de quinze ans, 1^{er} décembre 1892; Farjas, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la suspension des voitures et véhicules de tous genres.

226055. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Géraud-Pierrière, à Brou (Eure-et-Loir). — Nouveau petit bois et jet d'eau de croisée dit *Rigolo-gouttière Géraud*.

226056. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Noël, rue de Vesle, n° 205, à Reims. — Système servant à l'inviolabilité des tronc, boîtes à lettres ou autres.

226057. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Girard et Rascenet (société), à Châtellerault (Vienne). — Machine à nettoyer le blé et plus spécialement à en éliminer l'aile.

226058. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Cabrier, à Trèbes (Aude). — Pendule à eau.

226059. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Lemer, quai Lourmel, à Nantes. — Système de bandes se plaçant sans colle, dites *bandes économiques*.

226060. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Chassé, rue de Rennes, n° 118, à Nantes. — Outil destiné à la fabrication du couvercle de boîte en fer-blanc. (Brayot n° 217760.)

226061. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Salmon, à Paris, rue Morand, n° 21. — Nouveau système de suspension à ressorts pour vélocipèdes.

226062. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Sautter, Harlé et compagnie (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements apportés à la transmission électrique de l'énergie.

226063. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Utley, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Hublot à ventilation.

226064. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Vauquelin (M^{re}), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système d'affichage en haut relief.

226065. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Vauquelin (M^{re}), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de publicité ambulante.

226066. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Templier, représenté par Parmenier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Nouveau système de rivet pour la montage des éentaits.

226067. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Ludwig, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Meubles pliants.

226068. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Ludwig, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de fermeture automatique pour portes.

226069. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Brown, Boveri et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dynamo à courant alternatif du système C. E. L. Brown.

226070. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Erskine, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les machines pour alimenter le lin, l'étaupe ou autres fibres analogues à des machines à carder ou autres machines semblables.

226071. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Meyer, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé pour produire des pierres à bâtir et des pierres façonnées.

226072. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Herrburger, représenté par Cheval, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Perfectionnements dans les mécaniques de piano.

226073. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Salvans (les sieurs), représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Machine à retordre à double effet.

226074. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Kauter, représenté par Danzer, à

Paris, rue de Florence, n° 9. — Lince pour la taillage des canyons avec résistante
vant le graphite enlevé pour l'empêcher de tacher les objets environnants.

226075. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Robert, représenté par
Paris, rue de Florence, n° 9. — Jeu de cartes musicales.

226076. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Urban, représenté par
Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Dis-
pièces, tenailles, etc., à pointes ou parties inférieures articulées sur la partie
rieure des branches et s'ouvrant ou se fermant par le mouvement même des branches.

226077. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1892; Monnet et Marini (société)
à Paris, rue Guersant, n° 38. — Garde-crotte pour bicyclette dit *le Protégé*.

226078. Brevet (brevet anglais devant expirer le 12 août 1906) pris, le 1^{er}
1892, par Pickin, représenté par les sieurs Boulou, à Paris, rue Lagny, 2.
Perfectionnements apportés aux roues des vélocipèdes.

226079. Brevet de quinze ans, 6 octobre 1892; Gebrüder Heller (société)
senté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 43. — Manchets et coquilles
pour des couteaux forés à lam. fixe, tels que couteaux de boucher, couteaux
piquer, couteaux à trancher et à poisson.

226080. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1892; Garnier, représenté par
gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouvelle machine à
tion elliptique.

226081. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1892; Quenault et Peschem, à
pail, n° 17, à Bois-Colombes (Seine). — Nouvelle fermeture inébranlable
d'entrée dite *Serrure automatique*.

226082. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1892; Bidet, représenté par
gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Perfectionnements
agrafes et portes.

226083. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Sauvageot, rue Carot,
à Bourges. — Ecran destiné à protéger la vigne contre la gelée et désigné
nom de *Paragel de la vigne*.

226084. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Chambaud (dame veuve)
Arcis-sur-Aube. — Perfectionnement apporté à la ganterie de tissu dite à la
p.

226085. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Yagn et Beasonoff, rep
par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Nouveau type de bandage
vélocipèdes.

226086. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Catherin, représenté par
à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Perfectionnements aux supports transportables
lamps servant à l'éclairage électrique des appartements.

226087. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Batchelor et Estlin, rep
par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame des Victoires, n° 48. — Perfectionnements
câbles métalliques.

226088. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Gann, représenté par Ch
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les
cylindres.

226089. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Périer, dit Théophile, et
chon, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Sys-
d'appareil pneumatique mesureur-verseur de capacité pour bouteilles ou réc
quelconques.

226090. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Zehneck et Strauch, rep
par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'attelage
tique pour voitures de chemins de fer.

226091. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Hense, représenté par Ch
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Monnaie partagée pour l'emballe
monnaies.

226092. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; d'Ennetiens, représenté par
société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement apporté
fabrication des tissus destinés à la confection des corsets.

226093. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Nay, représenté par la so-
Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Plume d'aluminium et porte-plume.

226094. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Hering, représenté par la so-
Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Châssis d'attache.

226095. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 juin 1906) pris, le 2 décembre

pour Dryland, représenté par la société Asci et Genès, à Paris, rue du Havre, perfectionnement aux moteurs à vapeur et autres.

12. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Gross, représenté par la société Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Grille d'accroissement pour systèmes de mécanique dans lesquels le câble de traction se trouve au-dessus des

13. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Rotondi et Michela, représentés par la société Asci et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau procédé de fabrication de l'acide acétique par le traitement des pyrolytiques ou acétates par le

14. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Wiesendanger, représenté par la société Genès, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Nouveau métier à broder mé-

15. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Bloch, représenté par la société Arènes, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvel extincteur indépendant.

16. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Gaudet, représenté par Thirion, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil servant à marquer l'emplacement des destinés à recevoir les pommes de terre de semences.

17. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Lesourd fils, représenté par Thirion, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cabinet pour bidons à pétrole, etc.

18. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Dalkos et Elphing, représentés par Augaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à tisser des précieuses et autres.

19. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Fomillet-Chevance, représenté par Augaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tissage à

20. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Gamgee, représenté par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans

21. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Radovanovic, représenté par Augaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Affût à recul avec frein

22. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; Weser, représenté par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement dans les

23. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1892; E. Durand, Papatin et compagnie, représentés par Augaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Production de nouvelles matières colorantes.

24. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Demailly, représenté par la société Desroesne et Lamblin fils, boulevard Saint-Martin, n° 3, à Roubaix. — Appareil

25. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Guesmon, rue Alexandre-Laboulaye, à Lille. — Machine à lever les tisseurs.

26. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Le Roy, avenue de Villeneuve, n° 30, à Versailles. — Fixation et peinture au pastel.

27. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Guillet, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 130. — Appareil dynamométrique propre en outre à divers

28. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Communaud, à Paris, rue

29. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Communaud, à Paris, rue

30. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Belot, à Paris, rue Thévenot, Outillage de montage de cordons, dit. Fer avec et sans liasse et bague dirigée.

31. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Guast, représenté par Distain, 10, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnement dans les pompes à air ou

32. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Guast, représenté par Distain, 10, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnement dans les pompes à air ou

226116. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Cnos et Ficotje, représentés par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Dispositif de commande descendant pour plusieurs tricotuses placées en ligne, déplaçant simultanément et indépendamment l'un des lits à aiguilles de chaque machine.

226117. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Raymond, représenté par sieurs de Mosenhal, à Paris, rue de la Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements aux bicyclettes.

226118. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Eger, représenté par Magenta, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Frein pour vélocipèdes.

226119. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Dubosc, représenté par Dubosc aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Charge par la voie d'eau en flotte, ruban de cardes, cannettes, tissus, etc.

226120. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Berthoud, représenté par Dubosc aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Application de résine de gaz comprimé ou liquéfié au gonflement des pneumatiques de vélocipèdes ou véhicules.

226121. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Richard Horasby and sons Company (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux cribles tournants se nettoyant automatiquement.

226122. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Dawson et Adams (leads), représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Production de tissus et de cartons Jacquard.

226123. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Robier, représenté par Robier, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Glace-calendrier.

226124. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Kusnick, représenté par Kusnick, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système de soupape.

226125. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Farquhar junior et North, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Conservation des œufs.

226126. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; de Tavernier, à Paris, boulevard Pécire, n° 177. — Système de propulseur de bateaux applicable à la navigation fluviale et maritime.

226127. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Liebrich, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Nouvelle poudre à polir dite *Lamprogène*.

226128. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Lehmann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil à produire l'éclair magnésique destiné à l'éclairage photographique.

226129. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Delmas, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de vocabulaire illustré à l'aide duquel (le dessin tenant lieu de la parole) les élèves sont dispensés de l'étude préalable des langues.

226130. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Véry, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Joint universel compressible, extensible et imperméable (système A. Véry) pour condenser la vapeur, air, liquides ou gaz.

226131. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; van Vestrant et Graham, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils de chargement pour cornues à gaz inclinées.

226132. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Laurent, représenté par Auguste gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Système de courroie métallique.

226133. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Muzard, représenté par Auguste gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Système de fabrication des boîtes d'allumettes en carton sans colle.

226134. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Hazeltine, représenté par Hazeltine et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les charbons pour lampes électriques à arc.

226135. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Marcheville, Daguin et compagnie (société), représentée par Chassevaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de calcinateur vertical continu à chargement et déchargement automatique.

pour la conversion du bicarbonate de soude en carbonate de soude et autres applications.

226136. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Kalbrock, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Barreau de grille à partie supérieure mobile remplaçable à volonté.

226137. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Cummins, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les timbres perforateurs.

226138. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Lavigne, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission à chaîne sans fin et ses diverses applications.

226139. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Bestou, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de récupération de l'étain en dissolution acide avec d'autres métaux.

226140. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Bang et Ruffin, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé permettant d'obtenir du sel marin non hygrométrique, c'est-à-dire exempt de chlorure de magnésium.

226141. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Lapsolu, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Chambre à air hélicoïdale pour roues de vélocipèdes, demeurant étanche, même après avoir été perforée.

226142. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Thompson et Baker, représentés par Delpey, à Marseille, rue de Beausset, n° 16. — Vernis pour boîtes et souliers.

226143. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Larrieu et Bernat (société), rue Prunier, n° 17, à Bordeaux. — Procédé pour obtenir l'air froid sec dans les buffets-glacières et les entrepôts frigorifiques.

226144. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Magnier, à Paris, boulevard Maiesherbes, n° 110. — Verrou à double cran d'arrêt automatique.

226145. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Smallman, représenté par Carénot, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Perfectionnements apportés ou applicables aux bandages pneumatiques pour vélocipèdes ou autres véhicules.

226146. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Oakes (les sieurs), représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés aux chaux à chaux, etc.

226147. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Marks, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés aux appareils pour fermer les signaux de chemins de fer.

226148. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Uebelacker, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Serre-navette composé de différentes parties réglables.

226149. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Rheims (veuve), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau système de bandage des roues de vélocipèdes et autres véhicules.

226150. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Dannhorn, représenté par la société Marillier et Appelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Verneuse à deux liquides.

226151. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Passonne de Sennevoy, représenté par Levesque, à Paris, rue de Maïe, n° 48. — Récepteur de garantie d'identité.

226152. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Charpentier, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux cafetières à infusions.

226153. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Charpentier, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux lampes ou réchauds à alcool.

226154. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Bosshard, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à laver le sable, le gravier, les minéraux, les pierres de terre, etc.

226155. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Vanden Hulle, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cuvée-matière dite *la nec plus ultra*.

226156. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Ziegler, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et machine pour tourner si-

multamment un grand nombre de plaquettes ou feuilles de pierres précieuses ou de corps semblables.

226157. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Serrant, à Paris, rue Grévin des Petits-Champs, n° 25. — Engrais chimique nouveau.

226158. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Von Hünersdorff, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les pierres ou briques de construction.

226159. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Rosenthal, Fleischer et compagnie (société), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de bascs de corsets applicable aussi au maintien des vêtements en général.

226160. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Pérodeaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chambre à air pour bandages pneumatiques de roues de vélocipèdes et autres.

226161. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Sümmermann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Fenêtres, portes et parois coulissées, à fermeture hermétique.

226162. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Darche, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fusil à répétition automatique avec utilisation de la force du recul.

226163. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Bayer, représenté par Josse, à Paris, de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Pièce de vêtement pour des jambes d'homme.

226164. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; société anonyme dite Maschinenfabrik Grützner Aktien-Gesellschaft, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de pompe foulante à quadruple effet.

226165. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; de Ricaris, à Paris, rue d'Anjou, n° 17. — Nouveau microphone dit le Mignon.

226166. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Lencauchez, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés dans la combustion des gaz des hauts fourneaux en vue de la production de la vapeur.

226167. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Brotherhood, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements aux appareils index Guyer, applicables à tous les instruments de pesage.

226168. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Martin, représenté par Buisson, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Roue de bicyclette à caoutchouc pneumatique.

226169. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Schwarz, représenté par Gaudin, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Brûleur à gaz pour cuisine et chauffage.

226170. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; société A. Lefebvre, F. Gosselin et compagnie, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 1. — Mode d'attache de l'enveloppe extérieure des bandages pneumatiques à la jante des vélocipèdes et autres véhicules.

226171. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Vincent, à la Grève, commune de Saint-Martin-de-Villeneuve (Charente-Inférieure). — Briques parpaings à encastrer, système Vincent.

226172. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Trouillat, rue de Forbin, n° 1, à Marseille. — Nouvelle bicyclette à pédales excentriques.

226173. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Gemy aîné, boulevard de la Madeleine, n° 38, à Marseille. — Système de suspension de lampe dit Suspension à verselle.

226174. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Guidex, à Vichy (Allier). — Système de broyeur pour noix, colza, olives et autres graines oléagineuses.

226175. Brevet de cinq ans, 10 décembre 1892; Bonnet, à Bretagne (Inde). — Perfectionnements dans l'arbre-manivelle des moteurs.

226176. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Mouton (M^{re}), représenté par Mouton, à Paris, avenue Kléber, n° 93. — Nouvelle application de chauffage par poêle calorifère-ventilateur-moteur dit le Mouton flamboyant.

226177. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Hosotte, représenté par Malvaut, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la conception et la disposition des remontoirs à bascule.

226178. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Bradford et Dodge, représenté

Brempes, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Coupe-circuit automatique pour les publications télégraphiques.

179. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Geduld, à Paris, rue de la Folie-Mazarin, n° 93. — Procédé d'acidification des moëts à levain par voie purement chimique.

180. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Bangert, représenté par Armenhuet, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux appareils pour changer la finit sur autres matières.

181. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; société John Bernh. Hasenclever, représentée par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Cubilot électrique.

182. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Pense, représenté par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux appareils servant au lavage ou au travail des substances fondues, telles que métaux et verre.

183. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Poupinel, représenté par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système nouveau de roues roulantes propres au transport des engrais ou de toutes autres fruits.

184. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Napolitano, représenté par Nau, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Application du pantomètre à la coupe architecturale.

185. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Hiddow, représenté par la société des et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 49. — Perfectionnements aux machines.

186. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 juin 1908) pris, le 6 décembre 1892, par Parkinson (les sieurs), représentés par la société Manillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 49. — Appareil purificateur d'air.

187. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Raimbault, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 10. — Machine à fabriquer les sacs écorchés en papier.

188. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Bookman, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux cardieuses pour le coton.

189. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Bookman, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux moissonneuses pour le coton.

190. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Haynes, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux téléphones pour grandes distances.

191. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; société Schaffler et Budenberg, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système valve à air combinée avec un manomètre à l'usage des bandages pneumatiques.

192. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Struth, représenté par Boetticher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau tuteur pour plantes, en bois ou de papier.

193. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Malet, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 39. — Dispositif de suspension pour pantalons et autres vêtements.

194. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Eisenhardt, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à imprimer les toiles créées, etc. (certains de ces perfectionnements étant relatifs aussi à d'autres machines).

195. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Lee et Trigwell, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines pour roues de bicyclettes, tricycles ou autres véhicules.

196. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Capewell, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des boutons.

197. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Cutter, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à tisser les chaussures.

226198. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Cornu, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'emplacement pour les chevaux emportés.

226199. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Miller (les sieurs), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements de poids pour lisses de métiers à tisser.

226200. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Froman, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la conservation des duits farineux.

226201. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Poble, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux procédés et appareils pour élever les liquides.

226202. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Sénéchal, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jante à double roue pour roues de vélocipèdes et de tous autres véhicules.

226203. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Hyatt, représenté par B. Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Coussinets à anti-friction, à ressorts de galets.

226204. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Mercer, représenté par B. Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les armes de guerre se chargeant par la culasse, à feu rapide et à tir automatique.

226205. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; société dite *The Kinner and Fire Escape Company*, représentée par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Appareil de sauvetage et de secours en cas d'incendie.

226206. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Harris, représenté par B. Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Tondeuse de gazon perfectionnée.

226207. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Gaigé, représenté par Arnaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de moteur à vapeur, à action directe, à distribution automatique.

226208. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Landfear, représenté par société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de machine à timbres-poste et à timbrer les lettres.

226209. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Grand Montagne, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Production de machines artificielles.

226210. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 octobre 1905) pris, le 17 1892, par Thomson, baron Kelvin of Largs, représenté par la société Brandes et Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil perfectionné pour mesurer et contrôler les courants électriques.

226211. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1892; Vernet, rue de Colmar, 11. — Nouvelle machine à faire les briques.

226212. Brevet de quinze ans, 2 août 1892; Étienne, à Bône (Constantine). Ligne télégraphique spéciale et appareils destinés à mettre en communication un train en marche sur une voie ferrée avec les autres trains se trouvant sur la voie et avec toutes les gares de la ligne et *vice versa*.

226213. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; société Lucien Fromaget et à Darnétal (Seine-Inférieure). — Bretelle dite *automatique*.

226214. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Devisé à Mussidan (Dordogne). — Application d'une semelle en feutre imperméable à toutes les chaussures.

226215. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; société Gillissen et Paris, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Invention aux machines à couper le cuir.

226216. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; société Gebrüder Schweitzer, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dalles pour tables, plafonds et des murs.

226217. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; société Gebrüder Schweitzer, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif d'assemblage des pierres ou des plaques (dalles) employées dans la construction des murs et plafonds.

226218. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Trinquier, représenté par C.

à Paris, boulevard Rochefoucault, n° 17. — Cartouche réduite pouvant se tirer dans le même canon de fusil que la cartouche à charge complète.

226219. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; société A. Hutchinson et compagnie; représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

226220. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Hofmann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau coupe-racines.

226221. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; société Wegmann et compagnie, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle machine destinée à la confection des lisses pour le tissage des rubans en soie.

226222. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Wenzel, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine d'armure.

226223. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Fournier, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil pour préserver la vigne de la gelée.

226224. — Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Segay, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux vélocipèdes.

226225. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Gisclard, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système d'appareil de levage roulant.

226226. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; de Kémendy, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Élément en caoutchouc ou autre matière élastique pouvant servir de bandage de vélocipède, coussin, etc.

226227. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Rousseau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fabrication de plaques pour accumulateurs électriques.

226228. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Rousseaux, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de garnitures élastiques pour jantes de roues de vélocipèdes.

226229. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de tétranitroanthrachryson.

226230. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication des peptones libres de corps albumineux.

226231. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1892; Taillandier, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Graisseur automatique pour les tiroirs des pistons de machines à vapeur.

226232. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Trayvou, rue du Petit-Rhône, à la Mulatière (Rhône). — Nouvel appareil indicateur automatique dit : *Automatique Trayvou à course*, pour déterminer la distance du but ainsi qu'aux mécanismes à élévation pour pièces d'artillerie, etc., employés en combinaison avec lesdits appareils.

226233. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1892; Villon et Genin, rue de la République, n° 50, à Lyon. — Emploi des gazogènes à oxygène dans le vieillissement et l'amélioration des vins, alcools, liqueurs et esprits parfumés.

226234. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Carret, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Bandage pneumatique universel à chambres indépendantes ne se dégonflant pas.

226235. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Lusinauer, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Gomme-grattoir de poche.

226236. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Perrayon, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans la commande des vélocipèdes et autres appareils à pédales.

226237. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Leblond, rue du Champ-de-Mars, n° 2, à Cherbourg. — Chaudière multitubulaire.

226238. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Frelaud et Gaillot, rue Judaïque, n° 58, à Bordeaux. — Bateaux-ferry-boats à ponts mobiles.

226239. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Masurel, représenté par Riche, rue de la Banque, n° 9, à Roubaix. — Perfectionnements aux appareils à teindre mécaniquement tous textiles en toutes nuances par bain automatiquement réversible et dont le chauffage se produit hors du contact de la matière.

226240. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Hank, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 255. — Anneau ou bague élastique.

226241. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Wüsten, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 255. — Perfectionnements apportés aux signaux de chemins de fer.

226242. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Cométois, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Selle hygiénique pour bicyclettes et autres vélocipèdes.

226243. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Eppa, représenté par Auguste Lécuyer, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de terréfaction du cacao, et appareils qui s'y rapportent.

226244. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Hess, rue du Centre, n° 10, à Garenne-Bexons (Seine). — Système de filtre dit *Filtre Hess et Saillard*.

226245. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Marmet, représenté par B. L. à Paris, rue de Florence, n° 9. — Tampon à ressort pour chariot de machines à renvideurs.

226246. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Huber, représenté par H. L. à Paris, rue Monsigny, n° 3. — Presse hydraulique pour recevoir les câbles de loppes de plomb, et presse pour la fabrication des tuyaux de plomb.

226247. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Jüngler, représenté par J. L. à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour assembler en des pierres précieuses ou matières analogues, simultanément sur un grand nombre de faces, suivant des formes rectilignes déterminées.

226248. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Vogel, représenté par M. L. à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouveau procédé pour faire des autotypes (des autotypes) pour la chromotypographie sur blocs, la chromolithographie et la zincographie en couleurs ordinaires et naturelles.

226249. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; L. A. Enger et compagnie (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur à gaz perfectionné.

226250. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Grissain, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau procédé de gravure instantanée.

226251. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Boulier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Entraîneur mécanique pour vélocipèdes.

226252. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Textlinden, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Accessoire pour tuyaux flexibles.

226253. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Josselin, Coigney et Thibault, à Paris, rue de Rome, n° 93. — Manège de vélocipèdes.

226254. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Gautier, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 21. — Nouveau mode de dispositifs creux ou pleins.

226255. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Berthke, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Devanture de vitres minoirs multiplicateurs.

226256. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Ne Laet, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle enveloppe extérieure pour protéger et maintenir la chambre à air non entoilée dans les roues mécaniques de vélocipèdes ou autres véhicules, et son application à une jante de forme spéciale.

226257. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Corbin, représenté par Thibault, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil destiné à l'électrolyse des chlorures en général et spécialement des chlorures alcalins ou alcalino-terreux.

226258. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Devissat, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé pour débarrasser de leur mauvais goût et de leur mauvaise odeur des produits végétaux ou animaux comestibles ou non, sans enlever leurs principes actifs ou nutritifs.

226259. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Libaux, représenté par la société

Assi et Giambà, à Paris, rue du Fleuve, n° 6. — Système de poste-brancard à bonnet spécial.

226260. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Doriet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Système d'urinoir public pour dames.

226261. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Burton fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 21. — Système de fleurs de mines, particulièrement applicable aux perforatrices à percussion.

226262. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Cambier-Dupret, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 21. — Perfectionnements dans le travail des fers malléables et aciers de toute nature.

226263. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Cooke (les sieurs), représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 6. — Perfectionnements dans les bandages de roues pneumatiques.

226264. Brevet de quinze ans, 8 décembre 1892; Rabel, à Paris, rue de Logelbach, n° 5. — Système de pont à arc, à culasses compensatrices ancrées dans les culées.

226265. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Alin, boulevard de Beaumont à Champforgeron, (Doubs). — Système de réclame à faire sur les jetons en ivoire, os, celluloïd et produits similaires, employés pour marquer les points aux différents jeux où il sont en usage.

226266. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Riès, rue de Clairmarais, n° 21, à Reims. — Perfectionnements pour plaques ou calottes à cannellures pour muselets servant au bouchage des vins de Champagne ou de tout autre vin.

226267. Brevet de cinq ans, 12 décembre 1892; Frayssinois, rue du Faubourg-Bonnefoy, n° 4, à Toulouse. — Presse à soie et à soie.

226268. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; van Guerické, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 39. — Procédé et appareil pour le tirage mécanique de loteries, tombolas, etc.

226269. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Beré, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 38. — Outillage à tourner ajustage.

226270. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Delaunay-Belleville, à Paris, rue de Douai, n° 40 ter. — Nouvelle disposition de l'arrivée d'eau aux collecteurs d'alimentation des générateurs Belleville.

226271. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Brossard, à Paris, rue Joffroy, n° 84. — Application industrielle de la pâte à la couverture des talons.

226272. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Rohlfeder, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé et appareil servant à rafraîchir l'eau ou d'autres fluides.

226273. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Garnache, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Pince à coulant.

226274. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Mistaro, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau briquet dit *Pyrogenito*.

226275. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; de Aparicio, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil pour enseigner, instruire et amuser les petits enfants, dit *appareil Aparicio*.

226276. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Blot, représenté par Biraud, à Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — Nouveau pneumatique increvable pour vélocipèdes.

226277. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Mercier, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil destiné à couper le vent pour vélocipèdes de toutes sortes.

226278. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Lamplugh (les sieurs) et Clements, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux pinces pour attacher les selles ou sièges aux bicycles et autres vélocipèdes.

226279. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Bland, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine perfectionnée à tondre les moutons.

226280. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Bland, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif perfectionné pour l'actionnement de petites machines telles que celles employées à tondre les moutons.

226281. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Müller, représenté par Blétry

ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux égalisateurs de choc dits *parachocs*.

226282. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Pont et Auguin (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Châssis pour le tirage des épreuves photographiques et héliographiques.

226283. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Friedmann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les injecteurs.

226284. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Vattier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de convertisseur refroidissement partiel des parois pour la fabrication du cuivre.

226285. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; François, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Crochets d'ardoises à branches.

226286. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Grambow, représenté par Lion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour fabriquer les plaques de blindage trempées d'un seul côté.

226287. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Singer, représenté par Lion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les foyers lumineux.

226288. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Mercadier et Anizan, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de microphone.

226289. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; société anonyme pour le développement électrique des métaux, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de régulation de la vitesse ou du coût de l'effort de traction des véhicules électriquement, spécialement des véhicules mus par accumulateurs avec frein électrique et récupération d'énergie à la descente.

226290. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Hitchon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils de commande des rubans rotatifs de machines à carder.

226291. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Stern et Klimt, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Meule à roder et à polir, réglable, servant à la tension et à la fixation de la bague à polir.

226292. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1892; Raviart, représenté par Dubouche, cité Bugeaud, à Alger. — Appareil appliqué à l'étude de l'enseignement de la lecture.

226293. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Béraud, domaine Bonadry, Marseille. — Blutoir Béraud.

226294. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Cornié, rue de Calais, n° 29 bis, à Bordeaux. — Appareil destiné à la mesure rapide des pentes et calculs.

226295. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Ernoult, représenté par Rameau, demeurant chez le sieur Engelfred, à Paris, rue Saint-Quentin, n° 8. — Montre-parachute.

226296. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Sjostrand, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Disposition d'alimentation automatique pour les scies circulaires.

226297. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Poulenc frères (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Châssis à rouleaux pour appareils photographiques.

226298. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Chauffour, à Paris, rue des Martyrs, n° 97. — Nouveau système de porte-paquets.

226299. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Wise, Weed et Davis, représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les talons mobiles.

226300. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Kuxmann, représenté par Dieuside, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Appareil à dispersion pour semences mécaniques et machine à distribuer l'engrais.

226301. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Martha et Jouque, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Ceinture vélocipédique.

dossier-mobile pouvant servir pour tous genres de vélocipèdes à deux et à trois roues.

226302. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Sinclair, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux manchettes, cols, chemises, faux-cols et autres articles analogues.

226303. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; de Lassberg-Lanzberg, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'impression typographique en encre de couleur blanche ou claire sur papiers colorés foncés, dit *Typochromie blanche*.

226304. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Coustau, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Allumette électrique.

226305. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; société dite *Commandit Gesellschaft Hellmich, Voit und Schmitz*, représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux boîtes de constructieue.

226306. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Rademacher, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Procédé, disposition pour l'inflammation de moteurs à gaz et à huile.

226307. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Kropp, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouvelle notation musicale.

226308. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Meyer, représenté par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Perfectionnements aux appareils photographiques.

226309. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Auriol, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau moteur rotatif.

226310. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Delton, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chambre noire photographique.

226311. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Kurth et Schulze, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de forme réglable pour chaussures.

226312. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Caspar, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil à contourner ou à donner la voie aux sciers.

226313. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Gaillardet, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système de commande mécanique pour voitures automobiles.

226314. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Cartwright, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moyen pour réparer des objets gonflés tels que jantes, pneumatiques de roues, footballs ou ballons de jeux, lits, oreillers, bouées de sauvetage, etc.

226315. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; James, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils hydrauliques transmettant le mouvement aux presses ou autres machines.

226316. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Lejeune-Vincent, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil destiné à la production de fils boutonnés.

226317. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Fouché, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil à ruissellement pour la distillation de l'eau de mer et autres liquides.

226318. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; de Wilde et Reyckler, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour la préparation du chlore par le procédé de Wilde-Reyckler.

226319. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; société Vany frères, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de brosse à monture de cuir pour parquets.

226320. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1892; Dutrieux, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Appareil pour tricycles et autres machines pour obtenir une grande force.

226321. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Genève, rue Paul-Bert, n° 208, à Lyon. — Brosse à polir les métaux.

226322. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Grasset et Meylan, représentés

per Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouvel dispositif moteur pour montres de poche.

226323. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Boudaret, place de la Maréchal, n° 19, à Lyon. — Système d'incinération, sur place, des matières fécales et des déchets de ménage.

226324. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Weyland, représenté par société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Appareil à colorer ou encoller directement le carton ou le papier sur les machines à papier.

226325. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Brunel et Reynier, représenté par Delpy, rue de Beausset, n° 16, à Marseille. — Nouvel appareil photographique main dit l'Alpin.

226326. Brevet de cinq ans, 15 décembre 1892; Neizot, à Logny-la-Grange (Aisne). — Fermeture de pâture.

226327. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Billault, à Paris, avenue Saint-Ouen, 752. — Pâte triple détersive inaltérable pour faire disparaître instantanément toute espèce de tache sur n'importe quels tissus, soie, laine ou coton, sans altérer les couleurs.

226328. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Gleizes, avenue de Neuilly, n° 33, à Neuilly (Seine). — Brosse-roue dite brosse-roue Gleizes.

226329. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Millinaire frères (société), Paris, boulevard Ney, n° 145. — Emploi de colliers-bridés pour joints de tuyaux.

226330. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Boulet, à Paris, rue Vivienne, n° 30. — Perfectionnements à la fabrication des corps creux, projectiles, tubes, tubulures, aux machines servant à les fabriquer et produits nouveaux en tous matériaux ductiles et malléables à chaud ou à froid.

226331. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Nollin, représenté par Pottier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Système de bouchage automatique à l'aide des lampes à essence minérale, pétrole, etc.

226332. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Dumas-Gardeux, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Appareil tubulaire pour chaudières, réservoirs de vapeur, condenseurs et réfrigérants.

226333. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Société anonyme des Ateliers Forges et Ateliers de la Biesme, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, du Havre, n° 6. — Procédé et machine à fabriquer les écrous.

226334. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Coerper, représenté par Lemaire, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réflecteur de lampe à arc.

226335. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Doyen et Didion, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de suspension des portes à coulisses et autres objets analogues, et leur fermeture automatique.

226336. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Schmidt, représenté par Lemaire aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux lampes à arc sphériques.

226337. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Gabarro-Julien, représenté par Lombard-Benneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Pile électrolytique sèche.

226338. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Sculfort et Fockedy, représenté par Biget, à Paris, rue de l'Atlas, n° 23. — Machine radiale universelle à percer, aléser, tarauder, goujonner et fraiser dans toutes les directions.

226339. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; de Naeffer et compagnie (société), représentée par Camlonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Dispositifs nouvelles et améliorations dans la construction des chaudières multitubulaires.

226340. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Nollin, représenté par Chevassent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plaque d'appel ou de tissage automatique.

226341. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Faure, représenté par Camlonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moteurs à vapeur à chaud.

226342. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Société dite Süddeutsche Electricitäts-Gesellschaft Raab et Bastians Kommandit Gesellschaft, représentée par la

société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux accumulateurs électriques.

226343. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Jones, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs aux canons mécaniques et à leur mécanisme d'amenage.

226344. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Debet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chambre à air pour bandages pneumatiques de roues de vélocipèdes et autres véhicules.

226345. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Kerkenbusch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de bust de corset avec double articulation élastique.

226346. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Chappée, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de compteur d'eau ou autres liquides.

226347. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Guépy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'encreur automatique pour télégraphie Morse et autres.

226348. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Bowing, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les procédés de fabrication du coke et de récupération des produits.

226349. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1892; Société dite *The Pneumatic Tyre and Booth's Cycle Agency Limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour braser les fils de fer ou d'acier des garnitures de roues de vélocipèdes.

226350. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Goug, représenté par Aulanier, à Saint-Étienne, rue du Haut-Tardy, n° 25. — Procédé de fabrication de savon à base de potasse et de soude.

226351. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Fourgous (les sieurs), à Cahors, boulevard Gambetta, n° 55. — Calculateur à cadran *Fourgous frères*.

226352. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Lagoué, à Alençon. — Voiture porte-hautes destinée à l'emblèvement, sur le champ de bataille, des blessés avec leurs armes et bagages.

226353. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Moulines, rue de la République, n° 48, au Parc-Saint-Mour (Seine). — Application du liège aux corsets, cousu ou sans coutures.

226354. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Ducrot, à Paris, passage du Saumon (Hôtel du Lion-d'Argent). — Engrais organiques *Ducrot*.

226355. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Weddell, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Préparation d'un sel alimentaire.

226356. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Shornber et Rogerson, représentés par Caron, à Paris, rue Feydeau, n° 5. — Perfectionnements dans les ustensiles destinés à rafraîchir ou à chauffer le beurre ou autres substances alimentaires.

226357. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Stowell, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Distributeur perfectionné.

226358. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Mussell, Kingsley et Brooks, représentés par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Feuille électrique isolante.

226359. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Jarrot (demoiselle), représentée par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Application de la soie et autres matières textiles au cannage et au clissage dans le but de constituer des meubles et autres articles nouveaux perfectionnés. (Perfectionnement au brevet n° 121649 du 15 décembre 1877).

226360. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Borzecki, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau système automatique de fermeture de portières de wagons.

226361. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Brooks, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux selles de vélocipèdes.

226362. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Lejeune Vincent, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à carder.

226363. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Société anonyme des Ateliers de Constructions mécaniques d'Escher, Wyss et compagnie, représentée par l'ingénieur, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Distribution dans le cylindre d'un paucun des machines réfrigérantes à compression.

226364. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Grupe, représenté par le sieur Grünfelder, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de cercle incurvable pour roues de vélocipèdes ou autres véhicules.

226365. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Buckingham, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les télégraphes imprimants (A.).

226366. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Buckingham, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les télégraphes imprimants (B.).

226367. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Buckingham, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les télégraphes imprimants (C.).

226368. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Griscom, représenté par l'ingénieur, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouvelle fabrication d'électrodes de platine secondaires.

226369. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Kelly, représenté par l'ingénieur, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les dispositifs d'ajustage de papier pour machines à imprimer et autres analogues.

226370. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Kelly, représenté par l'ingénieur, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans le mécanisme pour opérer les feuilles de papier destinées à être alimentées aux machines à imprimer et autres analogues.

226371. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Moginie, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tampon buvard perfectionné.

226372. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; E. Prudon et Dubost, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil élévateur à pression d'air pour tous liquides.

226373. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Grether, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Machine pour séparer les nerfs de la viande hachée et applicable également au tamisage des fruits, soupes, etc.

226374. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Howell, Hansel et Higgins, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la fabrication du bisulfite de chaux.

226375. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Jaretski, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pierre à bâtir avec canaux longitudinaux extérieurs.

226376. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Parks, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les boutons pour cols de chemises.

226377. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Rizet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système portatif d'élévateur pneumatique des solides divisés, utilisable pour plusieurs opérations secondaires.

226378. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Renaux, à Paris, rue du Bazar, n° 33. — Nouveau système de bandage pneumatique à l'usage de vélocipèdes et autres véhicules.

226379. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Gebrüder Brehmer (société), représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à couler le papier.

226380. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Société des huiles d'olive italiennes, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système permettant de reconnaître la présence de la margarine dans le beurre et de mesurer la proportion au moyen d'un appareil dit : *Oléogramme Brullé* dont l'emploi est précédé d'un traitement chimique du beurre à essayer. (Invention de M. Brullé.)

226381. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Girard, représenté par l'ingénieur, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Album à feuilles mobiles.

226382. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Lamoureux, représenté par l'ingénieur,

à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les para-

383. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Rosnermann, représenté par Eugène jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements des caisses complètes.

384. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Booth et Rully, représentés par Eugène jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements des fermoirs pour gants et autres articles.

385. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Garton et Daniels, représentés par Eugène jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements des aux parapluies.

386. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Glibert, représenté par Armen-jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareils d'évaporation des dans les sucreries pour la distillation des alcools.

387. Brevet de quinze ans, 10 juin 1892; Mangeot, à Versailles, avenue de la, n° 12. — Boîte-buffet de voyage.

388. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1892; Bauden, à Alger, rue de Tanger, — Nouveau couteau à main servant à couper le tabac.

389. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; de Léon, à Bordeaux, rue de la, n° 37. — Impression incrustée à froid sur bois.

390. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Barbier-Michu, à Billy-sur-Aisne. — Béche en acier fondu trempé, à douille-clavette rapportée.

391. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Heutschel, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, 15 bis. — Procédé et appareil à fraiser et à découper les boutons façonnés dans la même du corozo.

392. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Heutschel, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil à guider les boutons dans les machines servant à les terminer.

393. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Di Castel-Delphino, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bouilloire-cafétière électrique.

394. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; de Bruyn-Segers, représenté par Ar Grelet, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Dispositif pour rouler et guider ciseaux.

395. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Mac Kiernan, représenté par la Société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les machines perforatrices de rocs.

396. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Despeux, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Châssis en fer perfectionné pour photographie.

397. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Brown, Boveri et compagnie (s), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau procédé pour éviter une consommation d'énergie normale au démarrage des moteurs à courant alternatif du système E. L. Brown.

398. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Brown, Boveri et compagnie (s), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moteur à courant alternatif monophasé non synchrone, système C. E. L. Brown.

399. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Vigreux, représentés par Lelag, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 60. — Nouvelle turbine centripète mixte dite des Vigreux.

400. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Celland, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux mécanismes libérés au lieu d'une pièce de monnaie et qui sont plus spécialement applicables aux appareils destinés à marquer les points au billard, etc.

401. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; d'Ayen (dame), représentée par Eugène jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tente laboratoire photographique.

402. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Bosse, représenté par Armen-jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Jalousie pouvant être relevée pour l'embrasure de la fenêtre.

226403. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Picard, représenté par Aubin à Saint-Etienne, rue du Haut-Tardy, n° 25. — Ferme en arc pour toitures, faite de deux arbalétriers d'une seule pièce en fer à simple ou double T coulés ou cints dans le sens de la hauteur du profil.

226404. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Archambeaud, à Bordeaux, quai des Chartrons, n° 72. — Système de tramway à voie aérienne.

226405. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Benisti, à Paris, rue du Bourg-Montmartre, n° 21. — Assiette double.

226406. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Servais, à Paris, rue Truffaut, n° 28. — Système d'avertisseur électro-automatique destiné aux chemins de fer.

226407. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Fouque (les sieurs), à Paris, rue Compans, n° 38. — Ventilateur à petite vitesse.

226408. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Société par actions Grignon, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'amorces pour douilles de gorgées.

226409. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Ogliothorpe, représenté par société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil perfectionné pour hisser, halier et gouverner, également applicable à d'autres usages.

226410. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; de Normanville, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les ceintures, corsets ou autres articles de vêtements analogues pour dames.

226411. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Martyn, représenté par Martyn aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au transport gravures sur verre et autres surfaces.

226412. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Chaussard, représenté par Chaussard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bandage en caoutchouc pour roues de tous genres.

226413. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Vilm, représenté par Vilm, à Paris, boulevard de Magenta, n° 50. — Nouveau dispositif permettant d'appliquer des enveloppes transparentes ou translucides sur les lampes à incandescence.

226414. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Chevalier, représenté par Chevalier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de bandage à ressort interrompu et montages amovibles, dit *Bandage Vincent*.

226415. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Landshoff et Meyer (société), représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Procédé de récupération du fer contenu dans les résidus de la fabrication des amines basiques, pour pouvoir utiliser ce fer à nouveau dans la même fabrication.

226416. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Heilmann, représenté par Heilmann, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouvelle disposition de moteur à accouplement direct pour la traction électrique.

226417. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Grandvoisinet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Machine servant à fabriquer les clois en fil de fer pour l'ouverture des boîtes de conserves.

226418. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Benoiste et Comolli, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Système de séparation, par turbinage, des particules solides en suspension dans la fumée, avec ou sans le concours de l'action combinée de l'eau ou poussière ou en vapeur.

226419. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Turpault, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Composés solides pour cirer les parquets et les meubles dénommé *garnauléine*.

226420. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Vattier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Procédé de grillage des amas de minerais de cuivre et autres.

226421. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; François, représenté par François, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Compresseur à vapeur, à trois rouleaux permettant s'équilibrer pour doubler la charge primitive sur l'un d'eux.

226422. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Sherman, représenté par François, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les lampes de poche et allume-cigares.

226423. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Lemaire (M^{re} veuve), à Paris.

rue d'Erlangen, n° 27. — Système d'évaporation par l'air sec et pur et par l'électricité.

226424. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Giffard, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de ressort perpétuel de suspension de choc et de traction à air comprimé.

226425. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1892; Ravat, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine rotative à cylindre annulaire et à pistons multiples.

226426. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1892; Poizot, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 101. — Application du caoutchouc durci aux broches des métiers à filer en général.

226427. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Ducornot, à Saint-Affrique (Aveyron). — Tambour réclame animée, nouveau système d'affichage diurne et nocturne.

226428. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Escuder, représenté par Delpey, rue de Bapasset, n° 16, à Marseille. — Procédé pour échouer ou ensembler les bateaux de pêche, les canaux et les petits bateaux en général.

226429. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Jeannerot, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Bandage pneumatique à chambre à air invulnérable.

226430. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Wahls, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Commande et fermeture de fenêtres à coulisses pour voitures.

226431. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Jaboulay, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Danseur automate.

226432. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; A. Testa fils, Pichat, Moret et compagnie (société), représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnement dans la jonction des câbles.

226433. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Bourdon, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Producteur de vapeur à faible pression dit *superigène* et ses applications.

226434. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Drouillet, à Paris, rue Tiquetonne, n° 44. — Nouvelle garniture en liège ou en liège et caoutchouc combinés pour garnitures de pédales de vélocipèdes.

226435. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Rémy, représenté par Armand-Grand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication des rubans de tous genres à bords ou lisérés de différentes couleurs et très solides.

226436. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Menier, représenté par Armand-Grand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bandages en caoutchouc pour toutes sortes de véhicules.

226437. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Koester, représenté par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lime combinée avec un canif pour bureaux.

226438. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Kuck, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bouilloire.

226439. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Desfossez, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle bague applicable aux bougies ou cierges, soit isolément, soit avec les divers appareils à ressorts dans lesquels on brûle des bougies, flambeaux et autres appareils employant des bougies pour empêcher leur coulage, système Fourès.

226440. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Eyler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'assemblage à écrous pour lits, armoires et tous genres de meubles.

226441. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; H. et A. Wilensky (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux boucles pour chapeaux.

226442. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Lévy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Touage sans chaîne.

226443. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Sauvage, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lit en fer.

226444. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Salver, à la Roche-sur-Yon

(Vendée). — Système d'application de caoutchouc pneumatique pour vélocipèdes nouvelle forme de jante de roue.

226445. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Caillier frères et compagnie (société), rue du Marais, n° 21, à Bordeaux. — Machines servant à faire les fils de fer rond pour l'ouverture des boîtes métalliques.

226446. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Dandicolle et Renard, levard du Bouscat, n° 74, à Bordeaux. — Bouchon dit *bouchon de sûreté*.

226447. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Canal, à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées). — Fabrication de draps de lit en pure laine des Pyrénées en une seule pièce et sans coutures.

226448. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Brown, représenté par Buisson à Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouvelle machine à vapeur à grande vitesse.

226449. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Roy, élisant domicile chez le sieur Noël, à Paris, boulevard de la Tour-Maubourg, n° 78. — Assemblages d'aciers pour constructions.

226450. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Roy, élisant domicile chez le sieur Noël, à Paris, boulevard de la Tour-Maubourg, n° 78. — Assemblages d'aciers pour treillage métallique.

226451. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Peemans et Callewart, représentés par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Chemins pour jeux publics à roulement cycloïdal.

226452. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Mailfer et Heutte (société), représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Perfectionnements aux machines à charges et ascenseurs.

226453. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Probst, représenté par Buisson à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Pince universelle.

226454. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Wood et Schaap, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1. — Nouvelle fermeture à bande pour boîtes de fer blanc, etc.

226455. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Brachet-Deleyderrière, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouveau mode de fabrication permettant d'obtenir des olives confites au sucre.

226456. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Saxby et Westaway, représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouveau système de pirateur.

226457. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Imbaud, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de bouchon pour les eaux gazeuses, les vins de champagne et, en général, pour toutes les boîtes de liquide dont on désire prévenir l'évaporation.

226458. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Matter et compagnie, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines à lainer les étoffes.

226459. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Laurent, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé d'enrichissement des phosphates de chaux et des craies phosphatées.

226460. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Evers et Kleimau, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Moule à corderelles.

226461. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Sépulchre, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour le chauffage des appartements par les lampes à huile minérale.

226462. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; A. Hutchinson et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition nouvelle évitant le dégonflement des bandages pneumatiques des roues des vélocipèdes.

226463. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Malo, représenté par Thibault à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fermeture hermétique pour récipients de tous genres.

226464. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Baum, représenté par M. Baum aîné à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux brodeuses.

226465. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Blooks, représenté par M. Blooks

ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux selles de vélocipèdes.

226466. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Lemaire, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Muselet perfectionné pour le bouchage des vins mousseux, à clef de défilage avec anneau ou œillet terminal soudé.

226467. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Zettler, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil automatique destiné au nettoyage des peigneurs ou du déchargeur des cartes.

226468. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Hooker, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à distribuer les caractères d'imprimerie.

226469. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Leriche, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux moulins à ourdir.

226470. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Dardinier, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système de bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes.

226471. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Lavion, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de montage des branches des porte-chapeaux au moyen d'une agrafe à arrêt.

226472. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; société l'Énergie, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication des mèches pour bœrs à incandescence.

226473. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Charbonnel, aux Freinières, commune de Jumillac-le-Grand (Dordogne). — Système de presse et serre-joints à crampon.

226474. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Buxenac, quai des Chartrons, n° 19, à Bordeaux. — Siphon à soutirage.

226475. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Lehuhy, au Neubourg (Eure). — Adaptation aux bicycles, bicyclettes, tricycles, tandems, etc., de la pédale cyclamior.

226476. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Soler, à Paris, boulevard Voltaire, n° 111. — Procédé d'extraction de l'oléine, du suif en branches ou fondu, au moyen d'agents chimiques supprimant l'emploi de presses.

226477. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Curely, à Paris, rue Lafayette, n° 171. — Procédé d'épuration et de décoloration des jus sucrés et sirops en sucrerie, raffinerie, sucraterie et glucoserie.

226478. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Guibillon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Méthode rationnelle et appareil continu pour faciliter les réactions chimiques au sein des liquides et la séparation des produits qui en résultent.

226479. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Wüstenhofer et Surmann, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau procédé pour la fabrication de corps creux (des tuyaux) directement d'un bloc massif.

226480. Brevet (brevet anglais devant expirer le 7 janvier 1906) pris, le 19 décembre 1892, par Parkinson, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux appareils destinés à prévenir les dangers d'explosion des chaudières à vapeur en cas de manque d'eau.

226481. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Nasmith, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Burette versant des quantités d'huile réglables.

226482. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Just (M^{me} veuve), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé d'ornementation en creux pour peluches et velours.

226483. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Shaw et Sydenham, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouvel engrenage de commande pour vélocipèdes.

226484. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Strauss, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Réchaud à esprit-de-vin.

226485. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Weith, représenté par Boudin à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Pompe à air pour vélocipède munie avec un tube pour injecter une solution de caoutchouc.

226486. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Bohle, représenté par Boudin à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Carte perfectionnée.

226487. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Craven, représenté par Louis Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine à alésier.

226488. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; de Margeot, représenté par Joaze, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil dit *fix-pas* pour fixer en place les épingles de cravate et de chapeau.

226489. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; société de constructions chimiques, représentée par Joaze, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Glomérés à base de baryte et procédé de fabrication.

226490. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Perreaudéau, représenté par Guv, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Machine à boucher les teilles, dite *The Swift machine*.

226491. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Crozet, représenté par Crovent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de malaxeur-liseuses à effet pour le traitement des graisses et autres matières.

226492. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Martinaud, représenté par Crovent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de soufreuse à dévigne et autres végétaux.

226493. Brevet (brevet anglais devant expirer le 13 juillet 1906) pris, le 19 décembre 1892, par Rohde, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux moyens de fixer des ornements aux objets de bijouterie.

226494. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Laurent et Schending, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux dières tubulaires.

226495. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Zerener, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé d'appareil pour chauffer, sonder, fondre et gazéifier les corps solides au moyen d'un courant voltaïque détourné par un électro-aimant.

226496. Brevet (brevet anglais devant expirer le 14 juillet 1906) pris, le 19 décembre 1892, par Macdougall et Starrock, représentés par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédé perfectionné pour marquer en creux indélébiles des pains et des prismes de sayon.

226497. Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 juillet 1906) pris, le 19 décembre 1892, par Le Breton Bedwell, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédés perfectionnés servant à prévenir des ruptures de câbles télégraphiques reliés à des bateaux-phares ou à d'autres stations flottantes.

226498. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Bloch, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système de levée pour les lampes.

226499. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Benoit, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour l'obtention, sans presse, de l'oléine et de la stéarine, ou suif en branches ou fondus.

226500. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Goerr, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Objectif photographique double.

226501. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Hutin et Leblanc, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de moteurs à courants alternatifs avec communication sans court circuit.

226502. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Mund, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil de stérilisation du lait et de mise en bidons ou autres capacités.

226503. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; l'Énergie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîte à circulation à récupérateur et à air forcé réchauffé par les chaleurs perdues.

226504. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Platt, représenté par la société

Druesnes et Lamblin, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Perfectionnements apportés dans les rubans de cartes.

226505. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1892; Truel, éliant domicile chez le sieur Ducoux, à Paris, rue Richelieu, n° 44. — Perfectionnements aux pneumatiques.

226506. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1892; Nivet, éliant domicile chez le sieur Madeleine, à la Roche-sur-Yon. — Appareil enregistreur destiné à contrôler l'état des voies des chemins de fer et la marche des trains.

226507. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Wilcken, à Paris, rue Gustave-Courbet, n° 26. — Siphon déverseur automatique pour écoulement direct par le système tout à l'égout.

226508. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1892; Irondy, à Paris, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, n° 99. — Maintien à coulisse pour pieds armés d'appareils photographiques, géométriques et tous pieds brisés à trois branches.

226509. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1892; Trier, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à dresser la pierre.

226510. Brevet de quinze ans, 19 décembre 1892; Henri Vandame (M^{me} veuve), représentée par Romey, rue Cassel, n° 5, à Roubaix. — Perfectionnements aux encolleuses.

226511. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Youl, à Thorigny-sur-Vire (Manche). — Nouveau tarare ou crible à vent mécanique.

226512. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Lodes, allée Marie-Clémence, n° 10, quartier de la Blancarde, à Marseille. — Propulseur à aubes indépendantes applicables aux constructions navales.

226513. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; la papeterie Lacourtencourt (société anonyme), à Lacourtencourt (Haute-Garonne). — Produit industriel nouveau dit *écrite*.

226514. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Von Szäbel représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Bidon avec dispositif de chauffage.

226515. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Berger et Ringel, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Fer à cheval avec griffe et crampon démontables.

226516. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Gressor, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé de fabrication de poche coupée et bordée sur le métier à tricoter.

226517. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Krehbiel et Brewer, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux sièges à transformation ainsi qu'aux lits pour voitures de chemins de fer.

226518. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Wambarn, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux accumulateurs.

226519. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Kretschmer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de porte-cravates.

226520. Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 novembre 1906) pris, le 20 décembre 1892, par Potchinsky, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Méthode et appareils perfectionnés pour relever automatiquement des sondages maritimes, pouvant s'appliquer également aux sondages hydrographiques, typographiques, géologiques et autres travaux analogues.

226521. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Blunden, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements à la méthode et aux appareils servant à la préparation de la tourbe comme combustible.

226522. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Behn, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de sou-pape formant clapet de retenue.

226523. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Berthier et Bouyagou (société),

représentée par Roussel, à Paris, rue Meslay, n° 22. — Nouvelle monture de lorgnons, etc.

226524. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Hutchinson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Douilles pour lampes.

226525. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Poitier, représenté par don et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnement apporté aux circulaires de crédit.

226526. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Von Krajevic, représenté par Biétry aimé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et machine pour confectionner des baguettes ou plaquettes en bois de différentes formes.

226527. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Meige, représenté par aimé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux fer surélevés.

226528. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Saint-Onzer Roy, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les cauteuses.

226529. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Olivier et Thomas, représenté par Ducouédic, n° 32. — Fabrication de bois-papier de tenture incombustible, panneaux artistiques aussi en bois-papier incombustible.

226530. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Chitty, représenté par Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnement dans les machines à tricoter.

226531. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Gardiner, représenté par let, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux cadres de bicyclettes, tricycles, etc.

226532. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; White, représenté par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux magasins.

226533. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Greenwald, représenté par société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux agrafes pour cravates.

226534. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Gruber, représenté par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Grillage intercalaire en métal pour la construction de voûtes, de planchers, de parois, etc.

226535. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Ventzki, représenté par à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Douche ou appareil à cuire la viande en détail.

226536. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Hodgkinson, représenté par société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Perfectionnements aux vélocipèdes.

226537. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Kimber, représenté par vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils pour la fabrication du gaz.

226538. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Bys, représenté par à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des liquides, des phénols et naphthols dits *salols*.

226539. Brevet de quinze ans, 20 mars 1892; Robertson, représenté par vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine pour la confection des bonbons.

226540. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Vose, représenté par vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines permettant d'actionner des instruments de musique à cordes par l'électricité.

226541. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Wilkinson, représenté par sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour servir ou assortir et perforer de cartons Jacquard directement d'après les dessins.

226542. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Risley, Reynolds, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les armes à feu à magasin.

226543. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Schneller, représenté par

tion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à recouvrir les fils métalliques et articles analogues.

226544. Brevet de quinzze ans, 20 décembre 1892; Merryman Coale, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les soupapes de sûreté pour machines à vapeur.

226545. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Kemper, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil photographique et graphoscope réunis.

226546. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Fel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour souder l'aluminium avec les autres métaux, en employant les soudures ordinaires du commerce et d'après les moyens couramment en usage dans l'industrie.

226547. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Bonicard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de remplissage par l'air comprimé des culerous et autres objets rembourrés.

226548. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Cantin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à fabriquer le papier chiffonné destiné à la confection des abat-jour et autres articles analogues.

226549. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Lapellier frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de deux tissus simultanément sur les métiers à tulle.

226550. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Barbier, représenté par Jamet, à Mézières. — Fabrication du calco-phosphate.

226551. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Taylor, représenté par de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Procédé de traitement des minerais.

226552. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Zobel et Buchmüller, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Lampe électrique à incandescence avec filaments de réserve.

226553. Brevet (brevet anglais devant expirer le 10 octobre 1906) pris, le 21 décembre 1892, par Hill, Webb, Maconachie et Roper, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les compositions pour nettoyer et remettre à neuf les étoffes, cuirs, etc.

226554. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Hochart, rue de la Boulangerie, n° 10, à Saint-Denis (Seine). — Indicateur Hochart.

226555. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Gorringer, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouvelle balance automatique.

226556. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Sedlacek, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils frigorifiques.

226557. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Wilson et Thorey, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à écrire.

226558. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Clair, représenté par Cassas, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 16. — Siège et fauteuil pliants.

226559. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Sickel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé d'évaporation des liquides.

226560. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; société *Joh. Bernh. Hasenclever und Söhne*, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, 16. — Moyens destinés à l'obtention d'un arc électrique en forme de boule.

226561. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Van Gœthem, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Semelle de bottine amovible en caoutchouc.

226562. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Busby, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Serrure perfectionnée destinée principalement aux portières des wagons de chemins de fer.

226563. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Boiron et Cozette, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 23. — Perfectionnements dans les machines génératrices ou réceptrices de l'électricité.

226564. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Mesmer, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareils simplifiés et

perfectionnés pour reconstituer le bisulfite de chaux employé dans la fabrication de la cellulose.

226565. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Salomon, à Paris, d'Italie, n° 88. — Basc avec agrafes à crochets.

226566. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Sepulchre, repéré Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements lampes à huile minérale employées en plein air et pourvuës d'une chambre d'atmosphère placée au-dessous du bec.

226567. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 mars 1906) pris, le 21 décembre 1892, par Dick; représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux outreux de transmission.

226568. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Turtou, représenté par Brandon et fils, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements ressorts pour tampons de chemins de fer et pour d'autres usages.

226569. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Lee, représenté par Brandon et fils, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux bandes élastiques des roues de vélocipèdes et autres.

226570. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Joly, représenté par Brandon et fils, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de treillis.

226571. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Hahn (M^{re}), repéré Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Attache-voilette.

226572. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Hartmann et Thomas, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de d'acier le cuir.

226573. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Reignier et Parrot, représentés par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système conductrice à jonction automatique pour les tramways et chemins de fer.

226574. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Wilcock, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les horloges à répétition.

226575. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Wright, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines pour correspondances et autres pièces.

226576. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Dombrot aîné et ses fils, représentés par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31. — Appareil à calibrer les billes de roulement pour vélocipèdes ou autres.

226577. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Fagot, rue Paul-Bert, à Lyon. — Nouveau vélocipède dit *télécycle*.

226578. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Deville fils, repéré Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Système d'avertissement et indicateur du niveau de l'eau dans les chaudières.

226579. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Schmitt-Schlagel, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Appareil mobile à dos des livres, portefeuilles, poches et cartons ou boîtes de livres.

226580. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Delbomme, repéré Lepinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements pulvérisateurs à dos pour la vigne et autres végétaux.

226581. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Leuchs (les frères), représentés par Lepinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Fabrication de ciment silico-titanique.

226582. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Mironnier, avenue de Saxe, à Saint-Mandé (Seine). — Tonneaux en fer démontables.

226583. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Maillet, à Paris, rue de Saxe, n° 30. — Perfectionnement dans la distillation continue des liquides épais.

226584. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Berthier, repéré Dieumide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Appareil pour la pasteurisation.

226585. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Schaeffer, représenté par Dieumide, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Monte-à-vapeur.

226586. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; von Winkler et Ferkl, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et disposition servant à éviter l'accroissement nuisible des intensités de courant dans les moteurs employés pour la transmission électrique de la force, et à atteindre une moment de rotation aussi grand que possible avec une dépense d'énergie aussi faible que possible.

226587. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Edmondson, représenté par la société Assi et Goudé, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé d'impression sur tissus des dessins ou sujets en deux ou plusieurs couleurs.

226588. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Brillant, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil destiné à déterminer la densité des pommes de terre, dits *nécessaire densimétrique universel Brillant*.

226589. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Zschokke, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouvel appareil de fermeture des fours métallurgiques.

226590. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Notton, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réservoir à nicoline perfectionné pour pipes de tous genres.

226591. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Vacherie, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de balance automatique.

226592. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Sénéchal, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bicyclettes.

226593. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Krnka et Hebler, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Projectile nouveau pour les armes à feu.

226594. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Field, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de bouteille bouchée.

226595. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Darcke, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil permettant de rendre automatique le manœuvre des armes à feu.

226596. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Muhs (M^{re}), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil d'utilité mensuelle pour dames.

226597. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Poppke, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 81. — Perfectionnements aux instruments de musique dont les lamelles d'acier sont mises en vibration par un carton percé.

226598. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Joly, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'appareil d'éclairage à liquide, huile, pétrole, à niveau constant.

226599. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Lamprecht, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Flacon compte-gouttes.

226600. Brevet de quinze ans, 22 décembre 1892; Lesourd, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de gonflement des garnitures pneumatiques de roues de vélocipèdes et autres au moyen de l'acide carbonique ou autre gaz liquéfié.

226601. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Matière, à Saint-Aubin-Jouy-le-Doulleng (Seine-Inférieure). — Tricyclic inversable dit *l'excursionniste rapide*.

226602. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Jérôme, Petite-Rue-des-Forts, n° 18, à Épinal. — Serrure de sûreté à bouton-clef.

226603. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; J.-P. Sauher et Sohn (société), représentés par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Assemblage de canons de fusils avec la culasse mobile.

226604. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Michaut, rue du Lendit, n° 11, à Saint-Omer (Seine). — Colonne filtrante destinée à la clarification et à la stérilisation des eaux.

226605. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Grolmann, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 18 bis. — Nouveau système de monte-charge à usages multiples.

226606. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Bathier, représenté par la société

internationale des inventions modernes, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Jeu appelé *le continental*.

226607. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Girard, à Paris, rue de Tolbiac, n° 36. — Nouveau système d'appareils à induction générateurs d'ozone.

226608. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Haessler et Billard, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Rures de malles.

226609. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; société anonyme pour l'électricité des métaux, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système d'éclairage électrique des voitures de chemin de fer ou autres.

226610. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Folkert, représenté par à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil indicateur du chargement des véhicules.

226611. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Brunel, représentée par aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur-bijou pour les jeux.

226612. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Kleien et Lindner, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Locomotive à engins biles.

226613. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Siau, à Paris, rue de Saint-Martin, n° 36. — Nouvelle chemise à plastron fixe ou mobile.

226614. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Lönholdt, représenté par société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de production d'une variété de gaz à l'eau et de fixation des gaz condensables de chauffage et de rage dérivés des combustibles de qualité inférieure.

226615. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Scherding, représenté par mas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements destinés à régler lement des gaz chauds sortant des chaudières tubulaires.

226616. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Joly, représenté par Ch à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de presse pour la fabrication des briques, tuiles, produits céramiques ou autres agglomérés et matières quelconques.

226617. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Génot et Lamy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de montage et ses moyens de montage sur la jante.

226618. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Stern, représenté par vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux lettres.

226619. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Wegner et Gührs, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de guidage des plaques et des fils d'aluminium et en alliages d'aluminium devant être perforés et façonnés après la galvanisation.

226620. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Cook, représenté par vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de dispositif ou support une plate-forme rotative pour maintenir les plats et autres articles de table.

226621. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Woodroffe, représenté par société Matray frères, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines destinés à maintenir les lames ou les faucilles à aiguiser des faucheuses et des tondeuses.

226622. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Lawrence, représenté par société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau procédé de filtration de l'eau et des eaux de vidange.

226623. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Openshaw, représenté par à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés et relatifs aux appareils décalés par l'introduction d'une pièce de monnaie, et dans lesquels un mouvement moteur, puis un mouvement automatique de retour.

226624. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Broca, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau type de batterie électrique à accumulateur.

226625. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Engel-Gros, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de guidage fer à guidage supérieur pour matériel roulant léger.

226626. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Heusingwald, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication de roues plaines forgées ou estampées pour wagons ou voitures de tramways.

226627. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Radovanovic, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux appareils de fermeture des canons à tir rapide.

226628. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Mathelin, Floquet et Bonnet (société), représentés par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour éviter, d'une manière complète, toutes poussières malsaines et incommodes lors du broyage des tissus en émailage par acides ou autrement.

226629. Brevet de quinze ans, 23 décembre 1892; Palmer, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements à la fabrication ou à la production de couvertures pour planchers ou produits analogues, application sur ces produits de dessins ou motifs en couleur, etc.

226630. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Coliu, représenté par la société Forcan et Truffey, à Paris, rue de Trévise, n° 36. — Nouveau système d'attache des globes et verrières au moyen d'une bague en caoutchouc remplaçant les griffes et vis actuellement en usage.

226631. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Bernstein, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Mécanisme destiné à actionner des pompes ou à hélice, des ventilateurs, des outils à percer, etc.

226632. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Marin, rue Lebel, n° 13, à Vincennes (Seine). — Signal avertisseur et auriculaire destiné à prévenir les agents d'un train en marche du passage de celui-ci devant un signal fermé.

226633. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Rouffeu et Kapp, à Paris, rue des Boulets, n° 54. — Fermeture de boutiques à poulies différentielles.

226634. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Coignet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau système de construction avec poutrelles droites ou courbes et plate-bande en maçonnerie et fer combinés.

226635. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Kalle et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Production de nouvelles matières colorantes.

226636. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Heyd, représenté par la société internationale des inventions modernes, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système à ressort formant siège et appareil de transport.

226637. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Gerstmann, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Outil combiné servant à nettoyer les brûleurs ronds de lampes à pétrole de toutes grandeurs et à y couper les mèches.

226638. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Jagger, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositifs perfectionnés pour protéger les crapaudines de broches et d'autres axes analogues pour mules-jennys, retordeuses, etc.

226639. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Richard, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau système de propulseur à mouvement rectiligne, fonctionnant à faible profondeur.

226640. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Maier, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Bandage élastique pour vélocipèdes et autres véhicules.

226641. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Bouchert, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — *Porto-journal*.

226642. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Schwarzlose, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Arme à feu à mouvement automatique.

226643. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; de Bybecki, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Procédé pour mouler les pierres artificielles à surfaces polies.

226644. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Zallée, représenté par Boettcher,

à Paris, rue de Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau système de toiture en planches, ciment ou asphalte, la toiture faite au moyen d'agrafes.

226645. Brevet de quinze ans, 20 décembre 1892; Vidal, rue Saint-Florent, n° 1, à Valence (Drôme). — Préparation de colles solubles à froid et non susceptibles de se prendre en gelée, par l'action de l'acide sulfureux, des bisulfites et sulfites métalliques sur les colles de peau, d'os et de cartilages.

226646. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Doublon-Moëri, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 52 bis. — Générateur pour distances parcourues.

226647. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Ch. Béravy et compagnie (société), représentée par Béravy, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 9, et Allouart, même pour internationale.

226648. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Corail et Glémont, représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux machines à laminer des lamelles et des trefonds.

226649. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Euchs et Katschke, représentés par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Enveloppe du câble.

226650. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Parsons, représenté par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Perfectionnements aux chambres noires photographiques.

226651. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Bompierre, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil d'assainissement dit quiche-tympans.

226652. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Raison, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 44. — Système de pièce-outil servant de rablage d'horlogerie.

226653. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Fournel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme moteur à changement automatique de vitesse pour vélocipèdes.

226654. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Malo, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nécessaire de voyage avec compartiment pour chapeaux ou coiffures militaires.

226655. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Trinquier, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nétiveté pour de canon en acier étiré, applicable aux armes à feu portatives.

226656. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Anders et Røtgen, représentés par Mennois, à Paris, rue Tiquetonne, n° 82. — Perfectionnements dans et relatifs aux téléphones.

226657. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; société anonyme du générateur du temple et société augustin Normand et compagnie, représentés par Mennois, à Paris, rue Tiquetonne, n° 82. — Chaudières à vapeur, système du Temple-Normand.

226658. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Metcalf et Machol, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provençes, n° 39. — Perfectionnements aux machines à filer et à retordre les matières filamenteuses.

226659. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 juillet 1906) pris, le 24 décembre 1892, par Brandon, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provençes, n° 39. — Perfectionnements dans la fabrication des chaudières.

226660. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Estéoule, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de refroidir.

226661. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Van der Linden de Rensbourg, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil d'arrêt et de démarrage.

226662. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Barthe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'appareil de condensation des vapeurs de toutes natures.

226663. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Richard, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Globe condenseur de lampe pour l'éclairage intensif pour les opérations photographiques ou générales, agrandissements, tirage des positifs.

226664. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Loubens, à Belfort. — Lampe à arc.

226665. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; de Vlamincq et Limonier, rue Jean-Laurent, n° 35, au Vésinet (Seine-et-Oise). — Métotétraphoné ou violoncelle-plané ou alto-piano, appareil pouvant s'appliquer à tous les instruments du quatuor à cordes.

226666. Brevet de quinze ans, 21 décembre 1892; Mourot, à Grenoble. — Système de coupe de gant de peau, dénommé: *le Vautour*.

226667. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Dolignon, boulevard Victor-Hugo, n° 32, à Saint-Quentin. — Appareil à niveau constant appliqué en sucreries et toutes autres industries.

226668. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1892; Lombach et Schleicher (société), représentée par Arsenegaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication de phénosulfonate neutre d'oxyquinoléine et ses homologues.

226669. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Picot, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 41. — Appareil à liquéfier les siliques alcalins.

226670. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Diederichs, à Bourgoin (Isère). — Perfectionnements apportés à l'ourdissoir à grand tambour en usage dans le tissage de la soie principalement.

226671. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Girard, rue de la Liberté, n° 38, à Marseille. — Nouveau système de multiplication pour bicyclettes.

226672. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Pasquet, à Paris, avenue Parmentier, n° 165. — Perfectionnements aux appareils téléphoniques.

226673. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Pasquet, à Paris, avenue Parmentier, n° 165. — Réseau téléphonique sans station centrale.

226674. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Gardner (les sieurs), représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Perfectionnements dans les fauteuils de dentiste et autres sièges ainsi que dans les appareils servant à les lever, les fixer et les baisser, applicables aussi à d'autres usages.

226675. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Molzard, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Utilisation de la chaleur de certains puits artésiens pour produire une force mécanique.

226676. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Zscheye, représenté par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication de nourritures saccharifères pour le bétail.

226677. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Gebrüder Brehmer (société), représentée par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Aiguilles perforatrices disposées aux guide-attachés des machines à piquer au fil métallique.

226678. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Martin et Hind, représentés par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux machines Jacquard supérieures utilisées pour une action double aux métiers à lacets, aux métiers à tisser et à d'autres machines semblables.

226679. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Behin, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Procédé d'opérer, par voie électrique, la défécation du jus brut des betteraves, des mélasses et, en général, de toutes espèces de jus et de matières saccharifères.

226680. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Lang, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux matières ou compositions employées pour la fabrication d'articles moulés tels que poignées de portes, isolateurs électriques, boîtes, jouets ou autres objets de même nature.

226681. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Fugère, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Machine à percer à la main.

226682. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Laillement, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Cheminée de chauffage par le gaz, dite *l'Hécla*, intensive, à récupération, feu visible et foyer à radiation directe.

226683. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; L. Tieberich Sohn (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pressoir à action continue pour raisins et autres fruits semblables.

226684. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Brown, Boveri et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur à courants alternatifs monophasés perfectionnés (système C. E. F. Brown).

226685. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Brown, Boveri et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pro-

à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau système de biture et planches, ciment ou asphalte, le tout fixé au moyen d'agrafes.

226646. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1892; Vidal, rue Saint-Félix, n° 1, Valence (Drôme). — Préparation de colles solubles à froid et non susceptibles de prendre en gelée, par l'action de l'acide sulfureux, des bisulfites et sulfites mélangés sur les colles de peau, d'os et de cartilages.

226646. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Couleu-Meuri, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58, bis. — Compteur pour états parcourus.

226647. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Ch. Barry et compagnie, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Allumeur-étincelle automatique.

226648. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Corail et Clément, représenté par Daizer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux machines laminier des tarands et des tire-fonds.

226649. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Fuchs et Katschke, représenté par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Enveloppe du papier.

226650. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Parsons, représenté par Bismé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Perfectionnements aux chambres noires photographiques.

226651. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Rogetanier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil d'assainissement dit *eucha-thymique*.

226652. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Raison, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de produit servant de rhabillage d'horlogerie.

226653. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Fournel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur-moteur à changement automatique de vitesse pour vélocipèdes.

226654. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Malo, représenté par Tisserand, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nécessaire de voyage avec compartiments pour chapeaux ou coiffures militaires.

226655. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Trinquier, représenté par Tisserand, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau genre de canon ou tube étiré, applicable aux armes à feu portatives.

226656. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Anders et Kötting, représenté par Memmots, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans et relatifs aux téléphones.

226657. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; société anonyme du genre du temple et société augustin Normand et compagnie, représentées par Memmots, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Chaudières à vapeur, système du Temple-Normand.

226658. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Metcalfe et Mackie, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines à filer et à retordre les matières filamenteuses.

226659. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 juillet 1906) pris, le 24 décembre 1891, par Larkman, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans la fabrication des chaussures.

226660. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Estéoule, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de cales.

226661. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; van der Linden de Keneke, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'arrêt et de démarrage.

226662. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Barbier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'appareil de condensation des vapeurs de toutes natures.

226663. Brevet de quinze ans, 24 décembre 1892; Richard, représenté par Arnaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Globe condenseur à lampe pour l'éclairage intensif pour les opérations photographiques en général, et tirages, tirage des positifs.

226664. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Doubens, à Belfort. — Lampes à arc.

société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés aux chaînes d'engrenages ou chaînes Gall.

226705. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Haskell (les sieurs), représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baffin, n° 11. — Perfectionnements dans les orgues.

226706. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Réce, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de semelle ou coussinet pour la pose des rails de chemins de fer sur les traverses.

226707. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Raige, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Niveau contre-jaugeur et à équerre.

226708. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Scott, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Machine à rogner les semelles de chaussures.

226709. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Girardot, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des bois de placage.

226710. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Wéitzel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de gouvernail auxiliaire pour navires et bateaux de tous genres.

226711. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Poirot, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 92. — Nouveau palier sans graissage.

226712. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Duesberg-Debrez, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de wagons à ressorts amortisseurs.

226713. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Peaké, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvel appareil perfectionné formant siège, appui pour les jambes, tables de jeu, etc., à l'usage des voyageurs et autres personnes.

226714. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Thomas, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Régulateur automatique de l'eau d'alimentation pour chaudières à vapeur.

226715. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Siegenthaler, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux vélocipèdes.

226716. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Montforts, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine pour astreindre et nettoyer les tissus.

226717. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Uhler Landner, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif applicable à l'assemblage des pièces d'échafaudage dit : *Porte-échafaud*.

226718. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Huntley, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à arracher les betteraves.

226719. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Ingersoll, Ayres (les sieurs) et Hoit, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moyens de diminuer la friction dans les arbres des propulseurs et autres.

226720. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Oranet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils électrolytiques.

226721. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Haskin, représenté par la société Louis Gédman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé et appareil perfectionnés pour la vulcanisation du bois.

226722. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Collet, représenté par la société Brindon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux carburateurs.

226723. Brevet (brevet anglais devant être pris le 30 novembre 1905), pris le 27 décembre 1892, par Baird, représenté par la société Brindon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les rouchettes plantées.

226724. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Prentiss, représenté par Métry

cédé pour le démarrage des moteurs à courants alternatifs monophasés, non synchroniques du système C. E. L. Brown.

226686. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Donnet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de préparation de dragées en sucre destinées à contenir des médicaments liquides.

226687. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Champenois, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de plaques métalliques aannonces imitant le marbre.

226688. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Finelli et Van der Schalk, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moyens infailibles pour sauver les spectateurs du parterre en cas d'incendie dans les théâtres.

226689. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Jullien, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Châssis double à rotules pour la photographie.

226690. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de parafuchsines et de ses homologues des bases correspondantes.

226691. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; L. Durand, Huguenin et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Production d'un nouveau dérivé du dioxydiphénylméthane propre à la fabrication des matières colorantes.

226692. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Ducastelle et Valette, à Paris, avenue Mac-Mahon, n° 9. — Perfectionnement de chambre à air dite *l'imperforable chambre à air*.

226693. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Durst, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Porte-cartouche perfectionné pour chargeurs de petites armes à répétition.

226694. Brevet de quinze ans, 26 décembre 1892; Beardshaw, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements à la fabrication de burins, outils de tour et autres articles semblables.

226695. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Flot, à Paris, boulevard Voltaire, n° 117. — Système à trieur automatique pouvant être adapté à tous genres de fourneaux de cuisine ou autres.

226696. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Fèvre dit Saint-Bic, rue de Longchamp, n° 40, à Neuilly (Seine). — Levier circulaire.

226697. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Nodon, à Paris, boulevard Voltaire, n° 174. — Accumulateur au charbon.

226698. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Arnold, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouvelle application de garnitures en fil d'acier ou autres fils métalliques.

226699. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Morton, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux boutons de manchettes, aux boutons en général et autres articles analogues.

226700. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Booth et Falconer, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux téléphones.

226701. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 décembre 1906) pris, le 27 décembre 1892, par Thomas, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés au bouchage des bouteilles.

226702. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Mac Cool, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements se rapportant aux tours à percer duplex ou jumelés.

226703. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Mac Cool, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements se rapportant aux machines à cisailier les barres de métal.

226704. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; Mac Cool, représenté par la

Emplâtre Dubouard et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31; à Lyon. — Nouveau système de briquet à l'usage des cafés, restaurants, etc.

226744. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Constantin, représenté par les sieurs Lépineux et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Encollage et séchage des fils de chaîne.

226745. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Roussé, représenté par les sieurs Lépineux et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans la fabrication des velours façonnés.

226746. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Goudin, rue de la Gare, n° 5, à Oullins (Rhône). — Fermeture de bouteille dite *irréouvrable*.

226747. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Arribat et Germa (M^{me}), 1^{er} premier rue du Canon-d'Arcole, n° 4, et la deuxième rue du Padobourg-Matabiau, n° 78, à Toulouse. — Cahier de papier à cigarette destiné à recevoir des réclames ou annonces de commerçants ou industriels.

226748. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1892; Pouillebois, à Conches (Eure). — Nouveau filtre mécanique à lavage rationnel en retour des tissus filtrants.

226749. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Jeannot, à Saint-Benoît, banlieue de Marseille (Bouches-du-Rhône). — Nouveau système de coupeaux à ébarber les tuiles et autres produits céramiques.

226750. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Lombard, représenté par Delpey, rue de Bussat, n° 16, à Marseille. — Agrafe à double poutre pour chausures.

226751. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Rouan (M^{me}), à Paris, boulevard Voltaire, n° 10. — Cache-usage russe.

226752. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Flette, représenté par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Frein automatique pour wagons de chemins de fer actionné par les lampes.

226753. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Minnaire frères (société), à Paris, boulevard Ney, n° 145. — Moteur à engrenage fonctionnant sous la pression de l'eau, de la vapeur ou de l'air comprimé, avec disposition pour changement de marche.

226754. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Amas et Alméras, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de pompe aspirante et foulante.

226755. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Lefebvre, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 57. — Nouveau bandage pneumatique avec son système de distribution à l'intérieur.

226756. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Dehaitre, représenté par Fayolet, à Paris, rue Drozot, n° 40. — Système de chaîne pour roues machines à élargir et autres machines d'appareils quelconques.

226757. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Gooding, représenté par Ghassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les cerceaux.

226758. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Biewanger, représenté par à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les appareils de chauffage et de chauffage par l'électricité.

226759. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Arndt, représenté par Diebold, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Appareil pour la détermination du pourcentage des volumes d'air gazeux déterminés contenus dans un mélange gazeux et détermination du poids des gaz.

226760. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Deroyot et Laffaille, à Paris, rue de Beaune, n° 12. — Brosse circulaire fixe ou mobile applicable aux machines à chocolat.

226761. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; société pour l'industrie chimique, à Bâle, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Production de matières colorantes vert-bleu de la série des varts azoïdiques, obtenues de la nitrobenzylorhotoluidine et de l'acide trimesique.

226762. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; société pour l'industrie chimique, à Bâle, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la production de colorants bleus dérivés du triphénylméthane.

226763. Brevet de quinze ans, 28 décembre 1892; Moreau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la

fabrication des pierres artificielles ainsi que dans la coloration et dans le durcissement artificiel des pierres naturelles ou artificielles.

226764. Brevet (brevet anglais, devant expirer le 3 janvier 1906) pris, le 25 décembre 1892, par la société *Pneumatic Tyre and Boots Cycle Agency limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Outillage perfectionné pour servir à la fabrication des garnitures en caoutchouc pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

226765. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; société *Mannheimer Gummi-Gutta-Percha und Asbest fabrik*, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Couvertures isolantes en amiante munies à l'intérieur de couches de cordons en kieselsuhr.

226766. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Personne de Sennevoy, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil de garantie d'identité.

226767. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Jules Loehnitz et fils (société), représentée par Parmontier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Système d'impression des végétaux sur la terre cuite.

226768. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Cordonnier et Chauvière, représentés par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Genre de bouchage de bords des bouteilles et flacons.

226769. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Hudelot, élisant domicile chez le sieur Darragon, rue Nationale, n° 27, à Ivry (Seine). — Manège mécanique à chevaux de bois marchant par un nouveau système.

226770. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Dufour, à Paris, rue de la Sorbonne, n° 20. — Perfectionnements aux machines hydrauliques à forger ou tondre.

226771. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Breuer, Schumacher et compagnie (société), représentée par Dufour, à Paris, rue de la Sorbonne, n° 20. — Perfectionnements aux machines hydrauliques à forger.

226772. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Robertson, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux indicateurs de pression pour machines à vapeur.

226773. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Brünler, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de chauffage d'une chaudière à vapeur au moyen d'une flamme développée dans son intérieur.

226774. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Bohain, Besana et Quinio (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Calorifère à foyer continu et fumivore avec surface de chauffe à joints d'amiante et circulation méthodique.

226775. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Ilberg, représenté par Ilberg aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux hibernons.

226776. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Bernaud, représenté par Carlelonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau procédé de séchage des bois de placage tranchés et déroulés.

226777. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Stickers, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Pupitre pliant.

226778. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Bristowe, représenté par Dickes, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements au procédé et appareil pour épurer l'eau.

226779. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Bechis, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Application directe d'accumulateurs électriques aux armes à feu pour permettre de viser et de pointer d'une façon pratique pendant la nuit.

226780. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Schmitt diel, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Condenseur à arrosage avec contre-courant.

226781. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine dynamo-électrique à courants alternatifs simples ou polyphasés à hautes fréquences et à flux magnétique ondulé, système Cail-Helmer.

226782. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Chételat, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fontaine lumineuse pour salons, serres, jardins, etc.

226783. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Bennett, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les attaches pour vêtements.

226784. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Cawroy, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de bube incassable pour corsets.

226785. Brevet de quinze ans, 29 décembre 1892; Suply, à Antibes (Alpes-Maritimes). — Appareil dit *four Suply*, ayant pour but la cuisson, par rayonnement, des aliments destinés à la nutrition.

226786. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Guichard, impasse Saint-Gilles, n° 5, à Troyes. — Perfectionnements apportés à une batteuse de grains.

226787. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1892; Germain Faure, rue Marguerite, n° 20, à Valence (Drôme). — Pneu automatique.

226788. Brevet de quinze ans, 27 décembre 1892; G. Laveissière et Chamont, (société), à Deville-lès-Rouen (Seine-Inférieure). — Application d'un procédé réservant tous dessins quelconques, coloriés ou non, subsistant par voie d'impression ou autre, sur des tissus de tous genres soumis à l'action d'un garnissage dénommé *lainage au tirage de poils*.

226789. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Schuh, représenté par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil à vaporisation rapide.

226790. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Vert, à Paris, rue de Richelieu, n° 19. — Mode d'ascension et de transport dit *chariot ascenseur à crémaillères*.

226791. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Jaeger, représenté par le sieur Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés aux pompes et ventilateurs rotatifs et et appareils équivalents (*Kapselwerke*).

226792. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Gordeau, à Paris, rue Doudeauville, n° 80. — Bidet hydraulique à injecteur à vidange et trop-plein siphonnés.

226793. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Société alsacienne de constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bloc extensible destiné au calage des pièces sur les machines-outils.

226794. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Ménard, représenté par Parmenier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Système de lampe à incandescence permettant le remplacement du filament.

226795. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Pinède, à Paris, avenue Philippe-Auguste, n° 122. — Pneumatique démontable pour vélocipède avec chambre à air increvable.

226796. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Brouhon, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux vélocipèdes.

226797. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Petersen, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Méthode et appareil perfectionnés pour fixer les tubes dans les plaques tubulaires des chaudières à vapeur.

226798. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Staub, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Procédé et appareil pour la fabrication d'acide sulfurique.

226799. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Harz et Deisenhofer, représentés par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Procédé et appareil pour la stérilisation et la conservation, à l'état stérilisé, des liquides et de corps de tous genres.

226800. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Lemoit, à la Varenne-Saint-Faire (Seine). — Obtention de très hautes températures par la combinaison des combustibles ordinaires avec l'électricité.

226801. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Clère, représenté par la société Maréchal et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements à la construction de châssis de fenêtres destinés à en faciliter le nettoyage et autres opérations.

226802. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1892; Lehmann, représenté par la société Maréchal et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle planchette à languettes relevées formant rainures pour maintenir et séparer les glaces photographiques dans les boîtes-magasins, etc., les livres et documents dans les bibliothèques, classeurs, etc.

par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements lors à tondre, gaufrir, onduler, etc.

226844. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Monodier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition d'arrêt instantané s'appliquant à toutes les brides.

226845. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Cléout, représenté par Chassevent, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Perfectionnements dans les manches et poussoirs à repasser.

226846. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; de Susini, représenté par Cléout, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Perfectionnements dans les machines à vapeur d'éther ou autres liquides volatils.

226847. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Barrachough et Bousquet, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Outillage pour la production de corps de tonneaux en métal ou en bois sous forme circulaire.

226848. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Kingston, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour les water-closets, urinoirs, pierres d'évier, etc.

226849. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Steckler, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Gherthorff pour la télégraphie, la téléphonie et la commande à distance d'appareils quelconques.

226850. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; ateliers de construction (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moteur à courants alternatifs à une ou plusieurs phases.

226851. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; société dite Action Georges Egstorff's Salzwerk, représentée par Josse, à Paris, rue de Valenciennes, n° 38 bis. — Nouveau procédé pour condenser et utiliser les gaz de foyer ou de grillage au moyen d'alcalis ou de terres alcalines pulvérisées, usage du principe du contre-courant avec enrichissement méthodique des gaz.

226852. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Maudière frères (société), représentée par Collin, à Paris, avenue Laumière, n° 34. — Couteau à lame double et crémaillère.

226853. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Le Maçon, rue de Valenciennes, n° 3, à Rouen. — Coupe-œuf instantané.

226854. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Sappey, rue de Valenciennes, n° 4, à Grenoble. — Fermeoir dit *fermeoir à pinces ou Nippers*.

226855. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Peillon, impasse de Valenciennes, à Lyon. — Nouveau bouchon mesureur de liquide.

226856. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Estivalet, représenté par Collin, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau système d'aviron à bras.

226857. Brevet de quinze ans, 31 décembre 1891; Lagay, au village de Mustapha-Alyx. — Appareil en fonte à deux portes contre les émanations.

226858. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1893; Mermaier, représenté par Collin, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Application du laminé pour la fabrication des pièces en fer pour serrures.

226859. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Ferron, à Béziers. — Pompe à pédale foulante et aspirante.

226860. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; de la Haye-Dupond (société), représentée par Chassevent, n° 17, à Bordeaux. — Vérin d'un genre nouveau, destiné à relever les chemins de fer.

226861. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Briest frères (société), représentés par Collin, n° 109, à Nantes. — Nouveau système de chaîne pour vélocipèdes.

226862. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Dorât, rue de l'École, n° 1, à Nantes. — Emploi de l'aluminium pour les pièces mobiles de machines à vapeur.

226863. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Maribon, à Hure. — Nouveau pétrin mécanique Maribon, à bras ou à moteur.

226864. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1893; Ducot, à Paris, rue de Valenciennes, n° 17. — Nouveau système de relève-jups.

226865. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Marce-Lafontaine, représenté par Collin, à Paris, rue de Valenciennes, n° 17.

- Caron, à Paris, boulevard de Rochechouart, n° 17. — Nouvelle fabrication de chapeaux de feutre des résidant imperméables et indéformables.
226866. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1893; Strauss, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux brûleurs à vapeur d'huile pour chauffage.
226867. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1893; Brandstaedt, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil à sécher le grain.
226868. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1893; Société anonyme des ateliers de constructions mécaniques d'Escher, Wyss et compagnie, représentée par Hétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de mise de feu pour machines à explosion.
226869. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1893; Holtzel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Réservoir à eucres pour tire-lignes.
226870. Brevet de quinze ans, 2 janvier 1893; Almellones, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'extraction et de fabrication du sucre cristallisable et de l'alcool qui en dérivent, du fruit connu sous le nom de *figue de Barbarie* (*Opuntia vulgaris*).
226871. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Barges, à Serignan (Hérault). — Système de charrue.
226872. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Fontanilles et Ponchon, représentés par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Nouveau genre de confetti en petites plaquettes de carton de diverses couleurs.
226873. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Vivier, élisant domicile chez le sieur Ferrand, boulevard de la Liberté, n° 145, à Lille. — Modifications apportées aux organes des instruments à sons mobiles de l'orchestre : violon, alto, violoncelle, contrebasses, ou tous autres instruments à cordes, et d'un nouvel organe destiné à régler la force de pression des cordes sur le chevalet et la table d'harmonie.
226874. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Quantin, route de Paris, n° 39, à Niort. — Monture et ornementation de chapelets.
226875. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Lacaze, à Paris, rue d'Argenteuil, n° 21. — Avant-train préservateur électrique pour chemins de fer.
226876. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Lacaze, à Paris, rue d'Argenteuil, n° 21. — Disque avertisseur électrique pour chemins de fer.
226877. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Wheat, représenté par Maulwaut, à Paris, rue de Richelieu, n° 25. — Système de porte trait pour attelages.
226878. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Dardilly, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouvelle machine à imprimer la musique.
226879. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Heydt, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux fourneaux de pipes.
226880. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Geratmann, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Fermeture pour bouteilles et autres vases.
226881. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Marboutin, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Réservoir de chasse d'eau automatique et à tirage.
226882. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; King, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Poupée triante automatique ou jouet à musique.
226883. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Greene et Wahl, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication du manganesse et de ses alliages exempts de carbone.
226884. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Ellis, représenté par Armengaud aîné, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les chaudières à vapeur tubulaires et dans leurs foyers.
226885. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Bossière (M^{me} veuve) et Barbry, représentés par Hétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Indicateur électro-magnétique à distance.
226886. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Bastard, représenté par Glassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fixateur pour chemises.

226887. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Somers, Bateman et Edwards, sentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux tourniquets.
226888. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Becker, représenté par la Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à fraiser.
226889. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Sentinella, représenté par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les fondants métalliques employés pour affiner le fer et l'acier aux fonderies.
226890. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Richards, représenté par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les appuis-livres.
226891. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Varley jeune et Jones, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Electro-aimant.
226892. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Davidson, Martin et Haskins, sentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle. — Perfectionnements aux machines à rectifier les cylindres.
226893. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; L. Durand, Huguenin et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de nouvelles matières colorantes basiques, dérivées de la cyanine et de la muscarine.
226894. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Thacher, représenté par Th. Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les wagons à verserment à bascule.
226895. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Thacher, représenté par Th. Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les wagons à verserment à bascule.
226896. Brevet de quinze ans, 3 janvier 1893; Bornholdt et Glatz, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et appareil pour séparer les matières liquides des matières solides ou les particules légères des liquides de leurs particules lourdes.
226897. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Bureau, rue de la Salle, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise). — Nouveau bandage pneumatique pour vélocipèdes et autres véhicules.
226898. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Julia, à l'Hermitage, près Rodez (Tarn). — Système de défonceuse à bêche.
226899. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Lailon, rue Moyenne, à Bourges. — Greffoir spécial pour la vigne dit le *Berrichon*.
226900. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Lagarde, à Port-Sainte-Marie et Garonne. — Fourneau à cuire la prune sans tuyaux.
226901. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Thomann, représenté par N. Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Tuiles à double rebord et appareil pour fabrication.
226902. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Lapage, représenté par C. Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines pour souder.
226903. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Oliven, représenté par C. Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de fabrication d'une soudure pour souder l'aluminium et les autres métaux.
226904. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Oliven, représenté par C. Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de rivage, clamage et plombage de l'aluminium.
226905. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Oliven, représenté par C. Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de soudage de l'aluminium avec l'aluminium et les autres métaux.
226906. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Fromental, à Paris, rue de la Harpe, n° 3. — Pompeuse-cisaille simultanée à bielle excentrique et porte-poigne pendant à un ou deux leviers.
226907. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Handler et Tschöfen, représenté

Botticher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau système de fer à cheval.

226908. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Joly, à Paris, rue Lemercier, n° 80. — Porte-plume muni d'un extracteur.

226909. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; A. Schellenberg et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif d'arrêt des bobines dans les contrebalances de fils et autres machines semblables.

226910. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; veuve Ch. Rossignol et compagnie (société), représentée par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Nouveau genre de jouet-ménage à piste irrégulière et variable.

226911. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Moore, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les supports pour paquets de gants.

226912. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Caudron, représenté par Defage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau système de fermeture hermétique pouvant s'adapter à tous les récipients.

226913. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Porke, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et dispositif pour la fabrication de tonneaux bombés en bois, en tôle ou en quelques parties recourbées cylindriquement, au lieu de les faire en douves, et sans qu'il soit nécessaire d'enlever de matière du corps cylindrique pour le bombier.

226914. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Sivilla, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Embouchure de porte-voix.

226915. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Power, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Perfectionnements introduits dans la machine sulfureuse système Ramos Power, pour éviter la fermentation au moyen de la fumigation, par le soufre pur, des moûts, vins ou autres liquides susceptibles de l'expérimenter.

226916. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Clowes, Redwood et Waters, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les moyens et appareils pour découvrir et évaluer un gaz ou une vapeur combustible dans l'air.

226917. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de matières colorantes jaunes à rouge-brunes applicables à la teinture des laines.

226918. Brevet de quinze ans, 4 janvier 1893; Chapal, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Frein continu à air comprimé sans tuyauterie entre les divers organes du frein automatique et modérable à volonté.

226919. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Rebattet, faisant domicile chez le sieur Marguerand, rue Victor-Hugo, n° 32, à Lyon. — Système de piston extensible à régulateur Rebattet.

226920. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Schneider, représenté par les sieurs Freydtier-Dubréal et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 51, à Lyon. — Procédé et appareil de décortication et de polissage de tous genres de céréales et de légumineuses, et de nettoyage des produits torréfiés.

226921. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Lisse, à Chaumont. — Appareil nouveau dit *Bibliogarde*, destiné à fixer les feuilles quelconques classées et insérées dans les bibliophiles, sans les coudre, percer et coller.

226922. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Bay, représenté par le sieur Hess, route de Versailles, chalet de la Source, à Port-Marly (Seine-et-Oise). — Système d'aiguille destinée aux injections hypodermiques ou autres dite *batonnette*.

226923. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Blanchet, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Vitrages, fenêtres, chasses réservées, etc., nouveau système de fermeture ordinaire à déviation tout à fait inoffensif.

226924. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Santurio, représenté par la société Branchon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux appareils servant à la filtration des liquides.

226925. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Jonsson, représenté par la société

Brandou et Gile, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines pour l'écumage du lait.

226926. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Defontaine, à Paris, rue de la terdani, n° 16. — Perfectionnements apportés aux broyeurs ou concasseurs.

226927. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Defontaine, à Paris, rue de la terdani, n° 16. — Perfectionnements apportés aux traverses des voies ferrées par la jonction d'un patin mobile portant éclisses solidaires articulées.

226928. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Defontaine, à Paris, rue de la terdani, n° 16. — Système de maillon élastique de traction.

226929. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; C. F. Boehringer et Söhne, représentée par Armeugaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 31. — Procédé d'enrichissement de la valeur nutritive des aliments.

226930. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Drees et Grasses, représentés par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux appareils clamés à bandes d'annonces ou porte-réclames mobiles.

226931. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Hirsch, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 22. — Nouveau système de brancard incassable pour voitures.

226932. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Giorgetti, représenté par Girolamo aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lanterne fumifuge pour les tranchées et la ventilation.

226933. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; A. Taullier et V. Chauvart, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Breveté de cullement.

226934. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Verheughe, représenté par Verheughe aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chronomètre.

226935. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Conte, représenté par Clément, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil constituant un genre de sport vélocipédique.

226936. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Larrabure, représenté par Chauvart, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine appliquée comme charue à tous autres usages.

226937. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Champenois-Rambeau et compagnie (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de moyen-graisseur métallique.

226938. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Simon, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Application nouvelle par impression mécanique ou photographique directement sur le couvercle des baptes de baptême, de l'image de l'enfant baptisé.

226939. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Canet, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle embouchure pour instruments de musique dite : *Embouchure Canet*.

226940. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Potelune, représenté par Canet, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle bicyclette sans chaîne à transmission recte et multiplication de vitesse, pouvant marcher avec l'action des pieds et des mains.

226941. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Wlach, représenté par Numa, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux paratonnerres.

226942. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Lange, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé pour rafraîchir les locaux.

226943. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Bourson aîné, représenté par les frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau mode de fabrication des sachets de recettes et de toutes les sachets en général.

226944. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Qury et Gautier, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compteur-régulateur des autres liquides et de gaz.

226945. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Hempel, représenté par la société Marie, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 49. — Porte-sacs.

226946. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Dromart, à Haybes (Ardennes).

Fours système Dromart employés non seulement à la carbonisation des bois, mais encore à l'obtention des produits pyrolygneux.

226947. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Roubaudy, représenté par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Nouveaux procédés de fabrication des marbres artificiels.

226948. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Peignon, boulevard de Doulon, n° 2 et 4, à Nantes. — Perfectionnements dans la fabrication des treillages dits *mécaniques*.

226949. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Quatrebœufs, à Paris, rue Tournecourt, n° 7. — Nouvel appareil photographique.

226950. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Andréoli, élisant domicile, à Paris, place Bréda, n° 12. — Nouvel appareil électrolytique.

226951. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Fritsch, représenté par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Procédé de préparation de l'éther salicylique de l'acétol.

226952. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Riley et Hodgson, représentés par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Chandelier ou bougeoir perfectionné.

226953. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Riley et Hodgson, représentés par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Étui ou boîte pour crayons qui s'attache aux ardoises d'écoliers.

226954. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Compagnie dite *The International Strength Test Company*, représentée par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements dans les appareils servant à mesurer la force des coups.

226955. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Guidotti, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fusil de chasse.

226956. Brevet de quinze ans, 5 janvier 1893; Montagnon (M^{me} veuve), à Paris, avenue Philippe-Auguste, n° 98. — Couronnes mortuaires.

226957. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Hargreaves, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux ceintures de sauvetage.

226958. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893, Nüesch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et machine pour la fabrication de cigares cylindriques sans coupe-cape.

226959. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; H. et W. Pataky (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pompe centrifuge à augets tubulaires.

226960. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Vautin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de poulies de transmission et leurs procédés de fabrication.

226961. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Rice jeune, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans la transmission de la force par l'électricité.

226962. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Mondy, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux bicycles et autres véhicules.

226963. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Cory, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Fabrication et emploi d'un masque s'adaptant étroitement à la figure humaine.

226964. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Bünzli, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les violons et autres instruments à archet.

226965. Brevet de quinze ans, 6 janvier 1893; Hutin et Leblanc, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de machines alternatives avec collecteur.

226966. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; J. B. Carizet et compagnie (société), à Cluses (Haute-Savoie). — Combinaison de mobiles pour montres.

226967. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Pronteau, à Malesherbes (Loiret). — Appareil dit *Préservateur universel*, destiné à garantir contre la gelée les vignes et toute autre plante craignant la gelée.

226968. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Barthez, rue Rameau, à Montlins. — Vélocipède fauteuil-vélo-diligence, nouveau mode de transmission.

226969. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Owen et Birkinshaw, représentés par

Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements aux pics et outils.

226970. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; de la Touloubre, à Paris, boulevard Haussmann, n° 32 bis. — Bouchon obturateur ayant pour but d'empêcher la fuite de la part des marchands et débitants de liqueurs, etc.

226971. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Charrier et Mercier, rue de la Harpe, n° 128, à Levallois-Perret (Seine). — Construction d'un nouveau vélocipède, clette dite *Touriste articulé*.

226972. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Kühn, représenté par Vial, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Outil pour extraire la charge des mines ratés.

226973. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; société dite *Metalbrasserie Mansfabrik Werdau*, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Niveau d'eau universel avec ou sans mécanisme pour déterminer la position des rails de voie ferrée, sans mesure en ruban et sans mètre.

226974. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Roulina, représenté par Vial, à Paris, rue des Panoyaux, n° 70. — Machine à égaliser les surfaces de pavage et sur les chaussées.

226975. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Jensen et Buch, représentés par Vial, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Filtre à cellules ou à plateaux.

226976. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Ganche et Ménard, à Paris, rue du Terrage, n° 7. — Nouveau procédé de fabrication de boîtes métalliques.

226977. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Hervé, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des parfums solides, solubles et concentrés.

226978. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Huldtschinsky, représenté par Vial, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de porte-voix téléphonique.

226979. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Barbier, représenté par Vial, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux procédés et appareils pour le chauffage des liquides en vue de les concentrer, distiller, stériliser, etc.

226980. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Fried, représenté par la société Frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Lampe à gaz par incandescence d'un liquide.

226981. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Delrue, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils de cuite pour sucreries.

226982. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Junod, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveaux gemmes fines appelées *Lucenscia*.

226983. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Auguste Steinbrink (M^{me}), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Tringles d'encadrement en tôle métallique obtenues par enroulement, et appareil de leur fabrication.

226984. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; A. Lefébure, F. Gougny et Compagnie (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de chambre à air double, à protecteur increvable, pour bandages pneumatiques de vélocipèdes et autres véhicules.

226985. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Broca, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Objectif photographique.

226986. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Szczeniowski, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'appareil à cuire et à évaporer dans le vide à surface de chauffe mobile, servant de machine d'extracteur de la masse cuite ou traitée.

226987. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Thies et Lederhausen, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à éplucher les asperges.

226988. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Devaux, élisant domicile chez le sieur Coutelier, rue de Bagnolet, n° 7, à Vincennes (Seine). — Système de chambre longue à spéculum.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Lönholdt, 5 décembre 1892, brevet 196821. (Foyer pour poêles et fourneaux, chaudières, calorifères, installations industrielles et pour combustibles de nature quelconque.)

D'Espagnat, 5 décembre 1892, brevet 225477. (Nouveau système de pince à cravate.)

F. Revel père et fils (Société), 3 décembre 1892, brevet 225213. (Perfectionnements aux coulants et ressorts de montures de parapluies, ombrelles, etc.)

Gauthier, 12 novembre 1892, brevet 202913. (Séchoir à vapeur fixe ou locomobile destiné à être appliqué : au séchage et à la désinfection des effets et équipements militaires; à la teinture, aux apprêts, aux magnaneries pour l'étouffage des chrysalides et le séchage des cocons; à la fabrication des pâtes alimentaires, et enfin à toutes industries nécessitant un séchage prompt, économique et ne pouvant altérer la qualité des matières à sécher.)

Langer, 26 novembre 1892, brevet 217567. (Système d'appareil fumivore, dit système Langer, applicable aux foyers de tous genres.)

Louap, 23 novembre 1892, brevet 217886. (Nouveau système de poêle-calorifère à flammes brisées, à grille mobile à bascule.)

Waldschmidt, 7 décembre 1892, brevet 222506. (Modifications apportées aux biblorbaptes.)

Guitard et Maurou, 6 décembre 1892, brevet 218103. (Mallés, paniers et corbeilles démontables et réductibles.)

Planche (M^{re}), 26 novembre 1892, brevet 217313. (Procédé de deutillage des papiers, des cartes de visite et autres, des enveloppes, etc., et les appareils pour son application.)

Caron, 11 novembre 1892, brevet 222227. (Nouveau procédé d'impression mécanique imitant la peinture translucide sur verre.)

Barbet, 10 décembre 1892, brevet 195113. (Perfectionnements apportés aux appareils à rectifier et à distiller.)

Weissenthanner, 19 décembre 1892, brevet 210636. (Système de fermeture hermétique pour conserves de toutes sortes, en flacons, terrines ou de tous autres vases.)

Barbaudy, 17 décembre 1892, brevet 225046. (Biscuit animalisé pour la nourriture de l'homme et des animaux, dit biscuit riche.)

Charbonnier, 20 décembre 1892, brevet 221219. (Nouveau moyen de garantie de l'acheteur au détail contre l'erreur ou la fraude de quantité, dit enveloppes-contrôle, mesure de capacité et de poids.)

Blancan, 8 décembre 1892, brevet 225501. (Nouvelle composition métallique fluide et ses diverses applications.)

Cros, 10 décembre 1892, brevet 225278. (Procédé de fabrication de billets de banque et pièces authentiques inimitables.)

Fromm et Roll, 20 décembre 1892, brevet 220940. (Segment à aiguilles pour peigneuses système Heilmann.)

Thomé, 24 décembre 1892, brevet 216045. (Nouveau système de four à air chaud et à chaleur continue, dit four Diogène.)

Chabert, 19 décembre 1892, brevet 221930. (Tuyaux calorifuges.)

Averly, 23 décembre 1892, brevet 223938. (Foyer clos à combustion complète.)

Torrilhon, 21 novembre 1892, brevet 218297. (Nouvelle chambre à air pour pneumatiques de vélocipèdes et autres véhicules.)

Ognard, 19 novembre 1892, brevet 222696. (Perfectionnements apportés dans les vélocipèdes.)

Mallet, 22 novembre 1892, brevet 210429. (Colonne d'analyse.)

Delory, 18 novembre 1892, brevet 220887. (Procédé de traitement de la fécule et autres matières amylacées par l'ammoniaque en vase clos.)

Trubert, 4 novembre 1892, brevet 222091. (Navette à tisser.)

Leconate, 25 novembre 1892, brevet 222348. (Faucheuse manuelle mécanique.)

Peloux, 19 novembre 1892, brevet 220474. (Machine à vapeur Peloux, rotative et à expansion progressive.)

Robert, 21 novembre 1892, brevet 225269. (Nouvelle distribution pour machines à vapeur.)

Hammesfabr, 3 novembre 1892, brevet 219896. (Machine à marteler à multiples, travaillant alternativement ensemble par couples.)

Société anonyme des usines de Rosières, 31 octobre 1892, brevet 215598. (Perfectionnements à la fabrication de la poterie en fonte.)

Geneste, Herscher et compagnie, 28 octobre 1892, brevet 170334. (Nouvelle disposition de voiture boulangerie, dite *chariot-fournil*, devant accompagner les fours mobiles, système Geneste, Herscher et autres.)

Danischewsky, 28 octobre 1892, brevet 223587. (Système de lance à champagne télescopique pour l'armée, et ses autres applications.)

Maiche (Les sieurs), 2 novembre 1892, brevet 223268. (Nouveaux procédés de filtration industrielle des eaux.)

Ozenne et compagnie (Société), 5 novembre 1892, brevet 211925. (Cylindre à sûreté perfectionné à fermeture automatique.)

Chevalier, 3 novembre 1892, brevet 222603. (Muselière articulée permettant au chien auquel on la met, d'ouvrir la gueule, de happer et même, dans une certaine mesure, de manger sans qu'il puisse mordre.)

Lombard, 3 novembre 1892, brevet 224372. (Nouveau procédé de saponification.)

Béranger, 3 novembre 1892, brevet 217462. (Système de robinet à manœuvre continue, dit *l'économe*.)

Hermite et Dubosc, 20 décembre 1892, brevet 217887. (Procédé de fabrication électrolyse, des dissolutions salines, des bases alcalines et alcalino-terreuses ainsi que de tous leurs sels.)

Kessler, 23 décembre 1892, brevet 225903. (Perfectionnements apportés à la fabrication et à l'emploi des sels alumineux.)

Biard, 14 décembre 1892, brevet 192990. (Perfectionnements d'objets de toilette intime hygiéniques.)

Bidtel, 12 décembre 1892, brevet 226082. (Perfectionnements dans les portes.)

Bergman et Ternström, 31 octobre 1892, brevet 209898. (Système de formation de culasse de canon à tir rapide.)

De Bonnin de Fraysseix, 28 octobre 1892, brevet 218368. (Nouveaux dispositifs de hausse optique.)

Ravat, 20 décembre 1892, brevet 226425. (Machine rotative à cylindre sans pistons multiples.)

Bertrand, 19 novembre 1892, brevet 211583. (Nouveau moyen de production de l'oxyde magnétique sur le fer et la fonte de fer.)

Bertrand, 25 novembre 1892, brevet 211583. (Nouveau moyen de production de l'oxyde magnétique sur le fer et la fonte de fer.)

Lehm, 25 novembre 1892, brevet 213426. (Plateau-bascule pour ramasser instantanément et ostensiblement la monnaie, dit *le Times is money*.)

E. Cornély et fils (Société), 19 novembre 1892, brevet 194216. (Perfectionnements apportés aux machines à broder.)

Chabaneix, 5 novembre 1892, brevet 215378. (Presse à action continue pour extraire le jus des raisins, des fruits à cidre ou à huile, des pulpes de betteraves, autres racines et, en général, de toute matière divisée, quelle que soit sa nature.)

Maerky, 31 octobre 1892, brevet 221451. (Blutoir à cellules.)

Boisson, 22 novembre 1892, brevet 216602. (Appareil périodique ou mensuel pour dames.)

Batallé, 31 octobre 1892, brevet 209387. (Procédé pour améliorer, conserver et vieillir les vins.)

Saintigny, 29 novembre 1892, brevet 217543. (Lièges d'art.)

Anthony, 2 novembre 1892, brevet 201485. (Appareil et mécanisme perfectionnés pour étaler des annonces ainsi que les noms des rues et des stations dans les tramways et de chemin de fer, et dispositif automatique actionné par la voie pour étaler lesdites annonces.)

Doudard de la Grée, 21 octobre 1892, brevet 224032. (Perfectionnements apportés aux générateurs à vaporisation instantanée par la réglementation automatique de l'alimentation par la pression dans le générateur lui-même.)

Nézeraux, 26 octobre 1892, brevet 224601. (Perfectionnements apportés à des éléments tubulaires de chaudières à vapeur.)

Kreutzberger, 20 octobre 1892, brevet 202172. (Perfectionnements apportés aux

machines à affûter les fraises, alésoirs et autres outils, munies d'un dispositif pour l'affûtage des forets tors, dits *mèches américaines*.)

Liébelin, 24 octobre 1892, brevet 217280. (Nouvelle machine à poinçonner.)

Berthélemy, 4 novembre 1892, brevet 211775. (Monture d'abat-jour et son support.)

Louchet, 4 novembre 1892, brevet 213224. (Nouvelles montures de brosses et moyens permettant de les obtenir.)

Fougeyrollas, 26 novembre 1892, brevet 222452. (Appareil dit *bouchon de sûreté*.)

Guerbois, 25 novembre 1892, brevet 225594. (Bouteilles sans seconde.)

Lopez, 22 novembre 1892, brevet 218230. (Régulateur différentiel à point lumineux fixe.)

Kirmair, 27 octobre 1892, brevet 216163. (Cafetière à pression et à ascension réglées, dite *la czarine*.)

Soulier, 20 octobre 1892, brevet 216953. (Tire-bouchon-robinet, système Charles Soulier.)

Tampier, 28 octobre 1892, brevet 220900. (Nouveau système de fourneau-marmite de campement mixte portatif.)

Serveaud, 25 octobre 1892, brevet 222264. (Système de lampe de mine sans vis et sans en avoir au préalable enlevé la mèche.)

Munier, 25 octobre 1892, brevet 221713. (Application à la télégraphie de la machine à écrire du commerce.)

Torrilhon, 27 octobre 1892, brevet 217073. (Nouveau système de pneumatique démontable.)

Lajoux, 28 octobre 1892, brevet 217075. (Nouveau système de véloipède ayant pour moteur le poids du corps.)

Hurtu, Hautin et Diligeon (Société), 18 octobre 1892, brevet 218007. (Perfectionnements apportés aux jantes et bandages des roues de vélocipèdes et autres.)

Truffault, 21 octobre 1892, brevet 219106. (Système perfectionné de vélocipède.)

Lemoine, 19 octobre 1892, brevet 222770. (Système de voiture à deux roues à mouvements de déplacement de la caisse par rapport à la position normale de l'essieu.)

Dècle, 26 octobre 1892, brevet 223952. (Perfectionnements aux vélocipèdes, bicycles, tricycles, etc.)

Trouvé, 12 décembre 1892, brevet 215819. (Système de fontaine d'appartements à effets lumineux et à changements d'aspect.)

Saintigny, 12 décembre 1892, brevet 218171. (Liège décoratif.)

Munk, 12 décembre 1892, brevet 222527. (Nouveau mode de fabrication de la baleine artificielle.)

Lamena, 21 octobre 1892, brevet 216790. (Machine hydro-atmosphérique [à air comprimé].)

Lamena, 21 octobre 1892, brevet 216790. (Machine hydro-atmosphérique [à air comprimé].)

Testud de Beauregard, 21 octobre 1892, brevet 216902. (Perfectionnements et adjonctions venant parfaire et rendre pratique et industriel le cycle primitif Testud de Beauregard. — Les trois cycles Testud de Beauregard.)

Lacave, 10 décembre 1892, brevet 207647. (Parapluie-caban pour voiture.)

Michelin et compagnie (Société), 8 décembre 1892, brevet 216052. (Perfectionnements aux bandages pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.)

Hurtu, Hautin et Diligeon (Société), 6 décembre 1892, brevet 218007. (Perfectionnements apportés aux jantes et bandages des roues de vélocipèdes et autres.)

Torrilhon, 7 décembre 1892, brevet 218297. (Nouvelle chambre à air pour pneumatique de vélocipèdes et autres véhicules.)

Deloule, 7 décembre 1892, brevet 222539. (Moyeu pneumatique destiné à annuler les trépidations dans les bicyclettes, tricycles ou tout autre appareil roulant.)

Legrand, 25 octobre 1892, brevet 191237. (Tissu membraneux imperméable.)

Privat, 19 octobre 1892, brevet 218827. (Filtre languedocien à pression fonctionnant dans tous les sens, à grande surface filtrante, système Privat.)

Girerd, 20 octobre 1892, brevet 223726. (Moyen artificiel pour produire chimiquement de l'ozone.)

Carette, 22 octobre 1892, brevet 224864. (Système de filtre perfectionné à fonctionnement automatique.)

- Veith, 3 décembre 1892, brevet 216612. (Bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes.)
- Monet, 2 décembre 1892, brevet 220152. (Nouveau bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes.)
- Mac Donald, 2 décembre 1892, brevet 224297. (Fabrication perfectionnée de bandage rebondissant pour vélocipèdes.)
- Rémy frères (Société), 30 novembre 1892, brevet 222196. (Nouveau bandage pour roues de vélocipèdes, dit *bandage pneumatique*.)
- Czygan, 30 novembre 1892, brevet 223292. (Système de patins à roues pour vélocipèdes.)
- Sloan, 28 novembre 1892, brevet 224939. (Système de commande et de transmission de vitesse pour vélocipèdes de tous genres.)
- Bourdon et Douris, 28 novembre 1892, brevet 225386. (Système de chambre à air pour garniture pneumatique applicable aux vélocipèdes.)
- Boulet, 10 décembre 1892, brevet 217876. (Appareil de culture, dit *oreiller*, sans cheval, sans vapeur.)
- Menot, 8 décembre 1892, brevet 220618. (Semoir d'engrais.)
- Barris frères et Cerveaux (Société), 2 décembre 1892, brevet 209641. (Système perfectionné de bouchon hermétique universel pour vins de Champagne et autres liquides gazeux ou sous pression, dit *système Tronchet*.)
- Deiss, 1^{er} décembre 1892, brevet 217825. (Procédé de fabrication directe des cyanures.)
- Barbier, 2 décembre 1892, brevet 219176. (Nouveau système d'appareil pour extraire, éliminer et concentrer des acides ou liquides mélangés ou pour traiter des matières en dissolution.)
- Sée, 5 décembre 1892, brevet 225251. (Condenseur pour essences, éthers, vapeurs de pétrole et autres gaz et fluides divers.)
- Donadieu, 24 octobre 1892, brevet 224779. (Emploi à la fabrication de la tétréline artificielle, de l'huile de résine légère produite par l'alambic.)
- Compagnie parisienne de couleurs d'aniline (Société anonyme), 27 octobre 1892, brevet 201660. (Procédé de préparation de matières colorantes violettes.)
- Mondon, 29 octobre 1892, brevet 219813. (Système de glacière rationnelle pour la conservation des viandes et produits alimentaires.)
- André, 24 octobre 1892, brevet 206407. (Chauffe-bains instantané à gaz.)
- Démontais et Odin, 5 décembre 1892, brevet 225218. (Porte-brancard pour blessés et Odin (marque D. O.) pour boucleaux en cuir mobiles, s'ouvrant à volonté et supprimant l'enfilage.)
- A. Caverl et d'Haugest (Société), 26 octobre 1892, brevet 224381. (Nouveau système de brisure pour manches d'ombrelles, en cas, parapluies, ombrelles, etc.)
- Société anonyme des glaciers de Paris, 2 décembre 1892, brevet 190791. (Procédé perfectionné dans la préparation des eaux gazeuses minérales ou artificielles, dites *minérales*.)
- Gauthier, 1^{er} décembre 1892, brevet 202913. (Séchoir-vapeur fixe ou mobile destiné à être appliqué : au séchage et à la désinfection des effets et équipements militaires ; à la teinture, aux apprêts, aux magnaneries pour l'étouffage des cocons et le séchage des cocons ; à la fabrication des pâtes alimentaires, et enfin à toutes les industries nécessitant un séchage prompt, économique et ne pouvant altérer la qualité des matières à sécher.)
- Gout, 3 décembre 1892, brevet 217850. (Compteur-marque Gout.)
- Kieffer, 3 décembre 1892, brevet 223798. (Système de jeu pour cercles ou pour cartes, dit *domino roulant*.)
- Michaud, 2 décembre 1892, brevet 175403. (Perfectionnements dans les machines pour impressions lithographiques ou typographiques à l'aide des clichés qu'on utilise.)
- Leclerc, 28 novembre 1892, brevet 210887. (Perfectionnements apportés aux chaudières multitubulaires à retour de flammes et autres.)
- Mauhès, 2 décembre 1892, brevet 217126. (Signal automatique pour chemins de fer.)
- Lallite, 22 octobre 1892, brevet 197225. (Somatographe servant à habiller et à prendre des mesures, et un rapporteur.)
- De Rochemaure, 13 octobre 1892, brevet 218457. (Bibliographie surmontée d'un système à aiguilles.)

Mugnier, 19 octobre 1892, brevet 221424. (Système de commande électrique pour pianos mécaniques et autres instruments analogues.)

Cardon, 31 octobre 1892, brevet 208422. (Broyeuse teilleuse pour matières textiles.)

Lefour, 26 octobre 1892, brevet 222806. (Système de torsion droite et gauche, applicable aux métiers à filer.)

Simonet, 25 octobre 1892, brevet 224517. (Nouveau genre de talon à côtes, mailles, etc., de la jambe, sans couture, applicable à tous les genres de chaussures produits sur la tricoteuse ou autres machines similaires.)

Galibert et Vuilleret, 26 novembre 1892, brevet 223137. (Fixe-cravate perfectionné.)

Faure, 16 novembre 1892, brevet 223203. (Machine à fabriquer les briques à bâtir en mortier de ciments, chaux ou autres mortiers.)

Nadieu, Ewdokimoff et de Baschmakoff, 1^{er} décembre 1892, brevet 216914. (Système pour l'enlèvement des matières fécales et l'assainissement des habitations.)

Blanc, 2 décembre 1892, brevet 217827. (Carrelages hygiéniques en bois mosaïque.)

Doriot, 29 novembre 1892, brevet 223083. (Système de water-closet.)

Goubet, 27 octobre 1892, brevet 171878. (Nouveau bateau torpilleur sous-marin.)

Vatone, 27 octobre 1892, brevet 219441. (Appareil de physique amusante dit *chromagrama féérique*.)

Demuth (Les sieurs), 4 novembre 1892, brevet 210296. (Système d'agglomération du liège.)

Carpentier, 24 octobre 1892, brevet 216975. (Photojumelle à répétition.)

Bourley, 24 octobre 1892, brevet 217050. (Nouveau système de protection automatique des trains.)

Guérout, 10 décembre 1892, brevet 223514. (Frein funiculaire démarreur à double effet.)

Caster, 26 octobre 1892, brevet 224996. (Nouveau taquet pour tissage.)

Deissler, 22 octobre 1892, brevet 222570. (Semoir avec socs suspendus à ressorts.)

Faye, 6 décembre 1892, brevet 213067. (Chasse-wagon avec mouvement brisé, pouvant faire mouvoir à volonté un wagon des grands chemins de fer à l'aide d'un seul homme.)

Doumer et de Swarte, 5 décembre 1892, brevet 215908. (Procédé de rouissage et séchage du lin et tous autres textiles, en vase clos, sous l'action de la chaleur et du vide.)

Conte, 2 décembre 1892, brevet 217671. (Pompe rotative pour tous liquides pour transvaser les vins, et sa disposition comme pulvérisateur dans le traitement des vignes au sulfate et autres liquides.)

Gobron, 5 décembre 1892, brevet 225526. (Nouvel indicateur rotatif fonctionnant en tournant, applicable à toutes les fermetures des portières de wagons, de tous véhicules et de toutes portes sans exception.)

Licot, 3 décembre 1892, brevet 225218. (Nouveau moteur hydraulique trouvant son application dans l'ascension et la descente des fardeaux.)

Foucault et Clément, 2 décembre 1892, brevet 217384. (Machine à convertir les légumes en purée.)

Puskas, 2 décembre 1892, brevet 223175. (Organisation et agencement d'une chronique téléphonique.)

Barnabé, 5 décembre 1892, brevet 205138. (Nouveau genre de râteau dénommé *râteau français, système Barnabé*.)

B. Paupy et fils (Société), 10 décembre 1892, brevet 168922. (Système de hourdis pour planchers.)

A. Decamps et compagnie (Société), 10 décembre 1892, brevet 225148. (Garniture enveloppe pour bouteilles et flacons.)

A. Leonhardt et compagnie (Société), 30 novembre 1892, brevet 211035. (Production de nouvelles matières colorantes bleues basiques et des matières premières nécessaires à leur fabrication.)

Lattière-Reintz, 10 décembre 1892, brevet 223257. (Nouveau système de râpe à fromage dite *râpe française*.)

Barruet, 8 décembre 1892, brevet 223160. (Dispositif de pile à sulfate de cuivre dite *photogène*.)

- Picard, 2 décembre 1891, brevet 198771. (Système de pistolet à répétition à barillet, à canon fixe, adaptable sur n'importe quelle arme, dit *système de Picard*.)
- Garassino di Giovanni, 28 novembre 1892, brevet 221051. (Appareil destiné à éclairer les appareils de pointage des armes dans le tir de nuit.)
- Reignard, 28 novembre 1892, brevet 214550. (Nouvel appareil vaporisateur.)
- Moreau et Munier, 26 novembre 1892, brevet 221981. (Système de tir multiple.)
- A. Leonhardt et compagnie (Société), 30 novembre 1892, brevet 221057. (Préparation du mononitrosodiméthylmétaamidoparacrésol et des matières colorantes basiques qui en dérivent.)
- Varon, 7 novembre 1892, brevet 217406. (Système de bandage articulé pour en caoutchouc, applicable à toutes sortes de voitures et de vélocipèdes.)
- Fontaine, 11 novembre 1892, brevet 221866. (*Pégase*, vélocipède à changement instantané de vitesse.)
- Delarue, 14 novembre 1892, brevet 222336. (Roue élastique antirépétition pour vélocipèdes et autres véhicules.)
- Moinecourt, 10 novembre 1892, brevet 224412. (Armature métallique destinée à protéger les tubes pneumatiques ou tous autres tubes en caoutchouc s'adaptant aux vélocipèdes.)
- Domecq-Cazaux, 12 novembre 1892, brevet 220712. (Bec allumoir à distance.)
- Schmoll, 15 novembre 1892, brevet 220045. (Application de la peinture sur coquilles et sur coquilles entières.)
- Claret et Wuilleumier, 10 novembre 1892, brevet 225291. (Traction électrique pour distributeurs automatiques, système Claret et Wuilleumier.)
- Morison, 28 décembre 1891, brevet 224379. (Appareil d'alimentation pour chaudière à vapeur.)
- Dubosc, 6 décembre 1892, brevet 223305. (Appareil nommé *colorimètre* destiné à comparer la couleur des liquides par la transparence.)
- Ragoucy, 8 décembre 1892, brevet 225457. (Nouveau procédé de fabrication des moyeux pour roues de vélocipèdes ou autres véhicules.)
- Ch. Rossignol (M^{me} veuve) et compagnie (Société), 14 décembre 1892, brevet 215294. (Nouveau jouet mécanique tournant.)
- Poncet, 7 novembre 1892, brevet 215298. (Nouveau système de faucheuse.)
- Dugaret, 8 novembre 1892, brevet 222314. (Pressoir horizontal à levier.)
- Mathieu, 10 novembre 1892, brevet 221620. (Compteur de liquides.)
- Rolle, 20 décembre 1892, brevet 188622. (Procédé de fabrication des estomacs en feutre foulé.)
- Mercier, 3 décembre 1892, brevet 218048. (Cible automatique du docteur.)
- Ruelle, 20 décembre 1892, brevet 218608. (Laverie pour l'enrichissement des phosphates et de toutes autres matières minérales, végétales et animales.)
- Beaussart, 22 décembre 1892, brevet 223323. (Système d'appareil à broyage retenu pour le classement des minerais, phosphates, etc.)
- Vessier (M^{me} veuve), 8 novembre 1892, brevet 209367. (Laveuse de pâtes raffinées.)
- Société anonyme des anciens établissements Gail, 17 décembre 1892, brevet 221057. (Affût de campagne, système de Bange et Giffard, à recul limité.)
- Paris et Arlet, 22 décembre 1892, brevet 219745. (Genre de tapis souples pour de cartes ou autres jeux, dénommés *tapis marquants*.)
- Société *Read Holliday and sons limited*, 17 décembre 1892, brevet 218273. (Procédé de teinture dans la fabrication d'un acide sulfonique d'alpha-naphtol et de colorantes avec cet acide.)
- Société *Farbenfabriken, vorm. Fried. Bayer und C^o*, 20 décembre 1892, brevet 221057. (Procédé pour la préparation de matières colorantes basiques solubles à l'eau.)
- Teinturerie stéphanoise, 31 décembre 1892, brevet 194033. (Machine à teindre les tissus en utilisant le matériel actuellement en usage dans cette industrie.)
- Société *Fred. Bayer und C^o*, 24 décembre 1892, brevet 198521. (Procédé de préparation de couleurs azoïques inaltérables pour la teinture et l'impression.)
- Kirsch, 28 décembre 1892, brevet 223673. (Joint de câbles permettant de les assembler après l'assemblage.)

Dumoulin, 28 décembre 1892, brevet 223962. (Système de palier dit *palier Dumoulin*, à frottement de roulement simple.)

Baudin, 27 octobre 1892, brevet 224216. (Système à transmettre la force avec courroie spéciale.)

Tardy, 9 décembre 1892, brevet 208504. (Pile électrique à vase unique.)

Mennesson, 12 novembre 1892, brevet 220216. (Système de bâton de mesure dit *bâton de mesure métronome*.)

Lefebvre, 30 décembre 1892, brevet 218070. (Porte-brancard à dételage instantané.)

Lejeune, 30 décembre 1892, brevet 221476. (Perfectionnements apportés aux pneumatiques.)

Mercier, 24 décembre 1892, brevet 225289. (Application d'un dossier mobile aux selles de vélocipèdes.)

Société *Fred. Bayer und C^e*, 26 décembre 1892, brevet 208330. (Procédé de fabrication de matières colorantes vertes, bleues et violettes dérivées du triphényl et diphénylnaphtylméthane.)

Rohner, 26 décembre 1892, brevet 222785. (Production de nouvelles matières colorantes teignant le coton sans mordant.)

Blancan, 26 décembre 1892, brevet 225501. (Nouvelle composition métallique fluide et ses diverses applications.)

Wegner, 31 décembre 1892, brevet 221096. (Procédé de galvanisation de l'aluminium.)

Huber, 24 décembre 1892, brevet 226246. (Presse hydraulique destinée à recouvrir les câbles d'enveloppes de plomb, ainsi qu'une presse pour la fabrication de tuyaux de plomb.)

Pieplu, 28 décembre 1892, brevet 222434. (Machine à broser la carte et le papier en feuilles.)

Létang, 8 novembre 1892, brevet 218584. (Perfectionnements apportés dans l'établissement des poulies-freins et des palans-freins automatiques.)

Roy, 9 décembre 1892, brevet 217965. (Presse Roy, appareil continu et combiné pour fouler, presser les raisins et élever ou transporter les marcs ainsi que toute autre matière susceptible d'être pressée ou comprimée.)

Vincent père et fils, 31 décembre 1892, brevet 223202. (Système d'outils dit à *en-coche* et leurs accessoires, applicable principalement à l'exploitation des mines.)

Derudder, 23 décembre 1892, brevet 210611. (Nouveau genre de potence-support servant à porter des rayons de tablettes, casiers, etc., système J. Derudder.)

Soumovski, 27 décembre 1892, brevet 223491. (Aéropoutre et aérosolide.)

Brown, 18 octobre 1892, brevet 206213. (Perfectionnements aux machines à vapeur.)

Zimmermann, 29 décembre 1892, brevet 225108. (Terrine hermétique en faïence jaune, blanche ou rouge, en deux pièces et de grandeurs variées.)

A. Teste fils, Pichat, Morel et compagnie (Société), 31 décembre 1892, brevet 204647. (Nouvelle monture de parapluie.)

Barbier, 28 décembre 1892, brevet 210535. (Perfectionnements apportés à la fabrication des anneaux pour coulants et noix de parapluies.)

Masson, 22 décembre 1892, brevet 212434. (Perfectionnements dans les pressesoirs à pression intermittente.)

Pruvot, 30 décembre 1892, brevet 218407. (Machine à arracher les betteraves.)

Walch, 24 décembre 1892, brevet 189318. (Nouveau système de clef spécialement appliqué sur les colliers des réseaux ou muselets des bouteilles, ayant pour but d'en obtenir la fermeture par torsion ou l'ouverture par détorsion d'une manière rapide, supprimant ainsi la rupture du fil métallique, par l'emploi d'un outil quelconque ou tout autre moyen pour arriver au même résultat.)

Nabouleix, 28 décembre 1892, brevet 218511. (Pasteurisateur spiroïdal G. Nabouleix.)

Marc, 24 décembre 1892, brevet 223227. (Fausset hygiénique A. Marc.)

Gobron, 9 novembre 1892, brevet 201307. (Nouveau verrou de sûreté avec sa nouvelle poignée articulée, applicable aux portières de wagons et autres.)

Compagnie française de matériel des chemins de fer, 28 décembre 1892, brevet 221925. (Nouveau moulin broyeur tamiseur dit *broyeur Cornet*.)

Sutterlin, 31 décembre 1892, brevet 218507. (Système de transformation du Martini en fusil de petit calibre.)

Philippe fils, 22 décembre 1892, brevet 185780. (Nouvelle couveuse perfectionnée dite la Houdanaise à thermosiphon intérieur, et ses accessoires.)

Gamichon, 16 décembre 1892, brevet 222234. (Perfectionnements apportés à des métiers rectilignes à bonneterie à cueillage et formage.)

Robert, 12 décembre 1892, brevet 219635. (Nouveau moteur à gaz à double Compound] et à détente complète au moyen d'un cylindre différentiel.)

Jonas, 3 novembre 1892, brevet 223149. (Dispositif fonctionnant automatiquement pour ouvrir des parapluies, des parasols, etc.)

Felten et Guillaume (Société), 15 décembre 1892, brevet 220891. (Câbles techniques à enveloppe partielle d'air obtenus par l'isolation simultanée de plusieurs ducteurs.)

Dumont, 14 décembre 1892, brevet 223333. (Nouvel accumulateur électrique.)

Berger et Armand, 15 décembre 1892, brevet 214517. (Système de bouteille plissable une fois vidée.)

Duhamel, 19 décembre 1892, brevet 217071. (Fabrication de boîtes à cartons tissés d'un seul morceau au moyen d'un outil spécial.)

Henri Vandamme (M^{me} veuve), 22 décembre 1892, brevet 226510. (Perfectionnements aux encollens.)

Schmoll, 12 décembre 1892, brevet 220045. (Application de la peinture sur coquilles et sur coquilles entières.)

Société française d'exploitation des procédés Hermite, 20 décembre 1892, brevet 181832. (Divers appareils et dispositions d'électrodes pour électrolyser le chlorure de magnésium, dans le but de blanchir par le procédé de M. Hermite.)

Lève et Frostop, 13 décembre 1892, brevet 226032. (Système permettant l'application du brûleur récupérateur à flamme renversée à l'éclairage au gaz et au chauffage des wagons de chemins de fer, voitures de tramways et autres véhicules.)

Pailloux-Michel, 19 décembre 1892, brevet 222424. (Agrafe de courroie de transmission, dite agrafe Pailloux-Michel.)

Ravelli, 31 décembre 1892, brevet 216944. (Siphonoidal Ravelli, moteur à sphaères hydrauliques, applicable à l'industrie.)

Barrey, 8 novembre 1892, brevet 214053. (Perfectionnements aux interrupteurs commutateurs électriques.)

Lucas, 12 novembre 1892, brevet 221564. (Transformateur de courants convertissant en courants alternatifs.)

Lesenberg, 17 novembre 1892, brevet 223458. (Perfectionnements aux piles sèches.)

Hartung, 1^{er} décembre 1892, brevet 223489. (Plaques d'électrodes pour batteries secondaires [accumulateurs]).

Doudart de Lagrée, 11 novembre 1892, brevet 224159. (Garniture en amiant pour bouts pour joints de vapeur et autres.)

Cozlin, 30 novembre 1892, brevet 220108. (Système d'articulation des plaques à trois faces.)

Joseph Dalmas et compagnie (Société), 5 décembre 1892, brevet 213382. (Appareil de chasse.)

Romieu, 8 novembre 1892, brevet 217289. (Appareil-filtre.)

Blay-Collard et Blay, 22 novembre 1892, brevet 224184. (Système de fabrication des navettes.)

Lereculé, 30 novembre 1892, brevet 224403. (Système d'attache pour caoutchouc de parapluie, en-cas, etc.)

Bonjour, 12 novembre 1892, brevet 224392. (Nouveau mécanisme hydrostatique.)

Société l'Union du commerce, 26 novembre 1892, brevet 210318. (Nouvel interrupteur dit l'Union du commerce.)

Langlois, 28 novembre 1892, brevet 219603. (Perfectionnements apportés aux compositeurs-marqueurs-contrôleurs employés pour le service des omnibus, tramways et chemins de fer.)

Muller et Roger (Société), 12 novembre 1892, brevet 198378. (Système de régulation pour conduites de vapeurs et autres.)

Société Transport Aktiebolaget for Lefvande fiak, 18 novembre 1892, brevet 220212. (Dispositifs permettant d'utiliser de plusieurs manières, à bord d'un navire, le mouvement des vagues quand la mer est agitée.)

Bichereux, 11 novembre 1892, brevet 215675. (Procédé et appareils nouveaux pour fabriquer des rails, poutrelles, profils laminés de toute espèce et objets analogues.)

Merlin, 10 novembre 1892, brevet 219927. (Nouveau système de lessiveuse.)

Pollet, 9 novembre 1892, brevet 221246. (Abreuvoir pour oiseaux, volailles, etc.)

De Ricaris, 11 novembre 1891, brevet 225365. (Appareils appelés généralement *phonomètres* destinés : 1° à mesurer la hauteur, l'intensité et les harmoniques constituant le timbre des sons; 2° à accorder mathématiquement et sans le secours d'une oreille musicienne tous les instruments de musique, etc.)

Reynaud de Mazan, 10 novembre 1892, brevet 200971. (Genre de poivre dit *poivre Rabelais*.)

Guérin, 10 novembre 1892, brevet 218699. (Nouvelle machine à peser automatiquement le chocolat.)

Bernstein, 12 novembre 1892, brevet 225175. (Procédé servant à empêcher la coagulation du lait pendant le transport.)

Friedrich Dürr et compagnie (Société), 30 novembre 1892, brevet 223859. (Moteur à pétrole.)

Perrier, 9 novembre 1892, brevet 204506. (Appareil à fractionnement destiné à la distillation et à la rectification simultanée et continue de l'alcool éthylique et des produits fractionnés.)

Cosset, 10 novembre 1892, brevet 220004. (Nouveau système de robinet de mise en bouteilles.)

Société anonyme le parfait nourricier, 17 novembre 1892, brevet 215841. (Perfectionnements dans les bouteilles et flacons.)

Ducornot, 16 novembre 1892, brevet 183074. (Appareil dénommé *aéro-fumi-ventilateur*, applicable au tirage des cheminées et à la ventilation.)

Grouvelle, 17 novembre 1892, brevet 203463. (Système de chaudières à eau chaude multitubulaires.)

Bère, 17 novembre 1892, brevet 207170. (Nouveau système de tubes de chauffage.)

Buscarlet (M^{me} veuve) et fils (Société), 12 novembre 1892, brevet 224847. (Perfectionnements dans le mode de fermeture des gants.)

D'Espagnat, 19 novembre 1892, brevet 225477. (Nouveau système de pince à cravates.)

Faure, 21 décembre 1892, brevet 223203. (Machine à fabriquer les briques à bâtir en mortier de ciment, chaux ou autres mortiers.)

Bielher (Les sieurs), 12 novembre 1892, brevet 211995. (Batteuse de cartes à jouer automatique et portative.)

Martin, 5 novembre 1892, brevet 220829. (Système de mécanisme à mouvement de translation et de va-et-vient combinés, et ses diverses applications, notamment aux jouets animés.)

Michaux (M^{re}), 13 décembre 1892, brevet 201293. (Fûts, tonneaux, tonnelets et bidons en fer et tôle emboutis, avec nouveau système de bouchage.)

Gérard, 21 octobre 1892, brevet 222144. (Perfectionnements aux piles primaires et secondaires.)

Magnant, 28 octobre 1891, brevet 200058. (Appareil aérothérapique devant servir à la cure des maladies des organes respiratoires et notamment de la phtisie pulmonaire, et se composant d'une chambre respiratoire isolatrice.)

Maussion, 15 décembre 1892, brevet 211917. (Nouveau système de fermeture et d'ouverture de tous les vases, avec ou sans intervention de l'air, pouvant servir indéfiniment.)

Chauvin, 19 décembre 1892, brevet 218166. (Système de jalousies à contre-poids.)

Peyron fils, 17 décembre 1892, brevet 218162. (Système d'emmanchage sur soie, à vis, pour râpes et limes.)

Blot, 15 décembre 1892, brevet 216276. (Nouveau pneumatique increvable pour vélocipèdes.)

Besnard, 13 décembre 1892, brevet 173647. (Perfectionnements aux lampes à pétrole.)

Kessler, 14 décembre 1892, brevet 225903. (Perfectionnements apportés à la fabrication et à l'emploi des sels aluminés.)

Brun-Latrige, 14 décembre 1892, brevet 211884. (Fusil de chasse Hammerless à canon fixe et culasse mobile.)

Housh, 27 décembre 1892, brevet 220500. (Perfectionnements aux machines à monnayer par des pièces de monnaie.)

Seiller, 30 décembre 1892, brevet 208654. (Perfectionnements apportés à la fabrication des bougies.)

Breton fils, 2 novembre 1892, brevet 217544. (Perfectionnements aux cartes.)

Mantrant, 31 octobre 1892, brevet 224482. (Appareil d'éclairage dit l'intensité.)
Carrière frères (Société), 2 novembre 1892, brevet 222366. (Nouveaux dispositifs pour veilleuses.)

Reboux, 15 décembre 1892, brevet 221421. (Appareil de carbonatation des vins.)

Macquat, 8 décembre 1892, brevet 225831. (Nouvelle sonnerie pour appartements.)

Cocu, 26 décembre 1891, brevet 215107. (Perfectionnements aux couteaux de cuisine à contre-lame.)

D'Avout, 18 octobre 1892, brevet 217386. (Ceinture porte-tabliers.)

Berlé, 3 décembre 1892, brevet 220615. (Fermoir de porte.)

Société dite *Manufacture dijonnaise des biscuits Pernot*, 6 septembre 1892, brevet 2164249. (Nouveau système de four multiple à cuisson continue.)

Blein et Béraud, 17 décembre 1892, brevet 204644. (Compteur d'eau.)

Maginot, 29 décembre 1892, brevet 218001. (Perfectionnements aux pompes à hélices coniques.)

Hantz et Hantz (M^{les}), 19 décembre 1892, brevet 222398. (Perfectionnements aux vélocipèdes, voitures ou autres véhicules quelconques.)

Luhrig, 27 décembre 1892, brevet 220341. (Voiture de tramway actionnée par moteur.)

Cornet, 29 décembre 1892, brevet 223371. (Perfectionnements apportés aux machines à tirer la soie.)

Maronnier, 31 décembre 1892, brevet 226582. (Tonneaux en fer démontables.)

Samain, 11 octobre 1892, brevet 160567. (Genre d'ascenseur sans chaînes à poids.)

Souzy, 8 décembre 1892, brevet 224159. (Lit pliant formant meuble.)

Bourdin, 28 décembre 1892, brevet 211491. (Système d'agrafes à points mobiles à tout usage.)

Laurent, 25 octobre 1892, brevet 221318. (Procédé pour la production économique de la glace.)

Dobilly, 30 décembre 1892, brevet 220595. (Perfectionnements aux moteurs à vapeur.)

Meyer, 2 décembre 1892, brevet 209262. (Nouveau procédé de récarburation du métal produit, sans fonte spéculaire, de l'acier de tous les degrés de dureté déterminée par le métal obtenu par l'affinage, soit dans les cornues acides ou basiques Bessemer, soit dans les fours acides ou basiques Siemens-Martin.)

Thomas, 2 décembre 1892, brevet 220203. (Perfectionnements apportés aux machines à trois cylindres superposés.)

Société *Kalker Werkzeugmaschinen Fabrik L. W. Brewer, Schumacher und C.*, 29 décembre 1892, brevet 207857. (Perfectionnements aux machines servant à produire une pression à l'aide d'une transmission hydraulique, telles que cisailles, presses, machines à raver ou machines servant pour les cas analogues, les machines étant actionnées par la vapeur ou autrement.)

Hamann et Schmidt, 30 décembre 1892, brevet 219373. (Dispositif applicable aux ciseaux et pinces pour augmenter la pression transmise aux lames.)

Oklet, 24 octobre 1892, brevet 187010. (Appareils destinés à l'introduction du soufre dans les cornues, et application de machines réfrigérantes pour la fabrication et la condensation du sulfure de carbone.)

Lambert, 11 novembre 1892, brevet 224632. (Procédé de numérotage des papiers-valeurs.)

Buxtorf, 27 décembre 1892, brevet 190750. (Dispositions mécaniques et électriques appliquées à la production indépendante du nombre d'aiguilles, de tous des rayures en mailles unies sur métiers circulaires.)

Annat, 30 novembre 1892, brevet 221213. (Système de grille à renversement des cheminées d'appartement.)

Dervaux, 17 novembre 1892, brevet 212967. (Appareil clarificateur Dervaux pour eaux et autres liquides.)

Oblasser et Théryc, 17 novembre 1892, brevet 221204. (Nouvel enduit ou agglomérant isolant imperméable et inattaquable à base de cellulose.)

Capone, 25 octobre 1892, brevet 217130. (Appareil pour la translation aérienne.)

Imb, 19 novembre 1892, brevet 219964. (Perfectionnements dans les machines à peigner et dans la préparation des fibres pour le peignage.)

Meunier, 5 novembre 1892, brevet 223001. (Gillbox sans vis et sans cannes.)

Bonbon, 15 novembre 1892, brevet 203569. (Perfectionnements aux métiers à tricoter circulaires.)

Bardon, 7 décembre 1892, brevet 223067. (Traceur pour papier.)

Merridew, 3 décembre 1892, brevet 223214. (Carte-lettre postale.)

Frémont, 5 décembre 1892, brevet 218250. (Perfectionnements apportés aux dynamomètres.)

Courty, 17 novembre 1892, brevet 217991. (Système de fermeture par pêne à bouton.)

Dépensier frères (Société), 10 novembre 1892, brevet 223660. (Verrou de sûreté automatique à clef.)

Lenoir, 24 décembre 1892, brevet 219848. (Procédé d'attelage automatique provisoire ou définitif destiné aux véhicules des chemins de fer ou autres.)

Société anonyme des ateliers Thomé-Génot, 24 décembre 1892, brevet 219884. (Triangle de sabots sans soudures pour freins à air et autres.)

Commun, 23 décembre 1892, brevet 225214. (Chargement et déchargement des wagons.)

Société anonyme du compresseur F. Jourdan et le sieur Deiss, 24 décembre 1892, brevet 212897. (Nouvelle surface filtrante, système Deiss.)

Fouché, 30 décembre 1892, brevet 226317. (Distillation de l'eau de mer et autres liquides.)

Lanet, 17 décembre 1892, brevet 205056. (Dispositif d'obtention de vapeur sèche et de localisation des dépôts pour leur extraction dans les chaudières à vapeur.)

Webster, 15 décembre 1892, brevet 214857. (Perfectionnements dans les appareils à chauffer et purifier l'eau d'alimentation.)

Legat, 26 novembre 1892, brevet 164871. (Système d'appareil détenteur-régulateur automatique de pression des fluides.)

Hidien, 23 novembre 1892, brevet 200277. (Chaudière démontable, système Hidien.)

Tourasse, 17 décembre 1892, brevet 203969. (Fabrication des tissus métalliques formés d'hélices entrelacées.)

Mouline, 28 décembre 1892, brevet 224645. (Fabrication de l'alcool par la torréfaction préalable des grains et des pommes de terre.)

Chouet dit Honoré, 10 novembre 1892, brevet 221388. (Moyen d'obtenir : 1° de très grandes lentilles d'optique pour l'astronomie et les sciences ; 2° de très grands objectifs pour la photographie et une quantité d'industries ; 3° de très grands réflecteurs métalliques ou sans verre en seul bloc ou par secteurs, le tout en se servant de la tour Eiffel comme premier outil pour fabriquer les matrices nécessaires pour obtenir les trois objets nouveaux : lentilles, objectifs et réflecteurs.)

Clément, 18 octobre 1892, brevet 211752. (Nouveau système de tension de chaîne dite *Tension excentrique Clément*, pour vélocipèdes en général.)

Menier, 16 décembre 1892, brevet 220978. (Talons de chaussure à armure métallique flexible.)

Lapeyre, 21 octobre 1892, brevet 217124. (Système antitrépidateur destiné à amortir les chocs et les trépidations dans les vélocipèdes à deux ou trois roues.)

Gaillard, 29 décembre 1892, brevet 195421. (Système de serrure à bec-de-cane avec sûreté électrique.)

Liand, 5 novembre 1892, brevet 202190. (Système de fixe-faux-col militaire à ressort d'arrêt estampé.)

Rymtowitz-Prince, 25 octobre 1892, brevet 208982. (Cryptographe militaire de poche.)

Auguste-Godchaux, 24 décembre 1892, brevet 201109. (Machine rotative à im-

PROJET DE DÉCRET SUR LE BREVET D'INVENTION DE QUINZE ANS QU'IL A PRIS

LE 11 MAI 1888, CONJOINTEMENT AVEC LE SIEUR MANET (CHARLES), POUR UNE NOUVELLE

APPAREIL ÉLECTRIQUE DESTINÉE À L'INFLAMMATION DES MINES ET AUTRES USAGES.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

SA. M. LE

MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE,

VEILLANT À L'ÉTAT DE LA LOI, DÉCRÈTE :

Du 30 Juin 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département Seine-et-Oise, le 4 janvier 1893, faite, suivant acte en date des 9 et 10 novembre 1891, à la société Goupillat et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Bouret, n° 39, par le sieur Manet (Georges-Charles), du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 mai 1888, conjointement avec le sieur Manet (Charles), pour une nouvelle machine électrique destinée à l'inflammation des mines et autres usages.

2^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département Seine-et-Oise, le 4 janvier 1893, faite, suivant acte en date des 9 et 10 novembre 1891, à la société Goupillat et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Bouret, n° 39, par le sieur Manet (Georges-Charles), du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 mai 1888, conjointement avec le sieur Manet (Charles), pour un nouvel appareil électrique destiné à l'inflammation des mines et autres usages.

3^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département Seine-et-Oise, le 4 janvier 1893, faite, suivant acte en date du 23 décembre 1891, à la société S. Gotthelf et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Richer, n° 10 et 12, par le sieur Gotthelf, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 février 1891, pour fermeture hermétique et automatique par la pression atmosphérique des bords de lait et les divers appareils y employés.

4^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département Seine-et-Oise, le 10 janvier 1893, faite, suivant acte en date des 10 et 11 décembre 1891, à la compagnie de Paris-Lyon, dont le siège est à Paris, rue de Valenciennes, n° 10, par le sieur de Rouville de Rouville, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 mai 1888, pour un nouveau système de fermeture hermétique et automatique par la pression atmosphérique des bords de lait et les divers appareils y employés.

5^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département Seine-et-Oise, le 10 janvier 1893, faite, suivant acte en date des 10 et 11 décembre 1891, à la compagnie de Paris-Lyon, dont le siège est à Paris, rue de Valenciennes, n° 10, par le sieur de Rouville de Rouville, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 mai 1888, pour un nouveau système de fermeture hermétique et automatique par la pression atmosphérique des bords de lait et les divers appareils y employés.

6^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département Seine-et-Oise, le 10 janvier 1893, faite, suivant acte en date des 10 et 11 décembre 1891, à la compagnie de Paris-Lyon, dont le siège est à Paris, rue de Valenciennes, n° 10, par le sieur de Rouville de Rouville, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 mai 1888, pour un nouveau système de fermeture hermétique et automatique par la pression atmosphérique des bords de lait et les divers appareils y employés.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 janvier 1893, faite, suivant acte en date des 16 et 17 décembre 1892, à la compagnie de Fives-Lille, dont le siège est à Paris, rue Caumartin, n° 64, par le sieur de Bonnin de Fraysseix, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 novembre 1891, pour hausse optique de pointage applicable aux canons à tir rapide sous tourelle.

8° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 11 janvier 1893, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 28 décembre 1892, devant M° Viau, notaire à Paris, et conférant au sieur Thibouville (Louis-Émile-Jérôme), dit Thibouville-Lamy, fabricant d'instruments de musique, demeurant à Paris, rue Réaumur, n° 68 et 70, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juillet 1890, par le sieur Gavioli fils, pour un nouveau genre d'instrument de musique à papier perforé.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 janvier 1893, faite, suivant acte en date des 3 et 4 janvier 1893, à la société lyonnaise de schistes bitumineux, dont le siège est à Paris, rue Lepeletier, n° 6, par les sieurs Bayle et Cambray, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 26 avril 1892, pour procédé de distillation, chauffage et condensation des schistes bitumineux, boghead, grès et calcaires bitumineux, lignites, tourbes, etc., en un mot de toute matière minérale pouvant donner par la distillation en vases clos des huiles minérales (hydrocarbures divers), paraffines, eaux ammoniacales, etc.

10° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 janvier 1893, faite, suivant acte en date du 30 décembre 1892, à la société générale des téléphones (réseaux téléphoniques et constructions électriques), dont le siège est à Paris, rue Caumartin, n° 41, par la société Felten et Guillaume, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 13 avril 1892, pour câbles électriques à enveloppe partielle d'air, obtenus par l'isolation simultanée de plusieurs conducteurs.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 janvier 1893, faite, suivant actes en date des 15 novembre et 9 décembre 1892, à la société générale d'éclairage et de force motrice, dont le siège est à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 64, par le sieur Popp, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 décembre 1890, pour procédés et appareils pour la distribution de l'énergie par l'électricité.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 janvier 1893, faite, suivant acte en date du 13 janvier 1893, à la dame Hefler, née Clotilde-Louise Lafuge, demeurant à Paris, rue de Bondy, n° 28, par le sieur Hefler, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 mai 1892, conjointement avec le sieur Bénard, pour procédé d'extraction méthodique des matières tannantes et tinctoriales.

13° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 janvier 1893, faite, suivant acte en date du 13 janvier 1893, au sieur Samson (Charles-Félix), demeurant à Paris, rue Dieu, n° 8, par le sieur Bénard et par la dame Hefler, née Clotilde-Louise Lafuge, demeurant à Paris, rue de Bondy, n° 28, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mai 1892, par les sieurs Hefler et Bénard, pour procédé d'extraction méthodique des matières tannantes et tinctoriales.

14° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 février 1893, faite, suivant acte en date du 10 janvier 1893, aux sieurs Bérendt (Maximilien), demeurant à Hambourg, stubbenhuk 20, Drocge, Max, du Roy, demeurant à Hambourg, Rathhausmarth 8, Hadenfelt, demeurant à Hambourg, Rödingermarkt, 65, et Semler Johannes, demeurant à Hambourg, Johannistrasse 21, par le sieur Müller, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 mai 1892, pour foyer fumivore pour chaudières à vapeur.

15° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de Seine-et-Marne, le 4 février 1893, faite, suivant acte en date du 18 décembre 1892, au sieur Kieffert (René-Georges-François), publiciste, demeurant à Paris, boulevard de Denain, n° 4, par le sieur Sarazin, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 7 mars 1892, pour une machine dite monte-charge et destinée au

chargement des hâches sur les wagons de foin et généralement à l'élévation de l'espèce de colis ou fardeaux.

16° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 février 1893, faite, suivant acte en date du 3 février 1893, à Guinard 'Charles-Marie-Arthur', armurier, demeurant à Paris, avenue de la République, n° 8, par le sieur Greener, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 septembre 1880, et qui doit expirer le 24 mars 1894, pour des perfectionnements dans la fabrication et l'armement des fusils à bascule Hammerlees (sans chien).

17° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 février 1893, faite, suivant acte en date du 16 décembre 1892, par le sieur Vergne (Henri-Jean), fabricant d'instruments de chirurgie, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 116, par le sieur de Pezzer, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1891, pour système de sonde chirurgicale souple en caoutchouc pur soudé.

18° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 février 1893, faite, suivant acte en date du 16 décembre 1892, par le sieur Vergne (Henri-Jean), fabricant d'instruments de chirurgie, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 116, par le sieur de Pezzer, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 avril 1891, pour système de sonde souple se maintenant automatiquement à demeure dans la vessie.

19° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 février 1893, faite, suivant acte en date du 16 décembre 1892, par le sieur Vergne (Henri-Jean), fabricant d'instruments de chirurgie, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 116, par le sieur de Pezzer, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1891, pour système de sonde perforée pour le lavage de l'urètre.

20° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 février 1893, faite, suivant acte en date des 25 et 26 janvier 1893, à la compagnie parisienne de couleurs d'aniline, dont le siège est à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 31, par le sieur Roth, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 décembre 1885, pour un procédé de production de matières colorantes.

21° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1893, faite, suivant actes en date des 17 et 30 décembre 1892, à la société anonyme dite *Compagnie française du bi-métal* (brevets Edouard Martin), dont le siège est à Paris, rue Dieu, n° 9, par les sieurs Edouard Martin, métallurgiste, demeurant à Paris, rue de Dunkerque, n° 46, et André Ducamp, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 113, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 avril 1885, par le sieur Martin, pour des perfectionnements dans la fabrication des fils destinés à la transmission électrique et autres usages industriels.

22° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1893, faite, suivant actes en date des 17 et 30 décembre 1892, à la société anonyme dite *Compagnie française du bi-métal* (brevets Edouard Martin), dont le siège est à Paris, rue Dieu, n° 9, par les sieurs Edouard Martin, métallurgiste, demeurant à Paris, rue de Dunkerque, n° 46, et André Ducamp, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 113, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juillet 1890, par le sieur Martin, pour procédé de fabrication de fils et de tôles bi-métalliques.

23° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1893, faite, suivant actes en date des 17 et 30 décembre 1892, à la société anonyme dite *Compagnie française du bi-métal* (brevets Edouard Martin), dont le siège est à Paris, rue Dieu, n° 9, par les sieurs Edouard Martin, métallurgiste, demeurant à Paris, rue de Dunkerque, n° 46, et André Ducamp, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 113, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mai 1891, par le sieur Martin, pour procédé perfectionné de fabrication de fils bi-métalliques.

24° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1893, faite, suivant actes en date des 17 et 30 décembre 1892, à la société anonyme dite *Compagnie française du bi-métal* (brevets Edouard Martin), dont le siège est à Paris, rue Dieu, n° 9, par les sieurs Edouard Martin, métallurgiste, demeurant à Paris, rue de Dunkerque, n° 46, et André Ducamp, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 113, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mai 1891, par le sieur Martin, pour procédé perfectionné de fabrication de fils bi-métalliques.

Paris, boulevard Haussmann, n° 113, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 avril 1891, par le sieur Martin, pour procédé de fabrication à chaud, sans réchauffage, de fils, barres, barreaux, planches en laiton et alliages de cuivre similaires.

25° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1893, faite, suivant actes en date des 17 et 30 décembre 1892, à la société anonyme dite *Compagnie française du bi-métal* (brevets Édouard Martin), dont le siège est à Paris, rue Dieu, n° 9, par les sieurs Édouard Martin, métallurgiste, demeurant à Paris, rue de Dunkerque, n° 46, et André Ducamp, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 113, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 octobre 1891, par le sieur Martin, pour fabrication de bandes, planches, tôles et feuillards bi-métalliques.

26° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1893, faite, suivant actes en date des 17 et 30 décembre 1892, à la société anonyme dite *Compagnie française du bi-métal* (brevets Édouard Martin), dont le siège est à Paris, rue Dieu, n° 9, par les sieurs Édouard Martin, métallurgiste, demeurant à Paris, rue de Dunkerque, n° 46, et André Ducamp, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 113, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juillet 1892, par le sieur Martin, pour un procédé de fabrication de lingots, fils, barres, planches, tôles et feuillards bi-métalliques à recouvrement de laiton.

27° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, le 25 février 1893, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 4 février 1893, par M° Monguilan, notaire à Pau, et aux termes duquel le sieur Fanon est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 septembre 1890, par les sieurs Fanon et Thérès, pour un sabot destiné au serrage des freins de voiture.

18° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 février 1893, faite, suivant acte en date du 20 février 1893, à la compagnie française des métaux, dont le siège est à Paris, rue Volney, n° 10, par les sieurs Picard, Tanière et Dessolle, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juin 1892, par les sieurs Picard et Tanière, pour un système d'affinage des métaux par l'électricité et le martelage ou battage combinés.

29° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 février 1893, faite, suivant acte en date du 20 février 1893, à la compagnie française des métaux, dont le siège est à Paris, rue Volney, n° 10, par les sieurs Picard, Tanière et Dessolle, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 février 1893, par les sieurs Dessolle, Tanière et Picard, pour perfectionnements dans le travail électrolytique des métaux.

30° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 mars 1893, faite, suivant actes en date des 16 et 18 février 1893, à la société Demarais et compagnie, par la société la Stéarinerie française, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 10 novembre 1891, pour une machine à rogner les bougies à froid par tranches graduées.

31° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 mars 1893, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé les 16 novembre et 19 décembre 1892, par M° Ollagnier, notaire à Paris, et aux termes duquel le sieur Bourdin (Charles), chimiste, demeurant à Paris, avenue de la République, n° 13, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1886, par le sieur Michaud, pour des procédés perfectionnés pour reproduire galvaniquement des surfaces quelconques.

32° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 mars 1893, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, les 16 novembre et 19 décembre 1892, par M° Ollagnier, notaire à Paris, et aux termes duquel le sieur Bourdin (Charles), chimiste, demeurant à Paris, avenue de la République, n° 13, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 décembre 1887, par le sieur Michaud, pour procédés nouveaux pour la confection des planches et des cylindres gravés destinés à l'impression ordinaire sur papier ou sur étoffe, ainsi qu'aux impressions en relief ou au gaufrage des surfaces souples.

33° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département

de la Seine, le 10 mars 1893, faite, suivant acte en date du 3 mars 1893, à la requête de M. A. Piat et ses fils, dont le siège est à Paris, rue Saint-Maur, n° 85, par le sieur Piat (Louis), banquier, demeurant à Augbourg (Bavière), du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1889, par le sieur Laissle, et dont il est propriétaire, pour une nouvelle machine à mouler les poulies.

34° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Charente, le 14 mars 1893, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 6 mars 1893, par M^r Hillairet, notaire à Angoulême, aux termes duquel le sieur Birot est devenu seul propriétaire du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 novembre 1885, conjointement avec le sieur Birot fils aîné, pour un système de couteaux spéciaux en fer et acier trempé destinés spécialement à la fabrication des poulies de transmission de toutes formes et de toutes dimensions moulées sans modèle.

35° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 15 mars 1893, faite, suivant acte en date du 17 février 1893, à la requête de la société française pour l'exploitation de la pile système Million, dont le siège est à Lyon, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 61, par le sieur Million, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 septembre 1891, pour pile perfectionnée à grand débit.

36° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 mars 1893, faite, suivant acte en date du 9 décembre 1891, à la requête de la société anonyme la Costaline, dont le siège est à Paris, rue Boissy-d'Angas, n° 35, par le sieur Coste, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 novembre 1887, pour un tissu en bourre de soie pure, fabriqué d'après un procédé nouveau, vue d'une application principale à la confection des sacs sans couture et de tout cuir et qu'il dénomme *costaline*.

37° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 mars 1893, faite, suivant acte en date du 15 mars 1893, au profit de l'etit (Auguste-Louis-Clément) et à la dame Petit, née Eulalie-Aline Legrip, demeurant à Paris, avenue des Ternes, n° 78, par le sieur Den-Rylands, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 janvier 1890, pour perfectionnements dans les assemblages à garniture de verre pour les tubes doublés de verre.

38° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 mars 1893, faite, suivant acte en date du 2 mars 1893, au profit de M. Nave (Félix), ingénieur, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n° 99, par le sieur Patin (Octave), ingénieur, demeurant à Paris, rue Théophile-Gautier, n° 11, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1891, par la société O. Patin et compagnie, formée entre lesdits sieurs Patin et Nave, pour une nouvelle lampe arc fonctionnant soit en tension, soit en dérivation, soit sur courant continu, soit sur courants alternatifs.

39° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 mars 1893, faite, suivant acte en date des 16, 25 février et 11 mars 1893, à la société des globes diffuseurs (système Frédureau), dont le siège est à Paris, rue Lafayette, n° 52, par le sieur Frédureau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 juillet 1890, pour de nouvelles dispositions applicables à l'éclairage particulier et à l'éclairage public.

40° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 mars 1893, faite, suivant acte en date du 7 mai 1892, au profit de M. Prichard (Jean), demeurant à Paris, rue Caumartin, n° 11, par le sieur Landeau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 septembre 1891, pour un nouveau mode de préparation de matières explosives.

41° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 mars 1893, faite, suivant acte en date du 16 mars 1893, à la société anonyme la Banque commerciale et industrielle, dont le siège est à Paris, rue du Quatre-Septembre, n° 25, par le sieur Ferrari, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 août 1889, pour un nouveau système complet pour brûler plus spécialement le pétrole, le naphte et en général les hydrocarbures et autres combustibles dans les chaudières des machines marines et terrestres.

42° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 16 mars 1893, faite, suivant acte en date du 12 décembre 1892, à la société française, pour l'exploitation de la pile système Million, dont le siège est à

Lyon, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 61, par le sieur Cartier (Jules), ingénieur civil, demeurant à Lyon, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 61, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 octobre 1888, par le sieur Million, et dont il est devenu propriétaire pour un vase poreux à grande surface et petit volume pour pile électrique.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 16 mars 1893, faite, suivant acte en date du 12 décembre 1892, à la société française pour l'exploitation de la pile système Million, dont le siège est à Lyon, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 61, par le sieur Cartier (Jules), ingénieur civil, demeurant à Lyon, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 61, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 avril 1890, par le sieur Million, et dont il est devenu propriétaire, pour perfectionnements aux électrodes en charbon.

44° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 29 mars 1893, faite, suivant acte en date du 30 juillet 1892, à la société en commandite par actions pour l'exploitation en France de la pile système Million (Pinguely et compagnie), dont le siège est à Lyon, rue Bugeaud, n° 65, par le sieur Pinguely (Alexandre), constructeur, demeurant à Lyon, rue Bugeaud, n° 65, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 octobre 1888, par le sieur Million, et dont il est devenu propriétaire, pour un vase poreux à grande surface et petit volume pour pile électrique.

45° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 29 mars 1893, faite, suivant acte en date du 30 juillet 1892, à la société en commandite par actions pour l'exploitation en France de la pile système Million (Pinguely et compagnie), dont le siège est à Lyon, rue Bugeaud, n° 65, par le sieur Pinguely (Alexandre), constructeur, demeurant à Lyon, rue Bugeaud, n° 65, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 avril 1890, par le sieur Million, et dont il est devenu propriétaire, pour perfectionnements aux électrodes en charbon.

46° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 29 mars 1893, faite, suivant acte en date du 12 décembre 1892, au sieur Cartier (Jules), ingénieur civil, demeurant à Lyon, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 61, par le sieur Pinguely (Alexandre), constructeur mécanicien, demeurant à Lyon, rue Bugeaud, n° 65, agissant tant en son nom personnel que comme liquidateur de la société en commandite par actions Pinguely et compagnie, dont le siège est à Lyon, rue Bugeaud, n° 65, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 octobre 1888, par le sieur Million, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour un vase poreux à grande surface et petit volume pour pile électrique.

47° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département du Rhône, le 29 mars 1893, suivant acte en date du 12 décembre 1892, au sieur Cartier (Jules), ingénieur civil, demeurant à Lyon, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 61, par M. Pinguely (Alexandre), constructeur mécanicien, demeurant à Lyon, rue Bugeaud, n° 65, agissant tant en son nom personnel que comme liquidateur de la société en commandite par actions Pinguely et compagnie, dont le siège est à Lyon, rue Bugeaud, n° 65, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 avril 1890, par le sieur Million, et dont ladite société est devenue propriétaire, pour perfectionnements aux électrodes en charbon.

48° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 mars 1893, faite suivant actes en date des 15 et 16 mars 1893, à la société *The Parent syndicate lightning oil Extractor Company limited*, dont le siège est à Bradford, 27, Kirkgate, par les sieurs Dombrain et Trumper, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 4 janvier 1890, pour un appareil servant à extraire des substances les matières grasses et autres au moyen de dissolvants volatils.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

N° 28107. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre de l'agriculture) qui approuve l'échange d'un terrain boisé contenant deux cent quarante-huit hectares trente-trente-sept centiares, appartenant à M^{me} Raoul (Marguerite Célestine), et situé sur la montagne du Bou-Hédair, douar communal l'Oued Meltouch, lot n° 4, partie B du plan, contre une parcelle de 10 hectares à détacher de la forêt domaniale d'Assi-Daho, sous les conditions portées au contrat passé le 30 août 1892, par-devant le préfet du département d'Oran. (Paris, 7 novembre 1893).



Certifié conforme :

Paris, le 31^{er} Juillet 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. GUERIN.

* Cette date est celle de la réception au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des Lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1633.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

B. — *Loi ayant pour objet : 1° l'ouverture, sur l'exercice 1894, d'un crédit extraordinaire pour le paiement des rentes 3 1/2 p. 100; 2° l'annulation d'une partie des Crédits ouverts sur l'exercice 1894 pour le paiement des rentes 4 1/2 p. 100.*

Du 12 Mai 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 mai 1894.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. 1°. Il est ouvert au ministre des finances, au titre du budget de l'exercice 1894, en addition aux crédits accordés par la loi du 26 juillet 1893, un crédit extraordinaire montant à la somme de cent soixante-dix-huit millions deux cent trente et un mille cent vingt-huit francs (178,231,828^f), qui sera inscrit au chapitre *Rentes 3 1/2 p. 100.* — *Loi du 17 janvier 1894.* Il sera pourvu au paiement de ce crédit extraordinaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

Sur le crédit de trois cent cinq millions cinq cent quarante deux cent soixante-seize francs (305,540,276^f) ouvert au ministre des finances sur l'exercice 1894, chapitre 1^{er}, *Rentes 4 1/2 p. 100 au fonds.* — *Loi et décret du 27 avril 1883, par la loi du 26 juillet 1893,* une somme de deux cent vingt-neuf millions cent cinquante-mille deux cent sept francs (229,155,207^f) est définitivement affectée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 Mai 1894.

Signé : GARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : L. DUBOIS.

N° 25. 19. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'une fabrique de Dynamite sur le territoire de la commune d'Arles (Bouches-du-Rhône).*

Du 10 Avril 1894.

Prépublié au Journal officiel du 12 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, de la guerre et des finances;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1882⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formulée par M. E.-J. Barbier, président du conseil d'administration de la société anonyme d'explosifs et de produits chimiques, l'effet d'obtenir, pour cette société, l'autorisation d'établir une fabrique d'explosifs à base de nitroglycérine sur le territoire de la commune d'Arles;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête auxquelles il a été procédé;

Vu l'avis du préfet des Bouches-du-Rhône;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. La société anonyme d'explosifs et de produits chimiques dont le siège social est à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 19, est autorisée à établir sur le territoire de la commune d'Arles (Bouches-du-Rhône) une fabrique de dynamite à laquelle sera annexé un atelier de fabrication d'engrais chimiques.

2. Cette autorisation est accordée sous les conditions stipulées aux articles ci-après.

3. La fabrique occupera l'emplacement et aura les dispositions indiquées aux plans annexés au présent décret. Elle comprendra dans son enceinte, qui sera fermée par une haie vive, trois groupes principaux de bâtiments :

I. Dans l'angle sud-est, dont le marécage sera en partie remblayé à cet effet, un bâtiment unique pour la force motrice et les chaudières.

(1) XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

(2) XII^e série, Bull. 739, n° 1356.

dières, les magasins aux matières premières, la préparation des absorbants inertes et des produits chimiques nécessaires à la fabrication des dynamites, et pour l'utilisation des acides résiduaux à l'état d'engrais;

II. Dans l'angle sud-ouest, la fabrique de dynamite proprement dite, avec deux dépôts accessoires;

III. Dans l'angle nord, un magasin unique pour la dynamite confectionnée, avec le logement du gardien.

Il est prévu, en outre, cinq bâtiments isolés qui sont : un bâtiment pour le logement du concierge, laboratoire et bureaux, placé à l'entrée principale de l'établissement, en bordure du chemin de la gare; deux bâtiments placés à l'entrée spéciale des ateliers de fabrication et destinés au logement du gardien de cette enceinte et aux bureaux des agents des poudres et salpêtres et des contributions indirectes; enfin, en face et à cinquante mètres (50^m) environ en avant de cette entrée, deux petits bâtiments renfermés dans une enceinte commune et affectés, l'un au séchage du coton-poudre humide et l'autre à un dépôt de capsules.

4. La fabrique proprement dite sera constituée par deux lignes symétriques d'ateliers, séparés les uns des autres et isolés du voisinage par de puissantes levées en terre et affectés, pour chaque ligne, à partir de l'extrémité ouest, le premier à la fabrication de la nitroglycérine, le second au lavage alcalin de cette substance, le troisième à l'incorporation des absorbants, les cinq suivants à l'encartouche de la dynamite et le neuvième à son emballage.

A la suite de ce groupe d'ateliers, deux petits dépôts, entourés eux-mêmes de levées et enfermés dans une enceinte spéciale, recevront, l'un, d'une façon permanente, l'approvisionnement de coton-poudre humide fourni par l'État pour la fabrication de la dynamite-gomme, et l'autre, d'une façon passagère, l'approvisionnement de dynamite en pâte nécessaire chaque matin à la reprise du travail des cartoucheries.

5. Les deux lignes de bâtiments et leurs voies d'accès seront enfoncées dans le sol naturel à une profondeur qui ne sera limitée que par la condition que l'écoulement des eaux reste assuré en tout temps autour des ateliers.

Ces ateliers, de dimensions variables suivant leurs destinations, seront construits sur les quatre faces en matériaux légers et recouverts d'une toiture non métallique aussi légère que possible et présentant une forte saillie extérieure.

Le sol, dallé en bitume sans cailloux, sera recouvert d'une couche de matière absorbante, constituée de préférence par de la sciure de bois ou des débris de liège et susceptible d'être facilement renouvelée.

Il sera pourvu à une ventilation convenable des ateliers au moyen d'évents qui seront protégés par la saillie de la toiture contre les rayons directs du soleil.

Des dispositions seront prises pour faciliter la sortie des ouvriers en cas d'accident: les portes et fenêtres des ateliers devront, à effet, s'ouvrir de dedans en dehors et être munis d'une ferme pouvant fonctionner facilement par une simple poussée intérieure.

Les tables et bancs ne devront pas se toucher et seront disposés de façon que les intervalles se trouvent en regard des portes.

Le travail ne se fera qu'à la lumière du jour.

Le chauffage des ateliers ne pourra être produit qu'au moyen de l'eau ou de la vapeur d'eau, et les appareils de chauffage seront disposés de façon à ne pas être en contact avec les matières explosives.

Les levées en terre entourant les ateliers satisferont aux conditions suivantes:

Sur toute la hauteur correspondant à l'enfoncement des ateliers au-dessous du sol naturel, le déblai sera opéré verticalement et de ceux-ci; à partir du terrain naturel, le talus intérieur, d'une épaisseur de cinquante centimètres (0^m 50), avec des couches débarrassées de pierres, sera gazonné et aura une pente aussi raide que le permettra la nature du remblai; il aura son pied à une distance (1^m) de distance du soubassement du bâtiment et son sommet à une hauteur (1^m) au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. Cette hauteur, les levées conserveront, à toute époque, un minimum d'un mètre (1^m).

Outre la communication directe existant en avant de chacune des deux lignes d'ateliers, il sera ménagé, à travers les levées, des points défilés contre les projections directes d'une explosion, passages voutés permettant la sortie plus prompte des ouvriers en cas d'accident survenant à l'intérieur. Ces passages seront au nombre de trois au moins pour chaque ligne.

Les levées seront, sur toute leur surface, soigneusement plantées d'acacias ou autres essences du pays à croissance rapide.

La fabrique sera protégée contre la foudre par une série de paratonnerres sur mâts dans les conditions admises comme présentant une sécurité suffisante.

6. La fabrique proprement dite sera entourée, à une distance de six mètres (6^m) du pied des talus extérieurs, de vingt-cinq mètres (25^m) pour la face avant et de dix mètres (10^m) pour les trois autres faces, d'un mur de maçonnerie de deux mètres cinquante centimètres (2^m 50) de hauteur, formant une enceinte spéciale, distincte de l'enceinte générale de la propriété.

Il n'existera dans toute l'étendue de cette clôture qu'une seule porte, qui sera placée sous la surveillance d'un gardien logé dans une unique entrée, d'où il surveillera les deux enceintes spécialement mentionnées aux articles 3 et 4. Ce gardien sera mis en communication électrique avec le directeur de la fabrique dans les conditions prévues à l'avant-dernier paragraphe de l'article 9.

Les conditions prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 du même article s'appliquent pour la construction des levées et du mur d'enceinte du magasin.

dynamite, seront également appliquées aux deux enceintes mentionnées, l'une à l'article 3 pour le séchoir à coton-poudre et le dépôt de capsules, et l'autre à l'article 4 pour les deux dépôts de la fabrique proprement dite. Un chien de garde sera enfermé la nuit dans chacune de ces dernières enceintes. La construction et l'exploitation du séchoir seront conformes aux prescriptions du décret du 19 août 1893.

7. Les matières employées dans l'usine sont : la glycérine, les acides nitriques et sulfurique et les absorbants.

La nature et le dosage des absorbants seront conformes aux types précédemment approuvés pour les fabriques existantes.

Le pétitionnaire fera connaître à M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes la composition exacte et les procédés de préparation de chacun des explosifs fabriqués dans l'usine. Un échantillon de chacun des types sera remis à l'agent des poudres et salpêtres chargé de la surveillance de l'usine.

Toute modification ultérieure de la nature ou du dosage des matières entrant dans la composition de ces produits comportera les formalités prescrites par l'arrêté interministériel du 15 février 1893.

L'emploi des absorbants de nature hygrométrique entraînera, pour les cartouches de dynamite en provenant, la nécessité d'enveloppes absolument étanches.

Les matières absorbantes ne pourront être employées qu'après refroidissement; elles devront être soigneusement purifiées et débarrassées de tous les corps étrangers qui, par des actions mécaniques ou chimiques, pourraient provoquer une explosion.

8. La fabrication et les lavages de la nitroglycérine seront effectués dans leurs ateliers respectifs à une température ne dépassant pas 25 degrés centigrades.

Des thermomètres seront disposés dans les appareils pour le contrôle incessant de la température et placés sous la surveillance immédiate des chefs d'ateliers.

Des dispositions seront prises pour que les matières en réaction puissent être instantanément noyées et rendues inoffensives par une masse d'eau considérable, en cas de danger d'explosion se manifestant par un dégagement de vapeurs rutilantes ou par une élévation anormale de température.

Les appareils destinés à produire cette évacuation seront établis, à portée de la main, dans un endroit parfaitement dégagé et accessible. Ils seront susceptibles d'être manœuvrés par un seul homme et devront toujours être en parfait état de fonctionnement.

La nitroglycérine, au sortir du lavage, sera mélangée avec la matière absorbante par une manipulation à la main ou à l'aide de battes en bois.

Le finissage de la dynamite suivra sans aucune interruption.

Il sera rigoureusement interdit de conserver d'un jour à l'autre aucune quantité de nitroglycérine non mélangée à des matières

absorbantes, sauf pour la petite quantité provenant du lavage des résidus d'atelier, laquelle s'égouttera et se séparera pendant le lavage.

L'encartouchage et l'encaissage de la dynamite auront lieu dans des ateliers dont la température ne devra jamais s'abaisser au-dessous de douze degrés centigrades.

Les appareils et tous les objets nécessaires à la fabrication de la dynamite seront en cuivre, plomb, verre, caoutchouc ou bois.

Le fer et les matières siliceuses seront formellement exclus des ateliers, et l'introduction dans l'enceinte de ces derniers de ces allumettes chimiques sera interdite.

La quantité de nitroglycérine produite à chaque opération sera d'environ deux cents kilogrammes (200^k), et la quantité totale pourra exister à la fois dans l'atelier de nitrification sera d'environ six cents kilogrammes (600^k), dont la moitié au moins sera soumise dans la cuve de sécurité où s'opérera un premier lavage à l'eau pure.

La nitroglycérine provenant de ce lavage sera transportée à l'extérieur dans les vases en caoutchouc, dans l'atelier de lavage proprement dit, où la quantité totale d'explosif pourra s'élever à trois cents kilogrammes (300^k), quantité qui sera également autorisée dans l'atelier d'incorporation, vers lequel le transport de l'explosif se fera dans les mêmes conditions.

Le transport vers les cartoucheries de la dynamite provenant de l'atelier précédent se fera dans des civières à bras par fractions de cinquante-soixante-quinze kilogrammes (75^k), maximum de la quantité qui pourra exister à la fois dans chacun de ces cinq ateliers.

Enfin, la quantité totale en travail dans l'atelier d'emballage sera limitée à deux cent cinquante kilogrammes (250^k).

Le nombre d'ouvriers des deux sexes qui pourra être introduit à la fois dans les divers ateliers sera uniformément limité à trois, sauf pour le dernier, dans lequel il pourra être porté à quatre.

Chaque atelier sera dirigé par un chef d'atelier qui aura la responsabilité des opérations et du contrôle des températures.

Cet agent devra veiller spécialement chaque jour à l'enlèvement des résidus et devra prendre des mesures pour assurer leur écoulement et leur destruction, de façon que leur accumulation ne puisse constituer avec le temps une source de danger.

A la fin de chaque journée, aucune matière explosive fabriquée ou en cours de fabrication ne pourra exister dans les ateliers.

Toutefois, pour permettre d'assurer la reprise du travail des cartoucheries le lendemain matin, une quantité de quatre cents kilogrammes (400^k) de dynamite en pâte pourra être déposée le soir dans le petit magasin mentionné à l'article 4. Elle y sera transportée et conservée, sans transvasement, dans les civières à bras affectées aux mouvements de cette dynamite; civières qui seront rangées à l'intérieur sur deux barres de bois horizontales établies à la hauteur

la main, où ces civières seront reprises pour le transport aux cartoucheries.

Le coton-poudre humide sera de même conservé sans transvasements, à l'intérieur de son dépôt, dans les vases métalliques hermétiquement clos adoptés par le service des poudres pour l'envoi de ce produit aux dynamitères. C'est aussi dans ces vases qu'il sera transporté à son séchoir spécial, où il ne recevra qu'une dessiccation incomplète, à la suite de laquelle la petite quantité préparée à l'avance pour la fabrication de la dynamite-gomme pourra être entreposée avec le coton-poudre humide, sous cette condition que tout rapprochement immédiat du coton-poudre dans ces deux états sera soigneusement évité.

Un nettoyage général des ateliers de fabrication aura lieu chaque soir, de manière que le lendemain la fabrication soit reprise comme si aucune opération n'avait eu lieu la veille.

9. Le magasin à dynamite encaissée pourra en contenir une quantité de quarante mille kilogrammes (40,000^k).

Ce bâtiment sera établi dans les mêmes conditions générales que les ateliers de fabrication, sauf en ce qui concerne la levée en terre, dont la hauteur au-dessus du faite du bâtiment sera portée à deux mètres (2^m), et à l'intérieur de laquelle on pénétrera par un passage voûté.

La levée sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres (3^m) de hauteur, placé à un mètre (1^m) du pied du talus extérieur.

La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres (2^m) et qui sera, comme le magasin lui-même, fermée par une porte solide, pourvue d'une bonne serrure.

Il sera établi, à proximité du bâtiment, un paratonnerre sur mât, dans les conditions admises comme présentant une sécurité suffisante.

Les parties métalliques du bâtiment seront mises en communication, au moyen de tiges métalliques, avec le conducteur du paratonnerre.

Les matières inflammables autres que les explosifs à base de nitroglycérine et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du magasin et de ses abords.

L'ouverture ou la fermeture des caisses renfermant la dynamite, ainsi que les manipulations de cet explosif, ne devront jamais être faites dans le magasin même, mais en dehors de son mur d'enceinte.

Le service du magasin ne sera fait que de jour.

Le magasin sera placé sous la surveillance permanente d'un gardien spécial, qui devra être muni des armes et munitions nécessaires pour lui permettre de repousser une attaque. Un chien de garde sera enfermé dans l'enceinte.

Le logement du gardien sera placé à proximité du magasin protégé contre l'effet d'une explosion par une levée en terre couvrant tout le bâtiment.

Le gardien du magasin et le directeur de la fabrique seront en communication électrique avec la brigade de gendarmerie la plus voisine par des fils dont la section entraînerait le fonctionnement d'avertisseurs à chacune de leurs extrémités.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du magasin, des provisionnements d'eau et de sable, ainsi que les moyens de combattre un commencement d'incendie.

10. A défaut d'une voie de raccordement, dont la construction paraît indiquée, entre le nouvel établissement et la gare de Martin-de-Crau, le chargement des caisses de dynamite en wagon fera sur une voie d'évitement à établir, après entente, entre la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, à une distance de cent mètres (200^m) de la voie principale et à l'abri d'une levée en terre de trois mètres (3^m) de hauteur au moins.

11. Les exploitants ne devront laisser couler ou mettre hors de leur propriété aucun liquide acide incomplètement neutralisé ni aucun résidu solide ou liquide contenant quelque particule de matière explosive.

Les acides résiduaires seront utilisés pour la fabrication d'engrais.

12. Après la construction et avant le fonctionnement de l'usine, le préfet du département, sur l'avis qui lui en sera donné par la société permissionnaire, fera procéder par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées, auquel sera adjoint un ingénieur des poudres ou des salpêtres désigné par le ministre de la guerre, à la vérification et à la consécration des installations, afin de constater si elles sont conformes aux conditions du présent décret.

Il sera dressé de cette opération un procès-verbal, sur le vu duquel le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en activité de la fabrique.

Avis de cette mise en activité sera donnée au ministre du Commerce, de l'Industrie, des postes et des télégraphes.

13. La fabrique sera placée, au point de vue du paiement de l'impôt, sous le contrôle de deux employés de l'administration des contributions indirectes et, au point de vue technique, sous le contrôle d'un agent du service des poudres et salpêtres, lequel sera chargé de surveiller la fabrication à l'intérieur et de constater, à la sortie, les bonnes conditions de qualité et d'emballage de la dynamite.

Elle sera en outre, à ces divers points de vue, soumise au contrôle accidentel des fonctionnaires supérieurs dudit service, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

14. La société permissionnaire devra tenir un registre constatant par entrée et sortie, la réception, la préparation et l'emploi des substances produites sur place ou reçues du dehors pour servir à la fabrication de la dynamite.

Ce registre qui sera représenté à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes devra constater, jour par jour, de suite et sans aucun blanc et par nature de substances : 1° l'importance des fabrications et des introductions ; 2° les quantités mises en œuvre ; 3° les quantités sorties avec les noms, qualités et demeures des personnes auxquelles elles ont été livrées.

Toute introduction de glycérine devra être préalablement déclarée aux employés chargés de la surveillance de la fabrique.

15. La société permissionnaire sera tenue de donner en tout temps libre accès dans ses divers ateliers, non seulement aux employés des contributions indirectes, mais encore aux ingénieurs des mines et des poudres et salpêtres, et à tous les fonctionnaires et agents délégués par le préfet.

16. La société permissionnaire devra fournir, dans les dépendances ou à proximité de l'usine, des locaux convenables pour le logement des employés des contributions indirectes et de l'agent du service des poudres et salpêtres.

Elle devra également fournir, à l'intérieur de l'usine, des locaux propres à servir de bureaux à ces agents. Ces locaux, d'au moins vingt mètres carrés (20^{m²}) pour les agents des contributions indirectes et douze mètres carrés (12^{m²}) pour l'agent des poudres et salpêtres, seront pourvus de tables, chaises, d'un poêle ou d'une cheminée et d'une armoire fermant à clef.

Elle fournira en outre la main-d'œuvre, ainsi que les balances, poids, ustensiles, produits chimiques et, en général, tout ce qui sera nécessaire aux employés de l'État.

Enfin elle souscrira, au commencement de chaque année, l'engagement de rembourser tous les frais de surveillance qui seront réglés à la fin de l'année par les ministres intéressés des finances et de la guerre, et deviendront exigibles dans le délai d'un mois à dater de la notification qui sera faite en leur nom.

17. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans la fabrique, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la société aucun droit à indemnité.

18. Le délai accordé à la société permissionnaire, sous peine de déchéance, pour la mise en exploitation de la fabrique, est fixé à deux ans à partir du jour de la notification de l'autorisation. Il pourra toutefois n'être établi d'abord qu'une seule des deux lignes d'ateliers de la fabrique proprement dite, et un délai supplémentaire de trois ans sera accordé pour l'installation de la seconde ligne. L'exploitation

de la fabrique ne pourra être interrompue plus de six mois, sous peine de déchéance.

19. La société permissionnaire devra se conformer à toutes prescriptions édictées par la loi du 8 mars 1875 et par les décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de première classe.

Elle sera tenue de se conformer à tous les règlements nouveaux qui viendraient à être édictés sur la matière, ainsi qu'aux prescriptions qui pourraient lui être imposées par l'administration supérieure pour sauvegarder les intérêts du Trésor, soit dans l'intérêt de la sûreté publique ou de la défense nationale.

20. En cas d'infraction aux dispositions du présent décret et de contravention dûment constatée aux lois et règlements en matière, la permission pourra être retirée, sans préjudice des poursuites qui auraient été encourues par les exploitants.

21. La société permissionnaire ne pourra céder l'exploitation de la fabrique sans l'autorisation du Gouvernement.

22. Les droits des tiers sont formellement réservés.

23. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, de l'intérieur, de la guerre et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'Intérieur,
Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : J. MARTY.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^{te} MERIC.

N° 28110. — *Décret qui complète la Nomenclature des Établissements dangereux, insalubres ou incommodes.*

Du 13 Avril 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

le décret du 15 octobre 1810⁽¹⁾, l'ordonnance du 15 janvier 1815⁽²⁾ et
 ret du 25 mars 1852⁽³⁾ sur la décentralisation administrative;
 le décret du 3 mai 1886⁽⁴⁾, déterminant la nomenclature et la division
 en classes des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;
 les décrets des 5 mai 1888⁽⁵⁾, 15 mars 1890⁽⁶⁾ et 26 janvier 1892⁽⁷⁾,
 compléter et modifier cette nomenclature;
 l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;
 Conseil d'Etat entendu,

ARRÊTÉ :

**Le I^{er} La nomenclature des établissements dangereux, insalubres
 et incommodes, contenue dans les tableaux annexés aux décrets des
 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890 et 26 janvier 1892, est com-
 plétée et modifiée conformément aux tableaux annexés au présent
 décret.**

**Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télé-
 graphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
 au Bulletin des lois et publié au Journal officiel de la République fran-
 çaise.**

Fait à Paris, le 13 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Ministre du commerce, de l'industrie,
 des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

TABEAU A.

**Annexion aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars
 1890 et 26 janvier 1892.**

DÉNOMINATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Acide phénique (Dépôt d') contenant plus de 100 kilo- grammes en vases non hermétiquement clos.	Odeur.	2 ^e .
Triage des vieilles boîtes et autres objets en fer-blanc.	Odeur. Fumée.	3 ^e .
Alcool brut ou façonné (Dépôt de), renfermant :		
Moins de 300 kilogrammes.	Danger d'incendie.	3 ^e .
De 300 à 800 kilogrammes.	Idem.	2 ^e .
De 800 kilogrammes et plus.	Idem.	1 ^{re} .
Alcool en dissolution (Dépôt de) dans l'alcool et l'éther, l'acétone, l'éther sulfuré, renfermant plus de 20 litres.	Idem.	2 ^e .
Amalgam en grand du chaux, du lin et de la rouille par l'action des acides, de l'eau chaude, et de la vapeur.	Émissions nuisibles et altération des eaux.	2 ^e .
Alun artificielle (Fabrication de la) au moyen du collo- dion.	Danger d'explosion et d'incendie.	1 ^{re} .
Chlorate de potasse (Fabrication du) par électrolyse.	Poussières.	3 ^e .

⁽¹⁾ II^e série, Bull. 323, n° 6059.

⁽²⁾ V^e série, Bull. 76, n° 668.

⁽³⁾ I^{re} série, Bull. 508, n° 3855.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1021, n° 16809.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1172, n° 19390.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1325, n° 22169.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1467, n° 24853.

TABIEAU B.

Article à supprimer dans la nomenclature annexée au décret du 3 mai 1866.

DÉSIGNATION DE L'INDUSTRIE.	INCONVÉNIENTS.	CLASSE.
Rouissage en grand du chanvre et du lin par l'action des acides, de l'eau chaude et de la vapeur.	Émissions nuisibles et altération des eaux.	1 ^{re} .

TABIEAU C.

Article à supprimer dans la nomenclature du tableau A annexé au décret du 15 mars 1890.

DÉSIGNATION DE L'INDUSTRIE.	INCONVÉNIENTS.	CLASSE.
Celluloïd et produits nitrés analogues :		
1 ^{er} Dépôts et magasins de vente en gros de produits travaillés.....	Danger d'incendie.....	3 ^e .
2 ^{es} Dépôts et magasins de vente renfermant des produits bruts quand l'approvisionnement des produits de cette nature.....	ne dépasse pas 800 kilogrammes. Idem..... dépasse 800 kilogrammes. Idem.....	3 ^e . 3 ^e .

N° 28111. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds concours versés au Trésor pour l'établissement de Lignes télégraphiques.

Du 17 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des compagnies de chemins de fer pour concourir, avec l'État, aux frais d'établissement de lignes télégraphiques, lequel se monte à la somme de mille cent soixante et un francs soixante-dix-huit centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes Direction générale des postes et des télégraphes

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 1537.

graphes), sur l'exercice 1894, un crédit de mille cent soixante et un francs soixante-dix-huit centimes (1,161⁷⁸), savoir :

CHAP. I. Personnel de l'Algérie.....	58 ⁰⁹
II. Matériel de l'Algérie.....	1,103 69
TOTAL ÉGAL.....	1,161 78

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

N° 28112. — DÉCRET qui transfère du Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes les Écoles primaires supérieures et professionnelles de Saint-Chamond, du Mans et de Limoges.

Du 17 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 22 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 25 janvier 1892, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1892;

Vu l'article 69 de ladite loi, ainsi conçu :

« Les écoles primaires supérieures professionnelles dont l'enseignement est principalement industriel ou commercial relèveront à l'avenir du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, auquel elles seront transférées par décret, et prendront le nom d'écoles pratiques de commerce et d'industrie. Ces écoles et les écoles gratuites analogues, dont le ministère du commerce pourra autoriser la création dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique et dans la limite des crédits budgétaires ouverts à cet effet, seront entretenues conformément aux dispositions de la loi du 19 juillet 1889.

« Le personnel enseignant, en fonctions dans les écoles actuellement existantes, conservera ses fonctions dans les écoles transférées et bénéficiera, dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique, de garanties analogues à celles que lui assuraient pour le traitement,

les indemnités, l'avancement et la discipline, les lois du 30 octobre 1886 et du 19 juillet 1889.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions de recrutement et d'avancement du nouveau personnel enseignant, les conditions dans lesquelles ce personnel pourra poursuivre la réalisation de l'engagement décennal prévu par la loi sur le recrutement de l'armée, le mode d'établissement des programmes, l'organisation de la surveillance de l'inspection, le mode d'attribution des bourses et subventions et toutes questions d'exécution relatives au fonctionnement de ces écoles ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes intéressées ;

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances ;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les écoles primaires supérieures et professionnelles après désignées relèveront exclusivement, à l'avenir, du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, savoir :

- École de garçons de Saint-Chamond ;
- École de garçons du Mans ;
- École de garçons de Limoges.

2. Les crédits affectés aux dépenses desdites écoles sont ajoutés à la somme totale de quarante-trois mille deux cent quarante francs (43,240^f), conformément au tableau annexé au présent décret.

3. Est et demeure annulée, sur les crédits du budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, de l'exercice 1894, une somme de quarante-trois mille deux cent quarante francs (43,240^f), savoir :

Trois mille deux cent cinquante francs (3,250^f) sur le chapitre 1^{er} section : *Service de l'instruction publique* ;

Trente-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix francs (39,990^f) 1^{re} section : *Service de l'instruction publique*.

4. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur le chapitre xiii du budget de son ministère, pour l'exercice 1894, un crédit d'égale importance, soit quarante-trois mille deux cent quarante francs.

5. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1894.

Signé : GARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Signé : J. MARTI.

État des crédits affectés aux dépenses des écoles transférées du Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

DÉPARTEMENTS.	ÉCOLES.	CRÉDITS AFFECTÉS		TOTAL des crédits à transférer.
		au traitement du personnel.	aux bourses.	
		francs.	francs.	francs.
Loire.....	École primaire et professionnelle de garçons....	12,150	1,000	13,150
Sarthe.....		13,040	400	13,440
Haute-Vienne.		14,800	1,850	16,650
		39,990	3,250	43,240

N° 28113. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de Lignes et de Bureaux télégraphiques.

Du 21 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers, pour concourir avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de quatre mille huit cent quatre-vingts francs trente-cinq centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (*Direction générale des postes et des télégraphes*), sur l'exercice 1894, un crédit de quatre mille huit cent quatre-vingts francs trente-cinq centimes (4,880^{fr} 35), savoir :

CHAP. I. Personnel de l'Algérie.....	244 ^{fr} 02 ^c
II. Matériel de l'Algérie.....	4,636 33
TOTAL.....	4,880 35

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

⁽¹⁾ 2^e série, Bull. 2055, n° 10527.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

28114. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Honfleur à mettre à la disposition de l'État une somme pour l'exécution de Travaux d'agages au Port de Trouville-Deauville.

Du 23 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 24 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

Vu l'article 11 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu le décret du 15 septembre 1888⁽²⁾, établissant un droit de tonnage au port de Trouville;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Honfleur, en date du 12 juin et 24 octobre 1893;

Vu la décision du ministre des travaux publics, en date du 4 septembre 1893, et ses dépêches, en date des 2 août et 12 décembre 1893;

Vu la dépêche du ministre des finances, en date du 22 janvier 1894;

Vu l'enquête à laquelle a été soumis le projet, et notamment l'avis de la commission d'enquête, du 9 novembre 1893;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. En vue de permettre l'exécution des travaux de dragage au port de Trouville-Deauville, la chambre de commerce de Honfleur est autorisée à mettre à la disposition de l'État une somme de dix-huit mille francs (18,000^f) répartie en trois exercices et à lever cette somme sur les excédents de recettes du droit de tonnage établi au port de Trouville par le décret du 15 septembre 1888.

2. Le droit de tonnage établi dans le port de Trouville par le dé

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 442, n° 3230.

⁽²⁾ xiv^e série, Bull. 223, n° 1993.

cret du 15 septembre 1868 continuera d'être perçu au profit de la chambre de commerce de Honfleur pendant tout le temps nécessaire pour permettre à cette chambre, après avoir opéré le prélèvement autorisé en vertu de l'article précédent, de satisfaire à toutes les obligations en vue desquelles a été autorisée la perception dudit droit.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes; le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : J. MARTY.

N° 28115. — DÉCRET qui réglemente l'Exploitation, par la Chambre de commerce de Bordeaux, du service d'Quillage public installé ou à installer sur les quais et dépendances du Port de Bordeaux.

Du 24 Avril 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 10 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 4 novembre 1868 ⁽¹⁾, qui a autorisé la chambre de commerce de Bordeaux à établir et à exploiter, sur les quais verticaux du port de Bordeaux, une machine à mûter et un système de grues destinées au chargement et au déchargement des navires;

Vu les décrets des 15 mars 1881 ⁽²⁾ et 11 avril 1885 ⁽³⁾, qui autorisent la dite chambre à établir et à administrer, sur les quais du port de Bordeaux, huit pavillons destinés à abriter les marchandises et les bagages des voyageurs des paquebots transatlantiques; ensemble le cahier des charges annexé au premier de ces décrets;

Vu le décret du 18 avril 1889 ⁽⁴⁾, qui prescrit de réunir, pour former chaque année un compte spécial et un budget spécial, les comptes et budgets relatifs aux grues, à la machine à mûter et aux pavillons-abris qui sont l'objet des décrets ci-dessus;

Vu les lettres de la chambre de commerce de Bordeaux, des 27 janvier et 5 février 1890, tendant à obtenir, d'une part, l'autorisation d'exploiter six nouvelles grues sur les quais verticaux du port; d'autre part, la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1965, des autorisations conférées par les décrets susvisés des 4 novembre 1868 ⁽¹⁾, 15 mars 1881 ⁽²⁾ et 11 avril 1885 ⁽³⁾;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1679, n° 16621.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 609, n° 10181.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 927, n° 15458.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1249, n° 20780.

Vu les nouvelles lettres de la chambre de commerce de Bordeaux, des 27 septembre 1893 et 24 janvier 1894;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle ont été soumises les demandes de la chambre de commerce, et notamment le rapport de la commission d'enquête, du 20 décembre 1890;

Vu les rapports des ingénieurs du service maritime de la Gironde, en date des 30 janvier-21 février 1890, 14-23 décembre 1891, 25 octobre-10 novembre 1892, 21 octobre 1893 et 3 février 1894;

Vu les lettres du préfet de la Gironde, des 15 novembre 1892 et 8 janvier 1894;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, des 2 février 1892 et 23 novembre 1893;

Vu les lettres du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, des 17 mars et 23 novembre 1893;

Vu le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾ sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les hangars ou pavillons-abris et les engins de levage installés ou à installer par la chambre de commerce de Bordeaux sur les quais et dépendances du port de Bordeaux seront régis par un cahier des charges annexé au présent décret.

2. Les comptes et budgets relatifs à l'établissement et à l'administration de cet outillage formeront des comptes et des budgets particuliers.

Ces comptes et budgets comprendront en outre toutes les recettes et dépenses faites par la chambre de commerce à l'occasion des services publics entretenus ou subventionnés par elle, avec approbation de l'autorité compétente, dans l'intérêt de l'exploitation du port.

Ils seront définitivement approuvés par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, conformément à l'article 17 du décret susvisé du 3 septembre 1851, mais après avis du ministre des travaux publics.

3. Sont rapportées les décrets susvisés des 4 novembre 1880 et 15 mars 1884 et 11 avril 1885.

4. Les ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

(1) 1^{re} série, Bull. 442, n° 3189.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE L'AUTORISATION.

Objet de l'autorisation.

ART. 1^{er}. L'outillage que la chambre de commerce de Bordeaux est autorisée à établir et à administrer dans le port de Bordeaux, aux conditions déterminées par le présent cahier des charges, comprend :

1° Des engins mécaniques hydrauliques à vapeur ou à bras pour le chargement ou le déchargement des navires, pour la manutention des marchandises sur les quais, pour le mâtage et le démâtage des navires, et notamment :

(A) La machine à mâter et les grues déjà établies par la chambre de commerce sur les quais en rivièrè de la rive gauche du port;

(B) Les grues déjà établies par la chambre de commerce sur les quais du bassin à flot;

2° Des hangars pour abriter les marchandises, pendant les opérations de reconnaissance sur le terre-plein des quais, etc., et notamment les pavillons-abris déjà établis sur les quais de la rive gauche du port par la chambre de commerce, suivant décrets des 15 mars 1881 et 11 avril 1885.

Nature de l'autorisation.

2. L'autorisation ne constitue aucun privilège en faveur du permissionnaire.

L'usage des appareils et des hangars est toujours facultatif pour le public, et il est subordonné aux nécessités du service général du port, dont l'administration est seule juge.

Les quais sur lesquels ils sont installés restent affectés à l'usage libre du public, sous l'autorité exclusive de la police du port.

L'administration se réserve le droit d'établir et d'autoriser toute autre personne à employer ou à mettre à la disposition du public tels appareils, engins ou abris qu'elle jugera convenable, sans que le permissionnaire puisse élever aucune réclamation.

TITRE II.

EXECUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

Nombre et nature des appareils autorisés.

3. Les pavillons-abris dont l'établissement est dès à présent autorisé sont au nombre de huit et couvrent une surface de quatre mille huit cents mètres carrés (4,800^{m²}); sept sont destinés au dépôt des marchandises et un à la vérification des bagages des voyageurs des paquebots transatlantiques.

Les engins que la chambre de commerce est tenue, dès maintenant, d'installer sont les suivants :

(A) Sur les quais du port :

Une machine à mâter d'une puissance de cinquante tonnes (50^t), manœuvrée à bras;

Dix-sept grues mobiles à vapeur d'une force de mille cinq cents kilogrammes (1,500^{kg});

Une grue mobile à vapeur d'une force de mille cinq cents à trois mille kilogrammes (1,500 à 3,000^{kg});

Quatre grues fixes à vapeur d'une force de mille cinq cents kilogrammes (1,500^{kg});

Deux grues fixes à bras d'une force, l'une de mille cinq cents kilogrammes (1,500^k) et l'autre de six mille kilogrammes (6,000^k).

(B) Sur les quais du bassin à flot :

Cinq grues mobiles à vapeur d'une force de mille cinq cents kilogrammes (1,500^k).

Emplacements.

4. L'emplacement définitif des hangars et des appareils fixes, les dispositions tracées des voies ferrées destinées au déplacement des appareils mobiles, l'emplacement des bâtiments annexes pour machines à vapeur, accumulateurs d'eau comprimée, bureaux, le tracé des conduites d'eau et de gaz, sont déterminés par le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, lors de la présentation des projets d'exécution prescrits par l'article 5 ci-après.

Projets d'exécution.

5. Le permissionnaire est tenu de soumettre au ministre des travaux publics les projets d'exécution ou de modification de tous les ouvrages ou engins à installer.

Ces projets doivent comprendre tous les plans et dessins et les mémoires explicatifs nécessaires pour bien spécifier les constructions à faire.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications qu'il juge nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité des quais ainsi que la conservation des ouvrages du port.

Il peut prescrire que certaines parties des hangars soient disposées de manière à être fermées la nuit par mesure de sécurité, et que certaines parties commodes des voies ferrées affectées au stationnement des wagons de chemin de fer en soient chargement ou de déchargement le long des terre-pleins des quais.

Exécution des travaux.

6. Le permissionnaire doit exécuter les travaux conformément aux projets qu'il a présentés et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics.

Tous les ouvrages doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité, et l'œuvre suivant les règles de l'art.

Entretien des ouvrages.

7. Les ouvrages établis par le permissionnaire doivent être constamment entretenus en bon état par ses soins, de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Le permissionnaire doit tenir constamment propres les abords des grues fixes, les voies de roulement des grues mobiles et leurs abords, ainsi que l'intérieur des hangars.

Si l'entretien est négligé sur quelques points par le permissionnaire, il y sera pourvu d'office à la diligence des ingénieurs du port, à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet. Le montant des avances faites par le préfet du port sera remboursé par le permissionnaire au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

Responsabilité vis-à-vis des tiers.

8. Le permissionnaire est responsable, vis-à-vis des tiers, de la réparation des dommages provenant du défaut de solidité ou d'entretien des constructions et engins.

Frais de construction et d'entretien.

9. Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien sont à la charge du permissionnaire.

Sont également à sa charge les frais des changements qu'il peut être autorisé par le ministre des travaux publics à apporter aux ouvrages du port, aux bacs de quai, aux pontons d'amarrage, etc.

Pavages.

10. Le permissionnaire a à sa charge la construction et l'entretien des pavages dans l'intervalle compris entre les rails servant au déplacement des grues mobiles, et sur une bande d'un mètre (1^m) de largeur de chaque côté de la voie.

Il en est de même des pavages de la surface couverte par les hangars, à l'exception des parties restant affectées à la circulation ordinaire des voitures.

Avant la mise en service des grues mobiles et des hangars, il sera dressé un procès-verbal contradictoire de reconnaissance des pavages exécutés et à entretenir par le permissionnaire.

Indemnités aux tiers.

11. Le permissionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages autorisés.

Règlements de voirie.

12. Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique, en vue de l'établissement ou de l'entretien des voies ferrées, des tuyaux d'eau et de gaz et tous autres appareils.

Ces travaux doivent être effectués avec la plus grande activité et avec toutes les précautions qui seront prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie en bon état, par les soins du permissionnaire et à ses frais.

Effets du libre usage de la voie publique.

13. Le permissionnaire n'est admis à réclamer aucune indemnité à raison des dommages que le roulage ordinaire causerait aux voies ferrées et aux autres ouvrages fixes, qui ne doivent former aucun obstacle à la circulation publique.

Il ne peut non plus élever contre l'administration aucune réclamation en raison de l'état des chaussées et terre-pleins des quais ou de l'influence que cet état exercerait sur l'entretien et le fonctionnement de ses ouvrages, ni en raison du trouble ou des interruptions de service qui résulteraient pour ses divers engins, soit de mesures temporaires d'ordre et de police prises par le service du port, soit de travaux exécutés sur le domaine public tant par l'administration que par les particuliers régulièrement autorisés, ni en raison d'une cause quelconque résultant du libre usage de la voie publique.

Délais d'exécution.

14. Le permissionnaire devra avoir terminé, dans le délai de six mois, les travaux de premier établissement des appareils et des hangars qui font l'objet de la présente autorisation.

En ce qui concerne les installations à titre éventuel dans les conditions de l'article 16 ci-après, le délai d'exécution sera, le cas échéant, de six mois par groupe de deux grues ou par hangar à partir de la date de la notification de la décision ministérielle.

Contrôle de la construction et de l'entretien.

15. Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien sont exécutés sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

A mesure que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque abri, appareil ou groupe susceptible d'être utilisé isolément sera l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs, sur la demande du permissionnaire, et le préfet, sur le vu de ce procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

Insuffisance des installations.

16. Lorsque le nombre des engins ou l'étendue des hangars ne seront plus suffi-

sants pour les besoins du commerce, la chambre de commerce sera tenue de les augmenter par l'établissement et la mise en service d'engins supplémentaires de nature ou de hangars nouveaux, dans la mesure reconnue nécessaire à la bonne exploitation du port par les ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'accord avec la chambre de commerce, en défaut de cet accord, par un décret rendu en Conseil d'État, après enquête. Le rapport des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

TITRE III.

ADMINISTRATION.

Police des quais et du port.

17. L'autorisation ne confère au permissionnaire aucun droit d'intervention dans le placement des navires aux quais outillés par lui, dans le déplacement de ces navires dans la police de grande voirie, dans celle de la circulation ou de l'usage des quais.

Ordre d'admission à l'usage des engins de manutention.

18. Les engins de chargement et de déchargement sont mis à la disposition des navires suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur présentation, sur des registres à souche tenus par les soins du permissionnaire.

Ces registres sont communiqués sans déplacement à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un navire inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour qui est en mesure de profiter.

Les bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État ont la priorité sur tous les autres pour l'usage des engins. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus. En cas d'urgence et sur la réquisition du capitaine du port, les engins employés par d'autres navires peuvent être enlevés à ces navires pour être affectés immédiatement aux opérations des bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État.

Obligations du permissionnaire en ce qui concerne les engins.

19. Le permissionnaire est tenu de donner ses appareils en location au public à l'heure ou à la journée, avec la force motrice et les mécaniciens nécessaires, qu'il s'agit d'appareils à vapeur ou hydrauliques, non seulement pendant les heures réglementaires du travail de la douane, mais encore en dehors de ces heures de jour et de nuit, quand ce travail aura été autorisé par la douane, sur la demande de la personne qui devra faire usage des appareils.

Toutefois, les demandes pour travaux de nuit devront toujours être faites avec suffisamment de temps pour que le déplacement des engins puisse être opéré avant le commencement de jour.

Obligations des usagers.

20. Ceux qui font usage des engins du permissionnaire doivent employer ces engins pour le déchargement et l'embarquement des marchandises, ainsi que pour leur arrimage, le fond de cale ou sur les wagons, et en général pour la manutention des marchandises. Ils doivent employer un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser l'engin inutile, faute de quoi il peut être immédiatement mis à la disposition du premier inscrit suivant qui est en situation de l'utiliser.

Les grues ne peuvent être employées à soulever un poids supérieur à leur capacité. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui ont fait usage des grues.

Ceux qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires du travail de la douane doivent en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le com-

menacement du travail supplémentaire, en produisant, s'il y a lieu, l'autorisation de la douane.

Surveillance des appareils.

21. Les engins fixes ou mobiles donnés en location ne peuvent travailler que sous la surveillance d'un agent du permissionnaire, dont le salaire est compris dans la taxe de location.

Suspension des opérations.

22. Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des engins du permissionnaire, ou si ces engins doivent être déplacés par ordre des ingénieurs ou des officiers de port, les locataires doivent immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption de travail est occasionnée par un défaut des engins mis à leur disposition.

Mais, dans ce dernier cas, ils ne payent que le temps pendant lequel ils ont pu faire usage de ces engins.

Usage des hangars.

23. Les hangars sont exclusivement affectés à abriter la marchandise immédiatement avant son embarquement ou après son débarquement, sauf pour le pavillon destiné à la vérification des bagages des voyageurs transatlantiques, qui devra lui-même conserver cette affectation spéciale.

Éclairage et surveillance.

24. Le permissionnaire est tenu d'éclairer les hangars pendant la nuit et d'entretenir à ses frais un nombre de gardiens suffisant pour assurer la régularité du service.

Mais la garde et la conservation des marchandises placées sous les hangars ne sont point à sa charge, et aucune responsabilité ne pèse sur lui pour la perte ou le dommage ne résultant pas de son fait ou de celui de ses agents.

Règlements du port et mesures de police.

25. Le permissionnaire est soumis aux règlements du port.

Il doit se conformer aux arrêtés que prend le préfet, le permissionnaire entendu, pour réglementer, dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages de l'État, le stationnement, les mouvements et le fonctionnement des engins établis sur le domaine public.

Il est tenu de déplacer momentanément ses engins, loués ou non, toutes les fois qu'il en est requis, soit par les officiers de port pour les besoins de l'exploitation du port, soit par les ingénieurs du port pour les réparations à exécuter aux ouvrages de l'État.

Ces déplacements sont ordonnés verbalement aux agents du permissionnaire, qui doivent obtempérer immédiatement aux injonctions des officiers de port et des ingénieurs; faute de quoi, lesdits agents sont personnellement passibles de procès-verbaux de contraventions à la police de la grande voirie, et il est procédé d'office à l'exécution des ordres des officiers de port et des ingénieurs, aux frais des contrevenants, sauf recours contre le permissionnaire civilement responsable.

Mesures de détail.

26. Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, en ce qui concerne notamment les obligations respectives du permissionnaire et des personnes qui font usage de ses appareils, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, sont arrêtées par le ministre, le permissionnaire entendu.

Agents du permissionnaire.

27. Les agents et gardiens que le permissionnaire emploie pour la surveillance et

la garde des ouvrages autorisés peuvent être commissionnés par le port et nommés devant le tribunal de première instance.

Ils sont, dans ce cas, assimilés aux gardes des particuliers.

Ils ont des signes distinctifs de leurs fonctions.

Sous-traités.

28. Le permissionnaire peut, avec le consentement du ministre des travaux publics, confier à des entrepreneurs agréés par lui l'exploitation de tout ou partie de ses appareils et abris et la perception des taxes fixées par le tarif; mais, dans ce cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les tiers de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Contrôle de l'exploitation.

29. L'exploitation des appareils ou engins autorisés est faite sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

TITRE IV.

TARIFS.

Durée.

30. Pour indemniser le permissionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il remplira toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant toute la durée de l'autorisation, pour l'usage de ses appareils et abris, des taxes dont le montant est déterminé par des tarifs établis conformément aux dispositions ci-après.

Taxes maxima.

31. Les taxes maxima qui peuvent être perçues à partir de la mise en service des appareils et des hangars sont les suivantes :

1° HANGARS.

1° Prix de location du pavillon à voyageurs, par voyageur, quel qu'en soit le nombre.	1 ⁰⁰
2° Prix de location par jour, ouvrable ou non, d'un quart de pavillon à marchandises (150 ^m), quel que soit le nombre de quarts demandés (chaque jour commencé est dû en entier)....	10 00
3° Prix de location à l'année, consenti à titre d'abonnement, dans les conditions définies par l'article 38, paragraphe 3, par quart de pavillon.....	2,000 00

2° MACHINE À MÂTER DE 50 TONNES.

Pour mâter ou démâter entièrement, hune comprise, par tonneau de jauge de navire, jusqu'à 1,000 tonneaux.....	0 30
Au-dessus de 1,000 tonneaux.....	0 10
Pour mâter ou démâter le beaupré ou le mât d'artimon, par tonneau de jauge.....	0 05
Le nombre de tonneaux à taxer sera établi d'après la définition légale du tonneau de jauge nette.	
Pour poser ou déposer une hune, pour chaque opération.....	6 00
Pour charger ou décharger un colis :	
Au-dessous de 5,000 kilogrammes, par 100 kilogrammes.....	0 10
De 5,000 à 10,000 kilogrammes, par 100 kilogrammes.....	0 20
De 10,000 à 15,000 kilogrammes, par 100 kilogrammes.....	0 50
Au-dessus de 15,000 kilogrammes, par 100 kilogrammes.....	0 75

3° GRUES.

NATURE DE LA PRESCRIPTION.	GRUES à vapeur.	GRUES à bras.
	Taxe de location.	Taxe de location.
Demi-journée ouvrable de la douane.....	25 ^f	7 ^f 50 ^c
Journée ouvrable de la douane.....	50	15 00
Demi-journée non ouvrable de la douane.....	30	7 50
Journée non ouvrable de la douane.....	55	15 00
Heure réglementaire de la douane.....	7	(1)
Heure non réglementaire de la douane et supplémentaire.....	7	(1)

(1) Une taxe minimum de 5 francs sera perçue pour l'emploi des grues à bras lorsqu'il s'agira d'opérations isolées d'une durée inférieure à deux heures.

La durée de la journée normale est fixée : l'été (du 1^{er} avril au 30 septembre), de sept heures du matin à six heures du soir ; l'hiver (du 1^{er} octobre au 31 mars), de sept heures du matin à cinq heures du soir, avec interruption de midi à une heure.

Toute manutention de plus d'une heure pendant la journée normale comportera l'application du prix afférent à une demi-journée au moins.

Les heures supplémentaires sont celles qui s'ajouteront au travail d'une journée ou d'une demi-journée pour continuer les mêmes opérations.

Dans le cas d'heures supplémentaires ou de location de moins d'une heure pendant la journée normale, si le réallumage du feu de la grue est nécessaire, il sera payé en sus une taxe spéciale de cinq francs (5^f).

Les jours non ouvrables, les locations donneront lieu au paiement d'un supplément fixe de cinq francs (5^f).

Application du tarif des engins.

32. Les taxes pour l'usage des engins sont dues par celui qui a fait la demande prévue à l'article 18 ci-dessus.

Lorsque les appareils sont donnés en location à l'heure ou à la demi-journée, toute demi-journée commencée est due ; néanmoins l'engin est retiré par les agents du permissionnaire dès que le travail est terminé.

Le prix de la première heure ou de la première demi-journée est payé d'avance, à titre d'arrhes, lors de la demande d'un engin.

Frais compris dans les taxes, en cas de location à l'heure ou à la journée.

33. Le permissionnaire a à sa charge la fourniture de l'engin et de ses accessoires, le graissage et les frais accessoires relatifs à son fonctionnement, plus, pour les appareils à vapeur et hydrauliques, la fourniture de la force motrice nécessaire pour les actionner et les frais de conduite, et enfin, dans le cas des engins roulants ou flottants, les frais de la première approche et du départ définitif de l'engin.

Tous les autres frais de manœuvre, les déplacements de l'engin effectués au cours des opérations, sur la demande du locataire ou sur l'ordre des officiers de port ou des ingénieurs, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la manutention des colis et des mâts, ainsi que la fourniture des chaînes et cordages pour saisir les colis et les mâts, sont à la charge du locataire.

34. (Pour mémoire.)

Application du tarif des hangars.

35. La taxe est due dès que le locataire est mis à même d'utiliser les hangars conformément à sa demande.

La durée du séjour pour lequel elle est due est évaluée en jours, sans déduction des jours non ouvrables. Les jours se comptent de minuit à minuit, et toute journée commencée donne lieu à la perception du prix fixé pour la journée entière.

Assurance.

36. Les taxes ne comprennent aucune assurance contre les incendies ou contre les avaries et aucune garantie contre le vol.

Les risques de perte, d'incendie ou d'avarie, lorsque ces accidents ne sont pas causés par les agents du permissionnaire, restent à la charge des intéressés, sans préjudice de l'application de l'article 8 du présent cahier des charges.

Recouvrement des taxes d'occupation.

37. Les taxes pour l'usage des hangars sont dues par le propriétaire ou le consignataire des marchandises déposées, ou, si le propriétaire et le consignataire sont connus, par le déclarant en douane, et à défaut de déclarant, par l'auteur du dépôt de la marchandise.

Le permissionnaire peut s'opposer à l'enlèvement de la marchandise jusqu'au paiement du montant des taxes et, s'il y a lieu, du montant des frais d'enlèvement et de magasinage des marchandises enlevées d'office par le permissionnaire, sur l'ordre des officiers de port, après l'expiration des délais de séjour réglementaires.

Perception des taxes.

38. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le permissionnaire et l'État, dans l'intérêt des services publics de l'État.

Il peut en outre être établi des abonnements à prix réduits. Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute modification de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'une personne ne peut être accordée de droit à toute autre personne qui se soumet aux mêmes conditions.

Abaissements de taxes.

39. Le permissionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

Contrôle des perceptions.

40. Les tarifs en vigueur à toute époque sont portés à la connaissance du public par moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible des appareils et aux endroits qui sont indiqués par le capitaine de port.

Le permissionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et de leur place toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication du lieu, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions qui sont perçues.

Ce registre doit être représenté à toute réquisition aux ingénieurs du port, qui en contrôlent la tenue.

TITRE V.

REVISION DES TARIFS ET AFFECTATION DES RECETTES.

Compensation des recettes et des dépenses.

41. L'ensemble des comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 1 du décret

du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

du 23 février 1881, rendant applicables en Algérie les dispositions relatives aux conseils de prud'hommes;

décret du 13 avril 1885 ⁽¹⁾, instituant un conseil de prud'hommes

libération du conseil municipal d'Oran, en date du 8 mai 1891;

libération du conseil de Gouvernement, en date du 4 décembre

libération de la chambre de commerce d'Oran, en date du 22 ;

lettres du gouverneur général de l'Algérie, des 30 décembre 1891, 22 et 14 octobre 1893 ;

lettre du garde des sceaux, ministre de la justice, du 20 janvier

conseil d'État entendu,

L'article 2 du décret du 13 avril 1885, instituant un conseil de prud'hommes à Oran, est modifié ainsi qu'il suit :

2. La juridiction du conseil de prud'hommes d'Oran s'étend sur les établissements industriels désignés ci-dessus et qui sont situés sur le territoire de la ville d'Oran et des communes de Médéa, Aïn-el-Turk, Bou-Sfer, Misserghin, la Sénia, Valmy, Arcelle et Sidi-Chami.

Sont justiciables dudit conseil les fabricants et entrepreneurs qui ont à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'ateliers, contremaîtres, apprentis et ouvriers travaillant pour eux, soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns ou des autres.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Paris, le 1^{er} Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : ANTONIN DUBOST.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARRAS.

aux ingénieurs du port, dans les six premiers mois de chaque année, le projet de budget spécial de l'année suivante et le compte spécial des recettes et dépenses d'entretien et d'exploitation de l'année précédente.

Liquidation d'emprunts en cas de retrait d'autorisation ou de suppression d'ouvrages.

45. En cas de retrait de l'autorisation ou de suppression d'ouvrages ordonnée par l'exécution de l'article 51 ci-après, il sera pourvu, par décret délibéré en Conseil d'État, aux moyens de faire face aux charges des emprunts qui auraient pu être contractés par le permissionnaire.

Services accessoires.

46. En dehors des tarifs fixés au titre IV, le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, arrête annuellement les taxes relatives aux services accessoires non prévus au présent cahier des charges, dont le permissionnaire vient à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation du port.

TITRE VI.

DURÉE ET RETRAIT DE L'AUTORISATION, SUPPRESSION TOTALE OU PARTIELLE DES INSTALLATIONS.

Durée de l'autorisation.

47. La durée de l'autorisation est fixée à cinquante ans à partir de la date du décret auquel le présent cahier des charges est annexé.

Retrait de l'autorisation.

48. Faute par le permissionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de l'autorisation.

Le retrait sera prononcé, s'il y a lieu, après mise en demeure, par décret rendu en Conseil d'État, sur le rapport du ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Retour à l'État lors du retrait ou à l'expiration de l'autorisation.

49. Par le seul fait de la notification du décret prononçant le retrait de l'autorisation, ou à l'échéance fixée par l'article 47 et par le seul fait de cette échéance, le permissionnaire se trouvera subrogé à tous les droits du permissionnaire. Il entrera immédiatement en possession de tous les appareils et de leurs accessoires, ainsi que de tous les ouvrages mobiliers ou immobiliers établis sur le domaine public ou sur le domaine de l'État et de toutes les dépendances immobilières. Le permissionnaire sera tenu de remettre ces ouvrages en bon état d'entretien.

En ce qui concerne les ustensiles et objets mobiliers qui seraient nécessaires au fonctionnement des appareils, l'État sera tenu, si le permissionnaire le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts. De même, si l'État le requiert, le permissionnaire sera tenu de les céder à l'État à la même manière.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les engins et abris doivent être maintenus en totalité ou en partie.

Dans le cas, au contraire, où le Gouvernement déciderait que les engins et abris doivent être supprimés en tout ou en partie, ces engins et abris seront enlevés des lieux seront remis dans l'état primitif, aux frais du permissionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Interruption de service.

50. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au permissionnaire,

naire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais et risques du permissionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le retrait de l'autorisation ou jusqu'à ce que le permissionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Suppression partielle ou totale d'installations.

51. Dans le cas où, à une époque quelconque, il serait reconnu nécessaire, dans l'intérêt public, de supprimer soit momentanément, soit définitivement, une partie ou la totalité de ses installations, le permissionnaire devra, à la première réquisition de l'administration supérieure, évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par lui de se conformer à cette obligation dans un délai de trois mois à dater de la réquisition, il sera procédé d'office et à ses frais à l'exécution des travaux nécessaires.

Cette suppression ne donnera lieu à aucune indemnité. Elle ne pourra être prononcée que dans les formes suivies pour la présente autorisation, à moins qu'elle ne résulte d'un projet d'amélioration du port, déclaré d'utilité publique par un décret ou par une loi.

Déplacement d'ouvrages accessoires.

52. Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas à la suppression partielle ou au déplacement des égouts, des tuyaux de conduite d'eau et de gaz posés sous le sol du domaine public et en général des ouvrages fixes accessoires qui peuvent être démontés et reposés sur un autre emplacement.

Il suffit que le préfet ordonne, sur l'avis de l'ingénieur en chef du service maritime, la suppression et le déplacement de tel groupe déterminé de ces ouvrages, pour que le permissionnaire soit tenu d'exécuter cet ordre à ses frais et sans indemnité dans les délais prescrits, faute de quoi l'administration procède d'office à l'exécution, aux frais du permissionnaire.

Il en est de même pour les déplacements définitifs des engins mobiles, roulants ou flottants sur le domaine public, qu'il serait reconnu utile par le préfet d'exclure d'un quai ou d'un bassin déterminé.

TITRE VII.

CLAUSES DIVERSES.

Élection de domicile.

53. La chambre de commerce aura un bureau situé à proximité des quais; elle fera, si elle en est requise, choix d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau et aura qualité pour recevoir en son nom toutes les notifications administratives.

Établissement de grues par des tiers.

54. Dans le cas où l'administration, usant de la faculté qu'elle s'est réservée par l'article 2, autoriserait l'établissement de nouvelles grues, le permissionnaire devra laisser les propriétaires de ces grues user des voies ferrées qu'elle aura installées, sous la condition de contribuer dans une juste mesure aux frais d'établissement et d'entretien desdites voies.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des voies, il est statué par le ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Les grues qui seraient établies ultérieurement par des tiers devraient d'ailleurs être disposées et exploitées de manière à ne pas gêner la manœuvre des grues du permissionnaire.

Fourniture d'eau comprimée à l'administration.

55. Le permissionnaire est tenu également, dans la limite des disponibilités, de

Vu la demande par laquelle la chambre de commerce de Bordeaux sollicite l'autorisation de contracter un emprunt d'un million six cent mille francs, pour le produit en être affecté, tant aux dépenses prévues par le décret précité du 24 avril 1894 qu'au remboursement du solde des emprunts, ensemble de six cent mille francs, contractés pour la construction de pavillons-abris;

Vu le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Bordeaux est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre-vingt centimes pour cent (4^e 20 p. 0/0), une somme d'un million six cent mille francs (1,600,000^f), en vue de faire face aux dépenses susindiquées.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, peut être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, soit avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de cinquante ans.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 Mai 1894.

Signé : CARVOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

N° 28125. — DÉCRET qui autorise l'ouverture et l'exploitation, pour l'hôtel des Chambres syndicales, situé rue de Valenciennes, à Paris, d'une Salle de ventes publiques de marchandises neuves, meubles et en gros.

Du 19 Mai 1894.

Promulgué au Journal officiel du 20 mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes:

Blockhaus du Chabor, à Khenchela (chefferie du génie de Batna) :

Limite extérieure de la zone des fortifications;

Procès-verbal du bornage du 1^{er} décembre 1893.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28117. — DÉCRET portant homologation du bornage de la partie de la zone intérieure des Fortifications modifié en arrière du front 12-13, rue Duguesclin, à Brest.

Du 28 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage, en date du 10 janvier 1894, visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant la modification apportée à la limite intérieure de la zone des fortifications de la place de Brest pour l'élargissement de la rue militaire, rue Duguesclin, dans la partie située en arrière du front 12-13 de ladite place (procès-verbal de délimitation établi le 11 août 1893 et approuvé par le ministre le 5 septembre suivant).

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

27 février 1893, entre le préfet de Seine-et-Marne et la compagnie des chemins de fer départementaux.

Une copie certifiée conforme de ladite convention restera à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, les dépenses d'établissement de l'embranchement désigné à l'article premier ci-dessus et les recettes et dépenses d'exploitation viendront s'ajouter aux recettes et dépenses de la Ferté-sous-Jouarre à Montmirail, de Montereau à Châteauneuf et de Condetz à la Ferté-sous-Jouarre, déclarées d'utilité publique par les lois des 12 août 1885 et 22 juin 1888.

Le maximum du capital de premier établissement de l'embranchement, fixé à quatre-vingt-onze mille francs (91,000) vient s'ajouter au maximum du capital de premier établissement de la ligne de Montereau à Château-Landon, qui, fixé à deux millions quatre-vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt-cinq francs par la loi du 20 juin 1892, sera portée à deux millions six cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-cinq francs.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber à la compagnie pour l'ensemble des trois lignes ci-dessus désignées, ainsi que pour l'embranchement, demeure fixé à cent cinquante-neuf mille six cent trente-neuf francs (159,639).

5. Aucune émission d'obligations ne pourra avoir lieu sans l'autorisation donnée par le ministre des travaux publics, sur l'avis du ministre des finances, et après l'achèvement et la mise en exploitation de l'embranchement dont il s'agit.

Le capital à réaliser par l'émission des obligations ne pourra être supérieur aux quatre cinquièmes des dépenses de premier établissement de l'embranchement, et l'émission ne sera autorisée que sous la condition de l'annuité destinée à couvrir l'intérêt, et l'annuité des titres à émettre ne dépassera pas les quatre cinquièmes du montant de l'intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) garanti sur les recettes des lignes.

6. Le capital de la compagnie de chemins de fer départementaux ne pourra être engagé, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes qui leur sont concédées sans autorisation préalable par décret du conseil d'Etat.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 Juin 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: LOUIS BARTHOL.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1634.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28119. — *Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, sur le Chemin de fer d'intérêt local de Montereau à Château-Landon, d'un embranchement partant de la gare de Montereau pour aboutir à une gare à créer sur la rive gauche de la Seine.*

Du 7 juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 9 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, sur le chemin de fer d'intérêt local de Montereau à Château-Landon, d'un embranchement partant de la gare de Montereau, pour aboutir à une gare d'eau à créer sur la rive gauche de la Seine.

Cet embranchement sera exclusivement destiné au transport des marchandises.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'embranchement n'est pas livré à l'exploitation dans un délai de six mois à partir de la date de la promulgation de la présente loi.

3. Le département de Seine-et-Marne est autorisé à pourvoir à l'exécution de l'embranchement ci-dessus désigné, comme ligne d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le

de premier établissement du présent prolongement, tel qu'il sera défini par le département s'engage à subvenir au paiement intégral de cette insuffisance.

Le prix de premier établissement du prolongement, qui servira de base à l'intérêt, comprend :

1° Les prix réels payés par la compagnie concessionnaire pour travaux de toutes de toute nature, exécutés tant pour l'ensemble du prolongement et des dépendances que pour l'aménagement de la gare d'eau, conformément aux approbations et en vertu d'adjudications ou marchés également approuvés par le département.

2° Les prix d'acquisitions des terrains et des indemnités de toute nature et des nécessités d'établissement de la ligne et de ses dépendances, y compris d'eau, lesdits prix d'acquisition et indemnités fixés par la juridiction compétente à l'amiable, après approbation par le préfet;

3° Une majoration de quinze pour cent (15 p. o/o) de toutes les dépenses en capital et de toutes les dépenses de premier établissement, y compris les obligations et intérêts des capitaux pendant la période de construction. Tout capital ainsi calculé et majoré ne pourra pas dépasser le chiffre de quatre cent mille francs (91,000^f). Il est entendu que le prix du matériel roulant compris dans l'exploitation du prolongement est compris dans le prix de premier établissement à forfait pour les deux lignes concédées par la convention annexée aux lois des 1885 et 22 juin 1888⁽¹⁾.

Par application de l'article 12 du décret du 20 mars 1882, le département a la faculté de rembourser en capital à la compagnie concessionnaire les dépenses de premier établissement dudit prolongement, telles qu'elles sont définies aux paragraphes 1° et 2° du présent article, définissant le capital établi, y compris la majoration de huit pour cent (8 p. o/o) dont il est parlé ci-dessus.

Dans le cas où le département userait de la faculté précitée, la majoration de quinze pour cent (15 p. o/o) prévue au paragraphe 3° du présent article ne sera applicable aux sommes remboursées par le département; en ce qui concerne les sommes, la majoration due à la compagnie sera réduite à huit pour cent (8 p. o/o).

La somme remboursée par le département sera payable trimestriellement, sur présentation d'états de situation dressés par la compagnie concessionnaire et visés par le préfet. Ce paiement aura lieu dans les deux mois de la présentation desdits états et au fur et à mesure des ressources disponibles.

6. Le prolongement présentement concédé formant un tout, ainsi qu'il a été défini à l'article 5 ci-dessus, avec les lignes précédemment déclarées d'utilité publique par les lois des 12 août 1885 et 22 juin 1888, les sommes qui serviront de base au calcul de l'insuffisance que le département de Seine-et-Marne aurait à payer à la compagnie concessionnaire conformément aux articles 4 et 5 des conventions annexées aux lois du 12 août 1885 et 22 juin 1888 s'augmenteront :

1° D'une somme représentant l'intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) par an (calculé sur le capital de premier établissement de ce prolongement, tel qu'il a été déterminé à l'article 5 ci-dessus, déduction faite des sommes payées en capital par le département à la compagnie concessionnaire;

2° De la dépense nécessaire pour couvrir les dépenses d'exploitation du prolongement, en calculant ces dépenses d'après la formule adoptée pour les deux lignes précédemment déclarées d'utilité publique.

7. Dans les dix jours qui suivront la loi déclarative d'utilité publique, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de trois cent mille francs (3,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1872 ou en bons du Trésor avec transfert, au profit de la caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire après l'achèvement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Dans les cas de déchéance de la concession prévus par l'article 37 du décret

(1) Raccordement de Condetz à la gare de la Ferté-sous-Jouarre.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-treize, le vingt-sept février,

Entre les soussignés :

M. Reboul, préfet du département de Seine-et-Marne, agissant au nom et pour le compte du département, en vertu :

1° De la loi du 10 août 1871 ;

2° De la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et du règlement d'administration publique, en date du 20 mars 1881 ;

3° Des délibérations du conseil général, en date des 8 juin et 20 août 1891 ;

D'une part,

Et M. Bens, directeur de la compagnie de chemins de fer départementaux, agissant au nom de ladite compagnie en vertu de la délibération du conseil d'administration en date 11 juillet 1890 ;

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de Seine-et-Marne concède à titre définitif à la compagnie de chemins de fer départementaux, dont le siège est à Paris, avenue de l'Opéra, n° 20, la construction et l'exploitation du prolongement de la ligne de Montereau à Château-Landon, de la station de Montereau à une gare d'eau à établir sur les quais de Seine à Montereau.

Ce raccordement sera construit à voie unique d'un mètre (1^{er}) de largeur entre les rails.

Il sera exclusivement destiné au transport des marchandises. Toutefois le concessionnaire sera tenu d'y faire circuler les trains de voyageurs de la ligne principale, lorsque le département l'exigera. Dans ce cas, les frais d'installation supplémentaires nécessités par le nouveau service seront à la charge du département, les frais d'exploitation supplémentaires restant à la charge du concessionnaire. Quant aux trains de marchandises, leur nombre journalier sera réglé d'après l'importance du trafic.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans un délai d'un an à partir de la même date.

Les délais d'ensemble comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des gares seront remis au préfet un mois au plus tard à partir de la date précitée.

3. La présente concession prendra fin le 12 août 1984, en même temps que celle de la ligne de Montereau à Château-Landon. Le département aura toujours le droit de racheter la concession. Toutefois la ligne en question, ne devant former qu'un tout avec celle de Montereau à Château-Landon, ne pourra être rachetée qu'en même temps que cette dernière, et le département sera tenu de la racheter, s'il rachète cette dernière. Dans le calcul du prix de rachat, les produits du raccordement ne seront pas distingués de ceux de la ligne principale.

4. La compagnie concessionnaire exécutera et exploitera le chemin de fer qui fait l'objet de la présente convention, dans les mêmes conditions que la ligne de Montereau à Château-Landon et en se conformant aux clauses et conditions du cahier des charges de la concession de cette ligne en tout ce qui n'est pas contraire à la présente convention ainsi qu'aux prescriptions de la loi portant déclaration d'utilité publique.

5. Le prolongement faisant l'objet de la présente convention sera considéré comme formant un tout avec les deux lignes de la Ferté-sous-Jouarre à Montmirail et de Montereau à Château-Landon, précédemment déclarées d'utilité publique par les lois des 12 août 1885 et 22 juin 1888.

A cet effet, en cas d'insuffisance du produit brut (impôts déduits) de l'ensemble des deux lignes, prolongement de la gare d'eau compris, pour couvrir les dépenses d'exploitation et cinq p. 100 (5 p. 100) par an (amortissement compris) du capital

N° 28121. — *Loi relative à un Échange entre l'État et les consorts Guillaumin, Henry et Duret, de terrains forestiers situés dans le département de l'Allier.*

Du 13 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 14 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont il suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée, sous les conditions stipulées dans l'acte passé le 5 avril 1893 entre M. le préfet de l'Allier, au nom de l'État, et les consorts *Guillaumin, Henry et Duret*, la cession sans soulte des parcelles suivantes à détacher de la forêt domaniale de Grosbois :

1° Parcelle de deux hectares vingt-trois ares (2^h 23^a) cédée aux consorts *Guillaumin*;

2° Trois parcelles contenant :

La première.....	0 ^h 70 ^a
La deuxième.....	0 61 ^a
La troisième.....	0 70 ^a

SOIT AU TOTAL..... 2 01^h 02^a 41^a cédées à M. *Henry* :

3° Une parcelle de quatre hectares quatre-vingt-dix-neuf ares quatre-vingt-cinq centiares (4^h 99^a 85^a) cédée aux consorts *Duret*.

Contre une parcelle, dite de « Jean de Bois », enclavée dans la forêt domaniale de Grosbois, commune de Gipey, d'une contenance de neuf hectares quatre-vingt-dix ares (9^h 90^a) divisément aux échanges.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28122. — *DÉCRET modifiant l'article 2 du Décret du 13 avril 1893 qui a institué un Conseil de Prud'hommes à Oran.*

Du 1^{er} Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

charges annexé à la loi du 12 août 1885, la somme de trois mille francs (3,000^f) ci-dessus consignée deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

8. Toutes les dispositions de la convention et du cahier des charges annexés à la loi du 12 août 1885, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par les articles ci-dessus, sont applicables à la présente convention.

Fait en double à Melun, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : ZENS.

Lu et approuvé :

Signé : RENOL.

Enregistré à Melun, le 28 février 1893, folio 29, case 18. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Lesourd.

N° 28120. — *Loi qui rétablit une Surtaxe à l'Octroi de Hanvec (Finistère).*

Du 13 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 14 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la perception, à l'octroi de Hanvec (Finistère), d'une surtaxe de sept francs (7^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement des emprunts communaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28123. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.*

Du 12 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industrie*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 28 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de cet article, les créances comprises dans le budget des exercices précités et que le montant s'élève à 16,163' 99 centimes peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des dépenses prévues par le budget des exercices précités et que le montant s'élève à 16,163' 99 centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industrie*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892, un crédit de seize mille cent trois francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (16,163' 99).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus visées dans le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices 1891 et 1892, le budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

celles créances constituées en augmentation des restes à payer arrêtés par les conseils des exercices 1891 et 1892, qui doivent faire l'objet de crédits addi-

DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉDITS		
		par article.	par chapitre.	par exercice.
Subvention à la marine marchande...	Primes de construction.....	306'60 ^a		
	Primes de navigation.....	10,168 66	10,476'16 ^a	10,476'16 ^a
Encouragements aux pêches maritimes.	Primes d'importation de roques.....	114 70	114 70	
Subvention à la marine marchande...	Primes de construction.....	2,180 98		5,687 73
	Primes de navigation.....	3,392 06	5,573 03	
TOTAL.....				16,163 99

présent état à la somme de seize mille cent soixante-trois francs quatre-vingt-neuf centimes,

avril 1894.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : J. MARTY.

— DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Bordeaux à contracter un Emprunt.

Du 19 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 20 mai 1894.)

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des

décret en date du 24 avril 1894 ⁽¹⁾, portant unification des concessions exploitées par la chambre de commerce de Bordeaux et de ses installations complémentaires;
et sur les décrets des 22 juin 1882 ⁽²⁾ et 20 avril 1885 ⁽³⁾, qui ont autorisé la chambre de commerce de Bordeaux à contracter des emprunts s'élevant à la somme de six cent mille francs, en vue de la construction de bâtiments;

⁽¹⁾ Série, Bull. 1633, n° 28115.
⁽²⁾ Série, Bull. 731, n° 12418.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 933, n° 15536.

Vu la demande par laquelle la chambre de commerce de Bordeaux cite l'autorisation de contracter un emprunt d'un million de francs, pour le produit en être affecté, tant aux dépenses prévues par le décret précité du 24 avril 1894 qu'au remboursement du solde des emprunts, ensemble de six cent mille francs, contractés pour la construction de pavillons-abris;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DECRÈTE :

Art. 1^{er}. La chambre de commerce de Bordeaux est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre-vingt centimes pour cent (4^e 20 p. o/o), une somme d'un cent mille francs (1,600,000^e), en vue de faire face aux dépenses susindiquées.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, sera réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou au bearer, soit par endossement, soit directement auprès de la caisse des consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vie ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans cinquante ans.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

N° 28125. — DÉCRET qui autorise l'Ouverture et l'Exploitation des locaux de l'hôtel des Chambres syndicales, situés rue de Lamartine, Paris, d'une Salle de ventes publiques de marchandises neuves, et au gros.

Du 19 Mai 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

État des nouvelles créances constituées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892, qui doivent faire l'objet de crédits additionnels.

EXERCICES.	NOMBRES des chapitres.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉDITS		
				par article.	par chapitre.	par exercice.
1891.	23	Subvention à la ma- rine marchande...	Primes de construc- tion.....	306 ^{fr} 80 ^c	10,476 ^{fr} 26 ^c	16,476 ^{fr} 26 ^c
			Primes de naviga- tion.....	10,169 66		
1892.	25	Encouragements aux pêches maritimes.	Primes d'importation de rognets.....	114 70	114 70	
	26	Subvention à la ma- rine marchande...	Primes de construc- tion.....	2,180 98	5,573 03	5,687 73
			Primes de naviga- tion.....	3,392 05		
TOTAL.....						16,163 99

ARRÊTÉ le présent état à la somme de seize mille cent soixante-trois francs quarante-deux centimes.

Paris, le 25 avril 1894.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

N° 28124. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Bordeaux à contracter un Emprunt.*

Du 19 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 20 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret en date du 24 avril 1894 ⁽¹⁾, portant unification des concessions d'outillage exploitées par la chambre de commerce de Bordeaux et autorisation d'installations complémentaires;

Vu les décrets des 22 juin 1882 ⁽²⁾ et 20 avril 1885 ⁽³⁾, qui ont autorisé la chambre de commerce de Bordeaux à contracter des emprunts s'élevant ensemble à la somme de six cent mille francs, en vue de la construction de pavillons-abris;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1633, n° 28115.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 751, n° 12418.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 933, n° 15536.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après l'avis conforme du ministre des finances ;

Vu les articles 4 et 5 de la loi du 5 juillet 1836 ;

Vu le décret du 9 mars 1878 ⁽¹⁾ ;

Vu l'article 13 de la loi du 11 janvier 1892,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La constitution en entrepôt ou la réexportation des essences fabriquées avec des clous ou griffes de girofle sous le régime de l'admission temporaire pourront être effectuées à la douane de Lyon.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 22 Mai 1894.

Signé : CAILLÉ

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

N° 25127. — *DÉCRET portant Règlement d'administration publique sur les suppléants auxiliaires chargés de remplacer les instituteurs en congé.*

Du 25 Mai 1894.

Promulgué au *Journal officiel* du 26 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des sciences et des cultes ;

Vu la loi du 19 juillet 1889 ;

Vu la loi du 25 juillet 1893, notamment l'article 48, 6^e, ainsi qu'il est dit ;

Il est statué par des règlements d'administration publique sur l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique :

6^e Sur les conditions de nomination et d'exercice des instituteurs suppléants chargés de remplacements provisoires, en cas de maladie ou de congé régulier des titulaires, et, si le nombre des suppléants départementaux est insuffisant, sur les moyens d'assurer le service pendant l'absence des titulaires, conformément à l'article 42, sans que la rémunération en incombe aux suppléants dont la maladie aura été dûment constatée ;

Vu le règlement d'administration du 2 août 1890 ⁽²⁾ ;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 392, n° 7001.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1368, n° 7002.

Vu l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique, en date du 27 décembre 1893;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Tout instituteur ou institutrice qui se trouve empêché, par sa santé, de faire son service doit en aviser l'inspecteur primaire et, en même temps, adresser directement à l'inspecteur d'académie une demande d'interruption de service accompagnée d'un certificat de médecin motivant cette interruption et en indiquant la durée approximative.

2. Si la demande lui paraît justifiée, l'inspecteur d'académie assure le service au moyen des suppléants départementaux, conformément aux règles établies par le décret du 2 août 1890.

Dans le cas où tous ces suppléants sont déjà occupés par des remplacements, il désigne un suppléant auxiliaire choisi d'abord parmi les élèves sortant de l'école normale non encore pourvus d'emplois, ensuite parmi les postulants à un emploi de stagiaire, et, à leur défaut, il désigne toute autre personne remplissant les conditions exigées par la loi pour enseigner dans une école primaire.

3. Les suppléants auxiliaires reçoivent, indépendamment de leurs frais de voyage, payés, à raison de dix centimes (0^f 10) par kilomètre pour les trajets qui peuvent s'effectuer en chemin de fer, et de vingt centimes (0^f 20) par kilomètre pour les autres trajets, une indemnité calculée, pour chaque suppléance, à raison de deux francs cinquante centimes (2^f 50) par jour depuis la date de l'installation jusqu'au jour de la cessation des fonctions.

Cette indemnité n'est pas soumise à retenue.

Ils n'ont droit ni à l'indemnité de logement, ni à l'indemnité de résidence.

Il leur sera tenu compte de la durée effective des suppléances qu'ils auront faites, soit dans le calcul du temps de stage dont ils auraient à justifier pour leur titularisation, soit, s'ils ne sont pas élèves de l'école normale, en vue de leur nomination à un emploi de stagiaire et dans des conditions à déterminer par arrêté ministériel.

4. Le présent décret est applicable dans toutes les communes de France, y compris la ville de Paris, et à celles de l'Algérie.

5. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : E. SPULLER.

N° 28128. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de concours versés au Trésor pour les frais d'établissement de lignes télégraphiques.

Du 26 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mars 1862⁷⁰, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-joint des sommes versées dans les caisses de l'État, par des communes, des usagers et des particuliers, pour l'entretien des lignes de télégraphie, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes de télégraphie, lequel s'élève à la somme de cent quarante-cinq mille deux cent francs soixante-treize centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (*Direction générale des postes et des télégraphes — Téléphones*), sur l'exercice 1894, un crédit de cent quarante-cinq mille deux cent vingt et un francs soixante-treize centimes (145,221⁷³), savoir :

3^e SECTION.

CHAP. VI. Dépenses de premier établissement..... 145,221⁷³

— II. Matériel de l'exploitation (Téléphones)..... 145,221⁷³

TOTAL ÉGAL..... 145,221⁷³

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Mai 1894.

Signé : **CARTE**

Le Ministre des finances,
Signé : **A. BURDEAU.**

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.
Signé : **J. MARY.**

N° 28129. — **DÉCRET** qui autorise l'établissement d'un Dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Renac (Basses-Alpes).

Du 20 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 20 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1876 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1882⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. le comte de Verclos à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt débit souterrain de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Renac;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet des Basses-Alpes;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. le comte de Verclos, propriétaire des mines de lignite de la Gypsière et de la Colle-de-Villemus, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Renac (Basses-Alpes), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble au cinq millièmes produit par le pétitionnaire, au point D dudit plan, à une profondeur d'environ onze mètres au-dessous de la surface, dans une galerie de recherche de quarante-neuf mètres de profondeur ouverte jadis dans le ravin de Pifferrat, aujourd'hui abandonnée et sans communication avec les travaux en activité.

Ce plan restera annexé au présent décret.

3. Le dépôt sera installé dans un couplement de cinq mètres cinquante centimètres de profondeur sur deux mètres cinquante centimètres de largeur et deux mètres de hauteur à creuser normalement à la galerie existante, à vingt mètres de l'orifice de cette galerie, dans la couche de marne qui existe en ce point; il sera séparé de la galerie par la couche de grès dur d'un mètre quatre-vingts centimètres d'épaisseur qui est figurée au plan n° 3 annexé au présent décret, et dans laquelle sera pratiquée une ouverture d'un mètre soixante-dix centimètres de hauteur sur soixante-dix centimètres de largeur pour l'accès intérieur. Les caisses à dynamite seront rangées dans la longueur de cette chambre, sur un tréteau fixe établi en son milieu; elles y seront maintenues à l'abri de l'humidité.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

4. Il sera établi deux portes, l'une à l'entrée de la chambre du dépôt et l'autre à l'entrée de la galerie d'accès, et, pour cette dernière, des précautions seront prises pour qu'aucun malfaiteur ne puisse, en creusant au jour, pénétrer dans la galerie en arrière de la porte. Ces deux portes, solidement établies avec blindage en fer, l'une et l'autre pourvues de serrures solides.

5. Les deux portes ci-dessus seront mises en communication avec les bâtiments de la mine dans des conditions telles que l'ouverture de l'une d'elles ou même la simple section des câbles puisse fonctionner des avertisseurs dans un local où la compagnie tiendra nuit et jour un agent. Le directeur des travaux de la mine sera lui-même, et dans les mêmes conditions, en relation avec cet agent et de l'autre avec la brigade de gendarmes la plus voisine.

6. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les conditions ci-dessus seront vérifiées, sur l'ordre du préfet du département, par les ingénieurs des mines qui, avec le concours d'un ingénieur en poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, et, sur la production que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur la production qui lui sera rendu par les ingénieurs, le préfet autorisera, au lieu, la mise en service du dépôt, et il en informera les autorités locales, le commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, sous le contrôle permanent au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, et l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

7. La quantité de dynamite que le dépôt pourra recevoir sera limitée à trois cents kilogrammes.

8. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne seront jamais ouvertes que dans la galerie d'accès, où une table sera établie à cet effet, à dix mètres au moins de l'entrée de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement interdits dans le dépôt et de ses abords.

Les portes d'accès ne seront ouvertes que pour le service du dépôt, et ce dernier sera constamment fermé en dehors de ce service.

A défaut de la lumière électrique, l'éclairage du dépôt sera assuré avec une lampe à flamme protégée qui sera placée non à l'entrée de la chambre à dynamite, mais en face de la porte de la galerie, contre la paroi opposée de la galerie.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à la réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration.

des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons;
- 3° Les quantités livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures des personnes auxquelles les livraisons ont été faites.

9. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

10. Le permissionnaire devra tenir à proximité du dépôt des approvisionnements d'eau ou de sable, ou tout autre moyen de secours propre à éteindre tout commencement d'incendie.

Il tiendra également toujours et en bon état, dans la galerie d'accès, un certain nombre d'appareils respiratoires portatifs permettant de procéder à un sauvetage dans des milieux délétères.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être autorisée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

12. Aucun changement ne pourra être apporté aux dispositions du dépôt autorisé par le présent décret qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

13. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui

sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,

Signé : J. MARTY.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^{te} MERIC.

N° 28130. — DÉCRET qui approuve le compte des Fonds secrets au
des Affaires étrangères, du 1^{er} janvier au 30 mai 1894.

Du 31 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation des dépenses
l'exercice 1894;

Vu la loi du 19 mars 1894, portant ouverture au ministère des
étrangères d'un crédit extraordinaire de quatre cent mille francs;

Vu l'article 32 du décret du 1^{er} mars 1892;

Vu le compte des dépenses secrètes, du 1^{er} janvier au 30 mai 1894,
présenté par M. Casimir-Perier en sa qualité de ministre des affaires
étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le compte des fonds secrets du ministère des affaires
étrangères, du 1^{er} janvier au 30 mai 1894, est approuvé.

2. En conséquence, il est donné à M. Casimir-Perier pleine et
entière décharge de la somme de neuf cent vingt mille francs (920,000)
qu'il a retirée du Trésor pendant cette période, à titre d'acompte
du crédit affecté au chapitre XVII : *Dépenses spéciales*, du budget
ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1894.

3. Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères,
chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PERIER.

N° 28131. — **DÉCRET** qui ouvre au **Ministre des finances**, sur l'exercice 1894, un **Crédit** à titre de **Fonds de concours versés au Trésor**, affecté aux **Dépenses de renouvellement du Cadastre**.

Du 9 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement par la commune de Brin (Meurthe-et-Moselle), à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques, d'une somme de mille six cents francs affectée aux dépenses du renouvellement de son cadastre;

Vu les déclarations de versement, tenant lieu de récépissés, constatant le versement par le redevableur central de la Seine, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cent trente-sept mille deux cent vingt-sept francs dix-sept centimes pour dépenses du cadastre et provenant, pour cent trente-deux mille cent soixante et onze francs cinquante-neuf centimes du reliquat des sommes comprises dans le budget sur ressources spéciales et non employées à la clôture de l'exercice 1892, et pour cinq mille cinquante-cinq francs cinquante-huit centimes du produit des centimes départementaux imposés en 1893 dans les rôles des contributions directes du département de la Seine;

Les trois versements susmentionnés, savoir :

Meurthe-et-Moselle (commune de Brin).....	1,600 ⁰⁰
Seine (reliquat des exercices antérieurs).....	132,171 ³⁹
— (centimes départementaux de 1893).....	5,056 ⁵⁸
	138,827 ¹⁷

s'élevant ensemble à cent trente-huit mille huit cent vingt-sept francs dix-sept centimes;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au **ministre des finances**, sur l'exercice 1894, un **crédit** de cent trente-huit mille huit cent vingt-sept francs dix-sept centimes (138,827¹⁷) au **chapitre LXX** du budget dudit exercice : *Frais d'arpentage et d'expertise. — Cadastre primitif*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au **moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet**, à titre de fonds de concours.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28132. — DÉCRET qui nomme un Membre de la Commission chargée de l'examen des Comptes rendus par les Ministres pour l'exercice de l'année 1891.

Du 11 Juin 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 16 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 21 décembre 1891⁽¹⁾;

Sur la proposition du ministre des finances,

ARRÊTE :

M. Boucher (Henry), député, est nommé membre de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1890 et l'année 1891, en remplacement de M. Faure.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28133. — DÉCRET qui crée, dans la ville de Paris, trois nouveaux postes de Commissaire de Police.

Du 13 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1442, n° 24352.

Vu l'arrêté des consuls du 12 messidor, an viii⁽¹⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé, dans la ville de Paris, trois nouveaux emplois de commissaire de police, dont les fonctions seront déterminées par arrêté préfectoral.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur
et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 1634. — *Décret qui modifie les articles 31 et 34 du Cahier des charges annexé au décret du 24 décembre 1885, portant concession à la Chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer d'un outillage public à établir dans le port de cette ville.*

Du 13 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le décret du 24 décembre 1885⁽²⁾, portant concession à la chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer d'un outillage public à établir au port de ladite ville;

Vu la demande, en date du 10 décembre 1891, par laquelle la chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer demande la modification des tarifs du décret précité et, notamment, la substitution aux taxes prévues pour les marchandises déposées sous les hangars, de celles qui ont été définies pour les hangars de la zone maritime par le décret du 12 janvier 1875⁽³⁾;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur la modification sollicitée;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 3 février 1892 et 20-22 décembre 1893;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 30 juin 1892 et 5 octobre 1893;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 27 mars 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 31 et 34 du cahier des charges annexé au décret du 24 décembre 1885 sont modifiés comme suit :

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 33, n° 214.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 241, n° 3844.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 990, n° 16340.

Art. 81. Les taxes maxima qui peuvent être perçues à partir de la mise en service des appareils et des hangars sont les suivantes :

1° GRUES EMPLOYÉES À LA MANUTENTION DES MARCHANDISES.

DESIGNATION DES APPAREILS.	PRIX de location pendant la durée réglementaire du travail de la douane.		PRIX de location des heures réglementaires de travail de la douane.	
	Demi-journée.	Heure.	De jour.	De nuit.
Grues de.....	40 tonnes.....	100 ^f	35 ^f	52 ^f 00 ^c
	20 tonnes.....	95	32	38 00
	10 tonnes.....	50	20	30 00
	5 tonnes.....	40	15	22 50
Grues roulantes de.	1,000 à 1,500 kilogrammes.....	20	*	6 00
	500 kilogrammes au plus.....	10	*	3 00
Cabestan de 125 kilogrammes.....		15	*	5 50

Les taxes pour l'usage des appareils, les jours non ouvrables, seront doubles de celles qui sont inscrites au tableau ci-dessous pour les jours ouvrables.

2° MÂTAGE ET DÉMÂTAGE DES NAVIRES.

TONNAGE DES NAVIRES.	PRIX par mât enlevé ou remplacé.	Prix pour les mâts enlevés ou remplacés une fois.
Moins de 300 tonneaux.....	20 ^f	20
De 301 à 500 tonneaux.....	40	40
De 501 à 1,000 tonneaux.....	60	60
De 1,001 à 1,500 tonneaux.....	80	80
Au delà de 1,500 tonneaux.....	100	100

Tout retard qui se produit parce qu'un navire s'est présenté aux quais en ne permettant l'usage des grues, sans être disposé pour les opérations de mâtage ou de démâtage, donne lieu à une perception d'une taxe de quinze francs (15^f) par heure.

Les manœuvres faites ou continuées pendant le jour ou en dehors des périodes de travail réglementaires de la douane, donnent lieu à la perception de taxes qui peuvent élever une fois et demie les prix du tableau qui figurent ci-dessus.

Les manœuvres faites ou continuées pendant la nuit peuvent être frappées de taxes doubles de ces prix.

Les taxes minima, pour les jours non ouvrables, sont doubles de celles qui sont prévues par les jours ouvrables.

3° OCCUPATION DES HANGARS.

Pour toute marchandise déposée ou manutentionnée dans les hangars, par les négociants, propriétaires ou consignataires de la marchandise.

I. Pour toute la durée de séjour réglementaire, pourvu toutefois que cette durée dépasse pas dix jours, c'est-à-dire le temps au bout duquel la marchandise doit être

hangars, avant, l'embarquement ou après le débarquement, doit être enle-
 soit du règlement général du port, soit des règlements rendus par le pri

Marchandises à l'importation :

colis, d'un poids inférieur ou égal à 50 kilogrammes.....	0' 10'
colis d'un poids supérieur à 50 kilogrammes jusqu'à 300 kilo- grammes inclusivement.....	0 20
colis, pour chaque centaine de kilogrammes au delà de trois cents kilogrammes, toute fraction inférieure étant comptée comme cent kilogrammes.....	0 35

Sur les colis d'une même marchandise, au nombre de 25, au moins,
 provenant d'un même chargement et adressés au même destina-
 taire, quel que soit le poids :

25 colis, sur les 25 premiers.....	0 25
25 colis, sur les 25 suivants.....	0 15
25 colis, au delà de 50, quel que soit le nombre.....	0 10

Marchandise à l'exportation :

Sur tout colis exporté, quel que soit le poids..... 0 05

Pendant la durée du séjour réglementaire, mais au delà du délai de dix jour
 perçu pour chaque jour et pour chaque colis, quel que soit le poids, à l'im-
 portation, une taxe de deux centimes (0'02).

Après l'expiration du délai de séjour réglementaire et pendant les vingt
 jours, les colis importés ou à exporter, quel que soit leur poids, payeront
 pour chaque colis, une taxe supplémentaire de dix centimes (0'10).

Au delà du vingtième jour, il sera perçu, par jour et par colis de march-
 andise ou à exporter, quel que soit son poids, une taxe supplémentaire
 de dix centimes (0'10).

La taxe est due pour toute marchandise déposée ou manutentionnée d-
 ans la durée du séjour pour lequel elle est due est évaluée en jours, sans
 les jours non ouvrables. Les jours se comptent de minuit à minuit, et t-
 le commencement donne lieu à la perception du prix fixe pour la journée enti-

Le ministre des travaux publics et le ministre du commer-
 ce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun
 en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

135. — DÉCRET qui reporte, à l'exercice 1894, une somme non employée
 en 1893, pour l'exécution de Travaux projetés sur diverses Routes na-
 vales.

Fait à Paris, le 23 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics :

En la loi de finances du 26 juillet 1893 portant fixation du budget
 général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition,
 chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour le
 exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours,

Vu les décrets n^{os} 261, 404 et 481 en date des 26 juin ⁽²⁾, 9 novembre et 28 décembre 1893, qui ont ouvert au ministre des travaux publics sur le budget de l'exercice 1893, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels comprenant notamment les sommes ci-après :

CHAPITRES.	ENTREPRISES auxquelles les crédits sont applicables.	CRÉDITS ouverts.
BUDGET ORDINAIRE.		
2^e SECTION. DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.		
CHAP. XLV. Construction de ponts.....	DÉCRET N ^o 261, DU 26 JUIN 1893. Construction du pont Mirabeau sur la Seine à Paris.....	500,000 fr.
	DÉCRET N ^o 404, DU 9 NOVEMBRE 1893. Construction d'un perré avec garde-fou sur la rive droite de l'Andelot à Gannat (route nationale n ^o 9 bis)..... Amélioration de la traverse de Pouilly-en-Auxois (route nationale n ^o 77 bis)..... Amélioration du mode d'écoulement des eaux de la route nationale n ^o 7 dans la traverse de Tain..... Construction d'un égout dans la traverse de La Châtre (route nationale n ^o 140)..... Consolidation de la levée du parc à Selles-sur-Cher (route nationale n ^o 156)..... Construction d'un égout sous la route nationale n ^o 106, dans la traverse de Langogne. Construction d'un égout sous la route nationale n ^o 59, dans la traverse de Baccarat... Établissement de trottoirs entre la gare du chemin de fer et le pont de la Bouquerie, à Apt (route nationale n ^o 100).....	100 00 100 00 90 00 7,500 00 100 00 8,500 00 5,500 00 5,500 00
1^{re} SECTION. DÉPENSES ORDINAIRES.		
CHAP. XLIV. Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations.....	Rectification de la route nationale n ^o 57 entre la Providence et Les Laverottes.....	13,300 fr.
CHAP. XLV. Construction de ponts.....	Reconstruction du pont de la Croix à Nancy (route nationale n ^o 74).....	50,000 fr.
1^{re} SECTION. DÉPENSES ORDINAIRES.		
CHAP. XLIV. Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations.....	DÉCRET N ^o 481, DU 28 DÉCEMBRE 1893. Construction d'un perré aux abords du pont de Charenton (route nationale n ^o 5).....	18,000 fr.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n^o 10527.

(2) XII^e série, Bull. 1571, n^o 26834.

(3) XII^e série, Bull. 1599, n^o 27115.

documents administratifs desquels il résulte que, sur les crédits
 donnés, il reste actuellement sans emploi, savoir :

CAPITRES.	ENTREPRISES.	CRÉDITS ouverts.	SOMMES NON EMPLOYÉES	
			par entreprise.	par chapitre.
SECTION. ORDINAIRES. XIV. Routes et Groses ré- parations et restaura- tions.....	Construction d'un perré avec garde-fou sur la rive droite de l'Andelot à Ganant (route nation- ale n° 9 bis).....	1,100 ^f 20 ^c	1,066 ^f 80 ^c	
	Amélioration dans la tra- verse de Pouilly-en- Auxois (route nationale n° 77 bis).....	1,610 00	1,610 00	
	Amélioration du mode d'écoulement des eaux de la route n° 7 dans la traverse de Tain....	900 00	900 00	
	Construction d'un égout dans la traverse de La Châtre (route nationale n° 140).....	7,500 00	7,500 00	
	Consolidation de la levée du parc à Selles-sur- Cher (route nationale n° 156).....	800 00	800 00	34,754 ^f 27 ^c
	Construction d'un égout sous la route nationale n° 106 dans la traverse de Langogne.....	3,500 00	1,419 06	
	Construction d'un égout sous la route nationale n° 59 dans la traverse de Baocarat.....	5,570 00	468 41	
	Établissement de trottoirs entre la gare du chemin de fer et le pont de la Bouquerie, à Apt (route nationale n° 100).....	5,500 00	3,000 00	
	Construction d'un perré sur abords du pont de Charenton (route nation- ale n° 5).....	18,000 00	18,000 00	
SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.				
XIV. Rectifi- cation des routes nationales et des routes départemen- tales des départe- ments annexés.....	Rectification de la route nationale n° 57 entre la Provence et les Lave- rottes.....	13,000 00	8,073 11	8,073 11
XV. Construc- tion des ponts.....	Construction du pont Mi- rabeau sur la Seine à Paris.....	500,000 00	85,060 84	
	Reconstruction du pont de la Croix à Nancy (route nationale n° 74).....	50,000 00	45,000 00	130,060 84
TOTAL des sommes non employées.....				172,888 22

Considérant que le reliquat ci-dessus de cent soixante-douze mille cent quatre-vingt-huit francs vingt-deux centimes peut être reporté à l'exercice 1894, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 juin 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère des travaux publics, exercice 1894, une somme de cent soixante-douze mille huit cent quatre-vingt-huit francs vingt-deux centimes (172,888^{fr} 22), provenant de fonds de concours et non employée sur les crédits de l'exercice 1893.

Ladite somme de cent soixante-douze mille huit cent quatre-vingt-huit francs vingt-deux centimes, applicable aux entreprises désignées, est répartie ainsi qu'il suit, savoir :

CHAPITRES.	ENTREPRISES.	CHIFFRE par entreprise.	
BUDGET ORDINAIRE. 1 ^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES. CHAP. XXVI. Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations.....	Construction d'un perré avec garde-fou sur la rive droite de l'Andelot à Gennat (route nationale n° 9 bis).....	2,056 ^{fr} 80 ^c	
	Amélioration dans la traverse de Pouilly-en-Auxois (route nationale n° 77 bis).....	1,610 00	
	Amélioration du mode d'écoulement des eaux de la route n° 7 dans la traverse de Tain.....	900 00	
	Construction d'un égout dans la traverse de La Châtre (route nationale n° 140).....	7,500 00	
	Consolidation de la levée du Parc à Selles-sur-Cher (route nationale n° 156).....	800 00	36,78
	Construction d'un égout sous la route nationale n° 106 dans la traverse de Langogne.....	1,499 06	
	Construction d'un égout sous la route nationale n° 89 dans la traverse de Baccarat.....	468 41	
	Établissement de trottoirs entre la gare du chemin de fer et le pont de la Bouquerie (route nationale n° 100).....	3,000 00	
	Construction d'un perré aux abords de Charenton (route nationale n° 5).....	18,000 00	

ARTICLES.	ENTREPRISES.	SOMMES NON EMPLOYÉES.	
		par entreprise.	par chapitre.
III. — DÉPENSES ORDINAIRES.			
II. Rectifications des routes nationales des départements et des départements annexés.	Rectification de la route nationale n° 57 entre la Providence et Les Laverottes.	8,073 ^f 11 ^c	8,073 ^f 11 ^c
III. Construction des ponts.	Construction du pont Mirabeau sur la Seine à Paris.	85,060 34	130,060 84
	Reconstruction du pont de la Croix à Nancy (route nationale n° 74).	45,000 00	
	TOTAL comme ci-dessus		172,888 22

La somme de cent soixante-douze mille huit cent quatre-vingt francs vingt-deux centimes est et demeure annulée dans la portion suivante aux chapitres ci-après du budget du ministère des Travaux publics, exercice 1893, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. XLIV. Routes et ponts. — Grandes réparations et restaurations.

34,754^f 27^c

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XLIV. Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.

8,073^f 11^c

CHAP. LV. Construction de ponts.

130,060 84

TOTAL 172,888 22

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au chapitre des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 23 juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : POINCARRÉ.

Le Ministre des travaux publics

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28136. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés en Travaux d'Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 28 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses de la République par des départements et des communes, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1894 ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 26 juin 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII : *Travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à trois cent trente mille cent quarante-quatre francs trente-cinq centimes (335.144 fr. 35 c.) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIE.

Le Ministre des finances,

Signé : POISSARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOL.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1893.

PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATE des versements.	MONTANT des versements.
Le département....	Laon.....	857	30 mars 1894.	46,400 ⁰⁰
La commune d'E- treux (Le trésorier général pour la).	Idem.....	1188	10 avril 1894.	4,356 ²⁵
Le département....	Privas.....	691	20 février 1894.	3,000 ⁰⁰
La commune d'Ervy.	Troyes.....	974	14 mars 1894.	5,000 ⁰⁰
La commune d'Épe- noy.	Beaune.....	591	13 mars 1894.	1,000 ⁰⁰
La commune d'Or- champs-Vernes.	Idem.....	777	14 avril 1894.	5,000 ⁰⁰
La commune de Vercel.	Idem.....	805	17 avril 1894.	1,000 ⁰⁰
La commune de Montlebon.	Pontarlier....	736	27 mars 1894.	2,000 ⁰⁰
Le département....	Saint-Lô.....	1402	12 avril 1894.	200,000 ⁰⁰
Idem.....	Lille.....	2689	8 mars 1894.	11,000 ⁰⁰
Idem.....	Clermont-Fer.	1787	4 avril 1894.	21,315 ⁸⁰
La commune de Fougerolles.	Lure.....	632	15 février 1894.	12,000 ⁰⁰
La ville de Moutiers.	Moutiers.....	170	25 janvier 1894	13,937 ³⁰
La commune de Scorbé-Clairvaux.	Châtelleraut..	1371	14 avril 1894.	3,000 ⁰⁰
La commune de Villemort.	Montmorillon..	38	9 janvier 1894.	135 ⁰⁰
La commune de Pey- rilhac.	Limoges.....	487	23 janvier 1894	1,000 ⁰⁰
La commune de Dracy.	Auxerre.....	362	30 janvier 1894	1,000 ⁰⁰
La commune de Neuvy-Sautour.	Tonnerre.....	428	31 janvier 1894	4,000 ⁰⁰
TOTAL....				335,144 ³⁵

ÉTAT B.

par entreprise, d'un crédit additionnel de 335,144 fr. 35 ouvert au ministre des Travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre LXVII : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Établissement du chemin de fer de Busigny à Hirson.....	4,356 ²⁵
Établissement du chemin de fer d'Armen- tières à Bazoches.....	46,400 ⁰⁰
	50,756 ²⁵

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	
Ardèche.....	Frais d'études du chemin de fer de Privas au Puy par Aubenas.....	12
Aube.....	~~Etablissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.~~	~~52~~
Doubs.....	Etablissement des chemins de fer de Besançon à la frontière suisse et de Gilley à Pontarlier (2,000' + 1,000' + 1,000' + 5,000').....	10
Manche.....	Etablissement des chemins de fer de Fougères à Vire, de Vire à Saint-Lô, d'Avranches à Domfront, de Carantun à Cartvet et de Sottevast à Coutances.....	200
Nord.....	Etablissement du chemin de fer d'Avesnes à Sara-Poteries.....	11
Puy-de-Dôme.	Etablissement du chemin de fer de Vichy à Ambert.....	21
Haute-Saône.	Etablissement du chemin de fer d'Aillevillers au Val-d'Ajol.....	12
Savoie.....	Travaux d'alimentation en eau de la gare de Moutiers ligne de Moutiers à Albertville.....	12
	Etablissement du chemin de fer de Loudun à Châtelleraux.....	3,000'
Vienne.....	Etablissement du chemin de fer de Poitiers au Blanc.....	135
Haute-Vienne.	Transformation de la halte de la Boisserie (ligne de Limoges au Dorat).....	12
	Etablissement du chemin de fer de Triguères à Clamecy.....	1,000'
Yonne.....	Etablissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....	4,000
	TOTAL.....	12

N° 28137. — DÉCRET qui reporte à l'Exercice 1894 un Crédit inscrit en 1893 pour participation de l'Algérie à l'Exposition internationale de Chicago.

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et cultes:

Vu la loi du 28 avril 1893 ouvrant au ministre de l'intérieur, au titre du budget de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre XVIII, pour participation de l'Algérie à l'Exposition internationale de Chicago, un crédit de..... 57,000

Vu les décrets des 31 mai ⁽¹⁾ et 14 juin 1893 ⁽²⁾ ouvrant au titre du même chapitre des crédits supplémentaires provenant de fonds de concours et s'élevant à la somme de..... 1,200

TOTAL..... 750

Vu les documents administratifs desquels il résulte que les dépenses effectuées pendant l'exercice 1893 se sont élevées à..... 6,200

Attendu qu'il reste un reliquat disponible de..... 688
provenant de fonds de concours;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1553, n° 26517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1554, n° 26518.

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETS:

ART. 1^{er}. Un crédit de six mille cinq cent trente-cinq francs soixante-neuf centimes (6,535⁶⁹) est reporté au budget du ministère de l'intérieur : *Algérie*, deuxième section, pour l'exercice 1894, où il est inscrit sous le n° 18 et sous la rubrique : *Exposition de Chicago*.

2. Pareille somme de six mille cinq cent trente-cinq francs soixante-neuf centimes est annulée au chapitre XVIII de la deuxième section : *Algérie*, du budget de l'exercice 1893 du ministère de l'intérieur : *Exposition de Chicago*.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources versées au Trésor à titre de fonds de concours.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : POINCARÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28138. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) : 1° déclarant nulle et de nul effet la délibération prise par le conseil général des Pyrénées-Orientales, dans sa séance du 5 avril 1894, en tant qu'elle a prescrit l'insertion, dans le cahier des charges de l'adjudication des imprimés départementaux, d'une clause stipulant un minimum de salaire de quatre francs pour les ouvriers et un maximum de neuf heures pour la durée de la journée de travail;

2° Annulant ladite délibération, en tant qu'elle a décidé que l'adjudication aurait lieu entre tous les imprimeurs de Perpignan, sans exception. (*Paris, 19 Juin 1894.*)

N° 28139. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

passé, le 13 février 1894, devant le maire de la commune d'Arcachon, spécialement délégué à cet effet par le préfet du département de la Gironde, portant concession à M. Blasini, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement de la somme de trois cents francs, d'une parcelle de terrain dépendant du domaine public maritime de la plage d'Arcachon, et située au droit de sa propriété, ladite parcelle d'une contenance totale de douze mètres carrés et teintée en rouge sur plan annexé audit acte. (Paris, 21 Juin 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Août 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

Cette date est celle de la réception de la loi
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1635.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Loi qui ouvre au Ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire pour la Protection des Intérêts français en Afrique.

Du 15 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 17 juin 1894.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, au titre de l'exercice 1894, un crédit extraordinaire d'un million huit cent mille francs (1,800,000^f) qui sera inscrit au budget colonial, chapitre xxiii : *Contribution au service local des colonies.*

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 15 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

N° 28141. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement de Tramway entre la porte d'Allemagne, à Paris, et la mairie de Saint-Gervais (Seine).*

Du 24 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Seine, d'une ligne de tramway, à traction de chevaux, pour le transport des voyageurs et, éventuellement, des messageries entre la porte d'Allemagne, à Paris, et la mairie du Pré-Saint-Gervais ;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne ;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouvertes sur le projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 sur les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 août 1881 ⁽¹⁾ ;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête du 15 octobre 1892 ;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Paris, en date du 15 octobre 1892 ;

Vu les délibérations du conseil municipal du Pré-Saint-Gervais des 17 janvier, 3 avril et 9 octobre 1892, 12-22 février et 16 mars 1893 ;

Vu la délibération du conseil général de la Seine, en date du 15 octobre 1893 ;

Vu l'adhésion directe donnée, le 3 mars 1893, à l'exécution du projet par le général directeur du génie à Paris, en vertu de l'article 13 de la loi du 16 août 1853 ⁽²⁾ ;

Vu la convention passée, le 28 juin 1893, entre le préfet de la Seine, agissant au nom du département, et le maire du Pré-Saint-Gervais, au nom de la commune, pour la concession à ladite commune de la ligne susvisée, avec faculté de rétrocession ;

Vu le cahier des charges y annexé en date du même jour ;

Vu la convention passée, le 24 février 1893, entre le maire du Pré-Saint-Gervais, au nom de la commune, et la société des tramways de Paris et du département de la Seine, pour la rétrocession de l'entreprise ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 15 octobre 1893 ;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 22 novembre 1893 ;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways ;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 août 1881 ⁽³⁾ ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11124.

partements de la Seine, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway, à traction de chevaux, destinée au transport des voyageurs et, éventuellement, des messageries et petits colis, entre la porte d'Allemagne, à Paris, et la mairie du Pré-Saint-Gervais.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Seine est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880;

3. Sont approuvées : 1° la convention passée, le 28 juin 1893, entre le préfet de la Seine, au nom du département, et le maire du Pré-Saint-Gervais, au nom de la commune, pour la concession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention; 2° la convention passée, le 24 février 1893, entre le maire du Pré-Saint-Gervais, au nom de la commune, et la société des tramways de Paris et du département de la Seine, pour la rétrocession de l'entreprise.

Lesdites conventions, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visé, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

CONVENTION.

L'an 1893, le 28 juin,

Entre M. Eugène-René Poubelle, agissant au nom du département de la Seine, en vertu de la délibération du conseil général de la Seine en date du 24 mars 1893, qui a accordé à la commune du Pré-Saint-Gervais la concession d'un tramway, à traction de chevaux, à établir entre la porte d'Allemagne et la mairie du Pré-Saint-Gervais,

D'une part;

Et M. Charles-Eugène-Alexandre Guérin, maire de la commune du Pré-Saint-Gervais, agissant au nom de ladite commune en vertu des délibérations du conseil municipal du Pré-Saint-Gervais en date des 12 et 22 février et 16 avril 1893,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Seine concède à la commune du Pré-Saint-Gervais, qui l'accepte, la construction et l'exploitation d'un tramway à traction de chevaux allant de la porte d'Allemagne à la mairie du Pré-Saint-Gervais, et destiné au transport des voyageurs, bagages, messageries et petits colis, dans les conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

La ligne sera construite à voie d'un mètre quarante-quatre centimètres entre les bords intérieurs des rails.

2. De son côté, la commune du Pré-Saint-Gervais s'engage à assurer l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, conformément aux charges susmentionnées.

Ce cahier des charges est d'ailleurs conforme au cahier des charges du décret du 6 août 1881, sauf les modifications apportées aux articles 36, 38, la suppression des articles 7, 15, 24, 25, 26, 28, 30, 32, 34 et l'article 19 *bis*.

3. Le département n'accorde à l'entreprise ni subvention ni garantie.

4. La commune du Pré-Saint-Gervais est autorisée à rétrocéder sa ligne à la compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine, dont le siège est à Paris, 19, rue Louis-le-Grand, qui lui sera substituée dans les obligations prévues par une convention spéciale jointe au cahier des charges susvisé.

Dont acte, fait à Paris, le 28 juin 1893.

Lu et approuvé conformément aux délibérations du conseil municipal relatives :

Le maire du Pré-Saint-Gervais

Signé : GÉRARD

Lu et approuvé, au nom du département de la Seine, conformément à la délibération du conseil général en date du 14 mars 1893 :

Le préfet de la Seine

Signé : POUBELLE

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 8 mai 1894.
Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : GOURNAY

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre le maire du Pré-Saint-Gervais, agissant pour la commune, en vertu des délibérations prises par le conseil municipal dans ses séances des 3 avril 1891, 9 octobre 1892, 12 et 22 février 1893, sous la réserve de l'approbation du conseil général de la Seine et par le décret de concession,

D'une part;

Et la société des tramways de Paris et du département de la Seine, société au capital de dix millions de francs (10,000,000^f) ayant son siège social à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 19, et dont les statuts ont été dressés par M^r Dujardin-Beaumais, notaires à Paris, le 7 février 1887.

Observation faite que la déclaration de souscription et de versement prévue par l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867 a été faite aux termes d'un acte en date du 2 décembre 1890, reçu par le même notaire, le tout conformément à la loi.

Ladite société représentée par M. Edmond-Gabriel Héguin de Gnerle, conseiller-président du conseil d'administration de ladite société, demeurant à Paris, rue de l'Arcade, n° 17 ci-devant, et actuellement rue de Marignan, n° 33, et par M. Piat, administrateur, demeurant à Paris, avenue d'Iéna, n° 68, tous deux agissant en cet effet par délibération du conseil d'administration en date du 19 décembre 1893, dont un extrait dûment certifié est demeuré annexé aux présentes.

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit, pour valoir dans le cas où la ligne de tramway qui porte d'Allemagne à la mairie du Pré-Saint-Gervais serait déclarée d'utilité

et où le conseil général du département de la Seine en approuverait la concession à la commune du Pré-Saint-Gervais, conformément au cahier des charges qui a été visé par les contractants;

ART. 1^{er}. La compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine, après avoir pris connaissance du cahier des charges susvisé, offre à la commune du Pré-Saint-Gervais, qui accepte, d'être substituée aux droits et obligations de cette commune envers le département, pour l'exploitation de la ligne de tramway de la porte d'Allemagne à la mairie du Pré-Saint-Gervais, pendant une durée de trente ans à partir du décret déclaratif d'utilité publique, sauf ce qui sera dit ci-après.

2. A l'expiration de ce délai, la commune sera tenue de reprendre à dire d'experts le matériel servant à l'exploitation de la ligne de tramway qui fait l'objet des présentes.

3. Pendant son exploitation, la compagnie fera à ses frais l'entretien de la voie et du pavage tel qu'il est défini à l'article 12 du cahier des charges, étant entendu que le nombre des pavés neufs à fournir par la compagnie ne dépassera pas de dix pour cent (10 p. 100) le nombre des pavés employés; elle versera le cautionnement prévu à l'article 38 du cahier des charges, le dernier cinquième de ce cautionnement devant lui être remboursé par la commune à l'expiration du présent traité de rétrocession. Toutefois la compagnie n'emploiera que des rails de quarante-quatre kilogrammes (44^k) au lieu du rail de quarante kilogrammes (40^k), au maximum, prévu au cahier des charges.

De son côté, la commune du Pré-Saint-Gervais déplacera à ses frais les regards qui se trouvent sur la chaussée dans la Grande-Rue et qui sont une gêne pour la construction de la voie.

4. La compagnie établira la voie dans les conditions prévues tant au cahier des charges que ci-dessus, moyennant une somme à forfait de quarante-neuf mille francs (49,000^f), que la commune s'engage à rembourser à la compagnie dans un délai de trente ans à compter de l'achèvement du travail et de sa mise en service.

5. Cette somme de quarante-neuf mille francs (49,000^f) sera remboursée à la compagnie au moyen de trente annuités de deux mille neuf cent quatre-vingt-douze francs quarante-six centimes (2,992^f 46), comprenant, outre l'intérêt au taux de quatre francs cinquante centimes pour cent (4^f 50), la somme nécessaire pour l'amortissement du capital.

6. Cette annuité sera payable en deux semestres, les 5 juin et 5 décembre de chaque année, et pour la première fois le 5 juin ou le 5 décembre de l'année qui suivra la mise en service de la ligne de tramway. Dans ce cas, le premier versement ne comprendra que l'intérêt au taux de quatre francs cinquante centimes pour cent (4^f 50 p. 0/0) depuis la mise en service jusqu'au jour du paiement.

7. La commune aura toujours la faculté de se libérer par anticipation, à quelque époque que ce soit, de la somme qu'elle restera devoir en capital.

8. La compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine s'engage, tant qu'elle jouira de la concession actuelle de la ligne de Pantin à la place de la République, à exploiter la ligne qui fait l'objet de la présente convention.

Dans le cas où elle viendrait à cesser d'avoir l'exploitation de la ligne de Pantin, elle aura la faculté de résilier la présente convention, et, dans ce cas, la commune du Pré-Saint-Gervais aurait à lui rembourser les sommes restant dues sur les annuités. Ce remboursement aura lieu par annuité, comme il est dit à l'article 5 ci-dessus, à moins que la commune ne préfère user de l'article 7 et rembourser immédiatement le capital restant dû.

La compagnie s'engage en outre à faire l'exploitation au mieux de la commodité et de la sécurité du public. En conséquence, elle devra apporter dans la construction de ses voitures et de son matériel tous les perfectionnements actuels, notamment le chauffage des voitures pendant l'hiver; et si, dans la suite, il est reconnu nécessaire d'apporter de nouvelles modifications, la compagnie s'entendra avec la commune.

9. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens est fixé à soixante-six.

10. Dans le cas où le concessionnaire d'une autre ligne, que ce concessionnaire

soit ou non la compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine circuler des tramways sur la ligne qui fait l'objet des présentes conventions, en vertu de l'article 47 du décret du 6 août 1881, la somme de l'annuité due par la commune à la compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine, diminuée, si la commune le demande, de la somme due par cet autre concessionnaire pour emprunt des voies du tramway de la porte d'Allemagne à la commune de Pré-Saint-Gervais, la somme étant arrêtée conformément aux lois, décrets et règlements en vigueur.

11. Tous les frais de timbre et d'enregistrement auxquels pourront donner lieu aussi bien la présente convention et le cahier des charges précité, que les actes qui peuvent en être la conséquence, seront supportés par la commune de Pré-Saint-Gervais.

Fait double au Pré-Saint-Gervais et à Paris, le 24 février 1893.

Le maire du Pré-Saint-Gervais,

Signé : GUÉAUX.

Signé : DE GUÉAUX.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 8 mai 1894, folio 1.
Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : GOURAUX.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs, de tous bagages et éventuellement, sur autorisation du conseil général l'autoriserait, des messageries ou petits colis.

La traction aura lieu par chevaux; le conseil général pourra, le conseil municipal entendu, lui prescrire de substituer la traction mécanique à la traction par chevaux. Ce changement ne pourra être prescrit qu'à la suite d'une enquête.

Tracé.

2. La ligne ira de la route nationale n° 3 à la place de la mairie du Pré-Saint-Gervais et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Avenue du Centenaire, rues Béranger, Charles-Nodier et Franklin.
(chemin de grande communication n° 13).

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai d'un mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation trois mois après le commencement des travaux.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de quatre-vingt-quatre centimètres (1^{re} 44).

La largeur des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds latéraux, restera inférieure à la largeur de la voie.

ix centimètres (2^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails des de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).
 Les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords des rails, sera réglée de telle manière qu'entre les parties les plus saillantes des véhicules se croisant il reste un intervalle libre d'au moins cinquante centimètres (0^m 50).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne sera inférieur à quinze mètres (15^m).

Le maximum des déclivités est fixé à vingt-six millimètres (0^m 026) par mètre. Les courbes correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant qu'il sera possible.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux autorités du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Rétablissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

Le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés; les voies de fer seront au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront posés sur un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans la chaussée, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, et sera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou rétablie des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste d'un côté une largeur libre de chaussée de deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire. Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la limite de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

(Imprimé.)

Traverses des villes et villages.

Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée, entre deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement des trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui ont été employés dans lesdites chaussées.

Le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à

neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront mis à la disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier; ils seront pourvus sur toute la longueur de la voie d'un contre-rail qui pourra, soit être réuni au rail pour former une pièce unique, soit en être distinct. Dans tous les cas, la largeur du rail et du contre-rail ne sera pas treize centimètres (0^m 13) et la largeur du vide entre le rail et le contre-rail ne dépassera pas vingt-neuf millimètres (0^m 029), sauf dans les courbes, où elle atteindra trente-cinq millimètres (0^m 035). L'administration déterminera, pour le concessionnaire entendu, la forme et le mode d'attache des rails, dont le poids ne sera pas inférieur à quarante kilogrammes (40^k) au moins par mètre courant (poids du rail unique ou poids total du rail et du contre-rail).

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser les voyageurs sur tous les points du parcours, sauf dans les parties en courbe de plus de 100 mètres.

Les bureaux des stations à élever dans la zone de la servitude militaire établie de Paris se réduiront à des baraques mobiles et sans maçonnerie.

Le nombre et l'emplacement des gares et stations seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs.

Le service des petits colis ne se fera que dans les bureaux des gares, et dans les haltes désignées à cet effet.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. L'entretien des voies ferrées, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante mètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées dans les zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages situés dans les zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens, est fixé à cinquante.

15. (Supprimé.)

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent décret est fixée à cinquante ans.

des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin trente-cinq ans après cette date.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective des lignes ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit au 1^{er} janvier des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le remboursement auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, les quatre-vingt et le cinquante-neufième paragraphes de l'article 17, la reprise de ses objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

19 bis. La ligne de tramways qui fait l'objet de la présente concession a été prise sans indemnité à la première réquisition de l'autorité militaire pour les besoins de la défense venaient à l'exiger.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets de plans, n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit ailleurs, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera affectée.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 1881 ainsi que par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1880.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables en cas de déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MESSAGERIES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il sera tenu de faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète entre les diverses entreprises de transports dans leurs rapports avec le transport.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLIS

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les trains voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures fixes, les parts réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés d'un convoyeur aux postes. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur sera placé à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures la prise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à verser au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu réaliser, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser à la caisse du Trésor, chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera fixée d'après le chiffre de soixante-quinze francs (75^f) par kilomètre de voie contrôlée.

Le premier versement aura lieu exceptionnellement le premier mois qui suivra celui où aura été rendu le décret de concession; il s'appliquera, non plus à la totalité, mais seulement à la partie de celle où aura été rendu le décret qui aura à courir; la quotité de ce premier versement sera réduite en conséquence.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de mille francs (1,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1875, bons du Trésor, ou en obligations de la ville de Paris et du département de la Seine avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nées ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquièmes proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Paris.

Si où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Seine.

Contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine. Recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention seront supportés par le concessionnaire.

Reçu au nom du département de la Seine, conformément à la délibération du conseil général en date du 24 mars 1893.

Le 28 juin 1893.

Le Préfet de la Seine,

Signé : **POUBELLE.**

Approuvé au nom de la commune du Pré-Saint-Gervais, conformément aux délibérations du conseil municipal en date des 12 et 22 février et 16 avril 1893.

Le 28 février 1893.

Le Maire du Pré-Saint-Gervais,

Signé : **GUÉRIN.**

Approuvé au nom de la compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine, conformément à la délibération du conseil d'administration en date du 15 novembre 1892.

L'Administrateur de service,

Signé : **PIAT.**

Le Président du conseil d'administration,

Signé : **DE GUERLE.**

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 8 mai 1894, folio 74-2. Reçu de vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : *Gourmaux.*

142. — **DÉCRET** modifiant celui du 9 juin 1882, qui a autorisé l'établissement d'un Dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Romanèche-prins (Saône-et-Loire).

Du 18 Mai 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 mai 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1875⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

Vu le décret du 9 juin 1882 ⁽¹⁾, autorisant les concessionnaires de la commune de Romanèche-Thorins à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de ce nom et nom, l'article 13 dudit décret;

Vu l'avis du préfet de Saône-et-Loire;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures.

DECRET :

ART. 1^{er}. Les articles 4 et 5 du décret ci-dessus visé du 9 juin sont modifiés et complétés comme suit :

2. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres (0^m50) des terres débarrassées de pierres et sera gazonné. Ce talus, pente aussi raide que le permettra la nature du remblai, sera à un mètre (1^m) de distance du soubassement du bâtiment son sommet à un mètre (1^m) au moins au-dessus du niveau du de ce bâtiment, avec cette condition que, du côté du logement gardien dont il est question à l'article 4 ci-après, la hauteur de la levée dépassera d'un mètre (1^m) au moins la ligne droite tirée faite du dépôt au faite du logement. La levée devra, d'ailleurs, toute son étendue, conserver à son sommet une largeur minimum d'un mètre (1^m). Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

3. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur de maçonnerie de trois mètres (3^m) de hauteur au moins, placé à un mètre (1^m) du pied du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès, qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres (2^m) et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

4. Un logement de gardien, protégé contre une explosion par une levée en terre décrite à l'article 2 ci-dessus, sera établi à une vingtaine de mètres en avant de l'entrée de l'enceinte du dépôt.

5. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux auront été vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la remise en service du dépôt. Avis de cette remise en sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera, en outre, au point de vue technique, soumis tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

(1) Xⁿ série, Bull. 731, n° 12415.

6. Un gardien spécial sera installé en permanence dans le logement affecté à cet usage. Ce gardien sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque, et un chien de garde de forte taille sera, en outre, nuit et jour, enfermé dans l'enceinte du dépôt.

Le gardien du dépôt et le chef du service des mines seront mis en communication électrique entre eux et avec la brigade de gendarmerie de la circonscription par des fils dont la rupture déterminerait le fonctionnement d'avertisseurs à chacune de leurs extrémités.

Une consigne affichée dans son logement fixera au gardien les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

7. Le délai accordé aux permissionnaires, sous peine de déchéance, pour les installations complémentaires stipulées au présent décret, est fixé à trois mois à partir du jour de la notification dudit décret.

8. Les autres prescriptions du décret du 9 juin 1882 sont maintenues.

9. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : RAYNAL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : J. MARTY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : G^l MERCIER.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

N° 28143. — DÉCRET qui rejette le Recours pour abus formé par le Desservant de la Succursale de Saint-Thomas-de-Conac (Charente-Inférieure).

Du 29 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours formé par le sieur *Bernard*, desservant de Saint-Thomas-de-Conac (Charente-Inférieure); ledit recours enregistré au secrétariat général du Conseil d'État le 16 avril 1894, et tendant à faire déclarer qu'il y a abus dans l'arrêté du 1^{er} mai 1893, par lequel le maire de ladite commune a interdit de jouer de n'importe quel instrument de musique dans les rues et sur les places publiques sans autorisation;

Vu l'arrêté attaqué;
Vu l'avis du préfet, du 16 décembre 1893;
Vu la dépêche du ministre des cultes, en date du 14 avril 1894;
Vu l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX et les articles
de la loi du 18 germinal an X;

Considérant que le droit de police de l'administration a été expressément
réservé par l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX;

Considérant que le maire de Saint-Thomas-de-Conac, en vertu
d'un arrêté interdisant « de jouer de n'importe quel instrument de musique
dans les rues et sur les places publiques sans en avoir obtenu l'autorisation »,
n'a fait qu'user des pouvoirs de police que lui confèrent les articles
97 de la loi du 5 avril 1884;

Qu'il suit de là que ledit arrêté, légalement pris, n'a porté aucune
atteinte à l'exercice du culte catholique, tel qu'il a été autorisé en France
à la liberté que les lois et règlements garantissent aux ministres
du culte;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le recours formé par le desservant de la succursale
Saint-Thomas-de-Conac est rejeté.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et
des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé: E. SPULLER.

N° 28144. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice
un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à des
travaux topographiques en Tunisie.*

Du 12 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre,

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses
du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu les décrets rendus par Son Altesse le Bey de Tunis les 10 janvier
et 27 septembre 1888, et aux termes desquels son gouvernement s'engage
à fournir au gouvernement français :

1° Une subvention annuelle de trente mille francs pour la triangulation
du territoire de la Régence;

2° Une subvention annuelle de vingt mille francs (portée à trente mille francs
par la loi du 26 juillet 1893).

suivant la proposition faite par le résident général de France le 13 mars 1893, et acceptée par le ministre de la guerre, le 13 avril 1893, pour l'exécution d'une carte régulière dudit territoire.
des sommes versées au Trésor français par le gouvernement tunisien en exécution de ses engagements en ce qui concerne l'année 1893;
de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif de l'exercice 1840;
de la loi du 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;
du décret du ministre des finances, en date du 8 juin 1894;

Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre VI, *Géographique — Matériel*, de la première section du budget de 1894, un crédit de soixante-quatre mille francs (64,000^f) réparti comme suit :

Allocation du territoire de la Régence de Tunis.....	30,000 ^f
Fourniture d'une carte régulière du territoire de la Régence.....	34,000
TOTAL ÉGAL.....	64,000

Le crédit sera pourvu à ce crédit au moyen des versements effectués par le gouvernement tunisien, à titre de fonds de concours, par le gouvernement tunisien.

Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 12 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

15. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à divers travaux.

Du 12 Juin 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

La proposition du ministre de la guerre;

La loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Les conventions passées entre l'État et :

La ville de Romans, le 16 septembre 1889, pour l'installation d'un régiment d'infanterie dans la place,

2° La ville de Carcassonne, le 5 décembre 1893, pour les
d'égouts destinés à améliorer l'écoulement des eaux de to
nant de la caserne d'Iéna;

Vu l'état des sommes versées au Trésor par ces deux villes
desdites conventions;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement
budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 8 juin 1894

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en
titre xxxvii : *Casernements*, de la deuxième section du
l'exercice 1894, un crédit de cinquante et un mille deux
(51,200^f) qui sera affecté aux travaux ci-après :

Romans. — Installation d'un régiment d'infanterie.....	
Carcassonne. — Construction d'égouts destinés à améliorer l'écou- lement des eaux provenant de la caserne d'Iéna.....	

TOTAL ÉGAL.....

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes
Trésor, à titre de fonds de concours, par les villes ci-dessus

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés
en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret
inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Juin 1894.

Signé: CARNOT

Le Ministre des finances,
Signé: R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,
Signé: A. MÉRISSE.

N° 28146. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affectés aux Travaux.*

Du 12 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre,

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu la décision du ministre de la guerre, en date du 29 août 1894;

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

à la société d'encouragement pour l'amélioration du cheval demi-sang l'obligation de verser annuellement au Trésor une somme de deux cents francs pour concourir à l'entretien des routes du département de Vincennes;

Convention passée entre l'État et la ville de Maubeuge, le 8 août 1862, en vertu de laquelle cette ville s'engage à contribuer pour une somme de mille deux cents francs à la dépense annuelle de location du général commandant supérieur de la défense du groupe cor-de places fortes;

Convention passée entre l'État et la ville de Longwy, le 30 janvier 1862, en vertu de laquelle ladite ville s'engage à contribuer pour une somme de deux cents francs à la dépense annuelle de curage de la partie des fortifications de la place servant de champ de tir à la gar-

des sommes versées au Trésor par les parties ci-dessus désignées, conformément à leurs obligations;

Article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif au fond de concours : arrêté du ministre des finances, en date du 6 juin 1894;

Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre 10 du budget de l'exercice 1894, un crédit de mille francs (1,600'), qui sera affecté aux dépenses ci-après :

Entretien des routes du champ de manœuvres.....	200'
Location du logement du général commandant supérieur de la défense.....	1,200
Curage de la partie des fossés des fortifications servant de champ de tir à la garnison.....	200
TOTAL ÉGAL.....	1,600

Le crédit sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au titre de fonds de concours, par les parties susindiquées.

Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 12 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

* Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28147. — DÉCRET portant création d'une Médaille d'honneur pour les Agents inférieurs des Douanes.

Du 14 Juin 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 16 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Des médailles d'honneur en argent peuvent être décernées par le ministre des finances, sur la proposition du directeur général des douanes, aux préposés et matelots, sous-brigades, sous-patrons, brigadiers et patrons des douanes qui se sont distingués par de longs et irréprochables services ou par des actes exceptionnels de courage dans l'exercice de leurs fonctions.

2. Un arrêté ministériel déterminera les mesures de détail relatives à cette distinction.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28148. — DÉCRET portant Homologation du Bornage des Zones de servitudes des Batteries et Vigie de Berru-Fort de Nogent.

Du 14 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État.

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

ci-après, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des servitudes visés et approuvés par le ministre de la

terrie et vigie de Berru-Fort de Nogent :

des servitudes ;
procès-verbal du 17 décembre 1892.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

49. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique et concède à la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans les nouvelles Voies ferrées à établir sur les bords d'Aiguillon et de Saint-Louis, au port de Nantes.

Du 14 Juin 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 28 juin 1894.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics ;
l'avant-projet et la demande présentés par la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, en vue de la déclaration d'utilité publique de nouvelles voies ferrées à établir en prolongement de celles concédées à la même compagnie par décret du 9 avril 1891⁽¹⁾, sur les quais d'Aiguillon et de Saint-Louis, au port de Nantes (rive droite de la Loire), ensemble le plan annexé, en date du 21 février 1894 ;
le dossier de l'enquête ouverte sur cet avant-projet, dans la forme prescrite par le décret réglementaire du 18 mai 1881, et notamment l'avis de la commission d'enquête du 3 juin 1893 ;
la délibération du conseil municipal de Nantes, du 19 mai 1893 ;
la déclaration de la chambre de commerce de Nantes, du 9 mai 1893 ;
la délibération du conseil général de la Loire-Inférieure, du 15 avril 1893 ;
les adhésions directes de l'ingénieur en chef du service maritime, du chef des travaux hydrauliques de la marine à Lorient, de l'ingénieur en chef du contrôle de l'exploitation du réseau d'Orléans et du directeur du service des ponts et chaussées, en date des 17, 20, 25 avril et 4 mai 1893 ;
les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 8 décembre 1892 et 7 décembre 1893 ;
la convention passée, le 2 juin 1894, entre le ministre des travaux

publics, au nom de l'État, et la compagnie du chemin de fer de Nantes à Orléans, pour la concession des voies ferrées susindiquées;

Vu le cahier des charges annexé à ladite convention;

Vu la loi du 11 juin 1880 et le règlement d'administration publique du 6 août 1881⁽¹⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarées d'utilité publique les nouvelles voies ferrées à établir sur les quais d'Aiguillon et de Saint-Louis à Nantes (rive droite de la Loire), suivant les dispositions du plan susvisé du 21 février 1894.

2. Est approuvée la convention passée, le 2 juin 1894, entre le ministre des travaux publics, au nom de l'État, et la compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, pour la concession des voies ferrées dont il s'agit.

Cette convention, ainsi que le cahier des charges et le plan général ci-dessus visé, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin*.

Fait à Paris, le 14 Juin 1894.

Signé : CARVILLE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État et sous l'approbation de l'approbation des présentes par décret délibéré en conseil d'État,

D'une part,

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans*, ladite compagnie représentée par M. le président du conseil, élit domicile au siège de ladite société, à Paris, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration du 1^{er} juin 1894,

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des travaux publics concède, au nom de l'État, à la compagnie, qui accepte cette concession, les nouvelles voies ferrées à établir sur les quais d'Aiguillon et Saint-Louis du port de Nantes, pour transporter entre les rails du réseau et ces quais, à l'aide soit de locomotives, soit de chevaux, au gré de la compagnie concessionnaire, les marchandises en provenance ou en destination de ce réseau après ou avant leur transport sur le chemin de fer.

Cette concession est faite aux clauses et conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

(1) XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

2. Les travaux nécessaires à l'établissement des voies ferrées dont il s'agit ayant le caractère des travaux complémentaires que la compagnie de Paris à Orléans peut être autorisée à exécuter, en vertu de la convention du 28 juin 1883, approuvée par la loi du 20 novembre de la même année, les dépenses qui seront faites pour l'établissement des voies nouvelles et pour leur exploitation, ainsi que les recettes qui en proviendront, seront comprises dans les comptes de la compagnie, et l'imputation en sera faite conformément aux dispositions de ladite convention.

3. La présente convention sera enregistrée au droit fixe de trois francs.

Fait en double expédition, à Paris, le 2 juin 1894.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Le Président,

Signé : ALPH. DE COURCEL.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 22 juin 1894, folio 95-11.
Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : Gourmaux.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet du cahier des charges. — Tracé des voies ferrées.

ART. 1^{er}. Le présent cahier des charges a pour objet l'extension et l'exploitation des voies ferrées du quai de la rive droite de la Loire au port de Nantes, concédées à la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans et désignées ci-après, savoir :

1° Les voies à établir au bord des quais des Constructions et d'Aiguillon, faisant suite à celles déjà concédées à la compagnie d'Orléans par décret du 9 avril 1891 ;

2° Les voies à établir sur le quai Saint-Louis et leur raccordement avec les voies du quai d'Aiguillon et celles de la ligne de Nantes à Savenay.

Le tracé de l'ensemble des voies ci-dessus sera conforme aux indications des lignes à traits rouges qui sont tracées sur le plan ci-joint.

Ces voies seront affectées au service des marchandises; la traction y sera faite à l'aide de locomotives ou de chevaux.

La compagnie d'Orléans posera à ses frais les voies, changements de voie, plaques tournantes et accessoires des voies ferrées nouvelles comprises dans le présent article, ainsi que toutes les installations faisant partie de la superstructure.

Délai d'exécution.

2. Les nouvelles voies indiquées sur le plan en traits rouges pourront n'être établies que successivement, au fur et à mesure des besoins, dans la mesure reconnue nécessaire à la bonne exploitation du port par le ministre des travaux publics, d'accord avec la compagnie, ou, à défaut de cet accord, par un décret rendu en conseil d'État sur le rapport du ministre des travaux publics.

Les voies devront être posées et le service d'exploitation devra y être établi dans un délai maximum d'un an à partir de la notification de l'approbation des projets de détail.

Approbation des projets; modifications et additions de détail.

3. Les projets de tous les travaux à exécuter seront dressés par la compagnie, en double expédition, et soumis à l'approbation du ministre des travaux publics qui prescrira, s'il y a lieu, d'y introduire telles modifications que de droit; l'une de ces

expéditions sera remise à la compagnie avec le visa du ministre, l'entre les mains de l'administration.

En cours d'exécution et pendant toute la durée de la concession la compagnie aura la faculté de proposer des modifications ou additions aux dispositions de l'acte de concession. Ces modifications et additions ne pourront être effectuées qu'avec l'approbation de l'administration supérieure.

De son côté, l'administration pourra ordonner d'office, dans la disposition des voies ferrées, après avoir entendu la compagnie, les modifications de détail ou les changements à faire sur les voies publiques feraient connaître la nécessité.

En aucun cas, ces modifications ne pourront donner lieu à indemnité.

Établissement des voies ferrées.

4. Les voies ferrées seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal des quais et sans aucune altération de ce profil dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale. Il en sera de même pour les aiguilles, plaques tournantes et autres accessoires.

Des contre-rails devront être établis sur tous les points où ils seront nécessaires par l'administration.

Écoulement des eaux et communications.

5. La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer, à ses frais, les écoulements d'eau qui seraient arrêtés, suspendus ou modifiés par ses travaux.

Exécution des travaux.

6. La démolition des chaussées et des terre-pleins et l'ouverture des tranchées pour la pose et l'entretien des voies seront exécutées avec toute la célérité et les précautions convenables.

Qualité des matériaux.

7. Le déchet résultant de la démolition ou du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité qui sont employées dans lesdites chaussées et estacades.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées et estacades seront refaites à neuf et qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront mis à la libre disposition de la compagnie.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées, ainsi que les accessoires, devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Contrôle et surveillance des travaux.

8. Les travaux d'établissement seront exécutés sous le contrôle de l'État.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté de la circulation.

On devra observer pour l'éclairage et la garde des chantiers les règles de la voirie.

En cas de négligence, de retard ou de mauvaise exécution, il y sera pourvu aux frais de la compagnie, après mise en demeure par le préfet, sans préjudice des poursuites qui pourraient être dirigées contre la compagnie en contravention aux règlements de grande voirie et des dommages-intérêts qui pourraient être passibles envers les tiers.

Le montant des avances faites pour les travaux exécutés d'office sera remboursé par le préfet sur le moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

Reconnaissance et réception des travaux.

9. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de voie, le préfet

pour être livrées à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception des travaux par les ingénieurs chargés du contrôle; sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des voies dont il s'agit.

Après cette autorisation la compagnie pourra mettre en service lesdites parties de voie et y percevoir les prix ci-après désignés.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien des voies.

10. Les voies ferrées et leurs accessoires devront être entretenus constamment en bon état, de manière que la circulation soit toujours facile et sûre, tant pour les wagons circulant sur les rails que pour les voitures qui les franchissent et pour le public.

Cet entretien comprendra non seulement la surface comprise entre les rails de chaque voie ferrée, mais encore, à droite et à gauche, une largeur de cinquante centimètres (0^m50) bordant chaque rail.

Lorsque, pour la construction ou la réparation des voies ferrées, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique ou des parties d'estacades situées en dehors de la zone ci-dessus indiquée, il devra être pourvu à l'entretien de ces parties pendant six mois à dater de la réception provisoire des ouvrages exécutés.

Il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains, lorsqu'ils auront été modifiés du fait de la pose des voies.

Surveillance et règlements de police.

11. L'entretien et la réparation des voies ferrées et le service de l'exploitation seront soumis au contrôle et à la surveillance de l'administration.

Le service de l'entretien et de l'exploitation est d'ailleurs assujéti aux règlements généraux de police et de voirie intervenus ou à intervenir, et notamment à ceux qui seront rendus pour régler, la compagnie entendue, la circulation et le stationnement des wagons et des machines et les limites d'heures entre lesquelles cette circulation ne pourra avoir lieu.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

12. La concession des voies ferrées mentionnées à l'article 1^{er} du présent cahier des charges prendra fin, de plein droit, avec celle de l'ensemble des lignes concédées à la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, au terme légal assigné à cette dernière concession.

Elle expirera en même temps que cette concession si l'État use de la faculté de rachat qu'il s'est réservée par l'article 37 du cahier des charges qui la régit, complété par l'article 19 de la convention du 20 novembre 1883.

Droits de l'État à l'expiration de la concession.

13. A l'époque prévue par le premier alinéa de l'article précédent et par le seul fait de l'expiration de plein droit de la concession, l'État sera subrogé à tous les droits de la compagnie sur les voies ferrées et leurs dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de leurs produits.

La compagnie sera tenue de lui remettre en bon état les voies ferrées et les dépendances.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que ces voies doivent être maintenues en tout ou en partie.

Dans le cas où il déciderait, au contraire, qu'elles doivent être supprimées en tout ou en partie, les voies à supprimer seront enlevées et les lieux seront remis à l'état primitif par les soins et aux frais de la compagnie, sans qu'elle puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

14. A toute époque le Gouvernement aura la faculté de racheter la présente concession, conformément au paragraphe 3 de l'article 6 de la loi du 11 juin 1858. Dans ce cas, l'indemnité due à la compagnie sera liquidée comme il est dit au dernier alinéa dudit article 6.

Dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 12 ci-dessus, il n'y aura pas lieu à la fixation d'une indemnité spéciale.

Retrait de la concession.

15. A toute époque, le Gouvernement aura la faculté de supprimer une partie des voies ou d'en modifier le tracé, lorsque la nécessité en aura été reconnue après enquête. Dans ce cas le retrait de la concession sera opéré dans les formes prévues par la concession elle-même, et la compagnie sera indemnisée, comme en matière de rachat de la concession, suivant les dispositions de l'article 14 qui précède.

Déchéance.

16. Faute par la compagnie d'avoir entièrement pourvu à l'exécution et à l'entretien des travaux dans les délais fixés à l'article 2; faute aussi, par elle, de remplir diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, elle pourra être déchue de la concession.

Dans ce cas, les ouvrages seront démolis et les lieux remis dans leur état primitif par les soins et aux frais de la compagnie, si mieux n'aime le Gouvernement continuer les travaux déjà exécutés et en payer la valeur à la compagnie sur l'estimation qui en sera faite à dire d'expert.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables à la compagnie en cas de retard ou la cessation des travaux ou l'interruption de l'exploitation provenant d'un cas de force majeure dûment constaté ou de faits indépendants de la volonté de la compagnie.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU SERVICE DES MARCHANDISES

Transports.

17. Le transport des marchandises entre la gare de Nantes-Mauves et le port maritime, ainsi que leur manutention sur les voies du port, seront effectués aux conditions suivantes :

Pour le transport des marchandises en provenance de la voie de mer, reçues et expédiées par la gare de Nantes-Mauves, il sera perçu le prix kilométrique qui sera appliqué sur la ligne principale.

Pour le transport des marchandises, autres que celles désignées ci-dessus, il sera perçu cent huit millimes (0'108) par fraction indivisible de cent kilogrammes, quelle que soit la distance parcourue sur la section.

Le maximum du chargement est fixé à cinq cents kilogrammes (500^k) par wagon pour les marchandises de toute nature.

Manutention.

Les marchandises expédiées ou reçues par partie d'un poids égal ou supérieur à

chargement d'un wagon, soit quatre mille cinq cents kilogrammes (4,500^k), ne seront assujetties à aucun frais de manutention, mais leur chargement sur les wagons et leur déchargement des wagons devront être effectués par les soins, aux frais et sous la responsabilité de l'expéditeur et du destinataire.

Les frais de manutention des marchandises d'un poids inférieur à quatre mille cinq cents kilogrammes (4,500^k) sont fixés, en sus du prix de transport indiqué ci-dessus, à quinze centimes (0^e15) par fraction indivisible de cent kilogrammes (100^k).

17 bis. L'exploitation devra être assurée exclusivement par la compagnie d'Orléans sur les voies qui sont définies à l'article 1^{er} du présent cahier des charges et qui sont des voies de manœuvre et de manutention.

Le Gouvernement se réserve la faculté d'autoriser d'autres compagnies ou administrations de chemins de fer à se raccorder avec ces voies. Dans ce cas, l'ensemble des voies et installations établies sur les dépendances du port sera considéré comme une gare commune; l'usage de ces installations et la redevance à payer par les compagnies ou administrations étrangères seront réglées suivant les prescriptions de l'article 47 du décret du 6 août 1881.

Taxes exceptionnelles.

18. Les taxes indiquées à l'article 17 ci-dessus pourront être majorées dans la même proportion que les taxes des tarifs appliqués sur le chemin de fer lui-même, dans le cas où les conditions d'application de ces tarifs et les arrêtés ministériels réglant les tarifs exceptionnels édictent des majorations.

Modifications et homologation des tarifs.

19. Les propositions de la compagnie visant soit le relèvement, soit l'abaissement des tarifs, soit les conditions de l'application desdits prix, et en général toutes les propositions de la compagnie relatives aux tarifs concernant l'exploitation des voies ferrées faisant l'objet du présent cahier des charges, devront être soumises à l'homologation du ministre des travaux publics, dans les mêmes conditions que les tarifs de transport sur le chemin de fer de Paris à Orléans.

La perception des taxes devra être faite indistinctement et sans aucune faveur.

Délais.

20. Les délais de transport, tels qu'ils sont ou seront réglés pour le transport sur le chemin de fer de Paris à Orléans par les arrêtés intervenus ou à intervenir, soit par les conditions d'application des tarifs spéciaux en vigueur sur le chemin de fer, seront augmentés de quarante-huit heures pour toutes les marchandises en provenance ou à destination des voies ferrées faisant l'objet du présent cahier des charges.

Les wagons chargés de marchandises adressés aux voies de quai devront être déchargés par le destinataire dans les six heures qui suivront leur mise à disposition sur ces voies. Ce même délai est applicable aux wagons vides qui seront mis à la disposition des expéditeurs sur les voies de quai pour être chargés de marchandises.

Les intéressés devront être avisés dès la veille de l'heure à laquelle les wagons seront mis à leur disposition et le délai de six heures devra être compris dans les limites réglementaires d'ouverture et de fermeture des gares.

Tout wagon complet dont le chargement ou le déchargement n'aura pas été complètement opéré dans le délai indiqué au présent article pourra être ramené en gare. La compagnie ne sera responsable de son contenu que si ce wagon est, au moment de l'opération, scellé ou plombé par l'expéditeur ou le destinataire.

La compagnie ne sera tenue de transporter de nouveau sur les quais le wagon ainsi ramené en gare que sur la demande spéciale de l'expéditeur ou du destinataire et au plus tôt le surlendemain du jour où il aura été reconduit dans la gare, étant entendu qu'un nouveau point de stationnement pourra être désigné par la compagnie. Dans ce cas la compagnie n'aura droit à percevoir, à titre supplémentaire, qu'une seule taxe de transport pour la double opération de la rentrée en gare et de la remise à la disposition sur les voies des quais; cette perception étant calculée, quel que soit l'état du chargement ou du déchargement du wagon, sur un poids fixe de quatre mille kilogrammes (4,000^k). La compagnie aura droit, en outre, pour le temps pendant lequel, dans ces conditions, l'opération du chargement ou du déchargement d'un wa-

gon sera restée inachevée, aux frais de stationnement stipulés par le tarif des accessoires, ce temps étant calculé par journée de vingt-quatre heures et chaque journée entamée étant due en entier.

Cas d'encombrement.

21. En cas d'encombrement sur les voies faisant l'objet du présent cahier charges, les délais stipulés à l'article 20 peuvent être augmentés sur la demande de la compagnie et l'avis de l'ingénieur en chef du contrôle par un arrêté préfectoral affiché dans la ville de Nantes.

La constatation du poids des marchandises en provenance des voies ferrées aura lieu à la gare de Nantes-Mauves, à moins que l'expéditeur ne fournisse des moyens de pesage convenables sur le lieu de chargement.

Exécution des transports.

22. Au moyen des prix réglés ainsi qu'il a été dit ci-dessus, la compagnie aura l'obligation d'exécuter constamment avec soin, exactitude, célérité et au meilleur prix, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des marchandises et des voyageurs seront confiées. Elle sera tenue, à cet effet, de fournir le nombre de wagons, voitures ou de machines réclamé par les besoins du service en se conformant aux prescriptions de l'administration.

TITRE V.

CLAUSES DIVERSES.

Sujétions diverses.

23. Aucune indemnité ne pourra être réclamée par la compagnie pour les dommages ci-après :

Domages aux voies ferrées ou à leurs accessoires occasionnés par le matériel de la compagnie ;

État de la chaussée et influences pouvant en résulter pour l'entretien des voies ;
Ouverture de nouvelles voies de communication et établissement de nouvelles voies de transport en concurrence avec celui du concessionnaire ;

Trouble et interruption du service qui pourraient résulter soit des mesures de police, soit des travaux exécutés sur ou sous la voie publique, tant par l'administration que par les compagnies et les particuliers dûment autorisés ;

Enfin, toute circonstance résultant du libre usage de la voie publique.

Les indemnités qui seraient dues à des tiers pour tous dommages provenant de la construction ou de l'exploitation des voies ferrées et imputables à la négligence de la compagnie seront à sa charge.

Interruption des voies ferrées.

24. En cas d'interruption des voies ferrées par suite de travaux exécutés sur la voie publique ou sur le port, la compagnie pourra être tenue de rétablir momentanément les communications en déplaçant momentanément ses voies.

Assermentation des agents de la compagnie.

25. Les agents de la compagnie et les cantonniers qui seront chargés de la surveillance et de l'entretien des voies ferrées pourront être présentés à l'administration et assermentés ; ils auront, dans ce cas, qualité pour dresser procès-verbaux.

Prolongements et embranchements.

26. L'administration se réserve le droit d'autoriser, la compagnie ou les concessionnaires prolongements ou embranchements faisant suite aux voies de la ligne existante, sans que celle-ci puisse prétendre à aucune indemnité.

L'exploitation de ces prolongements ou embranchements sera à la charge de leur propriétaire et n'incombera pas à la compagnie, dont le service se bornera à transporter, dans les conditions prévues au présent cahier des charges, les marchandises en provenance ou à destination du chemin de fer jusqu'à ou depuis l'origine, sur les voies du port, de ces prolongements ou embranchements.

Elle percevra, en outre, pour la location, la fourniture et l'envoi de son matériel en circulation sur lesdits prolongements ou embranchements, douze centimes (0'12) par tonne pour le premier kilomètre et quatre centimes (0'04) pour tout autre kilomètre en sus du premier, avec un minimum de tonnage de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Les wagons devront être restitués à la compagnie à l'origine de l'embranchement avant six heures, le jour même où ils auront été livrés par elle, mais à la condition expresse qu'ils auront été mis à la disposition de l'intéressé avant huit heures du matin.

Passé ce délai il sera dû, par journée indivisible de vingt-quatre heures et par wagon non restitué, les droits de stationnement édictés par l'arrêté ministériel qui règle annuellement le tarif des frais accessoires sur les chemins de fer.

Il ne pourra circuler sur les voies ferrées faisant l'objet du présent cahier des charges, en dehors du matériel du chemin de fer de Paris à Orléans, que du matériel remplissant les conditions de construction et de bon état d'entretien de nature à en permettre la circulation dans les trains de la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

Dans le cas de difficultés pour l'exécution du présent article entre la compagnie et les propriétaires de prolongements ou d'embranchements, l'administration statuera sur ces difficultés.

Jugement des contestations.

27. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie et l'administration au sujet de l'exécution ou de l'interprétation du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

28. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges seront supportés par la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

Fait en double expédition à Paris, le 2 juin 1894.

Approuvé l'écriture :

Le Président,

Signé : ALPH. DE COURCEL.

Approuvé l'écriture :

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BANTHOU.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 22 juin 1894, folio 95-12.
Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : *Gourmaux*.

N° 28150. — DÉCRET instituant une Commission chargée de la Réforme de l'Assiette des Impôts.

Du 16 Juin 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 17 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est institué au ministère des finances, sous la présidence

du ministre, une commission extraparlamentaire chargée de céder à la classification et à l'étude des moyens de transformer diverses natures de revenus, en vue de la réforme de l'assiette des impôts.

2. Sont nommés membres de cette commission :

MM. *Boulanger*, sénateur, ancien ministre ;

Lelièvre, sénateur, ancien sous-secrétaire d'État ;

Trarieux, sénateur ;

Cochery, député ;

Delombre, député ;

Doumer, député ;

Terrier, député, ancien ministre ;

Marques de Braga, conseiller d'État ;

Hérault, président de chambre à la cour des comptes.

Boutin, conseiller d'État en service extraordinaire.

général des contributions directes ;

Liotard-Vogt, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre ;

Vuarnier, directeur du contrôle des administrations financières, de l'inspection générale et de l'ordonnancement ;

Delatour, directeur du mouvement général des fonds ;

De Foville, directeur de l'administration des monnaies et médailles ;

Courtin, inspecteur des finances ;

Yves Guyot, ancien ministre ;

Leroy-Beaulieu (Paul), membre de l'institut ;

Delaunay-Belleville, président de la chambre de commerce de Paris ;

Coste (Adolphe), ancien président de la société de statistique de Paris ;

Chailley-Bert, publiciste ;

Degouy, publiciste ;

Fernand Faure, professeur à la faculté de droit de Paris ;

Kergall, publiciste ;

Neymarck (Alfred), président de la société de statistique de Paris ;

Zolla (Daniel), professeur d'économie et de législation rurale à l'école de Grignon.

3. Sont nommés secrétaires :

MM. *Arnoux* et *Hennebique*, chefs de bureau à la direction générale des contributions directes ; *Besson*, sous-chef de bureau à la direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

4. La commission déposera son rapport avant le 1^{er} octobre 1904.

ministre des finances est chargé de l'exécution du présent qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Paris, le 16 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

1. — *DÉCRET qui reporte à l'Exercice 1894 un Crédit non employé en 1893 pour Dépenses de colonisation.*

Du 30 Juin 1894.

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des

lois de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des et des dépenses de l'exercice 1894;

le décret du 13 juillet 1893⁽¹⁾, ouvrant au budget du ministère de l'intérieur (exercice 1893, deuxième section, chapitre XII) un crédit provenant de versements faits au Trésor à titre de fonds concours (soultes de rachat de terres) et s'élevant à la somme. 2,517^f 52

les documents administratifs desquels il résulte que, sur ce crédit, les paiements effectués pendant le cours de l'exercice 1893 se sont élevés qu'à la somme de. 1,398 05

il reste un reliquat disponible de. 1,119 47

l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾ sur la comptabilité publique; l'avis du ministre des finances,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est reporté au budget de l'exercice 1894 du ministère de l'intérieur (Algérie), deuxième section, chapitre XII : *Dépenses de colonisation*, une somme de mille cent dix-neuf francs quarante-sept centimes (1,119^f 47) applicable aux dépenses d'achat de terre pour la colonisation.

Pareille somme de mille cent dix-neuf francs quarante-sept centimes (1,119^f 47) est annulée au chapitre XII : *Dépenses de colonisation*, du budget de l'exercice 1893, ministère de l'intérieur (Algérie), deuxième section.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen des ressources versées au Trésor à titre de fonds de concours.

Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et

du ministre, une commission extraparlamentaire
céder à la classification et à l'étude des mo-
diverses natures de revenus, en vue de la
impôts.

2. Sont nommés membres de cette

MM. *Boulanger*, sénateur, ancien
Lelièvre, sénateur, ancien
Trarieux, sénateur;
Cochery, député;
Delombre, député;
Doumer, député;
Terrier, député, a
Marques de Brage
Hérault, présid
Boutin, conse
général d
Liotard-Vo
directe
timb
.
Vuarn
de
De
D

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

ETIN DES LOIS
LIQUE FRANÇAISE.

36.

FRANÇAISE.

*...orise la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) à contracter
un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Janvier 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 23 janvier 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

Art. 1^{er}. La ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent p. o/o), une somme de six millions trois cent soixante-quinze francs (6,375,000^f), remboursable en vingt-huit ans à partir 1899 et destinée à la conversion d'un emprunt antérieurement contracté, en vertu d'une loi du 6 août 1881.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements. Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement,

pendant trente-trois ans à partir de 1894, vingt centimes (0'20) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à la somme de huit millions quarante-quatre mille francs environ (8,044,000), servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

L'imposition extraordinaire de vingt centimes additionnels établie par la loi du 6 août 1881 cessera d'être mise en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28153. — *Loi qui autorise la ville de Perpignan (Pyrénées-Orientales) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Janvier 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 23 janvier 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Perpignan (Pyrénées-Orientales) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. 0/0), une somme de deux millions sept cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent trente-neuf francs (2,794,939^{fr}), remboursable, savoir :

Un million sept cent soixante-cinq mille deux cent vingt et un francs en quarante-deux ans;

Quatre cent quatre-vingt-neuf mille quatre-vingt-huit francs en quarante-huit ans à partir de 1895;

Cinq cent quarante mille six cent trente francs en quarante-six ans à partir de 1897,

Ladite somme destinée tant à convertir trois emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 15 avril 1880, 13 août et 15 novembre 1884 qu'à pourvoir à diverses dépenses d'utilité communale énumérées dans une délibération municipale du 7 juin 1893, et ayant pour objet notamment la réfection des égouts, la construction d'établissements scolaires, l'élargissement de la porte Saint-Martin et la reconstruction du musée.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Pendant quinze ans à partir de 1894, vingt-six centimes (0'26) additionnels;

Pendant vingt-sept ans à partir de 1909, trente centimes vingt centièmes (30'20);

Pendant sept ans à partir de 1936, quatre centimes vingt centièmes (4'20).

Le produit de ces impositions, évalué en totalité à quatre millions cent soixante-deux mille francs environ (4,162,000^f), servira à rembourser les emprunts ci-dessus, concurremment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

Les impositions extraordinaires de dix centimes et de seize centimes additionnels établies par les lois des 15 avril 1880 et 15 novembre 1884 cesseront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Janvier 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28154. — *Loi qui autorise le département du Cher à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement (chemin de fer de Bourges à Dun-sur-Auron et à Laugère).*

Du 3 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à un taux

d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs pour cent (4 p. 00, une somme d'un million sept cent quatre-vingt mille francs (1,780,000), amortissable en soixante-trois ans à partir de 1894 et applicable au remboursement d'une partie du capital de premier établissement du chemin de fer d'intérêt local de Bourges à Dun-sur-Auron et de Dun-sur-Auron à Laugère, à effectuer conformément à la convention passée entre le département du Cher et la société générale des chemins de fer économiques et dont une expédition est annexée à la présente loi.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émission des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la société du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Cher est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant soixante-trois ans à partir de 1894, trois centimes cinquante-deux centièmes (3^e 52) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt d'un million sept cent quatre-vingt mille francs (1,780,000) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-treize, le neuf mars,

Entre les soussignés :

M. Léonce Bret, chevalier de la Légion d'honneur, préfet du département du Cher, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu de la délibération du conseil général en date du 27 avril 1892,

D'une part ;

Et M. Émile Level, officier de la Légion d'honneur, directeur de la société générale

des chemins de fer économiques dont le siège est à Paris, rue d'Antin, n° 7, agissant au nom et pour le compte de ladite société, conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 16 juin 1892 et du 17 février 1893,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département du Cher remboursera à la société générale des chemins de fer économiques, qui accepte, la partie du capital de premier établissement non convertie en obligations des lignes de Bourges à Dun-sur-Auron et de Dun à Laugère.

A cet effet, le capital de premier établissement de la ligne de Bourges à Dun est définitivement fixé à la somme de deux millions quatre-vingt-quatorze mille six cent quinze francs quatre-vingt-sept centimes (2,094,615⁸⁷) et celui de la ligne de Dun à Laugère l'est à la somme d'un million quatre cent mille vingt-trois francs cinquante centimes (1,400,023⁵⁰).

Les sommes ci-dessus comprennent les dépenses d'acquisition de terrains faites au 31 décembre 1892, savoir :

Pour Bourges à Dun.....	439,869 ⁸³
Pour Dun à Laugère.....	205,523 ⁵⁰

Le montant du capital converti en obligations s'élevant à la somme d'un million six cent quatre-vingt-dix-neuf mille soixante-deux francs (1,699,062⁸¹), la partie remboursable s'élève à un million sept cent quatre-vingt-quinze mille cinq cent soixante-dix-sept francs trente-sept centimes (1,795,577³⁷) pour les deux lignes, soit quatre cent soixante-seize mille treize francs quatre-vingt-cinq centimes (476,013⁸⁵) pour la ligne de Bourges à Dun et un million trois cent dix-neuf mille cinq cent soixante-trois francs cinquante-deux centimes (1,319,563⁵²) pour celle de Dun à Laugère.

D'après les chiffres arrêtés par l'inspection des finances, les dépenses réellement effectuées par la société, y compris les acquisitions de terrains ne se sont élevées, pour la ligne de Bourges à Dun, qu'à deux millions vingt-trois mille deux cent cinquante-trois centimes (2,023,252⁵³) au lieu de deux millions quatre-vingt-quatorze mille six cent quinze francs quatre-vingt-sept centimes (2,094,615⁸⁷), prix forfaitaire.

Or les obligations créées pour cette ligne montent à un million six cent quatre-vingt-dix-neuf mille soixante-deux francs (1,699,062⁸¹).

L'Etat n'autorisant l'émission d'obligations que pour les quatre cinquièmes au plus du capital réellement dépensé, c'est-à-dire seulement, dans l'espèce, pour un million six cent dix-huit mille six cent deux francs deux centimes (1,618,602⁰²), la société a, par conséquent, émis pour quatre-vingt mille quatre cent cinquante-neuf francs quatre-vingt-dix-huit centimes (80,459⁹⁸) d'obligations en trop pour la ligne de Bourges à Dun, de sorte que, pour établir le décompte exact du capital à rembourser pour cette ligne et pour celle de Dun à Laugère, il convient de retrancher du capital forfaitaire de la première les quatre cinquièmes du capital réellement dépensé et d'opérer la déduction, du capital de la ligne de Dun à Laugère, des quatre-vingt mille quatre cent cinquante-neuf francs quatre-vingt-dix-huit centimes (80,459⁹⁸) d'obligations émises en trop pour la ligne de Bourges à Dun qui doivent être attribuées à l'autre ligne.

Cette attribution des obligations donne alors les deux chiffres de quatre cent soixante-seize mille treize francs quatre-vingt-cinq centimes (477,013⁸⁵) et d'un million trois cent dix-neuf mille cinq cent soixante-trois francs cinquante-deux centimes (1,319,563⁵²) comme capital remboursable pour chaque ligne.

Il faut déduire du montant remboursable la fraction déjà amortie depuis le 1^{er} octobre 1888 jusqu'au 31 janvier 1894 sur le capital de quatre cent soixante-seize mille treize francs quatre-vingt-cinq centimes (476,013⁸⁵) relatif à la ligne de Bourges à Dun et, depuis le 1^{er} mars 1892 jusqu'au 31 janvier 1894, sur le capital d'un million trois cent dix-neuf mille cinq cent soixante-trois francs cinquante-deux centimes (1,319,563⁵²) relatif à la ligne de Dun à Laugère.

En conséquence, la somme à rembourser à la société générale des chemins de fer économiques est fixée à un million sept cent quatre-vingt-trois mille cinquante-huit francs cinquante-deux centimes (1,783,058⁵²), et le remboursement aura lieu le 31 janvier 1894.

2. L'ensemble des capitaux de premier établissement pour les deux lignes est de 3,494,639 fr. 37, le département du Cher se charge de solder les reliquats à payer pour achats de terrains des lignes et frais accessoires de la section de Dun à Laugère et rembourse à la société générale des chemins de fer économiques, sur compte séparé à établir ultérieurement, les dépenses imputables aux comptes d'acquisitions de terrains qui auront été effectuées par elle à dater du 1^{er} janvier 1893.

3. La société générale des chemins de fer économiques s'engage à affecter le matériel roulant et le matériel des gares au service de la ligne de Bourges à Laugère, l'entretenir dans un état tel que sa valeur représente toujours six mille francs par kilomètre.

4. La présente convention n'introduit aucune modification dans les conventions du 27 juin 1885 et du 28 janvier 1890.

Toutefois, il demeure entendu :

1^o Que l'insuffisance à couvrir par le département au regard de la société, au qui concerne le capital de premier établissement, ne sera plus calculé à l'avance sur une somme d'un million six cent quatre-vingt-dix-neuf mille soixante-deux francs (1,699,062^{fr}) représentant la fraction non remboursée dudit capital;

2^o Que lorsque les recettes des deux lignes seront supérieures, d'une part, à l'intérêt de la somme ci-dessus visée d'un million six cent quatre-vingt-dix-neuf mille soixante-deux francs (1,699,062^{fr}), tel qu'il est stipulé à l'article 4 de la convention du 27 juin 1885, et, d'autre part, aux frais d'exploitation spécifiés au même article et à l'article 6 de la convention du 28 janvier 1890, la société versera le surplus au département qui sera affecté à l'intérêt et à l'amortissement de l'emprunt qu'il devra contracter pour le remboursement prévu à la présente convention;

3^o Que lorsque les recettes des deux lignes seront supérieures :

(a) Aux frais d'exploitation désignés ci-dessus;

(b) A l'intérêt à cinq pour cent (5 p. o/o) de la somme d'un million six cent quatre-vingt-dix-neuf mille soixante-deux francs (1,699,062^{fr}) stipulé dans les conventions antérieures;

(c) Aux charges d'intérêt et d'amortissement de l'emprunt départemental à rembourser,

L'article 15 de la loi du 21 juin 1880 recevra son application.

Fait double, à Bourges, les jour, mois et an que dessus.

Le Directeur,
Signé : Laval.

Le Préfet,
Signé : Bess.

N° 28155. — *Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 21 Février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Ille-et-Vilaine est autorisé, en

formément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1894, quatre centimes (0'04) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : RAYNAL.

N° 28156. — *Loi qui autorise le département de la Vendée à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 21 février 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Vendée est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs dix centimes pour cent (4'10 p. 0/0), une somme de cent trente-sept mille francs (137,000'), remboursable en dix ans et applicable aux travaux d'agrandissement de l'asile public d'aliénés de la Roche-sur-Yon.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Vendée est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans à partir de 1895, soixante-trois centièmes de centime (0'63) additionnels au principal des quatre

contributions directes, dont le produit sera affecté, concurremment avec un prélèvement éventuel sur les bonis de l'asile, au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent trente-sept mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Février 1894.

Signé : CARYOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28157. — *Loi qui autorise la ville d'Arcachon (Gironde) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 28 Février 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Arcachon (Gironde) est autorisée à emprunter à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. 00), une somme de cinq cent cinquante-six mille vingt-huit francs (556,028^{fr}) remboursable, savoir :

Vingt-trois mille sept cent quatre francs en dix-neuf ans et cinq cent trente-deux mille trois cent vingt-quatre francs en vingt-neuf ans, lesdites sommes destinées tant à convertir un emprunt antérieurement contracté en vertu de la loi du 23 novembre 1886 qu'à pourvoir aux frais de construction d'un dépositaire des morts au cimetière, et aux travaux d'assainissement de l'allée des Dunes et du cours Desbief.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant vingt-neuf ans à partir de 1894, trente-trois centimes soixante-dix-sept centièmes (33^e 77) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de neuf cent quatre mille francs environ (904,000^f), pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

L'imposition extraordinaire de trente-trois centimes soixante-dix-sept centièmes établie par la loi du 23 novembre 1886 cessera d'être mise en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28158. — *Loi qui autorise le département de la Drôme à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 17 Mars 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 18 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Drôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs pour cent (4^e p. 0/0), une somme de quatre-vingt-quatre mille sept cents francs (84,700^f), remboursable en six années à partir de 1894 et applicable au paiement des dépenses mises à sa charge par les conventions des 10 août 1891 et 10 avril 1893 annexées aux décrets des 17 août 1891 et 18 avril 1893, autorisant l'établissement de deux réseaux de tramways dans le département.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de

gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Drôme est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans à partir de 1895, dans la limite d'un maximum de huit centimes (8^e), le nombre de centimes additionnels au principal des quatre contributions directes nécessaires pour faire face au paiement des dépenses mises à sa charge par les conventions des 10 août 1891 et 10 avril 1893, annexés aux lois des 17 août 1891 et 18 avril 1893, autorisant l'établissement de réseaux de tramways dans ledit département.

Cette imposition, dont le produit sera exclusivement affecté au paiement des dépenses qu'au service de l'emprunt de quatre cent quatre mille sept cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires. Le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

3. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-quatre mille sept cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés en 1894, sur les ressources ordinaires du budget départemental et, pour les années ultérieures, sur le produit de l'imposition extraordinaire dont le maximum est fixé par l'article 2 ci-dessus.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28159. — *Loi qui autorise la ville de Riom (Puy-de-Dôme) à contracter un Emprunt.*

De 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont il suit :

ART. 1^{er}. La ville de Riom (Puy-de-Dôme) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs cent (4^e p. o/o), une somme de deux cent soixante-douze mille

cents francs (272,500') remboursable en quatorze ans et destinée à convertir un emprunt antérieurement contracté en vertu d'un décret du 5 février 1878.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à affecter au remboursement de l'emprunt, concurremment avec un prélèvement sur ses revenus ordinaires, le produit d'une imposition extraordinaire de seize centime (0' 16) additionnels, établie par décret du 5 février 1878.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28160. — *Loi qui autorise l'emploi d'une Somme sur l'Emprunt à contracter par la Ville de Paris.*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Paris (Seine) est autorisée à faire emploi de la somme de soixante-dix millions de francs (70,000,000') affectée aux travaux de voirie sur l'emprunt de deux cent millions approuvé par la loi du 22 juillet 1892.

Cette somme servira à l'exécution des opérations énumérées dans une délibération municipale du 17 mars 1893.

Toutefois celles desdites opérations qui nécessiteraient le recours à l'expropriation ne pourront être entreprises qu'après avoir été déclarées d'utilité publique dans les formes légales.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARYOT

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RATNAL.

N° 28161. — *Loi qui autorise le département de la Vendée à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Vendée est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs dix centimes pour cent (4^{fr} 10 p. 0/0), une somme de cent soixante-dix-huit mille cinq cents francs (178,500^{fr}), remboursable en trente ans et affectable aux travaux de reconstruction et d'agrandissement de la préfecture de la Roche-sur-Yon.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traites à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Vendée est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, quatre dixièmes de centime (0^{fr} 4) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent soixante-dix-huit mille cinq cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28162. — *Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Mars 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 23 mars 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Somme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant huit ans à partir de 1895, quatre centimes cinquante centièmes (4^e 50) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux de grosses réparations des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28163. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un Crédit extraordinaire pour Indemnités et Secours aux Victimes des explosions des 12 et 20 février 1894.*

Du 3 Avril 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 4 avril 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exer-

cice 1894, un crédit extraordinaire de dix-sept mille cinq cent quatre-vingt-dix francs (17,590^f) pour indemnités aux propriétaires ou locataires des immeubles sis à Paris, rue Saint-Lazare, n° 108 (bâtiment Terminus), rue Saint-Jacques, n° 69, et rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 47, et pour secours aux victimes des explosions des 12 et 20 février 1894.

Ce crédit sera inscrit à un chapitre nouveau portant le n° LXXVI intitulé : *Indemnités et secours accordés à l'occasion des explosions des 12 et 20 février 1894.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : RAYNAL.

N° 28164. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit destiné à des Travaux d'amélioration à l'Établissement thermal de Vichy les-Bains.*

Du 3 Avril 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 4 avril 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont le texte est le suivant :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, en augmentation des crédits accordés par la loi du 26 juillet 1893, au chapitre XLVIII, 1^{re} section : *Matériel de l'établissement thermal de Vichy*, un crédit supplémentaire de dix mille cinq cents francs (10,500^f).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : RAYNAL.

N° 28165. — *Loi qui autorise le département d'Ile-et-Vilaine à contracter un Emprunt.*

Du 12 Mai 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 mai 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département d'Ile-et-Vilaine est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs pour cent (4 p. o/o) une somme de six cent cinquante mille francs (650,000^f) remboursable en cinquante ans, à partir de 1894, et applicable aux dépenses d'installation de l'école nationale d'agriculture de Rennes dans la ferme de la Croix-Guineheux.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traites à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de six cent cinquante mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

3. Est approuvé l'engagement pris par la ville de Rennes (Ile-et-Vilaine), aux termes d'une délibération en date du 4 décembre 1893, de payer au département, pendant cinquante ans, une subvention annuelle de deux mille quatre cents francs pour concourir au remboursement de l'emprunt ci-dessus.

Il sera pourvu à cette dépense à l'aide d'un prélèvement sur les revenus ordinaires.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28166. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Mai 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 mai 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs cinquante pour cent (4^{fr} 50 p. o/o), une somme de quatre-vingt mille francs (80,000^{fr}), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir, avec d'autres ressources, à la construction de divers chemins vicinaux.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trente ans à partir de 1894, un centime trente-six cent (1^{re} 36) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à quatre-vingt dix mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt, conjointement avec un prélèvement sur les revenus ordinaires.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28167. — *Loi qui établit d'office sur la commune de Castelmary (Aude) une Imposition extraordinaire.*

Du 12 Mai 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 mai 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi, en 1894, d'office sur la commune de Castelmarty (Aveyron), une imposition extraordinaire de quarante-sept centimes trente centièmes (47° 30) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu pour une somme de mille deux cent vingt-trois francs soixante-treize centimes environ, servira à couvrir le déficit des budgets de 1893 et de 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28168. — *Loi qui autorise la ville de Castres (Tarn) à changer l'affectation de Fonds d'emprunt.*

Du 18 Mai 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 19 mai 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Castres (Tarn) est autorisée à imputer, sur le reliquat de l'emprunt de deux cent vingt mille francs approuvé par une loi du 8 avril 1882, les frais d'installation d'une école primaire supérieure professionnelle, lesdits frais évalués à la somme de douze mille francs (12,000').

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28169. — *Loi qui autorise la ville de Bourges (Cher) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 26 Mai 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 mai 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

XII^e Série.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont le texte suit :

ART. 1^{er}. La ville de Bourges (Cher) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. 100), une somme de cinq millions deux cent mille francs (5,200,000), remboursable en vingt-quatre ans et destinée tant à convertir six emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 9 août 1879, 18 juin 1883, 14 janvier 1885, 26 mars 1887, 3 mars 1888 et 27 mai 1889, qu'à couvrir le déficit du budget additionnel de 1893 et à pourvoir à diverses dettes et dépenses communales énumérées dans une délibération municipale du 11 novembre 1893 et ayant pour objet notamment le paiement d'une acquisition réalisée en vue de l'élargissement de la rue du Commerce, l'amélioration du service des eaux et la reconstruction des murs du cimetière Saint-Laurent.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, et directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit national de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passeront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant vingt-quatre ans à partir de 1894, trente-trois cent quatre-vingts centièmes (33^e 80) additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à deux millions sept cent trente-quatre mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec une subvention de l'État et le produit de taxes additionnelles d'octroi.

Les impositions extraordinaires de vingt centimes, deux cent soixante centièmes et dix centimes additionnels établies par les lois des 9 août 1879, 18 juin 1883 et 27 mai 1889 cesseront d'être perçues.

Celle de trois centimes cinquante-cinq centièmes approuvée par la loi du 14 janvier 1885 sera réduite à deux centimes trente-cinq centièmes additionnels.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : RAYNAL.

N° 28170. — *Loi qui autorise la ville de Sedan (Ardennes)
à contracter un Emprunt.*

Du 15 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 16 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Sedan (Ardennes) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4¹ 10 p. o/o), une somme de cent mille francs (100,000^f), remboursable en trente ans au moyen d'une subvention de l'Etat, et destinée à pourvoir aux frais de construction d'un collège de jeunes filles.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY

N° 28171. — *Loi qui établit d'office une Imposition extraordinaire
sur la commune de Doissac (Dordogne).*

Du 15 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 16 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera imposé d'office sur la commune de Doissac

(Dordogne), par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

En 1894, quarante centimes (0^e 40);

Et en 1895, vingt-deux centimes vingt et un centièmes (22 1/10).

Le produit de ces impositions, prévu en totalité pour une somme de mille six cent soixante-trois francs (1,663^f) environ, servira au paiement des dépenses obligatoires inscrites au budget de 1894 et notamment des sommes restant dues à la caisse des dépôts et consignations sur un emprunt précédemment contracté en vertu d'un arrêté préfectoral du 24 janvier 1879.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 15 Juin 1894.

Signé : CARROT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28172. — *Loi qui autorise la ville de Flers (Orne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 18 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. La ville de Flers (Orne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4^f 10 p. 100), une somme de sept cent trente et un mille neuf cent six francs (731,906^f), remboursable, savoir : quatre-vingt-neuf mille neuf cent six francs (91,906^f) en vingt-quatre ans et six cent quatre-vingt mille francs (640,000^f) en quarante ans, ladite somme destinée à convertir deux emprunts antérieurement contractés en vertu d'un décret du 9 août 1881 et d'une loi du 29 juillet 1887, qu'à pour objet le paiement de diverses dettes et dépenses prévues dans une délibération municipale du 15 février 1894 et ayant pour objet, notamment la construction d'aqueducs et de trottoirs, l'agrandissement du cimetière et le paiement du prix de terrains cédés à la voie publique.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement.

ment, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Pendant vingt-quatre ans à partir de 1895, vingt-huit centimes trente centièmes (28° 30);

Pendant seize ans à partir de 1918, vingt-cinq centimes (0° 25) additionnels.

Le produit de ces impositions, évalué en totalité à un million quatre cent quinze mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec une subvention de l'État,

Les impositions extraordinaires établies par le décret précité du 9 août 1881 cesseront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28173. — *Loi qui autorise la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 18 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Rochefort (Charente-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4^e p. o/o), une somme de deux cent mille francs (200,000^e), remboursable en trente-cinq ans et destinée au paiement d'une subvention promise à l'État pour les travaux d'approfondissement de la Charente.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence,

soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente-cinq ans à partir de 1895, trois centimes soixante-sept centièmes (3^e 77) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, évalué à trois cent soixante-quinze mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28174. — *Loi qui autorise la ville de Vannes (Morbihan) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 18 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Vannes (Morbihan) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4^e 10 p. o/o), une somme de cinq cent cinquante mille francs (550,000^e), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir à diverses dépenses énumérées dans une délibération municipale du 16 mai 1893, et ayant pour objet notamment l'amélioration du service des eaux, l'agrandissement de l'abattoir et l'achèvement du collège.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consigna-

tions, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, six centimes (0^e 06) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à deux cent quatre-vingt-douze mille francs environ (292,000^e), servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec une subvention de l'État, avec le produit de nouvelles taxes d'octroi et un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juin 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28176. — Loi qui détruit la section du Pradet de la commune de la Garde (canton est de Toulon, arrondissement de Toulon, département du Var) et l'érige en communes distinctes.

Du 18 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire de la Garde (canton est de Toulon, département du Var) est divisé en deux communes, dont les chefs-lieux sont fixés aux villages de la Garde et du Pradet, et qui en porteront respectivement les noms.

La limite entre ces deux communes est déterminée conformément aux teintes rose et jaune figurées au plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution, sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent respectivement exister.

3. Les autres conditions de la séparation sont réglées comme suit :

1° Les biens indivis immobiliers de la commune de la Garde,

consistant en bois et terres d'une contenance de cent quatre-vingt-douze hectares (192^h) environ, devront, si la demande *en est faite*, soit par la Garde, soit par le Pradet, être partagés entre ces deux communes, à raison du nombre de feux existant dans chacune d'elles. A défaut de partage desdits biens, leurs produits, s'il en existe, seront répartis entre lesdites communes, d'après les mêmes bases ;

2° Il en sera de même des fonds pouvant exister dans la caisse de la Garde, à la date de la promulgation de la présente loi, et qui ne seraient grevés d'aucune affectation spéciale ;

3° La commune du Pradet sera seule chargée du remboursement du reliquat de l'emprunt de onze mille francs (11,000^f) contracté en vertu d'un arrêté préfectoral du 12 décembre 1888, pour l'agrandissement de son cimetière.

La même commune contribuera au remboursement des sommes restant dues sur les emprunts de quinze mille francs (15,000^f), quarante-cinq mille neuf cents francs (45,900^f) et trente mille francs (30,000^f) précédemment contractés en vertu des décrets et arrêtés des 18 octobre 1882, 9 février 1883 et 14 mai 1887, dans la proportion des sommes de cinq mille quarante et un francs (5,041^f) sur quinze mille francs (15,000^f), quinze mille sept cent soixante-trois francs (15,763^f) sur quarante-cinq mille neuf cents francs (45,900^f) et dix mille quatre-vingt-trois francs (10,083^f) sur trente mille francs (30,000^f), représentant les dépenses faites, au moyen desdits emprunts, dans son intérêt exclusif.

Ladite commune contribuera, en outre, proportionnellement au principal de ses quatre contributions directes, au remboursement de l'emprunt de douze mille huit cents francs (12,800^f) antérieurement contracté auprès de la caisse des chemins vicinaux en vertu d'un arrêté préfectoral du 17 décembre 1868, et d'une somme de neuf mille cent sept francs (9,107^f) dans l'emprunt de treize mille trois cent quarante-sept francs (13,347^f) réalisé en vertu d'un arrêté du 28 avril 1892.

Le surplus du passif communal restera à la charge de la commune de la Garde ;

4° Les biens appartenant aux indigents de l'ancienne commune de la Garde seront partagés entre ladite commune et celle du Pradet, proportionnellement à leur population municipale, sous réserve des droits que la population de l'une ou l'autre commune ou une partie de cette population tiendrait privativement d'actes de fondation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DU PUY.

N° 28176. — *Loi qui impose d'office plusieurs Communes de la Haute-Vienne*

Du 18 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office, en 1894, sur les trois communes du département de la Haute-Vienne comprises dans le tableau ci-dessous, en vue de pourvoir aux dépenses obligatoires de leurs budgets, des impositions extraordinaires additionnelles au principal de leurs quatre contributions directes, jusqu'à concurrence des quotités de centimes indiquées audit tableau.

NOMS DES COMMUNES.	QUOTITÉ de centimes à imposer.	PRODUIT de l'imposition.
	centimes.	fr. c.
Saint-Bazile.....	10 50	168 84
Saint-Gilles-les-Forêts.....	17 00	119 63
Surdoix.....	18 25	133 84

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28177. — *Loi qui autorise le département d'Oran à contracter un Emprunt.*

Du 23 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Oran est autorisé, conformément

à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs pour cent (4 p. 0/0) amortissement non compris, une somme de cinq cent quinze mille deux cent soixante-seize francs soixante et un centimes (515.276⁶¹) remboursable en vingt-cinq ans et destinée exclusivement à la conversion et au remboursement de deux emprunts de cent quatre-vingt mille francs (180,000⁰) et de cinq cent mille francs (500,000⁰) autorisés par les lois des 6 janvier 1886 et 26 avril 1887.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de tout autre établissement financier.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28178. — *Loi qui autorise la ville de Bône (Algérie) à contracter trois Emprunts et à s'imposer extraordinairement.*

Du 23 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte est le suivant :

ART. 1^{er}. La ville de Bône (Algérie) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne dépassera pas quatre francs dix centimes pour cent (4¹⁰ p. 0/0), amortissement non compris :

1° Une somme d'un million cinq cent cinquante et un mille (1,551,000⁰), amortissable en quarante-huit ans et destinée au remboursement du capital restant dû sur l'emprunt d'un million trois cent quatre-vingt mille francs (1,380,000⁰), contracté en 1887 auprès du Crédit foncier de France, qu'au paiement des dettes inscrites dans la délibération du conseil municipal de Bône, en date du 7 août 1893;

Une somme d'un million sept cent vingt-quatre mille cent quatre-vingt-cinq francs quarante-cinq centimes (1,724,145' 45'), amortissable en trente-six ans à partir du 31 juillet 1894 et destinée à rembourser le capital d'égalité somme qui restera dû à cette date sur un emprunt de deux millions cinq cent mille francs (2,500,000') émis en 1880 par le Crédit foncier de France;

Une somme d'un million de francs (1,000,000'), amortissable en cinquante ans à partir de la même époque et destinée à faire face à l'exécution des travaux d'adduction et de distribution d'eau.

Ces emprunts pourront être réalisés soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse nationale de retraites, du Crédit foncier de France ou d'Algérie, ou de tout autre établissement de crédit.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer sont préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La ville de Bône est autorisée à s'imposer extraordinairement:

Pendant quarante-huit ans à partir de 1895, dix-sept centimes additionnels au principal de l'impôt foncier sur la propriété; ladite imposition, productive d'une somme de vingt-deux mille cent soixante et un francs cinquante-six centimes (22,061' 56'), destinée à faire face, concurremment avec les ressources générales du budget, au service des intérêts et de l'amortissement d'un emprunt d'un million cinq cent cinquante et un mille francs (1,500,000');

Pendant trente-six ans à partir de 1895, au lieu et place de la contribution spéciale établie par décret du 4 décembre 1876, treize centimes (0' 13) additionnels au principal de la contribution foncière sur la propriété bâtie et une contribution de trois mille vingt-neuf francs cinquante et un centimes (3,029' 51) sur le revenu net de la propriété non bâtie; ladite imposition est destinée à faire face, concurremment avec les ressources générales du budget, au service des intérêts et de l'amortissement des emprunts d'un million sept cent vingt-quatre mille cent quatre-vingt-cinq francs quarante-cinq centimes (1,724,145' 45) et d'un million (1,000,000').

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPY.

N° 28179. — *Loi qui autorise la ville d'Oran (Algérie) à contracter un Emprunt.*

Du 23 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Oran (Algérie) est autorisée à emprunter, au taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs dix centimes pour cent (4^f 10 p. 0/0), amortissement non compris, une somme de neuf millions sept cent dix-sept mille huit cent dix-neuf francs quatre-vingt-cinq centimes (9,717,819^f 85), remboursable en cinquante ans et destinée :

1° A rembourser les capitaux restant dus au 1^{er} janvier 1894 des emprunts antérieurs, contractés en 1881 et 1889 au Crédit foncier de France; en 1886, à la maison *Maurice Bernard*, de Bruxelles; en 1887 et 1889, au Crédit algérien, lesdits emprunts s'élevant à la somme de huit millions quatre cent soixante-deux mille cinq cent vingt francs quatre-vingt-dix-huit centimes (8,462,527^f 98);

2° A régler le déficit des budgets ordinaire et extraordinaire de 1893, soit cent deux mille deux cent quarante francs vingt-cinq centimes (102,240^f 24);

3° A éteindre les dettes diverses de la ville et à payer les dépenses qui pourraient être mises à sa charge à la suite des instances élevées au sujet de la construction de l'hôtel de ville, de la petite école de la lycée et de la conduite des eaux de Brédéah. — Mémoire;

4° Enfin, à entreprendre, jusqu'à concurrence de la somme restant libre, les travaux d'assainissement et notamment les égouts des quartiers dits de Saint-Antoine, du village Nègre, de Saint-Michel de Saint-Pierre et de Karguentah.

2. Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement auprès du Crédit foncier de France, de la Caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de tout autre établissement financier.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

3. Les impositions extraordinaires précédemment autorisées pour le service des emprunts convertis seront prorogées, en tant qu'il y aura besoin, pour la durée du nouvel emprunt.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juin 1894.

Signé: CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé: CH. DUPUY.

N° 28180. — *DÉCRET qui prolonge la durée de la Concession de la Compagnie du Touage de la Basse-Seine et de l'Oise et modifie le Tarif des droits à percevoir par ladite Compagnie.*

Du 19 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 6 avril 1854⁽¹⁾, qui autorise l'établissement d'un service de touage sur chaîne noyée dans la Seine et dans l'Oise, pour le remorquage des bateaux qui naviguent entre les écluses de la Monnaie et de Pontoise;

Vu le cahier des charges annexé à ce décret;

Vu le décret du 14 juillet 1855, qui autorise la société anonyme constituée en vue de l'exploitation de ladite permission;

Vu le décret du 8 mai 1860⁽²⁾, qui modifie l'article 3 du cahier des charges annexé au décret du 6 avril 1854 et porte à cinquante ans la durée de la permission accordée par ledit décret;

Vu les demandes présentées par la compagnie du touage de la Basse-Seine et de l'Oise, à l'effet d'obtenir :

1° La modification des articles 15 et 17 du cahier des charges;

2° Une prolongation de la durée de la permission;

Vu les pièces des enquêtes ouvertes dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise;

Vu les avis des chambres de commerce de Saint-Quentin, Paris, Valenciennes, Lille, Douai, Cambrai, Beauvais, en date respectivement des 10, 18, 23, 26 et 28 octobre 1893;

Vu les avis des commissions d'enquête de Seine-et-Oise et du département de la Seine, en date des 18 et 27 décembre 1893;

Vu l'avis du préfet de Seine-et-Oise, en date du 12 janvier 1894;

Vu l'avis du préfet de police, du 3 février 1894;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 16 avril 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 1, 3, 15 et 17 du cahier des charges annexé au décret du 6 avril 1854 ci-dessus visé sont modifiés comme il suit :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 162, n° 1355.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 799, n° 7679.

Art. 1^{er}. Le service de touage sur chaînes noyées, autorisé au profit de la compagnie, s'étend entre l'écluse de la Monnaie, à Paris, et l'embouchure de l'Oise, à Gailly-Sainte-Honorine.

Art. 3. La permission prendra fin le 6 avril 1931. Toutefois le terme de la permission serait fixé au 6 avril 1906, dans le cas où la compagnie manquerait à l'engagement qu'elle a pris de mettre en service, dans un délai maximum de trois ans à partir du 1^{er} juillet 1893, trois nouveaux toueurs perfectionnés, de cost cinquante chevaux chacun, en sus de celui qui a été mis en service en 1893, et de faire fonctionner régulièrement les quatre toueurs pendant toute la durée de la permission, sans préjudice du matériel complémentaire qui lui serait nécessaire pour remplir les obligations stipulées par les articles 4 et 12 du cahier des charges qui restent en vigueur.

Art. 15. Les droits à percevoir par la compagnie, pendant la durée de la permission ne pourront dépasser les maxima ci-après :

	rémoine d'été, du 1 ^{er} novembre au 30 avril. — Tarif A.	rémoine d'hiver, du 1 ^{er} mai au 31 octobre. — Tarif B.
1 ^{er} Bateaux montants chargés au moins à moitié : Par tonne effective et par kilomètre.....	0 ⁰ 045 ^m	0 ⁰ 008 ^m
2 ^o Bateaux montants chargés à moins de moitié : Par tonne effective et par kilomètre..... Par tonne non effective et par kilomètre.	0 015 0 003	0 006 0 003
sans qu'un bateau puisse payer plus que s'il était chargé à moitié et moins que s'il était vide.		
3 ^o Bateaux chargés à la descente	Moitié des taxes à la remonte.	Deux tiers des taxes à la remonte.
Bateaux vides à la remonte et à la descente : Pour un tonnage de moins de 130 tonnes, par bateau et par kilomètre..... Pour un tonnage de 130 à 250 tonnes..... Pour un tonnage au-dessus de 250 tonnes.	0 ⁰ 80 ^c 0 35 0 60	0 ⁰ 20 ^c 0 35 0 60

Le tarif maximum B ne sera obligatoire, pour la compagnie, pendant la période d'été, que lorsque les barrages d'Andrésy, Bezons, Suresnes étant fermés, le niveau de la Seine n'aura pas dépassé, pendant quatre jours consécutifs, la cote 1^{re} de l'échelle d'aval de Bezons.

Le tarif maximum A ne pourra être appliqué qu'après que les eaux de la Seine seront maintenues pendant quatre jours consécutifs au-dessus de ladite cote; autrement, ce sera le tarif B qui sera en vigueur.

Pour les fumiers et gadoues, les taxes minima applicables pendant toute l'année seront, à la remonte, celles du tarif B, et, à la descente, la moitié des taxes de remonte.

Lorsque le prix du blé, à Paris, dépassera vingt-cinq francs (25^f) l'hectolitre, le même tarif B sera applicable, à la remonte, quels que soient la saison et l'état des eaux, aux céréales, légumes secs et pommes de terre.

Tous les prix spécifiés au présent article comprennent la fourniture, la mise en place et l'enlèvement des remorques, avec tous les frais qui y correspondent. Les marinières et les pilotes devront toutefois prêter la main aux manœuvres qui se font à leur bord. Ils devront également concourir à l'enlèvement des remorques quand le bateau quittera un convoi en cours de route.

Art. 17. La perception devra se faire indistinctement et sans aucune faveur, c'est-à-dire que les avantages pouvant résulter de tout contrat passé par la compagnie avec un ou plusieurs marinières ou transporteurs seront applicables à tous les autres marinières ou transporteurs isolés ou formés en groupes qui accepteront les charges desdits contrats.

Pour assurer l'exécution de cette clause, la compagnie sera tenue d'afficher dans ses bureaux les formules des traités consentis par elle.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28181. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 22 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget des exercices clos ci-dessus désignés et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des droits constatés et des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de trente-neuf mille cinq cent dix francs quinze centimes (39,510^f 15), montant des créances qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, savoir :

EXERCICES.	BUDGET ORDINAIRE.	1 ^{re} SECTION.	2 ^e SECTION.	TOTAUX.
Exercice 1890.....	159 ^f 76 ^c	"	"	159 ^f 76 ^c
Exercice 1891.....	"	1,066 ^f 72 ^c	11,053 ^f 30 ^c	13,020 02
Exercice 1892.....	"	13,998 56	12,331 81	26,330 37
TOTAUX.....	159 76	15,065 28	23,385 11	39,510 15

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces créances

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 1^{er} du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la guerre,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : A. MERIC.

N° 28182. — *DÉCRET qui modifie celui du 1^{er} août 1864, relatif au Transport par chemin de fer, des Marchandises de transit.*

Du 23 Juin 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu le décret du 26 avril 1862⁽¹⁾, relatif au transport, par chemins de fer, des marchandises de transit et des marchandises d'exportation;

Vu le décret du 1^{er} août 1864⁽²⁾, qui a modifié le dernier paragraphe de l'article 3 du décret susvisé, en répartissant les ports français desservis par chaque réseau en différents groupes, et en stipulant que le prix total, par tonne, pour chaque espèce de marchandises, des tarifs de transit, devra être le même pour tous les ports de mer desservis directement par les voies ferrées d'un même réseau et compris dans le même groupe;

Vu les avis du comité consultatif des chemins de fer, en date des 7 décembre 1887 et 18 avril 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le groupement des ports de mer, établi par l'article premier du décret du 1^{er} août 1864, est modifié comme il suit :

RÉSEAU DU NORD.

Deux groupes :

1^{er} Groupe. — Tous les ports compris depuis la frontière belge jusqu'à l'embouchure de l'Audrie et le port de Rouen, pour les relations qui empruntent la ligne de Rouen à Amiens;

2^e Groupe. — Tous les ports compris depuis l'embouchure de l'Audrie jusqu'à celle de la Bresle.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1021, n° 10165.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1234, n° 12348.

RÉSEAU DE L'OUEST.

Trois groupes :

Groupe. — Tous les ports, de Dieppe inclusivement à Caen inclusivement ;*Groupe.* — Tous les ports, de Caen exclusivement à Saint-Brieuc inclusivement ;*Groupe.* — Tous les ports, de Saint-Brieuc exclusivement à Brest inclusivement.

RÉSEAU D'ORLÉANS.

Trois groupes :

Groupe. — Tous les ports, de Châteaulin inclusivement à Lorient inclusivement ;*Groupe.* — Tous les ports, de Lorient exclusivement à Nantes inclusivement ;*Groupe.* — Les ports de Libourne et de Bordeaux.

RÉSEAU DE L'ÉTAT.

Groupe unique. — Tous les ports, de Nantes inclusivement à Bordeaux inclusivement.

RÉSEAU DU MIDI.

Trois groupes :

Groupe. — Tous les ports, de Bordeaux inclusivement à Arcachon inclusivement ;*Groupe.* — Tous les ports, d'Arcachon exclusivement à la frontière d'Espagne ;*Groupe.* — Tous les ports, de la frontière d'Espagne sur la Méditerranée à Cette inclusivement.

RÉSEAU DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Deux groupes :

Groupe. — Tous les ports, de Cette inclusivement à Toulon inclusivement ;*Groupe.* — Tous les ports, de Toulon exclusivement à la frontière d'Italie.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHON.

28183. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 26 janvier 1894, devant le préfet du Calvados, portant concession à la ville de Honfleur (Calvados), aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de deux cent cinquante-neuf francs, d'un emplacement de deux hectares cinquante-neuf ares un centiare quatre-vingt-huit décimètres carrés, à conquérir sur le domaine public maritime, entre le phare de l'Hôpital et la jetée de l'ouest à Honfleur ; ledit emplacement figuré par une ligne noire et désigné par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, X, Y, Z, sur le plan annexé audit acte. (Paris, 23 Mars 1894.)

N° 28184. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui reporte au 17 février 1894 le délai fixé par l'article 2 du décret du 27 février 1892, pour les expéditions nécessaires à l'établissement de la ligne du tramway du Marché des Capucins à la Blancarde et au cimetière Saint-Pierre, territoire de Marseille (Bouches-du-Rhône). [Paris, 28 Mars 1894.]

N° 28185. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La partie de la rivière d'Agoût, comprise entre la pointe nord de Mont-Martin et un point à cinquante mètres en aval de l'embouchure du ruisseau de Gouty-Escur, dans la commune de Roquecourbe (Tarn), sera réservée pour la reproduction du poisson.

2° La pêche des diverses espèces de poissons est absolument interdite, pendant l'année entière, dans la partie de l'Agoût désignée à l'article précédent.

3° Cette interdiction est prononcée pour une période de trois ans, à dater du 1^{er} mai 1894.

4° Il est pris acte de l'engagement par lequel les propriétaires riverains de l'Agoût, dans la partie désignée à l'article 1^{er} du présent décret, ont déclaré renoncer à toute indemnité pour privation de leur droit de pêche pendant cette période de trois ans.

5° Chaque année, au mois de janvier, les publications seront faites dans la commune, en vue de rappeler que l'emplacement susdésigné est réservé pour la reproduction du poisson et que la pêche y est absolument défendue.

6° Pendant les périodes d'interdiction de la pêche, fixées conformément à l'article 26 de la loi du 15 avril 1829 et à l'article 4 de la loi du 31 mai 1865, il est interdit de laisser vaguer les oies, les canards, les cygnes et autres animaux aquatiques, susceptibles de détruire le frai du poisson, sur la partie de l'Agoût réservée pour la reproduction.

7° Des pêches extraordinaires pourront être pratiquées en tout temps par les soins de l'administration, sur l'autorisation du préfet, dans l'emplacement réservé, dans le but de détruire les espèces de poissons qui seraient reconnues nuisibles. (Paris, 3 Avril 1894.)

N° 28186. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui autorise la commune de Thermes, canton d'Aignan, arrondissement de Mirande, département du Gers, à porter, à l'avenir, le nom de *Thermes-d'Armagnac*. [Paris, 7 Avril 1894.]

N° 28187. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de l'État, le legs d'un titre de deux cent cinquante francs de rente perpétuelle 3 p. 0/0 sur l'État français, fait à la marine par le sieur François-Edouard Hardy, capitaine de vaisseau en retraite

par son testament olographe, en forme de codicille, en date du 18 avril 1893.

Le titre sera immatriculé au nom de l'État (ministère de la marine) avec mention de la destination à donner aux arrérages, conformément aux indications du testament susvisé, et il sera conservé par la caisse des invalides. (*Paris, 10 Avril 1894*).

N° 28188. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° Le préfet de la Seine-Inférieure est autorisé à passer, au nom de l'État, avec M. *Chauvel*, maître d'hôtel à la Bouille, le contrat d'échange, sans soulte, d'une parcelle de terrain d'un hectare quatre-vingt-quatre ares enclavée dans la forêt domaniale, contre une contenance d'un hectare huit ares à détacher de la forêt domaniale de la Londe, au lieu dit : *la Maison Brûlée*.

2° M. *Chauvel* supportera en entier tous les frais auxquels l'échange donnera lieu, ainsi que ceux de rétablissement, sur une longueur de cent mètres et une largeur de huit mètres de la partie de la route forestière de la Londe à la Bouille, comprise dans le terrain abandonné par l'État.

3° M. *Chauvel* sera tenu d'établir sur son terrain une clôture continue suffisante pour intercepter toute communication avec la forêt : il fera son affaire de tous règlements avec le propriétaire riverain, soit en ce qui concerne les limites, soit en ce qui concerne la sortie sur le fonds voisin de la partie de route cédée.

4° L'échange ne deviendra définitif qu'après avoir été sanctionné par une loi et les parties ne pourront se mettre en possession qu'après la promulgation de cette loi. (*Paris, 12 Avril 1894*.)

N° 28189. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La commune de Bazouges (canton de La Flèche, arrondissement de La Flèche, département de la Sarthe) portera, à l'avenir, le nom de *Bazouges-sur-le-Loir*.

La commune de Le Breil (canton de Montfort-le-Rotrou, arrondissement du Mans, département de la Sarthe) portera, à l'avenir, le nom de *Le Breil-sur-Mérize*.

La commune de La Fresnay (canton de La Fresnay, arrondissement de Mamers, département de la Sarthe) portera, à l'avenir, le nom de *La Fresnay-sur-Thédonnet*.

La commune de Maronnes (canton et arrondissement de Saint-Calais, département de la Sarthe) portera, à l'avenir, le nom de *Marolles-les-Saint-Calais*.

La commune de Neufchâtel (canton de La Fresnay, arrondissement de Mamers, département de la Sarthe) portera, à l'avenir, le nom de *Neufchâtel-en-Saosnois*.

La commune de Sablé (canton de Sablé, arrondissement de La Flèche, département de la Sarthe) portera, à l'avenir, le nom de *Sablé-sur-Sarthe*.

La commune de Saeaux (canton de Tuffé, arrondissement de Mamers,

département de la Sarthe) portera, à l'avenir, le nom de *Sauze-sur-Huisne*.

La commune de *La Suze* (canton de La Suze, arrondissement du Mans, département de la Sarthe) portera, à l'avenir le nom de *La Suze-sur-Sarthe*.

La commune de *Vallon* (canton de Lané, arrondissement du Mans, département de la Sarthe) portera, à l'avenir, le nom de *Vallon-sur-Gen*. Fait le 24 Avril 1894.



Certifié conforme:

Paris, le 22^e Août 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1637.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28190. — *Loi sur les Caisses de secours et de retraites des Ouvriers mineurs.*

Du 29 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE 1^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Dans le délai de six mois à partir de la promulgation de la présente loi, les exploitants des mines, et les ouvriers et employés de ces exploitations, seront soumis aux obligations et jouiront des avantages édictés par les titres II et III ci-après, pour ce qui touche l'organisation et le fonctionnement des caisses de retraites et des caisses de secours.

Les employés et ouvriers dont les appointements dépassent deux mille quatre cents francs (2,400^f) ne bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la présente loi.

TITRE II.

DES PENSIONS DE RETRAITE.

2. L'exploitant versera chaque mois, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit dans une des caisses prévues à l'article 4,

pour la formation du capital constitutif des pensions de retraite, une somme égale à quatre pour cent (4 p. o/o) du salaire des ouvriers et employés, dont moitié à prélever sur le salaire et moitié à verser par l'exploitant lui-même.

Les versements pourront être augmentés par l'accord des deux parties intéressées. Ces versements seront inscrits sur un livret individuel au nom de chaque ouvrier ou employé. Ils seront faits à capital aliéné. Toutefois, si le titulaire du livret le demande, le versement de la part prélevée sur son salaire sera fait à capital réservé.

L'exploitant pourra prendre à sa charge une fraction supérieure à la moitié du versement ou sa totalité.

3. Les pensions sont acquises et liquidées dans les conditions prévues à la loi du 20 juillet 1886 sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

L'entrée en jouissance est fixée à cinquante-cinq ans; elle pourra être différée sur la demande de l'ayant droit, mais les versements cesseront, à partir de cet âge, d'être obligatoires.

4. Les exploitants de mines pourront obtenir l'autorisation de créer des caisses syndicales ou patronales de retraite pour les ouvriers ou employés occupés dans leurs exploitations.

L'autorisation sera donnée par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Le décret fixera les limites du district, les conditions du fonctionnement de la caisse et son mode de liquidation. Il prescrira également les mesures à prendre pour assurer le transfert, soit à une autre caisse syndicale ou patronale, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, des sommes inscrites au livret de chaque intéressé.

Les fonds versés par les exploitants dans la caisse syndicale ou patronale devront être employés en rentes sur l'État, en valeurs de Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales ou communales; les titres seront nominatifs.

La gestion des caisses syndicales ou patronales sera soumise à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse.

5. Si des conventions spéciales interviennent entre les exploitants et leurs ouvriers ou employés dans le but d'assurer à ceux-ci, à leurs veuves ou à leurs enfants, soit un supplément de rente viagère, soit des rentes temporaires ou des indemnités déterminées d'avance, le capital formant la garantie des engagements résultant desdites conventions devra être versé ou représenté à la caisse des dépôts et consignations ou dans les caisses à créer en vertu de l'article 4.

Les exploitants adresseront chaque année, par l'intermédiaire du préfet, au ministre des travaux publics, et dans les formes déterminées par lui, le compte rendu des mesures prises en exécution du précédent paragraphe.

TITRE III.

DES SOCIÉTÉS DE SECOURS.

6. La caisse de chaque société de secours sera alimentée par :

1° Un prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier ou employé, dont le montant sera fixé par le conseil d'administration de la société, sans pouvoir dépasser deux pour cent (2 p. o/o) du salaire;

2° Un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers ou employés;

3° Les sommes allouées par l'État sur les fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels;

4° Les dons et legs;

5° Le produit des amendes encourues pour infraction aux statuts et de celles infligées aux membres participants par application du règlement intérieur de l'entreprise.

7. Les statuts des sociétés de secours doivent fixer : 1° la nature et la quotité des secours et des soins à donner aux membres participants que la maladie ou des infirmités empêcheraient de travailler; 2° en cas de décès des membres participants, la nature et la quotité des subventions à allouer à leurs familles ou ayants droit.

Les statuts peuvent autoriser l'allocation de secours en argent et de soins médicaux et pharmaceutiques aux femmes et enfants des membres participants et à leurs ascendants. Ils peuvent aussi prévoir des secours journaliers en faveur des femmes et des enfants des réservistes de l'armée active et des hommes de l'armée territoriale appelés à rejoindre leur corps, enfin des allocations exceptionnelles et renouvelables en faveur des veuves ou orphelins d'ouvriers ou employés décédés, après avoir participé à la société de secours.

8. En cas de maladie entraînant une incapacité de travail de plus de quatre jours, avec suppression de salaire, la caisse de la société de secours versera, à la fin de chaque semestre, au compte individuel du sociétaire participant à une caisse de retraites, une somme au moins égale à cinq pour cent (5 p. o/o) de l'indemnité de maladie prévue par les statuts.

L'obligation de ce versement cessera avec l'indemnité de maladie elle-même.

9. A défaut d'accord entre les intéressés, la circonscription de chaque société de secours sera fixée par un décret rendu en conseil d'État.

Une même exploitation pourra être divisée en plusieurs circonscriptions de secours.

Une seule société pourra être établie pour les concessions ou exploitations voisines, appartenant soit à un seul exploitant, soit à plusieurs concessionnaires.

Les industries annexes des exploitations de mines pourront, à la

démembre des parties intéressées, et sous l'autorité et le contrôle de travaux publics, être agréées aux circonscriptions des sociétés secours des mines.

10. La société est administrée par un conseil composé de ses membres au moins.

Un tiers des membres est désigné par l'exploitant; les deux autres tiers sont élus par les ouvriers ou employés parmi les membres participants dans les conditions indiquées aux articles suivants.

Il sera procédé en même temps, et dans les mêmes conditions, à la nomination de trois membres suppléants destinés à remplacer, en cas d'absence ou de vacance, les membres titulaires.

Si l'exploitant renonce, au moment d'une élection, à faire usage en tout ou en partie de la faculté qui lui est réservée par le précédent paragraphe, les membres du conseil non désignés par l'exploitant sont élus par les ouvriers et employés.

Les décisions prises par le conseil ne sont valables que si plus de deux tiers des suffrages ont été exprimés; néanmoins, après la seconde convocation faite dans la forme ordinaire, les décisions sont prises à la majorité, quel que soit le nombre des suffrages exprimés.

Le conseil nomme parmi ses membres un président, un secrétaire, un trésorier.

11. Sont électeurs tous les ouvriers et employés, du fond et à jour, Français, jouissant de leurs droits politiques, inscrits sur la feuille de la dernière paye.

Sont éligibles, à la condition de savoir lire et écrire, et, en outre, de n'avoir jamais encouru de condamnations aux termes des dispositions, soit de la présente loi, soit de la loi du 21 avril 1810 et du décret du 9 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code pénal, les électeurs âgés de vingt-cinq ans accomplis occupés depuis plus de cinq ans dans l'exploitation à laquelle se rattache la société de secours. Toutefois, dans les cinq premières années de l'exploitation, le nombre des années de service exigées sera réduit à la durée de l'exploitation elle-même.

Les électeurs sont convoqués pour la première fois par arrêté du préfet qui fixe la date de l'élection, ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin.

Le vote a lieu à la mairie de la commune désignée dans l'arrêté de convocation parmi celles sur le territoire desquelles se situe la circonscription. Le bureau électoral est présidé par le maire.

L'arrêté est publié et affiché, dans les communes intéressées, quinze jours au moins avant l'élection. Il est donné à l'exploitant.

Dans les huit jours qui suivent cette notification, les modifications de la circonscription ou son abolition, à la demande de l'exploitant, au cas où il n'est pas intervenu dans le délai de l'arrêté, sont portées au préfet.

La durée de ces modifications, par les soins de l'exploitant, sera déterminée par le préfet.

Sur point de vue des pouvoirs des sociétés de secours des mines,

1. Le 1^{er} avril 1810 l'exploitant qui refuserait ou négligerait de se conformer aux prescriptions qui précèdent.

2. Le préfet peut, en outre, faire dresser et afficher les listes électorales aux frais de l'exploitant; les frais rendus exécutoires par le préfet et seront recouvres comme en matière de contributions publiques.

3. Les opérations électorales subséquentes ont lieu dans le local désigné, suivant les formes et aux conditions prescrites par les lois.

4. Le vote a toujours lieu, au scrutin de liste, un dimanche. Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart du nombre des électeurs inscrits. Au deuxième tour de scrutin, auquel doit être procédé le dimanche suivant, la majorité relative suffit. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

5. Les membres du conseil sont élus pour trois ans et renouvelables par tiers chaque année.

6. Il est pourvu, dans les six mois qui suivent la vacance, au remplacement des membres décédés, démissionnaires ou déchus des droits requis pour l'éligibilité. Les nouveaux élus sont nommés avant le temps restant à courir jusqu'au terme assigné aux fonctions par ceux qu'ils remplacent.

7. Les contestations sur la formation des listes et sur la validité des opérations électorales sont portées, dans le délai de quinze jours à compter de l'élection, devant le juge de paix de la commune où les opérations ont eu lieu. Elles sont introduites par simple déclaration au greffe.

8. Le juge de paix statue dans les quinze jours de cette déclaration, sans frais ni forme de procédure et sur simple avertissement donné quinze jours à l'avance à toutes les parties intéressées.

9. La décision du juge de paix est en dernier ressort, mais elle peut être déférée à la cour de cassation.

10. Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il n'est pas suspensif. Il est formé par simple requête déposée au greffe de la justice de paix, dénoncée aux défendeurs dans les dix jours qui suivent. Il est dispensé du ministère d'un avocat à la cour et jugé d'urgence sans frais ni dépense.

11. Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la cour de cassation. La chambre des requêtes statue définitivement sur le pourvoi.

12. Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

13. Les statuts sont dressés par le premier conseil; ils sont soumis, par l'intermédiaire du préfet, à l'approbation du ministre des travaux publics. Après l'approbation, ils sont notifiés à l'exploitant.

La décision du ministre peut être déférée au Conseil d'Etat, au contentieux. Le recours est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement et peut être formé sans ministère d'avocat.

Toute modification aux statuts comporte une nouvelle approbation ministérielle. Les statuts sont affichés en permanence, par les soins de l'exploitant, aux lieux habituels des avis donnés aux ouvriers. Un exemplaire en est remis par l'exploitant, comme récépissé, à chaque ouvrier ou employé lors de l'embauchage.

15. Les sociétés de secours sont tenues de communiquer les livres, procès-verbaux et pièces comptable de toute nature au préfet et aux ingénieurs des mines. Cette communication a lieu sans déplacement, sauf dans le cas où il en serait ordonné autrement par arrêté du préfet.

Les sociétés adressent chaque année, par l'intermédiaire du préfet, aux ministres des travaux publics et de l'intérieur, et dans les formes déterminées par eux, le compte rendu de leur situation financière et un état des cas de maladie ou de mort éprouvés par les participants dans le cours de l'année.

16. A la fin de chaque année, le conseil d'administration fixe, sur les excédents disponibles, les sommes à laisser dans la caisse pour assurer le service, et celles à déposer à la caisse des dépôts et consignations. Ce dépôt devra être effectué par le conseil d'administration dans le délai d'un mois, sous la responsabilité solidaire de ses membres, sans préjudice, le cas échéant, de l'application de l'article 408 du Code pénal.

Les administrations qui auraient effectué ou laissé effectuer un emploi de fonds non autorisés par les statuts encourent la même responsabilité et les mêmes pénalités.

Le total de la réserve ne pourra dépasser le double des recettes de l'année.

17. Dans le cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la présente loi, la dissolution du conseil d'administration peut être prononcée par le ministre des travaux publics, après avis du conseil général des mines, sans préjudice de la responsabilité civile ou pénale encourue par les administrateurs.

Les électeurs devront être réunis pour procéder à la nomination du nouveau conseil, au plus tard dans un délai de deux mois. Dans l'intervalle, la caisse sera gérée par un délégué du préfet.

18. Les sociétés de secours actuellement existantes, et dont les statuts sont régulièrement approuvés par l'autorité administrative, conserveront leur organisation et leur mode de fonctionnement pour ce qui touche les obligations du présent titre, sauf dans le cas où leur transformation serait reconnue nécessaire par le ministre des travaux publics, sur l'avis du conseil général des mines.

Elles jouiront d'ailleurs des recettes prévues par l'article 6 qui précède.

19. Les statuts pourront décider que le service des secours sera confié à une compagnie d'assurances.

20. Les sociétés régulièrement constituées en conformité des articles qui précèdent bénéficieront des dispositions des lois sur les sociétés de secours mutuels et seront soumises aux obligations découlant de ces lois.

TITRE IV.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET RÉGLEMENTAIRES.

21. Les pensions déjà acquises à un titre quelconque, dont le service incombe à l'exploitant, seront fournies comme précédemment, suivant les règlements particuliers de l'entreprise.

22. Le montant des pensions en cours d'acquisition, dont le service incombe à l'exploitant, sera calculé par application des règlements ou des usages en vertu desquels ces pensions étaient précédemment accordées.

Si la rente acquise à raison des versements effectués en exécution de l'article 2 est inférieure au montant de la pension calculée comme il vient d'être dit, la différence restera à la charge de l'exploitant.

Il pourra être dérogé aux dispositions des deux paragraphes qui précèdent par des conventions librement intervenues entre les exploitants et leurs ouvriers ou employés.

23. A partir de la mise en application de la présente loi, les caisses de prévoyance précédemment organisées avec le concours des ouvriers et employés, en vue d'assurer des secours et de constituer des rentes temporaires, des pensions de retraite d'âge, d'invalidité ou d'accidents, fonctionneront exclusivement pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par lesdites caisses en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque que les pensions de retraite en cours d'acquisition.

Toutefois, dans le premier mois, les caisses assureront les secours et les soins aux malades en traitement.

24. Les intéressés seront appelés à se prononcer, dans un délai maximum de six mois, sur les mesures à prendre à raison des engagements précités, et sur le mode de réalisation des mesures nécessaires.

A défaut d'entente entre les exploitants, d'une part, et la majorité des ouvriers et employés, d'autre part, les deux parties pourront décider que le règlement des mesures à prendre et la fixation des versements à opérer seront confiés à la commission arbitrale instituée par l'article 26 ci-après.

Si les exploitants et la majorité des ouvriers et employés ne peuvent se mettre d'accord dans le délai de six mois susindiqué, ni sur les mesures à adopter, ni sur le recours à la commission arbitrale, les tribunaux nommeront, à la requête de la partie la plus diligente, un

liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en présence la liquidation de la caisse de prévoyance.

Le rapport du liquidateur sera soumis à l'homologation du tribunal.

25. Tout ouvrier ou employé au profit duquel une pension de retraite d'âge ou d'invalidité est actuellement en cours d'acquisition sera dispensé de la retenue prescrite par l'article 2, s'il déclare devant le maire de la commune de sa résidence qu'il entend renoncer au bénéfice de cet article.

Il lui sera délivré récépissé de cette déclaration.

Dans ce cas et pendant toute la durée de la renonciation, l'exploitant sera également dispensé du versement qui lui incombe en termes du même article 2.

26. La commission arbitrale prévue par l'article 24 sera composée de sept membres permanents, nommés :

Deux par le conseil général des mines;

Deux par la commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse;

Deux par la cour d'appel de Paris, parmi les conseillers de la cour;

Un par la cour des comptes, parmi les conseillers de la cour.

La commission élira son président et son secrétaire; elle siégera au ministère des travaux publics; ses fonctions seront gratuites.

Le nombre des membres de la commission arbitrale sera porté à neuf par l'adjonction dans chaque affaire de deux membres désignés l'un par les exploitants, l'autre par la majorité des ouvriers et employés.

La procédure se fera sans frais d'aucune sorte; tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

27. Pour les différends qui naîtraient de l'exécution de la présente loi et qui seraient déférés aux tribunaux civils, il sera statué comme en matière sommaire et jugé d'urgence.

Les intéressés bénéficieront de l'assistance judiciaire.

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Les intéressés agissant en nom collectif seront représentés par un mandataire nommé par eux à la majorité des voix, sans préjudice pour chacun d'eux, du droit d'intervention individuelle.

28. Le capital constitutif des rentes incombant soit aux exploitants, soit aux caisses de prévoyance, pourra être déposé, en totalité ou par années successives, à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui devra, en ce cas, inscrire les rentes au livret individuel de chaque ayant droit et en effectuer le paiement à partir de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance.

Un règlement d'administration publique déterminera : la procédure à suivre pour l'introduction, l'instruction et la solution des affaires soumises à la commission arbitrale ; le nombre, le mode de nomination et les attributions des auxiliaires de l'instruction ; le mode de nomination du mandataire prévu à l'article 27, et, d'une manière générale, les mesures nécessaires à l'application des prescriptions de la présente loi.

Les infractions aux dispositions de l'article 5, paragraphe 2, et des articles 15 et 23 seront punies d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200^f).

En cas de mauvaise foi, le chiffre de l'amende pourra être porté à cinq cents francs (500^f). Les infractions pourront être constatées, conjointement avec les officiers de police judiciaire, par les ingénieurs et contrôleurs des mines.

Les exploitations de minières et carrières souterraines ou à ciel ouvert pourront être assimilées aux exploitations de mines pour l'application de la présente loi, en vertu de décrets rendus en conseil d'État, sur la proposition du ministre des travaux publics.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur,
Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28191. — *Loi portant Modifications à l'Organisation de l'Artillerie et du Génie.*

Du 29 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Les deux régiments d'artillerie-pontonnières sont supprimés.

2. Les drapeaux des deux régiments de pontonniers seront déposés aux Invalides et remis solennellement au gouverneur des Invalides par le ministre de la guerre, en présence du plus ancien officier et sous-officier de chaque régiment.

3. Le service des équipages de pont est assuré par le génie.

4. Il est créé dans l'arme du génie :

1° L'état-major, le petit état-major et la section hors rang de deux nouveaux régiments. Ces unités ont la composition indiquée par le tableau n° 1 de la série D annexé à la loi du 13 mars 1875;

2° Deux nouvelles compagnies de sapeurs-conducteurs.

Les deux nouveaux régiments prennent les numéros 6 et 7 de l'arme.

La répartition des bataillons de sapeurs-mineurs entre les régiments du génie est déterminée par décret du Président de la République.

A chaque régiment est attribuée une compagnie de sapeurs-conducteurs dont l'effectif est fixé par le tableau B annexé à la présente loi.

La composition de l'état-major du 5^e régiment du génie est modifiée conformément au tableau C ci-annexé.

5. Il est créé dans l'artillerie :

1° L'état-major, le petit état-major et le peloton hors rang de deux nouveaux régiments.

Ces unités ont la composition prévue par le tableau A annexé à la loi du 15 juillet 1889 et par l'article 6 de la loi du 25 juillet 1893;

2° Vingt-huit batteries montées ayant la composition déterminée par le tableau A de la loi du 15 juillet 1889.

Les deux nouveaux régiments prennent les numéros 39 et 40.

Le nombre total et la nature des batteries d'artillerie constituant les bataillons à pied et les régiments de l'arme sont, en principe, fixés conformément aux indications du tableau A ci-annexé.

Toutefois le nombre des batteries de chacune des quatre catégories indiquées audit tableau A peut être modifié par décret du Président de la République, mais sous réserve que le nombre total des unités, tel qu'il est fixé par ce tableau, ne sera pas dépassé et que l'effectif total en officiers, gradés, hommes de troupe et chevaux sera maintenu dans les limites des fixations résultant du tableau A ci-joint.

Les batteries sont réparties entre les bataillons et régiments, selon les nécessités du service, par décret du Président de la République.

Si le nombre de batteries à pied d'un bataillon dépasse le chiffre de six, le bataillon pourra être commandé par un lieutenant-colonel assisté d'un chef d'escadrons. Les officiers supérieurs nécessaires pour compléter, dans ces conditions, le cadre des bataillons à pied, seront prélevés sur l'état-major particulier de l'artillerie.

6. Il sera procédé à la constitution des formations créées en vertu des articles 4 et 5 de la présente loi, à l'aide de ressources en officiers, gradés et hommes de troupe rendues disponibles par la suppression des deux régiments d'artillerie-pontonnières et au moyen de la création du nombre d'emplois de lieutenants nécessaires.

Aucun emploi nouveau d'officier supérieur ou de capitaine ne sera créé dans l'artillerie ni dans le génie; les officiers de ces grades et

ssaires pour compléter les formations nouvelles seront prélevés r les états-majors particuliers de ces deux armes.

Les tableaux D et E indiquent les réductions de personnel qui en sultent pour les états-majors particuliers du génie et de l'artillerie.

7. Des règlements ministériels assureront l'exécution de la prénte loi et détermineront notamment les dispositions à prendre pour sser de l'organisation actuelle à l'organisation nouvelle.

Pendant la période transitoire, les officiers appartenant aux régi-ents d'artillerie-pontonnières pourront, sur leur demande, être rsés dans les régiments du génie.

La même faculté sera accordée aux officiers du même grade du nie qui demanderont à passer dans l'artillerie.

Toutefois le nombre de ces derniers ne pourra dépasser, dans aque grade, celui des officiers d'artillerie qui seront versés dans le nie.

Ces changements d'armes seront prononcés par décret.

8. Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi ont abrogées.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre es députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

ANNEXES.

TABEAU A.

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	COMPOSITION.							
Batteries à pied ⁽¹⁾	108	Tableau n° 1, de la loi du 24 juillet 1883.							
Batteries montées.....	427	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.							
Batteries de montagne.....	12	Tableau A de la loi du 28 décembre 1888 ⁽²⁾ .							
Batteries à cheval.....	67	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.							
Batteries détachées hors de France	<table><tr><td>à pied.....</td><td>4</td></tr><tr><td>montées.....</td><td>4</td></tr><tr><td>de montagne....</td><td>8</td></tr></table>	à pied.....	4	montées.....	4	de montagne....	8	16	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
à pied.....	4								
montées.....	4								
de montagne....	8								
TOTAL des batteries.....	620								

(1) La création des douze batteries correspondant aux deux derniers bataillons dont la formation a été prévue par la loi du 25 juillet 1893 reste subordonnée au développement des ressources du recrutement et à l'allocation de crédits spéciaux.

(2) La loi du 25 juillet 1893 a ajouté un capitaine en second à chaque batterie alpine.

TABLEAU B.

COMPAGNIE DE SAPEURS-CONDUCTEURS.

	Hommes.	Chevaux.
Capitaine commandant.....	1	1
Capitaine en second.....	1	1
Lieutenants ou sous-lieutenants.....	2	2
TOTAL des officiers.....	4	4
Adjudant.....	1	1
Maréchal des logis chef.....	1	1
Maréchal des logis fourrier (ou brigadier fourrier).....	1	1
Maréchaux des logis.....	4	4
Brigadiers.....	8	8
Brigadier maître maréchal ferrant.....	1	1
Aide-maréchal ferrant.....	1	1
Bourreliers.....	2	2
Trompettes.....	2	2
TOTAL des hommes du cadre.....	31	31
Sapeurs-conducteurs.....	80	80
TOTAL des hommes du cadre et des sapeurs-conducteurs.....	101	91

TABLEAU C.

COMPOSITION DE L'ÉTAT-MAJOR DU 5^e RÉGIMENT DU GÉNIE.

	Officiers.	Hommes.	Chevaux.
État-major.	Colonel.....	1	2
	Lieutenant-colonel.....	1	1
	Chefs de bataillon.....	3	3
	Major.....	1	1
	Médecin-major de 1 ^{re} classe.....	1	1
	Capitaine-trésorier.....	1	1
	Officier d'habillement.....	1	1
	Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au trésorier.....	1	1
	Lieutenant ou sous-lieutenant porte-drapeau.....	1	1
	Médecin aide-major de 1 ^{re} classe.....	1	1
	Vétérinaire.....	1	1
TOTAL de l'état-major.....		13	11

TABLEAU D.

COMPOSITION NOUVELLE DE L'ÉTAT-MAJOR PARTICULIER DU GÉNIE.

En raison de la création, en 1889, du 5^e régiment du génie et de l'exécution de

et de loi actuel, les modifications suivantes sont apportées à la constitution de l'état-major particulier du génie, fixée par la loi du 13 mars 1875 :

Organisation du 13 mars 1875.

Colonels	33
Lieutenants-colonels	33
Chefs de bataillon	124
Capitaines de 1^{re} classe	148
Capitaines de 2^e classe	148

Organisation nouvelle.

Colonels	30, en moins	3
Lieutenants-colonels	36, —	3
Chefs de bataillon	119, —	5
Capitaines de 1^{re} classe	140, —	8
Capitaines de 2^e classe	141, —	7

TOTAL en moins..... **26**

TABEAU E.

COMPOSITION NOUVELLE DE L'ÉTAT-MAJOR PARTICULIER DE L'ARTILLERIE.

En raison de l'application de la loi du 15 juillet 1889 et de l'exécution du projet de loi actuel, les modifications suivantes se trouvent apportées à la composition de l'état-major particulier de l'artillerie, fixée par la loi du 13 mars 1875.

GRADES.	ORGANISATION du 13 mars 1875.	ORGANISATION du 15 juillet 1889.	ORGANISATION proposée (1).
Colonels	37	37	37
Lieutenants-colonels	37	56	56
Chefs d'escadrons	93	105	99
Capitaines de 1^{re} et de 2^e classe	112	113	108
	284	310	300

(1) Aux termes du dernier paragraphe de l'article 5 du projet de loi soumis au Parlement, les officiers supérieurs (lieutenants-colonels ou chefs d'escadrons) qui pourront être nécessaires pour la reorganisation des bataillons d'artillerie à pied seront en outre prélevés sur l'état-major particulier. Leur nombre, étant des plus minimes, ne modifiera pas sensiblement les chiffres indiqués au tableau.

N° 28192. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département de la Savoie, d'une ligne de Tramway entre Montier et Brides-les-Bains.

Du 14 Juin 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 24 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Savoie, d'une ligne de tramways à traction mécanique, entre Moutiers et Brides-les-Bains, notamment le plan d'ensemble, en date du 20 mars 1891;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle cet avant-projet a été soumis, dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête, en date des 31 juillet 5 août 1891;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Chambéry, en date du 21 août 1891;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale de la Savoie, en date des 9 avril, 19 août, 31 novembre 1891, 22 août et 16 septembre 1893;

Vu la convention passée, le 19 janvier 1894, entre le préfet de la Savoie, agissant au nom du département, et M. Léon Francq, pour la concession de la ligne, et le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 24 mai 1892;

Vu l'adhésion directe donnée à l'exécution des travaux, le 11 avril 1891 par le directeur du génie, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853;

Vu la lettre du président du Conseil, ministre de l'intérieur, en date du 20 mai 1892;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Savoie, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramways, à traction mécanique et destinée au transport des voyageurs, de leurs bagages et des articles de messageries entre Moutiers et Brides-les-Bains.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

3. Le département de la Savoie est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 6 août 1881.

4. Est approuvée la convention passée, le 19 janvier 1894, entre le préfet de la Savoie, agissant au nom du département, et M. Léon Francq, pour la concession du tramway énoncé à l'article 1^{er} ci-dessus, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 664, n° 11222.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : BARTHOU.

CONVENTION.

L'an 1894, et le 19 janvier,

Entre M. *Lefebvre du Grosriez*, officier de la Légion d'honneur, préfet du département de la Savoie, agissant au nom du département, en vertu :

- 1° De la loi du 10 août 1871 ;
- 2° De la loi du 11 juin 1880, relative aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways ;
- 3° De la délibération du conseil général, en date du 9 avril 1891, qui a accordé en principe à MM. *Alesmonières* et *L. Francq* la concession d'un tramway de Moutiers à Brides-les-Bains ;
- 4° De la délibération du conseil général, en date du 22 août 1893, déléguant à la commission départementale tous les pouvoirs nécessaires pour statuer sur les questions relatives audit tramway ;
- 5° De la délibération de la commission départementale, en date du 16 septembre 1893, autorisant M. le préfet de la Savoie à passer une convention avec M. *L. Francq* seul,

D'une part ;

Et M. *Léon Francq*, chevalier de la Légion d'honneur, ingénieur civil, demeurant à Paris, 92, avenue d'Iéna,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Savoie concède à M. *L. Francq*, qui l'accepte, la construction et l'exploitation, pour une durée de soixante-quinze ans, d'un tramway à traction mécanique de Moutiers à Brides-les-Bains pour le transport de voyageurs, bagages et messageries dans les conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

Cette ligne sera construite à la voie d'un mètre : (1^m) entre les bords intérieurs des rails.

2. De son côté, M. *L. Francq* s'engage à construire et à exploiter la ligne de tramway dont il s'agit, conformément au cahier des charges mentionné.

Le cahier des charges est d'ailleurs conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications apportées aux articles 6, 11, 23, 27, 29, 30, 32, les compléments ajoutés aux articles 10, 12, 14, 15, 37, et la suppression des articles 24, 25 et 26.

3. Le département n'accorde à cette entreprise ni subvention ni garantie d'intérêts.

4. Dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire devra constituer une société anonyme.

La société qui sera ainsi formée se substituera au concessionnaire et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis du département, de tous les engagements qu'il aurait contractés avec ce dernier. Cette substitution devra être approuvée par un décret délibéré en conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

5. Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile, savoir :

Le préfet du département de la Savoie, à la préfecture de Chambéry :
Et M. L. Francq, à Chambéry, 15, rue de Portiques.

Fait double à Chambéry, les an, jour et mois susdits.

Lu et approuvé :

Signé : L. FRANCO.

Vu et approuvé, en vertu des délibérations du conseil général ci-dessus visé, et conformément à l'article 54 de la loi du 10 août 1871.

Le préfet de la Savoie.

A. DU GROSSEZ.

CADRE DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs, de leurs bagages et des articles de messagerie.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur avec ou sans feu ou par moteur mécanique de tout autre système qui serait agréé par le ministre des travaux publics.

Tracé.

2. Cette ligne partira de la place du Pré-Commun, à Moutiers, en face de l'avenue de la gare Paris-Lyon-Méditerranée, et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Chemin vicinal ordinaire n° 1 de la commune de Moutiers ;
Route départementale n° 6.

Détails d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date de la publication au *Journal officiel* du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la date d'approbation des projets. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation dans le délai d'un an à partir du commencement des travaux.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres quinze centimètres (2^m 15), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres quinze centimètres (2^m 15); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70).

Alignements et courbes. — Pentcs et rampes.

Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne sera pas être inférieur à trente mètres (30^m).

Le maximum des déclivités est fixé à cinquante millimètres (0^m 050) par mètre. Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant qu'il sera possible.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux modifications du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du conseil municipal.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les rails de fer seront posés au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du conseil municipal. Les rails seront compris dans un empiérement de vingt centimètres (0^m 20) de chaque côté, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empiérement.

La chaussée empiérrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger sans gêner le matériel du tramway avec le jeu nécessaire. Sur tous les ponts, la voie sera installée du côté de la montagne et où l'administration le jugera nécessaire pour la sécurité de la circulation, le concessionnaire sera tenu d'établir, du côté du vide, des parapets, banquettes ou garde-corps dont la hauteur sera déterminée par le préfet.

L'intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et le trottoir de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Cependant, par mesure d'exception et en raison de l'insuffisance de largeur de la voie départementale n° 6 sur certains points, l'intervalle d'un mètre dix centimètres (1^m 10) pourra être réduit à trente centimètres (0^m 30) sur les sections ci-après désignées :

- 1. point kilométrique 1.800 au point kilométrique 2.400;
 - 2. point kilométrique 2.600 au point kilométrique 4.300;
 - 3. point kilométrique 5.200 au point kilométrique 5.600.
- Sur les points spéciaux où la réduction de l'intervalle d'un mètre dix centimètres (1^m 10) sera jugée nécessaire par le préfet pour la sécurité de la circulation des voitures ordinaires.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast formée de pierres cassées de deux mètres vingt centimètres (2^m 20) d'épaisseur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera au même niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) au moins en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-trottoir pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un

intervalle libre de trente centimètres (0" 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1" 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne s'élèveront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1" 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord du trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres quinze centimètres (2" 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0" 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer le rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées romaines ou romanes neuves qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur des traverses en bois d'un mètre soixante centimètres (1" 60) de longueur, vingt centimètres (0" 20) de largeur et quatorze centimètres (0" 14) d'épaisseur, espacées à raison de dix pour une longueur de rail de huit mètres (8"). La section transversale des rails et contre-rails, les dimensions du mode d'attache des éclisses, le mode d'attache des rails sur les traverses seront, dès le commencement d'exécution, soumis à l'approbation du préfet.

Le concessionnaire aura la faculté, après la mise en exploitation de la section de Brides-les-Bains à Pralognan, d'établir une crémaillère sur les parties de ligne où les déclivités excèdent cinq centimètres (0" 05) par mètre, mais sous la condition que la partie de la voie publique réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera la largeur minima de quatre mètres cinquante centimètres (4" 50); prévue à l'article 7 ci-dessus. Les dispositions d'exécution de ces parties de ligne devront être préalablement soumises à l'approbation du préfet.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours indiqués par des poteaux espacés d'au plus cinquante mètres (500"), indépendamment des stations désignées ci-dessous ou se rendant au service de la messagerie.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de la

probation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs à Moutiers, à Salins et à Brides.

Une voie de transbordement pourra être établie dans la gare Paris-Lyon-Méditerranée à Moutiers, après entente entre le concessionnaire et la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée. Les dispositions relatives à cette voie devront être approuvées par le préfet.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails. Aucune subvention ne sera allouée au concessionnaire pour cet entretien.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. La circulation des trains aura lieu du 15 avril au 15 octobre.

Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à quatre. Le concessionnaire aura la faculté d'étendre la période d'exploitation en deçà et au delà des limites fixées ci-dessus, sous réserve de l'approbation du préfet.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de cinq voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas quarante mètres (40^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure. Elle devra être réduite à quinze kilomètres (15^k) au maximum sur toutes les sections dont les déclivités excèdent quarante millimètres (0^m 040) par mètre, ou dont les courbes présentent un rayon inférieur à soixante mètres (60^m).

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin soixante-quinze ans après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera

de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les arrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs à grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à tenir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le matériel des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession ou la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre tous les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif, par les soins et aux frais du concessionnaire, qui n'en puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1858. Le terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 11 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu avant l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix de rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les deux nuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net moyen des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le troisième et le cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, après l'expiration d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définis dans l'article 3, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance.

ce, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les conditions fixées par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1880, ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 du décret du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement aux conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale du cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être retenu dans le mois de la décision ministérielle. En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la responsabilité ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplit toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déter-

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Mars... { Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1^{re} classe).....
Voitures couvertes et fermées à vitres (2^e classe)....
..... { Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.
Transportés dans les trains de voyageurs.....
(à condition que la perception puisse être inférieure à 0^e 30^e.)

2° PAR 100 KILOGRAMMES ET PAR KILOMÈTRE.

.....

Marchandises transportées à grande vitesse.

..... — Poissons frais. — Denrées. — Gibier et marchandises de 1^{re} classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 093	0 047	0 14
0 073	0 037	0 11
0 04	0 02	0 06
0 20	0 10	0 30
0 17	0 08	0 25

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront pas en concurrence avec ceux qui seraient payés par les voyageurs pour les transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier. Les fractions de kilomètre au-dessous de l'application des tarifs seront arrondies par cinq centimes et en loup.

Si la distance parcourue est inférieure à un kilomètre (1^{er}), elle sera comptée pour un kilomètre (1^{er}).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'un bout des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris en l'air un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^{kg}).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par millième de tonne ou par kilogramme.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à vingt-cinq centimes.

24. (Supprimé.)

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1^o Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèsent pas deux cents kilogrammes (200^{kg}) sous le volume d'un mètre cube.

2^o Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales.

3^o A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au platine et au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs.

Dans les trois cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés spécialement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois ans au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux agents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

Les denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire aura la faculté de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des

arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises tenant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète liaison entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à vingt-cinq centimes (0' 25) par tonne pour le premier kilomètre et à dix centimes (0' 10) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excède un kilomètre (1^{er}).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des parts réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur; les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances de service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra la déclaration d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général de la Savoie.

Pour la fraction d'année qui s'écoulera entre le décret de concession et le 1^{er} janvier suivant, le concessionnaire devra verser, aussitôt après le décret de concession, une somme proportionnelle au temps restant à courir, calculée sur le taux de cinquante francs (50^f) par kilomètre et par an.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de dix mille francs (10,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Chambéry.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de Chambéry.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Savoie, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Approuvé :

Le Concessionnaire,

Signé : L. FRANCO.

Approuvé :

Le Préfet de la Savoie,

Signé : A. DU GROISIEZ.

Enregistré à Chambéry, le 20 janvier 1894, folio 11, case 12, vol. 168-1 Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Boitard.

N° 28193. — *DÉCRET portant répartition entre les différents Ministères d'un Crédit supplémentaire pour l'Inscription de Pensions civiles.*

Du 22 Juin 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 26 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles;

Vu l'article 51 de la loi du 26 janvier 1892, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892;

Vu le règlement d'administration publique du 8 août 1892⁽¹⁾;

Vu la loi du 20 mars 1894, qui a ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, pour l'inscription des pensions civiles, un crédit supplémentaire de quatre millions de francs;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1498, n° 25406.

La section des finances du Conseil d'État entendue.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le crédit supplémentaire de quatre millions ^{1,000,000} ouvert sur l'exercice 1894 pour l'inscription des pensions ^{crées} créées et liquidées par application de la loi du 9 juin 1853 est réparti entre différents ministères ainsi qu'il suit :

Ministère de la justice.....	50,000
Ministère des affaires étrangères.....	50,000
Ministère de l'intérieur et des cultes :	
Ministère.....	150,000
Algérie.....	17,000
Ministère des finances.....	950,000
Ministère de la guerre.....	15,000
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.....	1,000,000
Ministère de l'agriculture :	
Ministère.....	50,000
Forêts.....	150,000
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes :	
Ministère.....	50,000
Postes et télégraphes.....	600,000
Ministère des travaux publics.....	150,000
Ministère de la marine.....	50,000
Ministère des colonies.....	50,000
Fonds commun pour les veuves et les orphelins.....	100,000
TOTAL.....	4,000,000

2. Ne seront imputées sur ce crédit que les pensions ^{résultant} résultant d'admissions à la retraite prononcées ou de décès survenus ^{entre} entre 1^{er} janvier au 31 décembre 1894.

3. Les ministres aux départements ci-dessus sont chargés, ^{chaque} chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret. ^{qui sera} publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28194. — *DÉCRET qui modifie celui du 8 février 1894 relatif à la Réception en franchise, par les Préfets, Sous-Préfets et Maires, des Avis de Maladies épidémiques.*

Du 23 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Vu le décret du 8 février 1894 ⁽²⁾, autorisant les préfets, les sous-préfets et les maires à recevoir en franchise, sans condition de contreseing, les avis qui leur sont adressés, en cas de constatation de maladies épidémiques, de localités situées dans le département du lieu de destination ou dans les départements limitrophes;

Vu la lettre du président du conseil, ministre de l'intérieur en date du 30 mai 1894;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 8 février 1894 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Les préfets, les sous-préfets et les maires sont autorisés à recevoir en franchise, sans condition de contreseing, les avis qui leur seront adressés, en cas de constatation de maladies épidémiques, de localités situées dans le département du lieu de destination ou dans les départements limitrophes. »

Ces avis seront établis sur des feuilles en partie imprimées; ils devront être expédiés, soit sous forme de cartes-lettres, soit sous enveloppes fermées, et ces cartes ou enveloppes devront porter d'une manière très apparente, sur leur suscription, les mentions imprimées : *Service des maladies épidémiques, loi du 30 novembre 1892.*

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : LOURTIES.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1614, n° 27682.

N° 26195. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme au budget en 1893, applicable à l'exécution de Travaux dans le Port de Boulogne.*

Du 23 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 211, en date du 31 mai 1893 ⁽²⁾, qui a ouvert au budget des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre L : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de trois cent vingt mille cinq cents francs, comprenant notamment une somme de deux cent mille francs applicable à l'exécution, dans le port de Boulogne, d'ouvrages de débarquement dans l'intérêt de la pêche;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur la somme de deux cent mille francs, il reste actuellement disponible celle de cent neuf mille neuf cent soixante-dix-huit francs cinquante et un centimes; le report peut être effectué sur l'exercice 1894, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 juin 1893.

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, deuxième section, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, une somme de trente-neuf mille neuf cent soixante-dix-huit francs cinquante et un centimes (39.978⁵¹), applicable à l'exécution, dans le port de Boulogne, d'ouvrages de débarquement dans l'intérêt de la pêche, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours au chapitre correspondant de l'exercice 1893.

2. Pareille somme de trente-neuf mille neuf cent soixante-dix-huit francs cinquante et un centimes est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1893, deuxième section, chapitre L : *Amélioration et extension des ports maritimes*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1563, n° 2464.

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 23 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

1. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés par le Trésor pour les Dépenses du Service chronométrique de l'Observatoire de Besançon.*

Du 30 Juin 1894.

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

délibération, en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser chaque année, dans la caisse de l'État, une somme de mille francs destinée à assurer le service chronométrique de l'observatoire;

traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;

déclaration délivrée, le 13 avril 1894, par le trésorier-payeur général du Doubs, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 9 du même mois, par M. Naudet, receveur municipal de Besançon, une somme de mille francs destinée à assurer, pendant le deuxième trimestre 1894, le service chronométrique de l'observatoire de cette ville;

l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862;

l'avis du ministre des finances, en date du 26 juin 1894,

ARRÊTE :

1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de mille francs (1,000^f) destiné à assurer, pendant le deuxième trimestre de l'année courante, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre XXII : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1894.

Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée par le Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIE.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LAYET.

N° 28197. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894 ;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1890, 1891 et 1892 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾ ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu les réclamations des communes et des personnes dont l'état est joint ;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 juin 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de sept mille sept cent six francs douze centimes (7,706¹²), réparti ainsi qu'il suit :

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 1037.

Exercice 1890	chapitre LI.....	2,054' 16°
	chapitre LVI.....	311 42
Exercice 1891	chapitre XLVIII.....	2,529 15
	chapitre LIII.....	311 42
Exercice 1897, chapitre XLIX.....		2,499 97
ENSEMBLE.....		<u>7,706 12</u>

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

N° 28198. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Mouthiers (canton de Blanzac, arrondissement d'Angoulême, département de la Charente) est autorisée à porter, à l'avenir, le nom de *Mouthiers-sur-Boême*. (Paris, 12 Mars 1894.)

N° 28199. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvées les dépenses à faire, par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien, conformément au projet ci-après :

Fourniture de matériel et d'outillage,

Projet présenté le 20 février 1893 et modifié le 9 décembre 1893, avec un détail estimatif montant à neuf mille neuf cent trois francs quatre-vingt-dix centimes, y compris douze pour cent pour frais généraux, intérêts et amortissement.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après vérification par la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice du droit de partage des bénéfices et jusqu'à concurrence d'une somme de neuf mille neuf cent trois francs quatre-vingt-dix centimes, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par le décret du 11 juin suivant et à l'article 5 du décret du 20 septembre 1862 (Paris, 15 Mars 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 23 Août * 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du document au Ministère de la justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1638.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28200. — *DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Petit pour l'Archevêché de Besançon.*

Du 23 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an ix et l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x;

Vu le décret du 29 janvier 1894, portant promotion de M. Petit, évêque du Puy, à l'archevêché de Besançon, vacant par le décès de M. Ducellier;

Vu la bulle d'institution canonique du 18 mai 1894, accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit archevêque promu;

Le Conseil d'État entendu

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 18 mai 1894, portant institution canonique de M. Petit pour l'archevêché de Besançon, est reçue et sera publiée en France en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite, en latin et en français, sur des

registres du Conseil d'Etat. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général dudit conseil.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28301. — DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Julien-Laferrière pour l'Évêché de Constantine.

Du 23 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an X;

Vu le décret du 29 janvier 1894, qui nomme M. Julien-Laferrière, chanoine titulaire de la Rochelle, à l'évêché de Constantine, en remplacement de M. Combes, appelé à l'archevêché de Carthage;

Vu la bulle d'institution canonique du 18 mai 1894, accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit évêque nommé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 18 mai 1894, portant institution canonique de M. Julien-Laferrière pour l'évêché de Constantine, est reçue et sera publiée en France en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'Etat. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général dudit conseil.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28202. — *DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Touchet pour l'Évêché d'Orléans.*

Du 23 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an X ;

Vu le décret du 29 janvier 1894, qui nomme M. Touchet, vicaire capitulaire du diocèse de Besançon, à l'évêché d'Orléans, en remplacement de M. Couillid, promu à l'archevêché de Lyon ;

Vu la bulle d'institution canonique du 18 mai 1894, accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit évêque nommé ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 18 mai 1894, portant institution canonique de M. Touchet pour l'évêché d'Orléans, est reçue et sera publiée en France en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général dudit conseil.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28203. — *DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Pelgé pour l'Évêché de Poitiers.*

Du 23 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an ix et l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x;

Vu le décret du 29 janvier 1894, qui nomme M. Pelgé, vicaire général du diocèse de Paris, à l'évêché de Poitiers, vacant par le décès de M. Jataux;

Vu la bulle d'institution canonique du 18 mai 1894, accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit évêque nommé;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 18 mai 1894, portant institution canonique de M. Pelgé pour l'évêché de Poitiers, est reçue et sera publiée en France en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général dudit conseil.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28204. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 28 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 69 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1894, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de cent vingt millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de cent millions de francs;

Vu les décrets n° 94, 113 et 178 des 15^{es} et 30 mars⁽¹⁾ et 5 mai 1894⁽²⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à deux millions six cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽³⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 13808) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 mai 1894, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme de huit cent mille francs pour le payement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie au vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 juin 1894;

Décret :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de huit cent mille francs (800,000).*

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.*

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juin 1894.

Signé : CASIMIR PERIER

Le Ministre des finances

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics

Signé : LOUIS BARTHOU.

(1) XII^e série, Bull. 1625, n° 27941.

(2) XII^e série, Bull. 1627, n° 28007.

(3) XII^e série, Bull. 1631, n° 28085.

(4) XI^e série, Bull. 1045, n° 20527.

N° 28205. — **DÉCRET** qui reporte à l'exercice 1894 une somme non chapitrée en 1893, applicable à l'Entretien des rues de France et Masséna, à Nice (route nationale n° 7).

Du 28 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 171, en date du 5 mai 1894 ⁽²⁾, qui a ouvert au ministère des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre XXIII : *Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cinq cent soixante-six francs soixante-sept centimes, représentant le versement effectué le 27 mai 1893, par la compagnie des tramways de Nice, pour l'entretien des rues de France et Masséna, à Nice (route nationale n° 7);

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme de cinq cent soixante-six francs soixante-sept centimes n'a pas été utilisée et peut dès lors être reportée à l'exercice 1894, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 juin 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre XXV : *Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien*, une somme de cinq cent soixante-six francs soixante-sept centimes (566^{fr} 67), applicable à l'entretien des rues de France et Masséna (route nationale n° 7), à Nice, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1893.

2. Pareille somme de cinq cent soixante-six francs soixante-sept centimes est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1893, première section, chapitre XXIII : *Routes et ponts — Travaux ordinaires — Entretien*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1631, n° 2861.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28206. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893 pour Travaux relatifs à la Navigation intérieure.*

Du 28 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets en date des 22 juin ⁽²⁾ et 15 novembre 1893 ⁽³⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre XXVII : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, divers crédits additionnels comprenant, notamment, les sommes ci-après :

Décret n° 252, du 22 juin 1893 :

Construction de la cale Saint-Pierre, à Tonneins, sur la Garonne.	1,941' 46"
---	------------

Décret n° 420, du 15 novembre 1893 :

Établissement d'un port sur la rive droite de la Seine, à Argenteuil.....	26,666 66
---	-----------

TOTAL.....	28,608 12
------------	-----------

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que sur le montant de ces deux crédits il reste actuellement disponible une somme de deux mille cent trois francs vingt centimes, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1894, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 juin 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}, Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10547.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1568, n° 26810.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1599, n° 27352.

publics, exercice 1894, première section, chapitre xiii : *Naviga-
tion intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*, une somme de deux
mille cent trois francs vingt centimes (2,103' 20), provenant de fonds
de concours et non employée sur les crédits ouverts au chapitre cor-
respondant de l'exercice 1893.

Ladite somme de deux mille cent trois francs vingt centimes est
applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après
désignées, savoir :

Construction de la cale Saint-Pierre, à Toanefins, sur la Garonne.	159' 68
Établissement d'un port sur la rive droite de la Seine, à Argen- teuil.	1,643 56
TOTAL ÉGAL.	<u>1,803 20</u>

2. Pareille somme de deux mille cent trois francs vingt centimes
est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux
publics, exercice 1893, première section, chapitre xxvii : *Naviga-
tion intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen
des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de con-
cours, pour les entreprises mentionnées audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PERRI.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOL.

N° 28207. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice
1894, un Crédit à titre de fonds d'avances versés au Trésor, applicable aux
Travaux d'amélioration des Ports de Cette et de Rouen.

Du 28 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général
des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre,
des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 68 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics
est autorisé à exécuter, pendant l'année 1894, sur les fonds à verser à titre
d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres in-

assés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élève, au maximum, à la somme de huit millions de francs.

Vu les déclarations (n° 3704) du receveur central du département de la Seine, (n° 2134 et 3694) du trésorier général du département de la Seine-Inférieure, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 5 février, 5 mars et 16 avril 1894, par les chambres de commerce de Cette et de Rouen, une somme totale de cinq cent mille francs (300,000' + 100,000' + 100,000') pour pourvoir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1894 et relatifs à l'amélioration des ports de Cette et de Rouen; Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds d'avances versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, en vue de l'exécution de travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de six cent mille francs, inférieure de sept millions quatre cent mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 68 de la loi précitée du 26 juillet 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 juin 1894,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1894, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par les chambres de commerce de Cette et de Rouen, un crédit additionnel de cinq cent mille francs (500,000') applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Amélioration du port de Rouen (loi du 11 mars 1885) (100,000' + 100,000')	200,000'
Amélioration du port de Cette	300,000'
TOTAL ÉGAL	500,000'

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28208. — *DÉCRET concernant le mode d'oblitération des Timbres mobiles des Trésoriers de Fabriques et Consistoires.*

Du 29 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'article 78 de la loi de finances, du 26 janvier 1892, portant qu'à partir du 1^{er} janvier 1893, « les comptes et budgets des fabriques et consistoires seront soumis à toutes les règles de la comptabilité des autres établissements publics » et l'article 1^{er} du règlement d'administration publique, rendu, le 26 mars 1893 ⁽¹⁾, pour l'exécution de cette disposition;

Vu l'article 4 de la loi du 8 juillet 1865 et l'article 2 de la loi du 23 août 1871;

Vu l'article 1^{er} du règlement d'administration publique du 21 juillet 1865 ⁽²⁾ et l'article 1^{er} du décret du 29 octobre 1862 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Par dérogation aux prescriptions de l'article 1^{er} du décret du 29 octobre 1862, portant que « les timbres mobiles seront apposés et annulés immédiatement au moyen d'une griffe », les trésoriers et receveurs spéciaux des fabriques et consistoires sont autorisés à annuler les timbres mobiles à « vingt-cinq centimes (0^e 25) », apposés, lorsqu'il y a lieu, sur les quittances par eux délivrés dans les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article 2 du décret du 27 novembre 1871, par l'apposition, à l'encre noire, en travers du timbre, de leur signature ainsi que la date de l'oblitération.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28209. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Frais d'entretien du Barrage de Lescure, sur le Tarn.*

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1544, n° 26331.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1073, n° 10755.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1318, n° 13537.

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 4266) du trésorier général du département du Tarn, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 décembre 1893, par les sieurs *Durand-Juéry* et compagnie, une somme de soixante-trois francs trente-cinq centimes, à titre de fonds de concours, pour l'entretien du barrage de Lescure, sur le Tarn;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 29 juin 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, première section, chapitre xxvii : *Navigation intérieure. — Rivières*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de soixante-trois francs trente-cinq centimes (63^{fr} 35), applicable aux frais d'entretien du barrage de Lescure, sur le Tarn.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28210. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893, applicable à divers Travaux de canalisation d'eau dépendant du Service des Eaux de Versailles et de Marly.

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget gé-

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

néral des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour les services;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le décret n° 153, en date du 25 avril 1894 ⁽²⁾, qui a ouvert la première section, chapitre XXXII : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de soixante-seize mille neuf cent trente-deux francs, applicable à l'exécution de divers travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly;

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que sur ledit crédit de soixante-seize mille neuf cent trente-deux francs il reste actuellement disponible celle de quinze mille cinq cents francs, dont le report a été effectué sur l'exercice 1894 en vertu des dispositions de l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 29 juin 1894.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1894, première section, chapitre XXXII : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, une somme de quinze mille cinq cents francs (15,500^f), applicable à l'exécution de divers travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1893.

2. Pareille somme de quinze mille cinq cents francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1893, première section, chapitre XXXVII : *Service des eaux de Versailles et de Marly*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1618, n° 1618.

11. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1893, un *Crédit* à titre de fonds de concours versés au *Trésor* pour l'instruction du *Chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François*.

Du 30 Juin 1894.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre des travaux publics;

la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par re, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit

ce;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, à l'emploi des fonds de concours;

les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au public, par diverses communes intéressées, pour concourir, avec fonds de l'État, à l'établissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François, une somme totale de huit mille neuf cent trente-neuf sept centimes, savoir :

DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
13 nov. 1893.	Troyes.	La commune de Saint-Jean-de-Bonneval.	1,000 ⁰⁰
26 nov. 1893.	Idem.	La commune de Bouilly.....	4,000 00
30 déc. 1893.	Idem.	La commune d'Auxon.....	2,939 07
13 nov. 1893.	Arts-et-Aube.	La commune de Chavanges.....	1,000 00
TOTAL comme ci-dessus..			8,939 07

la lettre du ministre des finances, en date du 29 juin 1894,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre LIV : *Travaux et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi des fonds de concours, un crédit additionnel de huit mille neuf cent trente-neuf francs sept centimes (8,939⁰⁷) applicable à la construction du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont

¹ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics.

Signé : R. POINCARRÉ.

Signé : LOUIS BARTHO.

N° 28212. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor par l'établissement des Chemins de fer de Mirecourt à Chalindrey et de Saint-Florentin à Vitry-le-François.*

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 658) du trésorier général du département de la Haute-Marne et (n° 4456) du trésorier général du département de l'Aube, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 17 août et 16 novembre 1893, par les communes de Saint-Thiebault et de Chessy, une somme totale de mille trois cent trente francs (330^f + 1,000^f), à titre de fonds de concours, pour l'établissement des chemins de fer de Mirecourt à Chalindrey et de Saint-Florentin à Vitry-le-François;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 29 juin 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1893, deuxième section, chapitre *III* : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille trois cent trente francs (1,330^f), applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises désignées ci-après, savoir:

Etablissement du chemin de fer de Mirecourt à Chalindrey.....	330 ^f
Etablissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....	1,000
TOTAL ÉGAL.....	1,330

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045. n° 10517.

au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28213. — *DÉCRET qui fixe les quantités de Produits d'origine et de provenance Tunisiennes qui pourront être admises en franchise ou soumises à des Traitements de faveur à leur entrée en France, du 1^{er} juillet 1894 au 30 juin 1895, dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890.*

Du 30 Juin 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture ;

Vu la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des traitements de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France ;

Vu, notamment, l'article 5, paragraphe D, de ladite loi, portant que, chaque année, des décrets du président de la République, rendus sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1, 2 et 3 de ladite loi ;

Vu les statistiques fournies par le résident général,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont fixées ainsi qu'il suit les quantités de céréales en grains, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourront être admises en franchise à leur entrée en France, du 1^{er} juillet 1894 au 30 juin 1895, dans les conditions de la loi susvisée :

Blé, huit cent mille quintaux métriques ;

Orge, cinq cent mille quintaux métriques ;

Avoine, quinze mille quintaux métriques ;

Maïs, quinze mille quintaux métriques.

2. Sont fixées ainsi qu'il suit les quantités des produits ci-après dénommés, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourront

être admises en franchise à leur entrée en France, du 1^{er} juillet 1894 au 30 juin 1895, dans les conditions de la loi susvisée :

Espèce chevaline, mille têtes ;

Espèce asine et mulassière, mille têtes ;

Espèce bovine, cinq mille têtes ;

Espèce ovine, trente mille têtes ;

Espèce caprine, cinq cents têtes ;

Espèce porcine, mille têtes ;

Gibier et tortues vivants ou morts, quatre mille kilogrammes ;

Volailles vivantes ou mortes, quatre mille kilogrammes.

3. Est fixée à soixante mille hectolitres la quantité de vins de raisins frais, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourra être admise en France, du 1^{er} juillet 1894 au 30 juin 1895, dans les conditions de la loi susvisée.

4. Est fixée à la somme de six millions de francs la valeur des quantités de produits, d'origine et de provenance tunisiennes, non dénommés dans les articles 1 et 2 de la loi susvisée, qui, dans les conditions de cette loi et sous réserve des exceptions prévues dans son article 4, pourront, du 1^{er} juillet 1894 au 30 juin 1895, être admis, en payant en France, conformément aux dispositions de l'article 3 de ladite loi, les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

5. Les ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

Signé : CASIMIR-PÉRIE.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : HANOUL.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : LOUVIER.

N° 28214. — DÉCRET relatif à un Échange entre l'État et la ville de Besançon.

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la dépêche du 3 novembre 1893, par laquelle le ministre des finances

a demandé au ministre des finances de donner suite à un projet d'échange, aux termes duquel l'État céderait à la ville de Besançon la portion des terrains militaires de cette place, comprise entre le quai Vauban et la Tour n° 19, et recevrait en contre-échange un terrain dit *des Jacobins* appartenant à la ville et loué par elle à l'autorité militaire, qui y a construit des écuries;

Vu le procès-verbal de l'expertise contradictoire du 14 février 1894, duquel il résulte :

1° Que les terrains militaires à céder à la ville mesurent une superficie d'un hectare quarante-cinq ares cinquante centiares et ont une valeur nette de quatre-vingt-deux mille francs;

2° Que le terrain communal, offert en échange à l'État, est d'une contenance de trente-huit ares quarante-huit centiares et peut être estimé à la même valeur, soit quatre-vingt-deux mille francs;

3° Que, par suite, l'échange peut être réalisé sans soule d'aucune part;
Vu la délibération du conseil municipal de Besançon, du 2 mars 1894, portant approbation du procès-verbal d'expertise;

Vu l'avis du préfet du Doubs, du 29 mars 1894, et du ministre de l'intérieur, du 10 avril 1894;

Vu la délibération du conseil d'administration des domaines, en date du 25 avril 1894;

Vu la délibération du conseil d'administration des domaines en date du 25 avril 1894, approuvée par le conseiller d'État, directeur général le lendemain;

Vu la décision du 4 mai 1894, par laquelle le ministre des finances a reconnu la convenance et l'utilité de l'échange et adhéré aux résultats de l'expertise;

Vu l'ordonnance du 12 décembre 1897⁽¹⁾;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le préfet du Doubs est autorisé à passer, au nom de l'État, avec le maire de Besançon, le contrat d'échange, sans soule, des immeubles ci-dessus désignés.

2. L'échange ne sera définitif qu'après avoir été sanctionné par une loi.

3. Le ministre des finances et le ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 203, n° 7627.

N° 28215. — *DÉCRET qui modifie l'article 2 du cahier des charges annexé au décret du 17 août 1891, en ce qui concerne le tracé, dans la traverse de Valence, du tramway de Chabeuil à Valence.*

Du 30 Juin 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 3 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret, en date du 17 août 1891 ⁽¹⁾, ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Drôme, d'un réseau de tramways comprenant les lignes de Saint-Vallier au Grand-Serre, de Tain à Romans; de Valence à Chabeuil et de Montélimar à Dieulefit; 2° d'approuver la concession à M. Marchand des lignes de Tain à Romans et de Montélimar à Dieulefit, et la rétrocession audit M. Marchand des lignes de Saint-Vallier au Grand-Serre et de Valence à Chabeuil.

Vu les conventions de concession et de rétrocession et les cahiers des charges annexés audit décret, notamment l'article 2 du cahier des charges spécial aux lignes de Saint-Vallier au Grand-Serre et de Valence à Chabeuil;

Vu le décret, en date du 27 décembre 1892 ⁽²⁾, qui approuve la concession à M. Marchand de la « Compagnie des chemins de fer de la Drôme » comme concessionnaire des lignes de Tain à Romans et de Montélimar à Dieulefit et rétrocessionnaire des lignes de Saint-Vallier au Grand-Serre et de Valence à Chabeuil;

Vu le décret, en date du 18 août 1893, prorogeant le délai fixé par le décret du 17 août 1891 ⁽¹⁾ pour les expropriations nécessaires à l'établissement des tramways qui ont fait l'objet de ce dernier décret;

Vu la demande présentée, le 22 décembre 1892, par la compagnie des chemins de fer de la Drôme, à l'effet d'obtenir une modification du tracé dans Valence, du tramway de Chabeuil à Valence;

Vu les avant-projets des variantes, en date des 20-22 décembre 1892 et 15-20-27 mai 1893;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle ces avant-projets ont été soumis, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880, dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽³⁾;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Valence, en date du 20 janvier 1891;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 26 juin 1894;

Vu les délibérations de la commission départementale et du conseil général de la Drôme, en date des 26 février et 5 avril 1894;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 16 juin, 18 novembre 1893, 22 février et 3 mars 1894;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 30 juillet 1893 et 12 avril 1894;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1445, n° 24373.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10717.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1530, n° 26107.

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le dernier alinéa de l'article 2 du cahier des charges spécial aux tramways du Grand-Serre à Saint-Vallier et de Chabeuil à Valence, annexé au décret du 17 août 1891, est modifié ainsi qu'il suit, en ce qui concerne le tracé du tramway de Chabeuil à Valence, dans la traversée de Valence, à partir de la place Saint-Félix :

« Place Saint-Félix, boulevards de l'Est et Bancel, place de la République, place du Champ-de-Mars, avenue de la Gare, rue Papius, d'une part, avenue Gambetta et Port-sur-le-Rhône, d'autre part. »

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28216. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police de Lézignan (Aude) est étendue à la commune de Roubia. (*Paris, 28 mars 1894.*)

N° 28217. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique, conformément aux dispositions générales du projet présenté, à la date des 21-22 décembre 1892, par les ingénieurs de la navigation du Rhône, les travaux à exécuter pour la fermeture des brèches de la digue du Lamou, située sur le territoire des communes de Lamotte et de Mondragon (Vaucluse), constituées en syndicat pour la réparation et l'entretien dudit ouvrage.

En conséquence, ledit syndicat est autorisé à procéder à l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

2° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans, à dater du présent décret. (*Paris, 3 Avril 1894.*)

(1) XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

(2) XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

N° 28218. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui autorise la commune de Montferrand, canton de Beaumont, arrondissement de Bergerac, département de la Dordogne, à porter, à l'avenir, le nom de *Montferrand-la-Perche*.
(Paris, 7 Avril 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 24^e Août 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XLVIII DE LA XI^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

PREMIER SEMESTRE DE 1894.

DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 1894.

(N^{os} 1607 à 1638.)

A

ABATTOIRS. Décret relatif à l'ouverture d'abattoirs publics, B. 1627, p. 659.

ABUS. Décret qui rejette le recours pour abus formé par le sieur *Chausaing* et la dame veuve *Menu* contre l'abbé *Béronie*, B. 1613, p. 215. — Décret qui déclare qu'il y a abus dans la disposition de l'arrêté du maire de Saint-Denis (Seine) interdisant, sur la voie publique, l'exhibition d'effigies servant aux différents cultes, B. 1616, p. 316. — Décret qui rejette le recours formé par le conseil de fabrique de Saint-André-sous-Bocq pour annulation d'un arrêté du conseil de préfecture de la Haute-Savoie, B. 1627, p. 666. — Décret qui

formé par le desservant de la succursale de Saint-Thomas-de-Conac (Charente-Inférieure), B. 1635, p. 995.

ADJOINTS. Décrets portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par la loi sera nommé dans les localités ci-après : section de Juch, commune de Ploaré, canton de Douarnenez, arrondissement de Quimper (Finistère), B. 1628, p. 702; — section de Laborde, commune d'Auxerre, canton et arrondissement d'Auxerre (Yonne), B. 1630, p. 767; — section de Land-er-Ster, commune de Caudan, canton de Pont-Scorff, arrondissement de Lorient (Morbihan), B. 1624, p. 574.

AFFECTATIONS D'IMMEUBLES. Voyez *Domitine*.

ALGÉRIE. Décret qui complète l'article 22 du décret du 27 juin 1887 sur la perception de l'octroi de mer en Algérie, B. 1607, p. 10.

— Décret qui rend exécutoire en Algérie la loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, B. 1614, p. 236.

— **Décret qui rend applicable à l'Algérie le décret du 23 décembre 1893, relatif à l'extension de la juridiction des commissaires spéciaux,** B. 1618, p. 378.

ALLUMETTES. Décret concernant la vente des allumettes aux divers services administratifs de l'État, B. 1630, p. 763.

ARMÉE. Décret qui modifie les subdivisions de la dix-septième légion, B. 1623, p. 535. — Loi portant modifications à l'organisation

de l'artillerie et du génie, B. 1637, p. 1057.

ARRONDISSEMENTS. Voyez *Conseils d'arrondissement*.

ASSISTANCE. Décret relatif à la réorganisation du conseil supérieur de l'assistance publique, B. 1613, p. 205.

ASSOCIATIONS (SYNDICATS). Décret portant règlement d'administration publique sur les associations syndicales, B. 1620, p. 432.

AUTORISATIONS. Décret qui autorise la société anonyme « Lorraine industrielle » à compléter les installations établies sur le côté droit de la station d'Hussigny (ligne de Longwy à Villerupt), se trouvant à moins de deux mètres du chemin de fer, B. 1611, p. 159.

B

Bacs. Décrets approuvant les tarifs pour la perception des droits de péage au bac de Maisons-Laffitte sur la Seine, commune de Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise), B. 1607, p. 28.

BATTERIES. Voyez *Fortifications*.

BOIS FLOTTÉS. Décret qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou écluses de bois de charpente, sciage et charonnage flottés, pendant l'exercice 1894 (approvisionnement de Paris), B. 1615, p. 262.

BOURSES DU COMMERCE. Voyez *Chambres de commerce*.

BREVETS D'INVENTION. Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 1632, p. 801. — Décret qui proclame quarante-huit cessions de brevets d'invention, B. 1632, p. 911.

BUDGET. *Dispositions générales.*

Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1893; 2° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes,

B. 1624, p. 547. — Décret qui nomme un membre de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1890 et l'année 1891, B. 1634, p. 968.

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Exercice 1893. Ouverture de crédit extraordinaire pour les dépenses de la commission arbitrale des pêcheries de Behring, B. 1611, p. 129.

Exercice 1894. Ouverture de crédit supplémentaire au chapitre XVII : dépenses secrètes, B. 1619, p. 306.

Report à l'exercice 1894 de sommes non employées en 1893 pour la reconstruction de l'hôpital français à Constantinople, B. 1617, p. 350.

AGRICULTURE

Exercice 1889. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1621, p. 453.

Exercice 1890. Ouverture de cré-

crédits supplémentaires, B. 1621, p. 454; B. 1628, p. 674.

Exercice 1891. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1621, p. 457; B. 1628, p. 676.

Exercice 1892. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1621, p. 455; B. 1628, p. 677.

Exercice 1893. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour remonte des haras et encouragements à l'industrie chevalique, B. 1612, p. 170; — pour travaux à exécuter dans la forêt domaniale des Beni-Ghopri, B. 1612, p. 171; — pour l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Ecully (Rhône), B. 1621, p. 458; — pour travaux dans la forêt domaniale de Chabet-el-Quart, B. 1621, p. 459.

(COLONIES.)

Exercice 1896. Loi qui ouvre au ministre des colonies un crédit pour l'administration générale (personnel et matériel) du ministère des colonies, B. 1623, p. 614.

Ouverture de crédit extraordinaire pour la protection des intérêts français en Afrique, B. 1635, p. 981.

COMMERCE, INDUSTRIE,
POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Exercices 1891 et 1892. Ouverture de crédits supplémentaires; B. 1621, p. 468; B. 1626, p. 627; B. 1634, p. 956.

Exercice 1892. Décret qui ouvre au budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (3^e section : colonies), pour l'exercice 1892, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de soldes antérieures à cet exercice, B. 1609, p. 67.

Exercice 1893. Décret qui annule une somme restée sans emploi sur le crédit ouvert au ministre du commerce, de l'in-

dustrie et des colonies, par le décret du 11 juillet 1893, pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie), B. 1622, p. 511.

Ouverture de crédits à titre d'avances, pour l'établissement de lignes et de réseaux téléphoniques, B. 1609, p. 77; B. 1611, p. 145; B. 1622, p. 508.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques, B. 1609, p. 85; B. 1611, p. 137; — pour l'établissement de lignes téléphoniques, B. 1610, p. 111; B. 1611, p. 142; B. 1622, p. 506; B. 1625, p. 578; — pour les dépenses de l'exposition de Chicago (4^e section : colonies), B. 1611, p. 138; — pour les dépenses de construction du pavillon national à l'exposition de Chicago, B. 1622, p. 505; — pour l'entretien d'élèves à l'école nationale de Cluses (Haute-Savoie), B. 1622, p. 507.

Exercice 1894. Ouverture de crédits extraordinaires : affecté au chapitre xxxviii : participation de la France à l'exposition universelle de Chicago, B. 1619, p. 396; — destiné à faciliter la participation française à l'exposition internationale d'Anvers, B. 1619, p. 399.

Ouverture de crédits supplémentaires : pour l'exposition internationale de Lyon, B. 1624, p. 546; — pour le service colonial, B. 1624, p. 547.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour l'établissement de lignes télégraphiques, B. 1633, p. 928; B. 1633, p. 931; — pour les frais d'établissement de lignes téléphoniques, B. 1634, p. 962.

Report à l'exercice 1896 d'une somme non employée en 1893, destinée à l'établissement de lignes et bureaux télégraphiques en Algérie, B. 1637, p. 660.

ALGÉRIE. Décret qui complète l'article 23 du décret du 27 juin 1887 sur la perception de l'octroi de mer en Algérie, B. 1607, p. 10.

— l'édret qui rend exécutoire en Algérie la loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, B. 1614, p. 236.

— **Décret qui rend applicable à l'Algérie le décret du 23 décembre 1893, relatif à l'extension de la juridiction des commissaires spéciaux**, B. 1618, p. 378.

ALLUMETTES. Décret concernant la vente des allumettes aux divers services administratifs de l'État, B. 1630, p. 763.

ARMÉE. Décret qui modifie les subdivisions de la dix-septième région, B. 1623, p. 535. — Loi portant modifications à l'organisation

de l'artillerie et du génie, B. 1617, p. 1057.

ARRONDISSEMENTS. Voyez *Cantons d'arrondissement*.

ASSISTANCE. Décret relatif à l'organisation du conseil supérieur de l'assistance publique, B. 1616, p. 205.

ASSOCIATIONS SYNDICALES. Décret portant règlement d'administration publique sur les associations syndicales, B. 1620, p. 53.

AUTORISATIONS. Décret qui autorise la société anonyme « L'usine industrielle » à compléter les installations établies sur le droit de la station d'Hyé (ligne de Longwy à Villerupt), se trouvant à moins de deux mètres du chemin de fer, B. 1619, p. 159.

B

BACS. Décrets approuvant les tarifs pour la perception des droits de péage au bac de Maisons-Laffitte sur la Seine, commune de Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise), B. 1607, p. 28.

BATTERIES. Voyez *Fortifications*.

BOIS FLOTTÉS. Décret qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage et charrognage flottés, pendant l'exercice 1894 (approvisionnement de Paris), B. 1615, p. 262.

BOURSES DU COMMERCE. Voyez *Chambres de commerce*.

BREVETS D'INVENTION. Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 1632, p. 801. — Décret qui proclame quarante-huit cessions de brevets d'invention, B. 1632, p. 911.

BUDGET. *Dispositions générales.*

Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1893; 2° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes,

B. 1624, p. 547. — Décret qui nomme un membre de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1890 et 1891, B. 1634, p. 968.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Exercice 1893. Ouverture de crédit extraordinaire pour les dépenses de la commission arbitrale des pêcheries de Belgique, B. 1611, p. 129.

Exercice 1894. Ouverture de crédit supplémentaire au chapitre XVII : dépenses secrètes, B. 1619, p. 396.

Report à l'exercice 1894 des sommes non employées en 1893 pour la reconstruction de l'hôpital français à Constantinople, B. 1617, p. 350.

AGRICULTURE

Exercice 1889. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1613, p. 453.

Exercice 1890. Ouverture de

p. 280; B. 1615, p. 281; B. 1616, p. 318; B. 1617, p. 348; B. 1624, p. 567; B. 1624, p. 568; B. 1624, p. 569; B. 1629, p. 733; B. 1629, p. 734; B. 1630, p. 765; B. 1631, p. 787.

Exercice 1893. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour les dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie, B. 1607, p. 16; — pour dépenses publiques, B. 1614, p. 335; — applicable aux dépenses de l'Observatoire de Toulouse, B. 1617, p. 347; — pour les dépenses de l'instruction publique, B. 1631, p. 790.

Exercice 1894. Décret qui transporte du budget du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, pour l'exercice 1894, au budget du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, pour le même exercice, un crédit affecté à l'école d'apprentissage et à l'école primaire supérieure et professionnelle de garçons de Rouen, B. 1622, p. 509.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour les dépenses du service chronométrique de l'Observatoire de Besançon, B. 1617, p. 346; B. 1637, p. 1077; — pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger, B. 1618, p. 381; — pour l'acquisition d'un groupe en bronze les « Lutteurs de Charpentier », B. 1625, p. 579; — pour les dépenses du service de l'instruction publique, B. 1625, p. 591; — pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel, B. 1626, p. 629; — pour les dépenses des facultés, B. 1627, p. 668; — pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Nice, B. 1627, p. 669.

Report à l'exercice 1894 d'une somme non employée en 1893, destinée à la décoration d'édifices

publics à Paris et dans les départements, B. 1614, p. 233.

INTÉRIEUR.

Exercices 1890, 1891 et 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1615, p. 267.

Exercice 1893. Ouverture de crédit extraordinaire destiné à indemniser la société anonyme de publications périodiques de la suppression du *Bulletin des communes*, B. 1609, p. 65.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour les dépenses des établissements thermaux affermés, B. 1615, p. 277; — pour les dépenses d'entretien des monuments de Villersexel (Haute-Saône) et de Baule (Loiret), B. 1615, p. 279; — applicable aux dépenses d'installation du centre de Frendah, B. 1615, p. 285; — pour travaux exécutés à divers édifices diocésains, B. 1627, p. 664.

Exercices 1894. Ouverture de crédits supplémentaires : destiné au service des commissaires de police, B. 1608, p. 33; — destiné à des travaux d'amélioration à l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, B. 1636, p. 1026.

Ouverture de crédit extraordinaire pour indemnités et secours aux victimes des explosions des 12 et 20 février 1894, B. 1636, p. 1025.

Ouverture de crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour travaux de canalisation en Algérie, B. 1625, p. 604.

Report à l'exercice 1894 de sommes non employées en 1893 : pour travaux à l'établissement thermal de Vichy, B. 1627, p. 667; — pour participation de l'Algérie à l'exposition internationale de Chicago, B. 1634, p. 978; — pour dépenses de colonisation, B. 1635, p. 1011.

Exercice 1894. Décret qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation, B. 1618, p. 377. — Décret qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine un crédit de liné au paiement de dépenses provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation, B. 1631, p. 761.

Report à l'exercice 1894 d'une somme non employée en 1893, applicable à l'exécution de travaux à l'établissement des pupilles de la marine à Brest, B. 1615, p. 272.

TRAVAUX PUBLICS.

Exercices 1890, 1891 et 1892. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1609, p. 86; B. 1624, p. 570.

Exercices 1891 et 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1624, p. 562.

Exercice 1893. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor: applicable à des travaux projetés sur les routes nationales, B. 1613, p. 194; — applicable aux travaux d'établissement des chemins de fer de Nérac à Mont-de-Marsan et de Voujaucourt à Saint-Hippolyte, B. 1613, p. 204; — pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat, B. 1613, p. 207; B. 1615, p. 258; B. 1615, p. 260; B. 1615, p. 265; B. 1624, p. 555; — applicable aux travaux des ports de Dieppe et de Bordeaux, B. 1614, p. 226; — pour le traitement de l'éclusier chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgdon, B. 1614, p. 227; — pour les frais d'éclairage et d'éclairage du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français,

B. 1614, p. 228; B. 1629, p. 721. — applicable aux dépenses d'entretien du nivellement général du territoire de la commune d'Ille (Pas-de-Calais), B. 1614, p. 229. — applicable aux travaux d'entretien de divers ports maritimes, B. 1615, p. 261; — applicable aux travaux d'amélioration du port de Marseille (instrument de radoub), B. 1620, p. 529. — applicable à l'établissement de diverses lignes de chemins de fer, B. 1620, p. 430; — applicable à des travaux projetés aux ports de Cherbourg et à Lorient, B. 1620, p. 431; — pour l'exécution de travaux publics, B. 1620, p. 557; — applicable aux travaux d'achèvement du port de Bordeaux, B. 1625, p. 586; — pour l'établissement du chemin de fer de Nérac à Mont-de-Marsan, B. 1625, p. 587; — applicable au paiement de l'indemnité due aux gardiens du feu de mer pour la manœuvre d'une machine à main installée sur la jetée du port de Calais, B. 1625, p. 589; — applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville (Algérie), B. 1625, p. 590; — pour le service de la perception des recettes des ports du port d'Alger en 1893, B. 1625, p. 686; — pour l'entretien de la route thermale n° 1 pendant l'année 1893, B. 1628, p. 687. — applicable aux travaux de recrudescence d'une maison bâtie en saillie sur les alignements de la route nationale n° 10, dans la traverse d'Apt, B. 1628, p. 688; — pour l'entretien des routes nationales dans le département de la Seine, B. 1628, p. 689. — applicable à divers travaux de navigation intérieure, B. 1628, p. 690; — pour dépenses politiques, B. 1628, p. 691; — pour l'exécution de divers travaux de chemins de fer, B. 1628, p. 692. — applicable à l'exécution de divers travaux de canalisation de dépenses

du service des eaux de Versailles et de Marly, B. 1628, p. 699; — applicable à la construction d'un aqueduc sur la route nationale n° 111 dans la traverse de Praysac, B. 1629, p. 726; — applicable à divers travaux maritimes, B. 1629, p. 726; — pour l'entretien de tranchées ouvertes sur les chaussées des routes nationales du département de la Seine, B. 1631, p. 772; — pour l'entretien des tranchées ouvertes sur les routes nationales n° 1, 13, 34, 190 et 192 dans le département de la Seine, B. 1631, p. 775; — pour l'entretien de la route nationale n° 10, entre Sèvres et Versailles, B. 1631, p. 774; — applicable à l'entretien des rues de France et Masséna (route nationale n° 7) à Nice, B. 1631, p. 776; — pour les frais d'exécution du nivellement général du territoire de la commune de Lens (Pas-de-Calais), B. 1631, p. 777; — pour les frais d'entretien du barrage de Lescure, sur le Tarn, B. 1638, p. 1090; — pour la construction du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François, B. 1638, p. 1093.

Exercice 1894. Ouverture de crédits à titre d'avances : applicable aux travaux d'amélioration du port de Dunkerque, B. 1625, p. 580; — pour l'amélioration du port de Mostaganem, B. 1629, p. 723; — applicable aux travaux d'amélioration des ports de Cette et de Rouen, B. 1638, p. 1088; — **Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor :** pour la construction de trottoirs et de caniveaux sur la

route nationale n° 1, dans la traverse de Birmandreïs (département d'Alger), B. 1620, p. 428; — pour la reconstruction de la jetée est du port de Dunkerque, B. 1625, p. 581; — pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État, B. 1625, p. 588; B. 1627, p. 662; B. 1631, p. 778; B. 1634, p. 976; B. 1638, p. 1084; — applicable à divers travaux de navigation intérieure, B. 1628, p. 691; — applicable à la construction de divers chemins de fer, B. 1629, p. 724; — pour l'exécution du nivellement général du département du Pas-de-Calais, B. 1629, p. 725; — applicable à l'établissement du chemin de fer de Saint-Laurent à Morez, B. 1631, p. 791; — pour l'établissement des chemins de fer de Mirecourt à Chalindrey et de Saint-Florentin à Vitry-le-François, B. 1638, p. 1094.

Report à l'exercice 1894 de sommes non employées en 1893 : pour l'exécution de divers travaux maritimes, B. 1631, p. 783; — applicable à des travaux de navigation intérieure, B. 1631, p. 789; B. 1638, p. 1087; — pour l'exécution de travaux projetés sur diverses routes nationales, B. 1634, p. 971; — applicable à l'exécution de travaux dans le port de Boulogne, B. 1637, p. 1076; — applicable à des travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly, B. 1638, p. 1091; — applicable à l'entretien des rues de France et Masséna, à Nice (route nationale n° 7), B. 1638, p. 1086.

CASSÉS D'ASSURANCES. Décret qui fixe l'intérêt composé du capital dont il est tenu compte dans les tarifs d'après lesquels est calculé le montant des primes à payer

pour les assurances en cas de décès, souscrites à partir du 1^{er} janvier 1894, B. 1611, p. 146.

CASSE DES OFFRANDES NATIONALES. Décret qui nomme un membre

La casse
de la
T.

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

que a partir de los señeros con-
tinuaron a convertirse, por lo
tanto, en el punto de partida de la
revolución. En consecuencia, — Dicho
de otra manera: la política que se de-
claró en el momento de la revolución
fue la política de la revolución. En
consecuencia, la política de la revolución
fue la política de la revolución de
la revolución de la revolución.

1. Elaboración de la propuesta de
 2. proyecto de ley.
 3. Elaboración de la propuesta de
 4. proyecto de ley.
 5. Elaboración de la propuesta de
 6. proyecto de ley.
 7. Elaboración de la propuesta de
 8. proyecto de ley.
 9. Elaboración de la propuesta de
 10. proyecto de ley.
 11. Elaboración de la propuesta de
 12. proyecto de ley.
 13. Elaboración de la propuesta de
 14. proyecto de ley.
 15. Elaboración de la propuesta de
 16. proyecto de ley.
 17. Elaboración de la propuesta de
 18. proyecto de ley.
 19. Elaboración de la propuesta de
 20. proyecto de ley.
 21. Elaboración de la propuesta de
 22. proyecto de ley.
 23. Elaboración de la propuesta de
 24. proyecto de ley.
 25. Elaboración de la propuesta de
 26. proyecto de ley.
 27. Elaboración de la propuesta de
 28. proyecto de ley.
 29. Elaboración de la propuesta de
 30. proyecto de ley.
 31. Elaboración de la propuesta de
 32. proyecto de ley.
 33. Elaboración de la propuesta de
 34. proyecto de ley.
 35. Elaboración de la propuesta de
 36. proyecto de ley.
 37. Elaboración de la propuesta de
 38. proyecto de ley.
 39. Elaboración de la propuesta de
 40. proyecto de ley.
 41. Elaboración de la propuesta de
 42. proyecto de ley.
 43. Elaboración de la propuesta de
 44. proyecto de ley.
 45. Elaboración de la propuesta de
 46. proyecto de ley.
 47. Elaboración de la propuesta de
 48. proyecto de ley.
 49. Elaboración de la propuesta de
 50. proyecto de ley.
 51. Elaboración de la propuesta de
 52. proyecto de ley.
 53. Elaboración de la propuesta de
 54. proyecto de ley.
 55. Elaboración de la propuesta de
 56. proyecto de ley.
 57. Elaboración de la propuesta de
 58. proyecto de ley.
 59. Elaboración de la propuesta de
 60. proyecto de ley.
 61. Elaboración de la propuesta de
 62. proyecto de ley.
 63. Elaboración de la propuesta de
 64. proyecto de ley.
 65. Elaboración de la propuesta de
 66. proyecto de ley.
 67. Elaboración de la propuesta de
 68. proyecto de ley.
 69. Elaboración de la propuesta de
 70. proyecto de ley.
 71. Elaboración de la propuesta de
 72. proyecto de ley.
 73. Elaboración de la propuesta de
 74. proyecto de ley.
 75. Elaboración de la propuesta de
 76. proyecto de ley.
 77. Elaboración de la propuesta de
 78. proyecto de ley.
 79. Elaboración de la propuesta de
 80. proyecto de ley.
 81. Elaboración de la propuesta de
 82. proyecto de ley.
 83. Elaboración de la propuesta de
 84. proyecto de ley.
 85. Elaboración de la propuesta de
 86. proyecto de ley.
 87. Elaboración de la propuesta de
 88. proyecto de ley.
 89. Elaboración de la propuesta de
 90. proyecto de ley.
 91. Elaboración de la propuesta de
 92. proyecto de ley.
 93. Elaboración de la propuesta de
 94. proyecto de ley.
 95. Elaboración de la propuesta de
 96. proyecto de ley.
 97. Elaboración de la propuesta de
 98. proyecto de ley.
 99. Elaboración de la propuesta de
 100. proyecto de ley.

1. The first step is to identify the problem or goal. This involves understanding the current situation and what needs to be achieved.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
155 E. 42ND STREET
NEW YORK 17, N.Y.

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the nature of the problem, its scope, and its impact.

THE

Lille (Nord), B. 1011, p. 125.
Nantes, Loire-Inférieure, 1811,
p. 130; — Paris, Seine, 1811,
p. 405; — Rouen, Seine-
Maritime, B. 1011, p. 131.

Impôts sur le revenu et sur les profits relatifs à des opérations additionnelles à partir de 1961, pour les dépenses en chambre et bourses de travail ci-après : Marseille (B. 1611, p. 1), Marne, B. 1611, p. 1.

Contributions aux dépenses
relatives aux contributions pa-
lées à percevoir, en l'absence
des dépenses de divers autres
bourses de commerce, à la
p. 123; B. 1011. p. 13; A. 2
p. 150.

CHEMINS DE FER.

L'Etat qui, par l'usage d'un tel produit, a
 l'eau s'assurement, sur le de
 fer d'intérêt local de l'Union
 Chateau-Landon, d'un com
 etement partant de la p
 Montereau pour aboutir à
 gite à créer sur la rive op
 de la Seine. B. 1101. 1102.

Concession. D'après qu'il d'attente puis que et com-
compagnie du chemin de
Paris à Orléans les nou-
vées entrées à Orléans
quels d'agitation et de
Lyon, au port de Nantes, B.
p. 1.01.

Index:

Les travaux à exécuter pour
améliorer les chemins de
fer sont indiqués sur la ligne
d'axe à l'arrangement. A la
p. 12.

L'Etat des chemins de
 fer de la Loi qui atinge le
 1^{er} janvier 1900 en ce point
 l'Etat d'Etat general de
 bras a Providence, R. I.
 p. 111.

1. Les personnes qui ont
 2. des problèmes de santé
 3. ou des problèmes de
 4. santé mentale.

de la gare de Narbonne (Aude)
et l'amélioration des communi-
cations au nord de cette gare.
B. 1617, p. 351.

Lignes des chemins de fer du Nord. Sonj. approuvées les tra-
vaux à exécuter pour le prolonge-
ment jusqu'au pont de Saint-
Omer du chemin de fer des docks
de Saint-Omer à la Plaine Saint-
Denis (Seine). B. 1616, p. 343.

Lignes des chemins de fer de l'Ouest. Décret qui déclare d'uti-
lité publique à titre d'intérêt gé-
néral l'établissement d'un chemin
de fer raccourcissant les deux gares
de la rive gauche de la Seine à
Boulogne (Seine-et-Marne). B. 1625,
p. 507.

Lignes des chemins de fer de l'Est.
Décret à Lyon et de Méditerranée.
Décret qui autorise la compagnie
des chemins de Paris à Lyon et à
la Méditerranée à déléguer
l'exploitation des ateliers d'Alger
(ligne d'Alger à Orléans). B. 1619,
p. 415.

Décret approuvant les
dépenses faites par la compagnie
générale sur son réseau algérien
pour l'augmentation du matériel
circulant. B. 1628, p. 708.
Décret approuvant les dépenses à
faire par la dite compagnie sur
son réseau algérien pour l'acqui-
sition de matériel et d'entretien.
B. 1630, p. 709.

Décret approuvant les
dépenses à faire par la dite com-
pagnie sur son réseau algérien pour
l'entretien du matériel et d'entretien.
B. 1619, p. 415.

Décret approuvant les
dépenses à faire par la dite com-
pagnie sur son réseau algérien pour
l'entretien du matériel et d'entretien.
B. 1619, p. 415.

CODE DE COMMERCE. Loi qui modifie
les articles 140, 112 et 652 du

Code de commerce sur la lettre
de change. B. 1620, p. 705.

COLONIES ET PROTECTORATS.
Dispositions générales. Décret
qui abroge les dispositions tran-
sitoires, édictées par l'article 13
du décret du 21 juin 1887 et par
le décret du 12 août suivant, sur
la réorganisation du personnel des
comptables de matières aux colo-
nies. B. 1611, p. 143.
Décret
qui rend applicable aux colonies
la loi du 18 avril 1886 sur
l'espionnage. B. 1630, p. 747.

*Dispositions applicables à une
seule colonie.*

Diégo-Suarez. Décret concer-
nant l'organisation judiciaire et
l'administration de la justice à
Diégo-Suarez. B. 1630, p. 748.
Décret portant organisation de la
justice indigène à Diégo-Suarez.
B. 1630, p. 753.

Guyane. Décret qui organise,
dans la colonie pénitentiaire de
la Guyane, une surveillance spé-
ciale à la sortie des navires en
vue d'empêcher les évasions des
transportés des relégués et des
reclus coloniaux. B. 1609,
p. 73.

Indo-Chine. Décret modifiant
la composition du conseil privé
de la Cochinchine. B. 1609, p. 75.
Décret modifiant le décret du
3 mai 1891 concernant la ré-
pression par voie disciplinaire
des infractions spéciales aux in-
digenes de la Cochinchine. B. 1609,
p. 66.

Nossi-Bé. Décret concernant
l'organisation judiciaire et l'ad-
ministration de la justice à Nossi-
Bé. B. 1630, p. 748.

Nouvelle-Calédonie. Décret por-
tant modifications à l'organisation
du service judiciaire en Nouvelle-
Calédonie. B. 1619, p. 104.
Décret fixant le traitement et la pa-
rité d'office des magistrats de la
cour d'appel et du tribunal de
première instance de Nouméa
(Nouvelle-Calédonie). B. 1620,
p. 107.

1609, p. 96; — la commune Wattignies, canton de Mauges, arrondissement d'Avonnes (rd), portera, à l'avenir, le nom de *Wattignies-la-Victoire*, B. 1630, p. 767.

Territoires distraits ou annexés; unions ou divisions: Décret qui rattache certains terrains du territoire de la commune de Saint-cre, canton et arrondissement Guéret (Creuse) et les rattache à la commune de Saint-Laurent (2^e canton), B. 1628, p. 703. Loi qui distrait la section du territoire de la commune de la commune de Toulon, arrondissement de Toulon (Var), l'érige en commune distincte, B. 1636, p. 1035.

Transferts de chefs-lieux: Le chef-lieu de la commune de Miquas, canton de Salon, arrondissement d'Aix (Bouches-du-Rhône), est transféré dans la commune de Constantine, B. 1633, p. 1048.

Autorisations d'emprunts ou propositions extraordinaires: Loi qui approuve un engagement de la ville de Saint-Étienne (Loire) sur le remboursement d'un emprunt, B. 1616, p. 312. — Loi qui autorise l'emploi d'une somme sur l'emprunt de la ville de Paris, prouvé par la loi du 22 juillet 1892, B. 1636, p. 1023. — Lois qui autorisent les villes et communes ci-après à contracter des emprunts ou à s'imposer extraordinairement: Annonay (Ardèche), B. 1617, p. 332; Arcachon (Gironde), B. 1636, p. 1020; — Blois (Loir-et-Cher), B. 1617, p. 333; Bône (Algérie), B. 1636, p. 1038; Bourges (Cher), B. 1636, p. 1029; Brive (Corrèze), B. 1617, p. 334; — Cahors (Lot), B. 1617, p. 335; Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), B. 1616, p. 306; Chaumont (Haute-Marne), B. 1616, p. 307; Compiègne (Oise), B. 1617, p. 335; — Flers (Orne), B. 1636, p. 1032; — Grenoble (Isère),

B. 1616, p. 308; — Hyères (Var), B. 1616, p. 309; — Laval (Mayenne), B. 1616, p. 310; Lisieux (Calvados), B. 1616, p. 311; Lyon (Rhône), B. 1616, p. 312; — Meaux (Seine-et-Marne), B. 1617, p. 336; — Nancy (Meurthe-et-Moselle), B. 1636, p. 1013; Nantes (Loire-Inférieure), B. 1617, p. 337; — Orléans (Algérie), B. 1636, p. 1040; — Perpignan (Pyrénées-Orientales), B. 1636, p. 1014; — Reims (Marne), B. 1617, p. 338; Rennes (Ille-et-Vilaine), B. 1617, p. 339; Riom (Puy-de-Dôme), B. 1636, p. 1022; Rochefort (Charente-Inférieure), B. 1636, p. 1033; — Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), B. 1636, p. 1028; Saint-Raphaël (Var), B. 1627, p. 654; Sedan (Ardennes), B. 1636, p. 1031; — Tulle (Corrèze), B. 1617, p. 340; — Vannes (Morbihan), B. 1636, p. 1034.

Modifications d'emprunts autorisés: Loi qui autorise la ville de Castres (Tarn) à changer l'affectation de fonds d'emprunt, B. 1636, p. 1029.

Communes imposées d'office: Castelmarty (Aveyron), B. 1636, p. 1028; — Dax (Landes), B. 1636, p. 1031; — Sainte-Bazile (Haute-Vienne), B. 1636, p. 1037; Saint-Gilles-les-Forêts (Haute-Vienne), B. 1636, p. 1037; — Surdoux (Haute-Vienne), B. 1636, p. 1037.

CONCESSIONS. Voyez Domaines.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Annulations de délibérations: Décret qui annule la délibération prise par le conseil d'arrondissement de Saint-Denis (Seine), B. 1626, p. 639.

CONSEIL D'ÉTAT: Décret qui forme une section temporaire du contentieux au Conseil d'État, B. 1607, p. 6.

CONSEILS GÉNÉRAUX.

Annulations de délibérations: Décrets qui annulent les délibérations prises par les conseils gé-

nécéaire des départements ci-après :
 Bouches-du-Rhône, B. 1624, p. 374; — Dôme, B. 1626, p. 640;
 — Loire (Haute), B. 1617, p. 351;
 — Oran, B. 1626, p. 639; — Pyrénées-Orientales, B. 1631, p. 979;
 — Seine, B. 1611, p. 151; B. 1624, p. 575; B. 1626, p. 639.

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES. Voyez *Impôts*.

CONVENTIONS INTERNATIONALES. Décret qui promulgue la convention conclue, le 9 août 1893, entre la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, relativement au transport de certaines marchandises, B. 1612, p. 1612. — Note relative à l'exécution de l'article 6 de la convention conclue entre la France et la Belgique, le 22 juin 1882, concernant l'entretien des cours d'eau mitoyens entre les deux pays, B. 1612, p. 188. — Décret qui approuve la déclaration signée à La Haye, le 17 janvier 1894, entre la France et les Pays-Bas, B. 1613, p. 193. — Notification au gouvernement de la République française de l'accession de la colonie anglaise de l'Australie occidentale à la convention « télégraphique » de Saint-Petersbourg du 10/27 juillet 1875, B. 1617, p. 348. — Loi qui autorise le gouvernement de la République à consentir une nouvelle prorogation de la réforme

judiciaire en Egypte, B. 1611, p. 353. — Loi qui approuve l'arrangement monétaire conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse, B. 1619, p. 401. — Décret qui promulgue l'arrangement conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse, B. 1619, p. 401. — Loi qui approuve le traité conclu le 3 octobre 1893, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le Roi de Siam, B. 1621, p. 449. — Décret qui promulgue le traité conclu à Bangkok le 3 octobre 1893, entre la France et le Siam, B. 1621, p. 449. — Décret portant promulgation de la convention conclue à Dresde, le 19 avril 1893, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse et du protocole d'accession de la Grande-Bretagne, B. 1630, p. 737.

COURTAGE MARITIME. Voyez *Courriers*.

COURTIERS. Décret relatif aux droits de courtage maritime à percevoir au Port de la Nouvelle-Australie, B. 1611, p. 153.

DECORATIONS ET MÉDAILLES. Voyez *Légion d'honneur*.

DÉNOMBREMENT. Voyez *Population*.

DÉPARTEMENTS.

Loi qui approuve un engagement du département de la Nièvre, pour concourir aux dépenses de l'école pratique d'agriculture de Corbigny, B. 1616, p. 304.

Autorisations d'emprunts et impositions extraordinaires. Ont été autorisés à contracter des em-

prunts ou à s'imposer extraordinairement les départements ci-après : Alpes (Basses-), B. 1616, p. 289; Alpes (Hautes-), B. 1616, p. 341; Alpes-Maritimes, B. 1617, p. 321; Ardèche, B. 1608, p. 31; Ariège, B. 1617, p. 323; Aude, B. 1616, p. 290; Aude, B. 1617, p. 291; B. 1616, p. 302; Aveyron, B. 1608, p. 35; — Calvados, B. 1617, p. 323; Cantal, B. 1608, p. 36; Charente, B. 1608, p. 37; Charente-Inférieure, B. 1617, p. 323.

p. 267; Cher, B. 1608, p. 1615;
Corrèze, B. 1608, p. 37; B. 1617,
p. 330; Corse, B. 1608, p. 38;
Côte-d'Or, B. 1617, p. 323; Côtes-
du-Nord, B. 1608, p. 59; Creuse,
B. 1608, p. 40; Dordogne, B. 1608,
p. 46; Doubs, B. 1608, p. 41;
Drôme, B. 1616, p. 292; B. 1636,
p. 1021; Du Puy-de-Dôme, B. 1616,
p. 265; B. 1616, p. 303; Gard,
B. 1608, p. 41; Garonne (Haute-),
B. 1608, p. 43; Girondo, B. 1608,
p. 43; Hérault, B. 1608, p. 44;
Ille-et-Vilaine, B. 1617, p. 324;
B. 1636, p. 1618; B. 1636, p. 1627;
Indre, B. 1617, p. 325; Isère,
B. 1608, p. 45; B. 1608, p. 46; —
Jura, B. 1608, p. 46; — Landes,
B. 1617, p. 326; Loir-et-Cher,
B. 1617, p. 327; Loire, B. 1608,
p. 47; Loire (Haute-), B. 1608,
p. 48; Lot, B. 1608, p. 49;
B. 1617, p. 331; Lot, B. 1608,
p. 49; Lozère, B. 1616, p. 294; —
Manche, B. 1608, p. 50; Marne,
B. 1617, p. 328; Mayenne, B. 1608,
p. 51; Meurthe-et-Moselle, B. 1608,
p. 52; Morbihan, B. 1608, p. 52; —
Nièvre, B. 1608, p. 53; Nord, B. 1608,
p. 52; B. 1616, p. 295; — Oran,
B. 1636, p. 1034; Orne, B. 1616,
p. 295; — Puy-de-Dôme, B. 1608,
p. 54; Pyrénées (Basses-), B. 1617,
p. 329; Pyrénées (Hautes-), B. 1616,
p. 296; — Pyrénées-Orientales,
B. 1617, p. 329; Saône (Haute-),
B. 1616, p. 297; Saône-et-Loire,
B. 1608, p. 55; Sarthe, B. 1608,
p. 56; Savoie, B. 1608, p. 56;
Savoie (Haute-), B. 1608, p. 57;
Seine-Inférieure, B. 1616, p. 298;
Seine-et-Marne, B. 1608, p. 58;
Seine-et-Oise, B. 1616, p. 298;
Sèvres (Deux-), B. 1616, p. 299;
B. 1617, p. 332; Somme, B. 1636,
p. 1025; — Tarn, B. 1608, p. 59;
Tarn-et-Garonne, B. 1608, p. 59;
— Var, B. 1608, p. 60; Vaucluse,
B. 1616, p. 300; Vendée, B. 1636,
p. 1019; B. 1636, p. 1024; Vienne,
B. 1616, p. 301; Vienne (Haute-),
B. 1616, p. 302; Vosges, B. 1608,
p. 61; B. 1616, p. 306; — Yonne,
B. 1616, p. 302.

DEPUTÉS.

Élections. Convocation des élec-
teurs par arrondissements et par
circonscriptions. — Décrets, con-
voquant à l'effet d'élection des dépu-
tés, les collèges électoraux des
circonscriptions, 31.10.1871. Pre-
mière circonscription de l'arron-
dissement d'Alais (Gard), B. 1607,
p. 212; — circonscription de l'ar-
rondissement de Bagnères-de-
Bigorre (Hautes-Pyrénées),
B. 1622, p. 541; — première cir-
conscription de l'arrondissement
de Briey (Corrèze), B. 1631,
p. 797; — circonscription de l'ar-
rondissement de Castelnau-d'Aud
(Aude), B. 1623, p. 542; —
première circonscription de l'ar-
rondissement de Castres (Tarn),
B. 1612, p. 190; — première
circonscription de l'arrondisse-
ment de Coutances (Manche),
B. 1607, p. 27; — circonscription
de l'arrondissement de Doullens
(Somme), B. 1612, p. 191; —
circonscription de l'arrondisse-
ment de Loches (Indre-et-Loire),
B. 1623, p. 540; — première cir-
conscription de l'arrondissement
de Marseille (Bouches-du-Rhône),
B. 1603, p. 33; — circonscription
de l'arrondissement de Montbé-
lard (Doubs), B. 1623, p. 537;
— circonscription de l'arrondis-
sement de Neuchâteau (Vosges),
B. 1623, p. 543; — deuxième cir-
conscription de l'arrondissement
de Nice (Alpes-Maritimes), B. 1607,
p. 26; — circonscription de l'ar-
rondissement de Sisteron (Basses-
Alpes), B. 1607, p. 25; — circon-
scription de l'arrondissement de
Thonon (Haute-Savoie), B. 1607,
p. 26; — circonscription de l'ar-
rondissement d'Ussel (Corrèze),
B. 1607, p. 27; — circonscription
de l'arrondissement de Verdun
(Meuse), B. 1628, p. 70.

DÉCRETION. Sont déclarés d'utilité
publique les travaux à exécuter
pour l'établissement d'une dériva-
tion de la Seine entre Bray et la

Tombe (Seine-et-Marne), B. 1631, R. 799.

DETTE PUBLIQUE ET RENTES FRANÇAISES. Loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en rentes 3 1/2 p. o/o les rentes à 4 1/2 p. o/o inscrites au Grand-Livre de la dette publique, B. 1607, p. 2; — décret relatif au remboursement ou à la conversion en rentes 3 1/2 p. o/o des rentes à 4 1/2 p. o/o inscrites au Grand-Livre de la dette publique, B. 1607, p. 17; — décret relatif à l'émission du nouveau fonds 3 1/2 p. o/o, B. 1612, p. 186; — décret qui détermine les conditions dans lesquelles s'effectuera le remboursement du capital des rentes 4 1/2 p. o/o non converties, B. 1614, p. 230.

DOMAINE.

Affectations d'immeubles domaniaux à divers : à l'administration des forêts (affectation mainteinte), des bâtiments et terrains de la sécherie dite « de Moëane », B. 1618, p. 383; — au département de la guerre, trois parcelles de terrain dépendant de la forêt domaniale de Haye, B. 1613, p. 217; — au département de la guerre, une parcelle de terrain dépendant de la forêt domaniale de Saint-Antoine, B. 1617, p. 344; — à la marine, l'ancien ouvrage militaire déclassé dit « Fort-Cézou » (Finistère), B. 1628, p. 679; — au service des ponts et chaussées, une parcelle dépendant de la forêt domaniale des Beni-Kani (département d'Alger), B. 1616, p. 319; — au département des travaux publics, la partie des dunes de la Tamarissière d'Agde (Hérault), d'une contenance de treize hectares environ, B. 1612, p. 192; — au département des travaux publics, les terrains dépendant de la batterie déclassée de l'île-aux-Moines (Côtes-du-Nord), B. 1627, p. 672; — décret portant rectification au décret du 30 octobre 1891, qui affecte au

département de la guerre certains terrains dépendant de la forêt domaniale de Fontainebleau, B. 1613, p. 216.

Concessions de droits et usions d'immeubles domaniaux. Décrets qui approuvent les concessions ci-après : au sieur *Éloi Louis*, d'une parcelle de terrain domaniale à conquérir sur le lit de la rivière de Vilaine à Rennes (Ille-et-Vilaine), B. 1631, p. 73; — aux sieurs *Desmarais frères*, d'une parcelle de terrain retranché de l'Adour, au lieu dit « Petit Lannes » ou « les Bazès », commune du Boucau (Basses-Pyrénées), B. 1611, p. 160; — au sieur *Fartanier (Paul)*, de deux parcelles d'alluvion en voie de formation sur la rive droite de la Garonne, dans la commune de Mas-Grenier (Tarn-et-Garonne), B. 1611, p. 319; — à l'hospice et à la commune de Granville (Manche), ainsi qu'à divers particuliers, de terrains militaires déclassés situés à Granville, B. 1620, p. 127; — au sieur *Leglise et compagnie*, d'une parcelle retranchée du lit de l'Adour, au lieu dit « Camp de l'Aygue », commune du Boucau (Basses-Pyrénées), B. 1616, p. 319.

Concessions de lais de mer et terrains maritimes : Décrets qui approuvent les concessions ci-après : au sieur *Blasini*, de parcelles de terrain sur la plage d'Arcachon, B. 1634, p. 979; — à la ville de Honfleur (Calvados), d'un emplacement à conquérir sur le domaine public maritime, entre le phare de l'Hôpital et la jetée de l'ouest, à Honfleur, B. 1636, p. 1045; — aux sieurs *Larrey frères*, d'une parcelle de terrain provenant de la grève du bassin d'Arcachon au port du canal de Mestras, B. 1630, p. 767; — à la ville de Saint-Servan, d'une parcelle de terrain domaniale sur la grève des Bas-Sablons, commune de Saint-Servan, B. 1616, p. 319.

Échanges de biens domaniaux :
Lois qui approuvent les échanges ci-après : entre l'État et la ville de Besançon, B. 1638, p. 1096;
— entre l'État et le sieur *Brude*, de terrains forestiers situés dans le département de la Drôme, B. 1607, p. 1; — entre l'État et le sieur *Chauvel*, de terrains forestiers au lieu dit « la Maison-Brûlée » (Seine-Inférieure), B. 1636, p. 1047; — entre l'État et la ville de Grenoble (Isère), de terrains situés à Grenoble, B. 1620, p. 427; — entre l'État et les consorts *Guillaumin, Henry et Duret*, de terrains forestiers situés dans le département de l'Allier, B. 1634, p. 954; — entre l'État et le sieur *Latteau*, de terrains situés dans le département du Loiret, B. 1607, p. 2; — entre l'État et la dame veuve *Prévost*, de terrains forestiers, situés dans le département des Deux-Sèvres, B. 1619, p. 390; — entre l'État et la dame *Baroux* (*Marguerite-Marie-Célestine*), de terrains boisés en Algérie, B. 1632, p. 916.

Fixation des limites de la mer :
Décrets constatant les limites de la mer dans les localités ci-après : Département d'Alger, sur la partie du littoral comprise entre la pointe de Sidi-Ferruch et la pointe Pescade (quartier maritime d'Alger), B. 1608, p. 63; — sur la partie du littoral comprise entre l'Oued-Auseron et l'Oued-Hachem (quartier maritime d'Alger), B. 1608, p. 63; — sur la partie du littoral comprise entre Tipaza et la pointe dite « du Nador » (quartier maritime d'Alger), B. 1608, p. 63; — sur la partie du littoral comprise entre la pointe Pescade et la ville d'Alger (quartier maritime d'Alger), B. 1618, p. 383.

Dons et legs. Décret portant que, sur l'émolument du legs fait à l'État par le sieur *Henry Giffard*, il est attribué une somme de cent mille francs à la société « l'Alliance française », B. 1626, p. 639. — Dé-

cret portant que, sur l'émolument du legs fait à l'État par le sieur *Henry Giffard*, il est attribué une somme de cent mille francs à la Société internationale des électriciens, B. 1626, p. 639. — Décrets qui autorisent l'acceptation ou le refus de dons et legs faits à divers, savoir : à l'ordre des avocats près le tribunal civil de Tours (Indre-et-Loire) (legs *Louis Robin*), B. 1608, p. 64; — au ministre de la guerre, pour le 16^e bataillon de chasseurs à pied et le 111^e d'infanterie (don de deux cents francs de rente par le lieutenant-colonel *Normand*), B. 1618, p. 382; — au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, pour l'école nationale des beaux-arts, le legs de la dame *Sophie-Anais Périgac*, veuve *Saint-Agnan Bouché*, B. 1631, p. 800; — au ministre de la marine, au nom de la caisse des invalides de la marine, le legs *Mubire* (*Jean-Etienne*), B. 1621, p. 169; — au ministre de la marine, au nom de l'établissement des invalides de la marine, le legs *Seraun* (*Victor-Yves*), B. 1618, p. 383; — au ministre de la marine, le legs *Hardy* (*François-Edouard*), B. 1636, p. 1046.

DOUANES

Importation. Loi qui élève le droit de douane du blé et de ses dérivés à l'importation, B. 1614, p. 225. — Décret qui fixe les quantités de produits d'origine et de provenance tunisiennes qui pourront être admises en franchise ou soumises à des traitements de faveur à leur entrée en France, du 1^{er} juillet 1894 au 30 juin 1895, dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890, B. 1638, p. 1095.

Entrepôts réels. Décret qui accorde à la ville de Boulogne-sur-Mer un entrepôt réel pour les sucres indigènes, B. 1611, p. 130. — Décret qui constitue en entre-

Par leet des douanes les locaux affectés à l'exposition internationale et coloniale de Lyon. B. 1610, p. 120. — **Décret qui constitue en entrepôt réel des douanes la salle Wagram affectée à l'exposition internationale de Vélodromie.** B. 1621, p. 164.

Dispositions diverses. **Décret qui ouvre le bureau des douanes d'Armentières (Nord) à l'importation et au transit de la librairie.** B. 1621, p. 165. — **Décret qui ouvre le bureau des douanes de Blanc-Misseron (Nord) à l'importation et au transit de la librairie.** B. 1622, p. 510. — **Décret qui ouvre le bureau des douanes de Lyon aux opérations de réintégration en entrepôt ou de réexportation des essences fabriquées avec des clous ou griffes de giraffe importés sous le régime de l'admission temporaire.** B. 1634, p. 959. — **Décret qui ouvre le bureau de douanes de Mortagne (Nord) au transit des marchandises non prohibées.** B. 1621, p. 470. — **Décret qui ouvre le bureau de douanes de Serzin (Haute-Savoie) à l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs les cent kilogrammes.** B. 1611, p. 141.

DYNAMITE.

Fabriques. **Décret qui autorise l'établissement d'une fabrique de dynamite sur le territoire de la commune d'Arles (Bouches-du-Rhône).** B. 1633, p. 918.

Dépôts. **Décret qui modifie le décret du 19 septembre 1867 relatif à l'établissement d'un dépôt de dynamite au puits de Cuvados.** B. 1609, p. 78. — **Décret modifiant celui du 19 septembre 1867, qui a autorisé l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Romaneche-Thorins (Saône-et-Loire).** B. 1635, p. 931. — **Décrets qui autorisent des dépôts de dynamite sur le territoire des communes ci-après :** Aubertin-court (Nord). B. 1622, p. 510. Auxelles-Bas (territoire de Belfort). B. 1621, p. 4-3. — Cerny (Pas-de-Calais). B. 1610, p. 7. — Mameau-les-Mines (Saône-et-Loire). B. 1610, p. 108. — Ménétré, lieu dit Las Cabottes (Ariège). B. 1621, p. 160. — Noy-Wareidm (Nord). B. 1622, p. 511. — Saint-Laurs (Deux-Sèvres). B. 1625, p. 382. — Saint-Martin-Renac (Basses-Alpes). B. 1631, p. 963. — Savignhes (Saône-et-Loire). B. 1610, p. 108. — Urm (Saône-et-Loire). B. 1609, p. 78. — **Décrets qui suppriment les dépôts de dynamite établis sur le territoire des communes ci-après :** Chénouvères-sur-Marne (Seine-et-Oise). B. 1621, p. 163. — Lessonnes (Seine-et-Oise). B. 1610, p. 107. — Saint-Chéron (Seine-et-Oise). B. 1610, p. 102. — Soisy-sous-Frion (Seine-et-Oise). B. 1610, p. 163.

ÉCHANGES. Voyez *Domaine*.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE. Loi qui modifie les limites d'âge d'admission des candidats à l'école polytechnique. B. 1615, p. 257. — **Décret portant règlement sur l'organisation de l'école polytechnique.** B. 1623, p. 514.

ÉLECTIONS. Voyez *Députés, Sénat*.

EMPRUNTS. Voyez *Départements*.

communes et villes, chambres de commerce.

ÉTRANGER. Voyez *Inondations*.

ENTRÉES. Voyez *Douanes*.

ERRATA. B. 1639, p. 561, lire n° 26245, voir B. 1622, p. 512. — B. 1610, p. 308, loi n° 27, voir B. 1630, p. 768.

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, MODES, INSALUBRES. Décret

complète la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, B. 1633, p. 926.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. Décret relatif à la déclaration des accidents survenus dans les établissements industriels, B. 1610, p. 112. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 12 juin 1893, en ce qui concerne les mesures d'hygiène de salubrité et de protection à prendre dans les manufactures, fabriques, mines, chantiers et ateliers de tous genres, B. 1627, p. 643.

ÉTAT CIVIL. NOMS.

Décrets aux termes desquels les personnes ci-après désignées sont autorisées : M. Anastay (Émile), à substituer à son nom patronymique celui d'Asier, B. 1629, p. 938. — M. Blumenfeld (Henri), à ajouter à son nom patronymique celui de Schmidt, B. 1607, p. 30. — M. Caboché (Lacien-Jules-Auguste), à substituer à son nom patronymique celui d'Emnery, B. 1617, p. 351. — MM. Cocu (Albert-Glois) et Coch (Marcel-Eugène-Victor), à substituer à leur nom patronymique celui de Glois, B. 1613, p. 223. — M. Doyen (Paul-Gustave-Aldre), à ajouter à son nom patronymique celui de Barigor, B. 1615, p. 287. — M. Escobas (Léon-François), à ajouter à son nom patronymique celui de Maugé, B. 1621, p. 479. — M. Fauriol (Marie-Joseph-Victor-Gaston), à ajouter à son nom patronymique celui de Rigolleau, B. 1607, p. 31. — M. Gabriel (Louis-Auguste-Marie-Joseph), à substituer à son nom patronymique celui de Sibille, B. 1607, p. 31. — M. Guibullac (Jean-Justin), à substituer à son nom patronymique celui de Genouillac, B. 1613, p. 224. — M. Jobard (Félix-Jules), à substituer à son nom patronymique celui de Dunesnil, B. 1628, p. 703. —

MM. Matigot-Molly (Salamin) et Marigot-Molly (Paul-Emile), à substituer à leur nom patronymique celui de Carry, B. 1624, p. 575. — M. Meunier (Maurice-Léon-Colin), à ajouter à son nom patronymique celui de Colin, B. 1628, p. 703. — M. Morand (Jean-Louis-Emile), à ajouter à son nom patronymique celui de Monnet, B. 1607, p. 30. — M. Mullin de la Blanchère (Marie-René), à substituer à son nom patronymique celui de Daroubray la Blanchère, B. 1607, p. 30. — MM. Pelletier (Marie-Auguste-Charles-Hippolyte) et Pelletier (Phil-Victor-Hippolyte), à ajouter à leur nom patronymique celui de Doty, B. 1607, p. 31. — M. Perdreau (Jules-Romuald), à substituer à son nom patronymique celui de Rischmann, B. 1607, p. 31. — M. Poirevert dit Verpois (Albert), à substituer à son nom patronymique celui de Bellenger, B. 1613, p. 223. — M. Rose-Elvina (Suzanne), et ses deux fils, MM. Rose-Elvina (Marlus-Louis-Félix) et Rose-Elvina (Jean-Alexandre-Théodore), à substituer à leur nom celui de Phélix, B. 1615, p. 287. — M. Saïd (François), à substituer à son nom patronymique celui de Lhétreux, B. 1625, p. 607. — Les mineurs ci-après nommés sous la tutelle de leur mère, M^{lle} Lallouement (Marie-Émilie-Eugénie), épouse divorcée de M. Sanly (Étienne-Auguste), savoir : Sanly (Camille-Joseph), Sanly (René-Gaston), Sanly (Lucien-Joseph), Sanly (Georges-Etienne), Sanly (Marie-Suzanne) et Sahly (Edouard), à substituer à leur nom patronymique celui d'Henry, B. 1623, p. 543. — M. de Savignon (Louis-Georges-Médard-Antoine), à ajouter à son nom patronymique celui de Larombière, B. 1625, p. 607. — M. Stalla (Jean-Antoine-Balthazar), à ajouter à son nom patronymique celui de Boudillon, B. 1607, p. 31. M^{lle} Voer (Marie-

Clémentine, à substituer à son nom patronymique celui de *Du-locle*, B. 1613, p. 223.

EVÊCHÉS. Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de *M. Petit* pour l'archevêché de Besançon, B. 1638, p. 1081. — Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de *M. Julien-Lusferrière* pour l'évêché de Constantine, B. 1638, p. 1082. — Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de *M. Touchet* pour l'évêché d'Orléans, B. 1638, p. 1083. — Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de *M. Pelgé* pour l'évêché de Poitiers, B. 1638, p. 1084.

EXPOSITIONS. Décret qui nomme *M. Alfred Picard* commissaire général de l'exposition universelle de 1900, p. 1609, p. 73. — Décret portant organisation des services de l'exposition universelle de 1900, B. 1609, p. 60. — Décret qui porte de cent à cent vingt-trois le nombre des membres de la commission supérieure de l'exposition universelle de 1900, B. 1610, p. 114. — Décret qui nomme les membres de la commission supérieure de l'exposition universelle de 1900, B. 1610, p. 115. — Décret qui nomme deux membres de la commission supérieure de l'exposition universelle de 1900, B. 1611, p. 140.

F

FORÊTS. Décret qui distrait du régime forestier, pour être soumis au service de la colonisation, divers terrains situés dans la commune d'Ain-Fezou, arrondissement de Tlemcen (Oran), B. 1625, p. 607. — Décret réglant la situation des agents forestiers en disponibilité, B. 1628, p. 673.

FORTIFICATIONS.

Délimitation et bornages des zones de fortifications et terrains militaires. Homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications des diverses places de guerre et postes militaires ci-après : Place de Rayonne, B. 1625, p. 606; — fort du Bourdieu et ouvrages de Bocq et de Ferrières-la-Petite, à Maubeuge, B. 1615, p. 276; — fortifications en arrière du front 12-13, rue Duguesclin, à Brest, B. 1633, p. 947; — blockhaus du Chabor, à Khenchela, B. 1633, p. 946; — batterie du nouveau pont du Drac, à Grenoble, B. 1615, p. 273; — poste d'El-Oued, B. 1615, p. 275; — place de la Rochelle, dans la partie voisine du pavillon 1, B. 1614, p. 231; — place de Saint-

Jean-Pied-de-Port, B. 1629, p. 72.

Zone de servitudes, polygones exceptionnels. Homologation du bornage du polygone exceptionnel créé dans la première zone des servitudes de la place de Bayonne, B. 1615, p. 284; — homologation du bornage des zones de servitude des batteries et fort de Berru, fort de Nogent, B. 1633, p. 1000; — homologation du bornage des zones de servitudes des ouvrages de Bocq et du fort de Bourdieu, à Maubeuge, B. 1615, p. 381; — homologation du bornage de la zone unique des servitudes de la place de Colmar, B. 1613, p. 211; — homologation du bornage de deux polygones exceptionnels créés dans la zone des servitudes de la place d'Étrevaux, B. 1614, p. 232; — homologation du bornage de la zone des servitudes des ouvrages de la Repentance, aux d'Hyères, B. 1613, p. 210; — homologation du bornage des zones de servitudes des batteries de Sathonay et de Sermenas, fort de Vancia et des ouvrages de Neyron, à Lyon, B. 1629, p. 73.

H

HERBES MARINES. Voyez *Pêche*.

I

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. Voyez *Départements, Communes*.

IMPÔTS. Décret instituant une commission chargée de la réforme de l'assiette des impôts, B. 1635, p. 1009.

INONDATIONS. Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la fermeture des brèches de la diguée du Lauzon située sur le territoire des communes de Lamotte et de Mondragon (Vaucluse) constituées en syndicat pour la réparation et l'entretien dudit ouvrage, B. 1638, p. 1099.

INSTRUCTION PUBLIQUE. Décret qui classe la commune d'Ambarès-et-la-Grave (Gironde) dans la première série du tableau annexé au décret du 31 décembre 1892 pour la fixation des indemnités

de résidence aux instituteurs, B. 1615, p. 276. — Décret portant transformation de l'école coloniale d'enseignement primaire complet de Cayenne en collège d'enseignement secondaire moderne et organisation de cet établissement, B. 1626, p. 611. — Décret qui transfère, du ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, les écoles primaires supérieures et professionnelles de Saint-Chamond, du Mans et de Limoges, B. 1633, p. 929. — Décret portant règlement d'administration publique sur les suppléants auxiliaires chargés de remplacer les instituteurs en cas de maladie, B. 1634, p. 960.

L

LÉGION D'HONNEUR. Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion de l'exposition universelle de Chicago, en 1893, B. 1624, p. 545. — Décret sur la discipline des titulaires de la médaille commémorative de l'expédition de Madagascar, B. 1626, p. 609. — Décret sur la discipline des titulaires de la médaille commémorative de l'expédition du Dahomé,

B. 1626, p. 610. — Décret sur la discipline des titulaires de la médaille coloniale, B. 1626, p. 631. — Décret portant création d'une médaille d'honneur pour les agents inférieurs des douanes, B. 1635, p. 1000.

LEGS. Voyez *Dons et legs*.

LETTRE DE CHANGE. Voyez *Code de commerce*.

M

MARINE.

Marine marchande. Décret qui approuve le treizième supplément au long cours et le premier supplément au cabotage au tableau

général des distances de port à port, B. 1629, p. 729.

MER (LIMITES DE LA). Voyez *Dominaine*.

MINES. Décret qui fixe les traite-

ments des contrôleurs des mines, B. 1613, p. 203; — décret qui modifie l'article 26 du décret du 18 juillet 1890, relatif à l'organisation de l'École nationale supérieure des mines, B. 1624, p. 562.

MINISTÈRES.

Dispositions générales. Décret portant nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1890 et l'année 1891, B. 1615, p. 274; — Décret qui nomme M. Ch. Dupuy, ministre de l'intérieur et des cultes, président du Conseil des ministres, B. 1626, p. 833.

Dispositions générales à chaque ministère. *Ministère des affaires étrangères.*

Affaires étrangères. Décret qui nomme M. Hanotaux (Gabriel) ministre des affaires étrangères, B. 1626, p. 634; — décret qui approuve le compte des fonds secrets au ministère des affaires étrangères, du 1^{er} janvier au 30 juin 1894, B. 1634, p. 966.

Agriculture. Décret qui nomme M. Viger, député, ministre de l'agriculture, B. 1626, p. 637.

Colonies. Loi qui crée un ministère des colonies, B. 1623, p. 513; — décret qui nomme M. Boulanger ministre des colonies, B. 1623, p. 537; — décret qui nomme M. Delcasse, député, ministre des colonies, B. 1626, p. 638; — décret qui transporte au ministère des colonies les crédits ouverts sur le budget général des exercices 1893 et 1894 au ministère du commerce pour le service des colonies, B. 1627, p. 656.

Commerce, industrie, postes et télégraphes. Décret rapportant les décrets des 14, 19 et 23 mars 1889, relatifs au rattachement des services coloniaux au ministère du commerce et de l'industrie, B. 1623, p. 536.

décret qui nomme M. Lourie, sénateur, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, B. 1626, p. 637; — décret qui modifie l'organisation de l'administration centrale du ministère du commerce et de l'industrie, B. 1627, p. 641.

Finances. Décret qui nomme M. Poincaré (Raymond), député, ministre des finances, B. 1626, p. 639.

Guerre. Décret relatif aux modifications apportées à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la guerre, B. 1625, p. 598; — décret qui nomme M. le général Mercier (Auguste) ministre de la guerre, B. 1626, p. 635.

Intérieur. Décret qui modifie l'administration des cultes au ministère de l'intérieur, B. 1626, p. 632; — décret qui nomme M. Ch. Dupuy, député, ministre de l'intérieur et des cultes, B. 1626, p. 631.

Instruction publique, beaux-arts et cultes. Décret qui nomme M. Leygues (Georges), député, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, B. 1626, p. 633.

Justice. Décret qui nomme M. Guérin (Eugène), sénateur, garde des sceaux, ministre de la justice, B. 1626, p. 633; — décret qui modifie les articles 1, 3 et 6 du décret du 30 décembre 1881 portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'administration centrale du ministère de la justice, B. 1626, p. 705.

Marine. Décret qui nomme M. Félix Faure, député, ministre de la marine, B. 1626, p. 636.

Travaux publics. Décret qui nomme M. Barthou (Louis), député, ministre des travaux publics, B. 1626, p. 636.

AVIRES. Décret relatif à la réglementation de l'armage des marchandises à bord des navires de commerce. B. 1619, p. 132.

Carros.

Crédations ou prorogations de surtaxes. Lois qui créent ou prorogent des surtaxes diocésaines dans les villes et communes ci-après : Abbeville (Somme), B. 1619, p. 391; — Aubagne (Bouches-du-Rhône), B. 1620, p. 417; — Canten (Finistère), B. 1620, p. 418; — Civray (Vienne), B. 1619, p. 391; — Crozon (Finistère), B. 1622, p. 481; — Digne (Basses-Alpes), B. 1619, p. 386; — Dinon (Finistère), B. 1622, p. 483; — Elbeuf (Seine-Inférieure), B. 1619, p. 392; — Evian-les-Bains (Haute-Savoie), B. 1619, p. 387; — Ferté-Macé (Orne), B. 1620, p. 419; — Gouesnon (Finistère), B. 1619, p. 393; — Grandcamp (Calvados), B. 1622, p. 483; — Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure), B. 1619, p. 385; — Guipavas (Finistère), B. 1622, p. 483; — Hauxec (Finistère), B. 1634, p. 953; — Miran (Aisne), B. 1620, p. 419; — Nivillac (Finistère), B. 1622, p. 484; — Laon (Aisne), B. 1620,

Voyez Pêches, bacs.
Pêche maritime. Décret, concernant le tirage au sort des laces et la police de la pêche à terre-Neuve. B. 1614, p. 340; — décret, qui proroge pour une année les dispositions du décret du 9 avril 1888, relatif à la coupe des herbes marines (quartiers de

Sous-Voir Etat civil.

p. 420; — Marseille (Bouches-du-Rhône), B. 1629, p. 421; — Montmorillon (Vienne), B. 1620, p. 422; — Mure (Isère), B. 1619, p. 393; — Péronne (Somme), B. 1620, p. 422; — Plougastel-Daoulas (Finistère), B. 1619, p. 387; — Ploumoguer (Finistère), B. 1619, p. 388; — Pontaise (Seine-et-Oise), B. 1620, p. 423; — Rouen (Seine-Inférieure), B. 1619, p. 388; — Rumengol (Finistère), B. 1620, p. 424; — Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), B. 1622, p. 485; — Salins (Jura), B. 1622, p. 486; — Segré (Maine-et-Loire), B. 1620, p. 425; — Sisteron (Basses-Alpes), B. 1619, p. 394; — Steenvoorde (Nord), B. 1620, p. 425; — Tarascon (Bouches-du-Rhône), B. 1620, p. 426; — Trepport (Seine-Inférieure), B. 1619, p. 389; — Villefranche (Alpes-Maritimes), B. 1622, p. 486; — Vitre (Ille-et-Vilaine), B. 1622, p. 487; — Ville (Isère), B. 1619, p. 395.

Roscoff et du Conquet. B. 1625, p. 393.

Pensions.
Pensions civiles. Décret, portant fixation et répartition du crédit d'inscription des pensions civiles pour l'année 1894. B. 1614, p. 337; — décret, portant répartition, entre les différents ministères, d'un crédit supplémentaire

pour l'inscription de pensions civiles, B. 1637, p. 1073.

Pensions diverses. Décret portant création de pensions de réforme au profit des artistes de l'Opéra, B. 1607, p. 14.

PERCEPTEURS. Décret relatif au recouvrement des percepteurs sur-numéraires et au classement des perceptions, B. 1628, p. 682.

PILOTAGE. Décret portant modification des tarifs de pilotage d'Oran, B. 1636, p. 764.

PISCICULTURE. La partie de la rivière d'Agout comprise entre la pointe nord de Saint-Martin et un point à cinquante mètres en aval de l'embouchure du ruisseau de Gouty-Escur dans la commune de Roquecourbe (Tarn) est réservée pour la reproduction du poisson, B. 1636, p. 1046.

POLICE.

Dispositions générales. Décret qui fixe le cadre du personnel chargé de la police de la ville de Dijon (Côte-d'Or), B. 1607, p. 9; — décret qui fixe le cadre du personnel affecté au service de la police de la ville de Montpellier, B. 1613, p. 269; — décret qui fixe le cadre du personnel affecté au service de la police de Rouen, B. 1613, p. 284; — décret qui fixe le traitement des secrétaires des commissariats de police des communes du département de la Seine, B. 1625, p. 596.

Commissaires centraux de police.

Extension de juridiction. La juridiction du commissaire central de police de Saint-Quentin (Aisne) est étendue à toutes les communes du canton, B. 1621, p. 479.

Commissaires spéciaux de police.

Extensions de juridiction. La juridiction du commissaire spécial de police de la Palisse (Allier) est étendue à toutes les communes du canton, B. 1621, p. 479.

Commissaires de police. Créations. Décret qui crée dans la ville de Paris trois nouveaux emplois de commissaire de police, B. 1634,

p. 968; — décrets portant création de commissaires de police dans les villes ci-après : Creil (Oise), B. 1617, p. 351; Sainte-Savine (Aube), B. 1627, p. 671.

Suppressions. Décret portant suppression du commissaire de police de Charbonnières Nord, B. 1628, p. 703.

Extensions de juridiction. La juridiction du commissaire de police d'Albertville (Savoie) est étendue aux communes de Palud, Saint-Sigismond, Venthon et Césarches, B. 1621, p. 55; — la juridiction du commissaire de police de Castres (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton, B. 1621, p. 479; — la juridiction du commissariat de police de Dieppe (Seine-Inférieure) est étendue à la commune de Saint-Martin-Eglise, B. 1617, p. 671; — la juridiction du commissaire de police de Frontignan (Hérault) est étendue à la commune de Balaruc-les-Bains, B. 1619, p. 416; — la juridiction du commissaire de police de Gaillac (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton, B. 1621, p. 479; — la juridiction du commissaire de police de Graulhet (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton, B. 1621, p. 479; — la juridiction du commissaire de police de Lavaur (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton, B. 1621, p. 479; — la juridiction du commissaire de police de Lezignan (Aude) est étendue à la commune de Roubia, B. 1638, p. 1099; — la juridiction du commissaire de police de Lisieux (Calvados) est étendue aux communes de Glos, Oulley-le-Vicomte, Beauvilliers et Saint-Jacques-Lisieux, B. 1618, p. 381; — la juridiction du commissaire de police de Mazamet (Tarn) est étendue à toutes les communes du canton, B. 1621, p. 479; — la juridiction du commissaire de

police de Mehun (Cher) est étendue à toutes les communes du canton, B. 1624, p. 479. — la juridiction du commissaire de police de Saint-Amand (Cher) est étendue aux communes de Valligny et d'Uzy-le-Venon, B. 1615, p. 287. — la juridiction du commissaire de police de Saint-Lô (Manche) est étendue aux communes d'Agneaux, Baudre, Saint-Georges-de-Montcoq, Sainte-Croix-de-Saint-Lô et Saint-Thomas-de-Saint-Lô, B. 1615, p. 287. — la juridiction du commissaire de police de Sens (Yonne) est étendue à la commune de Ferou, B. 1619, p. 416. — la juridiction du commissaire de police de Vézou (Cher) est étendue à toutes les communes du canton, B. 1621, p. 479.

POLICE SECRÈTE. Décret qui approuve le compte d'emploi des fonds de police secrète affectés au service de la transportation et de la rélegation à la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 1892, B. 1609, p. 66. — Décret portant approbation du compte d'emploi des fonds de police secrète affectés au service de la transportation et de la rélegation à la Guyane française pendant l'exercice 1898, B. 1630, p. 748.

PONTS. Décret qui autorise la restauration du pont suspendu de Saint-Vallier sur le Rhône (route nationale n° 7, annexe n° 1), dans le département de la Drôme, B. 1613, p. 222.

PONTS ET CHAUSSÉES. Décret qui fixe les traitements des conducteurs des ponts et chaussées, B. 1613, p. 202. — Décret portant réorganisation du personnel des commis des ponts et chaussées et des mines, B. 1613, p. 198. — Décret qui fixe le traitement des sous-ingénieurs des ponts et chaussées, B. 1615, p. 258. — Décret qui modifie les conditions dans lesquelles les ingénieurs, sous-ingénieurs et conducteurs des ponts

et chaussées, les ingénieurs et contrôleurs des mines peuvent être mis en service détaché, B. 1615, p. 264.

POPULATION. Décrets qui rectifient le tableau de population n° 3, déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891, en ce qui concerne le département du Nord, B. 1630, p. 766.

PORTS. Décret qui prescrit la mise en adjudication de la concession de l'exploitation de la forme de radoub du bassin à flot de Bordeaux (Gironde), B. 1612, p. 486.

— Décret qui réglemente l'exploitation, par la chambre de commerce de Bordeaux, du service d'outillage public installé ou à installer sur les quais et dépendances du port de Bordeaux, B. 1635, p. 933. — Décret qui modifie les articles 81 et 82 du cahier des charges annexé au décret du 22 décembre 1885, portant concession à la chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer d'un outillage public à établir dans le port de cette ville, B. 1634, p. 969. — Décret qui déclare d'utilité publique les travaux prévus pour l'amélioration du port de Calvi (Corse), B. 1627, p. 648.

— Décret qui modifie l'article 25 du cahier des charges annexé au décret du 5 février 1890, relatif au service du remorquage au port de Dieppe, B. 1631, p. 770.

Est déclarée d'utilité publique la construction de quais maritimes à l'extrémité ouest du canal de Tancarville au port du Havre (Seine-Inférieure), B. 1611, p. 159.

— Décret qui autorise la compagnie havraise péninsulaire à établir et à exploiter une grue fixée sur le quai d'Anvers, au port du Havre (Seine-Inférieure), B. 1619, p. 407. — Décret qui modifie l'article 31 du cahier des charges annexé au décret du 27 février 1892, portant concession à la chambre de commerce de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) d'un service d'outillage

public sur les quais du port de cette ville, B. 1628, p. 680. — Décret qui autorise la chambre de commerce de Honfleur à mettre à la disposition de l'État une somme pour l'exécution de travaux de dragages au port de Trouville-Deauville, B. 1633, p. 932. — Décret qui modifie celui du 1^{er} août 1864, relatif au transport, par chemins de fer, des marchandises de transit pour tous les ports de mer, B. 1636, p. 1044.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Union postale. Décret relatif à la taxe des correspondances à destination des Pays-Bas, dont la remise devra être faite par exprès, B. 1615, p. 278.

Services maritimes postaux. Décret qui institue une commission chargée de statuer sur les demandes d'admission à commissionner pour l'adjudication du service maritime postal français entre la France et l'Angleterre, B. 1618, p. 379.

Télégraphes. Décret relatif à la correspondance télégraphique privée dans le régime intérieur, B. 1612, p. 172.

Franchises postales. Décret modifiant l'article 1^{er} du décret du 25 novembre 1893, relatif à la franchise accordée à la correspondance de service de certains fonctionnaires, B. 1607, p. 6. — Décret qui modifie celui du 29 novembre 1893, relatif à la circulation en franchise, par la poste, des avis de constatation de maladies épidémiques, B. 1614, p. 236. — Décret relatif à l'admission à circuler en franchise de la correspondance de service que les directeurs des dépôts d'étalons

ont à échanger avec les vétérinaires, chefs de station de mont, B. 1628, p. 685. — Décret relatif 1^o à la suppression de certaines franchises; 2^o à l'admission en franchise de la correspondance officielle que les chefs d'état-major des arrondissements maritimes ont à échanger avec les commandants des bureaux de recrutement et de mobilisation, avec les commissaires aux approvisionnements et avec les directeurs des établissements hors des ports, B. 1611, p. 769. — Décret qui modifie celui du 8 février 1894, relatif à la réception en franchise, par les préfets, sous-préfets et maires, de avis de maladies épidémiques, B. 1637, p. 1075. — Concessions de franchise postale de certains fonctionnaires, B. 1613, p. 212.

PRISONS, MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE ET DE CORRECTION. Décret qui reconnaît la maison d'arrêt de correction de Béthune (Pas-de-Calais) comme établissement affecté à l'emprisonnement individuel des détenus des deux sexes, B. 1631, p. 792.

PRUD'HOMMES (CONSEILS DE.) Décret modifiant l'article 2 du décret du 13 avril 1885, qui a institué un conseil de prud'hommes à Orléans, B. 1634, p. 954. — Décrets qui créent des conseils de prud'hommes dans les villes ci-après : Blois (Loir-et-Cher), B. 1610, p. 120; — Châteauroux (Indre), B. 1625, p. 592; — Lavaur (Var), B. 1615, p. 266; — La Rochelle (La) [Charente-Inférieure], B. 1621, p. 470.

PRUD'HOMMES. Décret séparant les eaux exploitées en commun par les prud'hommes de Brusq et de Sanary, B. 1626, p. 624.

R

RÉCIDIVISTES. Décret qui nomme membres de la commission de classement des récidivistes

MM. Reibaud et Paybaraud, B. 1631, p. 607.

RIVIÈRES. Décret portant que la pr

tie de la rivière d'Orne, comprise entre le pont de Vaucelles et la tête aval du pont du chemin de fer, à Caen (Calvados), cessera d'être classée parmi les rivières navigables, B. 1626, p. 636.

ROUTES DÉPARTEMENTALES. Décret qui reporte au 1^{er} décembre 1894 le délai fixé par l'article 3 du décret du 26 mars 1888 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux de rectification de la route départementale n° 5, dans le département du Jura, B. 1617, p. 351.

ROUTES NATIONALES.

Travaux divers. Décret portant que la commune d'Issy-les-Moulineux (Seine) est substituée aux droits que l'État tient du décret du 14 février 1894 revisant les alignements de la partie de la route nationale n° 189 comprise entre la rue Vautetard et la rue des Prés, dans la traverse de la-

dite commune, B. 1628, p. 702.
— Décret portant ce qui suit : la ville de Reims (Marne) est substituée aux droits que l'État tient de l'ordonnance royale du 19 juin 1845 réglant les alignements de la route nationale n° 44 de Châlons à Cambrai, dans la traverse de ladite ville, B. 1614, p. 255.
— Sont déclarés d'utilité publique : les travaux de rectification de la route nationale n° 57, entre Baudoncourt et Colombier, dans les côtes des Vignes, de Chaudron, de Pont-Joly, de Saultx et de Colombier (Haute-Saône), B. 1614, p. 255 ; — les travaux de rectification de la route nationale n° 79, dans le sommet de la montée des Vignes (Ain), B. 1631, p. 798 ; — les travaux de rectification de la route nationale n° 80, dans la traverse de Chissey-en-Morvan (Saône-et-Loire), B. 1631, p. 799.

S

SÉNAT. SÉNATEURS.

Convocations des collèges électoraux en vue d'élections. Décrets qui convoquent les conseils municipaux des communes comprises dans les départements ci-après, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection de sénateurs : Aude, B. 1608, p. 62 ; — Corse, B. 1623, p. 533 ; — Guadeloupe, B. 1609, p. 75 ; — Indre, B. 1623, p. 639 ; — Indre-et-Loire, B. 1607, p. 8 ; — La Réunion, B. 1609,

p. 76 ; — Meuse, B. 1610, p. 126 ; — Vaucluse, B. 1610, p. 127 ; — Vosges, B. 1607, p. 5.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. Décret modifiant le décret du 26 avril 1856 sur les sociétés de secours mutuels, B. 1627, p. 663.

SOUS-PRÉFECTURES. Décret qui détermine le rang des sous-préfectures de l'Algérie dans le classement général des sous-préfectures de la métropole, B. 1615, p. 283.

T

TABACS. Décret qui fixe la nomenclature et le prix de vente à l'intérieur des tabacs fabriqués, B. 1630, p. 757.

TAXES. Décret portant règlement d'administration publique sur la taxe militaire, B. 1618, p. 369. —

Décret qui fixe les taxes à percevoir sur les pièces de l'état civil délivrées par le ministère des affaires étrangères, en exécution de la loi du 8 juin 1893, B. 1625, p. 606.

TÉLÉGR. Décret qui fixe la valeur des

monnaies étrangères en monnaies françaises pendant l'année 1894, pour la perception, pendant l'année 1894, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des Gouvernements étrangers, B. 1611, p. 157. — Décret concernant le mode d'oblitération des timbres mobiles par les trésoriers de fabriques et consistoires, B. 1638, p. 1090.

TONNAGE. Décret qui autorise l'établissement d'un droit de tonnage dans le port de Marseille, B. 1626, p. 626. — Décret qui autorise l'établissement d'un droit de tonnage dans le port de Douchair (Seine-Inférieure), B. 1627, p. 652. — Décret qui autorise la commune de Saint-Nicolas (Var) à établir un droit de tonnage dans le port de cette ville, B. 1627, p. 654.

TONNAGE. Décret qui prolonge la durée de la concession de la compagnie du tonnage de la Basse-Seine et de l'Oise et modifie le tarif des droits à percevoir par ladite compagnie, B. 1636, p. 1041.

TRAMWAYS

Dispositions générales. Décret qui approuve la substitution, au sieur Bernard, de la société anonyme du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, par Saint-Laurent-du-Pont, comme concessionnaire, dans le département de l'Isère, et rétrocessionnaire, dans le département de la Savoie, de la ligne de tramway de Voiron à Saint-Béron avec embranchement de Saint-Laurent-du-Pont à Fourvoirie, B. 1613, p. 208. — Décret qui approuve la modification, en ce qui concerne la ligne de tramway de Saint-Eugène à Rovigo, de divers articles du cahier des charges annexé au décret du 16 janvier 1892, relatif à l'établissement d'un réseau de tramways dans le département d'Alger, B. 1618, p. 354. — Décret qui approuve le traité passé entre la compagnie du chemin de fer de

Paris à Orléans et la société de tramways de Loiret-Orléans pour la construction et l'exploitation de la ligne à voie étroite de Saint-Aignan Noyers à Blois, B. 1616, p. 368. — Décret qui approuve la convention entre la société de tramways de Loiret-Orléans et la société de tramways de Pithiviers à Toury, B. 1616, p. 622. — Décret qui approuve la substitution de la compagnie générale des omnibus à la compagnie générale des tramways, comme concessionnaire de la partie comprise entre le tramway de Montreuil à la place de la Nation, B. 1631, p. 721. — Décret qui reporte au 1^{er} février 1895 le délai fixé par l'article du décret du 27 février 1890 pour les expropriations nécessaires à l'établissement de la ligne de tramway du Marché des Capucins à la Blancarde et au cimetière Saint-Pierre, territoire de Marseille, Bouches-du-Rhône, B. 1631, p. 1046. — Décret qui modifie l'article 2 du cahier des charges annexé au décret du 17 août 1890 en ce qui concerne le tracé, dans la traversée de Valenciennes, du tramway de Chateaufort à Valenciennes, B. 1638, p. 1098.

Constructions. Décrets qui déclarent d'utilité publique : l'établissement d'une ligne de tramway entre la porte d'Aumour et Paris, et la mairie du Pré-Saint-Gervais (Seine), B. 1635, p. 611. — l'établissement, dans le département de la Savoie, d'une ligne de tramway entre Montier et Brides-les-Bains, B. 1637, p. 1061. — l'établissement, dans le département de la Vendée, d'une ligne de tramway entre Challans et Fromentine, B. 1639, p. 706.

TRAVAIL. Décret qui modifie l'article 2 du décret du 13 décembre 1892, portant organisation du service de l'inspection du travail dans l'industrie, B. 1611, p. 24.

TRAVAUX MARITIMES. Décret autorisant l'exécution des travaux complémentaires de dérochement dans la grande darse de Philippeville (Algérie), B. 1614, p. 255.

TRÉSOR PUBLIC. Décret qui nomme les membres de la commission de vérification des frais de service et

de négociation du Trésor public pour l'exercice 1893, B. 1617, p. 343.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. Décret portant augmentation du nombre des juges titulaires et des juges suppléants du tribunal de commerce de Flers (Orne), B. 1631, p. 794.

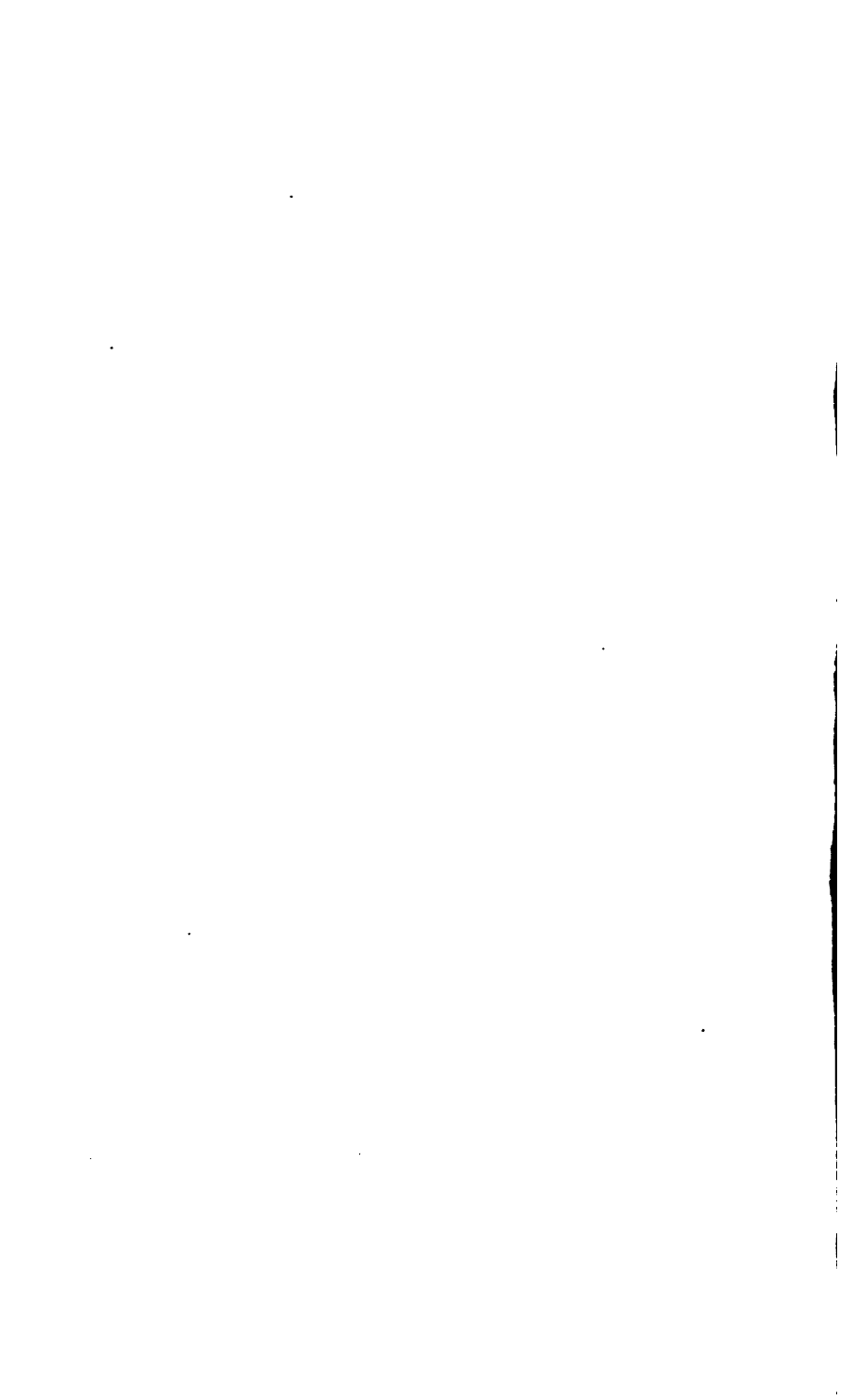
V

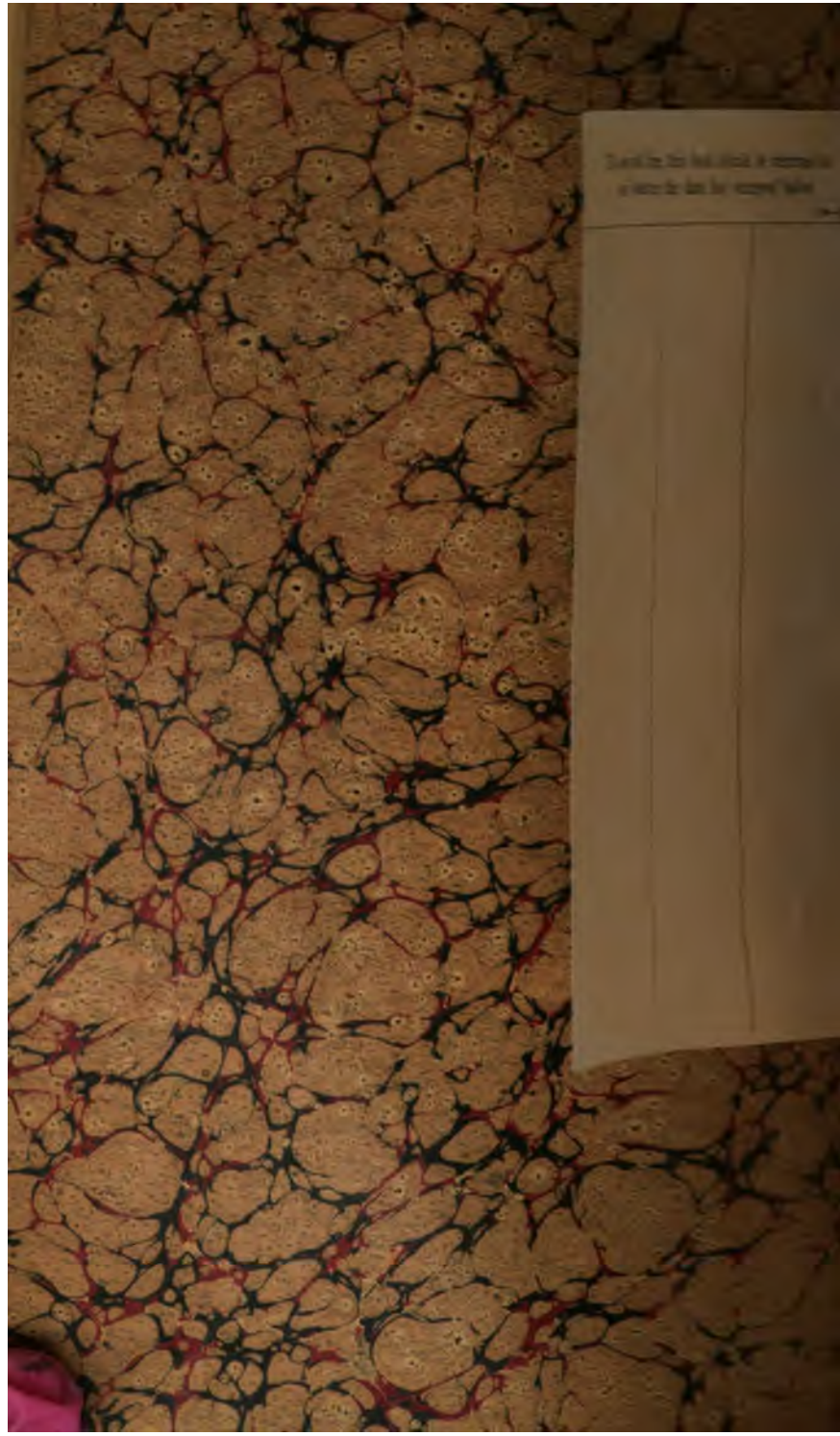
VENTES PUBLIQUES. Décret qui autorise l'ouverture et l'exploitation, dans les locaux de l'hôtel des chambres syndicales, situés rue

de Lancry, n° 10, à Paris, d'une salle de ventes publiques de marchandises neuves, aux enchères et en gros, B. 1634, p. 958.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XLVIII, PARTIE PRINCIPALE.







Standard Law Library



3 6105 062 553 339

349.4.
F81
12th se
v. 48

594820